



# DÉBATS

*de*

*l'Assemblée législative*

---

**18e Législature — 3e session**

**Vol. 1 – Séances du 9 janvier au 8 mars 1934**

**1934**

**Texte établi par Isabelle Rodrigue et Josée Levasseur**

---

**Orateur : l'honorable Téléphore-Damien Bouchard**







**DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**18e Législature – 3e session**

**Vol. 1 - Séances du 9 janvier au 8 mars 1934**

**1934**





# DÉBATS

*de*

*l'Assemblée législative*

---

**18<sup>e</sup> Législature — 3<sup>e</sup> session**

**Vol. 1 – Séances du 9 janvier au 8 mars 1934**

**1934**

**Texte établi par Isabelle Rodrigue et Josée Levasseur**

---

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2012

### Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,  
1ère session (1867/68)- . -- Québec: Assemblée nationale,  
Journal des débats, 1974-  
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par  
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature  
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de  
l'Assemblée législative du Québec.  
Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -  
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et  
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec  
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la  
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée  
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de  
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

**Bibliothèque de l'Assemblée nationale**

<b>Direction:</b>	Jean Chabot	
<b>Recherche et reconstitution:</b>	Isabelle Rodrigue Josée Levasseur Maria Buttazzoni	
<b>Introduction:</b>	Christian Blais	
<b>Traduction:</b>	Mathieu Boily Tony Gagnon	
<b>Révision et édition:</b>	Michel Rhéaume Donald Chouinard	
<b>Indexation:</b>	Monique Fortier	
<b>Collaboration:</b>	Marie Auger Danielle Bernier Christian Blais Marthe Bussièrès Rénald Buteau Gilles Gallichan	Louise Ouimet Jocelyn Saint-Pierre Réjeanne Trépanier Sylvie Turcotte Journal des débats

Tous droits réservés  
Dépôt légal – 2<sup>e</sup> trimestre 2012  
Bibliothèque et Archives nationales Québec  
ISBN 978-2-551-23967-2  
ISSN 0847-4273  
15 \$



### **Note de l'éditeur**

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : [reference@assnat.qc.ca](mailto:reference@assnat.qc.ca)



## Introduction historique

### Un portrait du Québec de 1934

La crise n'est pas finie. Des signes d'amélioration pointent à l'horizon, mais le problème du chômage est cependant toujours aussi aigu au Québec, et ce, malgré les efforts déployés par les différents paliers de gouvernement pour l'enrayer. Cette dépression atteint toutes les classes de la société et, pour plusieurs – les sans-travail dans leur taudis loué en ville ou les défricheurs dans leur cabane de bois vert en pays de colonisation –, c'est la « misère noire<sup>1</sup> ». Et, de partout, le climat général d'insatisfaction à l'encontre des gouvernements ne fait qu'augmenter.

L'Église catholique ne reste pas indifférente devant cette misère qui accable ses ouailles. Aux effets combinés de l'industrialisation et de l'urbanisation au Québec et aux élans de la gauche, elle cherche à substituer sa propre doctrine sociale. C'était à cette fin d'ailleurs qu'avait été créée, en 1911, l'École sociale populaire, à Montréal, sous la conduite du jésuite Joseph-Papin Archambault. En réponse à la grande dépression, ce groupe avait orchestré, le 9 mars 1933, une journée d'étude regroupant des prêtres et des religieux de différents diocèses.

En mai 1933, treize moralistes, parmi lesquels figure le père Georges-Henri Lévesque, rendent public leur programme de restauration sociale. Sont publiés 13 articles dans lesquels ils préconisent « non la destruction, mais la réforme du système capitaliste<sup>2</sup> ». Inspirée par l'encyclique *Quadragesimo Anno* du pape Pie XI, l'École sociale populaire cible divers moyens pour « mettre fin à la dictature économique et assurer une meilleure répartition des richesses<sup>3</sup> ».

Si cette première mouture du *Programme de restauration sociale* ébauche de grandes lignes directrices chrétiennes pour guérir les causes « d'ordre moral » de la crise, ce document ne suggère, par contre, que très peu de remèdes concrets au marasme. L'École sociale populaire invite donc des laïcs à élaborer les réformes nécessaires à la réalisation de leur programme. Pour passer de la théorie à la pratique, autrement dit, ils font appel aux éléments les plus en vue de l'intelligentsia québécoise. Il y a, parmi les 10 signataires laïques du *Programme de restauration sociale no 2*, Esdras Minville, professeur à l'École des hautes études commerciales; Philippe Hamel, dentiste et ardent promoteur de la nationalisation de l'électricité; Albert Rioux, président de l'Union catholique des cultivateurs de la province; Alfred Charpentier, président du Conseil central des syndicats ouvriers catholiques de Montréal; et René Chaloult, avocat et futur député à l'Assemblée législative du Québec. Ce *Programme de restauration sociale no 2* paraît dans les journaux à la fin du mois de septembre 1933<sup>4</sup>.

Dans un premier temps, les idées mises de l'avant par les adhérents du *Programme de restauration sociale* ne font pas trop de remous dans le milieu politique. Pas encore. Tous ignorent que ce mouvement constitue une lame de fond qui, à terme, aura des répercussions notables contre le gouvernement de Louis-Alexandre Taschereau.

En ce début de l'année 1934, ce sont plutôt les Jeune-Canada qui font parler d'eux à l'Assemblée législative, dans les journaux, à la radio et sur les scènes du Gesù à Montréal et au Palais Montcalm à Québec, etc. Omniprésent sur la scène publique, ce pan de la jeunesse universitaire canadienne-française, animé par un clergé nationaliste, clame à la fois ses espérances et son indignation. Forts des 74 702 signatures à l'appui de leur *Manifeste de la jeune génération*, les Jeune-Canada se sentent bien aises de dénoncer, avec fougue, les travers de la classe dirigeante<sup>5</sup>. Idéalistes, ils font la promotion d'un nouveau régime politique, social et économique et, en cela, ils rejoignent les vœux de l'École sociale populaire et ceux véhiculés en même temps par l'abbé Lionel Groulx et ses collaborateurs à la revue *L'Action nationale*.

Bien que les Jeune-Canada se disent apolitiques, leurs discours sont plus souvent qu'autrement dirigés contre la politique libérale de Taschereau. Ils dépeignent le premier ministre du Québec comme le serviteur des trusts et comme un anticlérical. Devant un large auditoire, les politiques du Parti libéral sont l'objet de toutes les critiques. Sans compter que la « bonne presse » – c'est-à-dire *Le Devoir* et *L'Action catholique* – contribue à véhiculer les tracts de cette jeunesse militante. L'opposition conservatrice au Parlement de Québec ne reste pas indifférente, non plus, face à ce mouvement de réforme.

Alors qu'une fraction importante de la société bien pensante du Canada français souscrit à de multiples réformes sociales, d'autres courants d'idées subsistent en vase clos. Des communistes ou des socialistes, à Montréal surtout, tentent encore d'infiltrer les milieux syndicaux. À l'extrême droite aussi, imitant le parti nazi d'Adolf Hitler, le Parti national social chrétien est institué, le 22 février 1934, avec Adrien Arcand à sa tête<sup>6</sup>. Au Québec cependant, les mouvements fascistes ou d'extrême gauche demeureront toujours marginaux.

Un tout autre vent de changement souffle dans la capitale et dans la métropole puisque 1934 est une année d'élections municipales pour les deux grandes villes. Plusieurs parlementaires se lancent dans la course à la mairie. À Québec, Oscar Drouin, député libéral de Québec-Est, Pierre Bertrand, député conservateur de Saint-Sauveur, et Louis-Alfred Létourneau, conseiller législatif libéral de la division de La Salle, s'opposent à l'ancien maire Henri-Edgar Lavigreur et à deux autres candidats. C'est finalement Joseph-Ernest Grégoire (professeur d'économie politique à l'Université Laval et à l'École des sciences sociales et futur député de Montmagny, 1935-1939) qui est élu le 19 février 1934. À Montréal, Anatole Plante, représentant libéral de Montréal-Mercier, affronte Camillien Houde, l'ancien chef de l'opposition conservatrice, et deux autres candidats. Le 9 avril 1934, Houde écrase ses adversaires et redevient maire<sup>7</sup>.

Sur le plan culturel, l'année 1934 met en avant-plan Jean-Charles Harvey, rédacteur en chef au journal *Le Soleil*, et son roman *Les Demi-civilisés*. L'auteur, fidèle à la mouvance de son temps, y dépeint une société où le pouvoir politique se veut l'expression du pouvoir économique. Un passage où il met en scène ministres, députés et conseillers législatifs, au bal du gouverneur à la Citadelle de Québec, montre la désillusion qu'entretient l'auteur envers la classe dirigeante :

C'étaient des chefs intelligents, dévoués et sincères, qui traînaient derrière eux une cohorte de médiocres, de hâbleurs, de faibles, et, dans plusieurs cas, de prévaricateurs. [...] Dans la désolation des parlements apparaissent toujours quelques hommes de premier plan, qui dominent par leur intelligence et leur énergie et qui régissent les imbéciles. Un homme par gouvernement, deux au plus, ça suffit. Les cancreaux eux-mêmes prouvent leur utilité en soignant, chacun, leur petit jardin électoral. La peur est leur maître. C'est elle qui les force à une sorte de dévouement intéressé, qui va du jour de l'An à la Saint-Sylvestre<sup>8</sup>.

En plus d'y mépriser les élites, Harvey écorche au passage les membres du clergé. Il paiera cher pour son audace. Quelques semaines après la parution du roman, le cardinal Mgr Rodrigue Villeneuve le met à l'index. Pour cela, Harvey doit démissionner de son poste au *Soleil*, mais les libéraux finissent par le placer comme directeur au Bureau de la statistique du Québec<sup>9</sup>. Cette même année, l'abbé Maurice Proulx débute le tournage du documentaire *En pays neufs* dans la colonie de Roquemaure, en Abitibi<sup>10</sup>. Reflet d'une époque, l'art trace ici le portrait d'un Québec aux prises avec ses malheurs et ses espoirs : d'un côté, une classe politique qui déçoit, de l'autre, un regard tourné vers la colonisation comme source de rédemption.

La crise, la crise, toujours la crise. C'est dans ce contexte que s'ouvre la 3<sup>e</sup> session de la 18<sup>e</sup> Législature, le 9 janvier 1934. Imperturbable et valsant au-dessus de la critique, Taschereau reste confiant en l'avenir. Il ignore à quel point son régime est vacillant.

### Les parlementaires

Trois élections partielles se sont tenues depuis la prorogation de la dernière session. Il fallut d'abord remplacer Joseph-Alcide Savoie, député libéral de Nicolet, décédé en fonction le 4 février 1933 : le 7 novembre suivant, le candidat libéral Alexandre Gaudet lui succède. Ensuite, le siège de Joseph-Pierre-Cyrénus Lemieux, député de Wolfe et whip du Parti libéral, était devenu vacant à la suite de sa nomination comme shérif du district de Saint-François : le 14 novembre 1933, le libéral Thomas Lapointe remporte le scrutin. Enfin, Victor Marchand ayant été nommé membre du Conseil législatif, le 15 avril 1932, c'est Théodule Rhéaume qui, sans opposition, lui succède, le 21 novembre 1933, à titre de député libéral de Jacques-Cartier. Taschereau n'est pas peu fier d'avoir fait élire tous ses candidats.

Plus aucun siège n'est vacant à l'Assemblée législative. Sur les 90 banquettes, 79 sont occupées par les libéraux et l'opposition conservatrice compte 11 députés. Il y a toutefois des changements dans les rangs des conservateurs. Maurice Duplessis – qui était chef intérimaire – est désormais le chef désigné de son parti depuis la convention de Sherbrooke. Or, le Parti conservateur est sorti divisé de cette course au leadership. Laurent Barré, député de Rouville, Aimé Guertin, député de Hull, et Charles Ernest Gault, député de Montréal-Saint-Georges, siègent maintenant comme membres indépendants. Ces dissidents demeurent amers d'avoir vu leur favori, Onésime Gagnon, défait à la chefferie. En conséquence aussi, Antonio Élie, député de Yamaska, devient whip du Parti conservateur à la place de Aimé Guertin<sup>11</sup>.

Télesphore-Damien Bouchard demeure Orateur de la Chambre basse, mais il est absent aux premiers jours de la session. Il est retenu au chevet de sa femme malade, Marie-Blanche-Corona Cusson. Dans ses mémoires, T.-D. Bouchard relate ce triste épisode : « Dès mon arrivée à Saint-Hyacinthe, j'appris que ma femme souffrait d'une typhoïde grave, et qu'elle était à son déclin. À cette époque, alors que la prophylaxie de la fièvre typhoïde n'était pas assurée par la vaccination obligatoire, cette maladie infectieuse était, la plupart du temps, fatale<sup>12</sup>. » Celle qui avait été la compagne de sa vie depuis 1904 devait expirer le 14 janvier 1934, victime de la négligence d'un laitier qui avait fait refroidir sa crème dans un puits artésien contaminé. À l'Assemblée législative, on ajournera la séance du 16 janvier 1934 en signe de deuil. Fait à noter, la question de l'hygiène dans la fabrication des produits laitiers sera une question étudiée par les parlementaires au cours de la session, soit le bill 64.

Enfin, depuis la dernière session, aucun changement à signaler ni au Conseil législatif ni au Conseil exécutif.

### **Parti libéral : à deux pas du précipice**

À la veille de son 67<sup>e</sup> anniversaire, Taschereau est animé par cette force tranquille qui l'a toujours caractérisé. Les journaux de la province, autant les organes du pouvoir que ceux de l'opposition, s'entendent sur les qualités du doyen de l'Assemblée législative. En 1934, dans *L'Éclaireur* de Beauceville, on peut lire :

On connaît sa belle carrière, son énergie, sa politique audacieuse et son ardeur au travail. Ses œuvres ne se comptent plus et, par tout le dominion, il jouit de la réputation d'être l'homme d'État le plus remarquable de la génération présente. S'il fait preuve parfois d'une volonté qui semble autocratique, c'est qu'il sent le besoin d'un commandement supérieur pour faire face aux exigences de l'heure présente et ses partisans comme ses adversaires s'inclinent devant l'admirable discipline qu'il a su conserver à son parti depuis trente-cinq ans<sup>13</sup>.

Dans la *Tribune*, on insiste sur son amour du travail, car, écrit-on, « le premier ministre ne manque jamais une séance de la Chambre. Qu'il y ait séance l'avant-midi, l'après-midi ou le soir, M. Taschereau est toujours à son poste, observe tout, surveille tout. [...] Il est l'âme de la session<sup>14</sup> ».

*Le Nationaliste et le Devoir*, qu'on ne peut accuser d'être thuriféraire du régime libéral, reconnaît, dans un article du 11 janvier 1934, que le premier ministre fait preuve de ténacité :

Cependant en dépit de l'effroyable somme de labeur que la crise lui impose, M. L.-A. Taschereau reste à la tâche. Sans doute, il doit s'avouer qu'il a manqué une occasion unique de se retirer en pleine gloire, au comble du succès, alors qu'en 1931 il battait son adversaire à plate couture.

Mais, en face de la débâcle, il reste au poste et il sera le dernier à le quitter. Car il est des qualités qu'on doit reconnaître au premier ministre : le courage et le cran. Aussi, reste-t-il le grand actif de son parti, le chef en mesure d'y maintenir la discipline, de lui imprimer des directives électorales; parmi les siens, il est le mieux rompu à la stratégie électorale, celui qui sait encore galvaniser la partisanerie libérale, pour garder ses troupes agressives et unies<sup>15</sup>.

La popularité du gouvernement ne semble aucunement ébranlée par la crise; à tout le moins, c'est ainsi que le premier ministre interprète les trois victoires libérales aux élections partielles de Nicolet, de Wolfe et de Jacques-Cartier. Il juge par là que l'opinion publique soutient encore et toujours les politiques du Parti libéral : « Le peuple nous garde sa confiance », affirme-t-il. (12 avril 1934)

Bien que ces résultats prouvent que la machine électorale du Parti libéral est particulièrement bien rodée, ces mêmes résultats mettent davantage en lumière la faiblesse du Parti conservateur. Les conservateurs forment l'opposition officielle depuis si longtemps que d'aucuns ont fini par se convaincre qu'ils y resteront toujours. Faut-il ajouter que Taschereau, depuis son élection dans le comté de Montmorency en 1900, a vu passer un total de huit chefs de l'opposition au Salon vert? Pour lui, Maurice Duplessis n'est qu'un nouvel adversaire qui, doit-il avouer, « remplit très bien son rôle de critique ». (13 avril 1934) Le premier ministre apprendra bientôt à ses dépens que le jeune député de Trois-Rivières a autant d'étoffe que lui. Les deux hommes se ressemblent à plusieurs égards. Ce sont deux habiles politiciens, l'un sur son déclin, l'autre en pleine ascension.

Le premier ministre n'a pas flairé que le vent tourne. Au contraire, puisque la situation économique s'améliore légèrement, Taschereau finit par se convaincre, en 1934, que le pire est derrière lui<sup>16</sup>. Dans l'absolu, toute crise étant un phénomène cyclique, les choses devaient nécessairement rentrer dans l'ordre. D'ici là, pense-t-il, il lui suffit d'attendre, de maintenir la paix et l'ordre dans la province pour attirer le capital étranger et, il va de soi, d'administrer les deniers de l'État avec une sévère économie.

Taschereau croit fermement que le retour à la prospérité passera par l'initiative privée, par le « capitalisme bienfaisant », disait-on. Dans cet esprit, il fallait continuer à légiférer de manière à encourager l'industrie et le commerce. Au surplus, d'ajouter le ministre des Mines et de la Voirie, Joseph-Édouard Perrault, les législateurs devaient exercer leur pouvoir « afin de maintenir d'équitables relations entre les individus, de diminuer les hasards et les risques qui se dressent devant toute vie humaine, d'aider au bonheur de chaque citoyen en lui apportant les moyens de gagner un minimum de bien-être et la possibilité d'orienter son existence vers des destinées meilleures ». (6 février 1934) L'Assemblée législative est perçue, en ce sens, comme un organe politique qui a pour fonction de faciliter l'organisation des activités humaines, et non comme un appareil pour remplacer l'initiative et la responsabilité que tout un chacun doit exercer pour améliorer son mieux-être.

Même si Taschereau ne croit pas outre mesure aux vertus de l'interventionnisme de l'État, il n'est pas opposé à toute législation sociale. Depuis 1920, les réalisations de son gouvernement en font foi : la loi de l'assistance publique (1921), la loi pour combattre la tuberculose (1924) et la loi sur les accidents de travail (1926) sont là pour le prouver. Mais les besoins de l'heure sont criants, et force est de constater que les mesures adoptées par le gouvernement sont insuffisantes pour enrayer la misère. Et, dans l'opinion publique, on se convainc que des réformes sociales d'envergure sont d'une absolue nécessité. Or, compte tenu la baisse des revenus de la province et des déficits anticipés, Taschereau refuse de s'engager plus avant.

Parmi les plus ardents contempteurs du régime libéral, il y a le dentiste Philippe Hamel. Depuis 1929, la bataille qu'il livre contre les trusts de l'électricité a pris une ampleur sans pareille. La promotion qu'il fait de la municipalisation et de la nationalisation de l'électricité est l'occasion maintenant de critiquer vertement les politiques énergétiques mises en place par le gouvernement libéral depuis le début du siècle. Et, puisque Taschereau continue de défendre les intérêts privés des compagnies d'électricité, il entretient la réputation qu'il a d'être « l'ami sincère des trusts ».

Le premier ministre est devenu le centre de toutes les critiques. Son image est ternie par *L'Action catholique* et par *Le Devoir*; par l'opposition officielle; par la jeune génération, notamment les Jeune-Canada, qui parle haut et fort; par les tenants du *Programme de restauration sociale*; mais aussi par de jeunes libéraux qui, même s'ils semblent plus disciplinés qu'à la dernière session, rongent leur frein et rêvent aussi de restauration sociale. Le Parti libéral se trouve dans une impasse.

À tout cela, s'ajoute l'usure du temps qui fait son œuvre contre le régime en place depuis 1897. Dans les autres provinces canadiennes, tous les gouvernements ont été renversés les uns après les autres depuis le début la crise et, à Ottawa, on ne donne pas cher du gouvernement conservateur de Richard Bedford Bennett aux élections prochaines. Au Canada, le gouvernement de Taschereau fait figure d'exception.

Le feu couve sous la braise et, pourtant, rien n'y paraît durant la session parlementaire de 1934. Fidèle à lui-même, Taschereau affiche une assurance inébranlable.

En Chambre, de faibles indices laissent quand même transparaître que le premier ministre est en train de perdre son ascendance sur ses troupes. Il y a d'abord un article humoristique d'un périodique de Toronto, portant sur le premier ministre, que font circuler les députés et les journalistes pendant la séance du 26 janvier 1934. Et puis, dans les banquettes de l'Assemblée législative, le taux d'absentéisme est élevé chez les libéraux. Bien que Taschereau enjoigne ses collègues d'être plus assidus, la Chambre est presque vide au cours de certaines séances (1<sup>er</sup> mars et 16 mars 1934). Que dire aussi de la réaction de « quelques députés libéraux [qui] s'empressent de sortir<sup>17</sup> », pour ne pas voter contre leurs convictions, après que le député conservateur de Yamaska, Antonio Élie, eut recommandé « au gouvernement d'établir, sans plus de retard, un conseil consultatif, indépendant et impartial, représentant toutes les classes de la société et chargé d'orienter la politique provinciale vers la restauration économique de notre province ». (27 mars 1934) Il y a épine sous le pied.

À certaines occasions enfin, Taschereau fait montre de plus d'impatience qu'autrefois quand Duplessis le pique au vif. Il faut dire que le chef de l'opposition est plus agressif qu'à la session précédente. Pour illustrer le propos, à la séance du 2 mars 1934, le premier ministre en a assez de discuter avec son vis-à-vis. Dans le compte rendu de *L'Action catholique*, il est rapporté : « À ce moment de la discussion, le premier ministre se retira dans un coin de la Chambre pour lire un journal, démontrant ainsi son exaspération face au comportement de M. Duplessis<sup>18</sup>. »

En somme, durant la session de 1934, malgré le vent de changement qui souffle à l'horizon, Taschereau demeure ancré sur les positions qu'il défend depuis qu'il est entré en politique. La vieille garde libérale et les membres du cabinet ministériel restent fidèles, eux aussi, à l'idéologie traditionnelle de leur parti. Cette inflexibilité finira par être interprétée comme un manque de sensibilité de la part du gouvernement.

Taschereau croit, en revanche, qu'en cette période particulièrement difficile la « province réalise, dit-il, que nous portons un très lourd et bien dur fardeau qui pèse sur nos épaules comme un manteau de plomb. Nous donnons le meilleur de nous-mêmes, de notre travail, de nos énergies et de notre intelligence pour la province. Et nous réussissons, je pense, dans une bonne mesure ». (12 avril 1934)

### **La convention de Sherbrooke : Maurice Duplessis, chef des conservateurs**

Rappelons qu'aux élections générales de 1931, Camillien Houde, le chef du Parti conservateur, avait été défait. Durant la 1<sup>re</sup> session de la 18<sup>e</sup> Législature, Charles Ernest Gault, député de Montréal-Saint-Georges, avait assuré l'intérim à titre de chef parlementaire de l'opposition. En 1932, Houde démissionnait comme chef du parti et, à la session de 1933, Maurice Duplessis avait été désigné à titre de chef intérimaire de l'opposition par le caucus conservateur. Aimé Guertin, député conservateur de Hull, aurait préféré qu'une convention soit tenue avant l'ouverture de la session pour être sur les rangs comme candidat à la chefferie. Guertin changera d'idée en cours de route.

À l'été 1933, Duplessis convient de tenir une « convention » pour désigner le chef permanent du parti. Il a le vent dans les voiles et croit bien pouvoir remporter la victoire. Ce congrès se tiendra les 4 et 5 octobre 1933, à Sherbrooke, sous la présidence d'Hortensius Béïque, député conservateur de Chambly. Onésime Gagnon, député conservateur à la Chambre des communes dans Dorchester, sera le seul à affronter Duplessis pour le poste de chef du Parti conservateur du Québec.

À Sherbrooke, devant plus de 500 délégués, Gagnon et Duplessis sont chaleureusement accueillis, mais déjà les applaudissements semblent plus nourris pour Duplessis. Louis Dupire,

journaliste au *Devoir*, résume l'ambiance générale : « M. Gagnon livre bataille, mais n'y prend pas de joie. On sent, au contraire, que M. Duplessis eût volontiers inventé la formule de *la guerre fraîche et joyeuse*<sup>19</sup>. »

Les discours d'accueil galvanisent les partisans. Le régime Taschereau est mis au banc des accusés. Ce régime, dit-on, est lié avec les trusts, s'acoquine « à la puissance d'argent et se confond avec sa propre corruption électorale ». Puis, conformément à ce que les membres du « comité de résolutions de la convention » ont convenu, les procédures qui régiront la convention sont présentées :

1. Toute résolution devra être rédigée à l'avance et le texte remis au comité des résolutions en séance. Après en avoir disposé, le comité les soumettra à son tour à la convention pour adoption ou rejet.
2. Il n'est permis de parler qu'une seule fois sur le même sujet. Toutefois, le proposeur pourra user d'un droit de réplique limité à cinq minutes.
3. Les discours ne devront pas dépasser dix minutes. Sont exceptées, cependant, les allocutions de bienvenue et de remerciements indiquées au programme.
4. Les délégués ont seuls droit de prendre part aux débats. Les substituts sont admis dans la salle et n'ont voix délibérative qu'après avoir obtenu du secrétaire général un certificat dit d'échange, en remplacement d'un délégué.
5. Les candidats seront mis en nomination par cinq proposeurs et cinq secondeurs au moins, et par vingt proposeurs et vingt secondeurs au plus.
6. Trois quarts d'heure sont alloués pour les discours au groupe de proposeurs et de secondeurs de chaque candidat.
7. Les votes se prennent à main levée, sauf lors du scrutin pour le choix du chef, qui doit être fait dans la forme et sur le bulletin à cette fin<sup>20</sup>.

En clair, les membres du parti doivent élaborer un programme avant d'élire un chef.

Au total, 400 propositions sont soumises au comité des résolutions. La première est présentée par Duplessis : « que cette convention présente ses hommages au premier ministre du Canada, l'honorable Richard Bedford Bennett; elle le remercie du travail qu'il s'impose dans le règlement des difficultés qui troublent le pays et l'assure de son entière volonté de collaboration et de sa coopération ». Duplessis cherche ainsi à plaire aux partisans de Gagnon qui, lui, est décidé à faire bloc avec les conservateurs fédéraux<sup>21</sup>.

Les autres articles du programme concernent l'électrification rurale, l'éducation, un programme de colonisation, la création d'une commission hydroélectrique provinciale, une réforme de la loi électorale, une aide aux familles nombreuses, etc. Avant l'ajournement du 4 octobre 1933, Louis Francoeur, rédacteur au *Journal* et secrétaire du comité de la convention, prononce un discours qui en dit long sur les orientations qu'il souhaite donner au programme conservateur :

Ces résolutions ne sont pas le programme conservateur, mais elles en constituent des parties très importantes. Nous avons étudié attentivement les résolutions adoptées à la convention de 1929, et nous voulons simplement les mettre au point en considérant les circonstances particulières créées par la crise où nous [nous] débattons. Les principes qui nous guident nous sont inspirés par les directives contenues dans l'encyclique *Quadragesimo Anno*. Dans ce document, Pie XI demande un plus juste équilibre entre ceux qui possèdent la richesse et ceux qui sont réellement trop pauvres. Le pape réclame aussi l'affranchissement des puissances d'argent pour ceux qui détiennent le pouvoir et qui conduisent la politique. L'encyclique de Pie XI a été commentée par l'épiscopat canadien dans une lettre collective qu'un groupe des membres du comité a étudiée spécialement, et nous voulons nous guider sur ces commentaires autorisés. Si nous voulons remettre la province sur pied, il faut que nous tenions compte des directives de l'École sociale catholique. Le Parti conservateur se doit de travailler à la restauration économique et sociale<sup>22</sup>.

Le 5 octobre 1933 est une autre journée mouvementée. Ce jour-là, Duplessis et Gagnon sont officiellement mis en nomination. Parmi les députés conservateurs de l'Assemblée législative



qui figurent parmi les proposeurs de la candidature de Duplessis, il y a Paul Sauvé, Antonio Élie, Charles Allan Smart, Pierre Bertrand, Pierre-Auguste Lafleur et Martin Beattie Fisher. Quant à eux, Charles Ernest Gault, Aimé Guertin et Laurent Barré se rangent du côté de Gagnon. À titre de président de la convention, Hortensius Béique se doit de demeurer neutre; mais, c'est un secret de polichinelle, il favorise Duplessis.

S'ensuivent de nombreux discours pour mousser les candidatures. L'histoire a surtout retenu celui d'Armand Laverge, alors vice-président à la Chambre des communes, venu appuyer Duplessis :

Nous avons à Québec un chef qui a fait son devoir. Allons-nous donner un exemple aux jeunes et leur dire : « Allez, jeunes gens, dévouez-vous, ruinez votre santé, sacrifiez votre carrière, et vous serez payés par l'ingratitude. » Pour ma part, c'est un principe que je ne saurais accepter. Je dis qu'il est juste, comme disait Jeanne d'Arc, que celui qui est à la peine soit à l'honneur. Il s'est battu, ouvrez-lui les portes de la gloire. Il en est digne<sup>23</sup>.

Les proposeurs s'entendent sur la valeur des deux candidats en lice. Ceux qui soutiennent Duplessis croient cependant que la place de Gagnon est à Ottawa et celle de Duplessis, à Québec.

Gagnon prend la parole le premier. Il insiste sur la cohésion qui, dorénavant, doit régir les relations entre les partis conservateurs au provincial et au fédéral : son objectif est de faire bloc commun contre les libéraux lors des prochaines élections générales. Dans les circonstances, il adresse plusieurs bons mots au premier ministre conservateur, R. B. Bennett. Pour finir, il dit accepter, dans ses grandes lignes, le *Programme de restauration sociale*, afin de combattre les trusts.

Au tour de Duplessis. Il livre son discours sans aucune note écrite. Il est succinct. Il parle également de la collaboration qui doit exister entre les conservateurs à Québec et à Ottawa. Il s'arrête sur l'importance de l'agriculture, de la colonisation et critique les lois iniques du gouvernement Taschereau.

On passe au vote. Par une majorité de 118 voix, soit 332 votes pour Duplessis contre 214 pour Gagnon, le député de Trois-Rivières remporte la victoire.

Quatre mois plus tard, au Salon vert, au commencement de la session parlementaire de 1934, Taschereau félicite Duplessis. Il dresse un portrait flatteur du chef de l'opposition :

Nous sommes heureux de reconnaître sa loyauté, sa combativité, sa belle jeunesse et le soin qu'il se donne pour étudier les problèmes de son pays. À cet égard, je n'ai aucune hésitation à dire que mon honorable ami était notre candidat à la convention de Sherbrooke. [...] J'aime à avoir devant moi un adversaire loyal, batailleur, qui sait porter des coups et au besoin en encaisser. (11 janvier 1934)

Pour les libéraux, Duplessis est un « gentleman », une « intelligence accomplie », une « personnalité charmante », mais surtout « un parlementaire reconnu pour être un adversaire agressif mais juste ». (10 janvier 1934)

À titre de chef de l'opposition, Duplessis promet au gouvernement une coopération sincère et entière, à condition seulement que les ministériels adoptent « une législation conforme à la justice et à l'intérêt de la province ». (11 janvier 1934) En guise de réponse, le premier ministre ne renonce pas au plaisir d'insister sur la division qui règne dans le Parti conservateur. Quant au nouveau programme de l'opposition, il n'y voit aucune différence avec celui défendu par l'ancien chef de l'opposition, Arthur Sauvé, en 1922. Pour Taschereau, ce programme est « si vague qu'il n'engage à rien ». (11 janvier 1934)

Au cours de la session, Duplessis a l'occasion de revenir sur certains engagements de son parti, notamment sur l'importance de l'électrification rurale, de la colonisation et de l'agriculture qui, selon ses dires, est « la base de notre édifice national, [...] la pierre angulaire de notre système économique ». (5 avril 1934) Rien n'indique toutefois que le chef de l'opposition est particulièrement imprégné des idées émanant du *Programme de restauration sociale*. La preuve

en est que durant toute la session parlementaire de 1934, il ne fait qu'une brève et vague mention de ce programme, pendant son discours sur l'adresse. (11 janvier 1934)

Duplessis est un peu plus incisif, un peu plus populiste qu'à la session précédente. Il va jusqu'à dire que le « gouvernement libéral est une plaie ». (19 avril 1934) Sinon, rares sont ses écarts de langage. Rien ne l'empêche pour autant de chercher toujours à piéger ses adversaires à force de questionnements et, à brûle-pourpoint, de tourner leurs argumentaires en défaut. Habile parlementaire, Duplessis présente les mesures du gouvernement comme étant vouées à « favoriser le capital malsain », soit par des « lois complices » ou soit en restant inerte lorsqu'il s'agit de réprimer les abus. (6 mars 1934) Quant à cela, le premier ministre lui reproche de faire de la petite politique.

Conscient que l'opposition conservatrice est peu nombreuse en Chambre, Duplessis avoue que les élus de son parti doivent « travailler dur pour couvrir tout le terrain ». Lui-même ne ménage aucun effort, abandonnant d'ailleurs pour de bon la pratique du droit : il devient politicien à plein temps, ce qui le distingue des hommes politiques de son époque<sup>24</sup>.

Duplessis ne laisse personne indifférent. Il détonne. En témoignent ces extraits d'un portrait de Maurice Duplessis publié par la revue mensuelle *L'Action nationale* :

Physique exubérant, dynamique. Le teint, la prestance, la démarche expriment la joie de vivre, la confiance en soi et dans la vie. [...] Il aime la bataille joyeuse. Peut-être trop. On a l'impression qu'il cherche la lutte pour le plaisir d'attaquer, de croiser le fer, de lancer des traits. Contact ou jeu? Qu'il aborde un ami ou un adversaire, le premier contact est ordinairement offensif. Il taquine, blague, fait des mots extraordinairement réussis. Il blesse parfois, mais il a tant de rondeur, d'allant, que la victime encaisse les coups avec bonne grâce.

Tournure d'esprit précieuse pour un chef d'opposition. À cette escrime continuelle, l'esprit s'avive, s'aiguise, découvre rapidement le point faible d'un argument ou d'une situation et en tire parti sur-le-champ.

Sur le parquet de la Chambre, il est dans son élément. Peu de députés pratiquent autant que lui la vertu de présence. Il est assidu à toutes les séances et il ne siège que pour le débat. Même si un député traite banalement un sujet insignifiant – ce qui arrive parfois! –, il l'écoute avec une attention soutenue, guettant le moment opportun d'intervenir. Un sourire malicieux laisse prévoir l'attaque, le trait toujours lancé à point, de façon à produire son plein effet sur l'adversaire... et sur la galerie.

Il ne se passe guère de séance où il n'élève la voix à plusieurs reprises. Ses interventions sont attendues avec curiosité. Elles offrent toujours du piquant, de l'imprévu. Elles mettent une note vivante dans la grisaille des débats.

Le député des Trois-Rivières a introduit au Parlement un ton polémique où l'esprit, la bonne tenue et la gentillesse conservent leurs droits. Il sait être mordant à l'occasion, mais sans dépasser certaines limites. Il se targue de « ne jamais frapper son adversaire en bas de la ceinture ». [...]

Maurice Duplessis n'a rien du grand orateur populaire. Il parle sans recherche, avec des négligences de formes et de prononciations qui étonnent. On l'écoute avec intérêt parce qu'il est clair, précis, et qu'il va droit au but sans détours inutiles. [...] Peu de gestes. Quand il argumente de façon serrée, l'index pointé ponctue le raisonnement. Lorsqu'il veut lancer une boutade ou décocher une malice spirituelle, les mains se croisent derrière le dos et la taille se cambre avec un air de défi confiant. [...]

Duplessis est jeune. Il a du cran, de l'ambition, de la volonté. Ses responsabilités de chef donnent déjà un autre ton à ses attitudes. Son passé porte assez de promesses pour autoriser bien des espoirs. Ses amis lui reprochent de trop « faire à sa tête ». C'est là une qualité de chef<sup>25</sup>.

## Les conservateurs dissidents

Onésime Gagnon avait accepté dignement la défaite. Ce soir-là, à la convention de Sherbrooke, apprenant le résultat du scrutin, il s'était avancé vers Duplessis en s'écriant : « Mon chef<sup>26</sup>. » En dépit de ce geste de rapprochement cependant, les députés conservateurs Laurent Barré, de Rouville, Aimé Guertin, de Hull, et Charles Ernest Gault, de Montréal-Saint-Georges, refusent de se rallier.

Les trois députés ont chacun des reproches à faire au nouveau chef du Parti conservateur. Le tory Gault aurait préféré un chef qui aurait marché main dans la main avec Ottawa<sup>27</sup>. Aimé Guertin, lui, demeure dans le giron de Camillien Houde et, à l'époque, la rupture est consommée entre Houde et Duplessis qui s'entendent comme chien et chat. Enfin, Barré adhère d'emblée au *Programme de restauration sociale* et sait que Duplessis n'est pas aussi réformiste que lui.

En Chambre, tous les trois siègent comme députés indépendants<sup>28</sup>. Gault, fidèle à ses habitudes, ne parle pratiquement jamais. Il en va tout autrement pour Guertin et Barré qui se font un devoir de faire la promotion de multiples réformes sociales. Le duo se lance à l'attaque contre le gouvernement « avec un programme plus radical que celui de l'opposition officielle<sup>29</sup> ». Dans son discours sur l'adresse, Guertin compare les trusts à des ogres qui dévorent la province et invite les Canadiens français à « s'émanciper économiquement ou périr comme entité nationale » :

Les circonstances sont tragiques, il ne s'agit plus d'assurer la survie d'un parti politique ou d'un chef politique, mais celle de la société. Le parti n'est qu'un moyen d'arriver à cette fin. Seul un programme d'action économique, sociale, qui soit la base d'une réforme morale dans la conception des relations entre tous les membres de la société et de leurs obligations réciproques, pourra opérer cette survie. [...]

Quelles sont donc ces mesures de justice nécessaires au salut public? Elles sont de deux sortes. Les unes, des mesures d'urgence à cause de la crise actuelle; d'autres, d'un caractère permanent. Et pour me guider dans la nomenclature bien incomplète que je veux faire, je ne puis faire mieux que de suivre ce merveilleux et magnifique programme de restauration économique et sociale préparé par l'École sociale populaire, un groupe d'hommes d'études nullement intéressés dans le sort des partis politiques, n'ayant à cœur que le bonheur de leurs compatriotes et le progrès de leur chère province. [...]

Voilà l'Évangile que doit embrasser tout homme de cœur, suffisamment informé sur les besoins de la population et dont les intentions sont droites et sincères. Voilà le credo politique que je me propose de suivre, qu'il soit énoncé et promis par l'un ou l'autre des partis ou même par un nouveau groupe, qui aurait à sa direction un homme qui donnera toutes les garanties de compétence et de sincérité nécessaires pour la réalisation de réformes aussi pressantes. (11 janvier 1934)

Durant la session, Barré et Guertin soulèvent des motions pour inviter le gouvernement à adopter de nouvelles mesures en matière sociale. Ils puisent leurs arguments dans le rapport majoritaire de la Commission des assurances sociales, déposé en 1932, rapport dans lequel sont présentés des moyens relatifs au développement d'une meilleure assistance sociale. Plus particulièrement, les deux députés réclament de l'aide pour les mères nécessiteuses et la mise en vigueur de la loi fédérale des pensions de vieillesse.

Barré est toujours convaincu de la nécessité d'établir un crédit agricole provincial. Pour l'occasion, il livre un discours senti :

Nous sommes aussi un peuple à part. Pauvres en argent, nous sommes riches en vigueur physique et en santé morale. La lutte nous a trempés. Cédés par la France à l'occasion d'un marché regrettable, nous aurions pu disparaître comme peuple, mais nous ne sommes pas disparus. Puisque nous demeurons, que le gouvernement nous vienne en aide pour continuer l'œuvre commencée si

magnifiquement. Nous, les députés, avons mandat de défendre les intérêts de la collectivité. Puisque les berceaux ne chôment pas et que la terre demeure, il faut que ses fils vivent et puissent s'établir. (28 février 1934)

Les députés dissidents ne sont pas à couteaux tirés avec les conservateurs. Plus souvent qu'autrement, ils votent avec la gauche. Bien qu'une « querelle de famille » éclate entre Paul Sauvé, député conservateur de Deux-Montagnes, et Barré, lors du débat entourant la création d'un crédit agricole provincial à la séance du 4 avril 1934, néanmoins, dans *Le Canada*, on peut lire que « depuis le début de la session, les membres "indépendants", M. Guertin, M. Barré et M. Gault, semblent en meilleurs termes que jamais avec M. Duplessis<sup>30</sup> ».

Après la session, le caucus conservateur invitera les dissidents à revenir au bercail. Tous s'abstiendront<sup>31</sup>. Le 12 décembre 1934, il est décidé que « MM. Barré, Gault et Guertin soient à l'avenir exclus de l'opposition provinciale en Chambre et considérés comme ne faisant plus partie du Parti conservateur provincial<sup>32</sup> ».

Seul Barré finira par se réconcilier avec Duplessis avant les élections de 1935. Député de l'Union nationale en 1936, défait en 1939 et réélu en 1944, en 1948, en 1952 et en 1956, Barré deviendra ministre de l'Agriculture dans les cabinets Duplessis, Sauvé et Barrette.

### Le discours du trône

En 1934, Henry George Carroll livre son dernier discours du trône à titre de lieutenant-gouverneur du Québec. Son mandat prendra fin quelques semaines après la session<sup>33</sup>.

Carroll débute en parlant de la dépression. Il demeure positif, mais reste réaliste quant à la reprise prochaine des activités économiques : « La convalescence sera longue, mais elle est commencée. » Comme par les sessions antérieures, il annonce que le gouvernement n'a pas l'intention de créer de nouvelles taxes :

Beaucoup de gouvernements ont voulu compenser par de nouvelles taxes la décroissance de leurs revenus. Le gouvernement de Québec a cru que le fardeau dont les contribuables sont chargés est suffisamment lourd sans qu'on l'augmente encore, et il a préféré accuser courageusement un déficit pour l'exercice expiré que d'ajouter aux impôts, estimant que les générations futures qui profiteront de nos progrès devront assumer leur part des sacrifices de l'heure présente.

Plus loin, Carroll vante la politique du retour à la terre comme étant « le meilleur remède au chômage ». Si, plus que jamais, la colonisation apparaît comme une solution à la crise économique, c'est parce que les secours directs grèvent l'économie de la province. Ces secours directs aux chômeurs – proposés par Taschereau à la conférence interprovinciale de 1931 – sont non seulement inefficaces, il y a encore qu'ils ont « détruit tout esprit d'initiative et répugnent à la fierté du travailleur canadien », note Carroll. Comme il se doit, le gouvernement libéral viendra en aide à l'agriculture et encouragera l'établissement des colons – à la Rivière-Solitaire au Témiscamingue notamment –, mais sans y croire fondamentalement. Comme l'écrit l'historien Bernard Vigod, Taschereau « a continué de ne souscrire qu'en paroles à cet idéal dont la popularité allait plutôt en croissance<sup>34</sup> ».

Pour terminer, Carroll présente la « législation sociale et ouvrière » que devront étudier les parlementaires : municipalisation de l'électricité, protection des bûcherons, réhabilitation des prisonniers, contrôle de la pureté des produits laitiers, contrôle des taux de l'électricité et, surtout, l'extension juridique des conventions collectives de travail.

L'adresse en réponse au discours du trône débute le 10 janvier 1934. Après les discours de Théodule Rhéaume, député de Jacques-Cartier, et de Wallace Reginald McDonald, député de Papineau, le premier ministre prend brièvement la parole avant l'ajournement. Il a souvenir encore qu'à la session précédente Duplessis avait été le seul député de l'opposition à parler sur l'adresse et, en conséquence, durant les premiers jours de la session, il y avait eu peu de projets de loi à étudier.

Le chef de l'opposition lui avait longuement reproché ce mince menu législatif. Cette fois, le premier ministre a prévenu le coup en faisant inscrire une vingtaine de bills privés au *Feuilleton*.

Le 11 janvier 1934, jour de l'adoption de l'adresse, Duplessis est encore le seul député de l'opposition officielle à participer au débat. Suivent Aimé Guertin, député conservateur indépendant, Lucien Lamoureux, député libéral d'Iberville, et Joseph-Philibert Giguère, député libéral de Dorchester. Plusieurs sujets sont abordés : pendant que les libéraux se félicitent des projets contenus dans le discours du trône, les autres dénoncent les politiques ou l'absence de politiques du gouvernement libéral en cette période creuse de l'économie.

### Les finances publiques

Ralph Frederick Stockwell, trésorier de la province, prononce son discours sur le budget le 1<sup>er</sup> février 1934. Il commence par citer les économistes qui admettent alors que la crise économique a connu sa phase la plus aiguë en février et en mars 1933. Depuis, poursuit-il, les experts sont d'avis qu'une « amélioration lente, mais graduelle, s'est fait sentir particulièrement pour ce qui a trait au rendement de l'industrie du bois et du papier journal ». Stockwell indique aussi une certaine reprise générale dans les activités commerciales au Canada.

Des éléments « de stabilité » permettent au trésorier de croire au relèvement de la situation à terme :

- a. La paix et l'ordre se sont maintenus, et le régime démocratique, malgré certaines imperfections, est encore la règle en notre pays.
- b. Notre système de banques commerciales a triomphé de la plus rude épreuve que l'histoire de l'humanité ait enregistrée, et c'est tout à l'honneur de ces institutions si pas un seul sou n'a été perdu de l'épargne populaire qui leur avait été confiée, et si toute demande de remise a été honorée sur-le-champ. À la lumière de ces faits, l'on voit aussitôt qu'il n'est pas encore opportun de bouleverser nos méthodes bancaires. Mais nous nous abstenons de tout autre commentaire, en attendant de connaître la législation projetée.
- c. La production de l'or et du nickel et l'accroissement général de la production minière ont permis d'atténuer les embarras financiers de notre pays, soucieux d'honorer ses obligations contractées envers l'étranger. Durant l'année 1933, le montant des dividendes payés par les industries minières du Canada s'est accru de 21 % et se chiffre par plus de \$29,000,000.
- d. Le maintien des excédents favorables de la valeur des produits exportés sur celle des produits importés.
- e. Le tourisme, source de profits considérables difficiles à évaluer et dont tous bénéficient, a contribué, quoique dans une moindre mesure qu'auparavant, à l'équilibre des affaires.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, Stockwell tient à rendre un tribut d'hommages aux femmes de la province : « Nous vivons à une époque où l'on se groupe et où l'on s'organise pour exposer sans équivoque ses besoins et ses manières de voir. Au cours des quatre dernières années d'épreuves, j'ai été frappé de la patience sereine et de la force d'âme dont nos femmes ont fait preuve, et nous pouvons répéter, comme aux jours sombres de la Grande Guerre: "Les femmes furent incomparables." »

C'est par la suite qu'il annonce un second déficit et, néanmoins, l'engagement renouvelé du gouvernement libéral de « recourir à la plus rigoureuse économie dans les déboursés de tous les départements ».

En somme, les revenus de l'exercice financier terminé le 30 juin 1933 se chiffrent à un montant de 31 millions de dollars; et les dépenses étant de l'ordre de 37,8 millions de dollars, le calcul se solde par un déficit de 6,8 millions de dollars.

Les prévisions pour l'année 1934-1935 sont dictées par la prudence. Les revenus sont estimés à 31,7 millions de dollars et les dépenses réduites à 32,5 millions de dollars, ce qui équivaut à un nouveau déficit de 742 288 \$. Le gouvernement entend consacrer 25,3 % de son budget au service de la dette publique qui, signe des temps difficiles, s'est accrue de plus de 16 millions de dollars depuis un an. Gage d'un avenir florissant, 16,4 % du montant global iront pour le bon développement de la Voirie et les Mines. En tête de liste aussi, figurent l'Instruction publique, l'Agriculture et l'administration du Gouvernement civil avec, respectivement, 10,4 %, 8,5 % et 7,4 % des dépenses probables.

Le 6 février 1934, Martin Beattie Fisher, député de Huntington, répond au trésorier à titre de critique financier de l'opposition. Il remplace Gault qui siège comme député indépendant. Fisher axe sa charge principale contre l'attitude du gouvernement envers les municipalités. Rappelons qu'en 1934 la Commission municipale assumait la direction financière de 75 municipalités déclarées insolvable. La situation est criante. Fisher accuse le ministre des Affaires municipales, c'est-à-dire le premier ministre Louis-Alexandre Taschereau lui-même, de vouloir « la destruction radicale de l'autonomie municipale » :

Le gouvernement est le plus éminent spécialiste dans l'art d'exempter des taxes municipales et scolaires un nombre toujours plus grandissant de trusts et de grosses compagnies. Nous pouvons affirmer, sans exagérer, que nos municipalités, en raison de cette pratique vicieuse et injustifiée, perdent chaque année de \$3,000,000 à \$4,000,000 en revenus. Le système par lequel on permet aux municipalités de faire faillite sous le prétexte d'aider les industries est vicieux.

[...] Si, aujourd'hui, il y a banqueroute municipale, le gouvernement devra se frapper la poitrine. Après avoir tué l'autonomie municipale, le gouvernement a voulu transformer les municipalités en sous-agences du ministère des Affaires municipales, avec l'intention apparente que notre population blâme les corporations pour ce qui doit être reproché au gouvernement.

Sur la question de l'augmentation de la dette, Fisher croit qu'il est injuste de faire porter le fardeau de la crise actuelle sur les épaules de la génération de demain : « l'honorable premier ministre hypothèque l'avenir, fixant un carcan de dettes sur les générations futures, qui seront appelées à payer pour les extravagances du gouvernement québécois ».

Peu de députés prennent la parole ensuite, car le premier ministre insiste pour que le travail se fasse sans délai : « L'opposition nous a l'autre jour reproché de finir nos séances trop tôt, dit-il. Maintenant que nous sommes disposés et anxieux de procéder, c'est l'opposition qui refuse d'aller de l'avant. » Après quelques discours des conservateurs, à la reprise des travaux en soirée, le budget est adopté au cours de cette même séance. Le débat n'est pas clos pour autant.

Le 5 avril 1934, avant d'aller en comité des subsides, Charles Allan Smart, député conservateur de Westmount, blâme le gouvernement de chercher à masquer la véritable situation financière de la province. Il propose une motion qui est défaite par les ministériels :

Cette Chambre est prête à voter à Sa Majesté les subsides nécessaires, mais elle recommande au gouvernement d'adopter sans délai les mesures requises :

- a. Pour que les *Comptes publics* de la province, qui constituent la reddition des comptes de l'administration provinciale, soient clarifiés et considérablement simplifiés;
- b. Pour que le bilan de la province soit établi, non pas sur les encaissements et les déboursés seulement, mais sur les revenus et les recettes;
- c. Pour que l'état financier de la province comprenne l'actif et le passif de la province;
- d. Pour que les dépenses capitales soient déterminées, non par une législation, mais par les principes reconnus en comptabilité d'affaires;
- e. Pour que l'année fiscale de la Commission des liqueurs de Québec corresponde exactement à l'année fiscale de la province.

## Les faits marquants de la session

La session parlementaire de 1934 est plus longue que celles des années antérieures. C'est la première fois, depuis 25 ans, que la session n'est pas prorogée avant Pâques, précisent les quotidiens. Ni l'adresse en réponse au discours du trône ni les discours suivant la présentation du budget ne donnent lieu à de longs débats. En sorte que la session est meublée essentiellement par l'étude des bills, par la prise en considération de plusieurs motions et par l'étude détaillée des crédits.

Le greffier des archives recense 187 bills présentés d'abord à l'Assemblée législative et un seul au Conseil législatif. Au total, 138 bills reçoivent la sanction du lieutenant-gouverneur. Certains projets de loi qui ne franchissent pas l'étape des trois lectures sont le fait des conservateurs qui présentent des mesures pour abroger des lois adoptées par le gouvernement libéral en 1933. En l'occurrence, mentionnons le bill 150 ayant pour but de rétablir certaines indemnités pour les accidentés du travail, le bill 151 ayant pour but de rétablir le droit qu'avait l'accidenté de choisir son médecin, et le bill 166 modifiant la loi des liqueurs alcooliques concernant la recherche des infractions.

Parmi les multiples sujets abordés au cours de la session, on retient que la situation des bûcherons et celle de l'industrie forestière sont les sujets de l'heure. Les parlementaires y consacrent une très grande partie de leur temps en 1934.

## La protection des bûcherons et de l'industrie forestière

L'industrie forestière est l'activité économique la plus importante de la province. Depuis 1928, la crise de la surproduction dans le secteur des pâtes et papiers – crise qui s'accroît encore pendant la grande dépression – a des conséquences néfastes sur les conditions de travail des bûcherons. Ces derniers réclament maintenant une augmentation de salaire, une amélioration de leurs conditions sanitaires et la signature d'un contrat de travail avec les sous-traitants (jobbers).

Le 28 novembre 1933, les bûcherons de l'International Paper viennent manifester à Rouyn. Le 2 décembre 1933, la police provinciale est dépêchée là-bas et, le 11 décembre, soit neuf jours plus tard, on y lit la loi des émeutes. Soixante-dix-sept grévistes sont arrêtés<sup>35</sup>.

Bien que Taschereau lui-même croie que « les bûcherons ont raison de se plaindre », il est convaincu d'avance cependant que rien ne doit venir ternir la réputation de la province : « Quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, quelque reproche que l'on puisse me faire, ceux qui troubleront l'ordre et la paix dans la province de Québec me trouveront toujours sur leur chemin. » (7 mars 1934)

Pour le ministre des Terres et Forêts, Honoré Mercier fils, la grève de Rouyn est l'œuvre de la Canadian Labor Defense League. Pour mieux dire, des communistes, Jeanne Corbin<sup>36</sup> à leur tête, ont voulu troubler l'ordre en se portant à la défense des bûcherons là-bas.

À la session de 1934, les libéraux entendent assurer la protection des travailleurs de la forêt. Le gouvernement présente d'abord le bill 44 relatif aux opérations forestières et aux bûcherons. Annoncé dans le discours du trône, ce projet de loi a pour objet la création de la commission des opérations forestières de Québec. Le premier ministre explique que cette commission « aura le pouvoir de faire des enquêtes, recevoir des plaintes des bûcherons et leur donner droit, s'il y a lieu, et redresser les abus en violation des contrats ou sous-contrats approuvés. Elle verra, ajoute-t-il, à ce que les exigences de l'hygiène soient respectées dans les chantiers, à ce que les bûcherons soient bien logés et bien nourris ». (6 février 1934)

Le nœud du problème est évoqué par le ministre Mercier. Depuis que les sociétés anonymes (les cartels) ont remplacé les grandes familles industrielles dans l'exploitation forestière, les rapports entre les employeurs et les ouvriers sont devenus trop impersonnels :

Autrefois, c'était le propriétaire même, compagnie ou particulier, qui faisait et dirigeait la coupe des bois. Les ouvriers forestiers de toutes les catégories étaient engagés et payés directement par lui, sous la direction d'un homme de confiance,

d'expérience éprouvée, le grand « foreman » qu'il se choisissait comme directeur des opérations. Il construisait les camps, nourrissait et logeait ses employés, les rémunérait directement. Aujourd'hui, le concessionnaire forestier de la couronne, de même que le propriétaire de « freehold », n'opère plus lui-même. Il donne par contrat la coupe du bois, et nous en sommes arrivés au mode d'opération par le jobbeur et les sous-jobbeurs. Souvent, ces derniers subdivisent le sous-contrat qu'ils ont obtenu entre plusieurs petits jobbeurs. Ce sont ces jobbeurs, grands et petits, qui exécutent la coupe des bois. Quelques-uns établissent les magasins, les « vannes » où l'ouvrier forestier va s'approvisionner de tout ce dont il peut avoir besoin : outils, provisions, vêtements, tabac, cigarettes. (1<sup>er</sup> mars 1934)

Un autre projet de loi, le bill 31 modifiant la loi de l'hygiène publique, est présenté cette fois par le secrétaire de la province, Athanase David. La mesure permettra aux inspecteurs du Bureau de la santé publique de superviser, en outre, les conditions sanitaires dans les camps de bûcherons.

Loin de condamner par là les pratiques des compagnies envers leurs employés, les libéraux prétendent que les bûcherons apprécient le travail qui leur a été donné. « Les compagnies doivent être félicitées d'avoir fait tous les efforts possibles pour maintenir leurs moulins en opération », de soutenir William James Duffy, député libéral de Compton. (7 mars 1934) Émile Moreau, ministre sans portefeuille, est d'avis que les hommes de chantier ont de bonnes conditions de vie, comparativement à l'époque où il travaillait dans les bois, 40 ans plus tôt, quand les conservateurs étaient au pouvoir :

On n'avait pas le confort d'aujourd'hui. Loin de là. Nous vivions 55 hommes dans un camp de 40 par 35 pieds de dimension. Nous mangions des fèves au lard le matin, de la soupe aux pois le midi et du lard froid et du pain le soir. Pas de thé, pas de sucre, pas de lait, pas de sirop, pas d'autre chose sur notre menu! Il n'y avait pas de table. Chacun mangeait sur ses genoux, et nous couchions sur le sol. On avait un lit de deux pieds de largeur pour coucher. (8 mars 1934)

Un troisième projet de loi est présenté par le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils), le bill 43 pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant. L'opposition officielle est contre. Indigné, Duplessis y va de déclarations-chocs : « on nous demande d'adopter un projet de résolutions dont l'effet est d'aliéner définitivement le patrimoine national forestier, au bénéfice des marchands de bois qui ont pratiqué la surcapitalisation et le mouillage des stocks, qui exploitent la petite épargne au détriment de la masse du peuple ». (20 février 1934) Il promet de faire tout en son pouvoir pour « combattre cette mesure inique et funeste ». (21 mars 1934) Un long débat s'ensuit et s'étire tout au long de la session.

Taschereau défend ce projet, précisant que seules les compagnies qui rempliraient leurs obligations verraient leur permis de coupe renouvelé automatiquement chaque année. Sa logique est la suivante : « Je vous le demande, quelles sont les compagnies qui vont construire des usines, qui exécuteront des travaux, qui exploiteront la forêt, si elles ne peuvent pas compter sur les limites forestières, si elles ne peuvent tabler sur la matière première pour faire tourner les roues de leurs usines? » (21 mars 1934)

À la deuxième lecture des résolutions du bill 43, Duplessis propose des amendements dans l'intention de faire reculer le gouvernement. Il table sur le fait que ces projets de résolutions constituent de « nouvelles entraves à l'œuvre de la colonisation » en plus de « favoriser l'intérêt privé au détriment de l'intérêt public ». Le 4 avril 1934, à la troisième lecture du bill 43, le chef de l'opposition reprend les mêmes arguments dans une nouvelle motion de blâme. Malgré les efforts des conservateurs, le bill 43 est sanctionné le 20 avril 1934.

### **L'extension juridique des contrats collectifs**

Le gouvernement libéral innove en matière de législation ouvrière avec le bill 37 relatif à l'extension des conventions collectives de travail. Aucune autre province canadienne n'était encore allée aussi loin à cet égard<sup>37</sup>.



Tel que mentionné dans le discours du trône, il s'agit d'un « système hautement réclamé par nos unions ouvrières ». Ce sont les multiples plaintes adressées par les travailleurs ainsi que les pressions exercées par la Confédération des travailleurs catholiques du Canada qui amènent le gouvernement de Taschereau à légiférer<sup>38</sup>.

Le ministre du Travail, Charles-Joseph Arcand, pilote le projet de loi. Il résume la portée de la nouvelle mesure : « Le but de la présente loi est de rendre obligatoires pour tous les employeurs d'une même région les dispositions relatives aux salaires, aux heures de travail et à l'apprentissage que contient un contrat collectif de travail intervenu librement entre une ou des organisations ouvrières et des employeurs ou une association d'employeurs. » (8 février 1934) L'objectif ultime est de contrecarrer la concurrence exercée par les employeurs sur les salaires; car, le travail étant moins abondant en raison de la crise, l'accroissement de l'offre de la main-d'œuvre entraînait alors les salaires à la baisse. Dans ces conditions également, le ministre écartait une autre option possible : établir un salaire minimum pour les hommes.

Il n'y a pas de long débat sur le sujet, puisque Duplessis en approuve le principe. Pourtant, en 1937, le premier ministre Duplessis fera en sorte que la loi relative à l'extension des conventions collectives de travail n'entre pas en ligne de compte dans l'exécution des travaux publics exécutés par le gouvernement<sup>39</sup>.

### **Les Jeune-Canada**

Les Jeune-Canada font parler d'eux à plusieurs reprises à l'Assemblée législative. Tandis que les conservateurs approuvent leur conduite, les libéraux sont las d'être l'objet de leur critique.

Dans son discours sur l'adresse, le premier ministre répond aux incessantes attaques des Jeune-Canada :

Je veux répondre à une attaque qui nous est souvent lancée, à nous du gouvernement et du Parti libéral, par des adversaires politiques ou d'autres personnes qui se gardent bien de faire de la politique. On nous dit: « Vous êtes les amis des trusts: vous aidez les trusts et c'est là la cause actuelle de la crise chez nous. » Pour un peu, on rendrait le gouvernement de Québec responsable de la crise mondiale.

Sommes-nous, comme nous disent certains jeunes, « des trustards »? Je me demande ce que le Parti libéral a fait pour qu'on vienne nous dire que nous aidons les trusts et que nous protégeons le mauvais capital. Quelle loi avons-nous passée, quelle mesure avons-nous prise pour que l'on soit justifié de nous adresser de tels reproches? Si nous interrogeons le passé de notre parti, nous voyons au contraire que les libéraux se sont attaqués aux trusts.

Le capitalisme! On abuse beaucoup du mot par le temps qui court. S'il y a un endroit dans ce pays où on a besoin du capital, c'est la province de Québec avec ses richesses naturelles, qui doivent être développées. Les Canadiens français qui n'ont point de fortune ont besoin du capital étranger pour développer leurs ressources. Je n'ai pas d'hésitation à dire que les attaques qui sont venues d'en haut et d'en bas ont rendu le capital inquiet. Il y a des gens qui voudraient venir s'établir dans la province de Québec et qui nous demandent: « Où voulez-vous en venir dans Québec avec cette lutte contre le capital? On attaque le capital, on prêche presque le socialisme. » Prenons garde d'éloigner le capital étranger dont nous avons besoin pour agrandir notre province. (11 janvier 1934)

Le premier ministre parle à nouveau des Jeune-Canada lorsque le chef de l'opposition propose une résolution pour amener le gouvernement à faire respecter davantage la loi du dimanche. Cette mesure était réclamée par la Ligue du dimanche; elle se trouvait également dans le *Programme de restauration sociale* et avait été l'objet d'une assemblée des Jeune-Canada à Montréal, le 17 février 1934.

D'emblée, Taschereau avoue que l'observance du dimanche n'est pas pour les libéraux « la clé de voûte de l'ordre [...] je ne dirai pas, poursuit-il, que c'est pour nous le premier commandement à observer et que le jour où l'on ne respectera plus le dimanche, on n'aura plus rien à respecter ». Rien donc pour calmer le jeu des Jeune-Canada. Taschereau contre-attaque :

Je lisais dans *Le Devoir* qu'au cours de cette assemblée, un M. Georges-Étienne Cartier a fait un discours sur le travail du dimanche et dans lequel il s'est montré sans quartier pour nous. [...] Ces paroles ont été prononcées par des jeunes gens pleins d'enthousiasme qui croient faire leur chemin et régénérer le monde, de la province s'entend, en disant que nous n'avons pas de convictions religieuses, que nous appartenons à une classe bâtarde, que nous sommes des corrompus, que nous ne respectons pas la loi de Dieu et que nous sommes des dégénérés. Je suis certain que le chef de l'opposition n'approuve pas cela. Je laisse à M. Cartier la responsabilité de ses paroles. Mais puisqu'il nous a cité un commandement de Dieu, je veux lui en citer un autre: « Faux témoignage ne diras, ni mentiras aucunement. » M. Cartier, respectez cela! [...]

Je le répète, nous demandons la coopération généreuse de notre population pour faire observer cette loi du dimanche et réprimer les abus. Qu'on nous aide, qu'on nous signale les violations, qu'on n'hésite jamais devant son devoir de chrétien. Mais que l'on ne nous jette pas la pierre, comme l'ont fait les Jeune-Canada. Cela est injuste et de nature à jeter la perturbation dans notre population, en laissant le public sous l'impression qu'ici on enfreint la loi, qu'on ne veut rien faire pour la faire respecter, que nous sommes des corrompus.

Qu'on n'essaie pas de nous faire passer pour des bâtards et des êtres sans conscience. Ceux qui font cette besogne font une besogne antichrétienne et anticanadienne. Ils font beaucoup plus de mal que les quelques transgressions sur lesquelles nous avons pu fermer les yeux. Ces gens font probablement plus de tort que les gouvernements qu'ils dénoncent. (22 février 1934)

Malgré cette véhémence protestation du premier ministre, les libéraux n'ont pas l'intention de museler les Jeune-Canada pour autant. « Personne n'a jamais songé à défendre aux Jeune-Canada de tenir une assemblée », de préciser Athanase David, le secrétaire de la province. (30 janvier 1934)

Pour sa part, durant toute la session, le chef de l'opposition prend parti pour la jeunesse : la jeunesse ouvrière, la jeunesse agricole et la jeunesse étudiante. Sans désigner nommément les Jeune-Canada, il les remercie néanmoins pour leur action militante. Il les qualifie de « jeunes gens désintéressés, animés d'un véritable esprit public, qui apportent une collaboration précieuse à la restauration économique chez nous ». (30 janvier 1934)

En cette période de crise, les inquiétudes qu'entretient Duplessis vis-à-vis de la jeunesse sont comprises selon un point de vue national et social :

Car si nos jeunes gens sont réduits au chômage, ils ne pourront se marier; s'ils ne se marient pas, on peut s'attendre de voir diminuer la natalité; si la natalité diminue, notre influence numérique en ce pays deviendra nulle au lieu d'augmenter. Il y aura appauvrissement constant et progressif, dégénérescence aussi de la mentalité, ruine de notre main-d'œuvre spécialisée, etc. Si les jeunes gens ne travaillent pas, ils flâneront, et nous savons tous les dangers que l'oisiveté peut comporter. Il faut empêcher notre jeunesse de se laisser prendre au contact des idées subversives. (5 avril 1934)

Certes, à l'époque, le grand nombre de jeunes chômeurs, qui usent leurs semelles de ville en ville, constitue une source d'inquiétude pour les autorités. Le gouvernement fédéral, en octobre 1932, était intervenu en créant des camps de travail réservés aux chômeurs célibataires sans-abri : contre une rétribution de 20¢ par jour, l'armée canadienne leur fera exécuter des travaux de foresterie ou de voirie<sup>40</sup>. Dans le camp de Valcartier, les « vincennes » trouvent

logement, vêtements et nourriture. « L'ordre et la discipline les plus complets règnent dans les camps », rapporte Taschereau à la séance du 13 mars 1934.

### **Les ministres et les conseils d'administration des compagnies**

C'est connu, le premier ministre est membre de conseils d'administration de grandes institutions financières<sup>41</sup>. Pour Taschereau, écrit l'historien Bernard Vigod, les jetons de présence et les dividendes des administrateurs étaient une source légitime de revenus de placement, surtout pour le jour où il prendrait sa retraite. Ni les politiciens ni les grands de la finance ne considéraient cette pratique comme une source de conflits d'intérêts. Or, cette proximité entre le monde politique et le monde des affaires dérange de plus en plus les adversaires du régime libéral.

Parmi les réformes politiques publiées dans le *Programme de restauration sociale no 2*, il est écrit en toutes lettres : « Interdiction aux ministres d'être administrateurs d'une entreprise industrielle, commerciale ou financière<sup>42</sup> ». Les Jeune-Canada dénoncent également cette pratique à cor et à cri. De même, on en prend bonne note au congrès au leadership de Sherbrooke.

En Chambre, Taschereau se défend :

On nous dit: « Vous avez de vos membres qui sont officiers de compagnies, qui siègent dans les bureaux de direction. » Permettez-moi de vous dire ce qu'un homme d'État d'Angleterre, Lord Balfour, qui fut chef du Parti conservateur en Angleterre, disait:

« Répandre à l'étranger l'idée qu'un homme déroge à l'honneur, s'il voue son travail à la direction de compagnies publiques, est la pire chose que vous puissiez faire dans l'intérêt de ce grand pays commercial. Personne n'a songé qu'il valait la peine - je regrette de l'avouer - de me demander de devenir directeur d'une compagnie, mais je vous assure que je considérerais comme un beau compliment que la demande me fût faite par une compagnie honorable. Dans l'intérêt public, je m'oppose fortement à cette motion qui veut qu'un homme ait mal agi, qu'il ait accompli une action dont il faut rougir un peu, quand il a accepté la responsabilité d'aider à une grande corporation publique à accomplir une œuvre dont dépend, remarquez-le bien, la prospérité du pays. Je ne puis imaginer usage plus honorable du cerveau et de l'énergie départis par la Providence à un citoyen de ce pays que de les employer à une œuvre aussi bonne. »

Je m'oppose à cette façon de voir qui veut qu'un homme agisse mal à propos quand il accepte de faire partie du bureau de direction d'une compagnie; pour se confiner à son bureau de ministre, qu'il n'accepte pas de se mêler à des hommes d'affaires, quand il doit voir au gouvernement de la province. Pourquoi ne resterait-il pas en contact avec des hommes d'affaires avertis, qui peuvent pourtant le renseigner sur bien des choses utiles à leur gouvernement, qui se complètent les uns et les autres? Pourquoi vouloir reléguer les politiciens dans leurs parlements? Nous avons des affaires à régler, et non seulement de la politique. Soyez certains que, si nous restions simplement dans le code de la politique, nous manquerions quelque chose et beaucoup. (11 janvier 1934)

Duplessis est contre cette façon de faire :

Il y a des ministres qui sont directeurs de compagnies, et de plusieurs compagnies qui sont venus au Parlement en demandant des faveurs spéciales et des privilèges additionnels. Le premier ministre est directeur de compagnies. Cela ne devrait pas exister. Moi-même j'ai refusé d'être directeur d'une compagnie d'assurances parce que je trouvais cette charge incompatible avec mes fonctions de chef de parti, bien que j'aie été incité d'accepter ce poste par des amis du premier ministre. Ce directorat m'aurait rapporté \$1,200 par année. (5 avril 1934)

Le chef de l'opposition est sincère : lorsqu'il deviendra premier ministre en 1936, il adoptera la loi relative aux directorats de compagnie qui interdira aux membres du cabinet ministériel d'être membres de conseils d'administration. Ce bill 11 sera parrainé par le ministre Oscar Drouin, député unioniste, ce même député qui, en 1934, siège avec les libéraux et qui siègera avec l'Action libérale nationale en 1935.

### Conférence interprovinciale : l'enjeu des loteries

Tout comme en 1933, les travaux de la session de 1934 sont interrompus pour laisser le premier ministre se rendre à la conférence du dominion et des provinces, à Ottawa. Il est question de la crise, du chômage et des secours directs. Le Québec propose un autre point à l'ordre du jour : l'autorisation de loteries à des fins de bienfaisance<sup>43</sup>.

En Chambre, à la séance du 23 janvier 1934, Taschereau fait le compte rendu de cette conférence interprovinciale. Peu après, le secrétaire de la province, Athanase David, présente le bill 41 autorisant l'organisation d'une loterie pour fins éducationnelles et d'assistance publique. Taschereau rappelle qu'en vertu de l'article 236 du Code criminel, les loteries sont interdites au Canada. Il s'était insurgé déjà de voir que les loteries françaises et irlandaises retiraient des millions de dollars du pays. Il ne comprend pas non plus pourquoi il y a une exception dans le Code criminel qui « permet aux Canadiens de prendre part à des loteries qui se tiennent à Londres sous les auspices de l'Art Union de Grande-Bretagne et d'Irlande ».

Taschereau souhaiterait plutôt qu'il y ait une grande loterie canadienne, sous le contrôle du gouvernement d'Ottawa. En attendant, le bill 41 est sanctionné le 20 avril 1934<sup>44</sup>. Ce n'est toutefois que le 23 décembre 1969 que le Code criminel canadien sera modifié, permettant aux provinces d'exploiter les jeux de hasard et d'argent. Loto-Québec réalisera son premier tirage le 14 mars 1970<sup>45</sup>.

### Subside fédéral

Au XIX<sup>e</sup> siècle déjà, le Québec et l'Ontario réclamaient un ajustement des subsides fédéraux<sup>46</sup>. En 1887, le premier ministre ontarien Oliver Mowat et le premier ministre québécois Honoré Mercier avaient convoqué, à Québec, la première conférence interprovinciale de l'histoire du Canada confédératif. On y avait plaidé en faveur de l'autonomie provinciale, en l'absence du premier ministre canadien, John A. Macdonald, partisan de la centralisation. En 1934, ces deux courants de pensée s'entrechoquent encore. Selon le député libéral de Shefford, Robert-Raoul Bachand : « Il y a l'esprit centralisateur ou fédéraliste, qui tend à restreindre la liberté d'action politique, fiscale ou législative des provinces fédérées, et l'esprit décentralisateur, qui cherche à sauvegarder et à accroître l'autonomie des provinces. » (28 février 1934)

En 1906, la question des subsides aux provinces avait été l'objet de la première conférence interprovinciale convoquée par le premier ministre du Canada. Pour répondre à la demande des provinces, le gouvernement libéral de Wilfrid Laurier avait décrété, par un amendement constitutionnel (Statut 7 Édouard VII, chapitre 11, 1907), une subvention fixe de 80¢ par habitant annuellement<sup>47</sup>. Or, la crise économique des années 1930 prête à de nouvelles récriminations de la part du Québec sur la question des subsides fédéraux.

À la session de 1934, Irénée Vautrin, député libéral de Montréal-Saint-Jacques, invite la Chambre à adopter une résolution exprimant l'avis que le gouvernement fédéral procède à un nouveau rajustement des subsides annuels payables aux provinces pour qu'ils soient répartis au *pro rata* de la population. « Ces subsides directs furent payés annuellement depuis la Confédération, parce que les droits de douane et d'accise, qui avaient été imposés et collectés dans le passé par les différentes provinces, ont été abandonnés au gouvernement fédéral », rappelle Vautrin. (20 février 1934) Le député prononce ensuite un long discours étoffé pour démontrer, entre autres choses, que le Québec n'a pas eu droit à sa part de subsides indirects pour l'aide au chômage. Il va plus loin : « Le fait de priver une ou plusieurs provinces de ces sommes, parce qu'elles ne veulent pas accepter toutes et chacune des conditions prescrites par la loi, nous considérons que c'est une injustice qui a assez duré. [...] Notre province veut diriger ses services d'assistance publique comme elle l'entend. Elle veut adopter la législation sociale qui lui convient entièrement. »

Dans les semaines qui suivent, les députés profitent de l'occasion pour parler de l'esprit de la Confédération de 1867<sup>48</sup>. Le député de Shefford est amer :

Il n'y a pas de doute que la Confédération s'est faite contre la province de Québec. Taché et Cartier s'y sont ralliés parce que, à vrai dire, il n'y avait pas d'autre alternative. Aussi bien, la vie en commun était devenue impossible entre le Haut et le Bas-Canada, frères siamois sans fraternité. On avait à choisir entre deux maux : l'union législative complète et l'union fédérale. On opta pour le moindre de ces maux. Il n'y a pas à revenir sur ce qui est fait, et il ne saurait être question de sécession. (28 février 1934)

Quant à Taschereau, la défense de l'autonomie provinciale dicte toujours son opinion :

Ce pacte remonte à 1867, et je crois que nous pouvons rendre hommage aux Pères de la Confédération de leur esprit de vision et d'avoir si bien su lire dans l'avenir. S'il reste quelque chose à changer dans le pacte confédératif, c'est très peu de chose et, moi pour un, je suis d'avis qu'il faudrait y regarder à deux fois avant d'y toucher.

Nous sommes entrés dans la Confédération à certaines conditions. Nous avons fait un contrat, après avoir discuté et accepté les conditions de notre plein gré. Pouvons-nous maintenant revenir devant le Parlement impérial et lui demander d'amender le pacte confédératif, de façon à donner plus de satisfaction à Québec dont les traditions, la langue, la religion ne sont pas les mêmes que celles des autres provinces? Pouvez-vous changer le pacte qu'on a signé, lorsqu'une partie du Canada n'a ni les coutumes ni les lois de la province de Québec? Pouvons-nous, maintenant que le mariage a été consommé entre toutes les provinces, parler avec la même autorité qu'autrefois et recevoir l'appui des autres provinces pour obtenir ce que nous voulons? Avant la Confédération, oui! Mais maintenant? Nous ne sommes plus seuls. S'il y avait des abstentions, que pourrions-nous? C'est là un risque que nous ne pouvons pas prendre.

Les Pères de la Confédération ont fait un travail superbe. Ils ont réglé les problèmes du pays à la satisfaction de tout le monde. Le pacte de 1867 n'est peut-être pas parfait. Sans doute, le monde a évolué depuis 1867, et l'on s'est aperçu qu'il y a des choses que l'Acte de l'Amérique britannique du Nord n'avait pas prévues. L'interprétation du pacte a évolué aussi, surtout en ce qui concerne les taxes directes. Ainsi, on a cru que la taxe indirecte relevait du seul pouvoir fédéral, et que la taxe directe relevait des provinces. On se rend maintenant compte qu'Ottawa impose des taxes directes et indirectes. Par exemple, l'impôt fédéral sur le revenu est très lourd; c'est une taxe directe, imposée par le pouvoir central. Et je n'ai aucune hésitation à dire que cela vaudrait mieux si cette taxe était perçue par les provinces. Cela améliorerait grandement la situation des provinces que l'impôt sur le revenu leur soit laissé, surtout en ces moments où les demandes sont si pressantes. Ensuite, il y a trop de duplication, si le mot est français, dans les taxes imposées par Ottawa et les provinces. (28 février 1934)

En cela, Duplessis est du même avis :

Le premier ministre a raison de louer le travail des Pères de la Confédération. Bien que cette Constitution ne soit pas parfaite, je crois qu'elle nous procure beaucoup plus d'avantages que d'inconvénients. L'honorable premier ministre a raison de dire que le pacte de la Confédération est une œuvre nationale, un contrat sanctionné par le Parlement impérial, et qu'il faut y aller avec prudence en y touchant. (28 février 1934)

Un comité spécial du rajustement des subsides est formé. Composé de libéraux et de conservateurs (Joseph-Napoléon Perrault, Athanase David, Joseph Henry Dillon et Robert-Raoul Bachand, Maurice Duplessis, Paul Sauvé, Charles Allan Smart, Joseph Cohen, Edgar Rochette et

Irénée Vautrin), ses membres adoptent sur division une lettre adressée au gouverneur général du Canada pour lui enjoindre de procéder à un nouveau rajustement des subsides annuels payables au *prorata* de la population des provinces. (21 mars 1934)

Duplessis tient à préciser que l'opposition officielle s'entend avec les ministériels sur le principe du rajustement des subsides, mais diffère d'opinions quant au moyen à prendre :

À notre avis, il est dangereux de réclamer la distribution des subsides au *prorata* de la population, en raison des changements qui pourraient survenir à cet égard en une période de temps relativement courte. À l'heure actuelle, la population des provinces de Québec et d'Ontario est plus grande que la population des autres provinces. Mais la population des provinces nouvelles augmente plus rapidement que celle des vieilles provinces, et nous pourrions y perdre.

Je crois qu'il serait plus juste pour le fédéral de baser la distribution sur la contribution des provinces par droits de douane ou autrement. (27 mars 1934)

### L'électricité

« Ému de la situation faite à ses concitoyens par les puissantes compagnies », le docteur Philippe Hamel lutte tout spécialement contre le trust de l'électricité<sup>49</sup>. L'un des appuis les plus importants à cette cause n'est nul autre que Télesphore-Damien Bouchard, Orateur de l'Assemblée législative<sup>50</sup>.

Au début la session, Taschereau fait montre d'ouverture. « La première mesure annoncée [dans le discours du trône] se rapporte à la municipalisation de l'électricité. On la demande. Notre loi est presque complètement étudiée et rédigée. Elle est à l'ordre du jour. Ce que nous voulons, c'est que, lorsque les contribuables voudront municipaliser l'électricité, ils pourront le faire en votant en faveur d'un règlement à cet effet. Alors, une corporation sera créée, qui administrera le système électrique municipalisé. » (11 janvier 1934). Le 16 janvier 1934, le premier ministre lui-même présente le bill 22 concernant la municipalisation de l'électricité. La seconde lecture n'a lieu qu'à la toute fin de la session. Par conséquent, ce sujet de l'heure est relativement peu discuté en Chambre durant le cours de la session.

Mu par des convictions profondes sur la question de la municipalisation, Taschereau fait marche arrière. Le 12 avril 1934, il dit que le gouvernement est toujours disposé à se rendre à la demande des municipalités qui désirent municipaliser l'électricité. Il prend garde de ne pas se prononcer sur l'opportunité de cette loi, à savoir si la municipalisation est le système le plus avantageux ou non. Puis il propose que son projet soit référé au comité permanent des bills publics en général pour y rester<sup>51</sup> :

Ce n'est donc pas l'intention du gouvernement de hâter l'adoption de cette loi au cours de la session actuelle. Nous en discuterons les grandes lignes. Lors de la prochaine session de la Législature, nous pourrions discuter le projet de nouveau. D'ici là, on pourra nous faire des suggestions, afin que nous fassions une bonne loi. Voilà pourquoi nous demandons l'avis de tous ceux que cette question intéresse.

Taschereau aura bientôt l'occasion de mesurer la portée néfaste qu'aura cette décision sur l'opinion publique. Aimé Guertin, député conservateur dissident de Hull, devine la suite des choses : « Cette question des taux de l'électricité passionne l'opinion publique de cette province. Avant longtemps, l'opinion publique obligera le gouvernement à prendre une décision bien précise et bien définie. » (18 avril 1934) Ce n'est pas non plus l'adoption du bill 57 relatif aux taux de l'électricité – un autre projet de loi parrainé par Taschereau en 1934 – qui calme le jeu de la population sur cette question sensible.

Comme de juste, les pressions populaires iront en augmentant, notamment à la suite de la diffusion du texte intitulé *Trusts et finances*, de Philippe Hamel, dans la revue mensuelle de l'École sociale populaire. Politiquement parlant, le tort causé par la lente valse-hésitation de Taschereau est irréparable. Retrouvant son sens politique habituel, le premier ministre tentera de

réparer les pots cassés et annoncera, en août 1934, la formation d'une commission d'études sur la question hydroélectrique<sup>52</sup>.

### Femmes et société

Une nouvelle fois encore, un projet de loi modifiant la loi électorale de Québec, relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité, est étudié par les parlementaires. Gaspard Fauteux, député libéral de Montréal-Sainte-Marie, parraine le bill 170 et tente de convaincre ses collègues de voter en faveur du suffrage féminin.

Joseph-Édouard Fortin, député libéral de Beauce, est contre ce projet. Pour lui, le droit de vote pour les femmes constitue une menace pour la famille, pour la société et pour la femme elle-même. Pour faire mourir le bill au *Feuilleton*, il propose que la motion en discussion soit lue une deuxième fois « dans six mois ». Duplessis, qui refuse de se prononcer sur le principe du bill, votera contre l'amendement du député de Beauce. Il suggère plutôt de laisser les suffragettes défendre ce projet au comité permanent des bills publics en général. Par un vote de 52 contre 25, le bill est abandonné.

Réfractaire à la modernisation de la condition féminine, Joseph-Achille Francoeur, député libéral de Montréal-Dorion, veut aller plus loin encore. Appuyé par Gontran Saintonge, député libéral de Beauharnois, il « prie le gouvernement de rechercher s'il ne serait pas possible de réglementer le travail de façon que, dans le commerce et l'industrie, on soit tenu d'employer des pères de famille de préférence aux célibataires, des hommes de préférence aux femmes ou filles qui ne sont pas obligées de subvenir à leur subsistance ou à celle de leur famille, et de façon que le chômage se trouve ainsi réduit ». (13 mars 1934) Il croit que 50 % des effets de la crise sont causés par la présence des femmes sur le marché du travail. Son raisonnement est le suivant : « La crise est venue. La femme est restée à l'usine et l'homme en est sorti. [...] À Montréal 100,000 femmes et jeunes filles travaillent et nous avons 46,000 familles sous le secours direct. »

Le ministre du Travail, Charles-Joseph Arcand, intervient pour remettre les pendules à l'heure, disant que la crise est due non pas au travail féminin, mais bien au marasme dans les affaires. Mise aux voix, la Chambre adopte tout de même cette motion.

### Annales parlementaires

Au XIX<sup>e</sup> siècle, les défaites du gouvernement sur des motions sont courantes. Il ne s'agit jamais cependant de votes de confiance qui avaient pour conséquence d'entraîner la démission du gouvernement. Si, au début du XX<sup>e</sup> siècle, la plupart des votes nominaux enregistrés à l'Assemblée législative sont remportés par les ministériels, ce n'est pas systématiquement le cas. D'ailleurs, le dernier vote perdu par un premier ministre québécois remonte à la session de 1934<sup>53</sup>. Depuis cette date, les premiers ministres ont tous remporté les votes enregistrés en Chambre<sup>54</sup>, sauf exception pour le gouvernement minoritaire du premier ministre Jean Charest, en 2007-2008, où celui-ci a perdu huit motions<sup>55</sup>.

La défaite enregistrée de Taschereau porte sur le bill 161 rendant obligatoire le port de lumières ou de réflecteurs sur les véhicules automobiles. Tout comme pour les sessions 1931-1932 et 1933, cette question divise les députés ruraux et les députés urbains. Majoritaires, les députés des campagnes renversent cette mesure.

À la troisième lecture du bill, à la séance du 14 février 1934, le député de Beauce, Joseph-Édouard Fortin, propose de renvoyer de nouveau le bill au comité plénier. Taschereau appuie cette démarche. Il perd alors les deux votes qui s'ensuivent. Pire. Au second vote, par inadvertance, le député de Kamouraska, Pierre Gagnon, commet une erreur en votant en faveur du bill, alors qu'il voulait voter contre. Il obtient de l'Orateur que l'on enregistre le vote à nouveau, ce qui ne change en rien le résultat final. Le projet de loi est rejeté et, par trois fois, Taschereau se retrouve du côté des perdants.

### De choses et d'autres...

L'année 1934 en est une de célébrations. À l'été qui suivra la fin de la session, la ville de Gaspé soulignera le 400<sup>e</sup> anniversaire du passage de Jacques Cartier, et la ville de Trois-Rivières, le 300<sup>e</sup> anniversaire de sa fondation par le sieur Laviolette. L'Assemblée législative accorde une aide financière pour assurer le succès de ces commémorations. (bills 16 et 247)

Toujours sur la scène de la culture, le Musée du Québec, inauguré sur les plaines d'Abraham le 5 juin 1933, est une réalisation qui fait la fierté d'Athanase David, secrétaire de la province. À Duplessis qui critique le mandat spécial accordé par le gouvernement pour acheter des statuettes du sculpteur Alfred Laliberté et des toiles d'Horatio Walker, David lui répond :

Le gouvernement a tout simplement cru, après 150 ans de travail de nos artistes, qu'il convenait de faire savoir au monde que nous avions quelques artistes, des prosateurs et des poètes, quelques personnes sachant écrire convenablement leur pensée, qu'ils méritaient une récompense, qu'il était temps d'encourager leur production littéraire et artistique. Je n'ai pas honte de dire que nous avons acheté quelques tableaux pour notre musée. (22 février 1934)

Les parlementaires adoptent d'autres mesures qui font toujours partie du quotidien des Québécois au XXI<sup>e</sup> siècle. Ainsi, sur les bicyclettes, c'est en 1934 que l'on décrète le port obligatoire d'une lumière blanche à l'avant et d'une lumière rouge ou d'un réflecteur rouge à l'arrière, soit le bill 160. Cette même année, les pharmaciens obtiennent l'exclusivité de la vente des médicaments brevetés, avec le bill 175. À la fin de la session, on apprend par ailleurs que les Québécois sont de plus en plus en faveur du déneigement des routes en hiver, ce qui ne semble « pas naturel », de l'avis du chef de l'opposition cependant. (6 avril 1934)

Dans un autre registre, la fin de la prohibition de l'alcool aux États-Unis suscite quelque inquiétude chez les hôteliers du Québec. L'opposition officielle se fait leur porte-voix. Or, selon le ministre des Travaux public, Joseph-Napoléon Francoeur, le succès du tourisme n'est pas compromis : « Je ne crois pas que les Américains viennent ici seulement pour "prendre un coup" », dit-il. (28 mars 1934)

Enfin, Paul Gouin – fils de l'ancien premier ministre Lomer Gouin et petit-fils de l'ancien premier ministre Honoré Mercier – ne constitue pas encore une menace pour le gouvernement Taschereau. À la session de 1934, Gouin est président de la nouvelle société provinciale de colonisation. Les discours qu'il prononce dans le cadre de ses fonctions suscitent pour lors l'admiration de plusieurs députés libéraux, parmi lesquels figurent Hector Authier, député d'Abitibi, et Charles-Abraham Paquet, député de Montmagny. Ce n'est que le 6 juin 1934 que l'Action libérale nationale sera fondée.

### Les bons mots...

À la séance du 10 janvier 1934, le chef de l'opposition tente d'asticoter un brin le premier ministre sur la relation houleuse qu'il entretient avec Ernest Lapointe, député libéral à la Chambre des communes. Mine de rien, Taschereau laisse entendre qu'il ira à la conférence donnée par Lapointe au Château Frontenac, présentée, entre autres, devant le Cercle des femmes canadiennes. Il invite le chef de l'opposition à faire de même : « Il aura en même temps l'occasion de rencontrer de jolies filles. »

Malgré lui, à la séance du 25 janvier 1934, Hortensius Béique, député conservateur de Chambly, provoque le rire lorsqu'il parle sur la question des indemnités des jurés. Alors que le gouvernement cherche à diminuer le salaire des jurés, le député insiste plutôt sur l'importance du choix de jurés : « Après en avoir vu plusieurs, je suis convaincu que bien des jurés ne sont tout simplement pas faits pour remplir les tâches qui leur sont assignées. Il y a souvent, parmi les jurés, des hommes qui ne comprennent rien du tout. Je le sais, j'ai moi-même été juré! » Ici, les parlementaires ne peuvent s'empêcher de se payer la tête de Béique en riant un bon coup. En fait, le député s'est mal fait comprendre. Il voulait dire que dans une cause où il avait été assigné comme juré, un de ses collègues avait eu peine à comprendre ce qui s'était passé en cour.



Les parlementaires travaillent sérieusement, sans pour autant se prendre toujours au sérieux. Aussi, le 11 avril 1934, lors de l'étude détaillée d'un crédit du département de la Voirie et des Mines, Duplessis y va de cette critique :

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est regrettable que dans notre province, on néglige l'histoire, quand on lui fait une si large place en Europe et aux États-Unis. Les ministres, qui ont peur de voir disparaître leurs noms dans l'oubli, s'appliquent à les donner à des entreprises publiques.

On ne devrait pas donner des noms de ministres et de députés, de leur vivant, aux ponts et aux routes de notre province. Que l'on cesse cette vantardise! Nous devrions honorer plutôt nos grands disparus. Il y aurait une foule de beaux noms à donner.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** C'est ce que nous avons fait. Je ne crois pas que la province ait négligé ses héros. Nous avons une multitude de monuments évocateurs du passé. Aux États-Unis, vous voyez la même chose.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous avez la route Roosevelt, la route George Washington, mais ces gens-là sont morts. Ils ne se sont pas glorifiés eux-mêmes.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous voulez attendre que nous soyons morts? (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne souhaite pas que ce soit tout de suite parce que le premier ministre aura besoin de beaucoup de temps pour faire un retour sur lui-même. (Rires) [...]

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il n'est pas mal que nos hommes publics soient honorés de leur vivant et donnent leur nom à des entreprises de la province. Peut-être que, lorsqu'ils seront disparus, ils seront très vite oubliés. Il est vrai que le chef de l'opposition fait son possible pour n'être pas oublié.

Nous pourrions peut-être avoir le pont Duplessis, entre Sainte-Angèle et Trois-Rivières, ou le pont Guertin à Hull! (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a le pont de l'île d'Orléans. (Rires)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je croyais que vous alliez dire le pont Guertin. (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En tout cas, il n'y a pas d'abîme qui me sépare du député de Hull.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est vrai: s'il n'y a pas d'abîme qui vous sépare, il n'y a pas de pont qui vous unit. (Rires)

Pour terminer, le 9 mars 1934, un journaliste de la Tribune de la presse rapporte une anecdote qui met en scène un jeune page de l'Assemblée :

M. Duplessis demande à un page d'aller lui chercher lord Halsbury. Il semblerait que le page à qui M. Duplessis avait fait cette requête serait revenu bredouille en affirmant : « Y est pas là le monsieur. » En fait, M. Duplessis demandait probablement un des 31 volumes du traité *Laws of England, 1907-1917*, compilé par Hardrige Starley Giffard, comte de Halsbury et lord chancelier d'Angleterre, de 1886 à 1892 et de 1895 à 1905.

C'est Paul Sauvé qui finalement ira chercher le volume en question.

## Critique des sources

### Portrait de la Tribune de la presse en 1934

Abel Vineberg, de *The Gazette*, devient président de la Tribune de la presse pour une cinquième fois en carrière. Il le sera à nouveau à la session de 1948. Damase Potvin, de *La Presse*, agit à titre de secrétaire. Les autres membres connus de la « Galerie » sont : Edmond Chassé, de *L'Événement*; Willie Chevalier, du *Canada*; Alexis Gagnon, du *Devoir*; J.-Alfred Hardy, de *La Patrie*; Georges Léveillé, du *Soleil*; Stewart Noble, du *Chronicle-Telegraph*; Georges Ouellet, du *Nouvelliste*; Georges Roberts, du *Montreal Herald*; Louis-Philippe Roy, de *L'Action catholique*, et Henri St-Pierre, du *Montreal Daily Star*<sup>56</sup>. En avril, Jean-Charles Lefrançois devient le nouveau correspondant parlementaire de *La Patrie*.

### La reconstitution des débats<sup>57</sup>

Durant la session parlementaire de 1934, c'est *Le Soleil* qui publie les comptes rendus les plus complets des débats de l'Assemblée législative. Organe du Parti libéral, le quotidien de Québec rapporte les discours des libéraux de façon détaillée, mais se contente souvent de résumer, quand il ne les écarte pas simplement, les paroles des députés de l'opposition. En revanche, *Le Devoir* couvre plus en profondeur les interventions des conservateurs. Si les longues chroniques d'Alexis Gagnon sont regroupées en un seul article au début de la session, elles cèdent plus tard la place à plusieurs articles courts dans lesquels les propos des parlementaires sont de plus en plus résumés.

*L'Action catholique* est un autre quotidien d'importance. Organe officieux de l'évêché de Québec, ce journal s'attarde en longueur sur les débats concernant l'agriculture, la colonisation, les pêcheries, le vote des femmes et les mesures d'ordre social (contrat de travail, loi du dimanche, etc.). Chose certaine, ce journal d'opposition a la dent longue contre les politiques de Taschereau. Les comptes rendus brossent un portrait fidèle de ce qui se passe en Chambre, mais ses éditoriaux sont des plus critiques. En Chambre, Taschereau exprime toute son exaspération : « Il est vrai que nous ne trouvons jamais grâce devant *L'Action catholique*, nous n'avons pas trouvé grâce devant elle depuis le commencement de la session, nous n'avons pas trouvé grâce devant elle depuis 25 ans. Depuis le début de la session, pas un de nos projets de loi n'a trouvé grâce devant ce journal. » (23 mars 1934)

Même lorsque *L'Action catholique* se rétracte après avoir publié, par inadvertance, des données erronées, des doutes subsistent chez les libéraux. En l'occurrence, à la séance du 4 avril 1934, le ministre du Travail, Charles-Joseph Arcand, attire l'attention de la Chambre sur un titre paru dans ce journal où il est annoncé que la Commission des accidents du travail avait un déficit de 1 000 000 \$, alors qu'il n'était que de 1 818 \$. Le journaliste reconnaît sa faute typographique. « Il m'a promis de la corriger demain, dit Arcand, après m'avoir exprimé très franchement ses regrets. Mes regrets égalent les siens, mais je constate que lorsqu'on se trompe, c'est toujours dans le sens contraire. »

*L'Événement*, quant à lui, s'attarde à des aspects de moindre importance et rapporte souvent des discussions que laissent tomber les autres quotidiens.

*La Patrie* et *La Presse*, appartenant au même propriétaire, offrent un compte rendu qui se ressemble. Mais, avec la venue de Jean-Charles Lefrançois à *La Patrie*, la chronique prend de l'ampleur et s'éloigne un peu du texte de *La Presse*.

Du côté de la presse anglophone, *The Gazette* est la plus complète, quoiqu'elle s'attarde davantage aux questions touchant Montréal et les cités avoisinantes. *The Chronicle-Telegraph* et *The Montreal Daily Star* sont semblables par le fond plutôt que par la forme, tandis que le *Montreal Herald* n'apporte que peu d'information originale. Force est de constater aussi que les journaux anglophones s'intéressent de plus près aux questions d'ordre économique. Ceux-ci rapportent aussi avec plus de rigueur les discours prononcés en anglais par les députés de l'Assemblée.

### Une source reconstituée

Les comptes rendus des débats de l'Assemblée législative publiés dans les journaux du Québec couvrent la majeure partie des échanges entre les parlementaires. Certains passages sont résumés, mais ils permettent de comprendre l'essentiel des propos tenus en Chambre.

Parfois, les citations intégrales des députés varient selon les sources, mais leur nature reste sensiblement la même. Un exemple : le 13 avril 1934, deux journalistes notent différemment une citation d'Athanase David. L'un, dans *Le Soleil*, écrit : « Les villes seront toujours des foyers où les gens de la campagne viendront mourir, mais grâce aux campagnes, les villes pourront toujours résister »; et l'autre, dans *L'Événement*, entend plutôt : « Les villes resteront toujours des foyers où les gens de la campagne viendront mourir, mais la campagne pourra toujours fournir aux villes un regain de vie. » Dans ce cas, une note de fin de document souligne la divergence.

À de rares occasions, les débats reconstitués sont à ce point résumés que le chercheur ne peut rien en tirer. Par exemple, on lit parfois qu'un député « poursuit la discussion » ou « parle » sur un sujet, ce qui laisse peu de place à l'interprétation.

À une occasion, en 1934, les sources se contredisent. À la séance du 8 février 1934, pendant l'étude détaillée d'un crédit, on peut lire :

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** D'après l'*Annuaire statistique*, notre production de fromage a diminué de 32,000,000 de livres à 16,000,000 en ces quatre dernières années. Les exportations de fromage en Angleterre sont-elles payantes? Elles ont diminué.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Oui, parce que le gouvernement fédéral a haussé ses tarifs.

Or, selon *La Presse*, l'honorable M. Godbout répond plutôt que les exportations de fromage ont augmenté. Cette contradiction est signalée en note.

En tout et partout, une seule erreur est signalée par les députés eux-mêmes, en 1934. Dans un compte rendu de *L'Événement*, pour la séance du 11 avril 1934, au lieu de faire intervenir Duplessis, le journaliste écrit l'honorable M. Pomerleau. Or, il n'y a aucun député de ce nom au Parlement. Dans la circonstance, Sauvé cherche à plaisanter avec Taschereau pour savoir qui est ce nouveau ministre.

L'on sait d'autant mieux que les parlementaires ont l'habitude de relire attentivement les débats publiés dans les journaux et, le cas échéant, ils n'hésitent jamais à se lever en Chambre pour signaler une erreur. Puisqu'ils n'interviennent pour ainsi dire jamais durant la 3<sup>e</sup> session de la 18<sup>e</sup> Législature, tout porte à croire que les débats reconstitués de 1934, malgré leurs quelques défauts, sont un portrait fidèle de la session.

Christian Blais et Isabelle Rodrigue

## Notes de l'introduction historique et de la critique des sources

1. « Des cas de misère noire à Québec », *Le Soleil*, 19 mars 1934, p. 3.
2. École sociale populaire, *Programme de restauration sociale*, Montréal, École sociale populaire, s.d., [p. 1].
3. École sociale populaire, *Programme de restauration sociale no 2*, Montréal, École sociale populaire, s.d., [p. 1].
4. Richard Lapointe, *La politique au service d'une conviction*, Philippe Hamel : Deux décennies d'action politique, Québec, Université Laval (maîtrise en histoire), 1987, p. 27.
5. Yvan Lamonde, « Les Jeune-Canada ou les « Jeune-Laurentie »? La Recherche d'un nationalisme (1932-1938) », *Les Cahiers des Dix*, n° 63 (2009).
6. Jacques Lacoursière, *Histoire populaire du Québec*, Sillery, Septentrion, 1997, p. 212.
7. Camillien Houde fut maire de Montréal de 1928 à 1932, de 1934 à 1936, de 1938 à 1940 et de 1944 à 1954.
8. Jean-Charles Harvey, *Les Demi-civilisés*, Montréal, Les Éditions du Totem, 1934, p. 147-148.
9. *Bilan du siècle*, Université de Sherbrooke, <http://www.bilan.usherbrooke.ca>
10. Marc-André Robert, « L'abbé Maurice Proulx : pionnier du film documentaire québécois. Portrait d'un cinéaste militant... opportuniste! », *Séquences*, no 262, septembre-octobre 2009.
11. « Aurore nouvelle pour Québec et troisième parti à la Chambre », *L'Événement*, 10 janvier 1934, p. 4.
12. Téléphore-Damien Bouchard, *Mémoires de T.-D. Bouchard : « Quarante ans dans la tourmente politico-religieuse »*, Montréal, Éditions Beauchemin, 1960, p. 99.
13. « Taschereau a soixante et sept ans », *L'Éclairer*, 8 mars 1934, p. 1.
14. « La session », *La Tribune*, 23 janvier 1934, p. 4.
15. « MM. Taschereau et Duplessis vont s'affronter », *Le Nationaliste et le Devoir*, 11 janvier 1934, p. 9.
16. Bernard Vigod, *Taschereau*, Sillery, Septentrion, 1996, p. 239.
17. *La Presse*, 28 mars 1932, p. 32.
18. *L'Action catholique*, 3 mars 1934, p. 16.
19. « MM. Duplessis et Gagnon en scène – Première journée mouvementée », *Le Devoir*, 4 octobre 1933, p. 1.
20. La première séance de la convention conservatrice de Sherbrooke », *Le Devoir*, 4 octobre 1933, p. 8.
21. Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec, XXXIII : La plaie du chômage*, Montréal, Fides, 1961, p. 187.
22. La première séance de la convention conservatrice de Sherbrooke », *Le Devoir*, 4 octobre 1933, p. 8.
23. « La convention de Sherbrooke choisit M. Maurice Duplessis comme chef du parti conservateur provincial », *Le Devoir*, 5 octobre 1933, p. 6.
24. Conrad Black, *Maurice Duplessis*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1999, p. 96. L'auteur ajoute que Duplessis plaida et gagna son dernier procès devant le juge Aimé Marchand le 4 janvier 1934. L'historien Robert Rumilly ajoute que Duplessis, pour ses services en tant qu'avocat, recevait des appointements fixes de la Shawinigan Water and Power et qu'il y renonce une fois élu chef de l'opposition. Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps*, Montréal, Fides, 1973, vol. 1, p. 142. L'historien Michel Sarra-Bournet précise d'ailleurs que Duplessis plaida sa dernière cause pour la Shawinigan Water and Power Company : « Maurice Le Noblet Duplessis », *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*.
25. « Maurice Duplessis. Chef de l'Opposition provinciale », *L'Action nationale*, vol. II, 2<sup>e</sup> semestre, 1933, p. 171-174.
26. « La convention de Sherbrooke choisit M. Maurice Duplessis comme chef du parti conservateur provincial », *Le Devoir*, 5 octobre 1933, p. 10.
27. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 187.
28. « Guertin et Barré sont mécontents », *Le Soleil*, 10 janvier 1934, p. 3.
29. « Aurore nouvelle pour Québec et troisième parti à la Chambre », *L'Événement*, 10 janvier 1934, p. 3.
30. *Le Canada*, 13 avril 1934, p. 1.
31. À l'été 1934, Aimé Guertin avait déjà annoncé sa rupture complète avec Duplessis. « M. Aimé Guertin a rompu avec l'Opposition », *La Parole*, 7 juin 1934, p. 2.
32. R. Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps...*, p. 142.
33. Frédéric Lemieux, Christian Blais et Pierre Hamelin, *L'histoire du Québec à travers ses lieutenants-gouverneurs*, Québec, Les Publications du Québec, 2005, p. 182-191.
34. B. Vigod, *Taschereau...*, p. 240.
35. *Rapport de MM. Maxime et Louis Morin concernant la grève des bûcherons à Rouyn en décembre 1933*, Québec, Assemblée législative, 1<sup>er</sup> mars 1934, 52 p; Jean-Michel Catta, *La grève des bûcherons de Rouyn, 1933*, Rouyn, Collège de l'Abitibi-Témiscamingue, 1985, 75 p.
36. Jeanne Corbin (1906-1944), militante communiste, fut une des rares femmes francophones de son époque à jouer un rôle actif dans le mouvement ouvrier. D'origine française, elle émigra avec sa famille en Alberta où elle étudia à Edmonton et adhéra aux Jeunesses communistes. C'est alors que la GRC lui ouvrit un dossier qui la suivra toute sa vie. En 1929, elle fut envoyée en mission en Ontario pour le Parti communiste du Canada (PCC) où elle milita dans la Ligue de défense ouvrière (LDO). Elle fut arrêtée le 19 octobre lors d'un rassemblement pour le droit de parole à Queen's Park à Toronto et fut condamnée à 30 jours de prison. Envoyée ensuite à Montréal comme organisatrice syndicale pour le PCC, elle y fonda le journal *L'Ouvrier canadien* à Timmins en 1932, et puis, à Rouyn en 1933, elle s'impliqua dans la défense des droits des mineurs et des bûcherons, en tant que secrétaire locale de la Ligue d'unité ouvrière (LUO). Arrêtée lors de la grève de Rouyn, elle fut accusée de sédition et condamnée à passer trois mois à la prison de Ville-Marie.
37. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 232.
38. *Bilan du siècle*, Université de Sherbrooke, <http://www.bilan.usherbrooke.ca>
39. Michel Sarra-Bournet, « Maurice Le Noblet Duplessis », *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*.

40. Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain : Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal Express, 1989, p. 85; François Bisson, *La gestion des chômeurs célibataires sans-abri au cours de la dépression: le cas du camp de secours de Valcartier, 1932-1936*, Montréal, UQAM (Mémoire de maîtrise en histoire), 1999, 207 p.
41. Taschereau occupa le poste de directeur et vice-président de la Banque d'économie de Québec et fut membre des conseils d'administration des banques et entreprises suivantes : Barclay Bank Ltd. (Canada), Royal Trust, Caisse d'économie, Molson Bank, Banque de Montréal, Canadian Investments Funds, Sun Life Assurance Co. of Canada, Metropolitan Life Assurance Co., Liverpool & London & Globe Insurance Co., Pioneer Insurance Co., Globe Indemnity Co., et Manitoba Liverpool Insurance Co.
42. École sociale populaire, *Programme de restauration sociale no 2*, Montréal, École sociale populaire, s.d., [p. 3].
43. Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, *Conférences des premiers ministres, 1906-2004*, Ottawa, Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, 2004, p. 10.
44. Les discours de Taschereau et de David ont d'ailleurs été publiés : Louis-Alexandre Taschereau, Athanase David, *La question des loteries: texte des discours prononcés à l'Assemblée législative de Québec, le 14 mars 1934*, s.n., 1934, 17 p.
45. <http://lotoquebec.com/corporatif/nav/a-propos-de-loto-quebec/historique>
46. Christian Blais, Gilles Gallichan, Frédéric Lemieux et Jocelyn Saint-Pierre, *Québec : quatre siècles d'une capitale*, Québec, Publications du Québec, 2008, p. 380.
47. Loi de 1907 sur l'Amérique du Nord britannique, 7 Édouard VII, chapitre 11, (R.-U.), devenue Loi constitutionnelle de 1907.
48. On peut lire des échanges intéressants sur la question de l'autonomie dans le débat entourant l'adoption du bill 243 pour aider à la mise à effet, dans cette province, de toute loi fédérale ayant pour objet d'assurer des débouchés aux produits naturels du Canada, et de celle concernant la faillite, en ce qui regarde les compromis entre créanciers et débiteurs.
49. Philippe Hamel, « Trusts et finances », *École sociale populaire*, nos 239-240, 1934, p. 40-41.
50. R. Lapointe, *La politique au service d'une conviction...*, p. 28.
51. À la session de 1935, Télesphore-Damien Bouchard expliquera ainsi la décision de Taschereau : « Cette loi fut proposée à la dernière session, mais les municipalités ayant jugé que les pouvoirs qu'elle leur donnait n'étaient pas encore assez amples, le gouvernement, pour faire preuve de sa bonne foi, retira de lui-même le projet pour le soumettre à l'étude des municipalités et pour leur permettre de suggérer elles-mêmes les dispositions qui leur paraîtraient plus favorables à la municipalisation. » (25 avril 1935)
52. Richard Lapointe, *La politique au service d'une conviction. Philippe Hamel : Deux décennies d'action politique*, Québec Université Laval (M.A en histoire), 1987, p. 28-29.
53. Par erreur, Louis Massicotte recense le dernier vote perdu par le premier ministre en Chambre à la session de 1933. Louis Massicotte, *Le Parlement du Québec de 1867 à aujourd'hui*, Québec, PUL, 2009, p. 151 et p. 169.
54. Louis Massicotte, *Le Parlement du Québec de 1867 à aujourd'hui*, Québec, PUL, 2009, p. 151, 168 et 169.
55. Au total, 10 motions ont été perdues par le gouvernement libéral durant la 37<sup>e</sup> Législature, et Jean Charest était présent en Chambre à huit occasions.
56. Jocelyn Saint-Pierre, *Les membres de la tribune de la presse : liste chronologique, 1871-1989*, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1990, Bibliographie et documentation, no 34.
57. Sur la méthodologie relative à la reconstitution des débats, voir : Gilles Gallichan, « Le Parlement "rapaillé". La méthodologie de la reconstitution des débats », *Les Cahiers des Dix*, n° 58 (2004), p. 275-296; sur les polls, voir : Jocelyn Saint-Pierre, *Histoire de la tribune de la presse à Québec, 1871-1959*, Montréal, VLB éditeur, 2007, 315 p.



## BIBLIOGRAPHIE

### Journaux de base

*Action catholique, L'*  
*Canada, Le*  
*Chronicle-Telegraph, The*  
*Événement, L'*  
*Gazette, The*  
*Montreal Daily Herald, The*  
*Montreal Daily Star, The*  
*Patrie, La*  
*Presse, La*  
*Chronicle-Telegraph, The*  
*Soleil, Le*

### Journaux complémentaires

*Action, L'*  
*Action conservatrice, L'*  
*Autorité nouvelle*  
*Avenir du Nord, L'*  
*Bien Public, Le*  
*Bonne parole, La*  
*Bulletin des agriculteurs, Le*  
*Canada français, Le*  
*Canadian Labour Press, The*  
*Canadien de Thetford, Le*  
*Clairon de Saint-Hyacinthe, Le*  
*Colon, Le*  
*Courrier de Berthierville, Le*  
*Courrier de L'Islet, Le*  
*Courrier de Saint-Hyacinthe, Le*  
*Courrier de Sorel, Le*  
*Courrier-Sentinelle, Le*  
*Croix, La*  
*Dorchester, Le*  
*Droit, Le*  
*Écho de Frontenac, L'*  
*Écho de Saint-Justin, L'*  
*Écho du Bas-Saint-Laurent, L'*  
*Éclaireur, L'*  
*Étendard de Bellechasse, L'*  
*Étoile de l'Est, L'*  
*Étoile du Nord, L'*  
*Gaulois, Le*  
*Gazette du Nord, La*  
*Guide, Le*  
*Idée ouvrière, L'*  
*Illustration, L'*  
*Journal, Le*  
*Journal de Waterloo, Le*  
*Mégantic, Le*  
*Messager de Verdun, Le*  
*Monde ouvrier, Le*

*Nationaliste et le Devoir, Le*  
*Nicolétain, Le*  
*Nouvelliste, Le*  
*Ordre, L'*  
*Opinion de Hull, L'*  
*Parole, La*  
*Petit Journal, Le*  
*Peuple, Le*  
*Progrès de Valleyfield, Le*  
*Progrès du Golfe, Le*  
*Progrès du Saguenay, Le*  
*Quotidien, Le*  
*Régional, Le*  
*Riposte, La*  
*Saint-Laurent, Le*  
*Sherbrooke Daily Record, The*  
*Sherbrooke Telegram*  
*Sorelois, Le*  
*Spokeman, The*  
*St. Maurice Valley Chronicle, The*  
*Standard, The*  
*Stanstead Journal, The*  
*Terre de Chez Nous, La*  
*Tribune, La (Saint-Hyacinthe)*  
*Tribune de Sherbrooke, La*  
*Union des Cantons de l'Est, L'*  
*Voix des Bois-Francs*

#### **Autres sources**

*Documents de la session*, 1934, 5 volumes.

Stockwell, Ralph Frederik George. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable R. F. Stockwell, Trésorier de la province à l'Assemblée législative de Québec, 1<sup>er</sup> février 1934*. [s.l.]: 1934. 15 p. Publié également en anglais.

*Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec*, 1934, Québec 1934.

*Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec*, 1934, Québec 1934.

Québec, Prov. *Bills*, 3<sup>e</sup> session, 14<sup>e</sup> Parlement, 1934.

Québec, Prov. *Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Vol. LXVIII: Session 1934*, Quebec, Chronicle Telegraph Publishing Co. Ltd., 1934, 460, lxxxviii p.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, Session de 1934, Vol. LXVIII*, Québec, Imprimeur du roi, 1934, v, 458, xcii p.

Québec, Prov. *Statutes of the Province of Quebec*, 24 George V, Quebec, Printer of the King, Quebec, 1934, xx, 580 p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec*, 24 George V, Québec, Imprimeur du roi, Québec, 1934, xix, 557 p.

*Rapports des comités généraux, 3<sup>e</sup> session*, 1934.



## TABLE DES MATIÈRES

Introduction historique.....	vii
Critique des sources.....	xxx
Bibliographie.....	xxxv
Table des matières.....	xxxvii
L'Exécutif en 1934.....	xli
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique.....	xliii
Par ordre de circonscription.....	xliv
Débats	
1 Séance du mardi 9 janvier 1934.....	1
2 Séance du mercredi 10 janvier 1934.....	7
3 Séance du jeudi 11 janvier 1934.....	15
4 Séance du mardi 16 janvier 1934.....	41
5 Séance du mardi 23 janvier 1934.....	49
6 Séance du mercredi 24 janvier 1934.....	65
7 Séance du jeudi 25 janvier 1934.....	79
8 Séance du vendredi 26 janvier 1934.....	91
9 Séance du mardi 30 janvier 1934.....	99
10 Séance du mercredi 31 janvier 1934.....	119
11 Séance du jeudi 1 <sup>er</sup> février 1934.....	131
12 Séance du vendredi 2 février 1934.....	149
13 Séance du mardi 6 février 1934.....	153
14 Séance du mercredi 7 février 1934.....	179
15 Séance du jeudi 8 février 1934.....	195
16 Séance du vendredi 9 février 1934.....	215
17 Séance du mardi 13 février 1934.....	219

18 Séance du mercredi 14 février 1934.....	233
19 Séance du jeudi 15 février 1934.....	253
20 Séance du vendredi 16 février 1934.....	271
21 Séance du mardi 20 février 1934.....	277
22 Séance du mercredi 21 février 1934.....	309
23 Séance du jeudi 22 février 1934.....	321
24 Séance du vendredi 23 février 1934.....	335
25 Séance du mardi 27 février 1934.....	343
26 Séance du mercredi 28 février 1934.....	365
27 Séance du jeudi 1 <sup>er</sup> mars 1934.....	383
28 Séance du vendredi 2 mars 1934.....	403
29 Séance du mardi 6 mars 1934 .....	421
30 Séance du mercredi 7 mars 1934.....	441
31 Séance du jeudi 8 mars 1934.....	467
32 Séance du vendredi 9 mars 1934.....	493
33 Séance du mardi 13 mars 1934 .....	511
34 Séance du mercredi 14 mars 1934.....	531
35 Séance du jeudi 15 mars 1934.....	561
36 Séance du vendredi 16 mars 1934.....	587
37 Séance du mardi 20 mars 1934 .....	603
38 Séance du mercredi 21 mars 1934.....	617
39 Séance du jeudi 22 mars 1934.....	643
40 Séance du vendredi 23 mars 1934.....	653
41 Séance du mardi 27 mars 1934 .....	669
42 Séance du mercredi 28 mars 1934.....	685
43 Séance du mardi 3 avril 1934.....	693
44 Séance du mercredi 4 avril 1934.....	711
45 Séance du jeudi 5 avril 1934 .....	735

46	Séance du vendredi 6 avril 1934 .....	753
47	Séance du mardi 10 avril 1934 .....	769
48	Séance du mercredi 11 avril 1934 .....	801
49	Séance du jeudi 12 avril 1934 .....	815
50	Séance du vendredi 13 avril 1934 .....	833
51	Séance du mardi 17 avril 1934 .....	855
52	Séance du mercredi 18 avril 1934 .....	877
53	Séance du jeudi 19 avril 1934 .....	893
54	Séance du vendredi 20 avril 1934 .....	915
	Index des participants .....	925
	Index des sujets .....	963
	Index des bills publics et privés .....	995



**L'HONORABLE HENRY GEORGE CARROLL**

**Lieutenant-gouverneur de la province de Québec**

**Membres du Conseil exécutif  
1934**

L'honorable Louis-Alexandre Taschereau, premier ministre, procureur général et ministre des Affaires municipales

L'honorable Joseph-Adélard Godbout, ministre de l'Agriculture

L'honorable Honoré Mercier fils, ministre des Terres et Forêts

L'honorable Hector Laferté, ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries

L'honorable Athanase David, secrétaire et registraire de la province

L'honorable Joseph-Édouard Perrault, ministre des Mines et de la Voirie

L'honorable Joseph-Napoléon Francoeur, ministre des Travaux publics

L'honorable Charles-Joseph Arcand, ministre du Travail

L'honorable Ralph Frederick Stockwell, trésorier de la province

L'honorable George Bryson fils, ministre sans portefeuille

L'honorable Joseph Henry Dillon, ministre sans portefeuille

L'honorable Lauréat Lapierre, ministre sans portefeuille

L'honorable Émile Moreau, ministre sans portefeuille

**Orateur**

L'honorable Téléphore-Damien Bouchard



**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
ARCAND, Charles-Joseph	L	Maisonneuve
AUTHIER, Hector	L	Abitibi
BACHAND, Raoul-Paul	L	Shefford
BARRÉ, Laurent	C	Rouville
BASTIEN, Cléophas	L	Berthier
BÉDARD, Joseph-Éphraïm	L	Québec
BÉÏQUE, Hortensius	C	Chambly
BÉLANGER, Arthur	L	Lévis
BERCOVITCH, Peter	L	Montréal-Saint-Louis
BERGERON, Joseph-Arthur	L	Matane
BERTRAND, Pierre	C	Saint-Sauveur
BISSONNET, Alfred-Joseph	L	Stanstead
BOUCHARD, Téléphore-Damien	L	Saint-Hyacinthe
BOUTHILLIER, Alexis	L	Saint-Jean
CARON, Amédée	L	Îles-de-la-Madeleine
CASGRAIN, Léon	L	Rivière-du-Loup
CHARBONNEAU, Joseph-Euclide	L	Napierville-Laprairie
CHOUNARD, Alexandre	L	Gaspé-Sud
COHEN, Joseph	L	Montréal-Saint-Laurent
CÔTÉ, Pierre-Émile	L	Bonaventure
CÔTÉ, Thomas	L	Gaspé-Nord
CRÊTE, Joseph-Alphida	L	Laviolette
DANSEREAU, Georges	L	Argenteuil
DAVID, Athanase	L	Terrebonne
DELISLE, Gustave	L	Chicoutimi
DESMARAIS, Stanislas-Edmond	L	Richmond
DILLON, Joseph Henry	L	Montréal-Sainte-Anne
DROUIN, Oscar	L	Québec-Est
DUFFY, William James	L	Compton
DUFOUR, Joseph	L	Matapédia
DUGAS, Lucien	L	Joliette
DUPLESSIS, Maurice Le Noblet	C	Trois-Rivières
DUVAL, Médéric	L	Montcalm
ÉLIE, Antonio	C	Yamaska
FARAND, Avila	L	Soulanges
FAUTEUX, Gaspard	L	Montréal-Sainte-Marie
FILION, Joseph	L	Laval
FILLION, Joseph-Ludger	L	Lac-Saint-Jean
FISHER, Martin Beattie	C	Huntingdon
FORTIER, Émery-Hector	L	Sherbrooke
FORTIN, Joseph-Édouard	L	Beauce
FRANCOEUR, Joseph-Achill	L	Montréal-Dorion
FRANCOEUR, Joseph-Napoléon	L	Lotbinière
FRIGON, Joseph-Auguste	L	Saint-Maurice
GABIAS, Joseph-Maurice	L	Montréal-Saint-Henri
GAGNON, Henri-Louis	L	Frontenac
GAGNON, Pierre	L	Kamouraska
GAUDET, Alexandre	L	Nicolet
GAULT, Charles Ernest	C	Montréal-Saint-Georges
GAUTHIER, Pierre	L	Portneuf

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
GIGUÈRE, Joseph-Philibert	L	Dorchester
GODBOUT, Joseph-Adélard	L	L'Islet
GRANT, William-Pierre	L	Champlain
GUERTIN, Aimé	C	Hull
LAFERTÉ, Hector	L	Drummond
LAFLEUR, Pierre-Auguste	C	Montréal-Verdun
LAHAIE, Désiré	L	Papineau
LAMOUREUX, Lucien	L	Iberville
LAPIERRE, Lauréat	L	Mégantic
LAPOINTE, Thomas	L	Wolfe
LEGAULT, Augustin-Armand	L	Gatineau
LORTIE, Pierre	L	Labelle
McDONALD, Wallace Reginald	L	Pontiac
MERCIER (fils), Honoré	L	Châteauguay
MESSIER, Félix	L	Verchères
MOREAU, Émile	L	Roberval
MOREAULT, Louis-Joseph	L	Rimouski
MOREL, Joseph-Wilfrid	L	Témiscouata
PAQUET, Charles-Abraham	L	Montmagny
PERRAULT, Joseph-Édouard	L	Arthabaska
PHANEUF, Joseph-Émery	L	Bagot
PICHÉ, Joseph-Édouard	L	Témiscamingue
PLANTE, Anatole	L	Montréal-Mercier
POULIN, Ernest	L	Montréal-Laurier
POWER, Joseph Ignatius	L	Québec-Ouest
REED, Walter	L	L'Assomption
RHÉAUME, Théodule	L	Jacques-Cartier
ROCHETTE, Edgar	L	Charlevoix-Saguenay
SABOURIN, Elzéar	L	Vaudreuil
SAINTONGE, Gontran	L	Beauharnois
SAMSON, Joseph	L	Québec-Centre
SAURETTE, Alexandre	L	Missisquoi
SAUVÉ, Joseph-Paul-Mignault	C	Deux-Montagnes
SMART, Charles Allan	C	Westmount
STOCKWELL, Ralph Frederick	L	Brome
TASCHEREAU, Louis-Alexandre	L	Montmorency
TASCHEREAU, Robert	L	Bellechasse
THISDEL, Louis-Joseph	L	Maskinongé
TURCOTTE, Joseph-Célestin-Avila	L	Richelieu
VAUTRIN, Irénée	L	Montréal-Saint-Jacques

**Allégeance politique :**

- C - Conservateur  
L - Libéral



**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
ABITIBI	L	Authier, Hector
ARGENTEUIL	L	Dansereau, Georges
ARTHABASKA	L	Perrault, Joseph-Édouard
BAGOT	L	Phaneuf, Joseph-Émery
BEAUCE	L	Fortin, Joseph-Édouard
BEAUHARNOIS	L	Saintonge, Gontran
BELLECHASSE	L	Taschereau, Robert
BERTHIER	L	Bastien, Cléophas
BONAVENTURE	L	Côté, Pierre-Émile
BROME	L	Stockwell, Ralph Frederick
CHAMBLY	C	Béique, Hortensius
CHAMPLAIN	L	Grant, William-Pierre
CHARLEVOIX-SAGUENAY	L	Rochette, Edgar
CHÂTEAUGUAY	L	Mercier (fils), Honoré
CHICOUTIMI	L	Delisle, Gustave
COMPTON	L	Duffy, William James
DEUX-MONTAGNES	C	Sauvé, Joseph-Mignault-Paul
DORCHESTER	L	Giguère, Joseph-Philibert
DRUMMOND	L	Laferté, Hector
FRONTENAC	L	Gagnon, Henri-Louis
GASPÉ-NORD	L	Côté, Thomas
GASPÉ-SUD	L	Chouinard, Alexandre
GATINEAU	L	Legault, Augustin-Armand
HULL	C	Guertin, Aimé
HUNTINGDON	C	Fisher, Martin Beattie
IBERVILLE	L	Lamoureux, Lucien
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	L	Caron, Amédée
JACQUES-CARTIER	L	Rhéaume, Théodule
JOLIETTE	L	Dugas, Lucien
KAMOURASKA	L	Gagnon, Pierre
L'ASSOMPTION	L	Reed, Walter
LABELLE	L	Lortie, Pierre
LAC-SAINT-JEAN	L	Fillion, Joseph-Ludger
LAVAL	L	Filion, Joseph
LAVIOLETTE	L	Crête, Joseph-Alphida
LÉVIS	L	Bélanger, Arthur
L'ISLET	L	Godbout, Joseph-Adélard
LOTBINIÈRE	L	Francoeur, Joseph-Napoléon
MAISONNEUVE	L	Arcand, Charles-Joseph
MASKINONGÉ	L	Thisdel, Louis-Joseph
MATANE	L	Bergeron, Joseph-Arthur
MATAPÉDIA	L	Dufour, Joseph
MÉGANTIC	L	Lapierre, Lauréat
MISSISQUOI	L	Saurette, Alexandre
MONTCALM	L	Duval, Médéric
MONTMAGNY	L	Paquet, Charles-Abraham
MONTMORENCY	L	Taschereau, Louis-Alexandre
MONTRÉAL-DORION	L	Francoeur, Joseph-Achille
MONTRÉAL-LAURIER	L	Poulin, Ernest
MONTRÉAL-MERCIER	L	Plante, Anatole

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par circonscription**

Circonscription	Allégeance politique	Député
MONTREAL-SAINTE-ANNE	L	Dillon, Joseph Henry
MONTREAL-SAINTE-MARIE	L	Fauteux, Gaspard
MONTREAL-SAINTE-GEORGES	C	Gault, Charles Ernest
MONTREAL-SAINTE-HENRI	L	Gabias, Joseph-Maurice
MONTREAL-SAINTE-JACQUES	L	Vautrin, Irénée
MONTREAL-SAINTE-LAURENT	L	Cohen, Joseph
MONTREAL-SAINTE-LOUIS	L	Bercovitch, Peter
MONTREAL-VERDUN	C	Lafleur, Pierre-Auguste
NAPIERVILLE-LAPRAIRIE	L	Charbonneau, Joseph-Euclide
NICOLET	L	Gaudet, Alexandre
PAPINEAU	L	Lahaie, Désiré
PONTIAC	L	McDonald, Wallace Reginald
PORTNEUF	L	Gauthier, Pierre
QUEBEC	L	Bédard, Joseph-Éphraïm
QUEBEC-CENTRE	L	Samson, Joseph
QUEBEC-EST	L	Drouin, Oscar
QUEBEC-OUEST	L	Power, Joseph Ignatius
RICHELIEU	L	Turcotte, Joseph-Célestin-Avila
RICHMOND	L	Desmarais, Stanislas-Edmond
RIMOUSKI	L	Moreault, Louis-Joseph
RIVIERE-DU-LOUP	L	Casgrain, Léon
ROBERVAL	L	Moreau, Émile
ROUVILLE	C	Barré, Laurent
SAINT-HYACINTHE	L	Bouchard, Télesphore-Damien
SAINT-JEAN	L	Bouthillier, Alexis
SAINT-MAURICE	L	Frigon, Joseph-Auguste
SAINT-SAUVEUR	C	Bertrand, Pierre
SHEFFORD	L	Bachand, Robert-Raoul
SHERBROOKE	L	Fortier, Émery-Hector
SOULANGES	L	Farand, Avila
STANSTEAD	L	Bissonnet, Alfred-Joseph
TÉMISCAMINGUE	L	Piché, Joseph-Édouard
TÉMISCOUATA	L	Morel, Joseph-Wilfrid
TERREBONNE	L	David, Athanase
TROIS-RIVIÈRES	C	Duplessis, Maurice Le Noblet
VAUDREUIL	L	Sabourin, Elzéar
VERCHÈRES	L	Messier, Félix
WESTMOUNT	C	Smart, Charles Allan
WOLFE	L	Lapointe, Thomas
YAMASKA	C	Élie, Antonio

**Allégeance politique :**

C - Conservateur  
L - Libéral

Séance du mardi 9 janvier 1934

**Présidence de I. Vautrin<sup>1</sup>**

La séance est ouverte à 3 heures.

La législature ayant été, par proclamation<sup>2</sup>, convoquée pour ce jour pour l'expédition des affaires, et les députés de la Chambre étant réunis en séance;

**Absence de l'Orateur**

**M. le Greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

**Prière.**

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre, Messieurs!  
Que les portes soient ouvertes<sup>3</sup>!

**Messages du lieutenant-gouverneur:**

Le message suivant est apporté par M. Arthur Saint-Jacques, gentilhomme huissier à la verge noire:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec requiert la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur suppléant et les députés se rendent dans la salle du Conseil législatif.

Et, les députés étant de retour,

**Brefs d'élection:**

**M. l'Orateur suppléant** informe la Chambre que, à la réception des notifications ci-après, M. l'Orateur a adressé au greffier de la couronne en chancellerie des mandats lui enjoignant d'émettre de nouveaux brefs portant convocation des collègues électoraux de Jacques-Cartier, de Nicolet et de Wolfe.

**Vacances dans les districts électoraux:****Districts électoraux  
de Nicolet et de Wolfe**

Québec, le 25 octobre 1933

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de Québec

Nous avons l'honneur de vous informer que, par suite du décès de Joseph-Alcide Savoie et de l'acceptation par M. J.-P. Cyrinus Lemieux d'une charge permanente à laquelle sont attachés un traitement et des émoluments provenant de la province, les districts électoraux de Nicolet et de Wolfe se trouvent sans représentant dans l'Assemblée législative de Québec dont nous faisons partie.

L.-A. Taschereau,  
député de Montmorency,

Honoré Mercier fils,  
député de Châteauguay

**District électoral  
de Jacques-Cartier**

Québec, le 2 novembre 1933

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de Québec

Nous avons l'honneur de vous informer que, par suite de la nomination de l'honorable M. Victor Marchand au Conseil législatif de Québec, le district électoral de Jacques-Cartier se trouve sans représentant dans l'Assemblée législative de Québec dont nous faisons partie.

L.-A. Taschereau,  
député de Montmorency,

Honoré Mercier fils,  
député de Châteauguay

**Certificats d'élection:**

**M. l'Orateur suppléant** informe la Chambre que M. l'Orateur a reçu du greffier de la couronne en chancellerie les certificats d'élection suivants:

**District électoral  
de Nicolet**

BUREAU DU GREFFIER  
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 9 janvier 1934

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-cinq octobre mil neuf cent trente-trois et adressé à M. J.-Alfred Foucault, aubergiste et officier-rapporteur résidant à Saint-Léonard-d'Aston, M. Alexandre Gaudet, négociant de la paroisse de Saint-Raphaël-d'Aston, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Nicolet à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Joseph-Alcide Savoie, décédé.

Le greffier de la couronne en chancellerie,  
L.-P. Geoffrion

#### **District électoral de Wolfe**

BUREAU DU GREFFIER  
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 9 janvier 1934

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-cinq octobre mil neuf cent trente-trois et adressé à M. Donat Manseau, registrateur et officier-rapporteur résidant à Ham-Sud, M. Thomas-Hercule Lapointe, cultivateur de Disraéli (sic), a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Wolfe à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Joseph-Pierre-Cyrinus Lemieux, qui a accepté une charge rémunérée par la province.

Le greffier de la couronne en chancellerie,  
L.-P. Geoffrion

#### **District électoral de Jacques-Cartier**

BUREAU DU GREFFIER  
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 9 janvier 1934

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-cinq octobre mil neuf cent trente-trois et adressé à M. Adolphe Robert, courtier d'assurances et officier-rapporteur résidant à Lachine, M. Théodule Rhéaume, avocat à Montréal, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Jacques-Cartier à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de l'honorable M. Victor Marchand, nommé membre du Conseil législatif de Québec.

Le greffier de la couronne en chancellerie,  
L.-P. Geoffrion

#### **Présentation de nouveaux députés:**

**M. Alexandre Gaudet,  
Nicolet**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**  
et **l'honorable M. Laferté (Drummond)** présentent à la Chambre le nouveau député de Nicolet, M. Gaudet. Celui-ci a prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.

**M. l'Orateur suppléant** l'invite à prendre séance.

**M. Gaudet (Nicolet)** prend son siège en Chambre.

**M. Thomas-Hercule Lapointe,  
Wolfe**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**  
et **l'honorable M. Perrault (Arthabaska)** présentent à la Chambre le nouveau député de Wolfe, M. Lapointe. Celui-ci a prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.

**M. l'Orateur suppléant** l'invite à prendre séance.

**M. Lapointe (Wolfe)** prend son siège en Chambre.

**M. Théodule Rhéaume,  
Jacques-Cartier**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**  
et **l'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)**

présentent à la Chambre le nouveau député de Jacques-Cartier, M. Rhéaume. Celui-ci a prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.

**M. l'Orateur suppléant** l'invite à prendre séance.

**M. Rhéaume (Jacques-Cartier)** prend son siège en Chambre.

#### **Prestation des serments d'office**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Discours du trône**

**M. l'Orateur suppléant:** J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque la Chambre s'est rendue, aujourd'hui, auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la Législature de cette province; et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

**Des voix:** Distribuez! Distribuez!

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

L'année qui vient de finir appartient encore à la période de dépression qui s'est appesantie sur le monde entier. Je suis cependant heureux de voir poindre une aurore nouvelle. La confiance renaît, le commerce et l'industrie sont plus actifs, nos banques ont conservé toute leur stabilité, le chômage diminue en plusieurs endroits, et l'on comprend mieux que le travail et l'économie, tant pour les gouvernements que pour les familles et les individus, sont encore les meilleurs et peut-être les seuls facteurs décisifs du retour à la prospérité. La convalescence sera longue, mais elle est commencée.

Notre province fut rudement atteinte, pas au même degré peut-être que les provinces sœurs, mais sa vie économique, dans tous les domaines, a été

affectée; et, si de louables initiatives ont dû être ajournées, moins à cause de la nécessité d'économiser que par suite de la diminution considérable des revenus, elles sont encore au premier plan du programme d'action et de progrès que des jours meilleurs nous permettront d'exécuter dans toute son étendue.

Beaucoup de gouvernements ont voulu compenser par de nouvelles taxes la décroissance de leurs revenus. Le gouvernement de Québec a cru que le fardeau dont les contribuables sont chargés est suffisamment lourd sans qu'on l'augmente encore, et il a préféré accuser courageusement un déficit pour l'exercice expiré que d'ajouter aux impôts, estimant que les générations futures qui profiteront de nos progrès devront assumer leur part des sacrifices de l'heure présente.

J'ignore ce que l'année nouvelle nous réserve; quoi qu'il en soit, cependant, le gouvernement se refuse de recourir à l'imposition de tous nouveaux impôts.

Malgré la crise économique, des progrès notables ont cependant été réalisés dans la province.

Le retour à la terre est certainement le meilleur remède au chômage. L'habitude des secours directs détruit tout esprit d'initiative et répugne de plus à la fierté du travailleur canadien. Ce mouvement vers la terre a pris beaucoup d'ampleur, car 3,500 familles, soit au moins 17,000 personnes, sont devenues des colons. L'année courante a même vu s'accroître l'exode des villes vers les campagnes.

Notre industrie minière a bénéficié d'une activité sans précédent, grâce à la diminution de la royauté exigible et à la construction de chemins qui ont rendu facile aux mineurs l'accès des mines.

En dépit de la dépression, le gouvernement a cru qu'il fallait maintenir en bon état les chemins construits pendant les jours de prospérité, afin de conserver ce précieux capital; il a cru aussi qu'il était nécessaire de rendre ces voies attrayantes aux touristes et agréables à nos gens. Durant l'année écoulée, 157 milles de chemins ont été construits; 260 sont en préparation.

Nous avons généreusement contribué à l'avancement de l'agriculture et le rendement de la récolte a été supérieur à celui de l'année antérieure.

Les octrois aux écoles, tant supérieures que primaires, n'ont pas été réduits; et, si les revenus de l'assistance publique sont moindres, la caisse de ce service a été remplie à même les fonds généraux de la province. De ce seul chef, nos institutions de bienfaisance ont reçu au-delà de \$5,000,000.

Mais de nouveaux problèmes vont surgir, au cours de cette période de reconstruction économique.

Législation sociale et ouvrière, aide à la colonisation et à l'agriculture, développement de nos richesses naturelles, instruction publique, hygiène, mines et pêcheries, voilà autant de questions que vous aurez à étudier.

Le gouvernement vous soumettra des projets de loi permettant aux municipalités, dans leurs territoires respectifs, de municipaliser les systèmes d'énergie électrique, si tel est le désir des contribuables.

Il vous demandera également de l'autoriser à créer et à maintenir des fermes où les malheureux, au sortir de la prison, au lieu d'être déversés sans moyens de subsistance dans les grandes villes où ils n'ont souvent pour toute ressource que de retomber dans le crime, pourront refaire leur vie et reprendre une place honorable dans la société.

Le gouvernement vous présentera en outre un projet de loi pour contrôler le prix du lait, de manière à rendre l'industrie laitière plus rémunératrice pour le cultivateur, mais sans ajouter aux charges du consommateur. Cette loi assurera également la pureté des produits laitiers.

Enfin, vous devrez étudier une loi des assurances qui, je l'espère, mettra fin au conflit entre le dominion et les provinces.

Diverses autres mesures d'un intérêt général vous seront aussi soumises. Je les mentionne succinctement: La protection des bûcherons dans la forêt; le contrôle des taux électriques; le contrôle du transport par camions; la refonte de nos lois de police, afin de procurer à notre Sûreté provinciale l'avantage d'une direction unique; la permanence des droits de coupe de bois accordés aux concessionnaires qui se seront conformés aux exigences de leurs permis; l'extension juridique de la convention collective du travail, système hautement réclamé par nos unions ouvrières.

L'étude de ces projets de loi demandera de votre part tout le travail et tout le soin que, je le sais, vous voudrez leur donner. Ces lois sont importantes et contribueront au progrès de la province, au retour à une vie économique plus stable et au bonheur de notre population.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Il vous incombera de voter les crédits nécessaires pour le prochain exercice. Les *Comptes publics* du dernier exercice vous seront soumis.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je prie la divine Providence de vous éclairer et de bénir vos travaux au cours de cette session que j'ai l'honneur d'inaugurer au nom de Sa Majesté le roi<sup>4</sup>.

### **Prise en considération du discours du trône**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que le discours du trône de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province, prononcé devant les deux Chambres de la Législature, soit pris en considération à la prochaine séance.

Adopté.

### **Formation des comités permanents**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que les comités permanents suivants soient institués, savoir:

1. un comité des privilèges et élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du Code municipal;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la Bibliothèque de la Législature;
11. un comité des impressions législatives.

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui lui seront renvoyées par la Chambre, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières, et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin.

Adopté.

### **Composition d'un comité spécial**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour dresser et présenter,

avec toute la diligence possible, une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents dont la Chambre a décidé la formation.

Adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que les honorables MM. Taschereau (Montmorency), Mercier fils et Dillon, MM. Bédard, Côté (Bonaventure), Delisle, Drouin, Duplessis, Élie, Plante et Smart forment ledit comité spécial.

Adopté.

#### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** transmet à l'Orateur suppléant deux messages de son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

#### **Rapport de l'imprimeur du Roi**

**M. l'Orateur suppléant** lit le premier message comme suit:

H. G. Carroll, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts.

Hôtel du Gouvernement,  
Québec, ce 9 janvier 1934  
(Document de la session no 3)

#### **Nominations au service civil**

**M. l'Orateur suppléant** lit le second message comme suit:

H. G. Carroll, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative copie des rapports de l'honorable Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil.

Hôtel du Gouvernement,  
Québec, ce 9 janvier 1934  
(Document de la session no 4)

#### **Dépôt de documents:**

#### **Rapport du ministre de la Voirie**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de la Voirie pour l'année 1933. (Document de la session no 5)

#### **Rapport du ministre des Mines**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Mines pour l'année 1932-1933. (Document de la session no 6)

#### **Rapport du ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries**

**L'honorable M. Laferté (Drummond)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries, province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1933. (Document de la session no 7)

#### **Rapport du ministre des Travaux publics**

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Travaux publics de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1933. (Document de la session no 8)

#### **Motions de condoléances:**

#### **Ajournement en signe de deuil, Décès du sénateur Jules Tessier**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. l'Orateur, les membres de cette Chambre ont appris par les journaux avec regret la mort de l'honorable sénateur Jules Tessier, ancien président

de l'Assemblée législative, qui a siégé pendant 17 ans ici et pendant 30 ans au Sénat. L'honorable sénateur était un de nos meilleurs citoyens, un de nos hommes publics qui ont le plus fait pour notre province. Comme marque de sympathie à la famille éprouvée et par respect pour sa mémoire, je propose que la Chambre s'ajourne maintenant en signe de deuil.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, je considère comme un devoir de m'unir de tout cœur pour présenter les sympathies de la gauche à l'honorable premier ministre dans son expression de sympathie à la famille de feu l'honorable sénateur Jules Tessier, dont nous avons appris le décès avec chagrin, et je seconde la proposition de l'honorable député de Montmorency pour que la Chambre s'ajourne en signe de deuil.

Adopté.

**M. l'Orateur suppléant:** La Chambre est ajournée jusqu'à mercredi, à 3 heures.

La séance est levée à 4 heures.

---

## NOTES

1. M. Bouchard (Saint-Hyacinthe), Orateur de la Chambre, est retenu à Saint-Hyacinthe au chevet de sa femme malade, selon *Le Soleil* du 10 janvier 1934, à la page 3. C'est l'Orateur suppléant, M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) qui le remplace. *La Presse* du même jour, à la page 15, nous apprend que M. Lucien Dubois, député libéral de Nicolet aux Communes, qui a pris une part très active à la dernière élection partielle dans Nicolet le 7 novembre 1933, est assis à la droite de l'Orateur suppléant sur le parquet.

2. Le texte de la proclamation est reproduit à la page V des *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec*, session 1934, vol. LXVIII.

3. Le représentant conservateur de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) est entré peu après les autres membres de la Chambre. *Le Canada* du 10 janvier

1934, à la page 1, souligne qu'il fut applaudi avec ironie par ses collègues.

4. Selon la procédure parlementaire, le texte du *Discours du trône* fait l'objet de deux lectures, une première fois à la salle du Conseil législatif par le lieutenant-gouverneur, et une seconde fois par l'Orateur de l'Assemblée législative, à la salle de l'Assemblée législative. Toutefois, dans leur édition du 10 janvier 1934, *Le Canada*, à la page 10, *The Chronicle-Telegraph*, à la page 3, *The Montreal Daily Star*, à la page 4, et *Le Soleil*, à la page 3, nous rapportent que l'Orateur fut dispensé de donner lecture du discours à l'Assemblée législative.



## Séance du mercredi 10 janvier 1934

## Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 3 h 15<sup>1</sup>.

## Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

## Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de dame M. H. Eugénie Starnes et autres, demandant l'adoption d'une loi validant certains actes concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque (M. Bercovitch);
- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Guertin);
- du révérend père Philémon Bourassa et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la corporation des révérends pères oblates de l'Immaculée Conception de Marie et permettant à cette dernière de changer son nom corporatif en celui de "Les missionnaires oblates de Marie-Immaculée" (M. Taschereau, Bellechasse);
- de Andrew Dawes Porteous, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom de Andrew Dawes Porteous en celui de Andrew Dawes (M. Taschereau, Bellechasse);
- de International Advent Christian Conference, demandant l'adoption d'une loi étendant ses pouvoirs et lui accordant le droit de tenir des registres de l'état civil (M. Taschereau, Bellechasse);
- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et l'autorisant à faire un emprunt (M. Vautrin).

## Rapports du comité spécial:

Composition  
des comités permanents

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier

rapport du comité spécial chargé de préparer et de soumettre une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre. Voici le rapport:

Votre comité a choisi, comme devant faire partie des divers comités permanents de la Chambre, les membres dont les noms suivent:

Comité permanent des règlements: Les honorables MM. Dillon, Laferté, Lapierre, Stockwell; MM. Authier, Bédard, Bélanger, Côté (Bonaventure), Delisle, Drouin, Duplessis, Fisher, Guertin, Rochette, Samson, Sauvé.

Comité permanent des bills privés en général: Les honorables MM. Taschereau, Arcand, David, Dillon, Francoeur, Godbout, Laferté, Lapierre, Mercier fils, Moreau (Roberval), Perrault, Stockwell; MM. Authier, Bachand, Barré, Bastien, Bédard, Béique, Bélanger, Bercovitch, Bergeron, Bertrand, Bissonnet, Bouthillier, Caron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Crête, Dansereau, Delisle, Desmarais, Drouin, Duffy, Dufour, Dugas, Duplessis, Duval, Élie, Farand, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fisher, Fortier, Fortin, Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gabias, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gault, Gauthier, Giguère, Grant, Guertin, Lafleur, Lahaie, Lamoureux, Lapointe, Legault, Lortie, McDonald, Messier, Moreault, Morel, Paquet, Phaneuf, Piché, Plante, Poulin, Power, Reed, Rhéaume, Rochette, Sabourin, Saintonge, Samson, Saurette, Sauvé, Smart, Taschereau (Bellechasse), Thisdel, Turcotte, Vautrin.

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication: Les honorables MM. Taschereau, Arcand, David, Dillon, Francoeur, Godbout, Lapierre, Mercier fils, Moreau (Roberval); MM. Authier, Bachand, Béique, Bercovitch, Bergeron, Bissonnet, Caron, Charbonneau, Cohen, Delisle, Desmarais, Duffy, Dufour, Duplessis, Élie, Farand, Fisher, Fortier, Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gabias, Gagnon (Kamouraska), Gault, Gauthier, Guertin, Lafleur, Lahaie, Lamoureux, Legault, Lortie, Paquet, Phaneuf, Piché, Plante, Poulin, Reed, Rhéaume, Sauvé, Smart, Taschereau (Bellechasse), Turcotte.

Comité permanent des comptes publics: Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Francoeur, Godbout, Lapierre, Mercier fils, Moreau, Perrault, Stockwell; MM. Authier, Bastien, Béïque, Bélanger, Bercovitch, Bertrand, Casgrain, Cohen, Côté (Bonaventure), Drouin, Dugas, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Grant, Guertin, Lafleur, McDonald, Saintonge, Sauvé, Smart, Taschereau (Bellechasse), Turcotte, Vautrin.

Comité permanent des bills publics en général: Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Francoeur, Laferté, Mercier fils, Perrault, Stockwell; MM. Authier, Bachand, Bastien, Bédard, Béïque, Bélanger, Bercovitch, Bergeron, Caron, Casgrain, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Drouin, Dugas, Duplessis, Élie, Fauteux, Fortin, Gault, Gauthier, Guertin, Lafleur, Moreault, Plante, Poulin, Rhéaume, Rochette, Saintonge, Sauvé, Smart, Taschereau (Bellechasse), Vautrin.

Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation: Les honorables MM. Godbout, Laferté, Moreau, Perrault; MM. Authier, Barré, Bastien, Béïque, Bergeron, Bouthillier, Charbonneau, Chouinard, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Crête, Dansereau, Delisle, Desmarais, Duffy, Dufour, Duplessis, Duval, Élie, Farand, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fisher, Fortin, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Grant, Guertin, Lahaie, Lamoureux, Lapointe, Lortie, Messier, Morel, Phaneuf, Piché, Sabourin, Samson, Saurette, Sauvé, Thisdel.

Comité permanent des industries et du commerce: Les honorables MM. Lapierre, Moreau; MM. Bastien, Béïque, Bertrand, Bissonnet, Dansereau, Delisle, Desmarais, Drouin, Duffy, Duplessis, Filion, Fillion, Fisher, Fortier, Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gault, Giguère, Grant, Guertin, Lafleur, Lahaie, Lamoureux, Lortie, McDonald, Messier, Paquet, Piché, Power, Reed, Samson, Saurette, Sauvé, Smart, Turcotte, Vautrin.

Comité permanent des privilèges et élections: Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Laferté, Mercier fils, Perrault; MM. Bédard, Bercovitch, Caron, Casgrain, Cohen, Côté (Bonaventure), Delisle, Dugas, Duplessis, Gault, Guertin, Sauvé, Taschereau (Bellechasse).

Comité permanent du Code municipal: Les honorables MM. Taschereau, David, Godbout, Laferté, Moreau, Perrault; MM. Bachand, Bédard, Béïque, Bélanger, Bergeron, Caron, Casgrain, Chouinard, Côté (Bonaventure), Delisle, Dugas, Duplessis, Élie, Farand, Fisher, Fortin, Frigon, Gabias, Gauthier, Lamoureux, Legault, Rochette, Saintonge, Samson, Sauvé, Thisdel, Turcotte.

Le rapport est adopté.

#### Dépôt de documents:

##### Rapport du surintendant de l'Instruction publique

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'année 1932-1933. (Document de la session no 9)

##### État financier du surintendant de l'Instruction publique

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier du surintendant de l'Instruction publique pour l'exercice finissant le 30 juin 1933. (Document de la session no 10)

##### Rapport du directeur de l'Assistance publique

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du directeur de l'Assistance publique pour l'année finissant le 30 juin 1933. (Document de la session no 11)

##### Adresse en réponse au discours du trône

**M. Rhéaume (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. McDonald), que l'adresse suivante soit votée et présentée à son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À Son Honneur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

**M. l'Orateur suppléant:** Prise en considération du discours du trône prononcé à l'ouverture de la session. La parole est à l'honorable député de Jacques-Cartier.

**M. Rhéaume (Jacques-Cartier):** M. l'Orateur, j'éprouve un sentiment de fierté à me trouver au milieu de cette historique Législature, gardienne des traditions nationales, témoin de mémorables débats qui, par des initiatives parfois hardies, a su se placer à l'avant-garde des autres gouvernements. Ma pensée reconnaissante s'en va maintenant à l'homme d'État qui dirige le gouvernement de la province, gouvernement trop tenace, selon quelques-uns, et dont la saine politique a ouvert devant moi les portes de ce Parlement. Je félicite le premier ministre de la sage direction qu'il donne à son parti et au gouvernement. Sans cette politique, la population de Jacques-Cartier, à qui, des hauteurs de Québec, j'envoie un salut de gratitude, n'aurait pu, dans sa fière indépendance, m'honorer, comme elle l'a fait, de l'unanimité de ses suffrages.

Je vous présente mes hommages, M. l'Orateur suppléant. Au sympathique Orateur de cette Chambre, retenu auprès de madame Bouchard, qui est gravement malade, j'offre ma plus vive sympathie.

Un autre privilège m'est réservé: de pouvoir, le premier, dans cette honorable Chambre, féliciter le distingué chef de l'opposition (M. Duplessis), à qui la récente convention conservatrice de Sherbrooke a définitivement confié la haute direction du parti.

(Applaudissements)

J'aime à croire que l'étrange et cruel anathème: "Je périrai ou ils périront", prononcé au lendemain même de cette convention, par l'ancien chef de l'opposition, contre son successeur, son premier lieutenant de la veille, ne pèsera pas trop lourdement dans les destinées du nouvel élu. Que son règne égale au moins en durée celui d'un de ses illustres prédécesseurs, qui, pendant plus d'un demi-quart de siècle, a réussi à se maintenir chef de la loyale opposition de Sa Majesté. C'est là notre vœu sincère du Nouvel An.

Invité à proposer l'adresse en réponse au discours du trône, je serai bref, l'heure étant à l'action

plutôt qu'aux longs discours. Le même gouvernement, en ouvrant sa 37<sup>e</sup> session consécutive, donne au monde un exemple de stabilité presque unique dans l'histoire des démocraties. Partout, les gouvernements culbutent les uns après les autres, quand ils ne sont pas remplacés par des dictatures. Là où la Constitution du pays prolonge leur existence, ils agonisent lentement. Seul, parmi tant de ruines, se tient debout, dans sa jeune et verte vieillesse, le gouvernement libéral de Québec.

Comme le rocher de Gibraltar, il fait face aux tempêtes sans être ébranlé. Malgré l'adversité des temps, il fait élire ses candidats par acclamation ou, soumis à une élection, il augmente leur majorité. Témoins: les honorables députés de Wolfe (M. Lapointe) et de Nicolet (M. Gaudet), à qui j'adresse les compliments du comté de Jacques-Cartier, qui salua leur triomphe comme un signe précurseur de sa prochaine victoire.

Il était à craindre, dans une période où les revenus de la province diminuent dans une proportion considérable, et alors que ses besoins augmentent, de trouver dans le discours du trône une longue liste de taxes nouvelles. Il n'en est rien, heureusement. Le gouvernement estime selon ses propres paroles "que les générations futures qui profiteront de notre progrès devront assumer leur part des sacrifices de l'heure présente". Cette politique, en épargnant le contribuable déjà suffisamment obéré, est de nature à stimuler les courages et la reprise des affaires.

Malgré l'absence d'un surplus dans nos finances, un fait concluant subsiste: le crédit de la province n'a pas été atteint et, aujourd'hui comme hier, il commande les éloges des autres provinces et même de l'étranger. Malgré la rigueur des temps, les grands services gouvernementaux ont été maintenus dans leur pleine efficacité et même, au besoin, développés. L'éducation, l'agriculture, la voirie, l'hygiène et l'assistance publique ont reçu du gouvernement une attention toute spéciale et, de plus, un appui généreux.

"Le retour à la terre est certainement le meilleur remède au chômage", dit le discours du trône. Chez nous, la crise tient surtout à la rupture de l'équilibre entre les populations urbaines et celles de la campagne. Montréal seule renferme plus d'un million d'âmes sur une population totale de moins de trois millions, et cela, dans une province essentiellement agricole comme la nôtre. Le retour à la terre s'impose surtout par la colonisation. Encore faut-il à notre sens que les nouveaux colons aient la vocation. Ceux-là, nous les trouvons dans nos bonnes familles de cultivateurs où les fils ne peuvent s'établir sur des vieilles fermes.

Nous les trouvons encore en grand nombre dans les villes où, malgré un séjour prolongé, plusieurs fils du sol ont gardé intact l'amour de la terre natale. D'autres peuvent tenter l'aventure, mais leur succès est moins assuré. Il faut féliciter le gouvernement de ce qu'il a déjà accompli dans le domaine de la colonisation.

Son programme n'atteindra jamais assez tôt son plein développement. Il s'agit d'une œuvre où il y va, non seulement du relèvement économique de la province, mais aussi de la vie nationale. Il est vrai que la bonne volonté d'un gouvernement est limitée par ses revenus. Alors, y aurait-il lieu de demander à l'avenir sa part de sacrifices? Le placement serait sûr et son remboursement certain.

Il (M. Rhéaume) a ici une pensée pour la politique fédérale et il prononce des paroles encourageantes pour ses amis libéraux d'Ottawa, tombés avec lui en 1930.

Que le gouvernement fédéral n'ait pas fait la part plus large et plus généreuse au retour à la terre appelle des regrets que je me permets d'exprimer devant cette honorable Chambre. Le temps modifiera peut-être cette attitude. Avec la politique que je viens de commenter et qui, je crois, est bien celle du gouvernement, la crise du chômage connaîtrait un rapide déclin.

Il est une valeur dont les dividendes, même en temps de crise, sont toujours assurés. C'est la santé publique pour la conservation de laquelle on ne fera jamais trop. Un grand journal anglais de Montréal proclame cette vérité chaque soir en tête de la page de rédaction: "A nation's health is a nation's wealth", la santé est la richesse d'une nation. Le gouvernement, pénétré de cette idée, a fait des merveilles dans l'amélioration de la santé publique. Des milliers de dollars ont été dépensés à cette fin. L'effort médical a été admirable. Des dévouements sans nombre sont venus couronner cette œuvre par excellence du gouvernement libéral de Québec.

Conséquence: le taux de la mortalité en général est fortement diminué; spécialement chez les jeunes enfants, il y a une amélioration radicale. Elle est enfin terminée la tragique procession des petits cercueils blancs vers nos cimetières. L'heure sonnera bientôt, si elle n'est déjà sonnée, où, dans des proportions jusqu'ici inconnues, triomphera le balancement des berceaux sur l'immobilité des tombes. Il (M. Rhéaume) fait éloge ensuite de l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David) et de ce qu'il a fait au service de l'hygiène, aidé de MM. les docteurs Alphonse Lessard, Émile Nadeau, etc.

Me serait-il permis de sortir quelques minutes du cadre du discours du trône, pour aborder un sujet qui est étroitement lié à la question du chômage? Nous disions que le gouvernement central ne faisait pas sa part assez large au retour à la terre. Il a probablement des vues différentes des nôtres, par suite des conditions spéciales aux autres provinces. Le gouvernement contemple néanmoins un programme de travaux considérables dans le but de combattre le chômage. L'heure ne serait-elle pas venue de coopérer avec Ottawa et les autorités de nos villes, pour faire disparaître les logements insalubres, sources de maux qui nous ont déjà coûté des millions?

Sans doute, ce projet constitue une entreprise gigantesque qui exige de la prudence, mais est-elle impossible? Des pays européens l'ont réalisée. New York en fait actuellement l'expérience, et avec succès. Tout récemment, Son Altesse Royale le prince de Galles annonçait un programme de ce genre pour plusieurs villes d'Angleterre. Aussi, est-il heureux de demander au gouvernement l'exécution d'un projet mis de l'avant par des Montréalais. Il s'agirait de détruire les taudis de la métropole, afin de purger Montréal des foyers d'infection et de donner de l'emploi aux ouvriers. Il (M. Rhéaume) tient à ce projet et espère que le gouvernement répondra favorablement à l'attente des promoteurs.

Puisque l'on semble vouloir l'exécution d'importants travaux, il semble que l'occasion est propice pour tenter la coopération et établir le projet sur une base financière raisonnable. La conséquence serait l'emploi d'une main-d'œuvre variée et nombreuse. Nos ouvriers spécialisés qu'une longue inaction menace de faire disparaître seraient encouragés. Le commerce et l'industrie y trouveraient leurs avantages. En un mot, l'activité générale renaîtrait partout. Quand la construction va, tout va.

La construction du logis salubre, mieux aménagé, amènerait en même temps une plus-value pour les propriétaires et une plus-value aussi dans le rendement normal de la taxe. Comme tous les projets qui semblent réclamer une mise de fonds considérable, ce projet ne doit pas sourire à ceux qui ont charge du Trésor.

Je m'empresse de les rassurer et d'affirmer que, selon les experts connus, il ne s'agirait dans le cas que d'une garantie à être donnée par les trois gouvernements intéressés: le fédéral, le provincial et le municipal. Il serait pourvu au remboursement final dans un délai raisonnable. L'expérience vaut-elle d'être tentée? Je pose la question à cette honorable Chambre. Ce projet mérite certainement une étude sérieuse et approfondie.

Deux républiques latines, en état de guerre depuis 50 ans, viennent de conclure la paix. Pour commémorer l'événement, se dressera bientôt sur les frontières communes des deux pays une statue du Christ dans l'attitude de la prédication. Sur le socle, le passant pourra lire: "Aimez-vous les uns les autres comme je vous ai aimés". Respectée et mise en pratique, cette sublime devise donnerait aux hommes non seulement la paix, mais elle apporterait aux nations de la terre la solution aux angoissants problèmes qui les tourmentent. "Aimez-vous les uns les autres", mais c'est là toute la justice sociale. Et cette justice, il nous fait plaisir de la constater, elle rayonne à nouveau dans la législation humanitaire dont il est question au discours du trône.

Souhaitons que le gouvernement rencontre, dans l'application de cette législation, l'efficace coopération de tous les intéressés, sans laquelle les meilleures lois ne peuvent donner leur plein rendement. Au Canada, comme ailleurs, et tout particulièrement dans la province de Québec, parce que la résistance y est plus opiniâtre, une agitation agressive, soutenue, cherche à miner chez notre brave population ses vieilles croyances, son traditionnel respect de l'autorité et de l'ordre social. Cette campagne, rendue plus facile par la misère des temps, a ravagé bien des consciences. Malgré tout, le cœur du peuple est demeuré sain.

Il est heureux, en de telles circonstances, qu'un gouvernement fort, commandant la confiance publique, soit à la tête de la province pour réprimer les menées antisociales et faire respecter les lois du pays. Le peuple du Québec, dont le courage et l'énergie se sont maintenus en des jours d'universel épuisement, s'en remet avec confiance au chef du gouvernement et aux hommes supérieurs dont il a su s'entourer pour réaliser ses espérances. Puisse notre province voir bientôt se lever l'aurore de la prospérité qu'elle a déjà connue. J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

**M. McDonald (Pontiac)**<sup>2</sup>: M. l'Orateur, il me fait grand plaisir aujourd'hui, en appuyant l'adresse en réponse au discours du trône, d'être associé à l'honorable député de Jacques-Cartier (M. Rhéaume). Je félicite l'honorable député de Jacques-Cartier de son excellent discours, de la manière très sûre et éloquente avec laquelle il a proposé la motion. Je lui souhaite chaleureusement la bienvenue à l'Assemblée législative.

Je veux présenter mes compliments à l'honorable chef de l'opposition (M. Duplessis), qui a

été élu officiellement au congrès conservateur de Sherbrooke. (Rires) Il est certain qu'il y a eu une vraie élection à Sherbrooke. (Rires) J'ai bien dit élection, car nous savons qu'il n'y avait pas unanimité d'opinions concernant le choix d'un chef. Ce congrès restera mémorable dans les annales politiques de notre province pour avoir démontré le peu d'unité, d'harmonie et de loyauté qui existent à tous les rangs au sein du Parti conservateur, à partir du ministre fédéral jusqu'au plus humble militant.

C'est de bon augure pour le Parti libéral, car il est certain que les conservateurs formeront longtemps encore le parti de l'opposition, un titre qui leur revient de droit, en vertu de 36 années de possession harmonieuse. Les récentes élections complémentaires en sont, du reste, la preuve. Je félicite l'honorable chef de l'opposition dont je me plais à reconnaître la distinction et la loyauté envers ses amis comme ses adversaires. Cependant, ceci ne nous empêche pas de reconnaître, en la personne du nouveau chef, un gentleman d'un caractère excellent et d'une intelligence accomplie combinés à une personnalité charmante et un tempérament aimable; mais aussi un parlementaire reconnu pour être un adversaire agressif mais juste.

La partie introductive du discours du trône nous présente plusieurs faits pour démontrer pourquoi nous avons raison de cultiver un esprit d'optimisme pour l'avenir, pendant cette nouvelle année. Mais, en même temps, on indique que les nuages de la dépression nous entourent encore. Un passage revêt une certaine signification. On y dit que, bien que nous ayons atteint l'étape de la convalescence, cette période sera longue.

En filigrane de notre situation nationale, malgré qu'elle soit peinte de couleurs vives, on voit poindre le spectre de l'immense dette publique que la commission d'enquête de la Chambre des communes, la session dernière, a évaluée à \$9,000,000,000. En supposant un taux d'intérêt moyen de 5 % sur ce montant, nous arrivons au chiffre stupéfiant de \$450,000,000, soit l'équivalent de la valeur totale des exportations canadiennes cette année, selon des chiffres récemment publiés.

La prise en considération de cette importante question ne peut être mise de côté pour la planification ou la formulation d'un programme de retour à la prospérité. Je souhaite sincèrement que cette question soit sur l'agenda de la Conférence interprovinciale qui sera tenue à Ottawa la semaine prochaine et qu'on lui portera l'attention que le sérieux du problème exige.

Tout en prenant le crédit pour le fait que notre situation financière soit saine, en tant que

partenaires de la Confédération, cependant, notre sort est définitivement lié à celui des autres provinces, et malheureusement, l'exemple d'économie que nous avons donné n'a pas été suivi par d'autres qui se voient aujourd'hui crouler sous un lourd fardeau de dettes. Le gouvernement du dominion a été appelé par le passé et est aujourd'hui encore appelé à les aider à rencontrer leurs obligations. De récents rapports de presse nous indiquent que les premiers ministres de l'Ouest soulèveront cette question lors de la conférence et qu'ils se sont entendus à propos d'un plan d'action.

Considérant l'action qu'ils méditent et le fait que le gouvernement fédéral, comme mentionné précédemment, a déjà été obligé de leur venir en aide, il ne peut y avoir qu'une conclusion. Il est inutile pour nous de continuer de vivre selon nos moyens et de tenir nos dépenses à l'intérieur des limites de nos revenus, et ainsi retarder la mise en chantier de travaux publics nécessaires pour fournir de l'emploi à notre population, tout en étant sollicités à contribuer pour payer les dettes de ceux qui n'ont pas suivi notre exemple et qui n'ont apparemment pas appris ce que voulait dire le mot "économie".

Il y a des milliers d'hommes aujourd'hui dans notre province qui tournent leurs regards vers nous en espérant que, pendant cette session, nous voterons les fonds nécessaires pour leur fournir des emplois qui leur permettront de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Ces hommes ne veulent plus des secours directs. Le moral de ces hommes est détruit par la politique du secours direct, et elle devrait être rejetée.

Dans les journaux de lundi, on cite le premier ministre Bennett qui affirmait à Calgary qu'il n'était pas contre un programme de travaux publics au secours des sans-travail, pour remplacer les secours directs ruineux et démoralisants, et que la question fera l'objet d'une attention sérieuse à la Conférence. Espérons que la décision sera favorable à cette politique et que, durant l'actuelle session, nous déciderons d'un programme et aviserons les différents départements de se préparer et d'avoir tous les plans prêts pour le début des travaux au printemps, aussitôt que la température le permettra.

M. l'Orateur, il est réconfortant de pouvoir quelquefois quitter les endroits où règne le pessimisme et visiter un district où l'optimisme est maître et où des progrès véritables sont accomplis. Ce fut un privilège pour moi l'été dernier de visiter la partie nord-ouest de cette province, dans les comtés de Témiscamingue et d'Abitibi. Bien entendu, je suis entré en contact avec les nouveaux établissements de

colonisation dans ces districts et j'ai été émerveillé du progrès qui a été accompli. Référant particulièrement au district connu sous le nom de Rivière Solitaire, où quelque 300 familles se sont établies durant l'automne et l'hiver précédents sous ce que l'on appelle le plan Gordon<sup>3</sup>, les gentlemen qui m'ont accompagné, l'un d'eux un correspondant de journal, et moi-même avons interviewé le dévoué prêtre de la paroisse et plusieurs colons. Ils étaient heureux, optimistes et pleinement déterminés à demeurer dans un pays où seulement ceux qui le veulent vraiment connaissent le chômage.

Permettez-moi de citer un extrait d'un article écrit par mon ami journaliste, et publié par la suite dans le *Ottawa Journal*, qui démontre clairement son opinion vis-à-vis le plan de colonisation. Incidemment, ce gentleman, à ce moment, habitait en Ontario:

"Ce que les colons ont déjà accompli, cette saison, est dans la plupart des cas une révélation. Suivant le vieux système québécois, les lots sont arpentés à quatre acres de largeur et 25 acres de profondeur, ce qui fait en sorte qu'ils sont proches les uns des autres, et l'aide mutuelle entre voisins a contribué pour beaucoup dans leur succès. Plusieurs cabanes sont construites en bois de construction, mais plusieurs aussi sont construites à l'ancienne mode du bois rond, les matériaux, pour la plupart, étant préparés et érigés avec seulement les outils les plus nécessaires. Cependant, plusieurs de ces cabanes, dans leur design et leur construction, dénotent l'originalité et les goûts artistiques des constructeurs. Certains ont aussi érigé des granges, alors que la charpente de plusieurs autres est en construction, et certains ont aussi bâti une petite écurie ou d'autres bâtiments annexes.

"Ils ont tous défriché un peu de terrain, seulement une acre ou deux pour plusieurs, mais jusqu'à dix acres pour certains, et ont planté des jardins qui semblent florissants et qui, dans plusieurs cas, fournissent des légumes frais pour l'usage familial. Le sol est un magnifique limon argileux, pratiquement sans roche, et lorsque le terrain sera défriché, il pourra facilement être divisé et cultivé. Cette année, la culture s'est faite entièrement à l'aide de pelles et de houes, et ce qui a été accompli avec ces instruments est remarquable."

Ce qui s'applique à cette région en particulier s'applique autant aux autres colonies des comtés précédemment mentionnés, et je crois juste d'étendre au ministre de la Colonisation (l'honorable M. Laferté) et à ses officiers mes sincères félicitations pour le succès qu'ils ont obtenu. De plus, ce serait pour moi un manque de courtoisie et d'appréciation

pour leurs grands services rendus, si je devais oublier les deux députés de ces comtés (M. Authier et M. Piché), qui en toute saison n'ont négligé ni dépenses, ni temps, ni énergie pour coopérer avec le département et encourager ces nouveaux colons.

Si nous portons notre attention sur le développement de l'industrie minière dans ce même district, dans le centre duquel sont situées les villes jumelles de Rouyn et de Noranda, nous nous émerveillons du progrès accompli. Tout le monde connaît l'essor des districts de Rouyn et de Noranda, qui est dû au dévouement de l'honorable ministre des Mines (l'honorable M. Perrault). Le sens du mot "dépression" est inconnu dans les districts miniers du nord de Québec, particulièrement dans les districts de Noranda et d'Abitibi.

C'est la région de la province où le soleil de la prospérité brille continuellement, où des progrès merveilleux ont été accomplis au cours de la dernière décennie, où le sentiment d'optimisme qui domine chez les citoyens est amplement justifié par la richesse des mines qui furent développées et desquelles seulement une infime partie a été touchée. Des chiffres récemment publiés pour la province, selon lesquels il y a eu augmentation de la production d'or de \$13,340 en 1923 à \$12,000,000 en 1933, donnent une idée des progrès accomplis.

Une nouvelle province s'élève à partir de ce qui n'était, il y a quelques années, que nature sauvage. Ceci amènera de nouveaux problèmes pour le gouvernement qui nécessiteront des dépenses additionnelles, mais elles seront largement justifiées par les résultats obtenus. D'une importance capitale pour le district est la construction de routes pour permettre à ceux impliqués dans l'industrie minière de développer leurs possessions à un coût raisonnable, en plus de fournir des moyens de communiquer avec les autres parties de la province. À moins que nous voulions rester à l'écart et laisser d'autres absorber l'immense volume d'affaires provenant de cette région, il me semble clairement de notre devoir, d'un point de vue provincial, de débiter la construction de ces routes avec le moins de délais possible.

Nous retrouvons là une heureuse combinaison de circonstances, ce grand développement minier et la colonisation sur nos terrains vacants de milliers de colons qui trouveront un marché accessible et profitable à leur porte pour leurs produits. Saisissons nos opportunités et appuyons les efforts de ces nouveaux citoyens qui renforcent avec bravoure les chemins dans cette partie de notre province en satisfaisant leur plus grand besoin: des routes. Du point de vue financier, je crois sincèrement que les

revenus futurs tirés de ce district seront au moins suffisants pour le fonds d'amortissement et l'intérêt de toute dépense raisonnable et, d'autre part, nous aurons pris des mesures pour protéger nos intérêts en conservant l'activité de cette région à l'intérieur de notre province.

Ayant empiété trop longtemps sur le temps de la Chambre, je ne toucherai pas aux autres mesures décrites dans le discours du trône, sauf pour faire remarquer que l'annonce selon laquelle aucune nouvelle taxe ne sera levée durant cette session est bienvenue par notre population. Et en ce qui concerne les autres législations proposées, en particulier celles portant sur le contrôle du prix du lait, la municipalisation de l'éclairage et de l'électricité, la protection des ouvriers forestiers, etc., nous aurons l'opportunité de discuter ces mesures en détail lors de leur présentation à la Chambre.

En conclusion, puis-je exprimer le vœu que la session que nous entreprenons donnera des résultats bénéfiques à toute notre population afin qu'elle puisse, durant cette nouvelle année, jouir pleinement de la paix, du bonheur et de la prospérité.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), l'ajournement du débat.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je désire faire connaître nos projets à la Chambre. Nous continuerons le débat demain. Mon honorable ami le chef de l'opposition ne peut évidemment pas me donner de renseignements complets, mais lorsque nous aurons parlé tous les deux, il y aura peut-être d'autres discours. Nous siégerons demain soir pour voter l'adresse, si toutefois cela est possible. Nous aurons une séance lundi soir, une autre mardi après-midi pour la routine, afin d'avancer le travail de législation. Il y a un grand nombre de projets de loi au *Feuilleton*. Nous ajournerons mardi après-midi jusqu'à la semaine suivante, vu que mes collègues, l'honorable ministre de la Voirie et des Mines (l'honorable M. Perrault) et l'honorable ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur), et moi, nous voulons partir mardi par le train de 5 heures pour Ottawa.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable premier ministre va assister à la Conférence d'Ottawa non en sa qualité de chef de parti, mais comme représentant de la province de Québec, et nous n'avons nullement l'intention, du côté de l'opposition, de retarder son départ. L'opposition est prête à coopérer et à appuyer cette motion.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ai-je votre permission de parler au nom de tout le monde?

Adopté.

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je propose que la Chambre s'ajourne jusqu'à demain après-midi à trois heures.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je comprends qu'un homme distingué va adresser la parole demain dans un autre endroit. Pour permettre aux membres de la Chambre d'aller entendre l'honorable M. Ernest Lapointe, un grand Canadien, la séance de demain pourrait commencer à 3 heures et quart<sup>4</sup>.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous allons ajourner jusqu'à l'heure régulière, mais nous ne commencerons que lorsque nous serons revenus de la conférence que l'honorable M. Lapointe donne demain devant le Cercle des femmes canadiennes.

Je conseille à mon honorable ami (M. Duplessis) d'aller entendre l'honorable M. Lapointe qui lui donnera des aperçus nouveaux. Il aura en même temps l'occasion de rencontrer de jolies filles.

(Applaudissements et rires)

Adopté.

**M. l'Orateur suppléant:** La Chambre est ajournée à 3 heures demain après-midi.

La séance est levée à 4 h 15.

2. Dans leur édition du 11 janvier 1934, *L'Éclaireur*, à la page 1, et *L'Illustration*, à la page 2, soulignent que le député de Pontiac a prononcé son discours en anglais.

3. Wesley Ashton Gordon, ministre conservateur fédéral de l'Immigration et de la Colonisation, ministre des Mines 1930-1935; ministre du Travail 1932-1935. Le plan Gordon a pour fin première d'obvier à la crise du chômage par le retour à la terre. En 1932-1933, 527 familles ont été placées en vertu de ce plan aussi connu sous le nom d'entente Gordon-Francoeur. Voir *L'Événement* du 11 janvier 1934, à la page 12.

4. Le journaliste Alexis Gagnon, dans le *Devoir* du 11 janvier 1934, à la page 2, précise qu'il semblerait que le premier ministre Taschereau s'entendait plus ou moins bien avec M. Ernest Lapointe. La conférence de ce dernier portait le titre de "La politique et les politiciens" et était donnée au Château Frontenac.

### NOTES

---

1. *L'Événement* du 11 janvier 1934, à la page 3, mentionne la présence de M. C. B. Howard, député libéral de Sherbrooke à la Chambre des communes, qui occupe un siège d'honneur sur le parquet. (Charles Benjamin Howard)



## Séance du jeudi 11 janvier 1934

## Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 3 h 20.

**M. le Greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

## Prière.

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de Marcel Poulin, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'étude de la profession d'avocat sans examen (M. Casgrain);

- de la cité de Grand-Mère, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Crête);

- de Jalmar Frederick Susta, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom en celui de Charles Jalmar Frederick Anderson (M. Drouin);

- de Church Society of the Diocese of Quebec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte dans le but de définir clairement ses pouvoirs relativement à certains fonds possédés et gérés par elle (M. Gault).

## Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de dame M.-H.-Eugénie Starnes et autres, demandant l'adoption d'une loi validant certains actes concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque (M. Bercovitch);

- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Guertin);

- du révérend père Philémon Bourassa et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la corporation des révérends pères Oblats de l'Immaculée Conception de Marie et permettant à cette dernière de changer son nom corporatif en celui de "Les Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée" (M. Taschereau, Bellechasse);

- de Andrew Dawes Porteous, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom de Andrew Dawes Porteous en celui de Andrew Dawes (M. Taschereau, Bellechasse);

- de International Advent Christian Conference, demandant l'adoption d'une loi étendant ses pouvoirs et lui accordant le droit de tenir des registres de l'état civil (M. Taschereau, Bellechasse);

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et l'autorisant à faire un emprunt (M. Vautrin).

## Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Taschereau pour son président, et recommande de réduire son quorum à cinq membres.

Adopté.

**M. Delisle (Chicoutimi):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Delisle pour son président, et recommande de réduire son quorum à quatre membres.

Adopté.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Cohen pour son président, et recommande de réduire son quorum à sept membres.

Adopté.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Mercier fils pour son président, et recommande de réduire son quorum à sept membres.

Adopté.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Godbout pour son président, et recommande de réduire son quorum à cinq membres.

Adopté.

**M. Côté (Bonaventure):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Côté (Bonaventure) pour son président, et recommande de réduire son quorum à cinq membres.

Adopté.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Bercovitch pour son président, et recommande de réduire son quorum à dix membres.

Adopté.

**M. Reed (L'Assomption):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des industries et du commerce. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Reed pour son président, et recommande de réduire son quorum à six membres.

Adopté.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Francoeur pour son président, et recommande de réduire son quorum à six membres.

Adopté.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Rapport du ministre des Affaires municipales**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Affaires municipales de la province de

Québec, pour l'année 1932-1933. (Document de la session no 14)

##### **Rapport du secrétaire et registraire**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du secrétaire et registraire de la province de Québec, pour l'année 1932-1933. (Document de la session no 12)

##### **Listes des concessions de terres de la couronne**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre les listes des concessions de terres de la couronne de la province de Québec, pour l'année 1932-1933. (Document de la session no 13)

##### **État des cautionnements**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état des cautionnements fournis par les officiers du gouvernement de la province de Québec, pour la période du 11 janvier 1933 au 9 janvier 1934, tel que requis par chapitre 9, article 41, des Statuts refondus de Québec, 1925. (Document de la session no 15)

##### **État des mandats spéciaux**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: (Voir le tableau à la page suivante)

État des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21, des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'Auditeur de la province

Service et rapport du Conseil		Montant	Dépensé	Non dépensé
1.	Divers services:			
	<i>Agriculture:</i>			
	Grains de semence .....	\$ 185,000.00	\$ 184,991.39	\$ 8.61
	<i>Colonisation, Chasse et Pêcheries:</i>			
	Grains de semence .....	175,000.00	161,756.09	13,243.91
	(O.C. no 901, 5 mai 1933)			
2.	Divers services:			
	<i>Travaux publics:</i>			
	Ponts-routes .....	6,375.00	.....	6,375.00
	<i>Agriculture:</i>			
	Écoles d'agriculture, École de médecine vétérinaire et	80,000.00	79,997.89	2.11
	École de laiterie de la province de Québec .....	64,577.52	.....	64,577.52
	École de réforme et d'industrie .....			
	<i>Gouvernement civil - salaires:</i>			
	Bureau du lieutenant-gouverneur.....	200.00	200.00	.....
	(O.C. no 1257, 15 juin 1933)			
3.	Divers services:			
	<i>Instruction publique:</i>			
	Écoles normales .....	15,337.23	15,337.23	.....
	Publication d'un journal français et d'un journal anglais de			
	l'instruction publique.....	1,369.42	1,369.42	.....
	<i>Colonisation, Chasse et Pêcheries:</i>			
	Chemins de colonisation et aide à la colonisation .....	10,000.00	.....	10,000.00
	<i>Affaires municipales:</i>			
	Bureau des statistiques de Québec.....	3,719.77	3,719.77	.....
	(O.C. no 1380, 27 juin 1933)			
4.	Divers services:			
	<i>Instruction publique:</i>			
	École des beaux-arts, Québec et Montréal.....	289.48	289.48	.....
	<i>Colonisation, Chasse et Pêcheries:</i>			
	Jardin zoologique de Québec.....	7,940.48	7,940.48	.....
	Administration et entretien.....			
	<i>Travaux publics:</i>			
	Entretien de certains édifices publics.....	34,147.72	26,912.07	7,235.65
	Nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et des			
	départements .....	982.64	959.29	23.35
	(O.C. no 1417, 28 juin 1933)			
5.	Colonisation, Chasse et Pêcheries			
	Pour placer 1,071 familles de chômeurs sur des terres			
	(Dépenses d'administration et autres).....	30,000.00	9,633.01	20,366.99
	(O.C. no 1737, 10 août 1933)			
6.	Divers services:			
	<i>Colonisation, Chasse et Pêcheries:</i>			
	Amélioration et entretien des parcs .....	20,000.00	9,975.94	10,024.06
	Chemins de colonisation et aide à la colonisation .....	16,000.00	16,000.00	.....

État des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21, des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'Auditeur de la province

Service et rapport du Conseil		Montant	Dépensé	Non dépensé
6.	<i>Services divers:</i> Aide aux esquimaux indigents de la province .....	\$ 6,622.79	\$ 6,622.79	.....
	<i>Gouvernement civil – contingents:</i> Département du Trésor ..... (O.C. no 2450, 3 novembre 1933)	10,000.00	2,263.19	\$ 7,736.81
7.	Colonisation, Chasse et Pêcheries Achat de laine pour les colons ..... (O.C. no 2515, 9 novembre 1933)	4,000.00	.....	4,000.00
8.	Colonisation, Chasse et Pêcheries Colons sinistrés le 9 juin 1933, comté de Lotbinière (Val Alain, Joly et Sainte-Françoise Romaine ..... (O.C. no 2586, 15 novembre 1933)	22,768.28	19,320.25	3,448.03
9.	Propriété portant les numéros 714-726 rue Saint-Jacques-Ouest, Montréal: Capital de l'hypothèque et intérêts ainsi que taxes civiques re-succession vacante Catherine Shannon ..... (O.C. no 2724, 30 novembre 1933)	36,092.03	36,092.03	.....
10.	Gouvernement civil – contingents: Département du secrétaire provincial ..... (O.C. no 31, 4 janvier 1934)	4,000.00	4,000.00	.....
11.	Secrétaire provincial: Musée de la province: collection de beaux-arts ..... (O.C. no 55, 8 janvier 1934)	10,000.00	.....	10,000.00
		\$ 744,422.36	\$ 583,380.32	\$ 161,042.04

Bureau de l'auditeur  
Département du Trésor  
Québec, le 11 janvier 1934

L'auditeur de la province,  
E. Vézina  
(Document de la session no 16)

#### Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 10 janvier courant, sur la motion présentée le même jour: Que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À Son Honneur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre

fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, mes premières paroles sont pour remercier le proposeur et le secondeur de l'adresse de leurs aimables compliments et pour les féliciter. Ce n'est pas mon intention d'entrer aujourd'hui dans toutes les questions qui sont touchées par le discours du trône. Ce discours nous dit qu'il y a des signes d'amélioration et il ajoute: "La convalescence sera longue mais elle est commencée." Je l'ai dit, le gouvernement n'est pas uniquement responsable de nos souffrances. La dépression actuelle a des causes qui dépassent les bornes de la province et du pays, des causes

mondiales, des causes générales. Mais, dans notre province, des causes locales s'y ajoutent pour l'aggraver, et il faudra les éliminer si l'on veut abréger la crise. C'est notre devoir impérieux de rechercher les causes locales de nos souffrances.

Le devoir impérieux du gouvernement n'est pas de guérir les symptômes du mal ou de se confiner à des palliatifs temporaires, mais de supprimer les causes du mal, les causes locales de la misère qui sévit actuellement en certains milieux. Dans la situation qui nous intéresse dans la province de Québec, le grand problème et le plus angoissant, c'est avant tout l'établissement des milliers de fils de cultivateurs et d'ouvriers que n'a pas prévu le gouvernement. Qu'allons-nous faire de ces 15,000 à 20,000 jeunes gens de la province, de nos étudiants, de tout ce capital humain? Qu'allons-nous en faire et par quels moyens le gouvernement se propose-t-il d'y pourvoir? Car le capital humain est notre plus grande richesse et c'est pour avoir oublié cette vérité, dans les actes et les lois du gouvernement de la province, que nous avons à faire face à une crise plus aiguë. Le chômage devient plus pénible, lorsqu'il affecte ainsi notre jeunesse.

Notre province est essentiellement agricole et doit le demeurer. C'est par la politique du maintien et du retour à la terre que nous résoudrons le chômage, que nous enrayerons l'exode vers la ville, que nous rétablirons l'équilibre entre villes et campagnes et que nous poserons les bases de la plus saine prospérité. Il ne faut pas se le cacher, le problème de la dépression chez nous vient avant tout du déséquilibre entre populations urbaines et populations rurales, déséquilibre qui a amassé dans les cités des milliers de chômeurs, lesquels auraient pu subvenir normalement à leurs besoins sur la terre et n'auraient pas provoqué tous les problèmes qui nous assiègent. Nous devons, dit-il, faire plus que les autres provinces pour les cultivateurs.

Le gouvernement, qui proclame la nécessité de l'agriculture comme base de prospérité, du retour à la terre comme solution à la crise, doit pourtant être tenu responsable de la situation dans une certaine mesure, parce qu'il s'est ingénié à préconiser une politique à base d'électoratisme, une politique agricole pour fins électorales. Depuis trop longtemps, la politique agricole du gouvernement a été en fonction du patronage électoral. En matière d'agriculture et de colonisation, on devrait se garder de mesurer la valeur seulement en termes de dollars et de cents. Le gouvernement aurait dû avoir au contraire une grande politique agricole, une politique rigoureuse et efficace.

**Voix à gauche:** Très bien, très bien.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On répondra que la situation n'est pas plus belle ailleurs. Les erreurs que l'on a pu commettre dans d'autres provinces ne sont pas une raison pour les répéter ici, ni pour les justifier. Nous n'avons pas à voir si les autres pays ou les autres provinces ont suivi une bonne ou mauvaise ligne de conduite, mais si, dans la province de Québec, le gouvernement a pris les moyens raisonnables pour assurer le bien-être et l'avenir de notre population, dans une proportion normale. Car je n'hésite pas à dire qu'aucun parti n'a le monopole du patriotisme et de la perfection. Je reconnais que le gouvernement a des œuvres à son crédit. Mais si l'on établit le bilan des œuvres et des déficiences, il faut bien constater que le gouvernement offre un déficit lamentable, qui atteint particulièrement la jeunesse et qui ébranle nos assises économiques.

Est-il raisonnable que, dans l'agriculture de la province de Québec, la production agricole soit insuffisante pour alimenter notre population? Comment peut-on expliquer l'exode rural de nos campagnes vers la ville, sinon parce que la politique agricole du gouvernement a été imprévoyante, inefficace et qu'elle a été orientée vers un patronage électoral intensif, orientée non pour le succès général de l'agriculture, mais pour aider le député ou le candidat libéral? Je ne dis pas cela pour être désagréable, mais pour obtenir un redressement des griefs de la classe agricole. Je crois nécessaire ici d'indiquer certaines causes du malaise agricole de notre province. Alors que tous les pays du monde reconnaissent la nécessité de l'agriculture, y apportent des encouragements substantiels, doublent et triplent les crédits à la classe agricole, ici, dans la province de Québec, le gouvernement, dans une seule année, a réduit les crédits à l'agriculture de \$800,000, sans compter une réduction de \$500,000 pour la colonisation.

On objectera qu'à la base de tout programme il convient de se rappeler que les impôts viennent du peuple et que le pouvoir de taxer doit être limité à la capacité de payer. Mais il n'en reste pas moins qu'il faut de toute nécessité assurer la base de l'édifice et la solidité de ses fondations. C'était la tâche et le devoir du gouvernement d'y veiller au temps de la prospérité générale, notamment de créer un crédit rural provincial qui, à l'avènement de la crise, eût aidé les cultivateurs à traverser la dépression. L'opposition réclame l'établissement immédiat d'un crédit rural dans la province de Québec, un crédit

rural non pas organisé et administré à base de partisanerie politique, mais qui aurait permis aux cultivateurs, à l'heure actuelle, de trouver l'argent nécessaire pour garder leurs terres, et à des taux moins élevés qu'avec le système de crédit rural fédéral actuel.

S'il est vrai que le gouvernement doit limiter ses dépenses à ses revenus, il n'en est pas moins vrai qu'il doit remplir ses devoirs suivant les ressources qu'il exploite. Les cultivateurs ne sont pas capables d'emprunter à des particuliers. Il n'y a que l'État pour leur venir en aide sur une base d'affaires. Si on répond que le gouvernement ne peut faire les dépenses nécessaires pour assurer le maintien des organismes basiques, devons-nous alors admettre que la situation est assez compromise pour qu'on ne puisse même plus y pourvoir?

En Europe, les pays bien administrés, comme l'Italie, ont des politiques de drainage. Québec a négligé cela. Le gouvernement a, à certains moments, pratiqué assez curieusement cette politique, lorsqu'il a laissé sacrifier des terres en culture pour développer nos ressources hydrauliques, pour le profit de compagnies privées.

Le gouvernement avait aussi proclamé, dans le discours du trône du 11 janvier 1927, qu'il inaugurerait une politique pour développer nos marchés. Il nous disait l'importance des bons chemins, pour assurer des marchés à nos produits agricoles. On peut se demander ce qu'a fait le gouvernement depuis lors, et quelles mesures il a prises dans ce sens. Les marchés existent en dehors de notre province. Tous les pays les recherchent pour leurs produits. Le moins qu'on puisse affirmer, c'est que le gouvernement a manifesté dans ce domaine une déplorable inertie. Il a reconnu la nécessité des marchés, mais il n'en a pas ouvert suffisamment. En conséquence, on a constaté ailleurs, dans les autres provinces du dominion, une recrudescence dans les exportations; ici, on a constaté une diminution.

Pour garder au sol les fils de cultivateurs, il faut aussi la diffusion et la généralisation de l'enseignement agricole réclamé par l'opposition depuis tant d'années, l'encouragement aux industries greffées sur l'agriculture, la fabrication du cidre de pommes, la création d'un organisme pour renseignements agricoles, un système coopératif libre d'entraves politiques, des coopératives de production, d'achat et de vente. Le gouvernement n'a rien fait en ce sens.

Il faut aussi favoriser l'électrification rurale. Car cette mesure est des plus importantes pour aider à garder la population rurale à la campagne, en la rendant plus attrayante. Or, où en sommes-nous en

fait d'électrification rurale, et surtout les taux offerts sont-ils favorables? Nos cultivateurs ont besoin d'électricité, mais ils ne peuvent l'obtenir qu'en payant des taux exorbitants.

Il faut aussi procéder à l'inventaire des terres disponibles, afin de remplir autant que possible les cadres agricoles existants.

Le discours du trône nous dit que le secours direct est ruineux. C'est l'honorable premier ministre qui l'a réclamé le premier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je vous demande pardon...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable premier ministre était de bonne foi.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Nous étions tous de bonne foi et unanimes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est l'honorable premier ministre qui a proposé le secours direct à la Conférence interprovinciale.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Oui, avec M. Bennett. Le premier ministre conservateur du Canada considérait ce moyen d'aide aux chômeurs comme le meilleur.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est étonnant de constater que le premier ministre s'émeuve, lorsque nous citons ainsi des faits. Ainsi, cette année, le discours du trône insiste sur le retour à la terre comme le meilleur moyen de résoudre la crise du chômage. Il faut, de préférence aux secours directs, une politique de colonisation greffée sur l'agriculture et une colonisation vigoureuse, efficace. Car en dehors des remèdes qu'elle offre au chômage, la colonisation est le moyen le plus favorable à l'expansion rapide et forte de notre race, et l'on sait que, dans notre pays, c'est une des conditions essentielles de notre influence et de notre survivance.

Mais, pour mettre en pratique une telle politique de retour à la terre, le gouvernement devra modifier radicalement sa politique actuelle. Il lui faudra changer sa politique qui subordonne les personnes aux choses. Car le gouvernement a négligé sciemment, volontairement, de promouvoir le retour à la terre de façon efficace. Alors que 18,000 à 20,000 de nos jeunes gens, fils de cultivateurs, veulent cultiver le sol, l'action gouvernementale a surtout consisté en entraves de toutes sortes. Le gouvernement ne fait rien pour eux.

On ripostera que le gouvernement a placé un tel nombre de colons. C'est mal poser la question. Car, c'est plutôt de savoir quel nombre de colons on aurait pu placer. En plein temps de crise, le gouvernement a, au contraire, continué sa politique de sacrifier le colon au marchand de bois. Il lui a même fermé de grands territoires au moyen d'arrêtés ministériels. À l'heure où la colonisation réclame des crédits plus considérables, en pleine période de retour à la terre, le gouvernement a réduit de \$500,000<sup>1</sup> les crédits de la colonisation. Il a réduit de 35 à 50 % les primes aux colons. Bien plus, il n'a même pas payé les primes de colonisation qui étaient dues, alors qu'elles constituaient le seul moyen de vivre de ces colons. Est-ce là ce qu'on peut appeler l'encouragement à l'agriculture et au retour à la terre? Pas surprenant que la jeunesse agricole souffre comme la jeunesse ouvrière et la jeunesse étudiante.

Et, vraiment, la situation qui est faite à notre jeunesse est lamentable. Nous avons des ressources naturelles immenses, un patrimoine que le gouvernement devait mettre en valeur non seulement pour l'avantage de la génération actuelle, mais pour les générations futures, et pour parer aux heures de grande crise. Il a négligé de préserver les ressources naturelles dont il est le fidéicommiss. Les écoles techniques, l'École des hautes études commerciales, les écoles de génie forestier sont des œuvres au crédit du gouvernement. Mais en même temps qu'il ouvrait ces écoles pour les fils de notre population, le gouvernement leur fermait la route, une fois sortis des écoles. Car, qu'a-t-il fait pour les aider à s'établir?

Voilà un autre problème. Il a passé des arrêtés ministériels pour des concessions forestières, mais il n'a pas songé à l'établissement de notre jeunesse. Il avait pourtant le pouvoir d'assurer l'exploitation de nos ressources naturelles, au bénéfice de notre population. Le gouvernement a négligé de voir à assurer des droits que la population devait pourtant obtenir. A-t-il imposé des conditions à cet effet, quand il concédait nos ressources naturelles? On dira que le gouvernement ne pouvait prévenir la crise. Il avait le pouvoir de nous donner une politique. Nous croyons que le système capitaliste est le meilleur pour le développement économique de la province, mais concernant l'exploitation de nos grandes ressources naturelles, le gouvernement n'a pas pris les précautions nécessaires et d'une importance vitale qui auraient assuré la protection des droits de la population.

Nous avons de superbes pouvoirs hydrauliques susceptibles de fournir l'électricité à des conditions plus avantageuses que partout ailleurs.

Mais cependant, l'Ontario vend notre électricité trois fois moins cher qu'on nous la vend dans notre province. C'est là une autre cause du malaise économique actuel. Dans un pays où les ressources naturelles sont nombreuses, nous payons un objet de toute première nécessité trois fois plus cher qu'ailleurs. On a passé des pouvoirs d'eau aux étrangers sans aucune garantie. On a négligé de prendre les précautions essentielles. Et le gouvernement qui a diminué les indemnités des accidentés du travail n'a cependant pas touché aux taux d'électricité. Je suis partisan du capitalisme et de l'initiative privée. Ce qu'il faut combattre, c'est le capital malsain et ses abus. Je ne fais pas de démagogie. Je n'en ferai jamais.

La démagogie est toujours condamnable. Mais pourquoi payons-nous l'électricité trois fois plus cher qu'ailleurs? Pourtant, ces tarifs d'électricité trop élevés diminuent la capacité de payer du contribuable, comme ils diminuent la capacité de taxer des municipalités, et amoindrit les réserves des contribuables pour réagir contre la crise. Le gouvernement a créé une Commission des services publics. Elle est composée d'hommes que je respecte, mais c'est une commission d'inutilités publiques; car elle n'a aucun pouvoir. Elle devrait avoir un meilleur contrôle sur les taux. Le problème est que les droits sur les pouvoirs d'eau ont été abandonnés, sans la moindre garantie ou condition.

Dans le domaine forestier, la situation n'est pas meilleure. De quelle manière le gouvernement a-t-il administré nos forêts? De quelle manière a-t-il protégé les hommes qui travaillent dans la forêt? Non pas les étrangers, mais les fils de ceux qui ont fait la province grande et belle, de ceux qui nous ont légué ce patrimoine national. Il (M. Duplessis) fait allusion aux troubles récents dans des camps de bûcherons dans le district de Rouyn. Depuis trois ans, dit-il, les salaires payés aux bûcherons sont insuffisants, injustes. Le gouvernement avait le pouvoir, il avait le droit de prendre les précautions nécessaires. Qu'a-t-il fait? Deux députés libéraux d'Ottawa, M. Édouard Lacroix (Beauce) et M. Julien-Édouard-Alfred Dubuc (Chicoutimi) ont dénoncé cette situation à la Chambre des communes et ne laissent aucun doute sur ce point.

Et pourtant, songez que nos forêts, nos pouvoirs hydrauliques, c'est notre bien à nous. Le gouvernement avait le devoir d'y veiller, de faire enquête notamment sur la situation de nos chantiers, lorsque les abus ont été dénoncés il y a déjà longtemps. Au lieu d'intervenir immédiatement, surtout au lieu de prévoir, de garantir pour nos gens

un traitement raisonnable dans l'exploitation de nos ressources, le gouvernement s'est contenté de laisser commettre les abus, puis d'envoyer quelqu'un constater qu'ils avaient été commis. Ce n'est que cette année que le gouvernement a envoyé des enquêteurs. Un M. Côté, après enquête, a déploré ouvertement les conditions hygiéniques de nos chantiers. C'est un bien pauvre médecin que celui qui se contente de faire l'autopsie du cadavre d'un homme confié à ses soins. C'est une question qui affecte notre fierté nationale et notre crédit.

L'honorable premier ministre, pour excuser les compagnies et son gouvernement, a dit: "Ce sont les sous-contracteurs qui paient des salaires insuffisants." Pourtant, il aurait pu s'inspirer à bon droit du régime conservateur d'avant 1897, dont il parle si fréquemment. Les vieux régimes, ceux qu'on a critiqués, étaient plus humanitaires. Car, il y a 40 ans, en 1894, le gouvernement Taillon adoptait une loi amendant le Code civil, pour décréter que le travailleur dans les chantiers avait droit de saisie sur les biens et le bois du sous-entrepreneur, et l'entrepreneur même du concessionnaire de la limite forestière. À tout événement, le gouvernement aurait pu imposer des conditions pour assurer des salaires raisonnables, car c'était une préoccupation qui aurait dû être toute naturelle. Le gouvernement aurait dû s'apercevoir plus tôt qu'une loi offrait toutes les garanties nécessaires aux hommes des chantiers, il y a 40 ans.

Ainsi donc, le gouvernement a aidé à aggraver le chômage et la crise, et nos ressources naturelles ont servi à l'exploitation de nos gens. Elles ont même servi à drainer notre épargne populaire qui, en faisant des petits propriétaires, était un rempart efficace contre le bolchévisme, une réserve contre les temps mauvais. Nos ressources naturelles ont servi à drainer l'épargne populaire sous le couvert et l'abri de lois que le gouvernement avait le droit et le devoir de changer, lois qui ont permis le mouillage des stocks, la surcapitalisation, ainsi que l'a démontré un citoyen distingué qui n'est pas politicien, M. le Dr Arthur Rousseau. Les gens ont été incités à agir ainsi, parce que les lois autorisaient la surcapitalisation. La Canada Power and Paper est un bel exemple de capitalisme qui a mal tourné. Le gouvernement n'a rien fait pour faire disparaître ces abus. Nous ne demandons pas au gouvernement d'intervenir dans les affaires, mais c'est son devoir de protéger l'épargne populaire. Il y a un abîme entre le bien et le mal.

On ne viendra toujours pas prétendre que la multiplicité des maux engendre le bien. Un gouvernement qui a laissé subsister de pareilles lois

qui ont englouti notre épargne populaire, qui a permis que nos ressources naturelles servent à exploiter notre population, était complice avant, pendant et après le fait. On répondra que le gouvernement provincial n'avait pas le contrôle désirable sur les compagnies à chartes fédérales et qu'ainsi il n'a pu facilement prévenir les abus dont on se plaint. C'est au gouvernement qu'il appartient de prendre des dispositions pour protéger les actionnaires de bonne foi. L'erreur ne justifie pas l'erreur et, si les lois fédérales étaient mauvaises, ce n'était pas une raison pour laisser les lois provinciales aussi mauvaises. Le gouvernement pouvait voir à ce que la loi provinciale soit une loi décente et bonne.

Et, d'ailleurs, personne ne soutiendra que le gouvernement qui octroyait les permis, qui concédait l'exploitation de nos ressources naturelles, n'avait pas le pouvoir pratique d'obliger ces compagnies à s'incorporer en vertu de nos lois provinciales. Il n'y aurait pas eu alors de mouillage des stocks. Nous ne voulons pas que le gouvernement intervienne dans des questions purement d'affaires, mais il y a toute une différence entre le bien et le mal, entre de telles interventions gratuites et la nécessaire et recommandée supervision et la prévention des abus. Il (M. Duplessis) explique qu'il croit en la préservation d'un capitalisme sain et il montre la différence entre le capitalisme sain et d'autres types, dont il souhaite la disparition prochaine.

L'épargne populaire ainsi ruinée a eu de graves retentissements sur nos municipalités, cellules de notre organisme économique et politique. Les contribuables appauvris par la perte de leurs épargnes n'ont plus été en état de contribuer autant à la vie municipale. D'ailleurs, le gouvernement lui-même, en plus, s'était chargé d'empirer leur situation, d'abord en leur enlevant des sources de revenus qu'elles détenaient, en multipliant les exemptions de taxes municipales et scolaires, à tel point que le gouvernement a dû avouer qu'il en ignorait l'étendue, exemptions qui se chiffrent à \$200,000,000 en valeur d'évaluation et à la perte d'un revenu municipal de \$4,000,000 par année. Il faut sans doute accorder aux compagnies des privilèges raisonnables, mais pas trop d'exemptions de taxes. Le gouvernement a aussi empiré la situation municipale en imposant aux municipalités des charges nouvelles et très lourdes comme celle de l'assistance publique, par exemple.

Pour couronner cette politique imprévoyante, le gouvernement a aggravé la situation en ne payant pas ses dettes aux municipalités, paralysant ainsi le crédit, le mouvement des affaires. Pendant un an, les



municipalités ont dû attendre pour être payées. C'est le même spectacle que celui dont nous avons été témoins l'an dernier. Elles ne peuvent même pas payer des comptes de \$300, parce que le gouvernement leur doit de l'argent. Il faut protéger la municipalité, un élément indispensable, un chaînon dans la grande chaîne provinciale. Et non seulement nos municipalités, mais nos hôpitaux sont encore dans la même situation que l'an dernier, dans un état voisin d'une détresse fatale.

Est-ce une manière d'aider à la crise que de ne pas payer des institutions héroïques? Est-ce là une manière de soulager la misère humaine? Le moins que le gouvernement puisse faire est de payer ses dettes d'honneur promptement. Certaines institutions ont dû attendre leur argent des mois ou même des années. L'an dernier, nous avons fait la bataille. On a amendé la loi. Cette année, nous avons les mêmes abus. Si le gouvernement ne veut pas adopter de lois pour assurer l'avenir de notre jeunesse, s'il a laissé ruiner notre épargne populaire, s'il a laissé nos ressources naturelles servir à exploiter nos gens, au moins qu'il n'aggrave pas la crise en refusant ou négligeant de payer ses dettes. Le premier ministre dit que la meilleure façon de régler le chômage est faire circuler l'argent. Que le gouvernement donne l'exemple à la province en payant ses propres dettes!

Dans un temps de crise comme celui que nous traversons, nous avons besoin de toutes les bonnes volontés. C'est pourquoi, non comme chef d'un parti, mais comme membre de cette Chambre, comme contribuable et comme Canadien, je remercie cordialement la jeunesse<sup>2</sup>, les hommes d'étude et les hommes d'action qui veulent bien nous apporter le concours de leur désintéressement, de leur travail, et qui méritent autre chose que l'injure et la suspicion. Je les félicite et je les remercie de leurs suggestions, de leurs travaux. Les jeunes qui étudient ont bien mérité de la patrie. C'est par la coopération de tous les gens de bonne volonté que nous en arriverons à établir un programme de restauration sociale.

Car, n'en déplaise au gouvernement, il faut bien constater la pénurie de notre législation sociale. S'il y a un spectacle en cette province qui déplaît à celui qui est intéressé par son développement, c'est celui du manque de législation sociale. Cela ne signifie pas qu'il faille entrer inconsidérément dans toutes les mesures où les autres ont pu aller, d'autant plus que certaines mesures applicables ailleurs ne sont pas suivant nos meilleures traditions et nos intérêts. Mais le gouvernement aurait pu organiser une législation sociale à base contributoire et obligatoire au temps de la prospérité.

Le gouvernement avait le droit, de par la loi et la Constitution, d'adopter une telle législation sociale, mais on ne fit rien pour exercer ces droits et privilèges. C'est par la législation sociale que les Vieux-Pays ont résolu leurs problèmes sociaux. La crise économique nous place maintenant dans une situation difficile. Je crois cependant qu'il faut adopter la loi des pensions de vieillesse. Ce n'est pas dire que le principe de la loi soit parfait, mais la province de Québec paie le tiers des pensions de vieillesse et devrait bénéficier de la part qui lui revient. En nous abstenant, nous perdons cette contribution très onéreuse que nous versons au fédéral.

Le gouvernement, d'ailleurs, a toujours ajourné la législation sociale. Ainsi, en 1928, M. Sauvé, secondé par le chef de l'opposition actuel, a demandé une commission d'enquête sur la législation sociale. Le gouvernement l'a refusée. En 1929, après une attente coupable d'un an, cependant, il accordait cette demande de M. Sauvé. Nous avons eu une Commission des assurances sociales. La Commission a fait rapport il y a déjà plus d'un an, mais le gouvernement n'a rien fait. Aucune des conclusions n'a été mise en pratique par le gouvernement. On va nous dire: "Où le gouvernement prendra-t-il l'argent?" Mais il faut d'abord répondre aux besoins urgents.

J'admets bien qu'il faut économiser, mais la saine économie consiste à ne pas laisser périr nos institutions, à traiter les problèmes à leur mérite, à protéger notre structure économique. Et si le gouvernement voulait économiser, j'affirme qu'il sauverait annuellement une somme de \$5,000,000 qui est perdue en gaspillage dans les travaux publics inutiles et ruineux, gaspillage dans la voirie, où il faudrait abolir le favoritisme, pertes par le département des Terres qui ne se fait pas payer ses droits et ne perçoit pas les amendes dues et, de ce fait, perd une somme annuelle de \$700,000 depuis 10 années<sup>3</sup>.

En plus, bien que j'estime personnellement tous les ministres, il n'est pas raisonnable que nous ayons 13 ministères. C'est un trop grand nombre qui entraîne des dépenses injustifiées. Il y a là une économie importante à réaliser. J'espère que le gouvernement va se rendre à l'évidence et qu'il va amender sa législation et son administration dans l'intérêt général, législation que nous réclamons depuis longtemps. Un homme d'État français disait que la France était sortie de la légalité pour rentrer dans le droit. Que le gouvernement s'efforce, lui, de rendre la législation conforme au droit! Si le

gouvernement pratiquait une économie sage et sensée, il serait facile de contribuer aux fonds d'amortissement requis pour des dépenses nécessaires.

On a constaté qu'au cours de mes remarques je n'ai fait aucune allusion personnelle. C'est le devoir d'un homme politique de mettre de côté les personnes et de se placer au point de vue des intérêts supérieurs de la province de Québec. J'estime que l'heure est trop grave et que les questions que nous avons à étudier sont trop importantes pour nous arrêter aux discussions sur les personnalités. C'est pourquoi, si le gouvernement veut adopter une législation conforme à la justice et à l'intérêt de la province, il aura coopération sincère et entière de l'opposition.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

M. l'Orateur, je m'accorderai avec l'honorable chef de l'opposition pour ses premières paroles qu'il a prononcées tantôt, mais je ne garantis pas que je m'accorderai avec lui sur toute la ligne. Avec lui, je félicite les députés de Jacques-Cartier (M. Rhéaume) et de Pontiac (M. MacDonald), de la façon dont ils se sont occupés de la tâche délicate qui leur avait été confiée. Ils ont prononcé d'excellents discours. Le député de Jacques-Cartier n'est pas un nouveau venu dans l'arène parlementaire; c'est un vétéran d'une arène plus grande, peut-être plus intéressante que celle-ci, mais il peut être assuré que l'autre ne lui était pas plus sympathique que l'arène québécoise.

Le député de Pontiac est un vieux combattant du Parti libéral, et nous sommes toujours heureux de l'entendre. Je tiens aussi à féliciter les trois nouveaux venus dans cette Chambre. Je suis certain que l'honorable chef de l'opposition aurait été heureux de faire la même chose, mais le sort ne l'a pas voulu. Je souhaite la bienvenue aux députés de Nicolet (M. Gaudet), le comté des Méthot, des Beaubien, des Ball, des Flynn, un vieux comté conservateur; au député de Wolfe (M. Lapointe) et de Jacques-Cartier (M. Rhéaume), le comté des Monk, des Mousseau, des Cousineau, des Patenaude, de toute une phalange de valeureux conservateurs.

Sur les trois comtés, deux ont été de vieilles forteresses conservatrices. Mais bien des choses se sont passées, si bien qu'aux dernières élections le Parti conservateur actuel n'a même pas jugé à propos de faire de lutte dans ces deux comtés. On a même dit à ce sujet que le nouveau chef de l'opposition "was too proud to fight". (Trop fier pour se battre) Est-ce là sa politique? Je ne le sais pas. Le chef de l'opposition (M. Duplessis) s'est essayé dans Wolfe, mais il n'a pas réussi.

Comme le chef de l'opposition, je ne veux pas faire de personnalités, mais il me permettra de souligner un événement qui intéresse l'opposition. C'est un événement intéressant dans l'histoire politique de cette province. Un jour M. Sauvé, actuellement en route pour le tombeau des Pharaons, dans une lettre qu'il adressait à *La Presse*, en date du 7 décembre 1921, lorsqu'il était chef de l'opposition en cette Chambre, concluait comme ceci: "Dans le Québec, depuis 1911, mon parti à la Législature a toujours été une victime du boulet fédéral. Nous en sommes débarrassés. Je n'en dis pas plus aujourd'hui." Il est évident que M. Sauvé considérait à propos de séparer sa cause de celle du Parti conservateur fédéral. C'est lui qui disait aussi qu'en se séparant d'Ottawa, il avait l'impression de sortir d'une chambre mortuaire. M. Sauvé a-t-il changé d'opinion? Je ne le sais, mais je comprends qu'il soit allé donner sa bénédiction aux congressistes réunis à Sherbrooke. C'est très intéressant...

Le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) était déjà reconnu par nous tous comme chef de l'opposition. Un congrès était inutile, mais il a été tenu quand même à Sherbrooke. Toutefois, au consistoire de Sherbrooke, on a prêché l'union fédérale et provinciale avec M. Gagnon. On y a distribué des circulaires dont l'une proclamait: "Gagnon et l'union dans le parti." Le comité de M. Onésime Gagnon, le 3 septembre, avait adressé un appel aux délégués, j'en lis les extraits suivants: "Il nous faut un parti uni. Il nous faut un homme capable de réaliser l'union du fédéral et du provincial et qu'il n'ait pas peur de dire et de faire. Jusqu'ici, nous avons vécu sous le régime de la séparation de corps, et tout le monde sait qu'il n'y aura pas de séparation de biens. C'est un double jeu sans franchise, qui nous ridiculise aux yeux de l'adversaire et nous fait battre à tout coup. Il est temps d'essayer autre chose: l'heure des victoires morales est finie." Cela est vrai, dit-il.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que c'est cela qui va régler la crise?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Non, mais ça va régler celle du Parti conservateur! Il s'est dit des choses intéressantes à Sherbrooke. Nous étions habitués à voir M. Houde en face de nous, comme chef de parti. Qu'a dit M. Houde? Il a reproché au député de Trois-Rivières d'être supporté par le Parti libéral. Ce qui me frappe, moi et bien d'autres avec moi, c'est son propre acharnement à vouloir faire lui-même ce choix, c'est l'attitude des

deux organes de M. Taschereau, *Le Soleil* de Québec, et *La Tribune* de Sherbrooke, qui tous deux, quoique organes libéraux, vivant du gouvernement libéral de Québec, comme les *Comptes publics* ne le démontrent que trop, désirent tous deux M. Duplessis comme chef du parti conservateur et ne se gênent nullement pour afficher effrontément leur prédilection.

Nous n'avions que peu de chose à dire dans tout cela: moins on se mêle des querelles de famille, mieux c'est. Mais, nous avouons que nous avons beaucoup de sympathie pour le député de Trois-Rivières. Nous sommes heureux de reconnaître sa loyauté, sa combativité, sa belle jeunesse et le soin qu'il se donne pour étudier les problèmes de son pays. À cet égard, je n'ai aucune hésitation à dire que mon honorable ami était notre candidat à la convention de Sherbrooke.

Nous savons qu'il est un adversaire loyal, sérieux, qu'il a toutes les qualités pour être chef de l'opposition. Nous souhaitons son élection à la convention conservatrice. À ce propos, on me permettra de rapporter un petit incident. Le lundi qui suivit la convention, je rencontrai un brave homme qui conduisit un ascenseur au parlement, qui me serra la main et me félicita. J'ai dit: "Pourquoi?" Il s'est écrié: "Parce que nous avons passé notre homme à Sherbrooke."

(Rires et applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable premier ministre ne dira peut-être pas cela à la fin de la session.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'aime à avoir devant moi un adversaire loyal, batailleur, qui sait porter des coups et, au besoin, en encaisser. Si mon honorable ami est cela, je dirai la même chose à la fin de la session.

Il s'est dit des choses très intéressantes à Sherbrooke. M. Houde, par exemple, s'est exprimé comme suit: "Je considère comme une provocation le choix de M. Duplessis, et je relève immédiatement le gant en priant les délégués ou le public qui ont voté pour lui, ainsi que les journaux qui l'ont supporté, de bien vouloir me considérer à l'avenir, sinon comme leur plus puissant, du moins comme leur plus mortel ennemi. Je périrai ou ils périront."

*Le Devoir* du 30 septembre 1933 donnait l'entrevue suivante de M. Oscar Gagnon, avocat et président du comité d'organisation de M. Onésime Gagnon: "Je n'ai pas mandat de parler pour M. Onésime Gagnon, mais je crois que les délégués devraient se rallier à sa candidature, parce qu'il offre plus de garanties d'union et de coopération entre le provincial et le fédéral. En effet, s'il faut en croire les

expressions d'opinions déjà publiées dans les journaux, M. Duplessis aura beaucoup de difficultés à ramener l'harmonie même dans le parti provincial. S'il échoue dans ce domaine, comment pourra-t-il réussir à réaliser ce que tous les conservateurs sincères désirent, à savoir la coopération parfaite entre le provincial et le fédéral, seule garantie de nos succès futurs?"

Le comité dirigé par ce même M. Gagnon, le 29 septembre, publiait le manifeste suivant: "*Le Devoir* fait du jaunisme et se déqualifie". *Le Devoir* écrit en titre: "Quelque 80 conservateurs influents demandent à M. Onésime Gagnon de se retirer." C'est faux! Le député de Hull (M. Guertin), un vétéran de la Chambre, un des députés les mieux renseignés sur la procédure, qui ne parle jamais sans citer May ou Bourinot<sup>4</sup>, déclarait dans *Le Devoir* du 25 septembre: "J'appuierai la candidature de M. Onésime Gagnon avec plaisir. L'élection de M. Maurice Duplessis comme chef conservateur provincial causerait une grave division dans les rangs du parti." M. Houde y allait encore d'une autre déclaration: "L'élection de Duplessis comme chef veut dire tout simplement la mort du Parti conservateur dans Québec. Le choix de Duplessis signifie que les partis politiques ont le droit d'utiliser tous les moyens malhonnêtes et tous les procédés canailles pour faire élire leurs candidats respectifs avec la certitude de l'impunité."

Le 15 septembre, M. Houde écrivait la lettre suivante à M. Laurent Barré (Rouville)<sup>5</sup>: "Mon cher Barré. J'ai lu ta lettre dans les journaux de ce jour. Je te reconnais à peine, car tu m'avais habitué, ainsi que le public, à des situations plus nettes, et j'ai lu et compris ta résolution de félicitations et la portée qu'elle avait. Tes explications ne cadrent pas avec le texte de la résolution publiée dans les journaux." M. Laurent Barré lui répondait par une longue lettre dont nous citons quelques extraits:

"Toujours, M. Duplessis a refusé et, même parfois, il a employé son autorité pour empêcher ou pour essayer de nous empêcher de prêcher ses réformes et ses lois sociales (...) Plus que cela, j'ai la certitude qu'il a pris les moyens pour que le programme qui sera présenté à la convention de Sherbrooke soit assez vague qu'il ne l'engage à rien sous ce rapport." Et M. Barré avait raison. Dans une lettre adressée au député de Hull, M. Camillien Houde écrit: "Comme je désire que personne ne soit dupe de ce manège, je déclare ne pouvoir suivre la direction de cet homme (M. Duplessis), temporaire ou permanente, pour plusieurs raisons (...) et comme dernière raison, que je ne mentionne qu'incidemment,

sa déloyauté<sup>6</sup> sourde et constante envers ses chefs et plusieurs de ses collègues depuis qu'il est député."

Mon honorable ami a été réélu et il a été chargé de réorganiser le parti. Revenu en Chambre, en bon tacticien, il a suivi la devise de Napoléon, il a divisé ses ennemis pour mieux régner probablement. Il a éloigné l'honorable député de Montréal-Saint-Georges<sup>7</sup>. Je conseille à ce dernier de protester avec toute la véhémence dont il est capable<sup>8</sup>. (Rires) L'honorable député de Rouville (M. Barré), qui était dans le grand rang, a été placé dans les concessions.

C'est pourtant le seul cultivateur du côté de la gauche. Et le député de Hull (M. Guertin) a été envoyé en Palestine<sup>9</sup>. Si c'est ça réorganiser le parti et ramener l'ordre et la paix, la concorde et l'harmonie, c'est du nouveau! Encore une fois je ne veux pas me mêler des chicanes de famille, mais il fallait souligner l'incident intéressant du consistoire de Sherbrooke. On a fait un programme.

Si je compare ce programme à celui de M. Sauvé, je constate qu'il n'y a aucune différence. Le programme du chef de l'opposition (M. Duplessis) est si vague qu'il n'engage à rien, comme le disait le député de Rouville. Si le programme conservateur accepté à Sherbrooke est capable de faire du bien à la province, comme on l'a dit tantôt en nous accusant de négligence et de mauvaise administration, pourquoi ne l'a-t-on pas exposé aux électeurs, lors des élections dans Nicolet, dans Wolfe et dans Jacques-Cartier? Il aurait eu des chances d'être écouté, puisque ce sont de vieux comtés conservateurs. Si réellement nous méritons tous les reproches que nous a faits tout à l'heure le chef de l'opposition, pourquoi n'est-il pas allé dire dans ces comtés ce qu'il nous a dit ici, cet après-midi?

C'était alors le temps d'exposer nos œuvres comme les comprend l'opposition. Son programme n'est pas pour nous, mais pour les électeurs. C'est la population que vous devez convaincre de la sagesse de votre programme, et c'est à elle que vous devez demander de l'endosser. Pendant des mois, on nous a défiés de faire des élections, de donner au Parti conservateur une chance de faire la lutte et quand les élections sont venues, on ne s'est pas montré, si ce n'est dans Wolfe. Pourquoi le Parti conservateur réorganisé n'a-t-il pas profité des chances que nous lui donnions? Comme résultat, la majorité libérale dans ce comté a été doublée.

Au sujet de Wolfe, on a répété que j'avais dit à Disraëli qu'il fallait voter pour un Canadien français plutôt que pour un Anglais. Je n'ai jamais dit cela. C'est là une erreur que je n'ai pas commise. Tout simplement, j'ai conseillé aux électeurs de la

localité qu'ils avaient une bonne raison d'élire notre candidat, citoyen de leur localité, et qu'il était de leur intérêt de voter pour celui qui restait chez eux. Et, comme question de fait, la majorité du candidat libéral a été plus que doublée. Il se défend d'avoir fait des remarques qui puissent être interprétées comme racistes.

Lors de l'élection de M. Fisher dans Huntingdon, on a dit aux électeurs de voter pour un homme du comté au lieu de choisir un candidat qui venait d'en dehors du comté. En autant que les Anglo-Saxons sont concernés, nous avons deux ministres anglo-saxons dans le cabinet: le trésorier provincial (l'honorable M. Stockwell), et le conseiller de la division d'Inkerman (l'honorable M. Bryson). Les Anglo-protestants n'en ont jamais eu autant et nous avons même été obligés de leur donner un ministre malgré eux, puisqu'ils avaient battu deux fois mon ancien trésorier.

Nous traversons des temps durs. Le discours du trône constate que la crise n'est pas finie, mais admet qu'il y a des signes d'amélioration et qu'une aurore nouvelle pointe à l'horizon. Toutefois, la crise du chômage est encore à l'état aigu, malgré tous les efforts pour l'enrayer. Nous devons donner le meilleur de nous-mêmes pour y remédier. Le point noir de la situation actuelle, à mon sens, ce n'est pas la situation des gouvernements mais, sans contredit, celle des municipalités qui, après trois ans d'aide aux chômeurs, sont à bout de ressources.

Quelques-unes sont peut-être plus prospères que d'autres, mais je n'hésite pas à dire que les municipalités ne peuvent plus continuer ce régime longtemps. Les demandes se font chaque jour de plus en plus nombreuses, en dépit des efforts du fédéral et du provincial. Qu'y a-t-il à faire en face d'une situation comme celle-là? C'est ce qu'il s'agit de se demander à la veille de la Conférence interprovinciale. Si, après avoir recouru aux secours directs, puis aux travaux, puis aux secours directs - entre parenthèses, ce n'est pas moi qui avais proposé les secours directs, mais tous les ministres réunis à Ottawa qui avaient jugé ce moyen le meilleur -, nous n'avons pas eu de meilleurs résultats, il faudrait aviser à autre chose.

Avec le système actuel, il y a quelque chose qui ne va pas. Ottawa et Québec se renvoient la balle; les comptes de chômeurs sont sujets à des attermoissements. Et, malheureusement, on est en train de faire, dans la province de Québec et dans le Canada tout entier, une race de chômeurs et de créer une mauvaise mentalité. Parmi eux, il est sûrement beaucoup de braves gens qui ne demandent pas mieux que de travailler, mais trop nombreux sont les autres.

Au moment de partir pour la Conférence d'Ottawa, je me demande s'il n'y a pas lieu de changer de régime et s'il n'y a pas lieu de charger la province et Ottawa de voir eux-mêmes à secourir leurs chômeurs, sans le secours des municipalités, par l'entremise d'une commission composée de trois membres, dont un sera nommé par Ottawa, un par Québec et le troisième par les deux premiers ou encore par un juge. Cette commission ou corporation émettrait des obligations à 30 ou 40 ans pour faire face au chômage, et c'est le gouvernement provincial et le fédéral qui garantiraient les intérêts et l'amortissement. D'après ce système, si le chômage coûtait à la province \$10,000,000 par année, la commission émettrait des obligations à 30 ou 40 ans pour \$10,000,000. Elle pourrait facilement obtenir un taux de 4 %, plus 1 % pour le fonds d'amortissement. C'est-à-dire que l'intérêt coûterait \$500,000 par année. La province en paierait la moitié. Le fédéral paierait l'autre.

Le chômage coûterait donc à Québec \$250,000 par an. Le discours du trône déclare que nous traversons une période difficile, la pire peut-être de notre histoire. Il faut que la génération future nous aide à en porter le fardeau. Si Ottawa veut accepter ce régime, nous pourrions laisser aux municipalités toutes leurs ressources. Ni Ottawa, ni Québec, ni les autorités municipales n'auront plus rien à faire avec le chômage. Si nous pouvons organiser un système comme celui-là, je suis convaincu que nous pourrions faire face au chômage sans que personne n'en souffre. Je proposerai à Ottawa d'accepter ce régime la semaine prochaine. Si on l'adopte, Ottawa et Québec seront les seuls à porter les frais de l'amortissement. Les municipalités ne paieront rien du tout, leurs finances étant suffisamment obérées.

Le discours du trône annonce qu'il n'y aura pas de taxe nouvelle. Le fardeau qui pèse déjà sur les épaules du peuple est suffisamment lourd. L'an dernier, nous avons eu un déficit de \$6,000,000 à \$7,000,000, le premier dans l'histoire du Parti libéral. Les recettes de la province ont été de \$10,000,000 de moins qu'il y a un ou deux ans. Nous ne voulons pas augmenter les taxes et nous voulons faire des économies.

Dans les premiers six mois du présent exercice financier, les revenus ont diminué de \$700,000. Mais je suis heureux d'annoncer à la province que, pendant la même période de temps, nous avons réduit les dépenses de \$4,500,000. Les municipalités auxquelles nous avons recommandé l'économie se sont jointes au mouvement. Elles ont fait un gros effort pour économiser. En 1931, elles

dépensaient \$57,000,000; en 1932, \$43,000,000. En 1933, elles ont dépensé \$13,000,000, et du 1<sup>er</sup> juillet 1933 à 1934, \$3,000,000, soit \$10,000,000 de moins. Ainsi en est-il pour les municipalités scolaires. J'invite les municipalités à continuer dans cette voie. Là est le salut.

En passant, trop de gens trouvent l'excuse de la crise pour ne pas payer leurs taxes. Il faut que les municipalités perçoivent leurs taxes, même s'il faut être sévère, même s'il faut recourir à des moyens extrêmes. Il faut que les taxes soient perçues dans l'intérêt économique de la province, car le crédit municipal est à la base du crédit provincial. Il ne fait aucun doute que plusieurs personnes profitent de la situation actuelle pour éviter de payer leurs taxes.

Donc, M. l'Orateur, s'il est nécessaire d'introduire de la législation nouvelle, pendant cette session, pour rendre la perception des taxes plus contraignante, nous le ferons. Les municipalités ont besoin de ces taxes pour rencontrer leurs obligations. Le gouvernement verra à ce que les taxes soient perçues par les municipalités, au risque de se rendre impopulaire. Le gouvernement, lui, n'en imposera pas de nouvelles.

Le programme sessionnel contenu dans le discours du trône contient beaucoup de choses. Les journaux ont dit que c'est là un des programmes les mieux nourris jamais offerts par le gouvernement. La première mesure annoncée se rapporte à la municipalisation de l'électricité. On la demande. Notre loi est presque complètement étudiée et rédigée. Elle est à l'ordre du jour. Ce que nous voulons, c'est que, lorsque les contribuables voudront municipaliser l'électricité, ils pourront le faire en votant en faveur d'un règlement à cet effet. Alors, une corporation sera créée, qui administrera le système électrique municipalisé.

Elle sera dirigée par une commission indépendante de toute sujétion politique. Nous ne voulons pas que la vente de l'électricité soit laissée au caprice des conseillers municipaux susceptibles de changer tous les deux ans. Cette corporation émettra des obligations, verra à ce que les taux soient suffisants pour payer les dépenses et les frais d'amortissement et le maintien de la centrale d'énergie. Les taux devront être tels qu'il sera facile de rencontrer les intérêts sur les obligations, et de maintenir l'excellence du service.

La Commission des services publics devra fixer des taux suffisants pour rencontrer l'intérêt du capital investi et créer un fonds d'amortissement. Je crois que, de cette manière, le régime donnera satisfaction. Je n'ai aucune hésitation à dire que, si le

contrôle de la centrale était laissé à la municipalité, cela donnerait lieu à des abus. Un contribuable qui ne paierait pas sa facture pourrait aller trouver un échevin et lui demander de se servir de son influence pour lui accorder du délai. Si nous voulons que la municipalisation se fasse pratiquement, il faut qu'elle soit conduite sur une base d'affaires, en dehors de toute influence politique. Ce sont là les grandes lignes de la loi.

En ce qui concerne les prisonniers, le gouvernement s'est toujours intéressé à leur sort. Le discours du trône annonce encore la création de fermes et de camps où pourront aller les prisonniers qui quittent la geôle. Ordinairement, les prisonniers libérés retournent dans les grandes villes, nantis de quelques dollars. Et, si les chiffres qui m'ont été fournis sont exacts, dans 75 % des cas, ils deviennent récidivistes, et cela, non pas tant à cause de leur déformation morale qu'à cause des circonstances qui les forcent à recourir au crime pour obtenir leur subsistance. De toute nécessité, il faut remédier à ce mal. Nous croyons qu'en établissant une grande ferme comme celle de Valcartier, par exemple, où le gouvernement fédéral a réuni 1,000 hommes qu'il fait travailler à raison de 20 cents par jour, logés, nourris, nous pourrions obtenir de bons résultats. Les prisonniers libérés qui voudront aller sur ces fermes seront logés, vêtus, nourris et retireront un salaire minime pour ne pas grever les finances de la province, tout en apprenant un métier qui leur permettra de gagner honorablement leur vie. Cette loi, il va sans dire, constitue une expérience, et j'espère qu'elle réussira.

Une autre mesure importante sera soumise à la Chambre par mon collègue de l'agriculture (l'honorable M. Godbout). Elle se rapporte au contrôle des prix du lait. Une enquête a été faite, et nous avons réalisé que les cultivateurs ne reçoivent pas un prix adéquat pour le lait qu'ils vendent, parce qu'il y a trop d'intermédiaires. Ce sont les intermédiaires qui font l'argent, alors qu'il serait tout naturel que ce soient les cultivateurs. L'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) réussira-t-il à rétablir l'équilibre entre le consommateur et le producteur? Je l'espère, à condition que le consommateur ne soit pas appelé à payer plus pour le lait qu'il donne à ses enfants.

Nous voulons aussi protéger le travailleur en forêt. Mon honorable ami le chef de l'opposition a pris la vieille tactique de faire remonter au gouvernement la source de tous les maux. Il a fait grand état de la situation faite aux bûcherons à l'heure présente. Il n'en avait pas parlé du tout l'année

dernière. Une enquête a révélé que le traitement accordé aux bûcherons n'est pas ce qu'il devrait être. Le gouvernement entend bien remédier à ce mal. Toutes les concessions que le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) a faites, accordant des réductions de droits de coupe, l'étaient à la condition expresse que des salaires raisonnables seraient payés aux bûcherons.

Nous avons créé une commission pour enquêter sur leurs salaires. Nous attendons les résultats de l'enquête qui a lieu présentement. Si nous constatons que les bûcherons n'ont pas été raisonnablement payés, les compagnies, lorsque viendra la reddition des comptes, ne bénéficieront pas de ces réductions. Le problème est complexe, et le gouvernement est à compléter une enquête rigoureuse des 1,200 à 1,400 camps de bûcherons en vue de connaître la vérité. D'après ce que nous pouvons constater, les compagnies paient des salaires raisonnables à leurs bûcherons, mais ce sont les sous-entrepreneurs, les "jobbers", qui paient des salaires de famine et exploitent les bûcherons. Nous avons l'intention de régler la question.

Les compagnies qui permettront cette exploitation ne profiteront d'aucune réduction de droits de coupe. Nous avons averti récemment nos détenteurs de limites forestières qu'ils auraient à venir nous soumettre un projet pour résoudre ce problème le plus tôt possible, et que, s'ils ne le font pas, la Législature réglerait elle-même cette question. Je puis assurer la Chambre et la population de la province que nous réglerons cette question de façon définitive, et que nous allons assurer la protection de nos braves bûcherons qui font un si rude travail dans la forêt.

Pouvons-nous forcer les compagnies à procéder directement sans utiliser les sous-contracteurs et à nous soumettre une échelle des salaires qu'elles entendent payer? Peut-être. Pouvons-nous laisser continuer le régime des sous-contracteurs, mais à la condition que ceux-ci rémunèrent leurs employés d'après une échelle de salaires raisonnables? Peut-être encore. À tout événement, notre enquête se poursuit, et je répète que cette question sera réglée définitivement. Nous ne voulons pas que le bûcheron travaille pour un salaire de famine et qu'il sorte de la forêt sans rien du tout.

On nous avait demandé de fixer un salaire minimum. Je ne crois pas que cela constituerait une solution, car ce salaire minimum deviendrait vite un salaire maximum. Car les entrepreneurs diront qu'ils paient le montant reconnu par la Chambre et ne paieront certainement pas plus. À Rouyn, il y a eu

une émeute sérieuse. Nous avons fait enquête et nous avons constaté que tous les hommes employés par la compagnie tiraient un salaire de \$26 par mois et que certains employés tiraient \$35 par mois. Les misères ont été amenées par des gens qui ne savaient pas manier une hache. En raison de la dépression, il y a certains hommes travaillant en forêt qui n'auraient pas, en temps normal, fait ce travail et qui ne sont pas qualifiés pour le faire. Nous étudions la question et nous demandons, pour la résoudre, le concours de toutes les bonnes volontés.

Le discours du trône annonce aussi une loi pour contrôler les taux de l'électricité. Nous voulons donner à la Commission des services publics le contrôle complet sur les taux de l'électricité partout, quelle que soit l'importance des municipalités ou de la chute d'eau dont on tire l'énergie.

Nous voulons refondre toutes nos lois de police de manière à placer sous un contrôle unique la police provinciale et la police de la Commission des liqueurs de Québec. On réalisera ainsi une meilleure coopération, plus d'économie, et nous espérons obtenir de meilleurs résultats. Une autre mesure importante contenue dans le discours du trône, c'est l'extension juridique du contrat collectif du travail. La chose nous a été demandée par les ouvriers. Quelques unions voient venir cette mesure avec défiance et crainte. Il faut comprendre ce que cela veut dire. Il ne saurait être question de fixer des taux de salaires, à moins que les patrons et les ouvriers ne s'entendent et que l'entente ne soit garantie par les deux parties intéressées.

L'extension juridique s'étend, une fois fixée, à ceux qui ne font pas partie du contrat. Quelle est la situation aujourd'hui? Nous avons reçu des délégations de corps de métiers qui nous ont dit: Nous voulons travailler, mais il y a des ouvriers qui ne sont pas de l'union et qui s'offrent à travailler à moitié prix. Nous voulons être protégés, nous ont-ils dit. Est-il juste que les corps de métiers reçoivent cette protection? Ils ont droit à avoir un salaire raisonnable. Nous ne désirons pas des salaires excessifs, mais nous voulons que les ouvriers en aient assez pour vivre confortablement et pour habiller, instruire et nourrir leurs enfants. Il y a des entrepreneurs qui soumissionnent et engagent ensuite des employés à des salaires extrêmement bas, en laissant de côté les ouvriers de métiers.

Est-il nécessaire d'aider ceux-ci? Allons-nous laisser ainsi détruire nos métiers organisés ou intervenir pour leur accorder une protection équitable? En vertu de la loi qui sera présentée bientôt par le ministre du Travail (l'honorable M. Arcand), les contrats passés

entre les unions et les patrons serviraient de barème pour les salaires non syndiqués. Ces derniers ne pourraient alors obtenir de l'emploi en offrant leur main-d'œuvre à des prix dérisoires. Ainsi, nos corps de métiers organisés, nos unions ouvrières seraient protégées. Le ministre du Travail aura l'occasion d'expliquer ce projet qu'il soumettra à la Chambre ces jours-ci.

Je veux répondre à une attaque qui nous est souvent lancée, à nous du gouvernement et du Parti libéral, par des adversaires politiques ou d'autres personnes qui se gardent bien de faire de la politique. On nous dit: "Vous êtes les amis des trusts: vous aidez les trusts et c'est là la cause actuelle de la crise chez nous." Pour un peu, on rendrait le gouvernement de Québec responsable de la crise mondiale.

Sommes-nous, comme nous disent certains jeunes, "des trustards"? Je me demande ce que le Parti libéral a fait pour qu'on vienne nous dire que nous aidons les trusts et que nous protégeons le mauvais capital. Quelle loi avons-nous passée, quelle mesure avons-nous prise pour que l'on soit justifié de nous adresser de tels reproches? Si nous interrogeons le passé de notre parti, nous voyons au contraire que les libéraux se sont attaqués aux trusts.

Le capitalisme! On abuse beaucoup du mot par le temps qui court. S'il y a un endroit dans ce pays où on a besoin du capital, c'est la province de Québec avec ses richesses naturelles, qui doivent être développées. Les Canadiens français qui n'ont point de fortune ont besoin du capital étranger pour développer leurs ressources. Je n'ai pas d'hésitation à dire que les attaques qui sont venues d'en haut et d'en bas ont rendu le capital inquiet. Il y a des gens qui voudraient venir s'établir dans la province de Québec et qui nous demandent: "Où voulez-vous en venir dans Québec avec cette lutte contre le capital? On attaque le capital, on prêche presque le socialisme." Prenons garde d'éloigner le capital étranger dont nous avons besoin pour agrandir notre province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le bon capital!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Nous ne parlons que de bonnes choses ici. À ceux qui dirigent et qui peuvent créer une impression, je demande en grâce de ne pas dire que Québec n'est pas un bon endroit pour placer son argent.

Qu'avons-nous fait pour mériter d'être qualifiés de trustards? Qu'avons-nous fait pour protéger le mauvais capitalisme au détriment de l'ouvrier? Jetons un coup d'œil en arrière et voyons si

nous avons posé des actes pour favoriser le capitalisme au détriment de la loi. Prenons, par exemple, le commerce des liqueurs. S'il y avait un trust, c'était bien celui-là. Qui a mis en jeu le sort du gouvernement et du Parti libéral de la province de Québec pour détruire ce trust? C'est le gouvernement actuel. Nous avons détruit ce trust sans hésitation.

Est-ce là le fait d'un gouvernement qui veut aider les "trustards"? Quel est le gouvernement qui a fait enquête sur les prix du charbon? Le gouvernement d'Ottawa a fait une enquête privée sur le commerce du charbon, mais il a reculé devant les procédures à prendre. Il nous a envoyé ses exhibits, un coffre rempli de papiers contenant la preuve faite à cette enquête fédérale, et il nous a dit: "Marchez!" Nous avons marché. Ça nous a coûté cher, mais nous avons fait condamner des marchands de charbon qui avaient enfreint la loi, à \$30,000 d'amende. Était-ce là l'acte de gens qui protègent les trusts?

Sous le régime de mon prédécesseur, nous avons lutté contre le trust du tramway à Montréal. Le trust a été brisé de telle façon que, lorsque la compagnie a payé 6 % à ses porteurs d'obligations, elle a été obligée de remettre le reste à la ville de Montréal. On a parlé du trust d'électricité. C'est le gouvernement actuel qui a empêché l'exportation de l'énergie électrique aux États-Unis, et on sait si les compagnies ont combattu ce projet. On se souvient des injures que l'on nous a jetées l'an dernier, parce que nous nous opposions à la demande de la ville de Québec qui voulait la municipalisation de l'électricité. Nous étions d'avis que cette municipalisation n'était pas dans l'intérêt de Québec. On nous a prêté tous les motifs. Pourtant, une commission nommée par la ville est arrivée aux mêmes conclusions que nous. Québec a passé un nouveau contrat avec la compagnie.

On nous dit: "Vous avez de vos membres qui sont officiers de compagnies, qui siègent dans les bureaux de direction." Permettez-moi de vous dire ce qu'un homme d'État d'Angleterre, Lord Balfour, qui fut chef du Parti conservateur en Angleterre, disait:

"Répandre à l'étranger l'idée qu'un homme déroge à l'honneur, s'il voue son travail à la direction de compagnies publiques, est la pire chose que vous puissiez faire dans l'intérêt de ce grand pays commercial. Personne n'a songé qu'il valait la peine - je regrette de l'avouer - de me demander de devenir directeur d'une compagnie, mais je vous assure que je considérerais comme un beau compliment que la demande me fût faite par une compagnie honorable. Dans l'intérêt public, je m'oppose fortement à cette motion qui veut qu'un homme ait mal agi, qu'il ait

accompli une action dont il faut rougir un peu, quand il a accepté la responsabilité d'aider à une grande corporation publique à accomplir une œuvre dont dépend, remarquez-le bien, la prospérité du pays. Je ne puis imaginer usage plus honorable du cerveau et de l'énergie départis par la Providence à un citoyen de ce pays que de les employer à une œuvre aussi bonne."

Je m'oppose à cette façon de voir qui veut qu'un homme agisse mal à propos quand il accepte de faire partie du bureau de direction d'une compagnie, pour se confiner à son bureau de ministre, qu'il n'accepte pas de se mêler à des hommes d'affaires, quand il doit voir au gouvernement de la province. Pourquoi ne resterait-il pas en contact avec des hommes d'affaires avertis, qui peuvent pourtant le renseigner sur bien des choses utiles à leur gouvernement, qui se complètent les uns et les autres? Pourquoi vouloir reléguer les politiciens dans leurs parlements? Nous avons des affaires à régler, et non seulement de la politique. Soyez certains que, si nous restions simplement dans le code de la politique, nous manquerions quelque chose et beaucoup.

M. l'Orateur, je termine. Les temps sont durs. Les responsabilités qui pèsent sur nous sont lourdes. Un journal de Montréal a dit hier soir que notre labeur est effroyable. Je crois que le terme est exagéré, mais vous ne savez pas combien le fardeau des responsabilités gouvernementales pèse sur nous. Si l'on savait les demandes que nous recevons, les plaintes qui nous accablent chaque jour, peut-être que nos critiques sympathiseraient avec nous. La critique est facile. Je voudrais que nos critiques passent quelque temps à ma place. Peut-être que beaucoup de nos critiques y mêleraient moins d'amertume.

Je ne sais pas ce que la Providence nous réserve. Mon honorable ami le chef de l'opposition a dit tantôt qu'il voulait bien coopérer avec nous. Je l'en remercie. Nous avons une législation sociale importante. Si elle est bonne et bien faite dans l'intérêt de la province de Québec, elle sera de nature à corriger bien des maux et à apporter un rayon de soleil à notre population. J'invite les députés de la Chambre à coopérer le plus étroitement possible et j'espère que, lorsque nous nous séparerons, nous pourrions dire que nous venons de terminer l'une des sessions les plus fructueuses de la Législature de Québec.

**M. Guertin (Hull):** M. l'Orateur, il est "6 heures".

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** accepte qu'il soit "6 heures".



**M. l'Orateur suppléant:** Et je quitte mon siège.

À 5 h 30, la Chambre suspend ses travaux.

### **Reprise de la séance à 8 h 15**

#### **Adresse en réponse au discours du trône**

Le débat se poursuit sur l'adresse.

**M. Guertin (Hull):** M. l'Orateur, j'ai écouté avec une certaine satisfaction la lecture du discours du représentant de Sa Majesté, car, contrairement à celui de l'an dernier, il contient des passages qui font naître de nouvelles espérances dans les cœurs de certaines classes de notre société, pour lesquelles j'entretiens, comme vous le savez, des sympathies non déguisées.

En relisant attentivement ce discours, ma pensée s'est reportée sur les luttes que j'ai livrées dans cette Chambre par le passé pour la revendication d'une législation sociale plus généreuse, alors que j'obtenais pour seule réponse des qualificatifs de nature à décourager ou à intimider, et employés dans l'unique but de cacher une fausse éducation sociale, une mauvaise compréhension de ses devoirs de législateur, quand ce n'était pas pour cacher des turpitudes.

Les jours se suivent mais ne se ressemblent pas. Il n'y a pas longtemps, pour certains membres du gouvernement, c'était du bolchévisme que de réclamer le droit de municipaliser l'électricité; aujourd'hui, le principe est admis. C'était de la démagogie que de réclamer une législation sur les salaires des hommes; aujourd'hui, le discours du trône nous annonce une telle législation pour la protection des ouvriers de la forêt ainsi que l'extension juridique des conventions collectives de travail, qui vise au même but et donnera les mêmes résultats pour les ouvriers syndiqués. N'ai-je pas raison de ressentir un peu de satisfaction devant de telles concessions? Si j'ai joué ne serait-ce qu'un petit rôle dans ce changement de mentalité du premier ministre, j'en suis modestement ravi.

Ainsi, je m'en réjouis grandement, et cette joie se communiquera à tous les ouvriers de la province le jour où ces bonnes intentions se traduiront par une législation que l'on fera respecter. Autre cause de réjouissance dans ce passage où les honorables

membres de la Chambre sont avertis, sans précision toutefois, qu'ils auront à discuter de législation sociale. Le gouvernement aurait-il décidé enfin d'accorder la pension de vieillesse, ou encore les allocations aux veuves chargées de familles, mesures que nous réclamons depuis si longtemps? J'ai raison de le croire, si l'honorable premier ministre était sincère quand, dans l'élection partielle du comté de Wolfe, il parlait du plan fédéral de pensions de vieillesse sans le condamner, et cela, pour la première fois, et quand, il y a à peine quelques jours, il déclarait que la charte du monde nouveau se trouvait dans cette lumineuse encyclique que venait d'interpréter Son Éminence le cardinal Villeneuve<sup>10</sup>.

J'espère que le premier ministre passera des paroles aux actes et s'efforcera de corriger les abus du capitalisme dénoncés par le cardinal, comme il travaillera à l'instauration d'un régime plus respectueux de la justice et de la charité. J'ai confiance que l'honorable chef du gouvernement a enfin réalisé qu'il y a une question sociale dans notre belle province, qu'il y a autre chose à protéger que les compagnies et le capital-argent. Et je m'arrête de crainte de me lancer dans des reproches qui pourraient le distraire des bonnes dispositions dont il a fait preuve depuis quelque temps. Car je serais bien coupable si, pour un simple argument politique, je devais faire manquer de si beaux projets.

Les agriculteurs de cette province sont menacés d'être dépossédés et réduits à la misère. Si nous ne prenons garde, nous assisterons à une catastrophe nationale inconcevable, car nous assisterons à la décadence d'une culture et d'une civilisation de 200 ans. Nous sommes virtuellement entourés de symptômes d'effondrement, et le communisme dans toute sa laideur menace de faire chez nous des progrès sensibles par ses appels séduisants à une race découragée et brisée.

Le peuple, déçu par les résultats que donnent les abus incorrigés commis par les maîtres du système économique actuel, ou mal dirigé, ou encore trompé par leurs maîtres politiques, en arrive vite à croire que n'importe quelle réforme économique ou politique serait préférable à l'esclavage auquel il est aujourd'hui assujéti. Notre prolétariat, réduit à l'indigence, est vite rejoint par les agriculteurs et la classe moyenne, et nous sommes menacés de voir le tout tomber dans une indigence permanente, le paupérisme. Nous sommes menacés de cette plaie purulente, et cela, dans un pays si jeune, si riche, dont les ressources naturelles sont illimitées, mais malheureusement aux mains d'un capital étranger et cupide.

Dans notre pays, les richesses ont été canalisées vers quelques individus ou quelques trusts. C'est que, pendant cette période de calamité nationale, tout comme pendant la guerre, certains coquins se sont enrichis avec le sang de nos enfants. Des exploiters profitent de la misère du peuple, et pour s'en convaincre, on n'a qu'à examiner les statistiques publiées par le dernier numéro de *l'Annuaire statistique du Canada*. On y trouve que le nombre d'individus payant l'impôt sur un revenu de \$30,000 à \$50,000 a augmenté de 60, de 1928, année qui a précédé la crise, à 1932 au beau milieu de la crise, pendant que le nombre de ceux qui paient l'impôt sur un revenu de \$50,000 et plus durant la même période a augmenté de 98.

Est-ce là une équitable répartition de la richesse? N'y a-t-il pas là matière à se voiler la figure? N'y a-t-il pas là une preuve évidente qu'il y a quelque chose de défectueux dans l'ensemble de nos lois quand, dans ces jours sombres, on voit de plus en plus de millionnaires? N'y a-t-il pas là évidence qu'il y a au pays un monopole monstrueux du commerce, de l'industrie et de la finance?

Tournez la page au chapitre des banques et vous trouverez, suivant cet annuaire, que les trois plus puissantes banques du pays ont payé à leurs actionnaires des dividendes de 14 % en 1930, de 12 % en 1931, et de 11 % en 1932. Est-ce là une équitable répartition des richesses, tel que le veut la justice sociale? N'y a-t-il pas là un scandale honteux? Pendant que tout nous semble paralysé dans le monde des affaires, pendant que le travail a vu le prix de sa location réduit à une maigre pitance, des maîtres en exploitation humaine augmentent leurs profits ou les maintiennent à un niveau exagéré et révoltant.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mon honorable ami connaît-il les noms des principaux actionnaires de nos grandes compagnies?

**M. Guertin (Hull):** Ces grands coupables sont bien connus.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous les trouvez coupables?

**M. Guertin (Hull):** Oui.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Très bien.

**M. Guertin (Hull):** Grands coupables aussi sont ceux qui paient des salaires de famine aux

bûcherons. Les salaires de nos ouvriers sont insuffisants, et quand ils font des représentations à leurs patrons, on leur répond: "La manufacture n'est pas une entreprise philanthropique". Il faut changer ce régime. Nous avons à choisir entre nous laisser mener et exploiter par les trusts jusqu'à l'aboutissement qu'ils auront causé: le renversement par un élément plus détestable et plus dangereux, le communisme. Ou bien suivre les directives données par nos économistes et nos sociologues: consentir des mesures sociales qui pourront soulager le peuple. Et c'est en travaillant à faire rendre gorge à ceux qui abusent de la puissance de l'argent, à leur faire desserrer l'étreinte qui nous étouffe que nous éloignerons le danger du communisme. Pour conserver le juste milieu, il y a des réformes sociales qui sont urgentes, et c'est de cette manière seulement que nous réussirons à maintenir l'ordre et à garder la paix sociale.

Le système capitaliste vivra en autant que nous l'épurons et que nous ferons disparaître ses excès. Et le meilleur ami de l'ordre est celui qui dénonce ces forbans de la finance, en réclamant pour le peuple le droit de la sécurité contre les multiples dangers qu'offre le système économique présent, ainsi que sa part de liberté et de soleil. Les chiffres que j'ai cités illustrent la situation dans tout le pays et, sans peur aujourd'hui d'établir des responsabilités, nous savons que c'est la province de Québec qui est le château fort des escrocs financiers et le paradis des exploiters.

Les trusts doivent être exterminés et les trustards pourchassés, qu'ils aient ou non la protection des partis politiques. La province de Québec doit se libérer des ogres qui la dévorent. Le peuple doit reprendre ses droits. Les Canadiens français doivent s'émanciper économiquement ou périr comme entité nationale. Et comme l'écrivait, dans *Le Droit*, un de nos éminents concitoyens, M. Léopold Richer, puisque la finance est grandement responsable du bouleversement actuel, attaquons-la avec énergie et courage. Il faut redresser, corriger, enchaîner au besoin.

Les circonstances sont tragiques, il ne s'agit plus d'assurer la survie d'un parti politique ou d'un chef politique, mais celle de la société. Le parti n'est qu'un moyen d'arriver à cette fin. Seul un programme d'action économique, sociale, qui soit la base d'une réforme morale dans la conception des relations entre tous les membres de la société et de leurs obligations réciproques, pourra opérer cette survie.

J'ai dit réforme parce que je crois au droit de propriété, au droit de l'individu d'avoir un juste

retour ou rémunération pour son labeur, de pouvoir travailler à la perfection de sa personnalité par son travail, suivant son intelligence et ses aptitudes, afin qu'il puisse aider au bien-être général; parce que je crois que les institutions, l'industrie, le commerce, l'agriculture, les arts, en un mot toutes les activités humaines ne sont toutes que des moyens pour arriver à cette fin donnée à l'homme, non pas à des hommes, de posséder les ressources matérielles nécessaires pour assurer une aisance relative à sa famille, lui faciliter l'exercice de la vérité et qui le portera à pratiquer ce commandement: "Aimez-vous les uns les autres", comme le disait hier l'honorable député de Jacques-Cartier (M. Rhéaume).

Tout bon citoyen qu'intéresse la question sociale a dû, comme moi, subir un choc à la nouvelle des conclusions et recommandations de la commission royale chargée de faire une étude de la situation dans le dominion voisin, Terre-Neuve, alors que seul le côté finance est entré dans leurs considérations.

Ne faudrait-il pas procéder plutôt comme le nouveau gouvernement cubain qui vient de décréter que la compagnie électrique de Cuba, propriété des citoyens des États-Unis, devra réduire ses taux de consommation de 35 %, sans quoi elle sera passible d'une amende de \$200,000,000?

Les corporations qui contrôlent l'industrie sont des corps sans âme. Elles n'ont qu'une fin, qu'un but, le succès de leur entreprise à quelque coût que ce soit. L'ouvrier n'est plus un être humain, mais une partie de l'outillage; encore la partie la moins primée, parce qu'il est toujours facile de la remplacer et qu'elle est moins onéreuse que l'outillage mécanique. Les officiers à la tête de l'exploitation sont des salariés qui ne peuvent justifier leur salaire et une promotion qu'en provoquant le plus grand rendement au coût le plus bas.

Ils ont intérêt à multiplier, accélérer les machines, diminuer les salaires, afin de diminuer le coût de revient. Si l'emploi d'une machine, en privant dix ouvriers de leur salaire, peut aider à produire à meilleur marché, son achat sera recommandé, les ouvriers seront congédiés et l'on vous répondra: "La manufacture n'est pas une entreprise philanthropique." Mentalité monstrueuse parce que toute entreprise, institution, doit tendre à l'avantage de l'homme; ce sentiment philanthropique doit exister.

Le machinisme doit servir au progrès du capital humain, et non être dirigé pour mettre les ouvriers de 45 ans au rancart. En réalité, le mal ne réside pas dans le machinisme, mais dans les retards du régime législatif qui ne suit pas le progrès. Les

principes de justice doivent être maintenus et les machines être mises au service de l'homme. Il est malheureux que le monde se soit dirigé dans la direction opposée ces dernières années. Dans l'univers entier, les hommes politiques, à part Mussolini et Roosevelt, n'ont pu suivre la marche du progrès, parce que entravés par la cupidité de la grande finance internationale. Ils se sont entêtés au contraire à maintenir l'ancien régime. Une législation sociale doit être créée pour suivre le progrès du machinisme.

Il (M. Guertin) veut des réformes. Il croit au droit de propriété, au droit de l'individu à un juste retour pour son labeur et au perfectionnement de sa personnalité pour collaborer au bien-être général. Malheureusement, dit-il, la doctrine qui a dominé le monde et le domine encore, c'est celle concrétisée par les Américains dans ces mots: "Struggle for life"; que je puis traduire dans le langage imagé de notre population: "Au plus fort la poche." Doctrine fautive qui ne peut que multiplier les difficultés sociales. Pour atteindre le succès, les richesses, tous les moyens semblent bons. Exploiter la naïveté des uns, l'avidité, la cupidité des autres; tromper, mentir, n'avoir d'autre code moral que la crainte de la prison, danger que l'on éloigne davantage chaque jour en faisant légaliser les pires injustices. Voilà la mentalité qu'il faut réformer.

Quelles sont donc ces mesures de justice nécessaires au salut public? Elles sont de deux sortes. Les unes, des mesures d'urgence à cause de la crise actuelle; d'autres, d'un caractère permanent. Et pour me guider dans la nomenclature bien incomplète que je veux faire, je ne puis faire mieux que de suivre ce merveilleux et magnifique programme de restauration économique et sociale préparé par l'École sociale populaire<sup>11</sup>, un groupe d'hommes d'études nullement intéressés dans le sort des partis politiques, n'ayant à cœur que le bonheur de leurs compatriotes et le progrès de leur chère province.

Dans la première catégorie, il faut d'abord la continuation des secours aux sans-travail jusqu'au jour où nous pourrions leur procurer du travail. Il faut le maintien du cultivateur sur sa terre par des secours généreux et un moratoire adéquat; il faut du secours aux municipalités menacées de banqueroute, désastre dont les conséquences seront irréparables, et je m'empresse de déclarer que la suggestion que se propose de faire l'honorable premier ministre a pour effet d'exempter les municipalités de toute contribution dans le coût des secours et rencontrera l'appui unanime de la population.

Dans les mesures permanentes, il faut le retour à la terre et une véritable politique de

colonisation, possible seulement par une commission indépendante de la politique, investie de tous les pouvoirs nécessaires et alimentée par un subside respectable voté à l'avance pour une période assez longue pour permettre l'exécution d'un plan à longue portée.

Il faut à tout prix doubler notre production agricole, afin de mettre fin à cette situation absurde d'une province agricole, ayant d'une part une cinquantaine de mille chômeurs, vivant des secours de l'État, et d'autre part, des milliers d'acres de terres arables n'attendant que la charrue pour produire, pendant que cette même province est dans l'obligation d'acheter à l'étranger au moins la moitié de presque tous les produits dont elle a besoin pour nourrir sa population et qu'elle peut produire elle-même.

Il faut encourager la petite et la moyenne industrie, afin de produire les objets d'usage courant que nous sommes obligés encore d'acheter à l'étranger; et cela ne peut être fait que par la création d'un conseil économique comme je l'ai tant de fois demandé dans cette Chambre. Avec l'abolition des trusts, il faut des réformes financières par une nouvelle loi des compagnies, des enquêtes sur les monopoles et les compagnies d'utilités publiques, la punition des financiers véreux et des coupables, une meilleure protection de l'épargne populaire.

Il faut le respect des lois, surtout des lois ouvrières violées de façon si insolente. Il faut surtout la mise en vigueur immédiate de la loi fédérale des pensions de vieillesse. Il faut, comme ailleurs, des allocations aux mères nécessiteuses. Il faut une loi de salaire pour les journaliers et peut-être même une loi de salaire maximum pour mettre un frein à certains appétits.

Voilà l'Évangile que doit embrasser tout homme de cœur, suffisamment informé sur les besoins de la population et dont les intentions sont droites et sincères. Voilà le credo politique que je me propose de suivre, qu'il soit énoncé et promis par l'un ou l'autre des partis ou même par un nouveau groupe, qui aurait à sa direction un homme qui donnera toutes les garanties de compétence et de sincérité nécessaires pour la réalisation de réformes aussi pressantes.

Il nous faut sortir des ornières où nous ont enfoncés nos préjugés et faire passer les intérêts de la nation avant les intérêts de parti, sans quoi nous devons nous préparer pour le pire, car les jours du bourrage de crâne et de la ploutocratie sont passés. Les esprits sont las d'une continuelle attente et d'une continuelle déception. Il nous faut marcher de l'avant et regarder, non plus le passé dans lequel nous découvrons la source de nos maux, mais dans l'avenir qui contient toutes les espérances. J'ai fini.

Après la rhétorique dont nous avons été gratifiés cet après-midi, je crois devoir m'excuser de la pauvre forme littéraire et de l'incomplet de ce discours.

Toujours j'ai cru qu'il n'y avait rien de plus noble, de plus chrétien et de plus homme, que de me porter à la défense de ceux qui ne peuvent se défendre, comme toujours j'ai cru que nous, de la province de Québec, devrions être un flambeau pour le reste du pays quand il s'agit de réformes sociales, parce que nous sommes favorisés comme catholiques de la plus lumineuse des directions, celle des Saints-Pères de l'Église catholique, qui vient d'être interprétée avec tant de clarté par la plus haute autorité religieuse du pays, devant celui qui n'a qu'à le vouloir pour faire de notre belle province, celle où régnera le plus de justice et de bonheur.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Il n'y a pas d'autres sujets auxquels vous auriez pu toucher?

**M. Guertin (Hull):** La session ne fait que commencer. L'honorable premier ministre aura sa réponse avant longtemps.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Ce n'est pas moi qui attends cette réponse.

**M. Lamoureux (Iberville):** M. l'Orateur, nous venons d'entendre le programme du troisième parti de cette Chambre. Je félicite l'honorable député de Hull. Il nous a fait un beau discours et a démontré que son parti sera paisible. On m'a reproché d'avoir certaines ambitions. Je n'ai pas d'autre ambition que celle de travailler pour le bien de la classe agricole en général et des cultivateurs de mon comté en particulier. Je ne désire même pas aller au Conseil législatif.

Je veux répondre à un conseiller législatif<sup>12</sup> qui a parlé récemment à Montréal et a dit: "Je suis heureux d'être au Conseil législatif, car je suis débarrassé des immoralités de la politique, entre autres, la distribution de boisson aux électeurs." Il prétendait qu'un député ne peut être élu sans donner des bouteilles de whisky aux électeurs. Dans mon comté, je n'ai jamais eu de telles demandes. Je n'ai jamais distribué une seule caisse de boisson à mes électeurs; c'est tout juste si j'ai eu à donner un p'tit coup par-ci par-là! (Rires)

Nous connaissons tous de réputation l'honorable député de Jacques-Cartier (M. Rhéaume). Nous nous attendions à un bon discours de sa part. Je félicite aussi le second et les nouveaux députés. Je

félicite également l'honorable chef de l'opposition (M. Duplessis) qui a été élu chef de son parti malgré les tracasseries qu'il a eues. C'est un homme aimable et affable que je félicite d'avoir eu des rapports...

(Rires)

Il (M. Lamoureux) affirme que des distributeurs de lait de Montréal ont volé des producteurs de lait. La Commission de l'industrie laitière ne peut intervenir, faute de pouvoirs suffisants. On veut lui donner le pouvoir de fixer le prix du lait, et je crois que c'est nécessaire. Il se dit enchanté du projet annoncé dans le discours du trône qui assurera le contrôle du prix du lait. La loi du moratoire, adoptée l'an dernier, devrait rester dans nos Statuts tant qu'on en aura besoin, et elle devrait s'étendre aux billets promissaires.

Si l'on augmente le budget de la voirie, on aidera les cultivateurs, car le ministère de la Voirie aide beaucoup la classe agricole, et nous aurons des chemins mieux entretenus.

Avons-nous besoin ou n'avons-nous pas besoin de crédit agricole? La plupart des députés de cette Chambre répondraient oui dans le temps des élections. Il ne faut pas dire oui et ne rien faire. Si le crédit agricole est nécessaire, il faut l'exiger. Puisque nous sommes en famille, je vous dirai que 50 à 60 % des cultivateurs de cette province seraient ruinés et dans le chemin, si leurs créanciers exigeaient le paiement de ce qui leur est dû. Autrefois, nous avions des prêteurs d'argent dans les campagnes. Depuis la guerre, ils ont placé leur argent dans les obligations des municipalités et des gouvernements ou des compagnies.

Il dit qu'un crédit agricole par les caisses populaires est impossible parce que celles-ci sont sur le point de la liquidation. C'est un crédit agricole sur la même base que celui d'Ontario qu'il nous faut. La Commission du crédit agricole ontarien émet des débentures à 4½ % que le gouvernement rachète à 5½ %. Depuis 1921, l'Ontario a prêté \$50,000,000 et réalisé un profit de \$760,000. Dans notre province, on pourrait émettre pour \$2,000,000 d'obligations à 4 % et l'on sauverait 6,000 cultivateurs. La perte pour le gouvernement ne dépasserait pas 5 % et, étalée sur plusieurs années, une telle perte serait négligeable lorsqu'on se rendra compte des bénéfices aux cultivateurs.

J'espère que le Parti libéral nous donnera le crédit agricole. L'honorable chef de l'opposition semble bien disposé à l'égard de la classe agricole. Pourquoi n'a-t-il pas inscrit dans le programme de son parti la création d'un crédit agricole basé sur le système de l'Ontario? Je ne crois pas avoir convaincu

le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout), mais je demande aux députés ruraux de m'aider à le convaincre.

**M. Giguère (Dorchester):** M. l'Orateur, je félicite le proposeur et le secondeur de l'adresse. Je me permets de féliciter l'honorable chef de l'opposition de son élection. À vaincre sans péril, on triomphe sans gloire, et il est certainement revenu glorieux des coups de Sherbrooke, même si le Parti conservateur ne peut tirer aucune gloire de cette réunion.

Les autorités religieuses et civiles sont unanimes à reconnaître la primordiale importance d'un effort coordonné et soutenu dans l'agriculture et la colonisation, si nous voulons atténuer autant que faire se peut les malaises dont nous souffrons. C'est ma conviction profonde, M. l'Orateur, que l'un des moyens les plus effectifs de diminuer le nombre de chômeurs, c'est de ramener dans nos campagnes tous ces fils de cultivateurs, tous ces déracinés qu'une prospérité factice avait attirés vers les grands centres.

Nous dépensons annuellement des millions de dollars pour donner tout juste l'essentiel aux milliers de chômeurs de nos villes, sans autre profit pour la province que d'empêcher ces malheureux et leurs enfants de mourir de faim. Évidemment, nous devons nous intéresser au triste sort de nos compatriotes qu'une crise sans précédent prive de leur pain quotidien, mais il est avéré qu'un grand nombre de ceux-ci iraient avec joie et reconnaissance vers nos bonnes terres de colonisation, s'ils avaient l'avantage de pouvoir le faire. Ils n'y vont pas parce qu'ils ne le peuvent pas! Les millions dépensés en secours directs ne rapportent rien à la province ou à la nation, tandis que chaque dollar dépensé en vue de placer un colon sur la terre contribue à agrandir et à enrichir le patrimoine national.

Notre classe agricole, avec ses goûts simples, ses exigences modestes, son amour des traditions, son profond attachement à la religion et son respect pour l'autorité, constitue l'armature de notre vie nationale et le plus solide rempart qu'ait le Canada tout entier contre le communisme et toutes les idées subversives.

Autant de raisons, M. l'Orateur, de protéger, d'aider, d'encourager l'agriculture et de consentir les plus lourds sacrifices, non seulement pour la maintenir, mais pour la développer et y diriger tous ceux qui auraient quelque goût pour la terre et quelque aptitude pour la culture. À mon humble avis, je le répète, c'est le seul placement sûr pour les deniers de la province. Il (M. Giguère) félicite ensuite le ministre de l'Agriculture (l'honorable

M. Godbout) et lui demande de continuer à encourager cette classe intéressante de la population.

Je voudrais maintenant, Monsieur, ajouter un mot à ce qui a été dit, relativement à la situation extrêmement précaire faite à nos braves bûcherons un peu partout dans la province, et je félicite l'honorable premier ministre pour ce qu'il a dit cet après-midi. Dans le comté que j'ai l'honneur de représenter ici, un grand nombre de cultivateurs, surtout dans ce qu'on est convenu d'appeler le "haut" du comté, doivent recourir au travail dans les chantiers pour se procurer, au cours de la saison morte sur la ferme, le supplément nécessaire pour boucler leur budget familial.

C'est mon devoir de dire que la rémunération qu'ils reçoivent présentement est absolument insuffisante, voire même dérisoire et suprêmement injuste. Quand un père de famille, et Dieu merci nous avons chez nous de belles familles nombreuses, quand un père de famille, dis-je, travaillant comme seuls nos bûcherons canadiens peuvent le faire, ne réussit qu'avec peine à se sauver 50 sous par jour, personne, je pense, ne voudra soutenir que c'est là un salaire équitable. J'ai vécu toute ma vie au milieu des bûcherons et je sais ce dont ils sont capables. M. Édouard Lacroix disait récemment "qu'il faut faire affaire en dehors de la province pour apprécier ce qu'est un bon bûcheron canadien". Il a parfaitement raison!

Je comprends que certaines difficultés puissent se dresser devant le législateur, surtout en temps de crise, mais je suis certain d'exprimer l'opinion de cette Chambre en disant que l'habileté, l'expérience et l'énergie de l'honorable premier ministre, - qui en a vu bien d'autres, - ainsi que l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Arcand), trouveront à brève échéance une solution satisfaisante à ce problème et que, désormais, on ne tolérera plus que nos bûcherons reçoivent moins qu'un dollar par jour, et nourris.

Je termine, M. l'Orateur, par une expression de vive admiration pour l'honorable premier ministre de cette province qui, au milieu des difficultés innombrables de l'heure présente, donne à son peuple un si bel exemple de vaillance, d'énergie et d'ardent patriotisme. Que la Providence veuille longtemps encore garder une main aussi vigoureuse et ferme à la barre des affaires de notre chère province de Québec.

L'adresse en réponse au discours du trône est adoptée<sup>13</sup>.

### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), que mardi, le 23 janvier courant, cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand aurons-nous les *Comptes publics*?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Bientôt.

Adopté.

### Voies et moyens

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), que mardi, le 23 janvier courant, cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande si le discours du budget sera prononcé ce jour-là.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** répond par la négative.

Adopté.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur suppléant** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

#### CONSEIL LÉGISLATIF

Le 10 janvier 1934

**Résolu:** Qu'il soit nommé un comité permanent pour assister l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif comme membres de la commission mixte des deux Chambres, au sujet de la Bibliothèque et que cette commission soit composée des honorables MM. Bryson, Chapais, Choquette, Daniel, Girouard, Kelly, Power et Simard.

Il est ordonné que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

Il est ordonné que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

#### **Comité permanent mixte de la Bibliothèque de la Législature**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils) que les honorables MM. Taschereau, Mercier fils, Perrault, Dillon et Francoeur, MM. Bédard, Béique, Côté (Bonaventure), Duffy, Fisher, Fortier, Gabias, Gault, Gauthier, Guertin, McDonald, Paquet et Rochette soient nommés membres du comité de la Bibliothèque et représentent cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres qui est chargé d'assister MM. les Orateurs dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature.

Adopté.

Il est ordonné qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message lui communiquant la résolution ci-dessus.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

#### **Comité permanent mixte des impressions législatives**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à cette Chambre pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que les honorables MM. Taschereau, Perrault et David, MM. Bergeron, Cohen, Duplessis, Élie, McDonald, Plante, Saurette et Smart représenteront cette Chambre dans ledit comité mixte.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

#### **Loi des huissiers**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 7 modifiant la loi des huissiers.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le but de ce projet est d'obliger un juge qui nomme un huissier à en donner avis au gouvernement. Il est arrivé que des huissiers ont été nommés, et nous l'avons ignoré.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Insaisissabilité de certains traitements et salaires**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 8 modifiant l'article 599 du Code de procédure civile concernant l'insaisissabilité de certains traitements et salaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Jours fériés**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 9 modifiant le Code civil et le Code de procédure civile concernant les jours fériés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Compagnies de télégraphe et de téléphone**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), la permission de présenter le bill 2 modifiant les lois concernant les compagnies de télégraphe et de téléphone.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Actes et documents dans les comtés de Bonaventure et Gaspé**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), la permission de présenter le bill 3 concernant certains actes et documents dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Heures de fermeture des débits de boissons

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), la permission de présenter le bill 5 modifiant la loi des liqueurs alcooliques concernant les heures de fermeture.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Un des objectifs du bill est de permettre à la Commission des liqueurs de garder ouverts en soirée, jusqu'à 11 heures du soir, plus de magasins que le permettent les amendements de l'année dernière.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Commission des liqueurs n'a-t-elle pas ce droit?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Pour deux magasins seulement. Dans des grandes villes, comme Trois-Rivières, on vous demande de permettre l'ouverture de plus de deux magasins.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Loi des mines

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (l'honorable M. Dillon), la permission de présenter le bill 10 modifiant la loi des mines de Québec.

Il donne quelques explications au chef de l'opposition.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Tricentenaire de Trois-Rivières

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 16 concernant la contribution du gouvernement pour assurer le succès des fêtes du troisième centenaire de la fondation de la cité des Trois-Rivières.

Adopté.

### Indemnité des jurés

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 12 modifiant la loi des jurés relativement à leur indemnité.

Nous voulons, dit-il, laisser au lieutenant-gouverneur le soin de fixer le salaire des jurés.

Adopté.

### Loi des mines

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (l'honorable M. Dillon), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 10 modifiant la loi des mines de Québec.

Adopté.

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 9 h 45.

### NOTES

1. Contrairement aux autres journaux, *The Chronicle-Telegraph* du 12 janvier 1934, à la page 8, dit qu'il s'agit de \$1,000,000.

2. *Le Soleil* du 12 janvier 1934, à la page 6, précise qu'en parlant de la jeunesse, M. Duplessis fait référence au regroupement des "Jeune-Canada".



3. Selon *Le Canada* du 12 janvier 1934, à la page 8, il s'agit de \$7,000,000.

4. M. Taschereau fait ici référence à deux auteurs qui ont écrit des ouvrages concernant les règles de procédure parlementaire, c'est-à-dire *Parliamentary Procedure and Practice in the Dominion of Canada* de Sir John George Bourinot, et *A Treatise on the Law, Privileges, Proceedings and Usage of Parliament* de sir Thomas Erskine May.

5. *Le Canada* du 12 janvier 1934, à la page 8, fait observer que M. Taschereau profite de l'occasion pour s'amuser aux dépens de MM. Houde et Barré, l'ancien chef de l'opposition tutoyant M. Barré tandis que ce dernier parle à son ami avec solennité.

6. *Le Soleil* du 12 janvier 1934, à la page 3, écrit "loyauté".

7. L'honorable M. Taschereau (Montmorency) se rapporte au fait que trois députés conservateurs ont fait défection à ce parti, à la suite de la convention de Sherbrooke. Il s'agit de M. Barré (Rouville), de M. Gault (Montréal-Saint-Georges) et de M. Guertin (Hull) qui se déclarent depuis comme indépendants sans pour autant former un autre parti.

8. *Le Canada* du 12 janvier 1934, à la page 8, signale que la remarque de M. Taschereau a déclenché des rires, parce que tout le monde sait que M. Gault est inoffensif.

9. L'honorable M. Taschereau (Montmorency) fait ici allusion au fait que le représentant de Hull (M. Guertin) se trouve maintenant assis aux côtés de M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) et de M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent), deux députés juifs.

10. Il s'agit de l'encyclique du pape Pie XI, *Quadragesimo Anno*, publiée le 15 mai 1931 et portant sur l'action sociale de l'Église catholique.

11. L'École sociale populaire est un groupe formé en 1911 par des clercs, principalement des Jésuites, visant à faire appliquer la doctrine sociale de l'Église catholique au Québec. En 1933, ils publient un programme de restauration sociale regroupant la plupart des revendications qu'ils font depuis plusieurs années.

12. Selon *L'Événement* du 12 janvier 1934, à la page 4, il s'agit de l'honorable Ernest Ouellet. Avant

d'être nommé conseiller de la division de La Vallière le 27 novembre 1930, il fut député libéral de Dorchester (1917-1930) et ministre sans portefeuille dans le cabinet Taschereau (1929-1930).

13. *The Chronicle-Telegraph* du 12 janvier 1934, à la page 8, écrit qu'il n'y a pas eu de mise aux voix.



## Séance du mardi 16 janvier 1934

## Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 3 h 10.

## Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

## Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de monsieur l'abbé Alfred Boulet et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'Orphelinat agricole de Saint-Ferdinand-d'Halifax (M. Bélanger);

- de monseigneur Auguste Boulet, demandant l'adoption d'une loi refondant la charte de la Corporation du collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, définissant mieux les droits de cette corporation et lui accordant de plus amples pouvoirs (M. Casgrain);

- de monseigneur Auguste Boulet, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation l'École supérieure d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, définissant ses fins, pouvoirs et droits ordinairement accordés à telles corporations et lui permettant d'assumer des obligations relativement à certains droits acquis (M. Casgrain);

- de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Crête);

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gabias);

- de dame Marie-Louise-Évelina Pratt et autres; de G.-Édouard-J.-H. Pratt; de Marguerite Pratt; de Émilie-Murielle Pratt; de J.-C.-Émile Bourdon et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt (M. Gabias);

- de Thomas Joseph McNally, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Gault);

- de dame Berthe Montbriand et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la

succession de feu madame Fortunate Blanchard (M. Plante);

- de M. le docteur David Law Hodges Forbes et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant en une municipalité de ville certaine partie du canton de Bourlamaque, sous le nom de "Ville de Lamaque" (M. Taschereau, Bellechasse).

## Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Marcel Poulin, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'étude de la profession d'avocat sans examen (M. Casgrain);

- de la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Crête);

- de Jalmar Frederick Susta, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom en celui de Charles Jalmar Frederick Anderson (M. Drouin);

- de Church Society of the Diocese of Quebec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte dans le but de définir clairement ses pouvoirs relativement à certains fonds possédés et gérés par elle (M. Gault).

## Rapports de comités:

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que les avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de dame M.-H.-Eugénie Starnes et autres, demandant l'adoption d'une loi validant certains actes concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque;

- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- du révérend père Philémon Bourassa et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la corporation des révérends pères Oblats de l'Immaculée Conception de Marie et permettant à cette dernière de changer son nom corporatif en celui de "Les missionnaires Oblats de Marie-Immaculée";

- de Andrew Dawes Porteous, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom de Andrew Dawes Porteous en celui de Andrew Dawes;

- de International Advent Christian Conference, demandant l'adoption d'une loi étendant ses pouvoirs et lui accordant le droit de tenir des registres de l'état civil.

#### **Prolongation des délais de pétitions**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que les délais fixés pour la présentation des pétitions introductives de bills privés soient prolongés au 25 janvier 1934; que les délais fixés pour la réception des pétitions introductives de bills privés soient prolongés au 31 janvier 1934, et que les pétitionnaires qui profiteront de ces prolongations de délais ne soient soumis au paiement d'aucun droit additionnel.

Adopté.

#### **International Advent Christian Conference**

**M. Taschereau (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 79 étendant les pouvoirs de la International Advent Christian Conference. Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Oblats de l'Immaculée Conception de Marie**

**M. Taschereau (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 104 modifiant la charte de la corporation des révérends pères Oblats de l'Immaculée Conception de Marie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Andrew Dawes Porteous**

**M. Taschereau (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 87 changeant le nom de Andrew Dawes Porteous en celui de Andrew Dawes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Hull**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande la permission de présenter le bill 80 modifiant la charte de la cité de Hull.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est pour M. Guertin?

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Oui<sup>1</sup>.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Substitution de M.-J.-A.-A. Larocque**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 85 validant certains actes concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), la permission de présenter le bill 11 modifiant la loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il s'agit de prolonger le délai pour la suspension de l'exigibilité des créances hypothécaires.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pas d'autres changements à la loi?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Non.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Comparution des prisonniers**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 13 modifiant la loi des convictions sommaires de Québec, concernant la comparution des prisonniers.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi de la gazoline**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable

M. Godbout), la permission de présenter le bill 15 modifiant la loi de la gazoline.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Le mélange du pétrole avec la gazoline n'est pas une pratique rare. En agissant ainsi, le détaillant cherche à éviter une partie de la taxe sur la gazoline, car le pétrole n'est pas taxable en vertu de la loi. Le but recherché par cet amendement est de permettre au gouvernement de percevoir la taxe sur le pétrole mélangé à la gazoline et aussi d'empêcher le mélange de pétrole avec la gazoline après la vente de cette dernière, ce qui constitue un danger pour les moteurs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Perception des taxes scolaires**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 21 modifiant la loi de l'instruction publique, concernant la perception des taxes scolaires.

Il (M. Taschereau) explique que les municipalités devront avoir une comptabilité séparée et un compte de banque distinct pour les taxes scolaires. Il dit que la loi obligera les secrétaires-trésoriers municipaux à déposer leurs perceptions dans les banques "in trust", à destination des organismes chargés de l'administration financière des écoles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Municipalisation de l'électricité**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 22 concernant la municipalisation de l'électricité.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai déjà dit. Il s'agit de permettre aux municipalités de municipaliser sous

certaines conditions et sous certaines formalités leurs services d'électricité, lorsque les contribuables le voudront.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que la loi va s'appliquer à la cité de Québec?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oui.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Enregistrement d'un véhicule non utilisé**

**M. Fisher (Huntingdon)** demande, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), la permission de présenter le bill 152 relatif à l'enregistrement, en vertu de la loi des véhicules automobiles, d'un véhicule automobile non utilisé.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Indemnités pour les accidentés du travail**

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** demande, appuyé par le représentant de Yamaska (M. Élie), la permission de présenter le bill 150 modifiant la loi 23 George V, chapitre 98, ayant pour but de rétablir certaines indemnités.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Explications.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Je veux rétablir l'indemnité en cas d'accident du travail à ce qu'elle était auparavant, soit avant les amendements de l'an dernier. L'indemnité doit redevenir de \$12.50 au lieu de \$9.50, et cette indemnité doit être accordée à l'accidenté, quand son incapacité totale dure une semaine et plus.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le gouvernement est bien bon, mais je ne crois pas qu'il puisse aller aussi loin.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Libre choix du médecin pour les accidentés du travail**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur

(M. Bertrand), la permission de présenter le bill 151 modifiant la loi 23 George V, chapitre 98, ayant pour but de rétablir le droit qu'avait l'accidenté de choisir son médecin.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Explications. (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Comme il est question de rétablir un droit, je comprends que le gouvernement demande des explications. Le bill a pour but de rétablir un droit inaliénable qui appartient à l'ouvrier. Il n'a pas besoin d'autre explication.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Comme dirait l'honorable député de Rouville (M. Barré), c'est un peu vague comme explication.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Comparutions

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 18 modifiant la loi des convictions sommaires de Québec concernant les comparutions.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Loi des sociétés historiques

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), la permission de présenter le bill 23 modifiant la loi des sociétés historiques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. l'Orateur suppléant:** Ordre du jour.

### Canalisation du Saint-Laurent

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** M. l'Orateur, avant de passer à l'ordre du jour, comme l'honorable premier ministre part dans quelques instants, j'aurais des questions à lui poser: Sera-t-il question de la canalisation du Saint-Laurent à la Conférence interprovinciale? Et si l'on aborde le sujet, quelle attitude entend prendre le premier ministre? Pouvons-nous compter que les délégués de Québec garderont leur attitude du passé et s'objecteront à ce

projet dont la réalisation ferait un tort considérable à la métropole?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. l'Orateur, l'honorable député a raison de dire que nous allons partir dans quelques instants pour Ottawa, quelques-uns de mes collègues et moi. L'agenda de la conférence que nous a adressé M. Bennett ne contient pas le projet de la canalisation du Saint-Laurent. Le gouvernement d'Ottawa s'est déclaré favorable à ce projet qui est présentement à l'étude devant le Sénat américain et qui pourrait l'être pour longtemps encore.

S'il était soumis à la Conférence d'Ottawa à laquelle nous allons assister, la Chambre peut être assurée que je n'ai pas changé d'idée sur cette question, et je persiste à croire que le projet n'est pas bon pour le Canada.

En autant que je suis concerné, c'est un projet néfaste à la province, très dommageable au port de Montréal, très dommageable pour le Canada tout entier, surchargé d'une dette considérable que l'on va grossir encore par ces nouvelles dépenses. Je ne vois pas pourquoi nous devrions, à l'heure actuelle, dépenser des millions de plus sur ce projet. Si la majorité en veut, nous serons obligés de nous soumettre, mais je répète que si nous avons un mot à dire, nous combattons ce projet que nous considérons toujours nuisible aux intérêts du Canada et de la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette réponse équivaut à un commencement de débat. Je crois de mon devoir de corriger tout d'abord une affirmation non conforme aux faits. Les Communes n'ont encore pris aucune décision au sujet de cette question. On a décidé de faire une proposition à Washington. Si le gouvernement des États-Unis approuve le projet, alors il sera soumis aux Communes, qui décideront. D'ailleurs, je crois qu'il est prématuré de soulever cette question au moment où la Conférence va commencer et où il sera question du chômage. Le succès de cette Conférence dépend de la bonne volonté de chacun. Il vaudrait mieux assurer son succès par un esprit de coopération. C'est donc mal à propos que l'on soulève un débat autour d'un problème aussi contentieux.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je dois dire à l'honorable chef de l'opposition que si le creusement du Saint-Laurent n'apparaît pas sur l'agenda de la Conférence, il y est dit cependant que nous pourrions y discuter toutes les questions d'intérêt

public. Les projets de canalisation pourraient fort bien faire l'objet d'une discussion entre les ministres convoqués à Ottawa.

#### Dépôt de documents:

##### **Rapport du ministre du Travail**

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre du Travail de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1933. (Document de la session no 17)

##### **Rapport du ministre de l'Agriculture**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Agriculture de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1933. (Document de la session no 18)

##### **État des Comptes publics**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** dépose sur le bureau de la Chambre l'*État des Comptes publics de la province de Québec* pour l'exercice finissant le 30 juin 1933. (Document de la session no 19)

##### **Loi des huissiers**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 modifiant la loi des huissiers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

##### **Compagnies de télégraphe et de téléphone**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 modifiant les lois concernant les compagnies de télégraphe et de téléphone soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

##### **Insaisissabilité de certains traitements et salaires**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 modifiant l'article 599 du Code de procédure civile concernant l'insaisissabilité de certains traitements et salaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

##### **Jours fériés**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 modifiant le Code civil et le Code de procédure civile concernant les jours fériés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

##### **Actes et documents dans les comtés de Bonaventure et Gaspé**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 concernant certains actes et documents dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

##### **Heures de fermeture des débits de boissons**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 modifiant la loi des liqueurs alcooliques concernant les heures de fermeture soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Demandes de documents:

##### **Droits de coupe**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 25 janvier

1933, inclusivement, jusqu'au 10 janvier 1934, inclusivement, et se rapportant au maintien, à l'augmentation ou à la réduction des droits de coupe payables à la province.

Adopté.

#### **Règlements du bureau de la Trésorerie**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les règlements adoptés par le bureau de la Trésorerie de cette province, depuis le 19 février 1933 inclusivement jusqu'au 10 janvier 1934.

Adopté.

#### **Devoir de l'auditeur relativement à l'émission des mandats**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous rapports, faits par l'auditeur de la province, en vertu de l'article 8, chapitre 21 des Statuts refondus de Québec, 1925, depuis le 19 février 1933 inclusivement jusqu'au 10 janvier 1934.

Adopté.

#### **Mode d'émission des mandats**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous rapports au lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu de l'article 9, du chapitre 21 des Statuts refondus de Québec, 1925, depuis le 19 février 1933 inclusivement jusqu'au 10 janvier 1934.

Adopté.

#### **Emprunts temporaires de la province**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le

lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1<sup>er</sup> février 1933 inclusivement jusqu'au 10 janvier 1934 inclusivement, et se rapportant aux emprunts temporaires contractés par la province.

Adopté.

#### **Rente foncière payable à la province**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 25 janvier 1933 inclusivement jusqu'au 10 janvier 1934 inclusivement, et se rapportant au maintien, à l'augmentation ou à la réduction de la rente foncière payable à la province.

Adopté.

#### **Concessions de limites forestières**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1<sup>er</sup> février 1933 inclusivement jusqu'au 10 janvier 1934 inclusivement, et se rapportant à la concession ou au renouvellement de concessions de limites forestières en cette province.

Adopté.

#### **Exportation de bois ou de pulpe aux États-Unis**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1933 inclusivement jusqu'au 10 janvier 1934 inclusivement, et se rapportant à l'exportation du bois ou de la pulpe aux États-Unis.

Adopté.



### Mandats spéciaux

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province relativement aux mandats spéciaux émis depuis le 10 janvier 1933 inclusivement jusqu'au 10 janvier 1934 inclusivement.

Adopté.

### Taxes ou pénalités imposées par la loi de la taxe sur les corporations

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province et se rapportant à la remise ou à la réduction des taxes ou des pénalités imposées par la loi de la taxe sur les corporations, depuis le 10 janvier 1933 inclusivement jusqu'au 10 janvier 1934 inclusivement.

Adopté.

### Remboursement des obligations par fonds d'amortissement

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 15 janvier 1933 inclusivement jusqu'au 10 janvier 1934 inclusivement, et se rapportant au chapitre 26, Statuts refondus de Québec, 21 George V.

Adopté.

### Motions de condoléances:

**Ajournement en signe de deuil,  
Décès de madame Bouchard,  
épouse de l'Orateur de la Chambre**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
La Chambre a appris avec regret la mort de madame

Bouchard, l'épouse de l'Orateur de la Chambre. Bonne mère, bonne épouse et bonne chrétienne, madame Bouchard était très estimée à Saint-Hyacinthe. Sa disparition a causé de profonds regrets chez ceux qui l'ont connue et qui ont été à même d'apprécier ses grandes qualités de cœur et d'esprit. Sa mort est un grand deuil pour l'Orateur. Nous sympathisons de tout cœur avec notre président et, par respect pour la mémoire de son épouse, je propose que la Chambre s'ajourne.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La cruelle épreuve que vient de subir l'Orateur de cette Chambre est ressentie par tous ses collègues. Je considère comme un devoir de me joindre au premier ministre pour exprimer à l'Orateur nos très sincères condoléances, et je seconde la proposition de l'honorable premier ministre à l'effet de présenter l'expression de notre sympathie à notre président et d'ajourner la Chambre en signe de deuil.

(À cet instant, tous les députés se tiennent respectueusement debout)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Nous allons ajourner jusqu'à mardi de la semaine prochaine à 3 heures.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Avant que le premier ministre et ses collègues ne nous quittent pour Ottawa, je me permettrai de suggérer aux délégués de soumettre le projet d'intérêt public de M. Émile Doucet, pour la construction de logements salubres, devant la Conférence interprovinciale. La réalisation de ce projet aurait pour effet de libérer Montréal de milliers de taudis, tout en donnant du travail à des milliers de chômeurs. C'est parce que ce projet nécessiterait une dépense considérable que j'en suggère l'étude par la conférence.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Avez-vous dit le projet Doucet ou Ouimet?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand il s'agit de bons projets, l'honorable premier ministre est dur d'entendement.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 4 heures.

**NOTE**

1. C. E. Gault, L. Barré et A. Guertin forment le groupe d'indépendants qui vit le jour à la suite de l'élection de M. Duplessis comme chef du Parti conservateur. *La Patrie* du 17 janvier 1934, à la page 27, signale que la réponse a fait sourire la Chambre. Cette même source signale également que M. Gault est affilié au groupe de M. Guertin, cette année. La réponse a fait sourire la Chambre.

Séance du mardi 23 janvier 1934

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 15.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Présentation de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la ville de Hampstead, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bercovitch);
- de The Montreal Cottons, Limited, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield (M. Bercovitch);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice, dans le comté de Saint-Jean, demandant l'adoption d'une loi modifiant les limites du territoire de la corporation scolaire de ladite paroisse (M. Bouthillier);
- de la Maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Cohen);
- de la ville de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Dansereau);
- de Prosper St-Aubin et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la ville de Mont-Royal (M. Francoeur, Montréal-Dorion);
- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lafleur);
- de dame Marie-Anne Gendron, en religion sœur Marie-François-Xavier et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "l'Institut des Sœurs Notre-Dame-de-Mont-Laurier" (M. Lortie);
- de l'œuvre et fabrique de la paroisse de L'Ascension, de Westmount, demandant l'adoption d'une loi constituant et définissant les pouvoirs d'une corporation devant être connue sous le nom de "Syndics de l'église de l'Ascension de Notre-Seigneur, Westmount" (M. Smart).

**Lecture de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de monsieur l'abbé Alfred Boulet et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de L'Orphelinat agricole de Saint-Ferdinand-d'Halifax (M. Bélanger);

- de monseigneur Auguste Boulet, demandant l'adoption d'une loi refondant la charte de la Corporation du Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, définissant mieux les droits de cette corporation et lui accordant de plus amples pouvoirs (M. Casgrain);

- de monseigneur Auguste Boulet, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation l'École supérieure d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, définissant ses fins, pouvoirs et droits ordinairement accordés à telles corporations et lui permettant d'assumer des obligations relativement à certains droits acquis (M. Casgrain);

- de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Crête);

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gabias);

- de dame Marie-Louise-Évelina Pratt et autres; de G.-Édouard-J.-H. Pratt; de Marguerite Pratt; de Émilie-Murielle Pratt; de J.-C.-Émile Bourdon et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt (M. Gabias);

- de Thomas Joseph McNally, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Gault);

- de dame Berthe Montbriand et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu madame Fortunate Blanchard (M. Plante);

- de M. le docteur David Law Hodges Forbes et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant en une municipalité de ville certaine partie du canton de Bourlamaque, sous le nom de "Ville de Lamaque" (M. Taschereau, Bellechasse).

**Rapports de comités:**

**M. Delisle (Chicoutimi):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que les avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Marcel Poulin, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'étude de la profession d'avocat sans examen;
- de la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Jalmar Frederick Susta, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom en celui de Charles Jalmar Frederick Anderson;
- de Church Society of the Diocese of Quebec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte dans le but de définir clairement ses pouvoirs relativement à certains fonds possédés et gérés par elle.

#### **Marcel Poulin**

**M. Dugas (Joliette)** demande la permission de présenter le bill 101 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Marcel Poulin, des cité et district de Montréal, à l'étude de la profession d'avocat, sans examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **The Church Society of the Diocese of Quebec**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande la permission de présenter le bill 96 concernant The Church Society of the Diocese of Quebec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Grand'Mère**

**M. Crête (Laviolette)** demande la permission de présenter le bill 99 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Jalmar Frederick Susta**

**M. Drouin (Québec-Est)** demande la permission de présenter le bill 75 permettant à Jalmar Frederick Susta de changer son nom en celui de Charles Jalmar Frederick Anderson.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Licences dans les lieux d'amusements**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), la permission de présenter le bill 4 modifiant la loi des licences en ce qui regarde les lieux d'amusements.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** annonce son intention d'augmenter la peine pour violation de la loi du sou du pauvre lorsque les infractions sont commises dans des lieux où l'on organise des marathons de marche ou de danse.

Mon objectif, dit-il, est de mettre un terme, lorsque désiré, à certaines catégories d'amusements qui sont devenues des nuisances dernièrement à Montréal, tel que le marathon de marche qui y a été tenu l'an passé.

Les peines pour la tenue d'amusements sans licence seront augmentées et, dans le cas d'une deuxième offense, une sentence de trois mois de prison est prévue, sans possibilité de la remplacer par le paiement d'une amende.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Ajustement des réclamations d'assurance**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), la permission de présenter le bill 6 modifiant la loi des assurances de Québec en ce qui regarde l'ajustement des réclamations.

La loi, explique-t-il, a pour but d'empêcher les ajusteurs personnellement intéressés dans une réclamation d'agir en qualité officielle d'ajusteurs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Officiers de justice, palais de justice et prisons**

**M. Élie (Yamaska)** demande, appuyé par le représentant de Chambly (M. Béique), la permission de présenter le bill 153 modifiant la loi des salaires de certains officiers de justice et la loi concernant les palais de justice et les prisons.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Explications.

**M. Élie (Yamaska):** Je veux faire réduire les honoraires des shérifs pour les ventes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code civil,  
article 2124**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande, appuyé par le représentant de Chambly (M. Béique), la permission de présenter le bill 154 relatif à la préférence visée par l'article 2124 du Code civil.

Il s'agit de faire disparaître le privilège d'un créancier hypothécaire sur les intérêts échus.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi concernant  
la radio**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande, appuyé par le représentant de Chambly (M. Béique), la permission de présenter le bill 155 abrogeant la loi 21 George V, chapitre 36.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Explications.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je veux, par ce projet, faire abroger la loi de contrôle de la radio.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Responsabilité civile  
en matière de radiodiffusion**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande, appuyé par le représentant de Chambly (M. Béique), la permission de présenter le bill 156 abrogeant la loi 21 George V, chapitre 105.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Explications.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le but du projet est d'abroger la loi de la responsabilité civile, dite loi du libelle radiophonique.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Vous voulez permettre le libelle alors?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il n'y a eu aucun libelle de commis depuis un an que la loi existe.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Justement parce que la loi est dans les Statuts.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oui, mais comme elle est inutile, elle devrait être abrogée.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,  
article 716**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), la permission de présenter le bill 157 modifiant l'article 716 du Code de procédure civile.

Il explique que, dans les cas de vente forcée par le shérif, il ne devrait y avoir qu'un seul avis d'inséré dans la *Gazette officielle*.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Taxe d'hôpital**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), la permission de présenter le bill 158 modifiant la loi 16 George V, chapitre 55, imposant la taxe d'hôpital.

Il s'agit de faire verser entièrement au fonds de l'assistance publique le produit de la taxe d'hôpital.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Fonds de  
l'assistance publique**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), la permission de présenter le bill 159 relatif au Fonds de l'assistance publique.

Il explique qu'il veut hâter les paiements.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Rectifications:****Actes et documents dans les comtés de  
Bonaventure et Gaspé**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** fait une déclaration pour rectifier un malentendu quant à l'objet d'un bill modifiant la loi des notaires qui avait suscité de vives objections dans les comtés de Gaspé et de Bonaventure<sup>1</sup>. La présente loi, dit-il, n'a pas pour objet de mettre en vigueur la loi révisée, mais bien de retarder son application d'une autre année, justement pour les raisons invoquées dans les pétitions provenant de ces deux comtés, Gaspé et Bonaventure.

**Motions des députés:****Conférence  
interprovinciale d'Ottawa**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. l'Orateur, avant de passer à l'ordre du jour, je désire vous offrir l'expression de notre très sincère sympathie dans le deuil qui vient de vous atteindre si cruellement. La Chambre s'est ajournée la semaine dernière, par respect pour la mémoire de madame Bouchard, et je vous réitère les profondes condoléances de tous vos collègues.

M. l'Orateur, je considère de mon devoir maintenant de dire quelques mots à la Chambre sur la Conférence interprovinciale à laquelle j'ai assisté avec mon honorable ami le ministre de la Voirie et des Mines (l'honorable M. Perrault), et qui s'est tenue la semaine dernière à Ottawa. Ces conférences entre le dominion et les provinces sont devenues communes et offrent des avantages à tous. Il faut s'en réjouir. Lorsque l'on a à discuter des problèmes qui intéressent le dominion et les provinces, c'est une excellente chose que de se réunir pour échanger ses vues. Ces réunions permettent de mettre en commun des idées maîtresses provenant de points de vue souvent divergents, et il en résulte, à la fin des pourparlers, une meilleure compréhension et de la bonne volonté.

Chaque fois que nous nous réunissons de nouveau à Ottawa, il nous est permis de constater combien le Canada est un pays difficile à gouverner, car les différentes provinces n'ont pas les mêmes problèmes. Il y a une foule d'intérêts divers, même d'opinions divergentes, sans compter que quelques-unes des provinces sont plus pauvres que les autres, qu'elles ne sont pas capables comme leurs sœurs de pourvoir à leurs besoins et qu'elles doivent se faire

aider par le pouvoir central. Nous sortons de ces conférences, convaincus que la tâche des administrateurs du dominion est dure et difficile.

Nous avons été convoqués à cette Conférence par le premier ministre du Canada qui a bien voulu la retarder d'une semaine pour permettre aux représentants de Québec, alors en session, d'y assister. Le 17 janvier, toutes les provinces étaient représentées à la Conférence, et nous avons passé trois jours à discuter des problèmes très intéressants et de grande actualité qui concernent et le Canada et les provinces. Je suis heureux de dire que nous avons été très bien reçus à Ottawa, par Son Éminence le gouverneur général, Lord Bessborough, comme par le premier ministre du Canada, M. Bennett et ses collègues. Cette partie-là du programme n'a en rien laissé à désirer. Quant à l'autre partie, je n'ai aucune hésitation à dire que cette Conférence a fait beaucoup de bien à cause de l'échange des opinions, de la comparaison des divers points de vue; et je crois qu'elle a obtenu d'excellents résultats.

Beaucoup de questions ont été discutées; quelques-unes étaient d'intérêt local, mais il en est quatre au sujet desquelles je veux donner des explications. Ce sont: la situation financière des provinces de l'Ouest, le chômage, la loi des compagnies et les loteries.

Je crois que la situation des provinces de l'Ouest était le but réel que M. Bennett avait en vue lorsqu'il nous a convoqués à Ottawa. Il désirait savoir l'opinion des provinces de l'Est sur la situation difficile des quatre provinces, la Colombie canadienne, la Saskatchewan, l'Alberta et le Manitoba. Il est bien sûr que ces provinces, par suite de la mévente des blés et de la dépression économique, sont dans une situation assez difficile, et qu'Ottawa leur a aidé dans une large mesure.

Elles ont demandé de nouveaux secours au pouvoir central. Combien de temps cela pourra-t-il durer? C'était là le problème en discussion. Il est certain que Québec et Ontario, qui paient 80 % du revenu du Canada, sont obligés de contribuer dans cette proportion à l'aide donnée à l'Ouest. Je ne veux pas nuire au crédit de ces provinces; je ne veux pas peindre la situation plus sombre qu'elle ne l'est, mais il faut admettre que les provinces sont dans une situation très précaire - je ne veux pas employer un mot plus expressif - mais elles devront être aidées.

Tout le monde a montré beaucoup de bonne volonté lors de la discussion du problème, et il serait malheureux que les provinces sœurs fussent acculées à la ruine et à la faillite. J'ai prononcé le mot faillite qui est peut-être excessif, mais il n'est pas moins

certain que ces quatre provinces, et très certainement trois d'entre elles, sont dans une situation extrêmement pénible et elles ont eu beaucoup de difficultés à faire face à la situation. Dans quelle mesure Ottawa pourra-t-il les aider? Je ne le sais pas. Dans quelle mesure Ontario et Québec pourront-ils contribuer à leur rétablissement financier? C'est ce que nous devons considérer, et c'est le problème qui a été discuté.

Il ne faut pas oublier que, dans le passé, Ottawa a aidé considérablement les provinces de l'Ouest. Ainsi, Ottawa a garanti la dette de leurs chemins de fer. C'est même pour dégager l'Ouest des responsabilités très lourdes, encourues par ses chemins de fer, que le gouvernement fédéral a racheté les chemins de fer du Canadian National Railway dans une bonne partie.

On a proposé au cours de cette Conférence une commission royale, comme celle de Terre-Neuve par exemple, qui fasse enquête sur les provinces de l'Ouest pour examiner la situation, mettre le doigt sur la plaie et suggérer les moyens à prendre pour remettre l'Ouest sur pied. J'espère que cette suggestion sera acceptée par les autorités fédérales. On pourrait nommer des citoyens éminents au-dessus des préjugés politiques et dont le rapport serait de nature à satisfaire l'opinion publique. L'on s'engagerait à mettre les suggestions en pratique, pourvu que la commission présente les garanties de compétence voulue. Car il ne faut pas se cacher que le problème est angoissant. Si certaines provinces du Canada ne peuvent pas faire face à leurs obligations, cela affectera non seulement le crédit de ces provinces, mais le crédit de toutes les provinces de la Confédération et celui du dominion.

S'il était possible de composer avec leurs créanciers et de rajuster leurs finances, je crois que ce serait là un moyen d'en arriver à une solution. Il ne faut pas oublier que la France, l'Italie, la Belgique, l'Angleterre, la Grèce et d'autres puissances mondiales n'ont pas payé leurs créanciers comme elles avaient convenu de le faire, à cause des circonstances; et ces pays ont composé. Si certaines provinces de Canada ne sont pas capables de payer leurs dettes en entier, elles seront au moins en bonne compagnie. Je me demande si un rajustement des finances ne sera pas nécessaire pour remettre les provinces de l'Ouest sur pied.

Nos collègues de l'Ouest ont reconnu que notre situation était bien enviable. On nous a dit à Ottawa que Québec a bien fait de ne pas se lancer aveuglement dans la législation sociale, désirable mais dispendieuse et dangereuse à certains points de vue, à laquelle l'Ouest avait souscrit. Les délégués de l'Ouest eux-mêmes nous ont fait ces observations. Là-bas, les gouvernements ont souscrit aux pensions

de vieillesse, aux allocations familiales, à ceci et à cela, en matière de législation sociale; il y a des téléphones dans toutes les maisons; on a garanti la dette des chemins de fer, et on a continué dans la voie de procurer des comforts, du moins ce qu'on croit être des comforts qui, bien que fort convenables pour un État bien établi, ne rencontrent pas les besoins d'une population clairsemée.

C'est une chose que les Vieux-Pays peuvent se permettre. On nous a félicités d'avoir résisté à des mouvements qui ne convenaient pas à un jeune pays comme le nôtre et dans lesquels on s'est trop laissé entraîner. Même les gens de l'Ouest l'admettent, et ils nous ont fait des compliments sur la prudence que Québec avait montrée en cette occurrence. Ils nous ont dit que c'est encore la vieille province de Québec qui a le meilleur crédit, cette vieille province que des adversaires plaçaient à la queue de la Confédération il y a quelques années, et qui donne le bon exemple maintenant. Je le répète, le problème de l'Ouest est entre les mains du gouvernement fédéral qui, j'en suis sûr, trouvera la meilleure solution. Le Québec, pas plus que l'Ontario, ne peut faire semblant que ce problème n'existe pas.

En ce qui concerne le chômage, c'est encore là un des grands problèmes de l'heure. On a constaté une amélioration: la crise semble s'atténuer et nous voyons poindre une aurore nouvelle. Comme le dit le discours du trône, la convalescence est commencée mais elle sera longue. En fait, les problèmes à régler sont très complexes, surtout en ce qui touche le chômage. À cette question du chômage se rattache la situation des municipalités. En vertu de l'entente tripartite, Ottawa paie un tiers, Québec paie un tiers, les municipalités paient un tiers de l'argent dépensé pour secourir les chômeurs. Je ne crois pas nuire au crédit des municipalités en disant que le plus grand nombre des municipalités n'est pas en état de continuer cette contribution.

J'ai eu l'honneur de proposer, à la Conférence, le projet dont j'avais déjà fait part à la Chambre: la nomination d'une commission de trois membres, dont l'un nommé par Ottawa, l'autre par la province et le troisième par les deux premiers ou par un juge de la Cour supérieure; commission qui, dans chaque province, formerait une corporation ayant le pouvoir d'émettre des obligations à long terme, dont le pouvoir central et l'administration provinciale garantiraient le paiement de l'intérêt et de l'amortissement. Ces commissions indépendantes enlèveraient aux municipalités les charges que leur apporte le chômage.

Ce projet a été référé à un comité spécial des neuf provinces représentées à la Conférence. Il a été

approuvé par six contre trois. Le rapport fut ensuite communiqué à l'assemblée générale de la Conférence. Le ministre du Travail, l'honorable M. W. A. Gordon a déclaré cependant: "I cannot subscribe to it"<sup>2</sup>. M. Bennett a parlé dans le même sens, mais nous avons donné un rapport de la majorité des provinces favorable à ce projet. Pourrons-nous donner quand même suite à ce projet? Peut-être.

Et je me demande si, au cours de cette session, nous ne pourrions pas présenter un projet provincial dans ce sens, soit créer une commission semblable pour notre province. Qu'on le veuille ou non, il faudra en venir à cette solution; je n'en vois pas d'autres.

Dans une crise comme celle que nous traversons, nous avons le droit de demander une contribution aux générations futures qui apprendront d'ailleurs avec plaisir qu'elles ont pu contribuer à traverser cette époque si difficile sans précédent dans l'histoire du monde.

Dès l'ouverture de la Conférence, l'honorable M. W. A. Gordon a déclaré aux délégués que, trois mois après l'expiration de l'année fiscale, le gouvernement mettrait fin aux secours directs. Tout le monde a admis que le régime des secours directs est destructeur de tout ce que nous avons de meilleur chez nous, qu'il incite à la paresse, donne une foule de mauvaises habitudes, crée un mauvais esprit, et donne à nos populations l'idée de compter seulement sur l'État. Tous ont admis que le plus tôt on mettra fin à ce système, le mieux ce sera. Mais toutes les provinces ont été unanimes à dire qu'Ottawa ne peut pas cesser les secours directs du jour au lendemain. Le gouvernement fédéral s'est rendu à leur désir.

Le gouvernement fédéral nous a annoncé son intention de faire de grands travaux publics au printemps, pour employer le plus de monde possible. Cela sera très bien, à condition que nous puissions payer. On nous a suggéré que le dollar canadien soit dévalorisé, comme ça a été fait aux États-Unis par le président Roosevelt, et que cela aura pour effet de permettre à Ottawa d'émettre pour \$100,000,000 en papier-monnaie, avec lesquels on pourrait entreprendre de grands travaux et l'on paierait les employés et le matériel. C'est peut-être possible, mais combien de temps cela durera-t-il?

L'impression laissée aux délégués, c'est que cela sentait une élection. Québec est prêt à faire son possible. Le plan que nous avons proposé, de décharger les municipalités de leur contribution tripartite aux secours directs, leur permettrait d'exécuter les travaux municipaux réguliers. Si on oblige les municipalités à payer plus longtemps, je crains que la situation ne devienne impraticable.

Nous nous sommes séparés après avoir décidé que des travaux publics seraient entrepris au printemps et que les secours directs seraient abandonnés dès qu'il sera possible de les remplacer par un autre moyen d'aider les chômeurs.

Chacun réalise la nécessité d'une loi des compagnies qui soit uniforme au fédéral comme au provincial. Jusqu'ici, c'était à qui aurait la loi la plus large et la plus généreuse pour attirer des compagnies chez elle. Il en a résulté clairement des abus, et l'idée était d'y mettre un terme. Lors de la Conférence de l'an dernier, on avait demandé à Ottawa de préparer un projet de loi. Un comité a été mis sur pied pour préparer une législation provisoire. Lors de la Conférence, la semaine dernière, des copies de la législation ont été distribuées aux délégués.

Ce projet de loi a été discuté au cours de la récente Conférence. Il me paraît acceptable, au moins dans ses grandes lignes, avec quelques modifications de détail. Les représentants des provinces se rencontreront de nouveau à Ottawa, dans quelques semaines, et j'espère que la nouvelle loi sera acceptable pour tous, afin de mettre fin à des causes responsables, dans une assez large mesure, de nombreux abus et de beaucoup de mal. Le Québec aurait le temps de rendre sa loi des compagnies conforme avec le principe général.

Au cours de la conférence, j'ai eu l'honneur de proposer au gouvernement fédéral la tenue annuelle au Canada d'une grande loterie nationale, sous son contrôle. Je n'ai pas proposé que chaque province ait sa loterie, mais la création d'une seule loterie canadienne dont le produit serait divisé entre chaque province au *pro rata* de la population, pour des fins charitables et éducationnelles. Qu'ont-ils dit s'ils ont regardé autour d'eux? De telles loteries existent en France, en Italie, en Espagne, aux Indes, et en Irlande. Chez nous, les loteries poussent comme des champignons; chacun veut la sienne.

Malheureusement, il y a un tas de ces loteries entre les mains de gens qui ne devraient pas s'en mêler, dans leur intérêt et surtout dans l'intérêt des autres. Cependant, Dieu sait si nous avons besoin d'aider nos institutions. Ces loteries rapportent infiniment. L'Irlande retire des millions de ces loteries, grâce auxquels elle a construit de spacieux hôpitaux. Nous constatons que les loteries françaises et irlandaises retirent du Canada des millions de dollars. J'ai eu l'occasion de dire, au cours de la Conférence, à certains saints personnages que, si j'avais en ma possession un mandat de perquisition pour fouiller dans leurs poches, j'y trouverais peut-être des billets de loterie!



Nous pourrions en retirer des millions et des millions de dollars. Les loteries européennes retirent du Canada des millions de dollars, alors qu'ici, les États-Unis constitueraient un marché important si on mettait sur pied un tel projet. Beaucoup de loteries de la province de Québec trouvent un champ superbe aux États-Unis, où les billets s'enlèvent comme des petits pains chauds, parce qu'on représente qu'elles sont garanties par le gouvernement de Québec. En réalité, elles sont tout simplement frauduleuses. Mais vous voyez combien nos billets se vendent.

Ma proposition, je dois le dire, n'a pas été favorablement accueillie à la Conférence d'Ottawa. Beaucoup de provinces ne pensent pas comme nous. Certains délégués nous ont dit: "C'est du "gambling". Du "gambling"! Mais il y en a partout! Ces messieurs jouent cependant au bridge, et oui, pour de l'argent; c'est du "gambling". La Bourse, le "stock exchange", ce dont on entend parler tellement, c'est du "gambling". Certains d'entre eux ont peut-être pris des chances.

Les courses, c'est encore du "gambling"; les courses de chiens, les courses de chevaux, tout cela est du "gambling". Vous savez, ces endroits où les chevaux font des tours de piste, tandis que des gens misent sur quel cheval arrivera en premier, en deuxième et en troisième. Et on me dit que certains chevaux ne se classent même pas ou, à tout événement, arrivent en retard. Ces messieurs que j'ai scandalisés fréquentent peut-être ces endroits. La vie même est du "gambling". Si je ne craignais pas de gêner mon honorable ami, le chef de l'opposition, en parlant d'une chose qu'il ne connaît pas, je dirais que, dans le mariage, il y a du "gambling".

À tout événement, la proposition que nous avons faite n'a pas rencontré l'approbation ouverte. Je dis "ouverte", car je crois bien que, dans leur for intérieur, beaucoup pensaient comme nous. L'honorable M. Guthrie<sup>3</sup>, ministre de la Justice, a admis que la peine pourvue par le Code criminel était trop sévère pour les loteries, plus sévère que pour le "bootlegging". Elle fait des loteries une offense criminelle comportant des sanctions plus sévères que la loi de la contrebande. Mais ma suggestion n'a pas été acceptée.

Pour résumer, je répète que, pour notre part, nous serions désireux de venir au secours de nos grandes institutions qui ont besoin d'aide, comme l'Université de Montréal par exemple, nos hôpitaux, etc. Je suis convaincu que nous devrions étudier le projet d'établir une loterie dans la province de Québec. Si nous avions une loterie ici de manière à réaliser des fonds substantiels, je crois que ce serait très bien. L'Université de Montréal semble d'avoir

qu'une loterie pourrait la sauver. Devrions-nous adopter une loi personnelle à Québec, à condition que l'on amende la loi fédérale, de manière à permettre la tenue de cette loterie sous les auspices du gouvernement de Québec? Peut-être.

Le jour où Ottawa voudrait créer une loterie nationale, nous ferions disparaître la nôtre. Comme nous avons damé le pion aux autres provinces en ce qui regarde le contrôle des spiritueux, nous pourrions peut-être faire la même chose du côté des loteries. Mon sentiment est que cette loterie serait une bonne chose. Les autres provinces sont opposées à ces loteries, mais je me demande si notre province ne pourrait pas en tenir. Si les autres provinces ne veulent pas de loteries, nous avons le droit d'en vouloir, nous. Et nous aurions de bons clients dans les autres provinces.

Car on se familiarise avec certains prétendus dangers sociaux. Ainsi, on a crié au scandale lorsque nous avons créé notre Commission des liqueurs. La Chambre se souvient que, lorsque nous avons présenté notre loi des liqueurs, on a dit que le gouvernement de Québec était devenu débitant d'alcool. Aujourd'hui, notre loi est copiée par toutes les provinces, et on ne pense plus au scandale. Je suis convaincu que si nous adoptions une loi permettant la tenue d'une loterie dans notre province, nous en obtiendrions des revenus qui nous aideraient à poursuivre nos œuvres dans le domaine de l'assistance et de la charité. Souvenez-vous que nous ne pourrions avancer la loterie provinciale que si le Code criminel était amendé. Je regrette de voir tant d'argent canadien s'en aller à l'étranger, alors que nous pourrions le garder ici et faire contribuer modestement tout le monde au soutien de nos institutions.

M. l'Orateur, voilà en résumé ce que nous avons fait à la Conférence d'Ottawa. J'espère qu'elle produira de bons résultats. Nous y avons échangé des idées et discuté divers points de vue. Nous nous sommes renseignés davantage sur nos provinces respectives et sur les difficultés auxquelles nous faisons face respectivement. Nous avons compris davantage nos problèmes et nous avons réalisé plus que jamais que nous faisons tous partie de la solide nation canadienne. Nous sommes prêts à aider dans la mesure du possible, mais pas au-delà.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dois-je comprendre qu'il n'a pas été question des pêcheries et de la disparition des taudis de Montréal?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Non, la question n'était pas sur l'agenda, qui du reste

était très chargé. Je dois dire que, vendredi, nous avons épuisé l'agenda et que l'honorable M. Bennett devait partir pour Toronto, à la fin de la troisième journée. Tous les délégués ont consenti à l'ajournement. Nous nous sommes séparés dans le meilleur esprit de coopération possible.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, je veux ajouter quelques mots. Je suis heureux d'avoir entendu les explications du premier ministre, car il nous a donné le premier rapport que nous avons eu de la Conférence. Il me permettra cependant de ne pas partager ses vues sur la situation de l'Ouest. L'honorable premier ministre a dit que les provinces de l'Ouest étaient dans des difficultés à cause de leur législation sociale. Je ne veux pas soulever de débat, mais je diffère d'opinion avec l'honorable premier ministre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je n'ai pas dit que c'était mon opinion. J'ai répété ce que l'on nous avait fait observer à Ottawa.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La cause des difficultés des provinces de l'Ouest réside dans leurs grands frais d'administration et dans certains projets d'intérêt public qui auraient pu et auraient dû être reportés de quelques années. L'Ouest a quatre gouvernements qui ont dû faire face à une situation particulière par suite d'une population peu nombreuse et d'une grande étendue de territoire. Ces gouvernements ont dû contribuer à la construction de chemins de fer et à nombre d'autres travaux qui ont coûté énormément cher. L'honorable premier ministre a dit qu'il faut que les provinces de l'Ouest paient leurs dettes. L'honorable premier ministre a parlé de pays qui ne paient pas leurs dettes. Les comparaisons sont odieuses. L'exemple de la France, de l'Italie, etc., de ne pas payer les dettes n'est peut-être pas tant à conseiller qu'on semble le croire. Je ferai observer à l'honorable premier ministre que c'est la Russie qui a été la première à ne pas payer ses dettes. Je crois que Québec et les provinces de l'Ouest devraient plutôt s'inspirer des nations qui font honneur à leurs engagements et à leur signature.

Il convient peut-être de remonter aux causes de la dépression pour y trouver le mal et, par suite, appliquer le remède approprié. Ainsi, on dit que les municipalités ne peuvent plus payer leur part au coût du secours direct, dans notre province. Pourquoi? Parce que les municipalités sont obérées par des charges trop lourdes dont le gouvernement devrait les soulager.

Envisageant le problème d'un autre point de vue, il est certain que c'est le devoir du gouvernement provincial, et non d'Ottawa, de prendre à sa charge les obligations des municipalités, auxquelles le chômage a coûté si cher, et qui sont incapables de faire face au fardeau mis sur leurs épaules; car c'est le gouvernement provincial qui est responsable d'avoir enlevé aux municipalités la plupart de leurs sources de revenus.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mon honorable ami ne veut évidemment pas soulever un débat?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non. M. l'Orateur, je m'unis à l'honorable premier ministre dans le témoignage de sympathie qu'il vous a offert au nom de tous les membres de cette Chambre. Je vous prie d'agréer l'expression de nos plus vives condoléances.

#### Dépôt de documents:

##### Service provincial d'hygiène et de la démographie

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose, sur le bureau de la Chambre, le onzième rapport annuel du Service provincial d'hygiène pour l'année 1932-1933, et de la démographie pour l'année 1932. (Document de la session no 20)

##### Rapports des chemins de fer

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** dépose, sur le bureau de la Chambre, les rapports des chemins de fer pour l'année expirée le 31 décembre 1932, conformément aux dispositions de l'article 4, chapitre 31, des Statuts refondus de la province de Québec, 1925. (Document de la session no 21)

##### États, rapports et statistiques des chemins de fer

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** dépose, sur le bureau de la Chambre, les états, rapports et statistiques des chemins de fer pour l'année expirée le 31 décembre 1932, conformément aux dispositions de l'article 187, chapitre 230, des Statuts refondus de la province de Québec, 1925. (Document de la session no 22)

**Questions et réponses:****Octrois accordés  
aux expositions agricoles**

**M. Fisher (Huntingdon):** Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1920 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1934 inclusivement, quel a été le montant des octrois

accordés chaque année par le gouvernement de cette province pour les expositions agricoles: *a.* de Québec? *b.* de Trois-Rivières? *c.* de Sherbrooke? *d.* de Valleyfield? *e.* de Ormstown?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** (Voir le tableau ci-dessous)

	<i>a.</i>	<i>b.</i>	<i>c.</i>	<i>d.</i>	<i>e.</i>
	<i>Québec</i>	<i>Trois-Rivières</i>	<i>Sherbrooke</i>	<i>Valleyfield</i>	<i>Ormstown</i>
			<i>Automne</i>	<i>Hiver</i>	
1920 .....	\$ 8,000.00	\$ 5,000.00	\$10,000.00	.....	\$ 3,000.00
1921 .....	11,750.00	7,000.00	10,000.00	.....	3,000.00
1922 .....	10,250.00	7,500.00	10,000.00	.....	4,000.00
1923 .....	9,892.00	8,500.00	10,000.00	.....	5,000.00
1924 .....	10,108.00	6,000.00	9,950.00	.....	5,000.00
1925 .....	9,950.00	14,000.00	10,800.00	.....	5,000.00
1926 .....	10,050.00	7,500.00	10,685.00	.....	5,000.00
1927 .....	10,000.00	10,000.00	10,812.00	.....	6,000.00
1928 .....	10,000.00	15,000.00	10,722.00	.....	6,000.00
1929 .....	10,000.00	8,825.52	10,772.00	.....	6,000.00
1930 .....	10,000.00	9,784.17	10,867.50	\$ 4,203.00	6,000.00
1931 .....	10,000.00	7,000.00	10,937.50	4,819.00	6,000.00
1932 .....	11,250.27	10,500.00	10,000.00	5,000.00	6,000.00
1933 .....	<u>6,498.75</u>	<u>.....</u>	<u>3,217.77</u>	<u>5,908.25</u>	<u>4,000.00</u>
	\$137,749.02	\$116,609.69	<u>\$138,763.77</u>	<u>\$ 19,930.25</u>	\$ 71,177.86
			<i>Total:</i>	<u>\$158,694.02</u>	

**Sommes reçues de la  
Commission des liqueurs**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement aux diverses sommes que le gouvernement a reçues de la Commission des liqueurs, à quelque titre que ce fût, du 1<sup>er</sup> juillet 1932 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1933, exclusivement:

1. À quelle date chacune de ces sommes a-t-elle été reçue et quel en était le montant?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):**

1932:

Juillet	9	.....	\$ 11,325.45
Juillet	23	.....	12,541.30
Août	6	.....	12,246.90
Août	20	.....	13,495.90

Septembre	3	.....	\$ 13,260.50
Septembre	17	.....	13,754.30
Octobre	6	.....	12,778.90
Octobre	6	.....	500,000.00
Octobre	17	.....	13,529.60
Octobre	28	.....	12,459.05
Novembre	12	.....	11,788.40
Novembre	18	.....	500,000.00
Novembre	25	.....	11,460.00
Décembre	12	.....	13,316.00
Décembre	24	.....	14,733.80

1933:

Janvier	10	.....	27,009.70
Janvier	21	.....	14,827.60
Février	6	.....	10,892.00
Février	18	.....	11,540.90
Février	22	.....	500,000.00

1933: (suite)

Mars	4	.....	\$	10,738.40
Mars	17	.....		9,356.60
Mars	31	.....		9,564.95
Avril	21	.....		9,122.40
Avril	29	.....		10,846.30
Mai	2	.....		1,500,000.00
Mai	13	.....		10,224.50
Mai	29	.....		10,616.45
Juin	12	.....		10,709.55
Juin	26	.....		10,009.75
Juin	30	.....		3,000,000.00

#### Timbres imprimés

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1932 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1933 exclusivement, combien de timbres prévus par le chapitre 32, Statuts de Québec, 22 George V, ont été imprimés?

2. Pour quelle somme totale?
3. Ladite somme a-t-elle été payée?

Dans l'affirmative: *a.* Quand? *b.* A-t-elle été payée par la province ou par la Commission des liqueurs?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. \$4,825,000.

2. Coût de la fabrication de ces timbres: \$2,983.75.

3. Oui: *a.* le 12 novembre 1932, \$1,540.00; le 31 août 1933, \$1,443.75; *b.* par la province.

#### Quantité de timbres apposés

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1932 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1933 exclusivement:

1. Quelle est la quantité de timbres prévus par le chapitre 32, Statuts de Québec, 22 George V, qui ont été apposés conformément à ladite loi?

2. Quelle somme globale représentent lesdits timbres ainsi apposés?

3. Pour quelle somme totale la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle acheté lesdits timbres?

4. Combien la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle payé au Trésor de cette province pour l'achat desdits timbres?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. 3,783,163.

2. \$321,939.85.

3. Le trésorier de la province a fourni la quantité de timbres demandés par la Commission des liqueurs de Québec et lui en a chargé la valeur nominale.

4. \$322,149.20, comprenant des timbres fournis par le trésorier de la province durant l'année fiscale précédente.

#### Loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 modifiant la loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Perception des taxes scolaires

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 modifiant la loi de l'instruction publique concernant la perception des taxes scolaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Loi des sociétés historiques

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 modifiant la loi des sociétés historiques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### International Advent Christian Conference

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 79 étendant les pouvoirs de la International Advent Christian Conference soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Oblats de l'Immaculée Conception de Marie**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 modifiant la charte de la corporation des révérends pères Oblats de l'Immaculée Conception de Marie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Andrew Dawes Porteous**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 87 changeant le nom de Andrew Dawes Porteous en celui de Andrew Dawes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Charte de Hull**

**M. Guertin (Hull)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 80 modifiant la charte de la cité de Hull soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Substitution de M.-J.-A.-A. Larocque**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 85 validant certains actes concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Travaux de la Chambre:**

#### **Motions à l'ordre du jour**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande au représentant de Rouville (M. Barré) de bien vouloir discuter une des motions qu'il a fait inscrire à l'ordre du jour.

**M. Barré (Rouville)** lui répond qu'il n'est pas prêt<sup>4</sup>.

### **Demandes de documents:**

#### **Octrois spéciaux provenant de fonds publics 1921-1926**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1921 inclusivement jusqu'au 31 décembre 1926 inclusivement, et se rapportant aux octrois spéciaux à diverses institutions, provenant des fonds publics et mentionnés à l'état no 5 des *Comptes publics de la province de Québec* pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

#### **Octrois spéciaux provenant de fonds publics 1927-1931**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1927 inclusivement jusqu'au 31 décembre 1931 inclusivement, et se rapportant aux octrois spéciaux à diverses institutions, provenant des fonds publics et mentionnés à l'état no 5 des *Comptes publics de la province de Québec* pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

#### **Octrois spéciaux provenant de fonds publics 1932-1934**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1932 inclusivement jusqu'au 10 janvier 1934 inclusivement, et se rapportant aux octrois spéciaux à diverses institutions, provenant des fonds publics et mentionnés à l'état no 5 des *Comptes publics de la province de Québec* pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je ferai remarquer à l'honorable chef de l'opposition qu'il ne peut pas s'attendre à avoir ces documents au cours de la présente session.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais nous avons le droit, même le devoir, de demander cela.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Vous pouvez toujours le demander...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'insiste...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Insistez. Vous ne pourrez avoir ces documents avant la fin de la session, je le crains fort. Mon honorable ami nous demande copies des ordres en conseil passés depuis 13 ans. C'est un travail de recherche extraordinaire qu'il nous demande. N'y aurait-il pas moyen de nous dire quels arrêtés vous voulez?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je tiens énormément à les avoir tous. J'ai des raisons particulières et personnelles de vous demander cela.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Si le chef de l'opposition y tient, nous ne pouvons rien lui refuser. Nous allons le faire, mais il devra pratiquer la vertu de patience que je lui connais, mais pas à ce degré-là. L'opposition doit comprendre que ça prend du temps et de l'argent pour vous satisfaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je sais qu'il faut être patient quand on veut que le gouvernement fasse son devoir. Je serai patient, donc, mais avec fermeté et énergie.

Adopté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** présente les quatre motions suivantes:

**Loi de l'aide aux chômeurs, 1930,  
21 George V, chapitre 2**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province et se rapportant à la loi de l'aide aux chômeurs, 1930, 21 George V, chapitre 2.

**Loi de l'aide aux chômeurs, 1931,  
22 George V, chapitre 2**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province et se rapportant à la loi de l'aide aux chômeurs, 1931, 22 George V, chapitre 2.

**Loi de l'aide aux chômeurs, 1931,  
22 George V, chapitre 2, article 14**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province et se rapportant à l'article 14 de la loi de l'aide aux chômeurs, 1931, 22 George V, chapitre 2.

**Loi de l'aide aux chômeurs, 1933,  
23 George V, chapitre 2**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province et se rapportant à la loi de l'aide aux chômeurs, 1933, 23 George V, chapitre 2.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

Le travail va être long. Il y en a des milliers. Nous n'avons pas assez d'employés pour vous donner ces renseignements à brève échéance. Il ne serait pas possible même de vous les donner pendant la session.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est le temps du chômage. Que l'on prenne des fonctionnaires supplémentaires. Ce serait un moyen de remédier au chômage.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le chef de l'opposition consentirait à cela?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Nous allons suspendre la prise en considération de cette motion, car je suis convaincu que nous ne pouvons pas préparer ces copies au cours de la présente session.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons autant de travail que le ministre qui travaille le plus et nous n'avons pas de personnel. Nous avons droit de demander copies de ces documents dont nous avons besoin.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Vous avez le droit de nous demander tout ce qui est dans le parlement, mais vous ne pouvez exiger que ce qui est raisonnable. Nous allons suspendre cette motion et je verrai ce qu'il est possible de faire.

Les motions sont laissées en suspens.

**Compensations payées par l'employeur  
en vertu de la loi des accidents du travail,  
23 George V, chapitre 98**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 30 mars 1933 inclusivement, et se rapportant à l'article 10 de la loi modifiant la loi des accidents du travail, 1931, 23 George V, chapitre 98.

Adopté.

**Contribution annuelle  
à la Commission des accidents du travail,  
21 George V, chapitre 100**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 30 mars 1931 et se rapportant à la contribution annuelle n'excédant pas \$100,000 prévue par l'article 72 du chapitre 100, 21 George V.

Adopté.

**Contribution annuelle pour promouvoir  
l'utilisation des produits forestiers,  
23 George V, chapitre 21**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 30 mars 1933 inclusivement, et se rapportant à l'article 1 de la loi modifiant la loi pour promouvoir l'utilisation des produits forestiers, 23 George V, chapitre 21.

Adopté.

**Loi des accidents du travail, 1931,  
21 George V, chapitre 100  
article 72**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1<sup>er</sup> février 1931, et se rapportant à l'article 72 du chapitre 100, 21 George V, intitulé loi des accidents du travail, 1931.

Adopté.

**Établissement des fils  
de cultivateurs**

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Béique), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1933 inclusivement, et se rapportant au placement ou à l'établissement des fils de cultivateurs, dans cette province.

Adopté.

**Loi concernant la vente des  
produits agricoles**

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Béique), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le

lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1<sup>er</sup> avril 1927 inclusivement, et se rapportant à la loi concernant la vente des produits agricoles, 17 George V, chapitre 24.

Adopté.

#### **Loi concernant les passages à niveau**

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Béïque), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 4 avril 1929 inclusivement, et se rapportant à la loi relative aux passages à niveau, 19 George V, chapitre 8.

Adopté.

#### **Octrois pour la construction d'entrepôts**

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Béïque), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 4 mars 1930 jusqu'au 10 janvier 1934, et se rapportant à l'article 2, chapitre 7, 20 George V.

Adopté.

#### **Société coopérative fédérée des agriculteurs,**

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Béïque), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 4 avril 1930 inclusivement, et se rapportant à la somme de \$750,000 relative à la société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec, et prévue à l'article 3, chapitre 7, 20 George V.

Adopté.

#### **Octrois à payer à même le fonds de l'assistance publique**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous documents et de toute correspondance échangés, depuis le 1<sup>er</sup> février 1933 inclusivement, entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou aucun de ses employés, et toutes personnes, corporations ou compagnies, et se rapportant aux octrois promis et impayés par le gouvernement de cette province et payables à même le fonds de l'assistance publique.

J'espère, dit-il, que le gouvernement trouvera le moyen de produire ces documents. L'an dernier, nous avons demandé ces mêmes documents et nous n'avons pu les obtenir pendant la session.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ça ne m'étonne pas.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ça ne m'étonne pas non plus.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous ne sommes étonnés ni l'un ni l'autre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne demande pas au premier ministre de s'étonner, mais de se hâter. Je veux savoir si le gouvernement va se décider enfin à nous donner ces documents.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** La correspondance que l'honorable député des Deux-Montagnes nous demande est très volumineuse. Il y a des demandes de toutes les institutions. Je ne promets pas ces documents, même pour l'an prochain.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Vous n'avez qu'à payer et vous ne recevrez pas tant de lettres.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Si l'on prend seulement les félicitations reçues pour notre générosité, il y en a des centaines. Les voulez-vous aussi?

(Applaudissements)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je me passerais bien des remerciements. Je ne veux pas m'occuper de ceux qui ont été payés, ceux-là sont bien chanceux. Mais les autres?



**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

S'il est possible de vous donner des renseignements, vous les aurez tous.

**L'honorable M. David (Terrebonne):**

Il n'y a que deux formules d'ordres en conseil pour l'assistance publique, mais les documents qui se rattachent à ce service sont innombrables.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Le gouvernement peut-il promettre que nous les aurons?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Nous ne faisons aucune promesse que nous ne pouvons tenir. Nous allons suspendre cette motion jusqu'à demain, car je veux prendre des renseignements sur ce qu'il est possible de faire. Nous allons adopter les motions que nous jugeons raisonnables mais nous verrons demain pour les autres.

La séance est levée à 5 heures.

---

**NOTES**

1. *The Chronicle-Telegraph* du 24 janvier 1934, à la page 3, ne précise pas quand, lors de la séance, a lieu cette intervention de l'honorable M. Stockwell. Selon certaines indications, on peut toutefois en déduire qu'il intervient avant le discours du premier ministre et avant les affaires du jour.

2. *Traduction*: "Je ne puis accepter ce projet". Wesley Ashton Gordon, conservateur, fut ministre du Travail à Ottawa de 1932 à 1935.

3. Hugh Guthrie, conservateur, ministre de la Justice à Ottawa de 1930 à 1935.

4. *Le Soleil* du 24 janvier 1934, à la page 20, ne mentionne pas de quelle motion il s'agit. En se référant à l'ordre du jour, on peut toutefois en déduire qu'il s'agit soit d'une motion concernant la mise en place d'un régime d'assistance sociale pour les mères nécessiteuses, soit d'une motion concernant le crédit agricole.



Séance du mercredi 24 janvier 1934

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 15.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Présentation de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de L.-Jules-B. Gaudry dit Bourbonnière, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de Louis-Jules Gaudry dit Bourbonnière (M. Bachand);

- des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes, dans le diocèse de Joliette, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes (M. Dugas);

- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Phaneuf);
- de Oscar Mathieu et J.-C. Lamothe, demandant l'adoption d'une loi concernant la charte de la cité de Montréal (M. Rhéaume).

**Lecture de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la ville de Hampstead, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bercovitch);

- de The Montreal Cottons, Limited, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield (M. Bercovitch);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice, dans le comté de Saint-Jean, demandant l'adoption d'une loi modifiant les limites du territoire de la corporation scolaire de ladite paroisse (M. Bouthillier);

- de la Maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Cohen);

- de la ville de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Dansereau);

- de Prosper St-Aubin et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la ville de Mont-Royal (M. Francoeur, Montréal-Dorion);

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lafleur);

- de dame Marie-Anne Gendron, en religion sœur Marie-François-Xavier et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "l'Institut des Sœurs Notre-Dame-de-Mont-Laurier" (M. Lortie);

- de l'œuvre et fabrique de la paroisse de L'Ascension, de Westmount, demandant l'adoption d'une loi constituant et définissant les pouvoirs d'une corporation devant être connue sous le nom de "Syndics de l'église de l'Ascension de Notre-Seigneur, Westmount" (M. Smart).

**Rapports de comités:**

**M. Delisle (Chicoutimi):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que les avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de monseigneur Auguste Boulet, demandant l'adoption d'une loi refondant la charte de la Corporation du Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, définissant mieux les droits de cette corporation et lui accordant de plus amples pouvoirs;

- de monseigneur Auguste Boulet, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation l'École supérieure d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, définissant ses fins, pouvoirs et droits ordinairement accordés à telles corporations et lui permettant d'assumer des obligations relativement à certains droits acquis;

- de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de dame Marie-Louise-Évelina Pratt et autres; de G.-Édouard-J.-H. Pratt; de Marguerite Pratt; de Émilie-Murielle Pratt; de J.-C.-Émile Bourdon et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt;

- de dame Berthe Montbriand et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu madame Fortunate Blanchard;

- de M. le docteur David Law Hodges Forbes et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant en une municipalité de ville certaine partie du canton de Bourlamaque, sous le nom de Ville de Lamaque.

### **Succession John Pratt**

**M. Gabias (Montréal-Saint-Henri)** demande la permission de présenter le bill 89 modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Association des optométristes et opticiens**

**M. Crête (Laviolette)** demande la permission de présenter le bill 76 modifiant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** demande la permission de présenter le bill 82 refondant la charte de la Corporation du Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **École supérieure d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** demande la permission de présenter le bill 83 constituant en corporation l'École supérieure d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Succession Fortunate Blanchard**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** demande la permission de présenter le bill 98 concernant la succession de feu dame Fortunate Blanchard.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Ville de Bourlamaque**

**M. Taschereau (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 91 constituant en corporation la ville de Lamaque.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Distribution de circulaires pour fins d'assemblées publiques**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande, appuyé par le représentant de Roberval

(l'honorable M. Moreau), la permission de présenter le bill 28 concernant la distribution de circulaires, dans les cités et villes, pour fins d'assemblées publiques.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le but du projet est de ne pas permettre la distribution de circulaires, souvent d'un caractère séditieux, sans l'autorisation du chef de police, lorsqu'il s'agira d'annoncer des assemblées autres que politiques, éducationnelles, religieuses ou sociales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Concours physiques**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande, appuyé par le représentant de Roberval (l'honorable M. Moreau), la permission de présenter le bill 29 concernant les concours physiques.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous voulons réglementer les concours d'endurance physique qui dégénèrent souvent en spectacles déplorables et immoraux. Souvent, ce sont des concours d'endurance. Nous voulons les faire cesser.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Questions et réponses:**

#### **Droits de coupe**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À partir du 1<sup>er</sup> janvier 1933 inclusivement jusqu'au 9 janvier 1934 inclusivement:

1. Le gouvernement de cette province a-t-il accordé des réductions quant aux droits de coupe payables à la province?

Dans l'affirmative:

2. Quand?

3. À combien se chiffre le montant total des réductions ainsi accordées?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

1. Oui.

2. et 3. (Voir le tableau page suivante)

## a) Réductions aux concessionnaires forestiers:

1. Sur les droits de coupe de 1931-1932 accordées par arrêtés en conseil nos 1791 du 24 juillet 1931, 2011 du 30 juillet 1931, 2102 du 5 août 1931..... \$116,561.95
2. Réductions sur les coupes de 1932-1933 accordées par arrêtés en conseil nos 2060 du 25 août 1932, 2682 du 10 novembre 1932, 2745 du 17 novembre 1932, 2895 du 10 décembre 1932, 1952 du 15 septembre 1933 ..... 407,989.93

## b) Il est impossible d'établir pour le moment les montants des réductions qui seront accordées (arrêté en conseil no 1797 du 24 août 1933) aux concessionnaires forestiers pour les coupes de 1933-1934, car ces opérations ne sont pas encore terminées.

## c) Exemptions accordées aux indigents et chômeurs:

1. Pour les bois de sciage..... 3,221.41
2. Pour traverses de chemin de fer..... 1,800.00
3. Pour piquets de clôture ..... 22.50
4. Pour bois de chauffage ..... 9,085.00

**Rente  
foncière**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À partir du 1<sup>er</sup> janvier 1933 inclusivement jusqu'au 9 janvier 1934, inclusivement:

1. Le gouvernement de cette province a-t-il accordé des réductions quant à la rente foncière payable à cette province?

Dans l'affirmative:

2. Quand?

3. À combien se chiffre le montant total des réductions ainsi accordées?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

1. Oui.

2. Le 18 avril 1933, arrêté en conseil no 691.

3. \$233,304.

**Emprunts temporaires**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** 1. Relativement aux emprunts temporaires contractés par la province depuis le 20 mars 1933 inclusivement jusqu'au 10 janvier 1934 exclusivement: *a.* Quel est le montant de chaque emprunt? *b.* Quelle est la date de chaque emprunt? *c.* Quelle est la date de remboursement de chaque emprunt? *d.* Quel est le taux d'intérêt chargé pour chaque emprunt? *e.* Quel est le montant d'intérêt payé sur chaque emprunt?

2. Quel était le déficit du fonds consolidé du revenu à la date de chacun de ces emprunts?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** *a.* 1. \$6,000,000; 2. \$5,000,000; 3. \$10,000,000.

*b.* 1. Le 30 juin 1933; 2. Le 4 août 1933; 3. Le 5 décembre 1933.

*c.* 1. Le 28 septembre 1933 (payé le 4 août 1933); 2. Le 5 décembre 1933; 3. Le 7 avril 1934.

*d.* 1. 5 %; 2. 4½ %; 3. 4½ %.

*e.* 1. \$28,767.12; 2. \$75,821.90; 3. \$151,643.82.

2. Aucun déficit dans le fonds consolidé du revenu. Ces emprunts sont des emprunts temporaires pour remplacer des avances d'argent.

**Contributions des municipalités selon la loi  
de l'assistance publique**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À combien se chiffre le total des contributions, à la charge des municipalités de cette province, en vertu de la loi de l'assistance publique de Québec: *a.* Du 1<sup>er</sup> juillet 1931 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1933 exclusivement? *b.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1933 inclusivement jusqu'au 10 janvier 1934 inclusivement?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** *a.* \$2,298,567.81. *b.* Le service de l'assistance publique n'ayant pas reçu les comptes de toutes les institutions d'assistance publique pour les derniers six mois de 1933, et ne pouvant par conséquent établir les contributions dues à la charge des municipalités pour cette période, et à plus forte raison jusqu'au 10 janvier 1934, il est impossible de répondre à cette question.

**Sommes payées  
à la Gazette officielle de Québec**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Du 1<sup>er</sup> janvier 1933 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1934

inclusivement, combien a été payé à la *Gazette officielle de Québec* pour avis ou publications parus dans ladite Gazette et se rapportant:

a. À la vente de propriétés pour taxes municipales et scolaires, en cette province?

b. Aux faillites ou cessions de biens, en cette province?

c. Aux ventes de propriétés sous l'autorité du shérif, en cette province?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** a. \$25,180.21.

b. \$8,555.11.

c. \$33,106.30.

#### **Contributions des municipalités pour hôpitaux, orphelinats, asiles, écoles**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1921, à combien s'élève le total des contributions des municipalités de cette province relativement à la construction ou à l'agrandissement:

a. Des hôpitaux, hospices ou orphelinats, situés dans cette province, qui ont été ou qui sont subventionnés par la province?

b. Des asiles d'aliénés, écoles d'industrie, écoles de réforme, situés dans cette province, qui ont été ou qui sont subventionnés par la province?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** a. et b. Le gouvernement n'est pas au courant du total des contributions des municipalités de cette province, relativement à la construction ou à l'agrandissement des institutions visées par la question.

#### **Motions des députés:**

##### **Assistance aux mères nécessiteuses**

**M. Barré (Rouville)** propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), que, vu la recommandation de la Commission des assurances sociales au gouvernement de la province de Québec d'instituer un régime d'assistance aux mères nécessiteuses, cette Chambre est d'avis que ce régime peut et doit être institué au plus tôt, et invite le gouvernement à présenter dès cette session la législation nécessaire<sup>2</sup>.

M. l'Orateur, comme le gouvernement veut hâter les travaux de la session et que je ne désire pas m'opposer à cela, je suis prêt à expliquer ma motion

dès aujourd'hui à la Chambre. La motion que j'ai l'honneur de proposer, avec l'appui du député de Hull (M. Guertin), est une motion qui, à mon point de vue, devrait pouvoir se passer de défenseur dans cette assemblée. Il ne s'agit pas d'une motion de non-confiance envers le gouvernement, ni d'une attaque envers qui que ce soit.

Sans prétendre que la mesure que préconise la motion serait un remède au malaise actuel, il n'est pas moins vrai que l'établissement d'un système d'allocations aux mères nécessiteuses serait l'un des remèdes qui, fonctionnant avec d'autres mesures d'ordre social, aiderait au rétablissement de l'équilibre dont la rupture constitue le malaise que l'on est convenu d'appeler la crise. L'on prétend que ce serait tuer la charité privée, que cela coûterait trop cher, que ce n'est pas là le temps, etc. Je tenterai de répondre brièvement à ces quelques objections.

Sans doute que, si cette mesure était préconisée seulement par les proposeurs de la motion en discussion, nous aurions le risque que les grands hommes de cette Assemblée répètent l'accusation qui, un temps, avait cours parmi les prétendus sages de la politique provinciale: à savoir que nous étions des pessimistes, des opportunistes, des communistes, des arrivistes, des extrémistes, des socialistes, des bolchévistes, ou n'importe quoi en "iste".

Mais, heureusement, nous sommes en bonne compagnie pour recommander l'établissement d'un système de secours aux mères nécessiteuses, puisque nous sommes en compagnie d'hommes qui individuellement jouissent de l'estime de membres de cette Chambre et qui, comme corps, sous le nom de Commission des assurances sociales<sup>3</sup>, représentent une institution qui fut nommée par le gouvernement et qui fut préconisée par l'opposition avant sa formation.

Cette Commission fit du travail, elle fit des études, elle fit des enquêtes, et aussi elle fit des dépenses. Ces dépenses, ces études, ces enquêtes eurent des conclusions qui doivent valoir quelque chose, à moins que l'on ne soit prêt à admettre que commissions d'études, enquêtes et rapports ne sont que des échappatoires, des soporifiques destinés tout au plus à engourdir la souffrance populaire et à endormir le peuple.

Non, M. l'Orateur, nous sommes des membres d'un Parlement sérieux qui doit donner l'exemple de la logique. Les conclusions de cette Commission voulue par les chefs officiels de ce Parlement doivent être prises au sérieux. Or, que disent ces conclusions? À la page 35 du rapport: "La province de Québec est donc à peu près la seule province du Canada qui n'ait pas apporté de solution législative à la question des mères nécessiteuses." Page 36: "La

Commission recommande donc au gouvernement de la province d'instituer un régime d'assistance aux mères nécessiteuses."

M. l'Orateur, est-il possible de trouver des paroles plus claires? Peut-on être plus explicite? Je ne le crois pas. Peut-être serait-il sage de finir là mon argumentation et tout simplement de demander aux membres de cette Assemblée de dire qu'ils veulent qu'il soit donné suite aux travaux, aux dépenses et aux recommandations de la Commission des assurances sociales.

D'autre part, l'expérience du passé est là pour nous apprendre que le nombre de ceux qui veulent la simple logique n'est jamais trop grand, et que certaines objections peuvent avoir pour effet de détourner certains votes. Alors, je manquerais à mon devoir si je négligeais de réfuter certaines objections que l'on entend faire généralement par ceux que la misère n'a jamais atteints de sa griffe. On demande parfois si, réellement, pareille mesure est bien opportune. On dit: Pourquoi des secours officiels aux mères nécessiteuses?

Nos pères n'avaient pas cela, et n'empêche que notre peuple s'est développé et a grandi. À cela je réponds que des temps et des mœurs, des situations et des obligations différentes doivent avoir leur solution par des moyens et des mesures différents. Avant, il ne pouvait être question d'allocations aux mères nécessiteuses dans nos campagnes, car la vie coûtait moins cher et l'on était plus prévoyant.

Il y a 50 ou 60 ans par exemple, en 1871, la population de notre province se formait pour plus de 80 % de ruraux et moins de 20 % de citadins; aujourd'hui, soit en 1931, la proportion est de 60 % urbaine. Changement radical de l'assiette de notre population. Quant à la mentalité et aux manières de penser et de vivre, le changement est encore plus radical. En 1871, les 80 % de notre population qui habitaient les campagnes avaient la mentalité rurale à 100 %, si je puis m'exprimer ainsi, et les citadins eux-mêmes à cette époque étaient quasi des ruraux par leurs manières de vivre, de penser, et de comprendre.

Aujourd'hui, à peine 36 % de la population de notre province habite les campagnes; de ce nombre, à peine 24 % sont des cultivateurs. Pour un grand nombre, ils ont tant visité et reçu leurs frères, cousins, ou autres parents de la ville, que l'on peut dire sans exagération que la mentalité de nos campagnards est de moins en moins rurale et de plus en plus urbaine. Ils ont appris à connaître le luxe. J'oserais dire que la mentalité de nos ruraux est à peine 50 % rurale.

Dans les campagnes, les traditions se sont conservées, mais en arrivant dans les villes, bien des

familles ont adopté les coutumes modernes des villes. La charité y est moins intense et les voisins ne prennent pas toujours soin des mères dans le besoin. Celles-ci sont obligées de travailler et confient leurs enfants à des garderies. Le soir, elles se remettent à la besogne du foyer. C'est une double tâche trop dure pour elles, et l'État devrait intervenir pour les soulager. Les commissaires qui ont étudié ce programme en sont venus à la conclusion qu'en effet la situation actuelle ne pouvait durer plus longtemps, qu'un régime d'assurances devrait être adopté.

Il y a 50 ans, 60 ans, notre peuple de campagnards vivait en paroisses qui étaient autant de familles dont tous les membres se connaissaient et, au besoin, s'entraidaient. Qu'une femme fût veuve ou victime de n'importe quel malheur, point n'était besoin de l'intervention des gouvernements; la charité y voyait sans bruit et sans grande misère. Mais aujourd'hui? Qui niera que le luxe parfois exagéré voisine avec l'indigence et la détresse, sans que bien souvent personne ne s'en aperçoive ou paraisse s'en apercevoir?

Nos pères n'étaient pas riches d'argent, mais ils étaient riches de cœur. Nos campagnards des temps anciens et même des temps assez rapprochés n'étaient pas des savants; nombreux parmi eux auraient pu être accablés du mépris de certains grands hommes pour qui la science livresque et les diplômes tiennent lieu de tout, mais ils avaient la science des sciences, celle qui permet à un homme de comprendre la souffrance et les besoins de ses semblables. Cette science que le divin charpentier de Nazareth a prêchée de paroles et d'exemples, et que Moïse le libérateur avait fait entrevoir aux habitants de la Palestine. Remarquez, M. l'Orateur, que ceci ne s'applique pas au député de Hull (M. Guertin).

Cet ordre social qui ne demandait que bien peu de lois et de mesures sociales est une chose disparue chez nous. Je ne récrimine pas, je ne cherche pas à départager les responsabilités, je ne reproche rien à personne. Je me contente de constater les faits et de montrer une situation que personne, je crois, ne mettra en doute. Autrefois, dans un temps qui n'est pas encore très éloigné, quand une mère avait le malheur de perdre son soutien, point n'était besoin de loi ou de système de secours aux mères en détresse. Dans nos paroisses rurales, il y avait non seulement la charité, mais aussi la connaissance des détresses à soulager. Aujourd'hui, dans ces villes, et même dans nos campagnes, où règnent l'égoïsme et le souci du rang à maintenir, il faut quelque chose qui n'était pas nécessaire avec l'ancien ordre social, mais qui est devenu une nécessité.

Autre objection qui est faite généralement par ceux qui émargent un budget public, ceux que je me permettrai d'appeler, suivant un mot célèbre de l'ancien député des Deux-Montagnes<sup>4</sup>: des "budgétivores". Cela va coûter gros d'argent au gouvernement. Pas tant que l'on est tenté de le faire croire en certains milieux. Sans vouloir dire que tout ce que font les Ontariens mérite d'être imité, il est permis de se servir de ce qui existe là-bas pour établir approximativement ce que coûterait ici un système semblable à ce qui existe en Ontario.

La population de la province de Québec est, en chiffres ronds, de 80 % de la population d'Ontario. Voyons maintenant ce qu'ont coûté à la province d'Ontario ces secours aux mères nécessiteuses. Dans les *Comptes publics* de l'Ontario pour l'année fiscale finissant le 31 décembre 1932, à l'item O, page 3, on trouve qu'il a été dépensé en une année \$1,659,352.44. Combien en coûterait-il à la province de Québec pour un système semblable, tenant compte que notre population est d'environ les quatre cinquièmes de celle d'Ontario? Peut-être un million et quart ou un million et un tiers. En tout cas, bien moins cher qu'il n'en coûte pour bâtir des ponts électoraux.

Et là encore, voyons ce que dit le rapport de la Commission, page 42: "En coûterait-il plus cher d'établir une politique d'assistance aux mères que de satisfaire aux besoins actuels de construction et d'entretien des orphelinats?" Si nous avions un pareil système d'allocations, la province économiserait sur les dépenses pour la construction et l'entretien des orphelinats. Les témoins ont déclaré généralement que la différence serait légère, si l'on met en regard les dépenses imputables au capital ou à l'entretien des orphelinats et les sommes à verser aux mères nécessiteuses. C'est, pour le dire en passant, la pensée qui a inspiré le législateur dans l'État de New York.

Est-il nécessaire d'ajouter que les orphelinats ne disparaîtront pas, du fait que l'on adoptera une loi d'assistance aux mères nécessiteuses? Il y a toujours, malheureusement, des orphelins et même des enfants que leur mère ne pourra pas garder près d'elle. Ainsi, des crèches d'ailleurs. L'assistance aux mères nécessiteuses allégera le fardeau, car on constate, en 1931, qu'il y a dans ces institutions un bon nombre d'enfants légitimes: 112 dans la région de Québec et 90 dans la région de Montréal.

Autre objection: ce n'est pas le temps, quand les finances publiques sont dans une situation difficile, d'assumer de nouvelles charges. Ce n'est pas le temps de faire ces dépenses, en une période de crise, alors que les gouvernements sont aux prises avec l'angoissant problème du chômage. Je me

permettrai de différer carrément d'opinion. De deux choses l'une. Ou cette mesure est bonne, ou elle ne l'est pas. Si elle est bonne, il est toujours temps de bien faire. Elle est bonne, car elle peut assurer le lien familial. Or, la famille est la cellule qui alimente les nations, les peuples et les gouvernements. Pourquoi obliger une mère à quitter ses enfants pour aller gagner leur vie, quand tout le monde admet que la femme doit rester à la maison? La crainte de ne pas pouvoir leur assurer la subsistance empêche les chefs de famille d'avoir des enfants. Comme le disait un prédicateur, les hommes ont peur de transmettre la vie qu'ils ont reçue.

Autre objection: temps de crise; gouvernement aux prises avec le problème du chômage. Mais la crise, de quoi est-elle faite, sinon de la rupture de l'équilibre social? Et si cet équilibre social est rompu, n'est-ce pas, par malheur, que trop souvent nous avons oublié les principes les plus élémentaires de la vraie doctrine chrétienne ou tout simplement de la saine doctrine sociale?

Bien des hommes sont des chômeurs. Oui, ils sont à charge aux pouvoirs publics. Oui. Pour un grand nombre, ils souffrent de leur inactivité forcée. Oui. Pour un grand nombre, l'état actuel qui leur est imposé est en train de les pousser vers la paresse et l'incapacité. Qui pourra dire combien de ces chômeurs sont sans travail tout simplement parce que le travail qu'ils feraient est donné à des femmes, peut-être des mères qui laissent leurs enfants à la rue et à la gendarmerie?

Dans ces cas, le secours aux mères nécessiteuses ne serait pas une dépense, mais tout simplement un changement d'appropriation des deniers. Que dis-je? Ce serait une vraie économie, puisque l'homme qui travaillerait à la place d'une mère assistée cesserait d'être un chômeur, et que les enfants, élevés par leur maman, seraient sans conteste mieux élevés que les traîneurs de rue, quand la maman est au travail. Donnons à la mère nécessiteuse de quoi vivre et elle gardera son foyer. L'homme récupérera ses positions perdues et nous aurons contribué d'autant à régler le chômage. Cet appui aux mères nécessiteuses contribuera à consolider la famille, principale cellule sociale.

La femme au foyer, l'homme au travail devrait être le mot d'ordre dans toute la mesure du possible. Rien ne coûte plus cher que d'avoir des choses ou des gens hors de leur place. Et le devoir des gouvernements est de faire tout ce qui est possible pour que chaque chose et chaque personne soient à la place qui leur convient.

Nous vivons des heures graves, trop graves pour que nous passions notre temps à nous chicaner.



Les intérêts des partis et des individus devraient être mis de côté et nous ne devrions nous occuper que des principes. Un de ces principes est que l'homme doit travailler et que la femme doit remplir à la maison le beau rôle que lui a appris sa mère: élever des petits Canadiens; les élever forts, non pas seulement au point de vue physique, mais au point de vue moral. Pour ces raisons, je demande à la Chambre de bien vouloir adopter ma motion.

**M. Gauthier (Portneuf):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Saurette), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est ajourné.

#### **Demandes de documents:**

##### **Loi de l'aide aux chômeurs, 1930, 21 George V, chapitre 2**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province et se rapportant à la loi de l'aide aux chômeurs, 1930, 21 George V, chapitre 2.

Adopté.

##### **Loi de l'aide aux chômeurs, 1931, 22 George V, chapitre 2**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province et se rapportant à la loi de l'aide aux chômeurs, 1931, 22 George V, chapitre 2.

Adopté.

##### **Loi de l'aide aux chômeurs, 1931 22 George V, chapitre 2**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le

gouvernement de cette province et se rapportant à l'article 14 de la loi de l'aide aux chômeurs, 1931, 22 George V, chapitre 2.

Adopté.

##### **Loi de l'aide aux chômeurs, 1933, 23 George V, chapitre 2**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province et se rapportant à la loi de l'aide aux chômeurs, 1933, 23 George V, chapitre 2.

Adopté.

##### **Fonds de l'assistance publique**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 15 mars 1933 inclusivement, et se rapportant au chapitre 76, 23 George V, loi modifiant la loi de l'assistance publique de Québec relativement aux fonds de l'assistance publique.

Adopté.

##### **Octrois à payer à même le fonds de l'assistance publique**

(Cette motion ne sera présentée en Chambre que le 30 janvier.)

**L'honorable M. David (Terrebonne):** En l'absence de l'honorable député de Deux-Montagnes (M. Sauvé vient de s'absenter pour un moment), je veux dire à l'honorable chef de l'opposition que la production de documents se rapportant aux octrois payables à même le fonds de l'assistance publique nous obligerait à transcrire 1,200 à 1,500 lettres adressées au département du secrétariat ou au directeur de l'assistance publique. Si le député des Deux-Montagnes y consent, nous lui donnerons libre accès à nos archives et il pourra consulter les documents qui lui plairont. Si mes honorables amis de la gauche veulent m'indiquer les documents précis

dont ils ont besoin, je les ferai copier immédiatement et je les produirai.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si vous aviez payé vos dettes, plusieurs institutions ne vous auraient pas écrit chacune deux ou trois fois, et vous auriez moins de lettres. Je prie l'honorable secrétaire provincial de croire que j'apprécie sa déclaration et puisqu'il nous donne accès aux fiches de son département à ce sujet, nous n'insisterons pas.

Je crois que le député de Deux-Montagnes sera satisfait de cette explication. Il se rendra demain à son département et lui dira les documents dont il demande la production.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Très bien.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (S'adressant au premier ministre) Alors, nous allons adopter la motion.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Biffé!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non! Non!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Pas dans la forme qu'elle est présentée. Nous allons la laisser sur l'ordre du jour.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Très bien.

#### **Enregistrement d'un véhicule non utilisé**

**M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 152 relatif à l'enregistrement, en vertu de la loi des véhicules automobiles, d'un véhicule automobile non utilisé soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but de mon projet, le même que j'ai présenté l'an dernier, est d'amender la loi des automobiles, de façon à ce que des demi-licences soient émises pour les autos qui ne sont achetées qu'au milieu de l'année fiscale et que les propriétaires d'autos qui n'utilisent pas leurs voitures ne paient pas de licence du tout. Mon projet affecterait surtout les cultivateurs qui n'utilisent pas leurs autos en hiver.

Car les conditions ont changé depuis que la loi a été inscrite dans les Statuts. Dans le temps, seuls les riches possédaient des automobiles et ils étaient naturellement en état de payer les frais d'enregistrement

de la voiture, même s'ils ne s'en servaient pas. Mais, par suite des nouvelles conditions économiques, bon nombre de gens, cultivateurs et artisans, ont acheté des autos nécessaires à leur exploitation et ne peuvent plus respecter la loi.

Or, aujourd'hui, après avoir acheté ces autos dans un temps prospère, ils ne peuvent plus les utiliser et doivent les laisser dans les garages. Cependant, la loi exige qu'ils paient quand même la taxe d'enregistrement. Et ces propriétaires sont placés dans une situation impossible. Ils ne peuvent pas payer la taxe, alors ils doivent se départir de ces autos. Mais, par suite des conditions économiques existantes, il leur est impossible de trouver un prix qui ne soit pas dérisoire et les jettent à la ferraille pour ne pas payer cette taxe.

Ceci est clairement démontré dans le rapport du trésorier provincial sur l'enregistrement des automobiles de la saison dernière. Ainsi, en dépit de l'achat de plusieurs nouvelles automobiles en cette province, les enregistrements ont diminué de 5,000 l'an dernier. On comprend que les propriétaires d'autos, qui retirent de gros salaires, qui peuvent se permettre d'utiliser leur auto pour aller à leur bureau et pour en revenir, puissent payer quand même la taxe.

Il est beau aussi de voir de bonnes gens bien nourris, qui se chauffent le dos à un bon feu, édicter des lois, puis s'asseoir tranquillement et proclamer que ces lois doivent rester inchangées. Mais ce n'est certainement pas l'avis des députés ruraux qui sont quotidiennement en contact avec des gens dont la situation n'est pas heureuse, qui, par la sueur de leur front et par leurs mains endurcies, retirent une maigre pitance de leur travail.

Ce sont quelques-unes des personnes qui souffrent de la loi actuelle sur les véhicules-moteurs. Le fait d'être obligés de se débarrasser de leurs automobiles et de leurs camions pour pratiquement rien, ou encore de les envoyer à la ferraille, a ajouté à leur anxiété et au fardeau insoutenable des taxes, et a diminué le moral de la population de Québec.

Je crois fermement que, si la loi était amendée, elle permettrait à un grand nombre de propriétaires d'autos de garder ces autos en garage, au lieu de les sacrifier à vil prix. Et à mesure que les conditions s'améliorent, ils enregistreront leurs autos, contribuant au Trésor non seulement avec cet argent, mais en payant une lourde taxe sur la gazoline. Il en résultera de gros revenus pour le gouvernement. Si la loi actuelle est maintenue et que les gens se débarrassent de leurs autos, ces revenus seront perdus à jamais, car plusieurs personnes ne posséderont plus jamais d'autos.

Toutes les associations d'automobilistes à la grandeur du dominion favorisent une telle loi. Elles connaissent la question, et il ne serait que juste de faire droit à leurs réclamations. Les automobilistes de ce pays doivent avoir la justice britannique. Si ce n'était des revenus importants que le gouvernement retire des automobilistes, ses finances seraient dans une situation encore plus déplorable.

Une autre clause du bill aurait pour but de permettre à une personne qui achète une voiture, lorsque six mois de l'année sont révolus, de ne payer sa licence que pour les six mois restant à courir. Une loi qui a été adoptée en temps de prospérité doit être modifiée en temps de dépression. J'espère donc que la Chambre fera meilleur accueil cette année à mon projet.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Nous avons discuté ce projet l'an dernier. Le gouvernement ne doit jamais perdre de vue le fait que la province est administrée et ses services essentiels maintenus à l'aide des revenus qu'il perçoit de sources variées. J'ai représenté alors à la Chambre que, lorsque nous avons commencé à améliorer nos chemins, nous comptons sur les revenus des autos pour défrayer les dépenses. Les revenus n'ont pas suffi et il nous a fallu prendre l'argent ailleurs. Dans ces conditions, serait-il juste, serait-ce un bon principe économique de diminuer les revenus que les automobiles assurent à la province? Il serait plus juste que toutes les routes fussent payées par les automobilistes.

L'histoire du développement du transport automobile sur le continent montre que la plupart des États et toutes les provinces, sauf l'Alberta, basent la taxe sur la possession et non sur l'utilisation. C'est un principe fondamental qu'une taxe, pour être efficace, doit être facilement perçue et non dispendieuse. Si nous nous rendons au désir du député et que nous percevions la licence d'enregistrement que sur la voiture "utilisée" et non pas sur la voiture "possédée", cela nous coûterait beaucoup plus cher pour percevoir la taxe, car il faudrait une inspection beaucoup plus serrée.

Cela voudrait dire que le gouvernement provincial devrait prouver qu'un homme a utilisé une automobile avant de le facturer. Cela demanderait l'inspection de plus de 100,000 voitures privées et entraînerait des dépenses considérables. Cela impliquerait l'embauche d'une petite armée d'inspecteurs qui devraient vérifier tout le territoire de la province pour prévenir la fraude. Il faudrait peut-être aussi augmenter la taxe à cause du coût de cette inspection. Cela pourrait vouloir dire que, par

exemple, un homme pourrait conduire son auto durant le mois de juin et ensuite s'en débarrasser, alors qu'il passe le reste de l'année en Europe.

Donc, à moins que le gouvernement ne prouve qu'il l'a utilisée durant ce mois, on ne pourra lui demander de payer les taxes à la province de Québec. Cela ne serait pas mieux, en définitive, pour personne. Le changement proposé place tout le fardeau de la preuve sur le gouvernement. N'est-il pas juste que les automobilistes, comme tous les autres citoyens, contribuent par leurs impôts au bien-être de toutes les classes de la société?

En Ontario, dit-il, les routes de comtés sont à la charge des municipalités, ce qui veut dire que les cultivateurs qui ne peuvent se payer une automobile doivent payer pour des routes construites principalement au bénéfice des automobilistes. Il peut y avoir des situations difficiles, en raison de l'imposition de la taxe, mais ce sont des cas isolés et non pas généralisés. Sans doute, le député de Huntingdon a été incité à présenter son bill en raison des cas exceptionnels qui sont venus à sa connaissance. Mais je suis d'opinion qu'ils sont plutôt dus à la dépression qu'à la loi actuelle sur les licences d'enregistrement des véhicules-moteurs.

De plus, nos routes provinciales nous ont coûté très cher et il faut les entretenir. Nous avons compté, pour cet entretien, sur les revenus dérivés de l'automobilisme. Si on veut nous enlever cette source de revenus, il nous faudra compenser, d'autre part. Le gouvernement se doit à l'heure actuelle de maintenir ses sources de revenus et je crois que, dans les circonstances, je serai forcé de voter contre le projet du député de Huntingdon.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. l'Orateur, l'honorable trésorier veut nous faire croire qu'il serait difficile de surveiller l'usage des autos.

Il (M. Sauvé) maintient que la taxe sur les automobiles constitue une exception dans le système de taxation de la province. Il ne croit pas qu'il serait plus difficile aux patrouilleurs provinciaux de dire si une automobile passant sur la route a une licence ou non qu'il est difficile de jurer en cour qu'une automobile a roulé à plus de trente milles à l'heure, comme il arrive dans plusieurs cas de vitesse. Pourquoi, demande-t-il, taxer ceux qui ne se servent pas de leurs autos?

Je crois que l'application de la taxe serait rendue plus facile si on adoptait la mesure suggérée par le député de Huntingdon (M. Fisher). Il serait plus simple de prouver l'existence d'une voiture automobile que d'en établir les preuves de

possession. Je suis d'avis que ceux qui utilisent notre réseau routier doivent en payer l'entretien, vu qu'ils endommagent les chemins avec les automobiles, mais que ceux qui se voient forcés de laisser leur véhicule dans une remise ou un garage ne devraient pas être appelés à payer. J'ai appuyé en 1933 l'honorable député de Huntingdon. Je sais qu'une foule de nos gens dans la campagne, où les signes du retour à la normale ne sont pas encore bien évidents, n'ont pas les moyens de payer les licences coûteuses, et je voterai pour le projet cette année.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):**

M. l'Orateur, la taxe sur l'automobile en notre province est basée sur la possession. L'honorable député de Huntingdon veut que nous basions maintenant la taxe sur l'usage de l'automobile. Je soumets que le premier principe est plus sain. Si l'on taxe seulement l'usage, les gens diront qu'ils n'ont utilisé leur automobile que pour un seul voyage, quand ils seront pris en flagrant délit, et alors ils refuseront de payer le coût d'une licence. Le fait d'établir l'usage donnerait lieu à toutes sortes de subtilités légales.

De plus, si on permettait de prendre des licences périodiques, il y aurait une grosse baisse dans les revenus. Les revenus actuels sont d'environ \$4,000,000. Ils baisseraient considérablement et il faudrait les remplacer par d'autres, aux dépens du contribuable. Le principe de la taxe sur l'usage a été essayé dans les autres provinces et il a été abandonné partout, sauf dans l'Alberta. Est-ce le temps de l'accepter chez nous et de provoquer ainsi une diminution des revenus de la province? Je ne le crois pas. On s'est rendu compte que le principe de la taxe sur la "possession" est le meilleur. On l'a adopté aux États-Unis et dans toutes les provinces du Canada, à l'exception de l'Alberta. Nous n'avons pas de taxe sur les meubles dans cette province, sauf pour les autos.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a la taxe de la gazoline.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):**

Mon honorable ami le chef de l'opposition sait quel sens je veux donner au mot "meuble".

Si on disait par exemple que l'auto ne serait taxée que sur l'utilisation, on poserait un principe dangereux. Le possesseur d'un lot vacant pourrait par exemple, dire à la municipalité: "Je ne me sers pas de mon lot, donc vous ne me taxerez pas. Vous le ferez lorsque je me bâtirai sur mon lot."

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le lot vacant n'est pas un meuble.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):**

Aux États-Unis, il existe une taxe sur les meubles. Eh bien, si on y appliquait le principe que l'on nous suggère ici, un Américain taxé dirait: "Je ne paierai la taxe sur mon piano que lorsque je jouerai du piano." Comment le gouvernement pourrait-il contrôler un pareil système de taxation? C'est celui que l'on nous propose avec ce projet. On voudrait que les propriétaires d'autos puissent dire: "Je ne paierai la taxe que lorsque je me servirai de mon auto." C'est là un mauvais principe de taxation. On sait où cela conduirait. Les automobiles enregistrées sont maintenant au nombre de 160,000, ce qui constitue une forte augmentation, si on compare les chiffres actuels avec ceux d'il y a cinq ans. Je crois que la Chambre devrait maintenir la décision qu'elle a prise l'an dernier.

**M. Lamoureux (Iberville):** M. l'Orateur, je ne dirai que quelques mots. Ceux qui disent que cette taxe est injuste pour les cultivateurs ignorent sans doute que le gouvernement ne sévit pas contre ceux qui ne se servent pas de leurs autos et ne prennent pas de licences. Je crois qu'il n'y a pas tellement d'automobiles qui ne sont pas utilisées. Le bill devrait être rejeté, parce que le gouvernement a besoin des revenus.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, dépouillée de tous les artifices et les arguties de la science légale, quelle est la question? Cette question n'en est pas une de système, mais elle se résume à une simple question de justice. C'est un principe élémentaire de justice que celui qui utilise une automobile paie pour la voirie. Une personne doit payer pour le privilège de posséder quelque chose. Le nom même d'automobile indique une locomotion, et s'il n'y a pas de locomotion, pourquoi payer pour circuler? Il est extraordinaire de constater comment le gouvernement s'acharne à imposer des taxes à des gens qui ne bénéficient pas de choses taxées.

L'honorable député de Huntingdon ne demande qu'une chose: que la taxe des autos ne soit payée que par ceux qui utilisent leurs voitures. Tous les journaux conviennent que les taxes sont trop élevées. En fait, le gouvernement a établi ses taxes de licence d'autos, qui sont très lourdes, et sa taxe de gazoline, sur le principe qu'il fallait faire payer les routes par ceux qui s'en servent. L'automobile est d'ailleurs, par définition, un instrument de locomotion, une voiture qui circule. Il est injuste de

faire payer aux cultivateurs qui ne se servent pas de leurs autos ce qui bénéficie aux autres.

L'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault), avec l'habileté qui le caractérise, sentant la faiblesse de sa cause, a fait un argument captieux sur le mot "usage". Il est injuste qu'une personne qui est incapable d'utiliser son auto, parce qu'elle ne peut se le permettre, doive payer une licence deux ou trois fois plus élevée que dans d'autres provinces. Il n'est pas question de savoir si on taxera un automobiliste qui n'utilise sa machine que trois ou quatre mois, mais de ne pas taxer celui qui n'utilise pas sa machine.

L'argument que les revenus diminuent vaut plus ou moins dans le cas présent, car les taxes perçues des automobilistes sont plus que suffisantes pour rencontrer les frais de voirie, les intérêts et l'amortissement. On comprend que le gouvernement refuserait de supprimer la taxe sur les autos non utilisées, si l'auto était le privilège unique des riches. L'auto n'est plus un produit de luxe. L'auto est devenue un objet de nécessité dans bon nombre de cas. Et surtout, on ne devrait pas placer l'automobiliste mal en point, qui ne peut plus utiliser sa voiture, dans l'alternative de payer la taxe deux ou trois fois plus élevée que dans d'autres provinces, ou de se débarrasser de l'auto, avec des conséquences financières désastreuses. Le marché des voitures de seconde main s'est effondré et toute l'industrie automobile souffre. Je ne crois pas que la population de la province ait un esprit si malfaisant qu'elle violerait la loi sur les automobiles, si elle était amendée selon les souhaits du député d'Huntingdon (M. Fisher). Il est extraordinaire de constater comment le gouvernement s'acharne à imposer des taxes à des gens qui ne bénéficient pas de choses taxées, comme l'automobile qu'on n'a plus les moyens d'utiliser.

L'argument que le changement à la loi nécessiterait un personnel extraordinaire vaut plus ou moins. Rien n'empêche le gouvernement, en effet, de décréter que ceux qui veulent se prévaloir de l'exemption devront en faire la demande formelle, sinon ils devront payer la taxe.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Rejeté.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Vote.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il me semblait bien que ça ne durerait pas<sup>5</sup>.

**M. Gauthier (Portneuf):** "*Pax vobis*".

Et le vote se poursuit:

**Pour:** ... Lafleur, Sauvé, Smart, 11.

**Contre:** MM. Arcand, Bachand, Bastien, Bédard, Bélanger, Bercovitch, Bergeron, Bouthillier, Caron, Casgrain, Charbonneau, Cohen, Côté (Bonaventure), Dansereau, David, Drouin, Duffy, Dugas, Duval, Farand, Filion, Fillion, Fortier, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Lamoureux, Lapierre, Lapointe, Legault, Lortie, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau, Morel, Paquet, Perrault, Phaneuf, Piché, Plante, Power, Reed, Sabourin, Saintonge, Saurette, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 62.

Ainsi, la motion proposant la deuxième lecture du bill 152 est rejetée.

#### Code civil, article 2124

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 154 relatif à la préférence visée par l'article 2124 du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de prolonger le privilège du créancier hypothécaire sans l'obliger à recourir à un renouvellement. Il (M. Sauvé) dit que sa pensée a été mal interprétée hier par certains journaux comme *Le Canada*, et il donne cette explication pour empêcher toute équivoque<sup>6</sup>.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Code de procédure civile, article 716

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 157 modifiant l'article 716 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill limite à une insertion la publication des ventes par autorité de justice, dans la *Gazette*

*officielle de Québec*. Cette publication, dans certains cas, est une charge excessivement lourde et, la plupart du temps, il s'agit de créanciers et de débiteurs qui subissent déjà des pertes considérables. On doit dégrever autant que possible les créanciers et débiteurs de frais inutiles. Il ne croit pas qu'il soit correct que la *Gazette officielle de Québec* fasse un profit de \$23,000 par année aux dépens de débiteurs infortunés.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Comparution des prisonniers**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que l'ordre du jour pour l'adoption en deuxième lecture du bill 13 modifiant la loi des convictions sommaires de Québec concernant la comparution des prisonniers soit révoqué et que le bill soit retiré.

Adopté. Le bill est retiré.

#### **Licences dans les lieux d'amusements**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 modifiant la loi des licences en ce qui regarde les lieux d'amusements soit maintenant lu une deuxième fois.

Il déclare à la Chambre qu'il amende l'article 44 de la loi et explique qu'actuellement celui qui ouvre un lieu d'établissement, sans se procurer une licence, est passible d'une amende équivalente à deux fois le prix de la licence, et les frais ou une peine d'emprisonnement allant jusqu'à trois mois.

Avec le nouvel amendement, celui qui opérera sans licence un lieu d'amusement sera passible, pour la première offense, d'une amende équivalente à deux fois le coût de la licence, et pour la deuxième offense, à trois mois de prison, sans option d'amende.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait remarquer que le bill n'a pas encore été présenté aux députés.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** dit qu'il est imprimé et qu'il croyait qu'il avait été présenté aux députés.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** suggère que le bill soit adopté en deuxième lecture sur division et qu'il aille au comité des bills publics. Entre-temps, tout le monde aura eu la chance de le lire.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Marcel Poulin**

**M. Dugas (Joliette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Marcel Poulin, des cité et district de Montréal, à l'étude de la profession d'avocat, sans examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **The Church Society of the Diocese of Quebec**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 96 concernant The Church Society of the Diocese of Quebec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Charte de Grand'Mère**

**M. Crête (Laviolette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 99 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Jalmar Frederick Susta**

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 75 permettant à Jalmar Frederick Susta de changer son nom en celui de Charles Jalmar Frederick Anderson soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

La séance est levée à 5 heures<sup>7</sup>.

## NOTES

1. Selon *La Patrie* du 25 janvier 1934, à la page 7, ce projet de loi vient en réaction au fait qu'à Montréal un attroupement, provoqué par un marathon de marche, a dégénéré en bagarre.
2. Le député de Hull, M. Guertin, est le seul à applaudir, selon *Le Soleil* du 25 janvier 1934, à la page 7.
3. Cette commission, instituée le 4 avril 1930, fut également baptisée la commission Montpetit, du nom de son président, M. Édouard Montpetit. Elle avait déposé une série de rapports durant les sessions 1931-1932 et 1933.
4. Il s'agit de M. Arthur Sauvé, ancien chef du Parti conservateur du Québec (1922-1929).
5. Si M. Taschereau fait une telle remarque, c'est parce que les trois députés indépendants, MM. Guertin, Gault et Barré, qui ont quitté le Parti conservateur en opposition avec son nouveau chef, ont voté avec M. Duplessis et les conservateurs.
6. *Le Canada* du 25 janvier 1934, à la page 1, mentionne que l'erreur provient de son compte rendu et en profite pour la corriger.
7. Avant l'ajournement, M. Fisher invite ses collègues de gauche et de droite à déguster de délicieuses pommes McIntosh. La boîte fut installée sur l'estrade de l'Orateur, tel que le mentionne *L'Action catholique* du 25 janvier 1934, à la page 9.





## Séance du jeudi 25 janvier 1934

## Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 3 h 15.

## Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

## Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Filion).

## Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de L.-Jules-B. Gaudry dit Bourbonnière, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de Louis-Jules Gaudry dit Bourbonnière (M. Bachand);

- des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes, dans le diocèse de Joliette, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes (M. Dugas);

- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Phaneuf);

- de Oscar Mathieu et J.-C. Lamothe, demandant l'adoption d'une loi concernant la charte de la cité de Montréal (M. Rhéaume).

## Rapports de comités:

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et les avis sont réguliers et suffisants, et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de The Montreal Cottons, Limited, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice, dans le comté de Saint-Jean, demandant l'adoption d'une loi modifiant les limites du territoire de la corporation scolaire de ladite paroisse;

- de la ville de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Prosper St-Aubin et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la ville de Mont-Royal;

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

## L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 2 modifiant les lois concernant les compagnies de télégraphe et de téléphone;

- bill 3 concernant certains actes et documents dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé;

- bill 5 modifiant la loi des liqueurs alcooliques concernant les heures de fermeture;

- bill 7 modifiant la loi des huissiers;

- bill 9 modifiant le Code civil et le Code de procédure civile concernant les jours fériés;

- bill 21 modifiant la loi de l'instruction publique concernant la perception des taxes scolaires;

- bill 23 modifiant la loi des sociétés historiques.

## Charte de Saint-Jérôme

M. Dansereau (Argenteuil) demande la permission de présenter le bill 84 modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Charte de Salaberry-de-Valleyfield

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 86 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Mont-Royal**

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** demande la permission de présenter le bill 81 modifiant la charte de la ville de Mont-Royal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Verdun**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** demande la permission de présenter le bill 95 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice  
dans le comté de Saint-Jean**

**M. Bouthillier (Saint-Jean)** demande la permission de présenter le bill 108 modifiant les limites du territoire de la corporation scolaire de la paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice, dans le comté de Saint-Jean.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Dépôt de documents:****Établissement des  
fils de cultivateurs**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 23 janvier 1934, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1933 inclusivement, et se rapportant au placement ou à l'établissement des fils de cultivateurs, dans cette province. (Document de la session no 23)

**Taxes ou pénalités imposées par la  
loi de la taxe sur les corporations**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 16 janvier 1934, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province et se rapportant à la remise ou à la réduction des taxes ou des pénalités imposées par la loi de la taxe sur les corporations, depuis le 10 janvier 1933 inclusivement jusqu'au 10 janvier 1934 inclusivement. (Document de la session no 24)

**Rente foncière  
payable à la province**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 16 janvier 1934, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 25 janvier 1933 inclusivement jusqu'au 10 janvier 1934 inclusivement, et se rapportant au maintien, à l'augmentation ou à la réduction de la rente foncière payable à la province. (Document de la session no 25)

**Contribution additionnelle  
pour promouvoir l'utilisation  
des produits forestiers**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 23 janvier 1934, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 30 mars 1933 inclusivement, et se rapportant à l'article 1 de la loi modifiant la loi pour promouvoir l'utilisation des produits forestiers, 23 George V, chapitre 21. (Document de la session no 26)

**Exportation de bois ou de pulpe  
aux États-Unis**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 16 janvier 1934, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1933 inclusivement jusqu'au 10 janvier 1934 inclusivement, et se rapportant à l'exportation du bois ou de la pulpe aux États-Unis. (Document de la session no 27)

**Droits de coupe**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 16 janvier 1934, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 25 janvier 1933 inclusivement jusqu'au 10 janvier 1934 inclusivement, et se rapportant au maintien, à l'augmentation ou à la réduction des droits de coupe payables à la province. (Document de la session no 28)

### **Concessions de limites forestières**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 16 janvier 1934, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1<sup>er</sup> février 1933 inclusivement jusqu'au 10 janvier 1934 inclusivement, et se rapportant à la concession ou au renouvellement de concessions de limites forestières en cette province. (Document de la session no 29)

### **Ajustement des réclamations d'assurance**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)**<sup>1</sup>, propose selon l'ordre du jour, que le bill 6 modifiant la loi des assurances de Québec en ce qui regarde l'ajustement des réclamations, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### **En comité<sup>2</sup>:**

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. La loi des assurances de Québec, Statuts refondus, 1925, chapitre 243, est modifié en y ajoutant, après l'article 243, le suivant:

"243 a. Dans l'ajustement de toute réclamation d'assurance, aucune personne agissant pour l'assureur, l'assuré, ou le cessionnaire de ce dernier, ne peut conclure un arrangement en vertu duquel cette personne peut recevoir, comme rémunération, une partie ou un pourcentage quelconque du montant de l'indemnité ou une rémunération de nature à donner à cette personne un intérêt personnel dans la fixation du montant de cette indemnité; et tel arrangement, formel ou implicite, est nul."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable trésorier a-t-il appris que des abus étaient commis?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** On nous a représenté que l'amendement protégerait les porteurs d'assurances contre le feu.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** prétend que cela ne sert pas les intérêts des assureurs, puisqu'ils seront ainsi obligés d'embaucher des ajusteurs à taux fixe et de les payer eux-mêmes, ce qui réduira ainsi considérablement le montant de leur indemnité. J'ai peur que l'on diminue la protection des assurés.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Le projet est présenté pour les mieux protéger.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** déclare que le principe du bill est excellent, mais à son avis le dispositif actuel du bill va trop loin en ce qu'il empêche l'emploi, par le sinistré, d'ajusteurs professionnels qui pourraient l'éclairer et l'aider dans un cas d'enquête et d'ajustement à la suite d'un incendie, par exemple.

Cela annulera, selon lui, les tentatives du gouvernement d'enrayer les abus qui ont cours, en en créant un autre encore plus grand.

Il me semble que nous devrions référer le projet au comité des bills publics pour consulter les intéressés.

**M. Guertin (Hull):** La suggestion est bonne et le gouvernement devrait l'accepter. Est-ce que cela signifie que les ajusteurs ne pourront plus désormais travailler à la commission?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Oui.

**M. Guertin (Hull)** ne souhaite pas aborder pour le moment les pour et les contre de ce qui est débattu présentement, mais il affirme que le bill implique un revirement considérable par rapport à ce qui a cours depuis longtemps.

C'est donc dire qu'à l'avenir les compagnies feront appel à des salariés pour l'ajustement des réclamations et que, naturellement, ces ajusteurs salariés, travaillant pour les compagnies, n'agiront pas dans l'intérêt du sinistré.

Cela nuira à la profession légitime d'assureur professionnel. Dans l'état actuel des choses, l'ajuteur, travaillant à la commission, représente l'assuré, et, en cas de doute, favorise le point de vue de l'assuré.

On peut dire qu'en général les ajusteurs agissent comme juges. Or, le fait de venir ainsi soudainement les abolir est une grave question, et il serait peut-être préférable que ceux qui sont en désaccord avec le système actuel et ceux qui souhaitent qu'on le maintienne puissent être entendus au comité des bills publics.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** se dit prêt à considérer la possibilité d'examiner les critiques. Nous allons soumettre le projet au comité des bills public et tenterons de l'amender de manière à répondre à ces critiques.

L'étude de l'article 1 est suspendue.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose que le bill soit renvoyé au comité des bills publics en général.

Adopté.

### **Indemnité des jurés**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 12 modifiant la loi des jurés relativement à leur indemnité.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra adopter et, de temps à autre, modifier et abroger des règlements pour déterminer, dans tout district, l'indemnité que doit recevoir chaque juré en tenant compte des circonstances particulières à chaque district, de même que des circonstances spéciales résultant de l'époque de la comparution des jurés, du lieu de leur résidence, des facilités ou des difficultés de communication entre les localités de leur domicile et le palais de justice, de leur incapacité totale ou partielle de vaquer à leurs occupations en raison de leur absence totale ou partielle de leur domicile ou de leur place d'affaires, et que cette indemnité sera payée au juré par le shérif sur le certificat du greffier de la paix ou du greffier de la couronne, suivant le cas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Lors de la première lecture, le chef du gouvernement a dit qu'il

voulait mettre fin à certains abus; c'est très bien. Mais, avec le projet de loi qui nous est soumis, le lieutenant-gouverneur en conseil ouvre la porte à certains abus.

Je vois le danger de l'ingérence politique dans l'administration de la justice avec ce système, à l'heure où l'on devrait plutôt enseigner un plus grand respect de la justice. Je voudrais voir la justice à l'abri des partis politiques.

Il y a quelques années, les juges et les journaux s'étaient plaints des difficultés qu'on avait à trouver des jurés. Nombreux étaient les refus parce que beaucoup prétendaient que les fonctions de jurés représentaient des déboursés et des pertes pour les jurés. Le gouvernement décida alors de majorer les indemnités et fixa un honoraire de \$5 par jour pour chaque juré, plus une pension de \$3 par jour et les dépenses de transport.

Maintenant, on veut donner au lieutenant-gouverneur en conseil, c'est-à-dire au cabinet provincial, le droit de fixer arbitrairement les honoraires et frais de pension. Je veux croire que le gouvernement n'a aucune mauvaise intention. Mais n'empêche que, désormais, il aura droit de fixer des prix différents pour chaque district judiciaire, établir un tarif moindre pour une région bleue, augmenter pour un coin rouge, etc., comme cela est bien connu, et le politique viendra ainsi influencer les jurys afin de protéger les amis du gouvernement.

Dans le comté d'Arthabaska, représenté par un excellent ministre libéral (l'honorable M. Perrault), on pourra décréter que les jurés toucheront \$5 par jour, tandis que dans Westmount, comté représenté par un député conservateur (M. Smart), les jurés ne toucheront que \$2 par jour<sup>3</sup>.

Sans doute, cela ne veut pas dire que le gouvernement de quelque couleur qu'il soit se rendra coupable de mesures arbitraires semblables, mais tout de même, le gouvernement possédera désormais ce pouvoir de s'immiscer dans l'administration de la justice. Car le lieutenant-gouverneur en conseil est, quoi qu'on en dise, une sorte d'organisme politique, puisqu'il est le conseil choisi par la majorité des députés d'un parti. En somme, le lieutenant-gouverneur en conseil, c'est le cabinet provincial, et les membres de ce cabinet, qui sont dans la politique, pourront exercer un certain favoritisme. Le bill s'inspire donc d'un mauvais principe, et le gouvernement ne devrait pas s'aventurer dans une telle mesure.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je pense que nous ne resterions pas longtemps au

pouvoir si nous administrions la chose publique ainsi que vient de le suggérer l'honorable chef de l'opposition. J'espère que, si jamais il prend notre place, il se conduira suivant d'autres principes. Probablement qu'il ne nous remplacera jamais, mais il est bon de le mettre sur ses gardes. Le gouvernement ne présente pas cette mesure pour s'immiscer dans l'administration de la justice. Mais il se trouve que les termes judiciaires coûtent abominablement cher.

Prenant en exemple la situation des chômeurs dans les comtés ruraux, il (l'honorable M. Taschereau) montre que le système actuel engendre des exagérations et des disparités telles qu'elles suffiraient dans certains cas à faire mourir d'envie certains d'entre eux. D'ailleurs, ce sont les juges eux-mêmes qui ont signalé l'anomalie. Actuellement, en vertu de la loi, un juré reçoit \$5 par jour, plus \$3 pour sa pension et ses frais de transport. Trois dollars par jour pour un hôtel de campagne? Ils ne dépensent pas autant. Il faut bien être juré, ajoute-t-il, pour pouvoir se permettre un tel luxe.

Il faut en tout cas que l'on mette un frein à cela. Soixante jurés nous coûtent \$8 par jour, et nous avons des termes de la cour dans les districts ruraux qui nous coûtent \$30,000. C'est énorme. Un juge, récemment nommé et qui a siégé dans un district rural, me disait que, dans une région notamment, de bons cultivateurs et même des chômeurs ont reçu de \$125 à \$175 pour un terme de cour criminelle, sans même avoir siégé comme jurés dans une cause. Il me disait que nous devrions amender la loi.

Nous croyons qu'à certaines saisons de l'année, \$8 par jour c'est trop, surtout quand les jurés sont des chômeurs. Vous avez parfois des cultivateurs appelés pendant l'hiver à remplir leur devoir de jury, qui sont chômeurs et qui ne vont là que pour lambiner à \$8 par jour. Nous devons couper dans les dépenses et il n'est pas raisonnable que l'on impose à l'administration judiciaire un tel fardeau. À certains endroits, la somme de \$8 par jour peut être raisonnable, mais dans d'autres, c'est très exagéré par suite de l'abaissement du coût de la vie. Nous voulons diminuer les frais de l'administration de la justice. Nous n'avons pas l'intention de baisser l'indemnité des jurés de manière qu'ils puissent s'en plaindre.

On parle d'ingérence politique, et mon honorable ami craint que nous exerçons du favoritisme. Les craintes de l'honorable chef de l'opposition ne sont pas justifiées. Le projet est excellent. Le gouvernement n'est certainement pas animé des sentiments que laissait supposer le chef de l'opposition, quand il parlait des comtés bleus ou

rouge et d'une fixation arbitraire des prix. Si le gouvernement change, il se peut que l'abus dénoncé et prévu se produise sous un gouvernement bleu, mais ce n'est pas l'intention du gouvernement actuel de s'en rendre coupable.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit qu'il ne prétend pas que le gouvernement actuel ait quelque intention de mal faire, mais il croit tout de même mauvais que l'on se permette de faire de la politique avec les rétributions des jurés.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** En faisant cette remarque, peut-être le chef de l'opposition songe-t-il à ce qui adviendrait si le Parti conservateur prenait le pouvoir, ce qui du reste est assez peu probable.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sous un autre gouvernement, il y aurait peut-être moins d'offenses parce que l'économie des lois et la justice de l'administration y prêteraient moins.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est ça, sans aucun doute, tout le monde serait innocent dans ce temps-là! (Rires à droite) Nous ne voulons faire aucune distinction, mais l'administration de la justice coûte cher, et il faut prévenir les abus. Autrefois, les citoyens ne recevaient rien pour être jurés. Ils faisaient cela pour servir leur pays ou leur province. Et ils ne le sont pas actuellement en France ou ailleurs, en plusieurs pays. Le gouvernement veut bien rémunérer ceux de Québec de façon raisonnable.

**M. Béique (Chambly):** Si je comprends bien, le gouvernement s'intéresse à l'argent alors qu'il doit payer aux jurés bien plus qu'au choix des membres du jury. Le problème n'est pas le salaire des jurés mais le choix des jurés. Après en avoir vu plusieurs, je suis convaincu que bien des jurés ne sont tout simplement pas faits pour remplir les tâches qui leur sont assignées. Il y a souvent parmi les jurés des hommes qui ne comprennent rien du tout.

Je le sais, j'ai moi-même été juré! (Rires) Dans une cause, nous avons dû travailler un jour et une nuit pour faire comprendre à un compagnon ce qui s'était passé en cour. L'intérêt primordial de la justice veut que l'on choisisse des citoyens les mieux éclairés, et il serait peut-être mal à propos de supprimer une indemnité qui, la plupart du temps, n'est pas excessive. Il faudrait améliorer le choix des jurés, je le répète. C'est le point important.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Nous n'avons rien à voir avec le choix des jurés. L'on s'éloigne de la question.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au contraire, la discussion est pertinente. L'honorable premier ministre est un habile avocat. Il fait de l'esprit, mais ça ne règle pas la question. Cependant, il n'a pas nié que la loi puisse prêter à l'arbitrage, à l'ingérence politique dans l'administration de la justice. Actuellement, la loi est la même pour tout le monde; le même tarif s'applique et le procureur général n'a pas à appliquer de "discrimination" dans le traitement accordé aux jurés. Et il est bon qu'il en soit ainsi, car l'administration de la justice doit être entourée de toutes les garanties possibles; elle doit être placée au-dessus de toutes les considérations et des atteintes politiques. Il est certain que l'on pourra changer le traitement des jurés suivant les comtés. Il n'y a pas un membre du Barreau, pas un député dans cette Chambre, qui puisse nier cela. Quand il s'agit de la justice, on ne devrait laisser à aucun gouvernement, rouge ou bleu, le droit d'exercer une discrétion, quelle qu'elle soit.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Nous n'intervenons pas dans l'administration de la justice. Ce n'est pas une question de comtés. Les comtés sont compris dans un district judiciaire, qu'il s'agisse d'un comté rouge ou bleu. Le gouvernement n'établira certainement pas un tarif pour les comtés rouges et un autre tarif pour les comtés bleus, si toutefois il existe encore des comtés bleus.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi Dillon<sup>4</sup> les a enlevés! La loi Dillon a aboli l'autorité judiciaire!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Vous étiez en faveur de la loi Dillon!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre sait le contraire! Ça ne me surprend pas que, dans une question où l'on parle de la justice, le ministre se sente le besoin d'introduire la loi Dillon. Le premier ministre sait pourtant, et mieux que d'autres, s'il y a un député qui a trouvé arbitraire, qui a dénoncé, qui a combattu vivement cette loi Dillon, ce bill monstrueux, c'est bien le député de Trois-Rivières. J'ai toujours considéré que la loi Dillon était injuste et tyrannique. L'honorable premier ministre n'a pas le droit de dire cela, il ne doit pas fausser la vérité.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je me souviens d'avoir lu une petite interview<sup>5</sup> accordée par mon honorable ami (M. Duplessis), et dont tous se souviennent, invitant le gouvernement à présenter une loi à la suite de la contestation en bloc des élections. S'il le désire, je puis lire cette entrevue. Je crois même que l'honorable chef de l'opposition en a pris avantage de la loi Dillon, puisqu'il a lui-même dû faire face à une contestation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je rappelle le premier ministre à l'ordre. Le premier ministre fait des allusions politiques et personnelles. Je le défie de prouver de tels dires. La contestation de l'élection du député de Trois-Rivières a été rejetée par l'honorable juge Marchand, de la Cour supérieure, nommé par le gouvernement Mackenzie King pour des raisons données par Sa Seigneurie, et elle a été entendue à l'heure où l'ancienne loi était en vigueur.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Mon honorable ami ne niera pas que son interview nous invitait à présenter une loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si j'ai voulu inspirer le gouvernement, il a certainement mal saisi mon inspiration pour une fois qu'il l'avait écoutée. On ne m'a pas compris. (Rires)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Si vous nous avez inspirés, c'était pour la première et la dernière fois. (Rires) Revenant au projet, je vous dirai qu'il y a des termes qui nous ont coûté \$30,000. C'est trop cher. Nous voulons que les jurés soient bien rétribués, mais nous ne voulons pas continuer ainsi. Dans certaines régions, il est injustifiable de payer des jurés \$5 par jour pour ne rien faire. Le gouvernement a si peu l'intention de s'immiscer dans l'administration de la justice qu'il a l'intention de demander aux juges présidant les sessions de déterminer les indemnités qui devraient être payées aux jurés. Nous demanderons au juge de taxer le jury, et nous procéderons par arrêté en conseil. Je n'ai même pas d'objection à ce que ce soit dit dans la loi. Mais, encore une fois, ça coûte trop cher. Il y a eu des abus et nous ne voulons pas qu'ils se renouvellent. Il ne faut pas que les citoyens considèrent le fait d'être jurés comme une source de revenus.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Un abus n'en justifie pas un autre. Je suis en faveur de la répression des abus, et il est possible que l'honorable premier ministre en ait constatés. Mais je tenais à

protester contre le danger d'ingérence politique. Le premier ministre dit qu'il est prêt à se fier au juge sur l'indemnité à accorder. Mais en fait, le bill ne le dit pas. Que l'on amende la loi de façon à donner au juge le droit de fixer l'indemnité, et la loi sera parfaite.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première fois.

#### Officiers de justice, palais de justice et prisons

**M. Élie (Yamaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 153 modifiant la loi des salaires de certains officiers de justice et la loi concernant les palais de justice et les prisons soit maintenant lu une deuxième fois.

Il (M. Élie) voudrait que la loi, qui fut amendée il y a deux ans et qui donnait la commission de 2½ % aux shérifs sur 100 % de l'évaluation municipale, soit ramenée à ce qu'elle était autrefois: c'est-à-dire 2½ % sur les ventes par autorités de justice. Il explique qu'il veut protéger les propriétaires contre les coûts excessifs des règlements de litiges.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** suggère qu'on adopte le bill en deuxième lecture et qu'on le renvoie au comité.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Loi concernant la radio

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 155 abrogeant la loi 21 George V, chapitre 36 soit maintenant lu une deuxième fois.

Le gouvernement avait adopté cette loi en 1931, pour contrôler la radio. Depuis, le Conseil privé, le plus haut tribunal du Canada, a déclaré que la juridiction appartenait exclusivement au gouvernement fédéral. Il rappelle toutes les procédures du gouvernement au sujet de la radio<sup>6</sup>. Je considère que

la loi est *ultra vires* et, de plus, comme elle n'est pas mise en opération, j'en demande l'abrogation.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Cette loi a été approuvée au temps où le provincial avait le droit de légiférer en la matière. Je ne vois pas pourquoi nous enlèverions cette loi de nos Statuts. D'ailleurs, on ne sait pas si Ottawa ne modifiera pas son attitude sur la radio. Ottawa peut concéder à la province certains de ses pouvoirs par la suite de circonstances nouvelles. Alors, la province pourrait se servir de cette loi au sujet du contrôle de la radio. Cette loi n'a jamais été mise en vigueur, et elle ne le sera pas tant que l'attitude du gouvernement fédéral n'aura pas modifié son administration de la radio. Il est assez difficile de dire ce qui va arriver. Si le fédéral modifiait la loi, notre province aurait certains avantages de cette législation, et je suis d'avis que nous devrions la conserver dans nos Statuts. Elle ne fait pas de mal et ne nuit à personne.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis surpris des remarques de l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils), qui représente une belle tradition en cette Chambre. Il est déconcertant d'entendre tomber de ses lèvres des arguments comme ceux qu'il vient d'apporter, des paroles aussi subversives. La Constitution, pacte intangible, ne peut être modifiée qu'avec l'assentiment de chacune des parties contractantes, dont l'une, et non la moindre, est le gouvernement impérial.

Le député de Châteauguay sait que la question a été décidée par le plus haut tribunal, et le gouvernement central voulût-il se départir de sa juridiction qu'il ne le pourrait pas. On a soutenu contre le bon sens que la province avait juridiction en matière de radiodiffusion. Lorsque la loi a été présentée en 1931, l'opposition a conseillé au gouvernement de ne pas la présenter. Elle disait alors que le gouvernement provincial n'avait pas la moindre chance de prendre le contrôle de la radio, mais que, par contre, il risquait de perdre la juridiction sur les programmes que le gouvernement fédéral ne lui contestait pas.

Malgré ces sages avis, le gouvernement provincial a passé outre avec le résultat qu'il a perdu non seulement la juridiction sur la radio en général, mais aussi sur les programmes. La radio est essentiellement internationale par définition et par nature. Ses ondes, une fois lancées, ne peuvent plus être contrôlées, retirées, arrêtées. Le gouvernement provincial est allé soumettre une référence en Cour d'appel, laquelle référence a été transportée immédiatement

en Cour suprême. Celle-ci a reconnu la juridiction fédérale sur l'émission et, à la pluralité des voix, la juridiction fédérale sur la réception.

La province de Québec a porté la cause au Conseil privé, et celui-ci a décidé que la juridiction sur la radio appartenait au fédéral. Le coût de cette cause, instituée contre le bon sens, a entraîné une dépense de \$20,000 pour la province. En tout cas, un fait est évident: la chose est jugée, sans possibilité de contestation, par le plus haut tribunal qui déclare que la juridiction appartient au fédéral, non seulement par la loi, mais par simple bon sens. On avait passé une loi pour préserver des droits de licences. Cette loi est maintenant *ultra vires*. Elle n'a d'ailleurs jamais été appliquée parce qu'on la sait *ultra vires*. La cause est jugée sans appel, et le Conseil privé déclare que les droits de juridiction appartiennent au gouvernement fédéral.

Or, ces droits et ces pouvoirs, le gouvernement provincial veut les garder, les exercer quand même, au mépris de la décision contraire des tribunaux, au défi des autorités fédérales à qui ces droits et pouvoirs ont été reconnus par le plus haut tribunal du pays. C'est un mauvais exemple à donner et le gouvernement, qui, en certaines circonstances, parle du respect envers les lois, l'ordre public établi et l'autorité judiciaire du pays et de l'Empire, ne devrait pas donner pareil exemple, et tout particulièrement en ces temps de détresse et d'agitation sociale.

Je conclus qu'elle devrait disparaître des Statuts, comme on fait disparaître ce qui est inutile et encombrant. Nous devons respecter l'autorité judiciaire, et ce n'est pas la respecter que de laisser dans les Statuts des lois inopérantes. C'est l'intérêt de la province qui est en jeu, lorsqu'on laisse des lois inopérantes dans nos codes. Je suis surpris d'entendre l'honorable ministre des Terres et Forêts nous dire qu'il peut y avoir des changements à la radio. Même si le gouvernement fédéral voulait donner aux provinces le contrôle de la radio, il ne le pourrait pas.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

La question ne se présente pas comme l'a exposée mon honorable ami (M. Duplessis). Quand la loi a été passée, il y avait du doute, à savoir si le contrôle de la radio appartenait à Ottawa ou aux provinces. Nous avons soumis deux questions<sup>7</sup> à la Cour suprême, qui, par trois à deux, a déclaré que le Parlement du Canada a juridiction sur la radio, mais n'a pas dit s'il y avait juridiction concurrente des provinces. Il y a eu deux dissidences, et les autres juges n'ont pas affirmé que la juridiction du fédéral était exclusive.

Il (l'honorable M. Taschereau) tente de démontrer, citant des extraits des décisions, les divergences d'opinion qui subsistent sur cette question, allant même jusqu'à déclarer que la Cour suprême a laissé entendre qu'il y aurait partage de juridiction en matière de radio entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. Ce jugement a été confirmé par le Conseil privé. Le Conseil privé n'avait pas accordé, au pouvoir central, juridiction exclusive en matière de radio.

D'ailleurs, dit-il, la chose n'est pas aussi claire que le prétend mon excellent ami. En Ontario, les tribunaux ont décidé que les permis relevaient du provincial. Notre loi dit que personne dans la province ne peut avoir un appareil de réception sans avoir un permis du gouvernement de la province. Ceci n'est pas incompatible avec le jugement du Conseil privé. Un journal de Montréal nous apprenait hier qu'un citoyen de l'Ontario a gagné deux fois contre Ottawa, en affirmant que le fédéral n'avait pas le droit de prélever une licence sur son appareil récepteur. Deux tribunaux lui ont donné raison. La cause est actuellement devant la Cour suprême de l'Ontario.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas ce que le journal annonce.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je l'ai lu dans le *Star*, mon honorable ami peut le lire s'il le veut.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai lu le *Star* moi aussi, et ce n'est pas du tout ce que le premier ministre prétend.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est ce que j'ai lu. Peut-être mon honorable ami, le chef de l'opposition, a-t-il lu un numéro spécial pour lui?

Le gouvernement d'Ottawa serait disposé à laisser les provinces agir comme elles l'entendront en certains cas. La loi dont on se plaint n'est pas en vigueur, admet-il, mais il vaut tout de même mieux prévenir que guérir. Notre loi peut devenir utile plus tard, si nous voulions établir un poste de radio chez nous, pour notre protection forestière par exemple, ou pour toutes autres fins. Je crois donc qu'elle devrait demeurer dans nos Statuts.

La Cour suprême a eu des doutes très sérieux au sujet de la réception. Quant à moi, je ne suis pas du tout convaincu que la province n'a pas le droit de légiférer sur les permis de réception. Or, la loi que



l'on veut supprimer contient une disposition à cet effet. Attendons avant de rayer une loi qui peut être utilisée un jour. Qui peut affirmer que nous n'aurions pas le droit d'appliquer certaines clauses, même immédiatement, dans le domaine forestier par exemple? Je crois donc que le bill devrait être rejeté.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le Conseil privé n'a-t-il pas ajouté au jugement de la Cour suprême?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oui, le jugement est très long. Je vais l'envoyer à mon honorable ami. Je suis surpris qu'il ne l'ait pas apporté avec lui ici. Qu'est-ce que dit la loi que l'on veut abroger? Elle dit que toute personne qui possède une radio doit posséder un permis de la province. En quoi cela vient-il en conflit avec les jugements des tribunaux? Il est possible qu'Ottawa change d'attitude. La loi n'est pas en vigueur, mais comme elle peut être utile un jour, nous devons la garder.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable premier ministre est en verve aujourd'hui. Il a commencé par faire de l'esprit, mais son plaidoyer n'en est pas plus solide. Maintenant, il me reproche de n'avoir pas apporté le texte du jugement du Conseil privé pour discuter cette loi. Je n'ai pas le don de prévoyance, et je ne pouvais prévenir que l'honorable premier ministre ferait étudier mon projet de loi dès aujourd'hui. J'ai été mis sous l'impression par une déclaration du premier ministre, avant la session, que la législation du gouvernement était prête et que le gouvernement présenterait ses lois.

J'aurais dû me douter, en effet, qu'aujourd'hui comme hier, ce serait la gauche qui fournirait du travail à la Chambre. La Chambre n'a travaillé que grâce aux mesures préconisées par les députés de l'opposition, hier sur une motion et un bill, aujourd'hui, sur des bills de l'opposition. Nous aurions ajourné déjà depuis dix minutes si les bills de la gauche n'étaient pas plus prêts que ceux du gouvernement.

Le gouvernement refuse de retirer ces lois inopérantes simplement parce que son amour-propre serait blessé. Car le premier ministre sait mieux que n'importe qui que le gouvernement provincial n'a pas le moindre droit juridique sur la radio. Il sait parfaitement que le Conseil privé, en déclarant que la juridiction en matière de radio appartenait au fédéral, reconnaissait *ipso facto* une juridiction exclusive. La décision du Conseil privé ne prête pas à équivoque.

Le gouvernement veut laisser dans les Statuts une loi inopérante, une loi *ultra vires*, parce que

l'opposition en demande l'abrogation. La loi est inopérante et ne devrait pas rester dans nos Statuts. Si nous voulons que les lois soient observées dans cette province, il ne faut pas embarrasser nos Statuts de lois inutiles. Nous devons faire disparaître de nos Statuts tout le bois mort.

**Des voix:** Carried! Drop!

**M. l'Orateur suppléant:** Dans mon opinion, les non l'emportent!

La motion est rejetée sur division.

#### **Responsabilité civile en matière de radiodiffusion**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 156 abrogeant la loi 21 George V, chapitre 105, soit maintenant lu une deuxième fois.

Je pourrais répéter les remarques de tout à l'heure. Comme on peut le constater, la Chambre s'occupe surtout de la législation présentée par l'opposition, alors qu'on disait que toute la législation du gouvernement était prête.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous avons adopté deux projets de loi du gouvernement cet après-midi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oui! Deux bills! Il faut bien que le gouvernement, qui a la grande majorité, doive évidemment manifester sa présence en cette Chambre. Deux bills! Et le premier ministre est fier de ce travail! Le présent bill a pour but d'abroger une autre loi *ultra vires* puisqu'elle légifère en matière de radiodiffusion. En plus, elle établit un système de contrôle des plus nocifs, illogiques et dangereux. Elle tient le propriétaire du poste émetteur radiophonique responsable du libelle, alors que ledit propriétaire ne sait même pas s'il y aura libelle, s'il y a libelle même. La loi fait de l'opérateur le juge du libelle, sans même s'occuper de savoir s'il est compétent en la matière.

C'est une autre loi qui n'a jamais été appliquée, bien que sanctionnée. De plus, nous avons actuellement tout ce qu'il faut dans nos Statuts pour punir le libelle, de quelque nature qu'il soit. Je propose par ce projet la disparition de nos Statuts de cette autre loi inopérante du libelle à la radio. Dans l'intérêt public, nous ne devons pas conserver de lois

inutiles. L'honorable premier ministre a dit l'autre jour que j'étais pour le libelle. Nous ne sommes pas en faveur du libelle, comme on l'a prétendu. Nous sommes cependant pour des lois constitutionnelles.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Mon honorable ami de Deux-Montagnes (M. Sauvé) en a évidemment contre la radio. Cette loi est excellente. Elle est dans nos Statuts depuis 1931. Elle n'a pas servi parce que personne n'a eu l'occasion de s'en prévaloir, parce qu'il n'y a pas eu libelle. Elle a certes été utile en empêchant justement le mal qu'elle avait pour but de prévenir. Il est possible qu'on l'applique dans certaines circonstances. C'est donc une raison suffisante pour que nous la maintenions dans les Statuts. Je soumetts que la loi est bonne, qu'elle peut devenir utile et qu'elle devrait rester dans nos Statuts.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette loi devrait disparaître des Statuts pour la même raison que nous demandions tantôt le retrait de l'autre loi. Comme la loi précédente, celle-ci est inconstitutionnelle. Le jugement du Conseil privé dit que soutenir le droit des provinces en matière de radiodiffusion, c'est contre le bon sens. C'est la raison pour laquelle on n'a pas cru devoir utiliser la loi. On peut également invoquer l'argument que la loi est mauvaise. La loi, en effet, donne au gouvernement provincial des pouvoirs qu'il ne possède pas, des droits en radiophonie.

Le gouvernement a fait adopter une loi qui dit que tout propriétaire de poste de radio est responsable des paroles libelleuses que l'on peut y prononcer. La loi n'a pas de bon sens, puisque les tribunaux ont décidé que le gouvernement de la province n'a pas juridiction sur la radio. On disait, l'an dernier, que l'on voulait corriger des abus. Le gouvernement n'a jamais appliqué la loi. A-t-il ainsi voulu se faire complice?

L'autre partie de la loi a pour but d'empêcher la critique du gouvernement à la radio. Tout ce qu'on veut, c'est d'empêcher un adversaire de dire la vérité sur le régime actuel. Et pour atteindre ce but, on constitue un mécanicien, un opérateur de poste, juge de ce qui peut constituer un libelle, une diffamation. Car on tient le propriétaire du poste émetteur responsable de tout ce qui va se dire. On donne à un machiniste le pouvoir de supprimer l'émission, s'il juge les paroles libelleuses.

On donne donc à un artisan les pouvoirs qui appartiennent aux tribunaux et aux magistrats, et l'artisan doit être juge du libelle et intervenir sous

peine d'amende. C'est inepte et injuste. C'est injuste aussi pour le propriétaire de la station émettrice. Car va-t-on, par exemple, tenir le propriétaire d'une salle d'assemblée, qu'il a louée, responsable des abus de paroles qui peuvent s'y commettre? C'est contraire au sens commun, et c'est une prime à l'intimidation et à la tyrannie. C'est un attentat à la liberté de parole. Cela surprend de la part d'un gouvernement libéral.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Nos adversaires prétendent que la protection accordée par le Code criminel est suffisante. M. l'Orateur, l'honorable député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) dit que la loi est inutile parce que nous avons un article du Code civil qui protège les citoyens contre le libelle. Il est vrai que nous avons l'article 1053, mais il ne rencontre que la situation créée par le développement de la radio. La loi que nous avons votée en 1931 avait parfaitement sa raison d'être. Nous n'avions aucun moyen d'empêcher le libelle diffamatoire au moment même où il se commettait. Quand une calomnie est répandue dans toute la province, il est trop tard pour réparer le tort qui peut en résulter.

Mon honorable ami, l'honorable chef de l'opposition, dit que nous attendons à la liberté de parole. Pas du tout! L'honorable chef de l'opposition prétend que nous voulons empêcher la critique du gouvernement. Pas du tout! Ce que nous voulons, c'est d'empêcher que la calomnie puisse être répandue aux quatre coins de la province, comme cela s'est déjà fait, on le sait. Ce n'est pas quand un orateur a calomnié un adversaire qu'il est temps de sévir. Il faut que l'on puisse empêcher le fait, afin que nos meilleurs citoyens ne soient pas à la merci de n'importe quel énergumène irresponsable, qui pourrait dire les pires calomnies au microphone à des milliers d'auditeurs. On ne veut pas rendre l'opérateur responsable de ce qui se dit.

Il n'y a donc rien de mal à dire que le propriétaire du poste de radio pourra fermer le poste, lorsque quelqu'un se livrera à des calomnies à la radio. La loi est bonne. Il vaut mieux arrêter la calomnie au cours du discours que de la laisser commettre avec le seul et unique recours d'une action en dommage par la suite, alors que la réputation est atteinte. C'est le même cas pour le propriétaire de journal. Le propriétaire d'un journal est responsable des articles qui paraissent dans son journal, même s'ils ne sont pas écrits par lui.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas la même chose.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Oui, c'est la même chose.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non, le cas n'est pas le même que pour le propriétaire en salle, car, dans le premier cas, l'employé qui commet le libelle est sous les ordres du propriétaire, tandis que celui qui fait un libelle, pendant un discours dans une salle, n'a rien à voir avec le propriétaire de la salle.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Mais mon honorable ami sait bien que le propriétaire du journal est responsable de tout ce qui se publie dans son journal. Pourquoi le propriétaire d'un poste de radio ne le serait-il pas? Celui qui parle à la radio le fait parce qu'il a passé un contrat avec le propriétaire, tout comme le journaliste. C'est un principe de notre Code civil que nous avons étendu dans cette loi, dont on nous propose l'abrogation. Pourquoi permettrions-nous que l'on répande des calomnies par des instruments comme la radio? La loi est bonne, elle a rendu de grands services, et je suis certain qu'elle a prévenu bien des calomnies, déjà. Nous devons donc, à mon avis, la laisser dans nos Statuts.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre doit admettre, comme l'honorable chef de l'opposition l'a dit, que celui qui écrit dans un journal est l'employé du propriétaire.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Pas nécessairement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La position du gouvernement n'est pas solide. Est-ce que vraiment nous pouvons laisser à un opérateur, à un mécanicien, le soin de déterminer que telle parole est contraire à la vérité ou à l'intérêt public?

Comment le machiniste pourra bien s'y prendre pour savoir que, dans les paroles à venir qu'un individu va prononcer, il y aura un libelle? Comment le machiniste pourra savoir que les paroles prononcées ne sont pas d'intérêt public? Le même raisonnement se pose pour le propriétaire d'une station émettrice.

On a dit qu'un brave homme de Rouville était mort en entendant parler le premier ministre. Il serait ridicule de prétendre que l'orateur était responsable, et le mécanicien ne pouvait prévoir un tel effet des paroles du premier ministre! (Rires) Cette loi ne devrait pas être, puisque le principe existe dans notre Code. Nous n'avons pas besoin de deux lois. En dépit des savantes explications de l'honorable ministre de

la Voirie (l'honorable M. Perrault), la Chambre devrait adopter mon projet.

La motion de deuxième lecture est mise aux voix.

**M. l'Orateur suppléant:** Les non l'emportent.

La motion est rejetée sur division.

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency),** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre s'ajourne jusqu'à 11 heures, demain matin.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne comprends pas pourquoi la Chambre s'ajourne à 5 heures. Si les mesures du gouvernement sont prêtes, nous devrions continuer à travailler et les étudier. Nous devrions travailler davantage, la Chambre devrait siéger encore une heure. L'opposition a fourni à la Chambre la grosse partie du travail qui se soit fait cette semaine. Le gouvernement, après avoir annoncé que sa législation était prête, n'a pu prolonger sa séance après 5 heures, hier et aujourd'hui. Qu'il le prouve en donnant de la besogne aux députés! Cependant, il en coûte cher à la province, et le gouvernement devrait être prêt. C'est le temps d'économiser.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Notre législation n'a jamais été aussi avancée. Si je propose l'ajournement de la Chambre à 5 heures, c'est parce qu'il y aura tantôt une réunion du Cabinet pour préparer le budget; réunion très importante pour étudier les estimés de l'honorable trésorier de la province. La chose requiert beaucoup de travail et d'attention. Nous voulons essayer d'être prêts assez tôt, afin de permettre au trésorier (l'honorable M. Stockwell) de prononcer son discours du budget, jeudi prochain, le 1<sup>er</sup> février. Alors, le chef de l'opposition sera heureux de demander des ajournements. Je considère que le travail du Cabinet est aussi important, dans les circonstances, que celui de la Chambre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne demande que l'ajournement des mauvaises mesures du gouvernement, pour un plus long soulagement des contribuables de la province.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 15.

---

## NOTES

1. *Le Canada* du 26 janvier 1934, à la page 8, mentionne que l'honorable M. Stockwell "s'est exprimé dans un parfait français pour expliquer cette mesure". On y précise également qu'il maîtrise très bien la langue française.

2. J.-É. Fortin (Beauce) présida le comité, selon *The Montreal Daily Star* du 26 janvier 1934, à la page 20, et *L'Événement* du même jour, à la page 4.

3. Trois dollars par jour, selon *Le Canada* du 26 janvier 1934, à la page 1.

4. Il s'agit de la loi modifiant la loi des élections contestées de Québec (22 George V, chapitre 20), présentée par Joseph Henry Dillon, député de Montréal-Sainte-Marie et ministre sans portefeuille dans le cabinet Taschereau. Entrée en vigueur le 17 décembre 1931, cette loi résulte des contestations en bloc à la suite des élections générales du 24 août 1931. Bien qu'il fût contre ces contestations électorales soutenues par son chef Camillien Houde, M. Duplessis condamne cette loi "arbitraire" et "tyrannique", car il incombait aux tribunaux et non à la Chambre de déclarer les contestations injustifiables.

5. L'interview de M. Duplessis fut publiée, entre autres, dans *Le Canada* du 30 octobre 1931, à la page 10.

6. *Le Canada* du 26 janvier 1934, à la page 1, écrit que M. Sauvé reproche à l'honorable M. Taschereau d'avoir dépensé \$20,000 de l'argent des contribuables pour savoir si le pouvoir central avait priorité sur les provinces en matière de radio. Le Conseil privé ayant décidé contre le gouvernement de Québec, il convient d'abroger la loi provinciale actuelle. Il est mauvais de laisser dans les Statuts des lois inopérantes. C'est un acte de mépris envers l'autorité judiciaire. Tous ces arguments de M. Sauvé sont rapportés, dans les autres journaux, comme faisant partie de l'intervention qui suit celle de M. Mercier.

7. *La Presse* du 26 janvier 1934, à la page 17, rapporte que cinq questions auraient été soumises à la Cour suprême.

Séance du vendredi 26 janvier 1934

### Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 11 heures.

#### Absence de l'Orateur

**M. le Greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard)<sup>1</sup>.

#### Prière.

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de The Better Business Bureau of Montreal, Inc., demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation (M. Cohen).

#### Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Filion).

#### Rapports de comités:

**M. Delisle (Chicoutimi):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de Oscar Mathieu et J.-C. Lamothe, demandant l'adoption d'une loi concernant la charte de la cité de Montréal.

#### Charte de Montréal, frais de pavage

**M. Rhéaume (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 102 concernant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Loi de l'hygiène publique

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande, appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), la permission de présenter le bill 31 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Loi de l'adoption

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), la permission de présenter le bill 36 modifiant la loi de l'adoption relativement à l'inscription du jugement d'adoption au registre de l'état civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Loi des véhicules automobiles, article 27, bicyclettes

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** demande, appuyé par le représentant de Shefford<sup>2</sup> (M. Bachand), la permission de présenter le bill 160 modifiant l'article 27 de la loi des véhicules automobiles relativement aux bicycles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Loi des véhicules automobiles, article 27, véhicules

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** demande, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Samson), la permission de présenter le bill 161 modifiant l'article 27 de la loi des véhicules automobiles relativement à certains véhicules.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Loi des véhicules automobiles, article 53

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** demande, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Samson), la permission de présenter le bill 162 modifiant l'article 53 de la loi des véhicules automobiles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des cités et villes,  
article 123**

**M. Bédard (Québec)** demande, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Saurette), la permission de présenter le bill 163 modifiant l'article 123 de la loi des cités et villes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Dépôt de documents:**

**État financier  
des corporations scolaires**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier des corporations scolaires pour l'année finissant le 30 juin 1932. (Document de la session no 31)

**Statistiques  
de l'enseignement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques de l'enseignement pour l'année scolaire 1932-1933. (Document de la session no 30)

**Questions et réponses:**

**Contributions scolaires  
payées  
en 1931-1932**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. Quel est le pourcentage des contributions scolaires payées pendant l'exercice fiscal commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1931 et se terminant le 30 juin 1932: *a.* Par les contribuables? *b.* Par la province?

2. Quel est le pourcentage des contributions scolaires payées pendant l'exercice fiscal commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1932 et se terminant le 30 juin 1933: *a.* Par les contribuables? *b.* Par la province?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. En 1931-1932: *a.* Par les contribuables, 76 %; par la province, 24 %.

2. En 1932-1933: Les statistiques des contribuables ne sont pas prêtes.

**Unités  
sanitaires**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. Combien a coûté au cours de l'année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1932 et finissant le 30 juin 1933, chaque unité sanitaire: *a.* Au gouvernement? *b.* Au comté ou au groupe de comtés où elle a été établie?

2. Depuis la date couverte par la réponse parue dans les *Journaux de l'Assemblée législative*, le 9 février 1933, combien d'unités sanitaires ont-elles été établies dans la province?

3. Quand chacune d'elles a-t-elle été établie?

4. De combien de membres se compose chacune de ces unités sanitaires, et quel est le traitement de chacun d'eux?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1.

	<i>a.</i>	<i>b.</i>
Argenteuil .....	\$ 9,328.46	\$1,051.00
Beauce .....	12,286.45	4,189.29
Bonaventure.....	14,944.15	1,500.00
Champlain.....	11,698.18	1,774.48
Châteauguay-Laprairie-		
Napierville.....	10,536.86	2,774.27
Chicoutimi .....	16,272.33	891.98
Gaspé-Est.....	14,644.15	812.61
Gaspé-Ouest.....	9,329.88	.....
Joliette.....	13,408.81	1,800.00
Kamouraska-L'Islet.....	11,419.53	3,075.13
Labelle .....	13,328.49	800.00
Lac-Saint-Jean .....	14,090.35	4,724.45
L'Assomption-Montcalm ..	13,027.37	1,642.72
Laviolette .....	15,613.09	714.74
Lévis .....	11,620.83	1,950.91
Lotbinière.....	9,239.74	2,712.69
Matane .....	10,570.68	1,548.80
Matapédia .....	10,989.21	500.00
Mégantic .....	13,471.75	1,218.70
Nicolet .....	14,592.56	1,103.20
Papineau.....	10,205.50	1,634.42
Rimouski.....	12,923.53	500.00
Saint-Hyacinthe-Rouville ..	10,512.39	3,982.17
Saint-Jean-d'Iberville.....	11,970.05	1,685.64
Saint-Maurice .....	18,541.83	1,542.77
Témiscamingue.....	11,112.38	2,093.00
Témiscouata.....	13,867.18	4,532.35
Terrebonne.....	9,224.96	7,106.71

2. Une. Îles-de-la-Madeleine.

3. Le 1<sup>er</sup> octobre 1933.

4. Un officier médical à \$2,000.00 par année.  
Deux infirmières à \$900.00 par année. Une secrétaire  
à \$480.00.

### Coût des unités sanitaires

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** Combien les unités sanitaires ont-elles coûté à date: *a.* Au gouvernement? *b.* Aux comtés ou groupe de comtés où elles ont été établies?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** *a.* \$1,461,896.35;  
*b.* \$313,568.37.

### Ponts construits en 1932-1933

**M. Élie (Yamaska):** 1. Quels sont les ponts qui, d'après le rapport du ministre des Travaux publics, 1933 (page 22), ont été construits depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1932 jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1933, et subventionnés par le gouvernement, et dans quels municipalité et comté est situé chacun d'eux?

2. Combien a coûté chacun de ces 24 ponts?

3. Quelles ont été: *a.* Les subventions du gouvernement? *b.* La contribution des municipalités dans chaque cas?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**  
(Voir la liste ci-dessous)

1.	1.	2.	3a.	3b.
<i>Comtés et municipalités</i>	<i>Rivières ou nom du pont</i>	<i>Coût ou estimé du pont</i>	<i>Subvention du gouvernement</i>	<i>Contribution des municipalités</i>
<i>Arthabaska:</i>				
Victoriaville.....	Nicolet	\$27,902.50	\$18,136.63	\$ 9,765.87
<i>Bellechasse:</i>				
Saint-Nérée.....	P. Labrecque	2,583.00	1,937.25	645.75
<i>Brome:</i>				
Adamsville.....	Yamaska	8,915.35	8,023.82	891.53
<i>Dorchester:</i>				
Sainte-Justine.....	Laroche	7,039.65	5,279.73	1,759.92
<i>Drummond:</i>				
Durham et Melbourne.....	Noire	17,745.49	12,421.84	5,323.65
<i>Frontenac:</i>				
Mégantic.....	Chaudière	21,307.20	18,101.12	3,206.08
<i>Gaspé:</i>				
Sainte-Adélaïde-de-Pabos.....	Pabos	46,990.12	39,941.60	7,048.52
<i>Huntingdon:</i>				
Hemmingford.....	Des Anglais	8,250.75	6,600.00	1,650.15
<i>Montmagny:</i>				
Sainte-Euphémie.....	Du-Sud	11,186.75	9,508.04	1,678.71
<i>Papineau:</i>				
Templeton-Est.....	Blanche	20,485.25	15,985.25	4,500.00
<i>Portneuf:</i>				
Saint-Casimir.....	Sainte-Anne	66,094.20	52,875.36	13,218.84
Lac-aux-Sables.....	Propre	25,061.50	18,796.43	6,265.07
<i>Richelieu:</i>				
Sorel.....	Richelieu	745,266.27	745,266.27	.....
<i>Rimouski:</i>				
Sainte-Cécile-du-Bic.....	Du Bic	9,796.55	6,857.58	2,938.97
<i>Saint-Maurice:</i>				
Saint-Barnabé et Yamachiche.....	Yamachiche	14,056.50	10,542.37	3,514.13
Saint-Sévère.....	Ruisseau	13,295.00	9,971.25	3,323.75
<i>Shefford:</i>				
Warden.....	Yamaska	3,242.00	2,269.40	972.60
<i>Soulanges:</i>				
Sainte-Claire-d'Assise.....	Beaudette	10,291.80	9,791.80	500.00

1.	1.	2.	3a.	3b.
<i>Comtés et municipalités</i>	<i>Rivières ou nom du pont</i>	<i>Coût ou estimé du pont</i>	<i>Subvention du gouvernement</i>	<i>Contribution des municipalités</i>
<i>Témiscouata:</i>				
Saint-Pierre-d'Es court.....	Pohénagamook	63,819.08	62,819.08	1,000.00
Rivière-du-Loup .....	Du-Loup	28,827.85	18,737.90	10,089.95
<i>Vaudreuil:</i>				
Sainte-Madeleine .....	Raquette	5,938.10	5,938.10	.....
Sainte-Madeleine .....	Raquette	5,776.00	3,465.60	2,310.40
<i>Yamaska:</i>				
Yamaska Est et Ouest.....	Yamaska	352,653.86	352,653.86	.....
Saint-François du Lac et Pierreville .....	Saint-François	417,311.12	417,311.12	.....

### Ponts en construction

**M. Élie (Yamaska):** 1. Quels sont les ponts qui, d'après le rapport du ministre de Travaux publics, 1933 (page 22), étaient en construction au 1<sup>er</sup> juillet 1933?

2. Quel est le coût de chacun d'eux?

3. Quelles sont: *a.* Les subventions du gouvernement? *b.* La contribution des municipalités dans chaque cas?

4. Quels sont les ponts actuellement terminés?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**  
(Voir la liste ci-dessous)

1.	1.	2.	3a.	3b.	4.
<i>Comtés et municipalités</i>	<i>Rivières ou nom du pont</i>	<i>Coût ou estimé du pont</i>	<i>Subvention du gouvernement</i>	<i>Contribution des municipalités</i>	
<i>Chicoutimi:</i>					
Entre Chicoutimi et Sainte-Anne.....	Saguenay	\$1,203,212.38	\$1,203,212.38	.....	
<i>Dorchester:</i>		2,016.50			
Entre Sainte-Rose et Sainte-Catherine.....	Famine	2,016.50	.....	2,016.50	x
<i>Maskinongé:</i>				913.46	
Saint-Justin .....	Bois Blanc	6,089.75	5,176.29	913.46	x
<i>Montcalm:</i>					
Rawdon.....	Pont Lane	6,967.00	.....	6,967.00	x
<i>Québec:</i>					
Entre Saint-Grégoire de Montmorency et Sainte-Pétronille .....	Saint-Laurent	3,000,000.00	3,000,000.00	.....	
<i>Saint-Maurice:</i>					
Saint-Mathieu .....	Pont Blais	17,772.75	15,106.73	2,666.02	x

x : Ponts terminés.

### Salaires des fonctionnaires de l'assistance publique

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement aux gages ou salaires des fonctionnaires ou employés de la province attachés au service de l'assistance

publique, à combien s'élève la somme totale payée ou payable à même le fonds de l'assistance publique:

*a.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1931 inclusivement au 31 décembre 1931 inclusivement?

*b.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1932 inclusivement au 31 décembre 1932 inclusivement?



c. Du 1<sup>er</sup> janvier 1933 inclusivement au 31 décembre 1933 inclusivement?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** *a. b.* et *c.* Aucun fonctionnaire du Service de l'assistance publique ne reçoit de salaire payé à même le fonds de l'assistance publique.

#### Revenus des ponts de péage

**M. Élie (Yamaska):** Du 1<sup>er</sup> janvier 1933 inclusivement au 31 décembre 1933 inclusivement, relativement aux ponts de péage ci-après, appartenant à la province, quels ont été:

*a.* Les revenus bruts; *b.* Les revenus nets:

1. Du pont Taschereau, reliant l'Île Perrot à Dorion?
2. Du pont Galipeault, reliant l'Île Perrot à l'Île de Montréal?
3. Du pont Batiscau, à Saint-François-Xavier de Batiscau?
4. Du pont de Sorel, reliant Sorel à Saint-Joseph de Sorel?
5. Du pont de Saint-François, reliant Pierreville à Saint-François du Lac?
6. Du pont de Yamaska, reliant Yamaska-Est à Yamaska-Ouest?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

	<i>a.</i> Bruts	<i>b.</i> Nets
1. Taschereau .....	\$62,006.87	\$51,138.68
2. Galipeault.....	74,582.44	60,047.75
3. Batiscau.....	44,426.84	36,134.09
4. Sorel.....	17,352.10	5,837.54
5. Saint-François .....	8,441.05	1,218.88
6. Yamaska .....	8,966.91	823.57

#### Indemnité des jurés

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture de la résolution relative au bill 12 modifiant la loi des jurés relativement à leur indemnité.

Adopté sur division.

#### Compagnies de télégraphe et de téléphone

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 2 modifiant les lois concernant les compagnies de télégraphe et de téléphone.

Adopté.

#### En comité:

Les articles 1 à 6 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 7, qui se lit comme suit:

"7. La loi des compagnies de téléphone, Statuts refondus, 1925, chapitre 236, est modifiée en y ajoutant, après l'article 4, le suivant:

"5. Toute association ou compagnie de téléphone organisée le ou avant le (insérer ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi), et en opération à cette date continue son existence nonobstant la date fixée dans le certificat déposé au bureau du secrétaire de la province, comme étant celle à laquelle cette association ou compagnie de télégraphe devait cesser d'exister.

"Une telle association ou compagnie de téléphone ainsi continuée cesse d'exister lorsque la majorité des associés décide, à une assemblée régulièrement convoquée à cette fin, de liquider les affaires de l'association ou compagnie."

**L'honorable M. David (Terrebonne):** La loi oblige les compagnies de téléphone et de télégraphe à obtenir un renouvellement de leur permis tous les dix ans. Nous voulons leur éviter cette formalité. J'ai un amendement sans importance à proposer au projet.

Cet article est amendé et le mot "télégraphe", à la fin du premier paragraphe, est remplacé par "téléphone".

L'amendement est adopté.

L'article 7, ainsi amendé, est adopté.

L'article 8 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sur division.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Actes et documents dans les comtés de Bonaventure et Gaspé**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 3 concernant certains actes et documents dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Heures de fermeture des débits de boissons**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 5 modifiant la loi des liqueurs alcooliques concernant les heures de fermeture.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Jours fériés**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 9 modifiant le Code civil et le Code de procédure civile concernant les jours fériés.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Perception des taxes scolaires**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 21 modifiant la loi de l'instruction publique concernant la perception des taxes scolaires.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi des sociétés historiques**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 23 modifiant la loi des sociétés historiques.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Comparutions**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 modifiant la loi des convictions sommaires de Québec concernant les comparutions soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Comme je l'ai déjà dit, ce projet a pour but d'aider à l'administration de la justice. Nous allons le référer au comité permanent des bills publics où nous le discuterons.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Succession John Pratt**

**M. Gabias (Montréal-Saint-Henri)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 89 modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Association des optométristes et opticiens**

**M. Crête (Laviolette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 76 modifiant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 82 refondant la charte de la Corporation du Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **École supérieure d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 83 constituant en corporation l'École supérieure d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Succession Fortunate Blanchard**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 98 concernant la succession de feu dame Fortunate Blanchard soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Ville de Lamaque**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 91 constituant en corporation la ville de Lamaque soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Charte de Salaberry-de-Valleyfield**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 86 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Charte de Mont-Royal**

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 81 modifiant la charte de la ville de Mont-Royal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Dépôt de documents:**

#### **Octrois spéciaux provenant de fonds publics entre 1921-1926**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 23 janvier 1934, demandant la production de copie de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1921 inclusivement jusqu'au 31 décembre 1926 inclusivement, et se rapportant aux octrois spéciaux à diverses institutions, provenant des fonds publics et mentionnés à l'état no 5 des *Comptes publics de la province de Québec* pour l'exercice finissant le 30 juin 1933. (Document de la session no 32)

### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette

Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

**M. l'Orateur suppléant:** La Chambre est ajournée jusqu'à mardi après-midi.

La séance est levée à midi.

---

## NOTES

1. *La Patrie* du 27 janvier 1934, à la page 1, mentionne que, pendant la séance, les députés et les journalistes lisaient, à tour de rôle, un article assez humoristique d'un périodique de Toronto portant sur le premier ministre Taschereau.

2. Pour les trois projets de loi de M. Caron (Îles-de-la-Madeleine), les *Journaux de l'Assemblée législative* mentionnent M. Bachand et M. Samson comme secondeurs. Par contre, les quotidiens nous indiquent que les secondeurs n'étaient pas précisés. *L'Action catholique* du 26 janvier 1934, à la page 3, mentionne que l'Orateur suppléant (M. Vautrin) désigna M. Gagnon (Kamouraska) comme seconneur, alors qu'il est un adversaire de ces trois projets. *La Patrie* du 27 janvier 1934, à la page 26, mentionne que c'est un collègue qui a proposé M. Gagnon, mais qu'il s'est récusé. *Le Canada* du même jour, à la page 1, dit pour sa part que c'est une proposition de M. Taschereau (Montmorency). *L'Action catholique* précise que M. Gagnon a été le premier à rire de cette taquinerie. *Le Canada* fait observer qu'on peut appuyer un projet de loi par courtoisie parlementaire, sans l'approuver nécessairement.

Séance du mardi 30 janvier 1934

### Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 3 h 15.

#### Absence de l'Orateur

**M. le Greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

#### Prière.

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### The Trafalgar Institute

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), que l'article 510 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de The Trafalgar Institute, demandant l'adoption d'une loi pour changer son nom en celui de "Trafalgar School for Girls".

Adopté.

#### Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de The Trafalgar Institute, demandant l'adoption d'une loi pour changer son nom en celui de "The Trafalgar School for Girls".

#### Charte de l'Hôpital Notre-Dame de Montréal

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Grant), que l'article 510 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de l'Hôpital Notre-Dame de la cité de Montréal demandant une loi modifiant sa charte.

Adopté.

#### Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de l'Hôpital Notre-Dame de la cité de Montréal, demandant une loi modifiant sa charte.

#### Coiffeurs pour dames

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Grant), que l'article 510 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de l'Association professionnelle des coiffeurs pour dames de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi aux fins de confirmer l'existence corporative de l'association pétitionnaire et de lui donner certains pouvoirs spéciaux.

Adopté.

#### Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de l'Association professionnelle des coiffeurs pour dames de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi aux fins de confirmer l'existence corporative de l'association pétitionnaire et de lui donner certains pouvoirs spéciaux est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

#### Succession Charles Colmore Grant, baron de Longueuil

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Grant), que l'article 510 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Aimé Geoffrion, avocat et conseiller du roi, l'honorable William L. Bond, juge de la Cour du banc du roi, et le major Georges P. G. Dunlop, tous de la cité et du district de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Charles Colmore Grant, baron de Longueuil.

Adopté.

#### Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de Aimé Geoffrion, avocat et conseiller du roi, l'honorable William L. Bond, juge de la Cour du banc du roi, et le major Georges P. G. Dunlop, tous de la cité et du district de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Charles Colmore Grant, baron de Longueuil.

**Lecture de pétitions:**

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de The Better Business Bureau of Montreal, Inc., demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation (M. Cohen).

**Rapports de comités:**

**M. Delisle (Chicoutimi):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de monsieur l'abbé Alfred Boulet et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'Orphelinat agricole de Saint-Ferdinand-d'Halifax;

- de Thomas-Joseph McNally, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de la ville de Hampstead, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de l'œuvre et fabrique de la paroisse de l'Ascension, de Westmount, demandant l'adoption d'une loi constituant et définissant les pouvoirs d'une corporation devant être connue sous le nom de "Syndics de l'église de l'Ascension de Notre-Seigneur, Westmount";

- de L.-Jules-B. Gaudry dit Bourbonnière, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de Louis-Jules Gaudry dit Bourbonnière;

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte et autorisant à faire un emprunt;

- de la Maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 18 modifiant la loi des convictions sommaires de Québec concernant les comparutions;

- bill 96 concernant The Church Society of the Diocese of Quebec.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 87 changeant le nom de Andrew Dawes Porteous en celui de Andrew Dawes;

- bill 101 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Marcel Poulin, des cité et district de Montréal, à l'étude de la profession d'avocat, sans examen.

**Orphelinat****agricole de****Saint-Ferdinand d'Halifax**

**M. Bélanger (Lévis)** demande la permission de présenter le bill 105 constituant en corporation l'Orphelinat agricole de Saint-Ferdinand d'Halifax.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Syndics de l'église****de l'Ascension de Notre-Seigneur****de Westmount**

**M. Smart (Westmount)** demande la permission de présenter le bill 107 établissant et définissant les pouvoirs d'une corporation devant être connue sous le nom de "Syndics de l'église de l'Ascension de Notre-Seigneur, Westmount".

C'est afin de fournir aux propriétaires fonciers de la paroisse une base de taxation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission des écoles catholiques****de Montréal**

**M. Gauthier (Portneuf)** pour **M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 90 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession****L.-J. Gaudry**

**M. Bachand (Shefford)** demande la permission de présenter le bill 110 concernant le testament de Louis-Jules Gaudry dit Bourbonnière.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Thomas Joseph McNally**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande la permission de présenter le bill 77 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Thomas Joseph McNally au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Hampstead**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 109 modifiant la charte de la ville de Hampstead.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Maison protestante d'industrie  
et de refuge de Montréal**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** demande la permission de présenter le bill 88 concernant la Maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Taxe sur les corporations**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), la permission de présenter le bill 14 modifiant la loi de la taxe sur les corporations.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Le but du projet est de prolonger de deux ans la taxe de ½ % sur les profits des corporations.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des  
véhicules automobiles**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), la permission de présenter le bill 30 modifiant la loi des véhicules automobiles.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Le but de cette législation est de graduer le prix des licences

des camions. Selon la révision en cours, les taux sur les camions seront gradués de façon plus équitable qu'ils ne le sont présentement. Le prix des licences des camions est évalué à l'heure actuelle en fonction du poids du véhicule. Pour un camion de moins de 6,000 livres, le taux est de \$1.25 par centaine de livres et ce taux double pour les camions de 6,000 livres et plus, atteignant \$2.50 par centaine. On s'est plaint du caractère arbitraire de cette manière d'établir les prix; le bill vise donc à rendre la graduation des taux plus équitable. Cela sera réglé avec le présent projet de loi.

Une deuxième section du bill s'attardera à définir les termes de camion, d'autobus, etc. Cette section découle des interrogations soulevées lors de la récente conférence du transport tenue à Ottawa entre le dominion et les autorités provinciales suite au rapport Duff<sup>1</sup> sur le transport. De manière générale, les dispositions du bill accordent une grande marge de manœuvre au lieutenant-gouverneur en conseil.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ah, une autre taxe<sup>2</sup>!

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Extension des  
conventions collectives**

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette)** demande, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), la permission de présenter le bill 37 relatif à l'extension des conventions collectives de travail.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications.

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** Le titre du bill parle de lui-même. Le projet a pour but de légaliser l'extension du contrat collectif fait entre patrons et ouvriers.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Fermes  
pour ex-détenus**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), la permission de présenter le bill 38 concernant l'établissement de fermes pour y recevoir les personnes à leur sortie de prison.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Il arrive malheureusement qu'à leur sortie de prison des individus se retrouvent sans ressources, le plus souvent dans les grandes villes où il est alors aussi tentant que facile pour eux de succomber à de vieilles faiblesses et de récidiver. Nous voulons qu'à leur sortie de prison, ceux qui le veulent puissent être reçus sur des fermes, être logés et nourris et apprendre l'agriculture, et leur donner la chance de s'engager dans une voie honorable. Nous leur donnerons une légère indemnité, et ils apprendront la culture. De cette façon, nous croyons qu'il sera possible d'empêcher un grand nombre d'hommes de retourner au crime. Il vaut le coup d'essayer et le gouvernement propose de faire un effort substantiel en ce sens.

**M. Guertin (Hull)** parle de la Commission des assurances sociales, et demande si le gouvernement ne pourrait pas faire la même chose pour les enfants qui sortent des orphelinats ou pour les garçons qui sortent des écoles industrielles et des écoles de réforme, et qui sont laissés à eux-mêmes?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Peut-être.

**M. Guertin (Hull):** Alors?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Nous y verrons plus tard. Nous ne pouvons pas les mêler aux prisonniers. Nous allons nous occuper des hommes d'abord et nous verrons aux petits enfants ensuite. (Rires)

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Dépôt de documents:

##### Octrois spéciaux provenant des fonds publics 1932-1934

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 23 janvier 1934, pour copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1932 inclusivement jusqu'au 10 janvier 1934 inclusivement, et se rapportant aux octrois spéciaux à diverses institutions, provenant des fonds publics et mentionnés à l'état no 5 des *Comptes publics de la*

*province de Québec* pour l'exercice finissant le 30 juin 1933. (Document de la session no 33)

##### Compensations payées par l'employeur en vertu de la loi des accidents du travail

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 23 janvier 1934, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 30 mars 1933 inclusivement, et se rapportant à l'article 10 de la loi modifiant la loi des accidents du travail, 1931, 23 George V, chapitre 98. (Document de la session no 34)

##### Loi concernant les passages à niveau

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 23 janvier 1934, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 4 avril 1929 inclusivement, et se rapportant à la loi relative aux passages à niveau, 19 George V, chapitre 8. (Document de la session no 35)

##### Octrois spéciaux provenant de fonds publics 1927-1931

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 23 janvier 1934, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1927 inclusivement jusqu'au 31 décembre 1931 inclusivement, et se rapportant aux octrois spéciaux à diverses institutions, provenant des fonds publics et mentionnés à l'état no 5 des *Comptes publics de la province de Québec* pour l'exercice finissant le 30 juin 1933. (Document de la session no 36)

#### Travaux de la Chambre:

##### Discours sur le budget

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** J'ai l'honneur d'informer la Chambre que je prononcerai le discours du budget jeudi de cette semaine.



**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Avant le discours du budget, je demanderai au gouvernement de hâter les réponses aux interpellations inscrites au *Feuilleton*. J'insiste sur ce point, car nous avons absolument besoin de ces réponses pour discuter le budget.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Certainement, et si mon honorable ami veut m'indiquer les réponses qui pressent le plus, nous les lui ferons tenir le plus tôt possible. Le gouvernement a déjà répondu à une infinité de questions et il fait diligence pour répondre aux autres.

#### Questions et réponses:

##### Dépenses relatives à la loi concernant les passages à niveau

**M. Béïque (Chambly):** 1. À même la somme de \$300,000 prévue par la loi relative aux passages à niveau, 19 George V, chapitre 8, combien la province a-t-elle dépensé:

- a. Du 4 avril 1929 inclusivement au 31 décembre 1929 inclusivement?
- b. Du 1<sup>er</sup> janvier 1930 inclusivement au 31 décembre 1930 inclusivement?
- c. Du 1<sup>er</sup> janvier 1931 inclusivement au 31 décembre 1931 inclusivement?
- d. Du 1<sup>er</sup> janvier 1932 inclusivement au 31 décembre 1932 inclusivement?
- e. Du 1<sup>er</sup> janvier 1933 inclusivement au 10 janvier 1934?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. a. \$28,214.56; b. \$57,788.77; c. \$55,858.31; d. \$10,871.33; e. Rien.

2. Aucune contribution municipale.

##### Revenus provenant des licences d'autobus

**M. Fisher (Huntingdon):** 1. Quel est le revenu brut provenant des licences d'autobus en vertu de l'article 5 de la loi des véhicules automobiles, chapitre 35, Statuts refondus, 1925, du 1<sup>er</sup> janvier 1933 inclusivement au 31 décembre 1933 inclusivement?

2. Quel est le nombre d'autobus pour lesquels ces licences ou permis ont été payés?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. \$48,176.75.  
2. 494.

##### Dépenses de la Commission des accidents du travail

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** 1. Depuis le 30 mars 1931, à même la somme n'excédant pas \$100,000 annuellement, à combien s'élève le total des contributions de la province, pour les dépenses de la Commission des accidents du travail, en vertu de l'article 72 de la loi des accidents du travail, 21 George V, chapitre 100?

2. Lesdites contributions de la province ont-elles été remboursées par ladite Commission des accidents du travail? Dans l'affirmative: a. Quand?

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** 1. La Commission des accidents du travail n'a reçu aucune contribution du gouvernement de la province de Québec en vertu de l'article 72 de la loi.

2. À combien s'élève le total des contributions assumées par les municipalités en vertu de l'article 5 de ladite loi?

a. ...

##### Somme perçue en vertu de la taxe sur la gazoline

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** Quelle somme globale les vendeurs de gazoline dans la province, qui perçoivent la taxe sur la gazoline pour le gouvernement, ont-ils perçue en vertu de ladite taxe; a. du 1<sup>er</sup> janvier 1933 inclusivement au 30 juin 1933 inclusivement? b. du 1<sup>er</sup> juillet 1933 inclusivement au 31 décembre 1933 inclusivement?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Somme globale perçue et remise: a. \$2,077,984.23; b. \$3,169,672.17.

##### Nombre de vendeurs qui perçoivent la taxe sur la gazoline

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. Combien y a-t-il de vendeurs de gazoline dans la province de Québec qui perçoivent la taxe sur la gazoline pour le gouvernement?

2. De ce nombre, combien dans la cité de Montréal?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. 31 sous arrangement.  
2. 18 sous arrangement.

**Coût du restaurant  
de la Commission des liqueurs,  
au Pied-du-Courant**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. Combien a coûté le restaurant de la Commission des liqueurs, au Pied-du-Courant, du 1<sup>er</sup> mai 1932 inclusivement au 30 avril 1933 inclusivement, et combien a-t-il rapporté?

2. Combien a coûté le restaurant de la Commission des liqueurs, au Pied-du-Courant, du 1<sup>er</sup> mai 1933 inclusivement à date?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. \$2,412.49. Rien.

2. \$1,485.70.

**Droits perçus versés  
au fonds de l'assistance publique**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. Au cours de l'année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1932 et finissant le 30 juin 1933, quels montants provenant des droits perçus pendant la même période: *a.* dans la cité de Montréal? *b.* dans toute la province y compris Montréal, ont été versés au département du Trésor provincial pour faire partie du fonds spécial désigné sous le nom de "fonds de l'assistance publique", en vertu des dispositions de la section VI, du chapitre 189, volume III des Statuts refondus, 1925, article 547?

2. Quels ont été les droits perçus: *a.* dans la cité de Montréal? *b.* dans toute la province y compris Montréal, au cours de l'année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1932 et finissant le 30 juin 1933 en vertu des dispositions de la section VI du chapitre 189, volume III des Statuts refondus, 1925, article 54, comprenant la part des municipalités et les frais de perception et autres encourus par la province ou par les municipalités?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):**

	<i>a.</i>	<i>b.</i>
Droits du pauvre.....	\$316,780.35	\$423,744.56
Droits du pauvre (surtaxe) .....	232,284.63	299,404.67
Licences de lieux d'amusement.....	36,337.41	70,073.76

*Champs de courses:*

Licences .....	7,142.00	39,413.55
Droits d'entrée.....	10,913.10	55,701.25
Enregistrement des appareils .....	220.00	950.00
Paris ou gageures (moins remb.)....	<u>21,795.15</u>	<u>65,164.16</u>

*Total*..... \$625,472.64 \$954,451.95

	<i>a.</i>	<i>b.</i>
Droits du pauvre .....	\$633,560.70	\$847,489.12
Droits du pauvre (surtaxe) .....	236,930.32	305,382.76
Licences de lieux d'amusement .....	36,337.41	70,073.76

*Champs de courses:*

Licences.....	7,142.00	39,413.55
Droits d'entrée.....	10,913.10	55,701.25
Enregistrement des appareils .....	220.00	950.00
Paris ou gageures (moins remb.) ...	<u>21,795.15</u>	<u>65,164.16</u>

*Total* ..... \$946,898.68 \$1,384,174.60

**Revenus des licences d'hôtels,  
restaurants, etc., district  
de Montréal, 1932-1933**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** Qu'a rapporté à la province dans le district de Montréal: *a.* Au cours de l'exercice finissant le 30 juin 1933? *b.* Du 1<sup>er</sup> juillet 1933 inclusivement au 31 décembre 1933 inclusivement, chacune des sources de revenus comprises sous la rubrique générale: "Licences d'hôtels, restaurants, etc." et formant un total de \$203,659.55 pour le district de Montréal, tel qu'il appert à la page 38 des *Comptes publics* 1932-1933?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):**

	1932-1933	1 <sup>er</sup> juil. 1933 au 31 déc. 1933
	<i>a.</i>	<i>b.</i>
Hôtels.....	\$ 18,509.85	\$ 1,670.55
Restaurants .....	47,957.79	9,683.83
Maisons de logement .....	4,540.40	1,320.75
Échanges de films .....	3,063.32	205.00
Encanteurs .....	6,445.97	2,923.90
Colporteurs .....	2,954.10	519.25
Billards et jeux de quilles .....	33,486.60	18,953.40
Buanderies publiques.....	17,983.15	9,258.55
Courtiers .....	63,218.37	7,040.00
Prêteurs sur gages .....	4,020.00	.....
Regrattiers.....	1,415.00	2,450.00
Amendes .....	<u>155.00</u>	<u>.....</u>
<i>Total</i> .....	\$203,659.55	\$ 54,025.23

**Revenus pour la province, district  
de Montréal, 1932-1933**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** Qu'a rapporté à la province dans le district de Montréal: *a.* Au cours de l'exercice finissant le 30 juin 1933, chacune des sources de revenus comprises sous la rubrique générale "Licences d'hôtels, restaurants, etc.", tel qu'il appert à la page 15 des *Comptes publics*

1932-1933? *b.* Du 1<sup>er</sup> juillet 1933 inclusivement au 31 décembre 1933 inclusivement?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):**

	1932-1933	1 <sup>er</sup> juil. 1933 au 31 déc. 1933
	<i>a.</i>	<i>b.</i>
Hôtels.....	\$ 60,365.23	\$ 12,245.96
Restaurants.....	56,337.66	12,914.78
Maisons de logement .....	6,171.09	1,797.55
Échanges de films .....	3,063.32	.....
Encanteurs.....	8,851.58	3,836.35
Colporteurs .....	16,736.85	5,020.50
Billards et jeux de quilles.....	52,001.95	24,763.38
Buanderies publiques .....	20,751.65	11,005.55
Courtiers .....	63,218.37	7,040.00
Bureaux de prêts .....	100.00	.....
Prêteurs sur gages .....	4,020.00	205.00
Regrattiers.....	1,799.35	2,738.00
Amendes, licences.....	654.35	265.00
<i>Total.....</i>	<i>\$294,071.40</i>	<i>\$81,832.07</i>

**Primes de défrichement et de labour,  
1932-1933**

**M. Élie (Yamaska):** Quelle somme globale représentent, dans chacun des comtés de la province, les primes de défrichement et de labour dont le paiement a été recommandé par les inspecteurs du ministère de la Colonisation, durant l'année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1932 et finissant le 30 juin 1933?

**L'honorable M. Laferté (Drummond):**

Primes payées du 1<sup>er</sup> juillet 1932 au 30 juin 1933: Abitibi, \$144,116.50; Argenteuil, \$284; Arthabaska, \$2,256; Beauce, \$5,504.55; Bellechasse, \$528.50; Berthier, \$566; Bonaventure, \$23,649; Charlevoix, \$9,485; Chicoutimi, \$67,391.66; Compton, \$695.50; Dorchester, \$3,195; Drummond, \$926; Frontenac, \$7,989; Gaspé-Nord, \$4,485.50; Gaspé-Sud, \$13,632; Gatineau, \$3,753.80; Kamouraska, \$3,097; Labelle, \$24,023; Lac-Saint-Jean, \$21,054; Laviolette, \$4,128; L'Islet, \$1,868; Lotbinière, \$34,235.50; Maskinongé, \$48; Matane, \$9,586; Matapédia, \$52,716.50; Mégantic, \$4,697.50; Montcalm, \$3,418.50; Montmagny, \$3,336; Nicolet, \$612; Papineau, \$1,914; Pontiac, \$2,226; Portneuf, \$212; Richmond, \$487; Rimouski, \$26,552.75; Rivière-du-Loup, \$6,368; Roberval, \$126,695.44; Saint-Maurice, \$24; Sherbrooke, \$4,139; Saguenay, \$15,985; Témiscamingue, \$21,573.70; Témiscouata, \$34,860; Terrebonne, \$688; Wolfe, \$2,997. Total: \$696,000.

**Lots accordés par la province**

**M. Élie (Yamaska):** Durant l'année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1932 et finissant le 30 juin 1933, combien de lots ont été accordés par la province dans chacun des comtés de la province: *a.* À des colons des régions de colonisation? *b.* À des nouveaux venus dans ces régions?

**L'honorable M. Laferté (Drummond):**

Nombre de lots accordés pour fins de culture dans chaque comté de la province de Québec, durant l'exercice de 1932-1933: Abitibi, 566; Argenteuil, 5; Arthabaska, 8; Beauce, 6; Bellechasse, 38; Berthier, 3; Bonaventure, 110; Charlevoix, 5; Chicoutimi, 38; Compton, 1; Dorchester, 16; Drummond, 3; Frontenac, 49; Gaspé-Nord, 55; Gaspé-Sud, 90; Gatineau, 14; Hull, 1; Joliette, 8; Kamouraska, 59; Labelle, 114; Lac-Saint-Jean, 34; Laviolette, 24; L'Islet, 16; Lotbinière, 70; Maskinongé, 29; Matane, 80; Matapédia, 201; Mégantic, 37; Montcalm, 7; Montmagny, 17; Nicolet, 7; Papineau, 7; Pontiac, 8; Portneuf, 33; Québec, 2; Rimouski, 72; Saguenay, 99; Sherbrooke, 1; Témiscamingue, 107; Témiscouata, 98; Terrebonne, 5; Wolfe, 14. Total: 2,157.

*a.* et *b.* Il n'est pas tenu compte dans les documents officiels du lieu de provenance des colons.

**Nombre de  
véhicules-moteurs enregistrés**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel était le nombre des véhicules-moteurs enregistrés en cette province:

- a.* En 1928?
- b.* En 1929?
- c.* En 1930?
- d.* En 1931?
- e.* En 1932?
- f.* En 1933?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):**

- a.* En 1928: 148,090.
- b.* En 1929: 169,105.
- c.* En 1930: 178,548.
- d.* En 1931: 177,485.
- e.* En 1932: 165,730.
- f.* En 1933: 160,012.

**Pont de la baie de Gaspé**

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le

représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 35 concernant le pont de la baie de Gaspé.

Adopté.

#### **Loi de la taxe sur les corporations**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 14 modifiant la loi de la taxe sur les corporations.

Adopté.

#### **Loi des véhicules automobiles**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 30 modifiant la loi des véhicules automobiles.

Adopté.

#### **Fermes pour y recevoir les personnes à leur sortie de prison**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 38 concernant l'établissement de fermes pour y recevoir les personnes à leur sortie de prison.

Adopté.

#### **Indemnité des jurés**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la résolution relative au bill 12 modifiant la loi des jurés relativement à leur indemnité soit maintenant adoptée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi actuelle, qui accorde \$5 par jour aux jurés, plus les dépenses,

est claire et suffisante. Je soumets de nouveau que cette loi pourra donner lieu au favoritisme politique et prêter à l'arbitraire. On donne au gouvernement l'occasion et le pouvoir de s'ingérer dans l'administration de la justice. Le gouvernement aura le privilège, par ordre en conseil, de fixer le traitement des petits jurés dans chaque district. Il pourra ainsi faire des distinctions pour les comtés amis.

On pourra répliquer que les districts judiciaires comprennent plusieurs comtés, mais cet argument est plus spécieux que sérieux, puisqu'on sait que le shérif peut nommer les jurés dans le comté qu'il souhaite à l'intérieur d'un même district. C'est un empiétement sur les prérogatives de cette Chambre qui offre toutes les garanties nécessaires pour la bonne administration de la justice. Nous nous opposons à cette loi parce que nous voulons que l'administration de la justice soit complètement indépendante de la politique.

Je regrette qu'on ne se rende pas à la suggestion très juste de l'opposition. S'il est un domaine où le gouvernement, parce que représentant un parti politique par suite du régime qui nous est particulier, ne devrait pas s'ingérer, c'est avant tout l'administration de la justice. Et quiconque se dit préoccupé de l'administration de la justice ne devrait en aucun cas se permettre quelque espèce de patronage politique que ce soit. L'occasion fait le larron, et on devrait prévenir tout moyen de faire entrer la politique dans l'administration de la justice. Je fais cette critique sans aucun but politique.

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je suis convaincu que l'honorable chef de l'opposition est de bonne foi, qu'il n'a pas voulu faire de politique, et qu'il est animé des meilleurs sentiments. Mais il est dans l'erreur; il s'illusionne sur les sentiments du gouvernement. L'opposition voit de la propagande politique dans tous les bills que le gouvernement soumet à la Chambre. Le gouvernement n'a d'abord aucun contrôle sur le choix des jurés, puisque le shérif en prépare la liste d'après les noms soumis par les trésoriers des municipalités. Nous voulons rémunérer les jurés convenablement et non couper les salaires des jurés conservateurs.

Il est puéril de dire que nous voulons mieux payer les jurés qui sont libéraux et être moins généreux pour les jurés qui sont conservateurs. Le gouvernement ne veut pas rémunérer les rouges et ne rien payer aux bleus comme on semble l'insinuer, mais simplement remédier à une situation anormale. Ces pauvres conservateurs écotent tout autant que nous de la dépression, et ils ont assez d'ennuis en ce

moment que ce n'est pas le temps de les rémunérer moins que les autres. (Rires) Dans ces temps de dépression, on ne souhaite pas gaspiller d'argent.

J'ai déjà eu l'occasion de dire que les termes criminels nous coûtent terriblement cher. Nous avons dépensé jusqu'à \$30,000 pour un seul terme. Certains jurés se vantent d'avoir touché jusqu'à \$150 ou \$200, alors qu'ils n'ont presque pas siégé. Un dollar par jour, par les temps qui courent, représente beaucoup, et venir ainsi de manière arbitraire établir qu'un juré doit toucher \$5 par jour plus les dépenses, plus le transport, c'est beaucoup trop. Je reçois régulièrement des lettres de personnes qui désirent faire partie d'un jury. Qui cela n'attirerait-il pas? En Angleterre, les jurés ne sont pas payés, et le taux de \$5 par jour que l'on propose ici est beaucoup plus élevé que partout ailleurs au Canada.

Un député de la gauche<sup>3</sup> a prétendu que les jurés étaient mal choisis et que plusieurs d'entre eux ne comprenaient rien aux procès. Je crois que les jurés valent mieux que cela. L'honorable député voulait évidemment parler des jurés de son temps.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. L'honorable premier ministre n'a pas le droit de faire allusion à un débat antérieur.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mais c'est le même débat. Il s'agit de la même motion.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit que non. L'argument qui précède est intervenu lors de la deuxième lecture du bill, alors qu'on discute présentement les résolutions.

Il en appelle à l'Orateur suppléant<sup>4</sup>.

**M. l'Orateur suppléant:** L'honorable premier ministre a le droit de discuter ce point; il ne fait que répondre à une observation faite par un député dans le même débat. Il est dans l'ordre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je comprends que l'honorable chef de l'opposition n'aime pas qu'on revienne sur cet incident.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pas du tout.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous voulons payer convenablement les jurés, mais nous ne voulons pas que les procès par jury coûtent trop cher. Il faut nécessairement faire quelque chose pour que l'administration de la justice coûte moins cher.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Est-ce que le gouvernement va économiser beaucoup d'argent grâce à cette loi?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est très dur à dire. Nous allons payer nos jurés convenablement, mais nous économiserons sûrement de l'argent.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Vous devez au moins pouvoir estimer un certain pourcentage.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ne risquerai pas un chiffre. J'espère tout de même que ce sera substantiel. Quand même nous n'économiserions qu'un dollar, cela compte par le temps qui court.

La motion portant l'adoption de la résolution est mise aux voix.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sur division.

La résolution est, en conséquence, adoptée sur division.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 12 modifiant la loi des jurés relativement à leur indemnité.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Loi des huissiers

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 7 modifiant la loi des huissiers.

Adopté.

#### En comité:

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement, durant son long mandat, s'est graduellement approprié de la plupart des charges exercées par la magistrature et il poursuit ses efforts pour contrôler toutes les activités de la province.

**M. Guertin (Hull):** Le gouvernement ne craint-il pas que la loi soit insuffisante pour permettre la nomination de bons huissiers?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Non. Mon honorable ami de Hull a peur qu'il n'y ait pas un contrôle suffisant. Il ne pense pas souvent comme l'honorable chef de l'opposition, mais ça viendra.

**M. Guertin (Hull):** Vous ne mettez pas cela dans la loi?

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Distribution de circulaires  
pour fins d'assemblées publiques**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 concernant la distribution de circulaires dans les cités et les villes pour fins d'assemblées publiques soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** J'ai déjà expliqué ce dont il s'agit. J'ajoute que le projet, que nous étudions en comité, ne vise pas la distribution de circulaires annonçant les assemblées pour fins électorales, municipales, scolaires ou religieuses. Il s'agit d'empêcher la distribution de circulaires séditieuses ou antireligieuses. Pour avoir le droit de distribuer des circulaires, il faudra avoir l'autorisation du chef de police ou du maire. Sont exemptées des obligations de la loi les assemblées ayant soit un caractère électoral, municipal, scolaire ou religieux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai aucune objection alors.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Dans la présente loi:

1° Les mots "chef de police" désignent la personne qui remplit les fonctions de surintendant, de directeur ou de chef de la police dans une municipalité et, dans le cas où il n'y a pas dans une municipalité un tel officier, ils désignent le maire de la municipalité;

2° Le mot "circulaire" désigne un papier, un écrit, un imprimé ou un document quelconque, distribué affiché ou autrement rendu public, aux fins de convoquer une assemblée publique;

3° Les mots "assemblée publique" désignent une réunion de personnes dans un édifice ou lieu public, mais ils excluent toute réunion convoquée pour fins électorales, municipales, scolaires ou religieuses;

4° Le mot "personne" comprend également, toute association, société ou corporation, quelles qu'elles soient."

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** note que le texte est suffisamment clair, mais la définition du mot "chef de police" est imprécise. Bien qu'il reconnaisse la nécessité d'une telle mesure qui confie aux chefs de police le soin d'autoriser la distribution de ces circulaires, il est d'avis que l'on devrait l'amender pour bien établir que seul le chef de police de la municipalité concernée pourra jouer ce rôle de censeur. Il (M. Duplessis) désire savoir également ce qui se passera dans les régions qui n'ont pas de chef de police. La distribution des circulaires ne pourra se faire sans la permission du chef de police, qui, en certaines occasions, est le maire. Si le maire est absent?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Nous allons ajouter à cette phrase: "et, en son absence, son représentant".

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** reconnaît que le but que poursuit le secrétaire de la province (l'honorable M. David) est excellent, et qu'il est opportun et d'intérêt public de faire échec à un mode de propagande et d'agitation antisocial qui a déjà trop duré. Toutefois, il convient de donner à la loi le sens et la portée qu'elle doit avoir, afin qu'elle soit efficace et ne devienne pas une cause d'ennuis pour les gens respectables.

Ainsi, la loi telle qu'elle est rédigée donne juridiction à tout chef de police dans la municipalité. Or, à Montréal, cela signifie que le chef de police

Dufresne, de la police municipale, le chef de police Maurice Lalonde, et le chef de détectives Jargailles, qui, très malheureusement, s'est trop occupé de politique, ont juridiction. Ceci peut prêter à des abus. Souvent, c'est le chef de la police provinciale qui contrôle la municipalité.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** assure qu'il n'y aura aucune influence gouvernementale, qu'elle soit bienveillante ou néfaste, mais que c'est le chef de police de chacune des municipalités qui aura juridiction. Il se rend à l'argumentation du député de Trois-Rivières (M. Duplessis) et modifie le bill qui décrète que seul le chef de police municipale de la ville aura juridiction pour refuser ou autoriser les circulaires en question, et non un corps de police provincial opérant dans une municipalité.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** remarque que le bill, en excluant les circulaires pour fins sociales, électorales, religieuses, scolaires et municipales, laisse la porte assez ouverte pour des abus. Il établit des situations pour le moins curieuses. Ainsi, la Saint-Jean-Baptiste devra obtenir un permis pour fins patriotiques. Il a remarqué dans cette mesure la fine influence italienne, le mot "italien" étant compris dans son sens ancien et non dans le sens mussolinien, dans cette mesure. Il en approuve entièrement le principe, car il craint que cela laisse entendre que, lorsque le bill deviendra loi, la police provinciale s'en servira pour bloquer des réunions que le gouvernement voudra éviter.

On devrait rendre cette loi plus claire. Voici, par exemple, le cas d'une association de jeunes gens désintéressés, animés d'un véritable esprit public, qui apportent une collaboration précieuse à la restauration économique, chez nous<sup>5</sup>. Ils ne font pas de politique, je le répète. Ils ont émis des principes, des idées. Je le répète, ils veulent dénoncer une situation existante. Ils ont le droit de dénoncer des abus. Et ils l'ont fait.

Or, s'ils veulent convoquer une assemblée pour dénoncer la situation économique existante, on peut les empêcher, par la voie de ce bill, de convoquer cette assemblée au cours de laquelle ils réclameraient certains griefs. Cependant, ils ne veulent que le bien général: ils sont animés des meilleurs sentiments. De même, des associations absolument étrangères au communisme et qui le combattent partout peuvent se voir refuser la permission d'annoncer une assemblée, suivant le caprice d'un chef de police.

On a dénoncé cette association de jeunes gens. On a même vu des gens sérieux qui occupent

une situation responsable très élevée dans l'administration des affaires publiques dénoncer ces jeunes gens comme fauteurs de désordres publics; on a même englobé dans ces déclarations des institutions religieuses qui avaient eu le malheur de leur louer une salle. Il est évident que, si ces dénonciateurs des Jeune-Canada sont appelés à appliquer la présente loi, ils dénonceront encore cette organisation.

Je me demande si la loi, telle qu'elle est rédigée, ne sera pas de nature à empêcher ces organisations de jeunes de faire imprimer des circulaires pour annoncer leurs assemblées. Je n'ai aucun doute sur les bonnes intentions du député de Terrebonne (l'honorable M. David). Je suis d'opinion qu'au moyen de cette loi on pourrait défendre la distribution de circulaires annonçant des assemblées comme celles des Jeune-Canada.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il n'est pas question de cela.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Un homme éminent de notre province a dit en parlant des Jeune-Canada qu'ils tenaient des foyers de communisme, qu'ils étaient des fauteurs de désordre. Or, si le chef de police, appelé à interpréter cette loi, interprète les déclarations de ces jeunes gens de la même façon que le personnage en question, il refusera évidemment la permission de convoquer l'assemblée demandée. Sous prétexte d'empêcher la propagation du mal, il ne faut pas empêcher la dénonciation du mal.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** L'honorable chef de l'opposition a introduit dans cette discussion le nom des Jeune-Canada. C'est habile. Il sait pourtant très bien qui nous voulons atteindre par ce bill. Il sait parfaitement bien que, si les Jeune-Canada veulent tenir une assemblée publique, ils n'auront aucune difficulté à obtenir la permission du chef de police de Montréal, incontestablement. Le but de la loi est évident. Nous voulons simplement prendre les moyens de lutter contre la propagande communiste et bolchéviste, et pas autre chose. La loi est bonne, car elle sera une digue aux idées que nous jugeons subversives en notre province.

Laissons donc la loi telle qu'elle est rédigée. On peut être certain qu'il n'y aura pas d'abus, qu'il n'y aura pas un chef de police assez peu averti pour confondre une association, comme celle dont le chef de l'opposition parlait tantôt, avec une organisation bolchéviste, par exemple. Personne n'a jamais songé

à défendre aux Jeune-Canada de tenir une assemblée. Du reste, si l'on reconnaît que la loi est bonne, on peut toujours l'essayer. Votons-la et plus tard, si elle n'a pas produit les fruits voulus, il sera possible de l'amender.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette loi peut prêter à des abus.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le chef de l'opposition sait très bien qui nous voulons viser. Alors, pourquoi tout cela?

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Pourquoi ne pas exempter les assemblées tenues pour fins éducationnelles<sup>6</sup>?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Ce serait aller trop loin.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Certainement. L'organisation communiste de Montréal portait le nom d'université.

**M. Guertin (Hull):** N'y a-t-il pas danger que le chef de police soit sous la férule des politiciens, qui voudraient se servir de la loi pour écraser certains adversaires politiques, et puisse servir des fins de partisanerie? Par suite, on pourrait, sous prétexte d'empêcher le désordre, prohiber des assemblées d'oppositionnistes. J'insiste, dit-il, pour que le pétitionnaire d'un permis puisse avoir recours, soit au procureur général, soit à un juge de la Cour supérieure, quand le chef de police refusera de se rendre à sa demande. On devrait, notamment, faire une exception pour les assemblées ouvrières professionnelles.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Mais non, le projet de loi spécifie que les circulaires pour annoncer des assemblées électorales ne seront pas sujettes à l'approbation des chefs de police. Je ferai savoir au chef de l'opposition... pardon, au deuxième chef de l'opposition (M. Guertin)<sup>7</sup> s'il veut me le permettre, que les assemblées régulières sont couvertes par la loi. Il ne faut pas voir des politiciens, surtout des politiciens ministériels, partout! La loi donne au chef de police le droit de permettre ou refuser la distribution de circulaires annonçant des assemblées autres que pour fins électorales, municipales, scolaires ou religieuses. C'est assez clair, il me semble, et cela rencontre toutes les objections de mon honorable ami de Hull.

**M. Guertin (Hull):** Il faudrait tout de même donner une chance à qui se croira lésé dans ses droits.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** parle de libertés qu'il ne faut pas étouffer.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Est-ce que l'honorable ministre ne pourrait pas mentionner dans la loi que les assemblées patriotiques seront parmi celles que l'on pourra annoncer par circulaires, sans la permission du chef de police?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Nous pourrions peut-être dire en effet "les assemblées religieuses et patriotiques". Mais, est-ce bien nécessaire? Il y a le danger que l'on annonce par circulaire des assemblées patriotiques qui pourraient être antipatriotiques. Nécessairement, le chef de police accorderait la permission. C'est là un cas évident, allons! Le chef de police ne refusera certainement pas la permission de distribuer des circulaires annonçant des assemblées patriotiques de la société Saint-Jean-Baptiste par exemple.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas drôle que d'être obligé de demander au chef de police la permission de publier des circulaires à l'occasion de la Saint-Jean-Baptiste! Le chef de police est appelé non seulement à accorder ou à refuser le permis, mais à décider si l'assemblée que l'on veut convoquer est une vraie assemblée électorale ou non.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mon honorable ami sait bien qui nous voulons atteindre.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Cette loi s'impose tellement que d'ici peu on sera bien heureux de la trouver dans nos Statuts. Il s'agit d'empêcher des abus. Je crois sincèrement que, somme toute, la loi est bonne, parce qu'elle préviendra un danger, et qu'un jour personne ne s'objectera à soumettre au chef de police toutes les circulaires annonçant des assemblées ou alors, dans les comtés ruraux où il n'y a aucun corps de police, au maire qui devra user de gros bons sens.

Mais, vu les objections de mes honorables amis de la gauche, je suis prêt à consentir à ce que le projet soit référé au comité des bills publics où nous pourrions l'étudier davantage et l'amender, s'il y a lieu. Nous verrons alors s'il est possible de le formuler dans un langage qui lui donnera l'effet



escompté et évitera la centaine de possibilités appréhendées par l'opposition.

L'étude de l'article 2 est suspendue.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

### Concours physiques

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 29 concernant les concours physiques soit maintenant lu une deuxième fois.

J'ai déjà expliqué qu'il s'agit de réglementer les concours physiques ou d'endurance, qui dégénèrent souvent en spectacles immoraux.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Charte de Saint-Jérôme

**M. Dansereau (Argenteuil)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 84 modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### Paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice dans le comté de Saint-Jean

**M. Bouthillier (Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 modifiant les limites du territoire de la corporation scolaire de la paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice, dans le comté de Saint-Jean, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### Charte de Montréal, frais de pavage

**M. Rhéaume (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 concernant la

charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande si c'est cela le bill de Montréal.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Non, le bill de Montréal porte le numéro 100, et celui-ci, le numéro 102.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Saint-Henri (M. Gabias) n'a-t-il pas déjà présenté un autre bill, au sujet de la charte de la cité de Montréal?

**M. Rhéaume (Jacques-Cartier):** Oui. Celui dont j'ai accepté de me faire le parrain est présenté par un groupe de citoyens de la Côte-des-Neiges. Lors de l'annexion de la Côte-des-Neiges, allègue-t-on, Montréal s'était engagé à remplir certaines obligations relativement au pavage. Maintenant, on veut faire porter sur les citoyens de cette partie de la ville une trop forte proportion du coût du pavage. Nous demandons, par le bill, que le coût soit réparti sur toute la ville comme on s'y était engagé.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### Demandes de documents:

#### Certificats du ministre de l'Agriculture, octrois pour construction d'entrepôts

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Béique), qu'il soit mis devant cette Chambre copies authentiques des certificats du ministre de l'Agriculture, émis en vertu de l'article 2, chapitre 7, 20 George V.

Adopté.

#### Certificats du ministre de l'Agriculture, octrois aux écoles d'agriculture

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Béique), qu'il soit mis devant cette Chambre copies authentiques des certificats du ministre de l'Agriculture, depuis le 4 avril 1930, et se rapportant à la somme de \$600,000, affectée à l'établissement, l'agrandissement, à l'aménagement et l'outillage d'écoles d'agriculture dans la province de Québec, en vertu de l'article 1 du chapitre 7, 20 George V.

Adopté.

**Octrois à payer à même  
le fonds de l'assistance publique**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Béique), qu'il soit mis devant cette Chambre copies authentiques de tous documents et de toute correspondance échangés, depuis le 1<sup>er</sup> février 1933 inclusivement, entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou aucun de ses employés, et toutes personnes, corporations ou compagnies, et se rapportant aux octrois promis et impayés par le gouvernement de cette province et payables à même le fonds de l'assistance publique.

Adopté.

**Travaux de voirie à Saint-Placide,  
A. Vaillancourt, Saint-Placide**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Béique), qu'il soit mis devant cette Chambre copies de toutes les listes de paye, du département de la Voirie, concernant les travaux exécutés dans la paroisse de Saint-Placide, comté des Deux-Montagnes, sous la direction ou la surveillance de M. Almyra Vaillancourt, de ladite paroisse, et cela, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1930 à date.

Adopté.

**Questions et réponses:**

**Coopérative avicole,  
district des Trois-Rivières**

**M. Élie (Yamaska):** Le gouvernement de cette province, directement ou indirectement, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1931 inclusivement, a-t-il subventionné la coopérative avicole du district des Trois-Rivières? Dans l'affirmative:

*a.* Quand?

*b.* Pour quelle somme totale?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** (Voir la liste ci-dessous)

<i>a.</i>	<i>b.</i>
17 décembre 1932.....	\$ 264.40
11 janvier 1933.....	100.00
27 janvier 1933.....	266.11
20 février 1933.....	220.65

*a.*

*b.*

13 mars 1933.....	\$ 215.00
28 avril 1933.....	100.00
12 mai 1933.....	91.80
12 juin 1933.....	196.80
13 juillet 1933.....	257.50
2 août 1933.....	241.70
8 septembre 1933.....	252.65
18 septembre 1933.....	571.66
10 octobre 1933.....	159.50
7 décembre 1933.....	332.30
4 janvier 1934.....	<u>87.60</u>

\$3,357.67

**Dates et bénéficiaires des dépenses  
pour l'amélioration des marchés agricoles**

**M. Élie (Yamaska):** Relativement à la loi concernant la vente des produits agricoles, 17 George V, chapitre 24, quand ont été dépensés les argents dépensés par la province, et à qui ont été payés lesdits argents:

*a.* Du 1<sup>er</sup> avril 1927 inclusivement au 31 décembre 1927 inclusivement?

*b.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1928 inclusivement au 31 décembre 1928 inclusivement?

*c.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1929 inclusivement au 31 décembre 1929 inclusivement?

*d.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1930 inclusivement au 31 décembre 1930 inclusivement?

*e.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1931 inclusivement au 31 décembre 1931 inclusivement?

*f.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1932 inclusivement au 31 décembre 1932 inclusivement?

*g.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1933 inclusivement au 10 janvier 1934?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** (Voir le tableau à la page suivante)

	<i>Date</i>	<i>Noms</i>	<i>Montants</i>
a.	24 août 1927	Chas-A. Harrison .....	\$ 2,500.00
	19 oct. 1927	Chas-A. Harrison .....	1,000.00
	18 nov. 1927	Chas-A. Harrison .....	1,000.00
	19 déc. 1927	Chas-A. Harrison .....	<u>1,000.00</u>
			\$ 5,500.00
b.	20 janv. 1928	Chas-A. Harrison .....	\$ 1,000.00
	24 fév. 1928	Chas-A. Harrison .....	1,000.00
	27 mars 1928	Chas-A. Harrison .....	572.83
	8 mai 1928	Chas-A. Harrison .....	932.68
	30 juin 1928	Chas-A. Harrison .....	994.49
	30 juin 1928	Coopérative fédérée de Québec .....	2,407.33
	27 août 1928	Chas-A. Harrison .....	700.11
	27 août 1928	Cyrille Vaillancourt .....	1,200.00
	17 sept. 1928	Chas-A. Harrison .....	701.21
	19 oct. 1928	Chas-A. Harrison .....	1,053.25
	22 nov. 1928	Chas-A. Harrison .....	731.28
	20 déc. 1928	Chas-A. Harrison .....	<u>718.28</u>
			\$12,011.46
c.	21 janv. 1929	Chas-A. Harrison .....	\$ 1,190.18
	26 fév. 1929	Chas-A. Harrison .....	775.28
	22 mars 1929	Chas-A. Harrison .....	675.44
	30 mars 1929	Mechanics Supply Co. ....	3,099.60
	5 avril 1929	Mechanics Supply Co. ....	10,000.00
	8 avril 1929	Mechanics Supply Co. ....	4,700.40
	8 avril 1929	W. T. Beath & Son, Ltd. ....	1,155.75
	24 avril 1929	Chas-A. Harrison .....	1,006.91
	10 mai 1929	W. T. Beath & Son, Ltd. ....	575.00
	21 mai 1929	Chas-A. Harrison .....	814.59
	31 mai 1929	C. Guy Bishop.....	3,700.00
	27 juin 1929	Chas-A. Harrison .....	750.32
	29 juin 1929	Chas-A. Harrison .....	883.15
	22 juil. 1929	Chas-A. Harrison .....	92.07
	21 août 1929	Chas-A. Harrison .....	941.76
	25 sept. 1929	Chas-A. Harrison .....	696.99
	19 oct. 1929	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	15,000.00
	23 oct. 1929	Chas-A. Harrison .....	913.15
	29 oct. 1929	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	14,815.00
	21 nov. 1929	Chas-A. Harrison .....	764.24
	12 déc. 1929	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	1,831.46
	23 déc. 1929	Chas-A. Harrison .....	<u>784.76</u>
			\$64,536.05
d.	11 janv. 1930	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	\$ 8,377.50
	21 janv. 1930	Chas-A. Harrison .....	1,148.25
	22 fév. 1930	Chas-A. Harrison .....	702.75
	26 mars 1930	Chas-A. Harrison .....	1,045.00
	23 avril 1930	Chas-A. Harrison .....	1,126.05
	31 mai 1930	Chas-A. Harrison .....	933.38

	<i>Date</i>	<i>Noms</i>	<i>Montants</i>
	27 juin 1930	Chas-A. Harrison .....	\$ 1,016.15
	30 juin 1930	Chas-A. Harrison .....	441.49
	23 juil. 1930	Chas-A. Harrison .....	584.17
	8 août 1930	Société coopérative agricole de tabac du district de Joliette.....	10,000.00
	12 août 1930	Chas-A. Harrison .....	833.44
	13 sept. 1930	Chas-A. Harrison .....	1,014.35
	11 oct. 1930	Société coopérative agricole de tabac du district de Joliette.....	28,000.00
	20 oct. 1930	Chas-A. Harrison .....	1,229.66
	26 nov. 1930	Chas-A. Harrison .....	953.85
	22 déc. 1930	Chas-A. Harrison .....	<u>1,044.79</u>
			\$58,450.83
e.	23 janv. 1931	Chas-A. Harrison .....	\$ 1,383.43
	12 fév. 1931	Chas-A. Harrison .....	972.89
	8 mars 1931	Chas-A. Harrison .....	702.35
	27 avril 1931	Chas-A. Harrison .....	1,758.40
	5 mai 1931	Rock City Tobacco Co. ....	10.53
	26 mai 1931	Chas-A. Harrison .....	1,340.81
	30 juin 1931	Chas-A. Harrison .....	171.33
	3 juil. 1931	Chas-A. Harrison .....	1,095.20
	29 juil. 1931	Chas-A. Harrison .....	1,467.07
	20 août 1931	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	1,034.87
	28 août 1931	Chas-A. Harrison .....	1,416.64
	26 sept. 1931	Chas-A. Harrison .....	941.92
	30 sept. 1931	Chas-A. Harrison .....	82.95
	19 oct. 1931	Chas-A. Harrison .....	1,331.33
	25 nov. 1931	Chas-A. Harrison .....	1,156.74
	18 déc. 1931	Chas-A. Harrison .....	<u>1,041.35</u>
			\$15,907.81
f.	22 janv. 1932	Chas-A. Harrison .....	\$ 1,159.42
	26 janv. 1932	Coopérative fédérée de Québec .....	3,144.27
	7 fév. 1932	Coopérative fédérée de Québec .....	714.28
	9 mars 1932	Chas-A. Harrison .....	1,290.39
	16 mars 1932	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	175.00
	4 avril 1932	Chas-A. Harrison .....	955.86
	12 avril 1932	Coopérative fédérée de Québec .....	3,188.18
	20 avril 1932	Chas-A. Harrison .....	1,062.07
	30 avril 1932	Cie d'imprimerie et de lithographie canadienne .....	1,300.00
	2 mai 1932	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	175.00
	23 mai 1932	Cie d'imprimerie et de lithographie canadienne .....	245.00
	26 mai 1932	Chas-A. Harrison .....	997.56
	6 juin 1932	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	175.00
	20 juin 1932	Coopérative fédérée de Québec .....	158.00
	21 juin 1932	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	5,000.00
	25 juin 1932	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	150.00
	25 juin 1932	Chas-A. Harrison .....	883.75
	25 juin 1932	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	14,000.00
	25 juin 1932	Société coopérative agricole d'Abitibi-Est.....	3,000.00
	25 juin 1932	Société coopérative agricole de Grondines.....	780.00
	30 juin 1932	Société coopérative agricole de Cap-d'Espoir .....	538.77

	<i>Date</i>	<i>Noms</i>	<i>Montants</i>
	30 juin 1932	J.-W. Delaney .....	\$ 5.92
	19 juil. 1932	Agence canadienne de publicité, limitée .....	200.00
	1 <sup>er</sup> août 1932	Chas-A. Harrison .....	1,232.54
	25 août 1932	Véronique Durand.....	200.00
	25 août 1932	Jeanne Drouin .....	200.00
	25 août 1932	Cyrille Vaillancourt .....	500.00
	30 août 1932	Chas-A. Harrison .....	598.77
	2 sept. 1932	Coopérative agricole des producteurs de lin de Vaudreuil et Soulanges .....	1,000.00
	9 sept. 1932	Cyrille Vaillancourt .....	1,000.00
	9 sept. 1932	Véronique Durand.....	500.00
	9 sept. 1932	Jeanne Drouin .....	500.00
	10 sept. 1932	Chas-A. Harrison .....	774.00
	15 sept. 1932	Chas-A. Harrison .....	853.12
	20 sept. 1932	Coopérative fédérée de Québec .....	1,242.74
	18 oct. 1932	Chas-A. Harrison .....	1,217.32
	10 nov. 1932	Cyrille Vaillancourt .....	400.00
	21 nov. 1932	Chas-A. Harrison .....	996.40
	30 nov. 1932	Société coopérative agricole de Cap-d'Espoir .....	2,576.62
	30 nov. 1932	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	887.63
	21 déc. 1932	Chas-A. Harrison .....	809.64
	30 déc. 1932	Véronique Durand.....	175.00
	31 déc. 1932	Gazette Printing Co.....	<u>2,432.34</u>
			\$57,395.19
g.	19 janv. 1933	J. Howitt & Son, Ltd. ....	\$ 675.54
	25 janv. 1933	Chas-A. Harrison .....	1,121.48
	9 fév. 1933	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	5,087.64
	16 fév. 1933	Chas-A. Harrison .....	913.54
	18 fév. 1933	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	3,000.00
	4 mars 1933	Marcelle Gagnon.....	150.00
	9 mars 1933	Chas-A. Harrison .....	47.67
	13 mars 1933	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	59.72
	14 mars 1933	Chas-A. Harrison .....	731.54
	18 mars 1933	Abattoir de Princeville .....	11,300.00
	24 mars 1933	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	350.00
	4 avril 1933	Véronique Durand.....	326.43
	4 avril 1933	Jeanne Drouin .....	349.96
	12 avril 1933	Cyrille Vaillancourt .....	358.30
	25 avril 1933	Marcelle Gagnon.....	138.94
	27 avril 1933	Chas-A. Harrison .....	1,284.67
	8 mai 1933	Chas-A. Harrison .....	349.58
	11 mai 1933	La Cie de l'Événement .....	200.00
	27 mai 1933	Chas-A. Harrison .....	950.30
	2 juin 1933	Coopérative agricole des producteurs de lin de Vaudreuil et Soulanges .....	1,000.00
	5 juin 1933	Marcelle Gagnon.....	149.96
	30 juin 1933	Chas-A. Harrison .....	723.26
	30 juin 1933	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	500.00
	30 juin 1933	Gazette Printing Co. ....	1,470.00
	30 juin 1933	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	56.47
	30 juin 1933	Edmond Chassé.....	250.00
	26 juil. 1933	Chas-A. Harrison .....	1,221.13
	24 août 1933	Chas-A. Harrison .....	1,386.27

<i>Date</i>	<i>Noms</i>	<i>Montants</i>
2 sept. 1933	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	\$ 2,527.05
22 sept. 1933	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	4,035.12
23 sept. 1933	Chas-A. Harrison .....	836.07
17 oct. 1933	Chas-A. Harrison .....	1,369.23
7 nov. 1933	Cooper & Co. Stores, Ltd. ....	5,877.06
22 nov. 1933	Chas-A. Harrison .....	1,366.84
22 déc. 1933	Chas-A. Harrison .....	1,021.58
8 janv. 1934	Les producteurs de sucre d'érable de Québec .....	5,000.00
8 janv. 1934	La Cie de l'Événement .....	400.00
9 janv. 1934	Le Soleil, limitée.....	150.00
		<b>\$56,735.35</b>

**Sommes dépensées pour l'amélioration  
des marchés agricoles, en vertu  
de la loi concernant la vente  
des produits agricoles**

**M. Élie (Yamaska):** Relativement à la loi concernant la vente des produits agricoles, 17 George V, chapitre 24, combien la province a-t-elle dépensé:

- a. Du 1<sup>er</sup> avril 1927 inclusivement au 31 décembre 1927 inclusivement?
- b. Du 1<sup>er</sup> janvier 1928 inclusivement au 31 décembre 1928 inclusivement?
- c. Du 1<sup>er</sup> janvier 1929 inclusivement au 31 décembre 1929 inclusivement?
- d. Du 1<sup>er</sup> janvier 1930 inclusivement au 31 décembre 1930 inclusivement?
- e. Du 1<sup>er</sup> janvier 1931 inclusivement au 31 décembre 1931 inclusivement?
- f. Du 1<sup>er</sup> janvier 1932 inclusivement au 31 décembre 1932 inclusivement?
- g. Du 1<sup>er</sup> janvier 1933 inclusivement au 10 janvier 1934?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):**

- a. \$5,500.00.
- b. \$12,011.46.
- c. \$64,536.05.
- d. \$58,450.83.
- e. \$15,907.81.
- f. \$57,395.19.
- g. \$56,735.35.

**Octrois aux  
écoles d'agriculture**

**M. Élie (Yamaska):** À même la somme de \$600,000 mentionnée à l'article 1 du chapitre 7, 20 George V, combien la province a-t-elle dépensé:

a. Du 4 avril 1930 inclusivement au 4 avril 1931 exclusivement?

b. Du 4 avril 1931 inclusivement au 4 avril 1932 exclusivement?

c. Du 4 avril 1932 inclusivement au 10 janvier 1934?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):**

- a. \$121,475.26.
- b. \$384,840.96.
- c. \$193,683.78.

*Note:* Le montant autorisé a été porté à \$700,000 par la loi 21 George V, chapitre 44.

**Construction d'entrepôts pour  
les produits agricoles**

**M. Élie (Yamaska):** À même le montant de \$500,000, affecté à la construction d'entrepôts pour l'emménagement des produits agricoles, en vertu de l'article 2, chapitre 7, 20 George V:

1. Combien la province a-t-elle dépensé, du 4 avril 1930 inclusivement au 10 janvier 1934?

2. La province a-t-elle construit un ou plusieurs desdits entrepôts, dont la construction était autorisée par le susdit article?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. \$9,500.  
2. Aucun.

**Coût du  
Journal d'agriculture**

**M. Élie (Yamaska):** Du 1<sup>er</sup> juillet 1933 inclusivement au 31 décembre 1933, combien le *Journal d'agriculture* a-t-il coûté à la province?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** \$33,739.98.

**Garantie auprès des créanciers de la  
Coopérative fédérée de Québec**

**M. Élie (Yamaska):** Pour quel montant la province est-elle garante auprès des créanciers de la Coopérative fédérée de Québec?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** \$660,000.

**Loi des accidents  
du travail**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** pose une question sur la loi des accidents du travail.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le gouvernement attend, pour proposer des amendements à la loi des accidents du travail, d'être en possession de certains documents.

**Fonds de  
l'assistance publique**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** pose une question sur le fonds de l'assistance publique.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** annonce au chef de l'opposition qu'il soulèvera peut-être un point d'ordre contre les deux bills sur le fonds de l'assistance publique, mais qu'il attend le conseil de l'Orateur de la Chambre sur ce point. Ces bills devraient être précédés de résolutions, parce qu'ils entraînent une dépense des deniers publics. Dans ce cas, seul le gouvernement peut présenter ces bills.

Il (l'honorable M. Taschereau) demande l'ajournement.

La séance est levée à 5 heures.

cette phrase de M. Duplessis dite sur un ton de résignation, a remué la tête vigoureusement en signe de négation.

3. Il s'agit du député de Chambly, M. Béïque. Pour cette déclaration, consulter la séance du 25 janvier 1934.

4. Les journaux anglophones prétendent que c'est l'honorable M. Taschereau qui en a appelé à l'Orateur suppléant, contrairement aux journaux francophones qui affirment que c'est M. Duplessis.

5. Il s'agit des Jeune-Canada, mouvement fondé en 1932, regroupant de jeunes universitaires, affilié à *L'Action nationale*, et sous l'influence du chanoine Lionel Groulx. Mason Wade, dans *Les Canadiens français de 1760 à nos jours*, tome 2, 1963, à la page 326, souligne que: "Le mouvement n'éprouvait que colère et mépris à l'égard de ses aînés, à l'exception d'Édouard Montpetit, de l'abbé Groulx et d'Esdras Minville. Il était particulièrement acerbe contre les politiciens qu'il tenait responsables de la présente situation et qu'il considérait comme "les éternels ennemis de notre race" parce qu'ils favorisaient les divisions de parti plutôt que l'unité canadienne-française." Occasionné par la crise économique, ce mouvement s'inscrit donc dans le courant nationaliste des années 1930.

6. *Le Canada* du 31 janvier 1934, à la page 1, ne rapporte pas les paroles de M. Gault, précisant que personne ne l'a compris.

7. Il s'agit de l'opposition que forment les trois députés conservateurs (MM. Guertin, Gault et Barré) devenus indépendants après l'élection de M. Duplessis comme chef du Parti conservateur du Québec.

**NOTES**

1. L'honorable Lyman Poore Duff, alors juge à la Cour suprême, préside la Commission royale sur les chemins de fer et les transports au Canada (1931-1932).

2. *The Gazette* du 31 janvier 1934, à la page 10, précise que l'honorable M. Stockwell, répondant à





## Séance du mercredi 31 janvier 1934

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 15.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes<sup>1</sup>!

## Charte de Montréal

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), que l'article 510 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de The Sisters of Service of Canada, demandant l'adoption d'un amendement au bill de la cité de Montréal, à l'effet de changer l'article 362*b* de la charte de la cité de Montréal, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

## Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de The Sisters of Service of Canada, demandant l'adoption d'un amendement au bill de la cité de Montréal, à l'effet de changer l'article 362*b* de la charte de la cité de Montréal.

## Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de The Trafalgar Institute, demandant l'adoption d'une loi pour changer son nom en celui de "The Trafalgar School for Girls" (M. Gault);

- de l'hôpital Notre-Dame de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Fauteux);

- de l'Association professionnelle des coiffeurs pour dames de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi aux fins de confirmer l'existence corporative de l'association pétitionnaire et de lui donner certains pouvoirs spéciaux (M. Fauteux);

- de Aimé Geoffrion, avocat et conseiller du roi, l'honorable William L. Bond, juge de la Cour du banc du roi, et le major Georges P. G. Dunlop, tous de la cité et du district de Montréal, demandant l'adoption

d'une loi concernant la succession de feu Charles Colmore Grant, baron de Longueuil (M. Fauteux).

## Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 85 validant certains actes concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque;

- bill 29 concernant les concours physiques.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 79 étendant les pouvoirs de la International Advent Christian Conference.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Comité permanent mixte  
des impressions législatives

Le 30 janvier 1934

**Résolu:** Qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative l'informant que le Conseil législatif consent à se joindre à elle, selon la demande qui lui en a été faite, pour former une commission mixte qui s'occupe des impressions législatives, et que la commission nommée pour surveiller les impressions du Conseil législatif durant la présente session, et composée des honorables MM. Bryson, Garneau, Grothé, Létourneau, Marchand, Martin, Roberge, Roy et Scott, soit chargée de représenter cette Chambre dans ladite commission mixte.

**Ordonné:** Que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

**Dépôt de documents:****Octrois spéciaux provenant de fonds publics  
entre 1921-1926**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse supplémentaire à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 23 janvier 1934, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1921 inclusivement jusqu'au 31 décembre 1926 inclusivement, et se rapportant aux octrois spéciaux à diverses institutions, provenant des fonds publics et mentionnés à l'état no 5 des *Comptes publics de la province de Québec* pour l'exercice finissant le 30 juin 1933. (Document de la session no 37)

**Questions et réponses:****Subsides et octrois payés  
par le gouvernement fédéral, 1933**

**M. Élie (Yamaska):** Quelle est la somme totale de tous les subsides et de tous les octrois payés par le gouvernement fédéral au gouvernement de cette province du 1<sup>er</sup> janvier 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):**

Subside (basé sur la population) et intérêt.....	\$2,652,929.67
Aide aux chômeurs (pour distribution aux municipalités).....	4,115,022.49
Mouvement du retour à la terre (pour distribution aux municipalités).....	76,000.39
Agriculture (transport d'engrais et de bétail).....	6,125.32
Bureau de placement pour ouvriers .	36,591.24
Voirie - Suppression des passages à niveau .....	<u>22,301.34</u>
<i>Total:</i> .....	\$6,908,970.45

**Dépenses de la  
Commission des liqueurs**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. Combien la Commission des liqueurs de la province de Québec

a-t-elle dépensé pour le compte du gouvernement depuis la date couverte par la réponse du 30 mars 1933?

2. Pour quels travaux, construction, etc., ces sommes ont-elles été dépensées et combien dans chaque cas?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. Rien.  
2. Rien.

**Assistance aux  
mères nécessiteuses**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le mercredi 24 janvier courant, sur la motion présentée le même jour: Que, vu la recommandation de la Commission des assurances sociales au gouvernement de la province de Québec d'instituer un régime d'assistance aux mères nécessiteuses, cette Chambre est d'avis que ce régime peut et doit être institué au plus tôt, et invite le gouvernement à présenter dès cette session la législation nécessaire.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** M. l'Orateur<sup>2</sup>, dans le cours de la semaine dernière, l'honorable député de Rouville (M. Barré) a présenté devant cette Chambre une motion qui concluait à créer dans Québec un régime d'aide spéciale aux mères nécessiteuses. Je ne crois pas devoir laisser continuer ce débat sans dire quelques mots sur la proposition faite.

Il me sera bien permis, je suppose, d'adresser au député de Rouville des félicitations très sincères pour le ton très digne et les expressions très modérées dont tout son discours est empreint. N'est-ce pas ainsi d'ailleurs que des questions de ce genre doivent toujours être traitées, puisque leur discussion ne peut avoir qu'un seul but: rendre service? Et tâcher à rendre service revêt un tel caractère et est de telle nature qu'il est bon d'oublier dans ces moments-là certaines divisions qui, dans d'autres moments, nécessairement nous saisissent et nous rendent acrimonieux et acerbes.

Je crois juste d'attirer l'attention de la Chambre sur un fait qu'elle connaît d'ailleurs parfaitement. C'est que, depuis 1922, pour bien montrer l'intérêt qu'il porte aux classes nécessiteuses, le gouvernement de cette province ne s'est pas esquivé et ne s'est pas retranché derrière des formules pour ne pas tâcher à venir en aide aux différentes classes de la société et établir un système d'assistance publique visant à subvenir à tous les besoins. Il n'a pas esquivé son devoir en matière sociale.

Que ce soit les hôpitaux, que ce soit les asiles de vieillards, que ce soit les orphelinats, que ce soit les crèches, toute institution qui s'est adressée au gouvernement, et plus particulièrement au département de l'Assistance publique, a vu sa demande reçue avec bienveillance et, de plus, a reçu des sommes qui, dans certains cas, je le réaffirme devant cette Chambre, ont permis à certaines institutions de ne pas crouler sous le fardeau de leurs dettes ou de leurs engagements. De ce seul fait, depuis 1922, la province de Québec pour fins d'œuvres sociales, assistances de toutes sortes, assistances aux vieillards, assistances aux orphelins et aux veuves, a dépensé ou octroyé à ces institutions la somme de \$27,000,000.

L'attestation de cette dépense est visible par quiconque parcourt la province, dans les grandes cités, dans les villes et les villages, le long de nos grandes routes et même dans certains coins reculés de notre province, et qui a la chance de voir de ses propres yeux les merveilleuses institutions de charité en opération. Certaines sont toutes récentes, alors que d'autres ont pu étendre largement leurs activités ces dernières années. Cette attestation revêt le caractère d'un agrandissement d'hôpital, d'une construction de refuge ou d'orphelinat, ou bien elle s'affirme dans des dispensaires où les malades reçoivent des conseils qui, suivis des soins qu'ils reçoivent de leur médecin, leur permettent, sans qu'il leur en coûte un sou, de reprendre après quelque temps de traitement leur place comme membres actifs dans la société normale.

Autant que le principe même de la question est concerné, je crois qu'il ne peut y avoir discussion. Le principe exposé dans la motion est bon. La mère nécessiteuse a droit d'espérer et de s'attendre qu'on l'aide, et de croire que la société s'occupera d'elle. C'est pour elle un droit sacré. L'État a le devoir d'accorder une attention toute spéciale aux mères de nombreux enfants. Peut-être, pourrais-je dire, a-t-elle le droit aussi d'espérer un jour qu'il sera possible au gouvernement de tenter et de s'efforcer d'empêcher la rupture du lien familial qui est à la base de l'organisation sociale de notre province. S'il est un endroit peut-être, et je ne crois pas exagérer plus dans le fond que dans la forme, où l'on doive de façon toute particulière accorder de l'attention au problème soulevé, c'est dans la province de Québec, où nos familles sont nombreuses, et où la femme fut la cause de notre survivance.

La raison est simple; elle saute aux yeux, et chacun de vous la saisit avant même que je ne l'aie dite. Personne ne viendra s'opposer à l'idée

d'encourager les mères nécessiteuses, du moins pas dans cette province, où l'on ne peut rien attendre de l'immigration. Si la province de Québec a progressé, que ce soit sur le plan de la population, de l'économie ou de la morale, nous le devons principalement à la valeur et au courage des mères canadiennes-françaises. Depuis maintenant un peu plus de 300 ans que nous existons, ce n'est pas la force de l'immigration qui nous a fait progresser et croître, mais la force familiale et nationale.

Ce fut la force de caractère, la force morale, et j'emploie l'expression ici dans le sens le plus simple que je puisse y mettre, la force nationale qu'à toutes les périodes de notre histoire nous avons rencontrée chez nos mères canadiennes. On leur a prêché, d'autres leur ont dit dans des discours, d'autres dans le secret leur ont confié que leur tâche était aujourd'hui ce qu'elle était hier, de combler par des naissances nouvelles les vides que la mort creuse dans nos rangs. La mère canadienne a compris son devoir et elle a toujours avec joie donné des fils à la patrie. Fidèle à sa tâche, attachée à son devoir, elle a continué à donner des fils à la patrie québécoise et, par-là même, à la patrie canadienne.

En effet, qui niera que, chez nous, l'immigration est entrée pour une bien petite part dans notre développement? Si cela est vrai du passé, il me semble qu'il n'est pas nécessaire d'être prophète pour affirmer que ce sera aussi vrai dans l'avenir, et si la chose est vraie pour l'avenir, avec ce territoire immense que nous avons de 735,000 milles carrés, combien nous devons plus que jamais faire que les mères nécessiteuses d'aujourd'hui et de demain se rendent compte que leurs compatriotes de Québec ont pour elles une sollicitude et une bienveillance toutes particulières. Je (l'honorable M. David) suis confiant, dit-il, et je crois que le dossier de la province démontre qu'on a fait beaucoup plus que des discours à la louange des mères. Il est donc essentiel que le gouvernement prenne les mesures nécessaires pour garder les mères à la maison, auprès de leurs enfants. C'est à elles, comme ce le fut de tout temps, que nous devons d'avoir progressé en dépit de la mortalité. Nous avons besoin des familles nombreuses pour peupler notre vaste pays.

Ceci dit, puisque j'affirmais tantôt que le gouvernement a pendant des années considéré sérieusement à établir un système quelconque, pour venir en aide aux mères nécessiteuses, afin de les garder à la maison où elles peuvent prendre soin de leurs enfants, les éduquer et les préparer à affronter les difficultés de la vie. C'était l'intention du gouvernement de tâcher à installer à Québec ce

régime qui permette à des mères obligées de gagner leur vie, de rester le plus possible près de leurs enfants. Il est inutile de redire ici que l'éducation d'un enfant est finie à sept ans sur les genoux de sa mère. Il importe donc, il est absolument nécessaire que la mère reste aux côtés de ses petits pour leur inculquer les premières notions d'éducation, pour imprimer en leur cerveau les qualités et en leur cœur les sentiments qui en feront plus tard des citoyens honorables et utiles à leur patrie. Cela, le gouvernement le conçoit bien.

J'ai dit que nous avions l'intention il y a déjà quelques années, avant la crise, de tenter dans Québec, sur une échelle peut-être restreinte, sans qu'il soit nécessaire de passer, à cet effet, aucune législation, de tenter, dis-je, d'organiser le système qui est établi par nos compatriotes canadiens d'origine anglaise et qui existe sous le nom de Family Welfare Association. Cette Association permet aux mères de demeurer à côté de leurs enfants le plus possible et, si la mère a une position qui l'oblige à travailler, l'Association s'emploie à diminuer son travail de façon qu'au moins trois jours par semaine, si je ne fais erreur, elle donne aux enfants qui y ont droit la vie de famille.

C'est avec grand intérêt que le gouvernement a suivi les travaux de cette Association. Cette organisation, en 1933, avait soin à Montréal de 1,736 familles comprenant 4,435 enfants. Les soins donnés par la Family Welfare Association à ces 1,736 familles dans Montréal seulement, et chez nos compatriotes d'origine anglaise protestante, a coûté la somme de \$204,000. Est-ce une organisation de ce genre qu'il faudrait favoriser chez nous, ou vaudrait-il mieux copier le système de l'Ontario?

Maintenant, si on veut avoir une idée de ce que coûterait dans Québec une telle organisation, telle que la propose la motion, nous pouvons référer aux *Comptes publics* des provinces sœurs, aux livres bleus de l'Ontario, à la page 0-14, et l'on y trouvera que, pour l'année finissant le 31 octobre 1932, l'allocation totale aux mères nécessiteuses représente un déboursé de \$2,698,688.50 dont, et voici le point important, plus de \$1,122,521.06 furent payés par les municipalités.

Sans faire aucune comparaison qui pourrait être malencontreuse, il est à croire que le nombre des mères qui auraient recours à une telle allocation dans Québec serait plus considérable que dans l'Ontario. Si tel est le cas et que dans l'Ontario les municipalités ont dû déboursier \$1,125,000 pour s'occuper du 50 % qu'elles devaient payer, il ne serait sûrement pas très exagéré d'affirmer que, chez nous,

la proportion que les municipalités seules, laissant de côté le gouvernement, auraient à payer serait de pas loin de \$1,500,000 par année<sup>3</sup>.

Il ne faut pas oublier que déjà - je ne parle pas ici du sou du pauvre, de certaines sommes payées par les municipalités, je ne parle que des asiles d'aliénés, et des écoles de réforme et d'industrie - nous avons grevé nos municipalités d'une somme annuelle de \$1,320,000. Si vous voulez faire l'addition de \$1,500,000 pour ne prendre que ces deux aspects et y ajouter \$1,320,000 que nécessitent le service des asiles et les écoles de réforme et d'industrie, vous avez maintenant une taxe sur les contribuables du Québec d'au-delà de \$2,800,000, répartie sur une population de 2,800,000 dans Québec.

Tenant compte du fait que nous avons environ 600,000 chefs de famille, j'en viens à la conclusion qu'avec un nouveau système, ceci équivaldrait à dire qu'ils seraient taxés, en cette province, de \$5 par tête<sup>4</sup>, par année environ. Avons-nous le droit actuellement, à cause des circonstances difficiles comme celles que nous traversons, de taxer ainsi les chefs de famille, de faire une telle imposition sur le budget familial de nos ouvriers, de nos cultivateurs, de nos industriels et même de nos professionnels? Nous n'avons pas le droit, dans les circonstances présentes, d'alourdir le fardeau des municipalités et des contribuables de cette province. Ce ne serait pas justifié, selon moi.

Le service des orphelinats pour les enfants de la province de Québec comporte à l'heure qu'il est le nombre de 4,677 lits, lesquels pourraient probablement servir aussi bien pour les veuves. Je sais qu'on pourra me répondre, et comme je prévois l'objection, je réponds à l'avance. Il y a des cas où la mère nécessiteuse n'a pas d'enfants nombreux à faire vivre, mais elle reste dans un état tel qu'elle a besoin qu'on l'aide. Certes, la motion vise plutôt, si je comprends bien, le cas de mères de familles nombreuses.

Or, nous avons dans Québec 4,677 lits à la disposition des orphelins, et leur entretien nous coûte \$932,234 par année, près de \$1,000,000. Le gouvernement donne des octrois substantiels pour le maintien de ces orphelinats, soit pour l'année dernière, la somme de \$302,934. C'est donc dire que nous venons autant que possible, suivant nos moyens conformément à notre mentalité, au secours des mères nécessiteuses et de leurs enfants. Vingt et un pour cent des enfants recueillis dans ces orphelinats ont leur père et leur mère, mais ceux-ci sont indigents et ne peuvent pas prendre soin d'eux.

Soixante-six pour cent ont ou leur père ou leur mère, et le reste sont orphelins de père et de mère; et dans ce nombre sont compris ceux qui, au sortir des crèches, sont recueillis par ces maisons. Pour le soin des orphelins à même les fonds mis à la disposition du Service de l'assistance publique, il a été dépensé une somme de \$332,934.86 en 1932-1933.

Je me demande et vous le demande, M. l'Orateur, et par-là même à tous les membres de cette Chambre, si au lieu de nous lancer dans des dépenses capitales et de nous entraîner à calculer à coups de millions, il ne serait pas préférable d'encourager, le temps venu, certaines institutions à augmenter l'activité que quelques-unes d'entre elles ont prouvée, en créant et fondant ce qui existe ailleurs et qui rend des services appréciés et considérables, plutôt que d'ériger un système gouvernemental.

Ce serait à mon avis la meilleure chose à faire actuellement, le système le plus adapté pour la province. Je veux parler des garderies d'enfants en France et des "kindergärt" en Allemagne. La mère, obligée de travailler, passe le matin par la garderie et confie ses enfants à des personnes offrant des garanties tant morales que physiques et les reprend le soir, sa journée de travail terminée. Ce qui permet la continuation de la vie de famille.

Je ne dis pas que ce soit là le meilleur système ou le meilleur régime, mais je suppose que l'honorable député de Rouville (M. Barré) partagera mon opinion, et c'est qu'en matière sociale, lorsqu'il s'agit de changer des habitudes, des traditions, de mettre fin à un système que le temps semble avoir consacré, il faut y aller avec beaucoup de précaution. Je me permets d'affirmer ici qu'en temps de crise il faut juger avec beaucoup de calcul, il faut agir avec beaucoup de calme et beaucoup de modération, afin de ne pas adopter des mesures que nous regretterions, afin de ne pas accepter des remèdes qui nous paraîtront avoir été exagérés une fois la crise passée, et qui dans les autres provinces ont contribué à aggraver les conditions financières.

Laissons-nous guider par les sentiments qui doivent animer tout être humain, mais tâchons à diriger ou à atténuer ces sentiments par la saine raison et le jugement. Sachons rendre service selon nos moyens, espérant que, dans un avenir assez rapproché, lorsque la prospérité sera rétablie, nous pourrions faire davantage. Nous avons des institutions de charité à nulles autres pareilles. Ces institutions obèrent lourdement le budget provincial. L'heure n'est pas venue de nous lancer dans une entreprise comme celle-là.

Dans le moment, avoir soin des institutions qui existent est déjà, M. l'Orateur, je puis vous l'affirmer, une lourde tâche et une rude obligation pour le gouvernement. Malgré les difficultés que nous traversons, nous essayons de diminuer celles des autres. C'est déjà, il me semble, prouver l'esprit social qui anime le gouvernement. Nous encourageons par exemple des associations - on n'y pense pas suffisamment et pas assez souvent - qui s'occupent des mères de demain. Actuellement, le gouvernement subventionne l'Aide maternelle. Le gouvernement fait présentement de son mieux pour venir en aide à toutes les classes de la société.

À travers la province, plus particulièrement dans Québec et Montréal, existe une association de maternité et qui au cours de l'année dernière, je ne parle que pour Montréal, a assisté, si je ne m'abuse, près de 5,000 femmes en couches. Cette association ne se contente pas d'assurer les soins médicaux, d'assurer les soins physiques. Elle offre aussi son encouragement moral à celles sur qui nous comptons pour fournir à notre province ceux dont nous avons besoin pour compenser l'immigration qui ne vient pas et qui n'est pas toujours désirable, et remplacer les vides semés par la mort dans nos rangs.

À certains moments, on se demande si ces femmes nécessiteuses n'auraient pas droit, lorsque tout sera devenu normal, que chez nous la prospérité sera revenue, de savoir que nous ne nous contentons pas d'envoyer à domicile des gardes-malades ou des médecins; nous voulons faire mieux. Nous pensons tellement à la femme d'ouvrier qui, dans la maternité, cherche l'accomplissement d'un devoir, que nous songeons, à ce point, à l'ouverture de maternités dans certaines grandes villes où ces femmes pourront être traitées à des prix modiques et uniformes.

Ceci n'est pas, je l'espère, qu'une possibilité, mais aussi une réalité. Lorsque nous connaîtrons de meilleurs jours, le gouvernement pourra envisager d'élargir la portée de son action, et il devra alors être possible, pour toutes celles qui mettent leur maternité au service de leur province, de recevoir le meilleur des traitements, et ce, avant comme après la grossesse. Mais le gouvernement fait actuellement tout ce qu'il peut. Nulle part ailleurs au Canada ou dans le monde n'est-on aussi sensible à la cause des mères nécessiteuses que dans la province de Québec.

Nous nous demandons s'il n'y aura pas moyen, quand les temps seront meilleurs, de créer des maternités pour les filles-mères. On comprend comment il se fait que nous voulions protéger les enfants nés en dehors du mariage et qui courent de si nombreux risques. À ce point de vue, Dieu sait que

ce n'est pas pour le leur reprocher, les filles-mères ont à leur disposition maternités et crèches, auxquelles des octrois substantiels sont accordés, et qui leur sont d'un si grand secours.

Les femmes mères légitimes n'ont pas de maternités. Ceci pourra sembler peu naturel à ceux qui ne s'arrêteront pas à réfléchir, mais en s'y arrêtant un peu, ils comprendront la raison pour laquelle celles-là ont été servies avant celles-ci. Les enfants qui naissent de celles-là sont plus exposés que ceux qui naissent de celles-ci, et en hospitalisant les filles, on recueille et empêche de mourir les enfants.

Voilà les remarques que sans ostentation, M. l'Orateur, je voulais faire devant cette Chambre. Je voulais établir que le principe, personne ne peut l'esquiver, ne pas l'accepter, et que, depuis 1922, dans notre province, nous accordons indirectement une large et même très large assistance aux veuves nécessiteuses en gardant leurs enfants dans nos orphelinats.

Troisièmement, que nous aidons les mères nécessiteuses en hébergeant les orphelins, en fournissant à des associations comme l'Assistance maternelle l'argent qui leur permet de continuer leur œuvre sociale. Je puis dire aussi que nous continuons dans ce mouvement d'aide à la mère nécessiteuse en développant le système du Family Welfare chez nous, et en attendant des jours meilleurs, je crois que nous devrions établir des garderies d'enfants. Je crois aussi qu'on admettra que le budget des municipalités est grevé à un point tel qu'on ne doit pas songer, pour le moment, à l'alourdir davantage.

Il est préférable de maintenir les œuvres déjà existantes qui manifestent l'esprit social du gouvernement actuel que d'agir de manière radicale en se lançant dans un système de subvention de type ontarien, car cela infligerait une saignée aux municipalités. Nous encourageons déjà l'Aide maternelle et l'Assistance maternelle, continuons dans cette voie. C'est une excellente manière d'aider les mères nécessiteuses.

J'ai, je crois, exposé que nous sommes nécessairement obligés de subordonner notre action sociale à notre capacité financière. Aussi bien, pour ces raisons, j'ai l'honneur de proposer l'amendement suivant à la motion de l'honorable député de Rouville (M. Barré):

Que la motion de l'honorable député de Rouville soit amendée et que les mots après "aux mères nécessiteuses" soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre est d'avis qu'aussitôt que la position financière de la province le permettra, le gouvernement considère la possibilité de créer ce régime d'assistance aux mères nécessiteuses."

(Longs applaudissements à droite).

**M. Barré (Rouville):** M. l'Orateur, je suis surpris et déçu des raisons qui motivent l'amendement de l'honorable secrétaire de la province qui veut retarder davantage l'institution d'un système d'aide aux mères nécessiteuses. Si on aidait les mères nécessiteuses, on décongestionnerait les hospices, les refuges, les écoles de réformes même, car les mères donneraient une meilleure éducation à leurs enfants en les gardant auprès d'elles.

Ainsi donc, la contribution de \$5 par tête dont parlait le secrétaire provincial serait diminuée au lieu d'être augmentée. Selon moi, le secrétaire provincial n'a pas répondu aux demandes des gens, bien qu'il se dise heureux de constater que celui-ci endosse le principe en jeu. Je n'ai pas à critiquer le gouvernement pour les œuvres qu'il accomplit. Je ne veux pas faire le procès du gouvernement. C'est le rôle d'un député de l'opposition et, de ce rôle, je n'en veux pas.

Je considère que la question a son mérite, et je ne crains pas d'affirmer que le système de garderies vanté par le secrétaire provincial n'est pas conforme aux besoins actuels, ni aux traditions de notre race. L'honorable ministre nous a dit que nous pourrions avoir des garderies d'enfants. Je ne crois pas que les garderies d'enfants puissent remplacer l'allocation familiale, puisque les mères devront quand même travailler en dehors. Je suis contre ce projet qui permettrait aux mères de se débarrasser de leurs enfants pour ne rien faire de la journée pendant que leur mari lui-même chômera.

Chacun à sa place. La mère doit rester à son foyer pour élever ses enfants et le père doit gagner la vie de sa famille. Ce serait déjà améliorer la situation présente, sans qu'il en coûte beaucoup au gouvernement. Je ne veux pas condamner les orphelinats, mais il ne faut pas se contenter d'assurer la vie animale des enfants. Je regrette que le gouvernement ne puisse adopter le rapport de la Commission des assurances sociales qui recommandait, il y a plus de deux ans, l'institution d'un système d'assurance aux mères nécessiteuses. Faute de grives, on se contente de merles, et je voterai donc pour la motion telle qu'amendée.

**M. Guertin (Hull):** M. l'Orateur, je veux féliciter l'honorable député de Rouville (M. Barré). Je suis heureux de constater que le gouvernement est

en faveur du principe de la motion Barré. L'allocation aux mères nécessiteuses s'impose chez nous. Mais pourquoi le gouvernement ne peut-il pas faire mieux à l'heure actuelle? Comment il se fait que l'honorable secrétaire provincial nous a dit que cette allocation coûterait plus cher au Québec que dans l'Ontario?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** La raison est très simple: parce que nos familles sont plus nombreuses, mon honorable ami le sait.

**M. Guertin (Hull):** L'honorable ministre nous a dit encore que nous avons dépensé \$22,000,000 depuis 1922. Qui a eu la grosse part?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** J'admets que les hôpitaux ont eu la large part.

**M. Guertin (Hull):** Quelle part ont-ils eue?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** L'honorable député de Hull trouvera cela dans le rapport du directeur de l'Assistance publique.

**M. Guertin (Hull):** Je ne l'ai pas ici.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je vais l'envoyer à mon honorable ami.

**M. Guertin (Hull):** Nous devrions emprunter sur l'avenir si nous n'avons pas d'argent, afin d'assurer une vie convenable à nos familles nombreuses. L'honorable secrétaire provincial a parlé de ce qui se passe en France. Nous sommes en Amérique et nous devons faire comme des Américains, ce qui ne veut pas dire que nous devons nous américaniser. Il y a 44 États aux États-Unis qui ont adopté un système d'aide aux mères nécessiteuses. Au Canada, sept des neuf provinces ont un système semblable. En Alberta, en Saskatchewan, en Colombie canadienne, au Manitoba. En Ontario, ce régime existe depuis 10 à 15 ans.

Dès qu'un tel système sera mis en place, il devra être administré par une commission indépendante. Nous avons la manie de vouloir nous enfermer dans un petit royaume. Nous devons emboîter le pas, et prouver qu'on désire réellement donner une aide efficace à nos mères canadiennes si méritantes. Lorsqu'il est temps de venir en aide à des intérêts monétaires, le gouvernement le fait avec empressement, mais les délais s'accroissent au possible, lorsque c'est la souffrance du peuple qui est

en jeu. Mais je ne puis approuver le régime des garderies.

L'honorable premier ministre a déclaré l'autre jour que la raison de la mauvaise situation financière des provinces de l'Ouest, c'était leur législation sociale. Je ne le crois pas.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je n'ai jamais dit cela. La situation des provinces des Prairies n'est pas due seulement à leur situation sociale, mais c'est peut-être là un des facteurs.

**M. Guertin (Hull):** Je suis content de cette correction. Nous ne devrions pas craindre de nous lancer dans des mesures comme l'assistance aux mères nécessiteuses. La province de Québec a l'honneur d'avoir donné l'exemple sur ce point. Dès la 4<sup>e</sup> session du 4<sup>e</sup> Parlement du Bas-Canada, une loi de pension aux mères nécessiteuses et aux orphelins fut votée. En 1908, on voulait établir un fonds de pension pour les veuves et les orphelins des pilotes. Suivons l'exemple de nos ancêtres.

Il (M. Guertin) mentionne ensuite la Commission des assurances sociales et les recommandations qu'elle fit à la Législature. La Chambre va voter pour le principe des allocations aux mères nécessiteuses, car l'amendement de l'honorable secrétaire provincial ne fait que remettre la question à plus tard. C'est un grand progrès et je m'en réjouis. Mais voter contre l'amendement de l'honorable secrétaire provincial ne serait pas manquer de confiance au gouvernement.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** M. l'Orateur, le gouvernement a eu des surplus, et il y a assez longtemps que l'on parle d'allocations aux mères nécessiteuses que le gouvernement aurait dû les donner. Avec les surplus d'autrefois, il serait possible d'aider les mères nécessiteuses de la manière que le veut le député de Rouville (M. Barré). Mais ça prend toujours du temps à obtenir quelque chose dans notre province. Il faut attendre longtemps avant d'avoir une loi.

Le gouvernement apporte tellement de lenteur en matière de législation sociale que l'attitude du secrétaire provincial (l'honorable M. David) est une échappatoire pour retarder encore l'adoption de cette réforme. La droite manque à son devoir, et je considère du mien de voter contre l'amendement. Comme l'amendement de l'honorable secrétaire provincial est pour retarder encore l'adoption de cette réforme, je voterai contre.

**M. l'Orateur:** L'amendement sera-t-il adopté?

**Plusieurs voix:** Oui, oui.

**Des voix:** Non, non.

**M. l'Orateur:** Dans mon opinion, les oui l'emportent.

**Des voix de l'opposition** réclament le vote.

**M. l'Orateur** met l'amendement aux voix.

**M. Fisher (Huntingdon):** M. l'Orateur, je demande que l'amendement soit lu en anglais.

**M. l'Orateur** traduit l'amendement.  
(Applaudissements)

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise<sup>6</sup>. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Authier, Bachand, Bastien, Bédard, Bélanger, Bercovitch, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Dansereau, David, Delisle, Desmarais, Dufour, Dugas, Duval, Farand, Fauteux, Fillion, Fillion, Fortier, Francoeur (Lotbinière), Frigon, Gabias, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Lapierre, Lapointe, McDonald, Mercier, Moreau, Morel, Perrault, Phaneuf, Piché, Plante, Power, Rochette, Sabourin, Saintonge, Saurette, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 58.

**Contre:** MM. Barré, Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Francoeur (Montréal-Dorion), Gault, Guertin, Lafleur, Sauvé, 11.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, adopté.

**M. l'Orateur:** La question est maintenant sur la motion principale telle qu'elle a été amendée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande le vote!

**M. Barré (Rouville)** dit préférer la motion amendée à la motion originale, qui fut rejetée, et que, faute de grives, on peut très bien se contenter de merles.

L'amendement de l'honorable secrétaire provincial reconnaissant la nécessité des allocations aux mères nécessiteuses, je suis prêt à voter pour la motion telle qu'amendée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous demandons le vote sur la motion telle qu'elle est amendée<sup>7</sup>.

**Des députés de la gauche** réclament le vote.  
(Il y en a sept.)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Puisque plus de cinq députés se sont levés, vote.

La motion principale amendée étant mise aux voix, la Chambre se divise<sup>8</sup>. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Authier, Barré, Bastien, Bédard, Bélanger, Bercovitch, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Dansereau, David, Desmarais, Dufour, Dugas, Duval, Farand, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortier, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gabias, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gault, Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Guertin, Laferté, Lahaie, Lapierre, Lapointe, McDonald, Mercier fils, Moreau (Roberval), Morel, Perrault, Phaneuf, Piché, Plante, Power, Rochette, Sabourin, Saintonge, Saurette, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 59.

**Contre:** MM. Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Lafleur, Sauvé, 7.

Ainsi, la motion est, en conséquence, adoptée.

#### **Demandes de documents:**

##### **Travaux de voirie, A. Vaillancourt**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Fisher), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement ou tout ministre ou fonctionnaire, et monsieur Almyra Vaillancourt, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 à date, relativement à tous travaux de voirie relevant du ministère de la Voirie ou en vertu de la loi du chômage.

Adopté.

##### **Troupeau de É. Groulx, Saint-Eustache**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Fisher), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute



correspondance entre le gouvernement ou tout ministère ou fonctionnaire et toute autre personne, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930, relativement au troupeau de M. Émile Groulx, de Saint-Eustache, comté des Deux-Montagnes.

Adopté.

**Andrew Dawes  
Porteous**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 87 changeant le nom de Andrew Dawes Porteous en celui de Andrew Dawes.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Marcel Poulin**

**M. Dugas (Joliette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 101 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Marcel Poulin, des cité et district de Montréal, à l'étude de la profession d'avocat, sans examen.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Dugas (Joliette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**The Church Society  
of the Diocese of Quebec**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 96 concernant The Church Society of the Diocese of Quebec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte  
de Verdun**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 95 modifiant la charte de la cité de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Orphelinat agricole  
de Saint-Ferdinand d'Halifax**

**M. Bélanger (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 constituant en corporation l'Orphelinat agricole de Saint-Ferdinand d'Halifax soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Syndics de l'église  
de l'Ascension de Notre-Seigneur  
de Westmount**

**M. Smart (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 établissant et définissant les pouvoirs d'une corporation devant être connue sous le nom de "Syndics de l'église de l'Ascension de Notre-Seigneur, Westmount" soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission des écoles catholiques  
de Montréal**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 90 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession  
L.-J. Gaudry**

**M. Bachand (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 concernant le testament de Louis-Jules Gaudry dit Bourbonnière soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Thomas Joseph McNally**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 77 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Thomas Joseph McNally au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Hampstead**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 modifiant la charte de la ville de Hampstead soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 88 concernant la Maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Indemnité des jurés**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 modifiant la loi des jurés relativement à leur indemnité soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 5 h 10.

#### **NOTES**

1. *Le Canada* du 1<sup>er</sup> février 1934, à la page 7, mentionne qu'au début de la séance l'honorable M. Taschereau avait un mot à dire au député de Montréal-Sainte-Anne (M. Dillon). Comme ce dernier n'était pas à son siège, le premier ministre s'informa auprès de M. David (Terrebonne) qui lui désigna le siège de M. Gault (Montréal-Saint-Georges), à côté duquel avait pris place M. Dillon.

2. *Le Canada* du 1<sup>er</sup> février 1934, à la page 7, signale que le secrétaire de la province, M. David, tient à bien s'exprimer en français et qu'il emploie de préférence "M. le Président" à la place de "M. l'Orateur". Toutefois, conformément au *Règlement annoté de l'Assemblée législative, 1915*, le dernier terme est retenu également en conformité avec la procédure parlementaire en usage de 1915 à 1941.

3. *Le Soleil* du 1<sup>er</sup> février 1934, à la page 9, et *Le Devoir* du même jour, à la page 2, mentionnent plutôt qu'une telle mesure coûterait au moins \$2,000,000 aux municipalités du Québec.

4. Dans leur édition du 1<sup>er</sup> février 1934, *The Montreal Daily Star*, à la page 14, écrit plutôt \$5 par famille, tandis que *The Chronicle-Telegraph*, à la page 3, précise \$7 par tête.

5. Dans *L'Événement* du 1<sup>er</sup> février 1934, à la page 9, et *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 1, il est question de 47 États.

6. Avant de procéder au vote, l'Orateur doit attendre le retour des whips, notamment M. Anatole Plante du parti ministériel, et M. Antonio Élie de l'Opposition, dont le rôle est d'assurer la présence des députés pour la votation. Entre-temps, M. Aimé Guertin, ancien whip du Parti conservateur, est allé causer avec le greffier. Lorsqu'il retourna à son siège, la droite l'a chaleureusement applaudi, selon *La Patrie* du 1<sup>er</sup> février 1934, à la page 9.

7. *La Presse* du 1<sup>er</sup> février 1934, à la page 26, dit que c'est M. Guertin qui réclame le vote sur la motion telle qu'elle a été amendée. *Le Herald* du même jour, à la page 10, écrit la même chose. De plus, ce journal précise qu'à ce moment la situation en Chambre devint très confuse. Assez que le greffier, contrairement à l'article 174 du Règlement, informa

M. Guertin qu'un vote ne peut être demandé sur une motion principale après que l'amendement aura lui-même été voté.

8. *Le Soleil* du 1<sup>er</sup> février 1934, à la page 9, rapporte que le vote de l'opposition officielle fut accueilli par des murmures désapprobateurs et par des rires.



Séance du jeudi 1<sup>er</sup> février 1934

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 15.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Présentation de pétitions:**

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie) relativement au droit de vote des femmes dans la province de Québec<sup>1</sup>.

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie):** J'ai l'honneur de présenter cette pétition, secondée par le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé).

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** déclare qu'il est très honoré que son honorable collègue l'ait choisi pour appuyer la pétition. J'ai beaucoup de sympathie pour ces dames. Je regrette, mais pour des raisons personnelles, je ne puis seconder ce bill. (Rires)

**M. l'Orateur:** Secondé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Gabias)?

**M. Gabias (Montréal-Saint-Henri)** accepte<sup>2</sup>.

**Rapports de comités:**

**M. Delisle (Chicoutimi):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de l'Association professionnelle des coiffeurs pour dames de la province de Québec demandant l'adoption d'une loi, aux fins de confirmer l'existence corporative de l'association pétitionnaire et de lui donner certains pouvoirs spéciaux;

- de Aimé Geoffrion, avocat et conseiller du roi, l'honorable William L. Bond, juge de la Cour du banc du roi, et le major Georges P. G. Dunlop, tous de la cité et du district de Montréal, demandant

l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Charles Colmore Grant, baron de Longueuil;

- de The Better Business Bureau of Montreal, Inc., demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation;

- de l'Hôpital Notre-Dame de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 89 modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt.

**The Better Business Bureau  
of Montreal**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** demande la permission de présenter le bill 78 constituant en corporation The Better Business Bureau of Montreal. Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession Charles Colmore Grant,  
baron de Longueuil**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** demande la permission de présenter le bill 94 concernant la succession de feu Charles Colmore Grant, baron de Longueuil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Coiffeurs  
pour dames**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** demande la permission de présenter le bill 106 concernant les coiffeurs pour dames de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte de l'Hôpital Notre-Dame  
de Montréal**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** demande la permission de présenter le bill 93 modifiant la charte de l'Hôpital Notre-Dame, à Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:****Coût du pont Caughnawaga**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement à la construction du pont appelé "Pont Caughnawaga" et aux travaux accessoires qui s'y rapportent:

- a.* Combien a été dépensé à date?
- b.* Combien a été payé à date?
- c.* À combien se chiffre le total des montants prévus aux contrats accordés?
- d.* Quel en sera le coût total lorsque ledit pont sera construit et lorsque seront complétés lesdits travaux accessoires?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** *a.* \$2,400,965.14. Dans cette somme est incluse la retenue de 10 % qui ne doit être payée que lorsque les travaux de construction seront terminés et acceptés définitivement.

*b.* \$2,148,685.54.

*c.* \$2,576,336.36.

*d.* La corporation du pont du lac Saint-Louis estime que le coût total, lorsque le pont sera construit

et les travaux accessoires terminés, ne dépassera pas le montant autorisé par la loi.

**Soumissions et contrats  
pour le pont Caughnawaga**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement à la construction du pont appelé "Pont Caughnawaga":

1. Des soumissions ont-elles été demandées?

Dans l'affirmative: *a.* Ces soumissions ont-elles été demandées par la voie des journaux? *b.* Quel est le nom de chaque soumissionnaire et le montant de chaque soumission?

2. À qui a été accordé le contrat pour lesdits travaux et quel est le montant prévu audit contrat?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** 1. Oui.

*a.* Non.

*b.* Trois compagnies ont soumissionné pour la superstructure, et quatre pour la sous-structure, soit: (Voir le tableau ci-dessous)

1° *Pour la superstructure:*

Canadian Vickers, Ltd.:	
Plan 21 - A.....	\$ 818,292.00
Plan 21 - B, avec travée fixe .....	828,732.00
Plan 21 - B, avec travée mobile.....	1,260,872.00
Dominion Bridge Co., Ltd.:	
Plan 21 - A.....	\$ 768,263.00
Plan 21 - B, avec travée fixe .....	773,243.00
Plan 21 - B, avec travée mobile.....	1,104,308.00
Eastern Canada Steel Co.:	
Plan 21 - A.....	\$ 909,550.00
Plan 21 - B, avec travée fixe .....	914,750.00
Plan 21 - B, avec travée mobile.....	Nihil

2° *Pour la sous-structure:*

A. Janin, limitée .....	\$1,841,185.63
Atlas Construction Co., Ltd. ....	1,924,341.35
Northern Construction & J. W. Stewart, Ltd. ....	1,875,772.40
Foundation Co. of Canada, Ltd. ....	1,863,032.26
2. Pour la sous-structure, à la Compagnie A. Janin, limitée .....	\$1,803,093.36
Pour la superstructure, à la Dominion Bridge Company, Ltd. ....	\$ 773,243.00

### Contrats et entreprises donnés par le département de la Voirie

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Depuis la date couverte par la réponse du 31 mars 1933 (*Journaux de l'Assemblée législative*, vol. LXVII, page 276) à date:

*a.* Combien de contrats ont été accordés, combien d'entreprises ont été données par l'administration provinciale et relatifs au département de la Voirie?

*b.* À combien se chiffre la somme totale de tous lesdits contrats et entreprises?

*c.* Combien desdits contrats ou entreprises ont été donnés après demandes de soumissions publiques et à combien se chiffre leur somme totale?

*d.* Combien sans soumission et pour quelle somme totale?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** *a.* 24.

*b.* \$639,275.09.

*c.* Trois.

*d.* \$94,573.15.

### Chemins de terre améliorés

**M. Béique (Chambly):** Qu'ont coûté: *a.* À la province?

*b.* Aux municipalités: en construction, réfection, amélioration, entretien et réparations, les 18,806 milles de chemins de terre améliorés, mentionnés à la page 18 du rapport du ministère de la Voirie, 1933?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** *a.* et *b.* Le département de la Voirie n'a rien payé pour la construction, la réfection, l'amélioration ou l'entretien des 18,806 milles de chemins de terre améliorés, mentionnés à la page 18 du rapport du ministère de la Voirie, 1933, et il ignore ce que les municipalités ont pu dépenser.

### Chemins de terre améliorés de façon permanente

**M. Béique (Chambly):** 1. Relativement aux 16,292 milles de chemins améliorés de façon permanente mentionnés à la page 18 du rapport du ministère de la Voirie, 1933:

*a.* À la construction de combien de milles, les municipalités ont-elles contribué?

*b.* Quel a été le coût total de cette réfection pour les municipalités?

2. Sur ces 16,292 milles de chemins, combien ont dû être refaits?

3. *a.* À la réfection de combien de milles, les municipalités ont-elles contribué? *b.* Quel a été le coût total de cette réfection pour les municipalités?

4. Combien de municipalités ont reçu de la part du gouvernement des lettres d'avocats pour lesdits travaux de voirie et pour quelle somme globale?

5. Combien de municipalités ont été poursuivies par le gouvernement pour lesdits travaux de voirie et pour quelle somme globale?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. *a.* et *b.* Le gouvernement l'ignore.

2. Des revêtements de surface ont été faits sur 1,653.62 milles.

3. *a.* et *b.* Le gouvernement l'ignore.

4. Une seule lettre d'avocat a été adressée, depuis la réponse faite le 5 février 1930 et qui apparaît aux *Journaux de l'Assemblée législative*, p. 90, vol. LXIV.

5. Aucune municipalité n'a été poursuivie, depuis la réponse faite le 5 février 1930 et qui apparaît aux *Journaux de l'Assemblée législative*, p. 90, vol. LXIV.

### Chemins de 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup>, et 3<sup>e</sup> classes

**M. Béique (Chambly):** 1. Qu'a coûté: 1. À la province?

2. Aux municipalités, la construction: *a.* des 5,447 milles de chemins de 1<sup>re</sup> classe améliorés de façon permanente? *b.* des 5,528 milles de chemins de 2<sup>e</sup> classe? *c.* des 5,364 milles de chemins de 3<sup>e</sup> classe mentionnés à la page 18 du rapport du ministère de la Voirie, 1933?

2. Combien de milles de chemins ont dû être refaits: *a.* dans la 1<sup>re</sup> classe? *b.* dans la 2<sup>e</sup> classe? *c.* dans la 3<sup>e</sup> classe?

3. Qu'a coûté:

1. À la province?

2. Aux municipalités, la réfection: *a.* des chemins de 1<sup>re</sup> classe améliorés de façon permanente? *b.* des chemins de 2<sup>e</sup> classe? *c.* des chemins de 3<sup>e</sup> classe?

4. Qu'ont coûté à la province l'entretien et la réparation: *a.* des chemins de 1<sup>re</sup> classe améliorés de façon permanente? *b.* des chemins de 2<sup>e</sup> classe? *c.* des chemins de 3<sup>e</sup> classe?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):**

1. Ces chemins ont coûté au département de la Voirie: *a.* \$36,354,639.75; *b.* \$27,671,440.50; *c.* \$17,900,256.62.

2. Des revêtements de surface ont été faits sur: *a.* 1,131.78 milles; *b.* 521.84 milles; *c.* rien.

3. Les revêtements de surface ont coûté au département de la Voirie: *a.* \$19,238,025.40; *b.* \$4,352,061.69; *c.* rien.

4. L'entretien a coûté au département de la Voirie: *a.* \$25,039,849.79; *b.* \$10,128,448.81; *c.* \$4,872,407.03.

Le gouvernement ignore ce que tous ces travaux ont coûté aux municipalités.

**Revenus provenant  
de l'enregistrement des véhicules-moteurs  
et de la taxe sur la gazoline**

**M. Fisher (Huntingdon):** Du 1<sup>er</sup> janvier 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement:

1. Quel revenu le gouvernement a-t-il perçu de l'enregistrement des véhicules automobiles?

2. Quel revenu des véhicules automobiles privés?

3. Quel revenu des taxis?

4. Quel revenu des véhicules de commerce?

5. Quel revenu des motocyclettes?

6. Quel revenu des autobus?

7. Quel revenu de la taxe sur la gazoline?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. 2. 3. 4. 5. et 6. Dans les livres de comptes, à la branche du revenu du département du Trésor, les revenus provenant de la loi des véhicules automobiles ne sont pas divisés d'après le genre de véhicules, mais sont divisés comme suit:

1<sup>er</sup> compte: Comprend honoraires d'enregistrement, droits de licences des conducteurs et chauffeurs, licences de garages, honoraires de transport;

2<sup>e</sup> compte: Comprend la taxe sur les parcours sur certains véhicules publics;

3<sup>e</sup> compte: Comprend un double des certificats;

4<sup>e</sup> compte: Comprend les amendes;

5<sup>e</sup> compte: Comprend le coût des copies de la liste officielle des noms des propriétaires;

6<sup>e</sup> compte: Comprend les honoraires de licence des mécaniciens de véhicules automobiles.

7. \$5,247,656.40.

**Messages du lieutenant-gouverneur:**

**L'honorable M. Stockwell (Brome),** trésorier de la province, transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

H. G. Carroll, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1935, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Québec, le 1<sup>er</sup> février 1934  
(Document de la session no 1)

**Subsides**

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** M. l'Orateur, l'année écoulée depuis que j'ai eu l'honneur de soumettre mon premier budget, n'a pas beaucoup adouci les épreuves auxquelles l'humanité est en proie, quoique la dépression économique mondiale ait probablement connu sa phase la plus aiguë un mois après le discours sur le budget, c'est-à-dire en février 1933.

Les économistes et les publicistes admettent généralement que c'est en février et en mars derniers que les affaires ont atteint leur plus bas degré d'affaissement dans l'Amérique du Nord.

On l'a particulièrement constaté chez nos voisins du Sud, car c'est au cours des mois en question que la débâcle des entreprises bancaires de la grande république a atteint son point extrême.

Comme nous sommes les voisins immédiats les plus importants des États-Unis, leurs tribulations économiques se répercutent nécessairement sur nos propres affaires, bien que nos institutions bancaires du Canada aient fort bien tenu le coup durant les quatre dernières années, et même beaucoup mieux que les pays qui avaient édifié sur une Banque centrale les plus optimistes espoirs.

Les principaux événements internationaux qui ont influencé la vie économique de notre province peuvent se résumer brièvement.

Les résultats de la Conférence économique mondiale, tenue à Londres en juillet dernier, ont fort déçu toutes les nations qui y étaient représentées; on



n'y trouva, en effet, aucune solution aux questions alors considérées, comme les trois problèmes essentiels à étudier, soit:

1. Les dettes de guerre;
2. La stabilisation des monnaies;
3. La guerre des tarifs.

Les conséquences de cette faillite furent d'ouvrir l'ère du nationalisme économique, la plus violente de toutes les rivalités commerciales surgies jusque-là entre les nations.

La grande expérience actuellement poursuivie par le président Roosevelt, conformément au "National Industrial Reconstruction Act" (NIRA), est maintenant en voie de réalisation et ne manque pas d'intéresser au plus haut point les observateurs en ce pays.

Il est généralement admis que des mesures de rénovation ne peuvent s'appliquer au Canada dans les mêmes cadres, vu la nature de la dette extérieure de notre pays, l'insuffisance de nos richesses naturelles à fournir la matière première de certains produits essentiels, le désavantage de notre marché domestique relativement restreint et la nécessité où nous nous trouvons de compter sur le chiffre de nos exportations pour remplir les obligations que nous impose notre dette étrangère.

Cette expérience, toutefois, est de nature à exercer de profonds effets sur notre vie nationale.

Jusqu'ici le cours des affaires semblerait indiquer que l'on en est déjà au point où la surproduction est absolument disproportionnée à tout pouvoir d'absorption des marchés.

Le projet comporte des dépenses publiques et un accroissement de la dette nationale qui dépassent tout ce qu'aucun pays, en aucun moment de son histoire, n'a jamais osé envisager.

Ce sont là, comme nous l'enseignent les crises économiques du passé, les deux causes déterminantes habituelles des dépressions elles-mêmes. Quand le programme de la NIRA sera définitivement appliqué et que le temps viendra de rembourser, qu'arrivera-t-il?

En ce qui nous concerne, la question d'une Banque centrale est à l'ordre du jour. Le pouvoir de contrôle qu'on veut confier à une Banque centrale qui, prétend-on, préviendrait les spéculations excessives en restreignant le crédit, ne serait-il pas paralysé par les immixtions politiques inhérentes à la mainmise du gouvernement sur la monnaie, les finances et le crédit?

Et si jamais, par malheur, le gouvernement fédéral de notre pays tombait entre les mains d'un groupe dont les théories sociales seraient inapplicables

et malsaines, ce contrôle ne serait-il pas un instrument virtuel de notre ruine économique?

L'état général des affaires au Canada, au cours de l'année dernière, peut être résumé ainsi, dans ses grandes lignes:

Le prix du blé, qui influe si fortement sur l'économie du Canada occidental, relativement à son pouvoir d'achat des produits du Canada central, est descendu à un niveau inférieur à toute prévision. Il en est généralement ainsi du prix des produits agricoles dans le pays tout entier.

Le plus grand nombre d'experts est d'avis que le Canada, pour sa part, a atteint, en février dernier, le point le plus angoissant de la dépression, et que, depuis, une amélioration lente, mais graduelle, s'est fait sentir particulièrement pour ce qui a trait au rendement de l'industrie du bois et du papier journal. Les compensations bancaires, les expéditions par chemins de fer et l'industrie de la chaussure indiquent également une certaine reprise générale dans les activités commerciales.

Les vicissitudes que le Canada a subies auraient été bien plus accentuées si nous n'avions eu l'avantage des principaux éléments suivants de stabilité:

*a.* La paix et l'ordre se sont maintenus, et le régime démocratique, malgré certaines imperfections, est encore la règle en notre pays.

*b.* Notre système de banques commerciales a triomphé de la plus rude épreuve que l'histoire de l'humanité ait enregistré, et c'est tout à l'honneur de ces institutions si pas un seul sou n'a été perdu de l'épargne populaire qui leur avait été confiée, et si toute demande de remise a été honorée sur-le-champ. À la lumière de ces faits, l'on voit aussitôt qu'il n'est pas encore opportun de bouleverser nos méthodes bancaires. Mais nous nous abstenons de tout autre commentaire, en attendant de connaître la législation projetée.

*c.* La production de l'or et du nickel et l'accroissement général de la production minière ont permis d'atténuer les embarras financiers de notre pays soucieux d'honorer ses obligations contractées envers l'étranger. Durant l'année 1933, le montant des dividendes payés par les industries minières du Canada s'est accru de 21 % et se chiffre par plus de \$29,000,000.

*d.* Le maintien des excédents favorables de la valeur des produits exportés sur celle des produits importés.

*e.* Le tourisme, source de profits considérables difficiles à évaluer et dont tous bénéficient, a contribué, quoique dans une moindre mesure qu'auparavant, à l'équilibre des affaires.

L'état des affaires dans la province de Québec s'est quelque peu amélioré au cours de l'année. L'indice des emplois s'est élevé en plusieurs localités, mais la remédiation au chômage fait encourir à la province de lourdes dépenses, et le plus tôt l'on pourra cesser l'octroi des secours directs, le mieux ce sera. Les secours distribués sous la forme du "dole" ont un effet nocif sur le moral et la mentalité des chômeurs. En outre, le mode actuel d'aider les chômeurs exige des municipalités une participation financière qui a fini par ébranler le crédit de plusieurs d'entre elles au-delà de toute mesure, et il est évidemment urgent de changer de méthode. Le crédit de nos municipalités, étant essentiellement incorporé au crédit général de la province, doit être assuré. Les industries du bois et du papier se sont considérablement relevées, surtout celles dont les actions avaient subi une dépréciation extrême, mais elles fonctionnent encore à profits fort relatifs. La récolte de foin fut plutôt pauvre, mais les pertes encourues de ce fait ont été compensées par un accroissement de la récolte du maïs d'ensilage. La récolte de pommes de terre fut satisfaisante.

Malheureusement, les avantages du regain constaté ces mois derniers dans les activités industrielles et de l'augmentation générale du prix des marchandises ont été considérablement, pour ne pas dire totalement, annulés par la baisse excessive des prix de tous les produits agricoles. À moins que ces prix ne s'élèvent proportionnellement au coût élevé des produits non agricoles, le pouvoir d'achat de nos cultivateurs demeurera restreint, et l'industrie, dans les localités urbaines, ne pourra s'attendre aux profits qu'elle serait autrement en droit d'envisager. Les salaires ne se sont pas accrus d'une façon appréciable, et la carence de pouvoir d'achat dont souffrent nos cultivateurs et nos ouvriers demeure toujours ce qui nous inquiète le plus en l'occurrence. Nos classes agricoles ont toutefois tenu le coup sans perdre leur beau courage, et le fait que la production des denrées alimentaires accuse un fort accroissement sur celle de l'année dernière assure à notre population des vivres en abondance.

Les cultivateurs de la province de Québec n'ont en rien cherché à contrecarrer la nature dans ses fécondités, soit en réduisant les cultures ou en abattant les troupeaux. C'est un contraste frappant le sabotage auquel se livrèrent, par exemple, les paysans russes, lorsqu'ils se rendirent compte de la situation défavorable dans laquelle les plaçait injustement le plan communiste. Quel contraste également avec cette politique mal avisée qui

préconise la limitation des récoltes et s'égare jusqu'à anéantir les produits du sol, si essentiels au genre humain!

Nous vivons à une époque où l'on se groupe et où l'on s'organise pour exposer sans équivoque ses besoins et ses manières de voir. Au cours des quatre dernières années d'épreuves, j'ai été frappé de la patience sereine et de la force d'âme dont nos femmes ont fait preuve, et nous pouvons répéter, comme aux jours sombres de la Grande Guerre: "Les femmes furent incomparables."

Les services administratifs ont nécessairement donné leur plein rendement, de façon à répondre à ce que le public était en droit d'attendre d'eux.

Les circonstances économiques qui se sont imposées à nous ont nécessité le maintien, dans toute la mesure de nos moyens, des services essentiels.

L'analyse de la nomenclature suivante établit que les activités des divers services administratifs, bien qu'on ne les compte pas parmi les modes indirects de remédiation au chômage, se sont cependant largement avérées comme tels, au point que l'on ne saurait ignorer l'importance des dépenses faites à l'avantage de toutes les classes de la société en la province entière, ni leur effet général certain sur la stabilisation des affaires:

a. Le département du procureur général s'est acquitté de toutes ses obligations et a confirmé notre peuple dans ses traditions de respect de la paix, de la loi, de l'ordre et du bon gouvernement.

b. L'instruction donnée sous la direction du secrétaire provincial a été soutenue, encouragée et largement subventionnée. L'instruction de nos jeunes gens fut l'objet d'une sollicitude particulière de la part du gouvernement.

c. Le département de l'Hygiène publique, également dirigé par le secrétaire provincial, a poursuivi ses efforts, afin d'améliorer de façon générale les conditions d'existence dans toute la province. À cet égard, la statistique démontre que l'hygiène dans la province est meilleure que jamais.

d. Le département des Affaires municipales, sous la direction du premier ministre de la province, poursuit son rôle d'aviseur des municipalités, aux points de vue administratif et financier. Les conseils légaux par lui donnés et l'activité qu'il a déployée ont largement contribué au maintien de la solvabilité et de la bonne conduite administrative des municipalités dans toute la province. Dans les municipalités aux prises avec des difficultés financières, ce département est, en certains cas, intervenu pour protéger les intérêts des porteurs de titres de ces municipalités.

e. Nos institutions d'assistance émergeant au Trésor provincial ont été généreusement subventionnées, en dépit d'une forte compression des diverses sources de revenus qui contribuent, de par la loi, au fonds d'assistance publique.

f. Les travaux relatifs à certains ponts en construction ont été poursuivis, et d'autres ponts ont été terminés durant l'année écoulée. Ces travaux, joints à l'activité coutumière du ministère des Travaux publics, ont notablement contribué à réduire le chômage dans les localités où ils ont été exécutés.

g. Le ministère du Travail voit à l'application des règlements destinés à protéger le public, entre autres l'inspection des établissements industriels, des édifices publics, des appareils électriques et mécaniques, grâce à quoi les accidents du travail et les réclamations ont pu être diminués. Ce ministère n'a pas manqué, chaque fois qu'on lui en a fait la demande, de fournir aux industriels des ouvriers de tous les métiers. On a fait observer la loi du salaire minimum des femmes partout où des contraventions avaient été constatées. La loi pourvoyant à la diminution du nombre des heures de travail a été appliquée, autant que les circonstances l'ont permis, à la suite d'ententes entre employés et patrons.

h. Comme les déboursés affectés par le ministère de la Voirie et des Mines à la construction et à la réparation des routes dans la province représentent des sommes importantes distribuées en salaires, ils ont été une des principales causes d'amélioration du sort des chômeurs ruraux de la province.

Grâce à notre généreuse politique routière, le trafic touristique, bien qu'en régression durant ces deux dernières années, est néanmoins demeuré l'un des principaux facteurs de notre activité industrielle, et pas moins de \$35,000,000 ont été dépensés, grâce à lui, dans la province, au cours de l'an dernier.

i. Le ministère des Terres et Forêts a élaboré et appliqué plusieurs mesures pour protéger nos inestimables richesses naturelles, nos forêts en particulier.

j. Non seulement l'activité du ministère de la Colonisation ne s'est pas un seul instant ralentie, mais le "retour à la terre" a été accentué, par suite de subventions et d'encouragements ministériels. Un grand nombre de familles ont pu, de la sorte, être installées sur de bonnes terres. Ce mouvement s'est déjà affirmé comme l'une des mesures qui, selon toutes probabilités, seront un remède permanent au chômage dans plusieurs de nos centres urbains.

k. Les responsabilités de la province de Québec ont été accrues et aggravées du fait de la

tendance des autorités fédérales, constatée durant ces quelques dernières années, à cesser ses octrois agricoles. Ces charges nouvelles, nous les avons généreusement assumées en toute loyauté. Il en est résulté que les déboursés du ministère de l'Agriculture ont augmenté en raison même de la suppression de l'allocation fédérale.

Ce ministère s'est intéressé à tous les genres de production auxquels se livrent nos classes agricoles.

Les allocations compensant la perte des animaux tuberculeux abattus pour cause d'hygiène ont été maintenues, ainsi que les subsides accordés pour le drainage et l'amélioration générale des terres arables et pour accentuer l'usage des engrais chimiques et de la chaux. Les agronomes ont, par leurs avis techniques et leur collaboration pratique, favorisé l'avancement de l'agriculture en général, surtout aux points de vue suivants:

Industrie animale, médecine vétérinaire, industrie laitière, amélioration du bétail, aviculture, économie rurale, apiculture, industrie érablière, fermes d'expérimentation, sociétés coopératives, arts domestiques, économie domestique, brochures de vulgarisation, grains de semence, concours avec prix à l'enjeu, horticulture, pomiculture, arboriculture, jardins ouvriers, production des pommes de terre et du tabac, conserves alimentaires, clubs de jeunes agriculteurs, protection des vergers, destruction des mauvaises herbes et des parasites. Enfin, notons l'exigence d'un vaste service d'agronomes disséminés aux quatre coins de la province et toujours disposés à faire profiter des dernières découvertes scientifiques tous les cultivateurs adonnés aux différentes exploitations agricoles.

Les prêts consentis en cette province par la Commission fédérale du prêt agricole portent intérêt à 6½ %. La province en défraye une fraction fixée à 1½ %, ce qui abaisse à 5 % le pourcentage net exigible des emprunteurs à long terme. Notre part de ces paiements a été régulièrement versée par le Trésor provincial, à des intervalles réguliers, sur demande des officiers de cette commission.

Quoique la province ait eu à envisager un déficit au cours de l'exercice écoulé, la plupart des crédits votés aux fins précédemment énumérées furent dépensés, afin de maintenir le même degré d'efficacité dans tous les ministères intéressés, et les déboursés ainsi effectués ont contribué, plus qu'on ne peut le croire généralement, à atténuer la dépression économique qui a affecté notre province, comme les autres, au cours des quatre dernières années.

Bref, tous les départements ont loyalement coopéré entre eux dans le même souci de s'en tenir aux crédits réduits au strict nécessaire sans porter atteinte à l'efficacité d'aucun service.

Après s'être maintenus à un niveau fort acceptable dans les circonstances exceptionnelles qui ont caractérisé les deux années précédentes, les revenus perçus au cours de l'exercice terminé le 30 juin, dont je vais vous exposer le résumé, accusent une diminution qui a dépassé toutes nos

prévisions, surtout quand on tient compte du fait que cette réduction subite est survenue vers la fin dudit exercice, les crédits votés aux différents départements ayant déjà été épuisés jusqu'à ne plus laisser qu'un montant approximatif de \$1,500,000 du budget total.

Les sources principales de revenus furent réduites des sommes suivantes:

La loi des véhicules automobiles .....	\$ 250,000.00
La taxe sur la vente de la gazoline .....	400,000.00
Les droits sur les successions.....	900,000.00
Les licences, les permis, etc. ....	600,000.00
Loi des liqueurs alcooliques (compte de commerce).....	2,000,000.00
Le département des Terres et Forêts, revenus.....	1,600,000.00

Et les sources moins importantes de revenus ont été diminuées dans les mêmes proportions, donnant lieu à un déficit imposant.

Résumons ainsi:

Total des recettes ordinaires (autres que celles figurant aux comptes capital, fonds en fiducie, dépôts, etc.) .....	\$ 31,023,889.60
Total des déboursés ordinaires (autres que ceux figurant aux comptes capital, fonds en fiducie, etc.).....	<u>37,864,797.56</u>
Excédent des déboursés ordinaires sur les revenus ordinaires.....	6,840,907.96
Capital et autres recettes .....	<u>60,534,717.09</u>
	53,693,809.13
Capital et autres déboursés.....	<u>55,027,742.77</u>
Excédent du total des déboursés sur les recettes totales .....	1,333,933.64
Argent en banque le 30 juin 1932. ....	<u>3,042,308.45</u>
	1,708,374.81
Mandats autorisés, mais impayés:	
30 juin 1933.....	\$ 6,510,533.09
30 juin 1932.....	<u>6,297,428.74</u>
Argent en banque au 30 juin, 1933 .....	\$ 1,921,479.16

Les détails de ces recettes et de ces déboursés figurent aux *Comptes publics* qui ont déjà été produits en Chambre.

Le pourcentage de nos recettes et de nos dépenses est ainsi réparti: (Voir le tableau à la page suivante)

**Recettes de 1932-1933**

Subside de la puissance du Canada.....	7.94		
Loi des liqueurs alcooliques (compte de commerce).....	11.93		
Terres et Forêts .....	8.75		
Loi des véhicules automobiles.....	16.20		
Impôts sur la gazoline .....	<u>15.85</u>		
		60.67	
Droits sur les successions.....	9.90		
Taxes sur les corporations.....	12.77		
Licences d'hôtels, de magasins, etc. ....	<u>4.19</u>		
		26.86	
Autres recettes ordinaires.....		<u>12.47</u>	
			100 %

**Dépenses**

Éducation .....	11.26		
Voirie et Mines .....	16.81		
Travaux publics et Travail .....	3.77		
Agriculture .....	10.29		
Terres et Forêts .....	6.12		
Colonisation .....	<u>9.14</u>		
		57.39	
Administration de la justice .....	5.29		
Gouvernement civil.....	<u>6.48</u>		
		11.77	
Intérêts et fonds d'amortissement .....		16.75	
Autres déboursés ordinaires.....		<u>14.09</u>	
			100 %

**L'année courante**

En préparant le budget de l'année courante, budget qui fut établi, notons-le bien, avant que ne se soit manifestée, l'année dernière, la décroissance rapide de nos revenus, nous avons tenu compte d'une diminution éventuelle d'environ \$5,000,000 dans les recettes ordinaires, et les budgets respectifs des départements furent réduits d'autant.

Il serait téméraire de compter sur le plein rendement des recettes ordinaires pour atteindre le résultat désiré, c'est-à-dire un modeste surplus, mais

je suis heureux d'être en mesure d'affirmer à la Chambre qu'à la fin du présent exercice j'espère rétablir davantage l'équilibre du budget.

**Les prévisions 1934-1935**

Les recettes et les déboursés présumés pour l'exercice qui se terminera le 30 juin 1935, et que je dois soumettre à l'approbation de la Chambre, se résument ainsi, d'après les différents rapports ministériels: (Voir le tableau ci-dessous)

Recettes ordinaires présumées .....	\$ 31,778,012.46
Déboursés ordinaires présumés.....	<u>32,520,300.94</u>
Déficit .....	742,288.48

La prévision d'un léger déficit ne doit pas accréditer l'opinion que le gouvernement ne continuera pas de recourir à la plus rigoureuse économie dans les déboursés de tous les départements; mais, sans nous éloigner de cette prudente politique, nous espérons que, la situation économique s'améliorant, les recettes augmenteront au point d'équilibrer peut-être le budget, au terme de l'exercice en question. En attendant, les déboursés ordinaires prévus ont été réduits au minimum qu'autorisaient les circonstances actuelles et le souci du bien public. Nous nous sommes inspirés des principes suivants :

- a. Une sévère économie;
- b. L'efficacité essentielle de tous les départements;
- c. La protection du capital humain;
- d. La préservation, la protection et la sauvegarde de nos richesses naturelles et de tout ce qui constitue pour nous un actif essentiel;
- e. La résolution de n'accroître en rien, si possible en ces temps de crise, le fardeau que doivent porter les contribuables de la province.

#### La dette publique

Au cours de l'exercice terminé le 30 juin 1933, la dette nette consolidée de la province s'est accrue de \$16,722,320.74, par suite de la vente de \$2,250,000 d'obligations de cinq ans à 5 %, de \$9,000,000 d'obligations de trente ans à 4½ % et de \$7,000,000 de billets de deux ans à 4 %, tel qu'il en est fait mention dans mon discours sur le budget de l'an dernier. La différence entre le total de ces émissions et l'accroissement de la dette nette consolidée est due à l'augmentation des fonds d'amortissement.

Cette augmentation montre bien quels temps difficiles nous traversons. Cependant, grâce à la prudence exercée dans nos emprunts antérieurs, notre crédit n'a été affecté en rien; et quand, le 19 juillet dernier, l'exercice étant terminé, nous avons offert au public une émission de \$10,350,000 d'obligations de vingt-cinq ans à 4¼ %, nous avons reçu et accepté une soumission de 96.31, représentant, pour le gouvernement, un prix de 4.497 % pour ce nouvel emprunt, pourcentage dont seul a pu bénéficier le gouvernement fédéral lors de son emprunt de conversion, à terme relativement court, contracté après le nôtre, soit le 10 octobre dernier. En offrant nos obligations sur le marché, un groupe de financiers éminents de Toronto publiait les commentaires suivants: "La stabilité des finances de

la province de Québec est le résultat d'une politique financière saine et sage poursuivie depuis nombre d'années." En dépit de ces emprunts considérables, notre province a la dette par tête la moins élevée de toutes les provinces canadiennes.

#### Les emprunts temporaires

Les emprunts temporaires obtenus de nos banques, par le moyen de billets du Trésor, au cours de l'exercice en question, furent inévitablement considérables, en attendant la conclusion des emprunts à long terme précités. Comme on peut le voir en détail dans les comptes publics, une balance de \$13,000,000 de ces billets du Trésor restait à solder à la fin du dernier exercice, avant que ne fussent effectués les emprunts permanents du 19 juillet 1933 auxquels j'ai également fait allusion.

À une époque où les gouvernements du monde entier sont l'objet de la critique publique la plus sévère et changent pour ainsi dire quotidiennement, il est consolant de constater que l'honorable M. L.-A. Taschereau, premier ministre de la province, grandit dans la popularité et l'estime de toutes les classes de notre société. Ce sentiment fort étendu se manifeste en toute occasion: pas moins de trois élections partielles, depuis la dernière session de la législature, ont particulièrement confirmé cette autorité et ce prestige. C'est là un succès sans précédent dans le domaine politique, auquel aucun pays, à l'époque actuelle, n'a encore atteint. L'ascendant avec lequel le premier ministre de notre province a conduit la discussion de tous les graves problèmes soulevés au cours de la récente Conférence interprovinciale, à Ottawa, a été tel qu'il l'a désigné à l'attention générale comme l'un des premiers hommes d'État contemporains et n'a pas peu contribué à grandir le prestige dont était déjà l'objet, dans les hautes sphères de notre nation, la province de Québec. (Voir les tableaux aux pages suivantes)

**Recettes probables, 1934-1935****Dominion du Canada:**

Subside d'après population en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1907 .....	\$2,224,553.00	
Allocation spéciale en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1907 .....	<u>240,000.00</u>	\$2,464,553.00

**Intérêt:**

Intérêt reçu des municipalités, loi des bons chemins .....	25,000.00	
Intérêt sur fonds d'amortissement placés .....	636,058.18	
Intérêt sur prêts et dépôts .....	354,925.00	
Intérêt sur comptes dominion du Canada .....	<u>188,460.68</u>	1,204,443.86

<b>Terres et Forêts</b> .....	3,243,000.00
<b>Mines</b> .....	625,000.00
<b>Pêcheries et Chasse</b> .....	387,300.00

**Administration de la justice:**

Fonds des bâties et des jurés .....	25,000.00	
Entretien des prisonniers .....	10,000.00	
Gardes des prisons de Montréal et de Québec .....	4,000.00	
Honoraires du grand connétable, Québec .....	2,400.00	
Jeunes délinquants .....	<u>6,500.00</u>	47,900.00

Licences .....	1,500,000.00
Loi des liqueurs alcooliques (compte de la vente) .....	3,250,000.00
Loi des vues animées: Revenu .....	25,000.00
Taxes sur les corporations commerciales, etc. ....	3,300,000.00
Taxes sur profits des corporations commerciales .....	1,200,000.00
Droits sur les successions .....	3,000,000.00
Taxes en vertu de 12 George V, chapitre 90 (saisine) .....	10,000.00
Loi des droits sur certaines mutations de propriétés, S. R. Q., chapitre 28 .....	75,000.00
Taxes sur les transferts d'actions, obligations, etc. ....	400,000.00
Loi concernant les véhicules automobiles .....	5,100,000.00
Gazoline - droits et honoraires .....	5,000,000.00
Loi des ingénieurs stationnaires de Québec - honoraires .....	27,570.00
Loi concernant la protection des édifices publics contre les incendies .....	175,000.00
Loi concernant les détectives privés - revenu .....	1,000.00
Loi pour prévenir les incendies - taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38 .....	30,000.00
Pourcentage sur honoraires d'officiers publics .....	20,000.00
Législation .....	12,500.00
Affaires municipales .....	21,000.00
Loyers des édifices publics .....	2,000.00
Taxes et honoraires <i>re</i> loi des compagnies .....	100,000.00
Loi des assurances, revenu .....	128,375.00
Loi des compagnies de fidéicommis, revenu .....	6,000.00
Taxes sur les subventions de chemins de fer .....	3,000.00

**Recettes probables, 1934-1935 (suite)**

Ponts de péages - revenu.....	\$ 190,000.00
Honoraires divers, amendes, confiscations, etc. ....	178,300.00
Loi des poseurs de tuyauterie, 23 George V, chapitre 69 .....	11,070.00
Inspection des hôtels, etc. ....	5,000.00
<i>Gazette officielle de Québec</i> .....	25,000.00
Loi de la prévention des fraudes .....	5,000.00
Contributions municipales, loi des bons chemins.....	500.00
Contributions municipales, en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2.....	<u>4,500.00</u>
	\$31,778,012.46

**Dépenses probables, 1934-1935**

Dette publique.....	\$ 8,256,682.26
Législation.....	659,100.00
Gouvernement civil.....	2,391,070.00
Administration de la justice, etc.....	1,642,780.00
Instruction publique, etc.....	3,389,470.00
Affaires municipales .....	83,000.00
Asiles d'aliénés .....	1,189,511.05
Écoles de réforme et d'industrie .....	299,072.78
Hygiène .....	739,290.00
Travaux publics (ordinaires) .....	1,247,324.85
Travail .....	285,600.00
Agriculture .....	2,780,000.00
Voirie et Mines .....	5,335,000.00
Terres et Forêts .....	1,458,000.00
Colonisation, Chasse et Pêche .....	1,804,000.00
Charges sur le revenu.....	680,000.00
Services divers .....	<u>280,400.00</u>
	<u>\$32,520,300.94</u>

Je propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides.

**M. Fisher (Huntingdon):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), de proposer l'ajournement du débat.  
Adopté.

**Concours physiques**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 29 concernant les concours physiques.  
Adopté.

**En comité:**

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Dans la présente loi,

1° Les mots "concours physiques" signifient et comprennent toute lutte de concurrents où l'endurance physique humaine est mise à l'épreuve;

2° Le mot "immeuble" signifie et comprend tout édifice, bâtisse, maison, local, ou terrain clos ou non, dans la province, ou toute partie de tel édifice, bâtisse, maison, local ou terrain;

3° Les mots "chef de police" désignent le chef de la sûreté de la province de Québec, le chef de



la sûreté provinciale de la division de Québec ou de Montréal, la personne qui remplit les fonctions de surintendant, de directeur ou chef de police dans une municipalité et, dans le cas où il n'y a pas, dans une municipalité, tel officier, ils désignent le maire de la municipalité;

4° Le mot "personne" comprend également une corporation, une société, une raison sociale ou une association.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, lorsque ce projet a été présenté au comité, l'opposition a déclaré qu'elle était prête à appuyer toute mesure qui pourrait empêcher des spectacles, des exhibitions, comme il s'en est déroulé à Saint-Laurent, près de Montréal, où on a tenu des marathons de marche surnommés "walkathons" pendant l'été. Nous croyons toutefois que la loi va trop loin et qu'elle donne à la police provinciale des pouvoirs trop étendus.

Il ne faut pas que la mesure attaque des spectacles irréprochables. Les termes et la phraséologie que l'on retrouve dans le bill sont trop flous. On confie à la police, par ce projet, le pouvoir d'interrompre les activités de toute association qui n'obtiendra pas l'assentiment du gouvernement. La portée du texte est beaucoup trop large et on court ainsi le risque d'autoriser l'interruption d'activités parfaitement légitimes. Je crois que la loi empiète sur la juridiction fédérale.

S'il s'avérait que de tels concours soient inconvenants, des mesures sont prévues au Code criminel, et le gouvernement n'a aucun droit de s'immiscer sur ce terrain. J'espère que le gouvernement fera au projet les amendements nécessaires pour rencontrer les observations que je fais dans le meilleur esprit possible.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Nous avons amendé le projet de façon à ce qu'il n'atteigne que les spectacles indécents.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 5 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 6, qui se lit comme suit:

"6. Quiconque,

1° Étant en charge, de quelque manière que ce soit, de la mise en action d'un concours physique, tolère que ce concours soit pernicieux à la santé et à la vie humaines, ou aux bonnes mœurs ou à l'ordre public; ou

2° En connaissance de cause, participe ou assiste à un concours physique visé par le paragraphe 1 ci-dessus; ou

3° Tient ou permet de tenir un concours physique qui, dans sa nature, met en danger la santé ou la vie humaines, ou offre un spectacle repoussant, contraire à la morale ou à l'ordre public; ou

4° Prête son aide, directement ou indirectement, dans l'organisation ou la mise en action d'un concours physique visé par le paragraphe 3 ci-dessus, commet une infraction à la présente loi et se rend passible, en sus des frais: au cas d'une première offense, d'une amende n'excédant pas deux cents dollars, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois; et au cas d'une infraction subséquente, d'un emprisonnement de deux mois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je considère trop sévère la disposition du bill qui prévoit l'incarcération du promoteur d'un tel concours dès la deuxième offense, et ce, sans option d'amende.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il faut remarquer que l'emprisonnement ne vient que dans le cas de récidive. C'est la seule façon de mettre fin à ces concours car, autrement, les promoteurs de ces exhibitions seraient heureux de payer l'amende tous les jours et de continuer à opérer. Je crois que c'est là le seul moyen d'empêcher ces concours d'endurance spectaculaires que tout le monde veut faire disparaître. C'est un mouvement dans la bonne voie. Faisons l'essai de cette loi et, s'il est nécessaire de l'amender, nous l'amenderons.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'injonction ne suffirait-elle pas pour faire fermer un pareil établissement?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Mon honorable ami sait qu'il faut du temps parfois pour obtenir une injonction. Cela veut dire un délai de quelques jours, et alors, pendant ces jours d'attente, les spectacles continueront quand même.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** discourt sur la valeur relative de l'injonction intérimaire et l'injonction interlocutoire. Nous croyons toutefois, dit-il, que la loi va trop loin et qu'elle donne à la police municipale et provinciale des pouvoirs trop étendus. Je ne voudrais pas que les constables puissent violer le domicile. La police provinciale aura le droit d'entrer dans n'importe quel domicile, en vertu de cette loi.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le même droit est accordé à la police en vertu de la loi de l'accise, de la loi des douanes et de la loi des liqueurs.

**L'honorable M. David (Terrebonne):**

Nous ne voulons rien d'autre, dit-il, que d'arrêter les spectacles indécents comme ceux qui ont été dénoncés. S'il y a lieu, on pourra amender cette loi l'an prochain.

**L'honorable M. David (Terrebonne) et M. Duplessis (Trois-Rivières)** débattent ensuite longuement la question de savoir si un juge aurait le droit, le cas échéant, d'accorder une injonction permanente ou tout simplement temporaire.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

La loi actuelle, tout comme la loi des liqueurs, est devenue nécessaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et, comme la loi sur la Commission des liqueurs, elle encourage l'intimidation.

L'article 6 est adopté.

Les articles 7 à 16 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Tricentenaire de Trois-Rivières

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 16 concernant la contribution du gouvernement pour assurer le succès des fêtes du troisième centenaire de la fondation de la cité des Trois-Rivières.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à

soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:****L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose: 1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder un octroi de cent mille dollars, pour assurer le succès des fêtes du troisième centenaire de la fondation de la cité de Trois-Rivières, pourvu que le gouvernement du dominion du Canada ait affecté, aux mêmes fins, une somme égale à celle ci-dessus mentionnée.

2. Que le paiement de l'octroi autorisé par la résolution précédente soit fait par le trésorier de la province, à même le fonds consolidé du revenu, suivant les instructions du lieutenant-gouverneur en conseil.

M. l'Orateur, une délégation de Trois-Rivières est venue nous demander, le 11 avril dernier, de souscrire une somme de \$100,000 pour défrayer les frais de la manifestation pour fêter le troisième centenaire de la fondation de cette belle ville industrielle et progressive, alléguant que le fédéral en ferait autant. Le cabinet a promis sa coopération pour le montant désiré, si la Législature le lui permettait. La cité de Trois-Rivières est une ville célèbre, non seulement par ses souvenirs historiques, son site merveilleux.

Il (l'honorable M. Taschereau) rappelle le rôle qu'a joué la cité de Trois-Rivières dans l'histoire de la Nouvelle-France. Elle a donné à notre Législature, fait-il remarquer, quelques-uns de ses plus brillants débatteurs et législateurs.

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** Pas de personnalités<sup>3</sup>.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

La ville de Trois-Rivières a contribué à la grandeur de notre province et de notre pays. La délégation qui est venue nous rencontrer avait à sa tête M. Louis Durand, avocat et un des meilleurs citoyens en vue de Trois-Rivières<sup>4</sup>. Nous leur avons dit: "La province de Québec va souscrire \$100,000, mais puisque vous voulez avoir \$100,000 d'Ottawa, nous allons mettre comme condition à notre souscription que le gouvernement fédéral en donne autant." Les délégués ont paru satisfaits, et j'ai adressé à leur président, le 28 avril de l'année dernière, la lettre suivante:

Québec, le 28 avril 1933

M. Louis-D. Durand, avocat,  
326, rue Bonaventure,  
Trois-Rivières.

Cher M. Durand,

Pour faire suite à votre lettre en date du 11 avril, je dois vous dire que le gouvernement de la province de Québec sera disposé, au cours de la prochaine session, à faire voter une somme de \$100,000 pour assurer le succès des fêtes du troisième centenaire de la fondation de la cité des Trois-Rivières. Il est entendu, cependant, que le gouvernement fédéral en fera autant, ainsi que vous nous l'avez laissé entendre lorsque la délégation est venue nous voir.

Sincèrement à vous,

(Signé) L.-A. Taschereau

Le projet que nous présentons a été étudié. Je suis donc heureux de demander à la Chambre de voter cette somme de \$100,000 pour la ville de Trois-Rivières, une des villes les plus importantes de Québec, qui a donné naissance à plusieurs de nos grands hommes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, il est évident que cette question doit être considérée en dehors de toute partisanerie politique. La ville que j'ai l'honneur de représenter, M. l'Orateur, est riche en souvenirs historiques, comme l'a dit l'honorable premier ministre, et d'une population saine et honnête, respectueuse des traditions et de l'ordre.

Faisant un bref aperçu historique, il (M. Duplessis) souligne les exploits de notables Trifluviens au cours des trois derniers siècles et insiste sur le fait qu'il incombe à la province de veiller à préserver le rayonnement de son histoire. Elle est la troisième ville de la province, au point de vue de la population, et la deuxième, au point de vue du développement industriel, déclare-t-il. Trois-Rivières est la ville où, proportions gardées, la jeunesse est la plus nombreuse, d'après les statistiques fédérales.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Tant mieux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons donc toutes les raisons de célébrer royalement le tricentenaire de cette ville, qui est restée fidèle à ses plus belles traditions. J'ai eu l'honneur de faire part à l'honorable premier ministre du désir de mes concitoyens, en plusieurs occasions. Je dois dire que j'ai été fort bien accueilli, il s'est toujours montré sympathique à ce projet.

Aujourd'hui, on nous présente une loi qui comporte une condition. On nous présente une résolution accordant \$100,000 à Trois-Rivières, mais à condition qu'Ottawa en fasse autant. Depuis quand est-il nécessaire de poser des conditions pour accomplir un devoir patriotique? Pourquoi mettre des obstacles à l'exécution d'un beau projet? La province se doit de faire preuve d'une générosité égale à sa grandeur et aussi noble que l'œuvre elle-même. La province de Québec est belle, grande et noble. Que sa contribution aux fêtes du tricentenaire de Trois-Rivières soit donc de même!

Les jeunes gens de Trois-Rivières ont fondé une société pour organiser les fêtes du troisième centenaire. Pourquoi ne pas leur donner une contribution sans condition? L'an dernier, la Législature a souscrit pour la célébration du quatrième centenaire de l'arrivée de Jacques Cartier et n'a posé aucune condition. Il ne faut pas faire de politique. Il ne faut pas que cette condition, qui peut être un obstacle, soit une manœuvre. J'espère que la loi sera amendée pour être semblable à celle de Jacques Cartier. J'invite donc le gouvernement à modifier cette résolution, afin d'accorder son octroi sans condition.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Nous admettons que Trois-Rivières est une ville pleine de jeunesse et nous sommes disposés à lui aider. M. l'Orateur, nous avons mis une condition à notre souscription, parce qu'on nous l'a demandé. Je ne suis pas certain que l'honorable chef de l'opposition était présent lorsque j'ai reçu la délégation des Trois-Rivières.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai parlé de cette célébration à l'honorable premier ministre plusieurs fois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Oui, je m'en souviens très bien. La délégation m'a dit qu'elle voulait avoir \$200,000 pour que la fête soit un succès, la moitié de Québec et la moitié d'Ottawa. Si Ottawa ne souscrit en rien, les fêtes risqueraient donc d'être manquées.

Je crois qu'en mettant cette condition dans la loi, nous aidons Trois-Rivières à obtenir \$100,000 d'Ottawa qui pourrait dire: "Vous avez un \$100,000 de Québec, vous en avez assez." Et, de cette façon, cette condition aura été favorable à la réalisation du beau rêve fait par Trois-Rivières de bien célébrer son troisième centenaire.

Lors du tricentenaire de Québec, Ottawa a souscrit cinq fois plus que Québec. Ottawa a contribué pour le congrès des médecins de langue française qui aura lieu à Québec l'an prochain<sup>5</sup> et pour lequel nous avons nous-mêmes donné \$15,000. À cette occasion, plus de 200 médecins français viendront à Québec sur le *Montcalm*. De même, Ottawa a fourni pour le quatrième centenaire de Cartier, comme nous.

Pourquoi Ottawa se refuserait-il maintenant à contribuer à l'occasion des fêtes de Trois-Rivières? Encore une fois, si Ottawa veut souscrire, nous sommes prêts à faire la même chose. Le fédéral a dit qu'il ferait quelque chose et M. Bennett nous a dit l'autre jour, à Ottawa, qu'il ferait sa part. Je demande à l'honorable chef de l'opposition de seconder ma motion pour que ce projet soit adopté, et j'en serai très heureux pour la ville qui a le plus de jeunesse.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement devrait contribuer sans s'occuper de la conduite du voisin. Il y a pour la province un devoir à remplir et nous devons le remplir sans condition. La vieille province de Québec est capable de donner une souscription sans condition. Si ailleurs on ne fait pas son devoir, nous aurons fait le nôtre. Je fais un dernier appel à l'honorable premier ministre pour qu'il enlève la condition de son projet.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je fais un nouvel appel à l'honorable chef de l'opposition pour qu'il seconde mon projet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que l'honorable premier ministre nous présente un projet semblable à celui qui accorde \$100,000, sans condition, pour la célébration du quatrième centenaire de l'arrivée de Jacques Cartier à Gaspé, et je le seconderai avec plaisir. Je renouvelle ma demande à l'honorable premier ministre. Si nous adoptons la résolution telle qu'elle a été rédigée, le gouvernement ne serait tenu à ne rien donner du tout si Ottawa n'accordait que \$95,000.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Si Ottawa donne \$95,000, nous serons heureux de verser notre part.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je connais les bonnes dispositions du premier ministre, mais je prends le bill tel qu'il est.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je vous adresse un dernier appel: Appuyez donc ma motion.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je le ferais avec plaisir si on faisait disparaître la condition, mais je ne veux pas que l'on dise que j'ai participé à une motion sous une telle condition.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je renouvelle mes remarques et ma demande.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je renouvelle la mienne aussi.

Les résolutions sont lues une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je renouvelle mes remarques et ma demande.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je renouvelle la mienne aussi.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 concernant la contribution du gouvernement pour assurer le succès des fêtes du troisième centenaire de la fondation de la cité des Trois-Rivières soit maintenant lu une première fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je renouvelle mes remarques et ma demande.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** réitère son invitation au représentant de Trois-Rivières de proposer le bill avec lui.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill 16 concernant la contribution du gouvernement pour assurer le succès des fêtes du troisième centenaire de la fondation de la cité des Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je renouvelle mes remarques et ma demande.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je vous fais de même un dernier appel: celui d'appuyer le bill.

Adopté. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill 16 concernant la contribution du gouvernement pour assurer le succès des fêtes du troisième centenaire de la fondation de la cité des Trois-Rivières soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai voulu améliorer le bill: on me l'a refusé. Voilà pourquoi je ne mets plus d'obstacle, et bien que nous ayons droit de le faire, je ne demande aucun ajournement de la Chambre<sup>6</sup>.

Je ferai également observer à l'honorable premier ministre que nous avons consenti à la suspension des règles de la Chambre pour que le projet soit adopté séance tenante. L'opposition est heureuse d'approuver cette mesure, bien qu'elle soit imparfaite. Nous avons montré de la bonne volonté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Cela vous coûte de la bonne volonté, et à nous \$100,000. (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est ni le gouvernement ni l'opposition qui paieront les \$100,000, c'est la province.

Adopté. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Substitution de M.-J.-A.-A. Larocque**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 85 validant

certaines actes concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **International Advent Christian Conference**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 79 étendant les pouvoirs de la International Advent Christian Conference.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 5 heures.

#### **NOTES**

1. Selon *Le Devoir* du 2 février 1934, à la page 3, cette discussion aurait eu lieu lors de la présentation du bill des coiffeurs pour dames. Quant au *Soleil* du même jour, à la page 16, ce dernier l'insère juste avant la rubrique concernant les "Questions et réponses". De toute évidence, les députés s'amuse.

2. *Le Devoir* du 2 février 1934, à la page 3, rapporte que M. Gabias se lève à demi et fait mine de protester.

3. Selon *L'Événement* du 2 février 1934, à la page 13, M. Laferté sourit à M. Duplessis lorsqu'il fait cette remarque, probablement avec ironie. Lors des séances antérieures, c'est habituellement M. Duplessis qui fait cette remarque.

4. *Le Canada* du 2 février 1934, à la page 1, écrit que M. Durand, quoique conservateur, est un ennemi juré de M. Duplessis.

5. Selon *L'Événement* du 2 février 1934, à la page 13, ce congrès aura lieu l'été prochain.

6. Selon *Le Soleil* du 2 février 1934, à la page 11, M. Duplessis aurait demandé à ce moment de faire remettre cette troisième lecture à une autre séance.

## Séance du vendredi 2 février 1934

## Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 11 heures.

## Absence de l'Orateur

**M. le Greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

## Prière.

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**M. Delisle (Chicoutimi):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Votre comité est aussi d'opinion que les pétitions de dame Marie-Anne Gendron, en religion sœur Marie-François-Xavier et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "l'Institut des Sœurs Notre-Dame de Mont-Laurier", et de The Trafalgar Institute, demandant l'adoption d'une loi pour changer son nom en celui de "Trafalgar School for Girls", sont régulières et suffisantes; que les bills qui ont été déposés par les pétitionnaires sont réguliers et conformes aux pétitions et aux avis qui en ont été donnés; que ces pétitions n'ont pas été suffisamment annoncées et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice au tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Le rapport est adopté.

Institut des Sœurs  
de Notre-Dame-de-Mont-Laurier

**M. Lortie (Labelle)** demande la permission de présenter le bill 111 constituant en corporation "l'Institut des Sœurs de Notre-Dame-de-Mont-Laurier".

Accordé. Le bill est lu une première fois.

The Trafalgar  
Institute

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande la permission de présenter le bill 114 changeant le nom de The Trafalgar Institute.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte  
de Montréal

**M. Gabias (Montréal-Saint-Henri)** demande la permission de présenter le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Sociétés coopératives  
agricoles

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), la permission de présenter le bill 39 modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Indemnités aux enfants orphelins  
d'accidentés du travail

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), la permission de présenter le bill 164 modifiant la loi des accidents du travail, 1931, concernant les indemnités payables aux enfants orphelins.

Il s'agit de changer l'âge des orphelins qui doivent recevoir des indemnités, de 16 à 18 ans.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Recours de droit commun  
pour accidents du travail

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande, appuyé par le représentant de Yamaska (M. Élie), la permission de présenter le bill 165 modifiant la loi des accidents du travail, 1931, pour rétablir, en faveur de l'accidenté, le recours de droit commun contre une personne autre que son employeur.

Une tierce personne pourra être poursuivie en vertu de cette loi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi des liqueurs alcooliques, infractions**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande, appuyé par le représentant de Yamaska (M. Élie), la permission de présenter le bill 166 modifiant la loi des liqueurs alcooliques concernant la recherche des infractions.

Ce bill vise l'abrogation de la loi qui permet aux juges de faire comparaître toute personne qui aurait eu connaissance de quelque infraction à la loi des liqueurs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Questions et réponses:**

##### **Avances au fonds de l'assistance publique**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement à la somme de \$1,190,746.27 mentionnée à l'état no 34 des *Comptes publics* de la province pour l'exercice finissant le 30 juin 1933, sous la rubrique "Avances au fonds de l'assistance publique", 23 George V, chapitre 76:

1. À quelle date a été avancée ladite somme?
  2. Ladite somme a-t-elle été avancée à même le fonds consolidé du revenu ou au moyen d'emprunt?
  3. Ladite somme a-t-elle été remboursée?
- Dans l'affirmative:
- a. Quand?
  - b. A-t-elle été remboursée à même le fonds de l'assistance publique?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. Le 4 mai 1933.  
2. L'avance a été faite à même le fonds consolidé du revenu de la province.  
3. Non.

##### **Succession John Pratt**

**M. Gabias (Montréal-Saint-Henri)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 89 modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Gabias (Montréal-Saint-Henri)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

##### **The Better Business Bureau of Montreal**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 78 constituant en corporation The Better Business Bureau of Montreal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

##### **Succession Charles Colmore Grant, baron de Longueuil**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 94 concernant la succession de feu Charles Colmore Grant, baron de Longueuil, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

##### **Coiffeurs pour dames**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 concernant les coiffeurs pour dames de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### **Charte de l'Hôpital Notre-Dame de Montréal**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 93 modifiant la charte de l'Hôpital Notre-Dame, à Montréal, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.



**Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**  
propose, appuyé par le représentant de Châteauguay  
(l'honorable M. Mercier fils) que, lorsque cette  
Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi  
prochain à trois heures.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 15.

---



Séance du mardi 6 février 1934

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 20.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 4 modifiant la loi des licences en ce qui regarde les lieux d'amusements;

- bill 11 modifiant la loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres.

Et, avec amendements, le bill suivant:

- bill 28 concernant la distribution des circulaires dans les cités et villes, pour fins d'assemblées publiques.

Le bill suivant a été rejeté:

- bill 154 relatif à la préférence visée par l'article 2124 du Code civil.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 82 refondant la charte de la corporation du Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière;

- bill 83 constituant en corporation l'École supérieure d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière;

- bill 105 constituant en corporation l'Orphelinat agricole de Saint-Ferdinand d'Halifax;

- bill 75 permettant à Jalmar Frederick Susta de changer son nom en celui de Charles Jalmar Frederick Anderson.

Et, avec amendements, le bill suivant:

- bill 77 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Thomas Joseph McNally au nombre de ses membres.

**M. Delisle (Chicoutimi):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes, dans le diocèse de Joliette, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes;

- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Charte de  
Saint-Hyacinthe**

**M. Phaneuf (Bagot)** demande la permission de présenter le bill 103 refondant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Paroisse de  
Notre-Dame-de-Lourdes**

**M. Dugas (Joliette)** demande la permission de présenter le bill 112 concernant la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Prévention  
des incendies**

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** demande, appuyé par le représentant de Roberval (l'honorable M. Moreau), la permission de présenter le bill 26 modifiant la loi de la prévention des incendies.

Le gouvernement veut fixer un standard uniforme pour les raccordements de boyaux d'arrosage. En cas de conflagration, cette uniformité permet d'utiliser les appareils de places avoisinantes et assure une plus grande efficacité de service. Le bill oblige aussi les inspecteurs d'incendies à faire rapport de leurs activités.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Enquêtes sur les incendies

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** demande, appuyé par le représentant de Roberval (l'honorable M. Moreau), la permission de présenter le bill 27 modifiant la loi des enquêtes sur les incendies.

Le gouvernement veut instituer un commissariat des incendies à Québec, définir les attributions du commissaire et exiger du commissaire des incendies de Montréal et de Québec de faire rapport au commissaire provincial des incendies plutôt qu'aux greffiers de la cour, comme c'est le cas présentement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Régime des eaux courantes

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** pour **l'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** demande, appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), la permission de présenter le bill 42 modifiant la loi du régime des eaux courantes, relativement à certaines expropriations.

Cette mesure force les compagnies d'exploitation forestière qui ont construit des barrages sur les rivières ou qui ont inondé des terrains, à exproprier les propriétaires riverains dans un délai de deux ans pour régler les dommages, et afin de prévenir certains abus qui se sont produits. Il s'agit de ne pas laisser à la merci des compagnies ceux qui pourraient souffrir dans leurs biens. Actuellement, les compagnies ont le droit d'exproprier sans délai fixé, de sorte que les choses traînent parfois en longueur au détriment des expropriés. Maintenant, lorsque deux années seront écoulées, la compagnie perdra son privilège d'expropriation<sup>1</sup>.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Bureau central des écoles protestantes de Montréal

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande, appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), la permission de présenter le bill 32 concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal.

### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le projet concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal est mis à mon nom par erreur. Il est présenté par l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David).

### **M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le projet est présenté à la demande du Bureau central des écoles protestantes qui demande certains privilèges.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Opérations forestières et bûcherons

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** pour **l'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** demande, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), la permission de présenter le bill 44 relatif aux opérations forestières et aux bûcherons.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En quoi consiste le projet relatif aux opérations forestières et aux bûcherons?

### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Ce projet a été annoncé dans le discours du trône. Il pourvoit à la création d'une commission provinciale, composée de deux membres, pour surveiller les intérêts des bûcherons. Elle aura comme tâche de prendre place entre les bûcherons et les compagnies, ou entre les entrepreneurs et les sous-entrepreneurs. La Commission des opérations forestières de Québec sera pourvue de grands pouvoirs. Elle aura le droit d'enquêter dans toutes les régions de la province, et les compagnies forestières seront obligées de lui fournir toute l'information nécessaire.

Cette Commission recevra la liste de salaires contenue dans les contrats entre les compagnies et les entrepreneurs et contrôlera aussi les listes de salaires dans les contrats entre les entrepreneurs et les sous-entrepreneurs. Chaque année, les licenciés des limites forestières devront, avant de commencer leur exploitation, soumettre leur plan général d'opérations et la liste des salaires minimums que chaque licencié entend payer aux bûcherons.

De même, les sous-contrats devront être soumis à la Commission pour approbation. Elle surveillera tous les contrats accordés par les

compagnies d'exploitation forestière aux sous-entrepreneurs, de façon à ce que les travailleurs en forêt reçoivent un gain équitable. Cette Commission aura le pouvoir de faire des enquêtes, recevoir des plaintes des bûcherons et leur donner droit, s'il y a lieu, et redresser les abus en violation des contrats ou sous-contrats approuvés. Elle verra à ce que les exigences de l'hygiène soient respectées dans les chantiers, à ce que les bûcherons soient bien logés et bien nourris.

Le gouvernement estime qu'il serait difficile et malavisé d'établir une échelle de salaires minimums pour toute la province. En effet, les conditions de travail et d'opérations diffèrent sensiblement suivant les entreprises. Le gouvernement estime préférable de confier à une commission le soin d'établir les conditions qui paraîtront les plus justes dans chacun des cas soumis. En plus, l'obligation où sont les entrepreneurs et sous-entrepreneurs de déterminer d'avance leurs conditions d'exploitation permettra une action plus prompte et plus efficace en cas d'abus.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi des assurances**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), la permission de présenter le bill 34 prolongeant d'une année la loi des assurances de Québec, 1933 (dispositions temporaires).

À la suite d'un jugement du Conseil privé, qui reconnaissait la juridiction provinciale sur les contrats d'assurance, la loi fédérale s'est trouvée inopérante. L'an dernier, le gouvernement provincial a adopté une loi qui permettait au lieutenant-gouverneur en conseil de promulguer les ordonnances temporaires nécessaires à cet effet. La loi n'avait été faite que pour une année.

En vertu de cette loi de l'année dernière, dont les effets seront prolongés d'une autre année par le bill, le gouvernement de Québec est autorisé à s'aboucher avec le gouvernement fédéral et à adopter toutes lois des assurances que le gouvernement adoptera lui-même s'il y a lieu. Actuellement, il y a conflit de juridiction en matière d'assurances entre les deux gouvernements, mais on espère que le problème sera bientôt réglé.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Cautionnement des salariés du gouvernement**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), la permission de présenter le bill 40 modifiant la loi des employés publics relativement au cautionnement de ceux qui sont salariés par le gouvernement.

Quand un employé gouvernemental abandonne ses fonctions pour une raison ou pour une autre, le cautionnement fourni pour cet employé vaut pour son successeur. Il s'agit de quelques articles de pure concordance qu'il faut inclure dans la loi pour couvrir certains cas de décès ou de départ chez les employés obligés au cautionnement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Questions et réponses:**

##### **Coût des annonces faites par le ministère de la Voirie**

**M. Béique (Chambly):** Au cours de l'exercice finissant le 30 juin 1933, qu'ont coûté à la province la publicité des annonces faites par le ministère de la Voirie:

- a.* Dans les quotidiens, journaux, revues, magazines, guides et autres publications du Canada?
- b.* Dans les quotidiens, journaux, revues, magazines, guides et autres publications des États-Unis?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** *a.* \$7,910.

*b.* \$59,538.22.

##### **Dépenses de représentation lors des expositions américaines**

**M. Béique (Chambly):** Qu'a dépensé la province pour être représentée par le ministère de la Voirie:

- a.* À l'exposition du tourisme et de l'hôtellerie tenue au Grand Central Palace, à New York, au mois de novembre 1932?
- b.* À l'exposition sportive de la Nouvelle-Angleterre, tenue à Boston au mois de février 1933?
- c.* À l'exposition internationale du tourisme, tenue au Grand Central Palace, à New York, à la fin d'avril et au commencement de mai 1933?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** *a.* \$4,000.  
*b.* \$4,000.  
*c.* \$4,000.

**Coût du pont  
de l'île d'Orléans**

**M. Élie (Yamaska):** Relativement à la construction du pont de l'île d'Orléans et aux travaux accessoires qui s'y rapportent:

*a.* Combien a été dépensé à date par cette province?

*b.* Combien a été payé à date par cette province?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** *a.* \$1,129,815.77.  
*b.* \$1,076,536.77.

**Contributions municipales  
pour diverses institutions**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À la connaissance du gouvernement ou d'aucun des départements de l'administration provinciale, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1931, à combien s'élève le total des contributions des municipalités de cette province relativement à la construction ou à l'agrandissement:

*a.* Des hôpitaux, hospices, orphelinats, situés dans cette province, qui ont été ou qui sont subventionnés par la province?

*b.* Des asiles d'aliénés, écoles d'industrie, écoles de réforme, situés dans cette province, qui ont été ou qui sont subventionnés par la province?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** *a.* et *b.* Le gouvernement l'ignore.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement n'a pas le droit de l'ignorer.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Ce sont des institutions privées qui ont le droit d'emprunter comme elles le veulent, et le gouvernement n'a pas à s'immiscer dans leurs affaires.

**Octrois de fondations américaines  
pour les unités sanitaires de la province**

**M. Fisher (Huntingdon):** Relativement à la réponse du gouvernement consignée aux *Journaux*

*de l'Assemblée législative* du 26 janvier 1934 et d'après laquelle les unités sanitaires auraient coûté \$1,461,896.35 à la province:

1. Cette somme comprend-elle les octrois accordés à la province à ce sujet par: *a.* la fondation Rockefeller? *b.* la fondation Carnegie?

Dans l'affirmative:

2. À même ce montant de \$1,461,896.35, à combien s'élève la contribution à ce sujet, faite et payée par: *a.* la fondation Rockefeller? *b.* la fondation Carnegie?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. Non.

2. Répondu par 1.

**Lot 2/5 d'Estcourt, de Sully,  
comté de Témiscouata**

**M. Élie (Yamaska):** 1. À qui a été concédé le lot 2/5 d'Estcourt, de Sully, dans le comté de Témiscouata?

2. Le concessionnaire actuel était-il déjà détenteur d'un lot et, dans l'affirmative, de quel lot?

3. D'autres colons ou aspirants colons qui n'étaient pas encore détenteurs d'aucun lot, ont-ils demandé au ministère de la Colonisation que le lot 2/5 d'Estcourt leur soit concédé?

4. Dans l'affirmative, lequel ou lesquels?

5. Pourquoi la concession dudit lot a-t-elle été faite au détenteur actuel de préférence aux autres pétitionnaires?

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** 1. À MM. Joseph Bourque et Joseph Potvin.

2. Non.

3. Oui, un.

4. M. Paul Raymond.

5. La demande de MM. Bourque et Potvin était antérieure à celle de M. Raymond.

**Travaux de chômage  
sur la route no 51,  
cantons Park et Pohénégamook**

**M. Gagnon (Kamouraska):** 1. Le gouvernement a-t-il reçu une demande pour faire exécuter des travaux de chômage, sur la route no 51, dans les cantons Park et Pohénégamook?

2. Quand cette demande a-t-elle été soumise au gouvernement fédéral pour approbation?

3. Cette demande a-t-elle été approuvée? Si oui, à quelle date?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** 1. Oui.  
2. Le 10 août 1933.  
3. Non.

#### **Dépenses pour fins de colonisation**

**M. Authier (Abitibi):** 1. Quelles sommes d'argent ont été dépensées pour toutes les fins de la colonisation depuis le début de la Confédération jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1920?

2. Quelles sommes d'argent ont été dépensées pour les mêmes fins depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1920 jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1933?

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** 1. De 1867 à 1920: \$7,738,208.95.

2. De 1920 à 1933: \$23,295,568.94.

Exclusion faite dans les deux cas des montants dépensés pour fins de classification et d'arpentage.

#### **Loi de la gazoline**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 15 modifiant la loi de la gazoline.

Adopté.

#### **Charte de Montréal-Est**

**M. Filion (Laval)** demande la permission de présenter le bill 113 refondant la charte de la ville de Montréal-Est.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Subsides**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le jeudi 1<sup>er</sup> février courant, sur la motion proposée le même jour: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

**M. Fisher (Huntingdon):** (Applaudissements à gauche) M. l'Orateur, l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Stockwell) a prononcé jeudi dernier son discours sur le budget. Il nous a

favorisés d'une revue générale des événements d'importance internationale qui ont eu leur répercussion sur la vie économique de notre province. Tout en lui sachant gré de sa confiance sur l'économie mondiale, nous le prions de nous excuser de ne pas le suivre dans un domaine aussi vaste.

Après son cours d'économie politique, il a tenté de nous décrire l'état des affaires au Canada. Sous ce rapport particulier, il nous fait plaisir de dire qu'en ces jours de crise mondiale et de dépression mondiale, le Canada est très heureux d'avoir à sa tête un homme d'État de la force, du courage, de l'énergie, de la puissance de réalisation, de la compétence, de l'abnégation et du patriotisme de l'honorable M. Bennett. Quelle bonne chose pour la province de Québec et incidemment pour le Parti conservateur!

(Applaudissements à gauche)

**Des voix à droite:** Oh! Oh!

**M. Fisher (Huntingdon):** Il n'appartient pas au trésorier de la province de critiquer la politique d'hommes d'État comme M. Bennett et le président Roosevelt.

**Des voix à droite:** Oh! Oh!

**M. Fisher (Huntingdon):** Il serait sage de sa part qu'il s'occupât à tirer de la débâcle cette province dont il a le grand honneur d'être le trésorier, de tirer la barque de l'ornière où elle s'enlise. Pour notre part, tout ce qui nous intéresse, c'est l'état des affaires dans la province de Québec, auquel le trésorier a consacré la troisième partie de son discours.

Mais, avant de discuter le point de vue du trésorier et avant de vous exposer notre façon de voir, nous tenons à attirer votre attention sur la convention conservatrice de Sherbrooke dont l'importance est considérable pour le présent et l'avenir de notre province et de notre parti. Il nous fait plaisir d'offrir un juste tribut à notre chef distingué (M. Duplessis) qui a accompli dans cette Chambre de si magnifiques besognes. Depuis plusieurs années, il a été une des lumières de cette Assemblée.

(Applaudissements à droite)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Très bien.

**M. Fisher (Huntingdon):** Il est aujourd'hui l'un des parlementaires des plus distingués de cette province. Le fardeau que l'on a mis sur ses épaules n'a jamais cessé d'être lourd et, par moment,

extrêmement lourd. Néanmoins, il a toujours montré dans l'accomplissement de ses devoirs une clarté d'esprit et une puissance de travail qui ont fait de lui l'un des députés les plus utiles à cette Législature. À Sherbrooke, récemment<sup>2</sup>, on a reconnu son mérite en lui confiant un poste d'honneur et de responsabilité. Sous sa direction, le Parti conservateur de cette province va connaître des jours nouveaux, et ce, pour le plus grand bien de toute notre population. Il lui promet son appui le plus loyal et sa coopération.

Pour être franc, les conditions dans la province de Québec sont ce que le gouvernement les a faites. Le gouvernement n'est pas responsable de la crise, mais il est évident qu'il utilise la dépression à son avantage, comme un camouflage pour cacher les effets négatifs de sa mauvaise administration. Le désordre économique qui a fait éclater les fondations de la saine entreprise se situe bien au-delà de l'influence de nos ministres provinciaux.

Sans aucun doute, la crise aurait été la même dans l'ensemble du monde si ce gouvernement avait quitté le pouvoir avant le début de la dépression. Mais nous disons qu'avec de meilleures politiques que celles suivies par le cabinet actuel dans les 13 dernières années, la crise aurait été beaucoup moins aiguë chez nous. Sous une bonne administration, la population de la province de Québec aurait dû être la dernière à supporter les effets négatifs de la dépression et la première à se débarrasser de son couvert ténébreux.

L'attitude du gouvernement envers les municipalités est à reprocher. Il nous semble qu'en lisant le discours du budget, la déclaration capitale qui s'y trouve porte sur les municipalités. Le trésorier proclame la nécessité de maintenir le crédit municipal et il reconnaît l'importance capitale de ce crédit sur le crédit général de la province. Le gouvernement est responsable de l'état dans lequel les municipalités se trouvent actuellement. Le premier ministre lui-même, à titre de ministre des Affaires municipales, tient à agir personnellement comme conseiller et surveillant.

Demandons-nous alors où cette direction du premier ministre a conduit nos municipalités? Observons ceci ensemble, M. l'Orateur. Au cours de la session de 1918, sous le prétexte de sauvegarder et défendre le crédit des municipalités, mais en réalité dans l'espoir de remonter son propre crédit, le gouvernement créa le ministère des Affaires municipales. Ce qui eut pour conséquence la destruction radicale de l'autonomie municipale. Par cet acte, le gouvernement prit ouvertement posture d'usurpateur.

Cela a privé les municipalités de leurs droits, et on a décidé que le pouvoir central verrait à leurs besoins administratifs et financiers. Pour que personne n'en doute, les municipalités ont même été obligées de payer le salaire de leurs auditeurs, et on ordonna que la signature du ministre des Affaires municipales soit apposée sur tout document municipal.

Voyons d'abord quel est le résultat pratique de l'intrusion du gouvernement dans les choses municipales. Regardons la réalité brutalement. M. l'Orateur, descendons des sommets de la littérature politique et traduisons ces belles phrases en dollars et en sous. En 1914, la dette de nos corporations municipales était de \$141,634,146. En 1918, elle était de \$185,640,500. Mais un an plus tard, en 1919, en raison des judicieux conseils du ministre du nouveau département des Affaires municipales, cette dette commença son ascension vers de nouveaux sommets: elle atteignit du coup \$207,488,833. Les débuts étaient trop bons, l'ascension ne pouvait être arrêtée, et donc, en 1920, nous avions un total de \$220,207,434.

Cinq ans plus tard, il ne fut pas surprenant de lire dans les énoncés du gouvernement que la dette avait atteint \$277,513,213. Apparemment, le département des Affaires municipales fut choqué de la tournure des événements. Après maintes réflexions, ils conçurent de nouveaux moyens pour améliorer la situation. En 1930, la dette atteignit \$400,127,406<sup>3</sup>. Les municipalités sont même obligées de payer les salaires des comptables envoyés par Québec. Heureuse influence du premier ministre, ministre des Affaires municipales.

Il est assez réconfortant à nos cœurs et à nos esprits que le premier ministre lui-même ait agi comme conseiller et superviseur. Imaginez, M. l'Orateur, ce qui se serait passé si la dette de nos municipalités avait été maintenue à \$150,000,000, comme en 1917. On n'aurait pu écrire de glorieuses pages pour illustrer la sagesse de la loi sur les municipalités.

La dette scolaire est comprise, comme dit le secrétaire provincial, dans la dette municipale. Pour être logique, le gouvernement a pris les moyens de faire monter la dette scolaire au même Himalaya. En 1917, elle était de \$34,742,244<sup>4</sup>. En 1919-1920, elle avait monté à \$40,296,428, et en 1924-1925, à \$57,485,043. Enfin, en 1930-1931, elle atteignait le joli pic de \$78,253,280. Dites-moi, M. l'Orateur, pourquoi une augmentation aussi constante?

Partout, on nous a dit et nous avons lu que la raison est double. Premièrement, le gouvernement a



imposé et surimposé des obligations de toutes natures et des charges de toutes sortes sur les épaules des municipalités et, deuxièmement, le gouvernement a jalousement pris soin de leur enlever leur principale source de revenus. Les corporations municipales et scolaires sont taxées à l'extrême par le gouvernement. D'autre part, le gouvernement a le droit de se faire payer d'avance tout ce qui est relatif à des actes et documents qui dépendent du ministre des Affaires municipales, lorsque les municipalités demandent la permission de contracter un emprunt.

Auparavant, le gouvernement défrayait le coût de l'entretien des aliénés pour les premiers six mois de réclusion. Aujourd'hui, les municipalités sont obligées de faire leur part, et c'est pourquoi les municipalités ont dû payer en une année \$1,740,000 pour l'internement des aliénés et des élèves des écoles de réforme et des écoles industrielles.

Québec a pris à Montréal son idée de sou du pauvre, d'imposer une taxe sur les billets de cinéma et de théâtre. Dans l'année 1914, la ville de Montréal décida d'imposer une taxe d'un sou sur tous les billets de théâtre. Cette taxe était destinée à l'aide aux hôpitaux et aux institutions charitables. Ce nouveau plan connut un tel succès que le gouvernement eut la taxe dans sa mire, la rendit obligatoire dans toute la province et prit la moitié de l'argent pour lui-même, bien que les municipalités eurent à endurer le fardeau de percevoir la taxe. Tout alla si bien qu'en 1932-1933 les municipalités perçurent à leurs dépens \$847,489, dont elles durent donner \$423,744 au gouvernement. Le seul inconvénient, dont a souffert le gouvernement, fut qu'il devait changer les chèques.

La loi de l'assistance publique, notamment, a drainé des municipalités en trois ans un total de \$3,107,586.03 pendant que, d'autre part, les unités sanitaires coûtaient aux municipalités \$313,568.37. Et comme vous le savez très bien, M. l'Orateur, les conseils municipaux octroyaient auparavant les licences d'hôtels aux citoyens qu'ils croyaient capables et dignes de confiance, respectables et respectueux de la loi. Les revenus provenant de ces licences restaient dans la communauté locale et servaient aux améliorations municipales.

Depuis que le gouvernement actuel est en poste, l'octroi des licences est un autre des monopoles de la Commission des liqueurs du Québec. Bien entendu, la Commission reçoit tout l'argent.

Québec devrait faire comme la Colombie canadienne: remettre la moitié de ses revenus de la Commission des liqueurs aux municipalités. Si, au

moins, le gouvernement avait laissé aux municipalités une chance d'imposer des taxes légitimes! Mais non. Le gouvernement passe en plus des lois pour exempter de taxes des compagnies ou monopoles.

Le gouvernement est le plus éminent spécialiste dans l'art d'exempter des taxes municipales et scolaires un nombre toujours plus grandissant de trusts et de grosses compagnies. Nous pouvons affirmer, sans exagérer, que nos municipalités, en raison de cette pratique vicieuse et injustifiée, perdent chaque année de \$3,000,000 à \$4,000,000 en revenus. Le système par lequel on permet aux municipalités de faire faillite sous le prétexte d'aider les industries est vicieux.

Le gouvernement aurait dû ouvrir les yeux sur les dangers d'une industrialisation imprudente. Le vasselage de la masse ne peut être reconnu comme un principe de gouvernement, même si celui qui réduit en vasselage y trouve son compte. On a vu des usines ou des moulins se fermer pour des années, mais une agglomération rurale ou une petite ville sont des entités qui ne peuvent être liquidées. C'est pourquoi la pratique d'accorder des privilèges injustifiés aux dépens des municipalités est dangereuse et ruineuse. Après tout, les fondements de la prospérité nationale se situent dans la prospérité individuelle. Nous, de l'opposition, croyons que la providence de l'État doit d'abord aller à tous les citoyens, et au village rural.

Il (M. Fisher) parle de la famille, de sa nécessité, de son apport à la vie nationale.

Si aujourd'hui il y a banqueroute municipale, le gouvernement devra se frapper la poitrine. Après avoir tué l'autonomie municipale, le gouvernement a voulu transformer les municipalités en sous-agences du ministère des Affaires municipales avec l'intention apparente que notre population blâme les corporations pour ce qui doit être reproché au gouvernement. Une telle variété enfantine d'artifices ne put et ne pouvait sauver le crédit de la province d'une mauvaise réputation, et ici les dollars et les sous peuvent introduire un argument très convaincant. À la fin de l'année 1932-1933, c'était \$83,583,142, une augmentation de \$16,772,321 en 12 mois.

Que dit le discours du budget à propos d'une telle augmentation en un si court laps de temps? Écoutons encore le trésorier: "Pendant l'année fiscale prenant fin le 30 juin 1933, la dette fondée nette de la province a augmenté de \$16,772,320 en raison de la vente de \$2,250,000 d'obligations de cinq ans à 5 %, de \$9,000,000 d'obligations de 30 ans à 4½ % et de \$7,000,000 d'obligations de deux ans à 4 %, ceci étant mentionné dans mon discours du budget de l'an

dernier. La différence entre le total de ces émissions et l'augmentation de la dette fondée nette s'explique par l'accroissement du fonds d'amortissement." Il est à craindre que la dette confessée de la province ne dise pas toute l'histoire.

Si vous relevez le détail des chiffres, vous verrez que l'on a vendu en 1932-1933, \$18,250,000 d'obligations. Comment le trésorier peut-il, avec un calme apparent, nous dire que la dette ne s'est augmentée que de \$16,722,320.74 du fait de versements aux fonds d'amortissement? Toute cette question du fonds d'amortissement sera discutée en détail plus tard par quelqu'un qui est allé au fond des choses.

Déjà, nous sommes en position de réaliser que la dette avouée de la province ne s'arrête pas là. Le trésorier a dit qu'au 19 juillet dernier, le gouvernement avait accepté une offre de 90.31 % pour la non-consolidation d'obligations se chiffant à \$10,350,000. Ainsi, nous pouvons affirmer que la dette fondée nette de la province au 30 juin 1933 était de \$83,523,142, ce à quoi nous devons ajouter une nouvelle dette en date du 19 juillet 1933 de \$10,350,000, pour un grand total de \$93,933,142. Cette dette, nous le répétons, M. l'Orateur, est avouée.

En 1897, la dette fondée de la province était de \$24,202,654.08. À la fin de l'année fiscale 1931-1932, elle était de \$66,860,821.54, selon les *Comptes publics*, et à la fin de 1932-1933, de \$83,583,142.28, soit une augmentation en 12 mois de \$16,722,320.74<sup>3</sup>. Remarquez que ce gouvernement, en 12 mois, nous a donné une augmentation de la dette équivalente à la dette totale de la province à la fin du régime conservateur. Comment expliquer une augmentation aussi formidable dans un laps de temps aussi court?

Mais continuons d'examiner en détail cette charge écrasante. La dette fondée nette de \$83,583,142.28 au 30 juin 1933 ne comprend pas les \$13,046,234.77 de fonds d'amortissements placés. Elle ne comprend pas davantage les \$13,608,514.53 garantis par la province à la Banque Nationale Canadienne. De plus, un total de \$4,864,300 d'obligations et d'emprunts garantis par la province n'est pas compris dans l'endettement total avoué. Enfin, les \$15,939,445.14 d'octrois spéciaux à diverses institutions en paiements annuels sur une période de 20 à 30 ans n'y figurent pas non plus. Bien plus, selon l'aveu même du trésorier, il restait à payer au 30 juin 1933, pour l'exercice 1932-1933, un montant de \$13,000,000, en plus de la dette consolidée dont je viens de parler. Et la province a dû contracter, au 17 juillet 1933, un nouvel emprunt permanent de \$10,350,000.

Pour résumer, sans parler de la dette flottante, ni des comptes soutirés aux banques, ni des emprunts temporaires, ni des dettes criardes impayées, la dette de la province s'élève, après avoir déduit le fonds d'amortissement, à \$128,345,401.95. Si l'on établit le chiffre de la dette consolidée des neuf provinces canadiennes par tête, on constate, à l'aide de l'*Annuaire statistique*, que le gouvernement de Québec y inclut le fonds d'amortissement placé. Et, ainsi, la dette consolidée se totalise à \$141,391,636.72.

Bien sûr, si l'on veut être scrupuleusement précis pour établir le chiffre de la dette consolidée par tête dans cette province, à l'exclusion de la dette fédérale, vous admettez, M. l'Orateur, qu'il faille y inclure la dette municipale et scolaire, et cela, à cause de l'ingérence abusive et ruineuse du gouvernement dans les affaires municipales.

Donc, en laissant de côté la dette et les charges fédérales, on en arrive à ceci: en ajoutant à cela la dette des municipalités, \$409,127,406, et la dette scolaire, \$78,253,280, on arrive à un total de \$628,772,322. D'après le dernier recensement, la population de Québec est de 2,874,255. Ainsi notre dette totale, répartie par tête, s'élève à \$219.50, ce qui est plus considérable encore qu'on ne le veut laisser croire.

L'honorable trésorier prétend que la dette de Québec, par tête, est la plus basse de celles de toutes les provinces canadiennes. Mais il n'est pas besoin d'aller très loin dans le sujet pour constater que mon honorable ami n'est pas bien renseigné. Pour être juste envers lui, admettons, aux seules fins de la discussion, que ses chiffres sont exacts. Peut-on espérer donner une idée juste des conditions qui existent dans cette province, en fixant la dette par tête et la taxe par tête, sans tenir compte des familles nombreuses qui sont la gloire et la force de notre province? Le père de famille moyen porte le fardeau des dettes et des taxes qui, dans la réalité, se répartissent sur quinze, dix ou huit personnes dont il a la charge.

Lorsque l'on se penche sur le sérieux de la situation, on peut facilement en être abasourdi. Le fardeau de la taxation et de la dette est fait de telle sorte qu'il repose, en fait, sur très peu de gens. Pendant la dernière année fiscale, le service de la dette a été le plus lourd pour le payeur de taxes, à l'exception du département des Routes et des Mines. Les intérêts et le fonds d'amortissement représentent 16.75 % des dépenses gouvernementales, alors que le pourcentage de ces dépenses allant à l'Agriculture n'est que de 10.29 % et celui de la Colonisation de 9.14 %, malgré le soi-disant zèle du gouvernement en faveur de la campagne de retour à la terre.

En 1920, le service de la dette publique nous coûtait \$2,029,721. En 1932, il a augmenté à \$5,342,933. Et finalement, en 1933, il était de \$6,533,534, bien qu'une somme de \$322,149 en ait été détournée en raison de la taxe sur le chômage. Maintenant, selon les estimations du gouvernement, ce service coûtera cette année à la province \$7,278,702, et \$8,256,682 en 1934-1935. Voilà où nous nous trouvons, après 13 ans d'un régime si imprévoyant et sans scrupule.

Dans son discours sur le budget de l'année 1931, le trésorier par intérim prévoyait un surplus de \$158,786, mais cette prophétie s'est avérée être un déficit de \$584,708, le premier déficit reconnu par ce gouvernement. Le plus gros déficit de l'histoire de la province a été révélé l'an dernier, en dépit des prédictions du premier ministre Taschereau, alors qu'il était trésorier provincial. Dans son discours sur le budget de l'année suivante, le trésorier par intérim s'est une fois de plus tourné vers les prophéties.

À ce moment, soit que la situation financière de notre province ait été déformée, soit que l'on ignorait les faits, car on prévoyait un surplus de \$187,290, mais, à la fin de l'année, on nous a informés qu'il y avait un déficit ahurissant de \$6,840,907. M. l'Orateur, le plus gros déficit jamais enregistré par un gouvernement provincial dans ce pays. Dans le premier discours du budget du trésorier actuel, il prévoyait, pour le 30 juin 1934, un surplus s'élevant à \$62,214.82. Mais, dans son discours de la semaine dernière, il a admis que ses prévisions étaient entièrement erronées et a affirmé qu'il y aurait un déficit aussi grand, sinon plus grand, que celui de la dernière année.

L'actuel discours du budget n'est pas une lecture agréable, car maintenant il prévoit un déficit de \$742,288. Si les pronostics du trésorier ne se sont pas améliorés depuis son arrivée, le public peut se consoler que le déficit avoisinera les millions de dollars à la fin de 1935. Ce sera la quatrième année pendant laquelle le gouvernement est incapable d'équilibrer son budget, de vivre selon ses moyens. Plutôt que de pratiquer l'économie en coupant ses dépenses, le gouvernement préfère se tourner vers la très dangereuse politique qui consiste à assurer son fonctionnement de tous les jours avec de l'argent emprunté.

L'honorable premier ministre hypothèque l'avenir, fixant un carcan de dettes sur les générations futures, qui seront appelées à payer pour les extravagances du gouvernement québécois. Il n'est pas étonnant que les hommes d'affaires de notre province deviennent quelque peu inquiets. Nous

lisons que des rencontres ont lieu et que des comités sont formés par des chambres de commerce. Des comités ont été formés pour dire au gouvernement que, s'il ne pratique pas l'économie immédiatement, l'entreprise légitime de cette province sera étranglée. Voilà un blâme sérieux envers le gouvernement de cette province. Il (M. Fisher) analyse chacune des sources de revenus de la province. Il parle des quatre déficits du gouvernement. Il parle de ses dettes et de leurs services d'intérêts.

Je félicite le trésorier actuel et son prédécesseur d'avoir annoncé des surplus qui se sont mués en déficits avoués, le dernier de près de \$7,000,000 étant le plus considérable jamais enregistré par une province.

Il regrette que l'on ait réduit les crédits de la voirie. Les taxes sur la gasoline et sur les automobiles ont rapporté \$9,936,877 l'année dernière, mais il n'est pas réconfortant pour l'automobiliste d'apprendre que l'argent qu'il paie ne sera pas dépensé sur les routes, et ce, en dépit de leur condition déplorable. Il est probable que les usagers de l'automobile ne seront pas réjouis d'apprendre qu'on a coupé cette année encore de \$1,500,000 les estimés de la Voirie, malgré le fait que ce sont eux, les automobilistes, qui apportent au gouvernement un revenu aussi considérable. Il se dit d'avis que 100 % de l'entretien des routes est payé par eux. Des \$10,000,000 que les automobilistes donnent en taxes, la moitié seulement retourne à la Voirie. L'autre moitié paie pour l'Agriculture et le gouvernement civil.

Ce dernier item devrait être impitoyablement coupé. Le gouvernement n'offre aucune aide au payeur de taxe québécois surimposé, et ce, en dépit de ses promesses d'économie. Le coût du gouvernement civil a augmenté de \$809,000 en 1920 à \$2,453,000 en 1932. Il (M. Fisher) reproche au gouvernement d'avoir passé le couteau dans les crédits de ministères importants comme ceux de l'Agriculture, de l'Instruction publique, de la Voirie et de la Colonisation. À son sens, 13 ministres constituent un luxe dispendieux pour un temps de crise.

Je demande au gouvernement d'aider davantage son ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout). À moins d'une législation radicale, il est probable que notre cultivateur ne pourra plus supporter longtemps le fardeau qui pèse sur ses épaules. Il est difficile de savoir pendant combien de temps encore les cultivateurs survivront sous cette charge insupportable avec les prix actuels. Le cultivateur vend à 38 ce qu'il vendait 100 en 1914, et il paie aujourd'hui 125 ce qu'il payait 100 en 1914. Il y a un déséquilibre.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** intervient à ce sujet.

**M. Fisher (Huntingdon):** Les cultivateurs ne peuvent fonder des caisses paroissiales, des banques, quand ils n'ont pas d'argent. Il doit y avoir une politique agricole pour permettre d'emprunter de l'argent à long terme avec des taux d'intérêt raisonnables. Il y a urgent besoin d'un crédit agricole. Le ministre (l'honorable M. Godbout) a dit qu'un tel plan n'était pas approprié.

Il (M. Fisher) reproche au ministre de l'Agriculture de n'avoir écouté ni les cultivateurs, ni les députés de la gauche, ni certains députés de la droite qui ne cessent de réclamer un crédit agricole. La Commission fédérale et provinciale du prêt agricole est un fiasco.

Il rappelle certaines résolutions votées par l'Union catholique des cultivateurs pour demander au gouvernement d'y donner suite et de créer, le plus tôt possible, un organisme du prêt agricole, afin de sauver un grand nombre de cultivateurs. Le crédit agricole est un échec complet, et la colonisation ne donne pas les résultats pour laquelle elle a été mise de l'avant: le retour à la terre de milliers d'ex-cultivateurs et de leurs fils qui, en raison de la crise, se sont retrouvés en ville. De plus, les colons que l'on envoie sur les terres neuves sont mal traités.

Le gouvernement veut s'occuper des jeunes gens sortant de prison. C'est un cercle vicieux. Ces jeunes gens sont les fils de l'oisiveté, mère des vices. Incapables de gagner leur vie, ils ont recours à des expédients, au crime. La politique du gouvernement est cause du nombre toujours croissant des criminels, par suite de quoi c'est tourner dans un cercle vicieux que de les vouloir aider quand ils sont libérés. Pourquoi ne pas fonder des fermes pour jeunes gens et les empêcher de passer par la prison pour aller sur ces fermes? Le gouvernement devrait prévenir les écarts de ces jeunes en leur donnant du travail sur les fermes délaissées. Il devrait voir plutôt au rétablissement des fils de cultivateurs sur des terres qu'à celui des criminels sur des fermes-écoles.

L'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. David) mérite d'être félicité pour le beau travail qu'il a fait et qu'il fait toujours en vue de développer une génération forte et de l'éduquer selon des standards élevés. L'hygiène et l'éducation sont en progrès. C'est pourquoi il est désolant de voir ces jeunes gens, particulièrement ceux de la classe agricole, incapables de s'établir, faute de capital. Il fait remarquer que plusieurs jeunes gens sortant de l'école se retrouvent devant rien et il presse pour

qu'on place les fils de cultivateurs sur des fermes vacantes dans les vieux districts colonisés.

Il (M. Fisher) parle en faveur de l'électrification rurale pour favoriser la petite industrie, et reproche au gouvernement de ne pas l'avoir encouragée. Il reproche au gouvernement de Québec d'avoir laissé les industries étrangères s'établir dans Ontario plutôt que dans Québec, parce que les prix de l'énergie électrique sont trop élevés chez nous. Il accuse le gouvernement de ne pas coopérer avec le gouvernement du dominion pour faire en sorte que l'activité industrielle reprenne dans la province.

Il retourne à l'agriculture et demande au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) de donner plus de pouvoirs à la Commission d'industrie laitière qui n'a pu aider jusqu'à aujourd'hui. Il le félicite tout de même d'avoir créé cette Commission. La loi de l'industrie laitière de l'an dernier a raté son objectif principal qui était d'assurer au producteur un juste prix pour son lait. Depuis que la loi est en vigueur, dit-il, le producteur est plus mal rétribué que jamais. J'ai eu de nombreuses occasions de discuter la question de la part de mes électeurs avec des distributeurs et des marchands de lait.

Mes électeurs m'avaient dit qu'ils étaient purement et simplement volés. Après enquête, je crois qu'ils le sont. Sans une seule exception, les distributeurs se moquent de la Commission et crient partout que son autorité est nulle. Il faudrait donner à la Commission le pouvoir nécessaire pour protéger le producteur contre les abus et les empiètements des distributeurs.

Le ministre conviendra que l'opposition n'a pas été la seule à demander la fixation des prix du lait. Plusieurs députés libéraux de cette Chambre ont également insisté auprès du ministre pour qu'il place dans la loi une clause à cet effet. Le ministre ne les a pas plus écoutés qu'il ne nous a écoutés nous-mêmes. La conséquence c'est que les producteurs ont dû donner leur lait presque pour rien et consentir à se laisser voler pendant une autre année.

Il en coûte cher pour établir et faire fonctionner une laiterie moderne. L'entretien des bestiaux est également dispendieux. En ces dernières années, le prix du lait en hiver dépendait du prix du beurre. Or, le beurre se vend 50 % plus cher que l'été dernier et le prix du lait n'a pas augmenté. Dans l'État de New York, où le gouvernement a établi un bureau de contrôle du lait, les expéditeurs dans un rayon de 300 milles de New York ont reçu, en décembre 1933, \$1.86 par 100 livres de lait, 3 % en comparaison de \$1 reçu par les expéditeurs canadiens dans un rayon de 40 milles de Montréal. Cependant, le prix du

beurre à New York, dans le même mois de décembre, était de 19 et 20 sous, en gros, tandis qu'à Montréal il était de 25 et 26 sous.

Nous espérons que l'honorable ministre de l'Agriculture amendera la loi de l'industrie laitière pour donner à la Commission l'autorité suffisante pour protéger les producteurs contre les abus et les empiétements des distributeurs.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** (Applaudissements à droite) M. l'Orateur, il me fait plaisir de féliciter l'honorable député de Huntingdon (M. Fisher) de ses débuts comme critique financier de l'opposition et de l'effort qu'il a fourni. Nous avons l'habitude depuis 20 ans d'entendre l'honorable député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), mais son successeur s'est bien acquitté de sa tâche. Je le lui dis en toute franchise, bien que je ne partage pas ses opinions sur le budget et sur le discours de mon collègue l'honorable trésorier (l'honorable M. Stockwell). Je tiens à faire observer combien clair était l'exposé de la situation financière, tel que présenté par le trésorier. Je suis heureux qu'il ait prêché, dans les circonstances, l'optimisme et la confiance. Ce sont deux stimulants plus nécessaires que jamais au peuple.

Mon honorable ami (M. Fisher) a commencé par un éloge de l'honorable chef de l'opposition (M. Duplessis). Je le félicite de la confiance que ses partisans lui ont manifestée à Sherbrooke. Nous connaissons les belles qualités de notre honorable collègue de Trois-Rivières. Nous apprécions ses talents, sa courtoisie, son ambition de bien servir sa province. Nous nous réjouissons de son succès et de sa nomination comme chef du Parti conservateur, et nous lui faisons nos meilleurs vœux comme chef de l'opposition et souhaitons qu'il reste longtemps à ce poste.

L'honorable député de Huntingdon s'étonne de l'augmentation des dettes des municipalités et des corporations scolaires. Il est vrai qu'il y a eu une augmentation considérable des dettes municipales. Mais le député oublie que l'actif des municipalités a aussi augmenté, car elles ont fait des travaux de voirie et d'autres. Des systèmes d'aqueduc et des trottoirs furent construits, des égouts installés et des travaux similaires furent entrepris au bénéfice des écoles. Quelle transformation il y a eu dans nos municipalités en quelques années!

Dans les 15 dernières années, combien d'écoles furent construites dans les campagnes, villages et villes? Chose certaine, l'augmentation de

l'actif des corporations scolaires a égalé l'augmentation de leurs dettes. En fait, l'actif de nos corporations scolaires est monté de \$58,000,000 en 1919 à \$100,000,000 en 1933, et leur passif de \$40,000,000 en 1919 à \$70,000,000 en 1930.

L'honorable député de Huntingdon a parlé du ministre des Affaires municipales en termes bien peu justes. Il a critiqué la création d'une Commission municipale, qui pourtant a rendu de grands services, dont la réduction des emprunts des municipalités pendant une des périodes les plus critiques de l'histoire de Québec, et que les chiffres suivants établissent: 1930-1931, emprunts municipaux, \$61,824,000; 1931-1932, \$47,600,000; 1932-1933, \$32,490,000. Ceci, en raison du contrôle et de la supervision exercés par le département.

Mon honorable ami (M. Fisher) nous a dit, et j'en doute très fortement, que les hommes d'affaires étaient inquiets des révélations contenues dans l'exposé budgétaire. Au contraire, ils sont satisfaits que le gouvernement ait fait de son mieux dans les circonstances. Les journaux ont généralement endossé ce point de vue et les hommes d'affaires de la communauté ont bien reçu le discours du budget. Le discours de l'honorable trésorier est rempli de confiance et d'optimisme. Je suis d'opinion que la politique du gouvernement est éminemment justifiée par les circonstances, surtout à cause du fait que l'on réussit avec ou sans dépression à maintenir parfaitement l'efficacité de tous nos grands services sociaux.

Il ne faut pas oublier non plus que nous n'avons pas à subir de nouveaux impôts, et que l'excellent crédit de la province est demeuré intact, ce que l'on ne peut prétendre de bien des pays, à l'heure actuelle et de la majorité des provinces du dominion. On doit constater, pour être juste envers le gouvernement, que le trésorier veut équilibrer le budget, non avec de nouvelles taxes, mais en réduisant les dépenses, ce qui est le bon sens même. C'est la seule chose à faire.

M. l'Orateur, au mois d'août 1931, les électeurs de cette province ont confié au gouvernement Taschereau un mandat lourd de difficultés et de responsabilités. Il a convenu de maintenir tous les services, d'exercer une économie stricte, tout en n'imposant pas de nouvelles charges fiscales à la population. Ce mandat a été respecté. La dépression économique se poursuivait déjà depuis deux ans et plus. L'une après l'autre, les diverses classes de la société se sentaient atteintes, souvent très profondément. Des centres d'activités industrielles ou commerciales jusque-là prospères se voyaient acculés à la banqueroute.

Au-dessus du marasme général, demeuraient, grandissaient les exigences de l'administration publique. La nécessité de maintenir coûte que coûte nos services publics était indiscutable. Comment fallait-il procéder? Dépenser sans compter au risque de nuire au bon crédit de la province, au risque peut-être de le détruire? Ou arrêter subitement toute dépense pour éviter les déficits?

Sage, le gouvernement Taschereau a fait face à ces difficultés en adoptant une politique de juste milieu. Il a su à la fois maintenir nos services sociaux et sauvegarder nos finances et le crédit de la province. Les *Comptes publics* montrent que tout ce qui pouvait être dépensé le fut dans des domaines comme la colonisation, l'agriculture, les routes, l'éducation, l'hygiène, l'assistance publique et l'aide aux chômeurs. En 1931 et en 1933, nos revenus ont diminué de \$10,000,000. Les dépenses, pendant la même période, n'ont pu être diminuées que d'un peu plus de \$3,000,000. Le déficit était de \$7,000,000. Pour la prochaine année fiscale, elles seront réduites de \$8,300,000; cependant, nous continuons le paiement des transferts à ceux qui y ont droit.

Mais je refuse de me lancer dans la prophétie pour dire quels seront les revenus et, conséquemment, le déficit à la fin de cette année financière. Voulez-vous me permettre de m'arrêter un instant sur les efforts multiples accomplis depuis juillet 1931? Dans tous les domaines ils sont nombreux, en dépit de la dépression économique toujours grandissante.

Malgré la diminution des revenus, le gouvernement a versé, par un effort qu'il faut admirer, \$4,764,124.24 en 1931-1932 et \$5,154,325.30 en 1932 pour les hôpitaux, les indigents, les malades pauvres, les orphelins. Nous devons prendre soin d'eux. On notera que, l'an dernier, l'augmentation de dépenses pour ces fins, que l'on ne peut critiquer, est de \$390,201.06. Aux services d'hygiène, établis pour le bien commun de la population et dont l'utilité, voire la nécessité est assurément incontestable, le gouvernement a donné au cours de ces deux dernières années \$1,595,403.55, soit \$788,207 en 1931-1932 et \$807,196 en 1932-1933. C'est-à-dire que la contribution totale de la province pour l'assistance publique et pour l'hygiène, a été, du 1<sup>er</sup> juillet 1931 au 1<sup>er</sup> mai 1933, de \$11,513,853.19.

Tout en prenant soin des malades, des pauvres et de la santé publique, le secrétaire provincial (l'honorable M. David) n'a pas négligé l'éducation. Qu'il y ait crise ou non, les maisons d'écoles se sont multipliées dans les campagnes, on est venu en aide aux commissions scolaires rurales.

Durant les deux années fiscales se terminant le 30 juin 1933, le ministère de mon collègue l'honorable secrétaire provincial a pourvu à la construction et la réparation de 785 maisons d'écoles dans les campagnes, et d'autres ont été agrandies.

Il a accordé aux municipalités scolaires intéressées des subventions au montant de \$1,417,780.34. Les écoles d'agriculture, d'enseignement ménager, les écoles où l'on donne des cours du soir, les écoles secondaires ou d'enseignement supérieur, les écoles normales, toutes ces institutions ont été largement subventionnées. Les écoles pour les arriérés mentaux et pour les sourds-muets ont reçu \$101,200 et les écoles techniques, \$701,875.84. En somme, pour l'instruction publique, le gouvernement a versé \$8,439,531.94 au cours de ces deux dernières années.

Le représentant de Huntingdon (M. Fisher) a affirmé qu'on a passé l'ébranchoir sur les crédits à l'agriculture. En fait, des transferts de toutes sortes furent maintenus et augmentés dans plusieurs cas. Mais il faut rappeler que l'augmentation dans ce secteur fut soutenue année après année, pendant une période considérable, et que quelques coupures devaient être faites. Pour encourager l'agriculture pendant la même période, on a dépensé \$7,525,553 dans ces deux années; en 1931-1932, \$3,630,123; en 1932-1933, \$3,895,430, ce qui représente une augmentation de \$265,307 de plus que l'année précédente. Si l'on jette un regard en arrière jusqu'à 1928, on constate que le gouvernement a dépensé chaque année davantage pour l'agriculture et pour aider nos cultivateurs.

Durant l'année fiscale 1929-1930, alors que les recettes de la province ont été le plus élevées, l'agriculture a reçu \$2,397,367. Parce que nos cultivateurs avaient de plus en plus besoin d'aide, malgré la crise, le gouvernement leur a donné, en 1932-1933, \$3,895,430, soit une augmentation de \$1,498,063 de plus qu'en l'année prospère déjà mentionnée. De même, loin de négliger la colonisation, à cette œuvre le cabinet provincial a consacré \$2,350,772, en 1929, et \$3,459,640 en 1932-1933, soit \$1,108,868 de plus. Des milliers de familles sont retournées sur les terres, ce qu'elles n'auraient pu faire sans l'appui financier du gouvernement. Mon collègue, l'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable M. Laferté) dira à cette Chambre l'effort considérable accompli par son département durant la crise.

La baisse incessante des revenus a obligé le gouvernement à diminuer les dépenses de la voirie et des travaux publics, mais il s'en fait encore et de

nombreux. C'est pour cela qu'alors que les travaux publics ont coûté \$1,843,116.59 en 1929-1930, ils n'ont coûté que \$1,429,919.47 en 1932-1933. Il faut noter, cependant, que du 1<sup>er</sup> juillet 1931 au 30 juin 1933, le ministère des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur) a construit 73 ponts, et 25 autres sont en cours de construction.

La voirie a coûté \$11,345,168.10 en 1929-1930, mais en 1932-1933 il a fallu réduire les crédits affectés à cette importante partie de l'administration, et l'on n'a dépensé que \$6,364,375.90, soit \$4,980,792.20 de moins que l'année 1929-1930. Il reste qu'à ce service le gouvernement a conservé toute son efficacité et que l'on a ajouté au réseau routier, et des efforts ont été poursuivis pour publiciser la province dans d'autres provinces et pays.

Pour venir en aide aux chômeurs, la province a consenti des déboursés s'élevant à \$14,183,366.72. Mon ami de Huntingdon affirme que nous n'avons pas dépensé pour les routes tout ce que nous avons perçu des automobilistes. C'est exact et juste en ce moment. N'oublions pas que, pendant plusieurs années, les revenus que nous soutirions des automobilistes étaient beaucoup moins élevés que ce que nous dépensions sur les routes.

Maintenant, la balance est de l'autre côté. En aides de toutes sortes à toutes les classes de la société, dans tous les domaines, le gouvernement a dépensé au cours de ces trois dernières années pas moins de \$116,244,371.12. Voilà quelques chiffres qui démontrent les efforts accomplis pour maintenir nos grands services publics, tout en aidant la population.

M. l'Orateur, je veux dire ce que nous avons fait à la voirie et aux mines. Mais tout d'abord je dois répondre à des critiques également injustifiées que l'on entend chez nos adversaires. Les clubs automobiles et les journaux nous disent que le département de la Voirie ne va pas assez vite, qu'il ne procède pas assez rapidement à l'élargissement, au redressement et au pavage permanent de nos grand-routes, qu'il ne dépense pas assez d'argent. L'autre critique est une des plus contraires aux intérêts les meilleurs de cette province: elle consiste à essayer de soulever notre population rurale en répétant que les sommes dépensées pour améliorer notre voirie ne servent qu'aux touristes et aux automobilistes des villes.

Les critiques du gouvernement, dont un journal, ajoutent qu'il aurait mieux valu donner ces sommes aux cultivateurs. Cet étrange argument, on l'a entendu l'automne dernier dans le comté de

Wolfe. On a dit aux cultivateurs que les millions dépensés pour les routes profitaient aux automobilistes, aux touristes américains, aux habitants de la ville et non aux cultivateurs. Est-il assertion plus erronée, plus contraire aux saines idées de l'économie politique?

La route fut toujours et elle demeure le premier élément de la prospérité, la première condition à réaliser, si l'on veut assurer le bien-être d'une population, qu'elle soit dans les cités, les villages ou les régions agricoles. Par la création des grand-routes, on facilite les échanges, on développe le commerce et l'industrie.

En définitive, on améliore les relations entre les humains et l'on accroît ainsi l'aisance des populations. Le réseau routier a entraîné le trafic touristique, d'une importance capitale dans tout le Canada, qui devrait être augmenté chaque année de toutes les manières possibles.

Dénoncer les visiteurs de notre province, qu'ils viennent des États-Unis ou des autres pays, c'est de la pure démagogie. Le tourisme, sagement contrôlé, est pour nous une source importante de richesse. Et pourquoi essayer de soulever la population de nos campagnes contre un progrès nécessaire? N'en est-elle pas la première à en bénéficier? Pourquoi prétendre que la voirie écrase l'agriculture?

Qui ne sait qu'en 1912, quand Sir Lomer Gouin inaugura sa politique de bons chemins, il y avait très peu d'automobiles ici, et il n'y avait pas d'industrie touristique? Il l'a fait pour aider les cultivateurs, c'était en vue de leur procurer des moyens faciles de communication, pour leur permettre de transporter leurs produits et d'en disposer plus aisément, pour aller à l'église, à l'école, pour avoir une meilleure vie sociale. Nous marchons sur ses traces.

Ce ne fut que plus tard qu'on découvrit qu'en plus de ces bénéfices, il était possible de créer une industrie touristique. Le premier ministre de la Voirie fut le ministre de l'Agriculture d'alors, l'honorable J.-É. Caron, toujours profondément regretté et qui a trouvé des successeurs dignes de lui, tels M. Perron et le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout).

Ce n'était pas à la demande des automobilistes pas plus que de l'industrie touristique que Sir Lomer Gouin prenait cette initiative; il ne pouvait être question de faciliter la circulation des automobiles, puisqu'il n'y en avait que trois dans toute la province, deux à Montréal et une à Québec. Il voulait tout simplement donner à l'agriculture un

instrument de progrès dont elle avait un urgent besoin. Les routes, à cette époque, étaient cahoteuses, boueuses, impassables, inutilisables dix mois de l'année. Le cultivateur était isolé sur sa ferme. Les marchés étaient inaccessibles ou presque. L'amélioration continue de la voirie a changé tout cela.

Aujourd'hui, les bons chemins couvrent la province entière. Le cultivateur n'est plus isolé sur sa ferme comme autrefois. Ses camions roulent sur nos routes et apportent rapidement au marché des produits plus frais. Les communications, faciles, sont aussi très rapides. À mesure que le besoin s'est fait sentir, le gouvernement a amélioré encore ces routes, employant les cultivateurs à des travaux qui leur permettaient de gagner quelques sous pendant la morte-saison. Et vraiment, à qui fera-t-on croire que la voirie a nui à l'agriculture?

Du reste, qui donc ignore que le cultivateur est anxieux de voir se compléter l'amélioration des chemins ruraux secondaires? J'habite la campagne et je sais ce qui s'y passe. J'affirme que, si nous n'avions pas dépensé de l'argent pour les bons chemins en 1920, 1921 et 1922, un grand nombre de cultivateurs auraient été obligés d'abandonner l'agriculture. Ces critiques mal venues devraient maintenant cesser, comme bien d'autres que les oppositionnistes répètent toujours, au risque de paraître ridicules.

Nous n'avons pas construit seulement des grand-routes comme tant d'autres provinces. Nous devons choisir entre deux politiques d'amélioration des routes qui s'offraient au gouvernement en 1912. Nous pouvions construire quelques grandes artères, les élargir, les redresser, les paver tout de suite et, avec l'argent ainsi dépensé, nous aurions environ 2,000 à 3,000 milles de chemins améliorés. Nous avons choisi l'autre moyen: améliorer la chaussée existante à un moindre coût, couvrir la province d'un bon réseau de routes, afin que chacun en bénéficie et que nos municipalités rurales soient reliées les unes aux autres et aux cités et villes. Nous avons cru devoir opter pour cette dernière alternative. Grâce à la politique que nous avons adoptée, il y a dans la province de Québec aujourd'hui 16,292 milles de routes améliorées.

En 1929, nous avons commencé le réaménagement de quelques-unes de nos grandes voies de communication. Nous avons élargi, redressé, pavé, afin que nos chemins rencontrent les exigences modernes et soient dignes du progrès et du développement phénoménal de l'automobile et du camion. C'est ce qui se fait dans de grands pays.

Et qui donc a gagné l'argent dépensé à ces fins? Nous avons nui à l'agriculture? Mais n'est-il pas vrai que nous sommes allés au secours des cultivateurs et que nombre d'entre eux auraient abandonné leurs fermes, n'auraient pu résister à la dépression dont nous souffrons depuis 1929, si nous ne les avions pas employés aux travaux sur les routes?

En pleine crise, afin de venir en aide à la classe agricole, nous avons amélioré, gravelé 2,640 milles de routes rurales. Nuire à l'agriculture? Mais qui ne se rappelle la charge énorme que nous avons enlevée aux municipalités qui n'ont plus à payer la dette de la voirie? En 1933, nous avons entretenu 15,174 milles, soit 3,224 milles de plus qu'en 1930. Franchement, avons-nous nui à l'agriculture quand nous avons remis aux municipalités les \$600,000 qu'elles devaient payer en intérêts pour la voirie chaque année, ce qui représentait une dette de \$17,000,000? C'est à la demande des cultivateurs, des citoyens des municipalités rurales que nous avons fait ce cadeau. La voirie aide tellement les cultivateurs que jamais les crédits votés à mon ministère ne peuvent répondre à toutes les demandes.

J'ai confiance cependant que, les revenus de la province augmentant, nous pourrions davantage améliorer les chemins ruraux. À ceux qui critiquent le coût des chemins, je fais observer que la construction s'élève seulement à \$5,000 du mille. Si, à la construction, on ajoute les réparations et améliorations diverses, le coût de nos bons chemins revient à \$9,600 le mille.

Que l'on me cite une province qui ait construit ses routes à aussi bon marché! Il n'y en a pas. C'est le coût le meilleur marché de toutes les provinces du dominion. Nous avons fait une belle publicité aux États-Unis pour les routes de la province de Québec et en trois ans les touristes ont apporté dans notre province une somme de \$125,000,000.

(Applaudissements)

La voirie a aussi contribué à atténuer le chômage, et dans des proportions appréciables.

À la fin de 1930, le réseau des grand-routes était de 5,393 milles. Il est maintenant de 5,824 milles. En trois ans donc, on a ajouté 431 milles au réseau, pour desservir de nouvelles régions. Il ne reste que 87 milles à améliorer dans les routes de la voirie. En 1933, le ministère a amélioré 15,174 milles, soit 3,224 de plus qu'en 1930. Cet entretien a couvert 1,394 municipalités. Et, depuis 1929, on a supprimé 1,669 courbes et autres endroits dangereux. On compte aussi, depuis la même année, 48 passages à niveau de moins.



Les progrès du transport par autos et camions forcent les provinces et les pays à faire un nouvel aménagement des routes. Le travail de redressement et d'élargissement a été commencé en 1929 et, en 1930, il a fallu modifier les devis des travaux. La construction de la nouvelle route moderne coûte beaucoup plus cher. Il faut des fondations plus solides, une plus grande largeur, des alignements droits, et procéder au drainage du sous-sol. Il faut des revêtements larges, unis, résistants, imperméables, antidérapants. Et, en cela, nos routes se comparent très avantageusement à celles des États-Unis et de l'Ontario. Quand l'Ontario a inauguré sa politique de voirie, elle a fixé la largeur de ses chemins à 66 pieds.

Elle n'a pas eu besoin d'exproprier, quand il s'agissait de routes neuves. Dans Québec, les routes étaient déjà tracées et la largeur légale des chemins fut fixée à 26 et à 36 pieds. Nous allons maintenant élargir nos routes d'après les standards établis l'an dernier. Toutefois, nous n'avons pas l'intention d'élargir les routes dans les villages, parce que les expropriations coûteraient trop cher. Il est évident que l'Ontario n'a qu'à améliorer les routes existantes, tandis qu'il nous faut souvent les refaire totalement pour qu'elles soient de première classe. On peut être certains que les travaux sont entrepris sans rien changer à la note caractéristique de Québec.

Cette politique n'est pas particulière à la province de Québec. En France, on a commencé le réaménagement de la voirie. Nous avons déjà élargi 18 grandes routes et nous avons fait 465 milles de revêtement permanent. Cela coûte cher. Nous avons à lutter, non seulement contre les difficultés matérielles, mais contre le climat. Les travaux se continueront selon que le permettront les finances de la province.

Ce qui s'impose le plus à l'heure actuelle, et cela me rappelle une promesse de M. Bennett, c'est l'amélioration de notre route Trans-Canada, et spécialement entre Québec et Montréal.

Le progrès de la voirie a créé une nouvelle industrie que l'on ne peut trop développer: c'est le tourisme. Aujourd'hui, cette industrie apporte des revenus additionnels de plusieurs millions de dollars chaque jour aux cultivateurs, aux hôteliers et aux marchands. Cette industrie, suivant un estimé conservateur, a laissé dans Québec \$125,000,000 au cours de ces trois dernières années, en raison d'une vaste campagne publicitaire, et amène dans Québec au-delà de \$40,000,000 par année. Il n'y a eu diminution que de 20 % du tourisme, quand on appréhendait 40 %, la raison étant que la province a

fait de la bonne publicité et a bien tenu son bout, en dépit de la fin de la prohibition et de la Conférence de Chicago.

Il énumère les entreprises de publicité de toutes sortes du ministère de la Voirie pour attirer les touristes. Voilà ce qui a été fait en temps de crise. À qui est-on venu en aide ici? Avec un budget diminué à la Voirie, nos officiers ont redoublé de zèle et d'énergie. Nous conservons le capital investi dans nos chemins. Nous assurerons l'efficacité de ce service et nous continuerons à voir à son amélioration et à son progrès.

M. l'Orateur, les signes d'amélioration mentionnés par l'honorable trésorier sont remarquables dans l'industrie des mines. La valeur de la production minérale, qui avait atteint, en 1929, \$46,500,000, est tombée en 1932 à \$24,500,000. C'est que la demande pour les matériaux de construction fut très faible. Cette baisse considérable est attribuable à une diminution accentuée dans les prix et les quantités des achats de métaux et de minéraux industriels.

Il faut aussi mentionner un arrêt presque complet dans l'exploitation de nos carrières. La production des six derniers mois de 1933 a été plus élevée, cependant, que celle du premier semestre. Depuis la fin du printemps dernier, la situation s'améliore lentement, il est vrai, mais très sûrement. La production a augmenté dans plusieurs régions, alors que la prospection est plus active que jamais, particulièrement en Abitibi et au Témiscamingue.

Au cours des dernières années, la production des métaux a fait un pas considérable. En 1925, la valeur de cette production n'était que de \$1,000,000. Sept ans plus tard, en 1932, elle s'élevait à \$13,000,000. C'est aux régions de l'Abitibi et du Témiscamingue que nous devons cette augmentation. Elle place Québec au deuxième rang parmi les provinces du Canada pour la production de l'or et du cuivre.

En 1933, notre production d'or a été de \$11,000,000 (fonds canadiens). Depuis deux ans, nos prospecteurs ont concentré leurs recherches sur les gisements aurifères. Il faut dire qu'ils ont eu beaucoup de succès. Les nouvelles découvertes se multiplient. Chaque jour, ou presque, des camps miniers nouveaux s'ouvrent en plusieurs endroits. Ces \$11,000,000 d'or proviennent de neuf mines, dont six ne sont en opération que depuis quelques mois.

Tous ceux qui connaissent les conditions géologiques de l'Abitibi prédisent que cette région aura bientôt des camps miniers importants, en grand

nombre. Sans aucun doute, 1934 verra la mise en opération de nouvelles mines. La prospection est on ne peut plus active. En 1932-1933, nous avons émis 3,178 certificats de prospecteurs, et avons enregistré 11,311 claims<sup>6</sup> miniers. Nous avons concédé 2,579 acres de terrains miniers. Des travaux se poursuivent aussi à Chibougamau et à Opémisca.

La situation de l'amiante québécoise s'améliore depuis plusieurs mois. Les expéditions étaient de 8,168 tonnes en avril dernier. En novembre, elles étaient de 20,463 tonnes. Il y a eu, certes, amélioration très sensible, la plus considérable depuis 1930 dans notre production mensuelle. Je dois vous dire que notre amiante rencontre une forte concurrence de la part des mines de la Rhodésie et la Russie. La lutte est engagée entre trois groupes d'exploitants, les Russes, les Anglais et les Canadiens. Et elle est vive.

Pour contrebalancer l'influence des concurrents et si nous voulons revoir nos mines donner leur plein rendement, il faut que nos producteurs comprennent qu'il va de leur succès d'améliorer leur production, d'extraire le minerai par des procédés plus modernes et moins coûteux à l'aide de machines extractives supérieures, d'abaisser le prix de revient, et surtout d'apprendre à coopérer davantage entre eux pour la vente et la mise en marché, dans la mesure du possible. Autrement, ils pourraient devoir faire face à de grandes difficultés dans l'avenir.

Puis-je ajouter que le ministère des Mines n'a rien négligé pour aider au progrès de cette industrie?

Depuis 1928, il fait donner des cours aux prospecteurs, il fait une abondante distribution de collections de minéraux, accompagnées de manuels qui décrivent ces minéraux. Depuis 20 ans, les laboratoires d'analyse de nos écoles polytechniques sont bien outillés. À Québec et dans les principaux centres miniers, nous avons des laboratoires d'essais modernes. Nous procurons à tous ceux que cette industrie intéresse les renseignements et l'appui désirés. Nous encourageons les travaux géologiques que nous avons organisés en 1929. En 1933, nous avons envoyé 10 explorations de géologues<sup>7</sup>. Nous avons construit 291 milles de chemins de mines pour les prospecteurs au coût de \$2,090,000.

M. l'Orateur, l'honorable trésorier a souligné avec raison le courage qui a animé le peuple de cette province durant les sombres années de la dépression. On ne dira jamais trop combien notre population est stable, courageuse, respectueuse de l'ordre et de la loi; elle a confiance dans sa force, dans son énergie et dans son travail. Et c'est avec beaucoup de fierté

que nous pouvons affirmer qu'elle fut un exemple aux autres provinces de la Confédération.

Québec n'a jamais cessé d'être un facteur d'ordre, d'énergie, d'optimisme au Canada pendant la crise. C'est l'assise, la base la plus solide de la Confédération canadienne. Aux diverses conférences auxquelles j'ai eu l'honneur d'assister depuis la dernière session, il m'a été donné d'entendre l'éloge de Québec par des voix autorisées, souvent par des adversaires politiques acharnés.

Quant à nous, législateurs, nous devons continuer notre travail, afin de maintenir d'équitables relations entre les individus, de diminuer les hasards et les risques qui se dressent devant toute vie humaine, d'aider au bonheur de chaque citoyen en lui apportant les moyens de gagner un minimum de bien-être et la possibilité d'orienter son existence vers des destinées meilleures.

(Applaudissements)

Une source de force et de courage à l'heure présente, c'est la conviction que la tristesse des heures et des jours que nous vivons s'amoindrira et que nos efforts, quels qu'ils soient, serviront à quelqu'un et à quelque chose. Permettez-moi de terminer, à ce sujet, par un mot de lord Morley<sup>8</sup>. Cet homme d'État, dont s'enorgueillit l'Angleterre, venait d'acheter une villa. La montrant un jour à l'un de ses amis, celui-ci lui dit: "Rien me manque à cet horizon, et vous avez ici une vue complète." "Non", reprit lord Morley, "il y manque une montagne." "Et pourquoi, une montagne?" demanda l'ami. Lord Morley répondit: "Parce que derrière une montagne, il y a l'espérance." Parole profonde et qui révèle cette vérité que les malaises sont faciles à porter, les obstacles aisés à surmonter lorsque, derrière eux, demeure l'espoir, l'espoir que l'énergie dépensée n'est pas vaine, que les épreuves, les sacrifices, les efforts généreusement consentis aideront, en définitive, des concitoyens à retrouver une voie d'apaisement, à poursuivre une existence plus sereine, parce que moins dénuée de biens indispensables à la félicité de familles et, par suite, à la paix sociale.

(Longs applaudissements)

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer l'ajournement du débat.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oh! Non. Continuez le débat. L'adoption de la motion sur le budget presse, et il vaut mieux continuer sans délai. Nous allons siéger ce soir. Nous ne pouvons pas ajourner le débat tous les jours, après chaque discours. Je propose de suspendre immédiatement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le refus du premier ministre dénote un manque de courtoisie. M. l'Orateur, je ne vois pas pourquoi le gouvernement nous refuserait l'ajournement du débat; le débat sur le budget peut être ajourné à demain sans problème. Nous discutons le budget de l'avenir, et je crois que le premier ministre devrait se rendre à la demande du député de Verdun (M. Lafleur), qui n'est pas inhabituelle. L'opposition a tout fait pour montrer sa bonne volonté. Il n'est que juste qu'elle ait le droit de préparer sa réponse sur un sujet tel que le budget. Elle a procédé avec diligence, passant au travers du débat sur le discours du trône rapidement. Nous avons droit à cet ajournement.

Il y a sur l'ordre du jour un grand nombre de projets de loi que nous pouvons étudier. Il y a au *Feuilleton* un bill pour rétablir en faveur de l'accidenté du travail le droit de choisir son médecin, droit qui lui a été enlevé l'an dernier; il y a aussi un bill pour rétablir l'allocation temporaire à l'ouvrier accidenté, telle qu'elle était avant l'amendement de l'année dernière; un bill pour prolonger à 18 ans la limite allouée pour l'allocation aux enfants d'un ouvrier accidenté.

Pourquoi le gouvernement nous refuserait-il d'ajourner ce débat?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous ne voulons pas manquer de courtoisie à l'opposition. Le député de Huntingdon (M. Fisher) a été autorisé à ajourner le débat, mais il n'est pas nécessaire de le faire après chaque discours. Le débat sur le budget est important. L'opposition nous a l'autre jour reproché de finir nos séances trop tôt. Maintenant que nous sommes disposés et anxieux de procéder, c'est l'opposition qui refuse d'aller de l'avant. Nous devons procéder pour terminer le débat sur le budget, afin de ne pas retarder inutilement la session. Nous voulons disposer du budget, afin de considérer le plus tôt possible l'importante législation du gouvernement et commencer l'étude et le vote des crédits. Le discours du budget a été prononcé jeudi dernier, il y a donc presque une semaine, et tous devraient maintenant être prêts à le commenter. Je suis convaincu que l'honorable député de Verdun est prêt à parler. Nous allons siéger ce soir et demain soir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si c'était le député de Hull (M. Guertin) qui vous le demandait, vous l'accorderiez!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Et vous le refuseriez! (Rires)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** discute avec le premier ministre et l'Orateur de sa position face à la question. Nous avons entendu, dit-il, deux discours considérables cet après-midi, et l'honorable premier ministre devrait permettre à l'honorable député de Montréal-Verdun d'ajourner le débat jusqu'à demain. Je ne vois pas pourquoi il est si récalcitrant. Il (M. Sauvé) épluche l'ordre du jour pour prouver qu'il y a de la législation importante à considérer...

**L'honorable M. David (Terrebonne)** finit abruptement son énumération.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** rappelle le député des Deux-Montagnes à l'ordre.

**M. l'Orateur:** Six heures!

À 5 h 20, la Chambre suspend ses travaux.

#### Reprise de la séance à 8 h 30

##### Institut des Sœurs de Notre-Dame-de-Mont-Laurier

**M. Lortie (Labelle)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 constituant en corporation "l'Institut des Sœurs de Notre-Dame-de-Mont-Laurier" soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### The Trafalgar Institute

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 changeant le nom de The Trafalgar Institute soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### Subsides

La Chambre reprend le débat sur la motion, qui était en discussion à 6 heures du soir, ce jour: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

**M. Élie (Yamaska)<sup>9</sup>:** M. l'Orateur, au nom des cultivateurs de cette province, je tiens à remercier l'honorable chef de l'opposition

(M. Duplessis) d'avoir manifesté l'intérêt qu'il leur porte et reconnu leur rôle essentiel en choisissant l'un des leurs comme whip du Parti conservateur<sup>10</sup>. C'est un bel honneur pour les cultivateurs que je représente de ce côté de la Chambre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Très bien, très bien.

**M. Élie (Yamaska):** L'honorable député de Huntingdon (M. Fisher) a fait de notre chef un éloge auquel je suis heureux de souscrire.

Il (M. Élie) blâme le gouvernement pour ne pas avoir rencontré ses obligations envers les municipalités, ce qui constitue une des raisons de leur mauvaise situation. Dans le même ordre d'idées, dit-il, je signalerai les obligations assumées par les corporations municipales à cause de la politique de voirie du gouvernement.

Les automobiles détériorent les chemins des municipalités. Le gouvernement ne semble guère s'en soucier puisque, d'après la réponse donnée par le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) au député de Chambly (M. Béique), il ignore même ce que les municipalités paient pour l'entretien de leurs chemins. Il n'est pas cependant sans savoir que la taxe sur les automobiles a rapporté en 1932-1933, \$5,027,355.13 au gouvernement, la taxe sur la gasoline, \$4,919,522.20, que les municipalités n'ont pas eu un seul sou de ces \$10,000,000 et que la part du lion est demeurée intacte dans les griffes du lion. Le fardeau de la voirie a tellement été onéreux pour les municipalités que le gouvernement a dû, pour obtenir la part de contributions qu'il leur avait imposée, leur envoyer 233 lettres d'avocats et en poursuivre 107 pour un montant de \$889,178.47.

Tout le monde s'accorde à dire que l'agriculture, c'est notre industrie fondamentale, au point de vue national et religieux, social et économique, et pour la sauvegarde de nos institutions. Mais ce n'est pas tout de le dire. Il faut agir selon cette croyance. Lorsqu'elle souffre, conséquemment, toutes les autres activités économiques souffrent. Malheureusement, le gouvernement n'a pas compris l'importance de l'agriculture. Ses actes contredisent les pompeuses déclarations de ses ministres. La politique agricole est inapte à relever le statut du cultivateur de Québec.

Dans le discours du budget, on a admis que l'agriculture est en mauvais état. Et toute l'aide que le trésorier a donnée à la province a été de dire que la récolte du blé d'Inde et des patates a été plutôt bonne l'été dernier. C'est réjouissant, mais vous admettez

que ce n'est pas uniquement dû au gouvernement. La situation de l'agriculture dans la province n'est pas uniquement due à la crise mondiale. Avant la crise, la dépression était aussi accentuée qu'elle l'est actuellement chez les cultivateurs de la province. Toute l'attention du gouvernement s'est portée dans la province, pendant que l'agriculture périssait, à développer l'industrie hydroélectrique. En 1929, M. Perron<sup>11</sup> annonçait la faillite de notre agriculture. Ce n'est pas en coupant les subsides de ce ministère qu'on sortira l'agriculture du marasme dénoncé par feu l'honorable Perron.

Pour l'année fiscale écoulée entre le 1<sup>er</sup> juillet 1932 et le 30 juin 1933, le gouvernement, sur un total de \$37,864,797.56 n'a affecté que 10.29 % de son budget à l'agriculture et 9.14 % à la colonisation, tandis qu'il consacrait 16.81 % à la voirie et aux mines. D'après les prévisions budgétaires pour l'exercice finissant le 30 juin 1935, le gouvernement a l'intention de dépenser \$2,780,000 pour l'agriculture et \$1,804,000 pour la colonisation, soit la même somme que pour l'exercice précédent.

Pourquoi alors tant parler du retour à la terre comme remède à la crise si, en dénonçant les secours directs après les avoir préconisés, on n'augmente pas d'un sou les crédits à l'agriculture et de la colonisation? Pourquoi tant parler de colonisation, si on n'accorde pas de subsides additionnels? Mais on continue la construction du pont de l'île d'Orléans, après avoir édifié le boulevard Alexandre-Taschereau à \$236,312.00 le mille. La situation pénible du cultivateur est le résultat de la politique ministérielle. La province se doit d'aider les agriculteurs encore plus qu'elle le fait actuellement.

Au lieu d'avancer, on recule. Sur \$18,000,000 dépensés pour l'agriculture en 10 ans, \$13,000,000 sont passés en salaires. Le drainage devrait être poussé plus activement. L'électrification des campagnes a été négligée volontairement, afin de ne pas nuire aux grandes compagnies. Le gouvernement a favorisé le développement prématuré de l'énergie hydroélectrique et ceci a entraîné l'inondation de plusieurs paroisses. Rien n'a été fait pour protéger le consommateur d'électricité, lorsqu'on a donné des concessions aux compagnies. Bref, avec le peu d'octrois que l'on accorde, on ne fait que de la politiquerie dans le domaine agricole.

Dès avant la crise, nous avions la désertion des campagnes. La population rurale diminue pendant qu'il y a encombrement dans les villes où règne le chômage aigu. Les superficies ensemencées diminuent, de même que le rendement des récoltes, le nombre des animaux domestiques, la production

du beurre et du fromage. Il faut une politique de colonisation rationnelle.

L'industrie du bacon est mal organisée et nous ne pouvons fournir nos marchés. Si l'industrie du bacon avait été organisée dans notre province, elle aurait pu immédiatement bénéficier des accords commerciaux conclus à la Conférence économique impériale d'Ottawa. Qu'a fait le gouvernement depuis, même s'il était en retard, pour tirer le meilleur parti possible des avantages offerts aux cultivateurs par les traités conclus à Ottawa?

Le gouvernement favorise l'achat des produits chez nous, mais pourquoi n'a-t-il pas commencé plus tôt à prêcher l'exemple? C'est très bien, mais il est inutile de solliciter l'achat chez nous tant et aussi longtemps que nous n'aurons pas de produits à offrir aux acheteurs. Nous manquons de conserves alimentaires parce que le ministère de l'Agriculture s'est réveillé tardivement. Une politique progressive, qui aiderait le cultivateur non seulement à produire, mais à vendre ses produits avec profit, aurait pu établir dans nos campagnes des fabriques de conserves de produits tels que des pois, des fèves, des tomates et du maïs; et de petites industries - lait condensé, lait en poudre, cidreries, industries textiles, etc.

Bien qu'il y ait certaines améliorations, il est évident, qu'en trop grande abondance, la province consomme les conserves de l'Ontario ou d'ailleurs. La petite industrie ne reçoit pas assez d'aide du gouvernement et c'est pour cela que nous sommes obligés de nous approvisionner de conserves dans les autres provinces du pays. L'industrie laitière a été fondée dans la province par le Parti conservateur et, depuis ce temps-là, le gouvernement libéral n'a pas fait grand-chose pour aider les éleveurs.

Quant à la culture du lin, on fait une campagne. Campagne bien tardive, puisqu'en cinq ans, de 1928 à 1933, la province de Québec a importé des autres pays pour \$24,001,207 de lin de chanvre, jute et leurs produits, sans compter ce qu'elle a pu importer des autres provinces canadiennes. Or, en août 1933, le ministre de l'Agriculture annonçait l'arrivée parmi nous de M. Achille Parmentier, spécialiste belge dans la culture du lin, qui passera un an dans la province de Québec, pour y donner aux cultivateurs des leçons pratiques sur la culture et la production du lin.

M. Perron a dit: "Nous sommes nourris par l'étranger." Et c'est la même chose pour le lin, le chanvre, le jute et leurs produits. On fait quelque chose pour la culture du lin, mieux vaut tard que jamais. Mais le gouvernement n'est-il pas un peu lent dans ses initiatives agricoles?

On dit que le cultivateur n'est pas taxé: il n'y a pas une taxe qui ne s'applique au cultivateur comme à l'ouvrier et au commerçant. Les taxes imposées par le gouvernement, augmentées en plus d'un cas, pèsent autant sur les épaules des cultivateurs que sur celles des ouvriers et autres classes, quoi qu'en dise le gouvernement qui prétend ne pas taxer les cultivateurs. Quoi qu'il en soit, le contribuable de la province, cultivateur, ouvrier, et autres, sont taxés outre mesure à l'heure qu'il est. Le trésorier dit qu'on n'imposera pas de nouvelles taxes, si l'on peut s'en dispenser. Les taxes sont nécessaires, mais elles devraient être révisées et imposées sur des bases plus justes. Que le gouvernement en cède une partie aux municipalités. Lorsqu'un pont est payé, le gouvernement ne devrait pas continuer à y percevoir des taxes de péage.

M. l'Orateur, en terminant, je tiens à déclarer que le grand problème, c'est la conservation du capital humain. Il faut donner à la jeunesse toute la protection, tout l'encouragement qu'elle est en droit d'attendre de la province. Le problème, c'est le maintien chez nous, à la campagne, sur nos fermes, de milliers de jeunes cultivateurs qui aiment la terre et qui désirent continuer la tradition ancestrale.

L'honorable premier ministre, d'après les journaux, célèbre demain le 33<sup>e</sup> anniversaire de son entrée en cette Chambre<sup>12</sup>.

(Longs applaudissements à droite)

Combien de taxes a-t-il imposées pendant ces 33 ans? Heureusement, il nous annonce qu'il n'y aura pas de nouvelles taxes cette année.

(Applaudissements à droite)

En terminant, j'ai l'honneur de proposer l'amendement suivant à la motion de l'honorable trésorier, appuyé par le représentant de Chambly (M. Béique): Que la motion en discussion soit amendée en retranchant tous les mots après "que", et en y ajoutant les mots suivants:

Tout en étant prête à voter à Sa Majesté les subsides nécessaires:

Cette Chambre estime que l'établissement de la jeunesse de notre province, notamment de nos fils de cultivateurs, constitue, depuis quelques années, un problème urgent à la solution duquel il est du devoir du gouvernement de consacrer les ressources nécessaires;

Recommande au gouvernement:

D'augmenter considérablement et sans plus de retard les subsides à l'agriculture et à la colonisation;

D'assurer le maintien des cultivateurs sur la terre;

D'appliquer une politique agricole familiale;

De mettre en vigueur un système de colonisation, complètement libre, débarrassé de toute préoccupation de parti, d'après un plan d'ensemble réparti sur plusieurs années;

D'ouvrir à la colonisation les terres propres à l'agriculture, en faisant disparaître les entraves actuelles provenant du ministère des Terres, de certains marchands de bois et de certains propriétaires de domaines seigneuriaux.

**Voix à gauche:** Vote! Vite!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Vous voulez terminer là-dessus?

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Béique, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Guertin<sup>13</sup>, Lafleur, Sauvé, 9.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Bélanger, Caron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Dansereau, David, Dugas, Duval, Fauteux, Fillion, Fillion, Fortier, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Giguère, Grant, Laferté, Lapierre, Lapointe, McDonald, Mercier fils, Messier, Perrault, Piché, Plante, Power, Rhéaume, Sabourin, Saintonge, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 42.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

**M. l'Orateur:** La question est sur la motion principale.

**M. Fillion (Laval)** félicite le trésorier (l'honorable M. Stockwell) pour son magnifique exposé sur l'amendement des finances de la province, le représentant de Huntingdon (M. Fisher), qui a fait son possible, (Rires) le ministre de la Voirie et des Mines (l'honorable M. Perrault), et le représentant de Yamaska (M. Élie)<sup>14</sup>.

**Des voix:** À l'ordre!

**M. Fillion (Laval):** M. l'Orateur, je n'aurais pas parlé, si je n'avais entendu des députés de l'opposition dire que le gouvernement n'a pas fait son devoir. Il n'est rien de plus facile que de critiquer et, si j'étais dans l'opposition, je ferais cela à merveille. Il suffirait de dire, dans les villes, que le

gouvernement néglige les ouvriers au profit des cultivateurs et, dans les campagnes, de dire que l'agriculture est moins choyée que le travail.

J'ai entendu les membres de l'opposition, dans Wolfe, exprimer leur inquiétude face au bien-être des cultivateurs et condamner le gouvernement qui les laisse mourir de faim sur des fermes improductives. Cependant, les cultivateurs du comté de Wolfe ont élu le candidat libéral par une large majorité, ce qui est assurément un signe qu'ils ne se portent pas si mal après tout.

J'ai été fier cependant d'entendre l'honorable ministre de la Voirie, qui donne des travaux dans tous les comtés, même ceux qui élisent des bleus.

(Applaudissements)

Pendant la crise, c'est le gouvernement de Québec qui a mieux fait. Tout ce que le gouvernement entreprend, c'est dans le meilleur intérêt de tous. C'est ce que le peuple pense, et nous en avons eu la preuve dans les trois récentes élections partielles de l'automne dernier. Il a accordé sa confiance au Parti libéral. C'est le Parti libéral qui a le plus fait pour le peuple, pour toutes les classes de la société.

La critique est facile, mais il est plus difficile d'administrer sagement comme le fait le gouvernement, surtout dans un pareil temps de crise. Il est plus difficile de construire comme le fait le gouvernement depuis 33 ans.

(Applaudissements)

C'est d'ailleurs ce qu'ont compris les électeurs de cette province, s'il faut en croire les résultats de Wolfe. J'y suis allé dans Wolfe. Nous nous sommes amusés. Tout le monde nous a bien reçus et nous avons vu la majorité libérale s'accroître. Même les femmes nous ont fait un bel accueil. Nous ne partions pas un soir sans danser un p'tit peu, et c'est ce qui nous a valu la victoire! Quelle belle population!

Il fait l'éloge du représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Fauteux), du représentant de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) et du représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur) et autres.

Il (M. Fillion) demande au ministre de la Voirie et des Mines de continuer à entretenir nos chemins comme par le passé, pour donner du travail aux cultivateurs et soulager les trésors municipaux.

L'honorable député de Huntingdon (M. Fisher) a fait son possible, mais il n'a rien trouvé à dire contre le gouvernement. L'opposition n'a pas tant à se plaindre du gouvernement, car les députés conservateurs obtiennent tout ce qu'ils veulent. Je me demande qu'est-ce que les députés de la gauche ont à brailler. Messieurs, vous êtes aussi bien traités que nous autres. Vous en avez autant que nous autres pour vos

comtés. Soyez donc contents, mes amis. Continuez à faire votre devoir, mais allez-y un peu plus discrètement. Ne faites donc que semblant de critiquer! (Rires)

J'espère que le premier ministre restera longtemps à son poste, aussi longtemps que le lui permettra sa santé.

(Applaudissements à droite)

Monsieur le Premier Ministre, continuez! On vous aime partout dans la province et vous êtes un honneur pour le Parti libéral. Quelques-uns vous critiquent? C'est justement parce que vous valez quelque chose. S'il était tout ainsi, on ne parlerait pas de lui. Je vous trouve admirable. Bien des fois je me rends à votre bureau, mais quand je constate que vous avez tant d'ouvrage, ça me gêne et je retourne à votre porte, quitte à me reprendre. Vous faites tout ce que vous pouvez.

Je suis certain que le chef de l'opposition (M. Duplessis) serait heureux d'en avoir un pareil dans son parti. Ça améliorerait son sort.

(Applaudissements à droite)

Il (M. Filion) remarque que, malgré tous les changements de leadership et les appels de l'opposition, le nombre de députés conservateurs n'a pas augmenté. Il termine en redisant son admiration pour ses collègues, les ministres et le premier ministre.

**M. Béïque (Chambly):** M. l'Orateur, l'honorable député de Laval (M. Filion) trouve que l'opposition n'augmente pas. Je lui ferai observer que si le Conseil législatif n'est pas aboli, ce n'est pas de sa faute.

D'année en année, depuis que j'ai l'honneur de siéger en cette Chambre, j'entends des discours budgétaires de plus en plus attristants à propos de la situation financière de la province. La dette monte toujours, les taxes augmentent, les déficits s'accumulent, on emprunte de l'argent de tous les côtés, on ne pratique nulle part l'économie, et rien ne se fait de pratique pour remédier à la situation. Tout est dans le marasme. On semble attendre une intervention céleste qui suppléerait d'un coup à l'indolence, à la paresse et au mauvais vouloir.

Je comprends que les temps sont difficiles et je n'entends pas blâmer le gouvernement de toutes les conséquences de la crise. Mais il me semble que le peuple de cette province a tout de même le droit de s'attendre à ce que l'on essaie quelque chose pour le sortir de sa misère. Le gouvernement n'est pas tenu de réussir, mais il est obligé d'essayer. Or, il ne fait rien, il se tient dans la routine.

La première économie et la plus importante serait la compression des dépenses administratives. Cette formidable machine qu'on appelle le

gouvernement civil de la province coûte trop cher, si on regarde les résultats. Le gouvernement vit au-dessus de ses moyens, tandis que le peuple connaît des jours sombres. Pour une population d'un peu plus de 2,000,000, nous sommes suradministrés. Nous avons 13 ministres, 90 députés, 24 conseillers législatifs, une foule de commissions extraparlimentaires et irresponsables, l'entretien d'une horde de favoris et de parasites qui nuisent plus qu'ils n'aident aux fonctionnaires consciencieux et nécessaires. C'est là-dedans d'abord qu'on devrait couper sans pitié. Notre tête est trop lourde pour notre corps; elle l'écrase, elle l'empêche de marcher.

Du reste, M. l'Orateur, vous savez que cette constatation a été faite par beaucoup de gens que leurs occupations tiennent éloignés de la politique active. Tous les présidents de nos banques, des hommes d'affaires, des chambres de commerce, toutes nos chambres de commerce, toutes les organisations qui s'occupent de la chose publique passent leur temps à inviter les gouvernements à diminuer leurs frais d'administration, pour être en mesure de rencontrer leurs obligations, sans augmenter le fardeau de la population. Ottawa les a écoutés, d'autres provinces aussi. Par malheur, notre province n'a rien voulu entendre.

À qui fera-t-on croire, M. l'Orateur, que notre province ait besoin pour s'administrer d'autant de ministres que le gouvernement de Washington? Il y a là, me semble-t-il, matière d'un sérieux sujet de méditation pour nos administrateurs. Le peuple a l'esprit critique plus développé qu'autrefois, le peuple trouve que l'administration de la province est bien dispendieuse pour ce qu'elle rapporte.

Une deuxième source d'économie dans laquelle le trésorier n'a pas voulu puiser, ça aurait été la suppression pure et simple ou la suspension indéfinie des travaux publics de pur patronage. Il (M. Béïque) cite des cas où la province a perdu des centaines de milliers de dollars. Pendant la campagne de Wolfe, le ministère de la Voirie a fait jeter du gravier dans les chemins, alors qu'il y avait de la neige.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):**  
Vous avez une belle imagination!

**M. Béïque (Chambly):** Il n'y avait aucune raison de commencer, quatre jours avant le vote de l'élection partielle, le pont de Disraëli dans le comté de Wolfe. On aurait pu économiser \$1,000,000 sur le boulevard Taschereau. Il y a moins de raisons encore de gaspiller \$5,000,000 au pont de l'île d'Orléans, ce blasphème à la nature.

**Voix à droite:** Oh! Oh!

**Voix à gauche:** Écoutez, écoutez!

**M. Béïque (Chambly):** Pont inutile à tous, mais pont électoral parfait. Avec ces \$6,000,000, le gouvernement aurait pu constituer un fonds agricole et prêter \$2,000 à 3,000 cultivateurs. Pourquoi, dans une année de crise, détourner \$325,000 des fonds publics pour les donner au *Soleil*? Ces économies n'auraient nui en rien à la bonne administration, mais on rogne sur le budget de l'Agriculture, on fait attendre les institutions de charité, on lésine sur les octrois les plus nécessaires. Il faut que l'on fasse passer le peuple avant le parti.

Il (M. Béïque) parle ensuite du ministère de la Voirie, où la part des contracteurs étrangers a été fort large au détriment de tout le monde.

Il discute des emprunts et trouve imprévoyant de lier les générations à venir, quand on se refuse soi-même à économiser. C'est le cas du mauvais père de famille qui hypothèque son domaine, afin de faire la grande vie et qui laisse à ses héritiers le soin de payer ses dettes. Nous piétons. Nous nous émiettons. On se croirait presque revenu aux jours néfastes de l'intendant Bigot. Si la Providence nous infligeait encore pour l'expiation de nos péchés quelques années du présent régime, la banqueroute ne serait pas loin.

Il termine par une revue générale de la situation.

**M. l'Orateur:** La parole est au député des Îles-de-la-Madeleine.

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** M. l'Orateur, nous avons éprouvé une grande joie à entendre les discours de l'opposition. Ils ont un terme littéraire remarquable. On voit qu'ils ont été bien faits, bien rédigés d'avance et bien récités. Toutefois, ils sentaient la fabrication étrangère. Ils sont plutôt "standardisés": ils manquent d'originalité. Nous avons hâte d'entendre des discours un peu plus originaux. L'attitude du représentant de Chambly (M. Béïque) est au moins singulière.

Il (M. Caron) taquine les conservateurs sur le manque apparent d'unité dans leurs rangs, qui a été démontré lors de la récente convention de Sherbrooke, et il les met au défi d'affirmer qu'il y a unité dans leur parti. Les orateurs conservateurs ont fait un tableau très sombre de la situation. Ils ne sont pas d'accord avec M. Bennett qui nous apprenait, ces jours derniers, que la situation s'améliore. Pourtant, au congrès de Sherbrooke, ils avaient décidé, par une résolution, de marcher de pair avec le "grand chef

bleu". Qui croire? Il est évident que c'est là une manie, celle de critiquer, de critiquer à répétition. Dans la période que nous traversons, il faudrait moins de critique et plus de coopération. Le gouvernement fait son devoir.

Je félicite le gouvernement de sa politique pour les unités sanitaires, et remercie ses électeurs d'avoir compris l'importance d'une unité sanitaire, qui rend les services les plus signalés, et d'avoir fait les sacrifices nécessaires pour la créer.

Je remercie aussi l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David) et le premier ministre d'avoir su, en pleine crise, penser à la santé du peuple, d'avoir assuré cette unité sanitaire à mes électeurs qui lui en garderont une vive reconnaissance.

Je félicite le premier ministre de son projet de loterie et lui demande de continuer sa lutte pour cette nécessité. Je le remercie d'avoir soulevé la question lors de la dernière conférence interprovinciale. J'espère que l'opposition coopérera avec le gouvernement pour obtenir d'Ottawa un amendement au Code criminel, pour permettre la création d'une loterie. Nous pourrions ainsi aider davantage à nos institutions de charité et d'éducation, et qui sait si l'opposition, peu chanceuse, ne gagnera pas un lot en prenant un billet! (Rires)

La motion principale, étant mise aux voix, est adoptée.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Vu le nombre des discours rentrés, la Chambre ne siégera pas ce soir.

La Chambre se forme en comité des subsides.

#### En comité:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur, Statuts refondus, 1925, chapitre 3, article 13, amendé par 18 George V, chapitre 12, section 1, (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur, Statuts refondus, 1925, chapitre 3, article 43, amendé par 18 George V, chapitre 12, section 2, allocation de logement de \$1,000 incluse, (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.



**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

**Dépôt de documents:**

**Travaux de voirie à Saint-Placide,  
A. Vaillancourt**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 30 janvier 1934, pour la production de copies de toutes les listes de paye du département de la Voirie, concernant les travaux exécutés dans la paroisse de Saint-Placide, comté des Deux-Montagnes, sous la direction ou la surveillance de M. Almyra Vaillancourt, de ladite paroisse, et cela, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1930 à date. (Document de la session no 38)

**Travaux de voirie,  
A. Vaillancourt**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 31 janvier 1934, pour la production de copie de toute correspondance entre le gouvernement ou tout ministre ou fonctionnaire, et M. Almyra Vaillancourt, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 à ce jour, relativement à tous travaux de voirie relevant du ministère de la Voirie ou en vertu de la loi du chômage. (Document de la session no 39)

**Rapport du ministre  
des Terres et Forêts**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Terres et Forêts de la province de Québec pour les 12 mois expirés le 30 juin 1933. (Document de la session no 40)

**Questions et réponses:**

**Coût du Jardin zoologique  
de Québec**

**M. Élie (Yamaska):** Relativement au Jardin zoologique de Québec:

1. Combien la province a-t-elle dépensé à date: *a.* quant au terrain? *b.* quant aux constructions? *c.* quant à l'ameublement et à l'aménagement?

2. Combien la province a-t-elle payé à date?

3. Les travaux sont-ils terminés?

4. D'après les estimations que possède le gouvernement, à combien s'élèvera le coût total de cette entreprise?

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** 1. \$180,928.51.

*a.* Coût du terrain: \$18,467.30;

*b.* Coût des constructions: \$98,440.70;

*c.* Ameublement des constructions et aménagement du terrain, y compris l'achat de quelques animaux: \$64,020.51.

2. \$100,000 en vertu de 20 George V, chapitre 44; \$75,000, en vertu de 21 George V, chapitre 2; et \$5,928.51 sur l'item "administration" du budget.

3. Provisoirement, oui, sauf quant aux travaux d'entretien.

4. Tout dépendra de l'importance que, dans l'avenir, l'on jugera à propos d'attacher à cette institution au point de vue touristique, éducationnel et scientifique.

**Loi de  
l'hygiène publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 31 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill permet aux inspecteurs du Bureau de la santé publique de contrôler et de superviser les conditions sanitaires dans les camps de bûcherons, de travaux routiers et miniers en plus des scieries et d'autres industries similaires. Chaque camp utilisé comme résidence, pour des ouvriers employés dans l'industrie forestière ou minière, doit être construit selon des plans types fournis par le Bureau de la santé publique. Les propriétaires de camps qui violent la loi seront tenus légalement responsables et passibles d'amendes ne dépassant pas \$50 pour chaque journée où il y a contravention à la loi.

Ce bill a aussi pour but la surveillance et la mise sous contrôle des ingénieurs sanitaires ainsi que la mise en quarantaine et le contrôle médical des vagabonds et chemineaux qui parcourent les villes et villages, dans les régions où règne une épidémie, afin d'éviter la propagation des germes contagieux. Ces

municipalités n'ont actuellement aucun contrôle sur eux. Il s'agit, autrement dit, de la quarantaine des individus sans feu ni lieu.

Le Bureau de la santé publique pourra, de plus, ordonner la vaccination de tous les habitants d'une municipalité où il y a une épidémie de fièvre typhoïde ou de diphtérie. De plus, le Bureau aura le droit de retirer de leur poste des gens porteurs de germes employés dans la manutention du lait, de la crème, du fromage, des produits laitiers ou toute autre nourriture.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Loi de l'adoption**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 modifiant la loi de l'adoption relativement à l'inscription du jugement d'adoption au registre de l'état civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Loi des véhicules automobiles, article 27, bicyclettes**

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 160 modifiant l'article 27 de la loi des véhicules automobiles relativement aux bicycles soit maintenant lu une deuxième fois.

Le principe des lumières sur les bicyclettes a été adopté par le comité de l'agriculture, l'année dernière, et par la Chambre formée en comité. Mais, en raison d'une mésentente, le principe est mort à la troisième lecture.

Cette année, dit-il, j'ai décidé de retirer du bill sur les bicyclettes la question des lumières sur les véhicules tirés par des chevaux. Le bill décrète le port obligatoire de lumière blanche à l'avant et lumière rouge ou réflecteur rouge visible à 200 pieds à l'arrière, sur les bicyclettes. Je demande à ce qu'il soit renvoyé à un comité pour étude.

Adoption sur division.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande que le bill soit renvoyé au comité plénier.

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité:**

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 27 de la loi des véhicules automobiles, Statuts refondus, 1925, chapitre 35, tel que modifié par les lois 16 George V, chapitre 19, section 6; 17 George V, chapitre 20, section 4, et 18 George V, chapitre 21, section 1, est de nouveau modifié en y ajoutant, après le paragraphe 4, le suivant:

"5. Tout bicycle ou tricycle, circulant sur un chemin public entre une heure après le coucher du soleil et une heure avant son lever, doit être muni, en avant, d'une lanterne à feu blanc ou d'un réflecteur de même couleur, approuvé par le bureau, et en arrière, d'une lanterne à feu rouge ou d'un réflecteur de même couleur, approuvé par le bureau. Chaque lanterne ou réflecteur doit être placé de façon que le signal lumineux soit visible à une distance d'au moins deux cents pieds."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a un risque de patronage politique, puisqu'on donne au bureau du revenu le contrôle, quant à la lanterne ou au réflecteur qui doit être en place.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que le bill 160 modifiant l'article 27 de la loi des véhicules automobiles relativement aux bicycles soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 10 h 10.

## NOTES

1. Le délai accordé n'est pas encore décidé, selon *The Gazette* du 7 février 1934, à la page 17.

2. Le 4 octobre 1933.

3. \$409,127,406, selon *Le Devoir* du 7 février 1934, à la page 8 et *The Montreal Daily Star* du même jour, à la page 4.

4. Selon *L'Événement* du 7 février 1934, à la page 9, \$34,742,444.

5. Après vérification dans les *Comptes publics*, il s'avère que *La Presse* est le journal qui donne les chiffres exacts. Nous avons donc privilégié cette source, lorsqu'il s'agit de citer des chiffres.

6. Selon *Le Soleil* du 7 février 1934, à la page 13, c'est 11,211 claims miniers.

7. Il s'agit des grandes expéditions des docteurs Islwyn Jones, Leslie Bell, etc., qui partent tous les étés pour des régions inexplorées pour la plupart, comme le rapporte *L'Événement* du 7 février 1934, à la page 9.

8. John Morley, 1<sup>er</sup> vicomte Morley de Blackburn (1838-1923), homme d'État libéral, auteur et rédacteur de journaux. Il contribue à l'adoption de la loi du Parlement (1911) qui diminue le droit de veto des lords et réduit le temps entre les élections générales de 7 à 5 ans.

9. M. Élie avait en main son discours écrit et ne faisait aucun effort pour tenter de dissimuler ce fait, comme le précise *The Chronicle-Telegraph* du 7 février 1934, à la page 3.

10. M. Élie a remplacé M. Aimé Guertin à titre de whip du Parti conservateur.

11. Il s'agit de Joseph-Léonide Perron, ministre libéral de l'Agriculture en 1929-1930.

12. Tout juste après cette assertion de M. Élie, le député de Hull, M. Guertin, fait son entrée en Chambre et est salué par des acclamations de la droite, selon *Le Canada* du 8 février 1934, à la page 8.

13. Selon *Le Soleil* du 7 février 1934, à la page 7, la position prise par MM. Barré, Gault et Guertin, soit

celle de voter avec l'opposition, soulève des "Oh!" de désapprobation.

14. M. Filion (Laval) s'adresse aux députés et aux ministres en les appelant par leurs noms, selon *L'Action catholique* du 7 février 1934, à la page 11. L'article 245 (11) du Règlement stipule qu'il est interdit de désigner l'Orateur ou les députés par leur nom.



Séance du mercredi 7 février 1934

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 20.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Union des municipalités**

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. Bachand), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de l'Union des municipalités de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi pour créer un fonds incessible et insaisissable, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:  
- de l'Union des municipalités de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi pour créer un fonds incessible et insaisissable.

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 107 établissant et définissant les pouvoirs d'une corporation devant être connue sous le nom de "Syndics de l'église de l'Ascension de Notre-Seigneur, Westmount".

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 84 modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme.

**Dépôt de documents:**

**Rapport du bibliothécaire  
de la Législature**

**M. l'Orateur** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du bibliothécaire de la Législature de Québec, janvier à décembre 1933. (Document de la session no 41)

**Questions et réponses:**

**Remises ou réductions de taxes, pénalités,  
loi sur les corporations**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement à la loi imposant des taxes sur les corporations, compagnies, sociétés, associations, raisons sociales et personnes (Statuts refondus de Québec, 1925, chapitre 26, et ses amendements), à combien s'élève le total des remises ou réductions, de taxes ou pénalités imposées par lesdites lois:

1. Du 1<sup>er</sup> janvier 1930 inclusivement au 31 décembre 1930 inclusivement?
2. Du 1<sup>er</sup> janvier 1931 inclusivement au 31 décembre 1931 inclusivement?
3. Du 1<sup>er</sup> janvier 1932 inclusivement au 31 décembre 1932 inclusivement?
4. Du 1<sup>er</sup> janvier 1933 inclusivement au 31 décembre 1933 inclusivement?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Aucune remise des taxes dues n'a été faite durant ces années, mais des ajustements ont été accordés, en vertu des dispositions de cette loi. Il est impossible cependant de dire à quelle somme totale ces réductions se sont élevées, car les livres de comptes ne mentionnent au débit que le montant auquel la taxe a été réduite par le lieutenant-gouverneur en conseil. Aucune pénalité n'a été imposée durant ces années.

**Demandes de documents:**

**Réduction de taxes à des compagnies de chemins  
de fer pour fins d'exploitation forestière**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une

adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 4 avril 1931 inclusivement, et se rapportant au chapitre 28, 21 George V.

Adopté.

#### **Frais d'enregistrement concernant les emprunts des cultivateurs**

L'ordre du jour appelle une motion du représentant de Yamaska (M. Élie), au sujet des frais d'enregistrement concernant les emprunts des cultivateurs.

**M. Élie (Yamaska)** déclare qu'il n'est pas prêt.

L'étude de la motion est remise à plus tard.

#### **Indemnités pour les accidentés du travail**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 150 modifiant la loi 23 George V, chapitre 98, ayant pour but de rétablir certaines indemnités.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** déclare qu'il n'est pas prêt.

L'étude de la motion est remise à plus tard.

#### **Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière**

**Un député pour M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 82 refondant la charte de la Corporation du Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière.

Adopté.

#### **En comité:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande une information<sup>1</sup>.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la présente séance.

#### **Thomas Joseph McNally**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 77 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Thomas Joseph McNally au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Indemnités pour les accidentés du travail**

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 modifiant la loi 23 George V, chapitre 98, ayant pour but de rétablir certaines indemnités soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but de mon projet est de faire remettre à \$12.50 par semaine l'indemnité temporaire de l'ouvrier accidenté, qui a été réduite à \$10 l'an dernier. Au lieu du délai de 21 jours nécessaire au paiement d'une indemnité, le délai devrait être le même qu'auparavant, soit 7 jours.

L'an dernier<sup>2</sup>, l'opposition a fait tout son possible pour empêcher le gouvernement de réduire l'indemnité accordée à l'ouvrier. La droite a usé de sa majorité pour passer les amendements, mais quelques membres de la députation libérale combattirent avec l'opposition. Depuis, nombreuses sont les associations qui ont adopté des résolutions invitant le gouvernement à rétablir l'indemnité au niveau où elle était en 1931.

L'honorable ministre du Travail (M. Arcand) a donné, pour raison de la réduction en 1933, la baisse du coût de la vie et la rareté des fonds. Or, le coût de la vie étant remonté, et la Commission des accidents du travail ayant perçu une bonne partie de l'argent qui lui était dû, nul doute que l'on voudra abroger les amendements apportés l'an dernier. La Commission des accidents du travail a dû collecter ce qui lui était dû. Que le gouvernement fasse la collection des cotisations qui lui sont dues, que le gouvernement paie ce qu'il doit à la Commission des accidents, que l'on baisse le salaire des commissaires, et l'on pourra augmenter l'indemnité au niveau où

elle était l'an dernier. Je propose que l'accidenté reçoive une indemnité de \$12 par semaine, au lieu de \$10, et qu'il soit payé à partir du premier jour de sa maladie, pourvu qu'il soit malade sept jours au moins.

Le gouvernement ferait plaisir aux ouvriers, et il réparerait une injustice s'il révoquait ses amendements. La Chambre a mis l'an dernier une somme de \$100,000 à la disposition de la Commission, et cette dernière ne l'a pas utilisée. Je suis certain que le ministre du Travail partage mon opinion et appuiera mon projet en justice pour les ouvriers.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Malheureusement, je dois prendre en considération le côté matériel de la question, qui doit être étudiée comme une proposition d'affaires. M. l'Orateur, je n'ai pas l'intention de revenir sur les raisons déjà invoquées pour réduire ces indemnités. La Commission des accidents du travail a dit, l'an dernier, pour quelles raisons elle fut obligée de réduire l'indemnité. Il fallait la réduire dans l'intérêt de l'ouvrier, autrement la Commission n'aurait pu continuer ses opérations. Il est nécessaire, d'après la loi même qui la régit qu'elle se suffise à elle-même. J'ai demandé à la Commission de me donner son opinion sur le projet de l'honorable député de Saint-Sauveur.

Je dois dire que je suis, comme mon honorable ami, en complète sympathie avec les ouvriers. J'ai ici un résumé des opérations de cette Commission, accompagné de l'expression de quelques opinions des commissaires, dans un mémoire que M. Robert Taschereau, président de la Commission, m'a remis. M. Taschereau dit que l'amendement apporté l'an dernier pour réduire certaines indemnités n'est entré en vigueur que le 13 avril 1933, de sorte que l'expérience de la Commission pour l'année 1933 ne se rapporte qu'à la période écoulée depuis le 13 avril dernier.

"Nous n'avons pas encore complètement terminé nos statistiques pour l'année 1933, mais nous sommes toutefois suffisamment avancés dans nos calculs pour nous former une idée du résultat des amendements passés à la dernière session. La Commission est d'avis que le rétablissement des indemnités prévues par la loi avant les amendements ci-dessus la forcerait d'augmenter considérablement le taux de ses cotisations, et que la Commission pourrait faire face à d'autres difficultés. À la fin de l'année 1932, nous avions un déficit évalué à \$829,179.08, avec le résultat que de lourdes

augmentations ont dû se faire à l'encontre des employeurs, jusqu'au double dans certains cas. Il est évident que les taux en vigueur dans la province d'Ontario, taux que nous avons adoptés à titre d'expérience, se sont trouvés tout à fait insuffisants dans la plupart des classes de la cédule 1.

"Pour faire face à ce déficit, la Commission a augmenté ses taux, dans certains cas jusqu'à 100 %, et au lieu de son imposition provisoire qui s'élevait à \$2,138,734.38, elle a encaissé en réalité une somme de \$2,606,055.28<sup>3</sup>. Nous avons donc, à la faveur de l'augmentation de nos taux et dans certains cas de l'augmentation du montant des salaires, reçu des employeurs au cours de l'année 1932, une somme de \$467,820.90 en excédent de la cotisation provisoire imposée. Les taux que nous avons imposés, pour arriver à ce résultat, excèdent en général de beaucoup ceux de la province d'Ontario, ce qui veut dire que les entreprises de cette province se retrouvent dans une position compétitive inférieure. Il importe, si l'on veut attirer les nouvelles industries dans cette province, d'alléger aussitôt que possible le fardeau qui pèse sur les employeurs.

"Après avoir ainsi augmenté nos taux pour l'année 1932, nous restons encore avec un déficit net pour cette année-là de \$84,892 dans notre fonds d'accident, avec la perspective de voir ce déficit s'augmenter encore, à raison de la réouverture de dossiers et d'indemnités additionnelles à payer, comme c'est très souvent le cas. La Commission est en outre d'avis qu'il lui faut établir une réserve libérale pour rencontrer ses obligations, en rapport avec les dossiers qui ne sont pas fermés et les réclamations qu'elle pourrait encore recevoir.

"Cette pratique a été suivie par la Commission des accidents du travail d'Ontario depuis plusieurs années, et cette réserve nous permettrait de ne pas changer nos taux, arrivant que pour une année donnée ils se trouveraient insuffisants. Nous ne croyons donc pas que la méthode adoptée par nous pour le calcul de cette réserve à la fin de l'année 1932 soit défectueuse, même si nous jugeons à propos d'y apporter quelques légères modifications basées sur l'expérience de 1932, pour le calcul de notre réserve de 1933.

"Nous avons émis, pour l'année 1933, des cotisations au montant de \$2,233,376.83 et, sur ce montant, la Commission a déjà payé ou mis de côté pour le service des rentes une somme de \$1,441,777.13. Il nous reste donc en mains, pour rencontrer les réclamations en suspens à la fin de l'année 1933, une balance approximative de \$800,000. Avec cette balance, il nous faudra faire

face à environ \$150,000 de comptes médicaux à recevoir et à des compensations pour les réclamations en suspens qui s'élèveront approximativement à \$500,000. La balance, soit \$150,000, représente approximativement la réserve à faire pour les accidents qui n'étaient pas encore rapportés à la fin de l'année, les contingents et imprévus en rapport avec les réclamations en suspens, etc.

"Il appert donc de ce que nous lisons ci-dessus que les taux mis en vigueur au commencement de l'année nous permettront tout juste de balancer notre budget, en prenant en considération la réduction faite aux compensations par l'amendement qui est entré en vigueur le 13 avril dernier et le changement fait à la loi originale en ce qui concerne le choix des médecins par l'employeur avec l'avis de ses ouvriers. Il est évident que, sans ces amendements de la dernière session, nous nous serions trouvés encore, à la fin de l'année 1933, avec un déficit considérable.

"Nous avons fait cette année, sur les comptes médicaux, une économie considérable. Les sommes payées de ce chef, en 1932, se sont élevées à \$502,588.98, alors que pour 1933 elles ne s'élèvent à date qu'à la somme de \$264,705.26 avec une prévision de \$150,000 additionnels pour les dossiers de 1933 qui sont encore en suspens, soit en tout \$414,705.26, ou une économie de ce chef d'environ \$90,000. Il est à remarquer aussi que depuis le 13 juillet 1933, nous avons réduit nos tarifs pour nos soins médicaux et d'hospitalisation.

"Les listes de paye pour l'année 1933 accusent une nouvelle réduction très considérable, à tel point que le montant des cotisations émises est d'environ \$400,000 inférieur à celui de l'année 1932. Il y a apparence d'une augmentation dans le travail, mais il ne serait pas sage, jusqu'à ce que cette augmentation se soit stabilisée, d'augmenter les bénéfices aux accidentés en présence des évaluations de salaires que la Commission reçoit actuellement. La Commission est d'avis que les salaires payés au cours de l'année 1933 ne s'élèvent qu'à 50 % du montant des salaires payés en 1928 et 1929. En d'autres termes, en temps normal, les salaires payés en cette province et sujets à notre loi devraient s'élever à environ \$4,000,000 par année et les salaires cotisés pour l'année 1933 ne s'élèvent guère au-dessus de \$2,000,000<sup>4</sup>."

M. l'Orateur, je ne veux ajouter aucun commentaire à cette opinion. Dans les circonstances, je crois que le rétablissement des indemnités est impossible. Malgré ma sympathie pour les ouvriers

accidentés, je ne puis demander que l'on augmente les charges des employeurs. C'est une question d'affaires entre les industriels et les ouvriers, qui doivent s'entendre. Connaissant le bon esprit des ouvriers, connaissant leur bonne volonté, je crois qu'ils comprendront qu'il est impossible de faire plus dans les circonstances. Je suis certain que les ouvriers accepteront généreusement la situation actuelle, comprenant l'importance de ne pas nuire à l'industrie, et qu'ils voudront coopérer au relèvement économique de la province. Lorsque les conditions le permettront, nous nous empresserons de remettre les indemnités comme elles l'étaient auparavant.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, je veux féliciter l'honorable député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) d'avoir présenté ce projet qui comporte un acte de simple justice à l'égard des ouvriers. Le député est bien connu pour son dévouement envers la classe ouvrière et pour sa longue expérience en ce qui la concerne. C'est en raison de ce dévouement et de cette expérience qu'il présente cette proposition pour réparer l'injustice faite à la classe ouvrière l'an dernier.

Je crois que la requête du député de Saint-Sauveur est juste et que le gouvernement devrait se rendre à sa demande. C'est quand l'ouvrier vient de subir un accident que sa famille a le plus besoin de son gagne-pain. Il faut lui donner toute l'aide possible dans un temps où l'ouvrier a, plus que jamais, besoin de recevoir la pitance que la loi des accidents du travail lui consent.

Je m'étonne de voir le représentant des ouvriers dans le cabinet repousser les demandes des ouvriers et se faire l'avocat de la Commission des accidents du travail, et l'adversaire d'un bill aussi favorable aux accidentés ouvriers qu'il est supposé représenter au gouvernement. Pourquoi le ministre du Travail devrait-il protester contre une demande faite par un représentant des ouvriers au nom des classes ouvrières? C'est regrettable. Il devrait plutôt se faire l'interprète des classes ouvrières.

Nous réalisons que l'ouvrier a des obligations et qu'il lui revient de les assumer. Mais ces obligations s'accompagnent de certains droits qu'on ne peut outrepasser et qui doivent être acceptés par les autres classes.

L'accidenté a droit à une rémunération équitable quand il est blessé à son travail. Si la loi des accidents du travail accorde certains droits et privilèges à l'ouvrier, elle implique également pour celui-ci l'abandon de certains droits reconnus. Il doit abandonner le droit antérieur permettant de recourir



au droit commun. Anciennement, un ouvrier pouvait réclamer 100 % de ses pertes monétaires dues à un accident, en recourant au droit commun contre son employeur.

En vertu de la loi des accidents du travail, il ne peut plus procéder ainsi, alors qu'en retour il ne reçoit qu'une indemnité partielle. Puisqu'on a adopté une loi pour empêcher l'ouvrier de recourir au droit commun, il est juste qu'on lui accorde le droit à une indemnité équivalente raisonnable. Pourquoi ne pas rendre aux ouvriers accidentés la petite indemnité que leur accordait la loi de 1931? Ce n'est pas en réduisant les indemnités aux ouvriers accidentés que l'on attirera de nouvelles industries dans Québec, mais en leur offrant de l'énergie électrique à meilleur marché.

À la veille des élections de 1931, le gouvernement estimait que cette indemnité devait être de \$12.50 et on accordait l'indemnité pour une incapacité de huit jours ou plus. Le gouvernement en a appelé au peuple en se glorifiant de cette loi. Par la suite, ayant obtenu un nouveau mandat sous de fausses représentations, le gouvernement a commencé à couper dans ces privilèges. Le lendemain des élections, on baisse l'indemnité à \$10 par semaine pour une incapacité partielle, et on ne l'accorde plus que pour trois semaines d'incapacité ou plus. Immédiatement après l'élection, après avoir attiré l'attention des ouvriers sur les avantages de la loi, vous avez amendé cette loi dont, pourtant, vous vous étiez prévalu. Et c'était à un moment où les classes ouvrières avaient besoin de leur maigre salaire plus que jamais. Le gouvernement retira aux classes ouvrières cette très importante allocation.

On allègue que la Commission est en déficit. Pourquoi est-elle en déficit? Parce qu'elle ne perçoit pas les sommes dues par les grosses compagnies. Son administration coûte trop cher. On a cru devoir réduire l'indemnité. A-t-on réduit le salaire des commissaires? Si cela avait été fait et qu'on avait procédé aux autres coupures nécessaires dans les dépenses administratives, il serait possible de rétablir les indemnités demandées par le député de Saint-Sauveur (M. Bertrand). Si le coût de la vie a diminué pour les ouvriers, il a diminué également pour les commissaires et pour ceux qui administrent la loi. S'il est vrai que les salaires ont été réduits, c'est une raison de plus pour augmenter les indemnités.

Le ministre parlait d'amener de nouvelles industries dans la province, mais il ne s'agit pas d'une façon d'y arriver. Il nous a dit: "C'est une question d'affaires." Est-ce que la vie des gens est une question d'affaires? Question d'affaires que la protection de notre capital humain?

Au Québec, nous n'avons aucune législation sociale. Nous sommes en retard à cause de la négligence du gouvernement provincial à légiférer en matière de conditions de travail. Il est donc d'autant plus important que nous préservions et gardions intacts les droits qui ont été accordés via la Commission des accidents du travail.

En 1931, les effets de la dépression ont été ressentis dans cette province tout aussi fortement qu'aujourd'hui, et s'il apparaissait nécessaire au gouvernement de l'époque de donner aux classes ouvrières l'avantage de ces indemnités, alors elles devraient être en vigueur aujourd'hui plus que jamais.

L'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Arcand) s'est fait l'interprète de la Commission des accidents du travail. Il devrait plutôt se faire l'interprète des ouvriers.

Et il y a plus. Le gouvernement a voulu montrer sa générosité à l'égard des ouvriers en leur disant qu'il contribuerait pour \$100,000 par année au fonds de la Commission des accidents du travail. Il a fait voter \$100,000 pour accorder à l'ouvrier l'indemnité à laquelle il a droit. La semaine dernière, nous avons demandé combien le gouvernement avait versé depuis trois ans. Réponse: Rien! Il ne la lui a pas donné! Qu'il la lui donne! Voilà comment on traite l'électorat de cette province. Le gouvernement a contracté une dette envers les ouvriers, il ne s'en est pas acquitté. Au nom de la classe ouvrière, nous protestons et nous demandons au gouvernement de respecter son engagement, de rétablir l'indemnité aux accidentés à \$12.50 par semaine. Je suis convaincu que la Chambre se rendra aux désirs du représentant de Saint-Sauveur en votant en faveur de son projet, et rétablira cette indemnité.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

M. l'Orateur, je serai le dernier à reprocher à l'honorable député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) de s'intéresser à l'ouvrier et de demander des avantages pour les ouvriers qu'il représente. Je sais qu'il est un ami sincère de ses électeurs. Mais je sais aussi que l'ouvrier a un meilleur ami que lui dans notre province, c'est le Parti libéral de Québec.

(Applaudissements)

Ce sera toujours le cas dans l'avenir. C'est lui qui, le premier de tous les gouvernements du continent américain, a adopté une loi ouvrière en 1909. Il a créé la loi des accidents du travail.

Et plus tard, quand la loi actuelle a été votée, si je me souviens bien, l'honorable député de Saint-Sauveur siégeait alors dans cette Chambre, comme

aujourd'hui, et il a, dit-il en souriant, voté avec le gouvernement<sup>5</sup>. Je le vois encore. Sa haute stature nous empêche de l'oublier. Il était heureux de voter, dans ce temps-là, avec le Parti libéral en cette Chambre. Je ne sais pas quelle influence a agi sur lui depuis ce temps, s'il a fréquenté de mauvaises compagnies ou si un mauvais voisinage l'a éloigné de nous, mais il a changé d'idées! (Rires)

En 1931, nous avons fait un pas de plus: nous avons, à la demande des ouvriers, adopté une loi des accidents du travail plus conforme à celle alors en vigueur en Ontario, et adoptée après nous. Cette loi de 1931, nous la croyons bonne, et c'est pour la maintenir que nous avons adopté les amendements dont on demande maintenant l'abrogation. Il ne faut pas perdre de vue que cette loi ne peut vivre qu'en autant que la Commission pourra se suffire à elle-même et que les revenus provenant des employeurs pourront payer les indemnités des accidentés. Nous ne pouvons sûrement pas demander à la colonisation, à l'agriculture, à l'hygiène, de remplir les caisses de la Commission des accidents du travail.

Quelle est la question devant nous, aujourd'hui, M. l'Orateur? Lorsqu'en 1931 on nous a demandé d'amender la loi, nous l'avons fait et nous sommes allés le plus loin possible, peut-être même un peu trop loin. Nous avons adopté une loi qui accordait une certaine indemnité à l'accidenté. Après un an d'opération, il a été démontré que l'indemnité était si élevée qu'elle entraînait un déficit dans la caisse de la Commission des accidents du travail.

Cela ne pouvait pas continuer. Nous ne pouvions laisser la Commission avec un déficit considérable et avons été obligés de réduire les indemnités. La Commission aurait été obligée d'imposer des cotisations beaucoup plus élevées qu'en Ontario, et les industries auraient trouvé plus d'avantages à s'établir chez nos voisins. Qui aurait gagné d'une telle mesure?

On nous dit, de l'autre côté de la Chambre, que nous ne sommes pas populaires auprès de certains ouvriers. Je ne le crois pas. Nous aimons l'ouvrier. Nous pensons à lui. Les travailleurs de la province de Québec se verront accorder tout ce qui est possible et raisonnable d'accorder. Mais au-delà des intérêts de la classe ouvrière, de la famille, que nous aimons, que nous aidons, que nous protégeons, il y a quelque chose de plus grand, il y a la province et la patrie!

(Applaudissements)

Nous ne voulons faire souffrir aucune classe de la société. Nous n'en voulons protéger aucune au détriment des autres.

Chaque fois qu'on nous le demandera, nous dirons non, et nous aurons le courage de le dire. Nous ne pouvons pas demander à la classe agricole et aux autres classes de se saigner à blanc pour le seul bénéfice de l'ouvrier. Le produit des taxes est nécessaire pour le maintien des autres services essentiels. Et les ouvriers eux-mêmes le comprennent. Nous sommes bien certains que nos ouvriers ne veulent pas plus que nous pouvons leur donner.

Le gouvernement ne souhaitait pas que les industries du Québec soient placées dans une position inférieure à celles d'autres provinces, de telle sorte que les employeurs jugeraient préférable de s'établir en Ontario. Nous voulons par exemple que les industries viennent s'établir dans Québec pour donner du travail à nos ouvriers. Déjà, on nous dit que la loi des accidents du travail leur coûte moins cher en Ontario qu'ici et, malgré la cotisation des employeurs, le déficit fut de \$800,000<sup>6</sup> l'an dernier.

En plusieurs cas, il a fallu doubler les cotisations des patrons. Il y a une raison à cela. C'est parce que les industries ne sont pas aussi nombreuses ici que dans la province voisine. Toutefois, grâce aux économies pratiquées, le déficit de la Commission, cette année, ne dépassera pas \$100,000. C'est encore trop cependant, car il faut que cet organisme se suffise à lui-même, et nous voulons qu'il le fasse, quels que soient les reproches que l'on nous adressera.

Je connais les ouvriers de ma province. Ils ont l'intelligence de réaliser les difficultés de la situation présente, et ils sont des personnes raisonnables. Ils ne veulent pas plus que nous pouvons leur donner. Ils savent que nous ferons tout ce que nous pourrons faire pour eux et que nous pousserons notre législation aussi loin qu'il sera possible et raisonnable de le faire. Que l'on fasse de la démagogie avec cette question, que l'on dise tant que l'on voudra que le gouvernement libéral n'a rien fait, nos lois sont là pour prouver le contraire.

"En 1931, à la veille des élections, dit-on, vous avez adopté une loi avant d'aller demander le vote des ouvriers, et vous l'avez ensuite changée après les élections." Il y a eu trois élections partielles l'automne dernier dans ces centres ouvriers, depuis que nous avons amendé la loi. Pourquoi mon honorable ami (M. Duplessis) n'est-il pas venu dans ces élections dire aux ouvriers que nous les avions trompés, comme il le prétend aujourd'hui? Il aurait pu venir nous adresser les reproches qu'il nous fait présentement.

Il y avait des ouvriers dans Nicolet, dans Wolfe, et surtout dans Jacques-Cartier, et le chef de l'opposition n'a pas soulevé cette question. Il est venu, du moins dans Wolfe, avec le résultat que tout le monde connaît. Il a perdu une belle occasion devant ce triple tribunal, mais il sait bien que les ouvriers n'auraient pas voté autrement qu'ils ont voté parce qu'ils savent que le Parti libéral fait tout ce qu'il peut faire pour eux, qu'il les aime et qu'il ne veut pas soulever les classes de notre société les unes contre les autres.

Je demande aux députés de cette Chambre de garder dans nos Statuts la loi telle qu'amendée l'an dernier. Nous voulons aller aussi loin que possible pour aider nos ouvriers, mais nous ne mettrons pas le crédit de la province en danger. Quand des jours meilleurs seront venus, quand la Commission pourra se suffire à elle-même, je lui promets que nous porterons l'indemnité non pas seulement à \$12, mais à \$12.50 et même à \$15, si les recettes de la province le permettent. Si nous pouvons le faire, nous demanderons aussi à la Commission de donner l'indemnité à compter du premier jour où il a subi son accident.

Nous voulons justice égale pour toutes les classes de la société et nous avons le courage de cette opinion. Le jour que la caisse de la Commission des accidents du travail sera remplie, nous augmenterons l'indemnité des ouvriers. C'est le Parti libéral qui est l'ami des ouvriers et c'est le Parti libéral qui leur rendra justice. Vous verrez. Vous pouvez compter que le Parti libéral fera tout cela et qu'il sera heureux de le faire.

(Applaudissements à droite)

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** M. l'Orateur, si j'ai voté avec le gouvernement, ça ne devait pas être sur des lois ouvrières, et ce n'était pas souvent. Quant aux véritables amis de la classe ouvrière, j'ai assez d'expérience pour dire qu'ils sont de ce côté-ci de la Chambre.

(Applaudissements à gauche)

Je me suis rangé du côté des conservateurs qu'après avoir été certain que là étaient les meilleurs amis des ouvriers. Le Parti libéral peut se dire l'ami de l'ouvrier, mais on est libre de le croire.

Le gouvernement a tort de se vanter d'une loi qu'il a refusée durant 20 ans. Toutes les vraies mesures de législation sociale, le gouvernement n'en veut pas. Ce que je demande, je le réclamerai jusqu'à ce que l'indemnité de \$12.50 soit accordée. L'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Arcand) représente une division ouvrière. Je voudrais le rencontrer dans sa division de Montréal pour qu'il entende ce que les ouvriers pensent du discours qu'il a prononcé en Chambre aujourd'hui.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable premier ministre a parlé de ceux qui font de la "démagogie". Il y a 30 ans que j'en fais alors, car depuis 30 ans je demande des faveurs pour la classe ouvrière. L'honorable premier ministre a parlé de la patrie. Les meilleurs amis de la patrie, ce sont les ouvriers. J'espère que la Chambre approuvera mon projet.

(Applaudissements à gauche)

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Lafleur, Sauvé, Smart, 9.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Bachand, Bastien, Bélanger, Bouthillier, Casgrain, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Crête, Dansereau, David, Dillon, Duffy, Farand, Fauteux, Filion, Fillion, Fortin, Frigon, Gabias, Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Giguère, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Lapierre, Lapointe, Lortie, McDonald, Mercier, Messier, Moreau, Moreault, Morel, Perrault, Plante, Power, Reed, Rhéaume, Rochette, Sabourin, Saintonge, Saurette, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 52.

Ainsi, la motion est, en conséquence, rejetée.

### Collège de

#### Sainte-Anne-de-la-Pocatière

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 82 refondant la charte de la Corporation du Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière.

Adopté.

#### En comité:

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande quelques explications au représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain).

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**École supérieure d'agriculture  
de Sainte-Anne-de-la-Pocatière**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 83 constituant en corporation l'École supérieure d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière.

Adopté.

**En comité:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande quelques explications au représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain).

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi des véhicules automobiles,  
article 27, véhicules**

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 161 modifiant l'article 27 de la loi des véhicules automobiles relativement à certains véhicules soit maintenant lu une deuxième fois.

Il exprime sa gratitude à la Chambre qui, hier soir, adoptait un autre bill obligeant les bicyclettes à porter une lumière. M. l'Orateur, ce projet n'est pas inconnu à la Chambre. Il a pour but d'imposer, aux propriétaires de voitures à traction animale, l'obligation de porter le soir une lumière blanche en avant et une lumière rouge en arrière, ou un réflecteur. Le projet que je présente cette année à cette disposition nouvelle qu'un réflecteur suffira. Un fanal vaudrait mieux, mais je serai satisfait si on impose le port obligatoire du réflecteur.

Mon but est d'éviter des accidents. Je crois que cette législation serait au profit du conducteur de voiture. Dans une collision entre une voiture et une automobile, ce n'est pas l'automobiliste qui a l'habitude de souffrir le plus. On voit tous les automnes, surtout alors que les jours sont plus courts, de nombreux accidents qui sont dus à la négligence

du conducteur de voiture à traction animale qui n'a aucun moyen d'attirer l'attention de l'automobiliste.

Chaque fois qu'un accident est survenu, le jury du coroner a recommandé le port de lumières sur les voitures à traction animale. Je ne veux pas tant protéger les automobilistes que ceux qui voyagent en voitures à traction animale. J'ai ici un jugement rendu à Sherbrooke par l'honorable juge White.

Il dit que le fait pour un conducteur de voiture à traction animale de ne pas se protéger, en portant une lumière ou un réflecteur sur sa voiture, lors de l'accident pour lequel il réclamait, est une négligence. L'honorable juge en chef Greenshields a exprimé la même opinion. On dira encore que c'est une tyrannie contre les cultivateurs. Pas du tout. C'est un moyen de protection, et on le comprend aujourd'hui dans les campagnes, où le sentiment a bien changé.

L'opinion dans les régions rurales n'est pas aussi opposée au bill qu'on a pu le dire, comme en témoignent très clairement des résolutions adoptées par des conseils municipaux de comtés et autres organismes où siègent des représentants des communautés rurales. L'Union des municipalités a adopté à l'unanimité une résolution en faveur de ce projet.

Je pourrais citer de nombreux accidents, mais la Chambre est bien éclairée sur cette question, et j'ai confiance qu'elle adoptera le projet. L'idée a fait du chemin et le nombre de convertis dépasse maintenant le nombre des impénitents. Je souhaite que mon projet de loi soit voté à une grande majorité.

(Applaudissements)

**M. Gagnon (Kamouraska):** M. l'Orateur, je crois que nous devrions référer ce projet au comité de l'agriculture. C'est un sujet qui intéresse surtout les députés ruraux. Plusieurs sont absents aujourd'hui parce qu'ils ne prévoyaient pas l'appel de ce bill. On dit que la classe agricole est réfractaire à ce projet. Je demanderais donc qu'il soit étudié avec soin par le comité de l'agriculture.

(Applaudissements)

**M. Dansereau (Argenteuil):** M. l'Orateur, autant l'honorable député de Kamouraska (M. Gagnon) est contre ce projet, autant je suis pour. Le conseil de comté d'Argenteuil a voté une résolution en faveur, et il est approuvé par les cultivateurs de mon comté. Il (M. Dansereau) lit cette résolution.

**M. l'Orateur** déclare le bill lu une deuxième fois et renvoyé au comité de l'agriculture<sup>7</sup>.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** désire savoir s'il y a un amendement. Ce projet a été étudié l'an dernier et la Chambre en a disposé, rappelle-t-il. Tout le monde le connaît, je ne vois pas pourquoi nous ne l'étudierions pas en Chambre dès maintenant. Il me semble qu'il n'est pas nécessaire de le référer au comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Je ne veux pas exprimer d'opinion sur le mérite du bill, mais nous devrions le discuter ici. Je demande à la Chambre de se prononcer sur le bill comme elle l'entendra.

**M. Gagnon (Kamouraska):** Un grand nombre de mes amis m'ont demandé de faire référer le projet au comité de l'agriculture où ils veulent venir le combattre. La Chambre pourra le discuter ensuite.

Je propose donc, appuyé par le représentant de Napierville-Laprairie (M. Charbonneau), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant les mots "lu une deuxième fois" par les mots "renvoyé au comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation", et je demande le vote.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Authier, Béique, Bergeron, Bertrand, Charbonneau, Chouinard, Côté (Bonaventure), Desmarais, Duffy, Duplessis, Élie, Farand, Fillion, Fisher, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Godbout, Grant, Laferté, Lafleur, Lapierre, Lapointe, Lortie, Messier, Moreault (Rimouski), Morel, Perrault, Sabourin, Sauvé, Smart, Thisdel, 31.

**Contre:** MM. Arcand, Bastien, Bédard, Bélanger, Bouthillier, Caron, Casgrain, Cohen, Dansereau, David, Dugas, Fauteux, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gabias, Gault, Giguère, Lahaie, McDonald, Mercier fils, Plante, Poulin, Power, Reed, Rhéaume, Rochette, Saurette, Taschereau (Montmorency), Turcotte, Vautrin, 32.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

**M. Dugas (Joliette):** Je suis pour le projet, mais non au détriment des cultivateurs. J'ai voté contre la référence au comité de l'agriculture, et je voterai contre le projet, parce qu'il laisse peser la responsabilité sur le cultivateur, en cas d'accident.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** M. l'Orateur, le comté que je représente depuis 18 ans est composé de cultivateurs, de colons, de toutes les classes de la société. Le peuple de Terrebonne est

donc bon juge de cette question. Le conseil du comté a adopté une résolution à l'unanimité en faveur d'une loi obligeant les voitures tirées par des chevaux à se munir d'une lumière. Le but principal était de sauver et de protéger des vies humaines. Je suis d'avis que ce bill est nécessaire, même si on croit que l'opinion publique n'est pas mûre. Il faut avoir le courage de devancer l'opinion publique, les députés ont même le devoir de former l'opinion publique.

La conscience politique consiste à faire son devoir, et je crois qu'il y a du devoir des députés de voter en faveur du projet. J'ai parfaitement bien compris le malaise de certains députés en cette matière. Plusieurs de mes collègues représentent des comtés où il circule peu d'automobiles et où il y a peu d'accidents. Ils s'objectent à cette mesure. Ils ne peuvent constater comme nous les dangers que comporte l'absence de lumières sur les voitures à traction animale.

D'autres pays ont hésité à adopter de telles mesures. Il n'est peut-être pas juste de citer les pays étrangers, mais en France et en Angleterre, il y a des lois comme celle qui nous est présentée. On a jugé nécessaire de forcer ceux qui conduisent les véhicules le soir à y placer une lanterne. On s'est rendu compte que la vie humaine était en jeu.

On a dit que le projet avait pour but de protéger les cultivateurs. Sans aucun doute. C'est ainsi que je vois la question, à savoir qu'il faut protéger les cultivateurs. Il n'y a aucun doute à cet effet.

Dans mon comté, dans les sept dernières années, sur la route Montréal-Sainte-Agathe, j'ai eu connaissance de deux accidents qui auraient pu être évités si les voitures avaient été éclairées. Il y a deux ans, dans l'un de ces accidents, un homme, sa femme et sa fille ont été tués. L'an dernier, une femme et deux enfants ont été tués dans des collisions entre des véhicules motorisés et des véhicules tirés par des chevaux, véhicules qui n'avaient pas de lumières. M. l'Orateur, il faut éviter de pareils malheurs. Pour ma part, j'aimerais mieux être battu dans mon comté, sachant que j'ai sauvé des vies humaines, plutôt que d'être élu, sachant que j'en ai sacrifiées parce que les cultivateurs n'avaient pas de lumières sur leurs véhicules.

(Applaudissements)

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** M. l'Orateur, je m'accorde avec l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. David) dans ce qu'il a dit à la fin de son discours. Si c'était une question de sauver des vies ou de perdre mon siège, je voterais également pour le bill, tout comme plusieurs autres qui s'y opposent maintenant. Mais la loi que l'on

nous présente ne protégera aucune vie humaine. Je ne crois pas que la question soit si grave, ni que les cultivateurs observent bien régulièrement la loi projetée, si elle était adoptée. Je suis heureux que les députés désirent ardemment protéger les cultivateurs.

La mesure que l'on propose n'aura pas les bons résultats que l'on en attend. Au contraire, elle placera les automobilistes dans une fausse sécurité. Il n'est pas toujours possible pour les cultivateurs de penser aux lumières ou aux réflecteurs. Les cultivateurs sortiront nécessairement avec l'une ou l'autre de leurs nombreuses voitures qui n'auront pas de lumières. De plus, il y aura peut-être impossibilité à mettre des lumières sur tous les véhicules. Cela ajouterait un danger sur les routes, car les touristes et autres automobilistes prendraient pour acquis que tous les véhicules tirés par des chevaux seraient munis de lumières, alors qu'en réalité peu d'entre elles en auraient.

Il serait également très difficile d'appliquer une telle loi à un cultivateur qui se rendrait au champ le matin à bord de son véhicule à traction animale sans s'attendre à revenir après la noirceur. L'automobiliste le frapperait et il n'aurait plus la protection légale que lui accorde aujourd'hui la loi. Le bill aura pour effet d'augmenter la responsabilité des cultivateurs et de faire pencher la balance contre eux dans le cas d'une contestation en justice.

Pour se protéger contre les dangers de la route, les cultivateurs n'ont pas besoin de loi. Les statistiques prouvent que les accidents sont causés bien plus par des rencontres d'automobilistes avec des poteaux qu'avec des voitures de cultivateurs. Les statistiques démontrent que la majorité des accidents de la route, que l'on veut éviter par cette loi, sont causés par les automobilistes. Pour ces raisons, je m'oppose à ce projet de toutes mes forces.

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** résume ses arguments. Je demande de nouveau à la Chambre de voter pour mon projet en deuxième lecture, qui ne devrait provoquer aucune objection car il est très large.

**M. l'Orateur** met la motion principale aux voix.

La Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit<sup>8</sup>:

**Pour:** MM. Arcand, Bachand, Bastien, Bélanger, Bouthillier, Caron, Cohen, Dansereau, David, Dillon, Duffy, Fauteux, Fillion (Laval), Fisher, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur

(Montréal-Dorion), Gabias, Gault, Giguère, Lafleur, Lahaie, McDonald, Mercier, Plante, Poulin, Power, Reed, Rhéaume, Rochette, Saintonge, Saurette, Smart, Taschereau (Montmorency), Vautrin, 35.

**Contre:** MM. Authier, Bédard, Béique, Bergeron, Bertrand, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Desmarais, Dugas, Duplessis, Élie, Farand, Fillion (Lac-Saint-Jean), Frigon, Gagnon (Kamouraska), Godbout, Grant, Laferté, Lapierre, Lapointe, Lortie, Messier, Moreault, Morel, Perrault, Sabourin, Sauvé, Stockwell, Thisdel, Turcotte, 31.

(Longs applaudissements)

**Une voix:** Le décompte<sup>9</sup>!

**M. le Greffier** lit les noms des députés qui ont voté pour et de ceux qui ont voté contre.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois, et est renvoyé au comité plénier.

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

**Des voix** crient en faveur et d'autres contre<sup>10</sup>.

Adopté.

**En comité:**

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 1 de la loi des véhicules automobiles (Statuts refondus, 1925, chapitre 35) tel que modifié par les lois 16 George V, chapitre 19, section 6; 17 George V, chapitre 20, section 4, et 18 George V, chapitre 21, section 1, est de nouveau modifié en y ajoutant le paragraphe suivant:

"6. Tout véhicule, autre qu'un véhicule automobile ou bicyclette ou tricycle, doit, lorsqu'il circule ou est stationné sur un chemin public, entre une heure après le coucher du soleil et une heure avant son lever, être muni d'une lanterne laissant voir un feu blanc en avant et un feu rouge en arrière, ou d'un réflecteur blanc en avant et rouge en arrière, d'un modèle approuvé par le bureau. Cette lanterne ou ce réflecteur doit être placé dans un endroit apparent sur le côté gauche du véhicule et le signal lumineux doit être visible à une distance d'au moins deux cents pieds."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a quelques années, les municipalités ont été autorisées à appliquer une telle législation, mais elles ne l'ont jamais fait. Je suis contre les lois qui ne sont pas appliquées. L'opinion publique n'est pas préparée pour cette loi, et je ne pense pas que la Chambre agisse sagement en l'adoptant.

**M. Gauthier (Portneuf):** Je tiens à enregistrer ma dissidence contre cette loi. Ce projet ne devrait être étudié que la semaine prochaine, et j'étais absent tout à l'heure lors du vote. Je crois que, lorsque les cultivateurs jugeront une telle loi nécessaire, ils seront assez intelligents pour en demander. Ils sont assez intelligents pour savoir quand munir leurs voitures de réflecteurs. Je suis contre le projet de mon honorable ami des Îles-de-la-Madeleine (M. Caron) et j'espère que la Chambre ne l'approuvera pas définitivement. Je voterai contre à la troisième lecture.

**M. Morel (Témiscouata):** M. le président, je demande que la troisième lecture ne soit pas soumise à la Chambre aujourd'hui.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est entendu. Nous allons remettre la troisième lecture à la semaine prochaine.

**M. Morel (Témiscouata):** Je trouve que ce bill est prématuré. Plusieurs députés des comtés ruraux opposés à cette mesure sont absents de la Chambre et devraient avoir la possibilité de voter. Comment est-il possible pour un fermier avec une charge de foin de transporter une lanterne illuminée? L'opinion publique n'est pas préparée à accepter cette loi, et je demande qu'il soit renvoyé à six mois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je rappelle qu'il y a une règle qui prévoit un délai en de tels cas. Vu l'absence d'un grand nombre de députés, je demande que la troisième lecture du projet soit remise à la semaine prochaine.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oui, troisième lecture mercredi prochain.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement<sup>11</sup>.

### **Pont de la baie de Gaspé**

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 35 concernant le pont de la baie de Gaspé.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** propose: Attendu que le pont de la baie de Gaspé, entre la municipalité du village de Gaspé et l'endroit appelé Gaspé Harbour, dans le comté de Gaspé, tel que projeté dans la loi 20 George V, chapitre 4, a été construit par la Compagnie du pont de Gaspé, limitée, et que ladite compagnie l'exploite depuis le 8 octobre 1932;

Attendu que le ministre des Travaux publics a été autorisé, en vertu de ladite loi, à s'engager, par contrat avec la compagnie, qui construirait le pont, aux fins, entre autres choses, d'assumer l'obligation de payer 75 % des frais nets d'exploitation, y compris les charges fixes, de la compagnie, tel que prévu dans ladite loi;

Attendu qu'il a été, de plus, stipulé que le gouvernement de cette province, pourrait acheter et prendre à sa charge ledit pont, mais seulement après l'expiration de dix ans à compter de la date du parachèvement de la construction, et, alors, sur paiement du coût total, plus une prime de 10 %;

Attendu que la compagnie susdite a maintenant offert en vente ledit pont au gouvernement, faisant valoir qu'elle est prête à renoncer au délai de dix ans et, aussi à certains autres paiements y compris, plus particulièrement, la prime de 10 %, et convenant d'accepter la valeur du coût de ce pont, telle que vérifiée et apurée par le gouvernement et telle que déjà fixée par arrêté en conseil pour les fins de la loi ci-dessus mentionnée, plus l'intérêt au taux de 4½ % par année sur ladite valeur du coût, à compter du huitième jour d'octobre 1932; et

Attendu qu'il est à propos et dans l'intérêt de la province que le gouvernement prenne possession dudit pont et en acquière la pleine propriété, de la

manière et aux conditions ci-après indiquées et telles que prévues dans un contrat à intervenir à cette fin, et qu'il soit en conséquence résolu:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, conformément à la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, autoriser le ministre des Travaux publics, nonobstant toutes dispositions à ce contraire contenues dans la loi 20 George V, chapitre 4, et dans le contrat ou les contrats y projetés, à passer un contrat avec la Compagnie du pont de Gaspé, limitée, pour l'acquisition, par le gouvernement, du pont construit par ladite compagnie et projeté dans ladite loi, aux termes et conditions ci-après mentionnés.

2. Que ce contrat devra pourvoir:

a. À ce qu'il soit substitué, lui-même, aux lieu et place du contrat ou des contrats prévus dans l'article 2 de la loi 20 George V, chapitre 4;

b. À ce que ledit pont soit acquis par le gouvernement et le prix devant être payé par le gouvernement, soit en argent ou en obligations émises sous l'autorité de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, n'excède pas la somme de \$708,300, avec intérêt au taux de 4½ % par année à compter du 8 octobre 1932, date de la mise en exploitation du pont;

c. À ce que la susdite compagnie abandonne tous ses droits quelconques sur ledit pont et en particulier renonce aux dispositions du paragraphe h de l'article 2 de la loi ci-dessus mentionnée quant au délai de dix ans antérieurs à l'acquisition et, par suite, quant au paiement de la prime de 10 %;

d. À ce que ladite compagnie assume également, en pleine et entière quittance en faveur du gouvernement, tous les frais d'exploitation, sauf les taxes municipales et scolaires, encourus depuis ladite date du 8 octobre 1932, ainsi que toutes les réclamations pour intérêts dus ou toutes autres dépenses imputables audit pont antérieurement;

e. À ce que la compagnie abandonne sa charte et remette au gouvernement tous ses bons autorisés ou émis, et toutes les parts de son capital-actions, autorisées ou émises, que le gouvernement jugera nécessaire;

f. À ce que les taxes scolaires et municipales, restant non payées par la compagnie à la date dudit contrat, soient, avec les municipalités intéressées, réglées par le gouvernement;

g. À toutes les conditions, non contraires à celles ci-dessus établies, que le ministre des Travaux publics pourra juger utiles ou nécessaires pour l'accomplissement des dispositions de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, pourvu que telles

conditions soient approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à faire les paiements prévus par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions et, à cette fin, contracter un emprunt au moyen de l'émission d'obligations, faite sur le crédit de la province, jusqu'à concurrence du montant requis, et que ces obligations portent intérêt au taux n'excédant pas 4½ % par année et seront pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra déterminer, et soient payables, capital et intérêt, à l'endroit ou aux endroits qu'il aura indiqués.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, au cours des négociations dudit emprunt, pourra aussi autoriser le trésorier de la province à avancer, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes d'argent nécessaires pour la mise à exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

5. Qu'il pourra être chargé et perçu des péages sur ledit pont, et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire, modifier et remplacer un tarif des taux de péage exigibles.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

Une compagnie a bâti ce pont en vertu d'une loi adoptée par cette Chambre en 1930. La compagnie n'est plus capable, à cause de la crise, de rencontrer ses obligations. En vertu de la loi, le gouvernement a le droit de le racheter. La compagnie offre de vendre le pont Ross au prix de \$708,000, et le gouvernement économisera, en faisant ce marché, au moins \$1,000,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien le pont a-t-il coûté?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

Le pont a coûté \$708,200. Il a été inauguré en 1932. En rachetant le pont maintenant, le gouvernement économise de l'argent, car nous avons assumé des obligations pour l'avenir. La loi les réduit.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si les résolutions améliorent la situation du gouvernement, nous consentons à leur adoption. Mais le gouvernement aurait mieux fait d'écouter l'opposition en 1930 et de construire le pont lui-même.

Les résolutions sont adoptées.



**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées sur division.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** demande la permission de présenter le bill 35 concernant le pont de la baie de Gaspé.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**Orphelinat agricole  
de Saint-Ferdinand d'Halifax**

**M. Bélanger (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 105 constituant en corporation l'Orphelinat agricole de Saint-Ferdinand d'Halifax.

Adopté.

**En comité:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications.

**M. Bélanger (Lévis):** Le projet a pour but d'assurer l'incorporation d'un orphelinat agricole pour les jeunes gens à Saint-Ferdinand d'Halifax. Je n'ai pas à faire valoir devant la Chambre l'utilité d'une semblable institution.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Saint-Ferdinand d'Halifax est dans le comté de Mégantic. Pourquoi est-ce l'honorable député de Lévis (M. Bélanger) qui est le parrain de ce projet au lieu du député de Mégantic (l'honorable M. Lapierre)?

**M. Bélanger (Lévis):** Les promoteurs du projet sont de Québec.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oui, et de plus, un ministre ne présente pas de bills privés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bélanger (Lévis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 2 modifiant les lois concernant les compagnies de télégraphe et de téléphone;
- bill 3 concernant certains actes et documents dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé;
- bill 9 modifiant le Code civil et le Code de procédure civile concernant les jours fériés;
- bill 23 modifiant la loi des sociétés historiques.

**Questions et réponses:**

**Fermes de  
démonstration (anciennes)**

**M. Élie (Yamaska):** 1. Combien de fermes dans cette province ont été fermes de démonstration et ont cessé de l'être?

2. Combien ces fermes ont-elles coûté à la province?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. 21.  
2. \$155,532.47.

**Fermes  
de démonstration (actuelles)**

**M. Élie (Yamaska):** 1. Combien y a-t-il, à date, de fermes de démonstration dans la province et qu'ont-elles coûté au gouvernement?

2. Combien ont été établies par le gouvernement depuis la date couverte par la réponse parue dans les *Journaux de l'Assemblée législative*, le 14 février 1933?

3. Quels sont les noms des propriétaires, des paroisses et comtés où ces fermes sont situées?

4. Qu'a coûté au gouvernement chacune de ces fermes jusqu'à date?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. 50.  
\$230,860.28.  
2. 6.  
3. et 4.

J.-Nap. Francoeur, Saint-Félix-de- Kingsey, Drummond .....	\$185.00
Joseph Martin, Garthby, Wolfe.....	.....
Pierre Tellier, Sainte-Élisabeth, Joliette ...	67.12
Les clercs de Saint-Viateur, Saint-Rémi, Napierville.....	123.43
Orphelinat agricole, Saint-Ferdinand d'Halifax, Mégantic .....	545.18
Séminaire Saint-Joseph, Mont-Laurier, Labelle.....	499.99

**Épreuve de la tuberculine  
pour les animaux**

**M. Élie (Yamaska):** 1. Depuis la date couverte par la réponse parue dans les *Journaux de l'Assemblée législative* du 14 février 1933, à combien d'animaux le gouvernement de cette province a-t-il fait subir l'épreuve de la tuberculine, dans chaque comté?

2. Combien d'animaux ont été condamnés, dans chaque comté?

3. Depuis la date couverte par la réponse parue dans les *Journaux de l'Assemblée législative* du 22 mars 1933, quelle est la somme totale de l'indemnité que la province a payée, en vertu de la compensation-argent décrite à la page 86 des *Journaux de l'Assemblée législative* de Québec, 2<sup>e</sup> session de la 18<sup>e</sup> législature de Québec, à ceux dont les animaux ont été condamnés, après l'épreuve de la tuberculine?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. et 2.  
Du 31 janvier 1933 au 31 janvier 1934, toutes les épreuves à la tuberculine furent faites par les médecins vétérinaires du ministère de l'Agriculture du gouvernement fédéral, avec les résultats suivants:

Comté	Nombre d'animaux éprouvés par le fédéral	Animaux trouvés tuberculeux par le fédéral
Abitibi.....	7,876	47
Argenteuil.....	23,316	46
Arthabaska.....	8,869	174
Bagot.....	6,231	354
Beauce.....	19,630	311

Comté	Nombre d'animaux éprouvés par le fédéral	Animaux trouvés tuberculeux par le fédéral
Beauharnois.....	12,701	94
Bellechasse.....	12,286	886
Berthier.....	3,557	119
Bonaventure.....	1,053	....
Brome.....	4,649	16
Chambly.....	21	....
Champlain.....	4,739	247
Charlevoix-Saguenay ..	4,171	78
Châteauguay.....	21,805	184
Chicoutimi.....	661	....
Compton.....	30,404	4,649
Deux-Montagnes.....	7,296	326
Dorchester.....	20,077	217
Drummond.....	8,560	535
Frontenac.....	13,077	263
Gaspé-Nord.....	477	....
Gaspé-Sud.....	162	....
Gatineau.....	5,462	39
Huntingdon.....	16,713	243
Iberville.....	2,283	41
Jacques-Cartier.....	794	5
Joliette.....	3,640	93
Kamouraska.....	10,693	159
Labelle.....	1,695	23
Lac-Saint-Jean.....	558	20
L'Assomption.....	2,681	25
Laval.....	629	59
Laviolette.....	1,324	89
Lévis.....	4,532	291
L'Islet.....	5,910	63
Lotbinière.....	7,558	136
Maskinongé.....	791	40
Matane.....	3,297	18
Matapédia.....	2,513	9
Mégantic.....	5,151	108
Missisquoi.....	2,399	29
Montcalm.....	1,011	35
Montmagny.....	8,941	444
Montmorency.....	814	59
Napierville-Laprairie.....	27	....
Nicolet.....	14,633	292
Papineau.....	3,283	23
Pontiac.....	6,805	134
Portneuf.....	2,927	80
Québec.....	1,011	24
Richelieu.....	3,175	256
Richmond.....	22,961	1,975
Rimouski.....	3,293	19

<i>Comté</i>	<i>Nombre d'animaux éprouvés par le fédéral</i>	<i>Animaux trouvés tuberculeux par le fédéral</i>
Rivière-du-Loup.....	4,924	4
Roberval.....	572	3
Rouville.....	22,990	264
Saint-Hyacinthe .....	2,394	86
Saint-Jean.....	422	....
Saint-Maurice.....	2,221	80
Shefford .....	6,036	109
Sherbrooke.....	4,452	127
Stanstead .....	5,563	20
Soulanges.....	12,209	10
Témiscamingue.....	4,651	93
Témiscouata.....	705	5
Terrebonne.....	1,374	35
Trois-Rivières .....	40	5
Vaudreuil .....	3,751	11
Verchères .....	165	....
Wolfe .....	6,060	637
Yamaska.....	<u>2,061</u>	<u>99</u>
	439,532	14,965

3. \$122,516.46.

**Impression du manuel  
*Women's Institute of Quebec Province***

**M. Fisher (Huntingdon):** 1. Combien d'exemplaires du manuel de *Women's Institute of Quebec Province* ont été imprimés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1933 au 31 décembre 1933, inclusivement?

2. Combien d'exemplaires du rapport annuel de *Women's Institute of Quebec Province* ont été imprimés pour l'année finissant le 31 mars 1932?

3. Quel a été le coût d'impression de ces rapports?

4. La *Women's Institute of Quebec Province* contribue-t-elle financièrement à cette impression?

5. À quelle date le rapport annuel de *Women's Institute of Quebec Province*, pour l'année finissant le 31 mars 1932, était-il prêt à être distribué?

6. Le rapport annuel de *Women's Institute of Quebec Province*, pour l'année finissant le 31 mars 1933, a-t-il été imprimé? Dans la négative, quand sera-t-il prêt?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. 3,000 copies.

2. 2,000 copies.

3. \$1,059.47 pour les deux rapports.

4. Non.

5. Fin d'avril 1933.

6. *a.* Non; *b.* Nous n'avons pas encore reçu la copie pour l'impression de ce rapport.

**Charte de  
Montréal-Est**

**M. Filion (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 113 refondant la charte de la ville de Montréal-Est soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

La séance est levée à 6 heures.

**NOTES**

1. On apprend dans *Le Soleil* du 8 février 1934, à la page 22, que le parrain du bill, M. Casgrain, est absent de la Chambre à ce moment. C'est pour cette raison que la prise en considération en comité plénier de ce bill se poursuivra plus tard au cours de la séance.

2. La loi modifiant la loi des accidents du travail 1931 (23 George V, chapitre 28) fut sanctionnée le 13 avril 1933.

3. Selon *Le Devoir* du 8 février 1934, à la page 2, il s'agit de \$2,606,555.

4. Il nous a été impossible de vérifier cette citation à la source. C'est pourquoi nous avons décidé de la reconstituer.

5. M. Bertrand, député de Saint-Sauveur, était de 1923 à 1927 sous la bannière du Parti ouvrier. Lorsque *L'Événement* du 8 février 1934, à la page 9, fait dire au premier ministre que M. Bertrand était alors dans les rangs du Parti libéral, il ne fait certes pas allusion à l'appartenance politique mais plutôt aux votes du député ouvrier.

6. Selon *The Gazette* du 8 février 1934, à la page 1, il s'agit de \$829,000.

7. Selon *The Gazette* du 8 février 1934, à la page 1, l'Orateur a pensé que c'était un amendement en bonne et due forme de la part de M. Gagnon, mais ce n'était, à cette étape, qu'une simple suggestion.

8. *L'Action catholique* du 8 février 1934, à la page 3, rapporte que, lorsque le vote débuta, le premier ministre signait des lettres. Le greffier adjoint appela donc celui qui se leva le premier, soit l'honorable M. Mercier. Quelques ministres avaient déjà voté lorsque M. Taschereau s'aperçut de son erreur. Il se leva donc immédiatement pour faire enregistrer son vote en faveur du bill, sous les applaudissements des partisans de M. Caron.

9. Si un député demande le décompte, c'est pour s'assurer que les votes ont été enregistrés correctement.

10. L'Orateur semble hésiter avant de quitter son fauteuil, laissant croire qu'il se demande s'il doit appeler un autre vote pour décider de la question, selon *The Gazette* du 8 février 1934, à la page 8.

11. Le fait que le bill ait franchi l'étape du comité plénier est très important. C'est en effet seulement en comité qu'une "obstruction" peut être organisée, étant donné que les interventions des députés peuvent se faire à l'étude de chaque article. En troisième lecture, chaque député ne peut intervenir qu'une seule fois.

Séance du jeudi 8 février 1934

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 20.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 86 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Votre comité recommande de prolonger, jusqu'au 28 février prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés, et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**M. Delisle (Chicoutimi):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de l'Union des municipalités de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi pour créer un fonds incessible et insaisissable.

Votre comité recommande de prolonger, jusqu'au 28 février prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**Union des municipalités**

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. Bachand), que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il

lui soit permis de présenter le bill 97 concernant l'administration de certains biens de l'Union des municipalités de la province de Québec, et que ledit bill soit lu une première fois à la présente séance.

Adopté.

**M. Saintonge (Beauharnois)** présente, en conséquence, le bill 97 concernant l'administration de certains biens de l'Union des municipalités de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Vente en bloc  
de certains immeubles**

**M. Bachand (Shefford)** demande, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Saintonge), la permission de présenter le bill 168 modifiant le Code de procédure civile relativement à la vente en bloc de certains immeubles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Salaire minimum  
des femmes**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** demande, appuyé par le représentant d'Abitibi (M. Authier), la permission de présenter le bill 169 modifiant la loi du salaire minimum des femmes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 21 modifiant la loi de l'instruction publique concernant la perception des taxes scolaires.

**Questions et réponses:**

**Recettes et déboursés de la province  
pour juin-décembre 1933**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** Quel est l'état des recettes et déboursés en argent de la province de Québec pour les six premiers mois de l'exercice en

cours, comprenant les mandats autorisés mais non payés au commencement et à la fin de ces six mois?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):**

Recettes ordinaires.....	\$13,721,672.17
Dépenses ordinaires.....	19,842,913.89
Mandats autorisés mais non payés au 30 juin 1933.....	6,510,533.09
Mandats autorisés mais non payés au 31 décembre 1933 .....	4,890,197.40

**Pont de  
la baie de Gaspé**

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 concernant le pont de la baie de Gaspé soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi suspendant l'exigibilité  
des créances hypothécaires**

L'ordre du jour appelle la prise en considération en comité plénier du bill 11 modifiant la loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que l'ordre soit révoqué et que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

**Loi de la gazoline**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 modifiant la loi de la gazoline soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill a pour but d'empêcher le mélange de la gazoline et du pétrole par certains marchands peu scrupuleux.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité. Adopté.

**En comité:**

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la loi de la gazoline, (Statuts refondus, 1925, chapitre 36), tel que modifié par les lois 21 George V, chapitre 30, section 1, et 22 George V, chapitre 30, section 1, est de nouveau modifié en y ajoutant après les mots: "huile de charbon" dans la sixième ligne du paragraphe 1° les mots: "lorsque ce dernier produit n'est pas mélangé ni préparé pour être mélangé avec le liquide communément appelé gazoline".

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Il s'agit de faire en sorte que les marchands qui mèleraient du pétrole à la gazoline soient dans l'impossibilité d'éviter la taxe.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le but du projet est de taxer le pétrole, un produit qui n'est pas taxé actuellement. Le gouvernement taxe l'huile de charbon, puisqu'il veut ajouter cette expression à la loi taxant la gazoline.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Non, il s'agit de taxer le pétrole, quand il est mélangé avec la gazoline. Ce que nous voulons tout simplement, c'est d'empêcher les vendeurs de gazoline de mélanger la gazoline avec du pétrole et d'éluder ainsi la taxe. Il s'agit d'une pratique courante, en particulier chez les "bootleggers" de gazoline. Ce mélange de la gazoline avec du pétrole est dommageable aux moteurs d'autos et ne devrait pas se faire. En dehors du mélange, le pétrole ne sera pas plus taxé qu'auparavant.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je maintiens que c'est une nouvelle taxe. Quand un vendeur vend actuellement de la gazoline à laquelle il a mêlé du pétrole, le gallon de ce mélange rapporte une taxe de six sous. N'est-ce pas? Puisqu'on le spécifie dans la loi, le pétrole sera taxé, même quand il servira à d'autres usages qu'à ce mélange. À quel montant s'élèvera cette addition de taxes?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Il est impossible de répondre à une telle question, mais ce n'est pas une nouvelle taxe.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À quel montant s'élèvera cette nouvelle taxe?

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** répond qu'il ne peut le prévoir pour le moment, mais qu'au surplus on ne taxe pas l'huile, on prévient seulement les mélanges.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Jusqu'ici, l'huile de pétrole (de charbon) n'était pas taxée. Or, d'après le texte de loi qu'on présente, la taxe de six cents par gallon est imposable sur toute quantité d'huile à laquelle sera mélangée de la gazoline, peu importent les proportions du mélange.

Bien plus, l'huile de pétrole ainsi mélangée sera taxée quand même elle servirait à des fins tout à fait étrangères à l'automobile. Combien rapportera la nouvelle taxe?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Je n'en sais rien.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dois-je comprendre que le trésorier provincial refuse de répondre?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Il n'est pas question de cela. Il est tout à fait impossible de répondre avec une certaine précision sur les résultats de la loi. Nous voulons tout simplement taxer l'essence et le pétrole qui sont utilisés par les automobilistes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est évident que le trésorier provincial n'a pas mesuré les effets de sa loi, ni prévu ses conséquences. C'est une curieuse façon de procéder pour un trésorier. Il prétend qu'il existe une méthode de mélanger la gazoline au pétrole. Dans ce cas, désormais, on paiera la taxe sur le pétrole additionné à la gazoline.

Si, comme le prétend le trésorier, le seul but de la loi est d'empêcher les mélanges frauduleux aux dépens de l'acheteur, la loi est inutile, et même inconstitutionnelle, car il existe une loi fédérale sur la falsification des produits, qui prohibe une telle adulation des produits.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Ce sont les autorités de la province qui veulent empêcher l'adulation des produits.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au fond, le gouvernement veut protéger les marchands de gazoline, qui viennent de former un nouveau trust. Il s'agit de servir les intérêts de la gazoline pour empêcher l'adulation des produits.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Je n'ai jamais dit cela.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Certainement.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** dit que ce sont les vendeurs de gazoline qui se plaignent.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ainsi, ce sont donc les vendeurs de gazoline qui demandent cette loi contre ceux qui leur font concurrence et leur nuisent dans leur commerce. Ils se sont plaints au gouvernement que des concurrents vendent à meilleur marché qu'eux, et le gouvernement s'est rendu à leurs vœux. Nous connaissons la sollicitude du gouvernement pour les trusts. Il a fait une loi dont l'effet est de favoriser le trust de la gazoline, d'augmenter les prix payés par le consommateur et d'augmenter les taxes déjà trop lourdes. Et cela, alors que les consommateurs se plaignent avec raison que la gazoline coûte trop cher, qu'ils sont exploités.

Le bill signifie une nouvelle taxe pour une catégorie de contribuables déjà surtaxés, nommément les automobilistes, qui paient présentement de 200 à 300 % de plus ici qu'en Ontario pour leur permis de conduire, et le gouvernement veut apparemment en obtenir encore plus. Alors que les gens se plaignent que le gaz coûte trop cher et que l'on s'ingénie à trouver des essences moins dispendieuses, le gouvernement s'apitoie sur le sort du trust de gazoline et passe une loi pour le favoriser au lieu de protéger le peuple.

Je tiens à dire ici que le commerce doit être encouragé, qu'il a droit à une légitime part d'encouragement. Mais je proteste contre les abus criants qui se commettent dans le commerce de la gazoline. Je proteste contre les abus et du gouvernement et des compagnies qui exploitent le public de façon abusive. On vient de former un nouveau trust. Qui va payer? Le peuple se plaint non pas du mélange, mais des prix, et c'est dans ce dernier domaine que le gouvernement devrait apporter remède.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. l'Orateur, l'honorable chef de l'opposition fait une tempête dans un verre d'eau. J'ai eu l'occasion, l'été dernier, de voyager dans une automobile mue entièrement par du pétrole. Le pétrole est peut-être le combustible de demain. Allons-nous créer du favoritisme pour les usagers de l'automobile qui utilisent du pétrole et ne paient pas de taxe, alors que les usagers de la gazoline paient six cents par gallon?

Allons-nous permettre aux automobilistes d'utiliser le pétrole, qui échappe à l'impôt, et d'user nos routes qui coûtent très cher? Il se peut que l'on en vienne à utiliser d'autres compositions pour le fonctionnement des moteurs. De plus en plus, on utilise le pétrole en mélange avec la gazoline, et le temps va arriver bientôt où on taxera partout le pétrole utilisé comme carburant dans les autos.

Ce que le gouvernement veut faire, c'est de protéger le public contre l'adultération de la gazoline. N'est-il pas juste que la taxe sur la gazoline s'applique aussi sur le pétrole que l'on utilise en mélange avec la gazoline? Pour le moment, nous ne voulons pas taxer le pétrole pur, nous ne voulons pas taxer l'huile de charbon. Mais certains vendeurs mêlent 50 % de pétrole à l'essence. Dans ces cas, nous voulons qu'ils paient la taxe sur le pétrole comme sur la gazoline. C'est une taxe très, très juste pour tout le monde et c'est toute la portée de la loi. Quant à savoir s'il y a un trust de la gazoline, Ottawa fait une enquête, comme on a enquêté sur le charbon.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable premier ministre admet alors que c'est une nouvelle taxe. L'automobiliste paie actuellement 32 % des revenus de la province, et c'est une nouvelle taxe qu'on impose.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il n'est pas question de cela. Il s'agit de taxer le pétrole mêlé à la gazoline et utilisé comme combustible pour autos.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Très bien! Enfin le premier ministre avoue qu'il s'agit d'une nouvelle taxe sur un produit qui n'était pas taxé. L'ancien et le nouveau trésorier n'ont évidemment pas la même compréhension de la loi. L'honorable premier ministre, lorsqu'il a remis son portefeuille du Trésor à l'honorable député de Brome (l'honorable M. Stockwell), lui a dit qu'il lui confiait le flambeau. L'honorable trésorier ne tient pas bien le flambeau, puisqu'il oublie l'engagement de l'honorable premier ministre de ne pas imposer de nouvelles taxes et protège le trust de la gazoline. Le flambeau passé par le premier ministre au trésorier ne projette pas les mêmes lumières, et le trésorier ne s'éclaire pas à la lumière de ce flambeau majestueux.

L'honorable trésorier affirme que ce n'est pas une nouvelle taxe. Le premier ministre admet que c'en est une. Le premier ministre dit qu'on veut seulement imposer le même traitement aux usagers du pétrole qu'aux usagers de la gazoline. Le trésorier,

lui, déclare qu'on présente la loi à la demande du trust de la gazoline pour empêcher une concurrence désavantageuse. Les deux aveux sont bons à noter.

La vérité, c'est qu'on veut empêcher les vendeurs qui utilisent le pétrole de faire baisser les prix de la gazoline, au détriment des grosses compagnies qui vendent la gazoline. En ruinant la vente du pétrole, on restreint la concurrence au commerce de la gazoline. Il est malheureux que le gouvernement fasse une pareille loi, quand le prix de la gazoline est déjà trop élevé, que l'automobiliste doit payer, en plus, une taxe de six cents, et payer les péages sur les ponts.

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie):** Je suis heureux de constater que l'honorable chef de l'opposition dénonce le trust de la gazoline. J'espère qu'il insistera auprès de ses amis et de son chef à Ottawa, M. Bennett, pour obtenir qu'il enquête sur les activités de ce trust, d'après la loi fédérale des combines. Je crois que le projet de loi à l'étude est excellent, et que le gouvernement doit être félicité pour la mesure à l'étude, parce qu'il empêchera la vente de produits falsifiés, au détriment de ceux qui vendent un produit qui est déjà assez cher. La taxe sur la gazoline existe partout, dans tous les États et dans toutes les provinces. Les mélanges dont on parle se font un peu partout, et je crois qu'il faut les empêcher pour empêcher le public d'être trompé, lorsqu'il achète de la gazoline.

Aux États-Unis, la gazoline est taxée comme ici, et il se fait un mouvement dans plusieurs États pour que les gouvernements puissent exercer un contrôle sur la qualité de la gazoline. Ce droit appartient actuellement au gouvernement central. Plusieurs États préparent des lois pour intervenir, afin d'empêcher la falsification de la gazoline au moyen de kérosène, et d'exiger la classification de cet article. Dans la plupart des États, la gazoline ne peut être vendue qu'à condition qu'elle ait obtenu un certificat de pureté des autorités. Le problème avec la gazoline aux États-Unis, comme au Canada, c'est le "bootlegging" et la compétition déloyale. Dans certains États, la gazoline doit être vendue en grades. L'on veut se protéger et prévenir les fraudes à l'endroit des automobilistes. J'ai insisté moi-même plusieurs fois en cette Chambre pour que le gouvernement intervienne et contrôle la qualité de l'essence, que l'on vend déjà assez cher. Cette mesure tendant à cela, je l'approuve.

J'espère de nouveau que l'honorable chef de l'opposition insistera auprès de ses amis d'Ottawa pour que le trust soit maté.



**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable député de Montréal-Sainte-Marie (M. Fauteux) est hors d'ordre. La Législature se réunit pour discuter de problèmes provinciaux, non pour dicter à Ottawa les politiques qu'il devrait suivre. M. l'Orateur, il est amusant de constater la contradiction entre les paroles de l'honorable premier ministre, de l'honorable trésorier et de l'honorable député de Sainte-Marie. Ils contribuent chacun à établir la vérité.

L'honorable trésorier dit que ce n'est pas une nouvelle taxe et admet que la loi a été demandée par le trust de la gazoline. L'honorable premier ministre soutient que c'est une nouvelle taxe et qu'elle est juste. L'honorable député de Sainte-Marie dit de son côté que c'est un simple contrôle de la qualité de l'essence et que la nouvelle loi empêchera de faire tomber les prix de la gazoline pure qui, d'après lui, sont trop élevés.

De toutes ces contradictions, on peut tirer trois conclusions où il découle que les prétentions de l'opposition sont bonnes: premièrement, c'est une nouvelle taxe; deuxièmement, c'est un privilège accordé au trust; troisièmement, cela empêche la compétition, donc la baisse des prix.

On a parlé de M. Bennett. Je n'ai pas mission de le défendre. C'est le défaut de notre gouvernement de s'occuper trop souvent des questions fédérales. Il devrait s'occuper des problèmes de la province; celle-ci s'en porterait mieux. S'il y a un trust, comme le déclare le député de Montréal-Sainte-Marie, celui-ci devrait savoir que le procureur général, en l'espèce le premier ministre, a tous les pouvoirs nécessaires pour mater et faire disparaître les trusts sans l'intervention du pouvoir fédéral, pour empêcher leurs abus, pour prendre toutes les poursuites nécessaires. Que le député de Montréal-Sainte-Marie aille donc porter plainte auprès du procureur général! Il a toute autorité pour agir. J'espère qu'il ne tentera plus d'éluder ses responsabilités, comme dans l'affaire du charbon.

Avec ou sans enquête, avec ou sans avis d'Ottawa, le procureur général de la province de Québec avait et a le pouvoir de prendre des procédures contre les trusts et combines, de poursuivre les abus. Le fait qu'il peut y avoir ou ne pas avoir d'enquête fédérale ne change rien à ses pouvoirs en la matière.

Or, lorsque le gouvernement fédéral a fait faire une enquête sur le trust du charbon et ses abus<sup>1</sup>, alors que la preuve a été établie, que l'enquêteur a conclu à la violation de la loi, le procureur général, au lieu de prendre des poursuites pour protéger le

public de façon efficace, avant que l'on pût continuer les mêmes abus pour une autre saison, a retardé les procédures.

Au lieu d'agir immédiatement dans le cas du charbon, après l'enquête fédérale, le procureur général de notre province a eu une longue correspondance avec le ministre fédéral du Travail (l'honorable W. A. Gordon)<sup>2</sup>, ce qui a permis au négoce du charbon de ne pas déranger ses plans.

Le monopole du charbon a eu le temps de réaliser de gros profits en attendant les poursuites. Le premier ministre et procureur général avait évidemment des objections à poursuivre, alors que les compagnies intéressées elles-mêmes ne formulaient aucune objection. Les objections venaient donc de celui qui avait le devoir de poursuivre. L'honorable premier ministre prétendait qu'il ne pouvait poursuivre sans l'autorisation du fédéral. Pendant tout ce temps, le public a continué à payer.

Le procureur général avait tout le dossier en main pour vérifier les chefs d'accusation. Quand même Ottawa n'aurait jamais tenu enquête, le procureur général pouvait, en n'importe quel temps, intenter des procédures. Mais il a retardé les procédures sur des motifs futiles que les juges ont rejetés immédiatement, lorsque les compagnies intéressées les ont soulevés.

Restons donc sur les questions provinciales, nous en aurons suffisamment.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je suis heureux que l'honorable chef de l'opposition ait parlé du charbon. Il en parle comme quelqu'un qui ne sait pas du tout ce qui s'est passé. S'il le savait, il dirait que le procureur général de Québec a fait son devoir, et tout son devoir, et qu'Ottawa n'a nullement fait le sien. Quels sont les faits, M. l'Orateur? Ottawa a fait une enquête *ex parte* au sujet de la combine des compagnies de charbon. Elle ne l'a pas faite à la demande de son ministre de la Justice.

C'est l'honorable sénateur Rodolphe Lemieux<sup>3</sup> qui s'est levé, à la Chambre haute, et qui a dit qu'il y avait un trust du charbon au pays. Il a demandé au gouvernement conservateur fédéral de tenir une enquête. S'il y a eu des abus, ou Ottawa savait, ou ne savait pas, qu'il y avait un trust du charbon au pays. S'il le savait, il a manqué à ses devoirs, il aurait dû procéder avant la déclaration de M. Lemieux. S'il ne le savait pas, il est coupable de négligence et il aurait dû le savoir.

Ottawa a donc finalement fait une enquête, mais encore une fois, seulement après la dénonciation

d'un sénateur libéral. La province de Québec n'a pas été invitée pour interroger les témoins à cette enquête qui s'est faite *ex parte*. Mais l'enquête terminée et le rapport publié, le ministre du Travail et des Mines, l'honorable M. Gordon, nous a fait tenir la preuve et tous les exhibits en nous disant: "Marchez maintenant." On nous a envoyé un dossier aussi volumineux que mon pupitre, et arrangez-vous!

La loi fédérale des combines dit que, si le ministre fédéral du Travail est d'avis qu'il y a lieu de procéder, si la loi a été enfreinte, il doit faire tenir la preuve faite au procureur général d'une province et lui demander de procéder dans un délai de deux mois. Si, au bout de deux mois, le procureur général ne prend aucune poursuite, Ottawa peut procéder. Comme la loi fédérale nous autorisait à ne procéder que sur demande du fédéral, j'ai écrit au ministre du Travail pour lui demander si, dans son opinion, la loi des combines avait été violée. Il n'a pas voulu répondre à cette question précise. Pourquoi?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre devrait savoir que c'était un argument futile. A-t-il lu la décision du juge sur ce point?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le juge n'a pas décidé ce point.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et si le premier ministre veut s'informer, il apprendra que cette argumentation a été rejetée tout de suite. Le juge n'a-t-il pas décidé au procès que cette formalité était inutile et que le procureur général n'avait pas à s'occuper de l'opinion du fédéral? L'objection n'a-t-elle pas été soulevée?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ne puis l'affirmer, mais il me semble que non.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Elle a été soulevée.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ne puis l'affirmer, mais je ne crois pas que le juge se soit ainsi prononcé. En tout cas, même si le chef de l'opposition avait raison, il reste que nous avons deux mois pour agir, et nous avons agi dès que nous avons constaté que le fédéral s'esquivait.

M. l'Orateur, que l'on remarque qu'il n'y a que le procureur général de la province de Québec qui a entendu parler de ce trust de charbon. Le procureur général de la province de l'Ontario n'en a rien su et, cependant, les opérations du commerce du charbon se sont faites dans l'Ontario comme dans Québec.

Mon honorable ami (M. Duplessis) dit que j'ai eu une longue correspondance avec l'honorable M. Gordon, ministre du Travail à Ottawa, avant d'entamer les procédures. Pas si longue que ça! Car nous avions un délai de deux mois.

J'ai écrit à l'honorable M. Gordon pour lui demander si, dans son opinion, une offense contre la loi défendant les combines avait été commise. Il était très important de savoir si une telle offense avait été commise, avant de nous demander d'entamer des procédures.

C'était tout naturel, ils avaient procédé à l'enquête, connaissaient la preuve. Il eût été facile de se prononcer. Même, nous étions avisés par nos avocats que nous n'avions pas le droit de poursuivre sans avis d'Ottawa. Le ministre fédéral n'a pas répondu. Il a refusé de donner l'information vitale et les directives quant à ce qui devait être fait. Nous avons dit: "Il y a peut-être danger de commettre une erreur fatale."

Le ministre n'a pas répondu davantage. Nous ne nous sommes pas, pour cela, abstenus de procéder. Le fédéral avait commencé une enquête, il pouvait prendre des procédures; il a préféré nous laisser ce rôle. Nous l'avons accepté. Nous avons traduit huit compagnies devant les tribunaux et les compagnies ont été condamnées à \$30,000 d'amende. Le procès nous a coûté cher. De plus, les compagnies ont dû dépenser beaucoup d'argent. Ottawa ne s'est mêlé de rien et ne nous a accordé aucun concours.

M. l'Orateur, je le demande à la Chambre et à la province: Quel est celui, d'Ottawa ou de Québec, qui a fait son devoir dans cette affaire? La réponse est facile. L'honorable chef de l'opposition, qui a eu tort de parler comme il vient de le faire, peut répondre lui-même.

Je le lui dirai clairement: Dans cette affaire, nous avons fait notre devoir, et ses amis du gouvernement d'Ottawa n'ont pas fait le leur. Il n'a fait son devoir ni entièrement ni en partie.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas à défendre l'attitude du gouvernement fédéral, mais à étudier si le gouvernement de la province a pris les mesures nécessaires pour protéger le public consommateur de Québec. L'honorable premier ministre nous dit qu'il y a eu enquête par Ottawa sur le trust du charbon. Il n'était pas nécessaire de faire une enquête et le procureur général de la province de Québec pouvait parfaitement prendre des procédures sans enquête. Il y a eu enquête parlementaire soulevée par le sénateur Lemieux.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il n'y a pas eu d'enquête parlementaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est à la demande de l'honorable M. Lemieux que l'enquête a eu lieu.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Pas une enquête parlementaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il reste que, en dehors de toute discussion entre Ottawa et Québec, le procureur général de la province, avec ou sans enquête fédérale, avait le droit et le devoir de poursuivre les abus commis par les trusts, d'enquêter de son propre chef, en dehors de toute initiative fédérale. Cette enquête fédérale n'était pas nécessaire, et le procureur général connaissant les faits qui se passaient chez nous aurait dû procéder. L'honorable premier ministre admet qu'il a demandé au ministre du Travail s'il y avait une offense des compagnies de charbon.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai dit que la loi décrète que le ministre du Travail devait communiquer le rapport de son enquête au procureur général de la province de Québec et lui donner son opinion, et cela, il ne l'a pas fait.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre prétend qu'il était important de savoir si le fédéral devait donner la permission de poursuite. C'était si important que le premier ministre ignore même que le tribunal a rejeté cette prétention. Le procureur général pouvait procéder et il ne l'a pas fait.

L'article 1 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 15 modifiant la loi de la gazoline.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a des résolutions? Voilà la preuve qu'il s'agit de nouvelles ressources, donc de nouvelles taxes!

Adopté.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur

le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose: Que le produit communément appelé "huile à charbon" ne soit pas compris dans la définition du mot "gazoline", à moins qu'il soit mélangé ou préparé pour être mélangé avec le liquide communément appelé gazoline.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première fois.

#### Extension des conventions collectives

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 37 relatif à l'extension des conventions collectives de travail soit maintenant lu une deuxième fois.

M. l'Orateur, je dois à cette Chambre, à toute la population de ma province, et particulièrement aux employeurs et aux ouvriers, plus qu'une brève présentation de cet important projet de loi relatif à l'extension juridique des conventions collectives de travail. L'assemblage de ces termes légaux peut sembler prétentieux, surtout dans la bouche d'un travailleur. Ils signifient toutefois des choses très simples.

Le but de la présente loi est de rendre obligatoires pour tous les employeurs d'une même région les dispositions relatives aux salaires, aux heures de travail et à l'apprentissage que contient un contrat collectif de travail intervenu librement entre une ou des organisations ouvrières et des employeurs ou une association d'employeurs.

Quelles sont les raisons qui ont amené le ministère du Travail, avec tout l'appui du gouvernement, à demander le vote de cette mesure de législation sociale nouvelle? La crise économique actuelle, on l'a souvent répété, a accentué beaucoup de maux dont a toujours un peu souffert notre population; elle les a, pour ainsi dire, mis en relief, surélevés, nous permettant ainsi non seulement de les déplorer, mais aussi de les mieux connaître.

Un de ces maux, c'est l'âpre et dure concurrence des employeurs sur les salaires des travailleurs. Concurrence compréhensible, explicable très facilement par le jeu brutal de la loi de l'offre et de la demande que, à juste titre, on a surnommé la loi d'airain. Quand le travail devient moins abondant, les offres de main-d'œuvre s'accroissent et les salaires baissent. Sous l'aiguillon de la concurrence, les employeurs désireux de réduire leurs prix de revient luttent entre eux à coup de réduction successive des taux de salaire. Le salaire n'est pas le seul élément de la concurrence. Nous savons tous qu'on cherche aussi à réduire les frais d'administration, à acheter les matières premières à meilleur compte, parfois même à sacrifier une large part des profits.

L'expérience a révélé, toutefois, qu'on s'attaque surtout à l'élément salaire, qui est le plus compressible. Ce régime de la concurrence a ses avantages, mais il conduit à de graves abus. Le salaire a un aspect économique mais, ne l'oublions pas, il a aussi un aspect familial et social; c'est par lui que l'homme gagne sa vie et celle des siens et il ne peut, sans que la justice ne soit violée, descendre à un niveau que réprouve la dignité humaine.

Depuis que je suis ministre du Travail, j'ai reçu, de la part des travailleurs, une multitude de plaintes contre les salaires payés dans la plupart des industries. S'il s'agit de plaintes provenant de la main-d'œuvre féminine, la Commission du salaire minimum des femmes peut enquêter et faire respecter les humbles salaires minima établis. Si les plaintes originent des travailleurs masculins, je ne puis rien dire dans le cadre de la loi.

Seules des interventions discrètes sont possibles. En face de cet affaissement des salaires, arrêté par la seule limite des secours directs, qu'avons-nous à faire? N'a-t-on pas dit qu'il fallait restaurer le pouvoir d'achat des masses laborieuses? Peut-on, sans réagir, laisser sombrer un peuple dans le paupérisme qui le ruinera matériellement, physiquement et moralement? Non, certes. Et vous touchez là la préoccupation très noble à l'origine de ce projet de loi.

Le gouvernement pouvait, en l'occurrence, prendre trois attitudes: ne rien faire; agir d'autorité par l'établissement du salaire minimum légal; ou, enfin, collaborer avec les patrons et les ouvriers par la méthode des conventions collectives de travail rendues obligatoires. Ne rien faire? C'eût été reculer devant un devoir social grave et ignorer des responsabilités d'ordre public et laisser les ouvriers être la proie des employeurs.

Agir d'autorité par l'établissement du salaire minimum légal? À notre sens, c'eût été orienter

faussement notre politique sociale. Le gouvernement aurait établi des minima; ces minima seraient devenus des maxima. On aurait prié le gouvernement de les relever; c'eût été la surenchère des promesses électorales, mêler la politique à l'économie. Par ricochet, le gouvernement assassinait froidement les organisations ouvrières. En effet, si vous enlevez à celles-ci leur raison d'être qui est de fixer les conditions de salaires, comment peuvent-elles survivre et se développer?

Bien plus, c'était l'aviilissement de la liberté des patrons et des ouvriers, dépouillés désormais du désir de se rencontrer et d'établir des justes conditions de travail. Et quelle force policière et quelle nuée d'inspecteurs nous aurait-il fallu pour surveiller l'application des minima? On aime à tromper l'État, et la mise en vigueur de la loi du salaire minimum des femmes nous est une leçon. Il devient de plus en plus évident que l'État policier est un médiocre protecteur du juste salaire.

Ce qu'il faut développer, c'est le sens de la responsabilité sociale chez les employeurs comme chez les ouvriers et ce n'est que par la collaboration de l'organisation patronale et de l'association ouvrière qu'on y parviendra. C'est en nous inspirant de ce dernier principe que nous avons recommandé l'extension juridique de la convention collective de travail. Cette mesure constitue la plus formidable assistance qu'aient jamais reçue les organisations patronales et ouvrières, désireuses de se développer ou même de naître.

Quelle est l'économie générale de la loi? Supposons que, dans un territoire déterminé, un syndicat ou une union professionnelle d'ouvriers négocie un contrat de travail avec des employeurs ou une association d'employeurs. Sur requête des patrons ou des ouvriers syndiqués, le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il constate que l'entente est suffisamment représentative, rend obligatoires pour toute la région visée par le contrat et pour toute l'industrie ou le métier concerné, les dispositions relatives au salaire, aux heures de travail et à l'apprentissage, contenues dans la convention collective.

À l'heure actuelle, les ouvriers unionistes veulent des conventions collectives qui garantissent la stabilité des salaires. Des employeurs sont disposés à négocier. Toutefois, ils hésitent, ils se refusent, car ils prévoient de toute évidence qu'ils se placent sur un pied d'infériorité par rapport à leurs concurrents. Comment un entrepreneur peut-il s'engager pour une année à payer ses menuisiers 75 sous de l'heure, alors que ses concurrents ne paient que 60 ou 40 sous? Peuvent-ils, à chance

égale, présenter une soumission pour une entreprise à forfait?

Évidemment non. Alors, on ne signe plus de contrat de travail, et les organisations ouvrières périssent, faute de pouvoir protéger leurs membres. Et les employeurs honnêtes ne peuvent plus tenir contre les employeurs rapaces. Il faut donc protéger de toute nécessité la convention collective de travail. Il faut donc que les patrons s'organisent, de même que les ouvriers. Plus de crainte d'une concurrence déloyale; l'État intervient pour la supprimer en obligeant les individualistes à emboîter le pas à la suite des coopérateurs. Est-il vraiment possible pour l'État de mieux favoriser la collaboration du capital et du travail?

Quel est l'homme public qui n'ait pas fait appel à la collaboration des classes? Louable, nécessaire même, cette collaboration des classes, pour s'exercer et se développer, doit avoir un milieu favorable, doit jouir de conditions sociales qui la rendent possible, doit être favorisée, aidée par la loi. Pas de collaboration sans entente entre les deux parties. Avec la meilleure volonté du monde, les patrons et les ouvriers, dans les circonstances actuelles, peuvent-ils s'entendre, quand leurs décisions communes sont annihilées par le refus de coopération des autres? Quand ils s'exposent par cette même entente à tomber victimes d'une concurrence qui les guette et s'apprête à les dévorer? L'extension de la convention collective de travail rendra donc possible et réelle la collaboration des classes qui, autrement, restera un bien théorique et fuyant.

Un autre avantage de l'extension de la convention collective de travail, c'est la poussée donnée à l'organisation ouvrière ou patronale. C'est le devoir de l'État d'aider au développement de la coopération, dans le domaine de la production industrielle, comme dans le domaine de la production agricole. Le syndicalisme ouvrier ou patronal est une forme de haute coopération. On aime à citer parfois la lettre pontificale *Quadragesimo Anno*<sup>4</sup>. Il y est dit formellement: "La politique sociale mettra donc tous ses soins à reconstituer les corps professionnels." C'est ce que nous faisons.

Ouvriers et patrons n'ont plus raison d'hésiter à se syndiquer s'ils entrevoient que leur effort ne sera pas vain et qu'ils pourront obtenir, les premiers, le juste salaire, les seconds, la certitude que la concurrence sur la rémunération de la main-d'œuvre connaîtra enfin une digue, permettant enfin un profit raisonnable à l'entreprise. Une autre considération milite en faveur de la présente loi. N'est-ce pas l'idéal rêvé par tous que soit fixé le juste salaire? Or, qui

peut fixer ce salaire, sinon les patrons et les ouvriers eux-mêmes par la méthode d'une commission mixte discutant dans une atmosphère de sérénité et de liberté?

C'est ce qui a lieu dans la convention collective. Et si celle-ci établit le juste salaire pour les parties contractantes, pourquoi ce même juste salaire ne peut-il pas être imposé à toute la famille professionnelle de la même région? Si un salaire est juste pour les uns, pourquoi serait-il injuste pour les autres? Les administrations publiques établissent, pour leurs travaux, l'échelle des salaires raisonnables. Personne là, contre. Les entrepreneurs soumissionnaires concourent sur un pied d'égalité, en ce qui touche l'item salaire dans le prix de revient.

On trouve cela équitable. Pourquoi ne serait-il pas équitable que la population, par la grande voix du gouvernement, exige que la production nationale garantisse d'abord et partout le paiement du juste salaire, surtout quand ce sont les deux éléments de cette production, capital et travail, qui le demandent, comme c'est le cas dans le présent projet de loi?

Je passerai à une dernière considération. On réclame à raison, dans notre province comme ailleurs, le maintien de la paix sociale. Or, la vraie paix ne peut exister que dans l'ordre et la justice. La paix apparente peut exister dans le désordre et dans la haine, sous la contrainte de la force, mais ce n'est pas la paix. L'ouvrier qui peine avec un salaire de famine peut sembler pacifique et ronger son frein dans le silence, mais il n'est pas un élément de paix sociale. Il est victime d'un désordre, et il n'y a pas de paix dans le désordre, pas plus que dans l'injustice.

Au contraire, si on permet l'établissement du salaire équitable par la libre discussion entre employeurs et employés, on sera proche d'atteindre à la justice, donc à l'ordre, donc à la paix dans l'ordre, la seule qui soit vraie dans le monde des relations industrielles, comme dans le monde international. Notre nouvelle loi est une garantie de paix sociale.

On nous reprochera probablement d'être des novateurs en matière sociale. C'est un reproche que nous acceptons, pourvu que nous puissions prouver, au préalable, la sagesse de nos innovations. Le gouvernement libéral actuel a innové quand il a établi la loi des accidents du travail en 1909. Aucune autre province n'avait encore voté le principe d'une loi de compensation. Plus tard, les provinces sœurs ont suivi. Par vocation, Québec est la pionnière et l'initiatrice des mesures de sage progrès. Elle continue son œuvre.

L'extension juridique de la convention collective de travail a été votée et appliquée en

Allemagne, sous le régime démocratique instauré par la Constitution de Weimar; au Mexique, en Italie, en Autriche, selon des modalités diverses. L'Angleterre n'y a pas recouru; le syndicalisme anglais a été assez développé pour se passer de cette mesure. Toutefois, le Trade Boards Act a été voté dès 1909, amendé en 1918, pour couvrir les industries où l'organisation syndicale est faible ou n'existe pas.

Le ministre du Travail anglais peut convoquer les représentants patronaux et ouvriers d'une telle industrie, les consulter sur les taux raisonnables du salaire et, par décret, il rend obligatoires les conclusions de la conférence paritaire.

Le Trade Boards Act a été la source d'inspiration des lois sur le salaire minimum des femmes des provinces canadiennes. Le Bureau international du travail, dans une de ses publications récentes<sup>5</sup>, annonçait que 1,500,000 d'ouvriers et d'ouvrières étaient protégés par le Trade Boards Act. Les ouvriers chrétiens, belges et français réclament dans leurs pays une loi sur l'extension juridique des conventions collectives de travail.

Voici ce que M. Henri Pauwels, président de la Confédération des syndicats chrétiens de Belgique (CSC)<sup>6</sup>, demandait dans une conférence qu'il a donnée à la Semaine sociale de Louvain, (août 1933) - (Cité des dossiers de l'*Action Populaire*, 16 janvier 1934):

"À l'heure présente, l'encouragement de l'organisation professionnelle par l'État devrait se manifester par le vote des lois sur les objets ci-après, qui doivent constituer les premières bases de cette institution: *a.* le statut syndical; *b.* les conventions collectives de travail avec la clause de l'exécution obligatoire; *c.* les commissions paritaires dont les décisions, sous la réserve de la sanction de l'État, devraient être obligatoires.

"Du point de vue purement pratique, continue M. Pauwels, il est également intéressant que ces lois soient votées sans tarder et, en tout cas, avant la reprise des affaires. Il faut, en effet, s'attendre à de nombreux conflits de travail, qui menacent de troubler la reprise; les lois que nous préconisons sont de nature à éviter ces difficultés."

La loi que nous présentons à cette Chambre s'accorde avec les réclamations de ce sociologue belge de réputation internationale.

Cette loi n'est pas parfaite. Elle ne s'appliquera que lentement, et elle pose comme condition essentielle l'entente préalable d'une partie notable des employeurs et des employés d'une même profession. Les arrêtés en conseil seront violés probablement et les ouvriers, par crainte, ne

réclameront pas toujours leur dû. Mais ils en auront le droit, tout comme dans une entreprise de construction du gouvernement, ils peuvent se faire rembourser par l'entrepreneur adjudicataire, les différences de salaire qui leur sont dues. Nous avons confiance que les ouvriers sauront réclamer ce qui leur sera accordé par la loi, et nous espérons que les organisations ouvrières les y aideront.

Améliorer est toujours possible. Au fur et à mesure de la prise des arrêtés et de leur application, nous verrons de quelle façon il sera opportun de modifier les présentes dispositions législatives que j'ai bien l'honneur de soumettre à cette Chambre, avec la certitude qu'elle m'accordera toute sa collaboration.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit du principe du bill. Nous tenons à dire que nous l'approuvons. Je n'ai pu l'étudier, car on vient seulement de le distribuer. Nous étudierons chaque article en comité plénier et nous verrons. M. l'Orateur, je suggère qu'on l'adopte en deuxième lecture<sup>7</sup> et que l'on remette l'étude à une séance subséquente.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier

#### Motions des députés:

##### Frais d'enregistrement concernant les emprunts des cultivateurs

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), que:

Vu que les frais d'enregistrement ainsi que le coût des recherches aux bureaux d'enregistrement et des certificats émis par les bureaux d'enregistrement sont trop élevés et tendent à diminuer le crédit de ceux qui ont besoin d'emprunter;

Vu qu'il est urgent de venir en aide aux cultivateurs et de faciliter l'obtention du crédit qui leur est nécessaire;

Cette Chambre recommande au gouvernement d'adopter, sans plus de retard, les mesures nécessaires pour diminuer les frais d'enregistrement ainsi que le coût des recherches aux bureaux d'enregistrement et des certificats émis par les bureaux d'enregistrement, en ce qui concerne les emprunts par les cultivateurs et pour les besoins de leurs fermes.

Le but de ma motion est de diminuer le fardeau trop lourd qui pèse sur les cultivateurs de

cette province. Il est évident que les frais d'enregistrement, le coût des recherches aux bureaux d'enregistrement et des certificats émis par les bureaux d'enregistrement sont trop élevés et tendent à diminuer le crédit de ceux qui ont besoin d'emprunter. Ceux qui en souffrent davantage, ce sont les cultivateurs. Le problème agricole est angoissant et l'avenir de Québec est intimement lié au sort de l'agriculture.

Ceux qui, comme moi, aiment la terre, croient et espèrent en elle, ceux qui veulent y rester attachés, ceux qui veulent voir les fils du sol demeurer sur le sol, pour y continuer la tradition familiale, déplorent l'exode rural sans cesse croissant, et constatent avec amertume que nos campagnes se désertent et que la jeunesse rurale s'en va grossir l'armée des chômeurs ou des déracinés des grands centres urbains. Quand l'honorable premier ministre prit la place de Sir Lomer Gouin, le pourcentage de la population rurale était de 47.2 % comparativement à 52.8 % pour la population urbaine. En 1931, le pourcentage de la population rurale n'était plus que de 39.53 % comparativement à 60.47 % pour la population urbaine.

Ainsi, en 1920 il y avait 5.6 % de la population de plus dans les villes que dans les campagnes et, en 1931, il y avait 20.94 % de population de plus dans les villes que dans les campagnes. Pourquoi cette émigration rurale? Parce que les cultivateurs ne peuvent joindre les deux bouts et que, malgré tout leur courage, ils ne peuvent rencontrer leurs obligations. N'est-il pas du devoir des législateurs de rechercher les causes de ce mal, de trouver et d'appliquer le remède, et ma motion n'a pas d'autre but que celui-là.

On l'a dit et redit dans cette Chambre, et je tiens à le répéter, le gouvernement provincial a enlevé aux municipalités rurales comme urbaines leur autonomie, leurs prérogatives, leurs sources de revenus. Il leur a imposé de lourdes obligations et le gouvernement réparerait, dans une certaine mesure, le mal causé aux cultivateurs, s'il faisait droit à la demande que je fais par la présente motion.

Comme ma motion le demande, il est évident qu'il est urgent de venir en aide aux cultivateurs et de faciliter l'obtention du crédit qu'il leur est absolument nécessaire pour faire face à leurs nombreuses obligations. Les frais d'enregistrement, le coût des recherches aux bureaux d'enregistrement des certificats émis par les bureaux d'enregistrement sont trop élevés, tendent à diminuer le crédit de ceux qui ont besoin d'emprunter, et j'espère donc que ma motion sera acceptée par cette honorable Chambre.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

M. l'Orateur, ce n'est pas souvent que nous nous entendons avec nos honorables amis de l'opposition. Cette fois, nous sommes en parfait accord. Je suis heureux de dire que j'approuve la motion de mon honorable ami (M. Élie). Je puis même dire à la gauche que le gouvernement étudie présentement une législation pour diminuer le coût des frais de recherches aux bureaux d'enregistrement. Je dois avouer que la question n'est pas facile cependant. Quand il faut retrouver des titres chez nous, c'est un travail compliqué, à cause des nombreux mariages et des habitudes de nos gens qui n'ont pas toujours le notaire sous la main.

Certains bureaux de régistreur ne rapportent pas beaucoup et, cependant, le régistreur exerce une fonction lourde de responsabilités, qui mérite une rémunération convenable. Il faut assurer un salaire raisonnable aux préposés à l'enregistrement. Nous sommes en face d'un grand problème dans la province de Québec. Tous les prêteurs sont en face de difficultés spéciales. L'honorable M. McLean, président du prêt agricole fédéral, m'écrivait récemment que les prêts deviendraient difficiles dans notre province, qu'il sera peut-être bientôt obligé de refuser des prêts encore plus, parce que nous avons un trop grand nombre de créances qui passent avant même les créanciers hypothécaires. Il y a les frais de la dernière maladie, les frais funéraires, les dons et les répartitions à la fabrique pour la construction des églises et des presbytères, les taxes municipales et scolaires. Souvent le créancier hypothécaire n'a rien. Voilà une raison qui empêche le prêt agricole fédéral de prêter aussi généreusement que dans les autres provinces.

Des compagnies de prêt hésitent à avancer de l'argent précisément parce que les privilèges sont trop nombreux. Cette situation particulière est attribuable à notre système de lois françaises. Nous ne voulons pas renoncer à notre Code civil, à nos lois françaises. Mais il faut faire quelque chose. Il y a quelques années, nous avons pensé d'amender la loi des fabriques. Les autorités religieuses de notre Église consentaient à se rendre, mais les autorités d'autres Églises ne voulurent point. Les choses en sont restées là. Cela démontre que la question n'est pas facile à résoudre. Nous ferons quelque chose cependant et nous comptons sur la collaboration de tous ceux que ce problème intéresse.

Je remercie l'honorable député d'Yamaska (M. Élie) d'avoir présenté cette résolution. Nous cherchons un moyen de simplifier les procédures, d'assurer le crédit de nos cultivateurs. J'espère que

nous réussissons. Nous voulons essayer d'être utiles à nos braves concitoyens de la campagne que nous voulons garder chez eux. Notre collègue d'Yamaska a parlé d'exode rural et il en impute la responsabilité au gouvernement. Le mal ne se borne pas à notre province. C'est un mal qui existe partout et qui est attribuable aux attrait particuliers des centres urbains. Partout, dans les campagnes, on a décrit les villes sous des couleurs trop riantes. On aime mieux la ville, et l'on tient à y rester.

L'afflux de la population des campagnes vers les villes crée de grands problèmes. Notre population se déshabitue peut-être de travailler. Montréal a payé \$1,400,000 le mois dernier à ses chômeurs. Est-ce pour cela qu'il est difficile d'engager des hommes pour le bois? Je suis informé que, tout dernièrement, la compagnie Price a essayé d'avoir 500 hommes pour la coupe du bois et qu'elle n'a pu les trouver à Montréal. L'International en réclamait 600, et même résultat. À Chicoutimi, où il y a plus de 800 chômeurs, c'est à peine si l'on a pu en employer 50, et il a fallu aller chercher les autres à Québec. À Kénogami et à Jonquière, on a essayé en vain de trouver 100 hommes pour aller travailler dans le bois. On était prêt à les payer 30 cents de l'heure, on n'en a trouvé que 30. On ne peut en trouver qui consentent à aller dans la forêt en nombre suffisant.

On prétend que nous avons négligé la classe agricole? Le gouvernement a toujours accordé sa plus grande sollicitude aux cultivateurs. On s' imagine avoir plus de confort loin de chez soi, en temps de crise. Et pourtant, il n'y a pas de province au Canada où les cultivateurs sont dégrevés de taxes comme dans la province de Québec. Travaillons à améliorer leur sort en acceptant des suggestions comme celles du député d'Yamaska, et nous aurons fait une belle œuvre pour la classe agricole. Ce n'est pas en jetant le blâme un peu partout qu'on remédiera au mal. Nous espérons obtenir la collaboration de tous les membres de cette Chambre pour continuer à aider nos cultivateurs. Je le répète, le gouvernement est heureux d'accepter la résolution de l'honorable député d'Yamaska.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. l'Orateur, je suis heureux de féliciter l'honorable député d'Yamaska et l'honorable premier ministre de leurs discours. Le député d'Yamaska a été plus convaincant que tous ses autres collègues de l'opposition qui ont préconisé, sans succès, cette mesure depuis plusieurs années. Cependant, s'il est vrai que l'on a des difficultés à engager des hommes pour le bois à Kénogami et à Jonquière, il ne faut pas

s'en étonner, car on a laissé pousser des villes champignons. On a fait miroiter les plus belles choses au monde à la population de ces villes et, aujourd'hui, la détresse y règne. La situation dont vient de parler le premier ministre n'est pas nouvelle. Elle existait avant la crise et elle existera encore après. C'est pour cela que l'opposition réclame un système de prêt agricole provincial, au lieu du système fédéral.

Le premier ministre prétend que, d'après M. McLean, président de la Commission du prêt agricole, il est devenu très dangereux de prêter dans la province de Québec, à cause des nombreux privilèges créés par nos lois et des charges cachées qui grèvent les propriétés des cultivateurs. Je partage l'opinion de M. McLean. Les provinces de l'Est ont des besoins différents de ceux des provinces de l'Ouest, et la législation de la province de Québec est radicalement différente, en matière de privilèges, de celle des autres provinces.

Nos cultivateurs ont absolument besoin d'emprunter pour faire face à leurs obligations. Je suis certain que l'opinion à ce sujet est maintenant telle dans la province de Québec que je ne crois pas que l'honorable ministre de l'Agriculture<sup>8</sup> voudrait répéter aujourd'hui ce qu'il a déjà dit dans cette Chambre, à savoir que le cultivateur souffre non pas du manque de crédit, mais d'une surabondance de crédit. La *Gazette officielle* vient de nous apprendre que 250 cultivateurs verront bientôt leurs propriétés vendues pour taxes.

Lorsqu'un cultivateur est obligé de quitter sa terre, c'est du capital humain qui est sacrifié. Nous avons besoin d'un système de crédit agricole provincial, car le système fédéral, fait pour tout le pays, ne convient pas à Québec, qui a des lois spéciales, différentes de celles de toutes les autres provinces. Le premier ministre affirme que son gouvernement ne néglige pas la classe agricole et qu'il n'est pas responsable de son exode vers les villes, que cet exode est d'ailleurs généralisé dans le monde entier. Il y a deux sortes d'exodes: l'un volontaire, et l'autre forcé. Le gouvernement est responsable de l'exode forcé et, dans une proportion moindre, de l'exode libre, parce qu'il a chanté, sur tous les tons, le développement industriel et qu'il a favorisé la naissance de villes champignons.

Je ne suis pas prêt à donner une absolution générale au gouvernement pour l'acte de contrition qu'il fait aujourd'hui. Le premier ministre a dit la sollicitude du gouvernement pour le cultivateur qu'il a, prétend-il, soulagé de toute taxe. Il est vrai que le gouvernement a repris à sa charge certains fardeaux



que portait le cultivateur. Ce geste cependant est venu bien tard, et seulement après que les municipalités se furent endettées et que le cultivateur eût épuisé ses forces de résistance. Le gouvernement a peut-être soulagé le cultivateur de quelques taxes, mais il a surtout soulagé les municipalités de tous leurs revenus et les a forcées à faire aux cultivateurs des taxes municipales excessivement lourdes, qui sont indirectement des taxes payées au Trésor provincial.

Je félicite l'honorable premier ministre d'accepter la motion de l'honorable député d'Yamaska. Mais ce beau geste, ce petit geste de ferme propos, ne doit pas nous faire oublier les fautes du gouvernement qui devrait établir un crédit agricole provincial, s'il a tant de sollicitude qu'il le dit pour les cultivateurs. Il est vrai que l'on a fait quelque chose pour les cultivateurs, mais le crédit agricole s'impose.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):**

M. l'Orateur, nous sommes heureux de seconder la motion de la gauche, et nous constatons avec plaisir que l'opposition sera disposée à seconder la mesure que le gouvernement est en train d'élaborer pour remédier au mal. Je suis encore plus heureux de dire que c'est l'ardent désir de tous les membres du gouvernement de diminuer les dépenses de nos cultivateurs et de les aider le plus possible.

Ce projet aura pour effet principal de corriger une situation qui empêche le système fédéral du crédit agricole d'opérer aussi avantageusement chez nous qu'ailleurs. Nous admettons que le prêt fédéral est généreux pour la classe agricole, mais certaines conditions particulières à notre province le rendent difficile d'application. Je n'ai pas confiance en un système provincial, et je crois que nous devons travailler à améliorer nos conditions particulières.

Je ne m'accorde pas avec l'honorable député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) qui réclame un crédit agricole provincial à côté du crédit agricole fédéral. Les cultivateurs de notre province ne veulent pas de crédit agricole provincial. Ils veulent cependant que l'on améliore le crédit agricole établi par le fédéral, qui pourrait nous rendre plus de services, si nous n'avions pas notre Code civil et nos lois françaises, que nous voulons garder.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le Code civil n'a rien à faire avec cela.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Mais certainement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si l'honorable ministre me le permet, je lui dirai que le crédit agricole fédéral a été fait pour l'Ouest et non pour les provinces de l'Est, et encore moins pour les cultivateurs de notre province. Le gros inconvénient, c'est que, dans l'Ouest, la grande partie de l'évaluation est basée sur la terre tandis que, chez nous, l'évaluation repose sur les constructions. C'est là le défaut.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Ce n'est pas le seul. L'un des principaux défauts est le fait que l'évaluation municipale de nos terres est bien au-dessous de leur valeur réelle. Nous déprécions nous-mêmes la valeur de nos propriétés à la campagne.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais l'évaluation de nos terres se fait par une tierce personne qui ne tient pas compte de l'évaluation municipale de la terre du cultivateur qui veut emprunter du prêt agricole. Le prêt fédéral fait lui-même l'évaluation, sans tenir compte de l'évaluation municipale.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il est tenu compte de l'évaluation municipale, sans aucun doute. Un officier spécial fait l'évaluation des propriétés de celui qui désire emprunter, mais il se base souvent sur l'évaluation de la municipalité. Je ne vois pas pourquoi nous ne nous appliquerions pas plutôt à corriger ces situations particulières à notre province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Parce que nous avons des conditions particulières à notre province, nous devrions avoir un système différent de celui de l'Ouest.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je ne crois pas nécessaire un crédit provincial que les cultivateurs ne demandent pas d'ailleurs. Déjà nous contribuons à payer une partie du taux d'intérêt du fédéral et nous devons travailler pour améliorer les conditions qui rendent l'application du système établi moins efficace. Un autre défaut du crédit agricole fédéral, c'est le taux d'intérêt trop élevé. Quant aux autres questions touchées par les députés de la gauche, je ne les suivrai pas. J'ajoute, en terminant, que l'honorable député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) n'a pas réfuté la principale déclaration de l'honorable premier ministre, affirmation que je répète avec plaisir et sans crainte d'être corrigé, que le cultivateur de la province de Québec est celui qui est le moins taxé au Canada; dans aucune autre province, le cultivateur reçoit autant d'aide de la part du gouvernement.

(Applaudissements à droite)

**M. Barré (Rouville):** J'ai peur pour l'honorable premier ministre<sup>9</sup>. Il ne sait peut-être pas que je l'aime beaucoup, plus que de la façon dont il faut aimer son prochain.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est la première fois que je l'apprends.

**M. Barré (Rouville):** C'est avec plaisir que je constate les bonnes dispositions du premier ministre et du gouvernement à l'égard de la motion du représentant d'Yamaska. Je suis heureux, mais je suis inquiet. Le rédacteur du *Canada* ou l'ex-rédacteur du *Canada*<sup>10</sup> va probablement administrer une raclée à l'honorable premier ministre pour ce qu'il a dit cet après-midi, comme il m'en a administré une lorsque j'ai réclamé la diminution des frais d'enregistrement à la campagne. L'honorable premier ministre nous a dit qu'il présenterait un projet de loi dans ce sens. Tant mieux, mais nous ne l'avons pas su avant la motion de l'honorable député d'Yamaska.

Le premier ministre a été injuste dans ses remarques. Il a affirmé que le gouvernement préparait un projet de loi et qu'il était satisfait de pouvoir compter à l'avance sur l'appui de l'opposition. M. l'Orateur, il y a 35 ans que le gouvernement est à la tête de cette province; pourquoi n'a-t-il pas présenté avant aujourd'hui le projet qui devra corriger une situation déplorée par l'opposition depuis des années?

Par le passé, les prétentions soutenues aujourd'hui nous valaient des bordées d'injures. Aujourd'hui, on admet tout le mal et on se vante de l'avoir vu avant la gauche. C'est la première fois que le gouvernement fait allusion à un projet de loi de cette nature, et je crois que la motion l'a inspiré.

On parle d'exode rural. Le gouvernement n'est pas le seul responsable, mais il devrait commencer à réaliser qu'il lui appartient de diriger de manière à prévoir certains événements. Quand on a crié au développement industriel, quand on a montré du doigt la belle fumée blanche des cheminées de l'usine, quand on a créé des villes champignons, on ne peut prétendre n'avoir pas contribué à créer un appel vers les centres urbains.

On se vante d'aider le cultivateur. On donne tout aux chômeurs des villes. Au cultivateur? Rien. Si tu veux avoir quelque chose, agriculteur, mets-toi chômeur et tu obtiendras à manger.

L'honorable premier ministre a dit que des compagnies ne pouvaient obtenir d'hommes pour aller couper leur bois. Je lui dirai que, dans ma paroisse, il y a une trentaine de jeunes gens qui sont

prêts à aller gagner la vie de leurs parents, mais qui acceptent le pain paternel, la honte au front. Ils refuseraient de se faire bûcherons, parce qu'ils ne voudraient pas accepter les conditions inhumaines que l'on fait aux bûcherons. Je ne veux pas suivre le premier ministre quand il affirme que les compagnies forestières ne peuvent trouver d'hommes. Ces compagnies ne peuvent trouver d'hommes parce qu'elles ne les payent pas assez.

Si la tâche de bûcheron ne paie que cinq sous par jour et que les hommes des chantiers font des vies de chien et non des vies d'homme, il n'est pas surprenant que l'on ne puisse trouver 500 bûcherons pour aller couper du bois. Un homme, ce n'est pas un chien, même quand il est dans la misère! Jamais il ne perd sa dignité d'homme, pas même quand le gouvernement ferme les yeux sur des abus qui durent depuis des années. Ces pauvres bûcherons font la grève? On les enferme en prison. Ce n'est pas une honte pour ces grévistes d'avoir eu de la prison. L'humiliation, c'est le crime qui la donne, et non la condamnation ou la punition.

Je l'ai dit, je ne veux pas critiquer toujours, et quand même. Mais que chacun prenne ses responsabilités. Le gouvernement a obligé bon nombre de municipalités à élever l'évaluation pour en avoir plus de profits. Conséquence, bien des propriétés ne valent pas actuellement leur évaluation. La voirie a tort de se vanter des remises de 50 % quand, en réalité, le 50 % est payé longtemps après et que la municipalité a payé des intérêts pour le montant dû. Si la valeur des terres a diminué, il ne faut pas oublier que le 50 % des chemins a hypothéqué les terres. L'attitude du gouvernement me fait penser à la vieille qui disait: "La vache du bedeau a mangé mes choux, mais elle a aussi mangé ceux du voisin."

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Très bien, très bien. (Rires)

**M. Barré (Rouville):** Le gouvernement a tort de se croiser les bras parce que c'est pire ailleurs. Dire que c'est ce qui se fait ailleurs n'est pas une justification.

**M. Fortin (Beauce):** L'honorable député de Rouville prétend-il que le gouvernement devrait payer les dettes des cultivateurs?

**M. Barré (Rouville):** Je ne prétends pas, et personne n'a jamais prétendu, que le gouvernement devrait payer les dettes des cultivateurs. Mais je prétends et beaucoup d'autres prétendent que le gouvernement aurait pu créer un système de maintien

à la terre qui eût coûté le dixième de ce que coûtent aujourd'hui les secours directs accordés aux anciens fils de la terre venus en ville.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Très bien.

**M. Barré (Rouville):** Le gouvernement devrait créer un crédit agricole. Je félicite le gouvernement cependant d'avoir accepté la résolution de l'honorable député d'Yamaska qui a réussi à bien faire recevoir sa motion. J'aime mieux un pêcheur repentant qu'un pêcheur endurci, et je préfère un petit pain à pas de pain du tout.

(Applaudissements à gauche)

La motion est adoptée.

#### **Prévention des incendies**

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 modifiant la loi de la prévention des incendies soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** répond à plusieurs questions que lui pose le chef de l'opposition.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

#### **Dépôt de documents:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre:

#### *Annuaire statistique de Québec, 1933*

*L'Annuaire statistique de Québec, 1933.*  
(Document de la session no 42)

#### **Statistiques municipales, 1932**

Les statistiques municipales pour l'année civile 1932. (Document de la session no 43)

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### **Reprise de la séance à 8 h 45**

#### **Substitution de M.-J.-A.-A. Larocque**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 85 validant certains actes concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Jalmar Frederick Susta**

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 75 permettant à Jalmar Frederick Susta de changer son nom en celui de Charles Jalmar Frederick Anderson.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Drouin (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Montréal**

**M. Gabias (Montréal-Saint-Henri)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Paroisse de  
Notre-Dame-de-Lourdes**

**M. Dugas (Joliette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 concernant la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Bureau central des écoles protestantes  
de Montréal**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Subsides**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

**En comité<sup>11</sup>:**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Pépinières de Berthier: entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre ne croit-il pas que l'on devrait employer plus de bois de la province de Québec dans la fabrication des meubles?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Jusqu'ici, ces bois n'ont pas été très employés, mais nos ingénieurs ont fait des travaux sérieux pour développer cette industrie, qui donne les meilleures espérances. Je crois que le jour viendra où nous pourrons consommer beaucoup plus de nos bois dans l'industrie des meubles.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et pour nos ponts?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Nos bois sont fort employés dans la construction des ponts de colonisation depuis plusieurs années, surtout depuis que la saturation du bois à la créosote en assure la longévité et les rend imputrescibles. Nous faisons un travail très sérieux de ce côté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons perdu plusieurs marchés pour nos bois.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

La crise économique en est responsable. C'est la raison de la diminution de notre commerce avec les États-Unis. Nous avons fait des efforts pour essayer de nous créer un marché du côté de l'Angleterre, et il y a déjà amélioration marquée de ce côté, ainsi que dans le commerce du papier à journal fabriqué avec nos bois. Les apparences sont plus encourageantes qu'elles ne l'étaient il y a quelques années, en dépit de la concurrence russe et scandinave.

M. Golding a été envoyé en Angleterre par le gouvernement de Québec. C'est un expert du commerce du bois en Angleterre choisi par l'Ontario, Québec et le Nouveau-Brunswick. M. Golding a fait de la bonne besogne, et il y retournera peut-être continuer son travail, si les trois provinces le jugent à propos.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ne serait-il pas opportun d'avoir des agences commerciales en Europe comme les autres provinces en ont, au lieu d'envoyer des gens s'y promener simplement? N'y a-t-il pas une lacune? Ce n'est pas tout d'envoyer simplement un homme en Angleterre faire un voyage.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

L'honorable M. Ferguson, notre haut-commissaire du Canada à Londres, ne s'occupe-t-il pas de la province de Québec?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Un homme qui représente tout le pays, quand ce pays s'appelle le Canada, n'a guère le temps de s'occuper très activement des problèmes qui intéressent une seule province en particulier, au moins comme le ferait un agent spécial.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Le Canada a des commissaires du commerce dans tous les pays du monde. L'honorable chef de l'opposition veut-il que nous nommions des agents de Québec, qui seront comme la doublure de nos commissaires canadiens?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je déclare, encore une fois, que nous avons des intérêts à surveiller à l'étranger que les autres provinces n'ont pas, et que des agents généraux ne sauraient efficacement aider. Il est évident que le trésorier a une grande confiance dans les activités du gouvernement fédéral.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** La province de Québec vend bien ses produits agricoles en Angleterre, grâce à notre représentant, M. Harrison qui s'est fait une spécialité de promouvoir le fromage, le miel et le sirop d'érable du Québec. Nous avons des agents à Londres et partout ailleurs. L'honorable chef de l'opposition le sait. Lorsque le haut-commissaire canadien était seul à représenter tout le pays, les produits de l'Ontario se vendaient bien plus cher que ceux du Québec. Maintenant, c'est le contraire.

**Des voix à droite:** Écoutez, écoutez.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** D'après l'*Annuaire statistique*, notre production de fromage a diminué de 32,000,000 de livres à 16,000,000 en ces quatre dernières années. Les exportations de fromage en Angleterre sont-elles payantes? Elles ont diminué.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Oui, parce que le gouvernement fédéral a haussé ses tarifs<sup>12</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis les accords impériaux.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** En Angleterre, des représentants d'autres provinces ont pris notre fromage pour le faire passer comme fromage d'une autre province. Notre fromage égale le meilleur d'Ontario. Grâce à nos représentants là-bas, notre miel se vend trois sous plus cher la livre que tout autre. Nos agences commerciales nous ont donné d'excellents résultats. Quant à l'exportation de notre fromage, elle n'est pas payante, due à la politique tarifaire Bennett.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les déclarations du ministre de l'Agriculture ne sont pas très logiques. Si nos exportations de fromage ne sont pas payantes, il n'a pas de quoi se vanter de ses agences commerciales. Si c'est payant et si, comme il l'admet, nos exportations augmentent, il n'a pas le droit de critiquer la politique tarifaire d'Ottawa. La production du fromage a joliment diminué dans notre province.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Oui, mais c'est parce que nos cultivateurs s'occupent plus d'industrie laitière et de fabrication du beurre, et qu'ils ont moins de sous-produits. Les prix obtenus à l'extérieur sont sensiblement les mêmes que ceux obtenus sur le marché local.

Nos cultivateurs ont jugé qu'il valait mieux fabriquer plus de beurre que de fromage, parce que cela est plus payant. Je ne suis pas prêt à blâmer le cultivateur qui préfère produire du beurre, si cela le paye davantage.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** déplore que la politique du gouvernement soit de décourager les petites fabriques de beurre. Les producteurs de lait ne sont-ils pas à la merci des laiteries des villes?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le cultivateur est libre d'expédier son lait où il veut. Si nos cultivateurs sont parfois obligés d'envoyer leur lait aux laiteries des grandes villes, c'est qu'ils ont laissé disparaître leurs fabriques locales, malgré les sages conseils de mon prédécesseur, l'honorable M. Caron. Ils se trouvent maintenant dans l'obligation de vendre leur lait en ville.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'honorable chef de l'opposition nous a dit que la production du fromage avait diminué dans la province de Québec. Fier de sa province comme il doit l'être, il devrait ajouter que, si la production du fromage a tombé de 50,000,000 de livres<sup>13</sup> en 1916 à 29,000,000 en 1932, la production du beurre a augmenté de 34,000,000 de livres en 1916 à 64,000,000 de livres en 1932. C'est ce que nous révèlent les statistiques telles que citées dans les *Blue Books*<sup>14</sup>. Si le chef de l'opposition aime tant sa province, il ne devrait pas citer que les mauvaises statistiques, mais aussi les bonnes. Mon honorable ami devrait savoir aussi que la production du fromage a augmenté de 4,000,000 de livres de 1931 à 1932.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable premier ministre ne croit-il pas que nous devrions revenir à Berthier<sup>15</sup>?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est l'honorable chef de l'opposition qui a voulu aller faire un petit voyage à Londres.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ferai remarquer à l'honorable ministre des Terres et Forêts

que l'obstruction à son budget est faite par ses collègues<sup>16</sup>. J'espère que le ministre des Terres et Forêts ne me blâmera pas s'il n'obtient pas les crédits qu'il demande. (Rires)

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service d'hydroplans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** donne un mot d'explication.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:  
3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Arpentages (ministère des Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** explique que le crédit a augmenté de \$40,000 à cause des arpentages nécessités par la colonisation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** conseille au gouvernement de se hâter de diviser pour de bon le domaine forestier du domaine de la colonisation. Il croit qu'un bon moyen serait d'assurer un service d'arpentage au ministère de la Colonisation.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Les résolutions 1 et 2 sont lues deux fois et adoptées. La résolution 3 est lue une première fois.

#### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, 11 heures.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 40.

#### NOTES

1. Il s'agit de l'Enquête sur une prétendue coalition dans l'importation et la distribution au Canada de l'anhracite britannique (Rapport du 21 avril 1933).

2. Wesley Ashton Gordon, conservateur, fut ministre fédéral de l'Immigration et de la Colonisation, ministre des Mines (1930-1935) et ministre du Travail (1932-1935).

3. M. Rodolphe Lemieux, député fédéral libéral de 1896 à 1930, représenta les circonscriptions de Gaspé, Nicolet, Rouville et Maisonneuve et dirigea plusieurs ministères (Travail, Poste, Marine et Pêcheries). Il assuma la présidence de la Chambre des communes (1922 à 1930) et siégea au Sénat (1930-1937).

4. Il s'agit de l'encyclique du Pape Pie XI publié le 15 mai 1931 et portant sur l'action sociale de l'Église catholique.

5. Il s'agit du *Recueil international de jurisprudence du travail*, 1931, mentionné à la page 7 du *Canada* du 9 février 1934.

6. Selon *Le Soleil* du 9 février 1934, à la page 15, c'est M. H. Pauwels.

7. Certains journaux rapportent que M. Duplessis aurait proposé d'adopter le bill en première lecture. Pourtant, lors de cette séance, le bill en est déjà à la deuxième lecture.

8. *La Presse* du 9 février 1934, à la page 14, et *L'Action catholique* du même jour, à la page 6, attribuent cette opinion au premier ministre.

9. *Le Canada* du 9 février 1934, à la page 7, explique que M. Barré dit d'un ton "gousilleux" qu'il a peur que le premier ministre reçoive une raclée comme il en a déjà reçue une.

10. Il s'agit d'Olivar Asselin, indépendant d'esprit et nationaliste, qui n'hésite pas à éreinter et les

rouges et les bleus. Entré au quotidien *Le Canada* en octobre 1930, il démissionnera le 1<sup>er</sup> mars 1934 pour fonder son propre quotidien *L'Ordre*, "Une tribune d'idées, "une franchise agressive". (Robert Rumilly, XXXIV, 15)

11. M. Joseph-Édouard Fortin, député de Beauce, est au fauteuil, selon *L'Événement* du 9 février 1934, à la page 10.

12. Selon *La Presse* du 9 février 1934, à la page 15, l'honorable M. Godbout répond que les exportations de fromage ont augmenté.

13. Selon *Le Soleil* du 9 février 1934, à la page 15, il s'agit de 59,000,000 de livres.

14. Les livres bleus étaient des rapports annuels (à couvertures bleues) produits par les gouvernements des colonies et des protectorats de l'Empire britannique.

15. Le journaliste Alexis Gagnon, dans *Le Devoir* du 9 février 1934, à la page 12, rapporte qu'à un certain moment dans le débat, les ministres se sont aperçus que M. Duplessis les faisait parler surtout pour épater la galerie. Ils se sont tus en souriant. Seul l'honorable M. Stockwell semblait vexé, et il a fallu que M. Sauvé lui assure que ses propos l'avaient grandement intéressé.

16. *Le Canada* du 9 février 1934, à la page 1, rapporte que le nouveau député libéral de Wolfe (M. Lapointe), n'étant pas encore très familier avec les règles de procédure, se lève pour faire sa première intervention en Chambre, mais il a dû aussitôt reprendre son siège.





Séance du vendredi 9 février 1934

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.****M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!**Organisation  
d'une loterie****L'honorable M. David (Terrebonne)** demande, appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), la permission de présenter le bill 41 autorisant l'organisation d'une loterie pour fins éducationnelles et d'assistance publique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Signature de  
certains jugements****L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), la permission de présenter le bill 52 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la signature de certains jugements.

On a constaté, après la mort de quelques juges, qu'ils avaient laissé des jugements, mais que ces jugements n'étaient pas signés. Le but de la loi est de permettre la validation de ces signatures, si on est d'avis que les jugements sont bons. Nous voulons qu'un autre juge puisse apposer sa signature à ces documents.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je constate que le gouvernement respecte les jugements des juges décédés, mais il n'a pas jugé à propos de respecter ceux des juges vivants, quand il a fait adopter son bill Dillon<sup>1</sup>.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Droit de vote  
des femmes****M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** demande, appuyé par le représentant de Champlain (M. Grant), la permission de présenter le bill 170 modifiant la loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité.**Des voix:** Drop!

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Taxe  
d'hôpital****M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 158 modifiant la loi 16 George V, chapitre 55, imposant la taxe d'hôpital, soit maintenant lu une deuxième fois.**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**Le chef de l'opposition a fait inscrire au *Feuilleton* deux projets de loi: le premier au sujet de l'assistance publique et le deuxième au sujet de la taxe d'hôpital. Je désire le prévenir que, lorsque ces deux bills seront appelés, la semaine prochaine, je soulèverai un point d'ordre et je m'objecterai, parce qu'ils contreviennent à l'article 670 du Règlement de la Chambre qui dit que des bills de cette nature devraient être précédés d'une résolution. L'objet en devrait être recommandé par le lieutenant-gouverneur. Ce sont donc des bills du gouvernement que les députés n'ont pas le droit de présenter, parce qu'il y a affectation de deniers.**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les lois que mes lois veulent amender sont inexistantes. Je dis que la population a le droit de savoir comment sont dépensés les fonds de l'assistance publique. J'affirme que la loi actuelle est *ultra vires*; de plus, je dis qu'il n'y a pas affectation de deniers. Auparavant, tous les fonds provinciaux étaient consolidés pour aider la comptabilité et donner au peuple à chaque année un aperçu clair de la situation financière de la province.

Le premier ministre nous dit que les bills devraient être accompagnés de résolutions, lorsqu'ils affectent les revenus de la province. Mais, depuis l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, de tels bills sont sujets à une juridiction spéciale. Et les bills que je présente sont un élément de plus qui permettrait de rétablir l'ordre où le chaos existe aujourd'hui.

Si mes bills étaient adoptés, nous conserverions la même affectation de deniers, c'est-à-dire pour fins d'assistance publique et pour secourir les indigents. Nous avons fait cette loi pour faire disparaître tous les obstacles au paiement des contributions dues aux institutions. Même s'il fallait

une résolution, elle pourrait être présentée lors de la troisième lecture. La résolution ne vient qu'avant l'agrément du bill, alors que le lieutenant-gouverneur doit donner son consentement à cette résolution.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Il y a deux bills. Dans l'un, le produit de cette taxe doit être employé exclusivement pour fins d'assistance publique. Cela existe actuellement dans la loi. Il y a évidemment affectation d'argent, puisque le chef de l'opposition veut que ces fonds tombent à l'avenir dans le fonds consolidé du revenu.

Depuis plusieurs années, la Chambre a créé la caisse de l'assistance publique. L'Acte de l'Amérique du Nord britannique donne clairement aux provinces le droit de détourner des sommes qu'elles perçoivent vers des fonds spéciaux, si elles le souhaitent.

De tels fonds spéciaux existent depuis plus de 10 ans et leur validité n'a jamais été remise en question. La province a droit de changer sa constitution. Tout ce que le président Bouchard a donc à décider, c'est de savoir si la loi actuelle est constitutionnelle et si le fonds de l'assistance publique est valide.

Nous avons d'ailleurs devant nous deux bills que nous ne pouvons considérer, parce qu'il s'agit d'affectation d'argent et que le bill n'a pas été précédé d'une résolution.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** maintient son point de vue à l'effet que les fonds spéciaux sont irréguliers.

**M. l'Orateur** rappelle le chef de l'opposition à l'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il ne s'agit pas de changer l'affectation d'argent publics, mais de changer l'endroit où on veut placer cet argent avant la distribution. Les fonds continueront d'aller à l'assistance publique, mais, au lieu d'être placés dans une caisse spéciale, ils seront placés dans le fonds consolidé du revenu, comme d'ailleurs les fonds de l'agriculture, de la colonisation, etc. Je conclus donc que le point d'ordre devrait être rejeté.

**M. l'Orateur:** Décision en délibéré.

La motion est laissée en suspens.

**Fonds de l'assistance publique**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 159 relatif au Fonds de

l'assistance publique soit maintenant lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** soulève un point d'ordre et objecte que ce bill est irrégulier, parce qu'il porte affectation de deniers publics, et qu'aux termes de l'article 670 du Règlement, l'objet en devrait être recommandé par le lieutenant-gouverneur.

**M. l'Orateur:** Décision en délibéré.

La motion est laissée en suspens.

**Organisation d'une loterie**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 41 autorisant l'organisation d'une loterie pour fins éducationnelles et d'assistance publique.

Adopté.

**Subsides**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget, se lisant comme suit: Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Arpentages (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935, rapportée du comité des subsides et lue une première fois jeudi le 8 février courant, soit maintenant lue une deuxième fois.

La résolution est lue une deuxième fois.

**Prévention des incendies**

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill 26 modifiant la loi de la prévention des incendies.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** propose que l'ordre soit révoqué et que le bill soit maintenant renvoyé au comité plénier de la Chambre.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Actuellement, plusieurs municipalités voisines ont

des hydrants dont les bouches ne sont pas de grandeur uniforme. Lorsque les pompiers d'une municipalité sont appelés à se rendre en dehors, ils ont souvent de la difficulté du fait que leurs boyaux ne s'adaptent pas aux hydrants. Je veux l'uniformité.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Ladite loi est modifiée en y insérant après l'article 13a, tel qu'édicte par la loi 18 George V, chapitre 65, section 6 et remplacé par la loi 18 George V, chapitre 66, section 1, le suivant:

"13b. Toute personne chargée de régler une réclamation faite par un assuré, contre une compagnie d'assurance-feu, en raison de dommages causés par l'incendie, que cette personne représente la compagnie ou l'assuré, doit, dans les quinze jours après avoir réglé ladite réclamation, transmettre au commissaire des incendies de la province un rapport écrit détaillé indiquant, dans chaque cas, la date et l'heure de l'incendie, le nom de l'assuré et son adresse, la situation de la propriété ou de la chose assurée, la valeur des biens affectés par les différents items de la ou des polices, le montant de l'assurance en vigueur, le montant du règlement dans le cas de chaque compagnie intéressée et un résumé des circonstances se rapportant à l'incendie et son origine."

Cet article est amendé et les mots suivants sont ajoutés après "Toute personne" à la première ligne: "(*adjuster*)"; et le mot "régler" à la première ligne est remplacé par les mots suivants: "fixer la valeur d".

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 3 à 5 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu une première fois.

### Comparutions

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 18 modifiant la loi des convictions sommaires de Québec concernant les comparutions.

Adopté.

### En comité:

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Il s'agit de mettre fin à un conflit d'opinion. On s'est demandé si un prisonnier convoqué comme témoin devrait comparaître en personne ou par procureur. Le bill tranche la question en disant que le prisonnier devra comparaître en personne.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Enquêtes sur les incendies

#### **L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)**

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 modifiant la loi des enquêtes sur les incendies soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

#### **L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)**

propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### En comité:

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'article 25 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"25. Il est du devoir du commissaire de remettre les dépositions, interrogatoires et procédures faites devant lui au commissaire des incendies de la province, sous quinze jours après la clôture de chaque enquête."

L'article 2 est retiré.

L'article 3 devient l'article 2 et est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** propose que le bill 27 modifiant la loi des enquêtes sur les incendies soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Dépôt de documents:

##### **Réduction de taxes à des compagnies de chemins de fer pour fins d'exploitation forestière**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 7 février 1934, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 4 avril 1931 inclusivement, et se rapportant au chapitre 28, 21 George V. (Document de la session no 44)

#### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition est disposée à ne pas faire traîner la session en longueur, mais j'avertis le premier ministre que, si l'on ne me fournit pas copie de tous les arrêtés ministériels dont j'ai demandé la teneur, les crédits ne seront point votés<sup>2</sup>.

Adopté.

La séance est levée à midi.

Montréal-Sainte-Marie et ministre sans portefeuille dans le cabinet Taschereau. Entrée en vigueur le 17 décembre 1931, cette loi résulte des contestations en bloc à la suite des élections générales du 24 août 1931. Bien qu'il fût contre ces contestations électorales soutenues par son chef Camillien Houde, M. Duplessis condamne cette loi "arbitraire" et "tyrannique", car il incombait aux tribunaux et non à la Chambre de déclarer les contestations injustifiables.

2. Il convient de préciser ici que lorsque la Chambre se forme en comité des subsides pour voter les crédits, tout député peut prendre parole aussi souvent qu'il le veut. Le chef de l'opposition pourrait donc faire de l'obstruction de cette façon. *Le Canada* du 10 février 1934, à la page 1, rappelle à ce sujet que M. Guertin a déjà parlé toute une nuit, au cours d'une session antérieure, soit à la séance du 1<sup>er</sup> avril 1931.

#### NOTES

1. Il s'agit de la loi modifiant la loi des élections contestées de Québec (22 George V, chapitre 20) présentée par Joseph Henry Dillon, député de

Séance du mardi 13 février 1934

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 20.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:****L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 36 modifiant la loi de l'adoption relativement à l'inscription du jugement d'adoption au registre de l'état civil;

- bill 110 concernant le testament de Louis-Jules Gaudry dit Bourbonnière.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 111 constituant en corporation "l'Institut des Sœurs de Notre-Dame-de-Mont-Laurier";

- bill 114 changeant le nom de The Trafalgar Institute.

**Code  
municipal**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), la permission de présenter le bill 46 modifiant le Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Subdivisions  
de terrains**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), la permission de présenter le bill 48 concernant l'approbation de certains plans et livres de renvoi par les autorités municipales.

Le projet de loi veut forcer les compagnies d'immeubles à faire approuver par les conseils municipaux les subdivisions de rues et de ruelles qu'elles voudront faire. Il veut empêcher que ces subdivisions ne viennent en conflit avec celles de la municipalité elle-même.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des cités et villes**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), la permission de présenter le bill 49 modifiant la loi des cités et villes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission municipale  
de Québec**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), la permission de présenter le bill 50 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec.

Plusieurs de ces amendements ont été étudiés dans le cours de l'année par M. Oscar Morin, c.r., sous-ministre des Affaires municipales et président de la Commission municipale de Québec, et seront, avec la permission de la Chambre, intercalés dans nos Statuts afin de permettre un fonctionnement plus efficace de la Commission et des lois qui la régissent.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Corporations municipales ou scolaires  
et créanciers**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), la permission de présenter le bill 51 concernant les conventions des corporations municipales ou scolaires avec leurs créanciers.

Le projet de loi permettra à une ville en difficultés financières de s'entendre avec les  $\frac{2}{3}$  de ses créanciers, au besoin, plutôt qu'avec tous et chacun.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Éligibilité aux  
charges municipales**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Poulin), la permission de présenter le bill 167 modifiant les Statuts refondus, 1925, et le Code municipal, concernant l'éligibilité aux charges municipales.

Le projet de loi permet aux maires et échevins qui, avant leur élection, vendaient à leur ville, de continuer leurs transactions, seulement pour la vente au comptoir et aux prix courants du marché.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,  
article 1150**

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** demande, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette), la permission de présenter le bill 171 modifiant l'article 1150 du Code de procédure civile.

Cet amendement permettra à une personne, qui veut poursuivre en justice, de fonder son action sur les taxes municipales ou scolaires payées, en certains cas. Toute action en recouvrement pour taxes dues, en vertu du Code municipal, sera classifiée comme action sommaire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Établissements  
industriels**

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** demande, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), la permission de présenter le bill 20 modifiant la loi des établissements industriels.

La nouvelle loi permettra aux inspecteurs des établissements industriels d'étendre l'application de la loi des établissements industriels aux établissements commerciaux, pour l'hygiène, les conditions de travail et aussi les heures de travail. Il s'agit de faire cesser les abus qui se commettent dans les établissements commerciaux et qui ont été réprimés dans les établissements industriels.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Mécaniciens  
de machines fixes**

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** demande, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), la permission de présenter le bill 25 modifiant la loi relative aux mécaniciens de machines fixes.

Les amendements ont pour but de réglementer les conditions sous lesquelles les personnes exerçant ce métier peuvent travailler dans la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Salaire minimum  
des femmes**

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** demande, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), la permission de présenter le bill 33 modifiant la loi du salaire minimum des femmes.

La loi, qui s'applique présentement seulement aux établissements industriels, s'appliquera à l'avenir aux établissements de commerce et régira, non seulement les salaires, mais aussi les heures de travail. Ceux qui enfreindront la loi seront punis beaucoup plus sévèrement. Il veut faire porter à \$200 le maximum de l'amende infligée à la suite d'une contravention à la loi. Ce maximum est actuellement de \$50. Ce montant sera désormais le minimum de l'amende. Le patron contrevenant serait, en outre, forcé de remettre à son employée les sommes d'argent qu'il ne lui aurait pas payées en vertu de la loi du salaire minimum.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Poseurs de tuyauterie**

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** demande, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), la permission de présenter le bill 45 modifiant la loi des poseurs de tuyauterie.

Les amendements ont pour but de réglementer les conditions sous lesquelles les personnes exerçant ce métier peuvent travailler dans la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Permis de coupe de bois

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** pour **l'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** demande, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), la permission de présenter le bill 43 pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant.

Il s'est élevé des doutes sur la permanence des titres détenus par les concessionnaires forestiers pour leurs droits de coupe. Des avocats étrangers sont d'avis que les titres détenus par les détenteurs de limites peuvent prêter à équivoque lorsqu'il s'agit du transfert des permis. D'après l'amendement que nous apportons à la loi, lorsqu'un licencié paiera ses droits de coupe et ses autres redevances, lorsqu'il respectera les règlements et les autres obligations qui lui sont imposées par le gouvernement, la loi renouvellera son droit aux limites automatiquement chaque année.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Dépôt de documents:

#### Rapport de la Commission des liqueurs

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** dépose sur le bureau de la Chambre le douzième rapport annuel de la Commission des liqueurs de Québec, 1932-1933. (Document de la session no 45)

#### Rapport de la Commission des services publics

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre le vingt-quatrième rapport annuel de la Commission des services publics de Québec. (Document de la session no 46)

### Questions et réponses:

#### Travaux sur la route Montréal-Sherbrooke entre Magog et Granby

**M. Béique (Chambly):** 1. La province a-t-elle commencé ou exécuté des travaux de réfection, ou d'élargissement, ou de réparation, ou de

reconstructions ou déviation, quant à la route Montréal-Sherbrooke, entre Magog et Granby, depuis le 25 mai 1930 inclusivement? Dans l'affirmative: *a.* Quand ont commencé lesdits travaux?

*b.* Combien ont coûté à date lesdits travaux?

*c.* À combien s'élèvera le coût total desdits travaux?

*d.* À qui et pour quel prix ont été confiés lesdits travaux?

*e.* Des soumissions ont-elles été demandées au sujet de tous et chacun desdits travaux?

*f.* Des soumissions ont-elles été demandées par les journaux au sujet de tous et chacun desdits travaux?

*g.* Sur quelle longueur de chemin ont été commencés ou exécutés lesdits travaux?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1.

Oui.

*a.* Les travaux d'arpentage pour l'élargissement de cette route ont été faits en 1930, et les travaux de réfection et d'élargissement ont ensuite été commencés le 10 août 1931.

*b.* \$687,727.08.

*c.* À la somme de \$1,662,000.

*d.* Les travaux préliminaires, c'est-à-dire tous les travaux d'élargissement, redressement, drainage, ponceaux en ciment, fondation en gravier, etc., ont été confiés à Canadian Rock Products, Limited, à des prix unitaires formant un total approximatif de \$734,025.85; les travaux de pavage en béton bitumineux "macurban-macaspalt", à Macurban Asphalt, Limited, à des prix unitaires formant un total approximatif de \$590,309.20.

*e.* Oui, sauf quant aux travaux faits à la journée par le département de la Voirie et quant aux travaux de pavage en béton bitumeux.

*f.* Non.

*g.* Les travaux préliminaires ont été entièrement exécutés sur la longueur totale prévue au contrat de 30.3 milles; les travaux de pavage sur 6.7 milles.

#### Dépenses pour l'exécution de travaux publics accordés sans demande de soumissions

**M. Béique (Chambly):** Depuis la date couverte par la réponse parue dans les *Journaux de l'Assemblée législative*, le 10 février 1933, page 77, combien la province a-t-elle dépensé, par l'entremise du ministère de la Voirie, pour l'exécution de travaux publics qui ont été accordés sans demande de soumissions?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** \$852,292.32.

**Comptes de banque  
de la province, 1933-1934**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement aux comptes de banque de la province, depuis le 10 février 1933 inclusivement jusqu'au 29 janvier 1934 inclusivement:

1. Quelle est la somme la plus élevée pour laquelle lesdits comptes ont été soutirés?
2. Pendant combien de temps lesdits comptes ont-ils été soutirés pour ladite somme?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. \$10,387,619.71.  
2. Une journée.

**Comptes de banque  
de la province, 1933-1934**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement aux comptes de banque de la province, depuis le 10 février 1933 inclusivement jusqu'au 29 janvier 1934, inclusivement:

1. Lesdits comptes de banque ont-ils été soutirés? Dans l'affirmative: *a.* Pendant combien de temps? *b.* Pour quelle somme totale?
2. À combien se chiffre le total des intérêts payés ou payables par la province, au sujet desdits comptes?
3. Quel est le taux d'intérêt payé ou payable par la province au sujet desdits comptes?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. Oui. *a.* 339 jours. *b.* Le montant varie de jour en jour.  
2. \$209,522.21.  
3. Taux maximum de 5½ % par année; taux minimum (taux actuel) 5 % par année.

**Contributions à la charge des municipalités  
en vertu de la loi de l'assistance publique**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À part la somme de \$2,298,567.81, mentionnée à la réponse du gouvernement, consignée aux *Journaux* du 24 janvier 1934, à combien se chiffre le total des contributions à la charge des municipalités de cette province, en vertu de la loi de l'assistance publique de Québec, du 1<sup>er</sup> juillet 1931 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1933 exclusivement?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le travail de vérification n'étant pas complété quant aux charges de certaines municipalités pour l'année 1933,

il est impossible de donner un état absolument exact des sommes dues par les municipalités de cette province, au service de l'assistance publique pour les premiers six mois de 1933.

Ces charges sont approximativement de \$925,000.00. Le service de l'assistance publique sera sous peu en position de donner des chiffres exacts non seulement pour cette période, mais pour toute l'année 1933.

**Comptes de banque  
de la province, juin 1933**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les comptes de banque de la province ont-ils été soutirés, et dans l'affirmative, de combien:

- a.* Le 23 juin 1933?
- b.* Le 24 juin 1933?
- c.* Le 26 juin 1933?
- d.* Le 27 juin 1933?
- e.* Le 28 juin 1933?
- f.* Le 29 juin 1933?
- g.* Le 30 juin 1933?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** *a.* Oui, \$8,746,835.33.  
*b.* Oui, \$8,746,835.33.  
*c.* Oui, \$8,907,115.41.  
*d.* Oui, \$8,680,555.88.  
*e.* Oui, \$10,387,619.71.  
*f.* Oui, \$10,194,950.32.  
*g.* Non.

**Mandats émis  
et non payés pour  
juillet-décembre 1933**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. Au 31 décembre 1933, quelle somme représentaient les mandats émis et non payés pour les premiers six mois de l'exercice en cours?

2. Quelle était la balance en banque le 31 décembre 1933?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. \$4,651,615.71.  
2. \$5,096,761.72 de déficit.

**Droits perçus en vertu de la  
loi des licences, 1932-1933**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. Quels ont été les droits perçus au cours de l'année fiscale,



commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1932 et finissant le 30 juin 1933: *a.* Dans la cité de Montréal? *b.* Dans toute la province, y compris Montréal, pour les licences des lieux d'amusement, conformément à la loi des licences de Québec?

2. Quels ont été les droits perçus au cours de l'année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1932 et finissant le 30 juin 1933: *a.* Dans la cité de Montréal?

*b.* Dans toute la province y compris Montréal, pour les licences de pistes de courses et les droits d'entrées aux pistes de courses, conformément à la loi des licences de Québec?

3. Quel a été le revenu au cours de l'année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1932 et finissant le 30 juin 1933: *a.* dans la cité de Montréal?

*b.* dans toute la province y compris Montréal, provenant des honoraires de l'enregistrement des appareils employés pour les paris ou gageures sur les pistes de courses et les droits imposés sur lesdits paris ou gageures, conformément à la loi des licences de Québec?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Les montants provenant de ces sources de revenu font partie du fonds de l'assistance publique, en vertu des dispositions de la section VI, du chapitre 189, volume III des Statuts refondus, 1925, article 54, et ces renseignements ont déjà été donnés à la Chambre le 30 janvier 1934.

#### **Droits du pauvre, cité de Montréal, 1932-1933**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** Relativement aux droits du pauvre imposés et perçus par chaque municipalité en vertu des dispositions de la loi des droits sur les divertissements (Statuts refondus, 1925, chapitre 125) au cours de l'année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1932 et finissant le 30 juin 1933: *a.* Combien de droits la cité de Montréal a-t-elle perçus?

*b.* Combien a-t-elle transmis au trésorier de la province pour être affecté au service de l'assistance publique?

*c.* Quels ont été les frais de perception et autres encourus par la cité de Montréal?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** *a.* et *b.* Ces renseignements ont déjà été donnés à la Chambre, le 30 janvier, 1934, en réponse à une question concernant les montants versés au Trésor provincial et perçus dans la cité de Montréal pour le fonds de l'assistance publique.

*c.* Le gouvernement l'ignore.

#### **Rachat d'obligations de la province**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 54 concernant le rachat des obligations de la province pour lesquelles aucun fonds d'amortissement n'a été établi.

Adopté.

#### **Permis de coupe de bois**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 43 pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant.

Adopté.

#### **Loi des pensions**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 58 modifiant la loi des pensions.

Adopté.

#### **Subsides**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget: "Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Arpentages (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935", laquelle résolution a été rapportée du comité des subsides et lue une première fois le jeudi 8 février courant et lue une deuxième fois le jour suivant, soit maintenant adoptée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, je veux renouveler la suggestion que j'ai faite la semaine dernière. Je crois que la loi devrait être amendée, afin que l'arpentage pour fins de colonisation ne relève plus du ministère des Terres et de la Colonisation. Bien que le gouvernement se laisse tirer l'oreille, il se dessine un grand mouvement

de colonisation dans la province. Depuis trois ou quatre ans, il devient de plus en plus évident que les arpentages nécessités par la colonisation ne devraient pas relever des Terres et Forêts.

Le ministre (l'honorable M. Mercier fils) admettra que les intérêts de son département et les intérêts de la colonisation sont opposés. Le ministère des Terres et Forêts cherche à conserver notre domaine forestier pour l'exploitation forestière, alors que la Colonisation a intérêt à agrandir le domaine des terres cultivables. C'est un fait bien connu que, dans plusieurs cas, il a été impossible d'obtenir des terres arables pour les colons, à cause de l'opposition des marchands de bois.

Les intérêts de la colonisation devraient primer cependant, et l'on devrait mettre à la disposition de la colonisation un service d'arpentage spécial, service qui n'aurait rien à voir avec les compagnies qui exploitent le domaine forestier. Je suggère que le gouvernement présente un bill précisant les devoirs du ministère des Terres et Forêts et ceux du ministère de la Colonisation. Je demande donc une séparation absolue entre le ministère des Terres et celui de la Colonisation, au point de vue arpentage. Ce serait une excellente réforme dans l'intérêt de la colonisation.

La résolution est adoptée.

#### **Prévention des incendies**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de l'amendement apporté par le comité plénier au bill 26 modifiant la loi de la prévention des incendies, lequel amendement a été lu une première fois le vendredi 9 février courant.

L'amendement est lu une deuxième fois.

#### **Signature de certains jugements**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la signature de certains jugements soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill permet à des juges de la Cour supérieure de signer des jugements des défunts juges Brossard et Martineau.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Loi des cités et villes, article 123**

**M. Bédard (Québec)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 163 modifiant l'article 123 de la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi permet aux taverniers et hôteliers d'être candidats à la mairie ou à l'échevinage.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Vente en bloc de certains immeubles**

**M. Bachand (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 168 modifiant le Code de procédure civile relativement à la vente en bloc de certains immeubles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Motions des députés:**

##### **Pensions de vieillesse**

**M. Guertin (Hull)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) que, vu que le rapport majoritaire de la Commission des assurances sociales recommande à la province, lorsque la chose sera possible, d'accepter comme mesure temporaire et transitoire, la mise en vigueur de la loi fédérale des pensions de vieillesse: Cette Chambre est d'avis qu'il est possible d'instituer ce système de pensions de vieillesse dès maintenant et invite le gouvernement à présenter la législation nécessaire à la présente session.

M. l'Orateur, je suis plus encouragé que les années précédentes pour parler des pensions aux vieillards. Pour la première fois, le premier ministre n'a pas condamné, aux élections de Wolfe, le plan fédéral de ces pensions. Le premier ministre a dit que, si le gouvernement fédéral payait la totalité des coûts nécessaires au maintien d'un système de pensions de vieillesse, son gouvernement entreprendrait de le mettre en place. Il y a donc un changement d'attitude du côté ministériel.

Une commission d'enquête a été formée, connue sous le nom de "Commission des assurances sociales de Québec", chargée de faire enquête dans tout le domaine social. Point n'est besoin ici de citer toutes les conclusions des commissaires, puisque je dois limiter leurs remarques aux pensions du vieil âge. Elle a été favorable à leur institution par un vote de quatre contre trois, pour diverses raisons: impossibilité de loger tous les vieillards sans soutien dans les institutions établies, séparation nécessaire des vieux époux, quand ils sont admis dans ces institutions, etc.

Au début de ces remarques, la Commission fait allusion à l'exposé qu'elle avait fait du sort que la vie moderne impose à la famille en parlant du problème de l'enfance. Les commissaires déclarent que les causes qui ont rendu si aigu le problème de la protection de l'enfance se retrouvent quand il s'agit de faire bénéficier la vieillesse des avantages et des secours auxquels elle a droit.

La Commission a fait d'autres constatations pénibles et qui ne sont que la confirmation de l'état de choses que j'ai souvent pris sur moi d'exposer à cette Chambre.

Par exemple, la Commission ne nous dit-elle pas que, au cours de l'année 1930-1931, 45 institutions reconnues d'assistance publique et hospitalisant des vieillards, ont recueilli seulement 2,418 personnes indigentes, alors que nous savons qu'il y a des milliers de demandes justifiées et qui ne peuvent être satisfaites, à cause du manque d'espace? La Commission elle-même admet, d'ailleurs, que le régime qui fonctionne depuis toujours ne suffit plus.

M. l'Orateur, si nous adoptions le plan fédéral des pensions de vieillesse, 83,000 vieillards de la province de Québec en profiteraient. Il cite le cas d'un vieillard de 81 ans qui, comparaisant devant le recorder de Montréal pour vagabondage, demanda à être envoyé dans un asile: "Très bien", dit le recorder, "vous irez passer un mois en prison."

Cela se passe dans la catholique province de Québec. Est-ce là la charité prêchée par le divin Maître? S'il est vrai que le fils ingrat s'attire les malédictions du ciel, que mérite une pareille politique?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

Est-ce que le gouvernement fédéral n'a pas promis de payer 100 % des pensions de vieillesse?

**M. Guertin (Hull):** Le premier ministre du Canada a déjà répondu à cette question, qui n'est pas dans le cadre du débat.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Si le gouvernement est pour payer les pensions, c'est dans le cadre du débat.

**M. Guertin (Hull):** Je considère que ce n'est pas dans le cadre du débat.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je crois que oui, et d'ailleurs nous voudrions connaître l'opinion de mon honorable ami.

**M. Guertin (Hull):** Je ne veux pas que mon discours soit trop long. (Rires)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Oh! Il n'est jamais trop long!

**M. Guertin (Hull):** La Commission des assurances sociales a recommandé l'adoption dans notre province de la loi fédérale des pensions de vieillesse. Les signataires, ayant fait une restriction pour avouer qu'ils n'étaient pas au courant de la situation financière de la province, n'ont voulu que se montrer polis. Il est vrai que deux des membres de la Commission ont été dissidents et n'ont pas voulu approuver la loi fédérale. L'un d'eux, le Dr Alphonse Lessard, est directeur du service d'hygiène et de l'assistance publique.

Il ne pouvait se prononcer contre l'opinion du gouvernement. Quant à M. Georges Savoie, l'autre dissident, il faut l'avoir vu interrompre les témoins à Hull, lors de l'enquête, pour savoir qu'il avait un préjugé contre cette loi. M. Gérard Tremblay, membre de la Commission, n'a signé aucun rapport. Le gouvernement devrait, comme mesure transitoire, accepter le régime fédéral des pensions de vieillesse.

La loi fédérale a ses partisans. On a dit que le clergé était opposé à l'institution des pensions de vieillesse. On est allé un peu vite et plusieurs députés s'en mordent la langue. Occupons-nous d'abord de prouver que le clergé approuve la loi. Nous avons en premier lieu la haute approbation de Son Éminence Mgr Courchesne, évêque de Rimouski et membre de la Commission, qui a signé le rapport majoritaire recommandant au gouvernement l'adoption de la loi. Il y a ensuite le mémoire des syndicats catholiques dont je viens de parler.

Ce mémoire dit que les signataires ont consulté pour cette matière les sociologues catholiques les plus autorisés, pour savoir s'il y avait divergence d'opinion sur le principe de la loi en regard de la doctrine sociale catholique. Il donne toute une liste de sociologues et d'économistes catholiques pour

déclarer ensuite que, "chez tous, nous trouvons l'expression unanime que cette législation sociale est "une des plus humaines qui existent" (Deslandes). Que le principe dont elle tire son existence est bon, juste et chrétien, et que les abus qui peuvent exister ne doivent pas nous empêcher de rendre hommage à une loi qui est bonne, qui est juste, disons-le, qui est bien nôtre, puisque nous n'avons pas de peine à reconnaître à sa base un principe chrétien."

Ce long mémoire est une superbe et éloquente plaidoirie en faveur du plan fédéral des pensions de vieillesse. On y cite à maintes reprises des extraits de l'encyclique *Rerum Novarum*<sup>1</sup> pour démontrer et justifier le bien-fondé d'une telle législation, pour prouver que tous les sociologues catholiques s'entendent parfaitement pour proclamer cette loi conforme aux meilleures traditions de la chrétienté.

Quels sont les signataires de cette précieuse adhésion? On remarque d'abord le R.P. Villeneuve, O. M. I., aujourd'hui Son Éminence le cardinal archevêque Villeneuve de Québec, prince canadien de l'Église de Rome.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Son Éminence le cardinal Villeneuve s'est-il prononcé en faveur de la loi fédérale des pensions de vieillesse?

**M. Guertin (Hull):** Absolument. Il a approuvé le principe de la loi alors qu'il était le père Villeneuve, O. M. I.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Il s'agit du principe de la loi.

**M. Guertin (Hull):** Il y a également le R.P. Ceslas Forest, O. P., doyen de la faculté de philosophie de l'Université de Montréal; le R.P. L. Maltais, O. F. M., le R.P. Léon Lebel, S. J.; le R.P. A. Parent, C. S. S. E.; MM. les abbés J. Bertrand, L.-A. Lafortune et A. Boileau. C'est le rapport que signait également M. Gérald Tremblay, sous-ministre du Travail avec les autres officiers des syndicats. Plusieurs autres prêtres et religieux sont venus depuis apporter leur entière adhésion à ce projet de loi. Peut-on demander davantage pour réfuter d'une façon décisive cette légende de l'opposition du clergé? Nous le voyons, M. l'Orateur, le clergé est unanime à réclamer cette mesure de justice, à partir de Son Éminence le cardinal Villeneuve jusqu'au plus humble des religieux. Voici le mémoire dont j'ai parlé. (M. Guertin envoie son mémoire à l'honorable M. Francoeur)

Reste à discuter la deuxième objection, celle du coût pour la province, qui a été beaucoup exagéré. Établissons d'abord que le montant de la pension est de \$240 par année, que la part du gouvernement fédéral pour toutes les pensions payées au 30 septembre a été de \$35,717,404; que la province de Québec paie 26 % de tous les impôts perçus par le gouvernement fédéral; que, par conséquent, la province de Québec a contribué à une somme de \$9,286,548 au paiement des pensions pour les vieillards, pendant que ses propres vieillards périssent de misère.

D'après le dernier recensement, la province d'Ontario a une population de 3,430,000. La même statistique nous démontre que le nombre de vieillards d'au-delà de 70 ans est de 141,385, et que ceux qui bénéficient de la pension sont au nombre de 41,513, soit les deux septièmes. En nous servant de la même base, nous trouvons que la province de Québec, avec une population de 2,874,000, a un nombre de 83,705 vieillards d'au-delà de 70 ans.

Les deux septièmes de ce nombre donneraient environ 24,000 vieillards à qui elle serait appelée à payer une pension. Ces 24,000, à raison de \$20 par mois ou \$240 par année, dont la moitié payée par le gouvernement de la province, soit \$60, formeraient un coût total de \$1,440,000. Économiquement parlant, la proposition est solide, puisque la dépense de \$1,500,000 nous vaudrait un don de \$4,500,000<sup>2</sup> du gouvernement fédéral.

Je dois ici contester le coût approximatif que donnait l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Arcand) à une réunion du club ouvrier de Maisonneuve, alors qu'il fut censuré pour n'avoir pas appuyé ma motion, lors de la dernière session. L'honorable ministre prend le pourcentage de la population qui retire ces pensions dans la province de l'Ontario et l'applique à la province de Québec pour trouver le nombre de personnes qui réclameraient des pensions ici, ce qui est illogique. La proportion des adultes dans la province de l'Ontario est beaucoup plus considérable que dans la province de Québec.

C'est pourquoi il conclut faussement à un nombre de 33,000. Pour arriver au coût approximatif de \$2,000,000 pour la province de Québec, il utilise également une moyenne de \$18.29 qui était payée dans l'Ontario, alors que cette moyenne avait diminué au 30 septembre dernier à \$17.88. L'honorable ministre du Travail doit regretter sincèrement aujourd'hui l'attitude qu'il a prise à la dernière session, alors qu'il empêcha les représentants du peuple de se prononcer sur cette mesure, conduite

qui a été condamnée et censurée par différentes organisations ouvrières de Montréal.

C'est donc \$1,440,000 seulement que coûterait à notre province l'institution de cette loi, et non pas six ou sept millions, comme le déclare toujours l'honorable premier ministre. Quand donc cessera-t-il ses exagérations? Ne vaudrait-il pas mieux qu'il fût connaître à la Chambre, durant le présent débat, sur quelles statistiques il se base pour en arriver à un montant aussi exorbitant? Qu'il conteste mes chiffres pendant le présent débat, et je prouverai la véracité de mes avancés! Autrement, certains pourraient croire qu'il n'est pas de bonne foi.

**L'honorable M. David (Terrebonne):**

L'honorable député de Hull (M. Guertin) ne sait pas ce que cette loi fédérale a coûté à l'Ontario l'an dernier. En référant à la page 0-16 des *Comptes publics de l'Ontario*, il constatera que les municipalités ont payé \$965,000 pour les pensions, et le gouvernement, \$1,015,779.

**M. Guertin (Hull):** Si le gouvernement, comme je le crois, finit par adopter la loi des pensions de vieillesse, j'en éprouverai une vive satisfaction. Car une des principales raisons de mon entrée dans la vie publique fut l'ambition de voir un système de pensions de vieillesse établi dans ma province. C'est ma raison d'être dans la politique.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Ce serait une raison d'entendue, alors.

**M. Guertin (Hull):** Je voudrais aussi qu'il se rappelle, lui qui proclame à temps et à contretemps, que notre province est toujours la première, quand il s'agit de législation sociale, qu'il n'y a plus, au Canada, que Québec qui n'ait pas adopté une telle loi, à l'exception de la petite Île-du-Prince-Édouard, et que 27 États de la république voisine ont une loi semblable, pendant que, à l'heure où je parle, le Congrès américain est à discuter une loi nationale de pensions de vieillesse.

Instinctivement, on se demande combien il en coûte à la province, à l'heure actuelle, pour héberger les vieillards nécessiteux. Permettez-moi de répéter les chiffres donnés par la Commission des assurances sociales. Pour chaque hospitalisé d'hospice, le gouvernement doit verser \$0.30 ou \$0.38 par jour, selon la catégorie. Au cours de l'année 1930-1931, les 45 hospices reconnus par l'assistance publique de la province ont recueilli la somme de \$217,371 versée par le gouvernement et les municipalités

conjointement. En plus, le gouvernement de la province a été obligé de déboursier les intérêts et l'amortissement pour une dette de \$1,105,000 destinée à la construction et à l'agrandissement des hospices, que le gouvernement avait garantie.

Ce montant seul, à 5 % d'intérêt, représente une charge d'intérêt annuel de \$55,250. Ajouté au montant payé pour l'entretien, cela forme un montant total de \$272,621, soit \$110 annuellement pour chacun des 2,148 vieillards qui ont été hébergés. Les autres milliers, comme je l'ai dit tantôt, ont traîné une existence misérable, faute de places. Pour 2,148 vieillards sous le régime des pensions fédérales, à \$60 chacun la contribution de la province, cela représenterait une somme globale de \$145,080 seulement. Ce qui veut dire que le régime suivi actuellement dans notre province coûte deux fois plus cher que si nous adoptions le régime fédéral.

Le grand Sir Wilfrid Laurier a dit un jour que cette loi philanthropique devait être créée par le Parti libéral. On a créé des pensions pour les présidents de commissions, pour les magistrats. Pourquoi ne pas accorder des pensions aux vieillards?

Ayant bien établi que notre clergé approuve la demande que je fais et que le coût serait très minime, je ne saurais ignorer les autres objections que l'on formule dans certains milieux, si je veux que mon exposé soit complet. Ces objections peuvent se résumer sous les chapitres suivants: Les ruraux n'en tireraient aucun bénéfice; la loi fédérale n'est pas permanente; c'est une prime à la paresse, aux abus et à la fraude; le système contributoire est de beaucoup supérieur et, par conséquent, devrait être adopté de préférence au système fédéral. Résumons brièvement en disposant de la première objection, celle qui a trait aux ruraux.

Le système fédéral de pensions a été approuvé par les libéraux du temps. On semble croire que la loi des pensions de vieillesse ne profiterait qu'aux ouvriers des villes. Ceci n'est pas exact. Le cultivateur qui se voit en nombre de plus en plus grand, tous les jours, dépossédé de son domaine, sera heureux lui aussi, sur ses vieux jours, de pouvoir compter sur la société pour lui donner les nécessités de la vie. De même, pour le colon vivant à des centaines de milles des institutions qui se voit, à cause des duretés économiques du temps, bien souvent forcé de travailler pour des prix insuffisants, mérite lui aussi que la société, responsable dans une grande mesure de ses déboires, lui vienne en aide en forçant à payer ceux qui ont abusé de la doctrine de la survivance du plus fort par des méthodes trop souvent répréhensibles ou peu scrupuleuses. C'est

contribuer à garder le vieux à la campagne, et la vieille à la maison.

Il (M. Guertin) repousse quelques objections et nomme une liste de clubs, associations, cercles, journaux, qui tous réclament la participation de la province, selon les recommandations de la Commission des assurances sociales, au plan fédéral des pensions. La situation de la province de Québec est, dit-il, anormale sur ce point. Elle paie pour les vieillards d'Ontario et d'autres provinces, et ne retire rien pour elle-même du fédéral. Il a été dit que la loi était inconstitutionnelle. J'ai refusé de discuter de cette question, si ce n'est pour dire que s'il y a quelque chose d'inconstitutionnel en la matière, c'est le fait que le Québec paie pour les pensions, mais n'en retire rien pour ses propres citoyens.

Trop souvent aussi, l'indigence du vieil âge trouve ses causes dans le manque de protection que nos gouvernants ont apporté à l'épargne populaire; trop souvent l'épargne a été arrachée par de fausses représentations et par la fraude. La société qui a permis un tel état de choses doit, en toute équité, en souffrir les conséquences, et donner au moins à celui qui en a été la victime le gîte et la nourriture qu'il réclame pour retenir l'âme au corps.

Rappelons-nous la spéculation honteuse, la banqueroute de la Canada Paper et de la Home Bank, et de tant d'autres institutions financières qui avaient recueilli l'épargne de tant de nos citoyens de bonne foi. Les hommes politiques ne doivent pas se contenter de regarder la surface des choses, sans chercher les causes secrètes des malaises qui existent.

Je dis ceci parce que trop de nos hommes publics ne semblent pas se rendre compte que le nouveau régime économique a bouleversé l'ordre social par une révolution dans les méthodes de production. Voilà la cause principale de cette demande grandissante de la part du prolétariat pour des mesures sociales plus généreuses. Nous ne pourrions jamais le répéter trop: Il faut que les réformes législatives suivent le progrès scientifique et mécanique.

Le prolétariat réclame cette réforme. Les lois doivent suivre le développement financier. Le jour où Québec acceptera le plan fédéral, Ottawa devra, en toute justice, remettre à la province un subside spécial en proportion de la part qu'elle a fournie.

Je demande pardon à la Chambre de l'avoir retenue si longtemps sur cette question qui me passionne, comme je lui demande pardon aussi d'avoir à lui répéter des arguments que j'ai déjà avancés. La classe dirigeante de notre province ne

semble pas apprécier la situation malheureuse de la classe populaire. Après tout, le petit peuple ne demande pas de vivre aux dépens de l'État, sans lui rendre en retour aucun service. Il demande simplement d'être protégé contre la soif, la faim, la nudité et les éléments, dangers qui assombrissent sa vie. Les malheureux ont rendu assez de services pour que la société prenne soin de leurs vieux jours, et je demande que l'on jette un peu de soleil pour éclaircir le crépuscule de leur vie et faire disparaître cette hantise perpétuelle d'une vieillesse indigente et honteuse.

Nous, qui nous disons catholiques, nous n'avons pas le droit, dans les conditions économiques actuelles, de séparer comme nous le faisons, avant que Dieu l'ait voulu, le vieux d'avec sa vieille. Nous n'avons pas le droit d'envoyer l'un dans une institution, l'autre dans une autre, parfois à des centaines de milles de distance; de les priver du plaisir de se voir, du plaisir et du bonheur de s'entraider, de sympathiser mutuellement dans leurs infirmités.

Nous avons le devoir strict de faire en sorte qu'ils puissent continuer de vivre dans leur petite maisonnette, d'y recevoir leurs enfants, d'entendre ces paroles d'encouragement, de consolation et d'amour filial si nécessaire au bonheur du vieillard. Nous devons maintenir ce foyer et cette famille, facteur bienfaisant de la société. Le gouvernement provincial, en leur donnant une pension de \$60 par année plus les \$180 du fédéral, pourrait les laisser terminer leurs jours ensemble et sur le coin de terre auquel ils sont attachés.

Plutôt que de les stigmatiser de ce qualificatif cruel d'indigents, en récompense d'une vie de labeur et de dévouement, pour les interner dans des institutions admirables mais combien incomplètes puisqu'elles brisent la famille, nous devons, si nous voulons voir se perpétuer chez nous ces bonnes vieilles traditions d'autrefois, garder ensemble le vieux et la vieille, fournissant ainsi à la famille l'occasion de se réunir, au moins une fois l'an pour recevoir la bénédiction du jour de l'An et manger le pain de chez nous.

Soyons des chrétiens, non seulement par la parole, mais par l'action, afin que les jeunes ne soient pas maudits des vieux pour leur négligence et leur ingratitude et que les vieux qui, trop souvent, ont vécu comme des chiens, puissent mourir comme des hommes.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**  
M. l'Orateur, l'honorable député de Hull (M. Guertin) vient de faire un discours qui décèle un long travail.

Il a fait son possible pour intéresser l'Assemblée législative sur un sujet qui, évidemment, le préoccupe. Une conclusion se dégage de tout son discours, savoir que la province de Québec devrait accepter le plan fédéral des pensions de vieillesse. De toute son argumentation, il reste cependant que nous devons nous demander:

Est-il urgent et opportun d'accepter pour la province de Québec le régime fédéral des pensions de vieillesse? Le député de Hull répond dans l'affirmative et s'appuie tout d'abord, pour réclamer l'adoption de la loi fédérale des pensions de vieillesse, sur le rapport majoritaire de la Commission des assurances sociales.

Sans discuter pour le moment si cette recommandation est aussi explicite, et avant de commenter cette conclusion toutefois, je désire relever certaines de ses remarques au sujet du Dr Alphonse Lessard et de M. Georges Savoie. C'est là la partie faible de son discours. Le député de Hull est peut-être bien intentionné mais, dans la chaleur du débat, il s'est laissé emporter, et il a fait des commentaires qui mettraient en doute la bonne foi et la sincérité du Dr Lessard et de M. Savoie, deux membres de la Commission des assurances sociales qui ont signé contre la loi fédérale des pensions aux vieillards.

**M. Guertin (Hull):** Je n'ai pas mis en doute la bonne foi du Dr Lessard.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Très bien! En tout cas, vous avez mis en doute la bonne foi de M. Savoie.

**M. Guertin (Hull):** Oui.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Je ne puis accepter ce passage du discours de mon honorable ami (M. Guertin). Je tiens à déclarer que ce commissaire, tout comme les autres, a été de bonne foi. Le dévouement du Dr Lessard et de M. Savoie est au-dessus de tout soupçon.

L'honorable député de Hull nous a cités et m'a fait parvenir un mémoire signé par quelques sociologues d'une réputation inattaquable, dont le cardinal Villeneuve, alors le père Villeneuve, au sujet des pensions de vieillesse. Ce mémoire peut s'interpréter de plusieurs façons différentes. Il ne prouve sûrement pas l'urgence qu'il y aurait d'accepter dans Québec le plan fédéral des pensions aux vieilles personnes.

Or, ce mémoire ne fait que reconnaître le principe des pensions de vieillesse au point de vue

chrétien. Le mémoire admet même que l'on peut différer d'opinion sur l'opportunité des pensions de vieillesse payées par l'État. On remarque que des sociologues ont été consultés. On leur a demandé "si le principe de la loi fédérale des pensions de vieillesse était bien conforme à la doctrine de l'Église, s'il était bon, juste et chrétien".

Évidemment, personne ne peut mettre la valeur de ce principe en doute. Depuis l'encyclique de Léon XIII, on ne peut discuter ce point. Les sociologues, en se fondant sur l'encyclique, *Rerum Novarum*, ont jugé que le principe de la loi est bon, juste et chrétien. Ce mémoire est en date du 5 février 1929. Mais je soutiens que nulle part les signataires du document n'affirment que les chefs d'État de la province devraient étendre l'application de cette loi à notre province.

Je constate même qu'ils se contentent de dire qu'il appartient aux chefs d'État de dire si ce régime, qui ne répugne nullement à l'enseignement de l'Église, doit être appliqué chez nous. Je note également que les sociologues estiment qu'il est bien dans l'intérêt de leurs membres que les syndicats ouvriers catholiques travaillent pour obtenir ce régime. Mais les signataires ne vont pas plus loin.

Bien que la loi fédérale puisse être différemment appréciée, je ne vois pas comment, au nom de la doctrine catholique, on en pourrait contester le principe. Tout le monde est d'accord là-dessus en cette Chambre. Que les syndicats catholiques aient aussi approuvé le principe de la loi et qu'ils disent que la loi des pensions serait une bonne chose pour leurs membres, cela ne peut pas non plus surprendre.

Mais les signataires ne vont pas plus loin. Cette question reste donc une question libre. Toutefois, là où nous différons d'opinion dans le débat qui nous occupe, c'est quand il s'agit de savoir s'il est urgent ou opportun d'accepter le plan fédéral des pensions de vieillesse dans la province de Québec. Au point de vue du principe, tout le monde est d'accord. Dans la pratique, je crois que le fédéral, même alors qu'il était gouverné par M. King, a eu tort d'accepter le système actuel.

Sans doute, nul ne sait ce que l'avenir nous réserve. Peut-être que, lorsque le député de Hull et moi-même aurons 70 ans, serons-nous heureux de réclamer le bénéfice de cette loi. Mais j'ai toujours prétendu et je prétends encore que le gouvernement King, qui a créé cette loi, a eu tort, parce qu'il a fait une demi-mesure et qu'il n'aurait pas dû l'adopter sans consulter les provinces. On aurait dû s'occuper complètement de ces pensions et payer 100 %. Lorsqu'il s'agit de l'adoption de loi fédérale, on

devrait se souvenir que Québec est dans une situation spéciale. J'estime que l'acceptation de la loi fédérale ici ne constituerait qu'une demi-mesure. Pour ma part, je ne crois pas urgent ou opportun d'accepter cette loi fédérale dans les conditions actuelles.

De plus, il ne faut pas perdre de vue que le chef actuel du gouvernement à Ottawa, M. Bennett, a promis de donner non seulement à Québec, mais à toutes les provinces, non pas une demi-mesure, mais une mesure pleine. Il a promis que le gouvernement central paierait 100 % de la pension aux vieillards. Quand je l'ai interrompu, tantôt, pour lui poser une question à cet effet, le député de Hull n'a pas semblé vouloir accepter cette déclaration. Or, il est établi que M. Bennett n'a rempli que partiellement la promesse qu'il avait faite en 1930. Il n'a augmenté la contribution du fédéral que de 25 %, soit de 50 % à 75 %. Au lieu de payer 100 % de la pension, il ne paye que 75 %.

J'ai dit tout à l'heure que le chef actuel du gouvernement fédéral s'était engagé à payer 100 % des pensions de vieillesse. J'ai ici un document très probant. Le 12 juillet 1930, M. Bennett a déclaré, dans un document émanant des "Conservative Federal Headquarters, Victoria Building, 140 rue Wellington, Ottawa", qu'il avait promis de payer en entier les pensions de vieillesse, lors du congrès national conservateur de Winnipeg. Et il ajoutait: "Je prétends que le gouvernement fédéral ne doit pas contribuer 50 % de la pension aux vieillards, mais 100 % parce que des provinces ne peuvent en bénéficier lorsque le fédéral n'en paye que 50 %. Et si nous sommes élus le 28 de ce mois (juillet 1930), je promets que nous aurons une loi nationale des pensions aux vieilles personnes." Ce document était signé R. B. Bennett. Le premier ministre a racheté une partie de sa promesse en augmentant de 25 % la contribution du fédéral.

Je crois que c'était là la meilleure attitude qu'un chef de gouvernement pouvait prendre. La loi des pensions doit être nationale et doit s'appliquer de la même façon à toutes les provinces, à la province de Québec ou aux Provinces maritimes, comme aux autres. Si ce problème est un problème national, tel que le dit le premier ministre du Canada, il devrait revenir à l'administration fédérale de le contrôler et de le financer. M. Bennett a donc rempli sa promesse en partie seulement, et je crois que nous le priverions d'un plaisir, celui de la remplir complètement, si nous acceptions le plan fédéral dans Québec. Pour ma part, je ne suis pas prêt à accepter les affirmations du député de Hull, lorsqu'il dit que la majorité de la population de Québec accepterait même une mesure

temporaire ou transitoire. J'aime mieux demander au gouvernement fédéral, avec la majorité des Québécois, d'adopter pleinement une loi nationale des pensions de vieillesse. De cette façon seulement, la population tout entière serait satisfaite.

(Applaudissements à droite)

**M. Authier (Abitibi):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Plante), l'ajournement du débat.  
Adopté.

#### Travaux de la Chambre:

##### Charte de Saint-Jérôme

**L'honorable M. David (Terrebonne):** M. l'Orateur, je voudrais annoncer que l'étude en comité plénier du bill 84 modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme est remise à plus tard. Je suis autorisé à déclarer que la ville de Saint-Jérôme veut retirer des amendements<sup>3</sup> que ses procureurs avaient fait adopter par le comité des bills privés<sup>4</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quels sont ces amendements?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** C'est au sujet des exemptions de taxes dont bénéficient les institutions de charité, hôpitaux, écoles, etc. On laisserait, me dit-on, les exemptions ce qu'elles sont actuellement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'avais raison!

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Ça peut arriver!

##### Film sur le cancer

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** Je demande à l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David) de bien vouloir montrer aux membres de cette Chambre le film sur le cancer dont les journaux ont parlé, surtout en vue de la campagne qui doit se faire. Certains membres de cette Législature, qui sont des médecins, n'ont pu être présents pour la première projection du film et aimeraient le voir.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je remercie l'honorable député de Montréal-Laurier de



sa suggestion. Je demanderai au directeur du service d'hygiène de prendre les mesures nécessaires pour que mes honorables collègues aient l'occasion de voir ce film, un soir.

#### **Extension juridique des contrats de travail**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je voudrais savoir si le bill de l'extension juridique des contrats collectifs du travail sera référé à un comité pour étude. Plusieurs organisations ont manifesté leur intention d'être entendues avant que cette loi soit étudiée en Chambre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous ne considérerons pas ce bill cette semaine en Chambre. Nous sommes, mes collègues et moi, à l'étudier sous tous ces angles, et, s'il y a lieu, nous inviterons les organisations à se faire représenter devant le comité où le bill sera discuté.

Il assure le chef de l'opposition que le bill ne viendra pas cette semaine et qu'on l'avertira d'avance.

#### **Opérations forestières et bûcherons**

**M. Guertin (Hull)** pose une question concernant le bill des bûcherons.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** répond que le bill des bûcherons ne viendra pas cette semaine.

#### **Demandes de documents:**

##### **Travaux sur la route Montréal-Sherbrooke, entre Magog et Granby**

**M. Béique (Chambly)** propose, appuyé par le représentant d'Yamaska (M. Élie), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copies authentiques de tous les actes, contrats, conventions intervenus entre le gouvernement de cette province, aucun de ses ministres ou officiers et toutes personnes, compagnies ou corporations, depuis le 25 mai 1930 inclusivement, et se rapportant aux travaux exécutés ou à exécuter, quant à la route Montréal-Sherbrooke, entre Magog et Granby.

Adopté.

#### **Loi modifiant la loi de la voirie**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copies authentiques des certificats du ministre et du sous-ministre de la Voirie, depuis le 4 avril 1929 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1934, et se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé "Loi modifiant la loi de la voirie".

Adopté.

#### **Contrat intervenu entre Lake St. John Power & Paper Company, Limited, et le ministre des Terres et Forêts**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'il soit mis devant cette Chambre copie authentique du contrat ou de l'acte intervenu entre la Lake St. John Power & Paper Company, Limited, et le ministre des Terres et Forêts de cette province et se rapportant à l'ordre en conseil adopté par le gouvernement de cette province, en date du 3 mars 1933 et portant le numéro 379.

Adopté.

#### **Emprunt temporaire de la cité de Hull**

**M. Guertin (Hull)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de tout ordre en conseil, correspondance, rapports et autres documents relativement à un emprunt temporaire de la cité de Hull au montant de \$42,000 autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil, le ou vers le 1<sup>er</sup> septembre 1931.

Adopté.

#### **Union des municipalités**

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 97 concernant l'administration de certains biens de l'Union des municipalités de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Demandes de documents:****Collection  
des beaux-arts**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copie authentique de l'ordre en conseil adopté par le gouvernement de cette province, en date du 8 janvier 1934, portant le numéro 55 et se rapportant à la collection des beaux-arts, de même que copies authentiques de tous comptes et de tous rapports relativement audit ordre en conseil.

Adopté.

**Questions et réponses:****Comtés  
de colonisation**

**M. Élie (Yamaska):** Quels sont les comtés de la province qui sont considérés par le gouvernement comme comtés de colonisation?

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** Le tableau no 1, à la page 4 du rapport du ministre de la Colonisation, pour l'année 1933, indique les comtés où il y a des possibilités plus ou moins grandes et où, par conséquent, il se fait de la colonisation sur une plus ou moins grande échelle, indépendamment de certains comtés qui ne sont plus de colonisation mais où le département peut être appelé à construire des ponts en bois.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 7 modifiant la loi des huissiers;
- bill 16 concernant la contribution du gouvernement pour assurer le succès des fêtes du troisième centenaire de la fondation de la cité des Trois-Rivières.

**Cautionnement des salariés  
du gouvernement**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 40 modifiant la loi des employés publics relativement au cautionnement de ceux qui sont salariés par le gouvernement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 5 h 45.

**NOTES**

1. Cette encyclique "*La soif d'innovations*" fut publiée le 15 mai 1891 par le pape Léon XIII. Il y encourage le syndicalisme chrétien et condamne la pauvreté de la classe ouvrière, le socialisme athée et le capitalisme.

2. Il s'agit de \$3,000,000, selon *Le Devoir* du 14 février 1934, à la page 8.

3. *La Presse* du 14 février 1934, à la page 23, mentionne que les promoteurs désirent apporter des amendements.

4. Les amendements en question permettaient à la ville de Saint-Jérôme de faire payer certaines taxes aux institutions religieuses. Devant les protestations qui se sont élevées et sur les instances du député de Terrebonne (l'honorable M. David), la ville de Saint-Jérôme abandonne ce privilège, selon *L'Événement* du 14 février 1934, à la page 11.

## Séance du mercredi 14 février 1934

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 93 modifiant la charte de l'Hôpital Notre-Dame, à Montréal.

## Questions et réponses:

Dépenses pour le boulevard  
Alexandre-Taschereau

**M. Béique (Chambly):** Outre les \$2,150,442.57 qu'ont coûté à la province les 9.31 milles du boulevard Alexandre-Taschereau, d'après une réponse consignée dans les *Journaux de l'Assemblée législative* du 14 février 1933, quelles dépenses a faites le gouvernement de cette province depuis cette date, en rapport avec ledit boulevard Alexandre-Taschereau?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** \$14,778.25.

Subventions et travaux  
dans le comté de Wolfe

**M. Béique (Chambly):** 1. Qu'ont coûté à la province les subventions ou octrois accordés et les travaux faits par chacun des ministères du gouvernement dans le comté de Wolfe?

- a. Du 25 octobre 1933 au 5 novembre 1933?
- b. Le 6 novembre 1933?
- c. Le 7 novembre 1933?
- d. Le 8 novembre 1933?
- e. Le 9 novembre 1933?
- f. Le 10 novembre 1933?

- g. Le 11 novembre 1933?
- h. Le 12 novembre 1933?
- i. Le 13 novembre 1933?
- j. Le 14 novembre 1933?
- k. Le 15 novembre 1933?
- l. Le 16 novembre 1933?
- m. Le 17 novembre 1933?
- n. Le 18 novembre 1933?

2. Toutes les sommes dues ou promises par le gouvernement concernant ces subventions ou octrois, et travaux ont-elles été payées?

3. Dans la négative, quel montant est encore dû par la province et combien par chaque ministère intéressé?

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** Pour la partie concernant le département de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries:

- |                 |          |
|-----------------|----------|
| 1. a. \$361.30. | i. Rien. |
| b. \$53.80.     | j. Rien. |
| c. \$46.60.     | k. Rien. |
| d. \$59.80.     | l. Rien. |
| e. \$74.80.     | m. Rien. |
| f. \$59.60.     | n. Rien. |
| g. \$49.60.     | 2. Oui.  |
| h. Rien.        | 3. Rien. |

Contributions à verser par  
les municipalités de chaque comté

**M. Béique (Chambly):** Relativement aux obligations contractées depuis le 3 avril 1912, par les municipalités de cette province, en vertu de la loi des bons chemins:

À combien s'élève le total des contributions qu'il reste à verser à la province par les municipalités de chacun des comtés de la province, en intérêts ou autrement, en plus des montants déjà payés?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Abitibi, \$10.12; Argenteuil, \$4,170.50; Beauce, \$1,422.20; Bellechasse, \$9,018.29; Chambly, \$1,642.38; Charlevoix-Saguenay, \$939; Chicoutimi, \$21,780.30; Deux-Montagnes, \$541.77; Dorchester, \$1,830.47; Frontenac, \$24,013.78; Gaspé-Sud, \$2,408.36; Gatineau, \$38,469.66; Hull, \$398.36; Joliette, \$31; Labelle, \$24,565.13; Lac-Saint-Jean, \$3,126.32; L'Assomption, \$948.87; Lévis, \$4,268.90; Lotbinière, \$395.96; Laviolette, \$393.23; Matapédia,

\$85.42; Mégantic, \$1,375.54; Montcalm, \$1,866.63; Montmagny, \$11,147.82; Montmorency, \$5,064.49; Nicolet, \$1,240.43; Papineau, \$26,473.53; Québec, \$48,357.73; Richelieu, \$50,182.17; Rouville, \$1,091.40; Roberval, \$14,504.93; Rivière-du-Loup, \$224.93; Sherbrooke, \$1,106.50; Saint-Jean, \$168.49; Témiscamingue, \$1,350.45; Vaudreuil, \$25.00; Verchères, \$189.50; Wolfe, \$525.80; Yamaska, \$1,120.32.

**Contributions à verser par les municipalités  
en vertu de la loi des bons chemins**

**M. Béique (Chambly):** Relativement aux obligations contractées depuis le 3 avril, 1912, par les municipalités de cette province, en vertu de la loi des bons chemins:

À combien s'élève le total des contributions qu'il reste à verser à la province par les municipalités de la province, en intérêts ou autrement, en plus des montants déjà payés?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** \$306,475.77.

**Employés surnuméraires et temporaires  
dans le comté d'Yamaska**

**M. Béique (Chambly):** 1. Combien chacun des ministères du gouvernement a-t-il eu d'employés surnuméraires et temporaires à son service dans le comté d'Yamaska pour tous travaux qu'il a fait exécuter:

- a. Du 1<sup>er</sup> au 15 octobre 1933?
- b. Le 16 octobre 1933?
- c. Le 17 octobre 1933?
- d. Le 18 octobre 1933?
- e. Le 19 octobre 1933?
- f. Le 20 octobre 1933?
- g. Le 21 octobre 1933?
- h. Le 22 octobre 1933?
- i. Le 23 octobre 1933?
- j. Le 24 octobre 1933?
- k. Le 25 octobre 1933?
- l. Le 26 octobre 1933?
- m. Le 27 octobre 1933?
- n. Le 28 octobre 1933?

2. Quel est le montant global des salaires ainsi payés ou à être payés depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1933 inclusivement au 28 octobre 1933 inclusivement?

3. Quel montant global de salaires restait à payer le 29 octobre 1933?

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** Pour la partie concernant le département de la Colonisation,

de la Chasse et des Pêcheries: 1. a. 22; b. 15; c. 18; d. 19; e. 14; f. 14; g. 17; h. aucun; i. 8; j. 16; k. 8; l. 8; m. 7; n. 5.

2. et 3. \$812.40.

**Employés surnuméraires et temporaires  
dans le comté de Wolfe**

**M. Béique (Chambly):** 1. Combien chacun des ministères du gouvernement a-t-il eu d'employés surnuméraires et temporaires à son service dans le comté de Wolfe, pour tous travaux qu'il a fait exécuter:

- a. Du 25 octobre 1933 au 5 novembre 1933?
- b. Le 6 novembre 1933?
- c. Le 7 novembre 1933?
- d. Le 8 novembre 1933?
- e. Le 9 novembre 1933?
- f. Le 10 novembre 1933?
- g. Le 11 novembre 1933?
- h. Le 12 novembre 1933?
- i. Le 13 novembre 1933?
- j. Le 14 novembre 1933?
- k. Le 15 novembre 1933?
- l. Le 16 novembre 1933?
- m. Le 17 novembre 1933?
- n. Le 18 novembre 1933?

2. Quel est le montant global des salaires ainsi payés ou à être payés depuis le 25 octobre 1933 inclusivement au 18 novembre 1933 inclusivement?

3. Quel montant global de salaires restait-il à payer le 19 novembre 1933?

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** Pour la partie concernant le département de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries: 1. a. 41; b. 30; c. 27; d. 34; e. 32; f. 27; g. 25; h. i. j. k. l. m. et n. aucun.

2. \$661.80.

3. \$661.80.

**Subventions accordées et travaux faits  
dans le comté d'Yamaska**

**M. Béique (Chambly):** 1. Qu'ont coûté à la province, les subventions, octrois accordés et les travaux faits par chacun des ministères du gouvernement dans le comté d'Yamaska:

- a. Du 1<sup>er</sup> au 15 octobre 1933?
- b. Le 16 octobre 1933?
- c. Le 17 octobre 1933?
- d. Le 18 octobre 1933?
- e. Le 19 octobre 1933?
- f. Le 20 octobre 1933?
- g. Le 21 octobre 1933?

- h.* Le 22 octobre 1933?
- i.* Le 23 octobre 1933?
- j.* Le 24 octobre 1933?
- k.* Le 25 octobre 1933?
- l.* Le 26 octobre 1933?
- m.* Le 27 octobre 1933?
- n.* Le 28 octobre 1933?

2. Toutes les sommes dues ou promises par le gouvernement concernant ces subventions ou octrois et travaux ont-elles été payées?

3. Dans la négative, quel montant est encore dû par la province et combien par chaque ministère intéressé?

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** Pour la partie concernant le département de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries:

- 1. *a.* \$429.20.
- b.* \$36.80.
- c.* \$45.20.
- d.* \$42.20.
- e.* \$37.60.
- f.* \$36.80
- g.* \$47.20.
- h.* Rien.
- i.* \$24.40.
- j.* \$44.80.
- k.* \$20.60.
- l.* \$20.40.
- m.* \$15.40.
- n.* \$13.40.
- 2. Oui.
- 3. Rien.

#### **Loi des véhicules automobiles, article 27, véhicules**

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 161 modifiant l'article 27 de la loi des véhicules automobiles relativement à certains véhicules soit maintenant lu une troisième fois.

**Des voix:** "Drop! Drop!"

**D'autres voix:** "Carried! Carried!"

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** M. l'Orateur, je ne veux rien ajouter à ce que j'ai dit en faveur de mon projet. Ce bill a été discuté longuement. Je crois que nous devons partager l'opinion de l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David) et voter cette mesure, une mesure urgente, qui tend à la

sauvegarde des vies humaines. Je demande donc que chacun fasse son devoir et que la Chambre ratifie le projet.

**M. Fortin (Beauce):** Je suis en faveur de ce projet de loi. Je crois qu'il est du devoir de cette Chambre de protéger les cultivateurs, non seulement sur les grandes routes, mais dans les villes et les villages. M. l'Orateur, on a craint que la loi n'affecte les voitures d'hiver à la campagne. Afin d'éviter les quelques inconvénients que comporte le bill et qui pourraient empêcher quelques députés de l'appuyer, je veux proposer un amendement pour que les voitures d'hiver échappent à la loi rendant obligatoire le port de lumières ou de réflecteurs. Je suggère, de plus, que la loi n'entre en vigueur que le 1<sup>er</sup> avril 1935. D'ici là, les cultivateurs auront le temps de se procurer des réflecteurs et de se faire une mentalité favorable. Je propose donc que le projet soit référé de nouveau au comité plénier avec instruction de l'amender dans le sens que j'ai indiqué.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'ai encore trouvé personne dans cette Chambre pour amender la loi de telle sorte que le cultivateur n'ait pas à supporter le fardeau de la preuve, advenant un accident d'auto. Si l'éducation n'est pas faite, ce n'est pas la loi qui la fera. Si elle est faite, la loi sera inutile, puisque les cultivateurs placeront des lumières sur leurs voitures. La loi n'aura qu'un mauvais effet: celui de mettre la responsabilité d'un accident sur le dos du cultivateur. M. l'Orateur, actuellement, dans un accident, la présomption est contre l'automobiliste. Si nous adoptons le projet qui est devant nous, les rôles seront renversés et la présomption sera contre le cultivateur ou le propriétaire de voiture à traction animale. Quant à l'amendement de l'honorable député de Beauce (M. Fortin), il aggrave la situation. Si les cultivateurs se rendent à la nécessité d'avoir des lumières sur leurs voitures, pourquoi une loi qui augmentera leur responsabilité? Pour ces raisons, je voterai contre le projet et contre l'amendement.

**M. Gagnon (Frontenac):** Je suis contre le projet de loi. La loi est vexatoire et l'on a tort, à l'heure où tous sont bien disposés envers les cultivateurs, de les vouloir opprimer. M. l'Orateur, il serait illogique d'adopter une loi qui, dans tous les accidents, exposerait les cultivateurs à payer les pots cassés. Dans la plupart des cas, si le cultivateur devait payer les frais, il serait ruiné et obligé de quitter sa terre. Sur 4,484 accidents dus à des

collisions, en 1932, 230 ont été causés par collision avec une voiture. De ce nombre, on peut certainement dire que la moitié des accidents, sinon les trois quarts, sont arrivés de jour. Il en resterait donc tout au plus 115. Si de 115 accidents, je déduis encore au moins les trois quarts qui sont arrivés aux environs des villes, il en reste 38 arrivés la nuit sur les autres chemins de la province, et ils ne sont pas tous imputables aux cultivateurs. Ces 38 accidents sont-ils attribuables aux cultivateurs ou aux automobilistes qui font du 40, 50 ou 60 milles à l'heure?

Cette loi sera tracassière pour une population agricole éloignée des grands centres et des grandes routes, et les mettra dans une mauvaise posture au point de vue légal s'ils ne s'y conformaient pas. Pour être logique, il faudrait exiger le port de lumières sur les piétons, sur les enfants et les animaux, car les statistiques démontrent que sur 389 collisions graves avec piétons adultes, on en compte 320 avec enfants et 39 avec des animaux. La loi est donc inopportune et je voterai contre.

**M. Lamoureux (Iberville):** J'ai des raisons particulières pour être contre le bill. Exempterait-on un grand nombre d'accidents avec ces lumières? Non, la plupart des accidents surviennent en plein jour. J'ai eu connaissance d'un accident. Deux petites filles venaient d'aller chercher des fraises chez leur grand-père, en plein jour. Une auto américaine les frappe et en tue une. Les lumières n'y pouvaient rien. Le projet de loi favorise la coercition, à quoi il faut s'opposer, surtout quand la coercition vise la classe agricole.

Un journal de Montréal n'a pas bien traité les députés qui ont voté contre ce bill. J'ai lu dans ce journal que les députés des comtés agricoles se doivent de voter en faveur du bill, même si leurs électeurs n'en veulent pas. Je me fiche de l'opinion que les journalistes peuvent avoir. Ils sont peut-être payés avec les mêmes fonds que le promoteur du bill pour le défendre. J'ai mon opinion et je n'ai pas peur de la donner. Moi, je suis contre le bill et, si les représentants des journaux sont contre moi, je m'en fiche!

M. l'Orateur, au lieu d'exiger des lumières sur les voitures, on devrait exiger des automobilistes qu'ils prennent des assurances contre les accidents. Les cultivateurs ne peuvent plus marcher dans la grand-route sans risquer de se faire écrabouiller. Les cultivateurs ont fait leur grosse part pour la voirie et je me demande s'ils seraient prêts à recommencer. Qu'on leur laisse la paix!

**M. Dansereau (Argenteuil):** Je suis en faveur du projet et je crois qu'il est dans l'intérêt des cultivateurs

et non de l'automobiliste. Les cultivateurs de mon comté sont tous favorables à cette loi et je me ferai un devoir de l'appuyer.

**M. Barré (Rouville):** Il y a beaucoup de gens qui, avec la meilleure volonté, veulent prendre les intérêts des intéressés, alors que ceux-là connaissent bien leurs intérêts. C'est drôle de constater que, lorsqu'il s'agit des cultivateurs, bien des gens veulent prendre leurs intérêts malgré eux. Depuis quand le cultivateur est-il devenu incapable de prendre soin de lui-même et doit-il compter sur des citadins mielleux et habiles pour le faire à sa place? Certains individus, pour la plupart membres de clubs automobiles et de cercles élégants, quoique bien disposés envers les cultivateurs, ne se préoccupent que d'eux-mêmes lorsque les intérêts agricoles sont en jeu.

Quand les députés des villes passent des lois, les députés ruraux les laissent faire, à moins que ce ne soient des mesures d'intérêt général. Laissons les cultivateurs prendre leurs intérêts. Ils ne veulent pas de cette loi parce qu'elle les obligerait à placer des réflecteurs sur tous leurs instruments aratoires traînés par des chevaux qui, un jour ou l'autre, doivent être transportés d'un champ à l'autre par la route, ou revenir à la maison, le soleil couché. Je ne veux pas que les automobilistes se déchargent de leurs responsabilités aux dépens du cultivateur.

À mon avis, le projet est incomplet. Il ne fait que changer la responsabilité de place. Il ne contient pas de sanction. Le but n'est pas de forcer les cultivateurs à porter leurs lumières, mais à déplacer la responsabilité en cas d'accident. Sans loi, il y a déjà 80 % des cultivateurs dans mon comté qui ont muni leurs voitures de réflecteurs. Le projet est tellement nébuleux et incomplet que son adoption ne ferait qu'aggraver la situation. Il ne s'agit donc, avec cette loi, que de déplacer la responsabilité. Adopter ce projet de loi donnerait à l'automobiliste un faux sentiment de sécurité, ce qui ne peut que conduire à une augmentation du nombre d'accidents. Je félicite l'honorable député des Îles-de-la-Madeleine (M. Caron) d'avoir présenté son projet, même si je ne l'approuve pas, car il nous a permis de discuter un problème intéressant et de faire l'éducation en faveur du port des lumières, en plus d'attirer l'attention sur les dangers de la circulation.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. l'Orateur, le projet de l'honorable député des Îles-de-la-Madeleine (M. Caron) est incomplet, mais l'amendement de l'honorable député de Beauce (M. Fortin) le complète. Je ne veux influencer la

Chambre en aucune façon, mais il me semble que l'amendement améliore le projet et que nous pourrions peut-être le considérer avec plus de faveur, si nous l'amendions dans le sens indiqué par l'honorable député de Beauce. Il ne peut être question d'exiger des lumières sur les voitures d'hiver, et je crois qu'il est juste de donner un an pour se préparer à ce changement.

**M. Fortin (Beauce)** propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Côté), que tous les mots après "Que" soient remplacés par les suivants: "le bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de l'amender de façon à excepter les voitures d'hiver de l'obligation d'être munies d'une lanterne et de façon aussi à ne faire entrer la loi en vigueur que le premier avril 1935."

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Bachand, Bélanger, Bercovitch, Bissonnet, Bouthillier, Caron, Cohen, Côté (Bonaventure), Dansereau, David, Delisle, Dillon, Duffy, Fauteux, Filion, Fisher, Fortier, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Gabias, Gault, Giguère, Guertin, Lahaie, Mercier fils, Plante, Power, Rhéaume, Rochette, Saintonge, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Vautrin, 34.

**Contre:** MM. Authier, Barré, Bédard, Bergeron, Bertrand, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Côté (Gaspé-Nord), Desmarais, Dufour, Dugas, Duplessis, Duval, Élie, Farand, Fillion, Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Godbout, Laferté, Lamoureux, Lapierre, Lapointe, Lortie, McDonald, Messier, Moreau, Moreault, Morel, Paquet, Perrault, Piché, Reed, Sabourin, Sauvé, Smart, Stockwell, Thisdel, Turcotte, 43.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

**M. Fortin (Beauce):** M. l'Orateur, j'attire votre attention sur le fait que l'honorable député de Montréal-Laurier (M. Poulin) n'a pas voté.

**M. l'Orateur:** Je dois informer la Chambre que l'honorable député de Montréal-Laurier a pairé<sup>1</sup>.

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** M. l'Orateur, avant que la Chambre ne se prononce sur la troisième lecture...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je soulève un point d'ordre. L'honorable député a déjà parlé sur la troisième lecture et il ne peut parler deux fois.

**M. l'Orateur:** J'étais sous l'impression que l'honorable député des Îles-de-la-Madeleine (M. Caron) avait parlé sur l'amendement, mais s'il a parlé sur la troisième lecture, ce qui est exact, je crois, il ne peut parler une deuxième fois.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Bachand, Bélanger, Bercovitch, Bissonnet, Bouthillier, Caron, Cohen, Côté (Bonaventure), Dansereau, David, Delisle, Dillon, Duffy, Fauteux, Filion, Fisher, Fortier, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Gabias, Gagnon (Kamouraska)<sup>2</sup> (Rires et applaudissements), Gault, Giguère, Guertin, Lahaie, Mercier fils, Plante, Power, Reed, Rhéaume, Rochette, Smart, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Vautrin, 36.

**Contre:** MM. Authier, Barré, Bédard, Bergeron, Bertrand, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Côté (Gaspé-Nord), Desmarais, Dufour, Dugas, Duplessis, Duval, Élie, Farand, Fillion (Lac-Saint-Jean), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska) (Rires et applaudissements), Gaudet, Gauthier, Godbout, Laferté, Lamoureux, Lapierre, Lapointe, Lortie, McDonald, Messier, Moreau, Moreault, Morel, Paquet, Perrault, Piché, Sabourin, Saintonge, Sauvé, Stockwell, Thisdel, Turcotte, 42.

**Des voix:** Décompte!

**M. le Greffier** procède au décompte.

**M. Gagnon (Kamouraska)** et **M. Lamoureux (Iberville)** se lèvent.

**Des voix:** Assis! Chapeau<sup>3</sup>!

**M. l'Orateur** les rappelle à l'ordre. Il décide que cela n'est pas conforme aux règles établies et que le deuxième vote ne compte pas.

**M. Gagnon (Kamouraska):** M. l'Orateur, j'ai commis une erreur en votant et je demande que mon vote soit corrigé. J'avais mal compris la question.

**Une voix:** C'est bien triste.

**M. Gagnon (Kamouraska):** Je désire voter contre le bill.

**M. l'Orateur:** Le vote a été enregistré deux fois. D'après les règlements de la Chambre, le député

de Kamouraska peut demander de changer son vote si la Chambre y consent à l'unanimité.

**Des voix:** "Carried! Carried!"  
(Rires et applaudissements)

Les noms sont appelés et inscrits comme suit<sup>4</sup>:

**Pour:** MM. Arcand, Bachand, Bélanger, Bercovitch, Bissonnet, Bouthillier, Caron, Cohen, Côté (Bonaventure), Dansereau, David, Delisle, Dillon, Duffy, Fauteux, Filion (Laval), Fisher, Fortier, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Gabias, Gault, Giguère, Guertin, Lahaie, Mercier fils, Plante, Power, Reed, Rhéaume, Rochette, Smart, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Vautrin, 35.

**Contre:** MM. Authier, Barré, Bédard, Bergeron, Bertrand, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Côté (Gaspé-Nord), Desmarais, Dufour, Dugas, Duplessis, Duval, Élie, Farand, Fillion, Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Godbout, Laferté, Lamoureux, Lapierre, Lapointe, Lortie, McDonald, Messier, Moreau, Moreault, Morel, Paquet, Perrault, Piché, Sabourin, Saintonge, Sauvé, Stockwell, Thisdel, Turcotte, 42.

Ainsi, la motion portant sur la troisième lecture du bill 161 est, en conséquence, rejetée.

#### **Code de procédure civile, article 1150**

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 171 modifiant l'article 1150 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Motions des députés:**

##### **Pensions de vieillesse**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le mardi 13 février courant sur la motion présentée le même jour: Que, vu que le rapport majoritaire de la Commission des assurances sociales recommande à la province, lorsque la chose sera possible, d'accepter comme mesure temporaire et transitoire, la mise en vigueur de la loi fédérale des pensions de vieillesse: Cette Chambre est d'avis qu'il est possible d'instituer ce système de pensions de vieillesse dès maintenant et invite le gouvernement à présenter la législation nécessaire à la présente session.

**M. Authier (Abitibi):** M. l'Orateur, le député de Hull (M. Guertin) a fait un bon discours à l'appui de sa motion, mais il ne nous a pas fait oublier le puissant plaidoyer que le premier ministre de la province prononçait un jour en cette Chambre pour démontrer l'impraticabilité de la loi fédérale actuelle de pension aux vieillards. Il est vrai que M. Bennett a depuis tenu à demi sa promesse de mettre l'application de cette loi entièrement à la charge du gouvernement fédéral. Cette demi-mesure, cette dérobade de M. Bennett est indigne d'un premier ministre du Canada. Certes, tous les membres de cette Chambre, je n'en doute pas, sont favorables au principe de charité sur lequel repose la pension d'État aux vieillards. Mais il nous faut d'abord être pratiques.

La loi fédérale actuelle devra subir plusieurs modifications pour être acceptable. Son premier et son plus grand défaut, c'est de coûter trop cher. Ensuite, elle serait d'application extrêmement difficile chez nous et occasionnerait des complications, des injustices et des fraudes. Pour qu'une loi soit bonne, il faut qu'elle soit facilement applicable car, quoi qu'on dise, les lois sont au contraire faites pour être appliquées et non pour être violées.

La première modification à apporter à la loi actuelle, ce serait de la rendre moins onéreuse pour le Trésor public, de diminuer le montant de la pension de moitié, dans le cas d'un vieillard seul, et des deux tiers, dans le cas du couple. Ensuite, il faudrait la débarrasser des complications dont on en a entouré la mise en pratique. Il faudrait assurer la permanence de la contribution de 75 % du gouvernement fédéral, ou du moins une durée assez prolongée du système. Il faudrait que nos hospices et autres institutions religieuses qui hospitalisent nos vieillards puissent bénéficier de la loi.

En prenant les chiffres du député de Hull, en admettant que 30,000 vieillards aient droit à la pension dans la province, cela coûterait, sur la base que je suggère, environ \$3,500,000 par année, dont le quart devrait être payé par le gouvernement provincial et par nos conseils municipaux. Où prendrions-nous cet argent? Où nos conseils municipaux puiseraient-ils pour payer leur contribution? Voilà encore un point d'interrogation redoutable. On parle d'assurance sociale, de contribution par les salariés.

Le plus simple serait sans doute un faible impôt sur le revenu pour percevoir le montant nécessaire pour payer la part de la province et des municipalités. Cette idée de recourir à l'impôt sur le revenu me ramène d'ailleurs à répéter, avec plus de conviction que jamais, que le gouvernement fédéral



devrait payer en entier la pension des vieillards aussi longtemps qu'il bénéficiera seul de l'impôt sur le revenu. Car, on l'a dit avec raison, le gouvernement fédéral s'est emparé là d'un impôt qui devrait être la principale source de revenus des provinces.

(Applaudissements)

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Je trouve étrange que Québec soit la seule province à trouver que cette loi n'a pas de bon sens. Il ne faut tout de même pas trop s'étonner. M. l'Orateur, dans la province de Québec, les lois pour aider aux pauvres, ça prend du temps à les adopter. Quand il s'agit de législation sociale, Québec est toujours loin en arrière des autres. C'est comme la loi des accidents du travail; il faut beaucoup de temps au gouvernement pour comprendre les besoins du peuple. Nom de Dieu! Mais même si on envisage la question au strict point de vue financier, il semble que la province devrait accepter. En effet, la loi est appliquée dans toutes les autres provinces. L'Ontario a une loi des pensions de vieillesse, et cependant le gouvernement a un surplus. Même chose au Nouveau-Brunswick. On dit qu'Ottawa devrait payer toutes les pensions.

J'en suis. Mais le Québec contribue, sans aucun profit, au soutien des vieillards des autres provinces, et ne reçoit rien comme pension aux vieillards. Le fédéral paie 75 % de l'entretien, et le gouvernement se charge du 25 % que le fédéral ne paie pas. Déjà, depuis 1927, nous avons contribué pour \$6,000,000. Il serait temps que nous commencions à contribuer au profit de nos vieillards.

Pourquoi la province de Québec ne ferait-elle pas comme les autres? Sommes-nous plus intelligents? Le gouvernement prétend que les municipalités ne peuvent plus contribuer. Que le gouvernement se charge du 25 % que le fédéral ne paie pas! On devrait payer les pensions sans rien charger aux municipalités. Le gouvernement devrait faire un beau geste, un geste intelligent. Je crois que la loi fédérale est bonne, juste, et qu'elle devrait être adoptée par cette province.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** M. l'Orateur, la question des pensions de vieillesse a déjà été discutée en cette Chambre et, plus d'une fois, nous avons entendu des opinions diverses, mais énoncées de bonne foi, je n'en ai aucun doute.

Le député de Saint-Sauveur vient de dire que la province de Québec aurait bien tort de vouloir se montrer plus intelligente que les autres provinces en n'acceptant pas le plan fédéral des pensions de

vieillesse. Ce n'est pas la première fois que la province de Québec se garde d'accepter trop vite un principe de loi qui répugnerait en temps normal à des hommes de gouvernement. Elle veut garder sa tête et ne pas aller trop vite.

Lorsque je parle de répugnance, il ne s'agit pas de la loi dont il est question en ce moment. Je suis en 1916, alors qu'une vague de sécheresse passe aux États-Unis et au Canada et que toutes les provinces acceptent, en ce temps de crise qu'est la guerre, le principe de la prohibition. La province étudia un projet de consommation modérée des liqueurs et vota sa loi de la Commission des liqueurs. Les temps normaux ne sont tôt revenus que partout en Amérique on imite la province de Québec qui a su conserver son calme, son raisonnement et sa tête.

Peut-être jugera-t-on qu'il appartiendrait à un autre qu'à moi de tâcher à énoncer, non seulement en fait que la loi proposée est un danger pour nous, mais que, même en principe, il y a lieu d'y regarder à deux fois.

Si vous le voulez bien, M. l'Orateur, je vais poser un jalon qui, tout au long de mes remarques, sera pour moi un avertissement: c'est que si je n'écoutais que mon sentiment, je me laisserais émouvoir devant les vieillards, vieux et vieilles, abandonnés et dans la détresse, et je ne discuterais pas. Mais il s'agit d'un principe qui doit découler d'un jugement mûri par une réflexion sage, d'un enseignement qui découle du droit, d'un principe d'origine divine, qui dicte une conduite.

Mon honorable ami de Hull (M. Guertin) a cité le quatrième commandement de Dieu qui fait une obligation aux enfants d'honorer père et mère. Il aurait pu ajouter, car je sais que son attention y fut attirée plus d'une fois, que c'est le seul commandement de Dieu qui promet, même en ce monde, une récompense immédiate à celui qui l'observe.

En vertu du commandement, les enfants d'âge mûr doivent donner à leurs parents vieilliss ce que eux, jeunes, ont obtenu. Ce principe fut incorporé dans le code Napoléon aux articles 203 et 205, puis il fut reproduit dans notre Code civil aux articles 165 et 166. C'est un principe reconnu partout.

Aussi, bien des questions comme celles-ci doivent être discutées avec grand calme, non seulement en regardant des événements qui nous bousculent, mais l'avenir, alors que l'équilibre s'étant rétabli, nous serons appelés à juger nous-mêmes les actes qu'aujourd'hui nous posons.

Le devoir des enfants est de loger, soigner, garder les vieux parents. Vous êtes obligé d'admettre,

me dira-t-on, qu'il y a des cas où les enfants, pour des raisons incontrôlables, comme quand les enfants sont sous le secours direct, ne peuvent avoir soin de leurs vieux parents. Admis! L'argument a sa valeur. Si les enfants ne peuvent pas donner aux parents vieillis les soins dont ils ont besoin, j'admets immédiatement ici que le devoir de la société, qui a bénéficié des services de ces personnes, est de se pencher sur elles; mais la société doit respecter, en ce faisant, les mentalités et les traditions de celui-là sur qui elle se penche.

Nous l'avons compris depuis longtemps et nous avons, dans le vieux Québec et depuis toujours, une organisation sociale qui diffère notablement de celle des diverses autres provinces du pays. Notre organisation est-elle supérieure? Est-elle inférieure? L'affirmation ou la négation n'ajouteraient aucune lumière au problème qui est devant nous. Pourtant, je n'hésiterais pas à me prononcer pour l'affirmative.

Je ne crois pas instruire personne en rappelant que, depuis trois cents ans près, des institutions se sont penchées avec dévouement, voire avec amour, sur nos malades, sur nos vieillards, sur nos orphelins et nos pauvres, et je ne sache pas que jamais personne ait eu justification à critiquer la charité dispensée dans ces établissements. J'ai plus loin: jamais il n'est venu dans Québec à l'esprit d'aucun de comparer ce qu'a fait la philanthropie à ce qu'a fait, dans tous les cas, la charité.

Si c'est vrai, voulez-vous que nous recherchions la raison pour laquelle nos institutions charitables religieuses ont conservé et conservent encore la confiance de notre peuple? C'est que, lorsque l'homme et la femme ont vieilli, ils tâchent toujours l'un et l'autre à retrouver ce qui enchantait leur jeunesse, ce qui fut une cause de force dans leur âge mûr et qui devient une consolation dans leurs dernières années. Le vieux a besoin de la compagnie immédiate des gens de sa génération, il a besoin de soins.

Aussi, s'il chancèle et est malade, il désire que quelqu'un se penche sur lui. Voulez-vous souffrir que j'affirme, sans désir de poser au moraliste, que le vieux aime, dans ses dernières années, n'être pas trop loin du prie-dieu où il peut aller s'agenouiller et prier? Où il peut confier à une invisible mais toujours présente Providence ce qu'il désire en son âme, en son esprit, en son cœur. Lorsque viendront les moments définitifs de la déchéance physique, il désire pouvoir considérer l'au-delà, recevoir les consolations que lui offre la religion et, pour cela, que le prêtre ne soit pas loin. Les consolations de la religion ont plus de prix pour lui que tout ce qu'on pourrait lui offrir.

Et tous ces désirs, il les réalise avec les systèmes actuellement en vigueur ici. Voilà ce qu'aujourd'hui on offre à nos vieux, voilà ce qu'aujourd'hui, des frères, des sœurs, des prêtres donnent à ceux qui achèvent de vivre dans nos hospices.

Que propose la loi fédérale? Elle propose de donner à un vieux qui a atteint 70 ans, une somme de \$240 par année. Eh bien, lorsqu'il aura payé son loyer, sa nourriture, son vêtement, lorsqu'il se sera chauffé et éclairé, que lui restera-t-il? Avec cette pension, il devra habiter un taudis.

Doublez la somme, si vous le voulez. Prenons un couple de vieux mariés. Ils auront à leur disposition pour payer ce que je viens de mentionner, \$480 par année. Les soins seront difficiles à obtenir. Lorsqu'un vieux a 70 ans, qu'une vieille en a autant, ils ont besoin de quelqu'un capable de leur administrer les soins physiques que leur état peut requérir.

Pourtant, ils seront seuls. Alors que les vieux auraient besoin, pour les guider, d'une main plus jeune que les leurs, ils seront seuls presque toute la journée. Les voisins les connaîtront à peine, eux qui, pour faire face à la vie avec le montant payé, devront se réfugier dans un bien modeste sinon pauvre logis. Ils seront privés de la commiseration dont ils ont tant soif. C'est la condamnation pour l'avenir, deux à deux, tristes, sans jamais un jet de gaieté lumineuse qui vienne éclairer leur humble demeure.

Après avoir dit que le vieux et la vieille seront sûrement, dans ce petit logement bon marché, infiniment plus malheureux qu'ils ne le seraient dans une institution, je considère le point de vue social. Au point de vue social, ils seront à la merci d'un régime tel qu'on en trouve de semblable en Soviétie.

Est-ce que quelqu'un dans Québec affirmerait qu'il est social, le régime soviétique qui dépouille le citoyen de sa propriété foncière? Est-ce qu'on affirmera qu'il serait social d'accepter les travaux forcés, obligatoires tels qu'ils existent en Russie? Là, c'est le travail forcé. C'est l'oubli de tout le passé fait de sacrifices et de dévouement. Il est des choses qui font très bien ailleurs, mais qui ne sont pas acceptables ici. La loi fédérale sur les pensions de vieillesse peut donc avoir un caractère social ailleurs à cause des tendances d'esprit et des traditions, mais ici, dans Québec, elle n'est pas acceptable. Au point de vue social, le vieux et la vieille seront de malheureux abandonnés.

Que l'on me permette de soulever un autre point. Je prends le vieux à la campagne. S'il accepte la pension, c'est qu'évidemment ses fils et ses filles ne peuvent avoir soin de lui. Il quittera donc la vieille

maison de toute sa vie et s'en ira à loyer dans le village et, du jour au lendemain, vous aurez l'augmentation du nombre des rentiers, de ceux-là qui, à cause de la diminution des rentes et revenus qu'entraîne une taxe, tâchent à empêcher irrévocablement, irréductiblement, irrémédiablement toute venue du progrès. Je dis cela sans les blâmer.

Passons à un autre aspect de la question. Au cours de la seule année 1932-1933, pour l'hospitalisation de nos vieillards, nous avons payé une somme de \$436,599.57. Les comptes d'hospitalisation se sont élevés à \$276,589.57. En octrois spéciaux, nous avons versé \$8,500. En annuités de toutes sortes, pour paiement d'intérêts et frais d'amortissement, pour la construction et l'agrandissement des hospices, nous avons donné \$70,416. À des institutions hospitalisant à la fois des vieillards, des malades et des orphelins, conformément à la loi de l'assistance publique, nous avons payé \$76,014.

Nous avons hospitalisé 3,417 personnes âgées qui n'avaient pas dans tous les cas atteint l'âge de 70 ans, car bien souvent des hommes sont plus vieux physiquement ou mentalement à 60 ans que certains autres à 80.

**M. Guertin (Hull):** Combien?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Trois mille quatre cent dix-sept. On est quelquefois porté à dire et à affirmer que dans Québec la question sociale n'émeut que très peu les dirigeants, les gouvernants. J'admets immédiatement que toute comparaison est odieuse et qu'on doit toujours la faire avec beaucoup de prudence et d'attention. Cependant, voulez-vous me permettre, M. l'Orateur, de comparer ce que nous avons dépensé pour l'œuvre sociale en 1932-1933 dans Québec, et ce qu'on a dépensé dans une province voisine.

Dans l'Ontario, pour l'hygiène publique, on a dépensé \$803,589.36 en 1932-1933. Dans Québec, \$893,520.85<sup>5</sup>. Les subventions aux hôpitaux en Ontario furent de \$1,916,596.09. Dans Québec, l'assistance publique a payé \$5,410,054.26. Pendant que l'Ontario payait \$2,923,423.32 à ses hôpitaux d'aliénés, Québec payait \$1,518,133.40.

Pour l'aide à l'enfance, lorsque l'Ontario dépensait \$268,335.56, notre contribution aux écoles de réforme et d'industrie était de \$435,327.05. Les allocations maternelles en Ontario furent de \$1,538,187.44. Les dépenses de pension de vieillesse en Ontario étaient de \$2,080,713.32, soit un grand total pour l'Ontario de \$9,530,845.09 pour une année, contre \$8,280,900.56 pour Québec, car il faut ajouter \$23,800 payés à certaines institutions qui ne

relèvent pas de l'assistance publique. Soit une différence au profit de l'Ontario de \$1,249,944.53.

Mais il faut considérer que l'Ontario a payé des allocations maternelles, des pensions de vieillesse, et qu'il y a là une population de 600,000 âmes de plus que dans Québec. Si l'on établit la dépense annuelle par tête pour les deux provinces, Ontario dépense \$2.77 contre Québec \$2.88.

S'il fallait ajouter aux sommes dépensées par le gouvernement de la province, les sommes souscrites par les municipalités, et tenir compte du travail gratuit que nous avons dans les hôpitaux, asiles, orphelinats, hospices, refuges, nous dépasserions l'Ontario où l'on paye tous les soins donnés dans tous les hôpitaux et autres institutions d'assistance. Permettez-moi aussi de faire observer qu'à même le budget de l'assistance publique, nous avons versé des montants considérables pour fins d'hygiène. Qui niera qu'ils doivent entrer en ligne de compte?

Je reviens maintenant à la proposition principale. Voyons ce que coûterait l'application de la loi fédérale dans Québec. Et, pour cela, établissons des comparaisons. Dans l'Ontario, il y a 141,363 vieillards ayant atteint l'âge voulu et pouvant recevoir une pension, et il y en a 83,495 dans Québec. Dans Ontario, il y a de pensionnés 42,315 vieillards. Si nous acceptons que la proportion entre les pensionnés et le chiffre total de ceux qui pourraient l'être est à peu près la même pour les deux provinces, nous aurons 26,000 vieillards qui seraient pensionnés. Si Ottawa refusait un jour de verser sa part, ce qui est possible, je vais le démontrer tantôt, nous aurions à payer \$6,000,000.

**M. Guertin (Hull):** Si l'honorable ministre me le permet.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** J'ai laissé mon honorable ami dire tout ce qu'il a voulu hier. Qu'il me permette de continuer. Le pourcentage de la contribution provinciale, en Ontario, est de 30 %. Que l'on note bien ceci. On a cité, et il est bon peut-être de le mentionner encore, que la loi fédérale pourvoit que, après avoir donné un avis de 10 ans, le gouvernement fédéral peut abandonner les octrois ou remboursements qu'il fait actuellement aux provinces.

Donc, sans prêter aucune mauvaise intention aux autorités fédérales, alors que leur budget mal équilibré accuse chaque année des déficits considérables, est-il impossible d'assumer pour fins de discussion sérieuse comme celle-ci, qu'avant l'expiration de deux, trois, quatre ou cinq ans, l'avis de 10 ans peut être donné, et alors on dira à la

province: dans 10 ans, vous vous occuperez seule de vos vieillards?

Dans ce cas, le coût total des pensions de vieillesse en Ontario serait de \$10,000,000 et ici de \$5,000,000. En supposant que toutes les personnes de 70 ans et plus de cette province soient indigentes, le coût des pensions de vieillesse serait en Ontario de \$34,000,000 et ici de \$20,000,000. Nous ne pourrions en assumer le coût entier. Il faudrait demander aux municipalités de payer leur part, et cette part équivaldrait probablement à la moitié.

De plus, est-il bien certain que demain un citoyen de cette province ou de n'importe quelle province du pays, ne soumettra pas aux tribunaux la question de savoir si la loi fédérale est constitutionnelle ou anticonstitutionnelle? J'ai ici les opinions données en 1929 par MM. Eugène Lafleur, Aimé Geoffrion et Louis Saint-Laurent. Tous les trois ont la même conclusion. Ils ont déclaré, qu'à leur avis, il n'y a pas de doute que les pensions de vieillesse sont de la juridiction provinciale.

La loi fédérale, du reste, l'admet en prévoyant qu'une loi provinciale soit passée. Le fédéral peut-il employer ses fonds à aider les provinces à financer des objets provinciaux? Nous savons que des opinions ont été données par des avocats compétents dans les deux sens. (L'honorable M. David lit l'article de la Constitution sur lequel ces doutes sont fondés.)

Qu'on organise chez nous la pension, qu'un citoyen attaque la loi et qu'elle soit déclarée anticonstitutionnelle, on admettra que la charge entière de la pension des vieillards, dont le coût s'élève à six, sept ou huit millions (personne ne peut dire le chiffre exact), tombera entièrement sur la province qui, ne pouvant y faire face seule, fera porter 50 % de cette charge par nos municipalités.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors la loi du chômage serait inconstitutionnelle?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Peut-être. On peut douter de beaucoup de choses sur une question légale. Il y a donc des risques à accepter cette loi qui est remplie de périls et d'incertitudes.

Je peux donc dire, sans risque de contradiction, qu'il y a danger et qu'il y a sûrement incertitude autant que l'avenir est concerné. On nous dit: Vous payez 26 % du montant total payé au Canada sous l'empire de la loi des pensions. Je passerai peut-être pour bien arriéré, je passerai peut-être pour peu éclairé, je passerai peut-être pour bien réfractaire, mais je préfère perdre pendant un, deux, trois, quatre ou cinq ans, s'il le faut, un, deux, trois ou quatre

millions et ne pas avoir à encourir le risque qu'un jour nous soyons appelés à solder jusqu'à six, sept ou huit millions par année, et ceci, de façon permanente. Nous n'en avons pas les moyens.

Lorsque j'ai mentionné tout à l'heure la possibilité que le gouvernement fédéral donne un préavis de 10 ans et laisse à la charge des provinces le paiement des pensions, je pouvais ajouter que ce ne serait pas la première fois que, après avoir aidé les provinces, le gouvernement fédéral donna un tel avis.

De 1919 à 1924, en vertu de la loi appelée "loi des grandes routes", le gouvernement fédéral a accordé \$20,000,000 aux provinces, à être distribués au *pro rata* de la population.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'était pour des travaux de construction!

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Oui! La province de Québec a reçu \$4,830,000, somme qui a été dépensée par notre province dans le cours de cinq années, soit de 1919 à 1924. En 1924, lorsque nous avons été engagés dans une grande politique de voirie, le gouvernement fédéral ne donna plus rien. La même chose s'est produite pour l'agriculture, pour l'enseignement technique et la lutte contre les maladies vénériennes.

Pour les maladies vénériennes, en 1920, le gouvernement fédéral accordait 50 % des dépenses faites dans les provinces, avec le résultat que la province de Québec retirait \$48,000 par année. Nous nous engageons dans cette campagne antivénérienne qui a fait un bien immense. Cette somme, payée pendant quatre ans, a été ensuite réduite à \$25,000. Mais tout à coup, en 1930, le fédéral abandonne la partie.

En 1919, le gouvernement fédéral passe une loi accordant aux provinces un subside de \$10,000,000 payables à raison de \$1,000,000 par année, pendant 10 ans, au *pro rata* de la population, pour l'enseignement technique. Québec a reçu, pendant 10 ans, les sommes suivantes. De 1920-1921 à 1929-1930, \$204,386; \$114,651; \$128,182; \$328,683; \$273,419; \$299,143; \$403,944; \$286,072; \$293,746; \$125,302. La province de Québec a reçu au total la somme de \$2,457,000, mais cet octroi cessa en 1930.

En 1913, le gouvernement fédéral voulant aider l'agriculture à travers le pays octroya, pour 10 ans, des subsides répartis au *pro rata* de la population. Le gouvernement a octroyé pour l'instruction agricole, de 1913 à 1923, les subsides suivants: en 1913-1914, la somme de \$139,482; en 1914-1915, la somme de \$159,482; en 1915-1916, la somme de

\$159,482; en 1916-1917, la somme de \$187,409; en 1917-1918, la somme de \$243,212; en 1918-1919, la somme de \$271,113; en 1919-1920, la somme de \$271,113<sup>6</sup>; en 1920-1921, la somme de \$271,113; en 1921-1922 et en 1922-1923 la somme de \$271,113. Québec a reçu un total de \$2,244,637, mais ce subside prit fin le 1<sup>er</sup> juillet 1923. On nous a voté des subsides et, un jour, on nous a donné avis qu'ils étaient supprimés.

**M. Guertin (Hull):** Si l'honorable ministre me le permet...

**L'honorable M. David (Terrebonne):** L'honorable député aura sa réplique. Je ne lui souhaite pas d'interruptions. Puisque c'est un fait que le gouvernement d'Ottawa a souvent cessé de payer des subsides sur lesquels nous comptons, nous pouvons avoir des craintes. Le retrait de tous ces subsides fédéraux fut cause que notre budget chaque fois se trouva obéré de sommes nouvelles considérables.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais la loi des pensions est basée sur la contribution du fédéral. Si le fédéral cesse de payer sa part des pensions, automatiquement, les provinces cesseront de payer.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je demande pardon à mon honorable ami le chef de l'opposition, mais je suis obligé de lui répondre que, si nous prenions l'engagement de payer des pensions aux vieillards, nous ne les abandonnerions pas, même si Ottawa devait cesser de payer sa part.

En conclusion, est-ce que j'aurais tort de prétendre que la charité doit être subordonnée au besoin de celui qui demande et aux moyens de celui qui donne? Est-ce que j'aurais tort de dire que, en fait de secours pour les vieillards, il est tout naturel que, si le sentiment à certains moments prend le dessus et endort parfois le raisonnement ou le simple bon sens commun, il faut tout de même ici, comme en toute législation, faire appel à la raison et nous en inspirer? Ai-je tort de croire que, si nous faisons appel à cette raison et si nous lui demandons de présider à la décision que nous allons prendre, nous accomplirons notre devoir envers l'avenir?

Je résume. En droit divin, la garde des enfants appartient aux parents. En droit divin, les enfants doivent les soins, la garde et le logis à leurs parents. Le droit civil corrobore, confirme ces deux obligations. L'intervention de la société si nécessaire doit être conforme à la mentalité et à la tradition de ceux envers qui elle a lieu. Nous avons actuellement une

organisation dans la province qui répond aux besoins, à notre mentalité, à nos traditions et fait de Québec la province la mieux outillée, au point de vue charitable.

À cause de la possibilité de déclaration d'anticonstitutionnalité, à cause des risques, à cause des périls et des incertitudes de la loi fédérale, je crois que nous devons être guidés dans notre charité par les moyens que nous avons et par les moyens de ceux qui seront appelés à participer au soulagement des vieux et des vieilles. Nous n'avons pas le droit d'oublier les sacrifices faits par les maisons hospitalières et les hospices religieux pour nos vieillards pas plus que nous n'avons le droit d'oublier que, depuis 1922, Québec n'a épargné aucun sacrifice pour que l'œuvre sociale ne soit inférieure à celle d'aucune province du dominion. Nous n'avons pas le droit d'accepter une loi qui pourrait avoir comme résultat de vider nos hospices et nos refuges et de changer des traditions qui ont toujours été à l'honneur de notre province.

Pour ces raisons, M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier), l'amendement suivant à la motion en discussion: Que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre;

Attendu qu'elle ne juge pas opportun d'accepter à titre temporaire et transitoire une loi où s'accusent maints périls, dangers et incertitudes;

Attendu que le gouvernement, à cause de sa position financière, ne peut assumer, non plus que faire assumer par les municipalités, les charges extraordinaires qui découleraient de l'acceptation de la loi fédérale des pensions de vieillesse;

Attendu que le gouvernement doit caractériser aujourd'hui plus que jamais sa législation par une prévoyance et une prudence absolues;

Attendu qu'encouragés par des allocations substantielles du gouvernement, les hospices et les refuges de la province se transforment pour recevoir les vieux couples mariés et leur permettre de vivre en commun;

Exprime le vœu que le gouvernement continue son encouragement au moyen d'allocations aux refuges et hospices et, de la sorte, reconnaisse les services rendus à la province par nos institutions charitables et religieuses.

(Applaudissements)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Fisher), l'ajournement du débat<sup>7</sup>.

Adopté. Le débat est ajourné.

### **Distribution de circulaires pour fins d'assemblées publiques**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill 28 concernant la distribution de circulaires, dans les cités et villes, pour fins d'assemblées publiques.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce projet de loi a soulevé des protestations dans le public. Des personnes qui ne veulent pas de cette loi m'ont dit qu'elles voudraient exposer leur point de vue sur la question devant les députés. Je demanderais qu'il soit renvoyé de nouveau au comité des bills publics, où des intéressés désirent être entendus.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai aussi reçu des protestations, des messages, des lettres, au sujet de ce projet, de la part des gens qui craignent de voir leurs activités, plus ou moins intéressantes et utiles au bien public, entravées. Les unes venaient de gens qui ne veulent pas de cette loi qui oblige les personnes voulant convoquer une assemblée à soumettre leurs circulaires au chef de police. Ce sont évidemment celles qui ont intérêt à ce que des circulaires libelleuses ou diffamatoires soient distribuées, de porte en porte, pour convoquer des assemblées de nature à troubler l'ordre et la paix.

D'autres venaient de gens qui n'ont pas compris la portée de la mesure et ont cru qu'une banque, par exemple, ne pourrait adresser une circulaire à ses actionnaires pour les convoquer sans soumettre la circulaire au chef de police. Il n'est pas question de cela, évidemment. C'est enfantin et ridicule.

Je n'ai pas d'objection à référer le projet au comité des bills publics, mais j'avertis d'avance certains éléments, qui voudraient jeter le trouble et le désordre dans la province, que nous ne référerons pas ce bill au comité pour leur donner l'agrément de fomentation de l'agitation. Je ne veux pas que l'on interprète cela comme une invitation à tous ceux qui veulent tenir des assemblées, pour qu'ils viennent nous faire entendre des plaintes injustifiées. Nous n'écouterons pas les représentations de n'importe quel facteur de discorde.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), que l'ordre soit révoqué et que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

### **Loi de l'adoption**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 36 modifiant la loi de l'adoption relativement à l'inscription du jugement d'adoption au registre de l'état civil.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Syndics de l'église de l'Ascension de Notre-Seigneur de Westmount**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill 107 établissant et définissant les pouvoirs d'une corporation devant être connue sous le nom de "Syndics de l'église de l'Ascension de Notre-Seigneur, Westmount".

**M. Smart (Westmount)** propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) que l'ordre soit révoqué et que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 5 modifiant la loi des liqueurs alcooliques concernant les heures de fermeture;
- bill 12 modifiant la loi des jurés relativement à leur indemnité;
- bill 27 modifiant la loi des enquêtes sur les incendies;
- bill 79 étendant les pouvoirs de la International Advent Christian Conference;
- bill 96 concernant The Church Society of the Diocese of Quebec;

- bill 101 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Marcel Poulin, des cité et district de Montréal, à l'étude de la profession d'avocat, sans examen.

#### **Charte de Saint-Jérôme**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill 84 modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme.

**M. Dansereau (Argenteuil)** demande que le projet amendant la charte de la ville de Saint-Jérôme soit référé de nouveau au comité des bills privés<sup>8</sup>.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je suis heureux d'accepter cette suggestion, car les autorités municipales de Saint-Jérôme, à la demande des autorités religieuses, veulent amender leur projet en accordant une exemption de taxe aux communautés religieuses de la ville. Une ou deux autres municipalités qui ont suivi l'exemple de Saint-Jérôme seraient semblablement concernées. Dans le cas de la ville de Saint-Jérôme, je ne crois pas que nous devrions déroger à la loi générale des cités et villes, quant aux exemptions qui affectent les biens non imposables. Le gouvernement de la province combattrait tout projet de loi qui tendrait à modifier la loi générale sur les exemptions de taxes en faveur de nos institutions religieuses, éducationnelles et charitables.

De plus, en lisant le bill de Montréal - c'est probablement parce que le mauvais exemple a été donné - j'ai constaté que l'on veut imposer lourdement les biens tant imposables que non imposables de toute catégorie. La cité demande le droit d'imposer des taxes à des institutions religieuses. Je ne sais pas quelle a été l'idée qui a poussé les promoteurs de ce bill à faire ces clauses, mais je tiens à déclarer tout de suite à ces promoteurs que le gouvernement n'acceptera aucune dérogation à la loi générale, et je suis certain que la Chambre sera de mon avis.

Nous avons, par Statut, défini les propriétés imposables des communautés et celles qui ne le sont pas. La loi générale des cités et villes et la loi municipale, quant aux propriétés non imposables, sont le résultat d'un compromis avec les autorités religieuses et nous n'avons pas d'intérêt à rouvrir le débat. Aussi, nous tenons à avertir les intéressés que toute clause, de quelque bill qui sera présenté, des bills de Saint-Jérôme, de Montréal ou de tous autres bills, et qui tendra à modifier la loi générale sur ce point, sera refusée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, je vois, dans ces paroles du premier ministre une victoire pour l'opposition. Les déclarations de l'honorable premier ministre appellent une mise au point. Lorsque les clauses en question du bill de Saint-Jérôme ont été étudiées au comité, j'ai protesté contre les taxes imposées aux institutions religieuses, tout comme les députés de l'opposition. Mais la majorité des ministériels présents les ont maintenues. Nous avons pris le vote, car nous avons insisté pour le prendre. Les députés de l'opposition ont voté pour l'exemption. L'honorable député de Joliette (M. Dugas) et d'autres ministériels nous ont appuyés. Mais les clauses ont été adoptées quand même par une majorité composée uniquement de ministériels.

Le lendemain, les mêmes clauses du bill ont été de nouveau discutées avec le même débat. L'opposition, conséquente avec elle-même, a rejeté la seconde clause en discussion ce jour-là, avec trois ministériels, mais la majorité a maintenu le bill et était composée exclusivement de ministériels. Aussi, le premier ministre devrait-il donner crédit à l'opposition d'avoir dessillé les yeux des députés du gouvernement qui voulaient taxer les communautés. L'opposition a aussi réussi à obtenir du premier ministre une déclaration très au point, et je déclare que, pour maintenir cette ligne de conduite, le gouvernement peut compter sur la coopération de l'opposition.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je veux ajouter ceci. Les autorités religieuses sont très justement jalouses de leurs droits et de leurs prérogatives qui leur ont été reconnus, et avec raison. Toutefois, pour expliquer la situation des députés qui ont voté pour ces clauses, il est raisonnable d'ajouter que, lorsque le bill de Saint-Jérôme a été discuté au comité des bills privés l'autre jour, je ne sais pas que les autorités religieuses visées par les amendements aient montré cause contre le projet, malgré la publication des avis. Dans ce cas, il s'agissait de la construction d'un égout et d'une taxe imposée à la suite de cette construction.

La ville a représenté que l'égout que l'on voulait construire était pour l'usage des deux communautés intéressées. Il s'agissait de construire pour la troisième fois un égout qui ne sert qu'à un couvent et à une autre institution. Et il s'agissait de déterminer la part que ces institutions intéressées pourraient défrayer. Cela a influencé le comité. Mais lorsque le bill a été adopté en comité, nous avons reçu des représentations autorisées, très autorisées. Du moment que nous avons su que les institutions religieuses s'opposaient à cette taxe pour la reconstruction

d'égouts et de trottoirs, nous avons décidé de leur accorder l'exemption.

Je n'ai pas d'hésitation à dire que nous ne croyons pas que nous devrions changer l'état de choses qui, jusqu'ici, a donné satisfaction et justice. Je ne crois pas que nous devrions rouvrir le débat, car nous sommes tous d'accord.

Je propose alors, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que l'ordre soit révoqué et que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills privés en général.

Adopté.

#### **Succession L.-J. Gaudry**

**M. Bachand (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 110 concernant le testament de Louis-Jules Gaudry dit Bourbonnière.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bachand (Shefford)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Institut des Sœurs**

##### **de Notre-Dame-de-Mont-Laurier**

**M. Lortie (Labelle)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 111 constituant en corporation l'Institut des Sœurs de Notre-Dame-de-Mont-Laurier.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Lortie (Labelle)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 29 concernant les concours physiques.

#### **Concours physiques**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 29 concernant les concours physiques. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **The Trafalgar Institute**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 114 changeant le nom de The Trafalgar Institute.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### **Reprise de la séance à 7 h 30<sup>9</sup>**

##### **Charte de**

##### **Salaberry-de-Valleyfield**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 86 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** veut appeler un item.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** prétend que le premier ministre n'a pas le droit de l'appeler.

##### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que le débat soit ajourné.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'objecte à l'ajournement.



**M. l'Orateur:** Si la Chambre est disposée à accorder la demande du premier ministre, aucune règle ne peut empêcher l'ajournement.

La motion est adoptée. Le débat est ajourné.

### Prévention des incendies

L'ordre du jour appelle l'adoption de l'amendement apporté par le comité plénier au bill 26 modifiant la loi de la prévention des incendies, lequel amendement a été lu une première fois vendredi le 9 février, et une deuxième fois, mardi le 13 février courant.

L'amendement est adopté.

### Loi de la gazoline

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution relative au bill 15 modifiant la loi de la gazoline.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est là une nouvelle taxe.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Le bill ne vise qu'à un but: empêcher les vendeurs de falsifier un produit comme la gazoline, afin d'éviter au consommateur qui en fait l'achat de subir des dommages à son moteur.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Voici un marchand qui vend un gallon d'essence composée de gazoline et d'huile de charbon. L'acheteur paie six sous de taxe sur le gallon d'essence. Il a donc payé la taxe et sur la gazoline et sur l'huile qu'on y a mélangée. D'après la loi que l'on propose, l'huile de charbon aura déjà été taxée une fois. Résultat: double taxe sur l'huile de charbon.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** réaffirme que son bill ne comporte pas de nouvelle taxe et propose que la résolution soit maintenant lue une deuxième fois.

Adopté sur division.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait ajourner l'adoption de la résolution à la prochaine séance.

### Taxe sur les corporations

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un

projet de résolutions relatives au bill 14 modifiant la loi de la taxe sur les corporations.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### En comité:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

1. Qu'au lieu d'imposer les taxes spécifiées à l'article 5 de la loi de la taxe sur les corporations, Statuts refondus, 1925, chapitre 26, sur toute compagnie de chemin de fer urbain ou tramway exploitant une ligne de chemin de fer ou de tramway dans la province, ces taxes seront imposées sur chaque compagnie de tramway exploitant une ligne de tramway ou de véhicules non sur rails, ou les deux.

2. Que les taxes spécifiées dans l'article 5 de ladite loi de la taxe sur les corporations sont, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1933, exigibles et dues par le syndic, fidéicommissaire, liquidateur ou receveur qui continue en cette qualité les opérations dans cette province de toute corporation, compagnie, société, raison sociale ou association mentionnée dans l'article 3 de la loi susdite.

3. Que le capital versé d'une compagnie dont il est question dans l'article 4 de ladite loi de la taxe sur les corporations, lorsqu'il se rapporte à des actions sans valeur nominale ou au pair, signifiera le capital représenté par les biens de la compagnie, déduction faite de ses dettes, telles que démontrées par ses états financiers, pourvu toutefois, que, lorsque ses dettes excèdent ses biens ou leur sont équivalentes, ou lorsque ses biens excèdent ses dettes d'un montant de moins de cinq dollars par action, alors, et dans chacun de ces cas, le capital payé, sans valeur nominale ou au pair imposable, sera censé équivaloir à une somme représentant cinq dollars par action.

4. Qu'au lieu des taxes mentionnées dans la section IX de l'article 5 de ladite loi de la taxe sur les corporations, il soit imposé aux compagnies de tramways, où le système de tramways est remplacé, en tout ou en partie, par des véhicules exploités autrement que sur rails, une taxe annuelle de cinquante dollars pour chaque mille ainsi remplacé.

5. Que la taxe prescrite par la section 5a de ladite loi de la taxe sur les corporations soit imposée pendant une période de temps comprenant quatre années fiscales consécutives, l'année fiscale en cours le 19 février 1932, devant, dans chaque cas, compter comme étant la première de ces quatre années.

6. Que, dans tous les cas où il y a défaut de fournir, aux époques déterminées, en vertu de la division IIa de ladite loi de la taxe sur les corporations, un état ou des renseignements exigés en vertu d'icelle, le trésorier de la province pourra, à sa discrétion, établir le montant qui, pour les fins de ladite division IIa, représentera les profits taxables.

Ce bill a pour but de taxer le millage des autobus qui sont opérés par une compagnie de tramways. Actuellement, les compagnies paient une taxe de \$50 par mille de rail sur lequel elle opère des tramways. Si cette compagnie remplace ses tramways par des autobus, ou si elle organise un service d'autobus ailleurs, elle devra payer une taxe de \$50 par mille de circuit des autobus.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce bill constitue une nouvelle taxe, malgré la promesse que le gouvernement avait faite de ne pas imposer de nouvelles taxes.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** soutient que c'est un changement de taxe.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si les autobus remplaçant les tramways étaient seuls taxés, ce serait un changement; mais si on taxe les autobus qui desserviront un nouveau circuit, c'est l'imposition d'une taxe qui actuellement n'existe pas.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** continue à nier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Cette taxe ne sera imposée que sur les autobus appartenant à des compagnies de tramways. Dans certaines villes, les compagnies de tramways remplacent leurs trams par des autobus, notamment dans la ville des Trois-Rivières, et évitent ainsi la taxe imposée aux services de tramways. La Compagnie des services publics aura juridiction sur les taux. En modifiant la loi de la taxe sur les corporations, le gouvernement provincial n'a pas l'intention d'imposer une nouvelle taxe, mais simplement d'adapter la pratique actuelle à une situation en mutation.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** prétend que le gouvernement veut imposer une nouvelle taxe aux compagnies. La nouvelle taxe n'incomberait pas aux compagnies qui exploitent des services d'autobus mais aux usagers.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Puisque le gouvernement présente des résolutions, c'est qu'il s'agit d'une nouvelle taxe. Comme il s'agit d'une nouvelle taxe, je voudrais savoir à combien s'élèveront approximativement les revenus que le gouvernement en attend.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Nous ne savons pas ce que cela rapportera.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Comment? Le gouvernement impose une taxe sans peser les conséquences du fardeau qu'il impose aux contribuables? Ceux qui ont suggéré cette nouvelle taxe ont dû calculer ce qu'elle rapporterait et j'exige qu'on nous le dise.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous essaierons de donner à l'opposition quelques chiffres approximatifs.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

#### **Libre choix du médecin pour les accidentés du travail**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 modifiant la loi 23 George V, chapitre 98, ayant pour but de rétablir le droit qu'avait l'accidenté de choisir son médecin soit maintenant lu une deuxième fois.

En 1931, le gouvernement a fait passer la loi des accidents du travail. Comme on était à la veille des élections, on se montra généreux. On accordait, entre autres privilèges, la liberté du choix du médecin par l'ouvrier. Rien n'est plus précieux que la santé et la vie, et il est juste que l'accidenté puisse confier la garde de ces deux richesses aux soins du médecin de son choix. Les élections passées, le gouvernement enleva à l'ouvrier ce privilège et, maintenant, l'ouvrier qui subit un accident doit accepter le médecin que la commission lui impose.

Il ne voit pas comment il pourrait y avoir le moindre argument solide contre le bill. C'est un attentat à la liberté individuelle. Si le gouvernement présentait une loi ordonnant à la population d'acheter ses chapeaux dans tel ou tel magasin, cela serait jugé intolérable. Mais voici quelque chose de beaucoup plus important. Il s'agit véritablement de la santé, de la vie et de la mort de l'ouvrier, capital humain qui

constitue l'atout essentiel de la province. Et même au point de vue matériel, c'est un mauvais calcul, car la victime qui obtient les soins du médecin en qui elle a confiance est plus facilement guérie.

Cet amendement à la loi élimine le médecin de famille, le bon médecin de famille, et fait donc en sorte de nationaliser la profession médicale. Je suis peiné de voir que le fléau de fonctionnaires qui a causé tant de problèmes en France semble s'étendre jusqu'à la province de Québec. Cela signifie que les malades devraient se conformer aux heures de bureau, ne pourraient recevoir d'assistance médicale le dimanche ou les jours fériés, ce qui est impensable. Il doit y avoir bientôt à Québec un congrès réunissant des médecins venant de divers coins du monde. Est-ce qu'on les accueillera avec une loi proclamant l'incompétence du médecin de famille? La profession médicale ne mérite pas qu'on lui inflige ce cruel affront. J'espère que cette année, on corrigera l'erreur de l'an dernier. Pas un seul argument solide ne pourrait être invoqué contre mon projet.

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):**

M. l'Orateur, l'honorable chef de l'opposition m'a déjà dit que je ne faisais l'avocat de la Commission des accidents du travail. Je ne suis pas avocat, encore moins avocat de la Commission. Je me contente de remplir mon devoir, dans l'intérêt de toutes les classes sociales de la province.

Il donne lecture d'un document que la Commission lui a remis et qui donne l'historique de la loi, relativement au choix du médecin. On y énumère les précautions que l'on prend pour donner satisfaction à l'accidenté, tout particulièrement pour lui donner un médecin de son choix.

Depuis que la Commission a fait amender la loi l'an dernier, amendement qui dit que l'assistance médicale à l'accidenté est donnée sous le contrôle de la Commission, et que l'accidenté doit être consulté sur le choix du médecin, elle a pu faire établir des stations de premiers secours dans les endroits éloignés des centres d'habitation pour le traitement des accidentés du travail. C'est ainsi que l'on a aidé les employés des industries forestières et minières. La Commission a nommé dans ces postes de premiers secours des médecins qu'elle paie elle-même, afin que les accidentés puissent y recevoir immédiatement les soins requis par leur état.

Autrefois, il fallait souvent plusieurs jours avant de pouvoir amener l'accidenté à un centre de traitement, et il y avait danger d'infection. Si ces blessés avaient le privilège de choisir leur propre

médecin, ils se contenteraient de se faire donner un premier pansement aux stations de premiers secours. Ensuite, ils iraient se faire traiter ailleurs. Ainsi, ils entraîneraient à la Commission des dépenses considérables pour les soins donnés par le médecin et l'hôpital ainsi choisis. Il est bien évident que la Commission ne pourrait maintenir deux systèmes parallèles pour le soin des ouvriers, à leur choix.

Dans les cas d'employeurs qui ont un grand nombre d'ouvriers à leur service, à Montréal ou ailleurs, la Commission a fait des arrangements spéciaux pour le traitement des accidentés par des médecins nommés, sous le contrôle de la Commission et payés à salaire. Si les accidentés avaient le droit de refuser un tel traitement et insistaient pour voir leur propre médecin, la Commission accuserait de lourdes pertes. Il cite des recommandations que la Commission a fait parvenir aux employeurs, dans une lettre circulaire, et souligne que ces derniers doivent s'assurer, dans la mesure du possible, qu'un patient puisse recevoir les services d'un médecin dans sa propre langue et que lui-même ou ses proches soient consultés sur le choix du médecin en question.

En cas de désaccord entre l'employeur et l'accidenté, le cas est soumis à la Commission, bien que, dans des cas urgents, on veille à ce qu'une assistance médicale soit fournie sans délai à l'accidenté. Par l'amendement apporté l'an dernier, la Commission a pu, de ce chef, faire des économies considérables, qui se chiffrent par au moins \$100,000 chaque année, tout en assurant aux accidentés une attention plus prompte et aussi efficace qu'auparavant.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre du Travail se vante d'avoir "sauvé" \$100,000 au détriment de la santé de l'accidenté. Cent mille dollars, c'est justement la somme que le gouvernement avait promis de payer et qu'il n'a jamais payée. Si le gouvernement avait tenu sa promesse, depuis trois ans, on n'aurait pas été obligé de "sauver" ces \$100,000 aux dépens de la santé de l'accidenté et de la profession médicale. Si le gouvernement avait le bien de l'ouvrier à cœur, il permettrait dès maintenant à l'ouvrier de choisir son médecin.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Béique, Duplessis, Élie, Gault, Guertin, Lafleur, Power, Sauvé, 9.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Bachand, Bastien, Bélanger, Caron, Charbonneau, David, Dugas, Duval, Fauteux, Filion, Fillion, Fortier,

Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gaudet, Gauthier, Giguère, Godbout, Laferté, Lahaie, Lapierre, Lapointe, McDonald, Mercier fils, Moreau (Roberval), Morel, Paquet, Perrault, Phaneuf, Piché, Rhéaume, Sabourin, Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, 42.

Ainsi, la motion est, en conséquence, rejetée.

### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dénonce les lenteurs apportées par le gouvernement provincial à remédier à la situation pénible des bûcherons, et à leur rendre justice pour les avanies qu'ils ont été condamnés à subir, surtout depuis ces derniers mois.

La province de Québec a été généreusement pourvue par la Providence de ressources naturelles, dans le but d'assurer la survivance nationale, de sauvegarder les forces de la population et d'assurer l'avenir. Parmi ces nombreuses ressources naturelles si largement dispensées par la Providence à notre race, la forêt est une des plus considérables en valeur et par le rôle important qu'elle remplit, non seulement pour la vie économique, mais même pour les conditions climatiques. Or, ces biens, ce patrimoine, au lieu d'être exploité pour la population, servent à exploiter cette même population. Et ce n'est pas sans tristesse que l'on peut lire en exergue d'un titre, sur une des publications du département forestier, ces vers:

"Au plus profond des bois, la patrie a son cœur.

"Un peuple sans forêt est un peuple qui meurt."

Il est pathétique et navrant que le même régime, qui aliène ce patrimoine magnifique de notre race, sente le besoin d'inscrire ces vers mélancoliques comme sur une stèle funéraire. Il est navrant de constater avec quelle négligence, quelle incurie, le gouvernement a administré notre patrimoine forestier.

Mais le gouvernement s'est rendu coupable d'une faute plus grande encore. Car, s'il avait le devoir de protéger nos belles forêts, il avait surtout le devoir impérieux de voir à la protection du capital humain. Nos forêts ont été aliénées en grande partie à l'étranger, à des conditions ruineuses. Mais nous pouvions au moins espérer qu'elles ne serviraient pas à opprimer nos gens. Or, depuis trois ans, nous assistons au spectacle navrant d'une population propriétaire des ressources forestières publiques

opprimée, pressurée par ceux qui exploitent cette forêt. Le gouvernement avait le pouvoir, il avait le devoir d'obtenir pour nos bûcherons des salaires et des conditions de travail raisonnables. Mais il n'en a même pas eu la pensée. On a même exploité la population en traitant les bûcherons comme des animaux.

Alors que les revenus publics diminuent, que le besoin d'argent se fait plus pressant, alors que le gouvernement, quand il aliène les forêts, vend surtout notre capital, le gouvernement accorde en réduction de droits de coupe et de rente foncière des dons de plusieurs millions de dollars. Mais ces sacrifices, loin d'aider à notre population, ont été au contraire consentis sur les ruines de notre population, sur le mépris des droits des pionniers. Notre gouvernement accorde des réductions à des gens qui exploitent la population propriétaire de ces ressources naturelles.

C'est un acte inconcevable. Car, depuis trois ans, une grande plainte monte de nos forêts, plainte douloureuse d'une population odieusement exploitée sous la paterne d'un gouvernement qui, non seulement avait tous les pouvoirs nécessaires pour empêcher ou châtier ces abus, mais qui avait le strict devoir de les prévenir.

Que le gouvernement n'ait pu les prévenir la première année, par ignorance des conditions, la faute n'est guère excusable, mais s'explique. Mais que le gouvernement ait laissé commettre les abus depuis trois ans et qu'il n'y ait pas encore remédié, là il encourt toute la responsabilité d'une semblable situation.

On dira que le gouvernement ne peut légiférer sur le passé et que ce qui est fait est fait. Cependant, le gouvernement n'a pas toujours été si scrupuleux sur les lois rétroactives, et pour des motifs moins honorables. Pourtant, dans ce cas, une loi rétroactive ne serait en somme qu'une restitution partielle et tardive à des maux commis avec la connivence volontaire ou non du gouvernement.

Il est temps que le gouvernement se rende compte que les pionniers de la terre québécoise ont des droits. Il a d'autant moins d'excuses d'ignorer les abus que des députés fédéraux libéraux, comme MM. Lacroix et Dubuc<sup>10</sup>, les ont dénoncés avec une indignation qui leur fait honneur. Cependant, la saison des chantiers tire à sa fin. La Chambre siège depuis un mois, mais le gouvernement n'a pas songé à remédier au mal qui se continue. Nous sommes rendus au 14 février et il n'y a rien de fait, alors que cette situation est dommageable même à notre industrie forestière. La loi annoncée aurait pu exercer son influence bienfaisante durant la présente saison

mais, à cause de l'incurie du régime, les bûcherons passeront l'hiver sous la férule des contracteurs. J'espère que, demain, le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour faire restituer à notre population ce qui lui a été enlevé illégalement.

**M. Gauthier (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. Paquet), que le débat soit ajourné.

La motion est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 10 h 20.

## NOTES

1. Bien que le Règlement de la Chambre soit muet à l'égard du "pairage", l'usage veut qu'un député obligé de s'absenter s'entende avec un député d'un parti opposé pour qu'il n'exprime pas sa voix, ainsi neutralisant leur vote. Ni le *Journal de l'Assemblée législative*, ni les quotidiens ne précisent avec quel député M. Poulin a pairé.

2. *Le Devoir* du 15 février 1934, à la page 2, rapporte que c'est le voisin de M. Gagnon qui lui aurait glissé, d'une voix précipitée "M. Gagnon, c'est votre tour!", alors que le député de Kamouraska était distrait. C'est par réflexe qu'il se leva. Il faut se rappeler que M. Gagnon est le principal adversaire de ce bill.

3. Le Règlement stipule que, lorsqu'un député prend la parole au cours d'un vote, il doit rester assis, (Geoffrion 1915, art. 244 et 258 (3)). En conformité avec les articles 62 et 243, le député se découvre lorsqu'il entre, sort, va d'une place à l'autre ou se lève pour prendre la parole au cours d'un débat. Toutefois, selon l'article 244 du Règlement, lorsqu'un député "soulève ou discute un point d'ordre durant une votation", il doit rester "assis" et parler "à tête couverte". Cette coutume de l'Assemblée législative est héritée du Parlement britannique où il était obligatoire à un député de se couvrir pour parler au cours d'un vote. Dans le Règlement refondu de 1941, à la note explicative 284 (3), il sera précisé que: "Dans notre Règlement, il n'y a pas d'exception aux

articles 242 et 282, qui exigent que tout député se découvre pour demander la parole et reste découvert durant qu'il parle. Ce serait violer notre Règlement que de se couvrir ou de rester couvert pour prendre la parole pendant un vote."

4. Seul *Le Canada* du 15 février 1934, à la page 11, mentionne que les députés n'étaient pas unanimes à permettre au député de Kamouraska (M. Gagnon) de corriger son vote. En ce sens, son vote aurait été annulé. Tous les autres journaux s'accordent pour affirmer que le vote de M. Gagnon a été corrigé avec le consentement unanime.

5. Pour les besoins de la reconstitution, vu que les chiffres peuvent varier d'un journal à l'autre, les montants sont tirés pour la plupart de la brochure intitulée: "Deux questions sociales: Les pensions de vieillesse; Les mères nécessiteuses", texte des discours prononcés par l'honorable Athanase David à l'Assemblée législative de Québec, les 1<sup>er</sup> et 14 février 1934. Nous nous sommes fiés aux chiffres qui se trouvaient dans la brochure pour effectuer la reconstitution, étant donné que c'est une publication officielle. Les journaux donnent parfois des montants différents.

6. (Erreur patente.)

7. Plusieurs journaux tels *La Presse*, à la page 35, *Le Soleil*, à la page 22, et *L'Action catholique*, à la page 11, dans leur édition du 15 février 1934, écrivent que M. Sauvé propose l'ajournement du débat au moment où la Chambre allait prendre le vote sur l'amendement soumis par le secrétaire provincial, l'honorable M. David. D'ailleurs, c'est ce qui est inscrit à la page 133 des *Journaux de l'Assemblée législative* pour la séance du 14 février 1934.

8. Selon *Le Devoir* du 15 février 1934, à la page 3, c'est M. Duplessis qui aurait fait cette proposition.

9. 8 h 45, selon *L'Événement* du 15 février 1934, à la page 4.

10. Édouard Lacroix œuvre dans le commerce du bois et représenta la circonscription de Beauce à la Chambre des communes de 1925 à 1945, avant d'être élu à l'Assemblée législative comme député du Bloc populaire du comté de Beauce, en 1944-1945. Il fonda, en 1911, la compagnie Édouard Lacroix, ltée, une entreprise de pâtes et papiers.



Séance du jeudi 15 février 1934

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 95 modifiant la charte de la cité de Verdun;
- bill 109 modifiant la charte de la ville de Hampstead;
- bill 84 modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 76 modifiant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec;
  - bill 94 concernant la succession de feu Charles Colmore Grant, baron de Longueuil;
- Et, avec des amendements, le bill suivant:
- bill 90 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

**Décisions de l'Orateur:**

**Taxe d'hôpital  
et Fonds de l'assistance publique**

**M. l'Orateur:** Le vendredi, 9 février 1934, l'ordre du jour, numéro 32, deuxième lecture du bill 158 modifiant la loi 16 George V, chapitre 55, imposant une taxe d'hôpital étant appelé, l'honorable M. Taschereau opine que cette procédure est hors d'ordre et que ce bill devrait être mis de côté parce

qu'il n'est pas conforme aux règlements de la Chambre, attendu que, d'après les articles 447, 670 et 671 de ces règlements, il aurait dû être précédé d'une résolution ayant le même objet et recommandée par le lieutenant-gouverneur, adoptée en comité plénier et agréée par la Chambre.

Un débat s'ensuit auquel prennent part l'honorable M. Taschereau et M. Duplessis.

Au cours de ce débat, l'honorable M. Taschereau fait les mêmes objections contre le bill 159 relatif au fonds de l'assistance publique.

Les articles 670 et 671 se lisent comme suit:

"Article 670. Aucune proposition portant affectation de deniers publics ou imposition de charges nouvelles ou additionnelles sur le peuple ne peut être votée à moins que le lieutenant-gouverneur n'en ait recommandé l'objet pendant la session en cours."

"Article 671. Toute proposition portant affectation de deniers publics ou imposition de charges nouvelles ou additionnelles sur le peuple doit être votée en premier lieu en comité plénier."

L'article 447 concerne plus spécialement les bills publics et se lit comme suit:

"Article 447. Quand un bill public a pour objet principal l'exécution de quelques travaux publics, l'allocation de quelque subvention en argent, l'imposition de quelque charge nouvelle ou additionnelle sur les revenus publics ou sur le peuple, la remise totale ou partielle de quelque somme due à la couronne, la concession de quelques biens appartenant à la couronne, ou l'autorisation de consentir quelque emprunt ou obligation engageant le crédit de la province, il ne peut être présenté qu'après qu'une résolution ayant le même objet a été recommandée par le lieutenant-gouverneur, prise en comité plénier et agréée par la Chambre."

Cet article est suivi de la note suivante:

"1. Sont sujets aux dispositions de l'article 447:

"b. les bills autorisant quelque dépense à même les fonds de la province;

"c. les bills autorisant le paiement de droits émolument, etc., si ces droits doivent être versés au Trésor de la province;

"d. les bills dont les dispositions impliquent ou entraînent le paiement de quelque somme à même les fonds de la province."

L'objet du bill 159 est d'abolir un fonds spécial alimenté par des revenus spéciaux pour le bénéfice d'une classe particulière de citoyens et de

faire entrer les revenus alimentant cette caisse particulière dans le fonds consolidé du revenu de la province; ces revenus reviennent essentiellement des deniers publics et le bill 159, par la dernière phrase du deuxième article "quittes à être employés par l'assistance publique", constitue à mon sens une affectation de deniers publics.

Il en est ainsi de l'article 3 du bill 158 dont le deuxième paragraphe se lit comme suit:

"5. Le produit de cette taxe doit être employé entièrement pour "l'assistance publique et le maintien des institutions d'assistance publique."

Ces deux bills se complètent l'un par l'autre et, en les considérant conjointement, il est clair que leur objet est de constituer une affectation de deniers publics tirés du fonds consolidé de la province pour une fin spéciale, celle de l'assistance publique.

C'est pourquoi, dans mon opinion, l'objection faite par l'honorable M. Taschereau à l'effet que ces deux bills ne sont pas conformes aux règlements de la Chambre, est bien fondée. Il n'est cependant pas en mon pouvoir de mettre de côté, à ce stage de la procédure, les bills numéros 158 et 159.

L'article numéro 449 des règlements de la Chambre laisse à la Chambre elle-même le soin d'en ordonner le retrait. Cet article se lit comme suit:

"Article 449. Quand un bill public qui a été présenté n'est pas conforme à l'ordre d'autorisation et aux règlements, la Chambre en ordonne le retrait."

Cet article est suivi dans notre codification du Règlement annoté, de l'observation suivante:

"2. Une fois présenté, le bill ne peut être mis de côté par l'Orateur."

Cette note réfère elle-même à l'article 438 du Règlement qui se lit comme suit:

"Article 438. Une fois présentés, les bills ne peuvent être modifiés ou retirés qu'avec l'autorisation de la Chambre."

Pour faire disparaître ces bills de l'ordre du jour, la procédure serait d'obtenir la révocation des ordres décrétant leur deuxième lecture et d'adopter ensuite une motion en demandant le retrait.

#### Questions et réponses:

##### Emprunts municipaux approuvés par le ministère des Affaires municipales

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1921 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1934: 1. Combien de règlements municipaux, au sujet des emprunts municipaux, ont été autorisés ou

approuvés par le ministère des Affaires municipales de cette province?

2. Combien de ces règlements se rapportaient à des contributions des corporations municipales de cette province, relativement à la construction ou à l'agrandissement:

*a.* Des hôpitaux, hospices ou orphelinats, situés dans cette province, qui ont été ou qui sont subventionnés par la province?

*b.* Des asiles d'aliénés, écoles d'industrie, écoles de réforme, situés dans cette province, qui ont été ou qui sont subventionnés par la province?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

1. Du 1<sup>er</sup> juillet 1920 au 1<sup>er</sup> janvier 1934: 1,898.

2. *a.* 9. *b.* 1.

##### Dépenses pour la voirie

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulée: "Loi modifiant la loi de la voirie":

1. Depuis le 4 avril 1929 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1934, combien la province a-t-elle dépensé?

2. Combien la province a-t-elle dépensé depuis le 15 avril 1932 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 1933?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. \$12,424,258.64.

2. \$3,806,347.85.

##### Primes de défrichement et de labour accordées dans chacun des comtés

**M. Élie (Yamaska):** Durant l'année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1932 et finissant le 30 juin 1933:

*a.* Combien de primes de défrichement ont été accordées dans chacun des comtés de la province?

*b.* Combien de primes de labour ont été accordées dans chacun des comtés de la province?

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** (Voir le tableau ci-dessous)

*Primes payées du 1<sup>er</sup> juillet 1932 au 30 juin 1933*

<i>Comtés</i>	<i>Abatis</i>	<i>Labour</i>
Abitibi.....	\$ 93,329.50	\$ 50,787.00
Argenteuil.....	260.00	24.00
Arthabaska.....	1,557.00	699.00



*Primes payées du 1<sup>er</sup> juillet 1932 au 30 juin 1933*

<i>Comtés</i>	<i>Abatis</i>	<i>Labour</i>
Beauce.....	\$ 3,638.55	\$ 1,866.00
Bellechasse.....	452.00	76.50
Berthier .....	284.00	282.00
Bonaventure .....	17,947.50	5,701.50
Charlevoix.....	5,605.00	3,880.00
Chicoutimi .....	52,059.16	15,332.50
Compton .....	634.00	61.50
Dorchester .....	2,775.00	420.00
Drummond .....	808.00	118.00
Frontenac .....	6,886.00	1,103.0
Gaspé-Nord.....	3,393.50	1,092.00
Gaspé-Sud.....	9,124.00	4,508.00
Gatineau .....	2,653.50	1,100.30
Kamouraska .....	2,552.50	544.50
Labelle .....	18,023.50	5,999.50
Lac-Saint-Jean .....	14,127.00	6,927.00
Laviolette .....	2,490.00	1,638.00
L'Islet .....	1,611.50	256.50
Lotbinière.....	23,598.50	10,637.00
Maskinongé.....	48.00	.....
Matane .....	7,483.00	2,103.00
Matapédia.....	35,636.90	17,079.60
Mégantic .....	3,049.00	1,648.50
Montcalm.....	2,457.00	961.50
Montmagny.....	2,937.00	399.00
Nicolet.....	408.00	204.00
Papineau.....	1,552.50	361.50
Pontiac .....	1,484.00	742.00
Portneuf.....	152.00	60.00
Richmond.....	307.00	180.00
Rimouski.....	19,668.75	6,884.00
Rivière-du-Loup.....	5,392.00	976.00
Roberval.....	86,429.04	40,266.50
Saint-Maurice.....	.....	24.00
Sherbrooke.....	3,381.00	758.00
Saguenay .....	10,936.50	5,048.50
Témiscamingue.....	15,066.70	6,507.00
Témiscouata.....	28,199.00	6,661.00
Terrebonne.....	568.00	120.00
Wolfe .....	2,623.50	373.50
<i>Total .....</i>	<i>\$491,588.60</i>	<i>\$204,411.40</i>

**Revenus provenant de  
la loi des véhicules-moteurs**

**M. Fisher (Huntingdon):** Du 1<sup>er</sup> janvier 1933 au 31 décembre inclusivement, quels revenus provenant de la loi des véhicules-moteurs le

gouvernement a-t-il perçus: d'après chacun des six comptes des "livres de comptes, à la branche du revenu de département du Trésor", mentionnés dans la réponse consignée aux *Journaux de l'Assemblée législative* du 1<sup>er</sup> février 1934?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):**

1<sup>er</sup> compte: Honoraires d'enregistrement, honoraires de licences des conducteurs et chauffeurs, licences de gages, honoraires de transport: \$5,037,247.75;

2<sup>e</sup> compte: Taxe par mille sur certains véhicules publics: \$22,947.13.

3<sup>e</sup> compte: Double des certificats: \$1,669.63;

4<sup>e</sup> compte: Amendes: \$28,736.42;

5<sup>e</sup> compte: Prix des copies de la liste officielle des noms des propriétaires: \$500.50;

6<sup>e</sup> compte: Honoraires de licences des machinistes des véhicules automobiles: \$3.00.

**Cautionnement des salariés  
du gouvernement**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (l'honorable M. Dillon), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 40 modifiant la loi des employés publics relativement au cautionnement de ceux qui sont salariés par le gouvernement.

Adopté.

**Motions des députés:****Pensions de vieillesse**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 14 février, sur l'amendement de l'honorable M. David à la motion proposée par M. Guertin le 13 février courant: Que, vu que le rapport majoritaire de la Commission des assurances sociales recommande à la province, lorsque la chose sera possible, d'accepter comme mesure temporaire et transitoire, la mise en vigueur de la loi fédérale des pensions de vieillesse: Cette Chambre est d'avis qu'il est possible d'instituer ce système de pensions de vieillesse dès maintenant et invite le gouvernement à présenter la législation nécessaire à la présente session.

Lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre:

Attendu qu'elle ne juge pas opportun d'accepter à titre temporaire et transitoire une loi où s'accusent maints périls, dangers et incertitudes;

Attendu que le gouvernement à cause de sa position financière ne peut assumer, non plus que faire assumer par les municipalités, les charges extraordinaires qui découleraient de l'acceptation de la loi fédérale des pensions de vieillesse;

Attendu que le gouvernement doit caractériser aujourd'hui plus que jamais sa législation par une prévoyance et une prudence absolues;

Attendu qu'encouragés par des allocations substantielles du gouvernement, les hospices et les refuges de la province se transforment pour recevoir les vieux couples mariés et leur permettre de vivre en commun;

Exprime le vœu que le gouvernement continue son encouragement au moyen d'allocations aux refuges et hospices et, de la sorte, reconnaisse les services rendus à la province par nos institutions charitables et religieuses.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. l'Orateur, je voudrais avoir l'éloquence et la phrase châtiée avec lesquelles l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David) a traité la question des pensions de vieillesse. Je l'aborderai moi-même avec mes modestes moyens. J'ai trouvé des contradictions entre les discours de l'honorable secrétaire provincial et l'honorable ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur). J'admets, avec le secrétaire de la province, que nos institutions religieuses sont les meilleures au monde et qu'elles prennent grand soin de nos malades, de nos vieillards et de nos enfants.

Je m'accorde avec lui sur la reconnaissance que nous devons avoir pour nos institutions de charité. Personne n'a jamais mis en doute la supériorité de la charité sur la philanthropie. Il aurait pu se dispenser de cette dissertation comme il aurait pu se dispenser d'insister sur l'œuvre immense accomplie chez nous par les communautés religieuses. Poser la question comme il l'a fait, c'est faire injure à ces institutions dont personne ne doute et que tous les députés de la Chambre pourraient louer à qui mieux mieux.

J'admets aussi que le droit divin, le droit naturel et le droit civil font un devoir aux enfants d'aider leurs parents. Il est des cas où les vieillards n'ont pas d'enfants, n'ont aucun parent qui puisse prendre soin d'eux. Et s'il est exact que l'homme, à mesure qu'il prend de l'âge, aime à se rapprocher de l'autel et du prie-dieu, et qu'il aime la compagnie de ses semblables, il n'en reste pas moins qu'il reste attaché à son foyer.

Le secrétaire provincial nous a parlé de la situation des vieillards dans notre province et que nos vieux aiment la vie commune dans un hospice. Une chose certaine, c'est que l'ambition des vieux est de rester au foyer. Quelques-uns ne pourraient en être arrachés, sans en faire une maladie. On admettra que le vieillard préfère son foyer à une institution publique, qu'il aime mieux vivre ses derniers jours avec sa femme que dans une institution où il sera séparé d'elle. Ne serait-ce que pour cette raison, le gouvernement devrait s'empresse d'accepter le plan fédéral des pensions de vieillesse.

Par ailleurs, l'honorable secrétaire provincial a remis en doute le principe même de la loi des pensions de vieillesse. Il a tenté de démontrer qu'il ne faut pas de pension de vieillesse dans notre province. N'avons-nous pas eu une commission d'hommes compétents qui ont étudié cette question, tout spécialement pour le compte du gouvernement? Les commissaires n'ont-ils pas affirmé que la chose était nécessaire? J'aime mieux leur témoignage désintéressé, dont le gouvernement se fiche maintenant, que le témoignage du secrétaire provincial. D'autant plus que le secrétaire provincial est en contradiction avec le ministre des Travaux publics qui, de son côté, a prétendu que si Ottawa payait 100 % des pensions, nous les accepterions.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Si Ottawa payait toutes les pensions, nous ne pourrions rien dire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais l'honorable secrétaire provincial s'est efforcé de démontrer que nous ne devons pas avoir de pensions de vieillesse. Il reste que, d'un côté, on désirait l'application de la loi si elle ne nous coûte rien, et que, de l'autre, on s'efforce de démontrer que ce système ne nous convient pas. Deux prétentions soutenues par deux ministres du même cabinet. L'honorable secrétaire provincial craint que le fédéral ne nous abandonne, comme il l'a fait plusieurs fois.

Il a oublié de dire que plusieurs contributions avaient été accordées par des gouvernements conservateurs et abandonnées par la suite par des gouvernements libéraux. On a beaucoup parlé de la constitutionnalité de la loi fédérale, mais je pressens que c'était uniquement, de la part du gouvernement, un moyen de se libérer de sa propre responsabilité.

Je tiens à rendre à l'honorable secrétaire provincial le témoignage qu'il n'a pas traité la question au point de vue politique. L'honorable député de l'Abitibi (M. Authier) ne mérite pas le

même compliment. Il a dit qu'il est indigne de la part de l'honorable M. Bennett de ne pas payer 100 % des pensions. Pour ma part, je serais favorable à un système contributoire, mais depuis qu'Ottawa supporte 75 % du fardeau imposé par la loi, je crois que nous devrions l'accepter chez nous.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** L'honorable député de Deux-Montagnes doute-t-il de la parole de M. Bennett de payer le coût total de la loi dans le Canada tout entier?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne mets pas en doute la parole du premier ministre du Canada. Je constate même que cette promesse est déjà à moitié réalisée.

Je constate que la contribution qu'il nous accorde est deux fois plus considérable que celle du gouvernement libéral qui l'a précédé. D'ailleurs, même si le pouvoir central ne paie pas en entier les pensions de vieillesse, il paie toujours plus que Québec.

N'est-ce pas plus généreux de contribuer pour 75 % que, pour le gouvernement de Québec, de ne pas contribuer 25 %? On peut mettre en doute les promesses de M. Bennett, mais pas ses actes. Nous payons déjà pour les vieillards des autres provinces, dans une proportion de 26 % aux revenus du dominion.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. Bennett a promis qu'il prendrait tout à sa charge. Nous croyons en M. Bennett. L'honorable député de Deux-Montagnes croit-il à sa parole?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le premier ministre a-t-il reçu des lettres confidentielles?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Croyez-vous en M. Bennett?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oui, j'y crois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Alors, prenons patience, ça viendra d'Ottawa!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ça viendra plus vite par Ottawa que par Québec. Ottawa a déjà accompli sa promesse aux trois quarts et Québec n'a encore rien réalisé de ses anciennes promesses. Cela ne change rien à ce que l'honorable secrétaire provincial a dit hier, quand il a tenté de démontrer que nous ne devons pas avoir de pensions de vieillesse.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Si l'honorable député de Deux-Montagnes me permet.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Avec plaisir, j'en suis charmé.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je n'ai pas dit cela. Toute mon argumentation était basée sur l'incertitude de la loi fédérale. Je n'ai jamais dit que nous ne devons pas aider les vieillards. J'ai dit que, dans les cas où les vieux ont besoin d'être aidés, l'État doit le faire si les enfants en sont incapables. Mon argumentation d'hier tendait à démontrer que la loi fédérale actuelle des pensions de vieillesse présente des dangers et des incertitudes.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si le principe n'a pas été mis en doute, à quoi rimait toute cette partie sur la loi divine, la loi naturelle, le code Napoléon, la charité de nos institutions? L'amendement proposé par le secrétaire provincial ne nous laisse rien entrevoir. Si les mots veulent dire quelque chose, on n'y voit pas que le gouvernement songe à créer un système de pensions ici. C'est mon opinion que l'honorable ministre a soutenu que nous ne devons pas avoir de pensions, cependant que l'honorable ministre des Travaux publics était prêt à accepter.

**M. Frigon (Saint-Maurice):** L'honorable député sait-il ce que ça va coûter?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable secrétaire provincial l'a dit hier et je ne lui ferai pas injure de mettre ses chiffres en doute. Si l'honorable député de Saint-Maurice n'était pas ici, ou n'a pas écouté le secrétaire, il n'a qu'à lire les journaux qui ont tout rapporté cela. Pour terminer, je redirai mon étonnement de voir que, par la voix du secrétaire provincial, le gouvernement refuse les conclusions de la Commission des assurances sociales, prétend qu'elle s'est trompée, après s'être engagé à respecter ses suggestions.

M. l'Orateur, je ne veux pas prolonger mes remarques; et comme l'amendement a pour effet de détruire la motion principale, j'ai l'honneur de proposer, secondé par l'honorable député de Chambly (M. Béique), en amendement à l'amendement:

Que tous les mots après "Cette Chambre", dans l'amendement en discussion, soient remplacés par les suivants:

Attendu que les institutions charitables et religieuses rendent à notre population des services inappréciables et indispensables;

Attendu que le régime qui fonctionne chez nous ne suffit cependant pas à résoudre entièrement le problème de la protection à accorder aux vieillards indigents;

Attendu que, par suite du retard du gouvernement à accepter, même transitoirement, la mise en vigueur chez nous de la loi des pensions de vieillesse, notre population se trouve à contribuer largement à un système dont elle ne bénéficie aucunement;

Exprime l'avis:

1. Que le gouvernement de Québec doit aider généreusement aux institutions de charité et de bienfaisance en cette province et payer régulièrement les subsides et octrois promis, afin de leur permettre de poursuivre l'œuvre d'assistance qu'elles accomplissent depuis longtemps chez nous, particulièrement en faveur des vieillards indigents;

2. Que le gouvernement du Québec a en outre le devoir de se prévaloir, sans plus de retard, et ce, sans mettre les municipalités à contribution, des avantages que la loi fédérale des pensions de vieillesse, votée en 1927, sur l'initiative du gouvernement King, présente maintenant, depuis que le gouvernement Bennett l'a fait modifier en 1931, de façon à la rendre de moitié onéreuse pour la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, je félicite l'honorable député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) de son sous-amendement. Je félicite également le seconneur, l'honorable député de Chambly (M. Béique), et je concours moi aussi dans les grands principes énoncés hier par le secrétaire de la province.

Il (M. Duplessis) lui reproche sa casuistique. Il rappelle la formation de la Commission des assurances sociales, le travail qu'elle a accompli, les conclusions qu'elle a formulées.

Le gouvernement a commencé par dire qu'il mettrait en pratique ce rapport, puis il a déclaré que les temps étaient trop difficiles. Aujourd'hui, il déclare que les pensions de vieillesse ne doivent pas être instituées. L'opposition a toujours été favorable aux pensions de vieillesse et, depuis qu'Ottawa a adopté la loi, chaque année elle a demandé au gouvernement provincial d'en étendre l'application à notre province.

Le gouvernement a dit que la loi fédérale des pensions de vieillesse était peut-être inconstitutionnelle. C'est de l'enfantillage. Alors, il a manqué à son devoir en ne l'attaquant pas, lui qui va jusqu'au Conseil privé pour faire décider des points de droit moins importants, et encore, que rarement. Il aurait

dû s'attaquer à cette loi, lui qui en attaque d'autres dans des causes perdues d'avance, afin de nous éviter de contribuer pour aider les vieillards des autres provinces. Incurie et négligence impardonnables que celles qui nous laissent contribuer pour \$6,000,000, en vertu d'une loi inconstitutionnelle. S'il avait fait son devoir, il aurait empêché la province de Québec de payer un quart des pensions. L'avis de 10 ans qui inspire des craintes à l'honorable secrétaire provincial est une politique beaucoup plus généreuse que celle du gouvernement de la province, qui refuse de payer sa part pour assurer des pensions aux vieillards. Si la loi fédérale était abrogée d'ici 10 ans, la loi québécoise étant simplement une mesure accessoire, elle disparaîtrait aussitôt du paysage, et aucune charge ne retomberait sur les provinces.

Pour ma part, je ne crains pas d'affirmer que je suis favorable à l'institution d'un régime de pensions contributoire. En attendant de pouvoir l'établir selon le vœu de la Commission des assurances sociales, je suis favorable à l'acceptation du régime fédéral.

N'est-il pas étonnant d'entendre le gouvernement dire, dans sa motion, que nos communautés poursuivent une œuvre admirable? J'ai affirmé qu'il retardait de payer leurs comptes. Il les a mises aux portes de la banqueroute par ses retards honteux à payer ce qu'il doit à ces communautés, et en ne leur payant pas les contributions dues. L'amendement de l'honorable député de Deux-Montagnes rencontre absolument les besoins de la situation et j'espère que la Chambre l'acceptera.

(Applaudissements à gauche)

**M. Barré (Rouville):** Je dois féliciter le secrétaire provincial d'avoir apporté hier certains arguments qui rendent plus justice à la classe que je représente que bien d'autres souvent soumis au cours d'un débat de ce genre, comme quand on a parlé de paresse et d'inconduite de la part de ceux qui veulent être assistés, par exemple. Je connais la situation des vieux à la campagne. Ils ne veulent pas de la vie commune à l'hospice. Ils veulent vivre au foyer. Je sais qu'un grand nombre de gens ne peuvent soutenir leurs parents ou leurs beaux-parents.

Si les vieux avaient une pension, c'est à qui de leurs enfants qui les prendraient chez eux pour s'assurer ce petit budget. Je vais toucher un point délicat. Puisque l'on donne des pensions aux magistrats qui ont gagné de gros salaires, je ne veux pas être réactionnaire, mais je dirai que l'on devrait en donner aux vieux qui ont toujours bien servi leur pays et qui ont gagné des petits salaires toute leur vie. Je

demande une bouchée de pain pour la classe que l'on dit basse, mais qui n'est pas plus basse que les autres.

Le secrétaire provincial n'a peut-être pas eu l'occasion de savoir ce que c'est que de vivre avec \$2 par jour. Plusieurs ouvriers doivent élever leur famille en gagnant seulement quelque \$600 par année. Alors, il est évident qu'ils ne peuvent pas mettre beaucoup d'argent de côté pour leurs vieux jours. En toute justice pour les vieillards qui ont travaillé toute leur vie au profit de la collectivité, il faudrait leur payer des pensions. Au risque d'être le seul à partager mon opinion, je veux l'exprimer.

Je ne crois pas à la pension contributoire qui ne pourrait s'appliquer avant une vingtaine d'années. Ce système ne devrait pas être encouragé dans la province, parce que les gens ne pourraient pas contribuer dans plusieurs cas. Maintenant, M. l'Orateur, je vais me placer à un autre point de vue que mes amis de l'opposition. Je demanderais aux municipalités de porter leur petite part du fardeau. Le gouvernement d'Ottawa porterait 75 % du fardeau, le gouvernement provincial 25 %, avec les municipalités.

Je sais qu'avec un caractère malcommode comme le mien, je ne ferai jamais partie d'aucun cabinet provincial...

**Une voix:** Quelle perte! (Rires)

**M. Barré (Rouville):** Mais je crois que, si j'étais du gouvernement, je demanderais aux municipalités de porter leur part du fardeau. Voici mon point. L'amendement de l'honorable député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) dit que les pensions devraient être payées sans le concours des municipalités. Pourquoi les municipalités ne paieraient-elles pas leur part? L'amendement de l'honorable secrétaire provincial est mal venu. L'amendement de l'honorable député de Deux-Montagnes me plairait davantage, si on y enlevait le point que j'ai signalé. Je remercie cependant l'honorable secrétaire provincial de nous avoir si bien renseignés sur cette question. J'aime mieux voter pour le sous-amendement du député de Deux-Montagnes que pour l'amendement du secrétaire provincial.

**M. Guertin (Hull):** Comme nous avons un nouvel amendement devant nous, je demanderais l'ajournement du débat pour que nous puissions l'étudier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Si nous procédons de cette façon, avec cette lenteur, nous aurons tous besoin de pensions de vieillesse à la fin. (Rires) La motion est à l'ordre du jour depuis

longtemps, et je crois que tous ont bien compris ce dont il s'agit.

**M. Guertin (Hull):** Je crois que les députés n'ont pas compris toute la portée de l'amendement Sauvé. Nous voulons avoir le temps de l'étudier.

**Une voix:** Très aimable.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'honorable député de Rouville (M. Barré) l'a compris tout de suite, et mon honorable ami (M. Guertin) est trop modeste pour lui-même. Il l'a compris lui aussi.

**M. Guertin (Hull):** Puisque l'honorable premier ministre ne veut pas ajourner le débat, je vais d'abord féliciter l'honorable secrétaire provincial des aimables paroles qu'il a eues hier à mon égard. Quant au reste, il est toujours d'avis que cette loi ne convient pas à la province. Je félicite aussi l'honorable chef de l'opposition (M. Duplessis) d'avoir enfin clairement donné son opinion en faveur des pensions de vieillesse. L'honorable premier ministre s'accroche cependant à son idée contre les pensions. Je déplore que son mouvement de contrition ait été bref. Si le Règlement me le permettait, je proposerais un amendement au sous-amendement.

Quant à la contribution des municipalités, je ne veux pas prétendre que c'est de la surenchère politique que d'exempter les municipalités, mais je crois que les municipalités devraient contribuer, soit un cinquième, soit un dixième, afin qu'elles soient intéressées à faire un travail plus efficace. Pour toutes ces raisons, je ne puis voter, ni pour l'amendement, ni pour le sous-amendement qui exempte les municipalités de payer leur part des pensions. Lorsque la Chambre aura disposé de ce sous-amendement, qui n'était qu'un jeu politique, j'en proposerai un autre pour être en conformité avec ma façon de penser.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** Je suis favorable au principe de la loi des pensions. Mais, M. l'Orateur, les vieillards attendent des pensions de vieillesse et non des amendements, des sous-amendements et des sous-sous-amendements. Ils veulent quelque chose de plus sérieux que cela. J'avais eu l'intention de voter pour la motion du député de Hull, mais l'absence évidente de sincérité de la part de l'opposition m'en dissuade.

La motion de l'honorable député de Hull est trop ambiguë, ne remplit pas le but qu'elle se

propose, et ne donnera certainement pas satisfaction à la province. Les amendements des honorables chefs de l'opposition, car ils sont plusieurs, ne pourront satisfaire les ouvriers qui veulent autre chose. Je ne voterai ni pour la motion, ni pour l'amendement. Dans toute cette affaire, il est évident que les deux factions de l'opposition ont le même "motto": "Gagnons". L'une des deux factions en tient pour Alexis, et l'autre pour Onésime<sup>1</sup>.

Le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**M. l'Orateur suppléant<sup>2</sup>** rappelle le député de Hull à l'ordre<sup>3</sup>.

**Pour:** MM. Béïque, Duplessis, Élie, Fisher, Lafleur, Sauvé, Smart, 7.

**Contre:** MM. Authier, Bachand, Barré, Bédard, Bélanger, Bercovitch, Bergeron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Crête, Dansereau, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Duffy, Dufour, Dugas, Duval, Fillion, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Giguère, Godbout, Guertin, Laferté, Lahaie, Lamoureux, Lapointe, Lortie, McDonald, Mercier fils, Moreau (Roberval), Moreault, Paquet, Perrault, Piché, Plante, Power, Sabourin, Saintonge, Samson, Saurette, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, 55.

Ainsi, le sous-amendement est, en conséquence, rejeté.

**M. Barré (Rouville):** M. l'Orateur, je propose, secondé par l'honorable député de Hull (M. Guertin), en amendement à l'amendement de l'honorable secrétaire provincial:

Que tous les mots après "Cette Chambre", dans l'amendement en discussion, soient remplacés par les suivants:

Attendu que les institutions charitables et religieuses rendent à notre population des services inappréciables et indispensables;

Attendu que le régime qui fonctionne chez nous ne suffit cependant pas à résoudre entièrement le problème de la protection à accorder aux vieillards indigents;

Attendu que, par suite du retard du gouvernement à accepter, même transitoirement, la mise en vigueur chez nous de la loi des pensions de vieillesse, notre

population se trouve à contribuer largement à un système dont elle ne bénéficie aucunement;

Exprime l'avis:

1. Que le gouvernement de Québec doit aider généreusement aux institutions de charité et de bienfaisance en cette province et payer régulièrement les subsides et octrois promis, afin de leur permettre de poursuivre l'œuvre d'assistance qu'elles accomplissent depuis longtemps chez nous, particulièrement en faveur des vieillards indigents;

2. Que le gouvernement du Québec a en outre le devoir de se prévaloir, sans plus de retard, des avantages de la loi fédérale des pensions de vieillesse.

**M. l'Orateur suppléant:** Je suis d'avis que l'honorable député de Hull, qui a proposé la motion principale, ne peut seconder un amendement à sa motion. Que l'honorable député de Rouville se trouve un autre seconneur et je mettrai sa motion devant la Chambre!

**M. Barré (Rouville):** Le député de Hull n'amende pas sa motion, mais l'amendement Sauvé.

**M. Guertin (Hull):** Je crois que j'ai parfaitement le droit de seconder un sous-amendement qui a pour but non pas d'amender ma motion, mais d'amender l'amendement de l'honorable secrétaire provincial.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Substituer un amendement à celui du secrétaire provincial, c'est amender la motion principale.

**M. l'Orateur suppléant:** J'ai rendu ma décision. Le proposeur d'une motion ne peut proposer un amendement à sa propre motion. L'honorable député peut en appeler à la Chambre.

**M. Plante (Montréal-Mercier):** M. l'Orateur, pour que le sous-amendement de l'honorable député de Rouville soit mis devant la Chambre, sans perdre mon droit de me prononcer comme je l'entends, je me permettrai de seconder sa motion.

**M. Guertin (Hull):** Merci!

**M. Barré (Rouville):** Merci!

**M. Guertin (Hull):** Je ne veux pas prolonger le débat. Mais l'honorable secrétaire provincial m'a troublé et a troublé nos chômeurs hier. Je m'excuse de l'avoir interrompu, hier. Il a déclaré qu'une somme

annuelle de \$480 ne suffisait pas pour un vieux couple. Il y a des gens qui ont élevé des familles avec cela. Je voulais faire cette déclaration avant le vote. J'espère que les députés qui ont quitté la Chambre depuis quelques minutes reviendront et auront le courage de se prononcer sur cette question.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Où est l'honorable député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault)?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**  
Mais la question demandant le vote n'est pas posée.

**M. Guertin (Hull):** Je me propose de relever les chiffres de l'honorable secrétaire provincial. Je veux vider une fois pour toute la question de savoir si la province de Québec fait aussi bien que la province d'Ontario, pour venir en aide aux nécessiteux. Nous voulons la vérité. Si je me suis trompé, je l'admettrai, mais, si l'honorable secrétaire provincial s'est trompé, j'espère qu'il l'admettra.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, le sous-amendement, qui est devant nous, est conforme à celui que nous avons présenté. Il pose les mêmes principes, chers à l'opposition. Même s'il met de côté la partie dans laquelle nous voulons exempter les municipalités, très obérées, l'opposition, conséquente avec elle-même, n'hésite pas à accepter le sous-amendement. Je n'ai aucune hésitation à dire que je voterai pour le sous-amendement du député de Rouville.

**M. Saintonge (Beauharnois):** M. l'Orateur, l'opposition nous montre la division et la mésestente qui existent dans ses rangs, ici comme à la convention de Sherbrooke, alors que le député de Hull et celui de Rouville désavouaient le chef devenu officiel. C'est un secret de polichinelle que l'on ne s'est pas entendu à Sherbrooke sur le programme social du Parti conservateur. Cela contraste avec l'union qui règne dans le Parti libéral. Quant à cette question des pensions, je crois que nous avons actuellement un système d'institutions qui nous convient. Je rends hommage aux institutions et aux religieuses qui s'occupent des vieillards et voterai contre le sous-amendement et pour l'amendement du secrétaire provincial.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. l'Orateur, je remercie l'honorable député de Beauharnois (M. Saintonge) de sa contribution au débat. Il nous a

révélé des secrets de polichinelle, comme il nous l'a dit.

Le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Béique, Duplessis...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Félicitations!

... Élie, Fisher, Guertin, Lafleur, Sauvé, Smart, 9.

**Contre:** MM. Authier, Bachand, Bélanger, Bercovitch, Bergeron, Caron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Crête, Dansereau, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Duffy, Dufour, Dugas, Duval, Fillion (Lac-Saint-Jean), Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Giguère, Godbout, Laferté, Lahaie, Lamoureux, Lapointe, Lortie, McDonald, Mercier, Moreau (Roberval), Moreault (Rimouski), Paquet, Perrault, Piché, Plante, Power, Sabourin, Saintonge, Samson, Saurette, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, 53.

Ainsi, le sous-amendement est, en conséquence, rejeté.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Authier, Bachand, Bélanger, Bercovitch, Bergeron, Caron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Crête, Dansereau, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Duffy, Dufour, Dugas, Duval, Fillion (Lac-Saint-Jean), Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Giguère, Godbout, Laferté, Lahaie, Lamoureux, Lapointe, Lortie, McDonald, Mercier, Moreau (Roberval), Moreault (Rimouski), Paquet, Perrault, Piché, Plante, Power, Sabourin, Saintonge, Samson, Saurette, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, 53.

**Contre:** MM. Barré, Béique, Duplessis, Élie, Fisher, Guertin, Lafleur, Sauvé, Smart, 9.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, adopté.

La motion principale, ainsi amendée, se lit maintenant comme suit:

Que cette Chambre:

Attendu qu'elle ne juge pas opportun d'accepter à titre temporaire et transitoire une loi où s'accusent maints périls, dangers et incertitudes;

Attendu que le gouvernement à cause de sa position financière ne peut assumer, non plus que faire assumer par les municipalités, les charges extraordinaires qui découleraient de l'acceptation de la loi fédérale de Pension de Vieillesse;

Attendu que le gouvernement doit caractériser aujourd'hui plus que jamais sa législation par une prévoyance et une prudence absolues;

Attendu qu'encouragés par des allocations substantielles du gouvernement, les hospices et les refuges de la province se transforment pour recevoir les vieux couples mariés et leur permettre de vivre en commun;

Exprime le vœu que le gouvernement continue son encouragement au moyen d'allocations aux refuges et hospices et de la sorte reconnaisse les services rendus à la province par nos institutions charitables et religieuses.

La motion principale amendée étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Authier, Bachand, Bélanger, Bercovitch, Bergeron, Caron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Crête, Dansereau, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Duffy, Dufour, Dugas, Duval, Fillion, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Giguère, Godbout, Laferté, Lahaie, Lamoureux, Lapointe, Lortie, McDonald, Mercier fils, Moreau, Moreault, Paquet, Perrault, Piché, Plante, Power, Sabourin, Saintonge, Samson, Saurette, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, 53.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Où est l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Arcand)?

**Une voix:** Il est au travail.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)<sup>4</sup>:** Où est l'honorable député de Saint-Sauveur (M. Bertrand)?

**M. Gauthier (Portneuf):** Il a le mal de maire<sup>5</sup>. (Rires)

**Contre:** MM. Barré, Béique, Duplessis, Élie, Fisher, Guertin, Lafleur, Sauvé, Smart, 9.

Ainsi, la motion principale, telle qu'amendée, est adoptée.

#### Travaux de la Chambre:

##### Taxe d'hôpital et Fonds de l'assistance publique

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'appelle le bill 158 et le bill 159, sur lesquels l'Orateur a rendu jugement. Allez-vous retirer vos deux projets?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ah! non, remettons la question à demain.

#### Production de documents

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait remarquer qu'une question est posée depuis le 22 janvier<sup>6</sup> et est demeurée sans réponse. Il s'agit de savoir combien *Le Soleil* a reçu l'an dernier. Il dit qu'il a fait un calcul, avec \$347,000 comme résultat.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ce doit être plus que cela. Pourquoi l'opposition pose-t-elle des questions? Elle semble en connaître les réponses mieux que le gouvernement. Quant à vous répondre, nous voulons vous donner des renseignements exacts, et c'est pourquoi nous sommes parfois obligés de retarder. Les sténographes continuent à chercher.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### Reprise de la séance à 8 h 30<sup>7</sup>

#### Questions et réponses:

##### Publicité payée au *Journal d'agriculture* par la Coopérative fédérée de Québec

**M. Élie (Yamaska):** À combien s'élève la publicité payée ou due au *Journal d'agriculture* par la Coopérative fédérée de Québec ou par le Trésor de la province pour la Coopérative fédérée de Québec durant: *a.* juillet 1933? *b.* août 1933? *c.* septembre 1933? *d.* octobre 1933? *e.* novembre 1933? *f.* décembre 1933?



**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** *a. b. c.*  
*d. et e.* \$250 chaque mois.  
*f.* Rien.

**Dépenses pour  
les fermes de démonstration**

**M. Élie (Yamaska):** 1. Combien le gouvernement a-t-il dépensé pour les fermes de démonstration pendant les six premiers mois de l'exercice en cours?

2. Combien pour champs de démonstration de toutes sortes?

3. Combien pour l'industrie des conserves alimentaires?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. \$4,283.41.  
 2. \$4,578.15.  
 3. Rien.

**Montants perçus par  
la Commission des liqueurs**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** Quel est le montant provenant des ventes de la Commission des liqueurs de Québec: *a.* Du 1<sup>er</sup> mai 1932 au 30 avril 1933 inclusivement? *b.* Du 1<sup>er</sup> mai 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement?

2. Quel montant la Commission des liqueurs a-t-elle perçu des brasseries pour licences, permis, etc.: *a.* Du 1<sup>er</sup> mai 1932 au 30 avril 1933 inclusivement? *b.* Du 1<sup>er</sup> mai 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement?

3. Quel montant ont rapporté les licences de tavernes, d'hôtels, de restaurants, de clubs, etc.: *a.* Du 1<sup>er</sup> mai 1932 au 30 avril 1933 inclusivement? *b.* Du 1<sup>er</sup> mai 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement?

4. Quel est le montant des amendes perçues en vertu de la loi des liqueurs: *a.* Du 1<sup>er</sup> mai 1932 au 30 avril 1933 inclusivement? *b.* Du 1<sup>er</sup> mai 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement?

5. Quel montant ont rapporté les saisies en vertu de la loi des liqueurs: *a.* Du 1<sup>er</sup> mai 1932 au 30 avril 1933 inclusivement? *b.* Du 1<sup>er</sup> mai 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. *a.* \$12,702,927.96; *b.* \$8,138,482.71.  
 2. *a.* \$46,025.00; *b.* \$41,000.00.  
 3. *a.* \$949,932.61; *b.* \$876,530.87.  
 4. *a.* \$50,251.22; *b.* \$35,074.40.  
 5. *a.* \$11,633.33; *b.* \$8,613.84.

**Montants perçus par la Commission  
des liqueurs à la cité de Montréal**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. Quel est le montant provenant des ventes de la Commission des liqueurs de Québec dans la cité de Montréal: *a.* Du 1<sup>er</sup> mai 1932 au 30 avril 1933 inclusivement? *b.* Du 1<sup>er</sup> mai 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement?

2. Quel montant la Commission des liqueurs a-t-elle perçu des brasseries pour licences, permis, etc., dans la cité de Montréal: *a.* Du 1<sup>er</sup> mai 1932 au 30 avril 1933 inclusivement? *b.* Du 1<sup>er</sup> mai 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement?

3. Quel montant ont rapporté les licences de tavernes, d'hôtels, de restaurants, de clubs, etc., dans la cité de Montréal: *a.* Du 1<sup>er</sup> mai 1932 au 30 avril 1933 inclusivement? *b.* Du 1<sup>er</sup> mai 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement?

4. Quel est le montant des amendes perçues en vertu de la loi des liqueurs dans la cité de Montréal: *a.* Du 1<sup>er</sup> mai 1932 au 30 avril 1933 inclusivement? *b.* Du 1<sup>er</sup> mai 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement?

5. Quel montant ont rapporté les saisies en vertu de la loi des liqueurs dans la cité de Montréal: *a.* Du 1<sup>er</sup> mai 1932 au 30 avril 1933 inclusivement? *b.* Du 1<sup>er</sup> mai 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. *a.* \$7,495,325.45; *b.* \$4,645,550.61.  
 2. *a.* \$15,000; *b.* \$15,000.  
 3. *a.* \$599,121.72; *b.* \$535,237.17.  
 4. *a.* \$19,902.87; *b.* \$13,672.30.  
 5. *a.* \$5,053.30; *b.* \$3,301.17.

**Dépôt de documents:**

**Loi concernant  
la vente de produits agricoles**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 23 janvier 1934, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1er avril 1927 inclusivement, et se rapportant à la loi concernant la vente des produits agricoles, 17 George V, chapitre 24. (Document de la session no 47)

**Octrois pour la  
construction  
d'entrepôts**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 23 janvier 1934, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 4 mars 1930, jusqu'au 10 janvier 1934, et se rapportant à l'article 2, chapitre 7, 20 George V. (Document de la session no 48)

**Société coopérative fédérée  
des agriculteurs**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 23 janvier 1934, demandant la production de copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 4 avril 1930 inclusivement, et se rapportant à la somme de \$750,000 relative à la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec, et prévue à l'article 3, chapitre 7, 20 George V. (Document de la session no 49)

**Emprunt temporaire  
de la cité de  
Hull**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 13 février 1934, pour la production de copie de tout ordre en conseil, correspondance, rapports et autres documents relativement à un emprunt temporaire de la cité de Hull au montant de \$42,000 autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil, le ou vers le 1<sup>er</sup> septembre 1931. (Document de la session no 50)

**Questions et réponses:**

**Contributions des municipalités,  
loi des bons chemins**

**M. Béïque (Chambly):** Depuis le 3 avril 1912, à combien s'élève le total des contributions des municipalités de cette province, à quelque titre que ce soit, en vertu de la loi des bons chemins?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):**  
\$10,462,185.51.

**Contributions des municipalités  
de chaque comté en vertu de  
la loi des bons chemins**

**M. Béïque (Chambly):** Depuis le 3 avril 1912, à combien s'élève le total des contributions des municipalités de chacun des comtés de cette province, à quelque titre que ce soit, en vertu de la loi des bons chemins?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):**  
Abitibi, \$5,877.98; Argenteuil, \$169,673.30; Arthabaska, \$101,695.94; Bagot, \$122,809.39; Beauce, \$141,293.95; Beauharnois, \$248,594.41; Bellechasse, \$40,282.87; Berthier, \$141,762.21; Bonaventure, \$28,231.88; Brome, \$102,098.86; Chambly, \$476,588.62; Champlain, \$100,839.01; Charlevoix-Saguenay, \$165,041.21; Châteauguay, \$387,021.74; Chicoutimi, \$353,176.28; Compton, \$181,026.33; Deux-Montagnes, \$303,844.28; Dorchester, \$71,096.90; Drummond, \$77,758.61; Frontenac, \$160,076.59; Gaspé, \$12,808.07; Gatineau, \$208,841.68; Hochelaga, \$1,631.60; Hull, \$47,063.31; Huntingdon, \$420,332.92; Iberville, \$100,358.13; Îles-de-la-Madeleine, \$1,321.77; Joliette, \$90,245.36; Kamouraska, \$65,033.82; Jacques-Cartier, \$211,118.66; Labelle, \$94,480.61; Lac-Saint-Jean, \$120,313.71; L'Assomption, \$120,798.57; Laval, \$651,055.54; Laviolette, \$76,377.07; Lévis, \$132,950.53; L'Islet, \$58,469.49; Lotbinière, \$154,708.63; Maskinongé, \$38,414.55; Matane, \$5,348.16; Matapédia, \$40,887.11; Mégantic, \$150,477.96; Missisquoi, \$143,581.64; Montcalm, \$86,836.34; Montmagny, \$57,827.08; Montmorency, \$140,537.36; Napierville-Laprairie, \$329,845.55; Nicolet, \$122,045.35; Papineau, \$123,097.13; Pontiac, \$105,250.82; Portneuf, \$272,158.19; Québec, \$299,411.46; Richelieu, \$52,400.21; Richmond, \$154,206.10; Rimouski, \$25,155.28; Rivière-du-Loup, \$81,148.94; Roberval, \$216,323.51; Rouville, \$220,133.44; Shefford, \$116,359.41; Sherbrooke, \$58,006.55; Soulanges, \$77,898.55; Stanstead, \$130,153.18; Saint-Hyacinthe, \$54,944.40; Saint-Jean, \$112,997.19; Saint-Maurice, \$109,542.13; Témiscamingue, \$11,239.76; Témiscouata, \$29,855.52; Terrebonne, \$344,552.99; Trois-Rivières, \$16,710.28; Vaudeuil, \$292,071.35; Verchères, \$275,416.42; Wolfe, \$117,531.43; Yamaska, \$103,120.34.

### Charte de Salaberry-de-Valleyfield

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie mercredi le 14 février courant: Que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 86 modifiant la Charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Adopté.

#### En comité:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 61 de la loi 22 George V, chapitre 111, est remplacé par le suivant:

"61. Si l'immeuble est possédé, loué ou occupé par une compagnie constituée en corporation, aucun des membres de cette compagnie n'est électeur, ni peut être inscrit sur la liste des électeurs à raison de ce bien-fonds, ( )."

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** est d'avis que cet amendement écarte une disposition importante de la loi des cités et villes. Il propose d'amender le bill de telle sorte que la compagnie Montreal Cottons Limited qui a obtenu le droit de voter l'autre jour aux élections municipales, ne puisse le faire que suivant la quotité des taxes qu'elle paie à la ville, lorsqu'il s'agira de donner son vote en valeur.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** L'amendement suggéré par mon honorable ami est inutile, puisque la loi générale y pourvoit.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il faudrait clarifier la loi pour empêcher les contestations. D'ailleurs, le parrain du bill (M. Bercovitch) n'a aucune objection à mon amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le gouvernement n'a aucun intérêt quelconque dans ce bill, mais encore une fois, l'amendement est inutile, puisque la compagnie ne bénéficie pas actuellement d'exemption de taxes et ne pourrait voter que sur l'évaluation déterminée par les tribunaux. Tout ce que l'amendement veut faire est déjà contenu dans la loi générale. La compagnie se trouvera sur le même pied que toutes les compagnies qui ont le droit de vote, en vertu de la loi des cités et villes.

**M. Guertin (Hull)** dit qu'il ne comprend pas l'argumentation et suggère que les avocats soient pairés.

L'amendement est mis aux voix et rejeté.

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose un amendement qui déclare qu'on ne tiendra pas compte du vote en valeur, mais exclusivement du vote en nombre, et que c'est ce dernier qui décidera des règlements de la ville.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je crois que cet amendement n'a pas sa raison d'être, car la loi générale pourvoit au vote des compagnies.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit qu'il a voté pour le bill croyant que la compagnie devait avoir le droit de voter sur le fait que son immeuble devait être hypothéqué à l'aide de prêts municipaux, mais puisque le gouvernement semble autant préoccupé des intérêts d'un bill privé, il sent le besoin d'inverser son vote et supporte l'amendement du député de Beauharnois.

L'amendement est mis aux voix et rejeté.

L'article 1 est adopté.

L'article 1 et le préambule sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Charte de l'Hôpital Notre-Dame de Montréal

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 93 modifiant la charte de l'Hôpital Notre-Dame, à Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Saint-Hyacinthe**

**M. Phaneuf (Bagot)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 refondant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Prévention des incendies**

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 modifiant la loi de la prévention des incendies soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Subsides**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 14 février, sur la motion proposée jeudi le 1<sup>er</sup> février courant: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

**M. Gauthier (Portneuf):** M. l'Orateur, l'honorable chef de l'opposition a reproché hier au gouvernement de n'avoir rien fait pour les bûcherons. À chaque session, le chef de l'opposition fait un grand débat sur les affaires forestières. Peut-être les députés libéraux n'ont-ils pas assez annoncé à grands cris ce qu'ils ont fait pour les bûcherons, aidés par le premier ministre, le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) et le ministre du Travail (l'honorable M. Arcand). Mais le gouvernement a fait des enquêtes et il a fait beaucoup pour aider les bûcherons.

À Portneuf Station, par exemple, les compagnies ont été incitées à chauffer au bois. Elles ont accédé à cette demande et ont employé 1,000 cordes de bois de chauffage, et cela a donné du travail aux ouvriers et aux cultivateurs. Ce sont donc les députés libéraux qui s'occupaient des bûcherons et travaillaient avec le gouvernement de Québec pour leur procurer du travail et du pain pour l'hiver qui venait.

Bien avant que se soient élevées des plaintes nombreuses et que des désordres se soient produits,

le 12 août dernier, plusieurs députés, dont moi-même et celui de Laviolette (M. Crête), se sont réunis avec le ministre des Terres et le ministre du Travail et plusieurs représentants de compagnies forestières, pour discuter du sort des bûcherons. Évidemment, cette réunion n'était pas annoncée dans les journaux. Ils n'ont pas fait savoir à tous qu'ils avaient reçu des lettres. Les députés ne voulaient pas de publicité, mais du travail pour les bûcherons et un meilleur traitement.

Nous leur avons fait part des protestations que des députés avaient reçues. Nous avons obtenu des résultats. Nous avons obtenu du travail et de meilleurs salaires pour nos bûcherons de la part des chefs des grandes industries forestières de la province. Plusieurs députés libéraux ont aussi chargé leurs amis de faire des enquêtes dans les camps, afin de découvrir si les plaintes des hommes étaient justifiées. Ils ont défrayé les dépenses de voyage de ces enquêteurs. Dès avant l'hiver, dès avant la session 1934, les députés se sont occupés de la question. L'opposition affirme que le gouvernement a négligé les bûcherons. Toutefois, le gouvernement a fait des enquêtes dans les camps, et il propose une législation qui sera bientôt soumise en Chambre et qui pourvoira aux besoins des bûcherons.

Pourquoi le Parti conservateur ne s'est-il pas occupé des bûcherons à la convention nationale de Sherbrooke? C'était le temps de montrer de la sollicitude pour les bûcherons au lieu d'attendre d'être à la Chambre. Ils auraient pu le faire là au lieu de le faire simplement sur une motion d'aller en subsides. Le Parti conservateur avait une chance de montrer qu'il s'occupait des bûcherons pratiquement et non pas théoriquement. Lors des élections de Wolfe, les députés conservateurs n'ont pas fait allusion à la situation des bûcherons. C'était pourtant le temps, alors, de dire ce qu'ils avaient l'intention de faire plutôt que de parler du pont de l'île d'Orléans, du boulevard Alexandre-Taschereau et de quelques taxes. J'ai lu dans le *Journal* de Québec, du 7 décembre 1933, un article où il est question de M. Onésime Gagnon, député de Dorchester<sup>8</sup>.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Celui de Sherbrooke?

**M. Gauthier (Portneuf):** Oui. Il est dit dans cet article que M. Gagnon a attiré l'attention du gouvernement sur le sort des bûcherons. Nous avons attiré l'attention du gouvernement bien avant cela. Les députés libéraux avaient travaillé et avaient obtenu des résultats. Dans ce même journal, on disait un jour: "Si la province veut du Taschereau, qu'elle

en mange." À cela je répondrai: "Quand on mange une chose que l'on aime, ça se digère très bien."

Tous les députés ont eu des plaintes de leurs électeurs travaillant dans la forêt contre certains traitements subis aux mains de certaines compagnies. Mais je crois que le gouvernement a pris le meilleur moyen de remédier à la situation en faisant faire une enquête, et je suis certain que les travailleurs en forêt remercieront le gouvernement d'avoir agi d'une façon intelligente en intercédant pour les hommes auprès des compagnies, et surtout de n'avoir pas attendu, comme les conservateurs, à la présente session pour s'occuper d'eux.

Le gouvernement a présenté un projet de loi pour protéger les bûcherons. Qui dira que le sort de nos bûcherons laisse le gouvernement indifférent? Le département des Terres et Forêts est dirigé par un homme qui porte un grand nom et le porte bien.

(Applaudissements)

Je conseille au chef de l'opposition de cesser ses attaques contre le ministre des Terres et Forêts. (l'honorable M. Mercier). Le ministre est compétent. Il a le cœur assez grand pour mettre toute l'énergie, toutes les qualités que la Providence lui a prodiguées au service des siens et de sa province.

(Applaudissements à droite)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne veux pas recommencer l'argumentation faite hier par le chef de l'opposition. Le député de Portneuf vient d'en prouver le bien-fondé. Il admet que dès l'été dernier il a reçu des protestations contre les traitements des bûcherons. Si l'on s'est plaint à lui et à quelques autres députés, et cela de partout, c'est que les choses allaient mal. Les protestations des bûcherons ont été apparemment sans effet, et la saison 1933-1934 tire à sa fin. Si les ministres étaient préoccupés du traitement infligé aux bûcherons, ils ont été très réservés dans l'expression de leurs sentiments.

L'honorable chef de l'opposition a donc eu raison de dire que le gouvernement savait que les bûcherons étaient maltraités, à tel point que les députés libéraux, sans compter sur le gouvernement, on fait eux-mêmes, personnellement, les démarches auprès des représentants des compagnies, afin d'alléger la misère criante des bûcherons. Le député de Portneuf affirme que les députés ont eu plein succès et avec facilité. Cela prouve que le gouvernement n'avait donc rien fait s'il était si facile de réussir. L'expérience de quelques députés est la plus belle preuve de l'incurie du gouvernement. Si le gouvernement était intervenu officiellement, combien alors aurait-il réussi!

On ne peut donc trouver plus dure condamnation de l'incurie du gouvernement provincial. Il a reçu des plaintes, et pendant que des députés eux-mêmes étaient forcés d'agir par la gravité des circonstances, le gouvernement se contentait de faire des enquêtes. En fait, le gouvernement se presse tellement de remédier au mal que pas un seul député de cette Chambre n'a encore vu le bill du gouvernement.

L'honorable député de Portneuf s'étonne de l'intérêt subit de l'honorable chef de l'opposition pour les bûcherons. Il nous a parlé d'une question bien importante: la convention de Sherbrooke.

**M. Gauthier (Portneuf):** Mais c'est une chose importante, la convention de Sherbrooke.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oui, c'était important. La convention de Sherbrooke aura certainement des conséquences importantes pour la province. Mais je n'ai pas l'intention d'entrer dans une discussion là-dessus. L'opposition a choisi son chef à Sherbrooke et il en est résulté un avantage pour la province de Québec. Nous pourrions volontiers parler des aspirations libérales à remplacer le premier ministre. Mais nous ne nous mêlons pas de la régie interne de nos amis. D'ailleurs, et à Sherbrooke et dans Wolfe, nous avons parlé de la situation pénible des bûcherons, et il n'y avait que les libéraux à ne point le savoir. Si l'opposition n'a pas discuté de la question à l'extérieur de la Chambre, c'est parce qu'il revient à l'Assemblée de prendre une décision à ce sujet.

Je ne blâme pas les députés qui ont fait une démarche auprès du gouvernement l'été dernier, mais le gouvernement aurait dû montrer la même initiative. L'honorable député de Portneuf dit enfin que le gouvernement pense aux bûcherons. Il ne suffit pas de penser. Il faut agir. Mon honorable ami (M. Gauthier) fait un bel éloge de l'honorable ministre des Terres et Forêts. Je n'ai pas à dire en cette Chambre l'admiration personnelle que j'ai pour l'honorable ministre. L'honorable chef de l'opposition a déjà dit que si le ministre des Terres et Forêts ne faisait pas tout ce qu'il voulait, c'est qu'il en était empêché.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Écoutez, écoutez.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** En conclusion de mes remarques, j'ai l'honneur de proposer, secondé par l'honorable député d'Yamaska (M. Élie) l'amendement suivant à la motion en discussion:

Que tous les mots après "que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

Attendu que nos ressources forestières constituent une partie très importante de notre patrimoine national;

Attendu que nos forêts doivent être exploitées pour le bénéfice de notre population et qu'il est intolérable que nos forêts servent à exploiter notre population;

Attendu que le gouvernement a accordé une réduction considérable des droits de coupe et de la rente foncière, laquelle réduction se chiffre à plusieurs millions de dollars dont le Trésor de la province est en conséquence privé;

Attendu qu'il est d'élémentaire justice que nos bûcherons, en cette province, reçoivent un traitement et un salaire raisonnables;

Attendu qu'une saine exploitation de nos forêts intéresse au plus haut point la classe ouvrière ainsi que les cultivateurs et les colons;

Attendu que, pendant la saison des chantiers sur le point de se terminer, un très grand nombre de bûcherons ont été injustement traités;

Attendu qu'il est urgent de réprimer ces abus et de réparer ces injustices;

Cette Chambre recommande au gouvernement d'adopter, sans plus de retard, les mesures nécessaires pour faire réparer les injustices dont les bûcherons ont été les victimes en cette province et pour leur assurer un salaire raisonnable pour le travail accompli, au moins quant à ce qui concerne la saison des chantiers 1933-1934.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Les règlements de la Chambre disent qu'un amendement ne doit pas traiter d'une question annoncée au *Feuilleton* de la Chambre. Or, il y a au *Feuilleton* un projet de l'honorable ministre des Terres et Forêts intitulé "Loi relative aux opérations forestières et aux bûcherons", visant à la création d'une commission pour voir au bon traitement des bûcherons (bill 44)<sup>9</sup>. L'amendement est donc hors d'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il ne s'agit pas d'une question au *Feuilleton*. L'amendement vise à remédier à une situation passée, tandis que le projet de loi a trait à l'avenir. De plus, la session a été convoquée au début de janvier. Il y a un mois que les bûcherons souffrent. N'avons-nous pas le droit de demander au gouvernement de prendre action pour protéger les bûcherons?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mon honorable ami le chef de l'opposition doit s'en tenir au point d'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si la théorie de l'honorable premier ministre est acceptée, on pourra toujours empêcher un débat en présentant un projet de loi quelconque.

**M. Guertin (Hull):** Si le point d'ordre est maintenu, pourrions-nous faire la discussion sur la loi du gouvernement?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Une discussion complète.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** M. l'Orateur, dans le discours du trône, le gouvernement a annoncé un projet de loi pour les bûcherons qui est aujourd'hui inscrit au *Feuilleton*. Donc, la question est à l'ordre du jour. Or, la motion de l'honorable député de Deux-Montagnes demande au gouvernement de prendre des mesures pour réparer les injustices dont les bûcherons ont été les victimes en cette province, et pour leur assurer un salaire raisonnable pour le travail accompli, au moins quant à ce qui concerne la saison des chantiers 1933-1934.

C'est exactement le but du projet de loi qui est présenté. L'amendement vient à l'encontre du Règlement qui dit qu'un amendement à la motion pour la promotion du comité des subsides ne peut référer à une question au *Feuilleton*. Je soumets donc que l'amendement de mon honorable ami de Deux-Montagnes est hors d'ordre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Dans ce cas, il suffirait de présenter au début de la session un projet pour améliorer les conditions de l'agriculture et nous ne pourrions pas faire de suggestions au gouvernement.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Mais le projet inscrit au *Feuilleton* est spécialement destiné aux bûcherons.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pour améliorer le sort des bûcherons dans l'avenir, mais pas leur sort durant la présente saison.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Quand la saison 1933-1934 se termine-t-elle, d'après mon honorable ami (M. Sauvé)?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable premier ministre doit le savoir aussi bien que moi. S'il ne le sait pas, ce n'est pas surprenant que les bûcherons soient maltraités.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Soyons sérieux. Quand la saison 1933-1934 se termine-t-elle d'après mon honorable ami?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je répète que l'honorable premier ministre doit le savoir aussi bien que moi.

**M. l'Orateur suppléant:** Je vais prendre le point d'ordre en délibéré et rendrai une décision plus tard.

**M. Lapointe (Wolfe)** propose que le débat soit ajourné.  
Adopté.

#### Travaux de la Chambre:

##### Production de documents

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande la production des copies d'arrêtés ministériels. Il proteste contre les retards.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** Le chef de l'opposition a tort de s'emporter, mais nous sommes habitués à ces demandes de l'honorable chef de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pas habitués, endurcis. Il accuse deux ministres d'avoir fourni des renseignements erronés à des questions d'information. Il souhaite le renvoi du ministre de l'Agriculture et du secrétaire provincial, et celui de tous leurs collègues.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Seulement pour copier quelques dossiers, il faut employer une quinzaine de sténographes. Il est difficile de satisfaire le chef de l'opposition, car c'est à peine s'il ne veut pas copie de tous les dossiers. Nous sommes la seule province où l'on donne tant de réponses.

On veut des copies de tous les ministères. Il suffit d'avoir parcouru le *Hansard* d'Ottawa à quelques reprises pour découvrir à quel point les

membres de l'opposition sont traités différemment là-bas. À Ottawa, on refuse de donner des documents qui sont trop volumineux. Le chef de l'opposition ne saurait s'attendre à ce que tout le personnel des divers ministères soit à sa disposition.

Il (l'honorable M. Taschereau) passe, un à un, les ordres de la Chambre d'après lesquels le chef de l'opposition obtiendra, dans quelques jours, les documents qu'il désire.

J'ai chargé un officier de faire le tour de tous les départements et de demander de faire diligence. Le chef de l'opposition a déjà la majeure partie des textes d'arrêtés ministériels qu'il a demandés. Les autres ont été copiés cet après-midi, et seront prêts incessamment. Dans un seul département, 15 sténos copient, copient éperdument les arrêtés ministériels, correspondance, etc., mais, apparemment, le chef de l'opposition semble penser que tout le personnel du gouvernement est entièrement à son service. Encore une fois, le chef de l'opposition a tort de s'emporter. Nous ne cachons rien. On nous demande des choses considérables. Il nous faut les préparer. J'espère qu'au commencement de la semaine prochaine, tout sera produit.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** critique un fonctionnaire du ministère de l'Agriculture qui, d'après lui, aurait tenté d'éluder une requête bien claire.

#### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 11 heures.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 45.

---

#### NOTES

1. Cette phrase de M. Francœur est un jeu de mots visant à mettre de l'avant la scission de l'opposition. Alexis Gagnon est le correspondant parlementaire du *Devoir* à Québec, journal dont l'allégeance au Parti

conservateur est bien connue, alors qu'Onésime Gagnon est le candidat défait lors du congrès de Sherbrooke au début d'octobre 1933, où M. Duplessis avait été élu chef du parti. Les trois députés se disant indépendants (M. Guertin, M. Gault, M. Barré) soutenaient Onésime Gagnon.

2. L'Orateur, M. Bouchard, a cédé son fauteuil à M. Vautrin, sans que les journaux ne nous précisent à quel moment cela se produit au cours de la séance. On sait toutefois, selon *Le Soleil* du 16 février 1934, à la page 10, que c'est l'Orateur Bouchard qui donne la parole à M. Sauvé au tout début de ce débat sur les pensions de vieillesse.

3. Selon *Le Soleil* du 16 février 1934, à la page 16, tout juste avant le vote sur le sous-amendement Sauvé, M. Guertin et M. Barré se concertaient dans un coin de la Chambre, probablement sur le nouveau sous-amendement qu'ils allaient proposer par la suite. C'est pourquoi M. Guertin se rend consulter l'Orateur suppléant, puis le greffier, M. Louis-Philippe Geoffrion, pour ensuite retourner voir M. Barré et recommencer une autre fois le trajet précédent. S'il est rappelé à l'ordre, c'est parce que le Règlement prescrit que tout député doit prendre son siège avant l'enregistrement d'un vote par appel nominal (article 258).

4. *Le Soleil* du 16 février 1934, à la page 9, attribue cette intervention à M. Plante (Montréal-Mercier).

5. M. Bertrand est en pleine campagne électorale municipale pour la ville de Québec.

6. Cette question, au nom de M. Lafleur, député conservateur de Montréal-Verdun, qui a été soumise le 24 janvier 1934, a figuré en avis au *Feuilleton* du 25 janvier et constitue l'article 1 du *Feuilleton* du jeudi 15 février 1934. *La Presse* semble avoir écrit par erreur la date du 22 janvier, à la page 18 de son édition du 16 février 1934.

7. C'est l'Orateur suppléant (M. Vautrin) qui préside la séance en soirée.

8. L'article intitulé: "M. Gagnon et le triste sort de nos bûcherons", aux pages 1 et 12, fait état de la lettre que le député fédéral de Dorchester avait envoyée, le 1<sup>er</sup> décembre 1933, au premier ministre Taschereau pour que son gouvernement prenne des mesures pour améliorer le salaire et les conditions du travail des bûcherons. La réponse du premier

ministre en date du 2 décembre, blâmant surtout les sous-entrepreneurs et promettant une étude approfondie de la législation proposée, y est aussi publiée.

9. Le bill 44 constitue l'article 55 du *Feuilleton* du 15 février 1934 et se trouve à l'étape de la deuxième lecture.



## Séance du vendredi 16 février 1934

## Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 11 h 15.

## Absence de l'Orateur

**M. le Greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

## Prière.

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Ville de  
Sherbrooke

**M. Fortier (Sherbrooke)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Francoeur), la permission de présenter le bill 172 concernant la validation d'un règlement de la cité de Sherbrooke.

Il s'agit d'un virement de fonds qui n'a été approuvé qu'à une majorité légère.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Questions et réponses:

Coopérative fédérée  
de Québec

**M. Élie (Yamaska):** Quel montant a été payé ou accordé par la province à la Coopérative fédérée de Québec, directement ou indirectement, comme octrois, pour propagande, publicité, etc., à quelque titre que ce soit: *a.* durant l'année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1932 et finissant le 30 juin 1933; *b.* depuis l'organisation de la Coopérative fédérée de Québec à date?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** *a.* \$122,556.72; *b.* \$1,074,367.36.

Sommes dues à Montréal pour secours  
directs et travaux de chômage

**M. Guertin (Hull):** Quelles sont les sommes dues à date à la cité de Montréal pour: *a.* secours directs; *b.* travaux de chômage; pour chacun des

mois de mai à décembre 1933, les deux inclusivement?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

1. Mai 1933: *a.* Les réclamations approuvées par les deux gouvernements ont été payées; *b.* Aucune réclamation.

2. Juin 1933: *a.* Les réclamations n'ont pas été approuvées par les autorités fédérales; *b.* Aucune réclamation.

3. Juillet 1933: *a.* Aucune somme due; l'audition des réclamations n'étant pas terminée, elles n'ont pas été transmises aux autorités fédérales; *b.* Aucune somme due; l'audition des réclamations n'étant pas terminée, elles n'ont pas été transmises aux autorités fédérales.

4. Août 1933: *a.* Aucune somme due; l'audition des réclamations n'étant pas terminée, elles n'ont pas été transmises aux autorités fédérales; *b.* Aucune somme due; l'audition des réclamations n'étant pas terminée, elles n'ont pas été transmises aux autorités fédérales.

5. Septembre 1933: *a.* Aucune somme due; l'audition des réclamations n'étant pas terminée, elles n'ont pas été transmises aux autorités fédérales; *b.* Aucune somme due; l'audition des réclamations n'étant pas terminée, elles n'ont pas été transmises aux autorités fédérales.

6. Octobre 1933: *a.* Aucune réclamation; *b.* Aucune somme due; l'audition des réclamations n'étant pas terminée, elles n'ont pas été transmises aux autorités fédérales.

7. Novembre 1933: *a.* Aucune réclamation; *b.* Aucune somme due; l'audition des réclamations n'étant pas terminée, elles n'ont pas été transmises aux autorités fédérales.

8. Décembre 1933: *a.* Aucune réclamation; *b.* Aucune somme due; l'audition des réclamations n'étant pas terminée, elles n'ont pas été transmises aux autorités fédérales.

Association des  
optométristes et opticiens

**M. Crête (Laviolette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 76 modifiant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec.

Adopté.

**En comité:****L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Il s'agit de protéger cette association contre la concurrence déloyale. On veut empêcher les annonces qui sont de nature à conduire à la fraude. On attire le client avec des prix très bas et on livre une autre marchandise que celle annoncée.

Désormais, les organisations étrangères d'optométrie n'auront plus le droit d'annoncer et de vendre des lunettes à des prix défiant toute compétition.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Crête (Laviolette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Succession Charles Colmore Grant,  
baron de Longueuil**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 94 concernant la succession de feu Charles Colmore Grant, baron de Longueuil.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Commission des écoles catholiques  
de Montréal**

L'ordre du jour appelle la prise en considération en comité plénier du bill 90 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'objecte à l'adoption immédiate de ce bill.

L'étude du bill est remise à mardi prochain.

**Charte de Hampstead**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 109 modifiant la charte de la ville de Hampstead.

Adopté.

**En comité:**

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

1. La loi 4 George V, chapitre 94, telle que modifiée par la loi 7 George V, chapitre 84, et par la loi 10 George V, chapitre 105, est de nouveau modifiée, en y insérant, après l'article 13, l'article suivant:

"13a. Nonobstant toute loi à ce contraire, les terrains situés dans la ville de Hampstead compris dans l'étendue bornée au nord-ouest, partie par le droit de passage de la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, et partie par les limites de ladite ville, et au nord-est, partie, par les chemins Albion, Heath, Queen Mary et Finchley, et partie, par les limites de ladite ville, et au sud-ouest par les limites de ladite ville, et au sud-est, partie, par le chemin Fleet, et partie, par les subdivisions 203, 208, 231 du lot numéro 74, partie, par les subdivisions 150, 163, 174 du lot numéro 73 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et partie, par le chemin Ferncroft tel que projeté, et partie, par la subdivision 525 du lot numéro 69 dudit plan officiel, lesquels dits terrains doivent être employés comme terrain de golf, seront évalués, excepté pour fins scolaires, à mille dollars par arpent pendant 10 ans, à compter de l'année 1935, ou aussi longtemps, durant cette période de 10 ans, que lesdits terrains ou partie d'iceux ne seront pas employés pour des fins autres que celles d'un terrain de golf.

"L'évaluation susdite devra comprendre la maison, les hangars et autres bâtisses et améliorations employés aux fins du terrain de golf."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je signale une clause insolite où l'on exempt de 50 % de taxes municipales un terrain de golf privé. Cette exemption s'applique pour 10 ans. Je ne vois aucune bonne raison d'accorder cette clause singulière.

C'est un précédent dangereux et cela va à l'encontre de la loi générale. Les promoteurs du bill veulent accorder la réduction des taxes, sous prétexte qu'autrement le terrain ne rapportant pas assez de bénéfices serait vendu, et la ville perdrait le produit des taxes. Cet argument vaudrait pour tous les propriétaires dont les propriétés ne rapportent pas suffisamment pour payer toutes les taxes.

Elles seraient nombreuses celles qu'on céderait volontiers, plutôt que de payer les taxes. À

ce compte, par le temps de crise que nous traversons, tout le monde pourrait réduire les taxes de moitié.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** C'est la ville de Hampstead qui a demandé elle-même que l'évaluation municipale des terrains de golf soit déterminée pour 10 ans. De nombreux terrains, actuellement inutilisés, serviront pour le golf, et de ce fait, la ville retirera des revenus.

La valeur des terrains a considérablement diminué de toute façon, et l'évaluation municipale n'est plus logique. Si cette réduction n'est pas accordée, le terrain de golf ne fera plus partie de la municipalité, et cette dernière n'en retirera rien.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Peu importe les promoteurs du bill, si l'objet de ce projet de loi est mauvais.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** estime que c'est un mauvais principe.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** S'il est des gens qui, d'habitude, peuvent payer leurs taxes, ce sont bien les joueurs de golf. Si l'on veut octroyer de tels privilèges, qu'on les accorde de préférence aux petits propriétaires pour qui la propriété représente toute une vie de travail pénible. Il est injuste d'accorder une réduction de 50 % à ceux qui jouent et que l'on refuse des exemptions à ceux qui travaillent.

**M. Samson (Québec-Centre)** proteste contre ce privilège exagéré. Je crois qu'on ne devrait pas accepter un bill comme celui-là; on passe là un très mauvais principe et on crée un précédent dangereux.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** La Commission métropolitaine approuve le bill, comprenant qu'il est dans l'intérêt de Hampstead. Le grand nombre de terrains de golf stimulera la construction. Et puis, l'évaluation de \$1,000 l'arpent que nous demandons est plus que raisonnable. Les terrains ne valent sûrement pas autant.

L'article 1 est adopté sur division.

L'article 2 et le préambule sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Charte de Saint-Jérôme**

**M. Dansereau (Argenteuil)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 84 modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Dansereau (Argenteuil)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait quelques remarques.

Adopté sur division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Taxe d'hôpital**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 158 modifiant la loi 16 George V, chapitre 55, imposant la taxe d'hôpital.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)<sup>1</sup>:**

M. l'Orateur, à la suite de la décision rendue hier par l'Orateur, à l'effet que les deux projets de loi présentés par l'honorable chef de l'opposition sont hors d'ordre, je veux proposer qu'ils soient retirés du *Feuilleton*. Mais, conformément à la procédure, je propose d'abord, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que l'ordre soit révoqué.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** déclare que, comme proposeur du bill, il a le droit de parler.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Ce bill a été déclaré hors d'ordre et vous n'avez plus le droit de parler.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sûrement que, comme proposeur d'un bill, j'ai droit de parler sur ma motion. L'Orateur n'a pas décidé que mes projets sont hors d'ordre. Il a laissé à la Chambre le soin de décider si les projets devaient être révoqués.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Non, ce n'est pas cela. L'Orateur a décidé que mon point d'ordre était bien fondé, que les projets étaient hors d'ordre, mais il a ajouté qu'il ne pouvait pas lui-même les faire disparaître du *Feuilleton*. Voilà pourquoi je propose que l'ordre de la Chambre décrétant la deuxième lecture soit révoqué.

À plusieurs reprises, il exhorte le chef de l'opposition à en appeler de la décision de l'Orateur s'il n'est pas satisfait et à ne pas tenter de contourner la décision.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** À

quoi sert au chef de l'opposition de traiter d'un bill qui est hors d'ordre et qui doit nécessairement disparaître du *Feuilleton* parce qu'il est contraire aux règlements? Tout ce qu'on peut discuter, c'est la question de procédure en cause.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je prétends avoir droit de donner les explications nécessaires à la Chambre sur la matière du bill avant qu'elle ne vote le retrait du bill.

**M. l'Orateur suppléant:** Il n'y a pas devant la Chambre de motion de deuxième lecture, mais une motion demandant le retrait du bill. La deuxième lecture ne peut être mise devant la Chambre parce qu'elle est hors d'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'Orateur n'a pas déclaré les projets 158 et 159 hors d'ordre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Mais oui. Lisez sa décision. Il dit: "Le point d'ordre soulevé par le premier ministre est bien fondé."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, dans ces projets, je demande la disparition du fonds de l'assistance publique parce que je considère que le fonds consolidé de la province...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. L'honorable chef de l'opposition ne peut discuter au mérite deux projets de loi qui ont été déclarés hors d'ordre par l'Orateur.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Comment puis-je démontrer que l'on n'a pas le droit de révoquer ces bills si l'on ne sait pas leur objet?

**M. l'Orateur suppléant:** L'Orateur a rendu sa décision hier en déclarant les projets de loi hors

d'ordre, et il n'est plus possible de les discuter devant la Chambre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Eh! bien, M. l'Orateur (suppléant), je vous nie la compétence de décider ce point d'ordre. Car l'Orateur étant absent, vous ne pouvez interpréter sa décision.

**M. l'Orateur suppléant:** En vertu des règlements de la Chambre, en l'absence de l'Orateur, la présidence des séances est laissée au président suppléant ou président des comités.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas ce que disent les Statuts refondus. D'après les Statuts, le vice-président ne peut remplacer le président, à moins qu'il n'y ait une déclaration que l'absence du président est inévitable et motivée<sup>2</sup>. Or, il n'y a rien devant la Chambre qui prouve l'absence motivée de l'Orateur.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Certainement que c'est ce qu'ils disent. Il cite des règlements<sup>3</sup>.

**M. l'Orateur suppléant** affirme qu'il a le droit de remplacer l'Orateur.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste que l'Orateur suppléant est intéressé dans l'affaire et ne peut être juge dans sa propre cause.

(M. Duplessis et M. Sauvé rient)

**M. l'Orateur suppléant:** Je maintiens que le chef de l'opposition doit respecter le fauteuil. L'Orateur a le droit de siéger, de rendre une décision et de rappeler le chef de l'opposition à l'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** commence à discuter la motion du premier ministre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** proteste contre les explications du chef de l'opposition en disant qu'elles portent sur le fonds des deux bills et qu'on ne peut les discuter après la décision de l'Orateur. Si vous n'êtes pas satisfaits de la motion, vous n'avez qu'une chose à faire: en appeler de la décision de l'Orateur. Vous êtes chef de votre parti et vous devriez vous soumettre à la décision de l'Orateur.

**M. l'Orateur suppléant:** Vous avez le droit de discuter la motion de retrait du premier ministre,

mais vous n'avez pas le droit de discuter le fonds du bill.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** tente d'exposer ce qu'est le bill, du point de vue légalité<sup>4</sup>.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** en appelle à l'Orateur suppléant.

**M. l'Orateur suppléant** explique que le chef de l'opposition, tout en s'abstenant de commenter sur les mérites des projets de loi, peut tout de même parler de la motion visant à son élimination de l'ordre du jour.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** recommence à discuter la motion.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il est évident que le chef de l'opposition ne veut pas se conformer à la décision de l'Orateur.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'entre pas dans les détails, je discute la motion du premier ministre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il y a des limites. Il faut faire respecter la décision de l'Orateur.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je discute la motion.

**M. l'Orateur suppléant:** Vous ne pouvez entrer dans le fonds du bill.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors, la liberté de parole n'existe plus dans notre province.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** On ne dirait pas cela à écouter ce débat.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je parle, dit-il, des droits des membres. Il ajoute que, puisqu'on l'empêche de parler et d'exprimer son point de vue, il enregistre une dernière protestation.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'Orateur a décidé que les projets de loi en question étaient hors d'ordre. Il n'y a plus qu'à les mettre de côté et c'est ce que j'ai l'honneur de proposer maintenant pour le bill 158.

Adopté sur division. L'ordre est révoqué.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que le bill soit retiré.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'Orateur n'a pas décidé que mes projets étaient hors d'ordre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** affirme le contraire.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** essaie de mettre les deux chefs d'accord.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** déclare qu'il saura bien trouver une occasion de se reprendre.

Adopté sur division. Le bill est retiré.

#### Fonds de l'assistance publique

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 159 relatif au Fonds de l'assistance publique.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que l'ordre soit révoqué et que le bill soit retiré.

Adopté sur division. L'ordre est révoqué et le bill est retiré.

#### Questions et réponses:

##### Salaires des gardiens ou préposés des six ponts de péage de la province

**M. Élie (Yamaska):** Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1933 au 31 janvier 1934 inclusivement, quelle somme globale de salaire a été payée aux gardiens ou préposés à la perception des taux de péage pour chacun des six ponts de péage appartenant à la province:

*a.* Pendant la période où le gouvernement entretient les chemins d'hiver pour la circulation des véhicules-moteurs;

*b.* Avant cette période?

**L'honorable M. Francoeur (Lothbinière):**

	<i>a.</i>	<i>b.</i>
Pont Taschereau.....	\$833.34	\$3,541.66
Pont Galipeault .....	833.34	3,541.66

Ces deux ponts sont les seuls dont les chemins d'hiver sont entretenus pour la circulation des véhicules-moteurs.

#### Travaux de la Chambre:

##### **Correction d'une réponse donnée par le ministre de l'Agriculture**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande au ministre de l'Agriculture quand il a l'intention d'apporter une correction à une réponse qu'il a donnée afin de rendre celle-ci conforme à la réalité.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** promet de fournir sous peu au chef de l'opposition toute l'information possible.

##### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à midi quarante-cinq minutes.

---

#### NOTES

1. *L'Événement* du 17 février 1934, à la page 11, précise que ce débat entre M. Duplessis et M. Taschereau dure près de deux heures.

2. Loi concernant la Législature, Statuts refondus, 1925, chapitre 3, article 41.

3. Voir les articles 22 à 24 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative* (1915).

4. Il est probable que M. Duplessis recommence ce petit jeu plus d'une fois, puisque le journaliste du *Devoir* du 17 février 1934, à la page 3, signale que le premier ministre en appelle "à chaque fois" à l'Orateur suppléant.

Séance du mardi 20 février 1934

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Succession  
Marie-Blanche Rolland**

**M. Fortin (Beauce)** propose, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Joseph-Henri Desrochers, M.D., demandant l'adoption d'une loi autorisant le changement d'un des co-exécuteurs testamentaires à la succession de feu dame Marie-Blanche Rolland, épouse de Joseph-Henri Desrochers, M.D., et que cette pétition soit immédiatement lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Joseph-Henri Desrochers, demandant l'adoption d'une loi autorisant le changement d'un des co-exécuteurs testamentaires à la succession de feu dame Marie-Blanche Rolland, épouse de Joseph-Henri Desrochers, M.D.

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 107 établissant et définissant les pouvoirs d'une corporation devant être connue sous le nom de "Syndics de l'église de l'Ascension de Notre-Seigneur, Westmount";

- bill 168 modifiant le Code de procédure civile relativement à la vente en bloc de certains immeubles;

- bill 171 modifiant l'article 1150 du Code de procédure civile.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 157 modifiant l'article 716 du Code de procédure civile.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 113 refondant la charte de la ville de Montréal-Est;

- bill 80 modifiant la charte de la cité de Hull;

- bill 106 concernant les coiffeurs pour dames de la province de Québec.

**Ventes d'immeubles  
pour taxes**

**M. Dugas (Joliette)** demande, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), la permission de présenter le bill 173 modifiant la loi de l'instruction publique, concernant les ventes d'immeubles pour taxes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Taux de l'électricité**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 57 relatif aux taux de l'électricité.

À l'avenir, quand une municipalité aura à se plaindre des taux qui lui sont chargés par une compagnie, elle pourra en appeler à la Commission des services publics de Québec qui pourra fixer les tarifs de la compagnie, les réajuster, selon qu'elle jugera à propos, après avoir entendu les parties. Un des grands avantages du bill, c'est que la Commission pourra fixer les taux, même si un contrat existe déjà entre la compagnie et la municipalité requérante.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi de la police et du bon ordre**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de

présenter le bill 61 modifiant la loi de la police et du bon ordre relativement à la prévention et à la répression d'infractions à des lois particulières.

Le bill place sous une même direction la police provinciale et la police de la Commission des liqueurs. Ce projet permettra à la police de procéder plus rapidement, sans craindre les excès de juridiction, et rendra l'administration de la justice plus économique. On supprimera ainsi beaucoup d'ennuis de procédure.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Poursuites pour infraction à des lois particulières**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 62 modifiant la loi du département du procureur général relativement à la direction des poursuites pour infractions à des lois particulières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Bons, obligations et débetures**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), la permission de présenter le bill 174 relatif à l'émission de bons, obligations et débetures.

Ce projet de loi décrète que dorénavant on ne pourra émettre de bons, obligations et débetures sur les biens futurs, mais seulement sur les biens réels existants.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi de pharmacie**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** demande, appuyé par le représentant de Berthier (M. Bastien), la permission de présenter le bill 175 modifiant la loi de pharmacie de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Décisions de l'Orateur:**

##### **Traitement des bûcherons**

**M. l'Orateur** rend la décision suivante au sujet de l'amendement proposé par le représentant de

Deux-Montagnes (M. Sauvé), le 16 de ce mois, à la motion: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

Le point d'ordre soulevé par l'honorable M. Taschereau, au sujet de la motion proposée par M. Sauvé ayant trait au traitement des bûcherons de la province, m'ayant été référé pour étude et décision, j'en suis venu à la conclusion suivante:

L'honorable M. Taschereau s'est objecté à l'amendement en déclarant qu'il était en contravention à l'article 322 du Règlement de cette Chambre vu qu'il se rattache à une affaire inscrite au *Feuilleton*. Cette affaire inscrite au *Feuilleton* est la "Loi relative aux opérations forestières et aux bûcherons" (bill 44). La question est de savoir si l'amendement se rattache à cette affaire.

L'amendement a trait à la condition faite dans les chantiers aux bûcherons de la province qui seraient l'objet de mauvais traitements et qui reçoivent un salaire injuste, et il recommande au gouvernement d'adopter les mesures nécessaires pour faire réparer ces injustices et assurer un salaire raisonnable pour le travail accompli, au moins quant à ce qui concerne la saison des chantiers 1933-1934.

En examinant le bill 44, "Loi relative aux opérations forestières et aux bûcherons", qui est l'affaire inscrite au *Feuilleton*, on trouve que ce bill est précisément une mesure pour remédier à la mauvaise situation faite aux bûcherons dans la province. L'objet de ce bill est de créer une commission qui aura le pouvoir de faire enquête sur les griefs contenus dans l'amendement Sauvé, et cette loi donne un recours spécial aux bûcherons dans les cas où leurs gages ou leurs salaires sont inférieurs à ceux prévus dans les détails émanant des opérations forestières qui doivent être soumis à ladite commission. L'amendement concerne non seulement des faits passés, mais aussi des faits futurs, puisque la saison 1933-1934 qui y est mentionnée n'est pas encore terminée. C'est pourquoi je suis d'opinion que l'amendement se rattache à une affaire inscrite au *Feuilleton*. Je maintiens donc l'objection de l'honorable premier ministre et je déclare l'amendement Sauvé hors d'ordre.

##### **L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Vu que le point d'ordre a été maintenu, je dois dire que la motion n'a plus sa raison d'être. D'ailleurs, la législation du gouvernement au sujet des bûcherons est maintenant distribuée, et nous pourrions l'étudier incessamment.



**Dépôt de documents:****Octrois à payer à même  
le fonds de l'assistance publique**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 30 janvier 1934, pour copies authentiques de tous documents et de toute correspondance échangés, depuis le 1<sup>er</sup> février 1933 inclusivement, entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou aucun de ses employés, et toutes personnes, corporations ou compagnies, et se rapportant aux octrois promis et impayés par le gouvernement de cette province et payables à même le fonds de l'assistance publique. (Document de la session no 51)

**Mode d'émission  
des mandats**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 16 janvier 1934, pour copies authentiques de tous rapports au lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu de l'article 9, du chapitre 21 des Statuts refondus de Québec, 1925, depuis le 19 février 1933 inclusivement jusqu'au 10 janvier 1934. (Document de la session no 52)

**Devoir de l'auditeur relativement  
à l'émission des mandats**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 16 janvier 1934, pour copies authentiques de tous rapports, faits par l'auditeur de la province, en vertu de l'article 8, chapitre 21 des Statuts refondus de Québec, 1925, depuis le 19 février 1933 inclusivement jusqu'au 10 janvier 1934. (Document de la session no 53)

**Mandats spéciaux**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 16 janvier 1934, pour copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province relativement aux mandats spéciaux

émis depuis le 10 janvier 1933 inclusivement jusqu'au 10 janvier 1934, inclusivement. (Document de la session no 54)

**Loi des accidents du travail,  
article 72**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 23 janvier 1934, pour copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1<sup>er</sup> février 1931, et se rapportant à l'article 72 du chapitre 100, 21 George V, intitulé loi des accidents du travail, 1931. (Document de la session no 55)

**Contribution annuelle  
à la Commission des accidents du travail**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative en date du 23 janvier 1934, pour copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 30 mars 1931 et se rapportant à la contribution annuelle n'excédant pas \$100,000 prévue par l'article 72 du chapitre 100, 21 George V. (Document de la session no 56)

**Remboursement des obligations  
par fonds d'amortissement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative en date du 16 janvier 1934, pour copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 15 janvier 1933 inclusivement jusqu'au 10 janvier 1934 inclusivement, et se rapportant au chapitre 26, Statuts de Québec, 1931, 21 George V. (Document de la session no 57)

**Emprunts temporaires  
de la province**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 16 janvier 1934, pour copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1<sup>er</sup> février 1933 inclusivement jusqu'au 10 janvier 1934 inclusivement, et se rapportant

aux emprunts temporaires contractés par la province. (Document de la session no 58)

#### **Collection des beaux-arts**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative en date du 13 février 1934, pour copie authentique de l'ordre en conseil adopté par le gouvernement de cette province, en date du 8 janvier 1934, portant le numéro 55, et se rapportant à la collection des beaux-arts, de même que copies authentiques de tous comptes et de tous rapports relativement audit ordre en conseil. (Document de la session no 59)

#### **Travaux sur la route Montréal-Sherbrooke, entre Magog et Granby**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 13 février 1934, pour copies authentiques de tous les actes, contrats, conventions intervenus entre le gouvernement de cette province, aucun de ses ministres ou officiers et toutes personnes, compagnies ou corporations, depuis le 25 mai 1930 inclusivement, et se rapportant aux travaux exécutés ou à exécuter quant à la route Montréal-Sherbrooke, entre Magog et Granby. (Document de la session no 60)

#### **Règlements du bureau de la trésorerie**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 16 janvier 1934, pour copies authentiques de tous les règlements adoptés par le bureau de la trésorerie de cette province, depuis le 19 février 1933 inclusivement jusqu'au 10 janvier 1934. (Document de la session no 61)

#### **Demande et dépôt de documents:**

##### **Prix payé par la province relativement au fonds d'amortissement**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant quel

prix a été payé par la province, relativement au fonds d'amortissement placé par la province, et concernant toutes et chacune des débentures mentionnées à l'état no 2 des *Comptes publics de la province de Québec*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** dépose sur le bureau de la Chambre ledit document (Document de la session no 62)

#### **Questions et réponses:**

##### **Droits de coupe et rente foncière impayés**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le 20 janvier 1934, à combien s'élevait le total: *a.* Des droits de coupe payables à la province et impayés?

*b.* De la rente foncière payable à la province et impayée?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
*a.* \$578,265.04.

*b.* \$27,708.93.

##### **Fermes de démonstration**

**M. Élie (Yamaska):** Quelles sont les 21 fermes dans cette province qui ont été fermes de démonstration et qui ont cessé de l'être et dans quels paroisses et comtés était située chacune d'elles?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):**  
MM. Ernest Auger, Lotbinière, Lotbinière; Jos.-P. Beauchemin, Verchères, Verchères; François Beaulieu, Sainte-Flavie, Matane; Welly Bigué, Sainte-Anne-de-la-Pérade, Champlain; Antoine Caron, Notre-Dame-du-Lac, Témiscouata; Joseph Dupaul, Saint-Wenceslas, Nicolet; Mme Cyrille Duquet, Sainte-Claire, Dorchester; Rufus O. Ellis, Bury, Compton; Évariste Forget, Mont-Laurier, Labelle; Delphis Groulx, Sainte-Anne-des-Plaines, Terrebonne; Damien Lachapelle, Saint-Esprit, Montcalm; Roméo Leblanc, Victoriaville, Arthabaska; Georges Lehouillier, Ham-Nord, Wolfe; Alphonse Paquet, Saint-Nicholas, Lévis; Ferdinand Perras, Thurso, Papineau; Henri-B. Perron, La Sarre, Abitibi; Noé Provencher, Plessisville, Mégantic; Augustin Rainville, Saint-Prime, Roberval; Alphonse Roy, Saint-Frédéric, Beauce; Ludovic Roy, Cap-Chat,

Gaspé; RR. FF. des Écoles chrétiennes, Saint-Jérôme, Terrebonne.

**Route no 3, section de Contrecœur,  
Lévis-Saint-Lambert-Dundee**

**M. Élie (Yamaska):** Relativement à la section de Contrecœur de la route No 3, Lévis-Saint-Lambert-Dundee, qui, d'après le rapport du ministère de la Voirie, 1933 (page 38), a été redressée, élargie, et gravellée en vue d'un pavage futur, sur une longueur de 8.3 milles:

1. Quelle somme la province a-t-elle dépensée de ce fait?
2. Quelle somme le gouvernement a-t-il payée à date?
3. Quelle somme le gouvernement a-t-il convenu de payer à chacun des propriétaires riverains en expropriations, pour terrain, déplacements de bâtisses ou autrement?
4. Quelle somme chacun desdits propriétaires riverains avait-il reçue le 31 décembre 1933?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. \$117,730.95.

2. \$73,158.11.

3. J.-Alfred Gervais, \$251.22; Harris Gervais, \$954.27; Ovila Gervais, \$184.02; Adam Bouthillette, \$271.55; Adolphe Bouthillette, \$165.35; Jos. Bonin, \$127.38; F.-X. Dansereau, \$489.94; Jos. Girard, \$663.21; Étienne Tétreault, \$209.14; Irénée Hébert, \$116.40; Jos. Berthiaume, \$179.72; Adrien Berthiaume, \$533.40; Aldéas Berthiaume, \$1,461.18; Dame Veuve Pierre Daignault, \$790.20; Armand Dansereau, \$1,494.47; Émile Dansereau, \$861.51; J.-B. Dansereau, \$226.24; Commission scolaire de Contrecœur, \$300.00; Jos. Gervais, \$882.28; Edmond Giard, \$1,148.31; J.-B. Giard, \$415.00; Henri Lacroix, \$469.10; Donat Lavigne, \$521.15; Armand Mandeville, \$1,238.24; Jos. Piché, \$3,666.10; Wilfrid Piché, \$554.77; Ulric Piché, \$429.00; G.-Étienne Palardy, \$1,054.56; Dame Veuve Aimé Palardy, \$1,065.34; Arthur Mandeville, \$724.32; Jos. Lamoureux, \$652.00; Arthur Hurteau, \$584.37; J.-Arthur Dansereau, \$1,316.22; Stanislas Auger, \$75.00; Jos. Berthiaume, \$250.00; Ovide Boiselle, \$75.00; Georges Cabana, \$50.00; Mme Jeanne Cartier, \$479.74; Eugène Courcelles, \$800.00; J.-B. Deslauriers, \$20.00; Gilbert Duhamel, \$125.00; J.-B. Dupré, \$125.00; J.-O. Fortin, \$75.00; Zotique Giguère, \$295.28; Jos. Guyon, \$125.00; Samuel Laporte, \$50.00; C.-O. Ménard, \$100.00; Ephrem

Hurteau, \$162.50; J.-Arsène Roy, \$111.00; Frédéric Viau, \$25.00; Ovide St-Onge, \$75.00; Émile Dupuy, \$1,507.04; Félix Robert, \$1,410.60; Mme Ovide Millette-Duhamel, \$130.00; Vital Gervais, \$226.96; Louis Provost, \$479.74.

4. Harris Gervais, \$727.50; F.-X. Dansereau, \$215.60; Dame Veuve Pierre Daignault, \$165.00; Armand Dansereau, \$472.50; Émile Dansereau, \$584.80; J.-B. Giard, \$415.00; Armand Mandeville, \$922.00; Ulric Piché, \$429.00; G.-Étienne Palardy, \$740.60; Dame Veuve Aimé Palardy, \$723.50; Arthur Mandeville, \$425.00; Jos. Lamoureux, \$100.00; Arthur Hurteau, \$320.00; J.-Arthur Dansereau, \$712.80; Stanislas Auger, \$75.00; Jos. Berthiaume, \$250.00; Eugène Courcelles, \$800.00; C.-O. Ménard, \$75.00; Ephrem Hurteau, \$162.50; Frédéric Viau, \$25.00; Mme Ovide Millette-Duhamel, \$130.00.

**Opérations forestières  
et bûcherons**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 44 relatif aux opérations forestières et aux bûcherons.

Adopté.

**Loi de la police  
et du bon ordre**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 61 modifiant la loi de la police et du bon ordre, relativement à la prévention et à la répression d'infractions à des lois particulières.

Adopté.

**Motions des députés:**

**Subside fédéral**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. Bachand), que la Chambre adopte la résolution suivante:

Que cette Chambre:

Attendu que l'intention évidente des Pères de la Confédération a été de répartir les sources de revenu, de façon que les provinces fussent en état de remplir les fonctions qu'on leur attribuait;

Attendu que c'est pour donner suite à cette intention qu'on a procédé, en 1907, à rajuster les subsides annuels payés aux provinces, en vertu de l'acte constitutionnel de 1867;

Attendu que les provinces ont à répondre à des besoins qui ne se faisaient pas sentir en 1907 et qui obèrent de plus en plus leurs budgets;

Attendu que le dominion a reconnu à maintes reprises la nécessité de venir au secours des provinces, soit en mettant à leur disposition des subventions spéciales, soit en leur accordant des aides particulières;

Attendu que des subventions et ces aides, outre qu'elles ne sont pas toujours distribuées au *prorata* de la population des différentes provinces, sont quelquefois subordonnées à des conditions difficiles à remplir pour quelques-unes des provinces, particulièrement pour celle de Québec;

Exprime l'avis:

1. Que le temps est venu de procéder à un nouveau rajustement des subsides annuels payables aux provinces par le dominion;

2. Que toutes subventions ou aides spéciales accordées aux provinces par le dominion devraient être réparties au *prorata* de la population de celles-ci et sujettes seulement à des conditions acceptables pour chacune;

3. Qu'un comité spécial de cette Chambre devrait être immédiatement chargé de rédiger une adresse priant Son Excellence le gouverneur général du Canada de prendre les mesures nécessaires pour donner suite à l'avis ci-dessus exprimé.

**M. l'Orateur:** Cette motion sera-t-elle adoptée?

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** En soumettant à la considération de cette Chambre la motion que j'ai l'honneur de vous présenter, mon désir est, si elle est adoptée, qu'une adresse soit rédigée et envoyée à Son Excellence le gouverneur général du Canada, le priant de prendre les mesures nécessaires, afin de procéder le plus rapidement possible à un nouveau rajustement des subsides annuels payables aux différentes provinces par le dominion et que ce rajustement soit, à l'avenir, fait périodiquement; c'est-à-dire tous les 10 ans, de procéder à la distribution des subventions ou aides spéciales accordées aux provinces par le dominion,

selon le principe admis depuis déjà longtemps dans notre pays, c'est-à-dire au *prorata* de la population de chacune de celles-ci; de modifier, s'il est nécessaire, les conditions attachées à ces subventions ou aides spéciales, de façon à ce qu'elles deviennent acceptables pour chacune des provinces, afin que le principe de l'équité et de la justice soit totalement respecté lors de la distribution de toutes les subventions ou aides particulières.

Chacune des provinces du Canada reçoit du gouvernement fédéral, tous les ans, en vertu d'un arrangement financier établi lors de l'adoption de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique:

"1. Un subside spécial pour son gouvernement et pour le soutien de sa Législature, basé sur l'importance de la province, sur l'étendue de son territoire et sur les conditions spéciales dans lesquelles vit sa population."

Pour Québec, ce subside spécial est de \$240,000, aujourd'hui; il était, avant 1907, de \$70,000. Cette augmentation a été accordée à toutes les provinces, proportionnellement à leur importance.

De plus, chacune des provinces a reçu, depuis la Confédération jusqu'en 1907, un montant annuel de 80 sous par tête. Pour Québec et Ontario, ce montant était basé sur la population de 1861, et pour les autres provinces, sur la population telle qu'établie lors du dernier recensement décennal. En 1907, Ontario et Québec ont obtenu que ces subsides par population soient aussi basés sur la population telle qu'établie lors du dernier recensement décennal.

Le gouvernement fédéral a accordé, en plus, des subsides spéciaux à certaines des provinces, et des allocations compensatrices pour certaines créances abandonnées ou pour répondre à des conditions géographiques spéciales.

Depuis 1867 jusqu'à aujourd'hui, le gouvernement fédéral a distribué la somme de \$464,000,000 en subsides directs. Ces subsides directs furent payés annuellement depuis la Confédération, parce que les droits de douane et d'accise, qui avaient été imposés et collectés dans le passé par les différentes provinces, ont été abandonnés au gouvernement fédéral: ces subsides directs ont été consentis à chacune des provinces. Ils représentaient alors environ 28 cents pour chaque dollar collecté par le gouvernement fédéral, en droits de douane et d'accise.

Avec les années et avec les augmentations de ces droits de douanes et d'accise, le revenu fédéral venant de ces deux sources s'est considérablement accru et les subsides sont restés pratiquement les mêmes jusqu'en 1907. Durant ces 20 années, les

provinces n'ont pas cessé de réclamer l'augmentation de ces subsides directs, parce que les revenus du gouvernement fédéral, provenant des droits de douane et d'accise, augmentaient considérablement et parce que les provinces ne bénéficiaient pas de ces augmentations.

Ainsi, dans la province de Québec, dès 1880, les trésoriers provinciaux se sont plaints du fait que ces subsides n'augmentaient pas. Il en était de même pour toutes les autres provinces, et, de 1880 à 1887, cette question dite "better terms" (meilleures conditions) a été agitée jusqu'au moment où le premier ministre d'alors, l'honorable M. Mercier<sup>1</sup>, a convoqué, ici même, à Québec, une Conférence interprovinciale, la première depuis la Confédération. C'était en octobre 1887.

Cinq provinces étaient représentées par leur premier ministre. On remarquait Mr Mowat<sup>2</sup>, d'Ontario, celui-là même qui avait tant contribué à la rédaction des résolutions qui avaient été adoptées lors de la Conférence de Québec, en octobre 1864. L'honorable M. Mercier, l'honorable M. Fielding<sup>3</sup>, l'honorable M. Blair<sup>4</sup> et l'honorable John Norquay<sup>5</sup>.

Des résolutions furent adoptées. L'on demandait au gouvernement fédéral de procéder le plus rapidement possible au rajustement des subsides directs. Les 20 années écoulées depuis l'établissement de la Confédération avaient démontré l'insuffisance des arrangements financiers faits au début.

Leurs voix ne furent pas entendues. La question, cependant, continua d'être agitée surtout dans Québec, lorsque l'honorable Lomer Gouin, en 1905, prit la direction des affaires de la province. Cette question des meilleures relations financières entre le fédéral et les provinces était un des premiers articles du programme électoral de Sir Lomer Gouin. Il avait assisté, comme ministre des Travaux publics, à la deuxième Conférence interprovinciale convoquée ici même encore, à Québec, en 1902, par l'honorable M. Parent.

À cette Conférence interprovinciale de 1902, les mêmes demandes, c'est-à-dire celles formulées en 1887, ont été faites au gouvernement fédéral. Ces demandes avaient beaucoup plus de force à cette époque, parce que les besoins des provinces étaient devenus plus considérables et que les sommes versées par le fédéral aux provinces étaient encore plus disproportionnées, comparativement aux revenus des droits de douane et d'accise.

Après la création des deux provinces de l'Alberta et de la Saskatchewan, en 1905, Sir Wilfrid Laurier, alors premier ministre du Canada, assista à une troisième Conférence interprovinciale. Cette

conférence eut lieu à Ottawa et avait pour but d'étudier l'opportunité de distribuer avec plus d'équité et plus de justice ces subsides provinciaux. À cette Conférence interprovinciale de 1906, demandée par le gouvernement fédéral, les représentants des différentes provinces du Canada acceptèrent les conditions faites en 1887 et réitérées en 1902.

Le gouvernement fédéral, la même année, a présenté une loi à cet effet, et a demandé au gouvernement impérial de modifier en conséquence l'Acte de l'Amérique britannique du Nord. La chose fut faite en 1907.

Avec le nouveau système, le subside fédéral direct accordé aux provinces a presque doublé; il a augmenté, de 10 ans en 10 ans, régulièrement, jusqu'à aujourd'hui, selon l'augmentation des populations des provinces. À cause de cette augmentation de la population et de par la nouvelle loi de 1907, le gouvernement fédéral distribue, aujourd'hui, aux neuf provinces du dominion, la somme annuelle de \$13,600,000, pendant que la somme distribuée aux mêmes provinces, après la modification de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, était de \$6,336,000.

Les allocations fixes et les allocations par tête représentent environ 72 % de la somme totale, qui est de \$464,000,000 distribuée de 1867 à 1932. Les subsides spéciaux et les allocations compensatrices durant la même époque représentent 28 % de cette somme totale de \$464,000,000. Remarquons que sur les \$122,700,000 distribués en subsides spéciaux et en allocations compensatrices, de 1867 à 1932, \$4,940,000.00 seulement ont été accordés à la province de Québec; et \$4,601,000 à la province d'Ontario. La part de ces deux provinces représente seulement 6 % de la somme totale de \$122,700,000.

La raison de cette petite somme pour Québec et Ontario, c'est qu'à différentes reprises on a augmenté pour certaines provinces les subsides spéciaux et les allocations compensatrices, précisément pour respecter totalement le principe de l'équité et de la justice.

La raison donnée et acceptée par tous était toujours que ces sommes générales devaient être distribuées selon les besoins; et si l'une des provinces n'avait pas, par exemple, un domaine public proportionné à celui des autres provinces, on augmentait son subside spécial. Si une autre province abandonnait certains droits sur l'exportation des bois, droits qu'elle avait imposés jusqu'alors, on lui accordait une allocation compensatrice annuelle plus forte.

L'on procéda ainsi jusqu'à ce que toutes les provinces soient satisfaites de sa proportion reçue. La grosse somme était distribuée, toujours en rapport

avec les conditions spéciales dans lesquelles ces provinces se trouvaient et en rapport avec la population.

Cinq ans après la modification de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord de 1907, il y eut, en octobre 1913, une nouvelle Conférence interprovinciale à Ottawa; les représentants des différentes provinces ont de nouveau demandé au pouvoir central de bien vouloir augmenter les subsides provinciaux directs, parce que, encore, les besoins étaient devenus plus grands et les services provinciaux plus nombreux et plus importants. Ces services demandaient des sommes toujours de plus en plus élevées.

L'éducation, la voirie, la santé et d'autres services grevaient terriblement les budgets des provinces. Les revenus fédéraux provenant des droits de douane et d'accise allant toujours en augmentant, les provinces demandèrent une distribution plus forte et plus proportionnée à leurs besoins respectifs. Cette nouvelle demande a été répétée à la Conférence interprovinciale de 1918, de même qu'à celle de 1926, mais elle ne fut pas accordée.

Il s'agit maintenant de se demander si le subside fédéral actuel aux provinces est proportionné aux revenus considérables que perçoit le fédéral dans toutes les provinces. Après la Confédération, en 1868, la somme qui était distribuée aux provinces était de \$3,990,000, représentant 28 % du revenu fédéral à cette époque, qui était de \$13,680,000.

En 1907, lorsque l'honorable Sir Wilfrid Laurier augmenta le subside direct aux différentes provinces, ce dernier ne représentait que 4 % du revenu total. Après que la loi de 1907 fût passée, la proportion du subside fédéral aux provinces, par rapport aux revenus généraux du Canada, était de 7 %, soit \$6,336,000.

Si l'on examine les revenus et les dépenses du Canada en 1930, l'on s'aperçoit que le subside fédéral aux différentes provinces, y compris les allocations compensatrices, ne représente plus qu'un peu moins de 3 %.

Les provinces sont donc, aujourd'hui, justifiées d'appuyer leurs demandes de 1913 et de 1926 et d'essayer d'obtenir une augmentation générale et proportionnelle des subsides directs, afin d'activer le développement normal de leurs différents services.

Le gouvernement fédéral, cependant, réalisa, en 1913, qu'il devait aider davantage aux provinces, procéda d'une façon indirecte et essaya d'atteindre le même but en distribuant des sommes pour des fins particulières et à des conditions déterminées d'avance.

Par des subsides indirects, le gouvernement fédéral décida à maintes reprises de voter des sommes considérables pour certains services

provinciaux et pour, dans chaque cas, un certain nombre d'années. Dans ces lois, cependant, il mentionnait toujours que les sommes distribuées seraient proportionnelles à la population de chacune des provinces.

Par exemple, en 1912, le fédéral passa une loi intitulée: "Loi de l'aide à l'agriculture" et une autre loi de restauration agricole fut passée en 1913. Sous l'empire de cette loi, durant 10 années, au *pro rata* de la population, il a distribué \$10,000,000 aux provinces. Cette subvention directe prit fin en 1923.

Chaque gouvernement disposait de ces argents selon ses désirs et selon les conventions qu'il passait avec le gouvernement fédéral. Remarquons que Québec, sur les \$10,000,000 versés par le fédéral pendant 10 ans, s'est vu attribuer la somme de \$2,486,000, ou 24¾ % de la somme totale; Ontario, sous l'empire de la même loi, a reçu \$3,156,000, ou 31½ %. Et ainsi de suite pour chacune des provinces.

Québec et chacune des provinces du dominion ont reçu une somme juste et équitable. La somme totale dans ce cas a été distribuée suivant le principe qui a triomphé, lors de l'établissement de la Confédération. Le seul défaut de cette loi est qu'elle prit fin en 1923 et, qu'après cette date, comme le disait si justement l'autre jour l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David) dans cette Chambre, les autres provinces ainsi que la nôtre ont été obligées de pourvoir à ce service, sans aucune aide additionnelle. C'était un subside indirect temporaire, mais, tout de même, il a été distribué équitablement.

En 1919, le gouvernement fédéral a décidé de prêter aux différentes provinces de l'argent pour la construction de logements ouvriers. La somme totale ne devait pas dépasser \$31,250,000 et, dans la loi, il était mentionné que chacune des provinces avait le droit d'emprunter du fédéral une somme proportionnelle à sa population.

Le principe était encore le même. Sous l'empire de cette loi, le gouvernement fédéral a avancé à Québec \$7,369,000, ou 22 % de la somme prêtée. Ontario a emprunté \$9,350,000, ou 39 % de la somme totale prêtée aux provinces. Et ainsi de suite. La proportion des sommes n'est pas aussi exacte ou encore aussi juste que pour la loi de l'agriculture, mais l'on voit que l'on a tenté de respecter les droits de chacune des provinces.

D'après le rapport que nous avons, le gouvernement fédéral n'aurait prêté que \$28,500,000, les provinces ne s'étant pas prévaluées de la balance de la somme attribuée à ces fins. Pour ce nouveau subside indirect, l'on a respecté l'importance de chacune des provinces.

Sous l'empire de cette loi de l'enrayement des maladies vénériennes passée en 1919, le gouvernement fédéral a distribué dans chacune des provinces des sommes annuelles. En examinant les montants qui ont été distribués, l'on s'aperçoit que le gouvernement fédéral, sous l'empire de cette loi, a donné en subsides indirects la somme de \$1,637,000. Québec a reçu et continue encore de recevoir, d'après ce que je comprends, depuis 13 ans, \$442,900, ou 27 % de la somme totale.

Si l'on remarque que la population de Québec est de 27 % de la population totale du Canada et que la population de l'Ontario de 33 % de cette population, l'on s'apercevra facilement que le principe de la distribution au *prorata* de la population a été respecté.

En 1919, le gouvernement fédéral a passé la loi de l'aide à la voirie. Il était autorisé à distribuer \$20,000,000, durant cinq ans, à toutes les provinces canadiennes. Dans la loi, il est mentionné que chacune des provinces aura droit à une somme proportionnelle à sa population. Ce subside indirect prit fin en 1928, et la somme totale distribuée par le gouvernement fédéral a été d'environ \$20,000,000. Québec a reçu \$4,748,000, ou 23½ % de la somme totale. Ontario a reçu \$5,877,000, ou 29½ % de cette même somme. Et ainsi de suite pour les autres provinces.

L'on s'apercevra, encore ici, que ce subside indirect ou aide aux provinces a été distribué selon le principe général des subsides directs, c'est-à-dire au *prorata* de la population de chacune des provinces. Il faut remarquer cependant qu'en 1923, lorsque la loi prit fin, quelques provinces seulement avaient bénéficié des sommes auxquelles elles avaient droit. Le gouvernement fédéral du temps a prolongé l'effet de cette loi jusqu'en 1928, précisément afin de permettre aux provinces, qui n'avaient pas bénéficié totalement de ces sommes, de recevoir la balance de leur montant.

L'on peut donc constater que le gouvernement fédéral reconnu qu'il fallait modifier cette loi pour rendre pleine et entière justice aux provinces canadiennes. Le défaut de ce subside indirect, c'est qu'il prit fin en 1928 et que les provinces, depuis cette année-là, sont obligées de voir elles-mêmes et seules, sans aucune aide fédérale, à cet important service provincial.

En 1919, le gouvernement fédéral a passé la loi dite "Loi de l'éducation technique", par laquelle il s'engageait à distribuer la somme de \$10,000,000 aux gouvernements des provinces, pour promouvoir l'éducation technique dans tout le Canada. Les

dernières sommes ont été distribuées en 1933, et la somme totale a été d'environ \$10,000,000. L'on voit, par ces chiffres, que Québec a reçu \$2,597,000, ou 26½ % de la somme totale. Ontario a reçu \$3,262,000, ou 33½ % de cette somme totale; et ainsi de suite pour les autres provinces.

Constatons encore que le principe qui veut que ces sommes soient distribuées au *prorata* de la population des provinces, a été respecté. De plus, le gouvernement fédéral s'est cru obligé de prolonger l'effet de cette loi pour permettre à toutes les provinces de bénéficier des sommes auxquelles elles avaient droit.

En 1931, le gouvernement fédéral a passé une nouvelle loi de l'enseignement professionnel par laquelle il s'engageait de nouveau à distribuer \$750,000 par année pendant 15 ans aux différentes provinces et, toujours, au *prorata* de la population. La somme totale devait être de \$11,250,000.

Pour être sûr que chacune des provinces bénéficierait de ces sommes, il a élargi le cadre de sa loi, de façon à comprendre l'enseignement professionnel, l'enseignement technique et l'enseignement agricole. Le principe veut que, tout en bénéficiant de ces lois, les provinces restent libres d'en disposer à leur guise. Autrement dit: les conditions sont devenues acceptables par toutes les provinces. Malheureusement, si mes renseignements sont bons, depuis 1931, cette loi est restée lettre morte et, pour des raisons financières, le gouvernement fédéral n'a pas donné suite à ce nouveau subside indirect.

Nous passons maintenant à une catégorie de subventions indirectes, celles dont nous avons à nous plaindre. Soit parce que les conditions étaient inacceptables pour certaines provinces, soit que dans le cadre de la loi il n'y avait aucune clause qui forçait le gouvernement fédéral à respecter ce principe, certaines subventions indirectes ont été et sont encore distribuées au *prorata* des populations.

Certaines provinces, dont la nôtre, ont eu à se plaindre et se plaignent encore de cette distribution; car chacune d'elles contribue au Trésor fédéral en proportion de sa population. Tant que le gouvernement fédéral distribuait ses subsides indirects au *prorata* de la population et que les conditions étaient acceptables pour toutes et chacune des provinces, l'on pouvait considérer ces subsides indirects comme une augmentation des subsides réguliers; mais cette augmentation était justement accordée.

Comme ces sommes étaient pour des services provinciaux très importants, les provinces en ont profité pour améliorer ces services, croyant que le

subside direct serait augmenté un jour. Les provinces crurent que ce système de subventions indirectes serait toujours proportionné et proportionnel.

J'entre maintenant, dans la dernière partie qui traite de ces subsides indirects dont les sommes n'ont pas été distribuées proportionnellement à la population, quoique ces sommes sont destinées à des services provinciaux. Ici, le principe de l'équité et de la justice disparaît, à mon sens, et si ma démonstration est juste, tous les membres de cette Chambre seront justifiables d'adopter ma motion qui prie le gouvernement fédéral de modifier au plus tôt ces lois, ou d'accorder des sommes compensatrices aux provinces qui ne se croient pas capables d'en bénéficier ou qui n'en ont pas bénéficié du tout. Les conditions établies par ces lois doivent immédiatement devenir acceptables pour toutes et chacune des provinces.

Tout d'abord, la loi de secours aux chômeurs, 1920-1922. Par cette loi, le gouvernement fédéral a distribué \$930,000. La Colombie-Britannique a reçu \$225,000, ou 24½ % de la somme totale. Cette province a une population de 6 % à 7 % de la population totale du Canada. Le Manitoba a reçu 10 % de la somme totale, soit \$159,300, et la population de cette province est de 6¼ % de la population totale du Canada. L'Ontario a reçu \$380,000, ou 41 % de la somme totale. La population d'Ontario représente 33 % de la population totale du Canada. Le Québec a reçu seulement \$43,000, ou 4½ % de la somme totale. Il est évident que le Québec, qui a 27 % de la population totale du Canada, n'a pas été traitée équitablement dans cette distribution, puisqu'elle n'a reçu que 4½ % de la somme totale.

J'ai peine à croire que les besoins des chômeurs, dans Québec, étaient si peu nombreux à cette époque, quand la province d'Ontario recevait jusqu'à 41 % de la somme totale, tout en n'ayant que 33 % de la population du Canada, quand la Colombie anglaise recevait 24 % de la somme totale, tout en n'ayant que 6 % de la population. Je ne mentionne ces chiffres et cette loi que pour établir que l'on a commencé à s'éloigner de la distribution juste et équitable, et cela, au détriment de notre province.

Vient ensuite la loi des bureaux de placement de 1918, modifiée en 1920. On a passé au fédéral la loi de l'aide aux bureaux de placement. Et, depuis cette époque, \$2,480,000 ont été distribués par le fédéral aux différentes provinces, pour contribuer au soutien des bureaux de placement.

La province d'Ontario a reçu \$986,000, sous l'empire de cette loi 1918-1920, ou 40 % environ de la

somme totale. À peu près toutes les autres provinces, comme l'Ontario, ont reçu plus que le *prorata* de leur population. Par exemple: La Colombie anglaise a reçu 13 % de la somme totale et elle a 6 % à 7 % de la population totale du Canada. L'Alberta a reçu 10 % de la somme totale, et sa population est de 7 % de la population totale du Canada. La Saskatchewan a reçu 11 % de la somme totale et sa population est de 8 % de la population totale du Canada. Le Manitoba a reçu 10 % de la somme totale et sa population est de 7 % de la population totale du Canada.

Remarquons que ces chiffres nous démontrent à l'évidence que ces provinces ont reçu plus que le *prorata* de leur population leur permettrait de recevoir. La province de Québec a reçu, elle, \$250,000 durant ces 14 années, c'est-à-dire seulement environ 10 % de la somme totale. Je comprends que les conditions établies par cette loi sont que le gouvernement fédéral paie une proportion des dépenses faites par les provinces.

Il n'en est pas moins vrai que c'est un service provincial et que les sommes de ce subside indirect sont distribuées pour des fins provinciales, et qu'il n'y a aucune raison que le gouvernement fédéral ne change pas cette condition. La province de Québec pourra alors recevoir, justement et équitablement, la somme qu'elle doit toucher pour ce service.

Si le gouvernement fédéral ne change pas cette condition et ne donne pas à Québec la somme proportionnelle à sa population, il fait perdre à une classe importante de notre population, à nos ouvriers, des avantages ou des bénéfices, que les ouvriers vivant dans d'autres provinces du Canada possèdent. J'ai peine à croire que, si notre ministre du Travail avait à sa disposition la somme proportionnelle à la population de la province de Québec, il ne pourrait pas en profiter pour ouvrir de nouveaux bureaux de placement et pour contribuer ainsi à soulager les misères de ceux qui, dans ces moments-ci, ont besoin de tout l'encouragement possible des gouvernements du jour.

Les sommes distribuées par le gouvernement fédéral, sous l'empire de la loi des pensions de vieillesse, sont données sous certaines conditions. Dernièrement, dans cette Chambre, il y a eu un débat important qui a été résumé par l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David). Tous les orateurs de la gauche et de la droite ont regretté que notre population nécessiteuse ne puisse pas bénéficier de la proportion de ces sommes qui nous sont dues.

Les uns ont blâmé le gouvernement provincial de ne pas accepter toutes les conditions imposées par la loi fédérale; les autres disent que ces conditions



sont inacceptables à cause de notre système constitutionnel d'assistance publique. Nous ne pouvons l'abandonner, disent-ils; nous ne pouvons pas ne pas lui permettre de se développer et de se perfectionner.

Le cadre de ma motion ne me permet pas de discuter la loi des pensions de vieillesse pour les nécessiteux âgés de 70 ans ou plus, telle que passée par le pouvoir central en 1927. Cependant, qu'il me soit permis de citer une fois de plus les chiffres représentant les sommes qui sont distribuées dans cinq des provinces du Canada depuis 1927.

Depuis six ans, le gouvernement fédéral a distribué dans cinq provinces \$29,700,000, et pour sa part, la province voisine, Ontario, a reçu depuis quatre ans, du fédéral, la somme de \$16,700,000. Québec n'a rien reçu, parce que Québec n'a pas jugé à propos de le faire et, surtout, n'a pas jugé les conditions de la loi acceptables. Et pour avoir une idée de l'importance de ces sommes, il faut dire que l'an dernier, en 1932-1933, la province d'Ontario a reçu pour sa part \$6,827,000, et les quatre autres provinces ont reçu des sommes à peu près proportionnelles à leur population.

Je veux bien me faire comprendre; si Québec avait eu à sa disposition, pour son assistance publique, une somme proportionnelle à celle qui a été distribuée dans les cinq autres provinces, Québec aurait reçu \$13,400,000 depuis quatre ans; et cette année, 1933-1934, si le gouvernement nous donnait la somme proportionnelle, notre population aurait le bénéfice du montant de \$5,585,000. Et cela, tous les ans, c'est-à-dire que le gouvernement recevrait un subside indirect de \$5,585,000 par année, tant que durerait la loi de pensions de vieillesse établie en 1927 par le fédéral.

Aujourd'hui, si nous faisons la somme totale qui aurait dû nous revenir et qui nous reviendrait chaque année, en proportion de notre population, \$19,000,000 auraient été donnés à notre province en subsides indirects pour ce service d'assistance. M. l'Orateur, je considère que cette loi fédérale permet la distribution d'un subside indirect à cinq des provinces du Canada, seulement, et cela pour des fins provinciales. Si l'aide à la vieillesse était un service fédéral, nous comprendrions facilement que le gouvernement fédéral prenne dans son Trésor les sommes qu'il voudrait pour les distribuer à sa guise; et personne ne trouverait à redire.

Mais, sachant que c'est un service provincial, sachant que ce principe a été reconnu par le Parlement fédéral lui-même, lors de la passation de la loi, nous croyons que les conditions doivent être telles que, si certains gouvernements désiraient

organiser ce service provincial de façon différente, ils puissent le faire. Le fait de priver une ou plusieurs provinces de ces sommes, parce qu'elles ne veulent pas accepter toutes et chacune des conditions prescrites par la loi, nous considérons que c'est une injustice qui a assez duré.

Si le gouvernement fédéral veut réellement traiter équitablement toutes les parties du pays, il lui faut de suite modifier sa loi de façon à ce que ces sommes puissent être remises à tous les gouvernements provinciaux, pour que ce service provincial ne souffre nulle part du manque de ces fonds si considérables. Il faut que le gouvernement fédéral change ses conditions pour la distribution de ces sommes, de façon à ce que les désirs de la population de chacune des provinces soient respectés. Lors de la discussion de la loi en 1927, l'honorable M. Bennett a déclaré que la loi pouvait être amendée.

Je disais, tout à l'heure, que c'était un service provincial, je tiens à dire qu'à Ottawa il était question de pensions de vieillesse depuis 1919. Une grande conférence industrielle nationale a été organisée cette année-là. Les dirigeants de cette conférence recommandent l'établissement d'une assurance d'État contre le chômage, la maladie, l'infirmité et la vieillesse. De plus, une Commission royale sur les relations industrielles au Canada a siégé un peu partout dans les principales villes.

Dans son rapport, en date du 4 avril 1919, cette Commission dit aussi, à la page 20, qu'elle recommande une législation immédiate pour une assurance de l'État contre le chômage, la maladie, l'invalidité et la vieillesse. Se basant sur ce rapport, le Parlement fédéral a pensé qu'il lui était possible de réaliser une partie du vœu exprimé par les membres de cette Commission royale en instituant un système de pensions de vieillesse pour les nécessiteux de 70 ans et plus. Mais, en 1925, au moment où cette loi était pour être adoptée, le département de la Justice fédéral, sous la signature du sous-ministre, a donné l'opinion légale suivante: "La question ne tombe pas dans la catégorie des pouvoirs conférés au gouvernement fédéral en vertu de l'article 91 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord."

Mais elle tombe, à mon sens, c'est-à-dire même au sens du sous-ministre de la Justice du temps, sous la rubrique intitulée: "La propriété et les droits civils dans la province," réservée aux provinces, en vertu de l'article 92. Le sous-ministre de la Justice du temps ajoute: "Je suis d'avis que la question des pensions a été confiée à la juridiction des législatures plutôt qu'à celle du Parlement.

"Je n'entends pas dire par là que le Parlement n'a pas le pouvoir de légiférer sur cette question pour venir en aide aux provinces, pourvu toutefois que dans l'un ou l'autre cas, cette législation n'empiète pas sur la juridiction ressortissant de la propriété et des droits civils de la province, notamment en obligeant une province ou une personne quelconque à adhérer au projet.

"L'adoption d'une pareille mesure législative entraînerait de lourdes dépenses en une matière qui ne relève pas d'une manière spécifique du domaine législatif du gouvernement fédéral."

Après que cette opinion légale eut été donnée au Parlement fédéral, les dirigeants d'Ottawa ont passé la loi actuelle, laissant toute liberté aux provinces de s'en prévaloir. Au cours du débat, en 1927, il a été déclaré maintes et maintes fois que la province de Québec ne pouvait pas adopter cette loi et ne l'adopterait pas. Ces déclarations furent surtout faites par les membres de l'opposition du temps.

En réponse à cela, l'honorable M. Heenan<sup>6</sup>, pour rassurer les membres de l'opposition du temps a dit, immédiatement avant le vote final, le 15 février 1927, *Hansard*, page 365:

"Dès que cette mesure aura pris effet et que nous croyons qu'un amendement est nécessaire, je considère que vous êtes à supporter le changement que cet amendement peut apporter; nous pouvons l'amender tout aussi bien que nous avons amendé d'autres mesures, en nous servant de l'expérience pratique des choses."

Cette déclaration de l'honorable M. Heenan, le proposeur de la loi de 1927, à Ottawa, faite juste avant le vote, est très importante et prouve que, même à ce moment-là, le Parlement fédéral songeait à l'obligation qu'il aurait un jour d'amender cette loi, après qu'elle aurait été pendant quelque temps en opération.

Par ma motion, nous demandons que la promesse faite par l'honorable M. Heenan, au Parlement du Canada, soit remplie et que, après six années d'opération, cette loi soit amendée immédiatement, de façon que la somme proportionnelle qui nous revient soit remise au gouvernement de cette province ainsi qu'aux gouvernements des autres provinces qui ne veulent pas bénéficier de cette loi, telle qu'actuellement rédigée.

L'honorable M. Bennett, le premier ministre du Canada, disait, le 27 juillet 1931, en critiquant la loi de 1927, *Hansard*, page 4154, version française: "Si l'on veut bien se donner la peine de lire cette loi, on verra comment elle impose la volonté de ce

Parlement aux provinces, relativement: *a.* au montant des pensions; *b.* aux conditions régissant les versements effectués par elles; *c.* aux conditions qui permettent d'enlever les biens de ceux qui en ont pour cette fin. Mais cela se résume pratiquement à ceci: Prenez-le ou laissez-le; c'est le système que nous offrons."

Le premier ministre actuel du Canada, l'honorable M. Bennett, admit lui-même par cette déclaration de 1931, que cette loi impose la volonté du Parlement fédéral aux provinces du dominion. Si le Parlement fédéral modifiait sa loi, s'il nous donnait ces sommes qui nous reviennent, nous pourrions réaliser de suite le désir exprimé par M. Arthur Saint-Pierre, professeur à l'Université de Montréal, tel qu'il le dit dans son livre: *L'œuvre des congrégations religieuses dans la cité de Montréal*.

M. Saint-Pierre indique, à la page 17 de son volume, que toutes nos institutions religieuses de charité, subventionnées ou non dans Québec, ont une valeur immobilière de \$43,000,000 et une capacité de lits de 30,500, mais que, pour suffire à tous les besoins de charité dans notre province, ces institutions ont besoin d'améliorations et d'agrandissements, dont le coût total serait d'environ \$15,000,000. Le détail de ces besoins est aussi donné dans la même page.

Ainsi, notre système d'institutions religieuses de charité pourrait être complété dans un temps relativement court, et notre situation, au point de vue assistance pour la vieillesse nécessiteuse, pourrait être égale à celle de n'importe quel pays au monde. Comme le déclare M. Saint-Pierre à la page 22 de son volume: "Actuellement, toute proportion gardée, les institutions de charité de la province, hospitalisent trois fois plus d'indigents que celles de la province d'Ontario." Ce qui est tout à l'avantage de notre système, et ce qui prouve que ce système ne demande qu'à se développer et à se perfectionner.

La loi concernant le blé, sanctionnée en 1931, autorise le paiement de cinq sous pour chaque boisseau de blé produit dans les provinces d'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba, en l'année 1931, et livré à un élévateur autorisé ou à un marchand commissionnaire. Sous l'empire de cette loi, le gouvernement fédéral a payé aux producteurs de blé de ces trois provinces, la somme de \$12,711,000.

Nous devons constater que, dans la loi, la Colombie-Britannique n'est pas mentionnée comme étant une province devant bénéficier de ce subside indirect. Cependant, dans son discours en date du 24 février 1933, page 2614 du *Hansard*, l'honorable M. Gordon<sup>7</sup> déclare qu'une somme de \$23,400 a été payée relativement à 468,000 boisseaux de blé.

Nous ne devons pas reprocher au pouvoir central d'avoir accordé ces subventions additionnelles à certaines provinces, sauf sur le point suivant cependant, que nous pouvons dire et que nous devons dire: Que les autres provinces, si elles ne produisent pas de blé en aussi grande quantité, fournissent des produits de la terre et d'autres sortes.

Les cultivateurs de la province de Québec, par exemple, auraient pu profiter avec beaucoup d'avantages d'une prime de production, qui leur aurait permis de retirer un meilleur prix pour leurs produits et qui les aurait aidés à passer ces jours de crise, jours qui sont tout aussi angoissants pour nos cultivateurs que pour ceux de l'Ouest canadien. Nous devons donc réclamer avec force notre proportion de cet octroi indirect pour le développement de l'agriculture et pour le bien-être de notre population rurale.

En plus des sommes accordées pour les secours directs et pour des travaux publics en 1932, le gouvernement fédéral a subventionné indirectement la voirie dans les provinces du Canada. Je constate que, dans le rapport fédéral de 1932 publié sous l'autorité de l'honorable M. Stevens<sup>8</sup>, rapport qui concerne les routes et les véhicules-moteurs, (page 7), le gouvernement du Canada a accordé un subside fédéral aux différentes provinces pour les dépenses d'investissement sur les routes. Ce subside se chiffrait à \$15,391,000 en 1932.

Sur cette somme de \$15,391,000, la province de Québec a reçu \$353,000, c'est-à-dire un peu moins de 2½ % de la somme totale payée aux différentes provinces. Et la province d'Ontario, au 31 octobre 1932, avait reçu \$11,420,000 pour dépenses capitales. Cela, sur cette somme de \$15,391,000 attribuée à toutes les provinces, c'est-à-dire un peu plus de 74 % de la somme totale payée, pour toutes les provinces du Canada. Si ces chiffres sont exacts, ils indiquent un fameux subside indirect. Et cette somme représente à elle seule une compensation très appréciable.

M. l'Orateur, nous devons nous déclarer satisfaits du fait que la province d'Ontario a reçu un si gros montant en 1932. Elle en a sûrement profité pour parfaire son système routier. Heureuse province qui a ainsi reçu un tel montant pour sa voirie. Mais, d'un autre côté, pour servir la cause de l'équité et de la justice, il est pénible de constater que la province de Québec n'a reçu que 2½ % de la somme totale de 1932, c'est-à-dire \$353,000, quand notre province a 27 % de la population totale du Canada, et quand sa population paie au Trésor fédéral des taxes dans une proportion au moins égale à la population, et dans une proportion au moins égale à la contribution

d'Ontario. Si ce n'est pas là une subvention indirecte accordée à la province voisine pour compenser les subventions à certaines autres provinces, j'en serais bien surpris.

Les renseignements que j'ai, pour l'année 1933, sont à l'effet que, quand la part du fédéral sera payée à la province de Québec sous l'empire de la loi du chômage, pour la confection des routes, la somme ne dépassera pas \$350,000, (d'après les officiers du département des Routes); cependant, l'on constate que la province voisine construit ses routes dans les mêmes conditions qu'en 1932 et avec les mêmes avantages. Quand les chiffres seront connus, nous constaterons là encore une disproportion décourageante.

Pour résumer cette question de voirie, en rapport avec la loi du chômage 1932-1933, l'on peut affirmer que notre province va bénéficier d'environ \$6,000,000 à \$7,000,000 en deux ans, tandis que la province voisine va bénéficier d'une somme de pas moins de \$20,000,000. Je suis certain qu'il suffira de rappeler ces chiffres aux autorités fédérales pour qu'elles décident de corriger cette anomalie et pour qu'elles proportionnent cette aide particulière au *prorata* de la population.

Le *Globe*<sup>9</sup>, en date du 29 janvier dernier, déclare que, cette année encore, les subventions particulières pour le transport du charbon vers les provinces centrales vont coûter \$2,450,000, et que, l'année dernière également, une somme de \$2,450,000 a été votée et dépensée. Cette subvention pour le transport du charbon, des Provinces maritimes et de l'Alberta dans les autres provinces, est accordée depuis 1927, après que demande en fut faite dans le rapport de la commission Duncan<sup>10</sup>. Nous ne devons pas blâmer le pouvoir central d'agir ainsi, mais il semble que le principe de la compensation ne joue pas en notre faveur.

Je mentionne cette somme pour vous dire que, quand notre demande arrivera à Ottawa pour rajuster les subsides fédéraux directs et indirects, ils pourront retrouver les sommes qui vont partout dans le Canada, excepté chez nous.

Il faut admettre, au début de l'étude de la question des allocations du chômage et de l'aide à l'agriculture, que ces sommes devaient être distribuées selon les besoins, et non pas nécessairement au *prorata* de la population. Cependant, constatons que, sous l'empire de la loi du chômage de 1930, les sommes, pour les secours et pour les travaux publics, ont été distribuées à peu près au *prorata* de la population. Par exemple: la province de Québec, en 1931, a reçu \$3,469,000 sur une somme totale de \$18,000,000. La province d'Ontario a reçu, en 1931,

\$4,692,000 sur la même somme totale de \$18,000,000, et ainsi de suite.

Sous l'empire de la loi 1931-1932, la proportion disparaît soudainement et, selon le rapport du département fédéral du Travail de 1933, page 65, la province de Québec a reçu la somme de \$5,000,000 sur un total de \$36,000,000, c'est-à-dire que Québec a reçu moins de 50 % de la somme accordée à Ontario. La province d'Ontario a reçu la somme de \$10,800,000 sur le même total de \$36,000,000.

La différence entre les sommes accordées à ces deux provinces est tellement grande que nous nous refusons à croire que les besoins respectifs de ces deux provinces ont été en rapport avec la disproportion de ces deux montants.

Au 31 mars 1933, même rapport, page 67, Québec avait reçu \$1,940,000 et Ontario \$3,327,000, c'est-à-dire une somme presque 100 % plus considérable que celle accordée à la province de Québec. Je répète que les montants donnés lors de ces trois dernières années, pour le chômage, ne devaient pas être accordés nécessairement au *pro rata* de la population. Mais il est frappant tout de même que l'on trouve une telle différence et que cette différence soit encore au désavantage de la province de Québec. Il y a là un écart qu'on ne saurait justifier d'aucune façon.

Résumons, pour toutes les sommes allouées sous l'empire de la loi du chômage et de l'aide à l'agriculture. Quand l'honorable M. Gordon<sup>11</sup> (*Hansard*, 25 novembre 1932, page 1741), déclara que, pour tout le Canada, le gouvernement fédéral a fourni, jusqu'à ce jour, une somme de \$115,600,000 pour aider des provinces, les municipalités et le peuple en général, il affirma en même temps que, sur cette somme, \$73,800,000 avaient été octroyés aux quatre provinces de l'Ouest.

Donc, les quatre provinces de l'Ouest, au 25 novembre 1932, avaient reçu 63 % de la somme totale, et la province de Québec, d'après une réponse faite au député de Yamaska (M. Élie), en cette Chambre, le 4 février 1933, avait reçu à la même époque environ \$9,000,000, ou 7½ % de la somme totale distribuée dans tout le Canada. Je me refuse à croire encore que les besoins de la province de Québec et ceux de l'Ouest étaient dans une aussi grande disproportion.

Faisons les calculs d'une autre façon: Si nous consultons le rapport du département du Travail, pour l'année 1933, l'on constate que, jusqu'au 31 mars 1933, la province de Québec a reçu en allocation pour le chômage et pour l'aide à l'agriculture \$10,740,000. Et, dans tout le Canada, le gouvernement a dépensé une somme de \$77,000,000.

Si nous ajoutons à cette somme de \$77,000,000 les prêts aux provinces de l'Ouest indiqués à la page 71, et qui, à ce moment-là, étaient de \$38,261,000, nous constatons de nouveau qu'au 31 mars 1933, d'après le rapport du département du Travail lui-même, la province de Québec n'avait reçu que \$10,740,000 de la somme totale allouée pour toutes les provinces, soit \$115,861,000, ou environ 10 %. Et nous n'incluons pas les garanties et les dons pour dommages causés par la sécheresse. Si nous faisons encore un autre calcul, nous arrivons à la même conclusion, savoir: Depuis 1930, sous la loi du chômage et de l'aide à l'agriculture, la province de Québec n'a reçu que 10 % de la somme totale.

L'honorable M. Bennett a déclaré, vers le 1<sup>er</sup> janvier 1934, dans l'Ouest canadien, que son gouvernement avait affecté une somme de \$131,500,000 pour allocations de chômage, et si nous consultons la réponse faite au député d'Yamaska (M. Élie) par l'honorable trésorier provincial (l'honorable M. Stockwell), nous constatons que la province de Québec a reçu durant ces quatre années \$13,200,000, c'est-à-dire 10 %.

Pour conclure, le moins que l'on puisse dire est que la province de Québec n'a pas reçu une somme proportionnelle à sa population et qu'elle peut aujourd'hui demander avec autorité et avec droit que, sous le rapport des autres subventions spéciales, elle reçoive au moins sa juste part des distributions fédérales.

(Applaudissements)

À la page 70 du même rapport, il appert que, le 11 juillet 1933, le gouvernement a garanti le paiement des avances faites par la banque à la Canadian Cooperative Wheat Producers Association, après le 30 avril 1932. Et, pour connaître l'importance et le montant de ces garanties, il faut se référer à une question posée par M. Paul Mercier<sup>12</sup>, député fédéral, le 4 mai 1931, à Ottawa, *Hansard*, page 1220: "Le gouvernement a-t-il garanti les banques intéressées pour \$68,000,000?"

"Réponse (par l'honorable M. Bennett): Oui et non."

La même question a été posée le 14 mai 1931, page 1561 du *Hansard*.

"Réponse (par l'honorable M. Bennett): On n'a pas garanti \$68,000,000, mais un arrangement est intervenu."

a. Que coûteront à la fin ces garanties au Trésor fédéral? Personne, actuellement ne peut le dire. Mais il est une chose sûre: C'est que le montant de ces pertes devrait être considéré comme subvention indirecte et spéciale accordée à ces provinces particulières.

b. En plus, le rapport fédéral du département du Travail 1933, page 70, dit que, sous l'empire de la loi en 1932, on a garanti: 1° Le 11 juillet 1932, le paiement des avances et des intérêts des banques à la Canadian Cooperative Wheat Producers pour la production de blé de 1930. Montant non mentionné. Quel est-il? Nous ne le saurons probablement que quand il sera perdu pour le dominion.

2° Le 20 septembre 1932, on a garanti le paiement des avances, et des intérêts, faits par les banques aux agences du marché de blé du Manitoba, de la Saskatchewan, et de l'Alberta. Cela, pour la production de blé de 1932: Manitoba Wheat Pool, \$1,395,000 (Garantie); (Saskatchewan Cooperative, \$15,000,000, (Garantie); (Alberta Wheat Pool, \$9,000,000, (Garantie);

3° Le 22 février 1933, on a garanti le paiement aux banques de toute perte relativement aux opérations du Manitoba Savings Office, jusqu'à concurrence de \$12,442,400.

4° Le 6 février 1933 et le 11 juillet 1932, sous l'empire de la loi du chômage, 1932, on a garanti le paiement des avantages et intérêts à la Beauharnois L. H. & Power Company pour la somme de \$15,539,000.

5° Le 22 mars 1933, sous l'empire de la même loi, on a garanti le paiement d'un prêt de \$625,000, et ses intérêts, aux banques canadiennes qui ont prêté ces sommes au gouvernement de Terre-Neuve.

Sous l'empire de la loi du chômage et de l'aide à l'agriculture, le gouvernement fédéral a prêté aux quatre provinces de l'Ouest, depuis 1931, au 5 février 1934, la somme de \$47,629,000 selon la réponse de l'honorable M. Rhodes<sup>13</sup>, ministre des Finances, *Hansard*, 1934, page 253. Ces sommes ont été prêtées: a. Pour le paiement d'obligations et d'intérêts. b. Aux fins d'administration provinciales. c. Pour payer les grains de semences. d. À titre de secours.

Prêts au Manitoba .....	\$ 8,390,000
Prêts à l'Alberta .....	8,082,000
Prêts à la Colombie-Britannique.....	450,000
Prêts à la Saskatchewan .....	<u>23,200,000</u>

*Total des prêts non remboursés .....* \$47,629,540

Et, si nous citons l'article du *Financial Post* du 27 janvier 1934, nous voyons que, dans le cours de l'année fiscale actuelle, ces prêts atteindront la somme de \$50,000,000. Il faut ajouter \$10,000,000 qui ont été dépensés dans la Saskatchewan, pour venir en

aide à ceux qui ont souffert de la sécheresse. Il faut ajouter à cela la garantie du gouvernement fédéral qui a donné aux banques, pour garantir les opérations de la Manitoba Provincial Savings Office, la somme de \$12,000,000. Ces prêts n'ont pas été remboursés par les différentes provinces depuis trois ans, mais ils ont été renouvelés: même pour les renouveler, dans certains cas, le gouvernement fédéral a été obligé de prêter à ces provinces pour leur permettre de payer les intérêts dus au gouvernement fédéral.

Par exemple: l'ordre en conseil 385, passé le 4 mars 1933, qui autorise le prêt de \$207,000 pour permettre à la Saskatchewan de payer les intérêts, sur trois prêts, au montant de \$8,400,000, intérêts qui devenaient dus au gouvernement fédéral. Il y a en même de ces prêts qui ont servi à payer les services des gouvernements provinciaux.

Par exemple: l'ordre en conseil 2336, en date du 19 septembre 1931, qui autorise le prêt de la somme de \$2,000,000 pour les services du gouvernement provincial. Ces prêts d'au-delà \$50,000,000; ce prêt direct de \$12,000,000 de garantie aux banques, \$10,000,000 pour aider ceux qui étaient victimes de la sécheresse, et les autres pourront-ils dans l'avenir être remboursés au gouvernement fédéral? Les uns disent oui, les autres disent non.

Par exemple, l'honorable M. King<sup>14</sup>, le 24 février 1933, déclare: "Une partie des avances ont été remboursées. D'autres le seront peut-être un jour, et d'autres peut-être jamais." Et un peu plus loin, dans le même discours, il dit: "Celles-ci rembourseront peut-être une partie de la somme, mais la plus grande partie ne sera jamais rendue."

Le *Winnipeg Free Press*, en date du 10 janvier 1934, déclare dans son article éditorial que dans la Colombie-Britannique, cette année, au-delà de 60 % des revenus possibles seront pour payer les intérêts de la dette provinciale, et que toutes les autres provinces de l'Ouest consacreront au moins 50 % de leurs revenus pour payer les charges de leurs dettes provinciales.

Si l'on compare ces montants avec celui de Québec, qui demande 16 % de ses revenus pour payer les intérêts et le fonds d'amortissement de sa dette, tel que vient de vous le déclarer l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Stockwell), on peut conclure que le gouvernement fédéral est exposé à attendre longtemps avant d'être remboursé, surtout s'il prête à ces provinces, pour leur permettre de payer les intérêts, et s'il continue à leur prêter pour toutes ces fins et à tout moment.

Rien n'indique que, pour encore quelques années du moins, le gouvernement fédéral ne prêterait

pas de nouvelles sommes considérables à ces divers gouvernements. Dans son discours du trône, cette année, le gouvernement fédéral dit (*Hansard*, 25 janvier 1934, page 4): "Mon gouvernement [...] désire dans l'intérêt national, de ne pas discontinuer entièrement les secours aux provinces avant le retour des conditions normales."

"L'étendue de ces secours et la méthode de les procurer seront l'objet de pourparlers entre mon gouvernement et les gouvernements de chacune de ces provinces."

Le *Financial Post*, en date du 10 février 1934, déclare que les revenus du gouvernement, d'une de ces provinces de l'Ouest, depuis trois ans, ont été de \$41,000,000 et que les dépenses ont été de \$97,000,000. De plus, durant les trois dernières années, la dette provinciale de cette province s'est augmentée de \$47,000,000, elle est aujourd'hui de \$140,000,000. Remarquons que cette province a une population qui n'est pas le tiers de celle de la province de Québec. Combien le gouvernement fédéral a-t-il prêté au gouvernement de Québec pour ces fins? Rien du tout. Reportons-nous à la réponse qui a été donnée le 6 avril 1933, page 3996, *Hansard*. Si nous avons consenti à ce que le gouvernement fédéral prête aussi généreusement à certaines provinces du Canada, au risque même de ne pas être remboursé, ne trouvez-vous pas, M. l'Orateur, que la demande que ferait le Parlement de cette province, en adoptant ma motion, devrait être immédiatement considérée et accordée par le gouvernement fédéral?

Payons-nous des taxes proportionnellement à notre population? Les quatre principales recettes budgétaires fédérales sont les suivantes (*Annuaire statistique* pour 1932, page 721):

Douanes.....	\$179,000,000
Accise.....	65,000,000
Revenu .....	69,000,000
Vente.....	63,000,000

Le produit de ces quatre impôts directs et indirects rapporte \$295,000,000, ou 85 % de toutes les taxes collectées par le fédéral et provenant des impôts.

1° Recettes des douanes: Personne ne niera qu'à cause de la situation géographique de notre province et à cause de notre population, nous ne payons pas au moins 27 % des taxes totales, c'est-à-dire la proportion de notre population.

2° Taxes sur le revenu: (Voir *Annuaire statistique* 1933, page 949) L'on verra que la

province de Québec, en 1932, a payé \$20,630,000 sur \$61,000,000, c'est-à-dire plus de 33 1/3 %.

3° Taxes de guerre perçues en 1932: La province de Québec a payé \$21,780,000 sur \$60,200,000, c'est-à-dire 36 % de toutes les taxes générales de guerre perçues dans le Canada.

4° Taxes sur les liqueurs: La Commission des liqueurs de Québec, dans son dernier rapport, page 21-A, dit que depuis 1921, à chaque année, elle a payé annuellement une somme d'environ \$8,000,000 et que la somme totale qu'elle a versée au gouvernement fédéral depuis 10 ans, en taxes de douanes, d'accise et de vente se chiffre à \$86,400,000, et cela, sur un total de ventes, depuis 10 ans, de \$246,000,000. Depuis quand les autres provinces paient-elles des taxes de douanes, d'accise et de vente au gouvernement fédéral pour la vente des liqueurs et des vins? Depuis quelques années seulement, c'est-à-dire, depuis qu'elles ont adopté un système de contrôle de la vente des liqueurs semblables à celui de la province de Québec. Or, on sait que Québec a été en avance de plusieurs années sur les autres provinces pour la consommation des liqueurs, ce qui signifie qu'elle payait des taxes, quand d'autres provinces ne payaient rien.

Nous pourrions établir, s'il est nécessaire dans une autre circonstance, les sommes qui sont collectées dans notre province, par le fédéral, des compagnies d'utilités publiques. Ces compagnies font sûrement payer leurs taxes par leurs abonnés. Autant de taxes que notre province paie généreusement.

À la convention libérale nationale, au mois d'août 1919, il a été résolu: "Que cette convention déclare son avis que le gouvernement du Canada devrait borner son attention aux questions strictement du ressort fédéral et que les gouvernements des provinces ne devraient pas souffrir d'empiétement sur les droits autonomes, sous quelque prétexte que ce soit." Ce doit être d'ailleurs l'opinion de tout homme sérieux qui connaît l'histoire de notre pays.

M. Plunkett<sup>15</sup>, Victoria, 23 juillet 1931: "Il nous arrive quelquefois d'oublier l'aspect provincial de la question, lorsque nous légiférons pour le compte du fédéral. Je veux porter à la connaissance de la Chambre certains faits concernant le coût énorme que la législation sociale impose au gouvernement de la Colombie anglaise et qu'il doit solder en taxant le peuple."

"À un moment donné, il nous faudra remanier notre système fiscal et effectuer une nouvelle répartition des taxes, entre les autorités provinciales et le gouvernement fédéral."

L'honorable M. King, le 30 avril 1930, *Hansard*, page 1650, parlant sur la question des ressources naturelles disait: "Quand j'ai discuté la question de contribution du gouvernement fédéral aux provinces, pour la construction de grandes routes, l'enseignement technique, le chômage et autres questions, j'ai souvent songé à ces contributions augmentées, qui seront dorénavant accordées par le dominion aux provinces, non pas, comme subventions spéciales, pour des fins particulières, mais au moyen de subsides généraux que les provinces pourront employer à leur gré." Plus loin: "Si nos subsides ne sont pas ce qu'ils devraient être équitablement, pour une ou toutes les provinces, on devrait les réviser."

Le 21 juillet 1931, l'honorable M. King, parlant sur les modifications de la loi de vieillesse, disait: 1° "Les membres du gouvernement fédéral devraient convoquer une conférence entre les autorités fédérales et les autorités provinciales, aux fins d'établir définitivement quelles sont leurs obligations respectives."

"Ayant ainsi fait un partage entre eux, ils pourraient ensuite dire: Maintenant, nous effectuerons un règlement concernant les subventions que nous verserons aux provinces en vertu de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord. De cette manière, vous donnerez aux provinces ce qui leur revient à juste titre et vous les laisserez entièrement libres de dépenser ces subventions comme elles le jugeront à propos."

2° Cette idée, d'une conférence interprovinciale et d'une autre distribution des subventions fédérales aux provinces, a été discutée de nouveau, et dans le même sens, par l'honorable M. King, le 23 juillet 1931, *Hansard*, page 4076. Il a condamné le système de ces subventions indirectes et il a cité comme les approuvant, Sir Wilfrid Laurier qui avait dit: "Dès que l'on commencera à jouer avec la Constitution et que l'on cherchera à faire ce que nous étions censés ne devoir jamais faire, on portera incontestablement la main sur l'Arche d'Alliance, et nul ne peut prévoir tout le mal qui peut en découler."

3° Sir Wilfrid Laurier<sup>16</sup>, à la fin de son discours en 1907 sur les subventions spéciales, citait l'honorable M. Holton<sup>17</sup>, en 1869: "La Chambre doit être d'avis que toute modification des conventions financières, relative aux diverses provinces, à moins d'être agréée pour toutes les provinces, tend à détruire le régime gouvernemental. Si cette modification est effectuée en faveur d'une province particulière, sans prévoir une révision générale, les autres provinces se trouveraient atteintes par un acte d'injustice

manifeste." L'honorable M. Laurier ajoutait: "C'est la politique du Parti libéral."

4° L'honorable M. Blake<sup>18</sup> disait en 1884: "C'est notre devoir, en présence d'une politique nouvelle comme celle-ci, d'en rechercher le principe et d'en étudier le rapport et les effets, relativement aux autres provinces. C'est notre devoir impérieux de découvrir un moyen d'asseoir cette politique financière sur une base stable."

En accordant la demande que nous faisons, à l'heure actuelle, l'acte du gouvernement fédéral aura sûrement pour résultat de promouvoir l'harmonie qui est si essentielle pour atteindre notre destinée.

Est-ce qu'il y a des précédents qui justifient une telle demande de notre part aujourd'hui? Je réponds: Oui, et ces précédents sont bien connus. Deux ans après la Confédération, la Nouvelle-Écosse a obtenu du gouvernement fédéral, malgré les protestations de certaines provinces, des avantages particuliers, sous le prétexte qu'en 1865 les calculs financiers n'avaient pas été faits.

En 1873, les deux provinces centrales, le Québec et l'Ontario, ont obtenu qu'une partie de leur dette soit assumée par le fédéral et, au même moment, toutes les autres provinces ont reçu des compensations adéquates. En 1882, il fut passé un acte pour augmenter le subside annuel de la province du Manitoba. En 1885, un nouvel acte pour régler les réclamations de la province du Manitoba. Puis enfin, l'acte de 1907, qui augmenta généralement les subsides, et qui régla plusieurs réclamations provinciales. Dès 1912, les limites du territoire des provinces centrales ayant été reculées, il fut accordé des compensations suffisantes aux autres provinces.

Par exemple, à l'Île-du-Prince-Édouard, en 1912. Au Nouveau-Brunswick en 1913, l'acte qui supprimait les droits imposés par le Nouveau-Brunswick, sur l'exportation de son bois, accordait une subvention additionnelle. En 1884, un rajustement des subsides annuels fut effectué. En 1887, un subside additionnel fut accordé à l'Île-du-Prince-Édouard. En 1906, la Colombie anglaise obtint un subside additionnel et annuel de \$100,000 pour 10 ans et, dernièrement, ce subside additionnel et annuel fut encore accordé à cette province, à cause de sa grande étendue et à cause de sa situation géographique.

Arrivons maintenant au rapport de la Commission Duncan et à la restitution des ressources naturelles aux provinces de l'Ouest.

En 1926, le gouvernement fédéral, à la demande des représentants des Provinces maritimes, a nommé une commission d'étude présidée par

l'honorable M. Duncan, pour étudier les griefs des Provinces maritimes, en rapport avec cette question des subsides. Et lors de la présentation du rapport à la Chambre des communes, l'honorable M. King, le premier ministre d'alors, a fait une déclaration de principe disant qu'il accordait immédiatement les principales demandes formulées dans ce rapport.

La Commission Duncan demandait qu'une subvention additionnelle soit accordée à chacune des provinces suivantes:

Nouvelle-Écosse .....	\$875,000,000 par an de plus
Nouveau-Brunswick.....	\$600,000,000 par an de plus
Île-du-Prince-Édouard ...	\$125,000,000 par an de plus

Ces subventions spéciales furent accordées, en attendant la reconsidération des subsides provinciaux. Ces subventions additionnelles sont accordées annuellement depuis six ans. La somme totale qui a été distribuée se chiffre à \$9,600,000. L'honorable M. King disait que ces paiements provisoires devraient être continués jusqu'à ce que le gouvernement fédéral ait eu le temps de reconsidérer les subsides généraux de toutes les provinces.

Il était, en plus, proposé qu'une réduction de 20 % de tous les tarifs exigés pour tous les transports à destination et en provenance des gares de chemin de fer de l'Est, y compris le trafic d'exportation par mer soit payée par le gouvernement fédéral. Cette demande fut aussi accordée. Et, depuis cette époque et annuellement, le gouvernement paie aux compagnies des chemins de fer cette réduction de 20 % sur tous les tarifs de transport pour les marchandises venant de l'Est ou allant vers l'Est.

Quel est le chiffre de la somme que le gouvernement a payé depuis six ans à l'avantage des Provinces maritimes? Je ne puis le dire exactement. J'ai déjà cité l'article du *Globe*, du 29 janvier 1934, disant que les estimés du gouvernement fédéral pour les subventions à la production du charbon pour tout le Canada était de \$2,450,000 par année.

Dans le *Hansard* du 26 mai 1930, nous voyons qu'au-delà de plusieurs centaines de mille piastres ont été dépensées chaque année pour le transport de la houille des Provinces maritimes jusqu'aux provinces centrales. En vertu de cette loi de 1927, permettant la réduction du tarif du transport pour l'Est de 20 %, dont les provinces de l'Est ne profitaient pas, l'on voit que, du 1<sup>er</sup> juillet 1927 au 31 décembre 1929, une somme de \$7,600,000 a été dépensée donnant une moyenne de \$3,038,000 par an. Le *Hansard*, 26 mai 1930, page 2511: Déficit payés aux chemins de fer nationaux et aux autres, en

vertu de la loi des transports dans les provinces maritimes, \$18,677,000 en deux ans et demi, c'est-à-dire une moyenne de \$8,000,000 par année.

Je ne mentionne ces chiffres que pour donner une idée des avantages accordés aux Provinces maritimes, immédiatement après la réception du rapport Duncan. Ces avantages furent aussi accordés tous les ans depuis. Tout cela fut fait dans le temps afin de protéger les intérêts des provinces et d'assurer de l'efficacité, de l'harmonie et de la permanence dans le fonctionnement de l'Union.

Les provinces de l'Ouest demandaient depuis longtemps la restitution de leurs ressources naturelles et une des raisons qui retardaient le règlement de cette restitution, c'est que les provinces de l'Ouest voulaient avoir l'administration de leurs ressources naturelles et recevoir annuellement, quand même, les subventions additionnelles qu'elles recevaient, en compensation du fait qu'elles étaient privées de cette administration. Ces subventions leur furent accordées en 1930, en même temps que ces provinces prenaient possession de leurs ressources naturelles. Je tiens à attirer votre attention sur l'attitude qu'ont prise les provinces de Québec et d'Ontario, lors de la Conférence interprovinciale de 1926.

L'honorable M. King, (*Hansard*, 30 avril 1930, page 1646): "Les provinces des Prairies représentaient, non seulement que le temps était venu pour elles de rentrer en possession de leurs ressources, mais qu'on devait aussi leur continuer la subvention originale accordée en compensation de ces biens.

"Tout le problème des Provinces maritimes et des provinces de l'Ouest fut donc étudié à cette conférence, et l'avis de Québec et de l'Ontario fut que le dominion devait traiter généreusement et libéralement les provinces de l'Ouest."

Le gouvernement se considéra donc libre de reprendre les négociations sur une base qu'il avait crue possible. Voilà donc établie l'attitude généreuse des provinces de Québec et d'Ontario, attitude qui a contribué à régler la question des subventions additionnelles aux provinces de l'Ouest, ainsi que la restitution de leurs ressources naturelles.

M. l'Orateur, aujourd'hui, par cette motion, si elle est adoptée, le Parlement de cette province demande au pouvoir central de rajuster immédiatement le subside direct accordé aux provinces, de façon à pouvoir mieux organiser nos services sociaux. Notre législation sociale devrait pouvoir être le complément de nos institutions de bienfaisance, si nous le désirons; nous avons plein droit, de par notre Constitution, de la conformer à



nos mœurs et à nos habitudes, si nous le voulons. De plus, Québec demande à bénéficier, sans plus de retard, de toutes les sommes distribuées en subventions indirectes aux provinces, surtout depuis quelques années.

Québec demande d'amender certaines lois de façon à ce que ces lois soient subordonnées à des conditions faciles à remplir. Cette demande est toute particulière.

1° Pour la loi fédérale des pensions de vieillesse pour les nécessiteux.

2° Pour la loi du chômage et de l'aide à l'agriculture en ce qui concerne la voirie.

3° Pour la loi concernant le blé (1931).

4° Pour la loi concernant les bureaux de placement.

Ces amendements pourront avoir pour effet que toutes les sommes collectées dans le pays, par le fédéral, et destinées aux fins provinciales, pourront être réparties aux provinces au *pro rata* de la population. Des compensations devront nous être accordées pour les sommes non distribuées dans notre province, dans le passé, en vertu de ces lois. Nous demandons immédiatement le redressement d'un grief, d'un grief sérieux, tout comme l'ont fait les autres provinces à différentes reprises. Québec est une partie importante, très importante même, dans la Confédération canadienne. Nous demandons que le gouvernement fédéral rende pleine et entière justice à notre population. Devrions-nous rappeler les paroles que prononçait Sir Georges-Étienne Cartier<sup>19</sup>, le 23 décembre 1869, ici même, à Québec alors qu'il siégeait en cette Chambre, car il jouissait du double mandat: "Québec doit être chère, non seulement à tous les Bas-Canadiens, mais aussi aux habitants de l'Ouest et de l'Ontario.

"Si l'Ouest est prospère aujourd'hui, c'est grâce à l'esprit d'entreprise, à la persévérance de la race intelligente qui avait résolu de se domicilier, coûte que coûte, sur les bords du Saint-Laurent. Nos concitoyens de l'Ouest ont suivi le soleil, et avec ces deux éléments de prospérité - un heureux climat et un sol fertile - ils ont réussi. Mais ils ne seraient rien du tout si nous n'avions, d'abord, colonisé cette province."

L'honorable M. Lapointe<sup>20</sup> disait, il y a quelques années, au Parlement d'Ottawa, pour rappeler les gouvernements du jour à ce sens de l'équité et de la justice envers les législatures provinciales: "Les provinces ne sont pas les enfants du pouvoir fédéral."

En effet, de par la Constitution, elles dirigent les services qui ne commandent pas autant d'argent

que les services fédéraux, mais qui n'en sont pas moins importants pour le bien-être et pour la prospérité de leurs populations. Elles ont le droit exclusif de diriger à leur guise ces services et de surveiller leur développement comme elles l'entendent. C'est même pour cela que les législatures provinciales ont été organisées lors de l'Union.

Notre province veut diriger ses services d'assistance publique comme elle l'entend. Elle veut adopter la législation sociale qui lui convient entièrement. Il a été prouvé, même à Ottawa en 1927, par le département de la Justice, qu'elle en a le droit. Elle veut l'exercer ce droit, et le gouvernement fédéral ne doit pas la punir, parce qu'elle agit ainsi, en la privant des sommes qui lui sont dues. "Les provinces ne sont pas les enfants du pouvoir central."

Quand les producteurs agricoles de l'Ouest reçoivent en une année une subvention particulière de \$12,700,000, la province de Québec demande que ses producteurs bénéficient d'une somme proportionnelle. Les produits agricoles, ici, ne sont pas de même nature que ceux de l'Ouest canadien, mais ils sont aussi nécessaires aux besoins du peuple; ils servent, tout de même, à faire vivre ceux qui, ici, cultivent si noblement la terre canadienne.

Les cultivateurs de Québec, qui ont contribué indirectement, et en proportion de notre population, à payer cette somme de \$12,700,000 pour l'Ouest, s'attendent, en retour, à recevoir une aide proportionnelle. "Les provinces ne sont pas les enfants du pouvoir central."

L'on rapporte que Sir Georges-Étienne Cartier parla à l'Assemblée législative, ici, à Québec, le 23 novembre 1869. "Lui, le Père de la Confédération, il a été écouté avec un indicible sentiment d'intérêt et d'émouvante attention", dit le journal *La Minerve*.

Lui, en face de son œuvre, surveillant le fonctionnement de tous ses rouages, il esquissa, ce jour-là, à grands traits, les principes de la politique canadienne en disant: "Le siège que j'occupais, avant la Confédération, n'est pas loin de celui-ci. Je vous déclare, après deux ans d'absence, que l'organisation de la Confédération, n'était pas une affaire de majorité ou de minorité, c'était une affaire de justice."

"Il ne s'agissait pas de savoir qui serait le plus fort, mais qui serait le plus juste. Après avoir fait la part de notre reconnaissance à la province, il faut comprendre qu'elle veut que nous nous aidions, maintenant, nous-mêmes, pour qu'elle nous aide davantage."

Il s'agissait de savoir qui serait le plus juste. Nous avons fait notre part, notre large part, pour

l'organisation de notre beau et grand pays. Nous avons fait tous les sacrifices nécessaires, et même plus que ceux qui étaient nécessaires, pour aider au succès et au développement de chacune des provinces de notre pays, et cela, à toutes les époques de notre histoire politique. Mais nous devons nous aider nous-mêmes maintenant, nous devons réclamer et nous devons être énergiques. Et, en cela, nous suivrons le dernier conseil de Sir Georges-Étienne Cartier.

Je cite, en traduisant le *Financial Post* du 27 janvier 1934, qui résuma les travaux de la Conférence interprovinciale tenue à Ottawa le 17 janvier dernier: "Il y eut des moments dans cette Conférence pendant lesquels les délégués eurent toutes les difficultés à contenir leur émotion. Ce fut un extraordinaire spectacle de voir les délégués adopter une résolution qui approuvait l'idée que de nouveaux prêts soient faits par le gouvernement central aux gouvernements des provinces de l'Ouest. Les premiers ministres de l'Ouest, se levant pour exprimer leur gratitude, eurent de la difficulté à trouver les mots pour dire la profondeur de leurs sentiments. L'honorable M. Bennett<sup>21</sup> déclara que les délégués de toutes les provinces réalisaient que le spectacle était sans précédent dans les annales de notre pays, que l'occasion était historique et qu'un nouveau sentiment national était né."

J'ai peine à croire, M. l'Orateur, que les mêmes premiers ministres, si, demain, dans une conférence interprovinciale, ils étaient appelés à voter une résolution approuvant l'idée que le gouvernement fédéral donne à la province de Québec sa pleine et entière proportion des subventions spéciales fédérales aux provinces pour les services provinciaux, j'ai peine à croire, dis-je, qu'ils ne voteraient pas cette résolution unanimement.

J'ai peine à croire que ce nouveau sentiment national, né lors de cette Conférence interprovinciale, selon le journal de l'Ontario que je viens de citer, n'inspirerait pas aux dirigeants des autres provinces et à ceux du pouvoir central, le désir le plus vif et le plus pressé de traiter la province de Québec selon les plus grands principes de la justice et de l'équité.

(Applaudissements)

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est ajourné.

#### **Demandes de documents:**

##### **Division du comté de Hull pour fins électorales**

**M. Guertin (Hull)** propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Barré), qu'il soit mis devant cette Chambre copies de toutes correspondances, résolutions, etc., entre le gouvernement ou l'un de ses membres et toutes personnes relativement à la division du comté de Hull, pour fins électorales ainsi qu'à la création d'une nouvelle division d'enregistrement pour le comté de Gatineau.

Adopté.

##### **Commission des écoles catholiques de Montréal**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 90 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

##### **Charte de Verdun**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 95 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

##### **Loi de la gazoline**

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution relative au bill 15 modifiant la loi de la gazoline, laquelle résolution a été lue une deuxième fois mercredi le 14 février courant.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose que cette Chambre adopte maintenant la résolution.

Adopté sur division.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 15 modifiant la loi de la gazoline.

#### **Rachat d'obligations de la province**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 54 concernant le rachat des obligations de la province pour lesquelles aucun fonds d'amortissement n'a été établi.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose: Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à se procurer, au moyen d'emprunt sur le crédit de la province, la somme ou les sommes d'argent nécessaires de temps à autre pour le rachat de cette partie de la dette consolidée de la province, existante à la date de l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur la présente résolution, pour laquelle des fonds d'amortissement n'ont pas été créés, et, à cette fin, à émettre de temps à autre un montant suffisant de nouvelles obligations dans telle forme, pour telles sommes distinctes, à tel taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent et à tels autres termes et conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra approuver, avec une disposition, quant au fonds d'amortissement, et sujet à tels règlements qu'il jugera convenable de faire; et que le principal et l'intérêt de ces nouvelles obligations seront à la charge du fonds consolidé du revenu de la province.

Le gouvernement, dit-il, aura le droit de créer un fonds d'amortissement pour sept émissions d'obligations provinciales qui n'en sont pas encore pourvues. Les emprunts sont remboursables à la discrétion du gouvernement, et on désire bénéficier des plus bas taux d'intérêt en cours. C'est à cela qu'il s'agit de pourvoir. Le chiffre total représenté par ces

émissions est de \$12,630,829. Le premier de ces emprunts vient à échéance le 1<sup>er</sup> mars de cette année, ce qui justifie la présentation de la mesure.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il va falloir emprunter pour payer cette somme?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Il ne faudra pas emprunter cela tout à la fois, mais à mesure que les échéances surgiront.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** insiste pour que cela soit clairement formulé dans la résolution.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** déclare que le bill est explicite à ce sujet.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** soutient que ces emprunts ne touchent que les émissions qui n'ont pas été pourvues d'un fonds d'amortissement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** insiste à nouveau<sup>22</sup>. On devrait fixer une limite à l'emprunt à contracter par cette loi.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Nous ne voulons emprunter que pour constituer un fonds d'amortissement, afin de rencontrer les émissions dont il s'agit à l'échéance. D'ailleurs, toutes les émissions dont nous parlons sont mentionnées dans les *Comptes publics* de la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il doit y avoir une autre raison à cela.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ne comprends pas mon honorable ami. Il n'y a pas d'autres raisons. Québec est la seule province qui ait pourvu au remboursement de ses emprunts par des fonds d'amortissement. Dans l'Ouest, on ne l'a pas fait. Nous voulons maintenant pourvoir d'un fonds d'amortissement chaque émission. Je ne vois pas quel mal il y a à cela. Au contraire, nous consolidons le crédit de la province. Où est le danger, je me le demande!

La résolution est adoptée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** pose une question.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le gouvernement ne garde plus au parlement provincial d'obligations ou débentures de la province. Elles sont toutes dans les voûtes du Crédit

foncier, du Royal Trust et de la Banque de Montréal pour plus de sécurité, car il y a toujours le danger du feu pour les vieux édifices parlementaires, et la province ne peut risquer de perdre de telles valeurs.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première et une deuxième fois.

#### **Subdivisions de terrains**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 48 concernant l'approbation de certains plans et livres de renvoi par les autorités municipales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Loi des cités et villes**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 49 modifiant la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Code municipal**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 modifiant le Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Licences dans les lieux d'amusements**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 4 modifiant la loi des licences en ce qui regarde les lieux d'amusements.

Adopté.

#### **En comité:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette loi va trop loin.

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Oh! Non. Les propriétaires de certains lieux d'amusement se moquent des amendes. Il y en a qui ont payé jusqu'à \$2,000 d'amendes. Le but du projet est de prévenir les violations de la loi. C'est une des meilleures lois que nous ayons présentées.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### **Reprise de la séance à 8 h 45**

#### **Corporations municipales ou scolaires et créanciers**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 concernant les conventions des corporations municipales ou scolaires avec leurs créanciers soit maintenant lu une deuxième fois.

Il y a déjà de 50 à 60 municipalités sous le contrôle de la Commission municipale. Je crains qu'il y en ait d'autres. Les affaires s'améliorent sans doute, mais, d'autre part, nos municipalités et quelques-unes des plus importantes sont très embarrassées dans leurs finances. En vertu de ce nouveau projet de loi, une municipalité en faillite aurait droit de faire un concordat avec ses créanciers, quand elle obtient l'adhésion des deux tiers de ces derniers et, ainsi, la municipalité serait exemptée d'aller sous la tutelle de la Commission. Ce projet de loi est vivement recommandé par M. Oscar Morin, président de la Commission municipale.

Citons le cas de Rouyn qui était en faillite, mais qui a composé avec ses créanciers à la suite d'une loi à cette fin. Rouyn s'est remise sur pied et, aujourd'hui, elle prospère. Nous présentons cette loi pour éviter que les municipalités soient mises en tutelle.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si tant de municipalités sont en difficultés financières, c'est dû au fait que beaucoup de compagnies jouissent de

commutation de taxes. Les municipalités sont ainsi privées de revenus importants. Je regrette que tant de municipalités scolaires soient mal en point. Cela peut dépendre de beaucoup de choses, mais les exemptions de taxes scolaires multipliées un peu partout ont eu pour effet de tarir les sources de revenus. Des compagnies très riches bénéficient depuis 30 ans, et même plus, de commutations de taxes scolaires et autres qui vont jusqu'à 74 %. De plus, ce projet de loi peut aller à l'encontre de la loi fédérale des faillites.

**M. Béique (Chambly)** fait une observation.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Peu de commissions scolaires sont en tutelle; il s'agit surtout de corporations municipales.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Salaire minimum des femmes**

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 33 modifiant la loi du salaire minimum des femmes soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill a pour but de protéger les salaires des femmes employées dans l'industrie. La loi, qui se greffe à la loi du salaire des femmes, défendra aux patrons de vendre des actions de leurs compagnies à des employées ne gagnant pas au moins \$20 par semaine. Une autre modification à la loi sera de fixer un nouveau minimum de \$100 et maximum de \$300 d'amende au lieu de \$50 comme ci-devant, dans le cas d'infraction à la loi.

**M. Guertin (Hull):** Le ministre a dit qu'il proposerait une loi du salaire minimum des hommes à la présente session.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Je ne crois pas avoir jamais fait une telle déclaration. Toutefois, nous étudions sérieusement cette question.

**M. Guertin (Hull):** Pour éviter les obligations de la loi du salaire minimum des femmes, des employeurs congédient des femmes et emploient des jeunes gens payés moins cher. Il faudrait éviter l'exploitation de ces jeunes gens.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le député de Hull a raison de soulever cette question. Le problème est aigu. Nous savons que, si nous fixons les salaires minimums des femmes, certains patrons renverront les femmes pour prendre des jeunes gens et les payer un moindre salaire. Que ferons-nous pour mettre fin à cette situation? Je me le demande.

Faisons attention de ne pas laisser l'État s'emparer de tout. Si nous accordons un salaire minimum aux jeunes gens, on nous demandera de fixer une loi du salaire minimum des hommes. Prenons garde! Il y a une limite au socialisme d'État toutefois, et nous sommes en face d'un danger. Si nous contrôlons les salaires, nous rendrons peut-être le travail plus onéreux et nous ne pouvons pas rendre le travail plus onéreux ici qu'ailleurs, au risque de chasser les patrons. Encore une fois, ce problème est grave, et nous l'étudions, espérant lui trouver une solution qui satisfasse tout le monde.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité. Adopté.

#### **En comité:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Puisqu'on discute cette question, il ne serait que juste de décréter qu'une femme fera partie de la Commission du salaire minimum. Cette disposition était autrefois dans la loi, mais on l'a fait disparaître.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Je ne crois pas que nous devrions discuter cette question au sujet d'un bill comme celui-ci.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je me demande s'il n'y aurait pas lieu d'étudier la question de travail au point de vue de l'enfance. Aux États-Unis, on ne laisse plus travailler les enfants, et je crois que nous devrions légiférer dans le même sens.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous disons dans la loi que les jeunes filles de moins de 18 ans pourront faire des travaux mineurs qui peuvent se faire sans apprentissage préalable.

**M. Samson (Québec-Centre):** Je crois que cette clause doit être adoptée. Il y a des travaux mineurs qui peuvent se faire sans apprentissage préalable.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 11, les suivants:

"11a. Toute convention entre employeurs et employées fixant un salaire inférieur à celui établi par une ordonnance de la commission est nulle.

"11b. Toute vente d'intérêts, d'actions ou d'obligations, à une employée, dans une industrie ou un commerce exploité par son employeur, est prohibée et de nul effet, à moins, toutefois, que les gages hebdomadaires de ladite employée soient supérieurs à la somme de vingt dollars.

Un employeur, son agent ou représentant qui tente de violer ou viole les dispositions du présent article encourt la pénalité édictée à l'article 12."

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):**

Au sujet de la cause défendant à un patron de vendre des actions de sa compagnie à une employée qui gagne moins de \$20 par semaine, je dois dire que nous avons reçu de nombreuses plaintes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si on le défend pour celles qui gagnent moins de \$20, on devrait aussi le défendre pour toutes les autres.

**M. Guertin (Hull)** prétend qu'on va juste assez loin.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je crois qu'en fixant la limite à \$20, nous protégeons la jeune fille. Je crois que le principe d'intéresser l'employée à ses affaires est bon, pourvu que le salaire de ceux à qui on vend des actions soit assez élevé. En Europe, la chose se pratique, et tout le monde s'en trouve bien. On a même vu des employées possédant assez d'actions, à la mort de leur patron, pour pouvoir continuer leurs affaires.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Samson), qu'on devrait défendre à toute personne qui n'a pas atteint l'âge de majorité d'acheter des actions dans la compagnie où elle travaille.

Cette motion est rejetée.

**M. Plante (Montréal-Mercier):** J'ai soumis un bill à la Législature il y a quelques temps, et qui, en plus des dispositions du bill 33, comprend d'autres

suggestions. Si mon bill n'est pas appelé, je désirerais faire les amendements inclus dans mon projet.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Vous pouvez présenter vos amendements quand bon vous semblera.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La pénalité n'est pas assez sévère. On est plus sévère pour les revenus du fisc que pour protéger la jeune fille.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Dans le cas du fisc, il n'y a qu'une offense de commise, tandis que dans le cas d'un patron qui emploie 100 jeunes filles et ne les paiera pas, il y aura 100 offenses de commises; à \$50 chacune, cela fera une jolie somme!

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Permis de coupe de bois**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)**

propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 43 pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)**

propose: 1. Qu'en vertu de l'article 34 de la loi des terres et forêts, Statuts refondus 1925, chapitre 44, tel que remplacé par la loi qui accompagne les présentes résolutions, il soit tenu, dans le bureau des terres de la couronne, un registre en la forme jugée convenable par le ministre, dans lequel doivent être enregistrés sommairement:

1° À la diligence du ministre, les ventes, concessions, locations, baux ou permis d'occupation consentis sur les terres publiques, et pour lesquels des lettres patentes n'ont pas encore été octroyées;

2° À la diligence des intéressés,

a. Les cessions ou transports, consentis par les premiers acquéreurs ou concessionnaires, des

droits qu'ils possèdent sur les terres publiques et les hypothèques et autres droits réels consentis par eux et affectant ces droits;

b. Les cessions, transports, hypothèques et les droits réels consentis par les héritiers ou ayants cause de tels premiers acquéreurs ou concessionnaires;

c. Les cessions ou transports effectués par le moyen de la vente faite sous l'opération du Code municipal, pour taxes;

d. Les cessions ou transports effectués par le moyen de vente par autorité de justice, dans les cas où cette vente peut se faire légalement.

2. Que nul permis de coupe de bois ne sera accordé pour une période de plus de 12 mois; mais que tout permis sera sujet à renouvellement conformément aux règlements faits de temps à autre par le lieutenant-gouverneur en conseil; que le renouvellement d'un permis en vertu des dispositions précédentes sera, en ce qui concerne les terrains visés par ce renouvellement, la continuation du permis originairement émis, et que le permis renouvelé, à l'égard de ces terrains, soit censé avoir existé sans interruption depuis la date de l'émission du permis originaire; que si, par suite de quelque inexactitude d'arpentage ou par suite de toute autre erreur ou cause quelconque, un permis se trouve comprendre des terrains déjà désignés dans un permis d'une date antérieure, le dernier permis en date deviendra nul et de nul effet, en autant qu'il peut déroger à celui qui aura été accordé précédemment et que le possesseur ou propriétaire du permis ainsi devenu nul et de nul effet, n'aura aucun recours quelconque contre le gouvernement pour indemnité ou compensation à raison de cette annulation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit là d'un des bills les plus importants de la session et je crois que nous ne devrions pas en entreprendre la discussion ce soir. Il vaut mieux l'ajourner à une autre séance.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) va expliquer le bill, puis si le chef de l'opposition veut ajourner le débat, on l'ajournera. Je crois que, après avoir entendu ses explications, vous n'aurez pas à passer une longue discussion.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Il s'agit d'une chose très simple. Actuellement, les compagnies sont obligées de renouveler chaque année, entre le 1<sup>er</sup> mai et le 1<sup>er</sup> septembre, les permis qu'elles tiennent du gouvernement pour l'exploitation

de leurs limites. Des doutes ont été émis sur la permanence de ces permis par des avocats étrangers. On sait que, depuis un certain nombre d'années, les compagnies ont hypothéqué les domaines qu'elles exploitent. Or, tel que les choses existent à l'heure actuelle, il faudrait que, chaque année, elles renouvellent leur enregistrement sur les droits de coupe.

Afin d'éviter ces ennuis, nous demandons que le permis accordé soit automatiquement continué. L'administration veut donc tout simplement amender la loi pour dire que les compagnies d'exploitation forestière, lorsqu'elles seront en règle avec le gouvernement, n'auront pas à renouveler ce permis chaque année. Le simple fait d'avoir rempli toutes leurs obligations envers le gouvernement renouvellera automatiquement ce permis, ce qui leur donnera le caractère de permanence requis par les légistes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le projet soumis est probablement la mesure la plus importante que la Législature ait eu à considérer depuis un grand nombre d'années.

Le discours du trône, qui indique les principales lois que le gouvernement entend adopter pour la prospérité de la province, indiquait les mesures que le gouvernement entendait prendre pour alléger le chômage et la crise.

Or, pour résoudre le chômage, on nous demande d'adopter un projet de résolutions dont l'effet est d'aliéner définitivement le patrimoine national forestier, au bénéfice des marchands de bois qui ont pratiqué la surcapitalisation et le mouillage des stocks, qui exploitent la petite épargne au détriment de la masse du peuple. Pourtant, le gouvernement est le fidéicommissaire à qui on a confié les biens nationaux pour les faire fructifier, non seulement pour la génération présente, mais aussi pour les générations futures. C'est un actif précieux que le gouvernement a le devoir de protéger pour assurer la survivance de la race, pour servir de réserve, en cas de misère et de désastre. Nos ressources ne sont pas censées être un moyen par lequel le gouvernement pourrait enrichir ses amis, en laissant les industriels exploiter la population, comme cela s'est fait au cours des dix dernières années.

Celui qui sabote, celui qui dilapide nos ressources naturelles, commet un acte désastreux, un acte condamnable. Or, nous avons maintenant le spectacle poignant de nos ressources naturelles destinées à enrichir notre population, mais qui servent à l'exploiter. Nous avons vu des compagnies s'organiser à la faveur des lois du gouvernement que

celui-ci avait le devoir impérieux d'amender, pour bâtir des surcapitalisations, répréhensibles, qui ont servi à ruiner l'épargne populaire. La Canada Pulp & Paper en est un scandaleux exemple. Ce scandale a été toléré, parce que conçu à l'abri de nos lois. Non seulement on l'a toléré, permis, mais le gouvernement n'a même pas fait payer les primes de transfert de \$20 par mille carré que ces compagnies devaient payer.

Et aujourd'hui, on consacre cette surcapitalisation scandaleuse, la ruine de notre épargne, en demandant d'aliéner, en faveur de ces compagnies, une partie importante de notre patrimoine national. Le gouvernement a laissé bâtir des fortunes scandaleuses à même le patrimoine commun et au détriment de nos gens, les descendants des pionniers qui ont bâti notre pays.

En plus, il n'a pas perçu de droits en primes de transfert pour une somme d'au moins \$300,000. À la faveur d'artifices légaux, la St. Maurice Valley a bâti un cartel, sans payer de droits de transfert exigibles au gouvernement. Puis, les spéculateurs ont mûri un projet scandaleux qui devint la Canada Paper & Power, toujours sans payer les transferts de droits de coupe au gouvernement. Et ce cartel s'est augmenté d'autres limites, toujours sans payer les primes de transfert. La Canada Paper & Power s'est métamorphosée en la Consolidated Paper, et toujours sans payer les nouvelles primes de transfert.

Et pendant que la province perdait de l'argent, pendant que ces spéculateurs ruinaient l'épargne populaire, le gouvernement, lui, présentait en 1932, le bill 217, frère jumeau du présent bill. Lorsque le bill 217 fut présenté, j'en ai parlé au premier ministre qui a consenti à le retirer. Je lui rends volontiers ce témoignage. L'an dernier, le même bill est revenu sous le titre (bill) no 13<sup>23</sup>. Mais le premier ministre en a retranché les clauses que l'on incorpore aujourd'hui. Il y a 50 ans que les marchands de bois de Québec cherchent à obtenir les privilèges exorbitants qu'on leur accorde enfin aujourd'hui.

Maintenant, le gouvernement souhaite aller encore plus loin en accordant des droits de coupe permanents à ces mêmes entreprises, afin qu'elles puissent émettre des obligations et débetures, en utilisant comme garantie des terrains qui ne leur appartiennent pas et qui ne peuvent leur appartenir qu'avec la complicité du gouvernement. Il faut s'entendre sur la question des marchands de bois. Je n'ai aucune objection à leur accorder des privilèges raisonnables, mais, par exemple, je m'oppose à ce qu'on leur donne notre patrimoine national, je m'oppose à ce qu'on hypothèque les terres de la couronne pour garantir les émissions d'obligations

scandaleuses. Car c'est dans ce but que l'on présente cette loi.

On nous demande de liquider les surcapitalisations scandaleuses qui ont englouti l'épargne populaire, à même notre patrimoine forestier. Car, jusqu'ici, aucune loi provinciale ne reconnaissait les hypothèques des compagnies sur notre domaine forestier. Ce bill en reconnaît le principe et en invite l'application. Et, quand les hypothèques seront reconnues comme garanties sur nos forêts, on dira qu'il ne faut pas toucher aux porteurs de débetures; on dira qu'il y a, par exemple, \$225,000,000 d'obligations et débetures qui reposent sur ce domaine forestier. Affecter les limites à d'autres fonctions, la colonisation par exemple, c'est la ruine des gens qui ont placé leur argent garanti par les limites.

Et c'est ainsi aliéner à perpétuité nos forêts, les donner en primes à la surcapitalisation scandaleuse qui a ruiné notre épargne. Lorsque nos ressources naturelles seront hypothéquées de façon permanente, on fermera pour toujours nos terres à la colonisation. Car, aux protestataires, on répondra que ces limites forestières sont en garantie pour l'épargne populaire qui a été placée dans les compagnies forestières. Lorsque les limites forestières sont hypothéquées pour des millions de dollars par les compagnies, il est impossible pour le gouvernement de les récupérer, parce qu'une telle démarche signifierait la ruine à la fois pour les débiteurs et pour les créanciers.

En plus, on met de côté en faveur de ces mêmes compagnies nos lois d'enregistrement, car désormais elles ne seront plus obligées d'aller enregistrer leurs droits réels au bureau d'enregistrement ordinaire, mais simplement d'aller enregistrer non seulement les transports de leurs droits, comme auparavant, mais leurs droits réels et leurs hypothèques, et ce, à la discrétion du ministre, quant aux formalités à suivre. Et le bill affectera aussi les actes en fidéicommis, et les fiduciaires des compagnies deviendront les détenteurs d'une grande partie de nos ressources naturelles.

Évidemment, le gouvernement ne se rend pas compte des désastres qu'il accumule. Pendant deux années, il a résisté à l'obsession, aux pressions faites sur lui, comme pendant 40 ans auparavant, les gouvernements avaient rejeté cette demande. Aujourd'hui, il donne nos ressources forestières en prime à des spéculations condamnables.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Il y a nombre d'années que je siège en cette



Chambre, mais jamais encore je n'avais entendu discours aussi extraordinaire que celui de mon honorable ami le chef de l'opposition. Il les surpasse tous. Je n'ai pas besoin de vous dire combien je suis surpris de l'entendre critiquer un bill comme celui que nous présentons. Je n'aurais jamais cru qu'un chef de parti, qu'un brillant avocat comme l'est le député de Trois-Rivières puisse le faire en Chambre.

Il a beau crier, à la force de sa voix, à l'impéritie du gouvernement, au scandale, à l'imprévoyance, à l'aliénation de notre domaine national en faveur des marchands de bois et des favoris du régime. S'il faisait un discours comme celui-là ailleurs que dans cette Chambre, passe encore, mais, dans cette enceinte où l'on apprécie les lois, où l'on comprend le sens et la portée des lois, où il est plutôt malaisé de faire passer pour des crimes les actes les plus justes et les plus simples au monde, c'est inconcevable. Des discours comme celui-là ne sont pas faits pour la Chambre.

Je ne veux pas faire de passions. Je veux discuter de cette loi comme elle doit l'être. Nos richesses forestières constituent un des plus grands acquis de la province de Québec. Il était facile de parler d'aliénation du domaine national. Ces richesses ne peuvent être exploitées que si nous permettons à des usines de pulpe et de papier de le faire. Ces industries ne peuvent construire leurs usines à pulpe et à papier qu'en autant qu'elles possèdent des limites à bois.

Quel est l'homme d'affaires qui construira une manufacture, s'il n'est pas certain d'avoir ce qu'il lui faut pour la mettre en opération? S'il n'y a pas de bois, ces industries ne peuvent enfouir, dans la construction d'usines et dans leur exploitation, des millions et des millions. Je sais qu'une usine, dans mon comté, a coûté \$7,000,000. Il faut, pour qu'elles puissent dépenser de telles sommes, que les compagnies aient du bois pour 25, 30 ou 40 ans à venir.

Que dit la loi? Jusqu'à maintenant, elle disait que le gouvernement de la province peut accorder des permis à des taux et conditions établis d'après nos règlements édictés par le lieutenant-gouverneur en conseil à certaines époques. Depuis 25 ans, les compagnies payaient une rente annuelle de \$5 par mille de réserve forestière, et ce permis renouvelable tous les 12 mois durait du 1<sup>er</sup> mai d'une année au 30 avril de l'année suivante. Les compagnies qui s'étaient conformées aux exigences de leurs permis avaient alors du 1<sup>er</sup> mai au 1<sup>er</sup> septembre pour renouveler ce permis, et elles avaient droit à ce renouvellement. Dans le cas où une compagnie était redevable au département ou si elle avait transgressé

ses obligations de quelque manière que ce soit, son permis pouvait être annulé. C'est là la loi actuelle.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors, pourquoi une nouvelle loi?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je vais vous le dire. En parlant comme vous avez parlé tantôt, il est évident que vous n'aviez pas compris! La question de savoir si une compagnie avait droit au renouvellement annuel de son permis est allée jusqu'en Cour suprême du Canada, et ce haut tribunal a répondu dans l'affirmative.

Le chef de l'opposition nous demande maintenant: "Pourquoi une loi?" On admettra qu'une compagnie qui doit construire une usine de \$7,000,000 doit émettre des obligations. Ces obligations sont achetées par le public, par le petit épargnant, par les institutions bancaires, par les compagnies d'assurances. Ces obligations sont garanties par un acte de fidéicommiss et, en garantie à la compagnie de fidéicommiss, la compagnie d'exploitation forestière transfère ses limites à bois. Si la licence n'était pas renouvelable, que vaudrait la garantie?

Un doute s'est élevé dans l'esprit des avocats des États-Unis - on sait que plusieurs compagnies américaines ont investi des capitaux chez nous - à savoir si les licences émises par le gouvernement étaient perpétuelles, si le gouvernement n'avait pas le pouvoir de contremander ces licences. Il y avait aussi un autre doute. On s'est demandé pourquoi une licence annuelle et si la créance hypothécaire devrait être enregistrée tous les ans.

Alors, pour faire disparaître ces doutes, nous disons aujourd'hui aux compagnies, en vertu de la loi, telle qu'elle a déjà été interprétée par la Cour suprême: "Tant que vous respecterez vos engagements envers le gouvernement, tant que vous aurez le respect de nos lois, tant que vous paierez entièrement et fidèlement tout ce que vous nous devez, le gouvernement vous laissera la possession de vos limites à bois."

La loi des terres et forêts a toujours été interprétée de cette façon-là; elle a été faite de façon à protéger le porteur d'obligation, c'est-à-dire notre bon public. Et si nous n'avions pas une loi pour assurer la permanence, alors, le capital étranger ne viendrait plus s'établir chez nous, dans l'industrie la plus importante de la province de Québec, qui donne du travail à 25,000 bûcherons cet hiver.

L'honorable chef de l'opposition nous dit: "Vous voulez protéger les marchands de bois au détriment de notre patrimoine national. Vous ne

devriez pas changer la loi qui exige le renouvellement annuel des permis." Allons-nous maintenant exiger cela des compagnies, quand ces compagnies traînent de l'aile et que les plus solides sont menacées? Allons-nous leur dire: "Vous devriez renouveler votre permis tous les ans", alors que l'on sait bien que ce renouvellement n'est pas nécessaire et coûte des sommes fabuleuses?

Non. Avec la loi, nous disons que les compagnies obtiennent des titres permanents, pourvu qu'elles respectent les lois et les règlements. Nous ne croyons pas devoir mettre des entraves à l'industrie. La position n'est pas changée. Cette même loi existe depuis 1910!

Cela valait-il la peine de parler comme le chef de l'opposition a parlé tantôt? Si nous présentions un projet pour dire que les compagnies devront revenir devant nous tous les ans pour renouveler leur permis, le chef de l'opposition soulèverait d'autres objections. Il dirait que le gouvernement force les compagnies à venir chaque année se mettre aux genoux du ministre des Terres et Forêts pour le supplier de leur renouveler un permis, afin que le ministre puisse les bien tenir dans sa main. Il est vrai que ce serait plus commode pour nous. Je ne dis pas qu'il feindrait l'indignation, car ce ne serait pas parlementaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ni exact.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je l'admets, si vous voulez. Mais l'indignation de l'honorable chef de l'opposition n'a pas sa raison d'être. Encore une fois, si nous demandions le contraire, l'opposition prétendrait que nous voulons mettre les compagnies à notre merci.

Nous ne changeons encore une fois rien à la loi; nous donnons simplement un caractère de permanence aux permis. Nous ne faisons pas de compromis avec la loi; nous favorisons le capital étranger et canadien qui veut venir se placer dans notre industrie papetière ou forestière. Nous assurerons, au capital étranger, la sécurité dont il a besoin pour nous aider à développer nos ressources naturelles. Le capital a besoin d'un caractère de permanence, et il ne veut pas être à la merci du gouvernement; il veut pouvoir se fier aux lois de Québec.

Le chef de l'opposition a parlé d'argent perdu. Presque toutes les compagnies que nous avons sont à chartes fédérales, et ces compagnies ne sont pas mieux partagées que les nôtres. Nous demandons maintenant à Ottawa une loi uniforme des compagnies.

Nous faisons ce que nous pouvons pour l'obtenir, et nous aurons bientôt une conférence à ce sujet avec les autorités fédérales. On a parlé tantôt de désastre. Il y en a partout. Les compagnies les plus solides tombent ou chancellent. On considérerait jusqu'ici les obligations dans les chemins de fer canadiens comme des placements de tout repos. La crise a tout balayé. Elle a atteint même les compagnies les plus solides. Nos compagnies de pulpe et de papier souffrent comme les autres. Des jours meilleurs viendront. Il y a déjà des signes d'amélioration. Ce n'est pas le temps d'effrayer le capital étranger et je n'ai pas d'hésitation à demander à la Chambre d'approuver ce projet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Des remarques du premier ministre, il résulte trois choses. Il est maintenant avéré que l'on demande à la Chambre de consacrer l'enregistrement des hypothèques des marchands de bois sur le domaine de la couronne. Le premier ministre a déclaré, en effet, qu'il n'était pas raisonnable de faire renouveler la licence d'exploitation à chaque année, mais qu'il fallait la déclarer permanente.

On permet aux compagnies d'exploiter les limites avec leur licence. C'est donc l'aliénation du patrimoine national, en faveur des compagnies qui ont abusé de l'épargne populaire, des compagnies que le premier ministre, procureur général, a tenté d'excuser en les comparant aux compagnies sérieuses telles que le Pacifique Canadien. Le procureur général n'a pas trouvé un mot de condamnation pour ces compagnies, mais il nous dit que les avocats américains lui ont demandé de rendre la chose plus claire.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai déclaré que les avocats américains avaient un doute.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'était alors, si on le veut, pour faire disparaître le doute des avocats américains, qu'on a présenté cette loi, qu'on passe une loi pour déclarer que les marchands de bois auront droit d'hypothéquer notre domaine forestier public. Extraordinaire, vraiment, cette influence des avocats américains, et malheureusement, ce n'est pas la première fois que ça arrive.

Va-t-on tenir compte des doutes des avocats américains pour aliéner nos ressources naturelles? Et si les règlements existent déjà, pourquoi alors passer une nouvelle loi? Si on présente une nouvelle loi, c'est parce que les règlements ne donnaient pas aux compagnies les privilèges que les marchands de bois réclament maintenant. Et c'est tellement le cas qu'on

aliène nos ressources naturelles que, le gouvernement, pour obéir aux règlements, se voit obligé de présenter des résolutions.

Le premier ministre a parlé de chartes fédérales en disant que les compagnies forestières qui ont ruiné notre épargne avaient des chartes fédérales. C'est une piètre excuse, et puis la vérité est que la Canada Paper avait une charte provinciale. Et le gouvernement ne viendra jamais soutenir sérieusement qu'il n'avait pas les moyens d'obliger les compagnies à prendre une charte provinciale. C'est en vertu de nos lois que ces compagnies ont pu faire de la surcapitalisation scandaleuse, en se prévalant de la loi qui leur permet d'hypothéquer ses biens futurs.

Aujourd'hui, on vient de dire qu'il faut protéger ceux qui ont surcapitalisé, en aliénant le patrimoine public. La population doute de la conservation de ce patrimoine national.

Le premier ministre, enfin, a été obligé d'admettre que c'était l'aliénation de notre domaine forestier. C'est une orientation désastreuse nouvelle en matière de ressources naturelles, et le gouvernement devra porter la responsabilité de cette politique.

Quelles sont les compagnies qui ont émis des obligations qui vont être garanties désormais par le domaine public?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Presque toutes les compagnies ont des obligations. Je ne puis le dire pour le moment.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous tenons à le savoir, car on nous demande de passer un bill précisément pour garantir ces obligations à même notre domaine forestier.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Je le répète, je ne puis répondre quel en est le montant.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelles sont, encore une fois, les obligations émises? On nous a dit tout à l'heure que ces obligations sont enregistrées au bureau du ministre, et le ministre dit qu'il ne le sait pas.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Je ne puis vous dire cela de mémoire. Le chef de l'opposition admettra que je ne puis pas tout me rappeler ce qu'il y a d'enregistré dans le bureau.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On fait une loi pour enregistrer les hypothèques des compagnies. Il n'est que raisonnable de savoir quel en est le montant. Le ministre peut-il nous le dire?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Je ne suis pas capable de me le rappeler. Et si le chef de l'opposition était à ma place, il ne le pourrait pas, lui non plus.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pouvez-vous

dire la somme approximative?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Non, je ne le puis.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela aura-t-il

pour effet de garantir les obligations de certaines compagnies?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Oui, dit-il, des compagnies en règle avec le gouvernement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que

ces enregistrements auront pour effet d'assurer les débiteurs émises par la Canada Paper & Power?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Ça aura certainement pour effet de garantir tous les enregistrements faits jusqu'à date.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Peut-on avoir

une copie de ces enregistrements?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Si vous voulez faire de l'obstruction, libre à vous!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous ne voulons

pas faire d'obstruction. Le gouvernement devrait comprendre que si on veut passer une loi pour enregistrer les hypothèques des compagnies, il n'est que légitime de savoir à quelle somme se chiffrent ces hypothèques.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

On peut avoir au bureau le montant de certaines obligations, mais pas toutes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-il possible

d'obtenir un état des hypothèques?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

La loi actuelle ne change rien à la position du concessionnaire forestier. Le droit de renouvellement existe depuis au-delà de 40 ans. Tout simplement, on veut leur épargner des ennuis d'enregistrement à tous les ans.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi n'autorisait jusqu'ici que le transport des droits réels et les hypothèques. Le ministre, avec ses explications, est fort intéressant, mais s'il croit par ce moyen faire oublier la question, il se trompe.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
Le département n'a rien à cacher et il mettra à la disposition du chef de l'opposition tous les documents qu'il a en sa possession.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**  
propose que le comité s'ajourne à demain.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### Ville de Sherbrooke

**M. Fortier (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 172 concernant la validation d'un règlement de la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La séance est levée à 11 heures.

#### NOTES

1. Honoré Mercier, libéral, premier ministre du Québec (1887-1891).

2. Sir Oliver Mowat, libéral, premier ministre de l'Ontario (1872-1896).

3. William S. Fielding, libéral, premier ministre de la Nouvelle-Écosse (1884-1896).

4. Andrew George Blair, libéral, premier ministre du Nouveau-Brunswick (1883-1896).

5. John Norquay, sans parti, premier ministre du Manitoba 1878-1887. (Avant 1888, les gouvernements du Manitoba étaient non partisans.)

6. Peter Heenan, libéral, ministre fédéral du Travail (1926-1930).

7. Wesley Ashton Gordon, conservateur, ministre fédéral de l'Immigration et de la Colonisation, ministre des Mines (1930-1935); ministre du Travail (1932-1935).

8. Henry Herbert Stevens, conservateur, fut ministre fédéral du Commerce (1930-1934). Fonda le Parti de la Reconstruction en 1935, mais réintégra le Parti conservateur du Canada en 1938.

9. En 1936, le journal *The Globe* fusionnera avec *The Mail and Empire* pour devenir *The Globe and Mail*.

10. La Commission royale sur les réclamations des Provinces maritimes, présidée par Sir Andrew Rae Duncan, fut instituée en 1926 par le premier ministre libéral W. L. Mackenzie King dans le but d'enrayer les disparités économiques entre les provinces maritimes et le reste du Canada. Elle recommande d'augmenter les subventions fédérales à la région de l'Est du pays, de réorganiser les ports de Halifax et de Saint-John, de réduire les tarifs du transport des marchandises en direction de l'Ouest et de subventionner le charbon de la Nouvelle-Écosse pour qu'il soit plus concurrentiel sur les marchés du centre du pays. (Source : Ronald MacDonald, "Pour l'union des Provinces maritimes" *Revue parlementaire canadienne*, vol. 18, n° 4, 1995.)

11. Voir note 7.

12. Député libéral de Montréal-Saint-Henri (1921-1937).

13. Edgar Nelson Rhodes, conservateur, ministre des Finances de 1932-1935.

14. William Lyon Mackenzie King, libéral, premier ministre du Canada de décembre 1921 à juin 1926, de septembre 1926 à août 1930, et d'octobre 1935 à novembre 1948.

15. D'Arcy Britton Plunkett, député fédéral conservateur de Victoria (1928-1936).

16. Sir Wilfrid Laurier, libéral, fut premier ministre du Canada de 1896 à 1911.

17. Luther Harrilton Holton, libéral, fut ministre des Finances (1863-1864) dans le ministère Macdonald-

Dorion. Il représente la circonscription de Montréal-Centre à l'Assemblée législative de 1871 à 1874, lorsqu'il démissionna à l'abolition du double mandat. Il siégea à la Chambre des communes comme député de Châteauguay de 1867 à 1880.

18. Dominick Edward Blake, libéral, fut ministre de la Justice (1875-1877) et chef de l'opposition à la Chambre des communes (1880-1887).

19. Georges-Étienne Cartier avait été élu, en vertu du double mandat, député conservateur de Montréal-Est à l'Assemblée législative et à la Chambre des communes.

20. Ernest Lapointe fut député libéral de Kamouraska (1904-1919) et de Québec-Est (1919-1941). Il dirigea plusieurs ministères (Marine et Pêcheries, Justice, Secrétariat d'État) et représenta le Canada aux Conférences impériales de 1926, 1929, 1937, à la Conférence sur le désarmement naval (1927) et à la 19<sup>e</sup> Assemblée de la Société des Nations à Genève (1938).

21. Richard Bedford Bennett, conservateur, fut premier ministre du Canada du 7 août 1930 au 23 octobre 1935.

22. *The Montreal Daily Star* du 21 février 1934, à la page 17, souligne que M. Duplessis a gagné son point sur cette question.

23. Le bill 217, loi modifiant le Code civil relativement à la désignation et à l'enregistrement du droit de coupe de bois, fut présenté le 1<sup>er</sup> février 1932 et ne franchit que l'étape du rapport du comité permanent des bills publics en général. Portant le même titre, le bill 13 fut sanctionné le 13 avril 1933.



## Séance du mercredi 21 février 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard<sup>1</sup>

La séance est ouverte à 3 h 20.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi de  
l'assistance publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande, appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), la permission de présenter le bill 59 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** objecte que ce bill ne peut être présenté tant qu'il n'aura pas été rédigé.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** reconnaît que le leader de l'opposition dit vrai.

**M. l'Orateur,** se fondant sur l'article 445 du Règlement, maintient l'objection soulevée et déclare la motion irrégulière.

## Questions et réponses:

**Sommes dues selon le rapport de  
Price, Waterhouse & Co.**

**M. Guertin (Hull):** Par qui étaient dues les sommes apparaissant dans le rapport de MM. Price, Waterhouse en date du 8 octobre 1931, au chapitre des comptes recevables, comme réserve pour montants non percevables pour chacun des montants et ministères suivants:

Terres et Forêts .....	\$ 450,250.22
Commission des eaux courantes.....	793,151.83
Revenu .....	1,613,403.19
Secrétaire provincial .....	429,521.59
Colonisation.....	534,345.85
Voirie .....	244,369.29

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Dans leur rapport, MM. Price Waterhouse & Co. ont

certifié ces totaux mais n'ont pas fourni un état détaillé des réserves faites pour comptes douteux.

**Droit de vote  
des femmes**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Gabias), selon l'ordre du jour, que le bill 170 modifiant la loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité, soit maintenant lu une deuxième fois<sup>2</sup>.

**Des voix:** "Carried!"

**D'autres voix:** "Drop!"<sup>3</sup> (Applaudissements)

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie):** M. l'Orateur, en me levant pour me porter à la défense d'un projet de loi qui devrait assurer aux femmes de ma province un droit qu'elles revendiquent depuis longtemps, celui du suffrage, j'éprouve un double sentiment. Sentiment de reconnaissance pour la confiance dont on a bien voulu m'honorer en me chargeant de le présenter, sentiment de crainte de ne pouvoir le faire avec toute la compétence et l'éloquence que demanderait la discussion d'une question aussi vitale.

En effet, on aurait pu confier cette tâche à un des législateurs de cette Chambre qui ont plusieurs années d'expérience et tout le doigté qui peut faire défaut à un jeune député. On aurait pu encore le confier à d'éminents juristes que des joutes au prétoire ou des luttes devant les tribunaux sur des questions légales fort complexes ont rompus à l'art de l'éloquence, s'assurant ainsi un concours beaucoup plus efficace que le mien. On aurait pu, de même, recourir à la dialectique plus souple et plus convaincante d'un parlementaire expérimenté pour faire face aux objections souvent invoquées ici contre ce droit de suffrage, et les détruire victorieusement. On aurait pu de nouveau choisir mon collègue, le député de Montréal-Mercier (M. Plante), qui s'est déjà si bien acquitté de cette tâche; et je rends ici hommage à tous ceux qui, dans cette Chambre et ailleurs, se sont constitués défenseurs de cette mesure. Mais enfin, M. l'Orateur, je n'ai pas d'alternative. On me connaissait déjà comme un partisan de cette mesure. On m'a choisi et je n'ai pas cru devoir me dérober.

J'ai donc pour mission de présenter aujourd'hui à mes collègues trois propositions qui militent en faveur du suffrage féminin, à savoir que: premièrement rien ne s'oppose au droit de suffrage de la femme; deuxièmement, qu'elle devrait prendre une part active à la vie politique de sa province; troisièmement, qu'elle pourrait dans ce domaine rendre de grands services.

En principe, la femme est-elle ou non en droit de participer à la vie politique de son pays? Existe-t-il quelque précepte de droit naturel ou quelque loi positive qui la proscrie de ce domaine? Il est évident que si quelque principe religieux ou moral s'opposait formellement à cette participation de la femme à la vie politique, la cause serait entendue et jugée. Mais le seul fait que la femme ait été appelée de nos jours, dans de nombreux pays civilisés, à l'exercice des droits politiques reconnus à l'homme, sans que l'Église ait cru devoir élever la voix ou fait entendre la moindre protestation, ne suffit-il pas pour donner à penser que cette innovation n'enfreint en rien les principes ou les préceptes fondamentaux de la morale naturelle ou de la morale révélée?

Et de fait, rien ne s'oppose en principe à ce que la femme prenne part à l'évolution politique de son pays. Ni la religion ni le droit naturel ne lui interdisent de s'intéresser au bien commun de la société dont elle fait partie, en tant que personne humaine tout d'abord et, de plus, en tant qu'épouse, mère et reine d'un foyer. Si, d'autre part, ni la religion ni le droit naturel ne se prononcent sur la nature de cet intérêt, ni la première ni le second ne s'opposent à ce qu'il se manifeste par une intervention active et positive dans la vie publique, et en particulier, par l'exercice du suffrage.

Ce n'est pas le christianisme qui s'y opposera, lui qui non seulement a fait disparaître l'état d'infériorité où la femme était reléguée, mais en a fait une électrice dans le domaine spirituel en établissant, dans les communautés religieuses, la hiérarchie par voie d'élection et de suffrage, et l'a complaisamment regardée jouer ce rôle, même dans le domaine temporel, aux époques et dans les pays où il exerçait le plus d'influence. Au Moyen Âge, par exemple, les femmes votaient et avaient accès aux charges politiques et administratives, sous le regard approbateur de l'Église.

C'est encore le christianisme qui, par la voix d'un de ses chefs suprêmes, le savant canoniste Innocent IV, a reconnu le droit électoral aux femmes aussi bien qu'aux hommes, fussent-elles vierges ou épouses, veuves ou tutrices d'enfants, et ce, à partir de leur majorat qui était, en plein treizième siècle, fixé à 14 ans. On me pardonnera d'effleurer le côté

religieux de cette question. Je sais, pour l'avoir entendu dire de mes oreilles l'an dernier, que certains membres de cette Chambre se demandaient si, en votant en faveur de cette loi, ils ne violaient pas une encyclique ou encore étaient retenus par leurs convictions religieuses.

À ceux qui se plaisent, sans toutefois le démontrer, à mettre en continuelle opposition l'exercice du droit de vote et la mission naturelle de gardienne du foyer, je répondrai que la nécessité de vaquer aux soins du ménage ne présente pas davantage une objection sérieuse. On peut bien soutenir que la tradition et le bon sens veulent qu'à l'homme soient dévolus les soucis de la vie publique et, à la femme, les soins de la maison et les préoccupations strictement domestiques. J'accorde sans peine et je conçois que le bon sens exige que l'épouse, la femme s'occupe tout d'abord de son intérieur, de son mari et de ses enfants, quand elle en a, tout comme il demande à l'homme de vaquer à ses devoirs d'état en premier lieu.

Mais je ne vois pas qu'il interdise de s'occuper d'autre chose, particulièrement du bien commun de la société dont tous deux, l'époux et la femme, font partie au même titre de citoyen. Ceux qui, M. l'Orateur, sont si remplis de sollicitude pour le foyer, le soin des enfants, du ménage et de la maison, et prétendent que les devoirs de la femme seraient plus négligés par le fait qu'elle aurait droit au suffrage provincial, n'ont jamais pu démontrer qu'on ait déjà eu à se plaindre de telle négligence par l'exercice de ce droit au fédéral.

Je soutiens même que le bon sens enjoint, au contraire, à la femme de s'intéresser aux affaires de l'État. Si la femme reporte, en toute confiance, sur son mari le soin d'y pourvoir activement, ce peut être sagesse, prudence, division du travail bien comprise - c'est à voir - mais qu'elle doive nécessairement le faire, s'interdire de porter ses regards et ses préoccupations au-delà des murs de son foyer, qu'elle doive, au nom même de sa mission naturelle, abandonner à l'homme le soin de veiller à sa prospérité, la protéger contre tout ce qui vient du dehors et qui concerne la maisonnée, c'est ce qui n'est nullement démontré.

Il est facile de dire que la femme négligera la maison, le mari et les enfants, si elle fait de la politique. Mais elle a le droit de vote au fédéral. Elle l'a comme propriétaire, au municipal. Elle a même le droit de se porter candidate au fédéral, elle peut maintenant aspirer aux honneurs de la Chambre haute. Peut-on dire pour ces raisons que les femmes ont négligé les soins de leur foyer?



Et si leur devoir est de prendre soin du ménage, des enfants et du reste, ne peuvent-elles pas nous dire à nous, les hommes, que notre devoir est d'apporter fidèlement le pain quotidien et les choses indispensables à la subsistance de la famille? Ne pourraient-elles pas demander à la Législature de supprimer ce droit aux hommes parce qu'en s'intéressant à la politique, ils négligent parfois leur foyer? Et si le devoir de l'homme est de subvenir aux besoins matériels de sa maisonnée, la femme ne pourrait-elle pas lui reprocher d'avoir échoué dans sa mission, parce qu'il a joué une part active en politique, ou parce qu'il a voté à tous les quatre ou cinq ans?

Une femme ne peut empêcher que des effluves de vie publique pénètrent sa maison. Et ça n'est pas moins important pour elle que ça ne l'est pour ceux qui lui sont chers. Comment peut-on lui dénier le droit de déterminer si oui ou non c'est quelque chose de sain ou le droit d'essayer d'améliorer ce qui doit l'être? S'il n'est pas encore certain que nous ayons l'obligation d'accorder à la femme les privilèges civils qui, jusqu'ici, ont été reconnus à l'homme, il n'en est pas moins sûr que rien ne justifie que nous lui en refusions l'accès.

C'est aussi, M. l'Orateur, une prétention que j'ai émise que la femme devrait prendre une part active à la vie politique de sa province, qu'elle a le droit d'être consultée dans l'administration de la chose publique pour tout ce qui la touche de près et la concerne personnellement. Ai-je besoin, tout d'abord, d'invoquer le fait que, dans toutes les provinces du dominion, sauf la nôtre, les femmes ont le droit de suffrage?

Dois-je faire appel au fair-play britannique, le principe si souvent défendu du "no taxation without representation"? Plusieurs membres de cette Chambre se sont prononcés avec chaleur contre la défranchisation de certaines classes d'électeurs qui vivent de secours de l'État, ou encore qui ne payent pas de taxes directes. Je suis heureux de rappeler que je suis de ceux-là. Le principe vaut toujours parce que des gens, bien qu'ils ne paient pas de taxes directes, sont plus ou moins taxés indirectement.

Le même principe vaut encore en faveur de la femme qui paye indiscutablement une quantité considérable de taxes directes ou indirectes sur les repas, sur les amusements, sur le revenu, sur les successions, sans oublier les prélèvements indirects du fédéral: taxe de vente, accise, taxe de 5 % sur tout ce qu'elle achète, tant pour le foyer que pour elle-même. Assujetties aux impôts de toutes sortes, elles ont le droit indéniable de juger au moins à qui elles

confieront le mandat de gérer les affaires de leur province, c'est-à-dire en définitive leurs affaires, les affaires de leur famille.

Même aujourd'hui, avec la radio, la femme n'a pas à courir les assemblées politiques. Les candidats se chargent de faire pénétrer leurs doctrines jusqu'à l'intérieur des maisons les plus hermétiquement closes. Rien n'empêche tout de même la plupart de nos orateurs politiques, à l'occasion de la Fête nationale ou en d'autres circonstances aussi solennelles, de proclamer les vertus exemplaires de la mère canadienne-française, supérieure sans conteste aux mères de toutes les autres races, y compris celles qui ont, bien entendu, le droit de vote dans les autres pays et dans les autres provinces. Cette magnifique pièce d'éloquence ne manque jamais de se terminer par l'air enlevé de "Vive la Canadienne".

Pourquoi alors refuser le droit de vote à la femme supérieure aux autres au Canada? Le gouvernement fédéral l'a compris; les autres provinces l'ont compris. Seule la province de Québec fait la sourde oreille. Y a-t-il tant de différence, M. l'Orateur, entre la législation édictée par le pouvoir fédéral et celle que prescrit l'autorité provinciale? Si, d'une part, le pouvoir central légifère sur des questions comme les banques, l'industrie et le commerce, les communications et la défense nationale, la politique fiscale, d'autre part, nous légiférons sur le Code civil, sur le droit de propriété, sur les questions d'ordre municipal, sur l'éducation. Où sont, dans ces matières, les véritables intérêts de la femme? Est-ce bien dans le domaine fédéral ou dans le domaine provincial? Ces questions d'ordre provincial ne touchent-elles pas de plus près la femme et tout ce qui la concerne directement?

Les affaires de la province sont leurs affaires. Dans le domaine de l'agriculture, surtout autrefois, dans le domaine du commerce, encore aujourd'hui, la femme est la digne collaboratrice de l'homme. Elle devrait avoir le droit de vote comme lui et s'occuper davantage de politique. Elle y est intéressée personnellement et maternellement, surtout dans les questions d'éducation, de la législation sociale, etc.

Peut-on vraiment parler d'éducation sans se référer nécessairement à l'épouse, à la mère? N'est-elle pas la dispensatrice, et la première, de l'instruction religieuse, des premières notions élémentaires de l'instruction? N'est-ce pas en effet sur les genoux de nos mères que nous avons balbutié nos premières prières, nos premières lettres de l'alphabet, acquis nos premières notions d'arithmétique, et le reste?

Nous quittons la maison dès le bas âge pour être confiés à d'excellentes religieuses, éducatrices éprouvées dont la compétence est reconnue. Même les arriérés mentaux sont l'objet de leur sollicitude. Et, grâce à des méthodes qu'elles ont acquises à force de travail et de patience, et qu'elles sont pratiquement seules à posséder, ces pauvres enfants acquièrent une instruction raisonnable, apprennent un métier, deviennent un actif pour la société, au lieu de demeurer, comme c'était malheureusement trop le cas dans le passé, à la charge de l'État. C'est essentiellement là une tâche féminine. Combien de choses, la femme, comme telle, n'accomplit-elle pas dans tout ce qui regarde la formation, l'éducation, l'instruction de l'enfant, l'éducation dite de famille?

Et que dire, M. l'Orateur, au sujet de l'hygiène? À quel prix la femme a-t-elle acquis dans ce domaine sa précieuse expérience! Ne pourrait-elle pas en faire bénéficier notre législation? Qui a soin de nos malades, de nos enfants, de nos vieux et vieilles?

N'avons-nous pas lieu de croire que, dans l'élaboration de nos lois futures dans ce domaine, les femmes pourraient nous apporter un très précieux et compétent concours? Poser la question, c'est la résoudre. La femme aiderait au maintien de la paix dans le monde ainsi que de l'ordre, si elle jouissait partout du droit de vote.

À ceux qui invoquent l'infériorité physique de la femme, il me semble qu'il n'est plus nécessaire de rappeler que leur argument perd tous les jours de son importance, et qu'ils devront bientôt l'abandonner. À mesure que le progrès technique substitue un geste à un effort et permet au doigt d'un enfant de commander le déplacement de masses énormes, l'assimilation et la confusion des deux sexes dans le domaine du travail, dans les modes de vie, progressent, et elles seront peut-être un jour, très peu éloignées et complètes.

À ceux qui ont douté dans le passé de l'intelligence de la femme, je répondrai qu'elle a prouvé sa facilité de compréhension des questions publiques les plus difficiles, et qu'elle peut égaler et même dépasser l'homme dans certains domaines; que par ses activités dans les bureaux, dans les magasins, voire dans certaines professions et dans les recherches scientifiques, elle pouvait rendre des services inappréciables à la société.

C'est dire, M. l'Orateur, que, pour ce qui concerne ici les divisions rurales, la femme s'est démontrée la digne collaboratrice de l'agriculteur, peut-être plus là qu'ailleurs. Je sais, pour avoir habité pendant longtemps une région agricole, que c'est

souvent l'épouse qui est la plus instruite du foyer. C'est la femme qui tient les livres de son mari, qui se charge de sa comptabilité, tant de la ferme que de la fromagerie, de la beurrerie, du commerce laitier ou de légumes. Enfin, elle est la meilleure conseillère du mari dans toute transaction importante qu'il peut effectuer.

N'ai-je pas entendu, dans le passé, à maintes reprises, dans les luttes politiques fédérales, des chefs de partis politiques réclamer comme un devoir civique des femmes de cette province l'exercice de leur droit de suffrage au jour du scrutin, leur prescrivant qu'il y allait de l'intérêt et de la bonne chose publique, qu'il y allait même de la sécurité de leur foyer? Comment donc, M. l'Orateur, les mêmes hommes politiques, qui font du suffrage féminin au fédéral un devoir national, peuvent-ils le traiter comme fruit défendu, lorsqu'il s'agit du domaine provincial?

Enfin, troisième prétention en faveur du droit de suffrage, et qui est à l'effet que les femmes pourraient, de ce chef, rendre de grands services à la province. J'ai déjà mentionné d'ailleurs divers services qu'elles sont déjà appelées à rendre. Mais il en est un tout particulièrement que nous pourrions attendre d'elles, si nous voulions bien leur en fournir les moyens, et surtout à une époque où chacun se demande si notre système démocratique a bien rempli son objectif ou s'il ne devrait pas disparaître.

La politique a peut-être été trop longtemps la science et l'art des intrigues parlementaires ou électorales. Il est grand temps qu'elle redevienne ce qu'elle doit être: la science et l'art de gérer le bien commun d'un pays tout entier. Les tendances spontanées de la femme sont précisément de nature à la ramener vers cet idéal. Et quand il s'agit du bien public, des exigences de la vie commune, de celles du foyer qui en dépendent, la femme a des compétences spéciales qui ne sont pas à dédaigner. Son influence, qui complète si heureusement celle de l'homme, quand il s'agit de la vie du foyer, est de nature à la compléter pareillement, quand il s'agit de la vie du pays.

Plus sensible que l'homme à la souffrance d'autrui, plus accessible que lui au désir de la soulager, plus avide que lui de la sécurité sociale et familiale, elle pourrait mettre dans la recherche des mesures à prendre pour adoucir et vaincre les rigueurs de la vie qui étreignent si durement les petits et les femmes, ce bel enthousiasme généreux, spontané, cette participation d'un cœur aimant, vibrant de sympathie profonde, cet irrésistible élan de volonté qui fait si souvent défaut à l'homme.

Ennemie personnelle de tout ce qui est destructeur et avilissant, inclinée d'instinct à l'ordre et à l'harmonie, débordante de bonté, elle est parfaitement capable de faire passer dans la vie publique elle-même, pour le plus grand bien de tous, cette préoccupation constante d'accord et de paix, et rendrait la maison commune plus agréable à habiter, mais la rendrait aussi plus stable et plus prospère. Soucieuse avant tout des réalités des choses, des personnes, douée d'une exceptionnelle puissance d'intuition pour aller immédiatement aux conséquences pratiques des mesures élaborées par l'homme, dans l'ordre aussi bien spéculatif que théorique, elle l'empêchera de sacrifier trop à l'idéologie des théories subversives et néfastes, dans laquelle se complait et s'attarde trop son orgueilleuse raison.

En ces temps de difficultés où tout le monde craint pour l'avenir, où l'on entend partout exprimer des théories nocives et perfides, où on fait appel en certains lieux à la révolution, donnons, pour le maintien de la paix et de l'ordre, le suffrage à la femme, à la gardienne du foyer. Elle en fera un judicieux usage et pourra ainsi démontrer irréfutablement qu'elle peut aussi se faire la gardienne de la patrie.

(Applaudissements)

**M. Béïque (Chambly)**<sup>4</sup>: M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), que tous les mots après "bill", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants: "soit renvoyé au comité permanent des bills publics en général."

**M. l'Orateur:** Adopté?

**Des voix:** "Drop! Drop!"

**D'autres voix:** "Carried! Carried!"

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, depuis quelques années, la Chambre a pris l'habitude de référer les projets d'intérêt public, comme celui qui est devant nous, au comité des bills publics ou privés, où les personnes intéressées peuvent venir exposer les raisons en faveur des projets. Nous n'avons pas le droit, nous législateurs, de juger ce projet très important au mérite, sans entendre d'abord les bonnes dames qui réclament le droit de vote pour les femmes. La question du suffrage féminin est très importante et l'on devrait fournir aux dames l'occasion de nous éclairer. J'espère donc que la Chambre adoptera cet amendement au projet de

l'honorable député de Montréal-Sainte-Marie (M. Fauteux) que je suis heureux de féliciter du discours qu'il vient de prononcer.

**M. l'Orateur:** La motion sera-t-elle adoptée?

**Des voix:** "Drop! Drop!"

**D'autres voix:** "Carried! Carried!"

**M. l'Orateur:** Appelez les membres.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bastien, Béïque, Bercovitch, Bertrand, Bissonnet, Cohen, David, Dillon, Drouin, Duplessis, Élie, Fauteux, Fisher, Francoeur (Lotbinière), Gauthier, Guertin, Lafleur, Lahaie, Lapointe, Plante, Rhéaume, Rochette, Sauvé, Smart, 24.

**Contre:** MM. Arcand, Bachand, Barré, Bélanger, Bergeron, Bouthillier, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Crête, Dansereau, Delisle, Desmarais, Dufour, Dugas, Duval, Farand, Filion, Fillion, Fortier, Fortin, Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gabias, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Giguère, Godbout, Laferté, Lapierre, Lortie, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau, Moreault, Morel, Paquet, Perrault, Phaneuf, Piché, Poulin, Power, Reed, Sabourin, Saintonge, Samson, Saurette, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 56.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

**M. Fortin (Beauce):** M. l'Orateur, mes premières paroles, en me levant pour exprimer très humblement mon opinion sur ce fameux problème du droit de vote des femmes, dans nos élections provinciales, seront pour féliciter mon jeune collègue de Montréal-Sainte-Marie (M. Fauteux) pour l'éloquent plaidoyer qu'il vient de prononcer en faveur de la mesure dont il s'est fait le brillant avocat. Certes, mes collègues comme moi-même avons bien senti qu'il manquait peut-être de conviction dans l'exposé de sa thèse, mais il faut lui rendre le témoignage qu'il s'est acquitté de sa tâche avec beaucoup de tact, de délicatesse et de succès. Un journal de la métropole, l'autre jour, dans une caricature spirituelle, nous représentait l'honorable député de Montréal-Sainte-Marie recevant dans son bureau de dentiste une délégation de femmes le priant d'enlever sans trop de douleur, à l'honorable

premier ministre de la province, la grosse dent qu'il semblait avoir contre les femmes du Québec.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Honte, honte!

**M. Fortin (Beauce):** Fort heureusement, la galerie de jolies féministes qui nous fait couronne, en ce moment, vaut beaucoup mieux que la demi-douzaine d'anciennes jeunes filles qui masquait le cadre de ce dessin humoristique, car je connais trop le bon goût de mon collègue pour croire qu'il eût fait violence à ses principes bien connus pour se rendre à cette demande. Et, dans quelques instants, on verra s'il a réussi cette délicate et audacieuse opération.

Je ne voudrais pas retenir plus qu'il ne faut l'attention de cette Chambre sur ce problème du vote féminin, à maintes reprises et toujours avec le même résultat, cette cause du féminisme ayant été discutée dans cette enceinte. Mais je crois nécessaire, aussi brièvement que possible, d'étudier à nouveau les raisons qui militent en faveur du *statu quo* en cette matière, et à la lumière de la saine doctrine catholique, devant cette Législature en immense majorité catholique, nous demander si nous sommes bien justifiés de refuser définitivement, cette fois, ce prétendu droit de vote aux femmes de notre province.

L'autorité est un principe d'ordre. Là où l'autorité gouverne d'après des règles sagement établies, les sociétés se meuvent dans de justes limites et poursuivent en paix le cours de leurs destinées. S'il arrive que le sceptre de l'autorité se brise, que les principes d'où elle relève soient violés, que les emblèmes qui la symbolisent soient foulés au pied, l'on est contraint d'assister dans l'angoisse au triomphe insolent du désordre et de l'anarchie.

Or, depuis quelques années, un souffle égalitaire, né de conceptions fausses, abusives et de plus en plus funestes, passe sur le monde. Les frontières hiérarchiques s'abaissent. Les vieilles délimitations s'effacent: au foyer, où l'enfant s'émancipe des liens d'une tutelle légitime et bienfaisante; à l'école, où les programmes se gonflent, sans égard pour la différence des sexes et le caractère des besoins; dans l'arène politique, où la femme se pose en rivale de l'homme; dans le champ de l'exploitation agraire et des opérations industrielles, où l'utopie collectiviste ne voudrait voir que des régisseurs et des maîtres.

Le démocratisme moderne a déplacé l'axe des valeurs. Il faut donc, si nous voulons sauver du désastre notre armure sociale dans notre province, mettre un frein au flot qui monte et qui menace la clé

de voûte de notre société, l'autorité. Et l'émancipation de la femme est une de ces menaces.

Sous le nom de féminisme, on entend un mouvement qui, sous prétexte d'émanciper la femme, l'entraîne hors du foyer et menace les bases de la famille et de la société. Émanciper la femme! Si on entend par là la soustraire aux puissances qui l'oppriment et aux servitudes qui la dégradent, avec l'Église catholique, nous en sommes. Et si la femme, avilie sous le régime païen, a été réintégrée dans sa dignité d'épouse et de mère, dans ses droits de compagne incomparable de l'homme auquel elle a uni ses destinées, c'est grâce à l'Église catholique. (Léon XIII, encyclique *Arcanum*<sup>5</sup>, 10 février 1880)

De plus, tout ce qui honore véritablement la femme, tout ce qui peut l'aider dans l'accomplissement des fonctions qui lui sont propres, tout ce qui peut instruire, élever, développer le sexe féminin dans le sens de sa nature, de sa vocation et de ses besoins, le catholicisme l'approuve, le bénit et le favorise. C'est là le vrai progrès. Mais il y en a un autre, le faux, celui qui se fait au rebours des fonctions féminines, qui s'emploie à reconstruire sur un nouveau modèle le cerveau de la femme, qui tire l'épouse de son foyer pour la jeter sur la place publique, qui supprime la dissimilitude des sexes et la diversité de leurs conditions. Ce prétendu progrès est une déviation de l'esprit chrétien et du plus vulgaire bon sens, et l'Église le réprouve et le dénonce comme tel.

Benoît XV déplore en effet le nombre des femmes "qui, désertant les devoirs domestiques pour lesquels elles sont faites, se lancent témérairement au milieu des luttes de la vie." (Lettre à la supérieure des Ursulines de Rome, 27 décembre 1917). Les luttes politiques ne sont-elles pas les plus opposées aux exigences familiales? Il est difficile, pour ne pas dire impossible, de concilier la participation directe de la femme avec son devoir prédominant, le devoir maternel. Des économistes, comme Leroy-Beaulieu<sup>6</sup>, voient dans le féminisme, que nous combattons, un péril pour la natalité.

Mais, diront les champions de l'idée féministe, nous ne demandons pas d'être éligibles, mais seulement électrices; et par conséquent les inconvénients que vous indiquez ne se réalisent plus, ou presque plus, dans le cas du vote à donner aux femmes. Il est sûr que permettre aux femmes de voter est différent de leur permettre d'être éligibles. Mais accorder le droit de vote est le premier pas vers l'accord de l'éligibilité.

Je le sais bien, les inconvénients sont moindres dans le cas des femmes électrices que dans celui des

femmes éligibles. Il n'en reste pas moins vrai que le vote actif provoque le vote passif, que le droit d'élire appelle le droit d'être élu. Le vote donné est la première porte ouverte sur la Chambre des députés, que le vote reçu fait ouvrir la seconde porte et introduit le député à son fauteuil. Le vote des femmes est donc le premier aspect du féminisme condamnable, c'est le premier symptôme d'une maladie contagieuse qui peut tuer la belle natalité de nos foyers.

Du reste, si l'on veut faire le diagnostic de cette fièvre qui monte à la tête de quelques femmes, et qui confirme même le raisonnement de quelques hommes, par ailleurs plus judicieux, l'on découvre à l'origine du féminisme deux négations: celle de l'autorité maritale et celle de la disparité dans le corps social. On découvre aussi celui de la présomption et de l'orgueil. (Mgr Louis-Adolphe Paquet, *Nouveaux mélanges canadiens*, page 17) Allons plus loin, et voyons que le prétendu droit de vote n'est pas exigé par la nature. Le contraire serait bien étonnant. C'est d'hier, et d'hier seulement, vers 1875, que s'est posée la question du vote féminin. L'humanité a pu s'en passer jusqu'à maintenant. Donc, la nature qui ne manque en rien dans les choses nécessaires ne l'exigeait point.

D'autre part, la même loi naturelle fait de la femme le ministre de l'Intérieur dans la vie du ménage, et indique clairement par là qu'elle n'en veut pas comme ministre des Affaires étrangères.

Emprisons-nous d'affirmer ici que le fondement véritable du droit de vote pour les femmes, s'il existe, ne saurait être cherché dans le fait qu'elles sont des personnes humaines ou qu'elles sont responsables de l'éducation de leurs enfants; seul le bien commun peut justifier le droit et l'exercice du vote. Ce n'est pas parce qu'elle est une personne humaine que la femme a droit de vote, s'il existe. Le fait d'être une personne raisonnable n'est qu'une condition prérequis et n'entraîne pas nécessairement le droit de vote chez les femmes, si l'intérêt général les veut au foyer. Or, le bien commun, ce qui est désirable pour tous, d'après saint Thomas, exige que les femmes n'aient pas le droit de vote, car un tel droit est une menace pour la famille, pour la société et pour la femme elle-même.

Menace pour la famille. En effet, car ce droit de vote pour les femmes est la porte ouverte à toutes les utopies du féminisme, telles que la coéducation des sexes, la maternité libre, l'abrogation de toutes mesures en matière de mœurs, l'autorisation pour la femme d'avoir son domicile séparé de celui de son mari, la suppression totale de la puissance paternelle,

la théorie de l'amant légal, de l'union libre, de la liberté sexuelle, etc. Les exemples empruntés à certains pays suffragistes ont déjà montré l'accroissement des divorces et l'épidémie du célibat.

Menace pour la société. La société civile est normalement constituée non par les individus, mais par les familles. Les individus n'appartiennent à la société civile, nous affirment Aristote, saint Thomas, Liberatore, que par et dans la famille dont le chef, libre et responsable, est seul citoyen, dans l'acceptation pleine du mot, n'en déplaie à l'honorable chef de l'opposition. Qu'on ne dise pas qu'en maintenant la femme au foyer, on prive la société d'une influence salutaire, surtout en matière d'éducation; depuis longtemps l'illustre Fénélon a répondu à l'objection: "Ne sont-ce pas les femmes qui ruinent ou soutiennent les maisons, et qui, par conséquent, décident dans leur foyer de ce qui touche de plus près à tout le genre humain?" Concluons: si elles sont si puissantes chez elles, pourquoi risquer une émancipation qui diminuerait leur véritable influence au foyer et dans la société civile?

Menace pour la femme elle-même. La femme, en général, spécialement la femme chrétienne, travaillée avec tant de soin par les mains de la religion, ne semble pas faite pour l'arène politique. Son sexe même, où vibrent les plus généreux instincts de notre nature, et où s'incarne la douceur aimable de la bonté pacifiante, l'éloigne des querelles de la tribune ou du tumulte de la place publique.

Il cite le témoignage de M. Omer Langlois<sup>7</sup>. Un autre témoignage, et celui-là est de l'un de nos collègues les plus distingués de cette Chambre, vient plaider en faveur de la thèse que je soutiens. Ce collègue donnait, lundi, à Montréal, une causerie sur l'éternelle question du féminisme à l'assemblée du Club L. O. David des femmes libérales, dans le salon du prince de Galles, à l'hôtel Windsor et, après avoir cité l'opinion légale des légistes qui ont préparé la refonte des textes qui régissent la femme, et démontré que leur rapport tend à ramener la femme au foyer, le distingué conférencier disait:

"La force d'une race se mesure aux vertus des femmes de cette race. La dignité d'une civilisation répond au rang qu'y occupent l'épouse et la mère. Il est difficile de se prononcer sur la différence entre les hommes et les femmes. Comme Dumas fils, je dirais que les hommes valent plus et que les femmes valent mieux. C'est sous cet aspect que nous devrions envisager le problème féminin." Et il ajoutait, en matière de conclusion:

"Qu'il me soit permis, en terminant, Mesdames, d'exprimer un désir: que les citoyennes de mon pays,

surtout de ma province, demeurent femmes, c'est-à-dire, qu'elles soient ce qu'ont été nos mères: un être affectueux, pieux et sage, gardienne jalouse de nos meilleures traditions familiales, soucieuse d'une saine formation physique, intellectuelle et morale de nos enfants; une digne épouse et une mère vertueuse, car tout cela revient à dire, n'est-ce pas, que la force de la race dépend de la vertu de nos femmes."

Vous l'avez deviné, M. l'Orateur, cet éloquent plaidoyer est tombé des lèvres de l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils), l'honorable député de Châteauguay, et je le remercie d'avoir si bien et d'une si lumineuse façon appuyé la thèse que je défends<sup>8</sup>.

(Applaudissements)

Les luttes politiques passionnent les hommes et les divisent. Si la femme a le droit de vote, non seulement elle risque de se chicaner un peu plus avec sa voisine, mais encore et davantage avec son mari, dans le cas fort possible où elle ne partagerait pas les opinions politiques de ce dernier. Et c'est le contraire, par le moyen des femmes moins mêlées à ces disputes, plus libres d'opinion et plus dégagées des contestations irritantes que souvent les familles se rapprochent. Moins la femme se commet dans la poussière de la rue et la mêlée des partis, plus sa personne s'impose à la considération publique, en même temps que sa mission se poursuit dans toute sa sereine beauté.

La femme est la joie des foyers, le lien des familles, la force des traditions, l'espoir des générations. Là où les lois s'élaborent, elle ne peut être que médiocre, là où les hommes se font, elle excelle. Elle se montre supérieure, incomparable dans le milieu où la nature l'a placée et où tout exige qu'elle soit maintenue. C'est elle, la femme, qui est l'âme du foyer. Ce qui est sûr, c'est que nos vieilles familles tant rurales qu'urbaines doivent au savoir-faire merveilleux de la femme canadienne la force de résistance et de conservation dont elles ont donné jusqu'à nos jours des preuves si éclatantes.

Ce que nous voulons, c'est que les mères de l'heure présente ne descendent pas l'échelle en venant se mêler au peuple. C'est qu'elles perpétuent, dans notre histoire, la glorieuse tradition de nos aïeules, collaboratrices de nos pères, ouvrières inlassables et gardiennes vigilantes de tout ce qui fait le bonheur spirituel et matériel des familles, mères mille fois bénies en qui s'incarne l'esprit de foi, l'esprit de travail, l'esprit de fidélité aux tâches domestiques les plus ardues, qui pétirent de leur sang et imprègnèrent de leurs vertus le cerveau et le cœur de tant de générations saines et fortes, et qui nous ont

transmis comme un héritage sacré, avec l'amour et le respect familial, la confiance en Dieu et le culte de la terre canadienne. Rien ici bas ne paraît plus précieux qu'une mère vraiment chrétienne. Et ceux-là le savent mieux que tous autres qui ont perdu ce trésor et dont le front déjà ridé par l'âge ou assombri par l'infortune s'incline, au cimetière, avec une irrésistible émotion, sur la tombe de l'être chéri que personne ne remplace et de qui leur sont venus, avec la vie de la nature, tant de biens.

La famille, qui est la cellule mère de la société civile, ne peut garder sa force de cohésion, son unité, sa valeur et sa fécondité que si la femme reste attachée à son foyer. C'est là son rôle et le plus grand, le plus sublime des rôles après celui du prêtre. Un célèbre historien français, Fustel de Coulanges, dans son ouvrage, *La Cité antique* (1864), nous décrit le feu séculaire que l'on entretenait dans chaque maison en Grèce et à Rome. Malheur à la maison où il venait à s'éteindre! Cet antique feu, dans sa substance, bonne en soi, cachait un symbole.

Dans chacun de nos foyers, établis d'après la loi de Dieu et sous son regard, brûle et rayonne un feu sacré où l'esprit ancestral se conserve, où l'âme familiale s'éclaire, se réchauffe et se vivifie. Et sur quel autel ce feu bienfaisant est-il entretenu? Dans le cœur incomparable de la mère, de cette femme pieuse, sympathique et dévouée, dont l'amour rallie toutes les affections, dont le sourire dissipe tous les nuages, dont le travail seconde si généreusement l'effort marital, dont la vaillance triomphe des infortunes les plus cruelles et des obstacles les plus rebutants, dont la ferveur religieuse et patriotique garde jalousement nos plus chères traditions.

Notre conclusion dernière sera celle de la tradition et du bon sens. À chacun sa place. À la femme, épouse et mère, les soins de la maison et préoccupations domestiques. Ici les deux sexes se complètent dans leur activité normale, comme ils se complètent physiologiquement en vue de la perpétuité de la race; et tant qu'on ne saura faire une femme avec un homme, on ne fera pas un homme avec une femme.

Ici, en toutes choses, le vrai progrès n'est pas celui qui s'écarte de la tradition consacrée par la sagesse des siècles. Une nation n'est forte qu'en proportion de ce que vaut la famille, et une famille ne vaut et n'a de puissance de vie que par le respect des lois qui en conditionnent la nature et en régissent les éléments (Mgr Paquet).

Toute la tradition chrétienne indique donc clairement que la femme doit rester elle-même si elle veut entretenir sa vraie force, attirer le respect, maintenir la

paix familiale et voir toujours fleurir cette courtoisie admirable qu'a connue et pratiquée la nation française depuis le temps de la chevalerie. En somme, le problème de la femme doit être résolu en fonction de la famille, et non pas précisément en fonction de l'État.

M. l'Orateur, je termine ces remarques déjà trop longues sur une note de sentimentalité bien excusable. Ce que nous voulons, les hommes, c'est de conserver à nos épouses, à nos jeunes filles, cette place supérieure et encore inviolée qu'elles possèdent encore dans notre société. Nous voulons qu'elles ne descendent pas du rang qu'elles occupent pour venir ternir leur beauté physique et morale dans la promiscuité malsaine du terre-à-terre des luttes pour la vie matérielle et des batailles politiques.

Nous voulons qu'elles restent notre joie, notre consolation, notre espoir et qu'au soir de la journée de travail, lorsque nous revenons au foyer, nous puissions y trouver son sourire, son accueil bienfaisant, son cher amour. Nous voulons qu'elles restent, à travers les années, la fiancée très pure des jours anciens, l'amante des années de bonheur et de joie, la mère incomparable et l'épouse fidèle que rien ne peut souiller. Nous voulons, enfin, qu'elles restent femmes.

Et c'est avec cet ardent désir, M. l'Orateur, malgré tout le respect et toute la sympathie que je professe à l'adresse des femmes qui m'écourent en ce moment, dont j'admire le dévouement et l'inlassable énergie, et qui sont venues ici pour assister au triomphe problématique d'une cause que je voudrais meilleure, que je propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Côté), que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots "dans six mois".

(Applaudissements)

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):**

M. l'Orateur, qu'on le déplore ou qu'on s'en réjouisse, le féminisme, dans son sens le plus étendu, triomphe presque partout. Rien n'arrêtera maintenant ce mouvement. La grande guerre a jeté, plus que jamais, la femme dans la mêlée sociale et, depuis, l'évolution s'est surtout amplifiée dans des proportions imprévues. La femme s'affirme dans presque tous les domaines, et souvent mieux que l'homme. Je crois franchement que nous devons prendre notre parti d'une transformation inévitable et que nous aurions, dans cette province, mauvaise grâce de nous poser en obstacle à la marche du progrès et de refuser davantage le bulletin électoral à nos femmes.

Je tenterai de détruire quelques objections au vote des femmes: notre organisation sociale et

politique subsiste sans le vote féminin; ce n'est pas le temps de présenter cette mesure; nous vivons dans une époque troublée, et il ne faut pas risquer de réforme comme celle-là.

La province de Québec a pu être opposée à cette mesure dans le passé, mais, en autant que je suis concerné, je me refuse à qualifier d'époque troublée les temps que nous vivons. Il est vrai qu'il y a du malaise causé par la crise, mais nous avons la certitude que c'est chez nous, dans le vieux Québec, où la vie offre encore ce qu'il y a de mieux malgré la dépression. Les réformes les plus utiles sont venues en période de crise, comme celle d'aujourd'hui. Le vote des femmes aurait une influence constante sur les hommes publics, les aidant à prévenir le désordre et à maintenir les traditions qui leur sont chères.

Il réfute l'argument que le mouvement a un caractère protestant, que la religion catholique y a toujours été opposée. L'Église de Rome a fait plus que quiconque pour relever le niveau social de la femme, mais elle ne lui a jamais défendu de voter, ni même de faire de la politique. Il cite les opinions du révérend père Ceslas M. Forest<sup>9</sup>, o.p., du révérend père Sertillanges<sup>10</sup>, o.p., et de l'abbé Curotte<sup>11</sup>.

Il est beau de parler de miracle canadien-français qui est dû en bonne partie à la femme canadienne. Les sacrifices auxquels les femmes ont consenti depuis 10 ans leur donnent droit à part égale aux affaires de l'État. Au sujet de la chose politique, la plupart des femmes obtiendraient de bons résultats dans un test de compétence les opposant au sexe mâle, puisque, dans la majorité des cas, l'éducation de base est meilleure. À cause de la dépression, beaucoup de femmes ont eu à prendre part à des activités jusqu'alors réservées aux hommes, et elles l'ont fait pour aider leur mari et leur famille. Des milliers d'entre elles, travaillant fort pour gagner honnêtement leur vie, ne doivent plus se voir dénier le droit de vote. La question n'est pas que les hommes aient à remettre quelque droit que ce soit aux femmes, mais plutôt qu'ils partagent, avec leur épouse, des droits qu'elles ont acquis par leur dévotion et leur coopération.

Cessons de parler de piédestal et d'anges du foyer, si nos femmes insistent pour faire comme les autres femmes et jouer le rôle qu'elles semblent maintenant appelées à assumer. La famille est sacrée, c'est entendu. Mais prenons garde! N'allons pas compromettre ce que nous voudrions exalter et sauver en entretenant trop longtemps cette idée que la femme ne peut et ne doit faire que des enfants.

M. l'Orateur, il ne faut pas que nos femmes deviennent des suffragettes dans le sens péjoratif du

mot. Devant la marée montante des féministes, nous n'avons plus le droit de nous dérober et de différer davantage. À Napoléon qui disait un jour: "Je n'aime pas que les femmes se mêlent de la politique", madame de Staël répondit: "Vous avez raison, général, mais, dans un pays où on leur coupe la tête, il est naturel qu'elles aient envie de savoir pourquoi."

(Applaudissements)

À ceux qui prétendent que la femme n'est pas capable d'exercer son droit de vote, il (M. Rochette) répond par le mot du grand La Bruyère: "Si la science et la sagesse se trouvent réunies en un même sujet, je ne m'informe plus du sexe, j'admire."

Il y a ensuite l'argument politique. "C'est une grosse question, car nous ne savons pas comment les femmes voteront", dit-on. C'est avoir bien peu confiance en nos institutions que de redouter le vote des femmes. Il y a plus: le vote universel est le vote intégral. N'oublions pas que la femme a ordinairement plus de cœur et de reconnaissance que l'homme. Donnons-lui le vote et soyez certain, M. l'Orateur, qu'elle assurera 30 autres années de gloire libérale dans cette province.

(Applaudissements à droite)

Je vous rappelle qu'au Canada, les femmes votent dans sept provinces aux élections fédérales; en France la Chambre des députés a voté à plusieurs reprises pour le suffrage féminin, qui a été malheureusement refusé par le Sénat, et que les deux grands faits modernes, qui ont favorisé l'émancipation de la femme, sont la grande guerre et la crise actuelle.

Après la guerre, chez nous comme ailleurs, où la femme avait été si héroïque, il eût été difficile d'employer le mot de Ronsard et de lui dire de "retourner simplement chez elle et de filer de la laine". Non, M. l'Orateur, c'est une évolution fatale et nous n'y pouvons rien. C'est la transformation nécessaire, impérieuse, inévitable de la société contemporaine. Loin de blâmer la femme, j'admire plutôt celle qui s'est adaptée aux exigences présentes, qui s'est vaillamment lancée dans la mêlée pour gagner sa vie, souvent aussi celle de sa famille.

M. l'Orateur, je termine. Je souhaite sincèrement que les droits politiques de la femme soient enfin reconnus par la seule Législature française d'Amérique. Nos femmes, comme ailleurs, sont appelées à jouer un grand rôle dans la société de demain, un rôle différent, plus complet et plus digne de leur cœur, de leur intelligence et de leur dévouement. Après avoir créé nos plus belles traditions nationales, elles seront les plus implacables adversaires de tout ce qui est bas, vil, frelaté et indigne de notre race; elles deviendront les

championnes des plus belles croisades sociales et les plus précieuses servantes de l'intérêt national. Et notre belle province, comme la divinité antique, couronnée d'un double génie, masculin et féminin, luttera mieux pour assurer son avenir et accomplira plus sûrement sa noble destinée.

(Applaudissements)

**M. Duplessis (Trois-Rivières)<sup>12</sup>:** M. l'Orateur, je ne veux pas me prononcer sur le principe du bill. Je regrette que la Chambre n'ait pas accepté la suggestion de l'honorable député de Chambly (M. Béique) en référant ce projet au comité des bills publics. Nous aurions eu l'occasion alors d'entendre les intéressées. L'amendement de l'honorable député de Beauce (M. Fortin) aurait pour but de le mettre de côté, sans entendre celles qui sont en faveur du droit de vote pour les femmes. Je déclare que je voterai contre cet amendement.

**M. l'Orateur:** Appelez les membres!

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bachand, Barré, Bédard, Bélanger, Bergeron, Bertrand, Bouthillier, Charbonneau, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Crête, Dansereau, Delisle, Desmarais, Dufour, Dugas, Duval, Farand, Filion, Fillion, Fortier, Fortin, Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Giguère, Godbout, Guertin, Lortie, McDonald, Messier, Moreau, Moreault, Morel, Paquet, Perrault, Phaneuf, Piché, Poulin, Reed, Sabourin, Saintonge, Samson, Saurette, Sauvé, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, 52.

**Contre:** MM. Arcand, Bastien, Béique, Bercovitch, Bissonnet, Chouinard, Cohen, David, Dillon, Drouin, Duplessis, Élie, Fauteux, Fisher, Laferté, Lafleur, Lahaie, Lapointe, Mercier fils, Plante, Power, Rhéaume, Rochette, Smart, Vautrin, 25.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, adopté.

Il est ordonné que le bill soit lu une deuxième fois dans six mois.

### Loi de l'instruction publique

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution



relative au bill 60 modifiant la loi de l'instruction publique.

Adopté.

**Syndics de l'église  
de l'Ascension de Notre-Seigneur  
de Westmount**

**M. Smart (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 107 établissant et définissant les pouvoirs d'une corporation devant être connue sous le nom de "Syndics de l'église de l'Ascension de Notre-Seigneur, Westmount".

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Smart (Westmount)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte de  
Montréal-Est**

**M. Filion (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 113 refondant la charte de la ville de Montréal-Est.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Filion (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte  
de Hull**

**M. Guertin (Hull)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 80 modifiant la charte de la cité de Hull.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Guertin (Hull)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 35 concernant le pont de la baie de Gaspé;

- bill 75 permettant à Jalmar Frederick Susta de changer son nom en celui de Charles Jalmar Frederick Anderson;

- bill 77 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Thomas Joseph McNally au nombre de ses membres;

- bill 82 refondant la charte de la corporation du Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière;

- bill 83 constituant en corporation l'École supérieure d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière;

- bill 105 constituant en corporation l'orphelinat agricole de Saint-Ferdinand d'Halifax.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 85 validant certains actes concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque;

- bill 87 changeant le nom de Andrew Dawes Porteous en celui de Andrew Dawes.

**Substitution  
de M.-J.-A.-A. Larocque**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 85 validant certains actes concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Andrew Dawes Porteous**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 87 changeant le nom de Andrew Dawes Porteous en celui de Andrew Dawes. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La séance est levée à 6 heures.

## NOTES

1. *Le Canada* du 22 février 1934, à la page 1, souligne que M. Fernand Rinfret, maire de Montréal, et le docteur Arthur Denis, député de Saint-Denis aux Communes, étaient les invités de l'Orateur et se trouvaient à la droite de celui-ci. Le juge P. A. Choquette se trouvait également sur le parquet de l'Assemblée.

2. *Le Devoir* du 22 février 1934, à la page 1, souligne que des agents de police s'assurent qu'il n'y a pas d'hommes dans les tribunes de la Chambre, cet espace étant réservé, ce jour-là, aux femmes. *Le Canada* du même jour, à la page 1, mentionne qu'il s'y trouvait Mme Pierre-F. Casgrain, Mme Grant de Rouen, Mlle Francoeur, Mme Duhamel et plusieurs autres, venues directement de Montréal.

3. *The Gazette* du 22 février 1934, à la page 15, rapporte que le ton, au tout début du débat, révélait le manque de sérieux concernant ce projet de loi. Le journaliste nous précise que des étrangers avaient réussi à s'introduire dans la tribune de la presse et ne cessaient de faire des commentaires. L'Orateur a dû prendre les mesures qui s'imposaient pour maintenir l'ordre, mais le journaliste ne précise cependant pas de quelles mesures il s'agit.

4. M. Fortin veut prendre la parole à ce moment, mais *Le Devoir* du 22 février 1934, à la page 2, rapporte que M. Béique s'est levé avant.

5. L'encyclique *Arcanum Divinae* du Pape Léon XIII (1878-1903) traite du mariage chrétien.

6. Paul Leroy-Beaulieu (1843-1916) fut défenseur de l'économie libérale et combattit le protectionnisme. Il fonda l'*Économiste français* (1873) et publie plusieurs ouvrages tels *Le travail des femmes au dix-neuvième siècle* (1873), *Essai sur la répartition des*

*richesses* (1882) et *L'État moderne et ses fonctions* (1889).

7. M. Langlois est journaliste. Il a collaboré au journal *Le Canada* et au *Courrier de Trois-Rivières*.

8. L'honorable M. Taschereau se tourne vers l'honorable M. Mercier fils et lui serre la main en souriant pour le féliciter, selon *L'Événement* du 22 février 1934, à la page 8.

9. Le révérend père Ceslas Forest publia, en 1926, un article intitulé "Droit de vote, suffrage féminin et féminisme".

10. Le révérend père Antonin-Gilbert Sertillanges est l'auteur de *Féminisme et christianisme* (1930).

11. L'abbé Arthur Curotte écrit une série de cinq articles pour *Le Devoir* en 1921, sous le titre: *Le vote de la femme. Étude de droit social*.

12. Il est intéressant de relever que, comme nous le précise *Le Soleil* du 22 février 1934, à la page 11, c'est la première fois que M. Duplessis ne se prononce pas en faveur du rejet pur et simple du bill.

Séance du jeudi 22 février 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi des agents  
de recouvrement**

**M. Guertin (Hull)** demande, appuyé par le représentant de Rouville (M. Barré), la permission de présenter le bill 176 modifiant la loi des agents de recouvrement relativement au cautionnement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi de  
l'instruction publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande, appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), la permission de présenter le bill 60 modifiant la loi de l'instruction publique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:**

**Ponts en bois construits par  
le département de la Colonisation**

**M. Élie (Yamaska):** Quels sont les comtés de la province qui ne sont plus de colonisation, mais où le département de la Colonisation peut être appelé à construire des ponts en bois, d'après la réponse consignée aux *Journaux de l'Assemblée législative*, séance du 13 février 1934?

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** Ayant un personnel technique spécialisé dans la construction des ponts en bois, le département peut être sollicité de construire, avec ou sans contribution municipale, suivant le cas, des ponts dans tous les comtés ruraux où les conditions du trafic local ne justifient pas encore la construction d'un pont en fer et où, par conséquent, il est plus économique, quant au coût de la construction et de l'entretien, d'avoir un pont en bois.

**Subventions pour hôpitaux,  
hospices, orphelinats**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement à la réponse du gouvernement en date du 15 février 1934, *Journaux de l'Assemblée législative* de la présente session de la législature, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1920 au 1<sup>er</sup> janvier 1934: À combien se chiffre le total des subventions, des corporations municipales de cette province, autorisées par les règlements approuvés par le ministère des Affaires municipales de cette province et se rapportant à la construction ou à l'agrandissement des hôpitaux, hospices, orphelinats, asiles d'aliénés, écoles d'industrie, écoles de réforme, situés en cette province et qui ont été ou qui sont subventionnés par cette province?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
\$1,308,100.00.

**Travaux de la Chambre:**

**Horaire des séances**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Avec la permission de la Chambre nous siégerons demain après-midi à 2 h 30 jusqu'à 4 h 30, et nous ajournerons ensuite à mardi après-midi. J'ai convoqué le comité des bills publics pour demain matin et nous pourrions considérer quelques projets. La session est avancée, mais il reste une cinquantaine de bills importants au *Feuilleton*.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Aurons-nous fini pour Pâques?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Je le crois bien.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande au gouvernement de produire tous les documents qu'il a demandés<sup>1</sup>.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous en avez déjà beaucoup, vous pourriez commencer à les étudier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je les sais par cœur. C'est pour cela que je suis contre le gouvernement.

**Motions des députés:****Respect de la loi  
du dimanche**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), que:

Attendu que, le 28 mars 1931, cette Chambre a adopté la résolution suivante:

"Cette Chambre exprime l'avis que la violation répétée ou générale de la loi du dimanche, outre qu'elle contribue, dans l'industrie, à amener la surproduction, est propre, toujours, à diminuer le respect des autorités et des lois tant civiles que religieuses, et à favoriser la propagande des idées bolchevistes; que cette Chambre remercie le gouvernement de s'être rendu à la demande qui lui avait été faite de veiller à l'observance de ladite loi, et d'avoir nommé deux inspecteurs pour cette fin; que de plus, elle estime que le gouvernement devrait nommer autant d'inspecteurs qualifiés et raisonnablement rémunérés qu'il en est besoin pour faire respecter cette loi fondamentale et qu'elle invite respectueusement le gouvernement à poursuivre les transgresseurs avec plus de rigueur que jamais";

Attendu que la loi du dimanche n'est pas encore respectée comme elle devrait l'être;

Attendu que, pour obtenir les résultats désirables, il faudrait nommer en nombre suffisant des inspecteurs compétents et raisonnablement rémunérés;

Attendu que de bons inspecteurs d'établissements industriels pourraient veiller à la sécurité des employés des usines et exercer la surveillance qui s'impose, quant au respect de la loi du dimanche;

Cette Chambre invite respectueusement le gouvernement à nommer, en nombre suffisant, des inspecteurs compétents, raisonnablement rémunérés, tant pour exercer une surveillance efficace, afin d'assurer la sécurité des employés dans les usines, que pour obtenir l'observance de la loi du dimanche.

Depuis plusieurs années déjà, celui qui vous parle en ce moment revient sur cette question importante du repos dominical<sup>2</sup>. L'an dernier, le gouvernement a accepté les conclusions d'une motion identique à celle que je présente aujourd'hui. Cette question de l'observance du dimanche en est une très importante. Comme par le passé, il ne s'agit pas d'en faire une question de parti. Nous voulons considérer cette grave question au-dessus des contingences politiques. Toutefois, le gouvernement

a le pouvoir exécutif et il a le devoir formel de faire respecter le dimanche. J'ai toujours travaillé à faire observer la loi du dimanche. C'est dans ce but que j'ai demandé un nombre plus grand d'inspecteurs pour veiller à l'observance de la loi.

Tout le monde reconnaît l'importance de cette loi fondamentale, sa nécessité. Car cette loi est une des trop rares lois qui soient conformes à la loi divine, au droit naturel aux prescriptions civiles même. La législation humaine est elle-même conforme à la loi divine. Elle est la sauvegarde de notre esprit religieux, de notre sens catholique. Et la pratique de la religion constitue la meilleure sauvegarde contre les idées subversives.

À l'heure où nous voyons se dresser les éléments de désordre, où l'autorité est battue en brèche, il importe plus que jamais que les lois fondamentales soient respectées. Si les gouvernements désirent conserver le respect des peuples envers leur autorité, ils doivent donner l'exemple en voyant à ce que les lois soient respectées. Parmi ces lois, celle du dimanche est primordiale.

Un orateur français disait, avec raison: "Où sera le recours de l'âme en détresse quand nous aurons fait des cieux un désert? Si la foi disparaît chez nous, disparaîtront avec elle les remparts de l'ordre, du véritable progrès et de la saine prospérité." Tolérer la transgression des lois fondamentales, c'est encourager le désordre. Commençons par défendre nos lois fondamentales. Dans la province, on aurait pu veiller avec un plus grand soin à l'application de cette loi fondamentale. Il ne faut pas ancrer dans l'esprit du peuple que la loi du dimanche est tellement mal faite qu'il soit impossible de l'appliquer.

La Ligue du dimanche<sup>3</sup> a fait une campagne très intense. Elle a publié des avis dans les journaux demandant aux gouvernés comme aux gouvernants de tout faire pour assurer le respect du dimanche. Il y a eu des améliorations sensibles, mais ces améliorations sont disparues et nous assistons à un relâchement. Pourquoi ont-elles disparu? Depuis un an, les offenses se multiplient de façon alarmante, à tel point que la Ligue du dimanche a attiré l'attention des gouvernants et des gouvernés sur la recrudescence du mal.

Les améliorations sont possibles, puisqu'elles ont été réalisées déjà. Mais on doit maintenant se demander pourquoi les offenses commencent à se produire un peu partout. L'observance de la loi du dimanche est également fondamentale, en ce qui concerne le progrès matériel. On devra se rappeler que la surproduction, qui a été une des grandes causes de la crise économique, est tenue, pour une large part, du travail dominical, notamment dans les

industries papetières, par exemple à Trois-Rivières, ce qui tend à accroître encore davantage son côté néfaste. Nous voyons que, dans les industries qui n'opèrent qu'au ralenti, on oblige les ouvriers à travailler le dimanche. C'est un défi au bon sens et à l'ordre public. On devrait se rendre à la réalité et mettre fin à certaines transgressions. Par ce temps de crise même, des industriels semblent s'ingénier à faire travailler le dimanche, alors qu'on y chôme plusieurs jours par semaine. Au milieu de la surproduction, le travail du dimanche est inadmissible et absolument condamnable.

Tout le monde s'entend donc sur l'importance et la nécessité de notre législation dans ce domaine. Il convient d'examiner maintenant quelle est la meilleure manière de faire observer la loi du repos dominical. Le gouvernement a nommé deux inspecteurs pour faire observer la loi dans toute la province. Ils sont trop peu nombreux. On admettra que deux commissaires pour toute la province, c'est un nombre manifestement insuffisant. La province est trop vaste, leur champ d'action est trop étendu.

De plus, on ne rémunère pas assez ces employés, sous prétexte qu'ils ne travaillent que le dimanche. Il faut avoir un nombre suffisant d'inspecteurs compétents, bien payés. Le gouvernement pourrait régler la situation en nommant comme inspecteurs pour la loi dominicale certains inspecteurs de sécurité physique dans des industries spéciales. Ceux-ci étudieraient en même temps les conditions des travailleurs, par exemple. Ces gens pourraient se qualifier, ils seraient bien payés et le travail serait plus efficace.

Notre motion ne comporte aucun blâme, car pour la répartition des responsabilités, nous y reviendrons dans une autre occasion. Nous voulons montrer à la population que la Législature est unanime de sentiment sur cette importante question, et qu'elle est prête à la coopération la plus étroite et la plus sincère. Nous considérons que le succès de la campagne en faveur du dimanche est plus important que le succès politique, et nous espérons que la suggestion sera acceptée à l'unanimité.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je n'ai aucune hésitation à accepter la motion de l'honorable chef de l'opposition telle qu'elle est écrite. Je lui rendrai ce témoignage qu'il l'a rédigée dans un bon esprit, et je crois que, dans l'ensemble, peu de personnes ne l'approuveront pas. En tant que le gouvernement et cette Chambre, du moins ce côté-ci de la Chambre, sont concernés, nous en sommes.

J'approuve entièrement les paroles du chef de l'opposition, lorsqu'il dit qu'il faut respecter le dimanche dans la province de Québec. Je ne dirai pas que l'observance du dimanche est pour nous la clé de voûte de l'ordre, je ne dirai pas que c'est pour nous le premier commandement à observer et que le jour où l'on ne respectera plus le dimanche, on n'aura plus rien à respecter, mais je crois que tous les bons citoyens, que les gouvernements, tant fédéral que provincial ou municipal, doivent s'unir dans leurs efforts pour que tous respectent le jour du Seigneur.

On me permettra bien de profiter de cette circonstance pour faire quelques observations additionnelles. Il est facile de critiquer, de jeter le blâme, toujours, partout et en tout temps sur le gouvernement, quand quelque chose ne va pas. C'est pour cela que je désire faire voir à la Chambre ce que nous avons fait pour réprimer les abus et quelles difficultés nous avons rencontrées pour faire observer la loi du dimanche, à cause surtout de la loi fédérale, qui en est une de compromis, une sorte de véritable chaos fabriqué après bien des marchandages, laissée à l'application des provinces et ne convenant à aucune. Le fédéral n'aurait jamais dû légiférer dans ce domaine. Il eût été cent fois préférable de laisser le règlement de cette question à la discrétion des provinces.

Le chef de l'opposition a parlé de modération, de pondération et de bon esprit. Je le félicite. C'est de cette façon que la question doit être traitée. Dernièrement, le 17 février, il y a eu à Montréal une assemblée des Jeune-Canada. Je lisais dans *Le Devoir* qu'au cours de cette assemblée, un M. Georges-Étienne Cartier a fait un discours sur le travail du dimanche et dans lequel il s'est montré sans quartier pour nous. Voici ce qu'il a dit, et je suis certain que le chef de l'opposition ne voudra pas approuver ses paroles.

"Or, voilà le point délicat, est-ce que notre vieille "élite" dirigeante, par opposition à la véritable élite qui n'exerce pas, de fait, la direction..." (La véritable élite, pour lui, c'est M. Cartier.) "Est-ce que cette élite est pénétrée de principes chrétiens vraiment sains? A-t-elle des convictions religieuses solides et inébranlables? Non! Non, puisqu'elle accepte, et avec quel cœur! une machine électorale qui n'a rien de bien honnête; non, puisqu'elle ne sent pas le courage d'enrayer, par des lois appropriées, les spéculations frauduleuses, non encore, puisque grâce à sa bonasse ignorance, les communistes ont réussi à bien s'installer dans la province; non enfin, parce que cette "élite" ne s'inquiète pas, comme il siérait, du respect dû à Dieu,

le dimanche, parce qu'elle a voté et laisse en vigueur une loi qui brise l'ordre général, oblige indirectement des citoyens chrétiens à travailler, alors que leur entourage se repose, une loi qui pue la tolérance des lâches.

"Non, notre "élite" ne comprend pas que le repos du dimanche est imposé par Dieu et accepté par tous les peuples chrétiens; elle ne veut pas admettre, officiellement du moins, que tous les ouvriers ont droit à un repos bien mérité, au moins un jour par semaine; sa courte vue l'empêche de voir le désordre créé dans la vie sociale par une loi concessionnaire. Notre "élite" croit à Mammon, adore le Veau d'or, elle n'a pas de convictions religieuses, elle qui a pourtant appris que: "Les dimanches tu garderas en servant Dieu dévotement."

"Nous avons donc pour nous protéger, une "élite" bâtarde, canadienne-française, quand cela lui plaît, catholique, quand il n'y a plus moyen d'échapper aux obligations imposées par ce titre; une "élite" qui n'a pas le sens des devoirs sociaux ou civiques, très souvent parce que pas ou mal instruite, quelquefois aussi parce que corrompue par les pouvoirs d'argent; une "élite" qui sait mentir au peuple avec l'art des petits enfants, qui sait le faire crever de faim sans qu'il s'en aperçoive, une "élite" enfin, dont la devise pourrait être: "Que le monde périsse pourvu que j'en profite."

Et le reste. Je n'ai pas à qualifier des paroles comme celles-là. Je suis certain que mon honorable ami ne les approuve pas. Ces paroles ont été prononcées par des jeunes gens pleins d'enthousiasme qui croient faire leur chemin et régénérer le monde, de la province s'entend, en disant que nous n'avons pas de convictions religieuses, que nous appartenons à une classe bâtarde, que nous sommes des corrompus, que nous ne respectons pas la loi de Dieu et que nous sommes des dégénérés. Je suis certain que le chef de l'opposition n'approuve pas cela. Je laisse à M. Cartier la responsabilité de ses paroles. Mais puisqu'il nous a cité un commandement de Dieu, je veux lui en citer un autre: "Faux témoignage ne diras, ni mentiras aucunement." M. Cartier, respectez cela!

On dit: "Faites respecter la loi du dimanche." Le trouble remonte à assez loin. Il a commencé dans Chicoutimi. Dans cette région, où le travail du dimanche avait pris des proportions plus considérables qu'ailleurs, nous avons fait des démarches. En feuilletant mes dossiers, je constate que l'évêque de Chicoutimi, apôtre du respect du dimanche, de concert avec la Ligue du dimanche - et ici je veux rendre hommage au révérend père Archambault et aux honorables juges Dorion et Fabre-Surveyer qui

consacrent leurs meilleures énergies à faire respecter le dimanche - ont pris la chose à cœur et ont demandé au gouvernement d'agir. Nous avons été très heureux d'accepter plusieurs suggestions de cette ligue. Nous avons fait des démarches et quelque temps après, Mgr Labrecque nous écrivait la lettre que voici pour nous féliciter du succès qui avait couronné nos efforts et nous disait:

"Vous avez habilement profité des tristes accidents survenus en octobre et de l'avènement d'un nouveau président de la compagnie Price à Kénogami. Aussi, le succès le plus complet a-t-il couronné votre généreuse et opportune intervention... La question est maintenant à jamais réglée pour ce qui concerne mon diocèse. Dieu en soit remercié."

Plus tard, nous avons reçu d'autres plaintes de la même région. Mgr Labrecque, à qui nous en référions, répondit que celle que je lui communiquais n'était pas fondée et que le travail dominical n'avait pas recommencé. Nous avons demandé qu'on nous informât dès la transgression de la loi du dimanche. Et nous demandons à tous d'informer le gouvernement lorsqu'ils ont connaissance que l'on travaille le dimanche.

Je veux donner aussi quelques explications au sujet du cas de Trois-Rivières. Il y a quelque temps, nous avons reçu des plaintes nous disant que la compagnie Wayagamack laissait travailler ses employés le dimanche. Nous avons fait des démarches aussitôt, et voici la lettre que j'ai reçue de M. Maurice Gélinas, secrétaire de la Ligue du dimanche et qui nous félicite du succès de notre intervention.

"Cher Monsieur le Premier ministre, la Ligue du dimanche des Trois-Rivières désire vous remercier et vous féliciter de votre prompt intervention auprès de la compagnie Wayagamack, pour empêcher de faire travailler un certain nombre de ses ouvriers le jour de Noël dernier (1933). Nous étions convaincus qu'il suffirait d'un appel de votre part pour prévenir une violation aussi inconcevable des lois divines et humaines. Nous en profitons pour vous assurer de nouveau de notre entière coopération pour bannir de cette province ce grand malheur du travail dominical. Signé: Maurice Gélinas."

Pas une seule plainte reçue n'a été mise de côté. Malheureusement, il y a parfois des ouvriers mécontents qui portent plainte sans raison. Dans ces cas-là, nous écrivons au curé, et mes dossiers sont pleins de réponses des curés nous disant que ces plaintes sont fausses ou mal fondées. Autre chose, il y a des compagnies qui nous téléphonent, qui nous écrivent, qui nous télégraphient, très souvent pour

nous dire: "Il nous faudrait travailler dimanche prochain." Nous avons reçu une telle demande tout récemment, la semaine dernière, de la région des Trois-Rivières.

Une compagnie avait une cargaison de papier à charger à destination de l'Amérique du Sud, et cette compagnie nous disait: "Si vous ne nous permettez pas de travailler dimanche, après que nos ouvriers auront été à la messe, nous ne pourrions pas remplir notre commande." Je lui ai répondu: "Je suis incapable de vous donner une telle permission. Je n'en ai pas le droit. La loi fédérale permet des travaux urgents et nécessaires le dimanche. Voyez votre curé. S'il dit oui, très bien." Je laisse la Chambre décider si l'attitude du gouvernement est la bonne.

À Chicoutimi, on nous a dit: "Il se fait des ventes dans les magasins le dimanche." Je m'en suis occupé. Le travail a cessé et j'ai reçu une lettre de M. Eugène L'Heureux qui nous félicitait "d'avoir tué le poulet dans l'œuf". Je ne veux pas discuter tous les cas. Mais je suis pénétré autant que mon honorable ami de la nécessité de faire respecter la loi du dimanche. Veut-on savoir ce que nous avons fait?

En 1932, nous avons pris 308 poursuites<sup>4</sup> et en 1933, 272. En 1934, jusqu'au 13 février, nous avons pris 76 poursuites. Nous ne sommes donc pas inactifs et nous ne laissons pas sans répression la violation du dimanche. À Montréal, on a pris 700 actions depuis deux ans. Que l'on n'oublie pas cependant qu'il n'y a pas que le gouvernement qui puisse poursuivre. Aux Trois-Rivières, en 1928, le conseil a pris connaissance des violations de la loi du dimanche.

Dans une résolution, on disait: "Des ordres très sévères vont être donnés à notre police de se montrer sans pitié pour ceux qui violent cette loi, et notre ville procédera contre les violateurs avec toute la sévérité que permet la loi." Toutefois, pas une seule action a été prise contre les violateurs par le conseil de la municipalité des Trois-Rivières.

Mon honorable ami, le chef de l'opposition, nous dit: "Nommez plus d'inspecteurs et rémunérez-les mieux." Lorsque la Ligue du dimanche nous a demandé de nommer des inspecteurs, nous en avons nommé deux, un à Hull, au centre d'une grande région industrielle, et l'autre aux Trois-Rivières, centre industriel également considérable. Et toute notre police s'occupe de cette question. Afin que ces inspecteurs rencontrent les vues de la Ligue du dimanche, nous avons demandé à cette dernière de nous désigner deux personnes à ces postes. Et c'est sur la recommandation de la ligue du dimanche que

nous avons désigné M. Raynat, à Hull et M. Larue, aux Trois-Rivières. Si mon honorable ami dit que les inspecteurs sont incompetents, nous avons à partager nos responsabilités avec des gens qui nous ont aidés à les nommer. Nos inspecteurs sont compétents.

La difficulté de la répression réside surtout dans le fait qu'il y a conflit entre la loi fédérale et la loi provinciale. À ce sujet, je veux signaler que nous avons reçu de nombreuses requêtes nous demandant d'abroger de nos Statuts la loi qui permet aux juifs de travailler le dimanche, quand ils ont observé le sabbat. Dans la loi fédérale qui défend le travail du dimanche, mais qui permet les travaux urgents et nécessaires, il y a un article qui dit que rien dans la loi ne doit être interprété comme contraire à la loi provinciale, si celle-ci est antérieure à la loi fédérale. Elle dit que l'on doit respecter les lois et les usages des provinces.

La loi dans la province de Québec est antérieure à la loi fédérale et celle-ci lui est subordonnée. La loi du dimanche dans notre province est basée sur le respect des usages établis. Notre loi pourvoyait donc déjà au travail des Juifs le dimanche, permettant même la vente. Notre loi, à l'article 199, dit qu'il est permis à toute personne de faire le dimanche tout acte qui n'est pas défendu et contre les usages reconnus dans la province de Québec. La section 7 ajoute que quiconque observe le sabbat peut travailler le dimanche, à condition que son travail ne nuise à personne.

D'ailleurs, considérez nos cultivateurs. Lorsqu'ils vont le dimanche, après la grand-messe, dans le magasin général acheter des marchandises et retournent ensuite dans leur foyer, souvent très éloigné du village, cela est légal, parce que c'est consacré par un usage aussi ancien que la province elle-même. On connaît les sévérités de la loi fédérale qui va jusqu'à défendre de tirer du fusil le dimanche. Pourtant, dans la province de Québec, c'est ce jour-là où l'on entend le plus de coups de fusils. D'ailleurs, j'ai soumis cette question aux officiers en loi. Ils sont d'avis qu'un tel amendement ne serait pas constitutionnel. On a fait au fédéral une loi absolument inapplicable dans un grand nombre de cas. Si Ottawa voulait la retirer, nous réglerions la question au point de vue chrétien.

J'ai assisté, à Ottawa, à la séance au cours de laquelle celui qui s'est fait l'apôtre de la tolérance éclairée, au sujet du dimanche, et qui représentait sur cette question l'esprit de la province de Québec, M. Henri Bourassa, a défendu ce point de vue. Il le défendit d'ailleurs, non seulement sur le Champ de Mars, mais à la Chambre des communes, contre les

pourfendeurs du diable et les tenants du puritanisme étroit, à qui il demandait de nous laisser poursuivre notre chemin, notre vie en paix.

Si Ottawa voulait retirer sa loi et nous laisser faire notre propre loi du dimanche, cela nous conviendrait bien mieux. Le fera-t-on? Je ne le sais pas. Le chef de l'opposition est plus près de M. Bennett<sup>5</sup> que nous, et il devrait lui faire des représentations. Comme je le disais tantôt, on nous a envoyé de nombreuses pétitions nous demandant de rappeler l'article 7 de notre loi provinciale qui permet aux juifs de travailler le dimanche, pourvu qu'ils respectent le sabbat. Cette loi est antérieure à la loi fédérale. Elle prouve que nous reconnaissons tous les cultes dans la province de Québec, on a le respect large et généreux des minorités.

Je le répète, nous demandons la coopération généreuse de notre population pour faire observer cette loi du dimanche et réprimer les abus. Qu'on nous aide, qu'on nous signale les violations, qu'on n'hésite jamais devant son devoir de chrétien. Mais que l'on ne nous jette pas la pierre, comme l'ont fait les Jeune-Canada. Cela est injuste et de nature à jeter la perturbation dans notre population, en laissant le public sous l'impression qu'ici on enfreint la loi, qu'on ne veut rien faire pour la faire respecter, que nous sommes des corrompus.

Qu'on n'essaie pas de nous faire passer pour des bâtards et des êtres sans conscience! Ceux qui font cette besogne font une besogne antichrétienne et anticanadienne. Ils font beaucoup plus de mal que les quelques transgressions sur lesquelles nous avons pu fermer les yeux. Ces gens font probablement plus de tort que les gouvernements qu'ils dénoncent.

Je remercie le chef de l'opposition de nous avoir soumis une motion aussi sobrement rédigée, et qu'il me permette de lui dire que je suis entièrement de cœur et d'esprit avec lui pour approuver et seconder sa motion.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas une réplique que je fais, puisque nous sommes tous d'accord sur le principe de cette motion. Je ne veux faire que quelques remarques, sans passion, non pour contredire le premier ministre, mais pour apporter ma modeste coopération à éclairer davantage la situation et à résoudre cette question de l'observance du dimanche. Je remercie le premier ministre de ses bonnes paroles et je suis heureux de constater les bonnes dispositions du gouvernement. L'honorable premier ministre a bien voulu dire qu'il acceptait ma proposition. Je le remercie et je lui demande de mettre en pratique les dispositions de notre motion.

Les paroles et les chiffres du premier ministre prouvent que, lorsqu'il était intervenu, cette intervention avait été efficace. Il est donc possible de faire respecter la loi du repos dominical telle qu'elle existe. D'ailleurs, la loi fédérale consacre la juridiction des provinces dans cette matière. Je crois donc que le gouvernement garde le droit d'amender toutes les clauses de sa propre loi. La loi fédérale n'empiète pas sur celle de la province, mais elle la consacre.

On a insinué que je doute de la compétence des inspecteurs nommés par le gouvernement. Je ne doute aucunement de la compétence et de l'excellent travail des deux inspecteurs déjà nommés. Je constate simplement qu'on leur impose une tâche impossible et qu'il y aurait avantage à nommer un plus grand nombre d'inspecteurs.

Le procureur général estime que les conseils municipaux et les autres autorités peuvent tenter des poursuites. Je lui citerai sur ce sujet l'opinion d'un avocat éminent, M. Antonio Perrault, frère d'un ministre provincial<sup>6</sup>, qui a déclaré qu'il appartient au procureur général et non aux conseils municipaux de faire observer la loi et de prendre des mesures à cet effet. Car les conseils municipaux n'ont pas l'organisme judiciaire voulu pour procéder, et il arrive souvent qu'ils sont intéressés et peu libres d'agir.

La motion est adoptée à l'unanimité.

### **Établissements industriels**

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 modifiant la loi des établissements industriels soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** Ce serait une bonne chose de hausser l'âge minimum pour les filles, puisque plusieurs chefs de famille sont sans travail, à la suite de l'entrée des filles dans les secteurs du commerce et de l'industrie.

**M. Guertin (Hull)** annonce qu'il va appuyer cette loi, mais seulement après que certains articles auront été amendés. Il fait mention des articles relatifs à l'âge des enfants dans les établissements industriels. Ça veut dire mettre un frein aux abus dans les établissements commerciaux. Mais il vaudrait mieux ne pas avoir une telle loi, si elle n'est pas observée. L'an dernier, le gouvernement a amendé la loi du salaire minimum des femmes, afin



de donner à la Commission du salaire minimum des femmes le pouvoir de fixer le salaire des filles dans les établissements commerciaux. Mais aucun des avantages de ce changement n'a été utilisé par la Commission. La situation est la même pour la législation relative à la limitation des heures de travail. Même les bureaux du gouvernement provincial ne tiennent pas compte de cette loi.

Il (M. Guertin) fait quelques remarques exhortant le gouvernement à aller de l'avant dans le domaine social.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** La loi du salaire minimum des femmes n'est pas respectée dans les établissements industriels et commerciaux. Il nous faudrait des inspecteurs plus nombreux et plus compétents.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité:

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je veux seulement faire observer que cette loi des établissements industriels remonte à 1892 et à 1894. Les bleus étaient alors au pouvoir.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'étaient de bons bleus dans ce temps-là.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le présent gouvernement ne peut se vanter d'avoir le monopole dans ce dossier. Je crois que le gouvernement devrait porter une attention toute spéciale au travail des enfants. Le travail ne devrait pas les empêcher de s'instruire. Aux États-Unis, le gouvernement a éliminé le travail des enfants, et un pas dans cette direction serait recommandable au Québec, dans l'intérêt de l'éducation et de l'humanité.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** La législation est pratiquement identique à celle de la province d'Ontario. Je partage les idées du leader de l'opposition qui se retrouvent dans la loi. Je puis dire à mon honorable ami que le gouvernement surveille cette question très attentivement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On ne devrait pas permettre à des enfants de moins de 16 ans de travailler dans des établissements nocifs au point de vue de l'hygiène.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous sommes du même avis. Suspendons cet article du bill et nous y reviendrons.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Étant donné l'importance du bill, je crois que nous devrions suspendre la clause du bill au sujet de l'âge.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Suspendons cette clause, nous pouvons peut-être dire 18 ans au lieu de 16 ans. Nous verrons tantôt.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Si l'opposition, et plus particulièrement son leader, a quelques suggestions utiles à offrir, je serais heureux d'en discuter et, si jugées acceptables, de les intégrer dans la loi.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** Je suis d'avis que le travail de la femme va à l'encontre du travail de l'homme. J'ai déjà soulevé cette question dans cette Chambre. Je crois que nous devrions au moins fixer l'âge où la jeune fille peut travailler et voir à ce qu'il n'y ait pas d'exploitation.

Il serait opportun de donner un salaire raisonnable au père de famille, pour lui permettre de faire instruire ses enfants et de garder ses filles à la maison, au moins jusqu'à l'âge de 18 ans. Le travail de la jeune fille ne devrait pas exister, du moins avant 18 ans.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En vertu de la loi telle qu'elle nous est présentée, le gouvernement n'aurait plus le droit d'embaucher les petits pages de la Chambre. (Rires)

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Nous devons avoir confiance au jugement des inspecteurs. Je crois qu'il n'y a pas péril en la demeure.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le comité, s'il désire plus d'éclaircissements, pourra décider de renvoyer la loi devant le comité des bills publics.

**M. Barré (Rouville):** Ce sera encore des avocats qui parleront.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les avocats rendent d'immenses services en Chambre, comme au comité pour l'interprétation des lois et leur préparation, et comme ailleurs dans la province. N'en déplaie au député de Rouville, ils sont nécessaires.

**M. Guertin (Hull):** On n'a pas le droit de voter au comité.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les députés qui ne sont pas membres du comité, s'ils n'ont pas le droit de voter, ont celui de faire des suggestions qui leur semblent à propos, et peuvent être entendus.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que le bill soit renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

#### **Vente en bloc de certains immeubles**

**M. Bachand (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 168 modifiant le Code de procédure civile relativement à la vente en bloc de certains immeubles.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bachand (Shefford)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Code de procédure civile, article 1150**

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 171 modifiant l'article 1150 du Code de procédure civile.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Ventes d'immeubles pour taxes**

**M. Dugas (Joliette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 173 modifiant la loi de l'instruction publique concernant les ventes d'immeubles pour taxes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Coiffeurs pour dames**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 106 concernant les coiffeurs pour dames de la province de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi de l'instruction publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 60 modifiant la loi de l'instruction publique.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose: Que le fonds de pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire soit administré par une commission administrative composée du surintendant, comme président, et de cinq délégués nommés comme suit: un par la conférence des instituteurs

catholiques romains de Montréal; un par la Conférence des instituteurs catholiques romains de Québec; un par l'Alliance catholique des professeurs de Montréal, et deux par l'Association provinciale des instituteurs protestants.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande au représentant de Terrebonne (l'honorable M. David) s'il sait que M. Cyrille Delâge a déclaré que les pensions aux institutrices n'ont pas encore été payées.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** admet que telle est la situation, mais que la faute est due à un défaut de procédure.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois.

Il est ordonné que l'adoption de ladite résolution ait lieu à la prochaine séance.

#### Rachats d'obligations de la province

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, l'adoption de la résolution relative au bill 54 concernant le rachat des obligations de la province pour lesquelles aucun fonds d'amortissement n'a été établi.

Adopté. La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande la permission de présenter le bill 54 concernant le rachat des obligations de la province pour lesquelles aucun fonds d'amortissement n'a été établi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### Reprise de la séance à 8 h 55

##### Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 15 février, sur la motion proposée jeudi le 1<sup>er</sup> février courant: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** propose par voie d'amendement, et appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

Attendu que nos ressources forestières constituent une partie très importante de notre patrimoine national;

Attendu que nos forêts doivent être exploitées pour le bénéfice de notre population, et qu'il est intolérable que nos forêts servent à exploiter notre population;

Attendu que le gouvernement a accordé une réduction considérable des droits de coupe et de la rente foncière, réduction se chiffrant à plusieurs millions de dollars dont le Trésor de la province est, en conséquence, privé;

Attendu qu'une saine exploitation de nos forêts intéresse au plus haut point la classe ouvrière, ainsi que les cultivateurs et les colons;

Attendu que nos bûcherons, dans cette province, conformément aux principes élémentaires de la justice auraient dû recevoir un traitement et un salaire raisonnables;

Attendu que, depuis la réduction des droits de coupe et de la rente foncière et jusqu'à ce jour, un très grand nombre de bûcherons ont été injustement traités;

Attendu qu'il est urgent de réparer ces injustices;

Cette Chambre exprime l'avis que le gouvernement de la province aurait dû et aurait pu prévenir ces abus, et recommande au gouvernement d'adopter, sans plus de retard, les mesures nécessaires pour faire réparer les injustices passées dont les bûcherons ont été victimes en cette province pendant la période actuellement expirée de la saison des chantiers 1933-1934.

**Les députés de la gauche** chantent: "Quand on part pour les chantiers".

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Guertin, Lafleur, Sauvé, 8.

**Contre:** MM. Arcand, Bélanger, Casgrain, Crête, David, Filion, Francoeur (Lotbinière), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Laferté, Lapointe, Mercier fils, Morel, Plante, Power, Rochette, Saintonge, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Vautrin, 22.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte. En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides.

#### En comité<sup>7</sup>:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Institutions protestantes, Statuts refondus, 1925, chapitre 133, article 464 et chapitre 134, article 5, tel que modifié par les lois 17 George V, chapitre 40, section 1, 19 George V, chapitre 51 et 21 George V, chapitres 67 et 68, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au commencement de la session, le 9 janvier, le gouvernement a voté un mandat spécial pour une somme de \$10,000, pour payer des statuettes au sculpteur Alfred Laliberté et des toiles d'Horatio Walker, achetées des années auparavant pour le Musée provincial<sup>8</sup>. Il n'avait pas le droit de le faire et a ainsi violé les principes de la Constitution, car pendant la session, toute demande d'argent doit être soumise à l'approbation de la Chambre. On a de l'argent pour des toiles et des statuettes, mais on n'a rien pour payer ce qui est dû aux hôpitaux, on n'a rien pour l'agriculture. Bien plus, on fait des mandats spéciaux pour payer des comptes qui remontent à 10 ans.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Depuis plusieurs années, j'entends le député de Trois-Rivières discuter en Chambre. Chaque fois qu'il a la chance de faire de l'esprit et du sarcasme, il ne la perd jamais. Toutefois, il a l'habitude d'aimer les déclarations exactes. Il est facile de faire de l'ironie sur une lettre prise dans tout un dossier. Lorsqu'il dit que le gouvernement a acheté des tableaux dispendieux pour remplir le musée, il a tort.

Le gouvernement a tout simplement cru, après 150 ans de travail de nos artistes, qu'il convenait de faire savoir au monde que nous avions quelques artistes, des prosateurs et des poètes, quelques personnes sachant écrire convenablement leur pensée, qu'ils méritaient une récompense, qu'il était temps d'encourager leur production littéraire et artistique. Je n'ai pas honte de dire que nous avons acheté quelques tableaux pour notre musée. Le gouvernement n'a payé les tableaux qu'après qu'ils eurent tous été livrés. La Chambre nous avait voté des montants pour cela qui sont allés en augmentant jusqu'en 1928.

La gauche ne devrait pas reprocher au gouvernement d'encourager nos littérateurs et nos artistes. Cependant, comme le mandat a été signé en matinée le 9 janvier, il n'y a eu aucune infraction à la Constitution. Je ne regrette aucunement les achats faits pour le musée, qui contient déjà des collections précieuses.

Nous avons aujourd'hui, au musée pour la plupart, pas moins de 300 toiles de nos artistes. Je sais que dans un moment comme celui-ci, où la population se demande si elle mangera demain, il peut paraître étrange de parler de toile de \$15,000. Nous avons acheté pendant cinq ou six ans des toiles et des sculptures pour le musée sans obérer le budget. En 1930, lorsque les subsides fédéraux ont cessé, nous avons cessé ces achats.

Nous avons acheté plus de 300 toiles d'artistes canadiens. Il est arrivé que M. Horatio Walker devait vendre un tableau à Boston pour \$25,000. Quand il a su que nous désirions nous le procurer pour orner le Musée provincial, il a consenti à nous le céder pour \$15,000. Un musée peut n'avoir pas d'intérêt immédiat, si vous voulez, mais il constitue un enseignement pour l'avenir, et quelque chose de plus. En autant que possible, nous avons doté la province des œuvres complètes de Charles Huot, de Suzor-Côté et de Clarence Gagnon.

Des statuettes dont on a parlé tantôt, celle du sculpteur Alfred Laliberté était encore chez le fondeur, à Paris. Le nombre des statuettes n'a rien à faire. C'était une œuvre complète que nous achetions pour orner notre musée d'un travail d'art canadien. Je prends la responsabilité la plus large du musée. Nous avons d'ailleurs essayé de nous procurer toutes les œuvres de nos artistes. Je n'ai pas d'hésitation à dire que les statuettes de Laliberté ont été payées à tempérament.

D'ailleurs, le mandat spécial fut voté dans la matinée de l'ouverture de la session, et il n'y a pas là de quoi fouetter un chat. Il n'y a pas un pays au monde où l'on n'encourage pas ses artistes. Quand je n'aurais fait, durant mes années de politique, que prouver que, dans la vie, il y a autre chose que l'argent, qu'il y a les beautés et l'art; une vie artistique qu'il faut aider, je serai parfaitement satisfait et heureux. Il importe de penser un peu à la vie de l'esprit.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Bien loin de reprocher au gouvernement d'encourager nos artistes, je lui reproche de ne pas les payer à temps et de se mettre dans l'obligation de violer la loi pour les payer. Alors que le gouvernement ne peut pas ou ne veut

pas payer ses dettes aux institutions charitables ou d'enseignement, il a de l'argent pour le paiement de tableaux achetés des années auparavant. Ce n'est guère une bonne manière d'aider les artistes canadiens que de les faire attendre 6 ou 7 ans avant de les payer.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** fait d'autres remarques.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** lui répond. Il énumère une série de tableaux, dont une nature morte, chez le premier ministre, "La chasse aux canards".

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ils se sont envolés de mon bureau.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ils sont traversés à l'île, sur le pont!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous sommes loin des écoles protestantes. Pour le moment, il n'y a de protestants que vous!

La résolution est adoptée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** parle au sujet d'un item statutaire<sup>9</sup> de \$260,000 pour les collèges classiques. Il prétend que le gouvernement ne paye pas la subvention de \$10,000 aux collèges assez tôt.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Je n'ai pas à cacher que, les fonds entrant plus difficilement, les paiements ont pu être retardés quelques mois, mais les subventions ont été payées.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas quarante et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles primaires élémentaires et primaires complémentaires catholiques romaines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université Laval de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin, 1935.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement a hâté l'adoption d'une loi, il y a deux ans, accordant

\$1,500,000 à l'Université pour l'aider à se sortir de ses difficultés, et ça n'a pas encore été payé.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** lui prouve, statut en main, que le gouvernement ne s'est engagé à payer que le 1<sup>er</sup> mars 1935. Pour aider l'institution, le gouvernement est d'accord pour garantir le prêt aux banques, mais seulement une fois que l'Université aura produit ses états financiers.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:  
5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour McGill University, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université de Bishop's College, Lennoxville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour High Schools, Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour École polytechnique, Montréal, en vertu de 57 Victoria chapitre 23, article 17, tel que modifié par les lois 17 George V, chapitre 45, section 2 et 20 George V, chapitre 62, section 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles techniques en dehors des cités de Québec, Montréal et Hull et pour cours professionnels, Statuts refondus, 1925, chapitre 136, article 2, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** parle du placement des gradués des écoles techniques et demande si le gouvernement a pris les moyens de les placer.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Avant la crise, nos élèves étaient tous placés. Depuis la crise, c'est plus difficile et c'est dû à cette crise. Dans le passé, nous avons fait comprendre à nos compagnies que nous avons des techniciens qui valent ceux d'ailleurs.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

10. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Technical Institute, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Inspecteur des écoles supérieures protestantes - traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Allocation spéciale à l'enseignement protestant dans la province, pour être appliquée, tel que recommandé par une résolution du comité protestant du Conseil de l'instruction publique. (Païement sujet à un arrêté ministériel), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles des sourds-muets et des aveugles: Institut catholique pour garçons, Montréal, \$25,000; Institut catholique pour filles, Montréal, \$25,000; Institut Nazareth, Montréal, \$40,000; Institut McKay, Montréal, \$4,600; Montreal Association for the Blind, \$8,000; Quebec Association for the Blind, \$2,500, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Octroi spécial aux municipalités scolaires, pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** À ce sujet, je désire faire une suggestion. Je désirerais qu'à l'avenir toutes ces nouvelles écoles à base commerciale qui s'établissent dans nos villages soient aussi à base agricole.

(Applaudissements à droite)

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:

15. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'enseignement du français, par des spécialistes français, dans les académies protestantes, conformément aux recommandations du comité protestant du Conseil de l'instruction publique, tel qu'approuvé par un arrêté ministériel, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Instituteurs à la retraite, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association des instituteurs protestants, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Encouragement à la littérature et aux beaux-arts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Conseil de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Comité protestant du Conseil de l'instruction publique, aide supplémentaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'instruction publique, aux conditions et de la manière à être fixées par le secrétaire de la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Gratification pour 10 et 15 ans d'enseignement (provenant autrefois du fonds des écoles élémentaires), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi du mérite scolaire, 18 George V, chapitre 46, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Économie domestique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Centralisation des écoles protestantes rurales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Cours d'été pour professeurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université McGill: Aide reconstruction d'un édifice neurologique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles du soir et écoles de coupe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Musée provincial et Archives de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles d'arts et métiers, 18 George V, chapitre 47, section 39m, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Certificats d'écoles primaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Conservatoire Lassalle, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Directeur de bourses pour aider les élèves gradués à suivre des cours additionnels en Europe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles des beaux-arts de Québec et de Montréal, 12 George V, chapitre 55, article 12, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 10 h 30.

#### NOTES

1. *Le Canada* du 23 février 1934, à la page 6, qui rapporte cette intervention de M. Duplessis, mentionne qu'elle se produit durant l'après-midi, sans toutefois préciser le moment précis. De telles questions sont généralement permises avant de procéder aux affaires du jour.

2. La première loi concernant le respect du dimanche remonte à 1906, lorsqu'elle fut adoptée aux Communes. Demandée par un regroupement de protestants, le clergé catholique du Québec y donna tout de même son appui. Par contre, d'autres, dont Henri Bourassa, y voyaient une ingérence du fédéral dans la vie civile et dans les affaires provinciales. Pour des détails concernant l'adoption de cette loi au fédéral et les passions qu'elle déclencha au Québec, on peut consulter Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec. Les écoles du Nord-Ouest*, vol. XII, 1940, pp. 144-159.

3. La Ligue du dimanche est créée en 1923 et s'inscrit dans le courant social de l'Église catholique. Elle a pour but de faire respecter le dimanche et en conséquence, selon elle, de participer à la sauvegarde de la famille, des traditions et de la religion.

4. Dans leur édition du 23 février 1934, *La Presse*, à la page 14, et *L'Action catholique*, à la page 6, écrivent 3,000 poursuites. *The Chronicle-Telegraph*, à la page 3, mentionne que les poursuites en 1932 sont passées de 3,300 à 2,072, tandis que *The Montreal Daily Star*, à la page 16, fait passer le nombre de 3,000 à 2,200, et ce, uniquement pour le district de Montréal.

5. Richard B. Bennett, conservateur, fut premier ministre du Canada du 7 août 1930 au 23 octobre 1935.

6. Il s'agit de Joseph-Édouard Perrault, ministre de la Voirie et des Mines.

7. M. Armand Viau, sous-ministre "suppléant" (adjoint) au secrétariat de la province, a pris place au côté de l'honorable M. David, selon *Le Soleil* du 23 février 1934, à la page 11.

8. M. Duplessis, selon *Le Canada* du 23 février 1934, à la page 1, aurait nommé d'autres artistes, mais les journaux ne précisent pas lesquels.

9. Comme l'item se trouve dans la législation, il n'a pas à être voté.



## Séance du vendredi 23 février 1934

## Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 3 h 20.

## Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

## Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 97 concernant l'administration de certains biens de l'Union des municipalités de la province de Québec;
- bill 31 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec;
- bill 20 modifiant la loi des établissements industriels.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 172 concernant la validation d'un règlement de la cité de Sherbrooke.

Loi  
des pensions

L'honorable M. Stockwell (Brome) demande, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté), la permission de présenter le bill 58 modifiant la loi des pensions.

Ce bill a pour but de permettre au lieutenant-gouverneur en conseil d'augmenter de 10 années, au maximum, le nombre d'années de service effectif de certaines classes de fonctionnaires, et pour lesquelles un fonctionnaire peut retirer sa pension.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. L'article 444 du Règlement ordonne formellement que les résolutions soient d'abord

adoptées et soumises officiellement à la Chambre, avant que le bill puisse être adopté en première lecture.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Jamais pour la première lecture. Le crédit provincial n'est pas affecté dans le cas présent.

Ça n'a jamais été la pratique d'introduire des résolutions pour les lois de ce type, dans quelque cas que ce soit.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Un bill public comportant une dépense d'argent doit être précédé d'une résolution, recommandée par le lieutenant-gouverneur et votée en comité plénier par la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La résolution est sur la table.

M. l'Orateur suppléant: Je prends le point d'ordre en délibéré.

Lots du district  
de Richelieu rattachés  
au district de Saint-Hyacinthe

M. Phaneuf (Bagot) demande, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Drouin), la permission de présenter le bill 177 détachant certains lots de la paroisse de Saint-Ours, dans le district électoral de Richelieu, et les annexant à la paroisse de Saint-Bernard, dans le district électoral de Saint-Hyacinthe, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Ventes  
à tempérament

M. Dugas (Joliette) demande, appuyé par le représentant de Beauce (M. Fortin), la permission de présenter le bill 178 modifiant le Code civil relativement aux ventes à tempérament.

Le bill prévoit que les saisies ne seront opérées par les marchands que pour la valeur des sommes qui leur sont dues.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Travaux de la Chambre:**

**Question au *Feuilleton*,  
Sommes payées au journal  
*Le Soleil*, 1932-1933**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** veut savoir où l'on est rendu avec la réponse à une question, inscrite au *Feuilleton* depuis le 24 janvier 1934, au sujet des sommes que *Le Soleil*, limitée, a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1932-1933.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande à l'opposition, comme la réponse est volumineuse, la permission de transformer son interpellation en ordre de la Chambre, afin d'éviter les frais d'impression.

**M. Guertin (Hull)** se plaint qu'il ne peut jamais prendre connaissance des documents de la session et affirme que, malgré les promesses d'impressions, en fin de session, dit-il, on n'imprime rien.

**M. Barré (Rouville)** s'y oppose et reprend les mêmes arguments.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous ne faisons qu'une copie mais, à la fin de la session, le comité des impressions a le droit d'ordonner l'impression de tout document exigé par un député. Si le comité des impressions l'ordonne, cette réponse sera publiée.

**M. Guertin (Hull):** J'accepte la promesse du premier ministre. Cependant, malgré les promesses d'impression, rien n'a été fait.

Plusieurs fois déjà, j'ai demandé à la séance du comité des impressions et publications de faire imprimer plusieurs documents. Mais on m'a toujours convaincu qu'il valait mieux ne pas encourir ces frais d'impression, que cela coûterait trop cher à la province!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mais mon honorable ami est trop bon, c'est sa faute.

**M. Guertin (Hull):** Cette année, je serai plus prudent.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Eh! Oui, ne vous laissez pas convaincre.

**Demande et dépôt de documents:**

**Sommes payées au  
journal *Le Soleil*, 1932-1933**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** propose, qu'il soit mis devant cette Chambre ledit document.  
Adopté.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 63)

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande quel est le total<sup>1</sup>.

**Questions et réponses:**

**Dépenses concernant  
les grains de semences**

**M. Élie (Yamaska):** Quant aux grains de semences, du 1<sup>er</sup> janvier 1933 inclusivement au 31 décembre 1933 inclusivement:

1. Quel est le montant total dépensé par la province?
2. Quel est le montant total dépensé dans chacun des comtés de la province?
3. Combien la province a-t-elle payé à date?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. \$335,093.76.

2. Abitibi, \$35,983.40; Argenteuil, \$1,178.85; Arthabaska, \$4,400.41; Bagot, \$2,004.13; Beauce, \$2,551.12; Bellechasse, \$2,592.68; Berthier, \$4,329.19; Bonaventure, \$21,411.85; Brome, \$3,496.28; Chambly, \$69.22; Champlain, \$2,904.79; Charlevoix-Saguenay, \$9,663.73; Chicoutimi, \$34,923.60; Compton, \$2,416.27; Dorchester, \$5,257.24; Drummond, \$3,826.26; Frontenac, \$5,087.06; Gaspé-Nord, \$5,424.52; Gaspé-Sud, \$9,958.71; Gatineau, \$6,684.65; Iberville, \$522.76; Îles-de-la-Madeleine, \$785.51; Jacques-Cartier, \$103.20; Joliette, \$2,507.54; Kamouraska, \$2,308.23; Labelle, \$8,989.77; L'Assomption, \$1,113.07; Laviolette, \$2,261.12; Lévis, \$1,113.25; L'Islet, \$3,964.19; Lotbinière, \$11,294.35; Maskinongé, \$3,065.87; Matane, \$6,859.84; Matapédia, \$11,561.19; Mégantic, \$4,950.52; Missisquoi, \$543.47; Montcalm, \$3,081.30; Montmagny, \$9,697.99; Montmorency, \$145.31; Napierville, \$25.50; Nicolet, \$3,525.55; Papineau,

\$4,892.45; Pontiac, \$2,498.36; Portneuf, \$2,943.02; Québec, \$714.91; Richelieu, \$2,023.09; Richmond, \$1,977.25; Rimouski, \$7,706.70; Rivière-du-Loup, \$3,060.87; Roberval, \$27,036.35; Rouville, \$310.22; Shefford, \$2,285.03; Sherbrooke, \$2,376.28; Stanstead, \$2,613.66; Saint-Hyacinthe, \$1,515.74; Saint-Jean, \$131.87; Saint-Maurice, \$2,852.13; Témiscamingue, \$7,728.94; Témiscouata, \$10,835.45; Terrebonne, \$3,277.45; Verchères, \$937.00; Wolfe, \$3,608.60; Yamaska, \$1,184.80.  
3. \$335,093.76.

**Nombre de faillites de  
fabricants, négociants et cultivateurs,  
1933**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. D'après les statistiques que possède le gouvernement, combien y a-t-il eu de faillites dans la province de Québec, du 1<sup>er</sup> janvier 1933 inclusivement au 31 décembre 1933 inclusivement?

2. Sur ce nombre, combien de faillites de fabricants?

3. Combien de faillites de négociants?

4. Combien de faillites de cultivateurs?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

1. 935.

2. 175.

3. 496.

4. Une.

**M. Barré (Rouville):** Avait-il le droit de faire faillite<sup>2</sup>?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Ceci prouve que les cultivateurs sont encore les mieux protégés dans notre province.

**Surface des acres  
de terrains améliorés**

**M. Élie (Yamaska):** Quelle était: *a.* en 1925; *b.* en 1930; *c.* en 1931; *d.* en 1932: la surface des acres de terrains améliorés dans cette province?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Terrains améliorés (en acres):

<i>a.</i>	1925 .....	9,380,656
<i>b.</i>	1930 .....	9,248,612
<i>c.</i>	1931 .....	9,210,525
<i>d.</i>	1932 .....	9,097,996

**Population des municipalités et  
nombre de cultivateurs**

**M. Élie (Yamaska):** Quels étaient dans cette province: *a.* en 1928; *b.* en 1929; *c.* en 1930; *d.* en 1931; *e.* en 1932: 1. La population des municipalités?

2. Le nombre de cultivateurs?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

(Voir la liste ci-dessous)

1. *Population:*

<i>a.</i>	1928 .....	2,988,329
<i>b.</i>	1929 .....	3,028,618
<i>c.</i>	1930 .....	3,089,911
<i>d.</i>	1931 .....	3,146,452
<i>e.</i>	1932 .....	( <sup>1</sup> ) 2,876,518

2. *Cultivateurs:*

<i>a.</i>	1928 .....	145,693
<i>b.</i>	1929 .....	143,259
<i>c.</i>	1930 .....	142,689
<i>d.</i>	1931 .....	141,002
<i>e.</i>	1932 .....	141,754

(<sup>1</sup>) Jusqu'en 1932, la population de la cité de Montréal était extraite du bottin Lovell. Pour 1932, les données ont été fournies par le Bureau de santé de cette cité, et l'estimation de ce département est inférieure de 327,183 à celle du bottin Lovell.

**Comptes de  
la province soutirés**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement aux comptes de banque de la province qui ont été soutirés pendant 339 jours, en moins d'un an, savoir: depuis le 10 février 1933 inclusivement jusqu'au 29 janvier 1934 inclusivement, d'après une réponse consignée aux *Journaux de l'Assemblée législative* de la session de 1934: 1. Quelle est la somme moyenne pour laquelle lesdits comptes ont été soutirés pendant ladite période?

2. Pendant combien de temps et sur quelle somme totale la province a-t-elle payé 5½ % d'intérêt par année?

3. Ladite période de 339 jours inclut-elle les dimanches et jours de fêtes légales?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. \$5,082,162.

2. *a.* 80 jours; *b.* Multipliez no 1.

3. Naturellement.

**Provenance des dépenses pour la  
construction de ponts-routes**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** 1. La somme de \$723,172.65, qui, d'après les *Comptes publics de 1932-1933*, paraît avoir été dépensée pour la construction de ponts-routes, a-t-elle été payée à même le fonds consolidé du revenu?

2. Sinon, à même quel fonds a-t-elle été payée?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. Oui.

**Provenance des dépenses pour  
l'aide aux chômeurs**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** 1. La somme de \$6,174,347.46, qui, d'après les *Comptes publics de 1932-1933*, paraît avoir été dépensée pour l'aide aux chômeurs, a-t-elle été payée à même le fonds consolidé du revenu?

2. Sinon, à même quel fonds a-t-elle été payée?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. Oui.

**Provenance des dépenses pour  
promouvoir le retour à la terre**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** 1. La somme de \$190,191.15, qui, d'après les *Comptes publics de 1932-1933*, paraît avoir été dépensée pour promouvoir le retour à la terre, a-t-elle été payée à même le fonds consolidé du revenu?

2. Sinon, à même quel fonds a-t-elle été payée?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. Oui.

**Salaires payés pour  
chacun des ponts de péage**

**M. Élie (Yamaska):** Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1933 au 31 janvier 1934 inclusivement, quelle somme globale de salaires a été payée pour chaque mois aux gardiens ou préposés à la perception des taux de péage pour chacun des ponts de péage appartenant à la province?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** (Voir le tableau ci-dessous)

1933:	Batiscan	Taschereau	Galipeault	Saint-François	Yamaska	Sorel
Juillet.....	\$508.32	\$600.00	\$625.00	\$466.66	\$466.66	\$633.32
Août.....	516.92	600.00	625.00	466.66	466.66	633.32
Septembre .....	491.70	625.00	625.00	466.68	466.68	633.36
Octobre.....	508.32	625.00	625.00	466.66	466.66	633.32
Novembre.....	508.32	625.00	625.00	466.66	466.66	633.32
Décembre.....	508.36	625.00	625.00	466.68	466.68	633.36
1934:						
Janvier.....	508.32	625.00	625.00	466.66	466.66	633.32

**Éligibilité aux  
charges municipales**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 167 modifiant les Statuts refondus, 1925, et le Code municipal, concernant l'éligibilité aux charges municipales soit maintenant lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** La loi défend actuellement à un conseiller de vendre au comptoir à sa municipalité. L'honorable député de

Rivière-du-Loup veut que le conseiller qui fait pareille transaction ne soit pas déqualifié, comme c'est le cas actuellement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je dis que cette loi est mauvaise. Il se glisse, dit-il, bien des abus et cette loi peut donner lieu à d'autres abus plus graves.

**M. Guertin (Hull):** C'est mon avis. Au lieu de prolonger les abus, le gouvernement devrait y mettre un frein.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je ne me prononce pas en faveur du principe. Il se peut que cette loi donne lieu à des abus plus grands que ceux que nous voulons corriger. Le projet est un bill privé, et non du gouvernement. Je crois que toutes les parties concernées devraient avoir la chance d'exprimer leur opinion en comité. Nous allons référer le projet au comité des bills publics et nous verrons s'il y a lieu de l'adopter.

**M. l'Orateur suppléant:** Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Loi  
des assurances**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 34 prolongeant d'une année la loi des assurances de Québec, 1933, (dispositions temporaires), soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill a pour but de prolonger la loi de 1933 pendant une autre année. Nous voulons attendre la fin des négociations avec le fédéral et les autres provinces.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'aimerais savoir si le trésorier attend un règlement prochain de la question de juridiction des assurances entre Ottawa et Québec?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Nous l'espérons. La province d'Ontario a une loi temporaire semblable à la nôtre. Nous croyons que l'on en viendra à une entente prochainement. Afin de permettre à ces négociations d'arriver à échéance, le gouvernement propose de prolonger les dispositions du bill de 1933. La loi donne au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de mettre en vigueur toutes dispositions adoptées par Québec et Ottawa en matière d'assurance.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** relate les événements qui ont mené aux négociations entre Ottawa et les provinces en matière d'assurances. La question a été soulevée à deux reprises devant le Conseil privé, et, à chaque fois, les provinces ont gagné leur point. Il ne souhaite pas entraver les négociations en cours, mais il demande que tout décret passé, en rapport avec la loi, soit inclus dans celle-ci, afin de faciliter l'étude de cette mesure.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** ne s'oppose pas à cette idée.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Poseurs  
de tuyauterie**

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette)** propose, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 45 modifiant la loi des poseurs de tuyauterie.

Adopté.

**Régime des  
eaux courantes**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 42 modifiant la loi du régime des eaux courantes relativement à certaines expropriations soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Loi de la gazoline**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 15 modifiant la loi de la gazoline.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Sociétés coopératives  
agricoles**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 39 modifiant la loi

des sociétés coopératives agricoles soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il y a deux principes et amendements importants en jeu dans ce projet. Premièrement, nous voulons qu'une coopérative qui a plus de 200 membres puisse avoir sept directeurs au lieu de cinq. Deuxièmement, un coopérateur qui ne remplit pas ses obligations perdra ses droits comme tel. Comme certains membres ne rencontrent pas toutes leurs obligations, nous suggérons qu'il y ait deux sortes d'actions, ordinaires et privilégiées, qui classeront les membres en règle et les membres qui ne le seront pas. Les actions privilégiées seront données aux membres non en règle qui participeront aux profits, mais ils n'auront pas droit de vote.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je trouve que ce bill est extraordinaire. Ce n'est pas juste de priver un homme de sa qualité de membre, qu'il a peut-être pu conserver pendant plusieurs années, seulement parce qu'il n'a pas l'argent pour demeurer en règle en ces temps si difficiles. Des experts agricoles m'ont dit que ce projet de loi vient en conflit avec les droits de certains membres. Si on les met à la porte, on devrait leur rendre l'argent qu'ils ont placé. Il y a un contrat à respecter entre la société et ses membres. Dans ce cas, on devrait remettre au cultivateur ainsi expulsé son argent, s'il le désire.

**M. Barré (Rouville):** Je suis aussi de cet avis. L'on va trop loin. Par le bill, on modifie le contrat qui avait été fixé pour la formation des coopératives. Si le bill est adopté, les membres seront liés par un contrat qui a été modifié sans leur consentement. On n'a pas le droit de violer le contrat.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai pas eu de plaintes de personne. La loi a été demandée par les membres des coopératives. Je ne pense pas que ce projet mette dans une position d'infériorité aucun membre d'une coopérative. Avons-nous le droit de maintenir le droit de vote d'un membre de coopérative qui déclare ne pas vouloir en faire partie en ne remplissant pas ses obligations? Il me semble que non. On améliore la position de celui qui refuse de renouveler son contrat, si la coopérative a un membre comme celui-là; elle ne peut lui conserver sa voix délibérante. En convertissant ses actions ordinaires en capital privilégié, elle lui donne un

meilleur taux d'intérêt. Nous apportons une solution favorable malgré tout, car l'intérêt sur les actions privilégiées est de 7 % alors qu'il est de 5 % pour les actions ordinaires. Toutes les coopératives nous le demandent, les coopératives locales comme la coopérative centrale, et c'est la première fois que j'entends une objection.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** réclame le vote.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arcand, Authier, Bédard, Bélanger, Chouinard, Crête, Filion, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Giguère, Godbout, Laferté, Morel, Paquet, Piché, Power, Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, 24.

**Contre:** MM. Barré, Bertrand, Duplessis, Élie, Guertin, Sauvé, 6.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

#### **Mécaniciens de machines fixes**

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 25 modifiant la loi relative aux mécaniciens de machines fixes soit maintenant lu une deuxième fois. Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

#### **Poseurs de tuyauterie**

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 45 modifiant la loi des poseurs de tuyauterie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

#### **Loi de l'instruction publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 modifiant la loi de l'instruction publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 30.

---

### NOTES

1. Les sommes, qui couvrent plusieurs pages, ne sont pas additionnées, tel qu'il est rapporté selon *Le Devoir* du 24 février 1934, à la page 3.

2. M. Barré fait ici référence au seul cultivateur qui a fait faillite, selon la réponse du premier ministre.





Séance du mardi 27 février 1934

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 20.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 88 concernant la Maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal.

**Décisions de l'Orateur:****Loi des pensions**

**M. l'Orateur:** À la séance du vendredi 23 février, l'honorable M. Stockwell a proposé qu'il lui fût permis de présenter le bill 58, intitulé: "Loi modifiant la loi des pensions", et M. Duplessis a objecté que le bill de l'honorable M. Stockwell tombait sous le coup de la prohibition établie dans l'article 447 du Règlement et ne pouvait être présenté tant qu'une résolution ayant le même objet et recommandée par Son Honneur le lieutenant-gouverneur n'aurait pas été votée en comité plénier et agréée par la Chambre.

La question de règlement m'ayant été déférée, j'ai examiné le bill présenté et voici la décision à laquelle je suis arrivé.

Il s'agit tout simplement de savoir si, dans le bill présenté, la disposition qui est imprimée entre doubles crochets est principale ou secondaire. Si elle est principale, le bill tombe sous le coup de la prohibition de l'article 447 et ne peut pas être présenté pour le moment; si elle n'est que secondaire, le bill, ainsi que le prescrit l'article 448 du Règlement, peut être présenté en la manière ordinaire. Or, il me paraît évident que la disposition imprimée entre doubles crochets dans l'article 1 du bill est l'objet principal de celui-ci: les abrogations prévues dans les articles 2 et 3 ne seront, en effet,

que la conséquence de l'adoption de l'article 1. C'est donc l'article 447 du Règlement, et non l'article 448, qu'il faut appliquer dans le cas du bill 58 et, en conséquence, je déclare la motion de l'honorable M. Stockwell irrégulière.

**Taxes municipales et scolaires,  
délai de prescription**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 19 modifiant la loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires et concernant la vente obligatoire de certains immeubles pour taxes.

La loi veut obliger les municipalités à mettre en vente les propriétés dont les taxes n'auront pas été payées depuis deux ans. Les propriétaires pourront obtenir une année de grâce, s'ils prouvent à un juge de la Cour supérieure qu'ils sont incapables de payer ces taxes. Le tribunal jugera de la valeur de leurs motifs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des liqueurs alcooliques,  
surveillance et infractions**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), la permission de présenter le bill 17 modifiant la loi des liqueurs alcooliques pour confier au procureur général la surveillance et la poursuite des infractions.

Cette loi est en concordance avec la loi qui place la police des liqueurs sous la même juridiction que la police provinciale.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Fonds de  
l'assistance publique**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), la permission de présenter le bill 179 relatif au Fonds de l'assistance publique.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Quel est le but du projet de l'honorable chef de l'opposition relativement à l'assistance publique?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit de clarifier, élucider et simplifier la comptabilité provinciale. L'objectif est de transférer le fonds de l'assistance publique dans le fonds consolidé.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

C'est assez vague cela. Je présume que n'ayant pu passer par la porte l'autre jour, vous essayez de passer par la fenêtre!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pas du tout. Si cette loi était adoptée, tous les revenus iraient au fonds consolidé et l'on y puiserait ensuite pour subvenir à l'assistance publique les ressources actuellement prélevées à cette fin.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Très bien, adopté en première lecture.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Lot du district de Bellechasse annexé  
au district de Montmagny**

**M. Paquet (Montmagny)** demande, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Drouin), la permission de présenter le bill 180 détachant le deuxième rang du canton d'Armagh du district électoral de Bellechasse et l'annexant au district électoral de Montmagny, pour faire partie de la paroisse de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud, pour toutes les fins.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Visites des maisons  
à louer**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** demande, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), la permission de présenter le bill 181 modifiant le Code civil relativement aux baux de maisons.

La période de visite des maisons sera réduite de trois à un mois, nonobstant les dispositions du bail. Présentement, lorsqu'un bail expire le 1<sup>er</sup> mai, le locataire qui quitte est obligé, selon le bail habituel, de faire visiter la maison pendant les trois mois précédents.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Expulsion  
de locataires**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** demande, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), la permission de présenter le bill 183 modifiant le Code de procédure civile concernant l'expulsion de locataires dans certains cas.

Quand un locataire ne paiera pas son loyer, le propriétaire pourra lui faire signifier par huissier une mise en demeure écrite d'évacuer les lieux dans un délai de pas moins de trois jours. Et si le locataire obéit, sa dette sera acquittée. S'il refuse, le propriétaire n'a qu'à faire saisir les meubles dans le délai déjà fixé, et le locataire ne pourra se prévaloir de l'exemption de saisie actuellement prévue par la loi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Rachat de terrains détenus  
par contrat de louage**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 65 concernant le rachat de terrains détenus en vertu d'un contrat de louage, d'un bail à rente ou constitut dans certains districts électoraux.

Il sera possible aux propriétaires de terrains, dans certains comtés, de soustraire leur propriété de la taxe de constitut.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ville de  
Black Lake**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 66 concernant la ville de Black Lake.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quel est le but du projet de l'honorable premier ministre, relativement à la ville de Black Lake?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il s'agit de simplifier la comptabilité de Black Lake.  
(Rires)

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Demandes et dépôts de documents:****Frais d'annonces, de publicité,  
d'impression et de reliure, 1933**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état démontrant: Depuis la date couverte par le document no 70 de la deuxième session de la 18<sup>e</sup> législature de la province de Québec jusqu'au 30 juin 1933 inclusivement: 1. Quels sont les noms des journaux, corporations, compagnies et personnes auxquels le gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces, de publicité, d'impression et de reliure? 2. Combien a-t-il payé ou avancé à chacun: *a.* Pour frais d'impression et de reliure? *b.* Pour frais d'annonces et de publicité? *c.* Pour autres frais divers et subventions quelconques?

Adopté.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** dépose sur le bureau de la Chambre ledit document (Document de la session no 64)

**Frais d'annonces, de publicité,  
d'impression et de reliure, 1934**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état démontrant: 1. Quels sont les noms des journaux, corporations, compagnies et personnes auxquels le gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces, de publicité, d'impression et de reliure pendant les six premiers mois de l'exercice en cours? 2. Combien a-t-il payé ou avancé à chacun: *a.* Pour frais d'impression et de reliure? *b.* Pour frais d'annonces et de publicité? *c.* Pour autres frais divers et subventions quelconques?

Adopté.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** dépose sur le bureau de la Chambre ledit document (Document de la session no 65)

**Questions et réponses:****Consolidated Paper Corporation,  
Limited**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement au cartel ou "merger" connu sous le nom de "Consolidated Paper Corporation, Limited", depuis le 1<sup>er</sup> juin 1931: 1. Quelles sont les compagnies ou corporations qui ont fait partie de ce cartel ou merger?

2. Quelle est l'étendue du domaine de la couronne possédée en cette province par chacune desdites compagnies ou corporations: *a.* À titre de concessionnaire de coupes de bois?

*b.* À titre de premier acquéreur?

*c.* À tout autre titre?

3. À combien s'élève la somme totale payée, à titre de primes de transfert, par chacune desdites compagnies ou corporations, relativement audit cartel ou "merger"?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

1. D'après les transferts enregistrés au ministère des Terres et Forêts, les concessionnaires suivants font maintenant partie du groupement appelé "Consolidated Paper Corporation": Belgo Canadian Pulp Co., Laurentide Co., Laurentide-Ottawa Co., Wayagamack Pulp & Paper Co., St. Maurice Valley Corp., Menjobagus Lumber Co., et Port Alfred & Paper Corp.

2. (Voir la liste ci-dessous)

<i>Concessionnaire ou compagnie</i>	<i>a.</i>	<i>b.</i>	<i>c.</i>
Belgo Canadian Pulp & Paper Co. ....	3,092 m.c.	991 m.c.	2,099
Laurentide Co. ....	3,073 m.c.		3,614
Laurentide-Ottawa Co. ....	1,436 m.c.		1,436
Wayagamack Pulp & Paper Co. ....	1,657 m.c.		1,657
St. Maurice Valley Co. ....	2,459 m.c.		2,432
Menjobagus Lumber Co. ....	557 m.c.		557
Port Alfred Pulp and Paper Co. ....	2,473 m.c.	2,072 m.c.	380

3. En vertu des arrêtés en conseil nos 9199, du 18 mai, et 3057, du 28 décembre 1932, le transfert de toutes les concessions forestières affermées aux diverses sociétés énumérées plus haut a été autorisé,

moyennant le paiement d'un montant de \$5,000 et de l'abandon, à titre gratuit, d'un bloc de forêt d'une superficie totale de 4,313 acres renfermant les lots 509, 510, 512, 513, 515, 516, 517, 755, 756, 550

et toute la partie S.-E. des lots 751, 551, 552, 553, 554, y compris toutes les bâtisses qui se trouvent sur ces lots ainsi que tout le contenu d'icelles. De plus, chacune de ces compagnies a payé au gouvernement des primes de transfert pour les concessions acquises d'autres concessionnaires dont le total est indiqué dans la réponse "2", à savoir: Belgo Canadian P. & P. Co. a payé \$41,980; Laurentide Co. a payé \$62,536; Wayagamack P. & P. Co. a payé \$7,800; Port Alfred P. & P. Co. a payé \$7,600; St. Maurice Valley Corp. a payé \$48,680; Laurentide-Ottawa Co. a payé \$4,860, et la Menjobagus Lumber Co. a payé \$11,140 pour les transferts.

#### **St. Maurice Valley Corporation**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement au cartel ou "merger" connu sous le nom de "St. Maurice Valley Corporation", depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1925:

1. Quelles sont les compagnies ou corporations qui ont fait partie de ce cartel ou "merger"?

2. Quelle est l'étendue du domaine de la couronne possédé en cette province par chacune desdites compagnies ou corporations: *a.* À titre de concessionnaire de coupes de bois?

*b.* À titre de premier acquéreur?

*c.* À tout autre titre?

3. À combien s'élève la somme totale payée, à titre de primes de transfert, par chacune desdites compagnies ou corporations, relativement audit cartel ou "merger"?

#### **L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

1. La St. Maurice Paper Co., Limited, est le seul concessionnaire qui ait sollicité un transfert de ses concessions pour faire partie de ce groupement.

2. *a.* 2,409 milles carrés, déduction faite des lots vendus pour fins de colonisation, etc.

*b.* Aucun.

*c.* 2,432 milles carrés.

3. La St. Maurice Paper Co., Limited, a payé des primes s'élevant à \$18,656 pour le transfert des 2,432 milles carrés de concessions forestières qu'elle a acquises successivement: en 1916, de la Grès Falls Co., de la Charlemagne et Lac Ouareau Co. et de la St. Gabriel Lumber Co.; en 1921, de la Laurentide Co. et, en 1924, de l'Union Bag Paper Corp.

#### **Canada Power & and Paper Corporation**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement au cartel ou "merger" connu sous le nom de "Canada

Power & Paper Corporation", depuis le 30 novembre 1927: 1. Quelles sont les compagnies ou corporations qui ont fait partie de ce cartel ou "merger"?

2. Quelle est l'étendue du domaine de la couronne possédé en cette province par chacune desdites compagnies ou corporations: *a.* À titre de concessionnaire de coupe de bois?

*b.* À titre de premier acquéreur?

*c.* À tout autre titre?

3. À combien s'élève la somme totale payée, à titre de primes de transfert, par chacune desdites compagnies ou corporations, relativement audit cartel ou "merger"?

#### **L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

1. 2. et 3. La Canada Power & Paper Corporation avait acquis successivement le contrôle de toutes les compagnies qui furent réunies le 1<sup>er</sup> janvier 1932 sous le nom de "Consolidated Paper Corporation". Seulement, comme chacune de ces compagnies ou concessionnaires avait conservé son identité distincte dans cette organisation, le transfert des concessions forestières qui avaient été affermées ou transférées à chacune d'elles ne fut jamais sollicité du ministère des Terres et Forêts.

#### **Montants exigés par le gouvernement des différentes commissions scolaires**

**M. Béique (Chambly):** Quel montant a été exigé par le gouvernement de chacune des différentes corporations scolaires autorisées à faire des emprunts en 1932-1933 jusqu'à concurrence de \$920,343.72, tel qu'il apparaît à la page 231 de l'*Annuaire statistique* de Québec de 1933?

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

*Cités:* Chicoutimi, \$250; Grand-Mère, \$25; Lachine, \$55; Longueuil, \$175; Montréal, \$1,300; Montréal, Commission métropolitaine, \$105; Rivière-du-Loup, \$588.50; Saint-Hyacinthe, \$130; Saint-Lambert, \$392.50; Salaberry-de-Valleyfield, \$100; Sorel, \$120; Sherbrooke, \$575; Trois-Rivières, \$50; Verdun, \$437.50.

*Villes:* Amos, \$10; Buckingham, \$72.50; Dorval, \$120; Drummondville, \$251; Hampstead, \$242.50; Lachute, \$30; L'Assomption, \$65; Lauzon, \$130; Louiseville, \$45; Montréal-Est, \$10; Mont-Royal, \$10.15; Plage-Laval, \$73; Saint-Laurent, \$20; Sainte-Thérèse, \$45; Saint-Tite, \$165; Terrebonne, \$63.25; Trois-Pistoles, \$45; Victoriaville, \$116.50.

*Villages:* Almaville, \$45; Beebe Plain, \$45; Bernierville, \$35; Charlesbourg, \$55; Delson, \$30; Deschailons, \$45; Ferme Neuve, \$10; Maniwaki,

\$25; Mont-Laurier, \$25; Nouveau-Salaberry, \$30; Plessisville, \$25; Pointe-à-Gatineau, \$45; Rivière-du-Moulin, \$45; Sainte-Adèle, \$45; Saint-Benoît, \$10; Saint-Casimir, \$20; Saint-Georges-de-Beauce-Est, \$55; Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, \$35; Sainte-Marie, \$30; Saint-Moïse, \$20; Saint-Thècle, \$65; Thurso, \$74.35; Val-Barrette, \$45; Yamachiche, \$25.

*Paroisses:* L'Annonciation, \$77.50; Saint Ange-Gardien, \$60; Saint-Barthélemy-de-Dusablé, \$141.45; Saint-Cajetan-d'Armagh, \$35.75; Sainte-Claire-d'Assise, \$35; Saint-Colomb-de-Sillery, \$120; Sainte-Geneviève-de-Batiscan, \$46; Saint-Isidore, \$45; Saint-Joseph-de-Deschambault, \$120; Saint-Laurent, \$30; Saint-Léon-de-Marston, \$10; Saint-Philémon, \$30; Saint-Pierre-de-Vérone-à-Pike River, \$5; Saint-Sauveur, \$30.

*Cantons:* Bouchette, \$30; Carpentier et Courville, \$30; Chesham, \$30; Doncaster, \$20; Langelier, \$20; Onslow, ptie sud; Robertson et Pope, \$35; Roxton, \$55; Warwick, \$10.

*Municipalités rurales:* Bolton-Est, \$72.50; Cap-Santé, \$10; East Broughton, \$35; Grande-Rivière-Ouest, \$10; Grenville et Augmentation, \$20; Issoudun, \$25; Notre-Dame-du-Nord, \$10; Saint-François-de-Pabos, \$10; Saint-Jean-des-Piles, \$10; Sainte-Monique, \$10; Villeroy, \$30.

#### **Montants exigés par le gouvernement des différentes municipalités**

**M. Béique (Chambly):** Quel montant a exigé le gouvernement de chacune des différentes municipalités autorisées à faire des emprunts en 1932-1933 jusqu'à concurrence de \$32,486,877.25, tel qu'il apparaît à la page 220 de l'*Annuaire statistique* de Québec, 1933?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Palmarolle, \$35; Lachute, \$100; Salaberry-de-Valleyfield, \$35; Saint-Barthélemi, \$37; Paspébiac, \$10.15; Longueuil, \$35; Pointe-au-Pic, \$10; Ormston, \$60; Jonquière, ville, \$110; Cookshire, \$10; Sainte-Scholastique, \$67.50; Saint-Prosper, \$10; Grande-Rivière, \$20; Bouchette, \$20; Hull, \$232.50; Sainte-Anne-de-Sabrevois, \$10; Mont-Royal, \$92.50; Lac-des-Îles, \$20; Saint-François-de-Sales, \$10; Saint-Félicien, \$10; Charlemagne, \$30; Laurentides, \$10; Montréal-Est, \$193; Almaville, \$35; Lauzon, \$10; Notre-Dame-de-la-Victoire, \$10; Saint-Jérôme, village, \$60; Saint-Octave, \$10; Sainte-Florence-de-Beaurivage, \$30; Sainte-Marguerite-Marie, \$10; Saint-Raphaël-d'Alberville, \$20; Phillipsburg, village (prot.) \$20; Saint-Philippe-de-

Phillipsburg, \$10; Verdun, cité, \$233.50; Nicolet, ville, \$30; Rimouski, paroisse, \$35; Baie-de-Shawinigan, \$45; Dixville, \$10; Notre-Dame-de-la-Merci, diss., \$35; Saint-François-Xavier-de-Shefford, \$25; Saint-Benoît-Abbé, \$10; Sainte-Anne-des-Plaines, \$20; Sainte-Thérèse, ville, \$25; Val-Morin, \$10.

#### **Sous-contrats, route Montréal-Sherbrooke, entre Magog et Granby**

**M. Béique (Chambly):** Relativement aux travaux de réfection et d'élargissement de la route Montréal-Sherbrooke, entre Magog et Granby, depuis le commencement desdits travaux, savoir le 10 août 1931, jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre, 1933: 1. Des sous-contrats ont-ils été accordés par les entrepreneurs principaux?

Dans l'affirmative: a. À qui a été accordé chacun des sous-contrats?

b. Quelle somme totale représente chacun des sous-contrats?

c. À quel travail ou à quel objet particulier se rapporte chacun des sous-contrats?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Le département de la Voirie n'a pas été informé qu'un ou des sous-contrats avaient été accordés.

#### **Rachat d'obligations de la province**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 concernant le rachat des obligations de la province pour lesquelles aucun fonds d'amortissement n'a été établi soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** La province aura le droit d'emprunter une somme d'environ \$12,000,000 pour créer ce fonds, à un taux d'intérêt n'excédant pas 6 %. Il présente, pour le bill fondé sur la résolution déjà adoptée, un amendement afin que le taux d'intérêt de ces nouvelles obligations ne dépasse pas 6 %.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait une objection en ce qui concerne la procédure, selon laquelle une résolution ne peut être amendée, sans être renvoyée de nouveau au comité plénier qui a étudié la résolution.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** s'y oppose d'abord, puis se rend aux raisons invoquées par le chef de l'opposition. On retourne à la résolution pour l'amender.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

#### **Ville de Sherbrooke**

**M. Fortier (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 172 concernant la validation d'un règlement de la cité de Sherbrooke.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Fortier (Sherbrooke)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Rachat d'obligations de la province**

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 54 concernant le rachat des obligations de la province pour lesquelles aucun fonds d'amortissement n'a été établi.

#### **En comité:**

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à se procurer, au moyen d'emprunt sur le crédit de la province, la somme ou les sommes d'argent nécessaires de temps à autre pour le rachat de cette partie de la dette consolidée de la province, existante le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi*) pour laquelle des fonds d'amortissement n'ont pas été créés, et, à cette fin, à émettre de temps

à autre un montant suffisant de nouvelles obligations dans telle forme, pour telles sommes distinctes, à tel taux d'intérêt et à tels autres termes et conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil peut approuver, et sujet à tels règlements qu'il jugera convenable de faire, et le principal et l'intérêt de ces nouvelles obligations seront à la charge du fonds consolidé du revenu de la province."

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** présente un amendement.

Cet article est amendé et les mots suivants sont ajoutés: Après "à tel taux d'intérêt", on ajoute "n'excédant pas six pour cent,". À la fin de cet article, on ajoute "Un fonds d'amortissement doit être établi pour tout tel renouvellement d'emprunts conformément à la procédure édictée par la loi 21 George V, chapitre 26."

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Guertin (Hull)** demande que la troisième lecture soit remise à la prochaine séance.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dit qu'il y a certaines obligations, en rapport avec le bill, que la province doit rencontrer pour le 1<sup>er</sup> mars. Donc, il n'y a pas de temps à perdre.

Adopté. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Motions des députés:**

##### **Subside fédéral**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 20 février courant sur la motion proposée le même jour.

Que cette Chambre:

Attendu que l'intention évidente des Pères de la Confédération a été de répartir les sources de

revenu, de façon que les provinces fussent en état de remplir les fonctions qu'on leur attribuait;

Attendu que c'est pour donner suite à cette intention qu'on a procédé, en 1907, à rajuster les subsides annuels payés aux provinces en vertu de l'acte constitutionnel de 1867;

Attendu que les provinces ont à répondre à des besoins qui ne se faisaient pas sentir en 1907 et qui obèrent de plus en plus leurs budgets;

Attendu que le dominion a reconnu à maintes reprises la nécessité de venir au secours des provinces, soit en mettant à leur disposition des subventions spéciales, soit en leur accordant des aides particulières;

Attendu que des subventions et ces aides, outre qu'elles ne sont pas toujours distribuées au *prorata* de la population des différentes provinces, sont quelquefois subordonnées à des conditions difficiles à remplir pour quelques-unes des provinces, particulièrement pour celle de Québec;

Exprime l'avis:

1. Que le temps est venu de procéder à un nouveau rajustement des subsides annuels payables aux provinces par le dominion;

2. Que toutes subventions ou aides spéciales accordées aux provinces par le dominion devraient être réparties au *prorata* de la population de celles-ci et sujettes seulement à des conditions acceptables pour chacune;

3. Qu'un comité spécial de cette Chambre devrait être immédiatement chargé de rédiger une adresse priant Son Excellence le gouverneur général du Canada de prendre les mesures nécessaires pour donner suite à l'avis ci-dessus exprimé.

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** Ce problème doit être placé au-dessus de toute considération politique. C'est ce qu'ont compris nos hommes d'État canadiens, conservateurs comme libéraux, dans le passé. Sans doute, en certaines circonstances et sur certains projets, la politique peut, et doit même jouer un rôle nécessaire, puisque les partis, avec le mode d'administration qui est le nôtre, sont non seulement utiles mais indispensables, et que chacun d'eux, convaincu de la vérité des principes qui l'inspirent, doit chercher loyalement à les faire triompher pour le bien de la population.

Par contre, il se présente parfois des problèmes et des situations devant lesquels il est manifeste que les partis doivent faire trêve pour se grouper dans l'intérêt national. S'il est donc une question qui doit être envisagée, discutée, et décidée dans l'intérêt national seulement, sans nulle arrière-

pensée politique, la question des subsides fédéraux aux provinces et de leur ajustement en temps opportun en est une, et personne ne songerait à me contredire sur ce point.

M. l'Orateur, tout en me demandant si la motion de l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) vient à son heure, en ces temps difficiles où tous les gouvernements sont aux prises avec la crise, la dépression et le chômage, surtout le gouvernement fédéral, j'ajoute que je ne comprends pas l'opportunité de la formation d'un comité spécial de cette Chambre, alors qu'il s'agit de modifier la Constitution du pays, alors que cette question est du ressort du pouvoir central et de neuf provinces, et qu'il saute aux yeux que seule une conférence interprovinciale devrait, en temps opportun, poser le problème, l'étudier et en chercher la solution.

Il ne faut pas oublier que, pour tout changement ou toute modification à la Constitution, comme pour tous les contrats à plusieurs parties contractantes, il faut consulter tous les intéressés. S'il faut consulter toutes les parties contractantes pour les contrats ordinaires, à plus forte raison faudra-t-il consulter, pour modifier la Constitution, tous les intéressés dans le pacte fédéral, dont le succès et le maintien sont intimement liés à l'harmonie indispensable entre les différentes provinces et les différentes races du dominion du Canada.

M. l'Orateur, le député de Montréal-Saint-Jacques propose, par sa motion, "qu'un comité spécial de cette Chambre soit immédiatement chargé de rédiger une adresse priant Son Excellence le gouverneur général du Canada de prendre les mesures nécessaires pour donner suite à l'avis ci-dessus exprimé". Je cite textuellement. Or, quel est cet avis textuellement exprimé?

Je cite encore textuellement la motion du député de Montréal-Saint-Jacques: "Que cette Chambre exprime l'avis: 1. Que le temps est venu de procéder à un nouveau rajustement des subsides annuels payables aux provinces par le dominion; 2. Que toutes subventions ou aides spéciales accordées aux provinces par le dominion devraient être réparties au *prorata* de la population de celles-ci et sujettes seulement à des conditions acceptables pour chacune."

Ainsi, le député de Montréal-Saint-Jacques veut immédiatement un nouveau rajustement des subsides annuels payables aux provinces par le dominion, et il veut que ce rajustement se fasse, pour toutes subventions ou aides spéciales accordées aux provinces par le dominion, au *prorata* de la population.

D'après le député de Montréal-Saint-Jacques, le subside fédéral, y compris toutes les subventions ou toutes les aides spéciales accordées aux provinces par le dominion, devrait être dorénavant réparti au *prorata* de la population. Mais alors, voudrait-il par hasard favoriser injustement les provinces de l'Ouest au détriment et au préjudice des vieilles pionnières de l'Est? Si tel n'est pas le but de sa motion, tel en est au moins l'aboutissant logique et nécessaire, si nous considérons les possibilités d'expansion de ces provinces.

Trente ans dans la vie d'un individu représentent beaucoup; mais 30 ans, c'est peu dans la vie d'un peuple. Voilà pourquoi il faut que les législateurs se gardent de prendre des attitudes qui, plus tard, même dans un avenir peu lointain, pourraient être invoquées contre eux. M. l'Orateur, n'est-il pas dangereux, très dangereux, de poser comme principe général absolu que le subside fédéral, comprenant même toutes subventions ou aides spéciales aux provinces, devra être réparti au *prorata* de la population? Je soumets qu'il vaut mieux poser en principe que la répartition générale doit être basée et sur la population et sur la contribution des provinces depuis la Confédération et, qu'en certains cas, des subventions ou aides spéciales pourraient être momentanément accordées à telle ou telle province, d'après les besoins urgents et particuliers.

En 1867, la Confédération était fondée, composée des provinces du Bas et du Haut-Canada (c'est-à-dire de Québec et d'Ontario) et des provinces du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse. Depuis, les autres provinces sont entrées dans la grande famille canadienne, et nous avons maintenant neuf provinces sœurs, sans compter le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Le député de Montréal-Saint-Jacques veut que le subside fédéral, en son entier et en ses particularités, soit réparti pour chaque province au *prorata* de sa population. Alors, quel sera le sort de la province de Québec et des autres provinces constituant la Confédération? Pour répondre à cette question, il n'y a qu'à consulter la répartition proportionnelle de la population du Canada par province, de 10 ans en 10 ans, depuis 1881. D'après les statistiques, la population de Québec et des autres provinces de l'Est est plus stationnaire que celle des provinces de l'Ouest. En 1881, la population de la province était de 31.42 % comparativement à la population globale de tout le dominion. En 1931, elle n'était plus que de 27.70 %. Voici, pour les neuf provinces, un tableau officiel de la répartition de la population en 1881 et 1931:

<i>Provinces</i>	<i>1881</i>	<i>1931</i>
Québec .....	31.42 %	27.70 %
Ontario .....	44.56 %	33.07 %
Nouvelle-Écosse .....	10.19 %	4.94 %
Nouveau-Brunswick .....	7.43 %	3.93 %
Île-du-Prince-Édouard .....	2.52 %	0.85 %
Manitoba .....	1.44 %	6.75 %
Colombie-Britannique .....	1.14 %	6.70 %

En 1905, nous avons eu deux nouvelles provinces, l'Alberta et la Saskatchewan, et voici les chiffres comparatifs quant à la répartition proportionnelle pour ces deux provinces, de 1910 à 1931:

<i>Provinces</i>	<i>1905</i>	<i>1931</i>
Alberta .....	1.36 %	7.05 %
Saskatchewan .....	1.70 %	8.85 %

Les chiffres officiels que j'ai consultés établissent que, depuis 1881, le *prorata* de la population du Québec et des autres provinces de l'Est va en diminuant, d'année en année, tandis que le *prorata* de la population des autres provinces augmente. Alors, n'est-il pas évident qu'une répartition uniquement basée sur le *prorata* de la population serait injuste? Il vaut mieux, comme je l'ai dit, poser en principe que la répartition doit être basée et sur la population et sur les contributions des provinces depuis la Confédération, tout en tenant compte momentanément des besoins urgents de telle ou telle province. On doit réfléchir à l'avenir, et cette réflexion ne doit pas se baser sur la vie d'un individu, mais sur la vie d'une nation.

L'honorable député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) a parlé d'un certain traitement de faveur du pouvoir fédéral à l'endroit de certaines provinces. La vérité nous oblige à rétablir les faits, non pas comme discussion politique, mais dans l'intérêt national. Ontario a reçu plus et pourquoi? Parce que plus généreuse et plus humanitaire pour le chômage. Il ne faut pas oublier que les règlements pour le chômage compétent<sup>1</sup> aux provinces.

Si Ontario a reçu plus, c'est parce que le chômage était plus libéral, plus généreux. Si Québec a reçu moins, comme on le dit, c'est parce que les restrictions imposées par le gouvernement ont été plus grandes. M. l'Orateur, au sujet des subsides fédéraux accordés au chômage, il ne faut pas oublier que l'honorable premier ministre de cette province déclarait à Saint-Raymond que la province de



Québec verrait elle-même à ses chômeurs, sans avoir à recourir à l'aide du gouvernement fédéral.

Également pour rétablir les faits, sans préoccupation politique, car c'est encore par la vérité que nous avons le plus de chances d'obtenir l'harmonie nécessaire entre les différentes provinces, nous devons déclarer que les subsides qui avaient été accordés par le gouvernement fédéral pour la voirie, pour l'enseignement technique, pour l'agriculture, pour les pêcheries, avaient été établis par les gouvernements conservateurs, comme ils ont été abolis par les régimes libéraux.

En conséquence, M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), l'amendement suivant:

Que tous les mots après "cette Chambre", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Attendu que les provinces canadiennes, en s'unissant pour former une fédération, se sont réservées des fonctions importantes, essentielles même, dans les rouages de la Constitution qui nous régit et qui, à bon droit, est diamétralement opposée à l'union législative;

Attendu que l'indépendance financière des provinces vis-à-vis des autorités fédérales est une garantie du maintien et du bien-être de la Confédération;

Attendu que le paiement de subsides par le gouvernement central aux différentes provinces a été décrété, dans l'acte constitutionnel de 1867, en compensation de l'abandon qu'elles ont alors fait au gouvernement central de plusieurs sources de revenu, particulièrement des droits de douanes et d'accise;

Attendu que, depuis 1867, les subsides payés aux provinces n'ont pas augmenté dans la proportion du revenu provenant des droits de douane et d'accise;

Attendu que la population des anciennes provinces, particulièrement celle de Québec, a contribué et contribue encore très largement au développement de la Confédération en général, et spécialement à celui des nouvelles provinces;

Attendu qu'il convient de rechercher, non seulement s'il y a lieu de rajuster les subsides payables aux provinces, mais aussi s'il ne serait pas plus équitable d'établir une nouvelle répartition des sources de revenu entre le gouvernement central et les autorités provinciales;

Attendu que, dans la répartition des subventions et subsides fédéraux aux provinces, il convient de tenir compte, et des moyens du gouvernement central et du chiffre de la population des différentes provinces, de même que des besoins actuels de chaque province ainsi que des sacrifices passés de sa population;

Attendu que ces questions doivent être envisagées sans préoccupation électorale et qu'il faut se garder d'obérer le Trésor fédéral de charges nouvelles, qui ne manqueraient pas de retomber surtout sur la population de Québec et de l'Ontario;

Attendu que le pacte de 1867 ne doit pas être modifié sans le consentement de toutes les provinces;

Exprime l'avis:

1. Que le gouvernement de Québec devrait d'abord, en temps opportun, convoquer une conférence de tous les gouvernements provinciaux, afin que ceux-ci, dans un esprit de conciliation et d'harmonie, recherchent ensemble le meilleur moyen de remédier à la situation actuelle et considèrent spécialement s'il n'y a pas lieu de modifier le mode de répartition des subsides fédéraux ainsi que des sources de revenu;

2. Que le gouvernement de Québec, en donnant son adhésion à tout nouveau mode de répartition des subsides fédéraux ou des sources de revenu, ne devrait ni ignorer les sacrifices considérables que la population de Québec a dû s'imposer pour aider au maintien, au développement de la Confédération et de quelques provinces sœurs, ni non plus renoncer au droit que notre province possède de demander, lorsque l'occasion en sera favorable, une juste compensation de ces sacrifices.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):**

M. l'Orateur, la motion que nous discutons est d'une extrême importance tant pour notre pays que pour notre province. C'est une question qui doit être discutée par-delà les barrières des partis politiques. C'est un problème dont la solution requiert toute notre bonne volonté, et les intentions les meilleures de tous ceux qui tiennent à ce que les relations entre les diverses provinces de ce pays soient aussi cordiales que possible.

Il ne s'agit pas de blâmer le présent gouvernement fédéral ni les administrations précédentes. Il ne s'agit pas non plus de critiquer les subsides que l'on a pu payer à d'autres provinces, par n'importe quel gouvernement du dominion, et cela, le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) l'a exprimé très clairement dans son discours très au point.

Nous voulons seulement mettre fin à un état de choses que l'on a lieu de considérer injuste pour la province de Québec; et personne, je pense, ne songera à nier à cette Chambre le droit, voire le devoir, de discuter pareilles questions. Et nous faisons cela "non pas parce que nous aimons moins César, mais parce que nous aimons Rome davantage", non pas

parce nous ne sommes pas de loyaux Canadiens dans tous les sens du mot, mais parce que, en raison des postes que nous occupons, nos efforts doivent aller en premier lieu à notre province, lorsque nous avons le sentiment que la cause est juste.

En 1867, lorsqu'on demanda aux provinces de faire partie d'un grand dominion, elles pouvaient stipuler les conditions selon lesquelles elles entreraient. Elles ont voulu recevoir du Trésor fédéral une raisonnable proportion des droits de douane et d'accise qu'elles abandonnaient au pouvoir central. En compensation pour la perte de cette source de revenu élastique, les provinces se verraient verser des sommes annuelles spécifiques par le dominion. Ces transferts peuvent être classés en trois groupes *a.* l'intérêt sur leurs dettes; *b.* des subsides annuels pour le maintien de leurs gouvernements et de leurs Assemblées législatives; *c.* des subventions spéciales votées d'année en année pour les aider, dans la proportion de la population. Les deux derniers subsides ou types de transferts de l'entente originale sont établis en vertu de l'article 118 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique qui a comme dernière clause cette déclaration très intéressante: "Ces subventions libéreront à toujours le Canada de toutes autres réclamations..."

Il vaut la peine d'examiner brièvement l'historique de cette disposition, qui a été l'argument massue de la plupart des opposants à la révision de l'échelle des subventions de 1907, ou qui a été utilisée avant et après cette date pour justifier les demandes continuelles de révision faites par les provinces, sans être accusées de briser le lien de confiance avec l'autre partie à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, soit le gouvernement central.

Quelles assurances a-t-on données en 1865 aux opposants au pacte confédératif? N'est-ce pas l'honorable James Ferrier<sup>2</sup> qui a dit, comme on peut le lire à la page 20 des *Débats*: "Je ne crois pas que cette mesure soit parfaite, mais nous devons l'appliquer. Et si nous réalisons qu'elle est déficiente, nous pourrions la changer, car il ne s'agit pas d'une loi immuable comme celle des Mèdes et des Perses. La Constitution de 1861 a été amendée plus d'une fois, à au moins deux reprises depuis l'Union. Si nous constatons que certaines parties du système ne fonctionnent pas, si, après la Confédération, nous voyons que de petites erreurs ont été commises, nous aurons, à ce moment-là, sans aucun doute, le droit, le pouvoir et l'autorité pour les corriger."

L'honorable M. A. Campbell, Commissaire aux lois de la couronne, à la page 301, donne les

mêmes assurances et termine un paragraphe intéressant sur ce sujet en disant: "Lorsque nécessaire, toute demande de changement sera acceptée."

N'est-ce pas le grand Blake<sup>3</sup> qui a dit, à la page 331 des *Débats*: "On nous dit que si nous adoptons ces amendements, tout le projet s'écroulera. Devrions-nous retourner à notre point de départ ou ne devrions-nous pas plutôt accepter ces résolutions qui sont les fondements d'une nouvelle Constitution?"

"Si elles ne font pas l'affaire, nous pouvons les amender plus tard. Les constitutions de la Grande-Bretagne, des États-Unis et d'autres pays civilisés ont toutes été amendées. La Constitution de notre Confédération peut être modifiée aussi facilement que l'a été la Constitution actuelle."

De plus, nous savons, M. l'Orateur, que personne n'a pensé ou accepté cette clause comme finale et irrévocable, parce que le Parlement fédéral lui-même a apporté plusieurs changements à cette clause des subsides via les octrois spéciaux.

L'honorable député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) a d'autant plus raison de réclamer une nouvelle répartition des subsides payés aux provinces que, alors que la Confédération n'était vieille que de deux ans, de meilleures conditions étaient consenties à la Nouvelle-Écosse, en 1869. Et depuis, à au moins 12 reprises, le pouvoir central a accordé des subventions spéciales, au lieu d'accroître les subsides annuels aux provinces.

Non seulement le Parlement fédéral, comme on a pu le voir, n'a pas reconnu l'entente convenue avec les provinces que l'on retrouve à l'article 118 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique comme finale et irrévocable, mais toutes les provinces sans exception, lors des conférences interprovinciales de 1887, 1902, 1906 et 1913, ont demandé un changement dans la distribution des subsides.

M. l'Orateur, si nous avions, en 1907, le droit de demander une correction - et nous avions à l'évidence ce droit, puisque nos griefs obtinrent réponse - je vous dis que nous possédons encore ce droit, si nous démontrons que des circonstances différentes, de nouveaux problèmes nationaux et des budgets provinciaux altérés rendent une telle issue équitable et juste.

Il semble clair aujourd'hui, à la lumière de l'histoire, que le système de subsides provinciaux, pensé et mis en place par les Pères de la Confédération, n'a jamais été idéal ni même satisfaisant. Le principe est-il bon? L'idée d'une contribution à partir des revenus fédéraux aux Trésors provinciaux fut reconnue. Mais il ne semblait pas y avoir de principe bien défini, quant à la distribution

de ces sommes. Peut-être aurait-il fallu que ce soit établi, dès lors, sur la base de la population, avec des augmentations ponctuelles et une limite fixée préalablement, comme on a fait en 1907. On aurait pu faire comme Sir G. E. Foster<sup>4</sup> proposait en 1907, soit qu'un certain pourcentage des droits de douane et d'accise revienne à chaque province.

Mais, quoi qu'il en soit, on s'aperçut bientôt que l'entente originale était insatisfaisante et, en 1887, lors d'une conférence interprovinciale, les premiers ministres se mirent d'accord pour déclarer "que les transferts effectués jusqu'à maintenant par le dominion aux sept provinces, en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, se sont révélés totalement inadéquats, en regard de l'objectif visé", et pour demander les transferts au *prorata* de la population. Cette résolution fut la base de l'entente de 1907.

Il ne se passa rien et, en 1902, lors d'une autre conférence interprovinciale présidée par notre regretté premier ministre l'honorable S.-N. Parent, la même résolution fut adoptée. En 1906, une autre conférence insista sur ce changement qui paraissait si urgent et souhaité par toutes les provinces. La question atteignit un point culminant, surtout par les efforts du regretté Sir Lomer Gouin.

Dans un discours mémorable prononcé à l'école Montcalm de Montréal, le 5 avril 1905, il mit en relief l'injustice faite à la province de Québec en particulier et défendit les changements revendiqués par les conférences des premiers ministres depuis 1887, non comme de la charité, mais comme un acte de justice par lequel de nouveaux revenus permettraient aux provinces de satisfaire les besoins, les objectifs et les souhaits de la population, ainsi que de fonctionner d'une façon plus efficace pour l'avancement et la prospérité de notre population.

Cette ardeur continue a porté fruit, car nous avons maintenant la fameuse résolution de 1907, proposée par Sir Wilfrid Laurier et adoptée par le Parlement fédéral, qui prie le Parlement impérial d'amender l'article 118 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique selon la forme qu'il a aujourd'hui.

En adoptant cette résolution, Sir Wilfrid Laurier<sup>5</sup> reconnaissait les iniquités contenues dans l'entente originale et réprouvait les méthodes utilisées par les gouvernements du Canada, que j'ai mentionnées plus tôt, pour remédier à la situation, qui consistaient en des octrois spéciaux. À la lumière des derniers événements, de notre position et des demandes actuelles de correction, il est intéressant de se rappeler ce qu'il a dit (page 5298 des *Débats de la Chambre*, 1907):

"On verra donc que, depuis les débuts de la Confédération jusqu'à aujourd'hui, on accorda toujours un octroi supplémentaire à une province ou une autre. Ce qui est remarquable dans cette portion de notre histoire, c'est que ces octrois aient été faits par le Parlement sans aucun plan ou principe directeur, mais seulement selon les circonstances du moment ou selon l'urgence des difficultés financières d'une province. Une telle pratique a pu être satisfaisante à ce moment pour la province qui en profitait, mais il est évident que l'ensemble du dominion n'en tirait aucun bénéfice.

"Les plus anciens membres de cette Chambre se rappelleront combien de fois, dans ce Parlement, on vit défendre non seulement la pertinence, mais la nécessité de régler ces questions sur une base générale et de refaçonner la structure financière de la Confédération, pour avoir une règle uniforme appliquée à toutes les provinces. Cependant, bien que la suggestion ait été faite plus d'une fois, elle ne prit forme que lorsque les provinces elles-mêmes prirent le problème en main."

Les efforts de Sir Wilfrid Laurier furent couronnés de succès. Le Parlement du Canada adopta la résolution, et le Parlement impérial y donna effet en substituant aux subsides par octrois les transferts au *prorata* de la population. Le Canada et les provinces croyaient avoir réglé la question pour de bon. Ce ne fut pas le cas.

En 1913, la Conférence interprovinciale des premiers ministres traita encore de cette question et, après s'être entendus sur le principe que les accords financiers conclus lors de la Confédération et depuis ce temps n'ont jamais été reconnus comme définitifs par les provinces, et après avoir réitéré qu'elles ne recevaient plus en subsides que 7½ % du montant qu'elles ont cédé en droits de douane et d'accise, alors qu'en 1867 il s'agissait de 20 %, les premiers ministres suggérèrent une nouvelle méthode pour calculer le montant des subsides payés aux provinces.

M. l'Orateur, cette proposition ne déboucha sur rien de concret. Mais bientôt apparut une pléthore d'octrois spéciaux pour des objectifs spécifiques, quelques-uns au bénéfice de toutes les provinces, d'autres au bénéfice d'une seule ou de quelques-unes. Je ne veux pas vous ennuyer en les énumérant, ni en vous citant les chiffres, ni en indiquant le pourcentage obtenu par notre province, quelquefois équitable et proportionnel à notre population, mais souvent, pas du tout. Ces données fournies par l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) sont encore fraîches à notre mémoire.

Et ce que Sir Wilfrid Laurier disait en 1907, concernant les octrois spéciaux faits avant cette année, tient encore. Ils ont été réalisés sans aucun plan ou principe directeur, mais seulement selon les circonstances du moment ou selon l'urgence des difficultés financières d'une province ou d'une région du pays. Remarquez, M. l'Orateur, que je n'ai à l'esprit aucun gouvernement ou parti en particulier.

Il a été dit que le grave problème des finances fédérales, lié aux subventions directes, réside dans l'abandon des octrois fixes - pour que chaque province puisse se développer selon ses besoins, ses caractéristiques et à sa façon - et dans l'incapacité de trouver une formule satisfaisante qui donnerait une stabilité et une permanence raisonnables à ces subventions directes aux provinces. Quelle que soit la stabilité obtenue lors des révisions de 1907, elle fut sérieusement malmenée par les octrois spéciaux et par les nouveaux accords avec les Provinces maritimes, en 1927, et avec les provinces de l'Ouest, en 1930.

Le système des octrois spéciaux, M. l'Orateur, peut mener à de sérieux abus. Bien que ceci ne se soit jamais produit, ne peut-on pas imaginer qu'un jour on augmente les subsides en faveur d'une seule province ou d'un groupe de provinces, pour régler un problème particulier ou pour éviter des difficultés de nature politique? Le marchandage dans le domaine des subsides est dangereux. Une politique généreuse peut cacher une corruption politique à grande échelle.

Nous est-il possible d'imaginer qu'un gouvernement fédéral, à un moment ou à un autre, soit plus généreux envers les provinces dont les dirigeants professent la même foi politique que celle du gouvernement central? Est-il logique d'évoquer la possibilité d'importants octrois ou de révisions aux subsides immédiatement avant les élections, comme incitatif pour une province à voter du bon côté, ou immédiatement après, pour la récompenser de l'avoir fait?

Puis-je attirer votre attention, M. l'Orateur, sur un autre aspect de ces octrois spéciaux desquels nous, du Québec, avons ou non reçu notre juste part. Pour aider les provinces dans un domaine spécifique, par exemple pour leur permettre de supporter le coût exorbitant des routes à surface dure, des établissements scolaires et des services sociaux de toutes sortes, ou encore en guise de compensation aux provinces pour ne pas avoir imposé d'impôt sur le revenu, ce qu'elles ont le droit de faire, le gouvernement fédéral a adopté une politique de subventions indirectes pour des objectifs spécifiques, comme l'éducation agricole et technique, les routes et la santé publique. Cependant, ces octrois étaient limités à un certain

nombre d'années et étaient conditionnels à une contribution égale des provinces. Bien que l'on doive admettre que cette politique a permis aux provinces de donner de meilleurs services dans le domaine social, etc., elle a néanmoins poussé des provinces moins prospères à s'imposer de lourds engagements financiers en vue de profiter de l'octroi maximum offert par le dominion.

Et, très souvent, il en résulta des extravagances ou, pour dire le moins, des dépenses au-delà des moyens. Lorsque l'octroi arrivait à son terme et que les transferts du gouvernement fédéral cessaient, les provinces se retrouvaient avec des projets ou des institutions dispendieuses à entretenir qui drainaient une part importante de leur budget déclinant. Donc, de nouveaux octrois, de nouvelles subventions indirectes ou des prêts étaient nécessaires pour leur permettre de surmonter ces difficultés, ou peut-être pour prévenir un défaut de paiement d'obligations échues ou d'intérêts. Cependant, si on limite ce système d'octrois spéciaux aux moments de désastres ou aux circonstances extraordinaires, et si chaque province reçoit une part du gouvernement fédéral selon sa population, selon les besoins de l'ensemble des provinces et selon ce que peut donner le gouvernement central, on pourra éviter la plupart des abus.

M. George E. Foster n'avait-il pas raison quand il a dit, en 1907 (page 5314 des *Débats*): "Lorsque les provinces sont venues à nous et ont soutenu que leurs revenus n'étaient pas suffisants pour leurs besoins et qu'elles devaient en avoir plus, il était du devoir du gouvernement fédéral de faire une vérification minutieuse et rigoureuse de leur administration. Ceci n'a évidemment pas été fait, mais la parole de chacun fut acceptée et ses demandes satisfaites, bien qu'il dût y avoir plusieurs degrés d'efficacité, ou son contraire, dans l'administration de chaque gouvernement provincial, et bien que les besoins et les extravagances de chacun dussent varier considérablement.

"Chaque province est prête à recevoir une part supplémentaire du Trésor fédéral, si le gouvernement central est prêt à la donner; mais lorsque les provinces viennent ensemble et forment des demandes au Trésor du dominion, ce dernier devrait voir jusqu'à quel point ces demandes sont le résultat d'extravagances de la pire espèce et d'un échec des provinces dans l'utilisation de leurs ressources financières. Cependant, si, chaque fois qu'une province se retrouve en difficultés financières, nous venons à son secours, nous donnons une prime à l'extravagance et à la mauvaise administration.

"Ce n'est pas de gaieté de cœur que nous critiquons les dépenses provinciales, mais nous pouvons citer des exemples où des provinces ont fait un usage extravagant de fonds publics et où elles se sont lancées dans des projets tintés de patronage et de partisanerie, des projets qu'elles n'auraient jamais dû entreprendre et que le gouvernement fédéral accomplissait par ses multiples opérations."

N'est-ce pas une grande leçon à retenir même aujourd'hui? Remarquez, M. l'Orateur, qu'il n'est pas de notre intention de nous plaindre que des provinces moins fortunées reçoivent de l'aide, comme l'a soutenu l'éditorial du *Star*. Nous ne nous plaignons même pas du traitement avantageux que reçoivent des provinces qui ne sont pas en plus grandes difficultés financières que nous le sommes, et ceci peut être facilement prouvé, s'il est nécessaire de le faire.

En 1926, la Conférence interprovinciale a débouché sur une motion proposée par M. Nickle, et secondée par M. Taschereau: "Que la Conférence exprime ses sympathies envers les provinces qui, en raison de conditions qui leur sont particulières, n'ont pas progressé comme il était anticipé et demande au gouvernement fédéral de considérer l'opportunité d'une aide à chacune de ces provinces, sous une forme qui améliorera leur situation." Il ne saurait être question de mesquinerie, de petitesse ici, M. l'Orateur.

Cependant, bien que nous soyons prêts à aider de toutes les façons les provinces moins fortunées, nous devons bien sûr penser à nous aussi. Nos revenus de taxes qui diminuent, notre budget qui fond, nos besoins qui augmentent nous forcent, comme l'éditorial du *Star* lui-même l'admet, à être prudents, de façon à limiter le plus possible le besoin de recourir à ces traitements spéciaux. Ceci nous force aussi à trouver un ajustement plus équitable des paiements faits par le gouvernement fédéral.

Quel est le remède à tout ceci? La motion suggère: 1. Un nouveau réajustement des subsides annuels. Comment doit-il se faire et pour combien de temps? Le plan doit, bien sûr, être acceptable pour le gouvernement central et pour toutes les provinces. Peut-être serait-il possible de nommer une commission qui recevrait et examinerait toutes les demandes en faveur de subventions majorées et de leur révision? La stabilisation permanente des subsides, bien que désirable, semble impraticable, en raison des changements rapides dans les obligations des provinces et du gouvernement fédéral, et la capacité de celui-ci de payer. Mais certaines mesures de stabilisation doivent être obtenues, de même qu'un accord pour les années futures. Un tel accord diminuerait la nécessité d'octrois spéciaux et

peut-être aussi l'agitation politique pour des faveurs spéciales entre les révisions.

Cette commission pourrait même être permanente et, donc, éliminerait tout soupçon d'intrusion politique. Sa portée pourrait être élargie de façon à superviser les relations fédérales-provinciales et mettre en place une coopération entre les provinces et le dominion qui bénéficierait à tous. Le coût de cette commission serait minime et peut-être serait une aubaine à n'importe quel prix.

De plus, la motion déclare: 2. Que tous les subsides octroyés par le dominion devraient être proportionnels à la population des provinces et sujets aux seules conditions que celles-ci acceptent. La première partie de cette proposition n'a pas besoin d'être plus approfondie, mais il faut dire quelque chose de la seconde.

Notre province, le Canada français, a, depuis la Confédération, contribué de façon durable à la structure de notre fibre sociale, économique et nationale. Volontairement, presque avec enthousiasme, les citoyens de langue française ont constitué en ce pays une minorité. Ils l'ont fait, en 1867, en vue de souder en une grande masse homogène les multiples éléments qui existaient à ce moment et pour faire en sorte que les peuples de cette partie de l'Amérique du Nord forment une grande nation.

Comme en 1867, la principale richesse actuelle des Canadiens français, c'est leur respect pour l'autorité établie, leur frugalité, leur amour de la liberté, leur sain conservatisme, leur respect pour tout ce qui est religieux et sacré, leur caractère sympathique et leur amour de leur langue, de leur foi et de leurs traditions et lois. Les Canadiens français n'ont jamais dévié et ne devraient jamais dévier de ces principes qui ont fait d'eux un grand peuple. Toute minorité a le droit, pourvu qu'elle se conforme à la loi, de vivre sa propre vie, de vivre selon ses propres aspirations et de donner essor à toutes les caractéristiques nationales et traditionnelles qu'elle désire.

Aucune majorité, si forte soit-elle, n'a le droit de s'opposer à de pareilles volontés. Les minorités ont des droits. Non seulement ont-elles des droits, mais des susceptibilités qui doivent être considérées et auxquelles on doit répondre. Nous ne donnons pas le droit moral à quelque gouvernement que ce soit d'imposer à Québec toute loi qui soit contraire à ses conceptions, désirs et aspirations nationaux. Nous ne donnons pas le droit moral à quelque gouvernement que ce soit de dire à la province de Québec, dans la prestation de tel ou tel service, qu'elle doive adopter les standards de la majorité, lorsque de tels standards apparaissent au Canada français comme hostiles à ses intérêts. Nous obliger à ceci représenterait un bris

de confiance envers les Pères de la Confédération qui voulaient que nous préservions notre identité nationale et notre place sous le soleil. Donc, M. l'Orateur, lorsque le gouvernement du Canada envisagera de venir en aide aux provinces, il devrait prendre en considération les susceptibilités de la minorité, quelles qu'elles soient, et n'imposer aucune condition dont l'acceptation est contraire à notre conception des choses.

Si, par exemple, nous de Québec, pour des raisons suffisantes, n'avons pas été en mesure de nous joindre au programme de pension de vieillesse du gouvernement fédéral, parce qu'il n'est pas adapté ou se prête mal à notre mentalité, parce qu'il déroge du principe cardinal du devoir filial qui a été une fierté pendant des siècles, parce qu'il va contre notre Code civil, qui est notre protection depuis qu'il a été adopté, si nous voulons conserver pour la postérité le travail glorieux accompli par des personnes dévouées et charitables du clergé et des sœurs, le gouvernement fédéral aurait dû alors nous donner notre part des fonds qu'il a consacrés à ce programme, pour que nous puissions l'utiliser dans le même but, mais en accord avec nos idéaux et nos désirs.

Ce n'est que par la tolérance, par l'entente mutuelle, par des égards pour les sentiments de la minorité, ce n'est qu'en imposant seulement les conditions que nous sommes capables et disposés à accepter que nous maintiendrons l'harmonie entre les races de notre pays, pour que tous puissent travailler ensemble pour le bien-être général et construire une grande et puissante nation.

M. l'Orateur, l'honorable député de Verdun (M. Lafleur) a bien commencé, mais il a mal fini son discours. Il nous a dit en commençant qu'il ne voulait pas faire de politique avec cette question, mais, en terminant, il a proposé un amendement qui nous démontre qu'il ne veut pas s'unir au gouvernement pour revendiquer les droits de la province de Québec.

(Applaudissements)

**M. Bachand (Shefford):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Saintonge), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est ajourné.

#### Dépôt de documents:

##### **Certificats du ministre de l'Agriculture, octrois pour construction d'entrepôts**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de

l'Assemblée, en date du 30 janvier 1934, pour copies authentiques des certificats du ministre de l'Agriculture, émis en vertu de l'article 2, chapitre 7, 20 George V. (Document de la session no 66)

##### **Certificats du ministre de l'Agriculture, octrois aux écoles d'agriculture**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 30 janvier 1934, pour copies authentiques des certificats du ministre de l'Agriculture, depuis le 4 avril 1930, et se rapportant à la somme de \$600,000, affectée à l'établissement, l'agrandissement, à l'aménagement et l'outillage d'écoles d'agriculture dans la province de Québec, en vertu de l'article 1 du chapitre 7, 20 George V. (Document de la session no 67)

##### **Contrat intervenu entre Lake St. John Power & Paper Company, Limited, et le ministre des Terres et Forêts**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 13 février 1934, pour copie authentique du contrat ou de l'acte intervenu entre la Lake St. John Power & Paper Company, Limited, et le ministre de Terres et Forêts de cette province, et se rapportant à l'ordre en conseil adopté par le gouvernement de cette province, en date du 3 mars 1933 et portant le numéro 379. (Document de la session no 68)

##### **Loi modifiant la loi de la voirie**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 13 février 1934, pour copies authentiques des certificats du ministre et du sous-ministre de la Voirie, depuis le 4 avril 1929 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1934, et se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé "Loi modifiant la loi de la voirie." (Document de la session no 69)

#### Remboursement de droits:

##### **Orphelinat agricole de Saint-Ferdinand d'Halifax**

**M. Bélanger (Lévis)** propose, appuyé par le représentant de Wolfe (M. Lapointe), que, vu que le

bill 105 constituant en corporation L'Orphelinat agricole de Saint-Ferdinand d'Halifax a pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

#### **Demandes de documents:**

##### **Travaux sur le chemin entre les rangs 4 et 5, lot 37-38-39, du canton de Messines**

**M. Guertin (Hull)** propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Barré), qu'il soit mis devant cette Chambre copies de toutes correspondances, listes de paye, documents, etc., entre le gouvernement de cette province ou aucun de ses membres avec la municipalité de Messines, comté de Gatineau, ou aucun de ses officiers relativement à un montant de \$397.30 payé par le ministre de la Colonisation, au mois d'octobre 1931, pour des travaux sur le chemin entre les rangs 4 et 5, lot 37-38-39, du canton de Messines.

Adopté.

#### **Loi de l'instruction publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, l'adoption de la résolution relative au bill 60 modifiant la loi de l'instruction publique.

Adopté.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 60 modifiant la loi de l'instruction publique.

#### **Loi de l'hygiène publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 31 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Par cette loi, on veut d'abord pouvoir surveiller les camps de bûcherons au point de vue de l'hygiène et, ensuite, donner des pouvoirs au Service provincial d'hygiène pour combattre les épidémies, en vaccinant

les populations dans les cas où il y a la typhoïde ou la diphtérie dans une région. De plus, les municipalités obtiennent le droit d'arrêter les chemineaux porteurs de germes et de les considérer comme des malades.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce projet a été étudié par le comité des bills publics. Il s'agit d'assurer des mesures d'hygiène dans les camps de bûcherons. Je m'étonne que le gouvernement n'ait pas pensé à cela depuis 37 ans. Le gouvernement, qui montre tellement de sollicitude aujourd'hui, aurait dû s'intéresser, il y a longtemps, aux bûcherons et intervenir pour améliorer leurs conditions d'existence. Il y a autre chose dans ce projet. Il donne le droit au gouvernement d'intervenir pour empêcher, par exemple, un cultivateur malade de traire ses vaches. Il me semble que l'on va un peu loin, que l'honorable secrétaire provincial demande des pouvoirs considérables par les amendements proposés, et j'attire son attention là-dessus. La loi enfreint la liberté individuelle. Le bill permet de coffrer n'importe quel individu et de lui causer des ennuis sans nombre. Il ne faut pas, sous prétexte d'hygiène, multiplier les ennuis graves à la liberté individuelle, mais il convient de recourir à d'autres remèdes.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il est vrai que nous allons assez loin, mais nous avons de bonnes raisons pour ce faire. Le projet à l'étude donne le droit au directeur du service provincial d'hygiène, le Dr Lessard, d'examiner les porteurs de germes, d'obliger tout manutenteur de lait, de fromage et de beurre à subir un examen, de vacciner une population dans une région menacée d'épidémie, et de prendre les mesures nécessaires, quelquefois sévères, pour prévenir la typhoïde et la diphtérie. Au comité des bills publics, j'ai dit que nous avions le courage d'aller très loin avec cette mesure, dans l'intérêt de la santé publique. Toutefois, personne n'a critiqué cette clause, lors de l'étude en comité. Cependant, nous n'avons pas demandé de sanction. La Chambre nous en donnera une, si elle le désire. Nous ne voulons qu'empêcher la propagation des épidémies et protéger le peuple contre les maladies contagieuses. Nous voulons prévenir des cas, comme celui que je vais signaler, chez tous les manutentiers de lait. À Saint-Casimir, comté de Portneuf, un porteur de germe a contaminé 282 personnes en distribuant du lait, parce qu'il était typhique. Dans le cas du vaccin, il n'y a pas de sanction, précisément parce que l'on veut plutôt attirer l'attention du public sur la nécessité de se prémunir contre la maladie.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Loi des mines

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 10 modifiant la loi des mines de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### En comité:

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose: Que tout propriétaire de concession minière qui affecte tout ou partie de son terrain à des fins de construction devra avant de pouvoir disposer d'aucun lopin de terre à cette fin, ou permettre ou tolérer qu'on y érige des maisons d'habitation ou autres constructions, faire approuver un plan de subdivision par le ministre des Mines et lui payer, en sus du prix déjà donné pour la concession minière, une somme de vingt-cinq dollars pour chaque lot de subdivision ne dépassant pas cinq mille pieds de superficie indiquée sur le plan, et que toute vente, location, transport ou cession de lopins de terre, qui ne sera pas fait conformément aux dispositions ci-dessus, sera nul, et le propriétaire de la concession minière sera passible d'une amende de cinquante dollars pour chaque lopin de terre vendu, loué, transporté ou cédé ou sur lequel il aura permis ou toléré l'érection de maisons d'habitation ou autres constructions, contrairement auxdites dispositions.

La loi actuelle oblige ceux qui louent des lots à bâtir sur des terrains appartenant à des compagnies minières, à payer \$25 au gouvernement. Nous voulons maintenant atteindre ceux qui, sans subdiviser leurs lots, laissent des personnes s'y installer, avec leur tolérance. Le premier amendement à la loi a pour but d'imposer une amende de \$25 à tout prospecteur qui se bâtit un

"shack" ou un taudis sur la propriété d'une compagnie, en dehors des limites des municipalités, pour ne pas payer de taxes municipales et éluder la loi des mines.

Actuellement, par exemple, des personnes se sont établies dans des cabanes de planches, sur des claims, sur des lots de mines, en dehors des villes, comme c'est le cas à Rouyn, et elles vivent en marge de toutes les saines lois de l'hygiène et de façon à ne contribuer à aucune charge scolaire ou municipale. Les enfants, d'ailleurs, ne fréquentent pas la classe. Nous voulons mettre fin à ces abus. Désormais, ceux qui se bâtiront sur ces claims devront avoir un permis et payer \$25. Et, en cas de refus de permis et de construction quand même, l'amende sera de \$50. Les compagnies, qui tolèrent de tels abus sur leurs propriétés, seront passibles d'amendes. Il y a eu des abus et nous voulons les prévenir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette loi est assez étrange. Car, enfin, en vertu de quoi veut-on obliger un individu à se construire dans une zone municipale plutôt qu'ailleurs, et en vertu de quoi lui impose-t-on une pénalité de \$25 pour se construire où il lui convient? Ce n'est pas un crime de se bâtir en dehors d'une ville, surtout lorsqu'on sait que la Législature a incorporé des villes fantômes. La loi laisse plutôt l'impression qu'un syndicat immobilier, celui de Duparquet, par exemple, aurait loti des emplacements et voudrait les vendre en empêchant les prospecteurs de s'établir sur les claims. Le projet n'a-t-il pas pour but de protéger la corporation immobilière de la ville et de la mine Duparquet ou de la mine Beatty? C'est en outre une nouvelle taxe et c'est pourquoi, d'ailleurs, on a dû présenter d'abord une résolution avant le bill. Encore une fois, depuis quand est-il devenu un crime de se bâtir en dehors des limites d'une municipalité?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je félicite mon honorable ami le chef de l'opposition de son immense imagination. Le but du projet n'est pas ce qu'il a dit. Le projet n'affecte nullement les villes ou les compagnies incorporées, comme Beatty et Duparquet. Il s'agit d'empêcher des abus comme il s'en est commis à Rouyn ou Noranda, où des squatters ont été s'établir sur les lots des compagnies, en marge de toutes lois, comme je le disais tantôt. Le projet n'atteint que ceux qui veulent éluder la loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si l'on oblige les gens à payer une taxe, même s'ils construisent en dehors des villes, ces gens n'y trouveront plus d'avantages et se construiront dans les limites des villes. C'est de cette façon indirecte que l'on aidera



les compagnies qui détiennent les terrains. Est-ce que le syndicat Duparquet ne serait pas intéressé dans ce projet de loi?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Ni la compagnie Beatty, ni le syndicat Duparquet ne sont intéressés dans cette loi.

**M. Authier (Abitibi):** Il est évident que le chef de l'opposition a cette ville de Duparquet sur le cerveau, pour employer une expression anglaise. La propriété de la ville Duparquet était propriété privée. Elle a été achetée par un syndicat d'une compagnie de chemin de fer, existante depuis 10 ans, qui l'a obtenue de la couronne comme subvention en terre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande s'il est intéressé dans ce syndicat.

**M. Authier (Abitibi):** Je suis intéressé dans le syndicat immobilier de Duparquet, et je ne m'en cache nullement. Le bill n'a nullement en vue de mousser les intérêts d'un syndicat quelconque. La compagnie n'a eu rien à faire avec le gouvernement de Québec pour faire l'acquisition de ses terrains.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si désormais, à Duparquet, on ne peut s'installer sur les terrains de la Beatty Gold Mine, on ira s'installer sur les terrains du syndicat immobilier de Duparquet. Je me demande pourquoi un Canadien n'aurait pas le droit de se bâtir en dehors des municipalités.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Mais nous ne lui enlevons pas ce droit. Nous voulons forcer les compagnies qui laissent des prospecteurs se bâtir sur leurs propriétés, pour éluder la loi, à payer une amende de \$25.

**M. Piché (Témiscamingue):** M. le président, cette loi est présentée à la demande du conseil de comté de Témiscamingue qui a eu connaissance d'abus. Nous avons des localités non organisées habitées par un grand nombre de familles, et la loi est nécessaire. La loi permettra d'atteindre des gens qui ne peuvent être taxés pour fins municipales.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Après toutes ces explications, je demande que le comité rapporte progrès<sup>6</sup>.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen de la résolution.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

### Reprise de la séance à 8 h 55

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 26 modifiant la loi de la prévention des incendies;

- bill 36 modifiant la loi de l'adoption relativement à l'inscription du jugement d'adoption au registre de l'état civil.

#### Loi des mines

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 10 modifiant la loi des mines de Québec.

#### En comité:

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par l'honorable M. Perrault (Arthabaska) et dont le texte se lit comme suit:

Que tout propriétaire de concession minière qui affecte tout ou partie de son terrain à des fins de construction devra, avant de pouvoir disposer d'aucun lopin de terre à cette fin, ou permettre ou tolérer qu'on y érige des maisons d'habitation ou autres constructions, faire approuver un plan de subdivision par le ministre des Mines et lui payer, en sus du prix déjà donné pour la concession minière, une somme de vingt-cinq dollars pour chaque lot de subdivision ne dépassant pas cinq mille pieds de superficie indiquée sur le plan, et que toute vente, location, transport ou cession de lopins de terre, qui ne sera pas fait conformément aux dispositions ci-dessus, sera nul, et le propriétaire de la concession

minière sera passible d'une amende de cinquante dollars pour chaque lopin de terre vendu, loué, transporté ou cédé ou sur lequel il aura permis ou toléré l'érection de maisons d'habitation ou autres constructions, contrairement auxdites dispositions.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** pose quelques questions au sujet de la portée de la loi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** pose aussi quelques questions.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Cette loi existe depuis des années. Il s'agit tout simplement d'en étendre les effets pour empêcher certaines personnes d'aller s'établir sur des terrains de compagnies pour vivre en marge des lois municipales et scolaires des villes minières voisines.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** affirme que cette loi comporte une augmentation de taxe.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** proteste que non et en donne les preuves.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** veut savoir combien le Trésor retirera de cette nouvelle charge imposée aux compagnies qui toléreront ou autoriseront des particuliers à venir s'établir sur leurs lots.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Mon honorable ami devrait être plus raisonnable. Je n'en sais rien du tout, étant donné qu'il ne s'agit pas d'une taxe et qu'on ne sait pas combien de cas on comptera dans l'année. Ce n'est pas une taxe, c'est simplement une sanction si les compagnies ne se conforment pas à la loi.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois.

Il est ordonné que l'adoption de ladite résolution ait lieu à la prochaine séance.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 modifiant la loi des mines de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité:

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** veut savoir exactement ce que c'est que le Nouveau-Québec où la loi s'appliquera particulièrement. Il demande que le comité rapporte progrès.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### Poseurs de tuyauterie

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 45 modifiant la loi des poseurs de tuyauterie.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette)** propose: 1. Que les dispositions de la loi des poseurs de tuyauterie, Statuts refondus, 1925, chapitre 176A, ayant trait aux droits d'émission de licences et de leur renouvellement, comprennent les cas visés par les modifications apportées à l'article 2 de ladite loi, par la loi qui accompagne les présentes résolutions.

C'est à la demande d'un grand nombre d'associations patronales que nous présentons cette loi pour obliger les poseurs de tuyauterie à prendre un permis, portant à subir un examen comme dans le cas des ingénieurs-mécaniciens. Les entrepreneurs, compagnons et apprentis devront avoir un permis.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Cette loi va entraver l'exercice libre du métier de plombier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons de bons plombiers et la loi n'existe pas encore. Ce n'est pas le permis qui fait l'homme.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** C'est à la demande des associations patronales et des plombiers eux-mêmes que nous passons cette loi. Ils veulent se protéger.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien la loi des mécaniciens en tuyauterie a-t-elle rapporté pour les permis?

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Environ \$10,000 depuis que la loi a été votée. Toutefois, les bureaux d'examineurs nous ont coûté très cher, plus cher que ce que la loi nous a rapporté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quels sont les examinateurs? Combien y en a-t-il? Vous souvenez-vous des noms?

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Trois: MM. Sainte-Marie, Saint-Pierre et le chef, M. Heitchu.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qui?

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** M. Heitchu.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qui est-ce, ce M. "Atchoum"? (Rires)

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Je ne connais pas ses origines, mais en dépit des apparences de son nom, ce monsieur est un bon citoyen au franc cœur canadien, qui remplit très bien son devoir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et les autres?

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Le deuxième est M. Sainte-Marie. C'est un expert en construction de frigidaires. Il a fait un long service aux États-Unis.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si c'est un expert en réfrigération, il n'est pas étonnant que M. "Atchoum" soit enrhumé!

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Un patron pourra garder son employé plusieurs années comme apprenti, sous prétexte qu'il n'est pas assez compétent.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** propose: 2. Que les entrepreneurs, compagnons et apprentis, occupés à des travaux tels que définis par le sous-paragraphe *d*, du paragraphe 2° de l'article 2 de ladite loi des poseurs de tuyauterie, ne soient pas soumis aux dispositions de ladite loi, si la municipalité où ils résident, par voie de règlement adopté avant l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions, les met déjà sous licence à la suite d'un examen de qualification technique, et que les licences émises pour tels entrepreneurs, compagnons et apprentis, ne seront valables que dans les limites de ladite municipalité.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** multiplie les explications.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** dit qu'il ne comprend pas.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** N'importe quel apprenti comprend ça. (Rires)

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** propose: 3. Que les dispositions dudit article 5 s'appliquent même dans les municipalités de 10,000 âmes ou moins, si les travaux déterminés par les sous-paragraphe *a*, *b*, *c* et *d* de l'article 2, sont exécutés dans les édifices publics ou des établissements industriels, tels que définis par les sous-paragraphe 5 et 6 de l'article 2 de la loi des appareils sous pression, Statuts refondus, 1925, chapitre 182A.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi du ministre va avoir pour effet de priver de travail des ouvriers de petites localités qui pourraient gagner chez eux.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il est vrai que la loi s'applique aux villes de moins de 10,000 âmes. Mais nous ne privons personne de travail. Nous voulons seulement que la construction des grands édifices soit effectuée selon les exigences de la sécurité.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi concerne tous les plombiers. On va créer un monopole dont va souffrir la population rurale.

**M. Guertin (Hull):** Le principe de contrôler la pose de la tuyauterie est excellent. Je n'approuve pas cependant que la province veuille faire de l'argent avec cela. Mais il n'est pas mauvais que les plombiers se munissent d'un permis.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** Le gouvernement fait très bien de rendre cette loi générale.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** propose: 4. Que, nonobstant toute disposition à ce contraire de ladite loi des poseurs de tuyauterie, toute personne, compagnie, association ou corporation qui fera affaires comme entrepreneur ou quiconque travaillera comme compagnon ou apprenti, ne soit pas assujetti aux dispositions de ladite loi, si le travail qu'elle entreprendra ou fera est un travail effectué sur des locomotives, des voitures de chemin de fer ou des bateaux.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois.

#### Lots du district de Richelieu rattachés au district de Saint-Hyacinthe

**M. Phaneuf (Bagot)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 177 détachant certains lots de la paroisse de Saint-Ours, dans le district électoral de Richelieu, et les annexant à la paroisse de Saint-Bernard, dans le district électoral de Saint-Hyacinthe, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**M. Phaneuf (Bagot)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Phaneuf (Bagot)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Ventes à tempérament

**M. Dugas (Joliette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 178 modifiant le Code civil, relativement aux ventes à tempérament, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La séance est levée à 11 heures.

#### NOTES

1. Il s'agit du verbe "compéter", un terme de droit, qui veut dire: Appartenir en vertu de certains droits. (L.-A. Bélisle, *Dictionnaire général de la langue française au Canada*, 1954.)

2. James Ferrier, conservateur, membre du Conseil législatif de la Province du Canada de 1847-1867 et, par la suite, conseiller législatif à Québec et sénateur à Ottawa.

3. Dominick Edward Blake, libéral, premier ministre de l'Ontario (1871-1872), ministre fédéral de la Justice 1875-1877 et président du Conseil privé (1877-1878), chef du Parti libéral du Canada et chef de l'opposition aux Communes (1880-1887). Constitutionnaliste reconnu, il plaida à plusieurs reprises devant le Comité judiciaire du Conseil privé à Londres. En 1892, il partit pour l'Irlande et, de 1892 à 1907, siégea au Parlement britannique comme député nationaliste irlandais.

4. Sir George Eulas Foster, conservateur, fut élu député à la Chambre des communes en 1882 et devint ministre de la Marine et des Pêcheries dans le gouvernement Macdonald en 1885. Nommé ministre des Finances en 1888, il conserva ce poste, jusqu'en 1896, dans les gouvernements subséquents d'Abbott, de Thomson, de Bowell et de Tuppen. Au sein du gouvernement Borden, il dirigea le ministère du Commerce de 1911 à 1921, avant sa nomination au Sénat.

5. Sir Wilfrid Laurier était alors premier ministre du Canada. Il occupa ce poste de 1896 à 1911.

6. Selon *The Montreal Daily Star* du 28 février 1934, à la page 15, le bill n'a pu être adopté à ce moment, puisque l'honorable M. Arcand n'était pas en possession de certains renseignements demandés par M. Duplessis.



## Séance du mercredi 28 février 1934

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 25.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 98 concernant la succession de feu dame Fortunate Blanchard;
- bill 52 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la signature de certains jugements.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 48 relatif à l'approbation des subdivisions de terrains par les autorités municipales en ce qui concerne les rues et ruelles;
- bill 163 modifiant l'article 123 de la loi des cités et villes;
- bill 167 modifiant les Statuts refondus, 1925, et le Code municipal, concernant l'éligibilité aux charges municipales.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 103 refondant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Votre comité recommande de prolonger au 15 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés, et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**M. Delisle (Chicoutimi):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 15 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés, et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

Loi de  
l'assistance publique

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande, appuyé par le représentant de Roberval (l'honorable M. Moreau), la permission de présenter le bill 59 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le projet a pour but d'obliger un malade indigent à faire signer une attestation, autant que possible par deux voisins, à l'effet qu'il est indigent.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Qualité d'électeur  
municipal

**M. Taschereau (Bellechasse)** demande, appuyé par le représentant de Rimouski (M. Moreault), la permission de présenter le bill 182 modifiant le Code municipal relativement à la qualité d'électeur.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 93 modifiant la charte de l'Hôpital Notre-Dame, à Montréal;

- bill 94 concernant la succession de feu Charles Colmore Grant, baron de Longueuil;
- bill 109 modifiant la charte de la ville de Hampstead;
- bill 114 changeant le nom de The Trafalgar Institute.

#### Travaux de la Chambre:

##### Permanence des droits de coupe

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au cours de la discussion sur le bill relatif à la permanence des droits de coupe, le premier ministre avait déclaré que la Cour Suprême avait rendu un jugement déclarant la permanence des droits de coupe. Comme le premier ministre avait promis de me citer le jugement en question, je demande au premier ministre quand il me l'indiquera.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** promet que la chose sera faite prochainement.

#### Questions de privilège:

##### Remarques du député Sam Gobeil contre l'Université de Montréal

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. l'Orateur, je veux attirer l'attention de la Chambre sur un incident qui s'est produit avant-hier, mardi, à la Chambre des communes. Je soulève une question de privilège, car il s'agit de tout ce qui nous est cher, à nous de la province de Québec, comme Canadiens français et catholiques. Au cours d'un débat, le député de Compton, M. Sam Gobeil<sup>1</sup>, a dit ce qui suit. Je cite le *Hansard*, page 965:

"M. Gobeil: M. l'Orateur, ce que je demande à la classe professionnelle de cette Chambre est raisonnable, il me semble. Je dis que nos universités, que l'Université de Montréal a pour mission de former notre jeunesse pour l'avenir et que, si notre pays doit sortir de cette crise sans avoir connu les bouleversements qui se produisent dans les autres pays, il le devra à l'esprit chrétien, à l'esprit religieux et au bon sens qu'on saura inculquer à notre jeunesse. Est-il rationnel, est-il raisonnable et juste d'envoyer nos jeunes gens de 14 ou 15 ans, jusqu'à 20 ans, dans un endroit où ils sont contaminés par un milieu antichrétien, par un milieu anti-canadien-français?

"Un député: Où cela?

"Un autre député: À quel endroit?

"M. Gobeil: À l'Université de Montréal... et où on permet à des professeurs, je le répète, à des professeurs athées, à des professeurs antireligieux de donner l'instruction.

"M. Saint-Père: Y a-t-il à l'Université de Montréal, des professeurs qui sont athées?

"M. Gobeil: Oui, il y en a.

"M. Saint-Père: Nommez-les.

"M. Gobeil: Il n'est pas nécessaire de les nommer, ils sont très bien connus..."

Le *Hansard* continue:

"M. Gobeil: J'ai moi-même un fils qui a suivi les cours de l'université; j'en ai un autre qui les suivra probablement d'ici quelques années.

"M. Ferland: Est-ce qu'il est sorti contaminé?

"M. Gobeil: Il n'en est pas sorti contaminé parce que je ne l'ai pas envoyé à l'Université de Montréal; je ne voudrais pas l'envoyer là et je ne l'enverrais pas jusqu'à ce qu'il y ait un changement."

Ces paroles de M. Gobeil ont causé en notre province un émoi facile à comprendre. Je lis, dans *Le Canada* de ce matin, la protestation des professeurs de l'Université de Montréal qui se sont réunis...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Ce n'est pas une question de privilège.

**Des voix ministérielles:** Oui, oui.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non. Le premier ministre soulève-t-il une question de privilège?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Certainement qu'il s'agit d'une question de privilège. Nous avons voté des millions à l'Université de Montréal et nous n'entendons pas laisser dire que des professeurs de cette université française et catholique sont des athées.

Je suis même très surpris que l'honorable chef de l'opposition veuille m'empêcher de faire une déclaration pour revendiquer l'honneur de cette Chambre, quand il devrait appuyer mes paroles.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. L'honorable premier ministre, malgré qu'il soit premier ministre, n'a pas le droit de me prêter des paroles que je n'ai pas prononcées.

Il n'a pas le droit de dire que j'ai voulu l'empêcher de faire cette déclaration. Ce que j'ai dit, ça a été de demander si le premier ministre parlait sur une question de privilège.



**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Vous avez voulu m'empêcher de parler, mais vous n'avez pas réussi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai soulevé cette question, afin de pouvoir parler après le premier ministre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Comme je l'ai dit, M. l'Orateur, les professeurs de l'Université de Montréal se sont réunis sous la présidence du R.P. Ceslas Forest, o.p., et ont rédigé la déclaration que voici et qui a paru dans *Le Canada* de ce matin:

"Nous avons lu avec stupeur, dans les journaux d'aujourd'hui, les insultes proférées, au Parlement fédéral, par M. Sam Gobeil, député de Compton, à l'adresse de l'Université de Montréal et de ses professeurs. En d'autres circonstances, de pareilles accusations ne mériteraient que le mépris. Portées en plein Parlement fédéral, à la face des anglo-protestants, au moment où l'Université en détresse réclame le secours de tous, elles revêtent un caractère ou d'inconscience ou d'indignité vraiment stupéfiant.

"Qu'un Canadien français, protégé par l'immunité parlementaire, ait osé, devant tout le pays, salir de ses calomnies la première université française et catholique de sa province, il y a là de quoi soulever l'indignation, non seulement de nos compatriotes de la Chambre des communes, mais de tous les Canadiens français du pays.

"Des paroles comme celles-là ne peuvent et ne doivent pas être oubliées. Elles doivent marquer à jamais celui qui les a proférées.

"Cette insulte, remarquons-le, atteint directement les cinq évêques de la province ecclésiastique de Montréal, chargés, en vertu de la charte, de veiller à l'intégrité de la foi à l'Université de Montréal. Nous en appelons donc, du jugement de M. Sam Gobeil, au jugement de nos évêques."

Le recteur de l'Université de Montréal, Mgr Piette<sup>2</sup>, a fait siennes la déclaration des professeurs. M. l'Orateur, l'Université de Montréal a été traitée généreusement par la Législature. Des deux côtés de la Chambre, nous avons compris qu'elle est appelée à jouer un grand rôle, un très grand rôle pour l'éducation morale et intellectuelle de notre jeunesse. Nous avons tous été unanimes à accorder des octrois à cette université, parce que nous savons qu'elle est fidèle à sa mission, à sa grande mission.

Quand on vient dire, quand un des nôtres qui devrait mieux savoir, vient dire sur le parquet du Parlement canadien que l'Université est un milieu athée, que les étudiants y sont contaminés, je ne

connais pas de paroles assez sévères pour qualifier ces paroles. Elles dépassent tout ce que l'on peut imaginer, tout ce que l'on peut rêver.

Je ne comprends pas à quels sentiments a obéi le député de Compton, M. Gobeil, en venant salir ainsi sa race, son nom, et les siens. L'archevêque de Montréal<sup>3</sup> est le chancelier de l'Université de Montréal, et il ne permettra jamais qu'on y emploie des athées comme professeurs.

Comme chef du gouvernement, comme Canadien français et comme citoyen, au nom de la province, je proteste de toute mon énergie, de toutes mes forces contre les paroles du député de Compton. Elles sont fausses, mensongères, calomnieuses.

Nous ressentons vivement ces injures et je me propose d'inscrire au *Feuilleton*, à la prochaine séance, une motion pour condamner ces paroles prononcées à la Chambre des communes par le député de Compton. Je suis sûr que la Chambre entière dira que c'est le devoir de tous les députés, à quelque race, à quelque religion et à quelque parti politique qu'ils appartiennent, de dire que, de la façon la plus ferme, la plus sévère et la plus fière, nous réprouvons ces injures contre une institution d'où sont sortis des hommes éminents qui comptent parmi ce que nous avons de meilleur<sup>4</sup>.

(Applaudissements)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, il est d'usage, en vertu des règles de la courtoisie parlementaire, que lorsque le chef du gouvernement décide de soulever une question de privilège de cette nature et de faire une déclaration importante, d'en avertir le chef de l'opposition à l'avance.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

L'honorable secrétaire provincial vous a prévenu!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Oh! Oui!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non, point du tout. Il est vrai que le secrétaire de la province est venu me trouver tout à l'heure et, pendant les quelques instants de conversation que nous avons eus ensemble, il m'a demandé ce que je pensais d'une résolution de censure contre les paroles que l'on prête au député de Compton (M. Gobeil). Mais il n'a pas été question que le premier ministre soulèverait, comme il l'a fait présentement, une question de privilège.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Alors, cela suffisait.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre a lu la version non révisée du *Hansard*, en sorte que nous ne savons pas si le député de Compton (M. Gobeil) a réellement dit ces paroles.

(Murmures de protestation à droite, rires)

Mais je n'hésite pas à affirmer que, s'il a dit les paroles que la version non révisée du *Hansard* lui prête, ces paroles sont regrettables et répréhensibles. Si elles ont vraiment été prononcées, l'opposition, qui représente autant l'opinion publique que le gouvernement en cette Chambre, les condamnera de toutes ses forces. L'opposition qui, dans cette Législature, s'est fait un point d'honneur de défendre nos institutions et de leur venir en aide, ressent vivement ces déclarations.

Le premier ministre a parlé de l'Université de Montréal. Plus que lui, peut-être, ai-je le droit d'en parler, car j'ai étudié à l'Université de Montréal et, pendant le temps qu'il m'a été donné de recevoir les enseignements de l'Université, j'ai trop apprécié le dévouement, le savoir de ses professeurs et la sagesse de sa direction, pour ne pas leur en garder une grande et profonde reconnaissance. C'est une gloire pour moi d'être un ancien élève de l'Université de Montréal.

Mais je considère que des écarts de langage comme ceux que l'on vient de signaler devraient tomber justement dans l'oubli au lieu d'être répétés, amplifiés, promulgués dans tout le pays.

**Des voix ministérielles:** Ah! Ah!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si ces paroles ont été prononcées, elles sont regrettables et nous ne pouvons que les réprouver. Mais, je le répète, personne n'a intérêt à ce que ces écarts de langage condamnables soient répandus dans le pays. L'honorable premier ministre a déclaré que l'Université de Montréal était sous la direction de cinq évêques et qu'ainsi il était invraisemblable que notre Université pût être un foyer de contamination. Il me fait plaisir que le gouvernement reconnaisse que la direction supérieure de notre enseignement, par nos autorités religieuses, est la meilleure garantie de moralité et de santé, et est en bonnes mains.

J'espère que le député de Compton n'a pas prononcé ces paroles malheureuses; mais, encore une fois, si elles ont été prononcées, je n'hésite pas, avec toute l'opposition, à déclarer qu'elles sont regrettables, condamnables. Je tiens aussi à ajouter que notre Université de Montréal est bien au-dessus de ces écarts de langage; et le meilleur moyen de prouver à l'Université et à ses distingués professeurs et directeurs que ces écarts ne sauraient l'atteindre, c'est

de les ignorer et ne pas leur donner plus d'importance qu'ils en ont.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** Parlant moi aussi sur la question de privilège, M. l'Orateur, je m'unis au premier ministre de la province pour protester contre les paroles que l'on reproche à un député de la Chambre des communes pour les raisons qu'il a données et aussi pour des raisons personnelles.

Je concours dans tout ce qu'il a dit au sujet de l'Université de Montréal. Il serait injuste de ma part, puisque j'appartiens à une minorité, si je siégeais dans cette Chambre et n'approuvais pas les raisons du premier ministre. Je suis un ancien élève de l'Université de Montréal et j'en suis fier.

(Applaudissements)

Mais on me permettra de parler sur une question qui m'intéresse personnellement. Je n'ai pas lu le *Hansard* et je dois m'en rapporter à ce que j'ai lu dans les journaux. Mais, si ce savant et aimable monsieur a prononcé les paroles qu'on lui prête, il aurait dit que le premier ministre et que cette Législature ont commis une erreur et doivent être blâmés pour avoir nommé deux députés juifs comme présidents de deux comités de cette Chambre<sup>5</sup>.

Puis-je dire ceci M. l'Orateur? Il est vrai que deux députés de cette Chambre qui professent la foi juive ont été choisis présidents de comités parlementaires. Vous savez peut-être, M. l'Orateur, qu'ils n'ont pas recherché cet honneur. Peut-être que ces postes les ont recherchés. Mais on me permettra d'observer que, lorsque nous présidons ces comités, ce n'est pas comme Juifs.

Et quand nous siégeons dans cette Chambre, ce n'est pas non plus comme Juifs. Nous sommes ici comme membres de cette Chambre et comme députés élus par nos commettants, Canadiens français, Irlandais, Canadiens anglais, Juifs ou gens d'autres nationalités.

Je ne crois pas que le député de Compton (M. Gobeil) avait le droit de censurer le premier ministre et cette Chambre d'avoir choisi deux Juifs qui professent la religion en laquelle ils croient, comme présidents de comités. Peut-être le chef de l'opposition avait-il raison et que nous donnons trop d'importance à des paroles malheureuses qui devraient tomber plutôt dans l'oubli, et c'est ce qui lui arrivera quand ses électeurs lui diront quel homme mesquin et étroit ils ont envoyé au Parlement du Canada.

Mais, pour le moment, je tiens à protester de la façon la plus énergique contre pareille mesquinerie, pareille petitesse, dans notre Parlement national où s'agitent tant de problèmes qui devraient

intéresser le député de Compton, et avec plus de profit pour lui-même et ses chefs.

#### **Poseurs de tuyauterie**

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill 45 modifiant la loi des poseurs de tuyauterie.

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette)** propose que cette Chambre adopte maintenant les résolutions.

Adopté sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 45 modifiant la loi des poseurs de tuyauterie.

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill<sup>6</sup>, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Barré (Rouville)** répètent les objections apportées la veille.

Adopté sur division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Motions des députés:**

##### **Subside fédéral**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 27 février, sur l'amendement de M. Lafleur (Montréal-Verdun) à la motion proposée par M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) mardi le 20 février courant:

Que cette Chambre:

Attendu que l'intention évidente des Pères de la Confédération a été de répartir les sources de revenu, de façon que les provinces fussent en état de remplir les fonctions qu'on leur attribuait;

Attendu que c'est pour donner suite à cette intention qu'on a procédé, en 1907, à rajuster les subsides annuels payés aux provinces en vertu de l'acte constitutionnel de 1867;

Attendu que les provinces ont à répondre à des besoins qui ne se faisaient pas sentir en 1907 et qui obèrent de plus en plus leurs budgets;

Attendu que le dominion a reconnu à maintes reprises la nécessité de venir au secours des provinces, soit en mettant à leur disposition des subventions spéciales, soit en leur accordant des aides particulières;

Attendu que des subventions et ces aides, outre qu'elles ne sont pas toujours distribuées au *pro rata* de la population des différentes provinces, sont quelquefois subordonnées à des conditions difficiles à remplir pour quelques-unes des provinces, particulièrement pour celle de Québec;

Exprime l'avis:

1. Que le temps est venu de procéder à un nouveau rajustement des subsides annuels payables aux provinces par le dominion;

2. Que toutes subventions ou aides spéciales accordées aux provinces par le dominion devraient être réparties au *pro rata* de la population de celles-ci et sujettes seulement à des conditions acceptables pour chacune;

3. Qu'un comité spécial de cette Chambre devrait être immédiatement chargé de rédiger une adresse priant Son Excellence le gouverneur général du Canada de prendre les mesures nécessaires pour donner suite à l'avis ci-dessus exprimé.

Lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "cette Chambre", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Attendu que les provinces canadiennes, en s'unissant pour former une fédération, se sont réservées des fonctions importantes, essentielles même, dans les rouages de la Constitution qui nous régit et qui, à bon droit, est diamétralement opposée à l'union législative;

Attendu que l'indépendance financière des provinces vis-à-vis des autorités fédérales est une garantie du maintien et du bien-être de la Confédération;

Attendu que le paiement de subsides par le gouvernement central aux différentes provinces a été décrété, dans l'acte constitutionnel de 1867, en compensation de l'abandon qu'elles ont alors fait au gouvernement central de plusieurs sources de revenu, particulièrement des droits de douanes et d'accise;

Attendu que, depuis 1867, les subsides payés aux provinces n'ont pas augmenté dans la proportion du revenu provenant des droits de douane et d'accise;

Attendu que la population des anciennes provinces, particulièrement celle de Québec, a contribué et contribue encore très largement au

développement de la Confédération en général, et spécialement à celui des nouvelles provinces;

Attendu qu'il convient de rechercher, non seulement s'il y a lieu de rajuster les subsides payables aux provinces, mais aussi s'il ne serait pas plus équitable d'établir une nouvelle répartition des sources de revenu entre le gouvernement central et les autorités provinciales;

Attendu que, dans la répartition des subventions et subsides fédéraux aux provinces, il convient de tenir compte, et des moyens du gouvernement central et du chiffre de la population des différentes provinces, de même que des besoins actuels de chaque province ainsi que des sacrifices passés de sa population;

Attendu que ces questions doivent être envisagées sans préoccupation électorale, et qu'il faut se garder d'obérer le Trésor fédéral de charges nouvelles, qui ne manqueraient pas de retomber surtout sur la population de Québec et de l'Ontario;

Attendu que le pacte de 1867 ne doit pas être modifié sans le consentement de toutes les provinces;

Exprime l'avis:

1. Que le gouvernement de Québec devrait d'abord, en temps opportun, convoquer une conférence de tous les gouvernements provinciaux, afin que ceux-ci, dans un esprit de conciliation et d'harmonie, recherchent ensemble le meilleur moyen de remédier à la situation actuelle et considèrent spécialement s'il n'y a pas lieu de modifier le mode de répartition des subsides fédéraux ainsi que des sources de revenu;

2. Que le gouvernement de Québec, en donnant son adhésion à tout nouveau mode de répartition des subsides fédéraux ou des sources de revenu, ne devrait ni ignorer les sacrifices considérables que la population de Québec a dû s'imposer pour aider au maintien, au développement de la Confédération et de quelques provinces sœurs, ni non plus renoncer au droit que notre province possède de demander, lorsque l'occasion en sera favorable, une juste compensation de ces sacrifices.

**M. Bachand (Shefford):** M. l'Orateur, l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) a traité avec tant de maîtrise et de clarté, et de façon si complète la question du redressement de la subvention fédérale aux provinces que je n'ai pas la prétention d'apporter au débat d'arguments nouveaux.

Je crois cependant qu'il convient d'insister sur certains aspects de la question. Je crois surtout à l'importance de mettre bien en relief, devant le

peuple, l'une des plus importantes de nos revendications provinciales. L'historique de la question est très intéressant, comme on peut en juger par l'exposé clair et précis qu'en a publié, en 1906, M. le Dr Alphonse Lessard, notre directeur de l'assistance publique.

Il n'y a pas de doute que la Confédération s'est faite contre la province de Québec. Taché et Cartier s'y sont ralliés parce que, à vrai dire, il n'y avait pas d'autre alternative. Aussi bien, la vie en commun était devenue impossible entre le Haut et le Bas-Canada, frères siamois sans fraternité. On avait à choisir entre deux maux: l'union législative complète et l'union fédérale. On opta pour le moindre de ces maux.

Il n'y a pas à revenir sur ce qui est fait, et il ne saurait être question de sécession. Il nous reste à nous concerter avec les provinces sœurs et à faire appel aux sentiments de justice et d'équité du gouvernement central, qui est intéressé en définitive à ce que les provinces fédérées se portent bien politiquement et économiquement. On peut dire que les provinces étaient, en 1867, des mineures qui se sont engagées dans un contrat qui les a lésées, étant donné les conditions rien moins que libérales qu'il comportait. L'expérience a démontré qu'Ottawa a fait un marché très avantageux, à notre détriment. Comptant sur son esprit de "fair-play", nous en appelons donc à un Ottawa mieux informé.

Le pacte fédéral fut un contrat bilatéral, c'est-à-dire que, de part et d'autre, il y eut des prestations de droits et de prérogatives: donnant, donnant. Je suis de ceux qui croient que nous avons donné un bœuf pour recevoir un œuf, et j'estime également qu'il est à propos, au prix qu'est le bœuf aujourd'hui, qu'on nous donne une douzaine d'œufs.

Pour n'aborder qu'un seul aspect de la question, celui qui nous intéresse immédiatement, la province s'est départie, en faveur du pouvoir central, du privilège qu'elle avait d'imposer des taxes indirectes. Ces taxes indirectes, douanes et accise, constituaient alors comme elles constituent encore aujourd'hui, quoique à un degré moindre, le plus clair de notre revenu national.

En 1868, la première année de la Confédération, ces taxes rapportèrent \$13,000,000 pour les quatre provinces fédérées; aujourd'hui, ces taxes se chiffrent à plus de \$200,000,000. Que nous a-t-on donné en retour de ce précieux privilège que nous abandonnions, sans trop nous rendre compte sans doute de ce qu'il recelait? Le plat de lentilles qu'on a appelé le "subside fédéral".

Il était pourvu (article 118 de l'Acte du Statut fédéral) que nous recevions 80 centins par tête de

notre population, telle que fixée par le recensement de 1861, et rien de plus. Il suffit de parcourir les débats de la Confédération pour bien se rendre compte, car on en pourrait douter, si les documents n'étaient pas là, pour se rendre compte, dis-je, que ce subside fédéral fut bel et bien la considération du sacrifice que nous consentions de notre autonomie fiscale, j'entends quant à l'impôt indirect, qui reste toujours - nous sommes payés pour le savoir - le mode le plus facile comme le plus fructueux de prélever des impôts.

L'article 64 des résolutions adoptées à la Conférence de Québec, après 16 jours de délibérations, le dit en toutes lettres: "En considération de la transmission générale faite du pouvoir de taxes, les provinces auront droit respectivement à un octroi annuel de 80 centins par chaque tête de la population, d'après le recensement de 1861."

On se demande aujourd'hui comment il se fait qu'on ait pu conclure un échange aussi disproportionné et aussi désavantageux aux provinces. Sans doute s'est-on rendu compte que le revenu des douanes et de l'accise devait excéder de beaucoup le chiffre du subside aux provinces; on savait qu'on n'échangeait pas à terme équivalent; on songeait évidemment à la magnitude de la tâche qu'assumait le pouvoir central et aux obligations qu'il faisait siennes. Peut-être, d'autre part, ne se rendait-on pas bien compte du lourd fardeau que les provinces auraient à supporter. Car on ne saurait taxer de mauvaise foi les Taché, les Cartier et les autres politiques sérieux qui, tout en appuyant le projet fédératif, ne manquaient pas de patriotisme et d'attachement dans leur province.

Il faut croire qu'on mésestimait l'importance du revenu des douanes et de l'accise, je veux dire son importance éventuelle, le rendement qu'il était susceptible de produire. On est facilement porté à croire que nos chefs ont alors manqué de prévoyance et de perspicacité, mais il faut aussi tenir compte des circonstances. On n'avait alors, pour asseoir des calculs, que les chiffres qui se rapportaient aux deux Canadas; la réciprocité existait avec les États-Unis et, en outre, la guerre de Sécession paralysait le commerce international et déroutait les calculs.

Soyons de bon compte, il n'était peut-être pas aussi facile qu'il peut sembler à notre génération de prévoir, en 1864 - nous sommes toujours à la Conférence de Québec - que le commerce des quatre ou cinq provinces qui devaient constituer la Confédération canadienne atteindrait l'expansion inouïe à laquelle le "Greater Canada" de neuf provinces est arrivé en 1934.

Il n'en reste pas moins que la province a, en cette occurrence, cédé sa source la plus abondante de

revenu en échange de celle qui est du moindre rapport, puisqu'elle ne représente, à l'heure actuelle, que 8 % environ de nos recettes. Ils font piètre figure ces détracteurs qui prétendaient, naguère encore, que le gouvernement du Québec n'est qu'un petit rentier du gouvernement d'Ottawa.

On a bien remarqué que cette subvention de 80 centins par tête devait se calculer d'après le recensement de 1861, c'est-à-dire 1,111,566, base définitive et incommutable. Notre quote-part se trouvait de \$959,252.80, dont on déduisait l'intérêt sur la dette du Canada-Uni assumée par le pouvoir central, soit \$241,364, ce qui nous laissait une subvention nette de \$717,888.80, et c'est ce montant qui nous a été payé jusqu'en 1873, alors qu'on cessa de déduire l'intérêt.

Ce subside, dans l'opinion des Pères de la Confédération, devait suffire à défrayer le coût d'administration locale. Quant au reste, nous devions compter sur le revenu des contributions directes que nous étions autorisés à prélever, mais non pas à l'exclusion du pouvoir central. Je ne voudrais pas, modeste "backbencher", manquer de respect filial pour les Pères de la Confédération... mais je ne puis résister à la tentation de citer les paroles mêmes de Sir A. T. Galt<sup>7</sup>, génie financier réputé et grand argentier de Sir John A. Macdonald:

"There will be available no less than \$1,043,015 and it must, I think, be admitted that if those charged with the administration of local affairs in Upper and Lower Canada exceed this amount, they will be guilty of a degree of profligacy and extravagance for which a speedy remedy will be found by the people<sup>8</sup>."

Il est évident que, en 1864, on n'en était qu'à la théorie. L'éventualité est venue démontrer, avec une force probante vraiment brutale, que la théorie et la pratique sont deux choses absolument différentes. La province, comme c'était son droit et sa mission, se mit à se développer dans la sphère qui lui était particulière, et ce, sans brûler les étapes, sans qu'on ait pu l'accuser de prodigalité et d'extravagance.

L'écart, l'insuffisance, qui existait entre la subvention fédérale et les frais d'administration que cette subvention était censée couvrir, s'accrut de plus en plus. La situation prit un tel caractère d'acuité et d'urgence que l'opinion publique, indépendamment d'attaches de partis, finit par s'émouvoir, et on comprit, dès lors, la nécessité absolue de faire modifier l'article 118 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

Ce sera à la gloire du grand patriote que fut l'honorable Honoré Mercier d'avoir attaché le grelot,

c'est-à-dire d'avoir pris l'initiative à ce sujet. En 1887, il inaugurait, à Québec même, ces colloques où les provinces fédérées viennent échanger des vues sur les questions d'intérêt commun, se concerter sur les mesures à prendre pour sauvegarder leur autonomie et se libérer de certaines entraves. C'est alors qu'on proposa à l'article 118 cette modification qui ne devait devenir loi que 20 ans plus tard. Il faut louer également le travail et la diplomatie de l'honorable M. Parent et de Sir Lomer Gouin qui finirent par emporter le morceau. En 1907, en effet, sous le gouvernement de Sir Wilfrid Laurier, une disposition plus équitable remplaçait l'article 118.

Le Statut 7 Édouard VII<sup>9</sup> décrète une subvention fixe de 80 centins d'après la population constatée par chaque recensement décennal jusqu'à ce que la population soit de 2,500,000, et de 60 centins par tête pour l'excédent de 2,500,000. Un grand pas était fait: on avait, comme on dit, brisé la glace. Mais faut-il conclure que tout est dit et que le nouveau Statut est définitif? Il me semble que non. Il semble que la modalité que consacrait l'article 118 et que la modification de 1907 le laisse subsister, du moins dans son principe, et ne règle pas la question. En d'autres termes, je suis d'avis que l'assiette de la subvention fédérale n'est pas ce qu'elle devrait être pour disposer une fois pour toutes de la question.

Les circonstances ont bien changé depuis 25 ans. Les raisons qui ont amené l'amendement de 1907 étaient celles qu'on faisait valoir depuis 20 ans. C'est dire que cette réforme commençait à dater, et si l'on peut faire un reproche à la conférence de 1887 et de 1902, c'est de n'avoir pas poussé plus loin ses exigences. L'écart qui existait, en 1887, entre nos dépenses et nos recettes s'est accentué de plus en plus, et il a fallu trouver de nouvelles sources de revenus, sans trop obérer le contribuable.

La population de la province a augmenté considérablement, de même que sa superficie qui est maintenant de près de 600,000 milles carrés. Chacun sait, c'est une vérité de La Palice, qu'il en coûte bien davantage pour administrer une population disséminée sur un vaste territoire que s'il s'agit d'une moindre étendue densément peuplée. Ce surcroît de population, qui apporte des revenus au gouvernement fédéral, se traduit pour nous par une charge additionnelle. Je ne crois pas, en effet, commettre d'hérésie en affirmant qu'un nouveau citoyen, surtout s'il s'agit d'un immigré, coûte plus cher au Trésor provincial qu'il ne rapporte.

Prenons maintenant une paroisse nouvelle qui s'ouvre dans la forêt. Elle apporte du profit aux douanes, à l'accise, aux postes, aux chemins de fer,

etc. Mais c'est une dépense aux titres colonisation, instruction publique, voirie, travaux publics, agriculture, administration de la justice, etc. La subvention fédérale, à l'heure qu'il est, est d'environ \$2,500,000. De nos diverses sources de revenus, c'est la moins productive. Cette subvention ne suffirait pas à couvrir le budget de la colonisation que nous voudrions pourtant moins modeste.

Telle quelle, cette subvention fédérale aurait été logique et assez équitable en 1867; aujourd'hui, elle fait l'effet d'un anachronisme tellement elle est insuffisante en présence de l'ampleur constante de nos obligations budgétaires. La première année de la Confédération, Québec reçut 20 % du revenu des douanes et de l'accise tiré chez nous. À ce taux, quel subside ne recevriions-nous pas aujourd'hui, alors que le gouvernement d'Ottawa perçoit de ce chef près de \$81,000,000 de cette province en seuls droits de douanes et d'accise?

On devrait, en toute justice et en toute équité, au moins maintenir la proportion que posait l'article 118 entre nos besoins fiscaux et la subvention fédérale, ou encore, entre cette dernière et le chiffre des revenus que tire des douanes et de l'accise le gouvernement fédéral.

Ces revenus ont augmenté d'une façon énorme depuis quelques années. Les droits de douane qui, à l'origine, variaient de 12 % à 15 % ont depuis quadruplé, et même quintuplé. Le rendement du subside fédéral est loin d'avoir suivi la même progression. Les droits de douane, ce sont en fin de compte les contribuables de la province qui les soldent. N'est-il pas juste qu'on leur fasse ce qu'on pourrait appeler, en termes techniques, une ristourne adéquate? Et l'argument s'applique avec encore plus d'à-propos à ce droit d'accise vraiment exorbitant qui, depuis quelques années, a diminué de façon si fatale le rendement de notre régie des alcools. Nous fournissons à Ottawa le quart de ses revenus tandis qu'Ottawa ne nous fournit qu'un huitième des nôtres.

En 1885, si l'on en croit Sir A. T. Galt, on trouvait équitable une subvention d'environ \$960,000, pour solder notre liste civile et nos frais d'administration proprement dits, lorsqu'on calculait le reste du budget provincial à un million au plus. Que faut-il conclure, aujourd'hui que notre budget atteint \$30,000,000, sinon que ce subside fédéral est très évidemment disproportionné et qu'il y a urgence à en rétablir l'assiette de façon plus appropriée.

Je ne veux pas m'attarder à réfuter cette imputation de prodigalité et d'extravagance que faisait Galt par anticipation. Cette imputation n'a certes pas sa raison d'être. Au contraire, nous devons,

à raison même de nos revenus insuffisants, restreindre au strict nécessaire nos budgets de l'agriculture, de la voirie, de l'instruction publique, de la colonisation, des travaux publics, etc. Et d'autre part, nos gouvernements se sont tellement prévalus de notre prérogative de l'impôt direct que quelques-uns se sont attiré l'épithète de "taxeux".

Nos obligations augmentent d'année en année. L'administration de la justice criminelle, c'est-à-dire la mise à exécution des lois pénales adoptées par le gouvernement d'Ottawa, nous coûte les yeux de la tête, et nos obligations sous ce rapport vont, je le crains, devenir de plus en plus onéreuses. Nous en avons des cas typiques sous les yeux dans ces procès qui se déroulent devant nous, pour faire respecter les lois contre les trusts, les narcotiques, les alambics clandestins, etc. Ces frais sont élevés, très élevés, et ils sont à notre charge, tandis que les amendes imposées vont à Ottawa. À Montréal, la Cour du banc du roi siège en permanence tandis qu'à Québec, on doit tenir des sessions spéciales de cette cour.

Il est inutile de multiplier les chiffres pour établir, d'une part, que nos revenus sont insuffisants pour accomplir la tâche qui nous confronte, et d'autre part, que, en toute équité, Ottawa devrait nous consentir une plus substantielle répartition des droits de douanes et d'accise, ce qu'il est en mesure de faire. Car, pourquoi ne tiendrait-on pas compte, pour déterminer la quotité du subside fédéral, non seulement du facteur population, mais aussi de l'étendue de la province et du montant de ces droits que le pouvoir central perçoit de chaque province?

Si la Confédération était à refaire, y aurait-il un seul de nos hommes d'État qui, avec l'expérience, consentirait à troquer nos droits de douanes et d'accise pour la pitance de 1867, ou même de 1907? Oh! Je sais bien qu'à Ottawa tout le monde n'est pas de cet avis. Bien qu'on y possède l'Hôtel de la Monnaie, on n'est pas aussi prodigue d'argent qu'on le voudrait. Je sais que les obligations fédérales sont multiples, qu'on a à résoudre des problèmes d'une envergure déconcertante, problèmes qui posent toujours en définitive la question finance.

Il y a plus: il existe, dans le domaine fédéral, deux mentalités bien distinctes qui ne se rattachent pas nécessairement - du moins je veux le croire - à nos désinences politiques. Il y a l'esprit centralisateur ou fédéraliste, qui tend à restreindre la liberté d'action politique, fiscale ou législative des provinces fédérées, et l'esprit décentralisateur, qui cherche à sauvegarder et à accroître l'autonomie des provinces.

Nous avons vu et nous verrons encore s'affronter ces deux tendances sur la question si typique des

loteries. Elles se sont déjà manifestées, lorsqu'il s'est agi d'assurance, de droits sur les successions, de radio, de la loi des compagnies, etc. Je pourrais faire un pas de plus et ajouter que le Conseil privé paraît, règle générale, interpréter de façon plutôt mesquine cet article 92 qui nous lie pourtant déjà assez étroitement.

Mais, enfin, montrons-nous optimistes, et espérons que le pouvoir central se laissera encore fléchir et que, possédant des revenus princiers, il saura se montrer bon prince. Au reste, il y a tout lieu d'espérer. Plaidée par l'homme habile et jurisprudent qui préside de façon si brillante aux destinées de notre province, notre cause est entre bonnes mains et ne manquera pas de triompher.

D'ici là et dans cette intention, je crois qu'il convient de garder la question à l'ordre du jour; et c'est pourquoi j'appuie la motion de l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques qui exprime l'avis:

1. Que le temps est venu de procéder à un nouveau rajustement des subsides annuels payables aux provinces par le dominion;

2. Que toutes les subventions ou aides spéciales accordées aux provinces par le dominion devraient être réparties au *pro rata* de la population de celles-ci et sujettes seulement à des conditions acceptables pour chacune;

3. Qu'un comité spécial de cette Chambre devrait être immédiatement chargé de rédiger une adresse priant Son Excellence le gouverneur général du Canada de prendre les mesures nécessaires pour donner suite à l'avis ci-dessus exprimé.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Béique, Bertrand, Duplessis, Fisher, Lafleur, Sauvé, Smart, 8.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Bachand, Bastien, Bélanger, Bergeron, Bouthillier, Caron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Crête, Dansereau, David, Desmarais, Dillon, Drouin, Duffy, Dugas, Duval, Farand, Fauteux, Filion, Fortier, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gabias, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Lapierre, Lapointe, Lortie, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau, Moreault, Morel, Paquet, Perrault, Phaneuf, Piché, Poulin, Power, Rochette, Sabourin, Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 64.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

M. l'Orateur, avant que le vote soit pris sur la motion principale, je veux féliciter bien sincèrement l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) de nous avoir fourni un travail si intéressant, précieux et utile. Il a prononcé un des meilleurs discours que j'ai entendus dans cette Assemblée législative au cours de ma carrière, qui, malheureusement pour ma province, remonte à 33 ans. Son discours était très au point, tant par le fond que par la forme, et on n'en peut toujours dire autant de tous les discours. Je crois qu'en félicitant le député de Montréal-Saint-Jacques et en disant qu'il a fait un travail précieux, toute la Chambre sera de mon avis.

Je ne veux faire que quelques remarques pour ne pas prolonger indûment ce débat. La motion de l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques nous demande d'amender l'Acte de l'Amérique britannique du Nord. Ce pacte remonte à 1867, et je crois que nous pouvons rendre hommage aux Pères de la Confédération de leur esprit de vision et d'avoir si bien su lire dans l'avenir. S'il reste quelque chose à changer dans le pacte confédératif, c'est très peu de chose et, moi pour un, je suis d'avis qu'il faudrait y regarder à deux fois avant d'y toucher.

Nous sommes entrés dans la Confédération à certaines conditions. Nous avons fait un contrat, après avoir discuté et accepté les conditions de notre plein gré. Pouvons-nous maintenant revenir devant le Parlement impérial et lui demander d'amender le pacte confédératif, de façon à donner plus de satisfaction à Québec, dont les traditions, la langue, la religion ne sont pas les mêmes que celles des autres provinces? Pouvez-vous changer le pacte qu'on a signé, lorsqu'une partie du Canada n'a ni les coutumes, ni les lois de la province de Québec? Pouvons-nous, maintenant que le mariage a été consommé entre toutes les provinces, parler avec la même autorité qu'autrefois et recevoir l'appui des autres provinces pour obtenir ce que nous voulons? Avant la Confédération, oui! Mais maintenant? Nous ne sommes plus seuls. S'il y avait des abstentions, que pourrions-nous? C'est là un risque que nous ne pouvons pas prendre.

Les Pères de la Confédération ont fait un travail superbe. Ils ont réglé les problèmes du pays à la satisfaction de tout le monde. Le pacte de 1867 n'est peut-être pas parfait. Sans doute, le monde a évolué depuis 1867, et l'on s'est aperçu qu'il y a des choses que l'Acte de l'Amérique britannique du Nord

n'avait pas prévues. L'interprétation du pacte a évolué aussi, surtout en ce qui concerne les taxes directes. Ainsi, on a cru que la taxe indirecte relevait du seul pouvoir fédéral, et que la taxe directe relevait des provinces. On se rend maintenant compte qu'Ottawa impose des taxes directes et indirectes. Par exemple, l'impôt fédéral sur le revenu est très lourd; c'est une taxe directe, imposée par le pouvoir central. Et je n'ai aucune hésitation à dire que cela vaudrait mieux si cette taxe était perçue par les provinces. Cela améliorerait grandement la situation des provinces que l'impôt sur le revenu leur soit laissé, surtout en ces moments où les demandes sont si pressantes. Ensuite, il y a trop de duplication, si le mot est français, dans les taxes imposées par Ottawa et les provinces.

Le gouvernement central et les gouvernements provinciaux imposent les mêmes choses. Cela irait évidemment mieux si nous pouvions nous entendre à ce sujet, afin d'alléger le fardeau des impôts qui pèsent sur la population. Cette question a été soulevée à Ottawa au cours des diverses Conférences interprovinciales. Mais on n'en est venu à aucun résultat. À la dernière conférence, on a parlé des cadeaux qu'Ottawa donne à certaines provinces, et la question s'est posée à savoir si, en faisant cela, Ottawa respectait l'esprit de la Constitution, même s'il en respectait la lettre. S'il était possible d'arriver à une entente avec Ottawa sur cette question de taxation, Québec serait satisfait.

Il y a autre chose qui n'est pas sans donner des inquiétudes à Québec et à l'Ontario, les deux vieilles provinces. Ce sont les dons - j'emploie le mot parce qu'il est juste - que le gouvernement fédéral a faits à certaines provinces entrées plus récemment dans la Confédération. Il était convenu par l'Acte de l'Amérique britannique du Nord que le gouvernement fédéral accorderait des subsides aux provinces au *pro rata* de la population, en plus d'une certaine répartition pour compenser les droits de douanes et d'accise abandonnés au pouvoir central par les provinces.

Dans ces conditions, peut-être qu'Ottawa ne respecte pas l'esprit et la lettre de l'acte confédératif, en donnant à une province plus qu'à une autre. La chose se fait. Voilà l'un des obstacles qui pourraient amener une révision de l'Acte de la Confédération. Encore une fois, je le répète, je n'ai aucune hésitation à dire que les dons faits à certaines provinces ne respectent ni la lettre ni l'esprit du pacte de la Confédération.

Nous, de Québec, ne voulons pas mettre d'obstacles au progrès du Canada. Nous admettons que lorsqu'un membre souffre, tout le corps s'en



ressent. Nous voulons faire notre part pour aider les provinces qui en ont besoin. Lorsqu'un membre du corps est malade, tous les autres s'unissent pour lui porter secours. D'un autre côté, il ne faut pas abuser du bon vouloir des anciennes provinces qui paient actuellement 80 % des impôts du pays et auxquelles on impose un fardeau plus lourd que celui que, normalement, elles peuvent porter.

Encore une fois, il ne faut pas oublier que le pacte de 1867 a bien rempli l'objet pour lequel il avait été signé. Le Canada a fait de merveilleux progrès, et il en fera encore. Avant de toucher au pacte confédératif, pensons-y deux fois. Je ne veux pas reprendre mon siège sans féliciter encore une fois l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) pour son excellent discours, et je félicite tous les autres députés qui ont pris part à ce débat, l'un des plus importants soulevés depuis longtemps dans cette Chambre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ces questions d'envergure nationale ne devraient prêter à aucune considération partisane. J'ai constaté avec plaisir que, dans les déclarations du premier ministre, il y a une large partie des opinions exprimées dans l'amendement que la Chambre a rejeté tantôt.

Le premier ministre a raison de louer le travail des Pères de la Confédération. Bien que cette Constitution ne soit pas parfaite, je crois qu'elle nous procure beaucoup plus d'avantages que d'inconvénients. L'honorable premier ministre a raison de dire que le pacte de la Confédération est une œuvre nationale, un contrat sanctionné par le Parlement impérial, et qu'il faut y aller avec prudence en y touchant.

Il ne faudrait pas, pour des considérations financières, même importantes, que l'on ouvre la porte à de plus grands dangers, en voulant l'améliorer. L'acte que nous posons, l'attitude que nous prenons peut avoir des répercussions importantes pour l'avenir. Il ne faut pas faire de restrictions. La motion de l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques comprend des choses que nous approuvons et d'autres qui ne sont pas acceptables. C'est la raison de l'amendement. Nous devons prendre garde de nous engager pour l'avenir.

Le député de Montréal-Saint-Jacques est animé des meilleures intentions, mais je répète avec le premier ministre: Prenons garde! Je ne voudrais pas, par notre opposition, laisser entendre que nous ne sommes pas prêts à seconder les efforts du gouvernement pour obtenir un meilleur traitement, si possible, de la part du pouvoir central.

Si l'opposition diffère avec le gouvernement sur les moyens, nous nous accordons sur la fin qui est de faire la Confédération grande et prospère. Nous voulons le bien-être national. C'est pourquoi, sous réserve des remarques et de l'amendement très juste proposé hier par l'honorable député de Montréal-Verdun (M. Lafleur), je ne demanderai pas le vote sur la motion de l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques que nous laissons adopter.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Pour faire suite à cette résolution je propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. Bachand), qu'un comité spécial de cette Chambre soit chargé de préparer une adresse priant Son Excellence le gouverneur général du Canada de prendre les mesures nécessaires pour donner effet à l'avis exprimé dans la résolution qui vient d'être adoptée, et que ce comité spécial soit composé des honorables MM. Perrault, David, Dillon et de MM. Bachand, Duplessis, Sauvé, Smart, Cohen, Rochette et Vautrin.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous pourrions nous entendre sur la rédaction de cette motion. Je suggère que l'on suspende l'adoption de cette motion, afin que le nouveau comité ne soit pas lié par le texte de la motion originale et qu'il puisse adopter les décisions les plus favorables à la province.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Très bien, je vais la laisser à l'ordre du jour et je m'entendrai avec l'honorable chef de l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Fisher), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

### Loi de la gazoline

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 15 modifiant la loi de la gazoline.

### En comité:

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Comme je l'ai déjà dit, le but du projet est de permettre au

gouvernement de taxer le pétrole mélangé à la gazoline.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'espère que le gouvernement va combattre le trust de la gazoline. Je demande au gouvernement de prendre les mesures pour empêcher les monopolisateurs de pressurer le public.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Il y a actuellement une motion à cet effet devant la Chambre des communes, pour demander une enquête dans le cartel de la gazoline au pays.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela n'empêche pas le gouvernement de faire son devoir.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Loi des mines

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution relative au bill 10 modifiant la loi des mines de Québec.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que cette Chambre adopte maintenant la résolution.

Adopté sur division.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 10 modifiant la loi des mines de Québec.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité:

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** J'ai quelques amendements à suggérer au projet, en ce qui concerne l'arpentage des lots.

Les articles 1 à 11 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 12, qui se lit comme suit:

"12. L'article 105 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"105. Les exploitants de mines peuvent construire tout tramway, chemin gravelé ou chemin macadamisé, depuis leurs mines jusqu'aux eaux navigables ou aux chemins de fer ou grands chemins les plus rapprochés, pourvu qu'ils aient au préalable soumis au ministre un plan indiquant le tracé du tramway ou chemin à construire avec une description des travaux à faire, et obtenu du lieutenant-gouverneur en conseil l'autorisation de faire cette construction."

Le comité propose un amendement.

L'article se lit désormais comme suit:

"12. L'article 105 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"105. Les exploitants de mines peuvent construire tout tramway, chemin gravelé ou chemin macadamisé, depuis leurs mines jusqu'aux eaux navigables ou aux chemins de fer les plus rapprochés, pourvu qu'ils aient au préalable soumis au ministre un plan préparé par un arpenteur géomètre, membre de la corporation des arpenteurs géomètres de la province de Québec, indiquant le terrain requis, ainsi qu'un plan montrant le tracé du tramway ou chemin à construire avec une description des travaux à faire, préparé par un ingénieur membre de la corporation des ingénieurs professionnels de Québec, et obtenu du lieutenant-gouverneur en conseil l'autorisation de faire cette construction."

L'amendement est adopté.

L'article 12, ainsi amendé, est adopté.

L'article 13 est adopté.

Le comité étudie l'article 14, qui se lit comme suit:

"14. L'article 111 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"111. Aucun lot de grève, terrain couvert d'eau ou autre propriété publique ne peut être pris ou occupé en vertu de la présente section, à moins qu'un plan ait été soumis au département des Terres et Forêts et approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil aux conditions qu'il juge à propos d'imposer."

L'article 14 est amendé et les mots suivants, après le mot "plan", sont ajoutés: "préparé par un arpenteur géomètre, membre de la corporation des arpenteurs géomètres de la province de Québec,".

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai reçu un télégramme d'un ancien collègue très estimé, qui sera ici après les prochaines élections, à droite sans doute, M. Armand Crépeau<sup>10</sup>. Il me suggère précisément les amendements que propose l'honorable ministre.

L'amendement est adopté.

L'article 14, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 15 à 19 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

#### **Taxe sur les corporations**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 14 modifiant la loi de la taxe sur les corporations.

#### **En comité:**

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par l'honorable M. Stockwell (Brome) et dont le texte se lit comme suit:

1. Qu'au lieu d'imposer les taxes spécifiées à l'article 5 de la loi de la taxe sur les corporations, Statuts refondus, 1925, chapitre 26, sur toute compagnie de chemin de fer urbain ou tramway exploitant une ligne de chemin de fer ou de tramway dans la province, ces taxes seront imposées sur chaque compagnie de tramway exploitant une ligne de tramway ou de véhicules non sur rails, ou les deux.

2. Que les taxes spécifiées dans l'article 5 de ladite loi de la taxe sur les corporations sont, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1933, exigibles et dues par le syndic, fidéicommissaire, liquidateur ou receveur qui continue en cette qualité les opérations dans cette province de toute corporation, compagnie, société, raison sociale ou association mentionnée dans l'article 3 de la loi susdite.

3. Que le capital versé d'une compagnie, dont il est question dans l'article 4 de ladite loi de la taxe sur les corporations, lorsqu'il se rapporte à des actions sans valeur nominale ou au pair, signifie le capital représenté par les biens de la compagnie, déduction faite de ses dettes telles que démontrées par ses états financiers, pourvu toutefois, que, lorsque ses dettes

excèdent ses biens ou leur sont équivalentes, ou lorsque ses biens excèdent ses dettes d'un montant de moins de cinq dollars par action, alors, et dans chacun de ces cas, le capital payé sans valeur nominale ou au pair imposable, sera censé équivaloir à une somme représentant cinq dollars par action.

4. Qu'au lieu des taxes mentionnées dans la section IX de l'article 5 de ladite loi de la taxe sur les corporations, il soit imposé aux compagnies de tramways, où le système de tramways est remplacé, en tout ou en partie, par des véhicules exploités autrement que sur rails, une taxe annuelle de cinquante dollars pour chaque mille ainsi remplacé.

5. Que la taxe prescrite par la section 5a de ladite loi de la taxe sur les corporations soit imposée pendant une période de temps comprenant quatre années fiscales consécutives, l'année fiscale en cours le 19 février 1932, devant, dans chaque cas, compter comme étant la première de ces quatre années.

6. Que dans tous les cas où il y a défaut de fournir, aux époques déterminées, en vertu de la division IIa de ladite loi de la taxe sur les corporations, un état ou des renseignements exigés en vertu d'icelle, le trésorier de la province pourra, à sa discrétion, établir le montant qui, pour les fins de ladite division IIa, représentera les profits taxables.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je proteste contre cette loi, car ce seront encore les consommateurs qui paieront la taxe, en définitive.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** On vient de parler du Montreal Tramways. Il n'y aura pas d'augmentation de taxes dans son cas. Les compagnies ne paieront la taxe de \$50 du mille de circuit que dans le cas où elles auraient remplacé leurs lignes de tramways, dans certaines rues ou quartiers, par des autobus.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande que le comité rapporte progrès pour lui donner l'occasion d'étudier la loi davantage. Il veut surtout que la résolution mentionne nommément les Statuts qui sont amendés par la résolution présentée. D'après la loi telle que présentée, les tramways et les autobus seront taxés.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** affirme le contraire.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

### **Ville de Black Lake**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 66 concernant la ville de Black Lake soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Motions des députés:**

#### **Victoire de l'Université Laval au concours oratoire**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, l'Université Laval de Québec vient de remporter la victoire sur toutes les universités canadiennes dans un concours oratoire entre étudiants. Les journaux nous apprennent que deux des étudiants de l'Université Laval, M. Hughes Lapointe et M. Roland Bergeron, ont été les heureux vainqueurs de ce concours qui a suscité beaucoup d'intérêt. Cette victoire est un grand honneur pour Laval, qui est l'Université mère au Canada, et qui est une des institutions canadiennes-françaises qui nous font le plus grand honneur.

Il est convenable que la Chambre offre ses chaleureuses félicitations aux vainqueurs, à leurs parents et à l'Université. M. Lapointe est le fils d'un de nos éminents hommes politiques, l'honorable Ernest Lapointe qui jouit d'une réputation très enviable, et l'autre est le fils d'un citoyen avantageusement connu dans sa région. L'Université a raison d'être fière de ces deux étudiants, et je crois que nous devons lui adresser de sincères félicitations. Au nom de la gauche, je félicite chaleureusement ces jeunes de leur succès et je me réjouis de la gloire qui rejaillit sur notre province.

(Applaudissements).

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je suis heureux de m'unir à mon honorable ami le chef de l'opposition pour féliciter chaleureusement les heureux vainqueurs du concours oratoire qui a eu lieu hier entre étudiants de nos universités et s'est terminé par la victoire des représentants de l'Université Laval de Québec, dont le succès est un grand honneur pour Québec. Nous avons d'autant plus raison de nous réjouir que les deux vainqueurs sont les fils de deux de nos amis. L'un est le fils de l'honorable M. Ernest Lapointe, un de nos éminents concitoyens, homme politique qui nous touche de

près et qui est considéré comme l'un des Canadiens français qui nous font le plus honneur. L'autre est le fils de M. Thomas-Louis Bergeron, c.r., de Roberval<sup>11</sup>. J'adresse mes félicitations aux deux étudiants, aux parents et particulièrement à celles qui probablement ont éprouvé le plus de joie, les mères des vainqueurs.

(Applaudissements).

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

### **Reprise de la séance à 8 h 30**

### **Demandes de documents:**

#### **Production et vente de charbon de bois**

**M. Gauthier (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Drouin), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copies de toutes correspondances échangées avec le gouvernement depuis 1922 jusqu'aujourd'hui, au sujet de la production et de la vente du charbon de bois dans la province.

Ce combustible a donné naissance à une industrie très prospère, en particulier dans les pays scandinaves, industrie qu'a rendue populaire la littérature où les charbonniers et les gardes forestiers ont joué un rôle qui enchantait notre enfance.

Depuis la Grande Guerre, on a fait des expériences en France, en Belgique et en Italie, afin de remplacer le pétrole par le gaz des forêts, produit de la combustion du charbon de bois. Ces expériences ont donné de bons résultats. Avant 1900, dans la province de Québec, l'industrie du charbon de bois n'a été utilisée que pour l'affinage du fer des marais. En 1910, on commença à allumer les poêles, à faire la cuisson et à chauffer les maisons avec ce combustible. Il y a deux genres de production du charbon de bois: la carbonisation en vase clos, telle que pratiquée dans les fourneaux de Saint-Raymond et de Dorchester, et la distillation en vase clos, comme cela se fait au Mont-Tremblant et à Fassett.

Il (M. Gauthier) donne des détails sur ces deux modes de fabrication. Il est important, dit-il, pour l'acheteur de charbon de bois de savoir comment a été fabriqué le charbon de bois qu'on lui vend, car la différence dans le poids peut varier de 20 % à 35 %.

Il donne des renseignements sur la production des 140 fourneaux de Saint-Raymond et sur les prix de vente de ce combustible, par tonne.

De 1914 à 1922, il en coûtait \$25 la tonne pour le charbon de bois. De 1922 à 1927, le prix était de \$20; il a baissé à \$18 de 1927 à 1929. Il a continué à baisser jusqu'à ce qu'il eût atteint \$6 la tonne en 1933. Malheureusement, nos producteurs rencontrent des obstacles sérieux pour bénéficier des avantages que leurs produits, de qualité tout à fait supérieure, pourraient leur obtenir. Depuis plusieurs années, les producteurs québécois de charbon de bois travaillent pour obtenir que leur produit soit vendu au détail, pour éviter tout malentendu. Il faudrait classer le charbon de bois en pesanteur, en teneur d'humidité, en capacités caloriques, etc.

C'est surtout au conseil de ville de Montréal que la bataille s'est livrée sur ce sujet, sous la direction de l'échevin Angers, qui tente depuis trois ans de faire adopter un règlement. Il a été appuyé dans sa campagne par plusieurs producteurs et par plusieurs journaux. Mais, chose curieuse, des influences prépondérantes ont toujours bloqué à l'hôtel de ville le projet qui rendrait service non seulement aux producteurs québécois, mais surtout aux consommateurs. On veut obtenir que, sur chaque sac, le producteur mentionne d'abord le procédé de fabrication employé, puis le poids du charbon. De cette façon, le consommateur ne sera pas trompé.

Quel sera l'avenir du charbon de bois dans la province de Québec? Le charbon de bois n'est pas employé seulement pour actionner les moteurs à explosion. On peut l'utiliser à plusieurs autres fins. Il n'y a pas de doute que tout le monde, et en particulier les ménagères, trouveront de plus en plus avantageux de se servir du charbon de bois pour toutes fins domestiques. Nous ne pouvons donc qu'espérer que cette production augmentera dans la province.

(Applaudissements à droite)

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Je félicite l'honorable député de Portneuf (M. Gauthier) d'avoir prononcé un discours aussi intéressant sur un produit aussi utile. La région que l'honorable député représente a produit des quantités considérables de charbon de bois, mais elle a subi des épreuves commerciales.

Je veux faire quelques remarques sur cette industrie du charbon qui est en voie de renaître. Autrefois, elle était très prospère. La houille, puis l'électricité, ont graduellement et successivement remplacé ce combustible. Cette industrie a diminué, chez nous comme aux États-Unis. Cependant, si nous

employons moins de charbon de bois pour le traitement du minerai, du fer, de l'acier, nous constatons que son emploi a beaucoup augmenté surtout pour l'usage domestique et la cuisson.

On l'emploie aujourd'hui comme nourriture des volailles, comme remède dans les pharmacies, comme combustible dans les hôtels et les wagons-restaurants, pour les chaufferettes, l'allumage des fournaies, pour la fabrication du sirop de glucose, pour le filtrage des eaux potables, etc. Mais son emploi le plus important, pour le présent et pour l'avenir, c'est comme carburant pour remplacer, par exemple, la gazoline servant aux tracteurs.

Cette question est devenue si importante que, dans les pays où on manque de pétrole, on fait un grand usage du charbon de bois. Il s'est formé, grâce à ces pays, un comité international de carbone carburant. Actuellement, 27 nations sont représentées dans ce comité. La Commission provinciale des produits forestiers y représente le Canada. Et son secrétaire, M. Gustave-C. Piché, vient d'être nommé délégué canadien à ce comité international.

Les expériences poursuivies dans ces divers pays démontrent que la production rationnelle du charbon végétal est devenue une possibilité économique très importante. Dans la province de Québec, on peut y substituer le charbon de bois. Le fermier peut produire le charbon de bois à très bon marché, et cela le dispensera d'acheter de la gazoline. Il en est de même des clubs de chasse et de pêche, et d'exploitants de la forêt qui ont besoin de tracteurs pour le transport des bois; cela représenterait pour eux une grosse économie.

La Compagnie Price Bros. étudie, dans le moment, un projet pour remplacer la gazoline par le charbon de bois, pour ses tracteurs de Rimouski. Dans la province de Québec, on dépense annuellement près de 90,000,000 de gallons de gazoline. Si l'on peut réduire cette dépense d'un quart, soit de 15,000,000 (sic) de gallons, on pourrait consacrer une somme de \$3,000,000 chaque année pour acheter du charbon de bois produit par nos cultivateurs.

Nous avons fait des expériences qui ont été concluantes et encourageantes. Nous les avons faites avec des fours européens et avec le four inventé au Québec, le four "Laurentien". Avec 20 cordes de bois, nous avons obtenu 8,766 livres de charbon de bois avec les fours européens. Avec le four "Laurentien", nous avons obtenu un rendement moyen de 7,000 livres.

Nos expériences se continuent et nous continuons à recueillir des renseignements précieux.

Je voudrais voir les fours en usage chez nos cultivateurs et nos colons, pour faire disparaître tous les déchets. Il y a des profits rémunérateurs pour le cultivateur. Nous avons l'intention d'intéresser les conseils de ville à la question.

Il est essentiel que le commerce se fasse d'une manière adéquate et non de façon anarchique. Il faudra nécessairement que le récipient contenant le charbon de bois porte le poids en livres du produit et le nom du fabricant.

Autrefois, nous importions pour plusieurs centaines de mille piastres de charbon de bois des États-Unis, mais l'imposition en 1931 d'un droit d'entrée de \$5.50 la tonne a réduit considérablement cette importation. Cela est avantageux pour le consommateur, car le charbon de bois d'origine américaine est le résidu de la distillation du bois dont on extrait les substances pouvant former de l'acide acétique, tandis que le charbon vendu par nos braves cultivateurs est le produit unique de la carbonisation du bois.

Ce dernier charbon est plus lourd et plus riche en matière carburante que le charbon américain. Aussi, depuis plusieurs années, il se fait une campagne pour obtenir que nos villes passent des règlements, afin que le charbon de bois soit vendu au poids, au lieu du volume.

Actuellement, nos cultivateurs ne récupèrent pas les sous-produits. Il serait possible d'améliorer cette fabrication, afin de tirer profit de ces intéressants sous-produits. La fabrication du charbon de bois, enfin, permet aux cultivateurs et aux concessionnaires de compléter l'exploitation de la terre à bois et de la forêt.

La Commission des produits forestiers incite nos gens à employer de préférence le charbon de bois et le bois de chauffage de la province. Il s'agit d'encourager ce mouvement. C'est une petite industrie qui peut et qui doit se développer rapidement dans notre province. Je me suis demandé s'il n'y aurait pas lieu de faire un groupement des producteurs de charbon de bois et chercher à améliorer leur situation en perfectionnant leurs méthodes et en favorisant la coopération dans chaque région. Emploierai-je le mot "coopérative"? À tout événement, le gouvernement entend développer l'industrie du charbon de bois.

(Applaudissements)

**M. Giguère (Dorchester)** propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil (M. Sabourin), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

#### Motions des députés:

##### **Crédit agricole provincial**

**M. Barré (Rouville)** propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), que:

Attendu que les argents fournis par le crédit agricole fédéral coûtent 6½ % d'intérêt, annuellement;

Attendu que le gouvernement de cette province peut se procurer l'argent à un taux moindre par l'établissement d'un système semblable à celui établi dans l'Ontario en 1922, sous le nom de "Ontario Savings Office";

Cette Chambre exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour instituer, dès cette année, un crédit agricole provincial alimenté en tout ou en partie par un système semblable à celui mentionné plus haut; et que l'octroi de 1½ %, actuellement accordé en réduction du taux exigé par le crédit agricole fédéral, devrait être appliqué à réduire le taux d'intérêt que coûteraient les argents ainsi obtenus par le gouvernement.

Cette question suscite beaucoup de discussions depuis plusieurs années. Entre les opinions diverses, il doit y avoir un juste milieu. Une chose est indéniable: par le crédit agricole, on préserve et on utilise le capital humain. Certes, le crédit rural n'est pas un remède à tous les maux agricoles, mais cela ne veut pas dire qu'il sera une calamité. C'est une solution entre plusieurs. Les cultivateurs en ont abusé dans le passé, mais ce n'est pas une raison pour les en priver. J'admets qu'il serait impossible de trouver assez d'argent pour aider tous ceux qui sont dans une mauvaise situation financière. Mais je crois qu'on peut aider facilement ceux qui offrent des garanties.

La situation actuelle du cultivateur ne peut se prolonger. Il faut lui venir en aide. Le prêt agricole fédéral étant une faillite, il faut faire autre chose. Je crois que je serais justifiable de réclamer ce crédit, s'il ne devait servir qu'à aider nos jeunes gens à s'établir. Il y aurait dans nos campagnes, d'après l'Union catholique des cultivateurs qui s'y connaît, au-delà de 60,000 jeunes gens en âge de s'établir, mais qui ne le peuvent, faute de capital. En outre, chaque année nous apporte, pour ainsi dire, 10,000 jeunes hommes bien qualifiés pour être de bons terriens. Il leur manque malheureusement le moyen de s'établir. Il faut que cesse l'absorption de notre surplus de capital humain par les États-Unis.

Nous sommes aussi un peuple à part. Pauvres en argent, nous sommes riches en vigueur physique

et en santé morale. La lutte nous a trempés. Cédés par la France à l'occasion d'un marché regrettable, nous aurions pu disparaître comme peuple, mais nous ne sommes pas disparus. Puisque nous demeurons, que le gouvernement nous vienne en aide pour continuer l'œuvre commencée si magnifiquement. Nous, les députés, avons mandat de défendre les intérêts de la collectivité. Puisque les berceaux ne chôment pas et que la terre demeure, il faut que ses fils vivent et puissent s'établir.

La question du capital humain est la plus importante pour nous. L'établissement de nos fils est une question vitale. On n'en parle pas assez ici. Il nous faut un crédit rural, on l'admet, mais on diverge d'opinion sur les moyens à prendre.

Ma motion est claire dans ses considérants et dans sa conclusion. Il est évident que le crédit fédéral coûte trop cher. Ici, comme en Ontario, on pourrait y remédier. Il (M. Barré) explique comment l'on procède en Ontario pour constituer le crédit rural et en faire bénéficier les cultivateurs. Il voudrait la protection de la petite épargne. Le problème de l'heure, c'est la surcapitalisation. On vole l'épargne populaire. Dégoûtés, nos gens se sont dit qu'il valait aussi bien dépenser leur argent. C'est ainsi que disparaît la vertu d'économie qui caractérisait notre race.

Le taux d'intérêt du crédit rural devrait être à peu près égal à celui des banques. Mettons 3½ %. Le gouvernement continuerait à fournir 1½ %, de sorte qu'il n'en coûterait que 2 % au cultivateur. Vous devez vous rappeler, M. l'Orateur, qu'il fut question déjà d'un prêt à 2 % pour certaines entreprises et associations agricoles. Pour les colons et pour le rétablissement des agriculteurs sur les terres abandonnées, je crois que ce projet devrait être repris. Le prêt ne serait à 2 % que pendant les premières cinq années, puis monterait progressivement à trois, quatre et cinq à chaque cinq années successives.

Et vous devez vous rappeler que ceux qui avaient eu l'audace de parler d'un pareil prêt ont reçu des horions, furent traités de fous, d'illuminés, de tout ce que vous voudrez. Et cela, non seulement par les adversaires politiques, mais même par des gens qui prenaient volontairement figure de partisans sans réserve.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Qui ça?

**M. Barré (Rouville):** Je ne tiens pas à être rappelé à l'ordre. Peut-être étaient-ils tous de bonne foi. Il est si difficile de distinguer entre les sentiments d'un patriote sincère et les ambitions d'un

Brutus. À tout événement, je reprends les explications avec d'autant plus d'espérance d'être compris que je ne suis pas un César dont Brutus voulait la place, ni quelqu'un qu'il pourrait être profitable de détruire.

Le projet qu'expose ma motion a pour but de continuer l'octroi de 1½ % que consent actuellement le gouvernement provincial sur le taux d'intérêt du crédit fédéral. Mais cette réduction, au lieu de s'appliquer sur l'intérêt du prêt fédéral, s'appliquera à l'intérêt sur l'argent qu'emprunte la province, qui coûte 3½ %. Ce qui nous donnerait un taux de 1½ % à 2 % à être payé par les cultivateurs, sans charges additionnelles pour le gouvernement.

Le système fonctionne ailleurs. On pourrait profiter de l'expérience des autres. Le crédit rural est l'un des moyens de réprimer le communisme. Je ne veux blâmer personne par ma motion. C'est une mesure urgente et j'ose croire qu'on l'adoptera.

**M. Dugas (Joliette)** propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. Phaneuf), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

### **Loi de pharmacie**

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 175 modifiant la loi de pharmacie de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications.

**M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie):** Cette loi est présentée par l'Association des pharmaciens. Elle n'est pas nouvelle. Les pharmaciens veulent que la vente des drogues soit faite par eux et non par les marchands. Ils sont d'ailleurs prêts à remettre aux marchands ce qui leur revient.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Visites des maisons à louer**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 181 modifiant le Code civil, relativement aux baux de maisons, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Expulsion de locataires**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 183 modifiant le Code de procédure civile concernant l'expulsion de locataires dans certains cas soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La séance est levée à 10 h 50.

### **NOTES**

1. Samuel Gobeil, conservateur, député fédéral de Compton (1930-1935) et ministre des Postes du 16 août au 23 octobre 1935.

2. Mgr André-Vincent-Joseph Piette (1869-1944) fut recteur de l'Université de Montréal entre 1923 et 1934.

3. Mgr Paul Bruchési, archevêque de Montréal de 1897 à 1939. En 1919, il réussit à obtenir le statut d'autonomie à l'égard de Rome pour l'Université de Montréal.

4. Les journaux rapportent que ce discours de l'honorable M. Taschereau était l'un des plus intenses et énergiques qu'il n'ait jamais prononcés. *The Chronicle-Telegraph* du 1<sup>er</sup> mars 1934, à la page 3, mentionne que, lorsque le premier ministre s'assoit, "les députés frappent leurs bureaux de leurs poings", selon la coutume.

5. Joseph Cohen, député de Montréal-Saint-Laurent, préside le comité des bills privés, tandis que Peter Bercovitch, député de Montréal-Saint-Louis, est président du comité des comptes publics, lequel, bien qu'institué à chaque session, ne s'est réuni qu'à deux reprises pendant 21 ans. Voir *The Gazette* du 1<sup>er</sup> mars 1934, à la page 1.

6. *Le Soleil* du 1<sup>er</sup> mars 1934, à la page 9, précise que le bill suscite une brève discussion.

7. Alexander T. Galt fut ministre des Finances dans les ministères Taché-Macdonald et Belleau-Macdonald (1864-1866) et, ensuite, au sein du gouvernement Macdonald, du 1<sup>er</sup> juillet au 7 novembre 1867.

8. *Traduction*: "Il n'y aura pas moins de \$1,043,015 disponible, et je crois que l'on doit admettre que si les personnes chargées de l'administration des affaires locales du Bas et du Haut-Canada dépassent ce montant, elles seront coupables d'une prodigalité et d'une extravagance pour lesquelles le peuple trouvera un remède rapide."

9. Loi de 1907 sur l'Amérique du Nord britannique, 7 Edouard VII, chapitre 11 (Royaume-Uni), devenue loi constitutionnelle de 1907.

10. Armand-Charles Crépeau, ingénieur civil et arpenteur géomètre, fut député conservateur de Sherbrooke de 1924 à 1931.

11. *The Chronicle-Telegraph* du 1<sup>er</sup> mars 1934, à la page 3, mentionne qu'il s'agit du fils du représentant libéral de Matane (M. Joseph-Arthur Bergeron).



Séance du jeudi 1<sup>er</sup> mars 1934

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 66 concernant la ville de Black Lake.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 112 concernant la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 86 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;

- bill 89 modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt;

- bill 110 concernant le testament de Louis-Jules Gaudry dit Bourbonnière.

## Travaux de la Chambre:

## Assiduité des députés

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. l'Orateur, avant de passer à l'ordre du jour, je veux demander à la députation de venir aux séances de la Chambre. Un bon nombre de députés se proposent de prendre le train de 5 heures, alors que nous avons l'intention de siéger ce soir, demain matin en comité, demain après-midi et demain soir. Nous voulons procéder avec toute la célérité

possible, mais nous ne le pouvons pas, si les députés ne sont pas assidus aux séances. Malheureusement, il y a beaucoup d'absences. Personnellement, je suis bien prêt à siéger dans le mois d'avril, mais pour ceux qui veulent terminer en mars pour Pâques, je puis dire que nous ne pourrons le faire, à moins que nous siégions assidûment.

Nous ne pouvons pas terminer l'énorme quantité de travail à faire, ne siégeant que deux jours et demi par semaine, si les députés n'arrivent que le mardi soir et partent le jeudi soir. Beaucoup de travail reste à faire, et davantage de séances doivent être tenues, afin de permettre aux législateurs d'étudier et d'adopter toutes les lois qui leur sont présentées. Je demanderais donc aux députés d'être plus assidus. J'espère qu'il y aura moins d'absence, car le strict quorum n'est pas satisfaisant. Encore une fois, nous ne finirons jamais en mars, à moins que nous donnions au travail législatif tout le temps possible.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En autant que l'opposition est concernée, nous n'avons rien fait pour retarder l'expédition des affaires. Nous n'avons pas manqué une séance, nous avons disposé le plus rapidement possible de l'adresse et du budget, et nous sommes toujours prêts à siéger en n'importe quel temps. L'opposition est toujours prête à coopérer et à siéger tant que l'on voudra.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je dois dire à mon honorable ami le chef de l'opposition que mes remarques ne s'adressent ni à lui ni aux siens.

## Succession John Pratt

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 89 modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

## Succession

## L.-J. Gaudry

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 110 concernant le testament de Louis-Jules Gaudry dit Bourbonnière. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Charte de Salaberry-de-Valleyfield**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 86 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande de réserver à une séance subséquente les amendements apportés par la Chambre haute, un de ces amendements portant que Montreal Cottons Limited ne pourra pas voter sur un règlement de plus de 50 % de sa valeur sur un règlement soumis au peuple

Les amendements sont lus deux fois.

Il est ordonné que l'adoption desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

#### **Loi des mines**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 modifiant la loi des mines de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Signature de certains jugements**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 52 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la signature de certains jugements.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Subdivisions de terrains**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité plénier pour étudier le bill 48 relatif à l'approbation des subdivisions de terrains par les autorités municipales en ce qui concerne les rues et ruelles.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi des véhicules automobiles, article 53**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 162 modifiant l'article 53 de la loi des véhicules automobiles.

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette), que l'ordre soit révoqué et que le bill soit retiré.

Adopté. L'ordre est révoqué et le bill est retiré.

#### **Opérations forestières**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 44 relatif aux opérations forestières et aux bûcherons.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose: 1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer une commission composée de deux membres, dont l'un sera désigné comme président, et appelée "Commission des opérations forestières de Québec" et que les membres de cette commission seront nommés durant bon plaisir, et leur rémunération sera déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

2. Que, dans le cas où un ou les membres de la commission sera ou seront dans l'incapacité d'agir

en raison de maladie, d'absence ou d'autre cause, il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer une ou deux personnes, selon le cas, pour agir à la place de ce ou de ces membres; et que toute personne ainsi nommée pourra compléter une affaire non terminée à laquelle elle aura pris part, même si le membre de la commission qu'elle aura remplacé sera revenu ou devenu habile à agir.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera les localités où la commission devra siéger et où elle devra avoir son bureau, et qu'il mette aussi un local convenable à la disposition de la commission, afin qu'elle puisse y tenir ses séances et y transiger ses affaires en général.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera un secrétaire de la commission et déterminera sa rémunération; que ce secrétaire occupera sa charge durant bon plaisir et que ses devoirs seront ceux déterminés par la commission.

5. Que les rémunérations ci-dessus, et toutes les dépenses encourues par la commission dans l'exécution de ses devoirs et de ses attributions, y compris tous les frais raisonnables de voyage réellement encourus par les personnes visées par l'article 11 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, seront payées à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Les résolutions présentées sont relatives à la question des bûcherons. M. le président, le but de ce projet est d'assurer la création d'une commission spéciale de deux membres pour la surveillance des opérations forestières, des salaires, des contrats entre les compagnies et les bûcherons et, en même temps, des conditions dans lesquelles les bûcherons travaillent en forêt. Le gouvernement a cru que c'était là le meilleur moyen de prévenir certains abus qui se sont commis. L'exploitation des forêts a soulevé beaucoup de protestations en ces derniers temps, et c'est pour remédier à la situation que nous voulons créer cette commission.

La Chambre me permettra d'envisager la question telle qu'elle m'apparaît et telle qu'elle existe. Une des causes du malaise de l'industrie forestière est la baisse du prix du papier et du bois. Plusieurs industries ont fait banqueroute. D'autres sont au bord de l'abîme. Depuis le début de la session, on nous a reproché d'avoir réduit les droits de coupe. Nous l'avons fait pour aider les industries, afin qu'elles emploient le plus d'hommes possible à la coupe du bois. Nous ne regrettons pas cette politique. Notre devoir nous l'imposait, et je suis certain que la Chambre et toute la population nous approuvent.

Le gouvernement a fait tout ce qu'il a pu pour que les compagnies donnent du travail à leurs employés. Il a réduit les droits de coupe pour les encourager à couper du bois dans leurs limites. Depuis plus de 15 ans, je préside aux activités du ministère des Terres et Forêts. J'y ai apporté, M. le président, l'expérience acquise durant un séjour antérieur de cinq ans au ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries<sup>1</sup>. Mais, par-dessus tout, j'y ai apporté une expérience, peut-être plus probante, de plusieurs années de contact journalier avec les colons et l'ouvrier de la forêt.

Certes, je ne prétends pas avoir, dans les chantiers, les qualifications et les connaissances que possèdent certains membres de la Chambre, tels que les honorables députés de Kamouraska (M. Gagnon), de Labelle (M. Lortie), de Laviolette (M. Crête), de Dorchester (M. Giguère), d'Argenteuil (M. Dansereau), de Matapédia (M. Dufour), de Portneuf (M. Gauthier), de Champlain (M. Grant), de Wolfe (M. Lapointe) et d'autres, mais le peu que je possède, je l'emploie, avec toute mon énergie et mon peu de talent, dans ce que je crois être le meilleur intérêt de ma province et de l'administration publique. Et j'ai, comme beaucoup d'autres, exposés de par leurs fonctions à la critique, appris à me méfier de cette compétence d'occasion, étalée de temps à autre, par de grands médecins qui ont toujours le don de mettre le doigt sur certaines "plaies sociales" et qui se croient toujours les premiers à nous indiquer les correctifs.

Je m'incline volontiers devant la compétence de tous ceux que j'ai déjà mentionnés, compétence à laquelle on me permettra bien de faire appel dans cet exposé. Je chercherais en vain, parmi la majorité de ceux qui nous critiquent le plus vertement, quelqu'un à qui je pourrais, même avec l'indulgence et du bon vouloir, trouver quelque compétence qui ne soit pas discutable. Et quand j'élève la voix pour répondre à la critique, quelle qu'elle soit et d'où qu'elle vienne, je ne prétends nullement refuser ce droit ou en contester l'étendue à qui que ce soit.

Je veux simplement faire face à l'attaque, répondre à ce qu'elle peut comporter d'injuste et la repousser. Je reconnais à tous, et sans distinction de personnes, le droit de discuter mes actes et même ma compétence dans l'administration d'un domaine qui m'a été confié. Je m'efforce de répondre sur un ton courtois, dont d'ailleurs, quoi qu'on fasse, je ne départirai jamais. J'ai pour l'adversaire toute la considération et le respect que l'on se doit entre gentilshommes.

L'on nous a amèrement reproché - et le chef de l'opposition est parmi ceux-là - d'avoir consenti en

faveur des concessionnaires forestiers certaines réductions dans les droits de coupe, dans la rente foncière. Si c'est un crime d'avoir recommandé à mes collègues d'accorder ces réductions, je plaide coupable, et, pécheur impénitent, je n'ai aucun regret de ma faute. Je me sens capable, n'en déplaise à nos amis de la gauche et aux autres, de concevoir, suivant les circonstances et les événements, quelle politique forestière adopter et poursuivre, dans l'intérêt de mes commettants et de ma province, et j'en prends avec plaisir la responsabilité. Ce qui ne m'empêchera pas, pour les fins d'une justification à laquelle on ne contestera pas mes droits, d'exposer à cette Chambre les motifs qui ont induit le gouvernement à adopter cette mesure en matière de droits de coupe et de rente foncière; et je suis convaincu qu'elle nous approuvera, lorsqu'elle aura entendu l'exposé de nos motifs à ce faire.

Les droits de coupe et la rente foncière sont établis par arrêté ministériel, en vertu de la loi. Par conséquent, le lieutenant-gouverneur en conseil avait le droit légalement de diminuer ou d'augmenter les droits de coupe et la rente foncière comme il l'entendait, s'il le jugeait à propos. J'ai dit que c'était son droit; j'ajoute que c'était son devoir, et un devoir impérieux. Ai-je besoin, en effet, de rappeler à cette Chambre les temps pénibles que nous traversons, et la crise qui a si profondément affecté le commerce, l'industrie? Et, dans cette dernière catégorie, il n'en est pas que je sache qui ait été plus atteinte dans sa base que l'industrie forestière, l'industrie de la pulpe et celle du papier. La consommation avait diminué dans une proportion effrayante, les marchés nous étaient fermés, ou, s'ils étaient ouverts encore, nous y subissions une concurrence désastreuse.

Les industries du bois et du papier étaient en banqueroute ou sur le bord de l'abîme. Elles partageaient le sort d'autres industries et commerces étrangers à la forêt qui allaient aussi sûrement à la ruine. Que l'on ne vienne pas dire que la faute était imputable au gouvernement qui aurait permis l'établissement d'usines de pulpe et de papier en trop grand nombre. Le reproche nous a déjà été lancé sans cause ou apparence de raison. Le gouvernement peut difficilement être tenu responsable d'échecs ayant eu lieu dans d'autres secteurs où il n'a aucun intérêt direct.

Une des causes de la crise est l'effondrement de l'industrie de la construction. La coupe de bois de construction est passée de 150,000,000 P.M.P.<sup>2</sup> dans les bonnes années à 61,000,000 P.M.P. l'an dernier, et la situation est bien pire, en ce qui concerne l'industrie de la pulpe et du papier. Nous n'avions vraiment pas permis l'établissement de moulins à

scie et, cependant, le commerce de bois de sciage était dans une situation pire que celle de la pulpe et du papier. Nous subissions la concurrence redoutable des bois russes et scandinaves. La Finlande abolissait tout droit sur les bois destinés à l'exportation. Les États-Unis imposaient une surtaxe de \$3 par 1,000 pieds importés, en plus du droit ordinaire de \$1, sous prétexte d'augmenter les recettes de leur Trésor.

Dans les autres provinces, on accordait des réductions de redevances à la couronne. Le prix du papier, qui était en 1925 de \$70 la tonne, était descendu à moins de \$40 au début de 1933. Le prix du bois de sciage, quand on pouvait en vendre, était tombé de \$35, en 1920, à \$12 environ les 1,000 pieds à la fin de 1932, et même des lots importants se sont vendus à des prix tellement avilis que l'honorable premier ministre et moi-même avons dû intervenir auprès des autorités bancaires pour empêcher la liquidation forcée des stocks de clients en mauvaise posture financière. Lorsque le papier se vendait avec profit, nous avions porté nos droits de coupe à \$2.70 les 1,000 pieds, et nous avons maintenu ce taux jusqu'en 1932, alors que nous l'avons réduit à \$2.50. Dans la même période de prospérité susmentionnée, la rente foncière avait été portée de \$5 à \$8. Les prix s'affaissant de plus en plus, nous avons encore réduit les droits à \$2 en 1933.

Quant au bois de sciage, la crise a débuté il y a plus de 10 ans. Elle s'est accentuée à partir de 1927, avec la diminution de l'industrie du bâtiment qui, actuellement, ne travaille qu'à 10 % de sa normalité. C'est pourquoi les réductions des droits de coupe sur les bois de sciage remontent à plus loin que celles accordées pour le bois à papier, et elles ont été plus considérables, car pour 1933-1934, nous ne demandons que \$2 les 1,000 pieds au lieu de \$5 pour le pin blanc, \$1.50 pour le pin rouge, l'érable et le merisier, \$1 pour l'épinette, le sapin, le cèdre et le pin gris ou cyprés.

Malgré ces encouragements, la coupe du bois de construction qui était, pour l'exercice 1931-1932 de 150,000,000 de pieds, soit 28 % du total exploité sur concessions de la couronne, tombait en 1932-1933 à 71,000,000, soit 14¾ % du volume de la coupe sur concessions forestières affermées. En face d'une situation telle, il était donc urgent, il était logique de réduire les droits de coupe. Nous aurions été justifiables d'opérer cette réduction d'une façon définitive et sans limite de temps; nous n'avons pas cru devoir le faire, préférant réduire chaque fois pour la durée d'une année seulement.

Il y avait plus encore. Avec la chute formidable dans les chiffres de la coupe, dont nous avons donné un aperçu, le chômage s'accroissait tous

les jours davantage, et il fallait, par tous les moyens possibles, trouver du travail pour nos gens. Il fallait, coûte que coûte, amener les concessionnaires forestiers à exploiter leurs concessions. Si nous pouvions atteindre ce but, non seulement nous procurions du travail à l'ouvrier forestier, mais aussi aux travailleurs des usines, des moulins. Nous aidions non seulement à l'ouvrier des villes, mais encore au colon, au cultivateur dont les fils pouvaient aller en chantier, mais qui auraient pu aussi vendre certains de leurs produits de ferme: grain, foin, viande, etc. Nous aidions aussi à l'industrie qui fabrique les mille et une choses utilisées par les entrepreneurs et les ouvriers forestiers.

De toutes les parties de la province nous venaient des suppliques demandant la réouverture des chantiers. Les curés de paroisses agricoles, des maires et conseillers municipaux de villages nous suppliaient, appuyés des instances de leurs députés, de donner du travail, d'accorder les réductions de droits de coupe nécessaires, d'aider à trouver du travail pour ceux qui chômaient. L'on nous a demandé des permis gratuits pour couper du bois de chauffage, du bois de construction sur les terres de la couronne, affermées ou non.

J'en appelle à vous, M. le président, j'en appelle aux membres de cette Chambre: Dites-moi: n'était-ce pas là la situation exacte, telle que je la représente? Allons-nous détourner la tête, demeurer sourds à toutes les suppliques, parce que cela n'aurait pas l'heur de plaire à certains adversaires? Non, nous avons fait notre devoir sans nous soucier de la critique acerbe, malicieuse et insinuante.

Et, de Gaspé au Témiscamingue, au lac Saint-Jean, des Cantons de l'Est au nord de la province, partout où nous avons jugé la chose nécessaire, nous avons permis la coupe de bois selon des tarifs réduits. Les résultats ont démontré que nous avons eu raison, car il y a eu recrudescence dans les opérations forestières. Un grand nombre de chômeurs ont trouvé du travail dans les chantiers avec comme résultat que des milliers d'autres ont pu travailler dans des industries reliées. Nous avons fait notre devoir, et je sais que cette Chambre, que la population tout entière nous approuvera.

Et que de témoignages flatteurs, de la part des autorités civiles et religieuses, je pourrais invoquer à l'appui de ce que je viens de soutenir, témoignages qui m'ont été donnés à moi-même ou adressés à des gérants de compagnies forestières. Que l'on nous permette de citer un témoignage que nous avons reçu. Un curé d'une paroisse de colonisation nous écrivait ce qui suit:

"Je profite de l'occasion qui m'est offerte pour vous remercier sincèrement du travail que la compagnie, par votre entremise, a bien voulu donner à mes paroissiens au cours de l'automne et de l'hiver. Votre générosité ne s'est pas arrêtée là, vous avez voulu même secourir les pauvres.

"Beaucoup, sans ce travail, auraient été en proie à une grande misère. Tous se sont bien ressentis de ce travail qui leur a permis de soutenir leurs familles, d'habiller un peu leurs enfants, afin de les préserver des rigueurs de notre dur hiver. Je suis donc heureux de vous offrir, au nom de mes paroissiens un merci de cœur, et personnellement l'hommage de ma profonde estime."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable ministre des Terres et Forêts veut-il nous dire le nom de ce curé?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Je le donnerai tantôt personnellement à mon honorable ami, mais je ne puis citer son nom publiquement. Au cours des remarques que je veux faire, je voudrais qu'il me soit permis de ne citer aucun nom, de ne mentionner aucune compagnie.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Eh bien! M. le président, je soulève un point d'ordre. L'honorable ministre ne doit pas lire de lettre à la Chambre sans en nommer le signataire. Les règlements exigent que tous documents cités soient produits en Chambre. On doit tout de même suivre les règlements.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Je n'ai pas le texte de cette lettre, mais je pourrai le laisser voir au chef de l'opposition après la séance.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable ministre a-t-il cette lettre?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Elle est à mon bureau.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre pourrait peut-être l'envoyer chercher.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Elle est à mon bureau, et je n'y suis pas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que l'honorable ministre l'envoie chercher par un page qui la demandera à son sous-ministre.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

La lettre est dans mon bureau privé, mais on ne pourra la retrouver. Je la montrerai à mon honorable ami.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Après la séance.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je la veux pendant la séance. Est-ce que le bureau est fermé à clef?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Non.

**M. Guertin (Hull):** Pourquoi l'honorable ministre ne la déposerait-il pas suivant l'usage?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Je suis prêt à la déposer au cours de la séance, si on l'exige.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable ministre des Terres demande-t-il à l'honorable ministre de la Colonisation d'aller chercher sa lettre<sup>3</sup>?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Mais non. De ce côté-ci de la Chambre, nous nous parlons entre voisins et même entre deuxièmes voisins<sup>4</sup>. (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette séance est publique. Procédons, le temps de la Chambre est précieux.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

L'honorable chef de l'opposition nous a de nouveau parlé des "étrangers". "Nous avons aliéné, dit-il, nos richesses aux étrangers." J'ai déjà eu l'occasion de revenir sur cette assertion. Abordons maintenant la question des bûcherons dont nous ne nous serions pas éloignés, si nous n'y avions pas été contraints par nos amis de la gauche.

Depuis plusieurs mois, nombre d'articles ont été écrits, nombre de correspondances échangées, publiées dans certains journaux sur la façon dont étaient traités les bûcherons. Je conçois que plusieurs auteurs de ces documents étaient de bonne foi; mais, par contre, combien de ceux-là voyaient dans la discussion de cette question une occasion exceptionnelle, comme il s'en présente rarement, de prendre le gouvernement à partie et de le représenter

comme responsable de tout le mal. Et il n'est guère surprenant de voir combien de gens, pour peu que certains journaux hospitaliers leur offrent leurs colonnes, se trouvent tout à coup des talents épistolaires, et alors il n'y a qu'à donner libre cours à sa verve.

Il suffit de relire ce qui s'est écrit pour se convaincre de leur objectif: placer le gouvernement en mauvaise posture devant l'opinion publique. Que de fois on a fait cette tentative dans le passé, sans succès. Et toujours, nous avons courageusement fait face à l'attaque, et la population de cette province nous a en retour donné des témoignages non équivoques de sa confiance et nous a permis, en passant outre, de continuer l'œuvre commencée par nos devanciers.

Je devrai au préalable, pour l'intelligence de la discussion, faire un exposé aussi complet que possible de ce que nous conviendrons d'appeler le système d'exploitation forestière de notre province, en indiquer les points saillants, les subdivisions, expliquer comment il se fragmente, décrire l'engagement des bûcherons, traiter des salaires qui leur sont versés, des conditions de vie qui leur sont faites, de l'hygiène de leurs habitations temporaires, les camps. Je devrai parler des magasins tenus par les compagnies forestières ou les entrepreneurs, où les bûcherons vont acheter les choses dont ils ont besoin, telles que cigarettes, tabac, habits, outils, "painkiller"<sup>5</sup>, dont on fait peut-être un trop grand usage.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On ne peut payer les bûcherons avec du "painkiller".

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

L'honorable chef de l'opposition peut continuer ses interrogations si délicates. Je poursuis mes remarques. Des forêts exploitées à l'heure actuelle, 80,000 milles carrés sont loués et 11,000 milles carrés appartiennent à des intérêts privés. En 1932, la première catégorie produisait 540,000,000 P.M.P. alors que les territoires privés ne produisaient que 370,000,000 P.M.P. La plupart des forêts privées appartenaient à des compagnies ou corporations. Veut-on un aperçu de l'importance des opérations forestières effectuées par le jobbeur<sup>6</sup>? En 1932-1933, des 484,255,740 P.M.P. coupés sur nos terrains forestiers affermés, la plus grande partie était coupée par 1,230 jobbeurs. Il y avait en outre des opérations en régie dans deux camps.

Les statistiques démontrent que 16,461 ouvriers ont travaillé à l'exploitation des bois sur les concessions affermées. Il y a eu, pour les opérations de 1932-1933, 2,941 camps de bûcherons, la plupart

construits par les jobbeurs eux-mêmes. Et, dans cet ordre d'idées, il convient de scruter de près certaines assertions reproduites telles quelles dans les journaux, sous forme d'affidavit ou autre, qui pourraient laisser certain public mal disposé sous l'effet d'une juste indignation et qui pourraient faire paraître odieux, auprès du même public, le traitement fait généralement aux bûcherons.

Je citerai un exemple entre autres: un ouvrier, interrogé sur le salaire qu'il avait reçu de son employeur, disait n'avoir reçu que \$1.70, après avoir travaillé un mois en forêt. Voulant vérifier cette assertion et, après avoir consulté sa feuille de temps au bureau de la compagnie, je constate qu'il avait acheté \$17.50 d'effets au magasin. Son salaire était donc en réalité de \$19.20, et non pas \$1.70.

Beaucoup de ces déclarations doivent être donc prises sous réserve, et il faut se demander, pour être juste, si le bûcheron n'a reçu que ce qu'il veut bien déclarer, et s'il n'y a pas lieu de tenir compte de ses achats durant son travail. Il est indéniable qu'un fort pourcentage de nos contingents de bûcherons, recrutés dans les villes, est arrivé sur les lieux d'opérations fort mal équipé et manquant parfois des objets les plus nécessaires. On ne viendra tout de même pas soutenir que les entrepreneurs étaient tenus de tout fournir gratuitement à ces hommes.

Et d'ailleurs, la nomenclature que je viens de donner ne suffit-elle pas à démontrer que le bûcheron le plus expérimenté sait se pourvoir, avant son départ, de tout ce dont il peut avoir besoin, puisqu'il y en a même qui, tout en travaillant une longue saison en forêt, ont réussi à ne rien acheter au magasin? Certains bûcherons, dont plusieurs improvisés par besoin de faire leur vie, obligés de se procurer en forêt même les objets de nécessité, ont donc, sous ce rapport, été plus victimes de leur inexpérience que du traitement qui leur a été fait. Pour résumer: il est des bûcherons, et c'est la majorité, qui sont arrivés au chantier bien équipés, et d'autres qui ne l'étaient pas du tout, ou qui manquaient de choses essentielles.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre parle depuis une heure quinze pour essayer de prouver que tout va bien. Pourquoi alors présente-t-il une loi remédialrice si tout va bien? La Chambre a autre chose à faire que d'entendre pareil plaidoyer. Je crois que nous devrions avoir ses conclusions.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Si je parle depuis une heure quinze, je le regrette, mais je dois ces renseignements à la Chambre. Le chef de l'opposition devrait être le dernier à se

plaindre, lui qui fait perdre le temps de la Chambre en parlant sur tout.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais pourquoi ne parlez-vous pas des accusations lancées par M. Lacroix, député libéral de Beauce? M. Lacroix est un témoin qu'on ne peut mettre de côté.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Malgré tout le désir que vous avez de me mettre en contradiction avec M. Lacroix, vous n'y arriverez pas. Je n'ai pas à m'occuper des déclarations de M. Lacroix pour le moment.

L'on s'est élevé avec raison contre la présence des femmes et des enfants dans les chantiers. L'on en a cependant exagéré l'importance au point de vue du dénombrement. En effet, bien que je n'aie pas en main les statistiques complètes et à date sur ce point, j'ai celles de 1931-1932 et 1932-1933. Ces statistiques ont été recueillies par nos inspecteurs, au cours de visites qu'ils ont faites dans les chantiers.

**M. Guertin (Hull)** pose une question concernant ces visites.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** répond que les inspecteurs ont fait 9,000 visites dans les chantiers.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors, s'il y a eu tant de visites que cela, de l'aveu du ministre, il n'y avait pas besoin de faire faire une longue enquête dont nous n'avons pas encore le rapport, pour constater le mal. Le ministre avait donc tous les renseignements nécessaires pour intervenir. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** et **l'honorable M. Taschereau (Montmorency)** promettent que le rapport sera déposé en temps et lieu, et qu'il ne tardera pas.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Le nombre d'entrepreneurs qui ont travaillé aux exploitations de 1932-1933 était de 1,320, soit une augmentation de 129 sur l'année 1931-1932. En 1932-1933, il y avait 16,461 hommes travaillant en forêt, contre 16,140 l'année précédente. Le nombre des femmes était de 722<sup>7</sup> en 1932-1933, contre 646 en 1931-1932. Celui des enfants: 916, contre 741 en 1931-1932. Il y a eu une augmentation durant la dernière année à cause de circonstances multiples, et qu'il serait trop long d'énumérer. Le chef du service

forestier, soulignant ce fait, exprime l'opinion que l'une des causes principales provient de ce que nos concessionnaires forestiers délaisseraient de plus en plus le système des grands jobbeurs pour traiter eux-mêmes et directement avec les petits entrepreneurs, afin d'éliminer les frais de l'intermédiaire et surtout de pouvoir se rendre mieux compte des conditions faites aux ouvriers forestiers.

Je crois personnellement que l'augmentation dans le nombre de femmes et d'enfants provient surtout du fait que le nombre de petits jobbeurs a augmenté, et ce sont eux, surtout, qui amènent avec eux leurs femmes, leurs enfants; les grands jobbeurs, très rarement, et les compagnies, jamais. Au contraire, je crois que je puis affirmer qu'elles s'efforcent, dans toute la mesure du possible de mettre fin à cette invasion. C'est en effet une coutume qui, je crois, devrait enfin disparaître, surtout lorsqu'elle affecte les enfants. Nous ne saurions ignorer toutefois que, dans la plupart des cas, le petit jobbeur est dans l'impossibilité de se séparer de sa famille pour toutes sortes de raisons. Ayant obtenu un contrat, il se transportera sur le terrain de ses opérations avec sa famille; la femme y tient maison, fait la cuisine et voit aux soins du ménage, aidée par ses enfants.

S'il y a des inconvénients, des objections, il y a aussi des avantages, et personne ne soutiendra le contraire. C'est la vie familiale qui se continue et la femme y exerce dans la majorité des cas une influence morale qui est indiscutable. C'est là une coutume qui n'existe pas partout dans la province; j'ai eu l'occasion, en maintes circonstances au cours de mes voyages, de visiter et de recevoir l'hospitalité dans des chantiers où habitaient des femmes et des enfants. Règle générale, ces camps étaient mieux tenus à tous les points de vue. Je ne partage donc pas l'opinion de ceux qui crient à l'immoralité. Les mœurs de nos gens sont saines, en forêt comme ailleurs.

Dans les chantiers où j'ai eu l'avantage de passer et de demeurer quelques heures ou quelques jours même, j'ai été édifié par l'esprit religieux des gens qui les habitaient. Les prières s'y faisaient matin et soir, et sur les murs de ces modestes habitations, on pouvait voir suspendus chapelets et images religieuses, de dévotions les plus populaires. Dans quelques-uns, y arrivant à l'improviste, j'ai vu des mères enseignant aux petits leurs prières, le catéchisme et même leur enseignant la classe. Certaines de ces femmes et jeunes filles ont suffisamment d'instruction pour aider à la tenue des livres de chantier.

Comme je le déclarais il y a un instant, je vois certains inconvénients à la présence des enfants, surtout dans les chantiers. Il serait sûrement préférable pour eux d'être à l'école où ils auraient moins de moments d'oisiveté et où ils s'instruiraient davantage. Mais, pour l'homme, c'est une grande satisfaction d'avoir près de lui sa femme, sa famille. C'est une atmosphère apaisante qu'il recherche et dont l'influence ne peut qu'être bienfaisante pour tout son entourage. Dans ce cas comme dans bien d'autres, je crois que ceux qui signalent des abus basent leurs critiques sur un ou deux cas isolés et concluent du particulier au général.

J'avouerai franchement qu'avant de suggérer ou d'endosser l'adoption d'une loi, comme on me l'a demandé, pour contraindre le père de famille à délaisser les siens pour aller en chantier, on devra me démontrer l'imminence d'un véritable fléau ou désastre et, lors même, j'y songerai à deux fois et je ne pourrai m'y résoudre qu'à contrecœur.

Dans l'appréciation des salaires payés aux ouvriers forestiers et plus spécialement payés aux bûcherons, il est imprudent, je crois, de se prononcer sans examiner sérieusement et intégralement la question. S'il y a, et la chose est indiscutable, des abus révoltants en certains endroits, par contre, les facteurs qui doivent nécessairement être analysés dans cette appréciation sont nombreux. Que l'employé soit payé à salaire fixe, tant par jour et nourri, ou qu'il soit employé à la pièce, il faut tenir compte de sa capacité de travail, de son rendement, de son âge, de son état de santé ou physique, s'il travaille pour un parent, un allié ou pour un étranger. Dans le prix à forfait payé à tant des 1,000 pieds ou de la corde ou de la bille, il faut encore tenir compte de la densité des peuplements forestiers. Il est assez singulier de constater, par exemple, les différences considérables qui existent dans le rendement d'un groupe de bûcherons travaillant dans un même chantier.

Il est imprudent d'accepter comme acquises les déclarations qui sont faites, soit par des individus, soit dans certains articles publiés par des journaux. De même, il est impossible d'apprécier la valeur du prix d'une entreprise, à moins d'être parfaitement au courant de différents facteurs qui changent d'un endroit à un autre, avec les conditions d'exploitation, la densité de la forêt et ses facilités d'exploitation. Comme je l'ai dit ailleurs, il ne m'a pas été possible d'avoir jusqu'à date le rapport des enquêteurs que nous avons délégués sur les lieux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'enquête du gouvernement est-elle terminée?



**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Pas encore. Mais nous avons eu des rapports préliminaires, entre autres sur les troubles de Rouyn. On a dit que les bûcherons avaient été arrêtés à Rouyn. Il y a eu 77 hommes arrêtés à Rouyn, au cours des troubles. Ces hommes venaient pour la plupart de l'Ontario. Un grand nombre étaient des récidivistes.

**M. Guertin (Hull):** L'honorable ministre peut-il nommer ces récidivistes?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Cette question relève de mon département, et je suis obligé de répondre non.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

J'ai eu des renseignements de nos enquêteurs qui m'ont cependant fourni certaines données préliminaires très précieuses. Dans une même division territoriale, je trouve des entrepreneurs dont les équipes ont fourni par homme des moyennes variant considérablement. J'en ai trouvé allant de 222 pieds mesure de planche (PMP) à 879. Dans une même exploitation, on constate des moyennes par homme variant de 150 pieds à 1,100.

Il est difficile, dans un tel cas, d'objecter la différence de densité de la forêt, et fût-elle prise en ligne de compte, elle ne justifierait pas, à elle seule, une telle variation d'un ouvrier à l'autre. Il y a là un chiffre de rendement notable qui démontre que les ouvriers forestiers n'apportent pas tous, dans l'exécution de leur tâche, la même habileté et la même expérience, et que leur âge et leur force physique ont une portée directe sur la proportion de leur rendement, personnel et journalier. Rémunérés aux mêmes prix l'unité de coupe, il est évident que ces ouvriers ne reçoivent pas en définitive les mêmes gages pour leur travail.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable ministre veut-il prouver que les bûcherons sont bien payés?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Que mon honorable ami attende mes conclusions.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable

ministre nous présente des résolutions pour améliorer la situation des bûcherons et, depuis une heure et vingt, il essaie de nous démontrer que les compagnies ne peuvent être blâmées. Il y a anomalie.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Que l'honorable chef de l'opposition patiente un peu!

J'ai fait perdre moins de temps à la Chambre que lui. Il y a eu certainement exagération dans certains rapports de journaux.

**M. Guertin (Hull):** L'honorable ministre a-t-il les lettres de M. Édouard Lacroix?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Je n'ai pas l'intention de me mettre en contradiction avec M. Lacroix. Parmi les observations de nos inspecteurs, il y en a sur lesquelles je veux parler. Je sais qu'autrefois il existait chez les bûcherons une coutume que l'on appelait "faire de la banque". Ceci consistait à réserver le surplus de billots au-dessus du nombre que chaque équipe est supposée couper, ou empiler, pour maintenir sa moyenne les jours où le rendement est moindre, par suite du froid, des accidents, de la température, etc.

Si, par exemple, elle est censée faire 100 billots, elle en mettait 20 à la banque. Le soir venu, elle ne déclarait que ce qu'elle était supposée couper. Ce qui lui permettait, les jours où son rendement était moindre, de combler le déficit et de rétablir l'équilibre. Je ne sais pas si ce système existe encore, mais je suis porté à le croire, et rien ne s'y oppose logiquement.

Si je joins à ces renseignements ceux qui me sont fournis par nos inspecteurs du service forestier et le résultat d'observations personnelles, informations reçues au cours de conversations avec des personnes que j'ai raison de croire bien renseignées, je puis de tout cela, je crois, tirer des conclusions assez justes. La presque totalité des ouvriers forestiers sont engagés et payés par les entrepreneurs et les sous-entrepreneurs. Il y a une trop grande proportion des salaires qui sont trop bas, et le niveau devrait en être élevé. Les camps qui servent à loger les bûcherons devraient être construits sur un plan préparé par la compagnie et de façon à donner le maximum de confort, tout en tenant compte de l'usage que l'on doit en faire, de la durée de cet usage et de l'endroit où ils sont construits. Les conditions d'hygiène dans et autour de ces camps devraient être strictement observées.

La corde de 128 pieds cubes devrait être la seule base unitaire utilisée dans cette province, et l'on devra abandonner les mesures arbitraires adoptées à certains endroits d'établir, par exemple, le contenu d'une corde à 144 ou à 160 pieds cubes. Le "bunching" ou transport des billots à bras devra à tout prix disparaître de certaines exploitations. L'ouvrier qui travaille à forfait doit payer sa pension; le coût varie présentement de 45 cents à \$1.

Je trouve ce dernier chiffre exorbitant, et je ne crois pas qu'il devrait dépasser 50 cents, et ce, dans les exploitations les plus éloignées et les plus onéreuses. Pour le médecin, on charge dans certains endroits, mais pas partout, de 40 cents à \$1 par mois, tout en ne perdant pas de vue que ceci inclut non seulement les services professionnels, mais encore les médicaments et le séjour à l'hôpital tenu par certaines compagnies. Dans mon opinion, le médecin devrait être rémunéré par les compagnies ou les jobbeurs.

Au cours de mes remarques, je me suis efforcé d'être juste et d'éviter la personnalité. J'espère avoir réussi. J'ai peut-être bousculé certains de nos amis de la gauche; connaissant leur grande indulgence à notre égard, j'ai lieu d'espérer qu'ils me pardonneront, surtout s'ils veulent se rappeler le ton fort aimable de leur critique. Je n'ai peut-être pas adopté, à leur instar, une méthode et des procédés aussi populaires. Je n'ai pas crié contre les "grosses compagnies", contre les trusts, contre les étrangers.

J'ai cherché à mettre les faits devant cette Chambre suivant la vérité, et je ne crois pas avoir dérogé à la règle que je m'étais tracée. Je me devais surtout de renseigner véridiquement l'opinion publique. D'ailleurs, certaines correspondances, écrites par des jobbeurs et reproduites par des journaux complaisants, démontraient à l'avance la crainte que l'on entretenait de voir placer les responsabilités où elles doivent l'être. Quand l'un d'entre eux, par exemple, écrivait: "La situation est devenue tellement grave que de hauts personnages directement responsables, effrayés de la vague montante de protestations, tentent de se disculper en plaçant la responsabilité de l'état de terreur qu'ils ont créé sur les épaules de quelques humbles sous-entrepreneurs." Je me demande s'il n'éprouvait pas certains pressentiments de sanctions qui l'effrayaient quelque peu. Il y en a d'autres sur lesquels je pourrais dire quelques méchancetés, mais tout cela serait futile et servirait bien peu la cause que j'ai à défendre.

J'ai employé à dessein ce terme "ouvriers forestiers" au lieu de "bûcherons" parce que l'on semble avoir oublié en certains quartiers qu'il n'y a pas que des bûcherons qui soient intéressés aux chantiers, il y a aussi d'autres ouvriers en forêt qui méritent notre attention: les cuisiniers, leurs aides, les charretiers, ceux qui font les chemins en forêt, les draveurs, ceux qui chargent le bois sur les voitures, placent les billots sur les amas. Je pourrais aussi ajouter à la nomenclature: les mesureurs, les gardes-feux, employés par les compagnies forestières.

Je me dois dès maintenant de donner certaines explications préliminaires, poser certaines assises

fondamentales qui sont essentielles à l'intelligence complète de la situation. Les forêts affermées couvrent une superficie de 80,779 milles carrés, et les forêts privées, y compris celles sur les lots de colonisation, 11,974 milles carrés. En 1932, les coupes de bois donnaient comme résultat numérique les chiffres suivants: forêts affermées, 539,046,260 P.M.P.; et forêts privées, 367,614,296 P.M.P. On aura donc déjà remarqué l'importance des coupes poursuivies durant cette année sur les forêts privées.

L'exploitation forestière se fait dans notre province sur des terrains affermés de la couronne, et sur des terrains appartenant en propre à des particuliers ou à des corporations. Parmi ces derniers, il y a les seigneuries, les terrains obtenus en franc-alleu<sup>8</sup>, les terrains obtenus par subsides de chemins de fer. L'on voudra bien retenir que le concessionnaire forestier, détenant des droits de coupe sur des terres de la couronne, droits de coupe qu'il a acquis après enchère publique, paie une prime d'adjudication de tant du mille carré, une rente foncière sur chaque mille carré, des droits de coupe établis sur la quantité de bois coupé, soit en 1,000 pieds mesure de planche, soit en cordes. La mesure officielle mentionnée dans les règlements est de 128 pieds cubes, représentée par un empilement de 8 pieds de longueur sur 4 pieds de hauteur et de profondeur.

En plus des sommes qui doivent être payées par le concessionnaire, ce dernier doit protéger sa concession contre les incendies; et il est tenu d'en faire l'inventaire sous un délai déterminé, d'établir un plan d'aménagement qu'il doit nous soumettre: toutes choses qui grèvent directement le budget d'exploitation forestière proprement dite. La tenure, de même que l'exploitation forestière, ont subi au cours des années une modification profonde. Autrefois, la concession, se ressentant du régime semi-féodal qui l'avait précédée, était pratiquement un apanage de famille, et les noms de certains concessionnaires sont demeurés légendaires dans le langage des anciens: les Fraser, les Baptiste, les Bryson, les Riordon, les Lotbinière, les Perley, les Power, les Price, etc.

Autrefois, c'était le propriétaire même, compagnie ou particulier, qui faisait et dirigeait la coupe des bois. Les ouvriers forestiers de toutes les catégories étaient engagés et payés directement par lui, sous la direction d'un homme de confiance, d'expérience éprouvée, le grand "foreman" qu'il se choisissait comme directeur des opérations. Il construisait les camps, nourrissait et logeait ses employés, les rémunérait directement. Aujourd'hui, le concessionnaire forestier de la couronne, de même que le propriétaire de "free hold", n'opère plus lui-

même. Il donne par contrat la coupe du bois, et nous en sommes arrivés au mode d'opération par le jobbeur et les sous-jobbeurs. Souvent, ces derniers subdivisent le sous-contrat qu'ils ont obtenu entre plusieurs petits jobbeurs. Ce sont ces jobbeurs, grands et petits, qui exécutent la coupe des bois. Quelques-uns établissent les magasins, les "vannes" où l'ouvrier forestier va s'approvisionner de tout ce dont il peut avoir besoin: outils, provisions, vêtements, tabac, cigarettes.

Ce sont eux, les jobbeurs, qui engagent les hommes: contremaîtres, bûcherons, cuisiniers, etc., et qui établissent les salaires, les conditions de travail, qui les paient directement, quand ils ont les moyens de le faire, ou qui les font payer par la compagnie ou le concessionnaire forestier, sur un certificat signé par eux. Ce sont encore eux qui nourrissent les hommes, construisent les camps pour les loger.

Comment procède le concessionnaire pour donner ses contrats de coupe? Après avoir décidé de l'endroit où il va procéder, il fait faire un examen de terrain par l'un de ses employés préposés à cette tâche, établit les peuplements et les quantités possibles, apprécie les difficultés d'opérations, de même que le coût probable des opérations. La compagnie est alors en état d'appeler le jobbeur et de lui offrir un contrat dans une forme générale qui varie peu entre les diverses compagnies, contrat qui est la plupart du temps accompagné d'une carte décrivant la superficie des opérations arrêtées. Le prix établi par la compagnie, qui tient compte des éléments déjà énumérés, est discuté par le jobbeur, puis, si les deux parties s'entendent, le contrat est signé. Règle générale, le contracteur ou jobbeur est connu de la compagnie qui l'a déjà employé.

La compagnie concessionnaire de la couronne est seule responsable vis-à-vis du gouvernement. C'est elle qui paie les droits de coupe, qui est responsable de l'observance des lois et règlements établis, qui paiera les pénalités pour infractions, etc. Aussi, dans l'établissement des stipulations du contrat, voit-elle à se protéger contre les délits que pourrait commettre le jobbeur et les autres aléas de l'entreprise. Le contrat de coupe principal porte souvent sur des quantités considérables: cordes de bois, billots, pieds mesures de planche. Les contrats entre certaines compagnies et leurs entrepreneurs ont été l'objet de critiques sévères dans certains cas.

M. le président, qu'il y ait des abus dans l'industrie forestière, cela est indéniable. Je croyais ces quelques explications nécessaires avant de commencer l'étude du bill. Je crois que la nomination

d'une commission forestière composée de deux membres pourra remédier aux abus qui ont pu se commettre et auxquels le gouvernement veut remédier, afin d'aider non seulement les bûcherons, mais aussi l'industrie forestière. C'est un abus de ne pas payer de salaire raisonnable. C'est un abus de ne pas loger les bûcherons convenablement.

**M. Guertin (Hull):** Quel est le salaire que l'honorable ministre trouve raisonnable?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Personnellement, je ne veux pas exprimer d'opinion. Je préfère laisser aux commissaires qui seront nommés le soin de déterminer le minimum de salaire.

**M. Guertin (Hull):** L'honorable ministre trouve-t-il qu'un salaire de \$18 à \$25 par mois est raisonnable?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Non.

**M. Guertin (Hull):** Vingt-cinq dollars par mois?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Avec la pension, cela se rapprocherait du salaire raisonnable et, si mon honorable ami monte encore, il y arrivera. Mais même les gens d'expérience ne s'accordent pas. Nous avons obtenu cette année un minimum de \$26 par mois. Aucune réduction dans les droits de coupe ne sera accordée si ce salaire de \$26 par mois n'est pas payé au cours des présentes opérations forestières.

(Applaudissements)

Je crois que cette entente sera respectée. Je regrette d'avoir retenu la Chambre si longtemps. J'ai confiance que la commission, qui devrait être composée d'hommes compétents, choisis en dehors de l'administration, du moins c'est mon avis, fera disparaître les abus que nous déplorons.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. le président, je n'ai pas l'intention de suivre l'honorable ministre dans les nombreuses pérégrinations forestières où il s'est aventuré cet après-midi, mais il convient tout de même de faire certaines mises au point qui s'imposent. Il a parlé tout d'abord de la nécessité où le gouvernement s'est trouvé de réduire les droits de coupe, pour accélérer les opérations forestières, pour pallier le chômage en une certaine mesure.

Mais ce qu'il a oublié de dire, c'est que si nous souffrons, dans la province de Québec, d'une surproduction des produits forestiers et d'une surcapitalisation des compagnies forestières, le gouvernement provincial en est responsable dans une très large mesure. Car le gouvernement nous y a poussés de toute façon, inconsidérément, sans prendre les précautions les plus élémentaires qui s'imposaient, pour établir l'exploitation forestière sur des bases logiques et raisonnables. Voyons en effet comment le gouvernement a procédé dans l'octroi des concessions forestières.

Le 30 janvier 1923, il accordait, à l'Ontario Paper Company, une concession forestière de 1,770 milles carrés, dans le bassin de la rivière Manicouagan. Et le ministre des Terres et Forêts décrétrait, dans le contrat, que la compagnie devait construire une usine d'une capacité de 100<sup>9</sup> tonnes de pulpe à papier par jour. Or, quand il décrétrait cette condition, le gouvernement n'avait aucun moyen de s'assurer de la capacité d'alimentation de la limite forestière.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Mon honorable ami sait-il que ce moulin n'a jamais été construit?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela ne change rien à l'esprit de prévision dont le gouvernement faisait preuve, puisqu'il ignorait les possibilités d'alimentation de cette concession. Les conditions de la vente n'ont pas été respectées. D'ailleurs, comment le ministre explique-t-il cette clause du procès-verbal que l'on retrouve d'ailleurs dans la majorité des contrats de ce genre: "Les enchérisseurs heureux ne devront pas s'imaginer qu'ils pourront se soustraire à certaines conditions des afferriages, tout particulièrement à celle concernant la construction obligatoire d'usines à pulpe ou à papier. Pour aucune considération, les conditions stipulées dans les avis de vente ne seront modifiées."

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

On a accordé un délai à la compagnie pour construire ledit moulin, délai qui expirera dans deux années d'ici.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au 30 novembre 1923, le gouvernement provincial a concédé à la F. W. Clarke, depuis l'Anglo Canadian Pulp & Paper Mills, Ltd., une concession forestière de 2,237 milles carrés, dans le bassin de la rivière Manicouagan. Or, on stipulait que, dans une période de cinq ans, la

compagnie devait construire une usine à pulpe et à papier d'une capacité quotidienne de 200 tonnes de pulpe et de 100 tonnes de papier, et porter la production de cette usine, avant l'expiration de sept années, à 200 tonnes de papier. Or, dans ce cas comme dans les autres, le gouvernement n'avait aucun plan d'aménagement pour se baser, aucun moyen de vérifier si les limites pouvaient fournir à une pareille production.

Le 29 juillet 1925, le gouvernement octroyait une concession forestière à la Port Alfred Pulp & Paper Corporation de 2,638 milles carrés sur la rivière Péribonka, et une autre concession de 991 milles carrés à la Belgo Canadian Paper Company sur la rivière Nikaubia. Or, dans chaque contrat, les concessionnaires devaient fabriquer de la pâte ou du papier à raison de 10 tonnes par 100 milles carrés de superficie, soit 360 tonnes par jour. Or, de nouveau, le gouvernement n'avait aucun plan d'aménagement ou inventaire pour se guider sur la capacité d'alimentation normale des limites.

Le 27 mars 1926, le gouvernement concédait à la Leaside Engineering Co., Ltd., une concession forestière de 1,000 milles carrés, sur la rivière Mistassini et sur la rivière aux Rats. Et le contrat stipulait que, dans les trois ans à suivre, la compagnie devait construire une usine d'une capacité minimum de 200 tonnes de papier et pâte par jour. Le 27 mars 1926, le gouvernement concédait à la Canadian International Paper Company Limited une concession forestière de 1,818 milles carrés sur les rivières Gatineau et Ottawa supérieur, et une autre limite de 200 milles carrés sur la rivière Gatineau, le même jour. Or, on stipulait que, dans les deux ans à venir, la compagnie devait fabriquer 450 tonnes de papier à journal par jour. Et, dans ce cas comme dans les autres cas, le gouvernement n'avait aucun plan d'aménagement ni inventaire pour savoir si la limite pourrait suffire à l'alimentation normale des usines.

Si l'on fait un calcul sommaire de ces divers contrats, on en arrive au fait que le gouvernement avait exigé par ses contrats une production quotidienne d'au moins 1,100 tonnes par jour. On se rend alors facilement compte pourquoi il y a eu surproduction inévitable dans l'industrie forestière, surproduction basée essentiellement sur l'incurie et la négligence du gouvernement, non seulement à s'enquérir si notre domaine forestier pourrait alimenter pareille production, mais si les marchés pourraient l'absorber.

Une autre raison de la surproduction a été le travail du dimanche dans l'industrie forestière, qui a augmenté la production d'au moins 15 %. Ainsi, le

gouvernement a amoncelé les ruines grâce à sa négligence et à son incurie. En même temps, il a dilapidé nos ressources naturelles. Et, en plus, il a provoqué et encouragé une surcapitalisation où nos compatriotes ont englouti leurs épargnes. À même nos forêts, à même nos ressources naturelles, on a permis à des spéculateurs d'édifier des fortunes colossales à notre détriment, à même le gaspillage de notre patrimoine. Et c'est ce que le ministre aurait dû dire dans les considérations qu'il a présentées à cette Chambre. Il aurait dû dire que, pendant que l'on dilapidait nos ressources naturelles, nous, de la province de Québec, nous n'avions qu'un seul avantage: couper le bois et le sortir de la forêt pour l'expédier sur les marchés. C'était tout ce qui nous restait d'avantage de l'utilisation de notre patrimoine national: y travailler comme bûcherons.

Est-il exagéré d'affirmer qu'au moins le gouvernement provincial aurait dû assurer à nos bûcherons, les descendants des pionniers canadiens-français, à ceux qui retiraient pour nous les seuls avantages de notre patrimoine, un traitement raisonnable? C'est cette politique du gouvernement qui a permis la législation de nos ressources naturelles et de l'épargne populaire par des spéculateurs sans scrupule. Pendant que ces spéculateurs s'enrichissaient, les descendants des pionniers de cette province, réduits au rôle de bûcherons, ne pouvaient même pas être payés convenablement. Là encore, le gouvernement a failli à son devoir.

Il est pénible, presque angoissant, d'entendre le ministre des Terres et Forêts, lui qui est chargé de la sauvegarde de nos ressources naturelles pour notre race et notre population, s'attacher non pas à dénoncer les injustices dont nos bûcherons ont été victimes, non à les réparer, mais chercher à défendre ceux qui ont exploité odieusement nos bûcherons. Sur un discours d'une heure et 50 minutes, il a consacré une heure et 35 à défendre ceux qui ont exploité les bûcherons. Est-il surprenant que nos bûcherons aient été victimes d'injustices? Et, pourtant, le ministre avait des témoignages non équivoques pour lui signaler le mal et son étendue.

L'honorable ministre a semblé ignorer les affirmations de M. Édouard Lacroix, député libéral de Beauce. M. Lacroix, marchand de bois, qui fait des affaires avec le département du ministre, lui qui sait ce qui se passe, a dénoncé de la façon la plus indignée le traitement dont nos bûcherons étaient victimes. Il a écrit à *L'Action catholique* que les bûcherons étaient maltraités, que 90 % des ouvriers travaillant en forêt ne gagnent que leur nourriture, bien qu'ils soient pères de famille: "Pourquoi ne

traitons-nous pas nos bûcherons comme on traite les bûcherons polonais et finlandais aux États-Unis?"

"Je viens de lire dans votre page éditoriale, écrivait M. Lacroix à M. Thomas Poulin<sup>10</sup>, un article sur la triste situation des bûcherons. Oui, la situation est bien triste et j'ajoute que ce sont des gens exploités sans que personne ne semble beaucoup s'en occuper. On emploie des milliers d'hommes dans les forêts de la province, actuellement, et 90 % de ces derniers ne font autre chose que gagner leur nourriture... Il est bien regrettable que nos compagnies forestières obtiennent des réductions de droits de coupe et le droit de couper sur les terrains de la couronne, sans qu'on oblige ces derniers à payer un salaire raisonnable à leurs ouvriers. Le résultat de ceci est que nos compagnies forestières se trouvent à obtenir le bois de la province de Québec à un prix excessivement bas, et que la confection dudit bois, faite dans les conditions spécifiées plus haut, se trouve à alimenter les industries forestières sur une base que personne ne peut concurrencer; puis on manufacture ces bois de papier dans les usines modernes et on jette le papier sur le marché américain à un prix qui entraîne totalement notre industrie à la ruine."

Et qui lance ces formidables accusations? Un adversaire du gouvernement, un inconnu? Non! C'est un ami du gouvernement, c'est un député libéral fédéral qui a dit cela, c'est un expert en choses forestières, un homme compétent s'il en est. Et, après cela, le ministre des Terres et Forêts vient défendre ceux qui ont exploité nos bûcherons, après un témoignage aussi irrécusable. Pendant plus d'une heure, l'honorable ministre des Terres et Forêts a tenté de prouver que nos bûcherons ont été en somme bien traités!

Le ministre a fait des comparaisons pour démontrer que, dans l'industrie du papier, il y a eu moins de faillites qu'ailleurs. Mais il aurait dû tenir compte des proportions, savoir qu'il n'y a que 51 moulins à papier au Canada. Le ministre a présenté un arrêté ministériel pour obliger les compagnies à payer un salaire raisonnable aux bûcherons. Cependant, tout à l'heure, il a été tout à fait incapable de dire au député de Hull en quoi consistait un salaire raisonnable pour les bûcherons.

L'honorable ministre des Terres et Forêts admet qu'il ne peut empêcher l'exploitation des bûcherons dans bien des cas, qu'il ne peut protéger, avec ses collègues, les ouvriers qui sont maltraités. Par ceci, il admet qu'il est incapable de protéger la population qu'il est sensé représenter. Avec tous les pouvoirs dont il dispose et qu'il s'est arrogés, le

gouvernement est incapable de protéger notre capital humain. Ceci vaut aussi pour les ouvriers, les cultivateurs, etc. C'est le plus bel aveu d'incompétence que j'aie entendu et que l'on puisse trouver contre le gouvernement.

Comment! Le gouvernement est impuissant à protéger notre capital humain. Du temps des conservateurs, ces conservateurs rétrogrades, le gouvernement bleu d'avant 1897, lui qu'on dénonce si souvent avec des risées, avait cependant trouvé un moyen efficace et utile pour protéger les bûcherons. On avait amendé le Code civil pour donner le droit aux bûcherons de saisir le bois coupé des entrepreneurs et même des sous-entrepreneurs pour se payer. Et je défie qu'on me contredise sur ce que j'avance. C'était une mesure plus juste que celle qui nous est présentée. Plusieurs années plus tard, un gouvernement différent a permis au capital étranger d'exploiter les forêts et la population d'une manière odieuse, le résultat étant qu'aujourd'hui les forêts ne servent pas au bénéfice des gens, mais à leur exploitation.

Ainsi, le vieux gouvernement conservateur avait trouvé un moyen de remédier efficacement au mal, non pas en instituant une commission qui est un simple bureau de statistique, commission de deux membres, dont l'un peut dire blanc et l'autre noir et qui n'aboutit à rien, commission créée pour constater le décès plutôt que de guérir le mal. Ce n'est pas avec une commission de deux membres qui peuvent se contredire et se bloquer mutuellement, commission inopérante, inefficace à soulager les bûcherons, sans pouvoir, que le gouvernement rétablira la situation infortunée à laquelle nous devons faire face. La loi des conservateurs date de 1894, et le gouvernement aurait dû s'en inspirer, au lieu de nous présenter le résultat de désastres nationaux, de dilapidation de nos richesses naturelles.

Le gouvernement, étant seulement le fidéicommissaire de nos biens, a mal vu à l'administration de notre patrimoine. Les lois disent que celui qui est chargé d'administrer les biens d'autrui et les gaspille est passible de prison. Or, le gouvernement a chargé le ministre d'administrer nos ressources naturelles. Il doit être le rempart de notre patrimoine, son grand défenseur. Il a laissé, hélas, exploiter notre population à même nos ressources naturelles. Il est malheureux qu'un homme portant un tel grand nom agisse de cette manière.

Il est le fidéicommissaire de forêts magnifiques devant assurer la survivance de la race, et l'exploitation de ces forêts au bénéfice d'autres personnes met le gouvernement dans une situation de

bris de confiance. Les mérites de la législation proposée pourront être discutés plus tard, lorsque le bill arrivera, mais j'exprime le souhait que le gouvernement fasse ce qu'il peut à cette heure tardive pour réparer ses erreurs du passé, en proposant une législation qui mettrait un terme à l'exploitation injuste du patrimoine national québécois et verrait à ce que la population soit traitée avec un peu plus de justice. Je souhaite qu'on fasse quelque chose pour le futur, même si le gouvernement n'a pas le courage de réparer les erreurs du passé.

L'honorable ministre, qui est le fils d'un homme dont nous respectons la mémoire, d'un grand patriote, a essayé pendant 10 minutes de nous prouver que nous n'avions pas de bûcherons compétents. L'honorable ministre, qui porte un grand nom, fils d'un grand homme, contre qui les conservateurs ont eu à se battre quelquefois, mais dont ils reconnaissaient comme un grand patriote qui voulait préserver le patrimoine national de son pays, déprécie ses compatriotes en disant qu'ils ne sont pas capables de couper le bois d'une façon convenable.

Heureusement, il reste des lois qui n'ont pas été sabotées. Ces lois protègent le patrimoine national que le gouvernement a essayé d'exploiter au détriment de la population. Je regrette les remarques de l'honorable ministre et je demande au gouvernement de nous présenter au moins une loi pour réparer son incurie, son imprévoyance et ainsi empêcher la répétition des abus à l'avenir. Je demande maintenant à l'honorable ministre de bien vouloir me montrer la lettre dont il a parlé.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

J'ai dit à mon honorable ami que je la lui donnerais dès que je pourrais me rendre à mon bureau.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je donne à l'honorable ministre le conseil amical de nous donner cette lettre, sinon l'opposition fera valoir tous ses droits.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

J'ai entendu ça avant aujourd'hui.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et ça a réussi aussi.

**M. Guertin (Hull)** critique le ministre pour ne pas avoir déposé un rapport fait par M. Maxime Morin, officier judiciaire au département des Terres

et Forêts, à propos des troubles récents dans un camp de bûcherons à Rouyn, et aussi pour avoir dit que le rapport n'avait pas encore été reçu, alors qu'il a pu le voir dans les journaux le jour même.

La Chambre, dit-il, ne peut étudier la mesure du gouvernement sans avoir en sa possession les rapports des enquêteurs nommés par le gouvernement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous voulons avoir les rapports des enquêteurs avant d'adopter les résolutions.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** dit qu'il faisait référence à un rapport fait par des enquêteurs de son propre département, et non à l'enquête de M. Morin faite pour le procureur général.

**M. Guertin (Hull):** La Chambre aurait dû obtenir le rapport Morin avant le public. Ce n'est pas la première fois qu'on se moque de la Chambre en donnant aux journaux des rapports ou autres documents, avant qu'ils ne soient déposés.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous demandez les documents au minot, mais le député de Hull n'a pas demandé le rapport. C'est étrange que vous n'ayez pas demandé le rapport de M. Morin. Nous l'avons publié dans les journaux pour que le grand public en prenne connaissance et parce qu'il était intéressé. Nous le déposerons ce soir.

**Des membres de l'opposition** veulent savoir si les résolutions seront poursuivies en soirée.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oui, mais la Chambre ne siégera pas avant neuf heures.

**M. Guertin (Hull)** fait remarquer que le lieutenant-gouverneur a invité les journalistes de la galerie de la presse, qui sont les invités principaux, et les députés à dîner à Spencer Wood. Le premier ministre devrait respecter la courtoisie qui veut qu'on tienne compte des désirs exprimés par Son Excellence.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-il de courtoisie envers Son Excellence d'insister sur un débat important, alors que ceci impliquerait que les journalistes doivent renoncer à leur dîner par sens du devoir?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande si la séance peut être reprise à une heure plus tardive que d'habitude, après le dîner, car plusieurs des députés

intéressés par la législation sur les bûcherons sont invités à Spencer Wood. Il insiste que, s'il n'obtient pas l'assurance du premier ministre que le débat ne sera pas repris pendant son absence, il n'ira pas au dîner.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Les journalistes ne sont pas de gros mangeurs et, généralement, ils sont assez frugaux. La session est en retard. Le gouvernement ne demande pas de faveur à l'opposition, et s'il le faisait, il n'en recevrait pas. L'opposition devrait être tout aussi capable de s'organiser. La Chambre va siéger quand même, mais la séance commencera quand le dîner aura pris fin. La Chambre pourrait reprendre ses travaux à 9 h 15.

**M. Guertin (Hull)** propose que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen et qu'il désire la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance<sup>11</sup>.

#### **Charte de Laval-des-Rapides**

**M. Fillion (Laval)** propose, appuyé par représentant de Compton (M. Duffy), que toutes les règles se rapportant aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés soient suspendues; qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte; que ladite pétition soit lue et reçue à la présente séance; que l'article 498 du Règlement soit suspendu; qu'il lui soit permis de présenter le bill 116 modifiant la charte de la ville de Laval-des-Rapides, comme s'il avait été déposé dans les délais prescrits par l'article 497 dudit Règlement et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Adopté.

#### **Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue.

- de la ville de Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**M. Filion (Laval)** présente, en conséquence, le bill 116 modifiant la charte de la ville de Laval-des-Rapides.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

### **Reprise de la séance à 9 h 15**

#### **Maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 88 concernant la Maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession Fortunate Blanchard**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 98 concernant la succession de feu dame Fortunate Blanchard.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi des cités et villes, article 123**

**M. Bédard (Québec)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 163 modifiant l'article 123 de la loi des cités et villes.

Adopté.

#### **En comité:**

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 123 de la loi des cités et des villes, Statuts refondus, 1925, chapitre 102, est modifié en en remplaçant les mots: "et ceux qui ont agi comme tels dans les douze mois précédents", dans les première et deuxième lignes du paragraphe 7, par les mots: "agissant comme tels dans la municipalité, et ceux qui y ont agi comme tels dans les douze mois précédents."

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'objectif du bill concerne le cas où, par exemple, un homme possède un hôtel ou une taverne à Montréal, mais habite Westmount. Il n'y a pas de raison valable pour laquelle il ne pourrait avoir le droit de se présenter au conseil de ville de Westmount, si ses autres qualifications sont bonnes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le bill pourrait se révéler un précédent dangereux.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bédard (Québec)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Rachat de terrains détenus par contrat de louage**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 65 concernant le rachat de terrains détenus en vertu d'un contrat de louage, d'un bail à rente ou constitué dans certains districts électoraux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.



**Dépôt de documents:****Grève de bûcherons  
à Rouyn**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de MM. Maxime Morin et Louis Morin au sujet d'une grève de bûcherons à Rouyn. (Document de la session no 70)

**Adoption  
de Rosa Mongrain**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dugas), que toutes les règles se rapportant aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés soient suspendues; qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Gustave Hardy demandant l'adoption d'une loi légalisant l'adoption de Rosa Mongrain; que ladite pétition soit lue et reçue à la présente séance; que l'article 498 du Règlement soit suspendu; qu'il lui soit permis de présenter le bill 117 concernant l'adoption de Rosa Mongrain, comme s'il avait été déposé dans les délais prescrits par l'article 497 dudit Règlement et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Adopté sur division.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Gustave Hardy demandant l'adoption d'une loi légalisant l'adoption de Rosa Mongrain.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** présente, en conséquence, le bill 117 concernant l'adoption de Rosa Mongrain.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Qualité d'électeur  
municipal**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 182 modifiant le Code municipal relativement à la qualité d'électeur soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Mécaniciens de  
machines fixes**

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 25 modifiant la loi relative aux mécaniciens de machines fixes.

Adopté.

**En comité:**

Le comité étudie le nouvel article 1, qui se lit comme suit:

"1. Le titre de la version anglaise de la loi des mécaniciens de machines fixes (Statuts refondus, 1925, chapitre 184) est modifié en remplaçant les mots "stationary engineers", par les mots: "stationary enginemen".

M. le président, je me suis inspiré du dictionnaire Oxford. Il est important d'établir clairement que les ouvriers en question ne sont pas des ingénieurs au sens propre du mot, mais des mécaniciens de machines fixes.

Le nouvel article 1 est adopté.

Les articles 2 à 6 sont adoptés.

Le comité étudie le nouvel article 7, qui se lit comme suit:

"7. Dans la version anglaise de la loi des mécaniciens de machines fixes et ses amendements, les mots "stationary engineers", "stationary engineer", "engineers", et "engineer" sont remplacés respectivement par les mots "stationary enginemen", "stationary engineman", "enginemen" et "engineman".

Le nouvel article 7 est adopté.

Les articles 8 et 9 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements, dont un au titre de la version anglaise de la loi des mécaniciens de machines fixes (S.R., 1925, chapitre 184).

Les amendements sont lus deux fois.

Il est ordonné que l'adoption des amendements soit remise à la prochaine séance.

### **Salaire minimum des femmes**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 33 modifiant la loi du salaire minimum des femmes.

#### **En comité:**

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. L'article 12 de ladite loi, tel que remplacé par les lois 20 George V, chapitre 46, section 4, et 23 George V, chapitre 39, section 2, est de nouveau remplacé par le suivant:

"12. Tout patron qui contrevient à la présente loi, à un arrêté en conseil adopté sous l'autorité d'icelle, ou à une disposition quelconque d'une ordonnance de la commission, est passible, en sus des frais, pour la première infraction, d'une amende de pas moins de cinquante dollars, mais n'excédant pas deux cents dollars, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de pas moins d'un mois, et de pas plus de deux mois, et pour toute infraction subséquente, en sus des frais, d'une amende de pas moins de cent dollars, mais n'excédant pas trois cents dollars, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de pas moins de deux mois mais n'excédant pas trois mois."

#### **L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):**

Nous voulons rendre les violateurs de la loi passibles d'une amende n'excédant pas \$300.

**M. Plante (Montréal-Mercier):** Je propose d'ajouter un amendement à ce projet de loi, afin de permettre aux tribunaux de punir de la prison les employeurs qui violeront cette loi du salaire minimum des femmes à trois reprises. L'employeur qui récidive sciemment trois fois consécutives mérite la prison parce qu'il ne veut pas évidemment se conformer à la loi.

Je propose que l'article 4 soit modifié et que le paragraphe suivant soit ajouté à la suite du premier:

"Pour la troisième offense, le patron ou, si c'est une corporation, le gérant ou tout officier ou employé remplissant les fonctions de gérant, et tout directeur, ayant sciemment participé à trois offenses, sera passible, sur conviction sommaire de trois mois de prison."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'appuie de tout cœur la proposition du député de Montréal-Mercier. Inutile de passer des lois pour instituer le salaire minimum des femmes, si on n'y met pas une sanction suffisante. Il en est qui ont besoin de la prison pour apprendre à respecter les lois. Le gouvernement donne de la prison au sujet de lois bien moins importantes. Il faut protéger efficacement les travailleuses.

**M. Guertin (Hull):** Cette loi arrive à son heure. Les témoignages qui se donnent à l'enquête d'Ottawa démontrent bien que l'on exploite le travail de la femme un peu partout au Canada. M. Gustave Franco<sup>12</sup> dit, le jour même dans les journaux, combien nombreuses sont les violations de cette loi qu'on discute en ce moment. Nous devrions accepter l'amendement présenté par l'honorable député de Montréal-Mercier (M. Plante). Il faut avoir en vue les profits que les transgresseurs de la loi accumulent. Mais je suis tout de même d'avis que trois mois, c'est un peu long.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Je trouve cela un peu sévère aussi. Cette année, le gouvernement a augmenté considérablement la sanction contre les patrons qui ne payent pas leurs employées suivant les stipulations de la loi. Je crois, dans les circonstances, que l'amendement de député de Montréal-Mercier n'est pas nécessaire.

**M. Plante (Montréal-Mercier):** Afin de rencontrer les objections, je veux modifier mon amendement de façon à ce que la troisième offense dans la même année entraîne un emprisonnement ne dépassant pas un mois.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** J'ai ici des témoignages de jeunes filles qui ont été exploitées par leur employeur. Je félicite l'honorable député de Montréal-Mercier et j'approuve son amendement.

**M. Béique (Chambly):** Le gouvernement devrait voir à ce que le nombre des heures de travail inscrit corresponde bien au salaire que reçoit l'employée.

**M. le président:** L'article 4 est modifié et le paragraphe suivant est ajouté à la suite du premier:

"Pour la troisième offense, le patron ou, si c'est une corporation, le gérant ou tout officier ou employé remplissant les fonctions de gérant, et tout directeur, ayant sciemment participé à trois offenses en un an, sera passible, sur conviction sommaire, d'un mois de prison."

L'amendement est adopté.  
L'article 4, ainsi amendé, est adopté.

**M. Plante (Montréal-Mercier):** Je voudrais aussi que l'employée qui a été lésée puisse recouvrer, sans déboursé, le salaire dont elle a été privée, cet argent faisant partie de l'amende et devant être remis à l'employée.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est impossible. Les cours criminelles n'ont pas juridiction en matière civile.

**M. Plante (Montréal-Mercier):** Alors, je retire mon amendement à regret.

L'article 5 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

La séance est levée à 11 heures.

## NOTES

1. Honoré Mercier fils fut ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de 1914 à 1919 et ministre des Terres et Forêts de 1919 à 1936.

2. Le PMP (pied mesure de planche) est une mesure de bois scié qui correspond à une planche de 1 pouce d'épaisseur par 1 pied de largeur par 1 pied de longueur.

3. Dans leur édition du 2 mars 1934, *L'Événement*, à la page 3, écrit que M. Mercier et M. Taschereau "conversent ensemble pendant quelques minutes", tandis que *L'Action catholique*, à la page 10, mentionne que le ministre des Terres et Forêts "parle tout bas au ministre de la Colonisation (M. Laferté)". Ce sera ce dernier qui ira chercher la lettre en question.

4. Cette remarque du premier ministre fait allusion aux différends de l'opposition où, depuis l'élection de M. Duplessis comme chef du Parti conservateur,

"on ne se parle pas toujours entre voisins". Voir *L'Action catholique* du 2 mars 1934, à la page 10.

5. Un analgésique ou calmant.

6. Les sous-traitants forestiers sont communément appelés les "jobbers".

7. Il s'agirait plutôt de 782 femmes, selon *L'Événement* du 2 mars 1934, à la page 4.

8. Franc-alleu: Terre de pleine propriété, affranchie de toute obligation ou redevance.

9. Il s'agirait de 200 tonnes, selon *L'Événement* du 2 mars 1934, à la page 4.

10. Thomas Poulin fut secrétaire de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C.) et rédacteur à *L'Action catholique*.

11. Cependant, à la reprise des travaux à 9 h 15, le comité ne poursuivra pas l'étude des résolutions relatives au bill 44.

12. Gustave Francq (1871-1952), dont le métier de typographe l'amena à militer au sein de l'Union des typographes et par la suite au Conseil des métiers et du travail de Montréal (CMTM) et au Conseil des métiers et du travail du Canada (CMTC), fonda le journal syndical *Le Monde ouvrier* et participa à la formation de la plus grande centrale syndicale québécoise, la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ). Il fut candidat défait du Parti ouvrier aux élections provinciales de 1908.



Séance du vendredi 2 mars 1934

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 20.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 46 modifiant le Code municipal;
- bill 49 modifiant la loi des cités et villes.

**Droits annuels ou taxes  
de certains commerces**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** demande, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dugas), la permission de présenter le bill 184 modifiant la loi des cités et villes relativement aux droits annuels ou taxes sur certains commerces.

Les cités et villes peuvent imposer une taxe de \$200 annuellement à toute compagnie d'assurances faisant affaires sur son territoire. Actuellement, les municipalités ont ce pouvoir en ce qui concerne d'autres types de compagnies, toujours à condition que les taxes payées par les non-résidents ne soient pas plus de 50 % plus élevées que celles des compagnies résidentes. Cependant, la taxe ne s'appliquait pas, jusqu'à maintenant, aux compagnies d'assurances.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi du salaire minimum  
des femmes**

**Un député** pour **M. Guertin (Hull)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Fauteux), la permission de présenter le bill 185 modifiant la loi du salaire minimum des femmes.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Venant du député de Hull, ça devrait être un bon projet de loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça devrait.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code municipal,  
article 227**

**M. Bédard (Québec)** demande, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Saurette), la permission de présenter le bill 186 modifiant l'article 227 du Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Dépôt de documents:****Lettre du curé Poirier de Duhamel,  
au gérant de la compagnie  
Singer à Thurso**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** M. l'Orateur, avant que la Chambre passe à l'ordre du jour, je désire produire la lettre dont j'ai cité des extraits hier, au cours de mon discours, ainsi que je l'avais promis au chef de l'opposition.

Il (l'honorable M. Mercier fils) dépose sur le bureau de la Chambre copie d'une lettre de M. l'abbé F. Poirier, curé de Duhamel, à M. P.-B. Bourget, gérant de la compagnie Singer, à Thurso, en date du 2 février 1934. (Document de la session no 71)

**Questions et réponses:****Publicité payée  
au *Journal d'agriculture***

**M. Élie (Yamaska):** À combien s'élève la publicité payée ou due par chacun des ministères du gouvernement de la province au *Journal d'agriculture* durant: a. juillet 1933; b. août 1933; c. septembre 1933; d. octobre 1933; e. novembre 1933; f. décembre 1933?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Rien.

**Montants des achats  
faits à la Coopérative fédérée de Québec**

**M. Élie (Yamaska):** À quel montant s'élèvent les achats de marchandises faits à la Coopérative fédérée de Québec par chacun des ministères de la province durant l'année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1932 et finissant le 30 juin 1933?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** \$129,562.91.

**Entretien des chemins d'hiver  
sur la route Dorion-frontière de l'Ontario**

**M. Élie (Yamaska):** Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1933 au 31 janvier 1934 inclusivement, de quelle date à quelle date le gouvernement de la province a-t-il entretenu les chemins d'hiver pour la circulation des véhicules-moteurs sur la route Dorion-frontière de l'Ontario (route No 2)?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le département de la Voirie entretient comme chemins d'hiver la route Dorion-rivière Beaudette depuis le 21 décembre 1933.

**Montant non placé des  
fonds d'amortissement de la dette**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelle était, à la fin de chaque mois écoulé depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1932, le montant non placé des fonds d'amortissement de la dette de la province?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1932: juillet, \$76,234.01; août, \$73,415.33; septembre, \$94,170.33; octobre, \$92,303.43; novembre, \$92,303.43; décembre, \$91,824.68.

1933: janvier, \$91,824.68; février, \$89,822.28; mars, \$89,822.28; avril, \$91,035.98; mai, \$97,586.33; juin, \$1,630,532.15; juillet, \$1,518,001.75; août, \$1,518,001.75; septembre, \$958,151.25; octobre, \$958,173.87; novembre, \$909,867.82; décembre, \$901,500.79.

1934: janvier, \$891,236.74.

**Comptes de banque soutirés,  
1933-1934**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Relativement à la réponse du gouvernement, en date du 23 février 1934, et se rapportant aux comptes de banque de la

province, qui ont été soutirés pendant 339 jours, dans moins d'un an, savoir du 10 février 1933 inclusivement au 29 janvier 1934 inclusivement:

1. Quelles sont les dates auxquelles les comptes de banque de la province n'ont pas été soutirés pendant la période de temps mentionnée ci-dessus?

2. Quels sont les 80 jours mentionnés dans ladite réponse du gouvernement en date du 23 février 1934?

3. À combien se chiffre le total des intérêts payés au taux de 5½ % au sujet desdits comptes soutirés pendant ladite période de temps?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. 30 juin 1933; 1<sup>er</sup> juillet 1933; 2 juillet 1933; 3 juillet 1933; 4 juillet 1933; 5 juillet 1933; 6 juillet 1933; 7 juillet 1933; 8 juillet 1933; 9 juillet 1933; 10 juillet 1933; 4 août 1933; 5 août 1933; 6 août 1933; 7 août 1933.

2. Du 10 février 1933 au 30 avril 1933, les deux inclusivement.

3. \$61,231.61.

**Emprunts temporaires  
sur bons du Trésor, 1932-1933**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** 1. Les \$32,000,000 que le trésorier de la province a empruntés temporairement sur bons du Trésor, pendant l'exercice 1932-1933, ont-ils été versés au fonds consolidé du revenu?

2. Sinon, à quel fonds ont-ils été versés?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. Oui.

**Dépenses du bureau  
de l'Imprimeur du Roi, 1932-1933**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** 1. Les \$61,921.16 qui paraissent avoir été dépensés par le bureau de l'Imprimeur du Roi, pendant l'exercice 1932-1933, ont-ils été payés à même le fonds consolidé du revenu?

2. Sinon, à même quel fonds ont-ils été payés?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. Oui.

**Profits de la vente des timbres de loi,  
1932-1933**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** 1. Les \$773,572.56 de recettes provenant de la vente des timbres de loi pendant l'exercice 1932-1933, ont-ils été versés au fonds consolidé du revenu?

2. Sinon, à quel fonds ont-ils été versés?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. Oui.

#### **Dépenses pour le pont Montréal-Longueuil**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** 1. La somme de \$150,000 qui, d'après les *Comptes publics* de 1932-1933, paraît avoir été dépensée pour couvrir la partie du déficit des opérations du pont Montréal-Longueuil, pour l'année 1932, a-t-elle été payée à même le fonds consolidé du revenu?

2. Sinon, à même quel fonds?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. Oui.

#### **Sommes payées pour asiles et écoles de réforme, 1932-1933**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** 1. Les \$583,764.49 que les municipalités ont payés et les \$95,484.61 que les patients ont payés, au gouvernement, pour les asiles d'aliénés et les \$146,961.95 que les municipalités ont payés au gouvernement pour les écoles de réforme, pendant l'exercice 1932-1933, ont-ils été versés au fonds consolidé du revenu?

2. Sinon, à quel fonds ont-ils été versés?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. Oui.

#### **Vérification des comptes recevables par Price, Waterhouse & Co.**

**M. Guertin (Hull):** 1. Sur quelles données, MM. Price, Waterhouse se sont-ils basés pour arriver aux montants de réserve pour sommes non percevables, comprises dans les comptes recevables, tel que mentionné aux *Journaux de l'Assemblée législative* du 21 février 1934?

2. Le gouvernement a-t-il demandé à ces vérificateurs de leur fournir un état détaillé de ces montants?

3. Sinon pourquoi?

4. Comment pourra-t-il juger des montants à écrire pour mauvaises dettes, sans ces renseignements?

5. Par qui et depuis quelles dates sont dus les 10 plus anciens comptes à percevoir pour chacun des ministères mentionnés dans la question apparaissant aux *Journaux de l'Assemblée législative* du 21 février 1934?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. 2. 3. 4. et 5. On a demandé à MM. Price, Waterhouse & Co. d'agir comme vérificateurs indépendants et au gré de leur jugement dans l'appréciation des valeurs recevables; c'est pourquoi nous n'avons pas ces détails. Le gouvernement s'en rapportera au jugement de ses propres officiers quant à la portion assignée pour les mauvaises créances.

#### **Fermes achetées par le gouvernement pour promouvoir le retour à la terre**

**M. Guertin (Hull):** 1. Combien de fermes ont été achetées par le gouvernement de cette province depuis la mise en vigueur de la loi pour promouvoir le retour à la terre chapitre 41, 22 George V?

2. Quelle somme globale le gouvernement a-t-il déboursée à cet effet?

3. Ces terres, achetées par le gouvernement, ont-elles été vendues?

4. Dans l'affirmative, le gouvernement en a-t-il disposé au prix d'achat?

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** 1. 264.

2. \$19,808.87.

3. Oui.

4. Non; \$0.30 de l'acre.

#### **Droits perçus conformément à la loi des licences**

**M. Guertin (Hull):** 1. Quels ont été les droits perçus en 1932-1933: *a.* dans le comté de Hull; *b.* dans le comté de Gatineau, pour les licences de lieux d'amusements, conformément à la loi des licences de Québec?

2. Quels ont été les droits perçus en 1932-1933: *a.* dans le comté de Hull; *b.* dans le comté de Gatineau, pour les licences de pistes de course et les droits d'entrée aux pistes de courses, conformément à la loi des licences de Québec?

3. Quel a été le revenu en 1932-1933, dans le comté de Gatineau, provenant des honoraires de l'enregistrement des appareils employés pour les paris ou gageures sur les pistes de courses et les droits imposés sur lesdits paris ou gageures, conformément à la loi des licences de Québec?

4. Quels ont été les droits du pauvre perçus en 1932-1933: *a.* dans le comté de Hull; *b.* dans le comté de Gatineau, en vertu des dispositions de la section VI, chapitre 189, du volume III des Statuts refondus, 1925, article 49?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. 2. 3. et 4. Les livres de comptes au Bureau du revenu, département du Trésor, ne sont pas tenus par comtés, mais par districts de revenu pour ces perceptions et pour les fins de la loi des licences, chapitre 25, Statuts refondus Québec, 1925, auxquelles elles se rapportent.

1. Dans le district de revenu de Hull, les droits perçus et remis au trésorier de la province, en 1932-1933, pour les licences de lieux d'amusements, conformément à la loi des licences de Québec, ont été de \$357.80.

2. Dans le district de revenu de Hull, les droits perçus et remis au trésorier de la province, en 1932-1933, pour les licences de pistes de courses, ont été de \$7,010, et pour les droits d'entrée aux pistes de courses, de \$3,556.22.

3. Dans le district de revenu de Hull, le revenu en 1932-1933, provenant des honoraires de l'enregistrement des appareils employés pour les paris ou gageures sur les pistes de courses, ont été de \$200, et pour les droits imposés sur lesdits paris ou gageures, de \$38,365.36, ce dernier montant étant sujet à une remise de 50 %.

4. Dans le district de revenu de Hull, les droits du pauvre, y compris la surtaxe, perçus en 1932-1933, ont été de \$15,810.32, dont \$9,317.44 ont été remis soit au secrétaire de la province, soit au trésorier de la province, suivant la loi.

#### **Éligibilité aux charges municipales**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 167 modifiant les Statuts refondus, 1925, et le Code municipal, concernant l'éligibilité aux charges municipales.

Adopté.

#### **En comité:**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le projet donne force légale à la jurisprudence et ainsi permet à un conseiller municipal de faire affaire avec la municipalité, selon les prix du marché, selon la pratique habituelle et de bonne foi, sans être déqualifié par le fait même.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un mauvais précédent que l'on va créer. Cette loi pourrait prêter à des abus, surtout dans un temps de

chômage. Un maire de la région des Trois-Rivières est en prison pour trois mois, s'étant rendu coupable de détournement de fonds. Un conseiller municipal ou un maire ne devrait pas avoir, en même temps, le droit de donner des contrats et celui de les remplir. Cela pourrait mener à un conflit entre le devoir et l'intérêt personnel. Toutefois, je n'aurais pas d'objections lorsque le conseiller serait en même temps le seul marchand de la localité.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** En demandant à la Chambre de passer cette loi, je n'ai évidemment pas l'intention de lui demander d'encourager les abus, mais simplement de clarifier certaines conditions selon lesquelles un maire ou un conseiller d'une municipalité rurale peut faire affaire avec la ville. Le principe de la loi a été reconnu par la jurisprudence. Toutefois, lors d'un récent jugement, un maire fut déqualifié pour avoir vendu au comptoir, le magistrat décrétant que le maire n'avait fait rien d'illégal, mais que la loi lui défendait une telle pratique. Cependant, la jurisprudence, depuis 1883, permettait ces ventes. Sir François Lemieux et le juge Loranger ont rendu, dernièrement, des jugements qui ne concordent pas. Il s'agit d'harmoniser la jurisprudence qui est contradictoire sur le droit du marchand.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La jurisprudence proclame l'opportunité de la loi actuelle. La changer amènerait à des abus.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je pense comme l'honorable chef de l'opposition que ce projet présente des dangers. En comité, la majorité était hostile au bill. Il y a du pour et du contre dans la loi. Il est vrai que le maire ou le conseiller qui vendrait au comptoir ne commettrait pas un grand mal. Mais, avec le chômage, où on fait de grandes distributions de secours directs fournis par les marchands qui sont payés par la municipalité, les villes ont besoin d'acheter davantage. La tentation deviendrait trop forte pour le marchand-échevin de profiter et d'abuser de sa position, même aux prix du marché actuel.

Je ne crois pas qu'on devrait exposer ces marchands à une telle tentation. Il y a déjà assez d'ennuis avec le chômage, de tentations de toutes sortes, de fraudes même. La règle était sage dans le passé, elle l'est encore plus maintenant à cause du chômage et de la crise. Quand la crise sera finie et qu'il n'y aura ni chômage ni secours directs, le député de Rivière-du-Loup pourra présenter encore son bill, et je lui souhaite du succès. Je crois que, dans le



moment, il faut garder le statu quo. Si la loi a été bonne dans le passé, elle l'est encore. Je propose que le président quitte maintenant le fauteuil et que le comité se lève<sup>1</sup>.

Adopté.

### **Bons, obligations et débentures**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 174 relatif à l'émission de bons, obligations et débentures soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet, d'une extrême importance, a pour but de mettre fin aux abus criants de la surcapitalisation, qui ont été commis dans le passé, à des pratiques financières, au profit de quelques pirates de la finance qui ont fait perdre beaucoup d'argent à nos compatriotes. Des choses lugubres ont été faites à cause de cette surcapitalisation.

Il s'agit d'empêcher l'émission de débentures sur les biens futurs, contraire aux éléments et aux fondements de la loi. On ne ferait ainsi que revenir aux principes établis par le Code civil, article 778. Notre Code civil décrète que l'on ne peut engager les biens futurs que par contrat de mariage, par donation ou par testament, où évidemment il ne peut être question que de biens futurs. Or, les lois de la province de Québec permettent l'émission de débentures sur des biens futurs, c'est-à-dire des biens qui n'existent pas.

La débenture est une hypothèque et doit être basée sur des biens existants. Ce principe s'appuie sur plusieurs années de législation civile. L'émission de débentures sur les biens futurs est le plus grave danger que l'on puisse faire courir à l'épargne, ce grand facteur indispensable au progrès, réservoir pour les développements industriels et commerciaux. Car si on permet d'émettre des obligations, débentures, etc., sur des biens qui n'ont jamais existé et n'existent pas, des faiseurs, des "schemers" sans scrupules, ont beau jeu pour lancer mille projets sans valeur réelle et de rafler l'épargne d'un public trop confiant, alors qu'eux ne risquent rien.

N'est-ce pas dans une certaine mesure l'aventure de la faillite de la Canada Power and Paper Company? On a englouti des millions de l'épargne populaire dans des entreprises qui ne valaient rien. L'épargne du peuple est à la base de notre économie. Cette base a été ébranlée par des spéculateurs sans scrupules.

Il est anormal d'émettre des débentures sur des biens inexistants. On constitue ainsi une hypothèque qui ne devrait être prise que sur des biens existants. La pratique du mouillage des stocks ruine non seulement l'épargne, mais le crédit des compagnies saines, celles qui ne vendent que des débentures sur des biens qui existent ou des actions dignes de la confiance du public. Nos ouvriers et nos agriculteurs se sont laissé prendre à des appâts qu'on n'aurait pas dû leur laisser tendre.

Cette loi, non seulement rend aléatoire la solidité des garanties sur débentures, puisque celles-ci reposent sur des biens inexistants qui n'existeront peut-être jamais, mais elle compromet également les intérêts des actionnaires. En effet, plus on émet de débentures sur des biens imaginaires, moins les ouvriers et cultivateurs, à qui très souvent on vend les actions ordinaires, auront de chances de jamais récupérer leur capital. La loi permet le mouillage des débentures. Du moment qu'il est possible d'émettre des débentures sur des biens inexistants, la limite de ceux-ci est indéfinie et n'a de bornes que la décision des lanceurs de l'affaire.

Par la loi que nous proposons, nous voulons prévenir les abus actuels. Le gouvernement ne veut pas réparer le passé, mais qu'il prenne au moins les mesures de prévenir les mouillages futurs! Le Code criminel condamne celui qui prête à plus de 12 %. À plus forte raison, ceux qui émettent des stocks à des intérêts de 300 %, 400 % ou 600 % sont-ils coupables. Le projet que je présente a pour but de protéger l'épargne populaire contre le mouillage des hypothèques et le mouillage des débentures. Notre devoir comme législateurs est de créer cette protection.

On dira que les autres provinces n'ont pas une loi semblable et qu'il vaut mieux attendre. Mais, depuis quand Québec doit-il attendre l'agrément des autres provinces pour remédier à un mal et bonifier une loi? D'ailleurs, le gouvernement a le pouvoir et le devoir d'obliger les compagnies qui exploitent, par exemple, nos ressources naturelles, à s'incorporer en vertu de nos lois. On dira que, si nous améliorons nos lois, les compagnies s'en iront ailleurs. Cet argument ne vaut rien.

Occupons-nous d'améliorer notre législation. Il n'est pas nécessaire d'attendre les appoints des autorités des autres provinces. Nos compagnies sont incorporées selon les lois provinciales. Donc, le gouvernement a le droit, de même que le devoir, de modifier les lois pour que ces incorporations ne permettent pas les taux usuraires. Le capitalisme est vicieux et il doit être corrigé. Québec devrait se faire un honneur de prendre l'initiative de cette correction.

Il (M. Duplessis) revient sur les abus commis par les compagnies d'utilité publique. Me sera-t-il permis de rappeler ici l'opinion d'un homme éminent, ancien doyen de la faculté de médecine de l'Université Laval, enlevé prématurément à la science médicale, M. le Dr Arthur Rousseau, qui, dans des lettres aux journaux, a dénoncé cette pratique d'émettre des obligations sur des biens futurs. Le Dr Rousseau, le 27 juillet 1932, écrivait dans *L'Action catholique*:

"Pour toute âme droite, l'accaparement, à la faveur de la détresse des porteurs de débiteures, de la moindre part des biens de la compagnie (Donnacona Paper Co.) qui n'est pas vraiment sienne, serait un vol odieux. Quelle que soit l'intention de la majorité des obligataires, l'affirmation de ce principe ne fut jamais si opportune que dans le temps même où un si grand nombre de malfaiteurs, opérant sous le couvert de la loi, accomplissent les rapines les plus formidables de l'histoire.

"Dans notre province, il n'existe pas moins de un million de citoyens qui ont été gravement affectés dans ces dernières années par les méthodes financières que je dénonce. Le moment est venu où les classes laborieuses de la population vont exiger des lois aussi rigoureuses contre "l'élite" que contre la masse sordide des bandits. À moins d'un retour à quelques-unes, au moins, des vieilles conceptions de la responsabilité dans les affaires, tout espoir de les assainir restera illusoire."

Dans une autre lettre publiée dans *L'Action catholique*, le 2 décembre 1932, le Dr Rousseau disait encore: "Ce ne sont pas seulement des particuliers, c'est la collectivité, c'est la société elle-même qui a été trompée, bernée, volée, désemparée. Si grands sont les préjudices subis, si graves en sont les conséquences, qu'elles risquent sa vie dans l'effort désespéré qu'elle fait actuellement pour les réparer... Voilà comment l'épargne a été laissée à la merci des manipulations frauduleuses. Des répressions sévères sont devenues nécessaires qui doivent être appliquées, non seulement aux délits futurs, mais à ceux mêmes dont nous déplorons les conséquences. Jamais, il ne fut si opportun pour la société d'affirmer par des actes, et non pas seulement par des lois et des paroles, son attachement aux vieux principes de morale et de justice rétributive qui sont le fondement de l'ordre."

Voilà l'opinion d'un homme pondéré, indépendant des partis politiques, jouissant d'une réputation inattaquable et inattaquable, un homme qui a mérité les éloges unanimes qu'on lui a décernés à sa mort. Ses conclusions seront mises en pratique à condition que ceux qui ont la responsabilité inspirent

la société par l'exemple. C'est l'ordre social qui est en jeu.

Mon projet n'a pas d'autre but. C'est le capital sain qui est en jeu. Je veux le protéger en prévenant les abus d'un capitalisme abusif, canaille, véreux. Le gouvernement a maintenant la chance de gagner la confiance de la population en montrant qu'il ne favorisera plus les actes de banditisme de la part des compagnies surcapitalisées. Je veux aussi protéger la paix sociale. Ce bill est une mesure supplémentaire visant à empêcher l'expansion du mouvement communiste, qui heureusement n'a pas gagné en force dans cette province aussi rapidement qu'il l'a fait en d'autres endroits. Ce n'est pas une loi politique, mais une mesure qui mérite l'appui de toute la Chambre. Elle n'a d'autre but que de protéger le public, et j'ai confiance que le gouvernement l'acceptera.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

M. l'Orateur, je ne doute aucunement des bons motifs qui ont animé l'honorable chef de l'opposition en présentant cette loi, et je m'accorde avec lui pour dire qu'il y a des abus. Mais il admettra que son projet, tel que rédigé, n'atteindra pas le but qu'il se propose. C'est mon avis. Comme objection préliminaire, je lui dirai qu'à la Conférence interprovinciale d'Ottawa, l'année dernière, les représentants du gouvernement fédéral, de même que les représentants des gouvernements provinciaux se sont réunis, et ils se sont entendus pour tâcher de faire un projet de loi uniforme pour les compagnies, loi qui aurait ensuite été appliquée dans le Canada tout entier. Je l'ai déjà dit: Actuellement, le gouvernement central ayant sa loi des compagnies et les provinces ayant la leur, les gouvernements enchérissent à qui aurait les incorporations des compagnies. C'est à qui consentirait les conditions les plus généreuses pour avoir ces incorporations et le contrôle des compagnies dans ses limites.

Les premiers ministres du Canada, l'honorable M. Bennett et l'honorable M. Arthur Meighen<sup>2</sup> se sont intéressés à la question, et ils ont dit qu'ils favoriseraient la création d'un comité d'étude qui préparerait un projet de loi, qui serait ensuite soumis aux provinces, dans le but d'adopter une loi pour tout le pays, assurant l'uniformité de la législation régissant les compagnies. Ce projet n'était pas encore prêt lors de la Conférence interprovinciale de janvier dernier, et il n'a pas été soumis aux délégués. Il ne nous est parvenu que quelques jours après l'ajournement de la conférence.

Depuis quelques jours, les représentants de la province de Québec, Me Charles Lanctôt, et ceux de la province d'Ontario, les deux plus importantes provinces du Canada, et ceux du dominion, sont en congrès à Toronto pour étudier le projet fédéral et, s'ils le jugent propice, il sera ensuite soumis aux Communes.

En face de ce qui se passe actuellement, serait-il sage d'accepter le projet de loi de mon honorable ami, avant de savoir si Ottawa n'adoptera pas une loi, approuvée par nous, qui couvrirait le terrain, avant d'avoir étudié le projet uniforme que l'on nous propose à Ottawa? Serait-il sage de passer à la législation radicale qui nous est soumise par le chef de l'opposition? Il me semble que non.

Peut-être que le projet de loi qui sera adopté par Ottawa et les provinces ira aussi loin que le sien. Je ne le sais pas. Mon honorable ami dit qu'il veut mettre fin aux abus du capital véreux et canaille, pour employer ses expressions. Qu'il prenne garde. En touchant au premier, il risquerait d'atteindre l'autre capital, le capital sain, excellent celui-là, et dont nous avons besoin. Le chef de l'opposition est allé trop loin dans la description qu'il a faite du capital utilisé dans le passé pour développer les ressources naturelles de la province, au bénéfice ultime de la population.

Il ne faut pas arrêter l'effort du capital honnête. Voyons ce que dit le projet qui nous est soumis par mon honorable ami: "Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, aucun bon, aucune obligation ou débenture, pour des fins industrielles ou commerciales, ne pourra être émis sur des biens futurs, mais pourra être émis pour un montant représentant la valeur réelle des biens immobiliers existants." Qui déterminera la valeur réelle des biens?

J'estime que cet article du projet nuira à l'essor industriel et commercial de notre province. Quelle est l'industrie ou la compagnie qui peut se développer sans émettre des obligations? Comment peut-elle construire une usine, une ligne de chemin de fer, un bateau à vapeur, si elle n'émet pas ces obligations?

Quelle est la compagnie qui construirait d'abord une usine et émettrait ensuite des obligations? Avec la loi proposée par le chef de l'opposition, cela deviendrait impossible pour les compagnies de chemins de fer, les lignes de navigation, et tant d'autres industries. En imposant aux compagnies une loi trop radicale que demande le chef de l'opposition, n'arrêterions-nous pas chez nous l'essor des compagnies et des industries?

L'honorable chef de l'opposition s'est toujours fait, en Chambre, le champion des droits acquis et nous croyons qu'il est sincère, généralement. Combien existe-t-il actuellement de compagnies qui avaient le droit d'émettre des obligations en vertu de leur charte et ne les ont pas émises? Presque toutes nos compagnies ont des chartes qui leur permettent d'émettre des obligations, et ce sont ces droits acquis que mon honorable ami voudrait leur enlever? Que dire des compagnies dont la charte a été conférée par d'autres provinces? J'entrevois d'interminables difficultés si nous appliquons cette mesure. Qu'arriverait-il si son projet était adopté, lui qui contient ces mots: "Nonobstant toute loi à ce contraire"? En vertu de la loi fédérale, les compagnies peuvent émettre des obligations sur leurs biens futurs. Elles iront chercher leur charte à Ottawa, et ce sera autant de perdu pour nous.

Les compagnies diraient: "Nous avons des droits." Nous serions obligés de leur répondre: "Vous n'en avez plus, le bill Duplessis vous les a enlevés." Tandis que les compagnies à charte provinciale n'auraient plus le droit d'émettre des obligations comme dans le passé, celles qui ont des chartes fédérales, ou américaines ou anglaises auraient le droit d'en émettre. Toutes ces compagnies échapperaient donc au contrôle de la province de Québec. De plus, ces compagnies ont toutes émis des obligations et les ont vendues au public, le public leur a fait confiance.

Je le répète, je crois que, indépendamment des premières considérations que j'ai faites tantôt, il vaut bien mieux attendre pour voir ce que sera la loi fédérale, qui sera uniforme pour tout le Canada et qui mettra fin, je l'espère, à tous les abus dont on se plaint actuellement. Pour ma part, j'espère qu'avec cette loi nous abolirons les actions dites "no par value" (sans valeur nominale) qui n'existent pas en Europe. Ces actions montent, descendent et, un jour, on s'aperçoit qu'elles n'ont réellement aucune valeur nominale, puisqu'elles ne valent plus rien! Si nous pouvions aussi mettre fin aux "stock splittings" (dédoubllement des actions), un autre système qui nous vient des Américains, ce serait tant mieux.

J'espère que la loi fédérale mettra fin aux abus dont nous avons à nous plaindre actuellement. Les compagnies et les industries n'en seront que plus stables, et le bon public trouvera équitable et de tout repos le placement de son argent dans ces compagnies. Je suis heureux de partager l'opinion de mon honorable ami le chef de l'opposition sur la nécessité de prévenir les abus, mais je regrette de ne pas approuver sa manière de procéder.

Le remède proposé par le chef de l'opposition n'est qu'un remède partiel aux maux dont on se plaint. J'aime à partager les manières de voir de mon honorable ami, lorsque je puis le faire, mais je crois que, dans le cas qui nous occupe, je ne le puis pas et c'est avec chagrin que je demanderai à la Chambre de ne pas accepter son projet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre a terminé son discours en exprimant son chagrin de rejeter mon bill. Il devrait plutôt avoir du chagrin pour ceux qui ont perdu leurs biens par la faute de la loi provinciale que je veux corriger. Le premier ministre admet qu'il y a des abus, mais il dit ensuite: "Attendez donc, peut-être votre loi sera acceptée par les provinces et le gouvernement fédéral." Puis, il ajoute que la loi que je propose n'a pas de bon sens. Il déclare que le fédéral, de concert avec les provinces, est à préparer un projet de loi pour corriger les abus signalés et que mon projet de loi rendra impossible le développement du commerce et des industries. C'est à tout le moins une contradiction qui n'aura échappé à personne.

Est-ce que les choses vont si mal dans la province de Québec que les compagnies sont incapables de vendre des actions ordinaires? C'est la méthode capitaliste saine qui, si elle avait été suivie dans le passé, nous aurait évité les ruines et les désastres dont nous avons été témoins ces dernières années. D'autres provinces pourraient être les bienvenues pour certaines compagnies de la province de Québec, si l'on considère la manière avec laquelle elles se sont comportées.

Le premier ministre a parlé des droits acquis. Mais il devrait se rappeler que les premiers droits acquis appartiennent au capital sain et que les droits acquis du capital malsain ne sont pas des droits, quand ils équivalent à la spoliation de l'épargne populaire. Puis, le premier ministre nous a dit que mon projet de loi va empêcher l'organisation des compagnies et des entreprises. Il y a une manière saine de faire progresser les entreprises dignes de confiance. Est-il bien vrai que le public dans notre province aurait si peu d'argent, ou qu'il aurait si peu de confiance dans les hommes d'affaires qu'il refuserait de risquer ses capitaux pour lancer une entreprise, qu'un financier ne peut faire souscrire des actions en valeur suffisante pour garantir ensuite les émissions de débentures?

Je ne le crois pas. Si un industriel a une proposition qui mérite confiance, il n'aura pas de difficulté à intéresser le public actionnaire. Le premier ministre a une curieuse manière de considérer

le lancement d'une affaire. Il est pourtant clair qu'on ne devrait pas commencer d'abord par vendre des débentures, mais bien vendre des actions. En sommes-nous rendus au point qu'un premier ministre vienne avouer, en Chambre, qu'il n'y a plus chez nous, qu'un moyen d'assurer le progrès: la vente de débentures basée sur des biens inexistantes? Je ne le crois pas. C'est une méthode malsaine et un régime abusif qui ont trop duré.

Le premier ministre prétend que je préconise un remède partiel. Je le conçois bien, mais ce serait alors déjà une amélioration au mal. C'est déjà quelque chose que de proposer un remède qui amorcera la guérison. Le premier ministre a dit aussi que les compagnies, incapables d'obtenir l'argent du public en promettant des garanties sur les biens qui pourront leur échoir dans l'avenir, iront s'enregistrer et opérer ailleurs. S'il veut parler des compagnies qui ont englouti notre épargne et qui ont si peu de sérieux qu'elles n'aient rien de tangible à offrir à nos épargnants, il vaut mieux qu'elles s'en aillent ailleurs.

Si des compagnies ne peuvent plus opérer chez nous, quand nous aurons corrigé les abus, qu'elles s'en aillent. Il ne devrait y avoir de place dans notre province que pour les compagnies honnêtes, sérieuses et en mesure d'offrir des garanties. C'est l'enchère entre les compagnies sérieuses que nous devons encourager et qui mérite la protection des pouvoirs publics. Si le gouvernement n'empêche pas les compagnies d'émettre des stocks mouillés, avec la législation proposée, il sera complice, avant et après les faits, de la ruine de la population.

Le premier ministre a dénoncé les actions sans valeur au pair. Il les définit comme suit: "On ne sait même pas ce qu'on achète." Mais alors, quand des compagnies émettent des débentures sur des biens futurs, sait-on également ce qu'on achète? Le raisonnement du premier ministre vaut pour les actions, il vaut aussi pour les obligations. Comme argument, on avance aussi que des compagnies qui ont obtenu le pouvoir de mouiller leurs stocks ne pourront l'exercer. D'abord, la loi n'est pas rétroactive et, d'autre part, si le système est désastreux et nocif, le gouvernement est-il justifiable de le maintenir?

Je considère que la province de Québec devrait donner l'exemple en adoptant une loi qui s'impose. L'honorable premier ministre admet qu'il faut faire un changement. Pourquoi retarder alors? Je regrette l'attitude du gouvernement à l'égard de ce bill. Il craint de mettre dans une mauvaise position les compagnies qui détiennent déjà le pouvoir de mouiller les stocks.

Le gouvernement s'est réservé le droit de révoquer tous les pouvoirs accordés aux compagnies, et ce serait l'acte d'une administration désireuse de conserver l'ordre social que d'user du droit qu'elle s'est réservé. Je demande à l'honorable premier ministre de revenir sur sa décision et de permettre que la province de Québec soit la première à mettre fin à ces vols et à ces rapines.

J'insiste, dit-il, pour que l'on procède au vote.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Béique, Bertrand, Drouin, Duplessis, Élie, Fisher, Sauvé, 7.

**Contre:** MM. Arcand, Authier, Bachand, Bastien, Bédard, Bélanger, Chouinard, Côté (Bonaventure), Crête, Delisle, Dufour, Dugas, Fauteux, Fillion, Fillion, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Giguère, Godbout, Laferté, Mercier fils, Moreau, Paquet, Perrault, Piché, Rochette, Saintonge, Samson, Saurette, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 36.

Ainsi, la motion de deuxième lecture est, en conséquence, rejetée.

#### **Fonds de l'assistance publique**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 179 relatif au Fonds de l'assistance publique soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. l'Orateur:** Dans mon opinion, ce bill est de la même nature que celui que nous avons rejeté l'autre jour parce qu'il n'était pas régulier aux termes des règlements de la Chambre<sup>3</sup>. Il me paraît contrevenir à l'article 447 du Règlement. Je demanderais à l'honorable député de Trois-Rivières de donner les raisons pour lesquelles il présente ce projet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce bill n'est pas irrégulier. Dans le premier cas, le bill avait été rejeté pour une raison, savoir qu'il affectait les deniers de la province et en changeait l'affectation. Or, pour le nouveau bill, il ne s'agit que d'une question de comptabilité: faire retomber dans le fonds consolidé du revenu les fonds que l'on confie actuellement au fonds spécial de l'assistance publique. Il ne s'agit plus d'affectation nouvelle de deniers publics. Nous voulons que la province sache exactement à quoi s'en tenir sur ses finances. Nous

disons en somme: Mettez dans le livre des *Comptes publics* les dépenses et revenus du Fonds d'assistance publique, afin que nous sachions ce qui se passe.

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Ce projet de loi est exactement le même que celui que nous avons rejeté l'autre jour. Il y a des règlements de la Chambre que nous ne pouvons pas enfreindre, malgré notre meilleure volonté de nous montrer le plus large possible. Le fonds de l'assistance publique est un fonds spécial pour rencontrer des dépenses spéciales, et il ne saurait être appliqué au fonds des dépenses ordinaires. Les revenus perçus pour l'assistance publique doivent être versés au fonds de l'assistance publique. Ainsi le veut la loi. Pouvez-vous adopter une loi à l'effet contraire? Comparé à l'autre projet déclaré hors d'ordre, c'est bonnet blanc, blanc bonnet. Je l'ai dit l'autre jour: mon honorable ami le chef de l'opposition n'a pas pu entrer par la porte, il veut entrer par la fenêtre. Nous aimons bien l'accueillir, mais pas par là. (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai ici une autorité à l'appui de ma prétention. Je vous la sou mets, M. l'Orateur.

**M. l'Orateur:** Je rendrai ma décision plus tard.

#### **Mécaniciens de machines fixes**

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements apportés par le comité plénier au bill 25 modifiant la loi relative aux mécaniciens de machines fixes.

Les amendements sont adoptés.

#### **Taxe sur les corporations**

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération en comité plénier d'un projet de résolutions relatives au bill 14 modifiant la loi de la taxe sur les corporations.

#### **En comité:**

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par l'honorable M. Stockwell (Brome) et dont le texte se lit comme suit:

1. Qu'au lieu d'imposer les taxes spécifiées à l'article 5 de la loi de la taxe sur les corporations, Statuts refondus, 1925, chapitre 26, sur toute compagnie de chemin de fer urbain ou tramway exploitant une ligne de chemin de fer ou de tramway dans la province, ces taxes seront imposées sur chaque compagnie de tramway exploitant une ligne de tramway ou de véhicules non sur rails, ou les deux.

2. Que les taxes spécifiées dans l'article 5 de ladite loi de la taxe sur les corporations soient, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1933, exigibles et dues par le syndic, fidéicommissaire, liquidateur ou receveur qui continue en cette qualité les opérations dans cette province de toute corporation, compagnie, société, raison sociale ou association mentionnée dans l'article 3 de la loi susdite.

3. Que le capital versé d'une compagnie, dont il est question dans l'article 4 de ladite loi de la taxe sur les corporations, lorsqu'il se rapporte à des actions sans valeur nominale ou au pair, signifiera le capital représenté par les biens de la compagnie, déduction faite de ses dettes telles que démontrées par ses états financiers, pourvu toutefois, que, lorsque ses dettes excèdent ses biens ou leur sont équivalentes, ou lorsque ses biens excèdent ses dettes d'un montant de moins de cinq dollars par action, alors, et dans chacun de ces cas, le capital payé sans valeur nominale ou au pair imposable, sera censé équivaloir à une somme représentant cinq dollars par action.

4. Qu'au lieu des taxes mentionnées dans la section IX de l'article 5 de ladite loi de la taxe sur les corporations, il soit imposé aux compagnies de tramways, où le système de tramways est remplacé, en tout ou en partie, par des véhicules exploités autrement que sur rails, une taxe annuelle de cinquante dollars pour chaque mille ainsi remplacé.

5. Que la taxe prescrite par la section 5a de ladite loi de la taxe sur les corporations soit imposée pendant une période de temps comprenant quatre années fiscales consécutives, l'année fiscale en cours le 19 février 1932, devant, dans chaque cas, compter comme étant la première de ces quatre années.

6. Que, dans tous les cas où il y a défaut de fournir, aux époques déterminées, en vertu de la division IIa de ladite loi de la taxe sur les corporations, un état ou des renseignements exigés en vertu d'icelle, le trésorier de la province pourra, à sa discrétion, établir le montant qui, pour les fins de ladite division IIa, représentera les profits taxables.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si une compagnie possédant un réseau ferroviaire de 10 milles

s'en départit et exploite un réseau d'autobus dépassant 20 milles, de quelle façon la taxe s'appliquera?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Seulement sur 10 milles.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** se plaint du fait que la cinquième clause est une taxe additionnelle alors que le gouvernement avait promis qu'il n'y aurait pas de nouvelle taxe.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Il ne s'agit pas d'une nouvelle taxe, ça n'implique aucun nouveau principe. Seulement, une taxe existante est maintenue pendant deux années supplémentaires.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi les banques sont exemptées de cette taxe?

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** dit qu'il en est ainsi en raison de la situation générale, les banques supportant la structure économique. Les chemins de fer sont aussi exemptés de cette taxe.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est faux, car la taxe aux chemins de fer est augmentée dans un autre article. Pendant la dépression, les banques ont fait plus d'argent que n'importe quel autre secteur commercial, en particulier si l'on compare avec les compagnies de chemins de fer qui sont lourdement taxées par le gouvernement provincial. Les taux d'intérêts, que ce soit pour les particuliers, les municipalités ou les gouvernements, ont été augmentés. De plus, les gens qui hésitent à investir leur argent dans d'autres entreprises le déposent à la banque, ce qui ne fait qu'augmenter les revenus de ces dernières. Je ne vois pas pourquoi les banques ne seraient pas soumises à loi de la taxe sur les corporations, qu'il faudrait amender pour mettre en application le bill. S'il est des institutions qui ont profité de la crise, ce sont les banques. On ne devrait pas les exempter.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Je n'ai pas de chiffres avec moi, mais en ce qui concerne les taux d'intérêt, les banques ont diminué leurs taux au gouvernement provincial de 5½ % à 5 %.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Les dividendes des banques ont diminué de beaucoup. Ce sont les banques qui ont eu à supporter le crédit de tout le pays, à supporter l'industrie et le commerce pendant cette crise terrible, un service qui

mérite bien une reconnaissance. À tout événement, le bill devant la Chambre ne change rien et ne fait que prolonger de deux autres années la loi d'il y a deux ans.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** Les banques ont bénéficié de la crise: elles ont augmenté leurs taux, à preuve que la province paie 5½ % pour ses comptes soutirés.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Lorsque le gouvernement taxe, le chef de l'opposition est mécontent et, quand le gouvernement ne taxe pas, il lui reproche de ne pas taxer.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne demande pas de taxer, mais j'exige que, lorsqu'on impose une taxe, tout le monde soit sur le même pied et que les compagnies ou institutions qui profitent de la crise, par exemple, paient au moins autant que les autres.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** En 1932, quand la taxe fut imposée, on était d'avis que les banques soutenaient le crédit du pays et qu'il ne convenait pas d'augmenter leurs charges.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le fait brutal est que les banques ont fait des profits et qu'on aurait dû les placer sur la même base que les autres compagnies. Les banques ne sont pas taxées comme les autres corporations. Elles sont exemptées de cette taxe de ½ de 1 % sur les profits. Que retirerait le gouvernement si la taxe était imposée aux banques?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Je ne pourrais le dire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand la province avait en banque un compte soutiré de \$23,000,000, il était sans doute compris que les banques ne seraient pas taxées? Les comptes de banques du gouvernement sont-ils soutirés?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Nous avons répondu à des interpellations à ce sujet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a au *Feuilleton* des questions du 17 février qui sont encore sans réponse<sup>4</sup>. Est-ce que les comptes sont soutirés depuis le 17 février?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Oui, pour près de \$6,000,000 par jour, pendant quelques mois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quel intérêt le gouvernement paie-t-il?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Cinq pour cent.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ainsi, ce compte est soutiré de \$6,000,000 sans interruption depuis un an. Le gouvernement ferait alors mieux de négocier un emprunt à 4½ % et sauver ainsi les intérêts.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Nous ne payons que 4½ % sur les bons du Trésor.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous nous éloignons du projet. On discute les finances de la province sur une question de taxes. Je dois faire remarquer à l'honorable chef de l'opposition que nous sommes à une époque où les rentrées de taxes ne sont pas encore faites pour l'année, et c'est pour cela que nous sommes obligés d'emprunter aux banques, en attendant les rentrées de l'exercice. Nous allons recevoir bientôt des sommes considérables.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La taxe de 1½ % sur les profits nets des banques aurait donné au moins \$100,000. Est-ce vrai?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Je n'en sais rien.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi exempter les compagnies d'assurances Lloyd's d'Angleterre? Les assurances réciproques font des affaires dans la province pour \$700,000 par an. Pourquoi exempter des compagnies étrangères quand nos compagnies d'assurances doivent payer la taxe? Pourquoi les compagnies d'assurances réciproques sont-elles exemptées comme les banques?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** Parce que la taxe est imposée sur les profits et nous ne pouvons contrôler les profits.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Toutes les corporations sont obligées de faire rapport au gouvernement. Combien une taxe sur la Lloyd's aurait rapporté?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Les assurances réciproques ne sont pas toujours des corporations. Lloyd's n'est pas une compagnie au

sens corporatif, mais un groupe d'hommes qui sont prêts, ensemble, à accepter des risques de natures différentes. Ainsi, la Lloyd's n'est pas incorporée. Cette organisation, qui opère à partir de Londres en Angleterre, est inatteignable légalement et ne peut être poursuivie.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une compagnie quand même, et il y a un Statut, au sujet de la taxe pour les compagnies réciproques, de la province de Québec qui le définit.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oui je le sais, mais pas beaucoup.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** exprime son étonnement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ne suis pas "M. Je-sais-tout". Nous ne pouvons pas poursuivre la Lloyd's. Elle n'est pas une corporation, ni une compagnie.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** La Lloyd's n'est pas une compagnie.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Lloyd's, de plus, fait des affaires pour une valeur de \$700,000 annuellement en cette province. La Lloyd's est une compagnie, par définition même de notre Code civil qui dit qu'une compagnie est une réunion de personnes faisant des affaires commerciales.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** On ne peut les poursuivre, parce que la Lloyd's n'est pas une compagnie.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Vous me désespérez, vous ne prenez pas les choses au sérieux. Le chef de l'opposition devrait mieux comprendre<sup>5</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis parfaitement sérieux. Je suis au regret de désespérer le premier ministre, mais ce n'est pas sa faute s'il ne connaît pas la loi.

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** La Lloyd's n'est ni une compagnie ni une corporation, et, en conséquence, la loi de la taxe sur les corporations ne peut s'appliquer à la Lloyd's.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre, le trésorier et le percepteur du revenu affirment qu'on ne peut taxer la Lloyd's parce qu'elle n'est pas une compagnie ni une corporation. Voyons d'abord ce que dit la loi de la taxe sur les corporations.

Dans l'énumération des institutions taxées, on lit ce qui suit: "Toute compagnie constituée en corporation... toute compagnie d'assurance y acceptant des risques et y faisant des affaires d'assurance... toute société, association, raison sociale ou personne dont le bureau principal est en dehors du Canada."

Maintenant, puisque le premier ministre ne connaît même pas les lois qu'il a passées en 1928, et puisque le trésorier qui impose des taxes ne connaît même pas ses pouvoirs, je vais lui signaler la clause 5, du chapitre 75, 18 George V, page 248, qui définit spécifiquement le Statut de la Lloyd's elle-même. Voici ce que dit cet article:

"Sauf dans les cas où des personnes, firmes, compagnies ou corporations échangent ou souscrivent des contrats d'assurance réciproques ou d'interassurance suivant les dispositions de l'article 215a de la présente loi, toutes les conditions exigées dans les sections 12 et 13 et la présente section de la présente loi, pour l'obtention du permis et l'enregistrement des compagnies d'assurances, s'appliquent à toutes personnes, corporations, associations, sociétés, aux sociétés connues sous le nom Lloyd's, à ceux qui souscrivent des contrats d'assurance réciproques ou aux assureurs particuliers (individual underwriters), faisant des affaires d'assurance; et toute personne, corporation, association, société, société agissant comme Lloyd's, assureur qui souscrit des contrats d'assurance réciproque ou assureur particulier, est censé, pour les fins de l'interprétation et de l'application des dispositions desdites sections 12 et 13, et de la présente section de la présente loi, être une compagnie d'assurance."

Le premier ministre, le trésorier et le percepteur du revenu souriaient tout à l'heure, quand je disais que la Lloyd's était une compagnie et qu'elle devait être soumise à la loi. Il n'est pas étonnant qu'on ait une pareille comptabilité dans la province, quand ceux qui font les lois ne les connaissent même pas.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** dit qu'il n'est pas une autorité sur ce que veut dire une compagnie d'assurances réciproque. Et même s'il l'était, son opinion n'influencerait pas le débat.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** le réfère aux Statuts de 1926, qui indiquent ce que sont les compagnies d'assurances réciproques.



**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que l'on suspende les travaux.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### **Reprise de la séance à 8 h 30**

##### **Charte de Salaberry-de-Valleyfield**

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 86 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que la Chambre adopte maintenant les amendements. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

##### **Paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes**

**M. Dugas (Joliette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 112 concernant la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Dugas (Joliette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

##### **Charte de Laval-des-Rapides**

**M. Filion (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 modifiant la charte de la ville de Laval-des-Rapides soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### **Adoption de Rosa Mongrain**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 concernant l'adoption de Rosa Mongrain soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

##### **Lettre du consulat général de Belgique**

**M. l'Orateur:** J'ai l'honneur de communiquer à la Chambre une lettre du consul général de Belgique, qui se lit comme suit:

CONSULAT GÉNÉRAL DE BELGIQUE

Montréal, le 28 février 1934

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous remercier bien sincèrement pour la sympathie que vous avez bien voulu, au nom du Parlement provincial, manifester à l'occasion de la mort de Sa Majesté Albert, mon Auguste Souverain.

Je n'ai pas manqué, Monsieur le Président, de prier monsieur le ministre des Affaires étrangères à Bruxelles de faire connaître à la famille royale la part que l'Assemblée législative a bien voulu prendre à notre deuil national en se faisant représenter par une délégation au service solennel qui a été célébré à Montréal pour le repos de l'âme de Sa Majesté.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

M. Heyne

Consul général de Belgique

##### **Signature de certains jugements**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 52 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la signature de certains jugements.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Ville de Black Lake**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 66 concernant la ville de Black Lake.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Subsides**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-quatre mille sept cent quatre-vingt-dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Octrois à diverses institutions de charité autres que celles reconnues d'assistance publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935<sup>6</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande de retarder le vote des octrois pour l'Union nationale française (\$800) et pour l'Alliance française (\$800).

**M. Gauthier (Portneuf)** fait remarquer que \$200 pour l'hôpital de Saint-Casimir n'est pas assez. Il déclare qu'il demandera à la Chambre, lors de la prochaine session, d'augmenter ce crédit.

Les octrois de la section "Montréal" sont tous votés, à l'exception de ceux pour l'Union nationale française et de l'Alliance française. Le \$7,450 de la section "Québec" est voté<sup>7</sup>.

La résolution est laissée en suspens.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas cent trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et des départements, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935<sup>8</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** mentionne les critiques concernant le système et les équipements de ventilation dans certaines sections des édifices parlementaires.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Assurance des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suggère que le gouvernement vote un montant chaque année pour l'embellissement de Québec, la capitale de la province et la plus ancienne ville du Canada.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Nous avons à coeur l'embellissement de la ville de Québec. Pour le moment les circonstances ne nous permettent pas de voter des montants. Si les ressources le permettent, le gouvernement fera davantage de ce côté.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose: 4. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ponts-routes, \$450,000, *Moins:* montant applicable au capital, \$200,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935<sup>9</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement a eu bien tort de dépenser la somme de \$1,200,000 pour le pont de l'île d'Orléans, alors que l'agriculture est dans le marasme. Le ministre de l'Agriculture n'aurait pas dû laisser réduire ses crédits de \$800,000, l'an dernier, pour ce pont de l'île. D'ailleurs, les gens de l'île ne sont pas favorables à cette construction. La

promesse du pont n'a pas servi aux dernières élections, car la majorité du premier ministre a été plus basse que jamais sur l'île. Quand le premier ministre a promis ce pont, sa majorité a diminué à 91, la plus faible majorité qu'il ait eue dans cette partie du comté de Montmorency depuis des années.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Sans le pont, ça pouvait être pire. Si je n'avais pas promis le pont, je n'aurais pas eu une voix.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je note l'aveu du premier ministre. Veut-il dire que ses électeurs se laissent influencer par des promesses? Je suis sûr que le premier ministre regrette ses paroles et qu'il va les retirer.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mais non! Il fallait recourir aux grands moyens.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le premier ministre payait de sa poche, il ne rirait pas; le ministre de l'Agriculture non plus. Plus d'un million pour un pont inutile quand l'agriculture est dans le marasme, c'est du gaspillage. D'ailleurs, l'honorable député de Wolfe (M. Lapointe) disait l'an dernier, au comité des bills privés, que ce pont était destiné aux sorciers<sup>10</sup>.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Les sorciers de l'île ne sont pas des gens comme les autres.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il en a coûté \$1,200,000 au premier ministre pour construire un pont dans l'île d'Orléans et assurer son élection! C'est un peu cher.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je vais faire un marché avec mon honorable ami. Nous dépenserons \$1,200,000 dans Trois-Rivières pour le faire élire, aux prochaines élections et, malgré cela, je suis sûr que nous ne réussirons pas!  
(Applaudissements)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que le premier ministre vienne seulement parler deux fois contre moi, et cela équivaudra à son million. Cela aura pour effet d'assurer mon élection. Le premier ministre avoue que, s'il n'avait pas promis le pont, il n'aurait pas gagné son élection. À titre d'avocat, le ministre des Travaux publics pourrait-il me dire si l'aveu du premier ministre ne comporte pas les raisons du bill Dillon<sup>11</sup>?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Dans l'appréciation de ce fait, je devrais tenir compte de l'entrevue que le chef de l'opposition a donnée au sujet de la contestation des élections. J'ai lu cette entrevue avec plaisir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je me réjouis d'avoir fait plaisir au ministre des Travaux publics, mais il ne répond pas à ma question.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est évident, il n'y a que le chef de l'opposition qui pourrait entretenir des doutes à ce sujet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je me doute bien que le bill Dillon était un moyen pour sauver le premier ministre et plusieurs de ses députés. J'ai maintenant l'aveu formel du chef du gouvernement. J'apprends qu'il en est venu beaucoup, voire trop, de Lotbinière et de Bellechasse.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Des ouvriers de toute la région de Québec ont travaillé au pont. Le chef de l'opposition ignore peut-être que 60 % des sommes dépensées pour le pont de l'île ont été payées en salaires. L'été dernier, 273 personnes ont travaillé du côté sud, et elles ont reçu \$30,520 en salaires. De ce nombre, il y avait 42 hommes de Québec, 22 de Lévis, 99 de Montmorency, deux de Portneuf, un de Beauce, 95 de Lotbinière.

Il y a des chômeurs dans mon comté de Lotbinière. J'en ai envoyé travailler au pont le plus possible, et j'ai l'intention de continuer. S'il vient des chômeurs de Trois-Rivières, j'userai de mon influence pour les faire employer.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ah! Avez-vous de l'influence sur les entrepreneurs?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Oui. Comme ministre des Travaux publics, je suis pour ainsi dire le ministre du chômage, et de là vient l'influence dont je puis disposer.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Quarante-deux pour Québec, ce n'est pas beaucoup.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Y a-t-il beaucoup de personnes de Montmorency qui ont travaillé à la Commission du havre?

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Il y en a!  
(Rires)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est ça, chacun les siens!

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** réclame plus d'emplois pour les ouvriers de Québec. Le premier ministre ne doit pas aimer la politique de son collègue de prendre des ouvriers de Lotbinière.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Les ouvriers de Lotbinière ne sont pas "battables".

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** C'est pour cette raison que je leur donne la préférence.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre ne doit pas oublier ses amis de Saint-Féréol. L'an dernier, il a accordé une commutation de taxes à la Quebec Power, au détriment des contribuables de Saint-Féréol. Il est juste qu'il leur trouve maintenant de l'emploi pour gagner les taxes dues par la Quebec Power.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'aime bien mes électeurs et je tâche d'en placer le plus possible.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre ne les estime pas, puisqu'il a avoué avoir acheté leur vote par la promesse du pont. Peut-être que, par cet aveu, il a voulu laisser entendre que ses mérites personnels et ceux de son gouvernement n'étaient pas suffisants pour assurer sa réélection.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Le gouvernement pourrait aider la ville de Québec à construire un égout collecteur.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** L'honorable député ne prétend pas que ces travaux sont de notre ressort? J'avoue avoir eu une demande à ce sujet, mais mon département n'a pu obtenir un aperçu satisfaisant des travaux que l'on voulait faire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Comment il se fait que la compagnie Deslauriers a obtenu un des contrats au pont de l'île?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Parce que c'était le plus bas soumissionnaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je voudrais avoir les noms et adresses de ceux qui ont travaillé au pont de l'île.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Je ne sais pas si les entrepreneurs ont conservé ces listes. Mais je puis assurer mon honorable ami que nous avons essayé de faire travailler le plus grand nombre possible de chômeurs nécessaires par les entrepreneurs du pont. À notre demande, les entrepreneurs ont adopté un système de rotation, afin que le plus grand nombre de chômeurs possible puissent travailler. Le coût total du pont ne dépassera pas \$3,000,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Concernant le pont de Caughnawaga, entre Montréal et Caughnawaga, il y a eu du favoritisme dans l'octroi des contrats. On n'a pas appelé les soumissions de la manière habituelle. Seuls quelques entrepreneurs, choisis préalablement, ont été avisés et un entrepreneur nommé Genest a finalement reçu le contrat.

En raison de ces procédures, le pont a coûté à la province de \$250,000 à \$400,000 de plus qu'il aurait dû coûter en temps normal. Le gouvernement a-t-il agi par favoritisme en accordant à la compagnie Genest le contrat du pont de Lachine-Caughnawaga?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** La commission en charge de la construction du pont s'est occupée du projet et a octroyé le contrat, et non mon département. Cependant, quatre grosses compagnies ont soumissionné et le contrat a été octroyé de la manière habituelle. Il cite des chiffres concernant les contrats, les coûts, le nombre d'employés et les méthodes d'embauche, etc., pour le pont de Caughnawaga...

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Ces travaux de Caughnawaga sont faits par une commission spéciale. La Commission des cours d'eau de Québec et les ingénieurs, tant du pouvoir central que du gouvernement provincial, qui ont complété certains travaux de sondage, etc., sur le lit de la rivière, ont plus tard été payés par la Commission du pont Saint-Louis, qui a été nommée par le gouvernement provincial pour voir à la construction du pont et qui a octroyé le contrat en question à Genest. En outre, les plans ont été approuvés par le gouvernement Bennett et par Québec. Le gouvernement fédéral a aussi fourni de l'aide technique.

La résolution est laissée en suspens.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:  
5. Qu'un crédit n'excédant pas dix-neuf mille trois cent vingt-quatre dollars et quatre-vingt-cinq cents soit ouvert à Sa Majesté, pour Taxe d'eau sur les

édifices parlementaires, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour Inspections, explorations, etc., (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureau de poste: traitements, dépenses contingentes, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Dépôt de documents:

##### Travaux sur le chemin entre les rangs 4 et 5, lot 37-38-39, du canton de Messines

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 27 février 1934, demandant la production de copies de toutes correspondances, listes de paye, documents, etc., entre le gouvernement de cette province ou aucun de ses membres avec la municipalité de Messines, comté de Gatineau, ou aucun de ses officiers relativement à un montant de \$397.30 payé par le ministre de la Colonisation, au mois d'octobre 1931, pour des travaux sur le chemin entre les rangs 4 et 5, lot 37-38-39, du canton de Messines. (Document de la session no 72)

#### Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 30.

#### NOTES

1. Le bill écarté disparaît du *Feuilleton*, mais il peut y être rétabli à un autre moment (article 288 (1) du Règlement).

2. Arthur Meighen, conservateur, fut premier ministre du Canada de 1920 à 1921 et du 29 juin 1926 au 25 septembre 1926, tandis que Richard B. Bennett, aussi un conservateur, dirige le pays entre 1930 et 1935.

3. Il s'agit du bill 159: "Loi relative au Fonds de l'assistance publique" qui sera retiré à l'étape de la deuxième lecture, le 16 février 1934.

4. La question au nom de M. Duplessis figure à l'article 6 du *Feuilleton* du 2 mars 1934.

5. À ce moment de la discussion, le premier ministre se retira dans un coin de la Chambre pour lire un journal, démontrant ainsi son exaspération face au comportement de M. Duplessis, selon *L'Action catholique* du 3 mars 1934, à la page 16.

6. À la page 3 du *Soleil* du 3 mars 1934, il est écrit que le premier ministre Taschereau pilote les crédits de son collègue, l'honorable M. David.

7. Sur \$24,790, un montant de \$7,450 est donc déjà voté. La totalité des crédits de cette résolution sera votée à la séance du 18 avril 1934.

8. Au début de l'étude des crédits des Travaux publics, M. Yvan-É. Vallée, sous-ministre, vient prendre place aux côtés de M. J.-N. Francœur, titulaire du ministère.

9. Ces crédits seront adoptés à la séance du 13 mars 1934.

10. L'île d'Orléans est aussi connue sous le nom de l'île des Sorciers". Les amérindiens désignaient l'île par le mot algonquin "Ouindigo" signifiant "coin ensorcelé".

11. Il s'agit de la loi modifiant la loi des élections contestées de Québec (22 George V, chapitre 20), présentée par Joseph Henry Dillon, député de Montréal-Sainte-Marie et ministre sans portefeuille dans le cabinet Taschereau. Entrée en vigueur le 17 décembre 1931, cette loi résulte des contestations

en bloc à la suite des élections générales du 24 août 1931. Bien qu'il fût contre ces contestations électorales soutenues par son chef Camillien Houde, M. Duplessis condamna cette loi "arbitraire" et tyrannique, car il incombait aux tribunaux et non à la Chambre de déclarer les contestations injustifiables.

Séance du mardi 6 mars 1934

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 20.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 104 modifiant la charte de la corporation des révérends pères Oblats de l'Immaculée Conception de Marie.

**Code de procédure civile,  
article 83**

**M. Dugas (Joliette)** demande, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), la permission de présenter le bill 187 modifiant l'article 83 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,  
article 286**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), la permission de présenter le bill 188 modifiant l'article 286 du Code de procédure civile concernant l'examen préalable.

Certaines dispositions du Code de procédure permettent d'interroger un défendeur après production de la défense, mais non pas à défaut de comparution. Il s'agit de rectifier la situation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Prescription en  
matières commerciales**

**M. Desmarais (Richmond)** demande, appuyé par le représentant de Kamouraska (M. Gagnon), la

permission de présenter le bill 189 modifiant le Code civil concernant la prescription en matières commerciales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Sociétés de  
secours mutuels**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), la permission de présenter le bill 68 modifiant la loi des assurances de Québec relativement aux sociétés de secours mutuels.

Actuellement, la loi qui exige des compagnies d'assurances qu'elles fassent rapport régulièrement au surintendant des assurances de la province s'applique aussi aux organisations de charité. À l'avenir, ces organisations ne seront plus tenues de faire ce rapport parce que cela n'intéresse pas le grand public.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Prêt  
agricole**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 69 modifiant la loi du prêt agricole de Québec pour diminuer les frais d'enregistrement des actes et les frais sur les procédures.

Le député de Yamaska (M. Élie) a présenté une motion très intéressante, l'autre jour<sup>1</sup>, pour demander de réduire le coût élevé des frais d'enregistrement, et unanimement la Chambre a approuvé cette motion. J'ai dit que cette demande était juste. Nous voulons y donner suite et même l'amplifier.

Nous proposons aujourd'hui un projet de loi, qui, je n'ai pas d'hésitation à le dire, va au-delà de ses plus chaudes espérances. Cette loi simplifiera dans la mesure du possible toute la procédure. Nous voulons, dans le cas de la loi du prêt agricole de Québec, nommer des avocats, attachés au département, qui examineront les actes et les enregistrements, à titre purement gracieux. Nous nommerons des registrateurs payés à salaire qui émettront aussi les

certificats d'enregistrement gratuitement, sauf un léger honoraire à payer. Les régistres travaillant à salaire devront charger des tarifs spécialement bas et, lorsque les cultivateurs voudront réaliser leur prêt, ce sera la chose la plus facile du monde. Il suffira de faire une simple requête à un juge et les propriétés seront vendues sans frais. De même, en cas de vente par shérif ou protonotaire, on supprimera également les frais. Voilà, je crois, une loi qui sera bien accueillie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Distributeurs automatiques**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), la permission de présenter le bill 70 modifiant la loi des licences relativement aux distributeurs automatiques.

Il y a environ 15 ans, lorsque les distributeurs automatiques ont commencé à prendre leur essor, le trésorier, l'honorable Walter Mitchell<sup>2</sup>, a imposé sur chaque machine une taxe de \$5 par an, prenant bien soin cependant à ce que le provincial soit épargné de toute imputation de responsabilité morale, quant à la légalité de ces distributeurs. Dès que les juges ont décrété l'illégalité de ces machines, les dispositions du bill furent retirées. Aujourd'hui, un juge de Montréal a statué la légalité des distributeurs automatiques légaux dans certains cas. Le gouvernement réintroduit donc la disposition de taxation dans le bill.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Motions des députés:**

#### **Anniversaire de l'honorable premier ministre M. Taschereau, Montmorency**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)**<sup>3</sup>: M. l'Orateur, tous les ans, à pareille date, le chef du gouvernement de cette province célèbre un anniversaire de naissance que nous avons toujours plaisir à souligner comme il le convient. Et c'est au milieu d'un labeur incessant de la mi-session, loin de la sereine quiétude du foyer où il mériterait bien de se recueillir quelque peu, que ce jour retrouve le premier ministre de cette province. Nous ne saurions trop puiser, dans cet événement et les circonstances

qui l'entourent, une grande leçon d'énergie, de travail, de dévouement, de désintéressement.

Encore une fois, et je ne saurais trop m'en réjouir, j'ai le privilège de lui exprimer, au nom de tous les membres de cette Chambre, toute l'admiration sans cesse accrue que nous avons pour lui et tout le respect que nous avons tous pour une carrière qui, d'année en année, toujours plus féconde, se complète d'œuvres durables, et qui, certes, demeurera l'une des plus brillantes et des plus profitables à notre race, dans l'histoire politique qui s'écrit.

Le premier ministre de cette province, un journal le signalait hier à ses lecteurs, est l'un des rares travailleurs pour qui un anniversaire de 67 ans n'est pas redoutable, parce que, dans ce labeur incessant, ces préoccupations du bien public, du bien-être de son peuple, de sa survivance et de sa prospérité, il retrouve des énergies sans cesse renouvelées, un rajeunissement que l'expérience vient enrichir. Beaucoup d'hommes publics qui ne comptent pas un demi-siècle de vie pourraient lui envier cette vigueur vraiment remarquable.

Certes, la députation ministérielle et nous, du Parti libéral, n'attendons pas cet anniversaire pour renouveler, au chef qui dirige avec tant de tact, tant de sagesse et de clairvoyance les destinées de notre province, notre profession de foi et de confiance. Mais n'eussions-nous que cette occasion de le faire qu'elle ne saurait être plus appropriée, plus propice, parce qu'elle nous permet, par son à-propos exceptionnel, de le féliciter comme il convient sur son excellente santé physique, sur la vitalité intellectuelle qui le caractérise si bien, et sur le magnifique exemple de persévérance, de travail qu'il nous donne tous les jours de l'année.

M. l'Orateur, nous venons de traverser une crise économique profonde. Sur cette mer démontée où vogue encore le vaisseau de l'État, le peuple regarde avec une confiance inaltérable l'homme qui, debout à la barre, ferme et serein, le dirige avec courage et le conduira à bon port. L'expérience acquise, la compétence éprouvée de ce navigateur, la connaissance de la course qu'il doit lui faire décrire sont ses meilleurs gages de succès.

Nous souhaitons longue vie à l'honorable premier ministre, et nous renouvelons nos vœux sincères et chaleureux pour que la province le conserve sain et vigoureux à la gouverne de ses destinées. Il nous permettra sans doute d'associer dans cette pensée l'épouse si distinguée qui le seconde si bien, et qui, nous en sommes persuadés, a sa part de mérites autant que de joies et de soucis, dans cette union parfaite qu'est un ménage heureux.



Elle a puissamment contribué au succès de cette carrière par l'apport de ressources et de qualités, doublé du charme féminin, une collaboration avisée, réconfortante, qui embellissent un foyer au point d'y attacher solidement l'époux préoccupé, et de le faire aimer profondément, après l'avoir orné d'une famille exemplaire qui, sur le déclin de la vie, empêche une génération de trop s'incliner et permet qu'elle regarde l'avenir avec une vision plus vive, plus confiante.

(Applaudissements)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, depuis que j'ai l'honneur de représenter le comté de Trois-Rivières en cette Chambre, c'est avec plaisir que tous les ans je me suis uni à mes collègues de la droite pour offrir à l'honorable premier ministre nos meilleurs souhaits à l'occasion de son anniversaire de naissance. Un bouquet de 67 roses rouges a été présenté à l'honorable premier ministre par l'honorable ministre des Terres et Forêts. À titre de représentant de la cité de Laviolette, j'offre à l'honorable premier ministre un bouquet de violettes dont la teinte bleue et le charme particulier ont un parfum tout spécial. Je constate que les roses sont enguirlandées d'un feuillage vert, couleur d'espérance et d'avenir et qui symbolise le gouvernement de demain.

(Rires)

Nous avons combattu et nous combattons loyalement, mais irréductiblement, la politique de l'honorable premier ministre. En politique, des divergences d'opinion profondes nous séparent absolument. Cela ne nous empêche pas, nous qui combattons pour assurer le triomphe de la justice, mais cela au contraire nous met bien à l'aise pour rendre justice à l'honorable premier ministre et reconnaître son amour du travail et sa grande capacité de travail qui constituent une inspiration.

(Applaudissements)

Lorsque l'honorable premier ministre fut trésorier provincial, dont une des principales attributions consiste dans l'imposition des taxes, un grand nombre ont regretté son activité fébrile. (Rires)

Il y a 33 ans que l'honorable premier ministre est membre de cette Chambre. On a dit que 33 ans était l'âge parfait; évidemment, l'exception confirme la règle. Nous rappelant que le premier ministre est le chef de l'administration provinciale chargé de résoudre les grands problèmes de l'heure, nous lui souhaitons, à ce titre, plein succès dans l'intérêt de la province, jusqu'au jour où l'heure de la lutte sonnera et où les électeurs devront se charger de donner à notre province une meilleure administration. Et, pour atteindre ce succès, nous souhaitons sincèrement au premier ministre

toutes les grandes améliorations qui s'imposent pour que son administration réponde aux légitimes aspirations de notre peuple. Nos meilleurs vœux de santé et de longue vie, nous les lui présentons cordialement, le priant de les partager avec sa compagne distinguée à qui nous offrons nos hommages respectueux.

(Applaudissements)

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):**

M. l'Orateur, il me fait plaisir, à l'occasion de son anniversaire de naissance, de souhaiter au premier ministre une vigueur nouvelle dans la poursuite des travaux auxquels il s'est jusqu'à maintenant tant dévoué. Je me fais en ce moment l'interprète de la minorité anglaise et je prie l'honorable premier ministre de croire à la sincérité de nos bons souhaits.

(Applaudissements)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

M. l'Orateur, et vous mon cher collègue des Terres et Forêts, je vous remercie, ainsi que l'honorable chef de l'opposition et l'honorable député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) des aimables paroles que vous venez de prononcer à mon endroit.

La gerbe de roses que vous venez de m'offrir est plus lourde d'année en année. Je ne dirai pas que j'ai plus de peine à la porter, car même si elle devient plus lourde, je la porte comme mes ans, allègrement. Je devrais presque reprocher à mes amis et collègues de me rappeler chaque année que j'avance en âge, mais ils le font avec tant de charme, de cordialité et de sympathie que je ne puis leur adresser aucun reproche. Des journaux ont bien voulu signaler, hier, l'anniversaire que mes collègues célèbrent. Il y en a qui ont publié des biographies du genre de celles qui ne paraissent que plus tard. (Rires) On a voulu être aimable à mon égard et j'en remercie ces journaux cordialement.

Il y a quelques semaines, un grand vieillard de l'Ontario, Sir William Mulock, juge en chef, célébrait le 90<sup>e</sup> anniversaire de sa naissance. Je lui ai envoyé un télégramme de félicitations dans lequel je lui demandais de me donner la recette du vieil âge. Il m'a répondu: "Merci pour vos félicitations. Quant à la recette du vieil âge: "Ne vous tourmentez pas! (Don't worry!)"

Cette recette, M. l'Orateur, je l'ai mise en pratique. Parfois, il est vrai, il faut avoir des soucis, il faut regarder en avant, lire dans l'avenir. Mais comme le dit Sir William Mulock, il ne faut pas se faire d'inquiétude. Cette recette, je la conseille à mes amis et à tous ceux qui avancent en âge. Quand j'arrive chez moi le soir, j'oublie le travail du jour, je ne m'inquiète plus, je me donne tout entier à mon foyer. Cette ligne de conduite, je l'ai suivie et je m'en

suis bien trouvé. Elle m'a fait oublier bien des ennuis. Il est vrai que j'ai un foyer heureux. Sans doute, comme la chose arrive, les oiseaux se sont envolés du foyer, mais il en vient maintenant de plus jeunes qui me rappellent les jours d'autrefois.

Je ne puis oublier que 33 années sont une longue période dans la vie d'un homme. Et j'ai voulu jeter un regard en arrière, sur 1901, l'année où je suis entré dans cette Chambre, pour me demander si les problèmes d'alors ressemblaient à ceux d'aujourd'hui. J'ai voulu, d'abord, jeter un regard autour de moi pour me demander s'il restait encore des camarades. J'ai constaté que je suis le seul des 72 députés de cette époque, encore présent en cette Chambre. Plusieurs vivent encore. Ils ont choisi peut-être une meilleure part. Il y a l'honorable sénateur Henri-Séverin Béland, l'honorable M. Hector Champagne, l'honorable M. Mathias Tellier, M. Napoléon Lemay, M. Georges-Albini Lacombe, M. Henri-Benjamin Rainville, l'honorable Némèse Garneau, l'honorable juge Auguste Tessier, M. Louis-Philippe Fiset, l'honorable M. Jules Allard. Ceux-là survivent depuis 1900.

J'ai vu beaucoup d'hommes distingués passer dans cette Chambre depuis 33 ans que j'y suis: l'honorable Adélard Turgeon, l'honorable L.-P. Pelletier, l'honorable juge Rodolphe Roy, Sir Pierre-Évariste Leblanc, l'honorable Charles Langelier, l'honorable François-Gilbert Miville Dechêne, l'honorable juge Ernest Roy, Sir Lomer Gouin, l'honorable sénateur Jules Tessier, l'honorable Amédée Robitaille, l'honorable S.-N. Parent. Pendant un tiers de siècle, ce sont les hommes distingués que j'ai coudoyés et qui ont fait la province ce qu'elle est aujourd'hui.

Voyons maintenant ce que disait le discours du trône de 1901. Il fallait de l'imagination pour faire un discours du trône en ce temps-là. On y constatait la mort de la reine Victoria et de l'honorable M. Marchand. On parlait des soldats qui revenaient de la guerre d'Afrique du Sud, et on parlait aussi d'un incendie à Hull; on disait ensuite que la députation serait appelée à légiférer sur l'agriculture, la colonisation et les pêcheries. On peut voir le progrès accompli par la province de Québec en comparant ce discours avec celui de la session actuelle. Le budget voté par la Chambre à cette époque s'établissait à \$2,000,000, tandis que celui d'il y a deux ans fut de \$32,000,000. C'est donc dire que, pendant ce tiers de siècle, nous avons progressé à pas de géant.

Nous croyons pouvoir continuer à donner à la province l'essor qu'elle a pris dans le passé, et ce que je peux souhaiter à ceux qui viendront après nous, c'est de continuer à administrer la province de Québec selon ses traditions, dans l'esprit de l'ordre et

le respect proverbial de la loi, sans se lancer dans des législations sociales extrêmes et sans tomber dans la démagogie<sup>4</sup>. J'espère que Québec continuera à donner aux autres provinces l'exemple de la paix et du progrès dans l'ordre. Sous ce rapport, Québec ne craint la comparaison avec aucune autre province de la Confédération. Ce qui fait la force de notre province, c'est son respect des lois et, sur ce point, j'espère qu'elle donnera toujours l'exemple.

En terminant, dans la manifestation dont je vous suis reconnaissant, laissez-moi remercier spécialement mes collègues et amis qui ont bien voulu présenter leurs hommages à celle qui est la compagne de ma vie et qui est l'ornement de mon foyer. Je dis souvent que j'ai un chef d'opposition chez moi. Avec deux chefs d'opposition en face de moi, je suis certain qu'il faut que j'aie une bonne santé, et j'accepte avec plaisir les souhaits qu'on m'a offerts.

#### Questions et réponses:

##### Comptes de banque soutirés et intérêts payés

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** 1. Les comptes de banque de la province ont-ils été soutirés depuis le 30 janvier 1934 inclusivement jusqu'au dimanche 18 février 1934 exclusivement?

Dans l'affirmative: a. Pendant combien de temps? b. Quand? c. Pour quelle somme chaque jour?

2. Quel est le taux d'intérêt payé ou payable par la province au sujet desdits comptes, pour chacun desdits jours?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. a. b. et c. Oui, comme suit:

Janvier 30: .....	\$6,220,124.12
Janvier 31: .....	6,297,986.39
Février 1: .....	6,664,569.98
Février 2: .....	6,810,358.44
Février 3: .....	6,844,322.05
Février 4: .....	6,844,322.05
Février 5: .....	6,950,405.82
Février 6: .....	6,975,501.53
Février 7: .....	7,044,290.27
Février 8: .....	7,136,164.77
Février 9: .....	7,199,197.76
Février 10: .....	7,228,660.90
Février 11: .....	7,288,660.90
Février 12: .....	7,373,040.76
Février 13: .....	7,283,325.98

Février 14:.....	\$7,435,017.36
Février 15:.....	7,559,780.79
Février 16:.....	7,737,503.35
Février 17:.....	7,939,922.27

2. Cinq pour cent par année.

#### **Demande et dépôt de documents:**

##### **Travaux de voirie exécutés sans demande de soumissions**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état indiquant: Relativement à la somme de \$12,424,258.64 dépensée par la province en vertu de la loi modifiant la loi de la voirie, depuis le 4 avril 1929 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1934, d'après une réponse du gouvernement en date du 15 février 1934: 1. À qui a été payée ladite somme? 2. Quelle somme totale représente le coût des travaux exécutés sans qu'il y ait eu demande de soumissions par la voie des journaux?

Adopté.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 73)

#### **Questions et réponses:**

##### **Feux de forêts et conséquences, 1933**

**M. Guertin (Hull):** 1. Combien y a-t-il eu de feux de forêts du 1<sup>er</sup> janvier 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement?

2. Que représente en acres la perte causée par ces feux de forêts?

3. À combien estime-t-on la perte en argent causée par ces feux?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

1. 1,553.

2. 113,358 acres.

3. \$373,132.69.

##### **Salaires et heures de travail des gardes-feux**

**M. Guertin (Hull):** Relativement aux gardes-feux: 1. Quelle était l'échelle de salaire payée: *a.* En 1933? *b.* En 1932? *c.* En 1931?

2. Quelles étaient les heures réglementaires de travail dans chaque cas: *a.* Par jour? *b.* Par semaine?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

1. *a.* En 1933: \$55 à \$100 par mois? *b.* En 1932: \$55 à \$100 par mois? *c.* En 1931: \$65 à \$115 par mois.

2. Les heures et les jours de travail sont réglés par la température et les feux.

##### **Salaires et heures de travail des journaliers à l'emploi de la voirie**

**M. Guertin (Hull):** Relativement aux journaliers à l'emploi du département de la Voirie pour constructions, réparations ou entretien:

1. Quelle était l'échelle de salaire payée: *a.* En 1933? *b.* En 1932? *c.* En 1931?

2. Quelles étaient les heures réglementaires de travail dans chaque cas: *a.* Par jour? *b.* Par semaine?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):**

1. Le salaire des journaliers était: *a.* \$0.20 par heure; *b.* \$0.20 par heure; *c.* \$0.25 par heure.

Le salaire des journaliers avec un cheval était: *a.* \$0.30 par heure; *b.* \$0.30 par heure; *c.* \$0.35 par heure.

Le salaire des journaliers avec deux chevaux était: *a.* \$0.40 par heure; *b.* \$0.40 par heure; *c.* \$0.45 par heure.

2. Les heures réglementaires étaient: *a.* en 1931 et 1932: 10 heures; en 1933: 8 heures; *b.* en 1931 et 1932: 60 heures; en 1933: 48 heures.

##### **Sommes récoltées dans Hull en vertu de la loi des liqueurs**

**M. Guertin (Hull):** 1. Quel est le montant total provenant des ventes faites par les magasins de la Commission des liqueurs, dans la ville de Hull, pour l'année 1932-1933?

2. Quel montant ont rapporté les licences de tavernes, d'hôtels, de restaurants, de clubs, etc., dans le comté de Hull, pour l'année 1932-1933?

3. Quel est le montant des amendes perçues en vertu de la loi des liqueurs dans le district de Hull, pour l'année 1932-1933?

4. Quel montant ont rapporté les saisies en vertu de la loi des liqueurs dans le district de Hull, pour l'année 1932-1933?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. \$621,862.10.

2. \$13,662.

3. \$781.

4. Nil.

#### **Ajustement des réclamations**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 6 modifiant la loi des assurances de Québec en ce qui regarde l'ajustement des réclamations.

Adopté.

#### **Prêt agricole**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 69 modifiant la loi du prêt agricole de Québec pour diminuer les frais d'enregistrement des actes et les frais sur les procédures.

Adopté.

#### **Distributeurs automatiques**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 70 modifiant la loi des licences relativement aux distributeurs automatiques.

Adopté.

#### **Mécaniciens de machines fixes**

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 25 modifiant la loi relative aux mécaniciens de machines fixes soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Code municipal**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité plénier pour étudier le bill 46 modifiant le Code municipal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi des cités et villes**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 49 modifiant la loi des cités et villes.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Code municipal, article 227**

**M. Bédard (Québec)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 186 modifiant l'article 227 du Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Motions des députés:**

##### **Subside fédéral**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 28 février dernier, sur la motion proposée le même jour par le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin):

Qu'un comité spécial de cette Chambre soit chargé de rédiger une adresse priant Son Excellence le gouverneur général du Canada de prendre les mesures nécessaires pour donner suite à l'avis exprimé dans la résolution qui vient d'être adoptée, et

que ce comité spécial soit composé des honorables MM. Perrault, David, Dillon et de MM. Bachand, Duplessis, Sauvé, Smart, Cohen, Rochette et Vautrin.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** déclare qu'à la suite du désir exprimé par le chef de l'opposition, il a modifié la proposition pour que le comité parlementaire chargé d'étudier la question prépare une adresse au gouverneur général du Canada et fasse rapport à la Chambre. Il demande la permission d'amender la motion qu'il a présentée l'autre jour et qui doit se lire comme suit:

Qu'un comité spécial de cette Chambre soit chargé de préparer et de rapporter un projet d'adresse priant Son Excellence le gouverneur général du Canada de prendre les mesures nécessaires pour donner suite à l'avis exprimé dans la résolution qui vient d'être adoptée, et que ce comité spécial soit composé des honorables MM. Perrault, David et Dillon, et de MM. Bachand, Duplessis, Sauvé, Smart, Cohen, Rochette et Vautrin.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait un amendement mineur à la motion.

La motion est adoptée.

### **Crédit agricole provincial**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 28 février dernier, sur la motion proposée le même jour par le député de Rouville (M. Barré): Que,

Attendu que les argents fournis par le crédit agricole fédéral coûtent 6½ % d'intérêt, annuellement;

Attendu que le gouvernement de cette province peut se procurer l'argent à un taux moindre par l'établissement d'un système semblable à celui établi dans l'Ontario en 1922, sous le nom de "Ontario Savings Office";

Cette Chambre exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour instituer dès cette année un crédit agricole provincial, alimenté en tout ou en partie par un système semblable à celui mentionné plus haut; et que l'octroi de 1½ %, actuellement accordé en réduction du taux exigé par le crédit agricole fédéral, devrait être appliqué à réduire le taux d'intérêt que coûteraient les argents ainsi obtenus par le gouvernement.

**M. Dugas (Joliette):** M. l'Orateur, plusieurs, je n'en doute pas, ont été surpris de me voir, le premier

de ce côté de la Chambre, réclamer le privilège de prendre part à cet important débat soulevé par l'honorable député de Rouville (M. Barré). Si je me lève, c'est, voyez-vous, Monsieur, que je représente un comté pour plus de la moitié agricole et où, comme ailleurs, j'en suis convaincu, la prospérité de la partie urbaine dépend surtout et avant tout de la situation faite au cultivateur. C'est aussi parce que je me glorifie et m'honore du titre de député le plus habitant de la Chambre que m'a donné, l'an dernier, l'un de nos collègues les plus intelligents et les plus au fait de la situation agricole dans cette province, alors que je défendais devant le comité du Conseil législatif mon projet de loi décrétant l'insaisissabilité de tout le roulant de la ferme.

Ce titre, je voudrais pouvoir le mériter longtemps et, franchement, je ne voudrais le partager qu'avec l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) devant qui je m'incline avec respect et admiration. Car nul plus que lui n'a compris la classe agricole, ne l'a mieux servie, ne désire plus sincèrement lui porter secours et lui procurer la protection et l'assistance dont elle a besoin pour sortir de la situation embarrassante où l'a conduite la baisse continue du prix des produits de la terre, disproportionnée avec le fléchissement subi par les produits manufacturés et les nécessités de la vie. J'ai cru qu'un avocat, né dans un comté rural, vivant pour et par le cultivateur, avait le devoir d'étudier cette question du crédit rural et qu'il lui était permis, non pas de répondre à l'honorable député de Rouville, mais d'exprimer son opinion sur la situation du cultivateur et sur le moyen suggéré par la motion en discussion pour lui venir en aide.

L'honorable député de Rouville (M. Barré) nous a fait un tableau de la situation agricole que, pour ma part, je peindrais avec moins de noir. J'y laisserais pénétrer un peu plus de soleil; ce serait, me semble-t-il, plus encourageant et pour le cultivateur lui-même et pour celui qui veut essayer de le secourir. Mais ne nous chicanons pas sur des considérations préliminaires, sans importance, qui ne modifieraient en rien nos conclusions.

Admettons sans discuter les causes de cette situation, c'est-à-dire que les cultivateurs de la province de Québec, tout comme ceux des autres provinces et des autres pays, ont été terriblement affectés par la crise; que les produits de la ferme se vendent à vil prix, que la terre elle-même a perdu beaucoup de valeur et qu'un grand nombre se voient dans la quasi-impossibilité de renouveler les emprunts garantis par hypothèques, faits durant les années de prospérité pour l'amélioration des

troupeaux, la construction de bâtiments modernes, ou encore parfois l'achat de radios ou d'automobiles. Reconnaissons aussi que beaucoup se verront chassés de leur terre, si des mesures appropriées et efficaces ne sont pas prises par cette Législature pour les sauver.

L'honorable député de Rouville a imaginé un système qui serait une combinaison du "Ontario Savings Office" et du prêt agricole provincial. Ouvrant une parenthèse, je dois dire que j'aime mieux discuter avec mon ami que de croiser le fer avec ces politiciens que l'on rencontre sur les tribunes populaires pendant les élections - et j'en ai rencontrés durant la campagne de Wolfe - qui réclament un crédit rural pour les cultivateurs, essayant de faire croire à la population intelligente de nos campagnes qu'avec un système de crédit agricole, tous pourraient se procurer l'argent dont ils ont besoin, même ceux dont les dettes dépassent la valeur de leurs biens.

L'honorable député de Rouville a admis au cours de ses remarques qu'un système de crédit, provincial ou non, ne serait utile qu'à ceux de nos cultivateurs qui pourront offrir de sûres garanties, par conséquent au petit nombre, à ceux qui n'en ont pas ou peu besoin, et qu'il n'aiderait nullement ceux qui doivent de fortes sommes, c'est-à-dire ceux-là qui sont exposés à se voir expulser de chez eux par leurs créanciers hypothécaires.

Je dis que c'est ceux de cette dernière catégorie qui regardent avec angoisse le palais législatif et que c'est à les secourir par des mesures efficaces que nous devons tendre. C'est pour eux, M. l'Orateur, que le gouvernement a fait voter la loi du moratoire. C'est à eux que je pensais, quand j'ai présenté l'an dernier mon projet de loi rendant insaisissables tous les instruments agricoles et les animaux nécessaires à l'exploitation de la ferme. C'est à eux que le gouvernement de cette province veut porter secours, quand il entretient à ses frais les chemins améliorés et les ponts de fer, quand, il paie les deux tiers, ou 100 % du coût de la construction des écoles, quand il envoie dans nos campagnes cette multitude d'agronomes et de techniciens agricoles qui peuvent, par leurs conseils et leur direction, amener le cultivateur docile et bien disposé à retirer de son travail un revenu considérablement augmenté qui, avec ce qu'il peut gagner aux travaux faits dans sa paroisse par le gouvernement, le rend capable de payer ses intérêts et ses taxes et ainsi se mettre à l'abri des poursuites de ses créanciers.

Si l'on admet que le système proposé par mon honorable ami ne fera affaire qu'avec ceux qui ont au moins un actif immobilier valant le double des prêts

dont ils ont besoin, il faudra également reconnaître que le système ne rendrait que peu de services et, c'est mon avis, il ne serait pas sage d'engager de fortes sommes à l'organisation de ce système. Mieux vaut conserver le crédit de cette province pour la réalisation d'autres mesures plus efficaces. Ainsi, ce serait une mesure en vertu de laquelle on forcerait les créanciers à réduire leurs créances à 80 % de la valeur actuelle des immeubles donnés en gage, avec une indemnité partielle ou totale payée au créancier par le gouvernement. Ou encore par une loi comme il en a été adoptée en Roumanie, en vertu de laquelle le cultivateur peut faire l'abandon de son actif à ses créanciers et se libérer de ses dettes en conservant un cinquième (1/5) de son avoir, réservé de plein droit, et libre de toute charge. Peut-être sans aller aussi loin, pourrions-nous nous inspirer de cette législation et trouver un remède sûrement efficace.

Nous avons dans notre province le crédit agricole fédéral qui, malgré l'accueil peu sympathique qu'il a reçu, a déjà prêté chez nous pour plus de \$3,000,000. Ce système est organisé sur des principes économiques sains. Comparons-le avec les systèmes provinciaux. Il n'est pas inférieur aux systèmes provinciaux déjà établis, surtout depuis que notre gouvernement paie une partie des intérêts dus par l'emprunteur. Grâce à cet octroi et grâce à l'amortissement des deux derniers versements, l'intérêt n'atteint pas 5 %, puisque, grâce à la participation de l'emprunteur dans les profits réalisés par la commission, il est plus que probable que un ou deux des derniers versements seront amortis, sans que l'emprunteur n'ait à rembourser quoi que ce soit.

Voyons maintenant ce qui se fait ailleurs. Trois provinces ont des systèmes provinciaux. Fondé en 1921, le système de l'Ontario prête à 5½ % durant 20 ans. Le système de la Saskatchewan a été fondé en 1930 et l'intérêt varie; la durée est de 30 ans. Au Manitoba, le taux est de 7 %. Tous trois prêtent sur première hypothèque pour un montant de 50 % de la valeur de la propriété. Le prêt fédéral prête sur 50 % de la valeur de la terre, mais seulement 20 % de la valeur des immeubles. Le taux est de 6½ %.

Quelques améliorations suffiraient à rendre le système fédéral aussi efficace qu'il est possible de le désirer. Il faudrait d'abord que l'on prête 50 %, et peut-être 60 %, de la valeur de la terre, y compris les bâtisses et améliorations, et que l'on procède avec plus de célérité, pour que pas plus d'un mois ne se passe entre la demande d'emprunt et le prêt. Ceci me semble-t-il, pourrait facilement s'obtenir, et c'est le but vers lequel nous devrions tendre, plutôt que de songer à organiser un système nouveau qui ne serait

pas plus avantageux. Y a-t-il lieu de créer dans Québec quelque chose ressemblant au "savings office" de la province sœur? Ce serait, je crois, très coûteux, peu profitable et injuste pour cette belle organisation de chez nous qu'on appelle les caisses populaires Desjardins, que je voudrais voir plus répandues, tant j'estime qu'elles peuvent rendre service.

Mais, au lieu d'organiser un système provincial dispendieux, comme toutes les entreprises gouvernementales, d'où difficilement pourrait être bannie la politique et qui, de ce fait, pourrait subir de lourdes pertes, pourquoi ne pas entrer en négociations avec la Fédération des caisses populaires et, au moyen de prêts ou de garanties ou même d'allocations annuelles, amener cette organisation existante à prêter à long terme aux cultivateurs?

Pour ma part, je ne vois pas comment le prêt agricole, à long terme, pourrait se faire par les caisses locales; mais il me semble que la Fédération des caisses populaires pourrait facilement se charger des prêts, aidée qu'elle serait par les caisses locales, par le service agronomique, pour l'évaluation non seulement de la garantie matérielle offerte par l'emprunteur, mais aussi sa valeur morale et ses aptitudes, car bien souvent ces deux dernières garanties valent mieux que la première. Ce serait sûrement plus conforme aux désirs de l'Union catholique des cultivateurs et aux vues de son président qui me faisait l'honneur de m'écrire ceci le 5 décembre dernier: "Personne ne souhaite un crédit rural purement gouvernemental."

Pour ma part, et c'est par là que je termine, je serais heureux de voir une organisation complètement indépendante de la politique, comme le serait la Fédération des caisses populaires, se charger de prêter à nos cultivateurs à des taux aussi bas que possible, et je serais prêt à appuyer une mesure par laquelle le gouvernement viendrait en aide à une telle organisation.

**M. Paquet (Montmagny):** M. l'Orateur, je propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. Bouthillier), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est ajourné.

#### **Demandes de documents:**

##### **Production et vente de charbon de bois**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 28 février dernier, sur la motion proposée le même jour par le député de

Portneuf (M. Gauthier): Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copies, de toutes correspondances échangées avec le gouvernement depuis 1922 jusqu'aujourd'hui, au sujet de la production et de la vente du charbon de bois dans la province.

**M. Giguère (Dorchester):** M. l'Orateur, permettez-moi de féliciter le député de Portneuf (M. Gauthier) qui a attiré l'attention de cette Chambre sur une question qui, surtout dans les temps actuels, prend une importance toute particulière. Il a fait l'historique de la carbonisation. Il a instruit la Chambre des divers usages du charbon de bois dans l'industrie, dans la fabrication de différents effets de commerce et comme carburant en substitution à la gazoline.

Je n'aurai pas la témérité, M. l'Orateur, de revenir sur ce que le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) et mon collègue de Portneuf ont dit de façon si intéressante, quant aux deux premières utilisations, mais puis-je m'arrêter un instant à considérer le troisième point traité par ces honorables messieurs? Je veux dire l'utilisation du charbon de bois comme carburant. À mon humble avis, c'est à développer cette possibilité dans notre province que doivent tendre nos efforts.

Comme l'ont dit mes prédécesseurs, maints pays européens considèrent cette possibilité économique comme très importante. La France et l'Italie, tout aussi bien que les quelque 12 nations européennes qui s'occupent activement de cette question, prévoient la possibilité de l'épuisement de l'essence. Par ailleurs, advenant un conflit armé, certains de ces pays pourraient rencontrer des difficultés insurmontables relativement à leur approvisionnement en essence. Tout leur matériel de guerre pourrait être paralysé, s'il leur était impossible de s'en procurer. De là, les efforts faits par les gouvernements de divers pays européens pour substituer à l'essence un carburant national. Quant à nous, étant plus près des puits pétrolifères et vivant en paix avec nos voisins, nous n'avons aucune raison de craindre sous ce rapport.

Ce qui nous intéresse, c'est surtout le point de vue économique. Par l'emploi du charbon de bois, on obtient un carburant de 50 % à 80 % plus économique que l'essence. Les expériences faites surtout en France le prouvent péremptoirement. Le gazogène, qui peut s'adapter à tous les genres de moteurs à essence, permet l'utilisation du charbon de bois, même pour la traction automobile; et en France, actuellement, 2,000 véhicules à gazogène emploient 30,000 tonnes de bois annuellement.

Mais c'est moins la traction automobile que les groupes fixes qui doivent retenir l'attention de nos experts et de nos chercheurs. Des milliers de petites industries et de communautés en France produisent leur électricité et leur force motrice au moyen de gazogènes. Il a été démontré qu'il suffit de 12 à 20 livres de charbon de bois pour remplacer un gallon d'essence. Même en tablant sur 20 livres et, si l'on estime le charbon à \$18 la tonne, il n'en coûte que 18 cents par équivalence en rendement d'un gallon d'essence, d'où une économie de 50 %, tout bien compté.

On s'étonnera de ce qu'une invention qui a valu l'obtention de pareils résultats n'ait pas encore conquis le marché mondial. Voici ce que dit à ce sujet M. Bertin, conservateur des eaux et forêts: "Si l'emploi du gazogène est encore une exception aux colonies, cela tient à deux causes: difficulté de se procurer un mécanicien intelligent, et nécessité d'utiliser, dès le début, un assez grand nombre d'appareils justifiant l'installation d'ateliers de réparations et la constitution de stocks de pièces de rechange."

Ces difficultés dont on a parlé, pour l'industrie du charbon de bois, ne doivent pas être insurmontables, et je soumetts que notre Commission provinciale des produits forestiers devrait s'attaquer résolument à la tâche de les résoudre. Puisqu'il nous faut, Monsieur, des débouchés pour notre charbon de bois, afin d'en stabiliser le prix de vente, la Commission devrait faire une étude approfondie dans ce domaine qui semblerait rempli de perspectives prometteuses. Dorchester, comme l'a signalé mon collègue de Portneuf, est intéressé au commerce du charbon de bois. Avant l'avènement de cette petite industrie, il n'y avait, pour le colon et le petit cultivateur, d'autre perspective que celle de quitter sa famille pendant cinq ou six mois de l'année pour aller aux chantiers. Nous avons maintenant une cinquantaine de fourneaux dans Dorchester, dans les paroisses de Saint-Luc, de Saint-Cyprien, de Saint-Louis et de Sainte-Germaine. Pour plusieurs de mes braves colons, ce fut la planche de salut.

Pour vous donner un exemple de ce que signifie pour un colon l'exploitation d'un petit fourneau, je vous citerai un fait. Un de mes électeurs, un robuste et vaillant colon de Saint-Luc, avait un cheval, une vache et quelques acres seulement en culture et devait \$1,000 sur sa terre. Son terrain était relativement pauvre et difficile de rendement, et tout le bois mou y avait été coupé. Le propriétaire devait s'absenter six mois par année pour subvenir aux besoins de sa famille.

En novembre 1924, il construisit un fourneau de six pieds par neuf pieds et d'une capacité de huit cordes. Dans 250 jours, il fit 25 cuites dont chacune lui donnait environ trois tonnes de charbon. Le prix était alors de \$17 la tonne rendue au chemin de fer qui était à environ 15 milles de distance. Ce cultivateur, pour alimenter son fourneau, fit à l'automne trois cordes et demie d'abatis et, au printemps, un autre trois acres et demi, soit un total de sept acres. Le bois franc pris dans cet abatis lui a rapporté la somme de \$1,003.99 (en charbon et en cendres). Deuxièmement il a été employé continuellement sur son lot et a vécu avec sa famille. Troisièmement, il a éliminé le brûlage des abatis.

Si ce colon n'avait pas employé un fourneau, son abatis lui représenterait \$175, à \$25 de l'acre. Avec son fourneau, il a retiré ses \$175, plus \$1,003.99, soit un total de \$1,178.99. Pour résumer, ce monsieur s'est défriché une belle terre en 10 ans, il garde maintenant 10 vaches et ne doit plus rien à personne. Voilà ce que lui a permis de réaliser son petit fourneau à carbonisation.

Combien d'autres exemples ne pourrais-je pas donner à cette Chambre de colons à qui il est devenu possible de demeurer avec leur famille, d'y garder leurs grands garçons, tout en faisant mieux que s'ils étaient allés s'exiler dans les chantiers six mois par année. Seulement, la crise est venue et a affecté cette industrie comme les autres. La chute des prix s'est fait sentir sur le marché du charbon de bois, et les fourneaux ont dû rester éteints la plus grande partie de l'année. Le dévoué curé de Saint-Luc me disait que, si ses colons avaient pu continuer la fabrication de ce produit, s'ils avaient pu trouver un marché et vendre le charbon de \$8 à \$10 la tonne, ils pourraient vivre sans inquiétude et rencontrer leurs obligations.

Me sera-t-il permis de dire ici que j'approuve entièrement la suggestion de l'honorable député de Portneuf, lorsqu'il dit que le charbon devrait être étiqueté de manière à ce que l'acheteur sache d'où vient son charbon, et afin qu'il puisse faire la distinction entre le charbon très inférieur qui nous vient des États-Unis et le charbon de bois canadien? Quant à faire une véritable industrie de la fabrication du charbon de bois, j'avoue que je ne crois pas du tout la chose pratique.

La fabrication du charbon de bois ne peut être qu'une petite industrie privée, et cela, pour au moins deux raisons bien simples. Premièrement, elle n'est pas assez rémunératrice pour permettre d'utiliser une main-d'œuvre salariée. Tout au plus offre-t-elle un revenu modique, mais très précieux, pour le colon et le cultivateur qui fabrique lui-même son charbon.



Deuxièmement, il est avéré que la carbonisation dans des petits fours de sept à 10 cordes donne un meilleur rendement et de meilleurs produits que dans des fourneaux d'une capacité plus grande.

**M. Drouin (Québec-Est):** J'ai suivi avec intérêt les discours prononcés sur cette question du charbon de bois. Je me suis aussi intéressé au remarquable exposé du ministre des Terres et Forêts. Toutes ces questions de charbon et de gasoline se tiennent et, pour ma part, je ne veux aujourd'hui parler que de la question du charbon. La population pauvre des villes se sert du charbon de bois, parce que le charbon dur, l'anhracite est trop cher. Il est trop cher, M. l'Orateur, pour cette raison qu'il existe un trust de charbon. Je reconnais que cela n'est pas exclusivement du ressort de l'Assemblée législative, mais il est permis d'en parler.

Le Parlement fédéral a adopté une loi de combine, il y a quelques années. Il (M. Drouin) fait l'historique de cette loi, puis des procédures intentées contre le trust Webster<sup>5</sup>. Une enquête faite à Ottawa, en vertu de cette loi, a démontré qu'il y avait un trust du charbon dans notre province. Je dois dire que le procureur général de notre province a fait son devoir en instituant des procédures contre le trust. Il a obtenu une décision le condamnant, mais la cause est en appel.

Mais la question sera longtemps d'actualité. Des amendes seront imposées. Il y aura des poursuites, mais le trust restera. Je ne crains pas d'affirmer que c'est son intention de se maintenir. La loi a été appliquée, mais le trust persiste. Voilà deux ans que l'affaire dure. L'industrie du charbon, telle qu'organisée actuellement, est un défi à l'opinion publique. Bien plus, c'est un défi au Parlement, à la loi et aux tribunaux. Le trust du charbon est comme tous les trusts. Il est peut-être le danger économique le plus pressant à combattre. Danger économique, moral et social. Danger économique, parce qu'il contribue de plus en plus à répartir moins équitablement la richesse dans le pays et crée une petite classe de millionnaires.

Et, pendant ce temps, le reste du peuple crève de faim. Danger social qui contribue à jeter les classes les unes contre les autres. Danger moral, car ce petit groupe d'hommes en viennent à se croire au-dessus des lois, au-dessus de la morale, au-dessus du bien social. Voilà pourquoi nous devons les combattre. Et voilà pourquoi les pouvoirs publics doivent, par tous les moyens possibles, les refréner dans l'intérêt général. Nous devons donc encourager la petite industrie du charbon de bois, afin de combattre le trust.

La motion pour la production de documents est adoptée sur division.

### **Établissements industriels**

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 20 modifiant la loi des établissements industriels.

Adopté.

### **En comité:**

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Je propose des amendements pour diminuer la pénalité en cas de violation de la loi et surtout pour étendre la loi aux établissements commerciaux.

Les articles 1 à 9 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 10, paragraphe 17, qui se lit comme suit:

"17. Sauf dans les cas mentionnés à l'article 16, aucun garçon au-dessous de dix-huit ans, aucune jeune fille et femme ne peut travailler plus de soixante heures par semaine dans un établissement commercial dans une cité ou d'une ville de plus de dix mille âmes.

"Les quatre premiers jours de la semaine, la durée de leur travail ne devra pas excéder neuf heures par jour; le vendredi, elle ne devra pas excéder onze heures; le samedi, elle ne devra pas excéder treize heures.

"Ces heures de travail devront être distribuées entre sept heures du matin et sept heures du soir les quatre premiers jours de la semaine; le vendredi entre sept heures du matin et neuf heures du soir; le samedi entre sept heures du matin et onze heures du soir.

"Toutefois, la prohibition en vertu du présent article ne s'applique pas:

"a. Aux deux semaines qui précèdent le jour de l'An;

"b. À la veille des fêtes.

"Dans ces deux derniers cas, cependant, le travail ne devra pas se prolonger après onze heures du soir.

"La veille de la Noël, la veille du jour de l'An et la veille du dimanche de Pâques, la journée de travail ne devra pas se prolonger après dix heures du soir."

Il est proposé de remplacer l'article 10, paragraphe 17, par le suivant:

"17. Sauf dans les cas mentionnés à l'article 16 et les deux semaines qui précèdent le jour de l'An, aucun garçon au-dessous de dix-huit ans, aucune jeune fille ou femme ne peut travailler plus de soixante heures par semaine, dans un établissement commercial d'une cité ou d'une ville de plus de dix mille âmes.

"Ces heures de travail devront être distribuées entre sept heures du matin et onze heures du soir.

"La veille de la Noël, la veille du jour de l'An et la veille du dimanche de Pâques, la journée de travail ne devra pas se prolonger après dix heures du soir."

L'amendement est adopté.

L'article 10, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 11 à 22 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements<sup>6</sup>. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Guertin (Hull):** M. l'Orateur, je n'ai aucune hésitation à approuver ce projet. Je regrette cependant que l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Arcand) ait fait diminuer la pénalité pour ceux qui violeront la loi.

J'espère que la loi sera mise en vigueur dès sa sanction et qu'elle sera respectée. C'est là une nécessité, parce que la loi du salaire minimum des femmes n'est pas respectée, et elle ne pourra l'être que par une surveillance étroite des établissements industriels.

Ce n'est pas tout de faire des lois, il faut les faire observer. Le gouvernement ne s'est pas montré suffisamment sévère jusqu'ici. Il y a eu des abus qu'il importe de corriger, afin que cessent les violations de la loi. Il (M. Guertin) donne des exemples qui illustrent ses remarques et parle des développements que l'enquête Stevens<sup>7</sup> à Ottawa a permis de mettre en lumière.

Je suggère à M. R. B. Bennett, premier ministre du Canada, de défendre la distribution des produits d'une province à l'autre, quand les patrons ne se conforment pas à la loi du salaire minimum des femmes.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est plutôt rare, mais, cette fois-ci, vous avez raison.

**M. Guertin (Hull)** croit que le remède nécessaire à la crise, c'est la réduction des heures de travail. Le président des États-Unis a pris cette initiative.

Tant que nous ne ferons pas de même au Canada, la classe ouvrière souffrira. Après ces quelques remarques, je répète que je suis favorable à la mesure que nous venons d'adopter en comité.

Adopté. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 34 prolongeant d'une année la loi des assurances de Québec, 1933 (dispositions temporaires).

#### Motions des députés:

##### Salaires dans les établissements industriels et les maisons de commerce

**M. Francoeur (Montréal-Dorion)** propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Saintonge):

Que cette Chambre:

Considérant que nombre d'employeurs profitent du chômage actuel pour payer à leurs employés des salaires minimes, dérisoires même;

Considérant qu'il importe de mettre fin à ces abus, à cette exploitation de la misère humaine;

Exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre des mesures immédiates pour assurer un salaire équitable aux journaliers en général, de même qu'aux hommes et aux femmes qui travaillent pour les établissements industriels ou pour les maisons de commerce.

M. l'Orateur, je comprends que le salaire minimum des femmes venant d'être amendé, je ne puis traiter cette question, mais je parlerai du salaire minimum des hommes. Je demande au gouvernement, qui vient de légiférer pour assurer un salaire

minimum aux femmes, de légiférer dans le même sens pour assurer un salaire équitable pour les hommes, surtout aux journaliers qui sont souvent exploités.

Je veux éviter de faire de la politique avec cette question. Depuis quatre ans que la crise économique a fait son entrée au Canada, on a entendu bien des suggestions. Il appartient toutefois au pouvoir central de chaque pays de voir à ce que personne ne souffre de la faim ou du froid, de déterminer les mesures à prendre pour mettre fin à la crise et pour donner du travail à la population. Je veux dire ce qu'il a fait et ce qu'il aurait dû faire et n'a pas fait. Je m'intéresserai d'abord aux journaliers, qui ne peuvent plus trouver d'emploi. Il est vrai qu'un grand nombre de professionnels ne travaillent pas non plus.

Avant la crise, les journaliers étaient la plupart des gens qui n'avaient aucun métier. Depuis la crise, même les hommes de métier sont devenus des journaliers, même les professionnels sont obligés de recourir à du travail manuel non spécialisé. À Montréal, il y a des notaires et des avocats qui ont dû recourir à ce travail manuel pour vivre.

L'honorable R. B. Bennett est responsable de l'état de choses qui existe actuellement dans le pays. En 1930, il a gagné les élections avec un programme qui ne correspondrait pas du tout avec les mesures qu'il a proposées à la Chambre et, surtout, avec les salaires qui sont payés aux ouvriers. Il avait promis de mettre fin au chômage et il ne l'a pas fait. La situation est pire que jamais.

Il y a, au Canada, deux facteurs de puissance qu'il ne faut pas négliger: l'ouvrier et le cultivateur. Aux deux, M. Bennett a promis du travail et du bonheur. Il ne leur a donné ni l'un ni l'autre. Est-il juste que le premier ministre n'ait pas tenu ses promesses? Il a trop promis, c'est entendu, mais il n'avait pas le droit de faire de telles promesses. M. Bennett ne fait rien et attend ce qu'il va se faire ailleurs.

Aux États-Unis, un homme a été élu<sup>8</sup>. Il avait fait des promesses et il les a tenues. Il a donné confiance à la population. Pendant ce temps-là, M. Bennett attend et les représentants canadiens-français dans le cabinet Bennett ont trouvé moyen d'aller se promener pendant les sessions. Je ne sais si M. Bennett les croit plus utiles à l'extérieur, mais le ministre de la Marine, M. Alfred Duranleau, était en Espagne pendant la session de 1933, et cette année, c'est le ministre des Postes, M. Arthur Sauvé, qui se promène en Égypte, lui qui, lorsqu'il siégeait ici, disait: "Lorsque je serai au pouvoir, je ferai ceci ou cela." Ce n'est pas ainsi qu'ils peuvent s'occuper des besoins de la masse.

**M. Guertin (Hull):** M. l'Orateur, je me demande en quoi tout cela se relie avec le salaire minimum des hommes. Il n'est pas question de salaires dans ce discours.

**Des voix ministérielles:** Évidemment, le député de Hull défend M. Bennett.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** J'ai besoin de faire cette argumentation avant de parler de l'objet de ma motion.

(Applaudissements)

L'honorable député de Hull, qui est debout plus souvent que moi, devrait me laisser parler. Je parlais de l'honorable ministre des Postes, et je m'étonne de voir, qu'au milieu de la crise, il soit parti en voyage en Égypte. Je répète que M. Bennett aime peut-être mieux voir les ministres de notre province hors de leur pays. Je ne veux pas critiquer plus qu'il ne faut ceux qui administrent le Canada, mais quand on fait des promesses, on doit au moins en tenir quelques-unes, si on ne peut les tenir toutes.

Une des grandes réformes à accomplir est la réduction des salaires. Aux États-Unis, on a fait des enquêtes, on s'est occupé de la révision des salaires. Ici, M. Bennett a passé le couteau dans les salaires des fonctionnaires tandis qu'aux États-Unis, on enquêtait des salaires payés aux gérants de banques.

Je regarde *L'Action catholique* d'aujourd'hui. On ne niera pas, surtout dans l'opposition, que ce soit un de nos grands journaux indépendants. Or, il nous annonce que le président Roosevelt a réduit les heures de travail dans toutes les industries.

Je parlais des voyages de nos ministres. M. Bennett est allé à la Conférence économique mondiale. Pendant ce temps, Hitler travaillait à rétablir la prospérité en Allemagne. Je n'approuve pas la politique d'Hitler mais, comme Roosevelt, il fait quelque chose.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** lui rappelle qu'il est 6 heures.

#### Travaux de la Chambre:

##### Question au Feuilleton

**M. Guertin (Hull)** se plaint que la question qu'il avait mise à l'ordre du jour ait disparu.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** lui assure qu'elle y sera remise.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

### Reprise de la séance à 7 h 30

#### Union des municipalités

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 97 concernant l'administration de certains biens de l'Union des municipalités de la province de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Saintonge (Beauharnois)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Charte de Saint-Hyacinthe

**M. Phaneuf (Bagot)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 103 refondant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Adopté.

#### En comité:

Les articles 1 à 59 sont adoptés.

**M. Phaneuf (Bagot)** propose la réinsertion de l'article 60 qui se lit comme suit:

"60. La loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant après l'article 532, l'article suivant:

"532a. Les rôles d'évaluation, les rôles de perception de l'année 1919 inclusivement à venir à 1933, aussi inclusivement, sont déclarés valides et légaux à toutes fins que de droit, quant à ce qui concerne l'imposition et la perception de toutes taxes spéciales sur terrains en culture, pour construction de pavages, de trottoirs et d'égouts et pour entretien de pavages, de trottoirs et d'égouts et pour éclairage public, nonobstant tout jugement, toutes conventions et contrats, à ce contraire. Néanmoins, la présente disposition n'affectera pas les causes pendantes, mais quant aux frais seulement<sup>9</sup>."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je crois que cette clause va trop loin et qu'elle devra être biffée; elle fut, l'autre jour, en comité des bills privés. On demande de mettre de côté un contrat librement consenti et un jugement de la Cour supérieure. La question étant devant les tribunaux, en appel. Il convient d'attendre la décision avant que la Chambre prenne attitude. En plus, comme il y a un contrat bilatéral, il convient de laisser les tribunaux adjuger sur les droits respectifs des parties en cause.

#### L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Il est bien beau de parler de droits acquis, mais tout droit acquis ne l'est qu'en autant que le législateur le décide. Il est temps de placer l'intérêt général avant l'intérêt particulier et de ne plus laisser personne sous l'impression que les citoyens haut placés sont en marge des lois. De tous les contribuables de Saint-Hyacinthe, trois seulement ont refusé de payer leur part pour l'embellissement de leur ville. L'un d'eux est l'ex-juge Tellier. Il lui est plus facile de faire valoir ses objections au moyen de tracasseries judiciaires. Il est plus facile à l'ex-juge Louis Tellier qu'aux autres citoyens d'intenter procès sur procès, à cause des moyens dont il dispose.

J'ai été chargé par le conseil de ville de Saint-Hyacinthe, à l'unanimité, de présenter cet article et de le faire adopter. Ce n'est pas la première fois que cette question est soulevée. Le chef de l'opposition dit que nous devons respecter les contrats. Nous respectons le contrat avec le juge Tellier. De temps immémorial, la ville de Saint-Hyacinthe n'a jamais payé un sou pour acheter le terrain nécessaire à l'ouverture d'une rue, et encore moins devrait-elle payer pour ouvrir des rues sur les terres en question qui ont pris de la valeur, grâce aux travaux que la ville de Saint-Hyacinthe y a faits. Il faut que tout le monde qui jouit des progrès matériels d'une ville contribue à payer pour ces progrès.

Lorsqu'on prétend que la ville doit exempter les terrains de M. le juge Tellier, parce qu'il a consenti à céder les terrains nécessaires à l'ouverture de rues, on le place donc dans une position tout à fait spéciale, en dehors des autres propriétaires qui ont tous consenti à la cession de terrains. Nous n'avons pas suivi l'exemple de certaines villes qui se sont ruinées, pour les intérêts de quelques particuliers, au moyen d'expropriations ruineuses pour ouverture de rues.

Ces taxes de pavages que la ville de Saint-Hyacinthe réclame de la propriété Tellier et que le propriétaire refuse de payer, ces taxes ont été payées par les églises, les maisons d'éducation, etc., car ces institutions ont compris que, si l'on voulait bénéficier

de toutes les améliorations modernes désirables, il fallait que tous ceux qui profitent du bien général y contribuent. La taxe que la ville réclame sur les terrains de M. Tellier est la taxe générale sur terrains en culture, décidée en 1927 par la Législature, qui est perçue sur toutes les autres propriétés analogues et qui se chiffre à  $\frac{3}{4}$  de 1 %.

En 1912, un contrat fut signé au sujet des propriétés du juge Tellier, par lequel la ville de Saint-Hyacinthe s'engageait à considérer ces propriétés comme des terres en culture. Ces terres ne jouissent donc d'aucun privilège en vertu duquel le propriétaire ne paierait pas pour les trottoirs et les égouts construits sur sa propriété depuis, alors que toutes les communautés religieuses payent pour ces améliorations. Les rues dont il est question dans le contrat entre la ville et la propriété Tellier, contrat qu'on invoque pour ne pas payer les taxes, sont ouvertes depuis 1897.

Lorsqu'on s'est présenté devant le conseil pour faire signer le contrat, j'étais alors secrétaire de la municipalité. J'ai avisé le conseil de ne pas signer. Mais, après 1912, étant élu député, j'ai abandonné ma position de secrétaire, et c'est alors que l'on a signé le contrat qui fait aujourd'hui la source de toutes les tracasseries. La ville s'était engagée à entretenir le chemin, avec fossés, suivant les règlements existants, mais non pas spécifiquement à ses frais. Il était entendu que la cité considèrerait les terrains en culture, tant que non vendus. Mais jamais la cité ne s'est engagée envers M. Tellier à faire gratuitement des pavages et des égouts sur ses terrains sans les lui charger, quand nous faisons payer l'église de Saint-Hyacinthe. Nous avons besoin de nos taxes pour équilibrer notre budget.

On dit que nous avons la charte la plus libérale de la province. Je dirais plutôt que nous avons la charte la plus démocratique. C'est pour cela que la ville de Saint-Hyacinthe est la plus prospère de la province et où il y a le plus de progrès dans tout le Canada. La cité ne veut pas s'éterniser dans les chicanes devant les cours de justice. Si nous avons réussi à diminuer la taxe de 50 cents par \$100 d'évaluation, en plein temps de crise, si nous avons la municipalité la mieux administrée peut-être de tout le pays, c'est que chez nous, chacun paie sa part des taxes, c'est qu'au lieu d'exproprier pour ouvrir les rues, les intéressés ont donné les terrains, avec grands avantages pour eux par la suite. Moi-même j'ai été propriétaire de grands terrains et j'ai donné les terrains pour ouvrir les rues, mais jamais je n'ai considéré que j'avais fait cadeau d'un cent à la ville, car ce que j'ai donné m'a remboursé 100 fois et au-delà de ce que j'avais avancé.

Ce sont ces tracasseries judiciaires qui ont placé tant de nos villes dans la situation embarrassante où elles sont aujourd'hui, au point de tomber sous la tutelle municipale. En plus, ce n'est pas une raison, parce qu'un contribuable occupe une situation sociale élevée, pour qu'il ait un traitement privilégié. On a donné trop souvent des droits aux individus au détriment de la masse.

Vous avez dans cet article l'essence de l'administration de la ville de Saint-Hyacinthe. Ce sont les concessions au droit exagéré de l'individualisme, comme celles dont veut bénéficier le juge Louis Tellier, concessions qui ont fait tant de mal à nos villes de Québec et en ont mis plusieurs dans la situation où elles sont aujourd'hui. S'il n'y avait pas eu tant d'expropriations dans certaines villes, elles ne seraient pas obligées de se faire administrer par la Commission municipale. Nous voulons que tous les administrés soient sur le même pied. Nous ne voulons pas que la Législature consacre ce principe qu'un seul individu ait le privilège d'être exempté des taxes de pavage, quand toutes les institutions de Saint-Hyacinthe payent. L'équilibre est brisé dans le monde aujourd'hui parce que l'on a donné trop de droits à des particuliers. Depuis 25 ans, nous travaillons à faire disparaître les excès à Saint-Hyacinthe. Si on ne nous fait pas justice, mes concitoyens blâmeront le gouvernement. Comme maire de Saint-Hyacinthe et comme député de Saint-Hyacinthe, je demande à la Législature de confirmer la manière d'administrer jusqu'ici Saint-Hyacinthe.

**M. Côté (Bonaventure):** Je veux relever quelques paroles de l'honorable député de Saint-Hyacinthe qui a parlé de la complaisance des avocats envers les juges. Je pratique depuis 15 ans. Je n'ai jamais eu, et les avocats n'ont jamais eu, de complaisance pour les juges plus que pour les chômeurs. Ils n'ont de complaisance que pour le droit qu'ils s'efforcent de faire triompher.

**Une voix:** Les avocats honnêtes.

**M. Côté (Bonaventure):** Je ne parle ici que des avocats que je connais, des avocats honnêtes. Je n'ai pas à juger des choses que je ne connais pas.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** L'honorable député me permettra-t-il une question?

**M. Côté (Bonaventure):** L'honorable député parlera après moi. Il dit que la Législature fait des lois. C'est vrai. Mais il y a un jugement et la cause

est pendante. C'est une question de droits acquis. J'ai voté contre l'amendement au comité et je maintiendrai ma décision en vertu du principe qu'il faut sauvegarder les droits acquis.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

L'honorable député a fait porter mes paroles un peu trop loin. J'ai tout simplement dit que les avocats avaient des complaisances pour les juges ou leurs confrères, en ce qui concerne les honoraires. Les avocats ne chargent rien aux juges et à leurs confrères. L'honorable député pourra-t-il nier cela? Non, c'est la vérité. Et j'ai dit qu'il est plus facile à l'ex-juge Tellier qu'aux autres citoyens d'intenter procès sur procès à cause des moyens qu'il dispose.

**M. Côté (Bonaventure):** J'admets que les avocats usent entre eux de certains procédés de délicatesse, mais pour ceux dont l'honorable député a parlé.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

L'honorable député de Bonaventure parle de droits acquis. Je suis ici depuis 1912. Mais ce n'est que cela que nous faisons: légiférer sur des droits acquis. On s'en scandalise moins parce que c'est au profit de particuliers. C'est là tout ce que j'ai dit au sujet des droits acquis. Nous les respectons depuis toujours et je demande tout simplement de considérer l'intérêt général avant l'intérêt particulier.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je ne veux pas être désagréable à l'honorable député de Saint-Hyacinthe. J'étais présent au comité des bills privés et je n'ai pas changé d'opinion depuis. La question n'est pas de savoir s'il y a des complaisances entre les juges et les avocats. Par la clause, nous accordons des privilèges considérables à la cité de Saint-Hyacinthe. Il ne s'agit pas de savoir si c'est un juge qui est en cause. Le juge Tellier est soumis aux lois comme les autres citoyens. Mais il y a eu un contrat de signé entre la ville de Saint-Hyacinthe et le juge Tellier.

La ville a prétendu ensuite qu'elle n'était pas obligée d'accéder aux demandes du juge Tellier. Saint-Hyacinthe a fait un procès et elle a perdu. On est maintenant en Cour d'appel. La Cour supérieure n'a pas accepté les vues de Saint-Hyacinthe, et on nous demande de mettre de côté un contrat signé librement entre deux parties et accepté par la Cour supérieure. Si la convention n'est pas bonne, la Cour d'appel annulera et le contrat et le jugement de la Cour supérieure.

Dans les circonstances, je ne suis pas prêt à mettre de côté un contrat librement signé et un jugement de la Cour supérieure. La Cour d'appel

décidera. Vous avez vos prétentions et le juge a les siennes. Vous avez peut-être raison, mais jusqu'ici les tribunaux ont donné raison au juge. Vous avez porté la cause en appel. Et la Législature, quant à moi, ne devrait pas intervenir jusqu'à ce que la Cour d'appel décide.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Nous ne demandons pas de mettre de côté un contrat, mais de ratifier les rôles. Nous demandons le pouvoir de percevoir nos taxes en vertu du rôle d'évaluation.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):**

On dit que les taxes doivent être perçues, mais nous ne voulons pas mettre de côté les jugements rendus.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Nous ne voulons pas laisser ces procédures manger nos revenus. Si nous gagnons, nous serons entraînés en Cour suprême, puis au Conseil privé; et nous nous ruinerons. Nous demandons à la Chambre de dire que les prétentions du juge ne sont pas équitables. Qu'il paie comme les autres!

L'article 60, étant mis aux voix, est adopté à la suite d'un vote debout, de 33 contre 21<sup>10</sup>.

Les articles 61 à 77 et le préambule sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande que la troisième lecture soit reportée à la prochaine séance sous prétexte qu'il ne peut sanctionner le principe contenu dans l'amendement.

Il est ordonné que l'adoption de l'amendement soit remise à la prochaine séance.

**Motions des députés:**

**Salaires dans les établissements industriels et les maisons de commerce**

La Chambre reprend le débat sur la motion en discussion, à 6 heures, ce jour.

Que cette Chambre:

Considérant que nombre d'employeurs profitent du chômage actuel pour payer à leurs employés des salaires minimes, dérisoires même;

Considérant qu'il importe de mettre fin à ces abus, à cette exploitation de la misère humaine;

Exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre des mesures immédiates pour assurer un salaire équitable aux journaliers en général, de même qu'aux hommes et aux femmes qui travaillent pour les établissements industriels ou pour les maisons de commerce.

**M. Francoeur (Montréal-Dorion):** J'espère que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour donner un meilleur salaire à ceux qui sont forcés par la crise de travailler comme journalier. Je suis favorable à la fixation d'un salaire minimum pour les hommes. En donnant de l'emploi, on doit favoriser les pères de famille d'abord. En juillet 1930, le gouvernement d'Ottawa a promis de régler le chômage ou de succomber à la tâche. En 1931, le gouvernement provincial n'a pas fait beaucoup de promesses, mais beaucoup de travail. Il s'est étudié à soulager les misères du peuple et à protéger le cultivateur et l'ouvrier.

Aux prochaines élections, le peuple s'en souviendra et portera le Parti libéral au pouvoir. Je réclame un salaire minimum pour le journalier: 35 cents de l'heure ne serait pas exagéré. L'honorable premier ministre, qui célèbre son 67<sup>e</sup> anniversaire, a prouvé à sa province et au pays qu'il était un homme d'État. M. Bennett devrait l'inviter souvent à Ottawa. J'ai confiance qu'avant la prorogation des Chambres, une loi du salaire minimum des journaliers sera adoptée.

**M. Turcotte (Richelieu):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est ajourné.

### Subsides

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité<sup>11</sup>:

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles normales: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureaux du gouvernement, Montréal: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** affirme que le gouvernement paie trop cher pour l'électricité.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Une somme de \$2,000 ne me paraît pas exagérée. C'est la raison pour laquelle le gouvernement n'a porté aucune plainte devant la Commission des services publics.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement est le seul dans cette province à se déclarer satisfait des taux de l'électricité. Ce n'est pas étonnant, le gouvernement craindrait de troubler les trusts et leurs amis. Considérez-vous que vous payez trop cher pour l'électricité?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Le gouvernement paie les taux du consommateur régulier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est un fait avéré: c'est qu'à Montréal, la Montreal Light, Heat & Power exige des taux beaucoup trop élevés. Elle constitue un trust qui abuse de la population, et le gouvernement aurait dû y voir depuis longtemps. La Montreal Light, Heat & Power exploite nos ressources naturelles à l'instar des autres compagnies électriques de notre province. Ces ressources, naturellement, devraient normalement servir à aider la population, surtout en temps de crise. Et le gouvernement, chargé de veiller non seulement au bien-être de la population, mais aussi à la sauvegarde de la population, n'a rien fait.

Il a créé la Commission des services publics et lui a donné certains droits, mais illusoires, puisqu'elle n'avait pas en même temps l'argent nécessaire pour les appliquer pour le service de la population. Or, nos ressources hydrauliques, ressources qui auraient dû être un appoint à nos gens, ont servi au contraire à les exploiter avec la complicité du gouvernement.

Si le gouvernement n'a pas le courage de protéger lui-même directement la population, de maintenir le trust de l'électricité dans des limites raisonnables, il aurait dû au moins avoir le courage de porter plainte auprès de sa Commission des services publics, de l'employer à enquêter sur les taux.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Le chef de l'opposition trouve les taux trop élevés et

nous demande d'intervenir pour abaisser les taux en faveur des contribuables. Mais le président de la Commission des services publics n'a jamais dit que les taux étaient trop élevés à Montréal. Et je ne crois pas qu'on puisse me demander de décider cette question assez complexe.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. Beaudry a laissé entendre que les taux à Montréal étaient trop élevés. À tout événement, le gouvernement a des devoirs très clairs et impérieux à remplir. Le gouvernement a le devoir de veiller à ce qu'il ne paie pas des taux trop élevés pour ses propres services. Il a aussi le devoir impérieux et indiscutable de protéger les contribuables contre les abus qui les oppriment de quelque source qu'ils viennent.

Il a enfin le devoir non moins impérieux de sauvegarder nos ressources naturelles, de les faire servir au bénéfice de la population et d'empêcher à tout prix qu'elles soient employées à notre détriment. Or, que voyons-nous? Alors que les taux à Montréal sont trop élevés, de l'aveu de tous, le gouvernement avoue qu'il paie les taux du consommateur ordinaire pour ses services, il avoue qu'il n'a jamais songé à enquêter pour savoir s'il était exploité. Bien plus, le ministre avoue qu'il ne s'est pas enquis pour savoir si la population de Montréal était ou non exploitée. Enfin, nous voyons que nos ressources naturelles servent à opprimer les contribuables de Québec, avec le résultat qu'on leur rend plus difficile le fardeau de la crise.

Alors que le devoir du gouvernement est d'obtenir des taux raisonnables pour les contribuables en général, et ceux de Montréal en particulier, le ministre avoue qu'il n'a pas fait d'enquête sur les taux et qu'il n'a pas l'intention d'en faire, malgré que le ministre soit solidaire du point de vue ministériel avec le gouvernement. Le ministre croit-il de son devoir de réclamer la diminution des taux trop élevés?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Je n'ai pas porté plainte, car on me dit que la somme payée pour le service d'électricité dans le département ne paraît pas tellement élevée qu'il faille prendre action.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelle est l'opinion du ministre sur les taux de Montréal?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Je ne suis pas en mesure de me prononcer. Des experts ont discuté la question et leurs témoignages sont contradictoires.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À même nos ressources naturelles qui doivent servir uniquement au bien de notre population, des compagnies comme la Montreal Light, Heat & Power, qui est un holding qui contrôle des subsidiaires comme la Royal Electric, qui a une surcapitalisation si intense qu'en huit ans les actionnaires ont reçu deux fois plus que leur mise initiale.

Or, le ministre ignore si les taux sont raisonnables. Non seulement il l'ignore, mais au lieu de faire enquête pour la protection des contribuables comme c'est le strict devoir de tout gouvernement, il déclare qu'il ne veut pas s'en occuper. Il renvoie les gens à la Commission des services publics qui, de son propre aveu, se déclare impuissante à prendre aucune initiative, faute de fonds suffisants. Le gouvernement a pourtant le pouvoir et le devoir d'intervenir, mais il ne sait rien et ne fait rien.

Il est deux façons de favoriser le capital malsain: lui aider par des lois complices, ou rester inerte lorsqu'il s'agit de réprimer les abus. Et le gouvernement a favorisé le capital malsain des deux façons. Pourtant, le gouvernement devrait intervenir. Si les taux étaient moins élevés à Montréal, le contribuable, et notamment le petit propriétaire, y trouverait un allègement considérable dans la crise que nous traversons. Et le gouvernement lui-même y trouverait son avantage par une plus grande rentrée des impôts nécessaires à l'administration publique.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Le chef de l'opposition veut que je fasse une cause devant la Commission des services publics sur les taux de la Montreal Light, Heat & Power. Je ne suis pas prêt à le suivre sur ce terrain-là. Je ne suis pas appelé davantage à me prononcer sur la question des taux en général. Je puis lui dire que les taux que nous payons pour nos départements ne nous semblent pas très exorbitants. Y a-t-il lieu vraiment de nous plaindre auprès de la Commission? Puisqu'on me dit que les taux que nous payons sont raisonnables. Quant à la députation, s'il y a lieu pour elle de demander une enquête, elle en a le droit. Mais je ne crois pas devoir me prononcer sur ça. Les contribuables peuvent s'adresser à la Commission.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La population n'a pas les pouvoirs du gouvernement. D'ailleurs, ce dernier a le devoir d'intervenir de lui-même, pour protéger la population si elle est exploitée, de faire les recherches, de prendre les mesures remédiatrices, surtout quand le public est exploité à même ses propres ressources naturelles. Le gouvernement est



obligé par ses fonctions de protéger l'intérêt général contre l'ambition particulière effrénée. Mais le gouvernement, hélas! qui montre un intérêt extraordinaire pour les bills des compagnies, est d'une apathie complète quand il s'agit du bien public.

Il a accordé exemptions sur exemptions de taxes aux grosses compagnies. Et ces exemptions ont servi à surcapitaliser et en retour à hausser les taux aux dépens du public. Si le gouvernement ne corrige pas les abus, s'il ne reprend pas le terrain perdu, il portera la responsabilité, non seulement d'avoir sacrifié les intérêts des contribuables, mais d'avoir favorisé des dangers que le ministre connaît bien et qu'il faut enrayer. Le ministre a lu le discours de M. Raymond<sup>12</sup>, député fédéral de Beauharnois, alors que ce député a démontré que la Montreal Light, Heat & Power exploite les contribuables de Montréal.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Je l'ai lu, mais je ne crois pas aux discours.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourtant, il sait que M. Raymond est très au courant de la question. Mais le gouvernement a toujours aidé les gros intérêts, et il n'a pas protégé les consommateurs comme il aurait dû le faire. On a dénoncé certains excès de langage, et avec raison; mais il y a eu des excès encore plus condamnables de la part des compagnies, et le gouvernement n'a rien fait pour les réprimer; même il les encourageait jusqu'à un certain point.

Et, puisqu'il en est question, pourquoi le gouvernement ne fait-il pas cesser l'abus des compagnies dites "holding"? La chose serait si facile! Ces compagnies, en effet, dépendent du gouvernement provincial pour leur charte et leurs règlements d'exploitation. Mais, malheureusement, le gouvernement se contente de constater le mal et de laisser subsister les abus.

Ces jours derniers, M. Charles Lanctôt<sup>13</sup>, de retour d'Ontario, a déclaré qu'on ne pourrait modifier la loi des compagnies cette session-ci. Tout comme si la province de Québec était obligée d'attendre les provinces voisines pour se débarrasser d'un chancre qui la ronge.

Quand le foyer est infesté, on n'attend pas le voisin pour commencer le nettoyage, mais on nettoie d'abord chez soi. Si le gouvernement de Québec veut enrayer les abus, qu'il commence par les faire disparaître de chez nous.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. La résolution no 1 est lue deux fois et adoptée. La résolution no 2 est lue deux fois.

Il est ordonné que l'adoption de cette dernière résolution soit remise à la prochaine séance.

La séance est levée à 11 h 15.

#### NOTES

1. Le 8 février 1934.

2. Walter George Mitchell, député libéral de Richmond, fut trésorier de la province dans les cabinets Gouin et Taschereau de 1914 à 1921 et ministre des Affaires municipales de 1918 à 1921.

3. *L'Événement* du 7 mars 1934, à la page 3, souligne que lorsque l'honorable M. Mercier se lève, un page dépose une gerbe de 67 roses, comme le veut la tradition, sur le bureau du premier ministre. *Le Soleil* du même jour, à la page 3, mentionne que "les galeries du public étaient bondées de monde" et que de nombreux applaudissements ponctuèrent les discours sur ce sujet.

4. Dans *L'Événement* du 7 mars 1934, à la page 3, on peut lire "sans tomber dans la sociologie".

5. Lorne C. Webster, sénateur conservateur du Québec (1920-1941) qui, en tant que président des compagnies British Coal Corporation et Canadian Import, réussit à contrôler la concurrence du charbon russe et allemand et à maintenir les prix. Voir: Enquête sur une prétendue coalition dans l'importation et la distribution au Canada de l'antracite britannique. Rapport du registraire (21 avril 1933).

6. Les journaux ne rapportent aucun débat sur les amendements qui ont été apportés au comité permanent des bills publics en général, le 23 février 1934.

7. En tant que ministre du Commerce au sein du gouvernement Bennett, Henry Herbert Stevens (Kootenay-Est, C.-B.) chargea un comité de la

Chambre des communes de mener une enquête sur les pratiques d'achat des fabricants et des grands commerces de détail. Il s'ensuivit en 1934 une Commission royale d'enquête sur le même sujet (Royal Commission on Price Spreads and Mass Buying). Lorsqu'il constata que le premier ministre Bennett ne donnerait pas suite à ses recommandations, Stevens démissionna et fonda le Parti de la reconstruction du Canada.

8. Franklin Delans Roosevelt, démocrate, 32<sup>e</sup> président des États-Unis (1933-1945), connu pour sa "nouvelle répartition des richesses (New Deal)".

9. M. T.-D. Bouchard, étant l'Orateur de la Chambre, n'a pu proposer la motion pour réinstaurer l'article 60 du bill 103. Par contre, en tant que député-maire de Saint-Hyacinthe, il a pu prendre la parole en comité plénier en faveur dudit article.

10. Le premier ministre Taschereau, le cabinet (à l'exception du ministre de la Voirie et des Mines, M. Perrault) et l'opposition ont voté contre l'amendement. *L'Action catholique* du 7 mars 1934, à la page 3, précise que "la majorité des députés non avocats ont voté avec M. Bouchard".

11. Selon *Le Soleil* du 7 mars 1934, à la page 13, M. Ivan-É. Vallée, sous-ministre, vient prendre place aux côtés de l'honorable M. Francoeur, ministre des Travaux publics.

12. Maxime Raymond, député libéral de Beauharnois depuis 1925, sera un des fondateurs du Bloc populaire canadien en 1942.

13. Précieux collaborateur, conseiller et adjoint au procureur général, Charles Lanctôt est "véritable maître du département dont le premier ministre n'est que titulaire nominal" (Robert Rumilly, vol. XXXIV, p. 183).

## Séance du mercredi 7 mars 1934

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Corporation de crédit  
et d'entreposage

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Delisle), que toutes les règles se rapportant aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés soient suspendues; qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Corporation de crédit et d'entreposage, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte; que ladite pétition soit lue et reçue à la présente séance; que l'article 498 du Règlement soit suspendu; qu'il lui soit permis de présenter le bill 118 modifiant la charte de la Corporation de crédit et d'entreposage, comme s'il avait été déposé dans les délais prescrits par l'article 497 dudit Règlement et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Adopté.

## Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:  
- de la Corporation de crédit et d'entreposage, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**M. Plante (Montréal-Mercier)** présente, en conséquence, le bill 118 modifiant la charte de la Corporation de crédit et d'entreposage.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 182 modifiant le Code municipal relativement à la qualité d'électeur;

- bill 186 modifiant l'article 227 du Code municipal.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 11 modifiant la loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres.

**M. Delisle (Chicoutimi):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition de Joseph-Henri Desrochers, M.D., demandant l'adoption d'une loi autorisant le changement d'un des coexécuteurs testamentaires à la succession de feu dame Marie-Blanche Rolland, épouse de Joseph-Henri Desrochers, M.D., est régulière et suffisante; que le bill qui a été déposé par le pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et à l'avis qui en a été donné, que cette pétition n'a pas encore été suffisamment annoncée, mais que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre le Règlement à l'égard de cette insuffisance des annonces et de permettre au pétitionnaire de présenter immédiatement le bill qu'il a déposé.

Il est ordonné que l'adoption dudit rapport ait lieu à la prochaine séance.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 80 modifiant la charte de la cité de Hull;

- bill 111 constituant en corporation "l'Institut des Sœurs de Notre-Dame-de-Mont-Laurier".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 4 modifiant la loi des licences en ce qui regarde les lieux d'amusements;

- bill 15 modifiant la loi de la gazoline;

- bill 48 relatif à l'approbation des subdivisions de terrains par les autorités municipales en ce qui concerne les rues et ruelles;

- bill 54 concernant le rachat des obligations de la province pour lesquelles aucun fonds d'amortissement n'a été établi.

#### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, gentilhomme huissier à la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

#### **Sanction royale**

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 2 modifiant les lois concernant les compagnies de télégraphe et de téléphone;
- bill 3 concernant certains actes et documents dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé;
- bill 4 modifiant la loi des licences en ce qui regarde les lieux d'amusements;
- bill 5 modifiant la loi des liqueurs alcooliques concernant les heures de fermeture;
- bill 7 modifiant la loi des huissiers;
- bill 9 modifiant le Code civil et le Code de procédure civile concernant les jours fériés;
- bill 12 modifiant la loi des jurés relativement à leur indemnité;
- bill 15 modifiant la loi de la gazoline;
- bill 16 concernant la contribution du gouvernement pour assurer le succès des fêtes du troisième centenaire de la fondation de la cité des Trois-Rivières;
- bill 21 modifiant la loi de l'instruction publique concernant la perception des taxes scolaires;
- bill 23 modifiant la loi des sociétés historiques;
- bill 26 modifiant la loi de la prévention des incendies;
- bill 27 modifiant la loi des enquêtes sur les incendies;
- bill 29 concernant les concours physiques;
- bill 34 prolongeant d'une année la loi des assurances de Québec, 1933 (dispositions temporaires);

- bill 35 concernant le pont de la baie de Gaspé;

- bill 36 modifiant la loi de l'adoption relativement à l'inscription du jugement d'adoption au registre de l'état civil;

- bill 48 relatif à l'approbation des subdivisions de terrains par les autorités municipales en ce qui concerne les rues et ruelles;

- bill 54 concernant le rachat des obligations de la province pour lesquelles aucun fonds d'amortissement n'a été établi;

- bill 75 permettant à Jalmar Frederick Susta de changer son nom en celui de Charles Jalmar Frederick Anderson;

- bill 77 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Thomas Joseph McNally au nombre de ses membres;

- bill 79 étendant les pouvoirs de la International Advent Christian Conference;

- bill 80 modifiant la charte de la cité de Hull;

- bill 82 refondant la charte de la corporation du Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière;

- bill 83 constituant en corporation l'École supérieure d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière;

- bill 85 validant certains actes concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque;

- bill 86 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;

- bill 87 changeant le nom de Andrew Dawes Porteous en celui de Andrew Dawes;

- bill 89 modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt;

- bill 93 modifiant la charte de l'Hôpital Notre-Dame, à Montréal;

- bill 94 concernant la succession de feu Charles Colmore Grant, baron de Longueuil;

- bill 96 concernant The Church Society of the Diocese of Quebec;

- bill 101 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Marcel Poulin, des cité et district de Montréal, à l'étude de la profession d'avocat, sans examen;

- bill 105 constituant en corporation L'Orphelinat agricole de Saint-Ferdinand d'Halifax;

- bill 109 modifiant la charte de la ville de Hampstead;

- bill 110 concernant le testament de Louis-Jules Gaudry dit Bourbonnière;

- bill 111 constituant en corporation "l'Institut des Sœurs de Notre-Dame-de-Mont-Laurier";

- bill 114 changeant le nom de The Trafalgar Institute.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

Les députés reviennent à leur salle de séances.

#### Travaux de la Chambre:

##### Amendements à la loi de l'assistance publique

**M. Guertin (Hull):** Je me lève sur une question de privilège pour savoir la nature de certains amendements à la loi de l'assistance publique.

##### L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il n'y a pas de question de privilège en cela. Si l'honorable député veut avoir des renseignements, il n'a qu'à inscrire une interpellation au *Feuilleton*.

#### Questions et réponses:

##### Revenus déposés dans les banques

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** 1. À quelles banques étaient déposés le 30 juin 1933:

- a. Les dépôts judiciaires?
- b. Les fonds d'amortissement non placés de la dette de la province?
- c. Les fonds d'amortissement municipaux re construction de logements ouvriers?
- d. Les taxes sur les corporations pour l'année 1933-1934?

2. À quel montant s'élevait chaque dépôt et quel numéro portait le compte de ce dépôt?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** (Voir la liste ci-dessous)

1. a.	Banque Royale du Canada	Québec.....	\$15,433.45
	Banque de Montréal	Montréal .....	16,117.11
	Banque Canadienne Nationale	Saint-Joseph, Beauce.....	2,615.84
	Banque Canadienne Nationale	Mont-Laurier .....	1,792.00
	Banque Canadienne Nationale	Sherbrooke .....	11,973.81
	Banque Canadienne du Commerce	Cowansville .....	7,891.36
	Banque Royale du Canada	Trois-Rivières.....	13,750.79
	Banque Canadienne Nationale	Québec.....	50,934.57
	Banque Canadienne Nationale	Sorel .....	5,283.92
	Banque Canadienne Nationale	Joliette .....	4,279.49
	Banque Canadienne Nationale	Hull.....	14,948.98
	Banque de Montréal	Drummondville .....	310.32
	Banque de Montréal	Arthabaska.....	2,621.20
	Banque de la Nouvelle-Écosse	New Carlisle.....	1,399.60
	Banque Canadienne Nationale	Amos .....	1,464.59
	Banque Canadienne Nationale	Chicoutimi.....	2,355.61
	Banque Canadienne Nationale	Montréal .....	76,875.22
	Banque de Montréal	Rivière-du-Loup.....	4,698.21
	Banque Canadienne Nationale	Montmagny .....	2,288.50
	Banque Canadienne Nationale	Malbaie.....	1,149.26
	Banque Canadienne Nationale	Valleyfield.....	15,789.91
	Banque Canadienne Nationale	Rimouski .....	1,449.52
	Banque de la Nouvelle-Écosse	Campbell's Bay.....	3,544.18
	Banque de Montréal	Saint-Jérôme.....	158.24
	Banque Canadienne Nationale	Saint-Jérôme.....	7,626.16
	Banque Canadienne Nationale	Saint-Jean, Québec .....	15,834.40
	Banque Canadienne Nationale	Saint-Hyacinthe.....	12,171.58
	Banque Canadienne Nationale	Percé .....	495.36

	Banque Canadienne Nationale	Roberval .....	\$ 24,231.48
	Banque Canadienne Nationale	Baie-Saint-Paul.....	149.92
	Banque Canadienne Nationale	Nicolet .....	351.09
	Banque Canadienne Nationale	Berthierville.....	77.86
	Banque Canadienne Nationale	Rouyn .....	0.42
1.	a. Banque de Montréal	Québec.....	500,000.00
	b. Banque de Montréal	Québec.	
	c. Banque de Montréal	Québec.	
	d. Banque Canadienne Nationale	Québec.	

2. Tous les montants furent déposés au nom du trésorier de la province de Québec.

#### **Demande et dépôt de documents:**

##### **Valeurs achetées par le département du Trésor, depuis 1932**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: Relativement aux valeurs que le département du Trésor a achetées depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1932 pour placer des fonds d'amortissement de la dette de la province: 1. Quelles sont ces valeurs; 2. De qui chacune de ces valeurs a été achetée; 3. À quelle date chacune de ces valeurs a été achetée; 4. Quel prix par cent piastres et quelle somme totale chacune de ces valeurs a été payée; 5. Quelle commission a été payée dans chaque cas et à qui?

Adopté.

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 74)

#### **Questions et réponses:**

##### **Emprunts de la Commission des liqueurs**

**M. Smart (Westmount):** La Commission des liqueurs de Québec a-t-elle contracté des emprunts:

1. Du 1<sup>er</sup> janvier 1930 inclusivement au 31 décembre 1930 inclusivement?
2. Du 1<sup>er</sup> janvier 1931 inclusivement au 31 décembre 1931 inclusivement?
3. Du 1<sup>er</sup> janvier 1932 inclusivement au 31 décembre 1932 inclusivement?
4. Du 1<sup>er</sup> janvier 1933 inclusivement au 31 décembre 1933 inclusivement?

Dans l'affirmative: a. Pour quelle somme chacune desdites années?

b. Pour combien de temps, chacune desdites années?

c. À quel taux d'intérêt, pour chacune desdites années?

**L'honorable M. Stockwell (Brome):** 1. 2. 3. et 4. Non.

#### **Motions des députés:**

##### **Plan de coopération fédérale-provinciale pour les pêcheries**

**M. Chouinard (Gaspé-Sud)** propose, appuyé par le représentant de Gaspé-Nord (M. Côté), que cette Chambre est d'opinion qu'il est urgent de prendre tous les moyens nécessaires afin d'établir pour nos pêcheries la coopération fédérale-provinciale, dès le début de la saison de pêche 1934, et sur le même plan que le système d'administration qui régit le service d'agriculture de notre province.

M. l'Orateur, plusieurs fois déjà, la Chambre a discuté cette question de pêcheries. Je la crois cependant assez importante pour en délibérer de nouveau. Dès le début de mes remarques, je tiens à déclarer que je veux exposer mes raisons avec autant de modération que possible, sans aucune intention politique, mais avec l'espoir de contribuer à l'obtention d'une coopération nécessaire au plein développement de notre industrie de la pêche.

Pour donner une meilleure idée à la Chambre de cette question, j'ai l'intention, avant de discuter coopération, de faire une brève revue de la situation de cette industrie avant 1922, et de ce qui a été fait depuis. Il est entendu qu'il ne sera question que de pêcheries maritimes. La question des pêcheries qui, à mon humble avis, mérite plus que jamais l'attention générale, a été un sujet constant de bataille au cours

de l'histoire de notre pays. Notre province, qui occupait une place spéciale parce que la plus ancienne, eut à lutter.

Notre champ de pêche est le plus riche de l'Amérique du Nord. Il était exploité avant l'arrivée de Cartier. Les frères Denys avaient des établissements de pêche à Percé et à Barachois, dans Gaspé, après la fondation de Québec. L'honorable député de Bonaventure (M. Bugeaud)<sup>1</sup>, en 1922, disait dans un débat sur les pêcheries que "la morue avait été la cause indirecte de la fondation de Québec". Je ne vais pas aussi loin. Les établissements des frères Denys détruits par la flotte de Sir William Phips furent relevés de leurs ruines, mais pour être détruits de nouveau par Wolfe. C'est alors que les pêcheurs des Îles Normandes vinrent exploiter les pêcheries de la Gaspésie. Charles Robin était du nombre, et il fut le fondateur de Charles Robin & Company, qui contrôle encore aujourd'hui, sous un autre nom, un grand nombre de stations de pêche, le long du littoral de la Gaspésie.

En 1898, nos pêcheries étaient administrées par Ottawa, mais le Conseil privé avait décidé que l'Acte de la Confédération ne privait pas les provinces de leurs droits sur elles. Fort de ce jugement, le gouvernement provincial, en 1899, votait une loi l'autorisant à émettre des permis. En 1913, nouveau jugement du Conseil privé qui disait que les eaux sujettes à la marée sont sous le contrôle du fédéral. En 1920, le 30 novembre, le Conseil privé prononçait un troisième jugement qui disait que le public avait un droit de pêche dans les eaux sujettes à la marée, pourvu qu'il ne se serve pas d'instruments stationnaires ou fixés au sol; que seule la province de Québec avait le droit d'émettre des permis dans les eaux sujettes à la marée, pourvu que ce soit des instruments stationnaires et fixés au sol, parce que les pêcheries sédentaires appartiennent au sol de la province, que seul le gouvernement fédéral a le droit de réglementer les pêcheries dans les eaux du Canada<sup>2</sup>.

En 1921, cependant, le gouvernement central décida d'émettre des licences dans les eaux de la province, et il y eut un nouveau conflit entre Ottawa et Québec. C'est alors qu'intervint l'entente de février 1922 entre les deux gouvernements. À partir du 1<sup>er</sup> avril 1922, le provincial acceptait l'administration de toutes les pêcheries de la mer, sauf les pêcheries des Îles-de-la-Madeleine, sujettes aux règlements fédéraux sur les conditions où doit se faire la pêche. Le provincial prenait aussi à sa charge les deux établissements de pisciculture pour favoriser le développement de la pêche au saumon. À partir de cette date, le gouvernement provincial eut l'administration tout entière des pêcheries. Le fédéral s'en désintéressa complètement.

Personne ne se refusa à reconnaître que, depuis 1922, il s'est fait beaucoup de travail. Le gouvernement provincial a fait beaucoup pour les pêcheries. Des octrois considérables ont été accordés pour aider les pêcheurs à construire des barges et des chaloupes de pêche; des octrois ont été fournis aux pêcheurs pour leur aider à se procurer des agrès de pêche et des engins à gazoline; des montants très élevés depuis trois ou quatre ans ont été payés pour indemniser nos pêcheurs, relativement aux pertes subies et, ces pertes, je le dis sans amertume, auraient en grande partie pu être évitées si les havres et les quais n'avaient pas été négligés par le département des Travaux publics à Ottawa.

Les pêcheurs, pendant les plus beaux mois de l'année, éprouvaient de grandes difficultés à se procurer de la boîte et ils perdaient leur temps. Le gouvernement, depuis 1932, a construit six congélateurs à boîte pour l'utilité exclusive des pêcheurs dans les comtés de Bonaventure, Gaspé-Nord et Gaspé-Sud. Pour ces congélateurs, le gouvernement paie le hareng qui doit être entreposé et gardé à la disposition des pêcheurs, et il paie ces derniers pour leur travail d'entreposage. Quand les pêcheurs ont besoin de boîte, elle leur est distribuée gratuitement. Le résultat de l'an dernier a dépassé toute espérance, tellement que chaque poste de pêche voudrait avoir son congélateur pour cette année.

De plus, le gouvernement de Québec a contribué 75 % dans le coût de construction de sept entrepôts frigorifiques pour fins commerciales, soit deux dans le comté de Bonaventure et cinq dans Gaspé-Sud. Pour le poisson gardé à l'état frais dans ces entrepôts, le gouvernement n'a pas perdu une occasion d'en favoriser le commerce par l'annonce, la publicité, la distribution de milliers de livres et pamphlets, expositions, démonstrations dites du poisson, etc. D'après l'entente de 1922, le gouvernement fédéral devait s'occuper de l'inspection ou classification du poisson. Il ne l'a pas fait et le gouvernement provincial a dû se charger de cette classification. Pour favoriser ce travail très difficile, en certains lieux et certaines circonstances, il a fait construire, depuis 1931, 11 hangars de classification.

Il nous faut apprécier cet effort sérieux et effectif du gouvernement provincial depuis 1922, et je veux en remercier le premier ministre de cette province et l'honorable ministre des Pêcheries (l'honorable M. Laferté). M. l'Orateur, j'ai voulu jeter un regard rapide sur les œuvres du gouvernement, dans le domaine des pêcheries maritimes, avant d'aborder la question de coopération fédérale-provinciale. Je n'ignore pas que c'est une question assez compliquée.

La réalisation de cette coopération dont nous avons besoin présente des difficultés et se heurte peut-être à des droits acquis.

En février 1932, l'Assemblée législative a exprimé l'opinion qu'il était opportun de faire appel à la coopération fédérale, afin de mieux assurer le développement de nos pêcheries. L'opinion publique a bien accueilli cet appel et le mouvement commencé à Québec eut sa répercussion à Ottawa. La Chambre des communes en vint également à la conclusion que la coopération était nécessaire. Toute la députation tomba d'accord sur les grands avantages que nos pêcheurs pourraient retirer de la coopération des gouvernements. L'opinion publique, je crois, s'est faite de plus en plus favorable à ce projet.

L'effort sérieux et généreux du gouvernement de la province ne peut suffire à la tâche. Nous avons besoin de l'apport scientifique du fédéral pour nos pêcheries maritimes. En d'autres termes, il nous faut l'application de la science à la pêche, et nous ne pouvons l'avoir que par le fédéral. Les activités du service biologique de la province ne peuvent s'étendre aux pêcheries maritimes. La station biologique de Trois-Pistoles, sous la direction de M. l'abbé Vachon et du frère Marie-Victorin, ne peut répondre aux besoins de cette industrie.

L'organisation fédérale a une expérience de 50 ans dans ce domaine. Sous le contrôle du bureau de biologie du Canada, il y a déjà quatre stations dont deux biologiques, Saint-André, Nouveau-Brunswick et Nanaimo, Colombie-Britannique; et deux expérimentales, Halifax, Nouvelle-Écosse et Prince-Rupert, Colombie-Britannique. Les officiers de la station d'Halifax n'ont jamais refusé de recevoir nos pêcheurs aux cours, mais c'est en pratique impossible à cause de la distance et des dépenses à encourir, et ensuite parce que l'instruction s'y donne en anglais et 90 % de nos pêcheurs sont de langue française.

Il y a une autre raison. La province de Québec fournit à peu près un quart des revenus que le gouvernement central retire de toutes les provinces. Il est donc convenable que nous ayons une assistance dans ce domaine. Depuis 1922, la province de Québec ne reçoit rien. En 1921, nous n'avions que \$88,000 alors que la Colombie anglaise en recevait \$400,000 et les Provinces maritimes \$1,000,000. C'est une raison de plus pour revendiquer aujourd'hui toute notre part. Oui, l'honorable ministre des Pêcheries (M. Laferté<sup>3</sup>) a fait plusieurs démarches auprès de l'honorable Duranleau, et il est convenu que le gouvernement fédéral se devait de prendre à sa charge l'organisation d'une station biologique à Gaspé. Rien n'a été fait.

Cependant, ces atermoiements du gouvernement fédéral qui n'a pas le contrôle de nos pêcheries ne nous engagent-ils pas à nous demander si l'entente de 1922 ne devrait pas être aujourd'hui révisée? Pour que notre province puisse forcer le gouvernement fédéral à donner à nos pêcheries maritimes la part qui leur revient, en proportion de ce qui est versé annuellement aux provinces maritimes, me serait-il permis de suggérer une conférence entre le gouvernement central et celui de la province, afin de réviser l'entente de 1922, vu les exigences actuelles? En délimitant à chaque partie son champ d'action, nous pourrions assurer aux pêcheries la même coopération qui existe entre le ministère d'Agriculture de Québec et celui d'Ottawa, entre le département des Mines de Québec et celui d'Ottawa.

Une action continue et énergique servirait autant les intérêts de tous ceux qui s'intéressent aux pêcheries de notre province, qu'elle dérouterait les visées commerciales de ceux qui, venant de l'extérieur, exploitent le magnifique marché que leur fournit spécialement la ville de Montréal. L'union de ces grandes forces nous permettra certainement de mieux lutter sur nos marchés avec nos concurrents des provinces maritimes. Je n'oublie pas que nos pêcheurs ne peuvent travailler que cinq mois, alors que ceux des Provinces maritimes peuvent faire la pêche pendant 12 mois.

L'honorable premier ministre a toujours attaqué courageusement les problèmes difficiles; il me semble qu'il est capable de résoudre celui-ci dans le plus grand intérêt des pêcheries québécoises. Certes, l'industrie du poisson se ressent de la crise générale et la coopération que je réclame ne serait pas une panacée à tous les maux. Je n'ai garde d'oublier aussi que, pour réussir, il faut compter sur l'esprit d'entreprise des marchands; il faut absolument que les hommes d'affaires de notre province secondent les efforts de notre gouvernement.

Dans un communiqué du *Canada* en date du 6 mars<sup>4</sup>, l'honorable secrétaire provincial, en faisant appel en faveur de nos jeunes techniciens, s'exprime ainsi: "N'est-il pas légitime, logique même, qu'à valeur égale au moins, les produits faits dans Québec soient achetés par les gens de Québec? Est-il nécessaire que j'affirme que le contraire existe? Dans toutes les branches de la production industrielle, l'erreur se commet tous les jours qui consiste à voir les nôtres acheter de préférence des produits étrangers à notre province et souvent à notre pays." Ne sommes-nous pas en droit de demander à nos commerçants, à nos hommes d'affaires d'acheter d'abord le poisson de Québec, avant d'aller le chercher dans les autres provinces du Canada?



En parlant de révision de l'entente de 1922, je n'entends certainement pas une rétrocession des pêcheries pure et simple. Ce ne serait pas dans l'intérêt du bon ordre de les rétrocéder en suivant les lignes tracées par le Conseil privé. Pour appliquer une démarcation nette, le ministère de la Justice à Ottawa devra modifier son interprétation de 1921 et il faudrait une nouvelle formule qui conserverait encore le caractère de compromis.

En 1921, le ministère de la Justice, à Ottawa, interpréta à peu près comme suit la décision du Conseil privé: "Sont du domaine public, et par conséquent administrables par le fédéral, toutes les eaux navigables de la province de Québec accessibles par voie de navigation à partir de la mer." De son côté, pour compléter cette définition, le ministère de la Marine et des Pêcheries décida que les mots "navigation" et "navigables" s'appliqueraient aux plus petits bateaux de pêche en usage dans notre province, d'un tirant d'eau de un à deux pieds et avec lesquels on peut remonter certaines rivières.

On comprend d'autre part que ces deux mots pouvaient tout aussi bien s'interpréter dans le sens de la navigation océanique et côtière, ce qui aurait singulièrement changé l'aspect de toute la situation. Cette nuance importante fut-elle discutée? Si le champ d'action fédéral avait alors été restreint aux limites de la navigation océanique et côtière, il serait devenu le même que celui où le pouvoir central exerce une juridiction incontestée sur tout ce qui touche les choses de la navigation et de la marine en général. Avec cette interprétation, les difficultés qui ont justifié l'entente de 1922 ne se seraient peut-être pas présentées.

Est-ce que le gouvernement fédéral serait maintenant disposé à donner à ces termes "navigation" et "navigables" cette signification plus large que nous venons de mentionner et qui lui interdirait l'accès de nos rivières? Ne serait-il pas possible d'arriver à une entente pour les pêcheries sédentaires? Trois idées maîtresses devraient nous guider pour arriver à un règlement de cette question: *a.* conserver au gouvernement de la province nos rivières dans leur totalité, excepté le Saguenay et dans leur plus grande longueur; *b.* faire retomber sur le gouvernement fédéral la partie la plus onéreuse de l'administration des pêcheries; *c.* respecter l'esprit de la décision du Conseil privé dans son sens le plus large, afin de l'empêcher de revenir troubler l'exécution des programmes de pêcheries que l'on pourra adopter conjointement dans l'avenir.

Si notre champ de pêche était exploité à base de coopération fédérale et provinciale, la participation fédérale pourrait comprendre: 1. Extension du

service fédéral dans le golfe du Saint-Laurent; 2. Service de protection et bateau-aide à la navigation et aux pêcheries; 3. Service d'océanographie complet, soit *a.* station de biologie marine; *b.* station expérimentale moderne pour l'étude, l'enseignement et les démonstrations; *c.* bureau d'informations, bibliothèques, musées comme à Halifax et à Vancouver. Ce programme est appliqué dans les Provinces maritimes.

Vous me demanderez peut-être: Que restera-t-il à Québec? Le gouvernement de Québec pourra continuer son travail bienfaisant: construction de congélateurs à boîte, d'entrepôts frigorifiques, améliorations des barges de pêche et des agrès, organisation de coopératives, etc. Je reconnais qu'en général la question des marchés est du domaine fédéral, mais le département des Pêcheries à Québec pourrait aussi s'occuper de quelques marchés spéciaux pour l'écoulement de nos produits de la mer. Il serait aussi à propos d'avoir, en Italie, un représentant expert en classification. Les expéditeurs sont trompés par leurs acheteurs italiens, parce qu'ils n'ont personne sur les lieux pour surveiller leurs intérêts. C'est un fait admis que la morue de Gaspé a le plus haut prix de l'univers sur les marchés d'Italie. C'est donc avec confiance que je soumets cette demande. Avec la construction d'entrepôts frigorifiques en Gaspésie, le gouvernement a mis nos commerçants en position de pouvoir garder leurs poissons, que ce soit de l'éperlan ou autres, afin de pouvoir l'offrir sur le marché, quand les conditions sont favorables.

Nous pourrions aussi avoir un représentant à New York, puisque le gouvernement a réussi à ouvrir le marché américain. Les efforts du surintendant des Pêcheries pourront ainsi être avantageusement secondés. Il pourrait encore aider les pêcheurs en coopérant à l'organisation d'une industrie dérivant de la chimie organique du poisson, spécialement développée aux États-Unis, en Norvège et au Japon. Ces pays retirent non seulement des déchets de poissons, mais aussi des poissons la plupart du temps nuisibles, de l'huile, de la farine de poisson, de l'oléine, de la colle. L'huile de poisson est employée dans l'industrie du savon, dans le dressage du cuir, linoléum, etc. La farine de poisson, par son haut pourcentage en protéines, est reconnue par tous les départements d'agriculture.

M. l'Orateur, je veux terminer ces remarques déjà trop longues. Il n'y a pas de raison, il me semble, pour que le gouvernement fédéral refuse d'accepter un compromis, car il doit rendre à Québec ce qui appartient à Québec. Je suis convaincu que nous pourrions obtenir un résultat bien plus satisfaisant si la province de Québec et le dominion

agissaient de concert, si nous rendions plus étroites les pratiques d'action concertée. Comptant qu'un terrain d'entente sera trouvé et que, prochainement, les pêcheries maritimes pourront bénéficier d'une coopération établie sur le même plan que sur le système d'administration qui régit actuellement le service d'Agriculture dans notre province, laissant à chaque pouvoir sa juridiction, j'ai confiance que cette politique mérite l'approbation de la Chambre.

(Applaudissements)

**M. Côté (Gaspé-Nord):** M. l'Orateur, le comté que j'ai l'honneur de représenter dans cette Chambre offre un intérêt multiple par la variété des occupations auxquelles se livrent ses habitants. Le comté de Gaspé-Nord est une région de pêcheries, d'agriculture et de tourisme; l'industrie forestière et les mines, même, ne sont pas loin de rapporter des revenus considérables à notre population gaspésienne. Il est de mon devoir de remercier d'abord l'honorable ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries pour l'intérêt évident qu'il porte à cette région un peu éloignée des grands centres. La pêche et l'agriculture sont les principaux gagne-pain de notre population. Mais, pour faire face aux conditions actuelles du commerce, il fallait compter avec un entreposage convenable. Le gouvernement nous a aidés en nous installant deux congélateurs, grâce auxquels nous tenons une expérience suivie sur la protection de la boîte et sur la conservation du poisson destiné au transport pour le commerce extérieur surtout.

Cette année, nous demandons au gouvernement d'aider la construction d'entrepôts à paquetage. Et je suggère qu'une prime de 25 à 35 sous le quintal soit accordée à chaque pêcheur qui apportera son poisson à l'entrepôt du gouvernement, afin que ce produit soit classifié et présenté avantageusement dans le commerce. Nous demandons encore, cette année, qu'un représentant commercial en Italie s'occupe de placer notre poisson dans ce pays. Le débouché est considérable, il faut s'en emparer. Il faudrait aussi que, dans chaque comté où il se fait de la pêche, un représentant soit appointé et chargé de communiquer, chaque semaine, avec le représentant canadien en Italie et ailleurs. Les résultats de l'expérience faite dans mon comté, l'année dernière, sont plus qu'encourageants. En 1933, c'est dans Gaspé-Nord qu'il s'est entreposé le plus de morue sèche.

Le gouvernement, qui a construit six hangars à poisson à divers endroits, devrait en construire dans tous les postes de pêche. Je demande aussi pour Sainte-Anne-des-Monts un entrepôt frigorifique, qui

servira également aux produits de la pêche et à ceux de l'agriculture. Faute de cet entrepôt à Sainte-Anne-des-Monts, les "traders", des petits bateaux marchands, vont à Matane, faisant 48 milles de navigation toujours assez dispendieuse: Un entrepôt frigorifique à Sainte-Anne-des-Monts sauverait du temps et de l'argent aux cultivateurs et aux pêcheurs de tout le comté de Gaspé-Nord. Le grand commerce et le commerce local achèteraient sur place, dans le comté même, le poisson, les viandes, bœuf et lard, les œufs, le beurre. Le consommateur lui-même bénéficierait d'une économie de deux à trois sous par livre, sur le beurre par exemple, parce que l'entrepôt local permettrait d'éviter trop de manipulations.

M. l'Orateur, je ne crains pas d'affirmer que le jour où les pêcheries seront complètement organisées dans mon comté, elles rapporteront, à elles seules, de \$10,000 à \$12,000 par mois à nos pêcheurs. Que l'honorable ministre des Pêcheries me permette de le remercier au nom des vaillants laboureurs de la mer qui luttent pour garder à la Gaspésie ce qui fait une partie de sa richesse, son caractère particulier, son charme et son attrait et ce qui lui a valu le surnom de "Bretagne canadienne".

**M. Béique (Chambly):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Yamaska (M. Élie), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est ajourné.

### **Opérations forestières et bûcherons**

Conformément à l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 44 relatif aux opérations forestières et aux bûcherons.

#### **En comité:**

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par l'honorable M. Mercier (Châteauguay) et dont le texte se lit somme suit:

1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer une commission composée de deux membres, dont l'un sera désigné comme président, et appelée "Commission des opérations forestières de Québec" et que les membres de cette commission seront nommés durant bon plaisir, et leur rémunération sera déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

2. Que, dans le cas où un ou les membres de la commission sera ou seront dans l'incapacité d'agir en raison de maladie, d'absence ou d'autre cause, il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer une ou deux personnes, selon le cas, pour agir à la place de ce ou de ces membres; et que toute personne ainsi nommée pourra compléter une affaire non terminée à laquelle elle aura pris part, même si le membre de la commission qu'elle aura remplacé sera revenu ou devenu habile à agir.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera les localités où la commission devra siéger et où elle devra avoir son bureau et qu'il mette aussi un local convenable à la disposition de la commission, afin qu'elle puisse y tenir ses séances et y transiger ses affaires en général.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera un secrétaire de la commission et déterminera sa rémunération; que ce secrétaire occupera sa charge durant bon plaisir et que ses devoirs seront ceux déterminés par la commission.

5. Que les rémunérations ci-dessus, et toutes les dépenses encourues par la commission dans l'exécution de ses devoirs et de ses attributions, y compris tous les frais raisonnables de voyage réellement encourus par les personnes visées par l'article 11 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, seront payées à même le fonds consolidé du revenu de la province.

**M. Guertin (Hull):** M. le président, le discours de l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) m'a profondément désappointé. Le projet de loi est honteux. Je veux discuter cette poignante question et défendre les miens avec autant de calme et d'impassibilité que ne l'a fait l'honorable ministre des Terres et Forêts à défendre les siens.

J'établirai sans l'ombre d'un doute: 1. Que les conditions faites à nos hommes de chantiers sont intolérables; 2. Que le gouvernement possédait tous les pouvoirs pour induire, par la contrainte si nécessaire, les compagnies à les corriger; 3. Que le ministère du Travail aurait dû intervenir par la conciliation dans le différend survenu entre les bûcherons de Rouyn et la compagnie, avant la police, devoir qui lui est imposé par la loi; 4. Je prouverai que la lecture de la loi des émeutes était intempestive, illégale et répréhensible. Rien ne s'est fait.

Le gouvernement a manqué à son devoir en ne spécifiant pas ce qu'était un salaire raisonnable, se contentant simplement de déclarer que les bûcherons

devaient être convenablement payés. La seule intervention gouvernementale, ce fut de mettre en prison un certain nombre d'ouvriers de la forêt.

L'application qu'a mise le ministre des Terres et Forêts et les efforts qu'il a déployés à défendre les chères compagnies accusées d'infamie vis-à-vis des bûcherons prouvent que le ministre et les compagnies sont solidaires; et si, à certains moments, l'honorable ministre a semblé avouer timidement et partiellement qu'il y avait eu abus, il n'en est pas moins vrai qu'il n'a pu se dégager du sentiment de sympathie qui l'unit aux accusés, et il a démontré clairement qu'en accusant les compagnies, on accuse le gouvernement. L'ensemble des déclarations comme des gestes du gouvernement en cette affaire des bûcherons n'est qu'un faisceau de bluffs, de faux-fuyants, de tartufferie et d'hypocrisie.

Si, d'une part, nous devons nous féliciter de voir cette question posée d'une façon si forte devant l'opinion publique à cause du bien incontestable qui en résultera, d'autre part nous devons déplorer l'attitude du gouvernement qui tente de justifier la conduite ignoble de certains exploiters, non pas seulement de la forêt, mais de la misère humaine; car les compagnies, fortes de l'amitié évidente et de la défense audacieuse dont elles sont l'objet de la part du ministre des Terres et Forêts, et aucunement dérangées par la mesure simulacre que l'on nous demande de passer, pourront continuer leur métier dégoûtant; et ainsi, l'exploitation de la race pionnière de ce pays, des coureurs de bois, des défricheurs et des bûcherons se continuera aux bénéfices des amis du régime et des bailleurs de fonds électoraux.

Il convient, M. le président, de féliciter chaudement et sincèrement les honorables députés qui, au risque de se nuire, l'été dernier, ont risqué leur chance personnelle d'avancement dans leur parti et se sont exposés même à la persécution politique - et je m'y connais - pour se constituer les champions de cette classe si intéressante de notre race qui s'appelait autrefois "les voyageurs". Je veux parler des honorables députés de Portneuf (M. Gauthier), de Laviolette (M. Crête) et de Berthier (M. Bastien). Ils doivent être déçus du caucus-comédie où ils ont exprimé leurs sentiments. Ils ne seront pas satisfaits non plus de ce bill et ils protesteront en Chambre, comme ils l'ont fait au cours du récent caucus. Je considère que cette législation n'est qu'un trompe-l'œil, un moyen d'endiguer l'indignation populaire, sans donner justice aux bûcherons, un simulacre. Elle n'est qu'un prétexte pour temporiser et atermoyer davantage. Elle n'est inspirée que par le désir d'arrêter le flot montant de la colère populaire.

Le gouvernement n'avait pas besoin de faire cette loi pour protéger les bûcherons. Pour être logique, en dénonçant le bill, je dois indiquer un moyen plus efficace de protéger les ouvriers de la forêt ou prouver que le bill n'est pas nécessaire. Je prétends donc que le gouvernement possède déjà, et a possédé de tout temps tous les pouvoirs nécessaires pour protéger pleinement les bûcherons contre les compagnies. Ces pouvoirs lui sont conférés par l'article 5 de la loi des terres et forêts qui se lit comme suit: "5. Le lieutenant gouverneur en conseil peut passer les arrêtés nécessaires pour mettre à effet les dispositions de la présente loi, suivant leur vrai sens, ou dans le but de pourvoir aux cas qui peuvent se présenter, et pour lesquels il n'est pas établi de dispositions par la présente loi."

L'article 68 de ladite loi complète cet article et permet au ministre d'accorder des permis de coupe de bois aux taux et conditions et d'après les règlements établis, de temps à autre, par le gouvernement. Or, les règlements adoptés et en vigueur couvrent toutes les phases imaginables de l'industrie, prévoient toutes les éventualités, exception faite toutefois du facteur le plus important, le facteur humain; les conditions de travail et d'hygiène et les salaires des bûcherons. J'ai ici l'ordre en conseil no 1709 passé le 11 juillet 1931, en vertu duquel une réduction de cinq dollars du mille carré est accordée pour la rente foncière, soit une diminution d'environ \$500,000 dans les revenus du département des Terres et Forêts. Pour pouvoir jouir de cette réduction, on imposait la condition d'exploitation des limites. Si on avait le pouvoir d'imposer cette condition, n'avait-on pas également celui d'imposer des conditions quant aux salaires à être payés?

La même chose se fit l'année suivante. La rente fut réduite à trois dollars du mille carré, mais, cette fois, on imposa vaguement la condition d'avoir à payer une indemnité raisonnable aux ouvriers pour leurs services. Si on avait le droit de décréter "une indemnité raisonnable", n'avait-on pas celui de dire ce qui constitue une "indemnité raisonnable"?

Voulez-vous une autre preuve? En décembre 1932, alors qu'il y avait une guerre de prix entre les compagnies de papier, le premier ministre crut devoir intervenir pour assurer aux compagnies des prix raisonnables et déclarait, selon le *Pulp & Paper Magazine*: "I may tell these gentlemen that we shall not go on allowing our forests to be depleted to manufacture paper below cost. Our forests are not to be depleted for the benefit of people who capitalized their industry at \$714,000,000 when it is probably worth \$25,000,000<sup>5</sup>."

Cette déclaration comportait une menace, et pour faire des menaces il faut pouvoir les exécuter. Le premier ministre savait que ce pouvoir lui était conféré par l'article 5 de la loi. Quand il s'agissait du prix, non du bois ou du papier, mais des labeurs, du travail humain, pourquoi ne s'est-il pas servi de la loi? Le premier ministre n'a jamais fait de menaces en faveur des bûcherons. Au contraire, le gouvernement s'est montré d'autant plus complaisant que les bûcherons souffraient davantage. Plus les ouvriers étaient exploités, plus on diminuait les droits de coupe. La commission dont il est question ne sera qu'un paravent.

En 1929<sup>6</sup>, la Chambre a adopté une résolution que j'ai proposée moi-même, à l'effet que tous les entrepreneurs devraient payer à leurs employés des salaires raisonnables, sans quoi le gouvernement pouvait intervenir. Au lieu d'intervenir, le gouvernement a nommé un commissaire, M. Maxime Morin, c.r., qui a fait une enquête.

Nous avons un exemple frappant de la contradiction qui existe souvent entre les rapports écrits de certains officiers publics avec leurs opinions personnelles, dans le rapport qui vient de présenter à ses chefs M. Maxime Morin sur les troubles de Rouyn. Dans ce rapport, l'enquêteur déclare que la grève a été l'œuvre de communistes de la pire espèce et que le redressement de griefs n'était qu'un prétexte, le vrai désir des grévistes étant de semer la destruction et la ruine. Cependant, M. Morin a déclaré à un résident de Ville-Marie, qu'il a visité, que "les demandes des bûcherons, leurs plaintes étaient justifiables". Pouvons-nous faire confiance alors à une nouvelle commission de deux hommes?

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):**

L'honorable député devrait donner le nom de ce monsieur.

**M. Guertin (Hull):** Non, je ne veux pas l'exposer à des persécutions.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Eh bien! M. le président, l'honorable député devrait donner le nom de celui qui a fait cette déclaration à notre enquêteur. Il est obligé de donner le nom à la Chambre.

**M. Guertin (Hull):** L'honorable ministre a raison. Mais je ne veux pas exposer cet homme.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** L'honorable député de Hull peut être certain que cet homme ne sera pas molesté. Il est injuste de répéter des accusations sans dire qui les a formulées.

**M. Guertin (Hull):** J'aime mieux retirer ce témoignage plutôt que de livrer ce nom à la publicité. Mais je dirai que M. Léo Riopel, d'après un affidavit paru dans les journaux, a déclaré que les bûcherons avaient bien fait de tâcher d'améliorer la situation: Albert McNicoll, un gréviste canadien-français, a déclaré sous serment que M. Morin les a félicités de défendre leurs droits. Comment expliquer maintenant que l'on désigne les grévistes de Rouyn comme une bande de communistes dangereux? Je n'ose pas répondre moi-même à cette question.

La situation désespérée de nos "voyageurs" n'est pas nouvelle. Depuis le commencement de l'exploitation forestière au Canada, vers 1805, et au temps du blocus continental de Napoléon, la docilité et la résignation des coupeurs de bois canadiens-français ont été proverbiales. Gais, honnêtes, intelligents et industriels, ils ont supporté avec un désintéressement presque coupable le traitement inhumain dont ils ont toujours été l'objet de la part des exploiters de la forêt, presque toujours de race étrangère. Ils ont été les vrais pionniers et ont rendu possible le développement merveilleux de notre pays.

Pendant que les maîtres étrangers édifiaient des fortunes colossales, les fils du pays se contentaient d'une pitance cruelle, trouvant leur consolation dans les promesses d'une vie meilleure à la fin de leurs pérégrinations terrestres, promesses que leur faisait entrevoir le clergé qui les soutenait avec un dévouement inlassable. Comment, de cette race d'exploités, puisse être sortie la nation canadienne-française telle qu'elle existe aujourd'hui? Cela tient du prodige. Fier de me proclamer descendant de ces valeureux et intrépides coupeurs de bois, et désolé de compter les miens au nombre de ceux qui souffrent encore aujourd'hui d'un joug aussi monstrueux, je ne perdis aucun temps à les défendre après mon élection comme membre de cette Chambre.

Le problème des ouvriers de la forêt se posait en 1929 comme il se posait en 1926, 1927, 1928. De fait, il s'est toujours posé, à l'exception des quelques années qui ont suivi la Grande guerre de 1914, alors que la demande de bois était considérable, dû à la reconstruction des régions dévastées durant la guerre. Il ne s'est jamais passé une session depuis 1927 sans que je provoque un débat sur les chantiers.

En 1932, les syndicats catholiques de Hull protestaient contre les salaires payés dans des chantiers de la région de Gatineau où les hommes touchaient de six sous à six dollars par mois. Cela, en dépit de la réduction foncière.

En 1933, le 3 août, une requête était présentée à l'honorable ministre du Travail (l'honorable

M. Arcand) par le député de Laviolette (M. Crête) au nom de citoyens de Saint-Tite, Saint-Séverin et Saint-Timothée, demandant particulièrement un salaire de \$30 à \$40 par mois et la suppression des sous-contrats. Le 10 août, nouvelle requête de bûcherons du Témiscouata faisant des demandes analogues. Le 22 août, conférence à Montréal entre les honorables ministres des Terres et Forêts et du Travail et les honorables députés que j'ai nommés tantôt, ainsi que quelques sous-ministres, d'une part, et les représentants de plusieurs compagnies d'autre part.

Le 21 septembre, une nouvelle de Québec nous apprend que les compagnies ont accédé à la demande des autorités et donneront un traitement équitable à leurs employés au cours des prochaines opérations forestières, qui devaient commencer sous peu.

Le 25 septembre, l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Arcand) confirme cette nouvelle au cours d'un ralliement libéral à Ahuntsic. Puis, plus rien. La question était donc réglée. Quel soulagement! Le gouvernement avait enfin mis un frein à l'appétit de la pieuvre. On applaudissait partout. Mais, il n'en a rien été. Bluff! La vessie crevait au mois de décembre avec les troubles de Rouyn.

Trois cents bûcherons quittaient le travail, en protestation des salaires de famine et des conditions indignes de travail. Leurs demandes sont les mêmes que celles faites par les bûcherons de Saint-Maurice et ceux de Témiscouata. Le 7 décembre, la situation empire, et 600 sont en grève à Rouyn.

Voyons quelles étaient exactement les conditions faites aux bûcherons du Témiscamingue, avant la grève. Elles étaient semblables à ceux de la Gatineau qui décidèrent le conseil de comté à adopter une résolution de censure contre la même compagnie, 80 % des bûcherons ne recevant que \$10 par mois, les entrepreneurs n'étant payés que \$4.50 à \$5.50 du mille pieds.

Les violentes dénonciations de l'honorable M. Ernest Ouellet et de M. Édouard Lacroix, député de Beauce, sont venues. On en a mis gros sur le dos des communistes. Il (M. Guertin) demande l'imposition de la journée de huit heures aux compagnies qui emploient des bûcherons.

Au sujet de la grève du 5 décembre à Rouyn, le gouvernement a voulu supprimer tout mouvement d'organisation ouvrière. L'honorable M. Lapointe a répété avec raison le mot d'Insull<sup>7</sup> en parlant des gens qui réclament des réformes: "Traitez-les de communistes!" Je vais exposer la situation des bûcherons. J'ai ici un affidavit d'Origène Marconiller.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

L'honorable député de Hull voudrait-il me prêter cet affidavit?

**M. Guertin (Hull):** J'en donnerai une copie à

l'honorable ministre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Pourquoi pas l'original?

**M. Guertin (Hull):** Mon geste amical devrait

suffire. On ne doute pas de ma bonne foi?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je ne doute pas de la parole de mon honorable ami de Hull, mais il est tellement de bonne foi que sa bonne foi a pu être surprise.

**M. Guertin (Hull):** Si des affidavits faux

sont donnés, c'est au gouvernement de sévir. M. Marconiller, de Lorrainville, Témiscamingue, commis de chantier depuis 12 ans, dit dans son affidavit que le petit entrepreneur et deux hommes payés à \$5 du mille pieds peuvent faire mille cinq cents pieds par jour, mais qu'après avoir déduit leur pension, celle des chevaux, l'usage des attelages, enlevé les dimanches et les fêtes religieuses, l'usage du linge, les frais de montée et de descente, il reste un montant mensuel de \$8.34. Au morceau, à deux cents (2¢) du morceau, en enlevant les mêmes dépenses inévitables, le bûcheron a gagné, en moyenne, \$10 par mois, l'hiver dernier, d'après le nombre total de billots coupés en 1932.

Le bûcheron travaillant à la journée et n'ayant que 26 jours de travail par mois, ne peut toucher que \$26 de salaire par mois en travaillant tout le temps. Mais, d'après l'affidavit Marconiller, un bûcheron perd quelques jours par mois. J'en conclus que le salaire du bûcheron est de \$15 par mois. N'ai-je pas raison de m'indigner?

Il (M. Guertin) cite un autre affidavit d'Albert McNicoll, qui corrobore l'autre et lit un document signé par 16 hommes de l'île du Grand Calumet, où il est dit qu'ils travaillaient à deux cents (2¢) le billot, remplaçaient les chevaux, étaient sans couvertures de lit, qu'ils ont dû emprunter de l'argent pour retourner à leur demeure, ne pouvant gagner suffisamment pour payer leurs "beans" et leur linge<sup>8</sup>.

C'est pour avoir refusé de continuer le travail dans de telles conditions qu'on les marque du stigmate de communistes, les bûcherons canadiens-français. Des communistes en "ski" et en "ska", comme disait l'honorable ministre des Terres et

Forêts. Puis ce fut la grève de Rouyn, le 5 décembre 1933. Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises pour prévenir la grève et les événements malheureux qui ont suivi? Aucune. L'honorable premier ministre n'avait-il pas déclaré, dans sa lettre au député fédéral de Dorchester (M. Onésime Gagnon), qu'il n'avait aucun contrôle sur les compagnies, en dépit de la preuve irréfutable que j'ai faite tantôt?

L'honorable ministre du Travail, à qui incombe le devoir d'intervenir par la conciliation et l'arbitrage, chaque fois qu'un différend ouvrier s'élève, qu'a-t-il fait dans ce cas? La grève s'est déclarée le 5 décembre. Le 9 décembre, oubliant ses déclarations sympathiques antérieures et bravant l'opinion publique, il condamne les grévistes, déclare n'avoir reçu aucune demande d'enquête et prétend ne pas savoir s'il y avait eu des abus. L'honorable premier ministre déclare à son tour, le 12 décembre, n'avoir reçu aucune plainte.

Voyons si ces bravades et excuses s'accordent avec les faits et la vérité. Je détiens ici copie du télégramme envoyé par les officiers de l'union formée par les bûcherons de Rouyn à l'honorable ministre du travail, en date du 7 décembre et se lisant comme suit:

"Demandons intermédiaire immédiatement à Rouyn, 600 hommes en grève. Nous voulons 35 à 40 piastres par mois." Signé par l'exécutif de la Fédération des bûcherons de l'Abitibi: R. Lalonde, président, Louis Baillargeon, vice-président, et A. Lefebvre, secrétaire.

Qu'est-ce que le ministre a répondu? Je détiens l'original du télégramme du ministre du Travail, en réponse à la demande légitime des grévistes. Il a répondu ceci: "Québec, 7 décembre. R. Lalonde, président, Rouyn. Comme vous avez quitté le travail, impossible d'intervenir. (signé) C.-J. Arcand." Et cependant, le 9, le ministre disait qu'il n'avait pas reçu de plainte officielle. Croyait-il que sa dépêche resterait inconnue?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je félicite l'honorable député sur ses amis! Ce n'était pas une plainte, cela. La Fédération disait: "Nous voulons \$35 à \$40 par mois."

**M. Guertin (Hull):** C'est une demande d'intervention. Le fait le plus regrettable de toute cette malheureuse affaire, c'est le refus du ministre d'intervenir, en violation de la loi concernant les conseils de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends ouvriers (Statuts refondus 1925, chapitre 97, article 9), qui fait une obligation au

ministre d'intervenir chaque fois qu'un conflit éclate entre patrons et ouvriers. Peut-il plaider l'ignorance? Non, assurément non, puisqu'il l'avait déjà lui-même invoquée pour intervenir dans la grève de Louiseville, l'an dernier. Je vais continuer à lire des articles et à faire mon discours.

Voici cette loi: "1. Lorsqu'il existe un différend ou qu'on appréhende un différend entre un patron ou une classe de patrons et des employés, ou entre diverses classes d'employés, et que les employés menacent de se mettre en grève, ou se mettent en grève, ou qu'un patron arrête l'exploitation de son industrie ou menace de le faire, le greffier doit, si demande lui en est faite par écrit par cinq au moins des employés, ou par le patron, ou par le maire de la municipalité dans laquelle le différend se produit, visiter la localité où le différend est survenu et chercher diligemment à agir comme médiateur entre les parties.

"2. S'il vient à la connaissance du greffier, soit par la voie des journaux ou autrement, qu'il existe un différend tel que décrit dans le paragraphe 1 du présent article, le greffier doit visiter la localité où le différend est survenu sans attendre que demande lui en soit faite par écrit."

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Je demande à l'honorable député de Hull de relire les Statuts.

**M. Guertin (Hull):** C'est la première fois que je vois un ministre relire un article de la loi qui le confond. Donc, les journaux avaient annoncé la grève, et le gouvernement a commencé par envoyer d'abord la police, avant de songer à envoyer un officier de conciliation. Que ce soit par ignorance, par intérêt ou par crainte, il y a culpabilité grave, et j'en accuse le ministre et ses collègues. Son intervention aurait sans aucun doute prévenu les graves conséquences de cette grève, prolongée sans nécessité.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):** Je prierais le député de Hull de ne pas faire d'insinuations malveillantes à l'égard des membres de cette Chambre.

**M. Guertin (Hull):** Je ne fais pas d'insinuations. Je porte des accusations. Les bravades des ministres, leurs contradictions et le reste, leurs accusations à l'adresse de gens comme MM. R. Lalonde, L. Baillargeon, A. Lefebvre, tous officiers de la Fédération des bûcherons de l'Abitibi,

d'être des communistes et des gens en "ski" et en "ska" ne tiennent pas debout.

Le gouvernement est obligé, par un Statut, d'intervenir. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait? Le ministre du Travail fait partie du ministère pour y promouvoir les intérêts des ouvriers. Pourquoi a-t-il abandonné ceux-ci si subitement? Ils avaient droit à ses services de conciliation, car ils ont agi régulièrement et légalement; pourquoi a-t-on refusé de leur venir en aide?

L'excuse de la grève n'en était pas une, puisque la loi dit que, même quand la grève est déclarée, le gouvernement doit intervenir. On peut dire que c'est au greffier qu'il incombe d'intervenir. Mais le greffier est M. Maxime Morin. Le greffier n'agit que sur les ordres du gouvernement. Si on ne lui a pas donné d'ordre, on est coupable, et j'en accuse le gouvernement.

Au lieu d'envoyer des officiers de conciliation, ou d'aller lui-même comme son devoir le lui commandait, le ministre ou son gouvernement ont dépêché des officiers de police, armés de bâtons, de pistolets et de bombes lacrymogènes.

Et c'est ainsi que le ministre du Travail (l'honorable M. Arcand), ancien chef d'union des employés de chemins de fer, à laquelle j'appartiens, est devenu un briseur de grève.

(Murmures de protestation à droite)

Oubliées, ses activités passées en faveur du travail organisé. Qu'a-t-il donc rencontré dans son nouveau milieu pour qu'il y ait un changement aussi radical dans la mentalité de cet ancien ouvrier?

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

**Reprise de la séance à 8 h 30**

### **Charte de Saint-Hyacinthe**

**M. Phaneuf (Bagot)** propose, selon l'ordre du jour, que l'amendement apporté par le comité plénier au bill 103 refondant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe soit maintenant adopté.

Adopté sur division.

**M. Phaneuf (Bagot)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Oblats de l'Immaculée Conception de Marie**

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 104 modifiant la charte de la corporation des révérends pères Oblats de l'Immaculée Conception de Marie.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Taschereau (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Opérations forestières et bûcherons**

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 44 relatif aux opérations forestières et aux bûcherons.

#### **En comité:**

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par l'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) et dont le texte se lit comme suit:

1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer une commission composée de deux membres, dont l'un sera désigné comme président, et appelée "Commission des opérations forestières de Québec" et que les membres de cette commission seront nommés durant bon plaisir et leur rémunération sera déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

2. Que, dans le cas où un ou les membres de la commission sera ou seront dans l'incapacité d'agir en raison de maladie, d'absence ou d'autre cause, il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer une ou deux personnes, selon le cas, pour agir à la place de ce ou de ces membres; et que toute

personne ainsi nommée puisse compléter une affaire non terminée à laquelle elle aura pris part, même si le membre de la commission qu'elle aura remplacé sera revenu ou devenu habile à agir.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera les localités où la commission devra siéger et où elle devra avoir son bureau et qu'il mette aussi un local convenable à la disposition de la commission, afin qu'elle pourra y tenir ses séances et y transiger ses affaires en général.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera un secrétaire de la commission et déterminera sa rémunération; que ce secrétaire occupera sa charge durant bon plaisir et que ses devoirs seront ceux déterminés par la commission.

5. Que les rémunérations ci-dessus, et toutes les dépenses encourues par la commission dans l'exécution de ses devoirs et de ses attributions, y compris tous les frais raisonnables de voyage réellement encourus par les personnes visées par l'article 11 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, seront payées à même le fonds consolidé du revenu de la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande si le premier ministre a trouvé le jugement de la Cour suprême qui, d'après lui, établit que le droit de renouvellement automatique des droits de coupe sur les terres de la couronne existe et que la nouvelle loi n'offre aucun changement essentiel.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dit qu'il ne l'a pas trouvé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le jugement en question, non seulement ne conclut pas au renouvellement automatique des droits de coupe, mais dit exactement le contraire. Il (M. Duplessis) se base sur de nombreuses causes antérieures et demande au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) s'il a lu le rapport de M. Louis Morin<sup>9</sup>, nommé par la province pour enquêter sur la grève de Rouyn. Ce rapport a une saveur particulière. On y voit notamment que M. Morin conclut que les bûcherons ont été exploités, que les grévistes ont des griefs sérieux et fondés, tant pour le salaire que sur les conditions antihygiéniques qu'on leur impose. Puis, il dit que les grévistes acclament en lui le représentant du gouvernement qui les a mis en prison.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Je n'ai pas lu le rapport dans ce sens-là.



**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Tout de même! Voici un homme envoyé par le gouvernement pour enquêter sur les griefs des gens que le gouvernement a mis en prison. Il reconnaît que leurs griefs sont fondés, puis il nous affirme gravement que ces gens acclament le gouvernement qui les a mis en prison.

**M. Guertin (Hull):** Je soumets que le rassemblement de Rouyn n'était pas illégal. On s'est soulevé, non contre l'autorité, mais contre les traitements iniques infligés par la compagnie aux bûcherons. Il n'y a eu aucun soulèvement contre l'autorité. Ces bûcherons étaient des communistes, dit-on, et de quelle façon la police décida-t-elle de procéder pour les amener au respect des lois du pays? Ne pouvant porter d'accusation contre eux, faute de preuve sans doute, il y avait un moyen infaillible de les faire condamner, soit: lire la loi des émeutes qui fait un criminel de quiconque ne réintègre pas son foyer sur-le-champ. La loi martiale, quoi!

Les circonstances ne justifiaient pas le recours à la loi des émeutes (Riot Act), loi passée en Angleterre en 1715, alors que le pays était sur un volcan, destinée à protéger la vie et la propriété des citoyens, et invoquée ici deux fois seulement à ma connaissance: dans la ville de Québec, pendant un soulèvement durant la guerre, alors qu'un grand nombre furent tués ou blessés, et en 1919, à Winnipeg, pour mettre fin à une révolution contre l'autorité établie<sup>10</sup>. Cette loi peut faire du plus honnête citoyen un prisonnier, même s'il n'en a pas compris la lecture.

Y avait-il émeute? Il n'y avait même pas rassemblement séditionnel. Je m'appuie sur une autorité pas moindre que Tremear<sup>11</sup>, qui nous dit, à la page 111 de son analyse, qu'un rassemblement sur une route publique ne constitue pas un rassemblement illégal, même si la circulation en est arrêtée. Le tumulte n'existait pas plus, le rassemblement ayant lieu sur une route au milieu de la forêt. Qui pouvait se plaindre du bruit et du désordre, nécessaire pour qu'il y ait tumulte, d'après Larousse? Il n'y avait que des protestations contre les traitements infligés par les compagnies.

Les excès de justice veulent dire excès d'injustice. La vérité, c'est qu'il fallait jeter une victime en pâture au public pour arrêter l'indignation grandissante. Je passerai sous silence les souffrances endurées par ces hommes, transportés en avion sur une distance de 100 milles, par un froid sibérien, ainsi que les détails du procès.

Relevons seulement les noms de ceux qui furent condamnés: sur 16 condamnations, 13 Canadiens français et trois noms anglais: Donohue, Saunders et Cangas. Où sont les Russes avec les noms en "ski" et en "ska", comme l'avait prétendu l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils)?

Je soumets que c'est la loi des émeutes qui a été lue illégalement. La police provinciale n'a plus rien à envier à la Tcheka russe<sup>12</sup>. Quelle bravoure!

**M. Guertin (Hull):** Cicéron a dit... (Rires à droite)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Quelle bravoure! Quelle démagogie!

**M. Guertin (Hull):** Je soulève un point d'ordre. L'honorable premier ministre n'a pas le droit de dire que je fais de la démagogie!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ne retire rien. Vous avez dit: "Quelle bravoure!" dans le sens de "Quelle lâcheté". Si ce n'est pas là de la démagogie...

**M. Guertin (Hull):** Qu'est-ce que j'ai dit? C'est très bien, je n'insiste pas. Cicéron a dit: "*Summum jus, summa injuria*"<sup>13</sup>.

(Rires à droite)

Il y en a qui rient pour ne pas pleurer. Émule d'Insull, le gouvernement a eu recours à son argument: "Don't argue, brand them as communists"<sup>14</sup>. Dans cette affaire de Rouyn, la plupart furent trouvés coupables d'avoir réclamé justice. Le gouvernement s'est servi de la force pour justifier les compagnies coupables.

On peut assimiler le drame de Rouyn à celui des martyrs de Tolpuddle, histoire connue du mouvement ouvrier du monde entier. Ils furent les pionniers de l'association ouvrière. C'était au mois de novembre 1833, près du village de Tolpuddle, dans le Dorsetshire, en Angleterre. Six travailleurs agricoles, menacés d'une nouvelle coupure dans leurs salaires, jetèrent les bases d'une fédération ouvrière<sup>15</sup>. Les patrons étaient aux abois, et comme l'adhésion à un mouvement ouvrier n'était pas un délit, il fallait trouver un autre moyen pour faire arrêter cette organisation. C'est alors que l'on ressuscita une ancienne loi connue sous le nom de "Unlawful Oaths Act (1797)", qui défendait la prestation du serment. On mit en état d'arrestation les six personnes et elles furent trouvées coupables

d'avoir pris un engagement équivalent à un serment, et condamnées au maximum de la peine, soit à l'expulsion du pays pour une période de sept ans.

L'âme du mouvement était George Loveless, ministre du culte, qui fit la déclaration suivante à la suite de la sentence du tribunal: "Nous nous groupions dans le but de nous protéger, nous et nos familles, contre la misère et la dégradation les plus abjectes. Nous mettons quiconque au défi de déclarer que nous avons agi ou avions l'intention d'agir contrairement à ce que nous déclarions précédemment."

Quelle ressemblance avec le drame de Rouyn. Cent ans de différence, mois pour mois. Même truc d'avocat dans le but d'exterminer tout mouvement de revendication, tout mouvement d'organisation syndicale. Un ministre du culte, à la tête de ses compatriotes insuffisamment instruits. Les unionistes anglais avaient souffert l'emprisonnement et la déportation en Australie sur un bateau de forçats où les cruautés infligées aux déportés ont fait la grande honte de l'époque. À Rouyn, le transport avant la prison se fait en avion, moyen nouveau qui constitue, pour certaines personnes, un véritable supplice.

Quel contraste avec la mentalité existante en Ontario. Les mêmes grèves existaient, mais elles furent réglées sans qu'on ait dû pour cela recourir à la loi des émeutes. La province semble vouloir s'occuper surtout de fêter dignement le centenaire du drame de Tolpuddle. Le gouvernement anglais, sous la pression de l'opinion publique de l'époque, avait accordé, en 1836, une amnistie aux six hommes de Dorsetshire, et ceux-ci retournèrent en Angleterre. Cependant, George Loveless et certains de ses compagnons vinrent s'établir au Canada près de London, Ontario. Aussi, alors qu'en Angleterre, on a déjà élevé et dévoilé un arc commémoratif à l'entrée de la petite chapelle où prêchait George Loveless, en Ontario, on a décidé de fêter ce centenaire en lançant une souscription publique pour l'érection d'un monument à London, où repose le corps de celui qui a rendu de si précieux services à la cause ouvrière, par ses sacrifices et ses souffrances morales comme physiques.

Dans le Québec, la commémoration du centenaire de cet important événement dans l'histoire de l'émancipation des ouvriers, a eu lieu sous la forme d'une répétition des mêmes méthodes de suppression de tout mouvement d'organisation ouvrière. Le sacrifice est le même: la prison pour les promoteurs; les victimes sont plus nombreuses, voilà la seule différence. J'ai déjà dit que la province de Québec était arriérée de 25 ans en matière de

législation sociale. J'aurais dû ajouter: et 100 ans en matière d'émancipation de l'ouvrier.

Voilà, Monsieur, l'histoire vraie de la grève des bûcherons de Rouyn. Cette histoire, dirait l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils), n'est pas un monument de honte ni un acte de lâcheté scandaleuse pour ceux qui se sont constitués les bourreaux des bûcherons, mais elle est une histoire toute remplie de la magnanimité du gouvernement, à côté des générosités et des largesses des compagnies de bois. Histoire glorieuse pour le Parti libéral. Histoire qui fera l'orgueil de notre province, histoire que nos enfants liront avec passion, et qui passera à la postérité comme la conséquence logique d'un régime de 37 ans de favoritisme pour les gras, et de 37 ans de persécution pour les petits.

J'espère qu'il nous sera possible de faire subir à ce bill les modifications qui s'imposent, si nous voulons qu'il rende à nos ouvriers les services qu'ils réclament. Combien plus logique serait la création d'une vraie commission de salaire minimum pour les hommes, comme je l'ai déjà préconisé, composée de représentants ouvriers, en nombre assez grand pour que leurs intérêts soient sauvegardés! J'espère que le gouvernement va enfin rendre justice aux bûcherons de cette province, une classe avec laquelle je sympathise beaucoup.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je comprends que l'honorable député a envoyé son texte aux journalistes et qu'il y parlait de Jeanne Corbin<sup>16</sup> qu'il assimilait à Jeanne Mance. Voudrait-il nous informer? Voudrait-il nous répéter cela?

**M. Guertin (Hull):** Je soulève un point d'ordre. Le premier ministre n'a pas le droit de faire allusion à une chose qui n'a pas été prononcée dans cette Chambre et qui n'a à faire qu'entre moi et les journalistes. On n'a le droit de commenter que mes paroles officielles.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

C'est une question que je pose au député de Hull. Ce que mon honorable ami a donné aux journalistes, il doit le donner à ses collègues.

**M. Guertin (Hull):** Je n'ai donné aux journalistes que ce que j'ai prononcé.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Est-ce que l'honorable député n'a pas donné un texte aux journalistes?

**M. Guertin (Hull):** Oui. Mais je nie au premier ministre le droit de soulever cette question. Le premier ministre n'a pas à s'inquiéter des copies que j'ai pu remettre aux journalistes. Si j'ai cru devoir donner un texte aux journaux et le faire corriger ensuite, j'avais le droit. Les journalistes s'empressent d'ailleurs de retrancher ce que nous leur demandons. Je dis que le journaliste qui a donné cette information a manqué au secret professionnel; il a manqué de discrétion.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je voulais simplement vous faire admettre ce que vous venez justement de dire.

**M. Guertin (Hull):** Jeanne Corbin a été condamnée d'après son dossier judiciaire, rapporté par un journal local. Je n'ai d'ailleurs aucune objection à admettre que Jeanne Corbin a un dossier judiciaire très chargé.

Je n'ai aucunement l'intention de la défendre. Quand Jeanne Corbin s'est rendue à Rouyn, le département du procureur général aurait dû la faire suivre, si on la considérait comme un danger pour la société. Non, le gouvernement a laissé faire Jeanne Corbin et les communistes.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Jeanne Corbin a été arrêtée et condamnée à subir son procès à Amos. Il y a des gros messieurs qui la comparent à Jeanne Mance.

**M. Guertin (Hull):** J'en appelle au président. Personne de ma connaissance ne l'a comparée à Jeanne Mance.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je trouve pénible que le procureur général de cette province tente de faire dévier la discussion sur un point tout à fait secondaire, alors que le problème que nous discutons est de la plus grande importance, puisqu'il affecte le sort de milliers de nos bûcherons exploités à même nos ressources naturelles, qui auraient dû servir à les aider.

Nous avons, dans Québec, une situation intolérable et je crois que ce n'est pas le temps de faire des insinuations. Je trouve réellement pénible qu'un premier ministre et procureur général de la province, devant une loi aussi grave, ne trouve rien de mieux à faire que de tenter de ridiculiser un membre de cette Chambre, qui tente de faire son devoir en disant ce qu'il pense de la loi des bûcherons que l'on nous présente pour adoption.

Il y a des années que les bûcherons, nos compatriotes, sont maltraités sous l'œil paternel et bienveillant du gouvernement, qui est censé les protéger, et principalement du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils). Des grandes compagnies exploitent nos ressources naturelles, en vertu d'un permis consenti chaque année par le gouvernement provincial, alors que nos ressources naturelles, qui nous ont été données pour la survivance de la race dans les heures graves de notre vie économique, servent à exploiter odieusement nos gens.

Qu'est-ce que le gouvernement fait pour remédier à cette situation lamentable? Absolument rien. Des troubles ont éclaté à Rouyn. On a ordonné, cette année-ci, une enquête, non pas pour tous les chantiers, mais pour la région de Rouyn. Le gouvernement se limite à envoyer deux inspecteurs à Rouyn. Mais ce n'est pas seulement à Rouyn, c'est partout dans la province où il y a des chantiers que nos bûcherons souffrent. On a constaté des injustices criantes de la part des compagnies envers les bûcherons. Depuis des semaines, les journaux libéraux, même comme *Le Soleil*, et des députés du gouvernement dénoncent la situation faite aux bûcherons. Le ministre des Terres et Forêts se vante que ses inspecteurs ont fait 9,000 visites dans les chantiers. Ils ont dû constater dans ce cas les injustices dont nos compatriotes étaient victimes.

Mais aucune mesure remédiate au mal n'a été apportée. Le gouvernement n'a pas trouvé moyen d'envoyer plus de deux inspecteurs, et l'on peut dire qu'au moins l'un de ces deux inspecteurs ne semblait pas qualifié pour la tâche dont on le chargeait. Et le gouvernement osera-t-il nier qu'il y a eu de graves abus de commis lorsqu'il présente une législation pour pallier le mal, lorsque son enquêteur, M. Morin, envoyé à Rouyn pour enquêter sur les griefs des bûcherons, déclare dans son rapport que la situation de ces pauvres gens est pitoyable, que leurs plaintes sont fondées, que les conditions où ils travaillent sont révoltantes? Je prends le rapport de M. Maxime Morin. Le ministre des Terres et Forêts nous disait qu'il n'était pas encore prêt, quand déjà il était publié dans les journaux.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Je n'ai jamais dit que le rapport mentionné n'était pas prêt. C'est une manœuvre du chef de l'opposition. J'ai dit que le rapport de l'enquête que j'ai fait faire n'était pas prêt. J'ai mentionné seulement le rapport de nos hommes qui font enquête dans tous les chantiers. Le chef de l'opposition cherche comme d'habitude à

déplacer la question. Je n'ai pas parlé du rapport de MM. Morin (Maxime et Louis) qui ont été dépêchés à Rouyn par le bureau du procureur général.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre vient de faire un aveu. Il dit qu'il ne s'est pas occupé de l'enquête de Rouyn. M. Maxime Morin, qui a enquêté à Rouyn, démontre par son rapport qu'il n'était pas qualifié pour cette besogne. Je le prouve. Il dit que les bûcherons reçoivent \$6.50 et \$7 la corde, quand c'est \$6.50 ou \$7 du mille pieds. Voici un homme qui fournit des informations qui ne représentent pas la moitié de la vérité. Il déclare que l'International Paper<sup>17</sup> n'est responsable ni directement ni indirectement de ce qui s'est produit à Rouyn. M. Morin doit connaître la loi. Il connaît les obligations des compagnies. L'International était obligée de voir à ce que les sous-entrepreneurs respectent les obligations. La compagnie International Paper aurait dû faire une déclaration.

**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):** Mon honorable ami prétend que la grève était prévue au contrat entre les bûcherons et les compagnies?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le ministre pose de ces questions, je dis qu'il est en grève avec le sens légal. Je le répète, ce n'est pas le temps de faire dériver le débat sur des considérations secondaires, sans importance pour la question que nous avons à discuter, et d'essayer de tourner en dérision les députés de cette Chambre qui accomplissent leur mandat. Je regrette qu'on ne paraisse pas se rendre compte de la gravité de la situation. M. Morin parle des conditions hygiéniques des camps de bûcherons. Les hommes sont couchés cordés dans les camps. C'est ça le traitement imposé aux bûcherons. Ils se plaignent de ne pas avoir de médecin et ils ont raison, dit M. Morin. Nos compatriotes, dans les forêts exploitées par des étrangers, n'ont même pas le droit d'être protégés. C'est ça qui inspire le premier ministre à ridiculiser un collègue. Le gouvernement présente une loi. Cette loi est passée par celui qui permet aux compagnies d'exploiter les bûcherons.

Dans son rapport, M. Louis Morin dit que tout le monde reconnaît la gravité de la situation à Rouyn. C'est ça qui inspire le sarcasme à l'autre côté. M. Morin, après avoir constaté que les bûcherons étaient exploités, maltraités, dit qu'il va les rencontrer en prison où les a mis le gouvernement. Mais, d'après M. Morin, ils étaient tellement heureux d'être mis en prison par le gouvernement qu'ils l'ont accueilli avec enthousiasme. Ce ne sont pas les

exploiteurs qui sont en prison, mais les exploités. Certes, je ne discute pas le jugement de la cour en cette cause. Car il faut que la loi soit respectée, même si ceux qui la violent ont des griefs sérieux. Les tribunaux existent pour faire observer l'ordre et la paix. Mais ce n'étaient pas des communistes, puisque M. Louis Morin dit qu'il a vu des larmes couler de leurs yeux et qu'il a constaté que c'étaient de bons chrétiens, de braves gens.

Cette situation malheureuse n'est pourtant pas nouvelle et le gouvernement n'a pas d'excuse de l'ignorer, d'avoir permis qu'elle durât depuis des années, d'avoir permis cette abomination de faire servir nos ressources naturelles à exploiter la population pour laquelle elles avaient été confiées au gouvernement. Depuis trois ans monte de nos forêts la plainte de nos bûcherons, plainte qui a grandi en clameur douloureuse et qui dénote une situation intolérable.

Est-il vrai que nous en sommes rendus à avoir un gouvernement qui, au lieu de protéger les fils de nos pionniers, au lieu de veiller avec diligence à réparer les erreurs et les abus, protège par une longue et coupable inertie ceux qui exploitent nos gens? Pourtant, n'est-ce pas l'impression qui se dégage en somme de la situation? Et pour rendre justice, tout ce que le gouvernement a trouvé de mieux, c'est d'imaginer une commission de deux membres qui ont pouvoir d'enquêter, mais rien de plus.

La commission que veut nommer le gouvernement sera inefficace. On croit apporter le remède qui s'impose. Ce n'est pas une question politique, car la situation est tellement grave qu'on doit la placer au-dessus de tout souci partisan. C'est une question intimement liée au respect que nous devons à l'être humain, aux pionniers de cette province. C'est le devoir du gouvernement de faire disparaître les causes criantes d'injustice et de procéder non pas contre les persécutés, mais contre les persécuteurs, surtout quand ceux-ci opèrent au détriment de nos ressources naturelles.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il y a certains aspects de la question que je ne veux pas discuter ce soir, notamment l'économie du bill des bûcherons. Mais on a amené la discussion sur un tout autre terrain. Le chef de l'opposition a dit qu'il ne voulait pas faire de la politique avec cette question. J'en appelle à la Chambre et je lui demande si jamais on a fait plus de petite politique avec une telle question.

Je désire dire à l'honorable député de Hull (M. Guertin) que j'ai écouté son discours avec stupeur. Lui qui s'est dit l'ami de l'ordre et de la paix, qui en Chambre a conseillé la charité chrétienne en nous citant tous les saints du martyrologe, il a fait le discours le plus extraordinaire que j'ai entendu au cours de ma longue carrière. En ces jours difficiles où le socialisme et le communisme lèvent la tête, pas seulement dans le monde entier, pas seulement au Canada, pas seulement dans la province, mais dans nos villes et même dans nos campagnes, c'est dans cette Chambre qu'on vient prononcer un pareil discours.

Le discours qu'a prononcé le député de Hull cet après-midi, encore une fois, je l'ai entendu avec stupeur. Il a fait une mauvaise œuvre, anticanadienne et antiquébécoise. Ce champion de l'ordre, quand on lira demain dans les journaux ce qu'il a dit, et même ce qu'il n'a pas dit mais qu'il a donné à entendre, j'espère que ce ne sera pas bien rapporté pour l'honneur de la province et de la Législature. Quand on lira ce qu'il a dit en pleine Assemblée législative de la province de Québec, cela mettra du baume au cœur de bien des gens qui ne pensent pas comme nous, et ce sera un réconfort à certains éléments de discorde dans le pays. Je le répète, je regrette ce que l'honorable député de Hull a dit, et il regrettera ce qu'il a dit.

Je ne veux pas discuter l'aspect "bûcherons" de la question. Mais je vais parler de la grève de Rouyn, puisqu'on a voulu soulever cet incident. Le gouvernement de Québec a fait son devoir dans les récents désordres à Rouyn, en faisant arrêter les chefs des bûcherons en grève. Il y a quelques jours, l'honorable M. William H. Finlayson, ministre des Terres et Forêts de la province voisine, un ami de l'honorable chef de l'opposition, est venu nous voir et il nous disait justement: "La province de Québec doit être félicitée d'avoir eu le courage de faire ce qu'elle a fait à Rouyn, car nous n'avons pas eu le courage de faire la même chose en Ontario." Nous discutons alors avec lui notre loi que nous présentons et qui sera présentée également à la Législature de l'Ontario. Le représentant de Hull s'est fait le défenseur des provocateurs des désordres à Rouyn. Ce sont des fauteurs de troubles, soit des communistes de l'Ontario et de l'Ouest qui sont venus semer la discorde et le mauvais esprit à Rouyn. Nous étions avertis que ces gens viendraient. Malheur aux agitateurs de la province voisine qui viendraient désormais dans la nôtre pour y susciter des troubles. Comme procureur général, je verrai à ce que la loi soit rigoureusement observée.

On nous dit qu'on aurait dû faire suivre Jeanne Corbin. On nous a reproché de ne pas avoir arrêté Jeanne Corbin avant, pour l'empêcher de faire du mal, et on nous reproche de l'avoir arrêtée après. Pourtant, on la compare à Jeanne Mance. On nous avait dit qu'il y avait du mécontentement là-bas. Oui. Que les bûcherons étaient mal payés. Oui. Que les conditions sanitaires étaient mal observées. Oui. Et c'est autant la faute de l'opposition que celle du gouvernement. C'est parce que les bûcherons ont raison de se plaindre - je n'hésite pas à le reconnaître - que nous proposons la loi actuelle, et c'est pour cela que nous avons fait adopter une loi pour améliorer les conditions sanitaires dans les camps; c'est pour cela que nous voulons créer une commission et accorder un salaire raisonnable aux bûcherons.

Les bûcherons nous disent aujourd'hui: "Il nous faut \$40 par mois et nourris." Quand le papier journal est vendu \$40<sup>18</sup> la tonne, d'après le plan Roosevelt, aucune compagnie ne peut arriver en payant \$40 par mois aux bûcherons, plus la nourriture.

Je reviens à la grève. On nous avait avertis que des agitateurs viendraient semer le trouble à Rouyn. Ils sont venus et ils ont réussi. Ils sont allés trouver les bûcherons et les ont persuadés qu'il vaudrait mieux faire la grève. La plupart des bûcherons étaient cependant satisfaits. Ils travaillaient à la pièce et gagnaient jusqu'à \$45 par mois. Les meneurs ont entraîné tout le monde, dont beaucoup à contrecœur. Lorsqu'ils furent rendus à Rouyn, beaucoup d'entre les hommes qui avaient suivi ont voulu retourner au travail. C'est là que le trouble a commencé. Les agitateurs ont placé une escouade dans le chemin du camp pour empêcher ceux qui voulaient travailler de s'y rendre. Et ils ont dit: "Personne ne retournera au travail sans avoir eu l'autorisation de trois chefs de grève."

La police provinciale est intervenue et elle a dit ceci aux hommes: "Si vous voulez faire la grève, libre à vous, mais vous ne pouvez empêcher la circulation dans un chemin public." Jeanne Corbin, cette autre Jeanne Mance, et plusieurs autres femmes ont dit: "Si des hommes ne sont pas capables d'empêcher les briseurs de grève de passer, nous le ferons." Une femme a même ajouté qu'il y avait eu déjà des polices de tuées et que personne n'avait été pendu.

C'est à la suite de cela que l'acte des émeutes a été lu. Nous avions là 12 hommes de la police provinciale et trois de la police de Rouyn. Ce n'est pas nous qui avons demandé la lecture de l'acte des émeutes, c'est le juge de paix, M. Tardif, qui a lu l'acte après que M. Turnbull de la police provinciale, qui dirigeait nos policiers, eut dit aux grévistes que

leur action d'empêcher leurs compagnons de retourner au travail était illégale.

Le sergent Turnbull leur a fait remarquer qu'ils avaient le droit de faire la grève, mais que ceux qui voulaient retourner à l'ouvrage étaient libres de le faire et de passer dans le chemin public, que c'était là le droit de tous. C'est là que le trouble a commencé. Douze hommes sont venus à bout de 84. Quatre-vingt-quatre bûcherons auraient pu facilement venir à bout de nos 12 hommes. Mais comme je l'ai dit, pour la plupart, c'étaient de braves gens qui commirent une erreur et qui se laissèrent tourner la tête par des agitateurs; c'étaient de bons Canadiens français ordinairement respectueux de l'ordre et de la loi. C'étaient de braves gens, en majorité, mais ils ont été trompés, comme ça s'est fait ailleurs dans la province.

Le chef de l'opposition a dit tantôt qu'il ne voulait pas critiquer le magistrat et les jugements, et il a eu raison. Le magistrat Lacoursière, que mon honorable ami connaît bien, était capable d'apprécier les faits et les circonstances. Il est autant que quiconque l'ami des ouvriers et l'on ne peut suspecter son impartialité. À Amos, où les prisonniers avaient été transportés par avion, on a dit que l'on avait ajouté, aux mauvais traitements aux grévistes, le transport en avion. On aurait peut-être voulu qu'on les eût transportés en voiture, par un froid sibérien, à 125 milles de Rouyn? Les grévistes ont joui de leur promenade. Pour la plupart, c'était la première fois qu'ils allaient en avion, et ils ont fait un voyage confortable et agréable.

Nos enquêteurs ont pu constater que les chefs de cette grève étaient pour la plupart des gens ayant des casiers judiciaires et des étrangers. Ce ne sont pas ces gens qui viendront dicter aux nôtres une ligne de conduite. Au procès de Jeanne Corbin, il a été révélé qu'elle était un agent salarié des communistes, qui a exercé des activités à Toronto où elle a été emprisonnée pour vagabondage. C'est un bel apôtre pour dire aux Canadiens comment se conduire! Et c'est elle que l'on a eu le courage de comparer à Jeanne Mance. Jeanne Corbin a été condamnée à subir son procès pour sédition. Un juge et 12 jurés diront si elle est coupable.

Un autre des meneurs était un nommé Harry Raketti, âgé de 24 ans, né aux États-Unis et d'origine finlandaise, venu en Saskatchewan depuis 1915, voyageant en Ontario depuis 1929, reconnu pour sa participation très active au mouvement communiste. Lui aussi attend son procès pour sédition. Il n'y a pas un centre communiste depuis Vancouver jusqu'au Cap-Breton qui ne m'ait envoyé des protestations, et

des plus énergiques, au sujet de l'incarcération de cet individu. Vous voyez qui sont les amis de mon honorable ami!

Il y avait aussi un nommé Donahue, un autre personnage lié au mouvement communiste et intimement lié avec Jeanne Corbin et Raketti. Il a été condamné à deux ans de pénitencier. Le magistrat Lacoursière, qui est un excellent magistrat, que mon honorable ami le chef de l'opposition connaît, après avoir entendu la preuve, a condamné au bagne plusieurs autres accusés. Il y avait un nommé Dangos, de Toronto, un nommé Sanger, un Roumain sans résidence connue, qui fut condamné à 12 mois de prison pour sédition. J'aime mieux le jugement du juge Lacoursière que celui de mon honorable ami de Hull qui, pour ces gens-là, a déployé des flots d'éloquence que nous avons entendus tout l'après-midi.

Malheureusement, il y a aussi des Canadiens français impliqués dans cette grève: Baillargeon, Lefebvre, Lavallée et autres, dont mon honorable ami a parlé avec émotion. Ces braves gens ont tous plaidé coupables à l'accusation de sédition. Ils avaient pourtant un avocat de Montréal pour les défendre et ils n'étaient pas obligés de plaider coupables.

Toutefois, ils ont avoué s'être rendus coupables de sédition. De ces braves gens que défendait mon honorable ami, il y avait un nommé Arthur Larocque, né à Saint-Aimé-sur-Richelieu, qui fut condamné à trois reprises pour vol à Montréal avant d'aller à Rouyn, et à quatre mois de prison pour sédition, lors des troubles! C'est pour des gens comme ceux-là que mon honorable ami a dépensé des flots d'éloquence cet après-midi, qu'il s'est senti le besoin d'appeler à son secours Larousse et Cicéron.

Quatre-vingt-quatre personnes ont été arrêtées, ont plaidé coupables, et leurs sentences ont été suspendues. Je le répète, la plus grande partie des 84 prévenus sont de braves gens. C'est pourquoi nous leur avons dit: "Si vous voulez retourner dans les chantiers aux mêmes conditions, nous allons vous laisser aller. Si vous préférez retourner chez vous, nous paierons vos passages." La plupart sont retournés chez eux, les autres ont repris le chemin du travail. D'aucuns ont dit: "Si les gens de l'Ontario qui nous ont incités aux troubles reviennent encore, nous les recevrons à coups de haches."

On nous reproche de l'autre côté d'avoir réprimé la sédition. On a dit que nous avons persécuté les bûcherons. J'entends mes honorables amis, si nous avons laissé la grève prendre des proportions.

On aurait accusé le procureur général d'incurie et de faiblesse. On lui aurait dit: "Qu'est ce que vous faites?"

Quand on sait que si une usine marche seulement une heure le dimanche, mon honorable ami le chef de l'opposition se lève aussitôt pour protester. Chacun a sa manière de comprendre son devoir et ses responsabilités. Comme procureur général, j'ai compris mon devoir et mes responsabilités. Quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, quelque reproche que l'on puisse me faire, ceux qui troubleront l'ordre et la paix dans la province de Québec me trouveront toujours sur leur chemin.

(Applaudissements)

La province de Québec a une réputation à conserver et j'ai conscience que trop de nos voisins ont les yeux sur nous et écoutent les cris de nos amis qui disent partout que la police du Québec est corrompue, que nous ne valons rien, qu'il n'y a pas de justice, que la police ne fait pas son devoir, etc., pour ne pas répéter que tous ceux qui voudront troubler l'ordre rencontreront sur leur chemin le procureur général, quelles qu'en soient les conséquences.

Voilà l'histoire de la grève de Rouyn. Depuis, nous avons la paix. Nous avons été félicités. Notre intervention a servi d'exemple aux autres endroits. On se dit maintenant que la justice de Québec a le bras long. En effet, la justice de Québec a le bras long et elle saura atteindre les fauteurs de discorde où qu'ils soient.

(Applaudissements à droite)

**M. Guertin (Hull):** Je n'ai jamais eu l'intention de reprocher au premier ministre d'avoir sévi contre les communistes. Je dis même que, si le procureur général est prêt à me prouver que la loi des émeutes a été lue après que l'un des chefs eut déclaré qu'il fallait tuer les polices au besoin, je retirerai tout ce que j'ai dit au sujet de la loi des émeutes.

**M. Duffy (Compton)<sup>19</sup>:** Le projet de loi que le gouvernement présente actuellement à la Chambre est l'un des plus importants de la présente session. Les opérations forestières, spécialement la coupe du bois de pulpe, ont été plus ou moins suspendues au cours des dernières années à cause de la crise mondiale qui a grandement affecté cette industrie essentielle pour notre province. Cette année, vu l'amélioration dans les conditions économiques, ces opérations se sont faites sur une plus grande échelle et un plus grand nombre d'hommes ont été employés en forêt pour les travaux de coupe et de transport de bois de pulpe et de billots. Jusqu'à cette année, les

bûcherons ne se plaignaient pas des salaires qui leur étaient payés, et le gouvernement ne reçut pas de plaintes. Le gouvernement ne peut, non plus, être tenu responsable des bas salaires payés cette année, parce que les salaires payés les années dernières étaient considérés raisonnables, et l'administration n'avait pas de raisons d'intervenir. Le gouvernement avait réduit les droits de coupe avec l'entente que les compagnies paieraient des salaires raisonnables à leurs employés.

Les compagnies ne doivent pas supporter tout le blâme, si les bûcherons n'ont pas reçu les salaires qu'ils désiraient. Les entrepreneurs voulaient avoir des contrats et offrirent de prendre ces contrats à des prix très bas. Dans plusieurs cas, ces offres furent acceptées par les compagnies. Cette action de la part de quelques entrepreneurs fut évidemment malheureuse, parce que les compagnies qui font affaire dans la région du Saint-François se sont toujours montrées prêtes à payer un prix raisonnable pour la coupe et le transport du bois soit des terres licenciées, soit à partir de leurs propres terres à propriété libre.

Cette année, quand des plaintes furent faites au sujet des salaires et que les salaires payés furent jugés insuffisants, le ministre du Travail (l'honorable M. Arcand) a pris des mesures immédiates pour remédier à la situation et ceux qui travaillaient sur des terres de la couronne furent convoqués en conférence pour discuter de la situation. On jugea alors qu'il faudrait légiférer afin de s'ajuster aux nouvelles conditions. C'est pour cela que le gouvernement présente la législation que la Chambre discute actuellement, afin de contrôler les salaires des bûcherons et leur assurer à l'avenir un traitement honnête.

Je crois qu'il est bien de faire observer que les conditions actuelles ne sont pas ce qu'elles étaient il y a quelques années. Les prix du produit fini sont très bas. On m'informe qu'ils représentent moins d'un tiers des prix reçus pendant les bonnes années et la concurrence est aussi très sévère. À cause de cela, plusieurs compagnies de papier ont de la difficulté à arriver et plusieurs autres ne font pas de profit. Les compagnies doivent être félicitées d'avoir fait tous les efforts possibles pour maintenir leurs moulins en opération, afin d'employer le plus de monde possible dans la province.

Je crois que les bûcherons ont apprécié le travail qui leur a été donné. Je crois également qu'ils ne sont pas satisfaits des salaires qui leur ont, en général, été payés. Cela n'est pas sans raison parce que les compagnies, dans leur désir de se procurer un

matériel brut à bas prix, pour rencontrer la concurrence et pour pouvoir vendre leur produit ouvré, ont été trop loin, à mon avis, pour obtenir du bois à bon marché. De la sorte, les prix payés aux contracteurs n'ont pas permis de payer ce que l'on est convenu d'appeler "un salaire pour vivre".

Une autre raison, à mon avis, qui explique pourquoi les salaires sont si bas, c'est le fait qu'il y a trop de sous-entrepreneurs. Dans certains cas, les sous-contrats passent entre trois ou quatre mains, et chacun des sous-entrepreneurs prend un léger profit, de sorte que le travailleur ne reçoit plus beaucoup pour son travail. Je ne dis pas que les contrats ne doivent pas être accordés, mais je prétends qu'il devrait y avoir un moyen plus direct de traiter avec les travailleurs.

Je veux être juste et pour les bûcherons et pour les compagnies; et après avoir pris en compte les salaires et les intérêts des deux parties, je crois qu'en dépit des prix peu élevés du produit fini actuellement, ainsi que de la concurrence aiguë, les compagnies ont encore une marge de profit assez forte entre le prix du matériau brut et celui du produit fini, pour leur permettre d'augmenter leurs prix pour la coupe et le transport du bois, assez du moins pour que les travailleurs puissent obtenir des salaires justes et raisonnables. Je ne suis pas en mesure de dire ce que cette augmentation de salaire devrait être, parce que ce sera à la commission de le décider. La question n'est pas si difficile à trancher, parce que dans les opérations de l'année courante dans le comté de Compton, si une somme additionnelle de \$0.75 ou \$1 la corde avait été ajoutée pour la coupe et le transport, cela aurait permis de payer aux travailleurs les prix payés aux journaliers dans les autres industries.

La commission qui sera nommée, tel que ce bill le suggère, devrait avoir le pouvoir d'exiger des salaires raisonnables, et je n'ai pas de doute que les compagnies seront prêtes à coopérer avec la commission de telle sorte que, finalement, un salaire soit fixé à la satisfaction des bûcherons. Toutefois, il ne faut pas trop exiger, car plusieurs des hommes envoyés en forêt pour travailler sur les contrats de coupe sont des travailleurs des villes. Beaucoup d'entre eux sont inaptes pour ce travail et ils ne peuvent pas s'attendre de recevoir les salaires les plus élevés. On pourrait demander aux villes de garder ces hommes et réserver la coupe du bois aux bûcherons. Il n'est certainement pas facile de fixer une échelle de salaires qui serait juste pour tout le monde, pour la simple raison que certains travailleurs méritent un meilleur traitement que d'autres. Il serait

peut-être préférable, pour ce qui est de la coupe de bois de pulpe, de payer des salaires raisonnables aux hommes en fixant un prix par corde au lieu d'un salaire par jour.

Le gouvernement a toujours été juste pour les ouvriers. Les bûcherons peuvent être certains que le gouvernement veillera à la sauvegarde de leurs intérêts. À mon avis, les membres de l'opposition exagèrent la situation. J'admets que les bûcherons ont été exploités, mais il faut reconnaître que le gouvernement fait un excellent mouvement en présentant la loi qui est devant nous.

**M. Crête (Laviolette):** En prenant la parole sur cette question de l'amélioration que l'on veut faire aux traitements des bûcherons, je n'ai pas l'intention de suivre certains députés de l'opposition qui se sont engagés dans une vallée de larmes et de lamentations qui feraient pâlir le prophète Jérémie.

J'ai pu être sensible à une part des compliments qu'adressait l'autre jour l'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) aux députés qui s'étaient les premiers occupés de cette question. D'autre part, je me suis rendu compte, une fois de plus, qu'il est donc facile le rôle de nos hommes publics qui, dans une législation aussi importante que celle-ci, bornent leur argumentation à une critique de parti pris, essayant de solutionner le problème avec un pot à colle et une collection de découpures de journaux remplie d'articles inspirés, la plupart du temps, par des gens qui ne connaissent, des opérations forestières, que le sous-produit du papier qu'ils barbouillent inutilement.

Habitant un des plus grands comtés forestiers de la province, il était naturel qu'un des premiers je fusse averti du malaise qui existait, pour une partie, chez nos bûcherons. Conscient de mes responsabilités, avant d'enfourcher Rossinante de Don Quichotte, j'ai voulu me rendre compte, par les enquêtes faites sur place, des conditions en général de nos ouvriers forestiers.

Je compris tout de suite que pour juger et légiférer sur une question comme celle-ci, il fallait d'abord se mettre au courant de la position exacte des grandes compagnies qui exploitent nos forêts, de ce qu'elles retirent de notre province et de ce qu'elles lui doivent également la proportion des salaires du bûcheron avec celui du contremaître, des profits des gros contracteurs sur les petits contracteurs, de la moyenne de profit sur les marchandises vendues aux bûcherons dans les magasins des chantiers ("vannes"), addition faite du coût de transport, le portage, qui varie suivant les endroits, etc.



Il fallait aussi tenir compte de la situation née de la crise, à savoir qu'un bon nombre des chômeurs des villes, ne connaissant à peu près rien des opérations forestières, inhabiles à manier la hache et la sciotte, s'engageaient comme bûcherons et revenaient naturellement désenchantés de leur expérience. C'est surtout ceux-là qui confièrent, avec tout ce que leur imagination pouvait ajouter, leurs misères à des journalistes bienveillants qui publiaient ensuite des articles, un peu partout dans la province, où l'exagération était loin d'aider ceux qui se dépensaient pour retracer l'endroit du mal et essayer de trouver un remède pour le guérir. Car il faut admettre que nos vrais types de chantier, nos "lumberjacks" sont encore, pour la plupart, les cultivateurs et les fils de cultivateurs.

Ceci dit, M. le président, il restait un fait vrai: c'est qu'en plusieurs endroits, des contracteurs, gros comme petits, assez souvent des bûcherons d'hier devenus contracteurs d'aujourd'hui, profitèrent de cette abondance de main-d'œuvre pour exploiter honteusement le bûcheron en ne le payant suffisamment, le faisant travailler à forfait, à la job, dans des conditions impossibles, lui chargeant le loyer des outils, la pension des dimanches et des jours de mauvais temps, lui vendant des marchandises de "vannes" avec des profits exagérés, et lui retenant une somme pour le docteur, etc. Mais le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) est intervenu de la bonne façon en ordonnant la tenue d'une enquête dans tous les chantiers.

Et c'est à la suite de cette enquête qu'il présente maintenant une législation qui sera uniquement appelée à servir les intérêts des bûcherons. Les bûcherons profiteront de la loi qui est devant nous.

Maintenant, est-il juste de dire que si la situation a été améliorée, c'est grâce aux activités de trois ou quatre députés seulement, lorsque l'on sait, ou que l'on devrait savoir, que l'honorable ministre des Terres et Forêts dispose, depuis plusieurs années, d'une organisation parfaite de gardes-forestiers, distribués dans toutes les opérations forestières de la province, qui sont chargés de vérifier les mesurages, s'enquérir des conditions hygiéniques des camps, enfin qui ont l'autorité d'exiger tous documents qui pourraient aider à réprimer les abus?

Mais, même une organisation aussi parfaite que possible peut-elle suffire à contrôler les écumeurs qui naissent tous les jours? Doit-on abolir les cours de justice de Montréal, Québec ou de Trois-Rivières parce qu'il y a là des corps de police bien organisés?

Si votre humble serviteur a pu améliorer considérablement la situation des bûcherons, au moins dans la région du Saint-Maurice qu'il représente, il se fait un devoir de déclarer que c'est grâce à l'organisation de l'honorable ministre des Terres et Forêts, à son appui généreux, comme aux activités de l'honorable ministre du Travail qui ne négligea rien et fit beaucoup pour amener les surintendants de plusieurs compagnies à signer une entente que je lirai tout à l'heure.

Maintenant, faut-il ajouter que dès l'automne de 1932, lorsqu'il fut signalé à l'honorable premier ministre que les bûcherons ne recevaient pas un traitement suffisant, l'honorable premier ministre fit des démarches qui amenèrent des résultats que j'ai déjà signalés ici. Et encore, au cours de l'été dernier, dans une lettre que l'honorable premier ministre adressait à l'ex-chef de parti conservateur de cette province, M. Onésime Gagnon de Dorchester<sup>20</sup>, l'honorable premier ministre signalait que les compagnies d'exploitation forestière devaient payer suffisamment les bûcherons, si elles voulaient bénéficier des déductions des droits de coupe, et promettait d'étudier particulièrement cette question au cours de la prochaine session. Nous sommes en mesure d'apprécier aujourd'hui si l'honorable premier ministre a manqué à ses engagements.

L'honorable député de Portneuf (M. Gauthier) avait raison de dire l'autre jour que pendant que les conservateurs se creusaient des tranchées sur quatre ou cinq fronts différents, s'entouraient de fils barbalés et se lançaient des grenades, c'est encore des libéraux qui s'occupaient des bûcherons.

Le 14 août de l'été dernier, j'avais l'honneur d'assister à une réunion au bureau de l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Arcand), à Montréal en présence du ministre et de son sous-ministre ainsi que de l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils), de M. Gustave Piché, chef du Service forestier et de plusieurs représentants des compagnies forestières de cette province. Nous avons discuté là, sans parti pris, du salaire des bûcherons et des moyens à prendre pour améliorer leur situation.

Une semaine plus tard, le 22 août, les mêmes, en plus des honorables députés de Portneuf, de Berthier et de Lac-Saint-Jean, se réunissaient de nouveau au bureau du ministre du Travail, et c'est là que nous avons obtenu des représentants des compagnies l'arrangement suivant<sup>21</sup>:

"Memorandum of the Meeting between the honourable minister of labour, and the honourable

minister of Lands and Forests and the Quebec Forest Industries Association in Montreal, on the 22nd August, 1933.

"1. The operators are very willing to co-operate with the Government.

"2. It is understood that the pulpwood operators will be responsible for the pay of the men up to \$26.00 per month with board during the session of 1933-34. Men on piece work can earn more than this amount according to their efficiency and ability.

"3. The operators will make every effort to prevent the jobbers from exploiting their men by over-charging for equipment, clothing, or other supplies sold to the men.

"4. With regard to the health of the men, this comes under the Health Bureau of the Province, and the operators will do everything possible to carry out the rules and regulations of the Bureau, and to provide for the welfare and comfort of the men.

"5. The operators will co-operate with the Department of Lands and Forests and take all the precautions to see that the rules and regulations of that Department are complied with. Further, if the officers of the Department in making their inspections find that the workmen are not well treated, and that the work is not conducted in a proper manner, it is the desire of the operators that they be informed and they will take immediate steps to have the complaints investigated and corrected, if necessary."

Et le résultat M. le président, c'est que dans les chantiers de la région du Saint-Maurice, cet hiver, la moyenne des salaires payés aux bûcherons est de \$35 par mois.

Ah! Je sais qu'il y a encore des abus ici et là dans la province, mais, avec l'organisation que dispose l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils), avec la nomination d'une commission qui aura des pouvoirs assez étendus, avec encore des députés de Portneuf, de Berthier, de Lac-Saint-Jean, de Kamouraska, de Wolfe, de Nicolet, et d'autres qui se sont joints au mouvement, le vrai bûcheron, celui qui, comme ses pairs, quitte son foyer de bonne heure à l'automne pour ne revenir qu'au printemps, laissant courageusement son épouse, sa mère, ses sœurs, sa fiancée, s'enfoncé gaiement dans la forêt en fredonnant un refrain de la vieille chanson de France, méprisant les intempéries et les contretemps, celui-là peut être assuré qu'il y a ici un gouvernement qui veille sur lui et saura lui rendre justice, en lui faisant

assurer un traitement qui lui permettra de vivre et soutenir les siens.

Le bûcheron, comme toutes les autres classes de nos travailleurs, peut être assuré que le gouvernement surveille ses intérêts. La commission qu'il veut créer est une preuve de l'intérêt qu'il porte à la classe des travailleurs en forêt.

**M. Gagnon (Kamouraska):** Je félicite le gouvernement pour cette législation. Chaque fois que je me suis adressé au ministre des Terres et Forêts pour faire redresser des torts que l'on faisait subir aux bûcherons, j'ai été fort bien accueilli. Je dis que les compagnies sont incapables de payer \$35 par mois à leurs travailleurs actuellement. On voudrait que le gouvernement fixe un salaire minimum de \$26 par mois.

Mais sait-on si le prix du bois n'aura pas baissé l'an prochain? Les conditions peuvent changer d'une saison à l'autre. Il s'est fait beaucoup plus de bois que d'habitude cette année.

Des compagnies ont exploité les ouvriers, et le gouvernement veut remédier à cet état de choses. C'est pour cela que j'approuve le projet de loi qui a pour but de créer une commission de surveillance. Plusieurs compagnies ont accusé injustement leurs sous-entrepreneurs.

Je connais quelques compagnies qui payaient des salaires de 50 sous, alors qu'elles jouissaient de réductions de coupe considérables. C'est parce que les bûcherons ont à se plaindre que le gouvernement présente cette loi. Je sais que le gouvernement, avec sa commission, pourra placer les responsabilités où elles doivent l'être.

**M. Authier (Abitibi):** Je tiens à corriger l'honorable député de Hull. Dans l'Abitibi, les bûcherons ne sont pas révoltés comme on l'a prétendu. Les fauteurs de la grève de Rouyn étaient des étrangers, comme le rapport de M. Maxime Morin le prouve. Évidemment, il y a eu des abus là comme ailleurs, mais le projet de loi que le gouvernement présente actuellement remédiera à la situation.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 11 h 15.

## NOTES

1. Joseph-Fabien Bugeaud fut député libéral de Bonaventure de 1914 à 1924.
2. En retournant aux textes originaux, en anglais, on découvre que cette référence de M. Guertin aux jugements du Conseil privé est une adaptation libre tirée de plus de six pages de texte.
3. Alfred Duranleau, conservateur, fut ministre de la Marine (1930-1935) et ministre des Pêcheries (1932-1934) au sein du gouvernement Richard B. Bennett.
4. L'article qui se trouve à la page 7 est intitulé: "Donnons de l'emploi à nos jeunes techniciens".
5. Selon les sources, ce passage fut lu en anglais en Chambre. En voici la traduction: "Je pourrais dire à ces messieurs que nous ne permettrons plus que nos forêts soient déboisées pour produire du papier qui se vend en bas du prix coûtant. L'exploitation de nos forêts ne doit pas avantager celui qui a capitalisé son industrie à \$714,000,000, quand en réalité elle n'en vaut que \$25,000,000."
6. Le 26 mars 1929, selon *L'Illustration* du 8 mars 1934, à la page 5.
7. La saga de Samuel Insull, financier américain accusé de fraudes et de détournements de fonds, fait les manchettes des quotidiens de 1934. En cavale depuis plus de 18 mois, celui qui, avec Thomas Edison, avait fondé la compagnie General Electric, est repris en avril 1934, à Smyrne, en Turquie.
8. La crise de surproduction dans le secteur des pâtes et papiers en 1928, suivie de la crise économique générale, l'année suivante, sont responsables de la détérioration des conditions du travail des bûcherons. Leurs revendications se résument ainsi: 1. Une augmentation de salaire de \$26 à \$35 par mois pour ceux qui travaillent à la journée, et de 2¢ à 3½¢ du billot pour les travailleurs à la pièce; 2. L'amélioration des conditions de vie (nourriture, coût de la pension, etc.); 3. La signature d'un contrat de travail entre les sous-traitants (jobbers) et les employés. (Voir: Marc Riopel, "Les bûcherons, la crise et le "strake" du cléron, en 1933").
9. À la page 21 de son édition du 8 mars 1934, *La Presse* écrit que le gouvernement avait nommé deux enquêteurs, MM. Maxime et Louis Morin, qui se sont rendus à Rouyn et ont chacun soumis un rapport.
10. Le régime Duplessis invoqua cette loi aussi à l'occasion de grèves, notamment le 6 mai 1949, lors de la grève d'Asbestos, et le 10 décembre 1952, lors de la grève de Louiseville.
11. Tremear, W. J., *The Criminal Code and the Law of Criminal Evidence in Canada*, Toronto, 1902.
12. L'acronyme Tchéka signifie *Commission extraordinaire panrusse pour la répression de la contre-révolution et du sabotage*. Ce service secret fut créé le 20 décembre 1917 pour combattre les ennemis du régime russe qui venait d'être instauré.
13. Adage latin de droit cité par Cicéron se traduisant ainsi: "Comble de justice, comble d'injustice", lequel sous-entend qu'on commet souvent des injustices par une application trop rigoureuse de la loi.
14. Traduction: "N'argumentez pas, désignez-les comme des communistes".
15. The Friendly Society of Agricultural Labourers.
16. Jeanne Corbin (1906-1944), militante communiste, fut l'une des rares femmes francophones de son époque à jouer un rôle actif dans le mouvement ouvrier. D'origine française (Loir-et-Cler), elle émigra avec sa famille en Alberta où elle étudia à Edmonton et adhéra aux Jeunesses Communistes. C'est alors que la GRC lui ouvra un dossier qui la suivra toute sa vie.  
En 1929, elle fut envoyée en mission, en Ontario, pour le Parti communiste du Canada (PCC) où elle milita dans la Ligue de défense ouvrière (LDO). Elle fut arrêtée le 19 octobre, lors d'un rassemblement pour le droit de parole à Queen's Park à Toronto, et fut condamnée à 30 jours de prison. Envoyée ensuite à Montréal comme organisatrice syndicale pour le PCC, elle y fonda le journal *L'Ouvrier canadien*. À Timmins, en 1932, et puis à Rouyn, en 1933, elle s'impliqua dans la défense des droits des mineurs et des bûcherons, en tant que secrétaire locale de la Ligue d'unité ouvrière (LUO). Arrêtée lors de la grève de Rouyn, elle fut accusée de sédition et condamnée à passer trois mois à la prison de Ville-Marie.

17. Il s'agit de la Canadian International Paper, Co. (CIP), une filiale de l'International Papier Corporation (IP), créée en 1898 par les propriétaires de papeteries du nord-est des États-Unis.

18. *L'Évènement* du 8 mars 1934, à la page 8, mentionne que le papier se vend \$20 la tonne.

19. M. Duffy, comme le mentionne *Le Devoir* du 8 mars 1934, à la page 8, fait son discours en anglais.

20. Onésime Gagnon fut candidat défait à la direction du Parti conservateur du Québec. C'est M. Duplessis qui remporte la victoire au congrès de Sherbrooke, le 4 octobre 1933.

21. *Traduction*: "Protocole d'entente de la réunion de l'honorable ministre du Travail et de l'honorable ministre des Terres et Forêts, avec l'Association des entreprises forestières du Québec, tenue à Montréal le 22 août 1933.

"1. Les entrepreneurs sont prêts à coopérer avec le gouvernement.

"2. Il est convenu que, pendant la session 1933-1934, les entrepreneurs du bois de pulpe seront responsables du salaire des travailleurs pouvant atteindre \$26 par mois, avec pension. Ceux qui travaillent au morceau pourront gagner davantage selon leur compétence et leur capacité.

"3. Les entrepreneurs déploieront tous les efforts afin d'empêcher les sous-entrepreneurs d'exploiter les travailleurs en leur vendant trop cher leur équipement, habillement ou toute autre marchandise.

"4. Quant à la santé des travailleurs, elle relève du Bureau de la santé de la province, et les entrepreneurs s'engagent à assurer le respect des règles et règlements du Bureau et à pourvoir au bien-être et au confort des travailleurs.

"5. Les entrepreneurs agiront de concert avec le ministère des Terres et Forêts et prendront toutes les précautions nécessaires pour assurer la conformité avec les règles et règlements du ministère. Par ailleurs, si lors des inspections des fonctionnaires du ministère il est constaté que les travailleurs ne sont pas bien traités ou que le travail n'est pas exécuté convenablement, les entrepreneurs demandent d'en être informés pour qu'ils puissent immédiatement faire enquête et, s'il y a lieu, résoudre les plaintes."

## Séance du jeudi 8 mars 1934

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Samuel Julius Smilovitz

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen), que toutes les règles se rapportant aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés soient suspendues; qu'il lui soit permis de présenter la pétition de M. Samuel Julius Smilovitz, demandant l'adoption d'une loi pour changer son nom en celui de Samuel Julius Smiley; que ladite pétition soit lue et reçue à la présente séance; que l'article 498 du Règlement soit suspendu; qu'il lui soit permis de présenter le bill 119 permettant à Smilovitz de changer son nom de famille en celui de Smiley, comme s'il avait été déposé dans les délais prescrits par l'article 497 dudit Règlement et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions<sup>1</sup>:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:  
- de Samuel Julius Smilovitz, demandant l'adoption d'une loi pour changer son nom en celui de Samuel Julius Smiley.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** présente, en conséquence, le bill 119 permettant à Samuel Julius Smilovitz de changer son nom de famille en celui de Smiley.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Max Schwartz

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen), que toutes les règles se rapportant aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés soient suspendues; qu'il lui soit permis de présenter la

pétition de M. Max Schwartz, demandant l'adoption d'une loi pour changer son nom en celui de Max Hellman Swards; que ladite pétition soit lue et reçue à la présente séance; que l'article 498 du Règlement soit suspendu; qu'il lui soit permis de présenter le bill 120 permettant à Max Schwartz de changer son nom en celui de Max Hellman Swards, comme s'il avait été déposé dans les délais prescrits par l'article 497 dudit Règlement et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Adopté.

## Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de M. Max Schwartz, demandant l'adoption d'une loi pour changer son nom de famille en celui de Max Hellman Swards.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** présente, en conséquence, le bill 120 permettant à Max Schwartz de changer son nom de famille en celui de Swards.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Rapports de comités:

## L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rejeter le bill suivant:

- bill 78 constituant en corporation The Better Business Bureau of Montreal.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 99 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 76 modifiant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec;
- bill 90 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- bill 113 refondant la charte de la ville de Montréal-Est.

#### **Association des optométristes et opticiens**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 76 modifiant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Commission des écoles catholiques de Montréal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 90 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Charte de Montréal-Est**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 113 refondant la charte de la ville de Montréal-Est.

Les amendements sont lus deux fois.

Il est ordonné que l'adoption de ces amendements soit remise à la séance de mardi prochain.

#### **Rapports de comités:**

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, l'adoption du treizième rapport du comité permanent des règlements relatif à la pétition de Joseph-Henri Desrochers, M.D., demandant l'adoption

d'une loi autorisant le changement d'un des coexécuteurs testamentaires à la succession de feu dame Marie-Blanche Rolland, épouse de Joseph-Henri Desrochers, M.D.

Adopté sur division.

#### **Succession Marie-Blanche Rolland**

**M. Fortin (Beauce)** propose que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 115 autorisant le changement d'un des coexécuteurs testamentaires de la succession de feu dame Marie-Blanche Rolland, épouse de Joseph-Henri Desrochers, médecin.

Adopté.

**M. Fortin (Beauce)** présente, en conséquence, le bill 115 autorisant le changement d'un des coexécuteurs testamentaires de la succession de feu dame Marie-Blanche Rolland, épouse de Joseph-Henri Desrochers, médecin et propose que le bill soit maintenant lu une première fois.

Adopté sur division. Le bill est lu une première fois.

#### **Remboursement de droits:**

##### **Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dugas), que les droits payés pour le bill 82 refondant la charte de la corporation du Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière soient remis aux promoteurs, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser la diffusion de l'instruction publique en général.

Adopté.

##### **École supérieure d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dugas), que les droits payés pour le bill 83 constituant en corporation l'École supérieure d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière soient remis aux promoteurs, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser la diffusion de la science agricole.

Adopté.

**Questions et réponses:****Primes de  
défrichement et de labour**

**M. Élie (Yamaska):** Relativement aux primes de défrichement et de labour au montant de \$95,213.23 payées durant l'année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1932 et finissant le 30 juin 1933, d'après les *Comptes publics 1932-1933*, page 303:

1. Ce montant est-il compris dans la somme mentionnée à la réponse consignée aux *Journaux de l'Assemblée législative* de la séance du 15 février 1934?

2. Dans la négative, pourquoi?

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** 1. Ce montant n'est pas compris dans la somme mentionnée précédemment et doit y être ajouté.

2. Par suite d'une erreur de transcription.

**Subsides**

**L'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget se lisant comme suit: Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureaux du gouvernement, Montréal: entretien et réparations (Travaux publics), rapportée du comité des subsides et lue deux fois mardi le 6 mars courant, soit maintenant adoptée.

Adopté sur division. La résolution est adoptée.

**Opérations forestières  
et bûcherons**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 44 relatif aux opérations forestières et aux bûcherons.

**En comité:**

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par l'honorable M. Mercier fils (Châteauguay).

**M. le président:** Reprise du débat sur la résolution 1, qui se lit comme suit:

1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer une commission composée de deux membres, dont l'un sera désigné comme président, et appelée "Commission des opérations forestières de Québec" et que les membres de cette commission seront nommés durant bon plaisir et leur rémunération sera déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

**L'honorable M. Moreau (Roberval):** M. l'Orateur, je crois qu'il est de mon devoir de prendre part au débat sur ce projet pour deux raisons: D'abord, je représente une région d'exploitation forestière, et ensuite, je connais un peu la question. La résolution que l'on nous propose d'adopter intéresse une classe qui mérite toute notre sympathie et elle touche, d'autre part, certaines compagnies qui jouent un rôle important dans notre économie.

La question est délicate et elle intéresse un grand nombre de mes électeurs. J'admets volontiers qu'il y a eu des exploiters chez les contracteurs et au sein des grandes compagnies. Nous pouvons dire, nous de la Législature, que nous avons tous reçu des requêtes d'organisations de bûcherons demandant un salaire minimum. Je crois que l'établissement d'un salaire minimum serait en effet une excellente affaire. S'il y a des exploiters, comme je crois qu'il y en a, les bûcherons pourraient se prévaloir de ce salaire minimum.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que se passera-t-il si le gouvernement ne fixe pas un salaire<sup>2</sup>?

**L'honorable M. Moreau (Roberval):** Dans mon comté, on a coupé cet hiver 100,000,000 de pieds de bois. Il n'y a pas eu d'exploitation des bûcherons, comme en certains endroits. Dans le passé, il y a eu des plaintes fondées, mais ceci a été rajusté. Au cours de l'hiver, il n'y en a pas eu. Le gouvernement s'en est occupé, avec le résultat que tout a bien été cette année. On y a travaillé à la pièce. Les bûcherons comprennent la situation et sont satisfaits. Je parle des bons bûcherons.

Cette année, les hommes ont reçu un salaire raisonnable et tout le monde a été satisfait. Des bûcherons ont reçu des salaires jusqu'à \$70 par mois, à l'entreprise. D'autres, qui ne sont pas habitués au travail en forêt, n'ont pas fait leur vie. Il faut maintenir ce régime d'autrefois, car le supprimer serait punir les bons ouvriers pour les mauvais. Si les bons bûcherons sont satisfaits, ils ne doivent pas souffrir à cause des mauvais bûcherons, et c'est leur

faire injure que de dire qu'ils sont en révolte parce qu'ils sont mécontents.

Dans mon comté, il n'y a pas de villes industrielles. Par suite de la crise universelle, beaucoup de gens qui venaient des villes et qui n'avaient jamais fait le travail de bûcheron se sont dirigés vers les bois pour y travailler et gagner de quoi faire vivre leurs familles. Par contre, dans nos villes, des gens qui avaient l'entraînement nécessaire pour aller dans les bois n'y sont pas allés, préférant vivre sous l'infâme régime des secours directs. Nous avons eu chez nous, comme ailleurs, des bûcherons qui ont refusé d'aller dans le bois pour se mettre sous les secours directs, en vertu de la regrettable loi du gouvernement fédéral.

Je reproche à M. R. B. Bennett d'avoir instauré cette atroce politique du "dole" qui a gâté une partie de notre population. C'est la politique néfaste des secours directs qui est la cause de tout le mal. Autrefois, les ouvriers des villes allaient dans les chantiers l'hiver. Aujourd'hui, ils reçoivent autant en secours directs qu'en allant passer l'hiver à travailler dans les chantiers. Les entrepreneurs n'y trouvent plus la main experte d'autrefois. À cause de cela, les exploitants de la forêt ne trouvent plus les hommes experts qu'ils voudraient avoir. L'autre jour, le chef de l'opposition, avec des grands éclats de voix, nous parlait de ce que le Parti conservateur fit alors qu'il était au pouvoir, il y a 37 ans, pour assurer des salaires aux bûcherons. Pourquoi n'avoir pas fait une législation complète et avoir mieux protégé les bûcherons, pourquoi ne pas leur avoir assuré alors des salaires raisonnables, des assurances contre les accidents?

Le passé, nul ne le connaît mieux que moi! Il y a 40 ans, celui qui vous parle, M. le président, travaillait dans le bois. Il y a 40 ans, les salaires étaient encore plus bas que ceux dont on se plaint, et les pouvoirs publics, le gouvernement conservateur d'alors, ne sont pas intervenus. On n'avait pas le confort d'aujourd'hui. Loin de là. Nous vivions 55 hommes dans un camp de 40 par 35 pieds de dimension. Nous mangions des fèves au lard le matin, de la soupe aux pois le midi et du lard froid et du pain le soir. Pas de thé, pas de sucre, pas de lait, pas de sirop, pas d'autre chose sur notre menu! Il n'y avait pas de table. Chacun mangeait sur ses genoux, et nous couchions sur le sol. On avait un lit de deux pieds de largeur pour coucher.

Et, cependant, le gouvernement conservateur du temps, dont l'honorable chef de l'opposition a parlé, ne se préoccupait pas de nous. Il ne fit rien pour améliorer notre sort. Pourquoi n'a-t-il pas créé une loi des accidents du travail pour protéger les

bûcherons dans ce temps-là? Nous gagnions de \$8 à \$10 par mois, pas plus de \$13 avec la nourriture. Celui qui recevait \$16 était chanceux. Le gouvernement conservateur ne s'occupait pas des bûcherons et de leurs salaires! Que voyons-nous aujourd'hui? La vie dans le bois a bien changé. Aujourd'hui, les hommes de chantier ont une bonne nourriture, souvent meilleure qu'à une table d'hôtel. Il faut évidemment assurer les conditions hygiéniques dans les camps, mais il ne faudrait pas aller trop loin, à cause du coût que ne pourraient pas supporter les petits entrepreneurs. Si nous demandons aux entrepreneurs de faire des camps trop dispendieux, cela peut nuire grandement à l'industrie. Les camps se construisent l'automne. Il faut apporter le bois à bras d'hommes. S'il fallait faire des coupes ultras-larges, cela finirait par coûter cher.

Dans un mouvement d'éloquence, on a blâmé le gouvernement d'avoir laissé construire des moulins à papier. Le chef de la gauche a eu tort de reprocher au gouvernement la concession de certaines limites en exigeant la construction de moulins. Il faut être juste. La surproduction est venue du fait que l'on a bâti des moulins ailleurs, après les constructions faites dans notre province. Je mentionnerai entre autres le grand moulin à papier construit à Terre-Neuve. Mais personne ne pouvait prévoir la crise, qui est la cause du malaise dans l'industrie forestière. Lorsque ces moulins, dont on se plaint, ont été bâtis, l'industrie était en pleine prospérité. Le gouvernement n'a pas exigé l'érection de certains moulins, lorsque la crise est venue. Il n'a donc pas manqué de prévoyance.

Je reproche leurs paroles aux orateurs bleus qui ont vanté le régime d'avant 1897. De mon temps, on travaillait dès l'aurore pour terminer lorsqu'il faisait presque nuit. Alors, on ne parlait pas de limitations des heures de travail, ni de salaire minimum. On dit qu'en 1926-1927 le gouvernement avait obligé les acquéreurs de limites de ne pas dépasser telle ou telle production.

Si le gouvernement n'avait pas pris ces précautions, toutefois, l'opposition qui critique actuellement, critiquerait quand même et dirait qu'il n'a pas pris les moyens de protéger notre domaine national. Comme question de fait, aucun pays n'a eu la prévoyance que les conservateurs voudraient exiger du gouvernement du Québec. Le gouvernement s'est donc montré prévoyant. Les autres provinces ont eu la même politique que la nôtre. Personne ne pouvait prévoir que la crise prendrait des proportions aussi considérables. Dans le temps, l'industrie fonctionnait à plein rendement.



On a dit que les bûcherons sont obligés de faire un travail atroce parce qu'ils doivent approcher le bois du chemin. On criait au scandale. Que l'honorable député de Hull, qui, je crois, a fait cette remarque, me permette de lui dire que cela s'est toujours pratiqué. Il n'y a pas à s'étonner de cela. Cela se faisait il y a 40 ans, alors que moi-même je travaillais en forêt. Nous nous servions pour cela d'un petit traîneau, que l'on appelait "chienne" et que tous les bûcherons d'expérience connaissent. Il ne faut donc pas faire de pathos avec cette question, car cette pratique a toujours été usitée.

M. l'Orateur, je crois que le gouvernement a toujours pensé aux bûcherons, qu'il a amélioré leur situation, et j'ai confiance que la loi qui est devant nous remédiera aux abus dont on s'est plaint en certains quartiers. Le gouvernement n'oublie pas ses devoirs. Il se souviendra des siens et des engagements qu'il a assumés, et il ne les trahira pas.

(Applaudissements)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. le président, je suis un spectateur attentif de ce débat. Je me demande où le gouvernement veut en venir. Ce projet de loi, en somme, se résume à une mesure purement platonique. Nous avons entendu le gouvernement nous dire que la situation n'était pas mauvaise, mais nous avons aussi entendu quelques députés ministériels admettre qu'il y avait eu des abus dans l'exploitation des bûcherons. Je ne veux pas rappeler tout le débat sur la grève de Rouyn, mais je veux du moins relever quelques paroles.

L'honorable ministre des Terres et Forêts a défendu les compagnies contre les bûcherons, le premier ministre dit que la grève a été provoquée par des agitateurs ontariens. Mais comment une brave population, satisfaite, se serait-elle laissée influencer par des idées communistes? Cette grève a des causes plus lointaines et plus graves. La vraie cause, ce sont les maux subis par les bûcherons de Rouyn, maux reconnus par le gouvernement et ses enquêteurs, vieux de plusieurs années, sans qu'on s'en soit préoccupé. Je regrette que les orateurs du gouvernement aient parlé de communistes. Je me demande comment on se serait révolté si les compagnies n'avaient pas abusé.

Chose curieuse, le gouvernement reconnaît que les bûcherons de Rouyn étaient maltraités, et le premier ministre déclare que, les sentences rendues contre les grévistes, on leur a offert de retourner au travail aux mêmes conditions. Les discours ministériels sont des tissus de contradictions.

Le député de Roberval (l'honorable M. Moreau) a bramé tout à l'heure que le gouvernement

conservateur n'a pas suffisamment protégé les bûcherons. Va-t-on croire que cet argument est sérieux? Il a fait une comparaison entre la situation de 1934 et celle d'il y a 40 ans. Il a parlé de salaires de \$8 à \$13 par mois d'il y a 40 ans, mais que la pratique courante de l'économie bien étendue faisait que la situation, en somme, n'était pas si mauvaise. Mais, aujourd'hui, nous voyons que la situation n'était pas si mauvaise. Aujourd'hui, nos bûcherons reviennent du bois sans un sou de salaire, même endettés pour la plupart.

Je connais assez l'honorable ministre pour savoir qu'il ne pense pas ce qu'il a dit. Comme l'honorable premier ministre le disait il n'y a pas longtemps, nous ne pouvons pas arrêter la marche du progrès. L'honorable ministre (l'honorable M. Moreau) nous a dit: "Le gouvernement conservateur aurait dû passer une loi pour les accidents du travail afin de protéger les bûcherons." Mais les enquêteurs du gouvernement ont dit que les violations à la loi des accidents du travail ont été aussi flagrantes et nombreuses, que les bûcherons ne retirent pratiquement rien comme salaire à la suite des contributions qu'on leur impose. Qu'en pense le député de Roberval?

Par conséquent, même à \$8 par mois, l'honorable député de Roberval était encore mieux traité que les bûcherons de nos jours. La situation est donc plus mauvaise aujourd'hui qu'autrefois.

Le gouvernement nous propose la création d'une commission de deux membres. Si ces deux membres ne s'entendent pas, qu'est-ce que fera la commission? La commission est à quia. Quels pouvoirs donne-t-on aux commissaires? Aucun. Cette commission n'a aucun pouvoir exécutif. Tout ce que l'on nous demande, c'est d'ajouter deux hommes au personnel du ministre des Terres et Forêts, qui n'a pas été capable de protéger les bûcherons. Deux fonctionnaires de plus, sans pouvoirs. Mais le personnel existant du ministère n'a pu empêcher la grève. Croit-on que deux employés de plus dans le ministère, cela résoudra le problème des bûcherons? Voilà comment l'honorable premier ministre tient sa promesse solennelle de protéger les bûcherons! La commission n'a aucun pouvoir pour s'occuper des salaires. Elle se contentera de renseigner le ministre. C'est une commission de renseignements que l'on veut créer. Ce n'est pas suffisant.

Alors que tous conviennent que les conditions imposées aux bûcherons sont intolérables, l'autorité, en l'occurrence le gouvernement, propose une loi qui ne fera rien pour régler les abus mis au jour. Le premier ministre (l'honorable M. Taschereau) et le ministre du Travail (l'honorable M. Arcand)

n'ont pas honoré la promesse qu'ils ont faite en décembre dernier, et les compagnies continueront d'exploiter les travailleurs.

On veut essayer ainsi de calmer, au moins temporairement, l'agitation créée par la grève de Rouyn. Je suis convaincu qu'un grand nombre de membres de cette Chambre partagent mon opinion et croient que l'on nous propose tout simplement une mesure dilatoire. On ne remédie à rien, excepté que de calmer le mécontentement de certains députés.

(Applaudissements à gauche)

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** M. le président, je ne saurais laisser passer l'occasion qui se présente de parler du problème auquel le gouvernement fait face en ce moment. Le développement de l'agriculture dans la province n'a été possible que grâce au travail des bûcherons.

Venant d'un comté agricole, mais aussi d'un comté où l'industrie forestière joue un rôle de première importance, puisque le plein développement de notre agriculture n'a été possible qu'avec l'aide de cette industrie, je crois de mon devoir d'apporter dans ce débat le fruit de ma modeste expérience comme ancien bûcheron.

Ayant moi-même, pendant plusieurs années, partagé avec des centaines de concitoyens cette rude vie de bûcheron, dont on parle tant depuis quelques mois, et avec quelle incompétence dans certains quartiers, permettez-moi de déplorer ici l'attitude regrettable prise par les deux oppositions qui siègent dans cette Chambre sur une question qui aurait dû rallier toutes les bonnes volontés et faire oublier les mesquines préoccupations de partisanerie politique.

Avec le vaillant député de Laviolette (M. Crête), je peux me flatter d'avoir, l'un des premiers, donné toute mon attention aux bûcherons de cette province, et c'est pour moi un devoir agréable de proclamer devant cette Chambre que les pionniers du mouvement en faveur des hommes de chantier n'ont trouvé nulle part plus de sympathie agissante que celle que leur ont témoignée les honorables ministres du Travail et des Terres et Forêts.

L'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) et l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Arcand) se sont occupés des bûcherons et c'est la gloire du Parti libéral d'avoir toujours aidé les ouvriers. Dans le parti auquel je suis fier d'appartenir, les bûcherons ont trouvé aussi d'indéfectibles défenseurs dans les représentants du comté de Portneuf (M. Gauthier), du comté de Kamouraska (M. P. Gagnon), du comté de Dorchester (M. Giguère) et d'autres qu'on me

pardonnera de ne point désigner ici, mais que l'opinion publique dans la province se chargera d'apprécier à leur juste valeur.

Je ne crois pas être injuste en disant que, pendant que chez nos adversaires des hommes s'acharnaient à ameuter notre population contre le gouvernement, celui-ci travaillait à faire donner justice et justice entière aux bûcherons de Québec. Certes! Il y a eu des abus et certains opérateurs forestiers ont profité de la crise pour exploiter honteusement une classe méritante de notre peuple, mais, Monsieur, la chute, l'effondrement des prix et des salaires n'est pas uniquement le fait de l'industrie forestière, c'est un fait universel.

Les honorables députés qui siègent à gauche veulent charger le gouvernement libéral de Québec de tous les péchés d'Israël, mais ont-ils donné crédit à ce même gouvernement, lorsque le bûcheron canadien retirait de \$100 à \$125 par mois? Si le chômage sévit, cela dépend de la crise mondiale. Mais si le bûcheron, dans tout le Canada, ne retire qu'un salaire minime, cela dépend du gouvernement Taschereau. Voilà tout ce qu'ont su dire nos adversaires pour aider aux bûcherons québécois.

Je me suis donné la peine d'aller moi-même faire cet hiver une enquête dans les chantiers du Lac-Saint-Jean. Douze jours durant, j'ai parcouru les camps où il se faisait des opérations forestières. Je tenais à savoir personnellement comment nos bûcherons étaient traités. Comme je le disais tout à l'heure, des abus, il y en a. Il y en a dans le comté que je représente en cette Chambre. Ainsi, on donne aux entrepreneurs des contrats par lesquels la compagnie s'engage de donner à telle ou telle date un montant de \$20 comme avance sur le salaire mensuel du bûcheron. Eh bien, il est avéré que cette avance, souvent, constitue la totalité du salaire que le bûcheron touche. Mais je sais que les bûcherons ne sont pas tous victimes de l'exploitation.

M. le président, je me garderai de semer le pessimisme. Je me garderai d'inoculer le virus du découragement et du défaitisme à nos braves bûcherons qui, j'en suis sûr et je le sais, peuvent compter sur le gouvernement de Québec pour les protéger. Il saura les défendre contre les exploiters, du moment qu'il prend leur cause en main. J'ai confiance que la commission que l'on va créer aura toute la latitude voulue et saura les défendre contre les spéculateurs et les exploiters qui ne sont après tout que de malheureuses exceptions. J'ai confiance en cette commission proposée, parce que je sais que l'honorable ministre des Terres et Forêts verra à ce qu'elle soit opérante et effective.

Me sera-t-il permis de soumettre ici qu'elle devra être capable de faire des enquêtes complètes, qu'elle devra pouvoir aller partout dans les chantiers, dans les bureaux, qu'elle pourra avoir accès aux livres et, enfin, qu'elle sera en état d'établir véritablement quelle est la situation? J'espère que la commission aura le droit de visiter tous les camps et d'y surveiller les conditions de vie des bûcherons.

Pour ma part, je suis d'avis que le coût de l'administration de certaines compagnies peut être réduit considérablement. Je crois que, en diminuant ces frais d'administration, on peut augmenter sensiblement le salaire du bûcheron. J'irais même jusqu'à dire qu'on pourrait, même dans les conditions actuelles, payer jusqu'à \$35 ou \$40 par mois. Je soumets qu'il est indispensable que la commission puisse pousser son enquête aussi longtemps et aussi loin qu'elle le jugera à propos.

Avant de reprendre mon siège, me sera-t-il permis de faire une autre suggestion à l'honorable ministre des Terres et Forêts? Depuis quelques années, on a émis l'idée que le gouvernement fasse lui-même le mesurage des bois coupés sur les terres de la couronne. C'est là, il me semble, l'expression du bon sens le plus élémentaire. Le bois provenant des terres de la couronne n'est, après tout, qu'une marchandise que le gouvernement vend à un client. N'est-il pas d'usage et n'est-il pas logique que le vendeur mesure lui-même ce qu'il vend?

Me basant sur l'expérience que j'ai dans ce domaine, je ne crois pas exagérer en disant que non seulement le gouvernement retirerait, en ce faisant, beaucoup plus que les dépenses additionnelles qu'entraînerait l'emploi d'un personnel plus considérable, mais que, de plus, il donnerait satisfaction aux petits entrepreneurs, aux bûcherons, en même temps que pleine et entière justice aux compagnies forestières. C'est là une réforme nécessaire, et j'ai confiance dans le chef du gouvernement et son collègue des Terres et Forêts pour que cette réforme et d'autres soient réalisées.

(Applaudissements à droite)

Je termine, M. le président, par une expression de gratitude et d'admiration pour le tact, l'indomptable énergie et le patriotisme dont l'honorable premier ministre nous donne un si bel exemple, et je formule l'espoir que toujours notre bonne vieille province de Québec puisse avoir à sa tête un chef de son envergure.

**M. le président:** La résolution sera-t-elle adoptée?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non. Qui fait l'enquête du gouvernement sur les conditions dans

lesquelles vivent et travaillent les bûcherons dans les camps de la province et dont l'honorable ministre des Terres et Forêts a parlé l'autre jour?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

L'enquête est poursuivie par M. Paul Joncas, I.F., arpenteur, qui est en charge de l'enquête, M. Arthur Massé, M. Zéphirin Rousseau, M. Ménard, ingénieurs forestiers, assistés de M. Arthur Bédard, M. de Saint-Denis-Prévost<sup>3</sup> et M. Isaïe Nantais<sup>4</sup>. Ces hommes experts ont été chargés de faire une enquête sérieuse et le gouvernement attend leur rapport.

**L'honorable M. Arcand (Maisonneuve):**

M. le président, je dois donner quelques explications à la Chambre sur un incident survenu hier. L'honorable député de Hull (M. Guertin) s'est lancé dans une attaque à fond de train à mon endroit, attaque soudaine et inattendue, qui, je l'avoue, m'a un peu abasourdi. Et d'autant plus que, d'ordinaire, je suis prévenu quand on a des reproches à me faire. Je n'ai jamais vu un membre de cette Chambre se servir de pareils procédés.

L'honorable député de Hull m'a accusé d'avoir négligé de m'intéresser à la grève de Rouyn. Après avoir repris mon calme, je me suis souvenu des circonstances qui ont entouré l'échange de télégrammes dont il a été question hier. Le 7 décembre 1933, à midi quarante-cinq, je recevais un télégramme de la Fédération des bûcherons de l'Abitibi ainsi conçu: "Envoyez intermédiaire à Rouyn, 600 bûcherons en grève. Nous demandons \$35 et \$40 par mois." Le même jour, je recevais un autre message me disant que l'Acte des émeutes avait été lu le matin à Rouyn par le lieutenant de police Turnbull et le juge Tardif, qu'on avait ordonné la dispersion des grévistes, et que 75 hommes avaient été arrêtés pour sédition par la police provinciale. J'avouerai candidement que la rédaction de ma dépêche aurait pu être meilleure. J'ai répondu, dans des termes qui pouvaient être moins brefs et plus rusés je l'avoue, j'ai répondu ceci: "Comme vous avez quitté le travail, impossible d'intervenir."

Est-ce que ce n'est pas l'attitude que je devais prendre? L'affaire passait au domaine criminel, dans lequel je n'avais rien à voir. Je ne peux, en effet, intervenir auprès de gens qui refusent de travailler et qui veulent se mettre en marge des lois, en fomentant des troubles et en interdisant la circulation sur une voie publique. Il n'est pas nécessaire d'injurier les gens. Moi, briseur de grève! Vous n'aviez pas le droit, Monsieur le député de Hull, de me traiter ainsi! J'en appelle à tous les membres de cette Chambre. N'avais-je pas raison?

Le député de Hull m'a attaqué à fond de train. Il a parlé contre moi et s'est même plu à dire que c'était "non seulement une insinuation, mais une accusation." M. le président, l'attaque de l'honorable député de Hull est une injure que je n'hésite pas à qualifier de démagogique. Je crois avoir été pour quelque chose dans le règlement de cette question des bûcherons par le bill qui est actuellement devant la Chambre. Permettez, M. le président, que j'exprime mon regret le plus amer du coup de poignard qui m'a été lancé et que j'ai reçu dans le cœur, où il a fait sa marque pour longtemps.

Je ne puis comprendre que le député de Hull, qui se disait mon ami, m'ait jeté une pareille insulte prise dans la fange et la lisière de l'injure. Il m'a enfoncé au front un glaive marqué du stigmate de la démagogie: mais les députés n'ont pas attendu mes explications pour me justifier. Ils savent bien que j'ai consacré 35 ans de ma vie à la défense de la classe ouvrière et quatre ans à améliorer nos lois ouvrières. Je ne mérite pas cette injure la plus humiliante, d'être appelé "briseur de grève", comme le député de Hull l'a fait hier. Dans une union ouvrière, on peut traiter quelqu'un de fainéant, de voleur, mais pas de briseur de grève.

Pour l'honneur de ma famille, pour l'honneur de cette Chambre, pour le respect dû à la vérité, je repousse avec indignation cette accusation. Je ne comprends pas qu'un membre de cette Chambre aille chercher ses arguments dans la fange, et j'espère que déjà le député de Hull regrette d'y être descendu pour en éclabousser ma famille. J'oublierai ces accusations, mais elles sont indignes de celui qui les a formulées.

Celui qui s'en est rendu coupable fera le dégoût des siens dans la province de Québec. Ces accusations resteront attachées à celui qui les a prononcées et, lorsqu'il aura avancé en âge, je sais qu'il les regrettera amèrement. L'honorable chef de l'opposition m'a déjà assuré de sa sympathie et l'honorable député de Hull m'a souvent dit qu'il était 100 % avec moi.

Ils se sont plu à louer les mesures que j'ai amenées devant cette Chambre. J'aurais préféré que le député de Hull garde ses fleurs, et aussi ses épines. Mais les insultes retourneront à celui qui les a lancées, et ces attaques regrettables me feront redoubler d'ardeur. J'espère que l'on dira qu'il fait bon vivre dans la province de Québec, bon vivre parmi des gens qui se respectent. La province jugera mon honorable ami de Hull après le procédé déloyal dont il s'est servi hier et contre lequel je proteste de toutes mes forces.

(Applaudissements à droite)

**M. Guertin (Hull):** L'honorable ministre nous dit qu'il a échangé des télégrammes le 7 décembre et qu'il a lu dans les journaux que l'Acte des émeutes avait été lu le 5 décembre.

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** Je n'ai jamais dit que j'avais appris cela par les journaux. J'en prends la Chambre à témoin.

**M. Guertin (Hull):** J'ai fait erreur.

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** Si l'honorable député de Hull reconnaît son erreur, je suis prêt à l'excuser. C'est l'attitude digne d'un Canadien et d'un chrétien.

**M. Guertin (Hull):** L'honorable ministre dit qu'il a appris que l'Acte des émeutes a été lu le 5 décembre. Les journaux n'en ont parlé que le 11 décembre. Mais qu'importe, l'honorable ministre du Travail avait l'obligation d'intervenir. L'excuse du ministre du Travail ne vaut rien et l'accusation que j'ai portée est véridique, jusqu'à preuve du contraire. Je n'ai pas critiqué le ministre personnellement, mais son administration.

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** Vous auriez dû vous limiter à cela et laisser la personnalité du ministre du Travail de côté. Vous auriez dû ne pas vous attaquer aux membres des organisations ouvrières.

**M. Guertin (Hull):** L'honorable ministre a dit que l'Acte des émeutes avait été lu le 5 décembre. Il s'est écoulé quatre jours entre la date de la réception du télégramme par le ministre et la date de la déclaration de la grève de Rouyn.

**L'honorable M. Arcand (Maisonnette):** J'ai dit que j'avais reçu un télégramme le 7 décembre me disant que l'Acte des émeutes avait été lu le 5 décembre. C'est ce qu'on m'a télégraphié.

**M. Guertin (Hull):** Le rapport de M. Maxime Morin dit en effet que l'Acte des émeutes a été lu le 5 décembre.

Les journaux nous disent que l'acte a été lu en fait le 11 décembre. Ces journaux sont annexés au rapport de M. Morin comme exhibits. Je demande donc que la date soit corrigée.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous allons nous enquerir des faits tout d'abord.

**M. Guertin (Hull):** J'aimerais mieux que ce soit fait tout de suite.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** S'il y a eu une erreur, nous la corrigerons. (Souriant) Si l'honorable député de Hull voulait mettre autant de bonne volonté à corriger ses erreurs que nous en mettons à corriger les nôtres, nous nous entendrions mieux.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** M. le président, il y a eu plus de plaintes des bûcherons que de coutume. Le gouvernement nous propose la création d'une commission qui fera une nouvelle enquête et un nouveau rapport. Est-ce le moyen d'aider les bûcherons? On temporise, et c'est tout. La loi devrait fixer le salaire minimum des chantiers, afin que ceux qui vont y travailler sachent ce qu'ils gagneront. Il y a une exploitation éhontée des hommes dans les chantiers.

Ils en sortent plus pauvres qu'ils l'étaient avant de travailler. Les compagnies font des profits considérables et devraient payer des salaires raisonnables. Elles ont le bois pour presque rien, elles devraient au moins payer un peu leurs ouvriers. Si la loi fixait un salaire minimum, tout le monde serait satisfait. La commission proposée sera composée d'employés du gouvernement et elle nous donnera un rapport peu satisfaisant.

**M. Barré (Rouville):** La question a été déplacée, mais l'accusation demeure. En face des faits qui se sont produits, je crois devoir prendre part au débat et j'approuve ce qui a été dit hier par le député de Hull. La cause première de la grève de Rouyn, c'est le mauvais traitement fait aux bûcherons. Les communistes sont venus à Rouyn, quand ils ont vu qu'il y avait une grève. C'est un fait admis par tous qu'il y a eu des abus et que les bûcherons n'étaient pas payés et qu'ils travaillaient dans des conditions hygiéniques impossibles.

Si le gouvernement était intervenu immédiatement, la grève aurait peut-être cessé, et nous n'aurions pas à déplorer l'émeute qui a suivi. Les responsables, donc, ce sont les compagnies et le gouvernement qui tolérait les agissements de ces compagnies. Et le gouvernement n'a pas essayé de se laver de cette accusation. Il n'en reste pas moins que les compagnies exploitaient les bûcherons sous l'œil du gouvernement.

Je me demande comment il se fait qu'une erreur de date, comme celle mentionnée par mon collègue de Hull, a pu se produire. Les règlements de

cette Chambre ne me permettent pas de dire que cette erreur a été commise volontairement pour aider le gouvernement à se disculper, mais je puis le penser. Comme Canadien, je suis soucieux de l'honneur de ce gouvernement et de la députation, et j'espère que l'on exigera des explications de M. Morin et que de pareils faits ne se produiront plus. Comme le député de Hull, je demande si des erreurs ont été trouvées dans le rapport de M. Morin, qu'elles soient corrigées.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À propos de la prétendue erreur signalée par le député de Hull, je reconnais que M. Morin a pu simplement se tromper. Il est une autre erreur dans le rapport. M. Morin affirme que les prix payés, selon le rapport, sont de \$6.50 à \$8 la corde. Or, ces prix s'appliquent au mille pieds de bois, soit deux cordes et un quart. Que M. Morin change ses conclusions! Le gouvernement est coupable de négligence.

Nos bûcherons sont traités comme des bêtes de somme dans certains cas. Le mal existe depuis des années. Dans cette affaire, on peut dire que, lorsque tout le monde reconnaissait qu'il y avait une maladie, le gouvernement a envoyé des médecins pour voir si c'était vrai. Le gouvernement n'envoie pas des gens pour guérir le mal. Pendant ce temps, on consent des réductions de droits de coupe aux compagnies qui n'en exploitent que davantage les bûcherons. Est-il juste que l'exploitation de nos ressources industrielles soit la cause de l'exploitation des nôtres dans la forêt? Les bûcherons demandent seulement à être traités comme des êtres humains.

Il y a trois ministres qui s'occupent de cette affaire, et l'un d'eux a répondu: "Je ne puis rien faire." Débordant d'activité, le ministre des Terres et Forêts s'est ardemment attelé à la besogne et, pour remédier à la situation, il a fait faire des enquêtes qui n'en finissent plus et nomme une commission de huit membres; le premier ministre envoie un enquêteur spécial qui fait un rapport faux, non conforme aux faits, mais qui conclut tout de même à l'exploitation de nos gens. Le procureur général, ne voulant pas être en reste avec son collègue, envoie deux enquêteurs à Rouyn pour obtenir des rapports à la fois ridicules et lugubres, et il ne trouve rien de mieux que de faire arrêter les opprimés et les envoyer en prison. Le ministre du Travail déborde d'activité et manifeste une telle sympathie pour cette classe des bûcherons que, dans un élan de générosité, il a envoyé un télégramme pour dire qu'il ne ferait rien et qu'il est trop tard. Je demande au ministre des Terres et Forêts où en est rendue son enquête faite par huit enquêteurs.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

La commission d'enquête a commencé son travail depuis le début de décembre et le rapport ne sera pas prêt avant quelques mois. L'enquête dure parce qu'il y a 2,000 camps à visiter dans la province de Québec.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On va faire le tour des camps avant d'améliorer le sort des bûcherons.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Nous devons examiner les rôles de paie, les conditions de vie. L'enquête est naturellement longue.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable ministre n'a pris que huit employés pour faire enquête dans 2,000 chantiers éparpillés dans la province. Est-ce raisonnable? Mais quand donc le ministre a-t-il envie d'avoir le rapport? Quelle diligence! Il y a au moins deux ans que le mal dure. Le gouvernement aurait dû avoir un personnel plus nombreux, afin d'avoir les renseignements nécessaires durant cette session. Le gouvernement aurait dû agir avant.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

M. le président, le chef de l'opposition et nos amis de la gauche ne sont pas justes dans leurs remarques. La crise actuelle n'affecte pas seulement les chantiers, elle existe partout. Voyez donc dans quelle pénible situation sont ceux que l'on appelle les collets blancs. Nos corps de métiers, nos maçons, nos peintres, nos électriciens, nos mécaniciens, en souffrent autant que les bûcherons. Ce matin, on nous a dit au comité des bills publics, quand on a fait échouer le "Better Business Bureau" bill, que la moitié des membres du Jeune Barreau crèvent de faim. À Montréal, on nous dit qu'il y a 100 médecins et au moins autant d'avocats sous les secours directs.

Cette affaire des bûcherons est relativement nouvelle. La crise n'existait pas dans les chantiers, il y a quatre ou cinq ans. Ce n'est pas souvent que les bûcherons sont affectés. Comme on l'a dit, lorsque les bûcherons gagnaient \$100 et \$125, on n'en donnait pas le crédit au gouvernement. Maintenant que la crise mondiale est arrivée, par exemple, on crie: "C'est la faute au gouvernement!" Quelle logique!

La crise est devenue aiguë, surtout depuis deux ans. Nous avons jugé nécessaire de faire une législation. On a tort de reprocher au gouvernement la responsabilité de la situation actuelle. Une autre province du Canada a-t-elle fait une loi comme celle que nous présentons? Non! En réalité, aucune

province ne fait de législation aussi généreuse que la nôtre pour les travailleurs de la forêt. La province d'Ontario légifère cette année, mais M. Finlayson, ministre des Terres et Forêts de l'Ontario qui était ici l'autre jour, nous a dit que la loi ontarienne ne va pas aussi loin que la nôtre. Y a-t-il une autre province que la nôtre qui légifère comme nous au sujet des bûcherons? Non!

Tout le monde veut améliorer le sort des bûcherons. Nos journaux nous le disent. Nos évêques, nos curés, tous nos prêtres nous le disent. Le gouvernement a toujours voulu et veut que le sort des bûcherons soit de nouveau amélioré. Tel est le but de ce projet qui décrète que deux commissaires pourront surveiller les conditions de travail, les salaires des bûcherons, etc.

Je ne reproche pas à nos amis de l'opposition de faire tellement de bruit autour des bûcherons. Ce bruit aura le meilleur effet pour réveiller l'opinion publique. Il faut faire l'éducation sur la question des salaires. Dans toute la province, les industries réaliseront qu'il faut payer des salaires raisonnables. Les compagnies qui ont commis des abus donneront des salaires raisonnables aux bûcherons. Je m'en réjouis à ce point de vue. Pour faire disparaître tous les abus, nous présentons un projet de loi. La législation que nous présentons aura aussi pour effet de réveiller l'opinion et cette éducation de l'opinion publique aidera à notre législation.

Nous nommons donc une commission. Toutes les entreprises forestières devront soumettre à cette commission, chaque année avant de commencer leurs opérations, une liste des gages qu'elles entendent payer, du prix des outils, des conditions hygiéniques dans les chantiers, le tarif de la pension, etc. Ces listes seront ouvertes à l'inspection du public, en permanence. Où est la compagnie qui voudra présenter au public une liste de salaires non raisonnables ou des prix d'outils trop élevés? Il n'y en a pas. Constamment, les opérations des compagnies seront sous les yeux du public, grâce à notre législation. Toutes les compagnies seront obligées de soumettre à la commission leurs sous-contrats et les noms de leurs sous-entrepreneurs. La loi pourvoit en outre à ce que, si un bûcheron reçoit moins que le salaire fixé dans son contrat, il aura un recours contre le patron.

Voilà la loi que nous soumettons. Les compagnies qui seront soumises aux exigences de la loi réaliseront qu'elles n'ont aucun intérêt à violer la loi, et la condition des bûcherons en sera considérablement améliorée. Peut-être pourrions-nous aller plus loin? Si la loi actuelle ne réussit pas,

nous y verrons. Notre loi n'est peut-être pas parfaite. Mais l'opposition peut être assurée que le gouvernement a autant qu'elle à cœur les intérêts des bûcherons et des ouvriers de la province de Québec. Nous voulons, comme nos amis de l'opposition, que les bûcherons soient mieux traités et mieux payés. Nous croyons l'opposition sincère, qu'elle ne doute donc pas de notre propre sincérité. Je sais que, dans une foule de chantiers, si on avait payé un salaire plus élevé, on n'aurait pu arriver. Les chantiers auraient dû fermer leurs portes. Cela aurait-il été mieux? Ces hommes auraient été sous les secours directs. Il est vrai que, dans certains cas, les salaires étaient peu élevés, mais les bûcherons ont au moins conservé la dignité de l'homme qui travaille.

Cette question, l'opposition l'a dit elle-même hier, doit être considérée au-dessus de la politique. Je lui demande de se joindre à nous pour légiférer en faveur des bûcherons et voir s'il n'y aurait pas encore moyen de faire mieux, au lieu de perdre son temps en une longue discussion, à toujours jeter le blâme sur le gouvernement. Adoptons donc les résolutions, et quand nous étudierons le bill clause par clause, nous verrons si nous pouvons accepter les suggestions de l'opposition.

Le gouvernement a fait, jusqu'ici, tout ce qui était humainement possible de faire et nous demandons la collaboration de tous. Si l'opposition se soucie de cette question autant qu'elle le prétend, la meilleure chose qu'elle doit faire alors, c'est de faire en sorte d'adopter le bill, plutôt que de ralentir son processus. Je fais appel à tous les hommes de bonne volonté dans cette Chambre pour que nous fassions une bonne loi, qui améliorera le sort des bûcherons. Mettons nos efforts en commun et voyons ce que nous pouvons faire à la fois pour cette grande industrie et pour ses travailleurs.

(Applaudissements à droite)

**M. Guertin (Hull):** Je suis content de cette déclaration de l'honorable premier ministre qui m'inspire plus de confiance que le discours du ministre des Terres et Forêts. Les paroles du premier ministre sont très invitantes. Au lieu de s'attarder à disculper des compagnies, le premier ministre veut améliorer le sort des bûcherons. C'est là notre ambition. Mais le projet a des faiblesses, selon moi. Parmi quelques suggestions, je voudrais que l'on oblige les compagnies à afficher dans les camps les ordonnances nouvelles du gouvernement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Que mon honorable ami lise le projet de loi. Il va

beaucoup plus loin que la résolution. Admettons le principe que les bûcherons doivent être aidés et nous verrons ensuite à améliorer le projet.

**M. Guertin (Hull):** Ce à quoi je tiens, c'est la protection des bûcherons pour la réclamation de leurs salaires.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je désire répondre à l'honorable premier ministre. La crise atteint tout le monde, dit-il. La crise n'atteint pas tout le monde d'une façon égale, et c'est le devoir du gouvernement de protéger ceux qui souffrent le plus. Il y a, au moins, les grandes compagnies forestières qui sont assurément moins atteintes que les bûcherons parce qu'elles jouissent de traitements de faveur de la part du gouvernement. Pour ce qui est de l'éducation au sujet des salaires, je trouve l'aveu du premier ministre tout simplement déchirant. L'honorable premier ministre a dit que le débat allait éveiller l'opinion publique sur la question des salaires raisonnables. Après 37 ans de pouvoir, le gouvernement aurait pu travailler à faire cette éducation: on avoue maintenant que l'on a fait tout ce qui était humainement possible de faire, mais on n'a pas encore décrété ce qu'est un salaire raisonnable.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je n'ai pas dit cela.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'en conclus qu'il est grand temps d'avoir un gouvernement qui sera plus efficace, et la chose ne sera pas difficile. L'opposition est prête à coopérer pour protéger les bûcherons. Elle tient à signaler au gouvernement ses imprévoyances, ses erreurs, sa négligence. Si l'opposition n'indiquait pas la cause de la situation dont on se plaint, on nous accuserait de complicité. Mais coopérer, ce n'est pas dire que le gouvernement a fait tout ce qu'il pouvait. Cela, c'est de la complicité. La coopération, c'est aider le gouvernement à faire mieux; la complicité, ce serait de ne pas dire ce qu'il a fait de mal. Coopération, très bien, toujours, mais complicité, jamais!

Le gouvernement avait le droit d'exiger des compagnies le paiement de salaires raisonnables. Le gouvernement a même usé de ce droit récemment, alors qu'il a passé un arrêté ministériel à cet effet.

Mais on présente une loi qui, en plus d'être tardive, ne rime à rien. Comment veut-on que les bûcherons aient un salaire raisonnable quand le gouvernement ne sait pas ce que c'est? Je demande au gouvernement de nommer une commission qui ne

soit pas simplement un bureau d'enregistrement, mais une commission à la fois consultative et exécutive.

Si on la faisait permanente, le ministre des Terres et Forêts pourrait l'utiliser pour améliorer sa politique. Si on lui donnait des pouvoirs plus étendus, elle pourrait fixer un salaire non pas minimum, mais un salaire raisonnable. Une commission de deux membres est insuffisante.

Si le gouvernement est sincère, qu'il nomme une commission indépendante de trois membres, nommés l'un par les compagnies, l'autre par les ouvriers et le troisième par les deux premiers ou par un juge de la cour supérieure avec salaire fixe pour une période déterminée, afin qu'ils aient toute liberté d'agir!

Cette commission devrait avoir pour but de protéger les intérêts des travailleurs, et ce, tout en veillant sur le patrimoine de la province. Elle devrait être reconnue pour sa sécurité, sa durabilité et son indépendance. Mais une commission nommée par le gouvernement, une commission incompétente, nous n'en voulons pas. Si le gouvernement veut adopter notre suggestion, très bien.

**M. le président:** La résolution no 1 sera-t-elle adoptée?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non. Pourquoi l'honorable ministre des Terres et Forêts ne donne-t-il pas trois membres à la commission?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Deux suffiraient, il me semble.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est aussi mon avis. Deux membres vont suffire. La Commission municipale n'a que deux membres et tout va bien.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si les deux étaient du côté des compagnies?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** S'ils étaient trois du côté des compagnies, ça ne serait pas mieux. Nous voulons des hommes indépendants des compagnies.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les commissions sont toujours composées de trois et cinq membres. Y a-t-il eu des nominations de faites?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Non.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable ministre a-t-il pensé à quelqu'un pour ces postes de commissaires?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Non. Lorsque le temps sera venu de les nommer, les personnes adéquates seront assez faciles à trouver.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si vous ne savez pas qui vous allez nommer, comment savez-vous que deux commissaires seront suffisants? Alors, donnez une commission de trois membres.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Non. Si nous n'avons pensé à personne, en quoi la commission de trois membres peut-elle être meilleure?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On dit qu'il est question de M. Paul Joncas et de M. J.-A. Duchastel, de Montrouge?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Il n'en a pas été question. Jamais de la vie! Mon ami a beaucoup d'imagination.

Quand viendra le temps de faire la nomination, nous trouverons deux personnes compétentes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis porté à croire qu'il en a été question.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Est-ce parce qu'il s'appelle Montrouge qu'il vous fait peur? (Rires)

**M. Guertin (Hull):** Si on nomme un homme des compagnies, est-ce qu'on nommera un homme des bûcherons?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Il n'est pas question de nommer un homme des compagnies.

**M. Guertin (Hull):** On devrait nommer un commissaire qui ait des sympathies pour la classe ouvrière.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Et alors, s'il y a un ami des ouvriers, les compagnies voudront avoir aussi un représentant. Nous allons nous efforcer de choisir des hommes absolument indépendants et désintéressés.



Nous avons été assez heureux dans le passé en choisissant les membres de nos commissions. Il est important de choisir des hommes de premier ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quels sont les hommes que le gouvernement nommera? Quels seront leurs pouvoirs? Dans une commission d'enquête, il est élémentaire que chaque partie nomme ses représentants et que les deux s'entendent pour en nommer un troisième. Ainsi constituée, la commission pourrait servir de tribunal d'arbitrage et faire un travail plus efficace.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ne sais si on veut faire de l'obstruction. Je l'ai dit tantôt. Nous croyons que la commission aura les pouvoirs nécessaires.

Elle aura le droit d'examiner les salaires des hommes, leurs conditions de travail, le prix de leurs outils, etc. Nous croyons qu'une commission de deux membres avec un président, comme la Commission municipale, suffira.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La commission aura-t-elle le droit de fixer les salaires?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Non.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quel sera le coût de cette commission? A-t-on fixé la rémunération?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Non.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette commission n'aura d'autres pouvoirs que ceux d'enregistrer. Ce sera une commission fantôme. Nous voulons une commission effective. Sur quoi sera fondée la rémunération des commissaires?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Nous n'avons rien décidé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il faudrait fixer un montant pour le salaire et les dépenses de la commission. Combien coûtera la commission?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Disons approximativement \$50,000 par année, et cela comprend les salaires des deux membres et leurs déplacements, plus diverses dépenses.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mieux vaudrait mettre \$100,000 et donner plus de pouvoir à la commission. La commission sera-t-elle nommée pour un temps limité?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Ce point n'est pas tout à fait décidé. Mais je crois qu'une commission comme celle-là devra sûrement siéger pendant plusieurs années.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je crois que l'on devrait nommer les commissaires pour un terme défini et non pas pendant bon plaisir.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je crois que les commissaires devraient être nommés jusqu'à bon plaisir. Si nous fixons 10 ans par exemple, et si le problème se règle? L'honorable chef de l'opposition nous annonce qu'il sera au pouvoir bientôt. Nous ne voulons pas nommer les commissaires pour une période déterminée, afin qu'il puisse nommer les siens, suivant son bon plaisir.

(Rires)

Nous allons nommer des commissaires compétents et le gouvernement sera trop heureux de s'assurer leurs services aussi longtemps qu'ils seront utiles à la province. J'en tiens encore pour deux commissaires et pour deux commissaires indépendants.

Pourquoi un commissaire pour représenter les ouvriers, un autre pour représenter les compagnies et un troisième pour représenter on ne sait qui? Mieux vaut deux commissaires experts, impartiaux, indépendants, non préjugés. C'est la seule manière pour que la province puisse assurer un meilleur sort aux bûcherons.

**M. le président:** Les résolutions seront-elles adoptées?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Donnez-nous les comme apéritif avant dîner.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La première, très bien, adoptée sous réserve.

La résolution est adoptée.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

### Reprise de la séance à 8 h 45

#### Dépôt de documents:

#### Troupeau de É. Groulx, Saint-Eustache

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 31 janvier 1934, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement ou tout ministère ou fonctionnaire et toute autre personne, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930, relativement au troupeau de M. Émile Groulx, de Saint-Eustache, comté des Deux-Montagnes. (Document de la session no 75)

#### Questions et réponses:

#### Sociétés coopératives agricoles incorporées depuis 1909

**M. Élie (Yamaska):** 1. Depuis la sanction en 1909 de la loi des sociétés coopératives agricoles, dans cette province, combien desdites sociétés coopératives ont été incorporées?

2. Combien y avait-il, le 31 décembre 1933, de sociétés coopératives agricoles dans cette province?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. 489.

2. Le département, n'ayant pas de rapport précis sur les sociétés qui ont été dissoutes, ne peut donner le nombre exact des sociétés existantes au 31 décembre 1933.

#### Sociétés coopératives agricoles, état d'affaires au 31 décembre 1933

**M. Élie (Yamaska):** Avant le 15 février 1934, conformément à l'article 22 du chapitre 57 des Statuts refondus de la province de Québec, 1925, combien de sociétés coopératives agricoles ont transmis au ministre de l'Agriculture une copie de l'état de leurs affaires pour leur exercice terminé le 31 décembre 1933?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 134.

#### Code municipal, article 227

**M. Bédard (Québec)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 186 modifiant l'article 227 du Code municipal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bédard (Québec)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Lot du district de Bellechasse annexé au district de Montmagny

**M. Paquet (Montmagny)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 180 détachant le deuxième rang du canton d'Armagh du district électoral de Bellechasse et l'annexant au district électoral de Montmagny, pour faire partie de la paroisse de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud, pour toutes les fins soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Code de procédure civile, article 286

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 188 modifiant l'article 286 du Code de procédure civile concernant l'examen préalable soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Opérations forestières et bûcherons

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 44 relatif aux opérations forestières et aux bûcherons.

#### En comité<sup>5</sup>:

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par l'honorable M. Mercier fils (Châteauguay).

**M. le président** appelle la résolution 2 qui se lit comme suit: 2. Que, dans le cas où un ou les membres de la commission sera ou seront dans

l'incapacité d'agir en raison de maladie, d'absence ou d'autre cause, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer une ou deux personnes, selon le cas, pour agir à la place de ce ou de ces membres; et que toute personne ainsi nommée pourra compléter une affaire non terminée à laquelle elle aura pris part, même si le membre de la commission qu'elle aura remplacé sera revenu ou devenu habile à agir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les enquêteurs ont-ils fait un rapport de leurs visites dans les chantiers?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
Pas encore.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
Parce qu'ils préparent un rapport complet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous sommes en session depuis deux mois passés et nous n'avons rien devant nous à ce sujet.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
Je vais demander un rapport partiel, si c'est le désir du chef de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les huit enquêteurs du ministère des Terres et Forêts sont-ils avancés dans leur travail?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
Ils se sont divisés pour hâter le travail, sous la direction de M. Paul Joncas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelles régions ont été visitées par les enquêteurs?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
Ils ont visité à peu près toutes les régions, et je m'attends à ce que le rapport des enquêteurs soit prêt dans huit jours environ.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'enquête de ces messieurs va-t-elle couvrir le district de Rouyn?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
Oui, je le crois. Je ne pourrais dire toutefois si les enquêteurs sont déjà allés à Rouyn. Ils iront très probablement, cependant. Les enquêteurs n'ont pas encore fait de rapport préliminaire. Je suis prêt à

demander dès demain un rapport intérimaire des enquêteurs. Je ne sais si ce rapport donnera le résultat de leurs recherches. Je suis sous l'impression que toutes les régions de la province ont été visitées sommairement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre n'a-t-il pas confiance aux deux enquêteurs qu'il vient d'envoyer?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
Ce n'est pas cela. Mais les inspecteurs qui iront à Rouyn ne s'occuperont pas seulement de la grève. Ils étudieront la situation en général des bûcherons de Rouyn.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons été convoqués pour légiférer en faveur des bûcherons. Tout ce que nous avons, c'est le rapport incomplet de M. Morin. Il me semble que le gouvernement ne se rend pas compte de l'importance de ses responsabilités.

Nous devrions avoir le rapport des enquêteurs avant de légiférer. L'enquête des MM. Morin visait surtout l'affaire de Rouyn. Celle de M. Joncas s'étend aux 2,000 camps. Avant de recevoir le rapport de M. Joncas, on nous propose de nommer une commission qui fera une nouvelle enquête.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
Ceux qui font une enquête, sous la direction de M. Joncas, font un travail sérieux et sur lequel la commission pourra se baser.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Même si la commission était nommée tout de suite, elle ne pourrait rien faire pour la présente saison. Alors, pourquoi ne pas attendre le rapport des enquêteurs, qui peut nous être remis dans une dizaine de jours? Nous serions en état d'étudier le projet et d'y apporter les modifications nécessaires.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
Le gouvernement a eu des entrevues avec les compagnies, et on lui a donné l'assurance que les bûcherons auraient, pour la saison actuelle, un salaire minimum de \$26 par mois.

J'ai eu la preuve que les compagnies ont affiché un avis dans ce sens et les sous-contracteurs sont obligés de s'y conformer. Y aurait-il quelques récalcitrants?

Je ne le crois pas. Mais je puis assurer la Chambre que les compagnies qui n'obtiendront pas

ce prix de leurs sous-contracteurs ne bénéficieront pas des réductions dans le tarif de la coupe du bois. On a dit que j'avais le pouvoir de forcer les compagnies à payer un salaire minimum. Je respecte cette opinion, mais je ne la partage pas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement a-t-il les pouvoirs d'intervenir et d'exiger des compagnies de meilleurs salaires?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
Non.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Récemment, un arrêté ministériel a été passé, exigeant un salaire raisonnable.

**M. Guertin (Hull):** Le gouvernement a le droit d'intervenir.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
Un arrêté ministériel a été passé accordant une diminution des droits de coupe. On y mettait une condition: celle du salaire raisonnable.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi ne pas avoir mis cette condition dans l'ordre en conseil? Pourquoi ne pas avoir présenté une mesure plus tôt? L'honorable ministre des Terres et Forêts admet que la commission ne pourra rien faire pour la saison 1933-1934.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
La loi viendra en vigueur dès qu'elle sera adoptée et sanctionnée. Mais j'ai peur qu'à ce train-là elle ne passe pas de sitôt. Dès que la loi sera adoptée, nous organiserons notre commission et elle commencera son travail.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
La commission ne pourra travailler durant la présente saison des chantiers.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** affirme qu'il y a contradiction entre le premier ministre et le ministre des Terres et Forêts. Il lui reproche d'avoir trompé la Chambre il y a quelques jours. Lors de la présentation d'un amendement de la gauche, le premier ministre a soulevé un point d'ordre prétendant que l'amendement était hors d'ordre, parce que son objet était couvert par la loi à l'étude. Or, le ministre vient de dire que la loi ne couvrira pas la présente saison. La Chambre a donc été trompée.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** affirme que la loi couvrira la présente saison.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
Dans une dizaine de jours, il y aura un rapport des enquêteurs.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose d'attendre ce rapport avant de continuer l'étude de ce bill.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
Ce rapport ne pourra en quoi que ce soit affecter la présente loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi alors cette enquête?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
C'est pour connaître la situation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Donc, nous adoptons une loi pour corriger une situation inconnue du gouvernement. Je ne comprends pas le gouvernement, qui n'a pris aucune mesure pour protéger le capital humain, mais qui protège les compagnies auxquelles nous reprochons d'exploiter ce capital humain, la plus belle richesse de notre race.

Notre race ne peut être sauvée que par les ressources naturelles que la Providence lui a données. Gardons ces ressources pour nous. Lorsque le gouvernement accordait des privilèges spéciaux aux compagnies, il aurait dû exiger un salaire équitable. Il (M. Duplessis) fait allusion au père du ministre des Terres et Forêts, Honoré Mercier, dont il fait l'éloge.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**  
M. le président, il est entendu qu'il n'y a qu'un homme en cette Chambre qui ait le sens des responsabilités et qui comprenne les intérêts de notre province, la protection des forêts, "le salut de notre race par nos richesses naturelles". Cet homme, c'est l'honorable chef de l'opposition. Mon honorable ami nous a donné le spectacle d'un emportement qui n'a aucune raison d'être. À certains moments, il a été profondément injuste. Souvent j'ai rencontré de ses amis politiques en assemblée contradictoire. Il y a longtemps que je fais ces campagnes politiques dans cette Province. Je n'ai jamais entendu des choses comme nous en entendons depuis le début de ce débat, avec une telle violence de langage de la part de l'opposition. Ces plaintes de l'opposition, à l'effet que des compagnies et des trusts soient des amis du gouvernement, nous

les avons entendues avant même l'entrée en politique du député de Trois-Rivières. Elles ont fait le tour de la province pendant plusieurs campagnes électorales. Et quel en fut le résultat? Pas besoin d'insister.

Mes honorables amis de la gauche ont parlé de mon calme. On m'a reproché de faire preuve d'indifférence et d'insensibilité face à la cause du peuple, sous prétexte que je me suis levé moins souvent que ne l'ont fait certains députés de l'opposition. Il est vrai que je n'ai pas un caractère qui s'excite facilement et spécialement devant les discours de la gauche. (Rires)

Mais je commence à croire qu'on a voulu que je finisse par faire un discours qui ne devrait pas être nécessaire après les explications que j'ai données, mais que je suis obligé de prononcer. On a voulu que tous les ministres prennent part au débat, afin de faire perdre le temps de la Chambre et de retarder la passation de la loi. Nos amis de la gauche ont affirmé à plusieurs reprises que la question des bûcherons dépasse la politique. Mais je n'ai jamais entendu autant de politique depuis le commencement de cette discussion! Les bûcherons, on s'en inquiète peu! On s'est moqué d'eux! Des journaux ont rapporté des faits divers qui, tous, n'étaient pas exacts.

Au lieu de parler des sous-traitants, on a préféré s'occuper des grandes compagnies, on a tenté de soulever les passions en pestant contre les trusts et le gouvernement. C'est plus populaire. Ce qu'on veut, c'est de se faire du capital politique en attaquant les grosses compagnies. Il n'y a rien de nouveau dans tout cela. Est-ce là de la discussion sérieuse? Les discours de mes honorables amis ne sont pas nouveaux. Ils sont une répétition de ce que disait l'ex-député de Maisonneuve, M. William Tremblay, vers 1930. Et je ne qualifierai pas ces discours, car il me faudrait employer des adjectifs qui ne seraient ni parlementaires ni d'un gentilhomme.

(Applaudissements)

Ce sont ces discours que l'on entend depuis quelques jours.

(Applaudissements à droite)

Sauver la race! Mon ami de Trois-Rivières aime beaucoup à sauver la race et à se constituer le défenseur des pionniers de nos forêts. Et, pour obtenir un meilleur effet oratoire, il a recouru à des documents obtenus du gouvernement. Et, en parlant de cela, mon ami accusait le gouvernement d'être l'auteur de crimes qu'il assimile à des cataclysmes.

Parlant de la surproduction, il a prétendu que le gouvernement avait accordé le droit d'exploiter une partie de nos forêts en exigeant une production de 200 à 300 tonnes. Voyons ce qu'on a dit. Je ne

veux pas manquer à la dignité qui doit caractériser les membres de cette Chambre. L'honorable chef de l'opposition, défenseur de la race, "qui doit être sauvée par les ressources naturelles que la Providence lui a données", nous a reproché d'avoir exigé la construction d'un moulin pour la concession forestière sur la rivière Manicouagan. "Ce moulin, a-t-il dit, a causé la surproduction." Je lui ai fait remarquer que le moulin en question n'a pas augmenté la production de la pulpe et du papier, car il n'avait pas été construit. Le chef de l'opposition s'est-il rétracté? Non. Il a continué d'échafauder son argumentation sur ce moulin qui ne fut pas construit. Il a continué à échafauder des chiffres. Voilà sa méthode.

Et alors, on nous dit que le gouvernement a manqué de prévision. Ensuite, on s'est attaqué à nous à propos de l'Anglo Canadian Pulp and Paper, Co., et d'un contrat que cette compagnie a passé avec les bûcherons. Il (l'honorable M. Mercier fils) rappelle les articles de journaux à ce sujet. L'Anglo Canadian Pulp ne payait pas ses bûcherons, elle se faisait le tyran des bûcherons, et c'était la faute du gouvernement. Un jour est venu cependant où ces critiques se sont tues. Que s'était-il passé? On venait de réaliser que cette compagnie coupait du bois non sur les limites du gouvernement, mais sur les terres du Séminaire de Québec, une propriété privée. Mais on ne dit pas d'excuses de l'erreur commise, et on ne rendit pas justice au gouvernement.

J'ai beaucoup d'amitié pour mon honorable ami de Trois-Rivières et je ne veux pas lui faire de peine. Au cours de la discussion, il a sévèrement critiqué l'attitude que j'ai prise dès le début du débat. Cette attitude, je la prenais loyalement, réalisant que je ne flattais pas la masse, mais conscient de me conformer aux faits. En présentant ces résolutions, j'ai pris loyalement et sincèrement la responsabilité de mes paroles. J'ai pu mécontenter quelques-uns de mes amis, mais j'ai dit que je ne crierais pas à tort et à travers contre les compagnies et les trusts pour faire du capital politique.

(Applaudissements à droite)

Aux accusations de nos amis, j'ai déjà répondu en 1928 et en 1929, et ils n'ont jamais été capables de nier un iota de ce que j'ai avancé. J'ai alors répondu à ce qu'ils avaient dit à propos de ce qu'ils appelaient la tragédie du lac Saint-Jean, à propos de l'exploitation forestière. Quand l'honorable chef de l'opposition s'est levé après moi, la première chose qu'il a dite: "Vous avez parlé trop longtemps." Quand l'honorable député de Hull s'est levé, il a répété: "Une heure cinquante!" J'ai pu lui demander après son discours lequel de nous deux avait fait

perdre le plus de temps à la Chambre. Il ne m'a pas répondu. J'ai répondu à mes amis. Ils n'ont pu attaquer un seul de mes arguments.

J'ai hésité longtemps à relever tout ce que l'on a dit hier et aujourd'hui. Je n'avais pas l'intention de parler comme maintenant. Je ne voulais imposer à la bienveillance de personne l'obligation de m'entendre. Mais il est une chose que je veux relever dans le discours de l'honorable chef de l'opposition. Oh! Je sais que je n'ai pas les connaissances, que je n'ai pas le talent et l'éloquence de l'honorable député de Hull (M. Guertin) et de l'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis), que je ne comprends pas aussi bien qu'eux la manière de protéger les ressources naturelles de notre province. Je ne puis parler avec autant de chaleur qu'eux de nos ressources naturelles, que la Providence nous a léguées pour sauver la race. Cependant, je fais de mon mieux et, si j'en juge par certaines réponses, je crois que je ne réussis pas mal. Je me permettrai donc de relever un passage du discours du chef de l'opposition.

Mon ami a eu un mouvement malheureux. D'un ton ému, dans un mouvement généreux, le chef de l'opposition a évoqué la figure de mon père. Il a fait un éloge qui m'a touché de celui qui fut l'ancien premier ministre de cette province. Dans ma longue carrière politique, je n'avais jamais rencontré un adversaire se servir du nom du père pour humilier le fils. Il suffisait de voir la figure de certains de ses collègues pour juger ses paroles. Mon honorable ami, regardant le plafond de la Chambre et désignant du doigt mon père sur cette peinture, où l'on peut voir les hommes qui ont bien servi la province - avec une délicatesse qui n'a pas échappé à des amis, je l'ai lu sur leurs figures - a évoqué le nom de mon père, "ce grand patriote", a-t-il dit, dont je devrais me souvenir et m'inspirer. Est-il rien de plus petit que de voir un adversaire politique, pour obtenir un petit succès, pour essayer de faire frémir les galeries, se servir du nom du père pour pouvoir ensuite humilier son fils? Après l'avoir porté aux nues, le chef de l'opposition a conclu que le fils n'était pas digne du père et qu'il avait trahi son devoir.

**Des voix de l'opposition:** Honte! Honte!

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Après ce discours, au moment où je sortais de la séance, un ami et député de cette Chambre m'a dit que j'étais impayable, car j'avais pu rester assis, sans broncher, sans tressaillir, sous cette apostrophe. Je lui ai répondu que j'avais vécu une partie de l'histoire politique de ma province et que n'importe quoi,

venant de l'autre côté de la Chambre, pouvait venir sans me surprendre. Les éloges qu'il a faits de mon père ont peut-être adouci l'amertume que m'ont causée les paroles du chef de l'opposition. Aujourd'hui, je lui dirai ceci.

M. le président, j'ai été, pour l'ancien premier ministre de cette province, un fils qui lui a donné toute son affection, son amour, son temps et un dévouement constant. On ne pouvait lui être plus loyal que lorsque je l'ai servi comme secrétaire dans les dernières années de sa vie, alors qu'il était devenu presque aveugle et que la maladie l'empêchait de vaquer seul à ses occupations. Je n'étais qu'un fils. Nous étions aussi deux bons camarades.

Certes, je n'ai jamais prétendu avoir hérité du talent de mon père. Je me rends compte de ma médiocrité à certains points de vue, quand je me compare à lui. Mais quand je regarde le tableau placé là-haut, j'aperçois parmi les hommes politiques représentés, presque aux côtés de mon père, les figures de Chapleau, Laurier, Fréchette et tant d'autres. J'en ai rencontré bien d'autres chez mon père: Fielding, Cartwright, Loughheed<sup>6</sup>, etc. Oh! Je sais que je n'ai ni le talent ni l'éloquence de mon père. Je me rends compte de ma médiocrité sur ce point. Mais je dirai à mon honorable ami que je peux regarder tous ces grands hommes et mon père en face, s'il fallait qu'il revienne parmi nous, et que pas un ne me ferait baisser les yeux, parce que je prétends être digne du nom que je porte et ne l'avoir jamais souillé. De la manière dont je le vois, je n'ai pas manqué à mon devoir<sup>7</sup>.

(Applaudissements à droite)

Je suis plus vieux que mon honorable ami; j'ai été plus longtemps que lui dans la politique. J'ai pratiqué le droit depuis quelques années. J'ai peut-être le droit de lui donner un conseil. Et je peux dire que je l'ai mis en pratique depuis que je suis en politique, depuis 1890. Au cours de ma longue carrière, j'ai toujours fait preuve de justesse envers tous. Je peux dire que, lorsque je suis devenu ministre, j'ai vu entrer dans mon bureau d'avocat des gens, fils des pires adversaires de mon père, pour venir demander des faveurs, adversaires pour qui mon père avait le plus grand mépris. Ils venaient me demander mon appui. Je les ai accueillis avec la plus grande bienveillance, sans amertume, sans pitié pour le sourire sur leurs lèvres. Et, malgré les rancœurs que faisaient remonter certains souvenirs, j'ai vu ces fils venir néanmoins me combattre "sur les hustings", dans mon comté; mais jamais je n'ai eu le sentiment assez bas pour humilier les fils des ennemis de mon père en me servant de paroles comme celles que mon

honorable ami a prononcées l'autre jour. Mais oublions ce mauvais moment et revenons à la question.

On a dit que j'avais trompé la Chambre. Telle est l'accusation très grave portée contre moi. Il paraît qu'en parlant de la grève de Rouyn j'avais induit la Chambre en erreur, en disant que, parmi les grévistes, il y avait des noms en "ski" et en "ska". J'admets qu'en effet il ne s'en trouve pas, et j'en fais l'humble aveu à mon ami de Hull (M. Guertin). Mais, par contre, il se trouve des noms à nombreuses consonances étrangères. Bien des noms de grévistes se terminent en "hue", en "ketty", "ar" et en "evanik".

Et puis, il n'y avait pas que des bûcherons. Il y avait aussi des bûcheronnes. C'est ainsi que mes amis ont défendu Jeanne, la noble Jeanne Corbin, femme plusieurs fois condamnée. Il y avait aussi une femme qui répondait au joli nom de Bella, Bella Gordon. Mes honorables amis d'en face n'ont parlé que d'une façon nuageuse de ces bûcheronnes, et pour cause. D'ailleurs, l'honorable premier ministre a fait justice de tout cela.

Je demande pardon à mes honorables amis de cette erreur. Mais je répète ce que j'ai affirmé à Montréal, à savoir que la grève de Rouyn a été fomentée par des étrangers à notre province, des Finlandais, des Ukrainiens, des Italiens, des Hongrois, etc., venus ici des États-Unis, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique. La grève de Rouyn n'est pas un fait isolé. Mais, n'en déplaît à mes amis de la gauche, je n'ai pas d'hésitation à affirmer de nouveau que la grève a été fomentée par des étrangers. Ces grèves ont éclaté d'abord en Colombie-Britannique, organisées par des communistes qui entraînaient les Canadiens sur des promesses fallacieuses. Les communistes ont opéré ensuite dans le nord de l'Ontario, où malheureusement on n'avait peut-être pas, comme dans la province de Québec, un Alexandre Taschereau comme procureur général.

(Applaudissements à droite)

Après cela, ils sont venus dans Québec. Pas seulement à Rouyn, mais sur la Côte-Nord et dans le Bas-Saint-Laurent, où nous avons retracé deux gibiers de pénitencier. Cela a commencé comme à Rouyn, à la suite d'agitation faite par des meneurs qui allaient de camp en camp.

**M. Power (Québec-Ouest):** Vous avez raison.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Il faut se souvenir que, parmi plus de 400 hommes du district de Rouyn, que l'on a réussi à mettre en grève, 125<sup>8</sup> sont retournés au travail après

explications. Les députés des comtés de cette région peuvent en témoigner.

Vous avez sans doute remarqué, M. le président, quelque chose qui se rapporte à ces troubles communistes. Vous ne trouvez pas extraordinaire que toutes ces grèves aient commencé au moment où le Canada commençait à éloigner la Russie du marché du bois en Angleterre et donnait à l'industrie canadienne la place qu'elle occupait jadis dans le marché anglais? Autrement dit, des agents ont été envoyés pour fomentier des grèves en Canada. Les troubles ont éclaté juste au moment où, dans tout le pays, on commençait à accroître la production de notre bois pour concurrencer le bois russe sur le marché anglais.

Malheureusement, nous avons eu, bien qu'en très petit nombre, de nos gens qui ont suivi ces conseils pernicieux et se sont laissés prendre par le ramage des beaux oiseaux dont les noms finissent en ski, en ska, en luck, etc. et n'ont rien de rassurant. Ils ont consenti à arrêter la production de toute une province pour favoriser le bois russe. Laissez-moi vous dire qu'il y avait des compagnies canadiennes hors du Québec qui, à cause des grèves, ont été incapables d'honorer les commandes destinées au marché anglais. Que dites-vous de cela? N'est-il pas évident que ces troubles constituaient une obstruction à nos efforts pour tenter d'écarter la Russie du marché anglais?

Il y avait cette semaine un congrès à Montréal, tenu par l'Association des marchands de bois du Canada, M. George B. Nicholson, député conservateur d'Algoma-Est à Ottawa, a dénoncé avec véhémence les agitations communistes que je viens de déplorer. Tout l'hiver, a-t-il dit, des fauteurs de désordre avaient opéré dans le camp de l'Ontario, que la même chose s'était faite dans la Colombie anglaise. On avait affaire à des agents des Soviets. Les communistes ont encouragé les bûcherons à ne point travailler, à diminuer la production. Dans la Colombie anglaise, certaines scieries, pour remplir leurs commandes, ont dû faire venir par radeau du bois des États-Unis. Tout cela était dû aux machinations des Soviets.

Grâce à Dieu, dans notre bonne province, nos gens ne répondent pas aux appels des communistes. Ils ont heureusement le sens des réalités et leur mentalité ne se prête pas à des appels de gens, même s'ils s'appellent Jeanne Corbin. Le mouvement communiste ne réussira pas. J'ai la confiance la plus absolue que le mouvement communiste ne "prendra plus" comme on dit, et que, dans notre province, on ne les écouterait jamais.

Je tiens à déclarer que j'éprouve l'admiration la plus profonde pour l'honorable premier ministre, et je tiens à lui rendre hommage, lui qui, sans hésiter, et je dirais même avec audace, a pris position fermement sur certaines questions d'intérêt vital comme sur nos ressources naturelles, qui, comme le dit avec tant d'onction le chef de l'opposition, "sont destinées à sauver la race". Car le premier ministre, quelles que soient les conséquences pour lui et pour son gouvernement, n'hésite pas à faire face aux fauteurs de désordre.

J'ai parlé longuement. J'ai attendu longtemps avant de me décider à parler, M. le président, car ce n'est jamais sans une grande hésitation que je me lève pour adresser la parole. Mais j'aurais cru manquer à mon devoir, si je ne m'étais levé pour dire ce que je pensais et répondre à ce que je considère une attaque injuste et qui n'aurait pas dû se faire.

J'ai confiance que la loi que nous présentons est une loi qui va rendre service à nos bûcherons. Car, n'en déplaise à mes amis de la gauche, j'aime les bûcherons autant qu'eux, je les connais aussi bien qu'eux. J'ai été leur compagnon, leur camarade. J'ai vécu leur vie et ils me connaissent comme je les connais. J'en ai reçu plusieurs avec plaisir.

De ce côté-ci de la Chambre, nous avons autant à cœur le bonheur de cette classe que mes honorables amis de l'autre côté de la Chambre, et nous croyons que c'est le meilleur moyen de régler pour le mieux une situation qui peut sûrement être améliorée. Cette loi ne répond pas sans doute à toutes les aspirations de tous les gens. On voudrait peut-être y voir insérées des clauses qui n'y sont pas.

Mais j'y ai confiance et je demande aux membres de cette Chambre de partager ma confiance et de l'appuyer. Je suis convaincu que, sans bouleverser l'état de choses établi, sans faire de tort à personne, la loi fera son œuvre et les abus disparaîtront. Si j'ai pu blesser quelqu'un en cette Chambre et à l'extérieur, on ne pourra me reprocher de ne pas avoir été sincère.

Mon honorable ami disait dans son discours: "Le ministre n'a pas pensé aux immenses ressources naturelles que la divine Providence nous a données pour assurer la survivance de notre race, mais il a défendu le trust." On m'a reproché de n'avoir pas élevé la voix pour défendre les pauvres ouvriers et de m'être fait le défenseur des grosses compagnies. M. le président, je n'ai aucune compagnie ni personne à défendre. L'opposition est injuste lorsqu'elle affirme que le gouvernement conduit les enfants de la province en prison sur les ordres des compagnies étrangères, puisque les actions des fauteurs de troubles ont commencé en Colombie-

Britannique, se sont ensuite transportées en Ontario, pour aboutir dans Québec. Je dis et j'affirme de nouveau, avec respect pour qui ne partage pas mon opinion, que la loi a été basée sur certains renseignements, sur des connaissances personnelles, et avec l'espoir de donner justice à tout le monde.

J'ai fait et je répète, n'en déplaise à mes honorables amis et à toutes les déclarations faites, que la base sur laquelle on s'est étayé, pour faire les critiques, était formée de cas particuliers d'où l'on a conclu du particulier au général. Je ne nierai pas qu'il y ait eu des abus, des abus criants dans les chantiers; et je n'ai jamais prétendu le contraire. Je n'ai jamais prétendu que nos ouvriers en forêt vivaient dans des palais avec toutes les facilités modernes. Mais je veux que la vérité soit respectée dans l'exposé des faits. Reconnaisant les abus qui existent, j'ai rappelé certains cas déformés par les rapports des journaux qui les avaient démesurément exagérés.

On a publié bien des inexactitudes. Quand on écrit, par exemple, qu'un enfant de 13 ans était revenu à pied de la Côte-Nord avec deux ou trois dollars, après un mois de travail, ce n'était pas vrai. Cet enfant de 13 ans qui, monté dans les chantiers pour accompagner son père, mais non engagé par la compagnie qui l'avait refusé à cause de son jeune âge et de sa faible constitution, est retourné chez lui sur des billets payés par la compagnie. Des cas comme celui-là, on pourrait en citer des centaines.

Le gouvernement est convaincu que cette loi donnera satisfaction à la classe des bûcherons et aux honorables membres de cette Chambre. Je peux assurer la Chambre que les ministres verront à ce qu'elle donne de bons résultats.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous venons d'assister à un nouveau plaidoyer de l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils), et je regrette que cela ne soit pas survenu plus tôt dans la discussion. Je n'ai aucune hésitation à dire que, si dans mon discours de la semaine dernière, au cours de mes remarques, j'ai pu blesser personnellement l'honorable ministre, je le regrette, car ce n'est pas dans mes habitudes de le faire, et le ministre en a bénéficié plusieurs fois et il me l'a déjà dit. Ce n'était pas le but que je visais.

J'ai attaqué non pas l'honorable député de Châteauguay, mais celui qui administre les terres de la couronne avec le gouvernement, et j'ai l'intention de continuer à le faire. J'ai attaqué le ministre comme l'administrateur de notre domaine public, chargé comme tel de veiller à la conservation de nos



ressources naturelles. Je suis conscient des responsabilités qui reposent sur les épaules du ministre et il sait, et il devrait le savoir, qu'il n'y a là aucune attaque à son intégrité.

D'autre part, mes électeurs m'ont confié un mandat que j'essaie de remplir du meilleur de mes connaissances, avec sincérité, intégrité et énergie. Personne plus que moi ne connaît quels sacrifices comporte la vie politique. Nous, de l'opposition, ne sommes pas nombreux en cette Chambre, et nous agissons de la façon que nous croyons la plus utile pour les intérêts de la province. Nous devons travailler dur pour couvrir tout le terrain.

Je ne regrette pas les efforts dépensés à accomplir cette tâche, ni le soin apporté à dénoncer les abus qui ruinent notre province. Ceux qui ont la charge de la province doivent faire preuve d'un soin plus grand face aux besoins de la population. Il est du devoir de l'opposition de voir à ce que le gouvernement fasse les preuves de cette attention, et c'est à cela qu'elle travaille. Et si mon attitude peut contribuer à faire admettre au gouvernement l'existence des abus qui contribuent à pressurer une partie importante de notre population, je serai content encore. Nous avons droit d'attendre la répression du mal que nous dénonçons, et j'attaquerai aussi longtemps qu'on se refusera d'améliorer la situation.

Le ministre a fait des allusions personnelles, mais je ne veux pas le suivre sur ce terrain. L'affaire est d'intérêt public, il n'est pas question de particuliers ici. Je noterai simplement un point de son discours. Il a parlé de moi et d'autres membres de ma famille. Avec une ironie déplacée, un sarcasme inconvenant, il s'est moqué d'une parole que j'avais prononcée.

Il s'est plu à répéter souvent, toujours avec la même ironie: "les immenses ressources naturelles que la Providence nous a données pour assurer la survivance de notre race...". Je regrette l'ironie qu'y a mise le ministre, car c'est la plus grande vérité de son discours. C'est au moment où le ministre prenait le ton sarcastique pour citer mes paroles sur nos ressources naturelles qu'il a prononcé la meilleure partie de son discours, car il reconnaissait que l'opposition a des conceptions du devoir véritable d'un gouvernement. Et j'espère que le ministre saura dans la pratique se rappeler que la divine Providence nous a donné nos ressources naturelles, et que la Providence lui inspirera autre chose que ces sentiments.

Le ministre vient de faire injure à notre population en déclarant que nos gens sont si

facilement impressionnés par le communisme qu'ils y succombent facilement, qu'ils sont une proie facile. Notre population est trop bonne pour s'en laisser imposer par des étrangers.

Dans une partie de son discours, le ministre a prétendu que tous ceux qui dénoncent la situation faite aux bûcherons par les exploiters de la forêt avaient conclu de cas particuliers au général. Pourtant, il est des faits incontestables. Que fait-il de la déclaration du député libéral fédéral de Beauce? M. Édouard Lacroix a affirmé que la situation était générale et que nos bûcherons étaient traités comme des bêtes de somme. C'est, d'ailleurs, la même expression qui est employée par M. Morin dans son rapport sur les troubles de Rouyn.

Sont-ce là des faits particuliers? M. Lacroix a dit que les mauvais traitements infligés aux bûcherons se faisaient sur une haute échelle et s'étaient généralisés. Qu'en dit le ministre? Lorsque M. Lacroix disait: "Pourquoi ne traiterions-nous pas les bûcherons canadiens-français au moins comme on traite les Polonais dans les forêts des États-Unis?", qu'en dit le ministre? Et que pense le ministre de la déclaration si précise de M. J.-É. A. Dubuc, député libéral fédéral de Chicoutimi? et des déclarations du *Soleil*?, et des déclarations des enquêteurs qu'il a envoyés à Rouyn, enquêteurs qui ont déclaré quoi? Que les bûcherons étaient traités comme des bêtes de somme, opprimés de façon odieuse.

Mais, malgré ces témoignages écrasants et douloureux de la misère de nos pauvres gens, le ministre n'a pas eu un mot de pitié pour eux. Il n'a songé qu'à les accuser d'être des proies faciles du communisme. Il n'a pas eu un mot contre les oppresseurs. Il a trouvé ces paroles enthousiastes pour les compagnies qui exploitent, mais aucune sympathie pour les exploités. Le ministre a tort de faire de cette question de valeur une affaire de communistes et de se faire ainsi protecteur de l'opresseur en dénonçant les communistes. D'ailleurs, pourquoi faut-il que le ministre aille nous dépeindre, les Canadiens français, comme un peuple influençable, en proie aux étrangers et au communisme?

L'honorable ministre des Terres et Forêts a contredit mes arguments sur un seul point, quant à la surproduction. Le ministre a parlé des moulins à papier. Niera-t-il que son département, de son seul chef, a augmenté, en l'espace de quatre ans, la production quotidienne de papier à plus de 1,000 tonnes par jour? Le ministre n'a pas dit qu'en obligeant les compagnies à cette production, sans s'occuper des réserves des limites, il entraînait la

surproduction, qu'en tolérant le travail du dimanche que la Providence - dirait le ministre avec ironie - nous oblige à observer, a augmenté la surproduction de 10 % à 15 %.

Le ministre n'a pas dit que la politique forestière du gouvernement a été faite au détriment du colon, lorsqu'on a permis d'exporter 150,000 cordes de bois. Le ministre n'a pas nié non plus que son département aurait pu imposer des conditions pour assurer des salaires aux bûcherons, et qu'il avait le droit d'obtenir des compagnies tous les renseignements nécessaires pour se tenir au courant. La politique forestière du gouvernement a trop favorisé les gros aux dépens des petits. Le gouvernement avait le droit d'intervenir. Puisqu'il a négligé de le faire, il est coupable.

Je déplore le fait que le nom du ministre soit rattaché à ce bill. Il n'a aucune raison de s'en vanter. Le gouvernement nous propose une commission qui, de l'aveu du premier ministre, n'a aucun pouvoir exécutif, une commission inopérante, après deux ans d'oppression. Tout ce que cette commission pourra faire, c'est d'enregistrer les décisions des compagnies et de les prendre comme gages et conditions, rien de plus. Et c'est cela que le ministre appelle une administration prévoyante, bonne aux petits et utile aux intérêts de la province.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):**

Tous les membres de cette Chambre ont suivi avec intérêt ce débat. Nous avons écouté les dénonciations de mon honorable ami de Trois-Rivières (M. Duplessis). À l'entendre, il n'y aurait que lui et ses amis de la gauche qui s'occupent des intérêts du peuple, tandis que le gouvernement voit surtout à protéger les compagnies qui, dit-il, pressurent le peuple. Il y a 37 ans que le gouvernement libéral est au pouvoir. Je le demande, y a-t-il un parti qui a protégé le peuple davantage que le Parti libéral?

L'honorable député s'est montré très sévère à l'égard de mon collègue le ministre des Terres et Forêts. Il y a bientôt 15 ans que je siége avec lui au conseil des ministres. S'il y a un homme qui jouit de la réputation d'un homme intègre et attentif à l'accomplissement de son devoir, c'est bien mon estimé collègue. Le ministre des Terres et Forêts est dans la politique depuis 25 ans - mon honorable ami (M. Duplessis) sait ce que cela peut comporter de sacrifices. Il a bien administré son ministère; il en a eu le résultat dans son comté, et nous en avons eu le résultat dans toute la province aux différentes élections.

On parle de nos ressources naturelles. Mon honorable ami dit que le ministre des Terres et Forêts a voulu se moquer de la Providence. Mon collègue a

peut-être cité avec moquerie les paroles de l'honorable chef de l'opposition, mais cela n'atteint pas la Providence. Mon honorable ami dit que cette loi devrait être discutée sans esprit de parti. Je lui demande si ce n'est pas de la politique que d'essayer de soulever les bûcherons contre les grandes compagnies. La commission que le gouvernement entend mettre sur pied sera complètement indépendante de toute considération politique et ne sera de surcroît affiliée ni aux travailleurs, ni aux compagnies.

Ah! Les grandes compagnies! On en parle à son aise. Mais si nous n'avions pas eu de capitaux, si nous n'avions pas de grandes compagnies, aurions-nous eu la prospérité que nous avons connue? Qui a développé les Trois-Rivières, sinon les grandes compagnies? Il en est de même pour Québec et toutes les villes de la province. Est-ce parce que les grandes compagnies méritent une juste protection que le peuple est négligé pour cela?

Plusieurs questions doivent être examinées lorsqu'on considère la situation des bûcherons. Par exemple, il y a aujourd'hui trop d'hommes qui, des suites de la dépression, ne sont aucunement qualifiés pour travailler comme bûcherons et sont donc évidemment incapables de faire le travail qui est attendu d'eux.

C'est surtout depuis l'automne dernier que les bûcherons se plaignent. Des abus ont été rapportés, ces quelque 18 derniers mois, relativement au traitement des bûcherons. Il y a eu des abus, c'est vrai. Mais c'est précisément pour cette raison que nous présentons cette loi. Sont-ce les grandes compagnies qui sont responsables? Tout le monde sait que les entrepreneurs et sous-entrepreneurs sont en faute. On sait que les grandes compagnies ne peuvent exploiter la forêt elles-mêmes. On nous dit de fixer un salaire minimum pour les bûcherons. Je crois que ce serait une erreur, parce que nous sommes à la veille de meilleurs jours et que, si un salaire minimum est fixé, il deviendra alors le maximum.

Nous avons, de plus, des concurrents en Ontario et au Nouveau-Brunswick. Dans aucune des provinces, on a le salaire minimum pour les bûcherons. Allons-nous aussi forcer les compagnies à se rendre responsables des salaires des bûcherons? Cela n'est pas possible. Le fait de nommer deux commissaires qui connaissent bien la situation démontre que nous voulons rendre justice aux bûcherons.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qui va fixer les salaires?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Quand le concessionnaire forestier va faire son

rapport, nécessairement, il va être obligé d'indiquer un salaire raisonnable à cause de l'opinion publique.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si c'est si facile, pourquoi ne pas l'avoir fait avant?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je répète que nous avons des plaintes depuis l'automne dernier. Il y a eu des abus.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. Louis Morin a recommandé le salaire minimum.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je crois que ce serait une erreur.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors, c'est de laisser la commission fixer les salaires.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Les compagnies, obligées d'indiquer dans leur rapport les salaires, la qualité de nourriture, etc., seront sur leurs gardes. En fixant les salaires, nous mettrions notre industrie sur un pied différent de celui des autres provinces. Cette loi va remédier aux abus dont on se plaint. Mon honorable ami dit que nous n'avons pas un mot pour les exploiters. Mais nous présentons justement cette loi pour les mettre à la raison.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les exploités sont en prison.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Il me semble que le premier ministre a répondu suffisamment à cette remarque. Nous avons eu un mouvement communiste dans la province et nous l'avons réprimé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le meilleur moyen, c'est de faire disparaître les abus.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** S'il n'y avait pas eu d'agitateurs communistes, nous n'aurions jamais eu de grève à Rouyn. La compagnie, nous en avons le témoignage, payait des salaires raisonnables.

Nous avons un gouvernement qui s'est occupé du peuple et de toutes les classes. Nous n'avons personne à protéger. Nous voulons que chacun ait son dû. Le gouvernement a protégé le peuple et il continuera. Il protégera les bûcherons. Je suis convaincu que si mon honorable ami veut nous

aider et veut cesser de faire de la politique, il abandonnera son obstruction à cette loi. Nous connaissons les besoins du peuple et nos responsabilités. Nous avons à cœur l'intérêt du peuple. Nous avons aussi un mandat à remplir, et c'est parce que nous avons cru que cette loi répondait à un besoin que nous l'avons proposée.

(Applaudissements à droite)

**Un député:** Il est minuit, c'est l'heure des crimes!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quels sont les pouvoirs de la commission d'après la loi?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous avons tout dit cela cet après-midi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne parle pas pour le plaisir de parler. Je veux savoir quels seront les pouvoirs de la commission, quand une compagnie ne payera pas les salaires mentionnés dans son contrat.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** La loi décrète que les concessionnaires forestiers doivent soumettre à la commission tous les détails de leurs contrats, avant de commencer leurs opérations forestières. Ce seul article de la loi forcera les compagnies forestières à faire attention et apportera les changements que nous désirons tous dans le traitement des bûcherons.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous étions en face de deux alternatives. Ou faire ce que nous faisons maintenant, ou fixer un salaire minimum. Ce salaire minimum serait vite devenu un salaire maximum. Nous en sommes venus à la conclusion qu'il vaudrait mieux adopter la loi actuelle. La commission a le droit d'assigner toutes les personnes qu'elle jugera nécessaire de faire comparaître. Elle a le droit de faire examiner les livres des compagnies, les camps, etc. Si le concessionnaire paye à ses hommes un salaire moindre que celui fixé au contrat, elle aura droit de prendre des procédures contre lui. Si, lorsque nous examinerons le bill, mon honorable ami croit que nous devons donner à la commission le pouvoir d'imposer des sanctions, nous verrons. Nous croyons que le fait de fixer un salaire minimum aurait été une erreur. Ces salaires pourraient changer au cours de l'année. Nous croyons être sur la bonne voie. Nous ne voulons pas nous lancer dans du socialisme d'État,

en fixant les salaires. Il ne faut pas que l'État pénètre partout. Dans la situation actuelle, nous avons cru que l'initiative que nous prenons était la meilleure.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les résolutions sont à la base de la loi. Nous constatons que la commission qui sera créée n'aura d'autres pouvoirs que ceux de faire enquête. Or, le ministre possède les mêmes pouvoirs sans recourir à la loi. Pourquoi ne pas accorder les pouvoirs voulus et nécessaires à la commission et se rendre à l'évidence? Au cours d'une enquête, par exemple, un commissaire aura-t-il le droit d'en remplacer un autre?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** La résolution no 2 permet au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer une personne pour remplacer un commissaire malade, etc. On devrait examiner ces résolutions les unes après les autres au lieu de procéder comme nous le faisons.

La résolution est adoptée.

**M. le président** appelle la résolution no 3, qui se lit comme suit: 3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera les localités où la commission devra siéger et où elle devra avoir son bureau et qu'il devra aussi mettre un local convenable à la disposition de la commission afin qu'elle puisse y tenir ses séances et y transiger ses affaires en général.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Où les bureaux de la commission seront situés?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Probablement à Québec, je crois que c'est l'endroit logique, quoiqu'il n'y ait encore rien de décidé.

La résolution est adoptée.

**M. le président** appelle la résolution no 4, qui se lit comme suit: 4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera un secrétaire de la commission et détermine sa rémunération; que ce secrétaire occupera sa charge durant bon plaisir et que ses devoirs seront ceux déterminés par la commission.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** déclare que personne n'a encore été approché à ce sujet. On choisira une personne ayant la compétence voulue.

La résolution est adoptée.

**M. le président** appelle la résolution no 5, qui se lit comme suit: 5. Que les rémunérations ci-dessus, et toutes les dépenses encourues par la commission dans l'exécution de ses devoirs et de ses attributions, y compris tous les frais raisonnables de voyage réellement encourus par les personnes visées par l'article 11 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, seront payées à même le fonds consolidé du revenu de la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Comment la commission dépensera?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** On a parlé, cet après-midi, de \$50,000.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Si c'est plus que ce montant?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On devrait dire plus que moins, mais fixer un montant.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** De toute façon, la somme sera prise à même le fonds consolidé du revenu, et la Chambre sera tenue au courant par les comptes publics.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la deuxième lecture des résolutions soit remise à la prochaine séance.

Adopté.

La séance est levée à minuit quinze minutes.

#### NOTES

1. *Le Soleil* du 9 mars 1934, à la page 3, note que c'est l'assistant-greffier, M. C.-A. Fournier, qui a lu les pétitions.

2. *The Chronicle-Telegraph* du 9 mars 1934, à la page 1, mentionne que l'honorable M. Moreau ne répond pas à cette intervention de M. Duplessis.

3. Ce nom varie d'un journal à l'autre, dans leur édition du 9 mars 1934: M. Prévost, selon *La Patrie*, à la page 12; M. Saint-Denis Prévost, selon *La Presse*, à la page 15, et M. de Saint-Denis Prévost, selon *La Tribune*, à la page 7.

4. Ce dernier nom porte à confusion. Dans les divers quotidiens consultés, dans leur édition du 9 mars 1934, on le rapporte différemment. Dans *L'Événement*, aux pages 6 et 10, on écrit Nantais; dans *Le Devoir*, à la page 12, on écrit Nantel; dans *Le Soleil*, à la page 16, on écrit Mautis, et dans *La Presse*, à la page 15, on écrit Martel.

5. Selon *L'Événement* du 9 mars 1934, à la page 10: "M. Hector Authier (Abitibi) est au fauteuil."

6. Il s'agit de:

1. William Stevens Fielding, libéral, premier ministre et secrétaire de la Nouvelle-Écosse (1884-1896), avant de siéger à la Chambre des communes et de servir comme ministre des Finances et Receveur général (1896-1911).

2. Sir Richard John Cartwright, conservateur jusqu'en 1869, et puis libéral, ministre fédéral des Finances (1873-1878) et ministre du Commerce, avant d'être nommé au Sénat.

3. James Alexander Loughheed, sénateur dès 1889, leader du Parti conservateur au Sénat (1906-1921), ministre sans portefeuille sous le court et tumultueux mandat de Mackenzie Bowell, et ministre sous le gouvernement unioniste de Arthur Meighen (1920-1921). Ces renseignements sont tirés du *Canadian Parliamentary Guide* des années concernées et du *Canadian Directory of Parliament, 1867-1967*.

7. *The Gazette* du 9 mars 1934, à la page 15, mentionne qu'à ce moment, attirés par les applaudissements, plusieurs députés entrent en Chambre pour entendre le discours de l'honorable M. Mercier qui, comme le précise le journaliste, n'a pas l'habitude de répondre aux attaques formulées contre lui.

8. Selon *The Sherbrooke Daily Record* du 9 mars 1934, à la page 1, il s'agit plutôt de 25 hommes.





